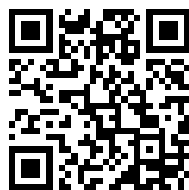

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



32101 076465564

1010
763

Library of



Princeton University.

Presented by

THEODORE F. SANXAY, ESQ.

CLASS OF 1869



REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

T. V. 1^{er} JUILLET 1888.

1

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

TROISIÈME ANNÉE

TOME CINQUIÈME

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE
LIBRAIRIE DE VICTOR PALMÉ, ÉDITEUR

25, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 25

1868



1010
.763
t. 5
(1868)

LES ASSEMBLÉES NATIONALES DANS LES GAULES

AVANT ET APRÈS LA CONQUÊTE ROMAINE

Lorsque César mit le pied sur le sol gaulois, les peuples qui l'habitaient avaient, par suite d'un usage immémorial, deux sortes d'assemblées : les unes avaient pour objet les affaires religieuses et la justice ; elles étaient présidées par les druides qui, à cet effet, tenaient des assises annuelles dans un lieu spécial situé dans le pays chartrain ¹. Les autres assemblées, exclusivement politiques, étaient composées de ces personnages désignés sous le nom de *principes civitatum*, qui, dans chaque peuplade, formaient une aristocratie. C'est de ces dernières que je veux m'occuper dans ce travail.

Notons dès à présent que si, dans les pages qui vont suivre, on rencontre l'expression *cité*, équivalent de *civitas*, il ne faut pas oublier que ce vocable ne signifie pas une capitale, mais simplement un peuple autonome. C'est un emprunt fait à la langue la-

¹ « Ii (druides) certo anni tempore in finibus Carnutum, quæ regio totius Galliæ media habetur, considunt in loco consecrato. Huc omnes undique, qui controversias habent conveniunt, coramque judiciis decretisque parent. » (César, *de Bello Gallic.* VI, 13.) Voy. aussi Strabon, l. IV, p. 197.

tine, et sur le sens duquel il faut bien se garder de se méprendre : au temps de l'indépendance, la *civitas* est l'ensemble des *oppidum* et des *vicus* compris dans les limites de chacune de ces nombreuses peuplades qui occupaient le territoire gaulois.

Il faut aussi s'entendre sur l'expression *principes*. César quelquefois emploie le mot *principatus* pour indiquer le pouvoir suprême attribué à un personnage dans une peuplade : il dit, par exemple, que l'éduen Dubnorix avait le *principatus* dans sa cité, et qu'il avait su se concilier l'affection de la multitude, *plebi*¹. On pourrait donc supposer que toutes les fois qu'il est question des *principes civitatum*, il s'agit des chefs des peuples gaulois. Il n'en est rien cependant. Les *principes civitatum* étaient l'aristocratie gauloise², aristocratie toute militaire, composée de ces hommes combattant à cheval, dont le rang élevé était soutenu par la nombreuse clientèle attachée à leurs personnes, grâce à leurs richesses³. Rappelons-nous que les Gaulois étaient divisés en trois castes : les druides, les chevaliers et la plèbe⁴. Si un rapprochement m'est permis, je dirai que cet état social n'était pas sans analogie avec celui qui subsista jusqu'à l'établissement de la féodalité : clergé, aristocratie armée, peuple⁵. Seulement

¹ César, I, 3.

² « At Cæsar principibus cujusque civitatis ad se evocatis, alias territando quum se scire quæ fierent denuntiaret, alias cohortando magnam partem Gallie in officio tenuit. » (César, V, 54.) — « Dum hæc apud Alesiam geruntur, Galli concilio principum indicto... » (Id., VII, 75). — « Neminem vero tantum pollere, ut, invitis principibus, resistente senatu, omnibus bonis repugnantibus, infirma manu plebis bellum concitare et gerere posset. (Id., VIII, 22.)

³ « Alterum genus est Equitum. Hi, quum est usus atque aliquod bellum incidit, quod fere ante Cæsaris adventum quotannis accidere solebat, uti aut ipsi injurias inferrent, aut illatas propulsarent, omnes in bello versantur ; atque eorum ut quisque est genere copisque amplissimus, ita plurimos circum se ambaotes clientesque habet. Hanc unam gratiam potentiamque noverunt. » (César, VI, 15.) Voy. aussi V, 55.

⁴ « In omni Gallia eorum hominum, qui aliquo sunt numero atque honore, genera sunt duo..... In hos (*plebeios*) eadem omnia sunt jura, quæ dominis in servos. Sed de his duobus generibus alterum est Druidum, alterum Equitum. » (César, VI, 13.)

⁵ J'évite avec dessein de me servir ici du mot *noblesse*, parce que cette expression serait, à mon avis, parfaitement fautive : la noblesse, telle que notre histoire du moyen âge nous a habitués à la comprendre, était une caste privilégiée, mais dans son essence fermée à de nouveaux venus ; du jour où les rois se permirent d'anoblir, la noblesse fut profondément modifiée et ne cessa de perdre son prestige. L'aristocratie, au contraire, se recrute perpétuellement dans les rangs inférieurs. C'est ce qui avait lieu chez les Gaulois : Viridomar, *in humili loco*, disputait le pouvoir à Eporédorix, *summo loco natus*.

il n'y avait de chef suprême de la Gaule que temporairement et dans les circonstances graves, et l'esclavage n'existait pas dans la *plebs* ¹.

I.

La réunion des *principes* formait le *concilium Galliæ* : cette expression, que j'emprunte à César ², nous la retrouverons longtemps après la conquête, employée officiellement. Cet ordre de choses, d'origine antique, était tellement particulier à la race gauloise, qu'on le retrouvait non-seulement dans la *cité*, mais encore dans ses subdivisions, le *pagus* et le *vicus*, et même dans la famille. César fait remarquer que les faibles y trouvaient une protection contre l'arbitraire ³. Il est curieux de voir une organisation analogue, d'après les plus anciennes coutumes du pays de Galles, donner, bien des siècles plus tard, naissance à la même réflexion ⁴. C'est là une critique séculaire con-

¹ César, en parlant de la *plebs* (l. VI, 13), la représente réduite en servitude, n'osant rien, n'ayant part à aucune délibération, ruinée par les emprunts ou par les impôts dont elle était accablée; il juge en Romain habitué à voir des esclaves. Strabon reconnaît la part du peuple dans l'élection de la magistrature suprême, et César lui-même, je l'ai dit plus haut, avoue que Dubnorix s'appuyait sur la *plebs*.

² « Bello Helvetiorum confecto totius fere Galliæ legati, principes civitatum, ad Cæsarem gratulatum convenerunt... Petierunt, uti sibi concilium totius Galliæ in diem certam indicere idque Cæsaris voluntate facere liceret; sese habere quasdam res quas ex communi consensu ab eo petere vellent. Ea re permissa diem concilio constituerunt et jurejurando, ne quis enuntiaret, nisi quibus communi consilio mandatum esset, inter se sanxerunt. » (César, I, 30.) — « Indictis inter se principes Galliæ conciliis silvestribus ac remotis locis, queruntur de Acconis morte..... » (Id. VII, 1.) « Vercingetorix tot continuis incommodis Vellaunoduni, Genabi, Novioduni acceptis, suos ad concilium convocat... Deliberatur de Avarico in communi concilio, incendi placeret, an defendi » (14, 15). « Dum hæc apud Alesiam geruntur, Galli concilio principum indicto (75). »

³ « In Gallia non solum in omnibus civitatibus atque in omnibus pagis, sed pæne etiam singulis domibus factiones sunt; earumque factionum principes sunt qui summam auctoritatem eorum judicio habere existimantur, quorum ad arbitrium judiciumque summa omnium rerum consiliorumque redeat. Idque ejus rei causa antiquitus institutum videtur, ne quis ex plebe contra potentiores auxilii egeret. » (César, VI, 11). Ἀριστοκραται δὲ ἦσαν αἱ πλείους τῶν πολιτειῶν. (Strabon, l. IV, p. 197)

⁴ Quiconque, dit la coutume de Démétie, se déclare victime d'un acte d'oppression de la part du brenin, ou du fait d'un des siens, doit obtenir, sans délai, un verdict de l'assemblée des clans confédérés, et s'il résulte de ce verdict que la plainte est fondée, il faut que justice soit immédiatement faite; car de toutes les coutumes qui règlent les rapports entre seigneur et vassal, la

tre la centralisation administrative, et un argument toujours nouveau en faveur de l'opinion de ceux qui pensent que les peuples n'ont une vie politique que si dans certaines limites, ils font eux-mêmes leurs affaires.

Un fait curieux à constater c'est que, transportés en Orient, les Gaulois, après avoir, pendant de longues migrations, perdu leur religion nationale, conservèrent leur idiome et l'habitude de ces réunions politiques. Rien ne laisse supposer que les Gaulois d'Orient, plus connus sous le nom de Galates, aient porté avec eux le druidisme sur les rives du Sangarius et de l'Halys : de bonne heure on les voit s'assimiler la religion du pays où ils s'établissent, et cent cinquante ans avant l'ère chrétienne briguer le pontificat de la grande déesse de Pessinunte : mais dans l'ancienne constitution rapportée par Strabon, nous trouvons une organisation civile qui est celle de la mère-patrie : trois peuples ou cités distinctes dirigés par un chef portant le titre oriental de tétrarque qui est ici un non-sens : un *concilium*, βουλῆ, composé de trois cents membres réunis aux tétrarques, constituait une assemblée qui était semblable au *concilium Galliarum*, formé des *principes* de tous les peuples gaulois ¹.

Loin de moi la pensée de chercher une corrélation directe

première, la plus importante est celle qui protège le faible contre le fort. — Ce rapprochement a déjà été fait par M. Aur. de Courson, *Cartul. de Redon*, pro-légom. p. ccxxxvii.

¹ Strabon, XII, p. 567; G. Perrot, *de Galatia*, p. 16 à 19. — Si on en croit saint Jérôme, de son temps les Gaulois d'Orient avaient conservé leur idiome national : « Unum est quod inferimus, et promissum in exordio reddimus, Galatas, excepto sermone Græco, quo omnis Oriens loquitur, propriam linguam eandem pene habere quam Treviros, nec referre si aliqua exinde corruperint. » (Ex Prologo in lib. II *Commentar. in epist. ad Galatas*, cap. 3.) Au sujet de la langue gauloise parlée à peu près en Asie comme à Trèves, il y a deux remarques importantes à faire : au texte de saint Jérôme, on a opposé ce passage de César (I, 1) : « Hi omnes (Belgæ, Aquitani et Celtæ) lingua, institutis, legibus, inter se differunt. Comment la langue des Volces Tectosages, peuple celte, aurait-elle pu être la même que celle des Trévires, peuple belge ? La réponse est dans César même (VI, 24) : « Ac fuit antea tempus, quum Germanos Galli virtute superarent, et ultro bella inferrent, ac propter hominum multitudinem agrique inopiam trans Rhenum colonias mitterent. Itaque ea quæ fertilissima sunt loca circum Hercyniam sylvam... Volcæ Tectosages occuparunt, atque ibi consederunt. Quæ gens ad hoc tempus iis sedibus se continet. — Je ne sais pas si, en présence de ces données, il serait trop hardi de conjecturer que les trois peuples galates, les Tectosages, les Trocmi et les Tolisboii étaient une émigration venue de Germanie ; les premiers seraient de ces Aquitains établis autour de la forêt Noire ; les deux autres seraient des Germains, leurs voisins : le nom même des Tolisboii indique une population germane.

entre la constitution civile et politique de la Gaule indépendante et celle de la France mérovingienne et carolingienne : je me contenterai simplement de faire remarquer que les mêmes causes produisent les mêmes effets sans avoir une origine commune ; il semble que le *concilium Galliæ* rappelle les *champs de mai* tenus sous la première et sous la seconde race de nos rois.

Ce serait une grande erreur, à mon avis, de faire procéder les seconds des premiers : il est permis seulement de conclure que les confédérations aristocratiques ou démocratiques ne peuvent exister sans assemblées nationales. Si nous en croyons Tacite, la clientèle existait chez les Germains, ainsi que les assemblées générales ; mais celles-ci se faisaient par tribus, et on n'aperçoit pas, comme chez les Gaulois, de *principatus* entre peuples, ni de confédération formant un corps de nation¹. C'est aux assemblées des Germains que je rattache celles des Francks, sans aucune parenté avec les anciennes assemblées gauloises, que la civilisation romaine avait profondément modifiées. Les assemblées des Francks, peuple germain, procédaient d'une coutume immémoriale, et à eux particulière : *Evoluto anno, præfatus rex (Pipinus) a Kal. mart. omnes Francos, sicut Francorum mos est, Bernaco villa ad se venire præcepit*, dit Frédegaire. Aimoin dit aussi : *Bituricam veniens, conventum, more Francico, in campo egit*. Si j'insiste sur ce point, c'est que ce qui se passait aux Champs de mai avait une telle analogie avec le *concilium Galliæ* que l'on pourrait être séduit par cette coïncidence : aux uns et aux autres on réunissait la nation armée, on traitait des intérêts généraux, des guerres et des traités de paix ; on jugeait aussi ceux qui étaient soupçonnés de haute trahison.

Le *concilium Galliæ*, c'est-à-dire la réunion, à jour fixé à l'avance, des *principes*, avait lieu dans les circonstances importantes, lorsqu'il s'agissait d'un grand péril menaçant la confédération, et de l'élection d'un chef suprême². Dans ces assemblées, convoquées à son de trompe³, des mesures sévères

¹ Tacite, *de Germ.*, 7, 11, 12 et 13.

² Ἐνα δὲ ἡγεμόνα ἡροῦντο κατ' ἐνιαυτὸν τὸ παλαιὸν, ὡς δὲ αὐτῶς εἰς πόλεμον εἰς ὑπὸ τοῦ πλῆθους ἀπεδείκνυτο στρατηγός. (Strabon, l. IV, p. 197.)

³ « At Bellovacî reliquæque civitates..... concilio repente cantu tubarum convocato, conclamant ut legati obsidesque ad Cæsarem mittantur. Hoc omnibus probato consilio, Commius Atrebas ad eos profugit Germanos, a quibus ad id

étaient prises pour empêcher le tumulte et obtenir le silence ¹; l'exactitude était un devoir dont l'observation pouvait entraîner la peine capitale ².

César nous a consacré le souvenir de plusieurs assemblées nationales gauloises ; lui-même en convoqua ³.

Il y avait des assemblées générales des *principes* de la Belgique, de la Celtique et de l'Aquitaine ; il y avait aussi des assemblées restreintes qui se composaient des *principes* de chacune de ces divisions territoriales, ou de quelques cités.

Les cités, en effet, comme les particuliers, avaient leur clientèle ⁴ : elles exerçaient le *principatus* sur un nombre plus ou moins considérable de peuples limitrophes ; cette tendance à dominer fut une des principales causes des divisions qui amenèrent les Romains au delà des Alpes, et causèrent la ruine de la nationalité gauloise. Aussi loin que nous pouvons remonter dans les récits des anciens historiens, nous trouvons les *Bituriges* entourés de clients ⁵ ; puis les *Arverni* ⁶, puis les *Ædui* ⁷ ; à ceux-ci

bellum auxilia mutuatus est. » (César, *de Bell. Gall.* VIII, 20 et 21.) — « (Vercingetorix) festis diebus et comitalibus, cum frequentissimos in lucis haberet, ferocibus dictis ad jus pristinum libertatis erexit. » (Florus, III, 10)

¹ Ἴδιον δὲ τὸ ἐν τοῖς συνεδρίοις συμβαῖνον· ἐὰν γὰρ τις θορυβῇ τὸν λέγοντα καὶ ὑποκρούσῃ, προσῶν δ' ὑπηρέτης, ἐσπασμένος τὸ ξίφος, κελεύει σιγᾶν μετ' ἀπειλῆς· μὴ παυομένου δέ, καὶ δεύτερον καὶ τρίτον ποιεῖ τὰ αὐτά· τελευταῖον δὲ ἀφαιρεῖ τοῦ πάγου τοσοῦτον, ὅσον ἄχρηστον ποιῆσαι τὸ λοιπόν. (Strabon, I, IV, p. 197.)

² « Armatum concilium indicit (Indutiomarus). Hoc more Gallorum est initium belli, quo, lege communi, omnes puberes armati convenire coguntur ; et qui ex iis novissimus venit, in conspectu multitudinis omnibus cruciatibus affectus necatur. In eo concilio, Cingetorigem, alterius principem factionis, generum suum, quem supra demonstravimus Cæsaris secutum fidem ab eo non discessisse, hostem judicandum curat bonaque ejus publicat. » (César, V, 56.)

³ Nous avons vu, note 2 page 7, une assemblée convoquée par César, sur la demande des *principes* : il en convoqua une autre à Reims : « Tali modo vastatis regionibus exercitum Cæsar duarum cohortium damno Durocortorum Remorum reducit, concilioque in eum locum Galliæ indicto de conjuratione Senonum et Carnutum quæstionem habere instituit, et de Accone. » (VI, 44.)

⁴ Voyez, entre autres, César, I, VI, 12.

⁵ C'était l'an 362 de Rome, que, sous la domination d'Ambigat, les Bituriges eurent le *principatus* de la Celtique : « Prisco Tarquinio Romæ regnante, Celtarum, quæ pars Galliæ tertia est, penes Bituriges summa imperii fuit : ii regem Celtico dabant. » (Tit. Liv. V, 34.)

⁶ Strabon nous révèle la puissance des Arverni, en nous parlant de Luern, père de Bituitus : διέτειναν δὲ τὴν ἀρχὴν οἱ Ἀρουερνοὶ μέχρι Νάρδωνος καὶ τῶν ὄρων τῆς Μασσαλιώτιδος· ἐκράτουν δὲ καὶ μέχρι Πυρρήνης ἰθύνων, καὶ μέχρι Νεαυοῦ καὶ Πήνου. (Liv. IV, p. 191)

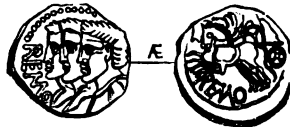
⁷ C'est aux *Arverni* que les *Ædui* avaient disputé le *principatus*, un peu

succèdent les *Sequani*¹, qui, pour maintenir leur prééminence, appellent les Germains et Arioviste. Ceci concerne particulièrement la Celtique.

Dans la Belgique, nous voyons des faits analogues : le *principatus*, qui semble avoir appartenu d'abord aux *Bellovaci*, passa ensuite aux *Suessiones*². A l'arrivée de César, les *Remi* en étaient investis³. Sur ce point je prendrai la liberté de faire une excursion dans le domaine de la numismatique.

Il existe une monnaie gauloise très-commune dans l'est de la France, et principalement à Reims et dans le pays rémois; jusqu'à ce jour les numismatistes ne se sont pas accordés sur l'interprétation de son type: voici la description de cette pièce:

Trois têtes jeunes et viriles, conjuguées, à gauche, REMOS. ♁ REMOS, char conduit par un aurige, attelé de chevaux galopant à gauche (bronze).



Spon et le P. Sirmond ont supposé que cette monnaie, postérieure à la conquête romaine, représentait les têtes des trois

avant l'arrivée de César, profitant sans doute du désordre qui suivit l'assassinat du père de Vercingetorix, qui voulait devenir roi. (César, I. I, 31, VII, 4.) Cette position leur resta. (Id. VIII, 54.)

¹ Le *principatus* des *Sequani* fut de courte durée: César le fit cesser pour le rendre aux *Ædui*: « Adventu Cæsaris facta commutatione rerum, obsidibus Æduis redditus, veteribus clientelis restitutus, novis per Cæsarem comparatis, quod hi qui se ad eorum amicitiam aggregaverant, meliore conditione atque imperio æquiore se uti videbant, reliquis rebus eorum, gratia dignitateque amplificata, Sequani principatum dimiserant. » (César, VI, 12.)

² Αὐτῶν δὲ τῶν Βελγῶν Βελλοάκους ἀρίστους φασί, μέγα δὲ τοὺς Σουεσσίωνας. (Strabon, IV, p. 196.) — « Namque ex altera parte Bellovaci, quæ civitas in Gallia maximam habet opinionem virtutis. » (César, VII, 59).

³ Le *principatus* des *Remi* se forma à l'arrivée de César dans les Gaules, au moment où les *Sequani* se virent forcés de renoncer à leur prééminence. Parmi leurs clients, il y en eut qui se rallièrent aux *Ædui*, d'autres préférèrent se grouper autour des *Remi*: « Adventu Cæsaris facta commutatione rerum, obsidibus Æduis redditus, veteribus clientelis restitutus, novis per Cæsarem comparatis, quod hi, qui se ad eorum amicitiam aggregaverant, meliore conditione atque æquiore imperio se uti videbant, reliquis rebus eorum, gratia dignitateque amplificata Sequani principatum dimiserant. In eorum locum Remi successerant: quos quod adæquare apud Cæsarem gratia intelligebatur, si, qui propter veteres inimicitias nullo modo cum Æduis conjungi poterant, se Remis in clientelam dicabant. Hos illi diligenter tuebantur. » (César, VI, 12.) « De numero eorum omnia se habere explorata Remi dice-

Gaules. M. Ch. Loriquet semble partager aussi cette opinion. Mon savant ami M. le baron de Witte a songé au mythe de Géryon, le héros tricéphale ; sa conjecture au premier abord paraît justifiée par la découverte assez fréquente, à Reims, d'autels représentant un personnage tricéphale.

Il y a un fait incontestable, c'est que le bronze en question est antérieur à la conquête romaine : sa fabrique l'indique, et d'ailleurs on l'a retrouvé dans les travaux du siège d'Alise Sainte-Reine ; on sait que sur ce point les découvertes numismatiques ne fournissent pas de pièces postérieures à l'an 51. — Cette date étant fixée, il me semble que la pièce des *Remi* dont nous nous occupons en ce moment représente simplement les têtes de deux peuples qui, avec les Remi, formaient un groupe dont ceux-ci avaient le *principatus*. Remarquons que les têtes de trois Gaules auraient été féminines.

Nous reviendrons plus bas sur la véritable représentation symbolique des *tres Galliæ*, tout en notant, dès à présent, que, suivant les événements, la même idée a parfaitement pu inspirer ce dernier type.

Voici un bronze assez rare, qui se rattache à la numismatique de l'Orient, et qui, par une singulière coïncidence, rappelle le type des *Remi*.



Trois têtes conjuguées à gauche.

Α ΑΡΧΙΕΡΕΥΣ ΓΡΑΜΜ. ΓΛΑΥΚΩΝ ΕΦΕ. ΑΣΚΑΗΠΙΑΔΗΣ. Diane d'Ephèse.

Tous les numismatistes jusqu'à ce jour ont affirmé que ces trois profils étaient les effigies des triumvirs romains Octave, Lépide et Marc-Antoine. Ephèse, comme le remarque Eckhel, serait la seule ville du monde antique qui aurait représenté ces personnages sur la monnaie. Rien ne vient expliquer ni prouver cette conjecture. J'avoue que je préférerais à Ephèse comme à

bant, propterea quod propinquitatibus affinitatibusque conjuncti, quantum quisque multitudinem in communi Belgarum concilio ad id bellum pollicitus sit, cognoverint.» (César, II, 4.) — Constituisse autem Bellovacos, omnium principum consensu. (*Id.*, VIII, 7.)

Reims, voir la représentation de trois peuples ; j'examinerai plus tard ce problème numismatique, dans un travail spécial : aujourd'hui je me contente de proposer cette conjecture sous toutes réserves.

De ce qui précède il résulte jusqu'à l'évidence que les Gaulois avaient des assemblées politiques ; que ces assemblées étaient composées des principaux de chaque peuple ; enfin qu'elles étaient désignées par la dénomination de *concilium Galliarum*. Cette expression, que les textes nous révèlent à plusieurs reprises avant la conquête, nous allons la retrouver encore après la soumission de la Gaule aux Romains.

Le *concilium Galliarum* était alors une réunion de députés qui se tenait non loin de la colonie de *Lugdunum*, auprès de l'autel élevé en l'honneur de Rome et d'Auguste au confluent du Rhône et de la Saône ¹.

Je vais rappeler tout ce que j'ai pu retrouver au sujet de ce monument et des assemblées dont il était le centre. L'autel de Rome et d'Auguste a déjà été le sujet de bien des dissertations, mais il ne me semble pas que l'on ait épuisé la question.

II.

La fondation de l'autel de Rome et d'Auguste par les peuples des trois Gaules n'est pas un fait isolé : je chercherai donc par ce que l'on sait de faits analogues accomplis dans d'autres régions, à compléter ce qui concerne cet établissement, qui tient une si large place dans l'histoire gallo-romaine.

Douze ans avant l'ère chrétienne, un autel, consacré à la divinité de Rome et à celle d'Auguste, fut élevé sur le territoire ségusiave par les peuples de la Belgique, de la Celtique ou Lyonnaise, et d'Aquitaine, au nombre de soixante ². A cet autel

¹ « His accedit quod cum Claudio Paulino, decessori meo, in *concilio Galliarum*, instinctu quorundam qui ab eo propter merita sua, lædi videbantur, quasi ex consensu provinciarum accusationem instituere tentarunt. » (Inscrip. de Thorigny.)

² Τὸ τε ἱερὸν τὸ ἀναδειχθὲν ὑπὸ πάντων κοινῇ τῶν Γαλατῶν Καίσαρι τῷ Σεβαστῷ πρὸ ταύτης ἱδρύται τῆς πόλεως ἐπὶ τῇ συμβολῇ τῶν ποταμῶν ; ἔστι δὲ βωμὸς ἀξιόλογος ἐπιγραφὴν ἔχων τῶν ἐθνῶν ἐξήχοντα τὸν ἀριθμὸν, καὶ εἰκόνες τούτων ἑκάστου μίᾱ καὶ ἄλλος μέγας. (Strabon, IV, p. 192.)

était préposé un prêtre, élu par les délégués des peuples fondateurs, et qui semble avoir exercé ce sacerdoce sinon à vie, du moins pendant une période qui n'était pas annuelle¹. Chaque peuple avait plusieurs délégués, mais nous ignorons quel en était le nombre, et sur quelles bases il était arrêté. Il est permis de croire que ces délégués se réunissaient périodiquement, à l'occasion de jeux institués pour célébrer l'anniversaire de la fondation².

Longtemps on a supposé que chacun des soixante peuples fondateurs avait un prêtre à l'autel du confluent, et que, par conséquent, un collège sacerdotal y résidait. Je crois être le premier à avoir fait remarquer qu'il ne devait y avoir qu'un seul pontife, de qui relevaient les prêtres augustaux disséminés dans les diverses cités des trois Gaules. Les textes et les inscriptions ne disent rien qui puisse faire supposer l'existence d'un collège de prêtres : bien plus, le seul souvenir de la dédicace du temple n'indique qu'un pontife : *Ara D. Cæsaris ad confluentem Araris et Rhodani dedicata, sacerdote C. Julio Verecundaridubio Aduo*³. Il y a aussi une inscription, rapportée par Muratori, qui, en donnant à un personnage le titre de *prêtre des trois Gaules*, vient incidemment à l'appui d'une opinion que j'ai déjà proposée ailleurs⁴.

¹ Je m'appuie sur un fragment conservé au Musée de Lyon, et publié par M. de Boissieu, p. 91, et M. A. Bernard, p. 69 :

Q. LICINIO VLP.....
 LICINI TAVRICI. FIL...
 QVI. SACERDOTIUM.....
 APVD ARAM . DVO . ET...

² On a dit, sans preuve, que ces jeux avaient lieu tous les ans : il se pourrait qu'ils ne fussent célébrés que tous les cinq ans, comme c'était généralement l'usage, ainsi que l'établit un passage de Suétone (*Augustus*, 59) : « Provinciarum pleræque supertempla et aras ludos quoque quinquennales pæne oppidatim constituerunt. » — Les inscriptions antiques révèlent quelques détails sur ces délégués des peuples gaulois, ainsi que sur leur présence aux jeux. Le marbre de Thorigny avance positivement que Solemnis avait été élu l'un des députés par les *Viducasses*, ses concitoyens : QVOD PATRIA EIVS CVM INTER COETEROS LEGATVM EVM CREASSET. D'un autre côté, des fragments recueillis sur l'emplacement de l'amphithéâtre situé non loin du temple, indiquent les places réservées pour la députation de chaque peuple ; on a retrouvé une place des *Arverni*, six des *Bituriges Cubi*, deux des *Tricasses*? (De Boissieu, p. 467.)

³ Tite Live, *Épit.* Lib. cxxxvii.

⁴ *Revue des Sociétés savantes*, 1864.

LATINIO POMPT.
 A LATINI FIL. CATA
 PANO AEDUO SA
 CERD III PROVIN
 CIARVM GALLIAR
 OFFICIS ET HONO
 RIBVS OMNIBVS
 FVNCTO. SEQ
 ANI PVBLICE ¹

Voici le moment d'examiner ce qui s'est passé ailleurs : car l'établissement de l'autel gaulois du Confluent n'est pas, je l'ai dit, un fait unique dans l'histoire romaine.

Les monnaies d'Emerita de Lusitanie, et de Tarraco de Tarraconaise, prouvent qu'en Espagne ces villes avaient fondé des temples en l'honneur d'Auguste ; en ce qui touche à la seconde, un texte de Tacite vient confirmer le témoignage de la numismatique, en nous apprenant que, sous Tibère, les Espagnols obtinrent la permission d'élever un temple à Auguste dans la colonie de Tarraco, et que cet exemple fut suivi par toutes les provinces². Ce temple, que les monnaies nous représentent à huit colonnes, fut restauré par Hadrien, puis par Septime Sévère, d'après Spartien. Une inscription signale à Pola, en Istrie, un temple dédié à Rome et à Auguste ; Hérode en éleva un à Césarée de Palestine, aujourd'hui Kaisarieh ; il y en avait aussi à Cyme d'Eolide, à Mylasa de Carie, à Nicomédie de Bithynie. Enfin il y avait à Pergame et à Ancyre de Galatie, des temples, également consacrés aux divinités de Rome et d'Auguste, sur lesquels je dois donner quelques détails.

Le temple de Pergame fut fondé avec l'assentiment d'Auguste. Tacite nous dit³ que, lorsque l'Espagne Ulérieure envoya des députés au sénat pour demander la permission d'élever, à l'exemple de l'Asie, un temple à Auguste, Tibère prit la parole et dit entre autres choses : « Pères conscrits, je sais que plusieurs m'ont reproché ma faiblesse lorsque, récemment, je n'ai pas combattu la proposition semblable faite par

¹ Muratori, *nov. thes.* II, xxx, 3.

² Tacite, *Ann.* VII, 8.

³ Tacite, IV, 37 et 38.

« les villes d'Asie : je viens donc expliquer mon silence antérieur, « et mes volontés pour l'avenir. Le divin Auguste ne s'était pas « opposé à ce qu'on lui élevât et à la ville de Rome, un temple à « Pergame : considérant ses actions et ses pensées comme des « lois sacrées, je me suis empressé de suivre son exemple, d'au- « tant plus qu'à mon culte on joignait celui du sénat. Mais s'il « est excusable d'avoir consenti une fois, il y aurait orgueil et « vanité à multiplier ce culte dans toutes les provinces ; l'hon- « neur rendu à Auguste s'avilirait par une prodigalité inspirée « par la flatterie, etc. » — Dion Cassius confirme ce témoignage en rappelant qu'Auguste autorisa à Ephèse et à Nicée l'établissement de temples dédiés à César et à Rome, et qu'il en permit autant, mais en son propre nom, à Pergame pour l'Asie, et à Nicomédie pour la Bithynie¹.

La fondation du temple de Rome et d'Auguste à Pergame motiva la création d'un souverain pontificat, sur lequel les inscriptions et les textes nous donnent quelques détails précieux, puisque nous avons le droit de penser que chacun des temples fondés dans les mêmes conditions avait une organisation analogue.

Le souverain pontife de Pergame, ἄρχιερεὺς Ἀσίας, était revêtu d'une dignité d'un ordre très-élevé exclusivement conférée à des personnes que leur opulence mettait en évidence. Bien que ce pontificat ne fût pas héréditaire, et que la durée en fût limitée, le sacerdoce restait dans une famille, tant que cette famille comptait des membres assez riches pour en supporter le lourd honneur ; on cherchait parfois à s'y soustraire, et sous Septime Sévère le père de cinq enfants en était légalement dispensé.

Le souverain pontife d'Asie était choisi par le proconsul sur une liste dressée par les suffrages du συνέδριον τὸ κοινὸν οὐ κοινόν Ἀσίας qui se réunissait tantôt dans une ville, tantôt dans une autre. Cette assemblée se composait de députés de chaque ville de la province d'Asie, et celle-ci comprenait la petite Phrygie, la Mysie, l'Eolide, la Lydie, l'Ionie, la Doride, la Carie.

Le κοινὸν Ἀσίας éleva des temples à Smyrne, à Ephèse, à Cyzique, à Sardes ; les dépenses de ces sanctuaires, comme celles du temple de Pergame, étaient supportées par les villes

¹ D. Cassius, l. LI, c. xx.

qui envoyaient des députés à l'assemblée; chaque temple avait un ἄρχιερεὺς, et ce sacerdoce local était un titre pour arriver ensuite au souverain pontificat de la province ¹.

Le grand prêtre de Rome et d'Auguste, à Pergame, avait sur les prêtres des temples des autres villes une autorité qui n'était pas sans analogie avec celle qu'eurent plus tard les métropolitains et les patriarches chrétiens. Je ne puis mieux faire, sur ce point, que de renvoyer mes lecteurs à la lettre écrite vers 361 par l'empereur Julien à Théodore, souverain pontife d'Asie : il lui dit clairement qu'il le charge « de l'intendance générale de tout ce qui concerne la religion en Asie, de la direction des prêtres de la campagne et des villes, du droit de juger les actes de chacun. » En lui donnant des conseils relatifs à sa charge, il lui recommande vivement le culte des dieux, et met en regard la tiédeur des païens et la ferveur des *Galiléens*, qu'il qualifie tout simplement de *lèpre de la société humaine* ².

Si nous tournons maintenant les yeux de nouveau vers la Galatie, nous trouvons là aussi un temple élevé en l'honneur de Rome et d'Auguste, et dans des conditions parfaitement analogues à celles du temple gaulois et du temple de Pergame.

A la fin du règne d'Auguste, ou dans les premières années de Tibère, les trois peuples qui formaient la Galatie élevaient à grands frais, à Ancyre, un temple Θεῷ Σεβαστῷ καὶ θεῇ Ρώμῃ : il reste des ruines remarquables de cet édifice, ruines qui ont été étudiées et reproduites dans le grand ouvrage publié par mon savant confrère M. Perrot ³ : de nombreuses inscriptions recueillies par le même archéologue donnent des détails sur lesquels les textes sont muets.

Le temple d'Ancyre fut, comme celui de la Gaule, construit aux dépens du *commune Galatiæ* : les plus riches des Galates tinrent à honneur, par des dons particuliers, de concourir à la splendeur de l'édifice; le *commune Galatiæ* avait aussi à Ancyre des jeux qui étaient présidés par un *Galatarcha*. Enfin, à la tête du temple était un pontife ἀρχιερεὺς τοῦ κοινοῦ τῶν Γαλατῶν, qui me

¹ Voy. *Voyage archéologique en Grèce et en Asie Mineure*, par Th. Le Bas et W.-H. Waddington. Inscrit., t. III, p. 244 et seq.

² Lettre LXIII.

³ *Exploration archéologique de la Galatie et de la Bithynie*, par MM. G. Perrot, E. Guillaume, et J. Delbet.

semble avoir été revêtu du même sacerdoce que le *Sacerdos trium provinciarum Galliæ*¹.

Le souverain pontife de la Galatie, comme celui d'Asie, avait une haute juridiction sur les prêtres de la province ; c'est encore Julien qui nous fournit des renseignements à ce sujet. Dans sa lettre à Arsacius, revêtu de ce sacerdoce vers l'an 362, il rend justice à sa vertu, mais ajoute que tous les prêtres de la Galatie devraient être comme lui : il l'autorise à chasser tous ceux qui lui désobéiraient ; il lui trace une ligne de conduite dans laquelle, pour empêcher les progrès du christianisme, pour arrêter la ruine du paganisme et faire revivre le culte de la grande déesse de Pessinunte, il emprunte aux Galiléens eux-mêmes les idées nouvelles révélées par les prédicateurs apostoliques : il parle d'hospices à fonder dans toutes les villes, de secours à donner aux pauvres : « Il serait honteux, quand les « Juifs n'ont pas un mendiant, quand les impies Galiléens nour-
« rissent tout ensemble les leurs et les nôtres, que les nôtres
« fussent dépourvus des secours que nous leur devons. » Enfin Julien promet des secours, et rappelle au grand prêtre que, dans le temple, il n'y a que lui qui commande à tout ce qui est dans l'intérieur².

Il serait très-important pour notre histoire nationale de connaître au juste quelles étaient toutes les attributions, dans les Gaules, de ces assemblées qui nommaient les souverains pontifes : malheureusement, nous avons peu de données. Il ne faut pas néanmoins négliger de grouper ce qui nous est parvenu.

Et d'abord, en principe, à dater d'Auguste, le *concilium Galliæ* n'avait plus à s'occuper d'affaires politiques. En avançant ce fait, je sais que je suis en contradiction avec mon ami et confrère, M. Aug. Bernard, qui soutient la proposition opposée, et voit dans le temple de Rome et d'Auguste, de Lyon, le berceau de la nationalité gauloise³. Pour moi, à partir de l'an 27 de l'ère chrétienne, il n'y eut plus de nationalité gauloise : c'est le commencement de l'ère gallo-romaine, pendant laquelle, excepté dans les moments de révoltes, la Gaule ne

¹ G. Perrot, *de Galatia provincia romana thesis*.

² Lettre XLIX.

³ *Le Temple de Rome et d'Auguste*, p. x.

fut qu'une grande province de l'empire, administrée et exploitée par l'administration romaine.

La date que je viens de citer est celle de la réunion à Narbonne, sous la présidence d'Auguste en personne, des députés de toute la Gaule ; cette assemblée fut le dernier *concilium Galliarum* national : la Gaule y fut modifiée dans ses circonscriptions territoriales ; les peuples qui se partageaient son territoire furent réduits à soixante ; ils n'eurent plus d'autonomie. Quinze ans après, ces soixante peuples fondaient le temple du Confluent, qui était par le fait une solennelle abjuration du culte national : le *sacerdos trium Galliarum* remplaçait, jusqu'à un certain point, l'archidruide ; les *principes*, en venant assister aux jeux et délibérer sur l'administration du temple où l'on adorait Rome et l'Empereur, n'étaient plus qu'une pâle copie de ces anciens *concilium* où se traitait le gouvernement du pays.

Nous verrons cependant que ce faible souvenir fit, par instant, revivre l'ancien usage gaulois.

L'éloignement des affaires, imposé au nouveau *concilium Galliarum* par la politique d'Auguste, ressort de plusieurs faits. Et d'abord, la Lyonnaise, la Belgique et l'Aquitaine étaient directement administrées par un légat impérial ; elles étaient par conséquent indépendantes au point de vue civil, et la réunion des *principes* n'avait plus à s'occuper d'élire les chefs, qui étaient nommés directement par le gouvernement¹ ; elle n'avait pas non plus à se permettre de doléances sur les abus commis par des fonctionnaires : ceci résulte implicitement de l'inscription de Thorigny, que j'ai déjà plusieurs fois invoquée². Bien plus,

¹ Ἐνα δὲ ἡγεμόνα ἤροῦντο κατ' ἐνιαυτὸν τὸ παλαιὸν, ὥς δὲ αὐτοῖς εἰς πόλεμον εἰς ὑποπλήθους ἀπεδείκνυτο στρατηγός· νυνὶ δὲ προσέχουσι τοῖς τῶν Ῥωμαίων προστάγμασι τὸ πλεόν. (Strabon, IV.)

² J'ai fait remarquer ailleurs que l'inscription de Vieux, le seul monument qui ait paru fournir une preuve de l'immixtion de l'assemblée des trois Gaules dans le domaine de la politique, me semblait invoquée par suite d'une interprétation contestable. En effet, le prêtre Solemnis, député des Viducasses au *concilium Galliarum*, empêche ses collègues de porter une accusation contre le légat Claudius Paullinus. Pour cela, il fait observer que ses concitoyens ne lui avaient pas, ni aux autres, donné le mandat de dénoncer ce personnage, *quod patrias ejus cum inter ceteros legatum eum creasset, nihil de accusatione mandasset*. Ne semble-t-il pas que, dans cette circonstance, Solemnis ne fit autre chose que rappeler à ses collègues qu'ils n'avaient pas qualité pour s'occuper de pareilles questions.

à un moment, alors que se manifestaient de tous côtés des indices d'un mécontentement général, Drusus profita, pour se mettre en rapport avec eux, de ce que les notables de la Gaule étaient réunis pour les fêtes de Rome et d'Auguste : ils étaient donc venus à Lyon, non pas pour former une assemblée politique, mais simplement pour assister aux fêtes périodiques ¹.

Le principal mandat des députés des peuples gaulois était sans doute d'élire leur pontife, et de veiller à l'administration du temple de Rome et d'Auguste. Cette administration comptait plusieurs fonctionnaires, et il y avait une caisse qui recevait la part afférente à chaque peuple. Les inscriptions nous font connaître cette caisse, ainsi que ses *judices*, l'un cadurque, l'autre carnute :

TIB.POMPEIO
POMPEI.IVSTI.FIL
PRISCO.CADVR
CO.OMNIBVS.HO
NORIB.APVDSVOS
FVNCT.TRIB.LEG.V
MACEDONICAE
IVDICI.ARCAE
GALLIARVM.III
PROVINC.GALLIAE.

TIB.SVLPICIO
TIB.IVLI.PACATIA
NI.FILIO.CARN.OMNI
BVS.HONORIBVS
APVD.SVOS.FVNC
TO.IVDICI.ARCAE
GALLIARVM
TRES.PROVINCIAE.

Ses *allectores*, l'un venète, l'autre viromand :

[L] TAVRICI (O)
(F) LORENTI.TAVR (ICI)
(T) AVRICIANI.FIL (IO)
VENETO
ALLECTORI.ARK.GA (LL)
(P) ATRON.NAVT (AR)
(A) RARICORVM (ET)
LIGERI.CORVM.ITE (M)
ARE.CARRORVM (ET)
(P) ONDERATIVM...
(I) II.PROVINC.GALL (IAE)

L.BESIO.SUPERIORI
VIROMAND.EQ.R
OMNIBVS.HONORIB
APVD.SVOS.FVNCTO
PATRON.NAVTAR
ARARICOR.ET.RHO
DANICOR.PATRON
CONDI.
. ARIORLVGVD
CONSISTENTIVM
ALLECTARK.GALLIAR
OB.ALLECTVR.FIDELI
TER.ADMINISTRATAM
TRES.PROVINC.GALLIAE

¹ Τῶν τε Συγάμβρων καὶ τῶν συμμάχων αὐτῶν, διὰ τε τὴν τοῦ Αὐγούστου ἀπουσίαν, καὶ διὰ τὸ τοὺς Γαλάτας μὴ ἐβελοδοουεῖν, πολεμωθέντων σφίσι, τό τε

Ses *inquisitores*, l'un turon, l'autre picton, le troisième séquane, et le quatrième suession :

PATERNO	L.LENTVLIO
VRSO	CENSORINO
TVRONO	PICTAVO
OMNIB.HONO	OMNIBVS.HO
RIB.APVD.SVOS	NORIBVS.APVD
FVNCT.I.	SVOS.FVNCTO
P.	CVRTORI.BIT
EXCIVITATE	VIVISCORVM
SVA	INQVISITORI
III.PROVINC	TRES.PROVIN
GALLIAE	CIAE.GALLIAE
Q.IVLIO.SEVERINO	L. CASSIO
SEQVANO.OMNIB	MELIORI
HONORIBVS.IN	SVESSIONI
TER.SVOS.FVNCTO	OMNIBVS.HO
PATRONO.SPLENDI	NORIB.APVDSV
DISSIMI.CORPORIS	OS.FVNCTO.IN
N.RHODANICOR.ET	QVISITORI.GALL
ARAR.CVI.OB.INNOC	III.PROV.GALLIAE
MORVM.ORDO.CIVI	
TATIS.SVAE.BIS.STATVAS	
DECREVIT.INQVISITO	
RI.GALLIARVM.TRES	
PROVINCIAE.GALL	

Comme le *sacerdos*, ces fonctionnaires appartenaient aux principaux de chaque cité; les inscriptions ont grand soin de rappeler qu'ils avaient rempli chez leurs concitoyens les fonctions les plus élevées. Évidemment les députés les choisissaient parmi eux, et ces personnages qui, sous le Bas-Empire, devaient être les *honorati*, les *senatores* et les *nobiles* que nous signalent les textes, représentaient les anciens *principes* gaulois.

L'assemblée des Trois-Gaules avait cependant deux autres

ὑπήκοον προκατέλαβε, τοὺς πρώτους προφάσει τῆς ἐορτῆς, ἣν καὶ νῦν περὶ τὸν τοῦ Αὐγούστου βωμὸν ἐν Λουγδούνῳ, τελοῦσι μεταπεμψάμενος, etc. (Dio Cassius, LIV, 32).

attributions exceptionnelles que je n'ai pas constatées ailleurs. La première était le droit de voter des monuments à ceux de ses fonctionnaires qui avaient mérité cet honneur, ainsi qu'aux pontifes¹; plus tard, comme je l'établirai, à des légats impériaux qui avaient administré la Gaule². Généralement, ces monuments étaient élevés sur le terrain qui dépendait du temple; cependant nous connaissons une exception que le marbre de Thorigny signale nettement : le viducasse Tibérius Sennius Solemnis, fils de Solemninus, fut le premier qui eut dans sa patrie une statue et une inscription votées par les Trois Gaules³.

Le second privilège attribué à l'autel de Rome et d'Auguste, et à la représentation des *Tres Gallix*, était le droit de frapper monnaie, qui se continua jusqu'au règne de Néron inclusivement. Je ne crois pas que personne, jusqu'ici, ait soupçonné ce détail, important au double point de vue historique et archéologique.

César avait laissé aux peuples gaulois une autonomie à peu près complète : sauf le lourd tribut militaire qu'elles avaient à acquitter, ces peuplades s'administraient à leur guise. Elles frappèrent des monnaies, au moins jusqu'à l'an 27 avant J.-C., et cette série numismatique, pour laquelle on a déjà des jalons certains, ne sera pas la moins intéressante à étudier et à fixer.

D'un autre côté, les colonies romaines établies dans les Gaules frappaient aussi monnaie : par exemple, Nîmes, Vienne, Lyon.

¹ Jusques à ce jour, les inscriptions ont révélé les noms de quinze prêtres du Confluent : un éduen, Latinius Catapanus, fils d'Aulus; un carnute, C. Julius... fils de Marcus; un sénon, S. Julius Thermianus; un tricasse, C. Catullinius Decimius, fils de Tutus Catullius; un arverne, C. Servilius Martianus, fils de C. Servilius Domitius; un cadurque, M. Lucterius Leo, fils de Lucterius Senicianus; un lémoveice, Q. Licinius Ulpianus, fils de Licinius Tauricus; deux pétrocores, C. Pompeius Sanctus, et son frère, M. Pompeius Libo; un santou, C. Julius Rufus, fils de C. Julius Otuanemus; un médiomatricien, C. Aucus Macrinus, fils de Celer; un morin, T. Punicus Genialis; un nervien, L. Osidius, fils de Quintus; un séquane, A. Adginnius Martinus, fils d'Urbicus; un ségusiave, C. Ulattus Aper. Sur d'autres inscriptions plus ou moins complètes les noms ou la nationalité d'autres prêtres ne peuvent se deviner. (Bernard, p. 53 à 88.)

² Nous parlerons plus loin des inscriptions votées par les *Tres Gallix* à L. Æmilius Fronto, légat et propréteur de la Lyonnaise, ainsi qu'à Tibérius Antistius Marcianus, procureur chargé de faire le recensement des Gaules. (Id. p. 97 à 100.)

³ TRES PROVINCIÆ GALLIÆ PRIMO VNQVAM MONVMENTVM IN SVA CIVITATE POSVERVNT, LOCVM ORDO CIVITATIS VIDVCASSIVM LIBERE DEDIT.

Le monnayage de la colonie de *Lugdunum* est représenté par des quinaires de Marc-Antoine et par des bronzes d'Auguste, bien connus, et dont le simple aspect ne laisse aucun doute sur leur origine municipale et sur la date de leur émission¹. L'an 27, Auguste, par l'organisation dont il avait arrêté les bases dans le *concilium* de Narbonne, fit cesser ce monnayage pour les colonies comme pour les peuples : un atelier impérial fut établi dans la colonie de *Lugdunum* qui, au témoignage de Strabon, émettait des espèces d'or et d'argent², et qui, malgré quelques interruptions accidentelles, peut être considéré comme ayant été en activité jusqu'à nos jours ; seulement on n'y frappait plus de monnaies coloniales, mais bien des monnaies impériales, comme à Rome.

Cependant on comprend qu'un simple décret ne pouvait faire cesser le monnayage autonome gaulois, qui existait depuis plusieurs siècles, et qui même avait été reconnu par des gouverneurs romains, dont les noms sont parfois gravés. J'estime que plusieurs peuples gaulois continuèrent à monnayer jusqu'à l'an 12, date de la fondation de l'autel de Rome et d'Auguste, et que la réunion des députés des Trois Gaules fut alors autorisée à émettre une monnaie de bronze. C'est celle qui porte au droit la tête de l'empereur, et au revers, avec la légende ROM. ET AVG., la représentation de l'autel du Confluent³.

Ces bronzes ont été émis en très-grand nombre, surtout sous les règnes d'Auguste et de Tibère : on en trouve des copies tellement barbares, et leur présence est si fréquente sur tous les points du sol gaulois, qu'il est impossible de ne pas croire qu'ils ont été imités un peu partout, durant les premières années. Des petits bronzes ont même été coulés, en métal grossier, de manière à rappeler d'une manière frappante les informes potins gaulois émis durant la dernière époque de monnayage national⁴.

Je suis donc convaincu que les sesterces, les dupondii et les

¹ Voy. A. Bernard, *le Temple d'Auguste*, pl. VI, n° 1.

² Τὸ νόμισμα χαράττουσιν ἐνταῦθα, τό τε ἀργυροῦν καὶ τὸ χρυσοῦν οἱ τῶν Ρωμαίων ἡγεμόνες. (Strabon, IV p. 192.)

³ Voy. A. Bernard, *Op. laud.* pl. VI, n° 2 à 14.

⁴ *Id.* n° 16 à 20.

as, les semis et les quadrans ¹ au type de l'autel de Rome et d'Auguste, furent frappés sur le territoire gaulois des *Tres Galliæ*, pendant que les gouverneurs romains faisaient fabriquer dans la colonie, devenue métropole, les monnaies d'or et d'argent aux types officiels que l'on peut aujourd'hui distinguer, grâce aux savantes recherches de M. le comte de Salis.

Nous verrons plus loin comment il arriva que ce monnayage quasi autonome cessa.

Je me résume, avant de reprendre l'étude des événements importants que je vais faire passer sous les yeux de mes lecteurs.

La fondation de l'autel de Rome et d'Auguste, au confluent du Rhône et de la Saône, eut un double but : d'abord, de fonder un centre religieux romain pour ruiner le druidisme qui, lui aussi, avait eu son centre religieux et son souverain pontife ; ensuite, d'occuper l'activité des Gaulois soumis, et de leur laisser un souvenir inoffensif de leurs antiques assemblées nationales. Les anciens *principes* étaient devenus ces personnages *omnibus honoribus apud suos functi*, arrivés à une position notable à laquelle l'influence romaine ne pouvait pas être étrangère. L'antique *concilium* était la réunion de ces nouveaux *principes*, qui n'avaient probablement pas plus d'analogie avec les anciens, qu'un duc de création moderne avec un duc et pair du XVIII^e siècle. Cette assemblée nommait le souverain pontife du temple de Rome et d'Auguste, de qui relevaient les prêtres augustaux des Trois Gaules ; elle s'occupait de l'administration du culte, et peut-être des jeux qui se célébraient en l'honneur d'Auguste ; elle votait des monuments à certains personnages, et émettait une monnaie particulière. La dénomination officielle du *concilium* était alors *Tres Galliæ*, en souvenir de la nouvelle circonscription administrative créée par Auguste ².

¹ J'emprunte cette nomenclature, plus rationnelle et plus scientifique, à M. Fr. Lenormant. Voy. *Essai sur l'organisation politique et économique de la monnaie dans l'antiquité*, p. 148.

² Auguste conserva la division de la Gaule en trois groupes : A l'arrivée de César, ces groupes étaient désignés sous les noms des Belges, des Aquitains et des Celtes ; Auguste modifia leurs circonscriptions : l'Aquitaine comprit tout le pays situé entre les Pyrénées, la Loire et la frontière de la Narbonnaise, c'est-à-dire qu'il y ajouta 14 peuples de l'ancienne Celtique. A la Belgique furent annexés les Lingons, les Séquanes, les Boiens et les Helvètes. La Celtique, ainsi diminuée, prit le nom de Lyonnaise, à cause de la métropole.

III

Il arriva un moment où l'assemblée qui siégeait à Lyon usurpa un rôle politique : ce fut à l'avènement de Galba.

En Gaule, commença le mouvement insurrectionnel qui, continué en Espagne, amena la chute de Néron, et, avec elle, la fin de la dynastie dont César était le chef. Ce serait une grave erreur de chercher un réveil du sentiment national dans cette révolte, qui eut un si grand retentissement dans le monde antique : pour retrouver un mouvement gaulois, ou plutôt gallo-germain, il faut descendre un peu plus tard, jusqu'à Civilis.

Les peuples gaulois, dans les dernières années du règne de Néron étaient absorbés par la centralisation administrative, et engourdis par la civilisation des conquérants : ils ne songèrent pas, dans ce moment, à reconstituer leur autonomie. Si un Gaulois ambitieux fut le chef et l'âme du complot, il ne faut pas oublier qu'il ne chercha en aucune façon le pouvoir pour lui-même ; il fit proclamer un patricien romain. Tout se résuma en une guerre civile, à laquelle prirent part les légions romaines les unes contre les autres ; les peuples gaulois partagèrent leurs sympathies entre les différents candidats, tous romains. Ce fut, par le fait, une révolution militaire, dans laquelle nos ancêtres jouèrent un rôle secondaire.

Un Aquitain dont les ancêtres, avant la conquête, avaient compté au nombre des *principes*, et dont le père était devenu sénateur romain, avait alors des fonctions qui, bien qu'élevées, ne satisfaisaient pas encore son ambition : c'était C. Julius Vindex.

Il était propréteur suivant Suétone, στρατηγός suivant Plutarque et Xyphilin, cités par Dion Cassius ¹. D'une taille élevée,

¹ Suétone, *de Nerone*, XL « Talem principem paulo minus quatuordecim annos perpressus terrarum orbis, tandem destituit, initium facientibus Gallis, duce Julio Vindice qui tum eam provinciam proprætores obtinebat. » — Plutarque, *in Galba* : Ἰούλιος Ὀυίνδιξ ἐπανάστη Νέρωνι Γαλατίας ὢν στρατηγός. — Dio Cassius, LXIII : Ἦν τις Γαλάτης ἀνὴρ Γαίος Ἰούλιος Βινδιξ ἐκ μὲν προγόνων τοῦ βασιλικοῦ γένους, κατὰ δὲ τὸν πατέρα βουλευτὴς τῶν Ῥωμαίων· τὸ τε σῶμα ἰσχυρὸς καὶ τὴν ψυχὴν συνετὸς, τῶν τε πολεμικῶν ἐμπειρὸς καὶ πρὸς πᾶν ἔργον μέγα εὐτολμος.

et doué d'un esprit supérieur, Vindex joignait à un désir immodéré de s'élever, une audace à toute épreuve, une connaissance profonde de l'art de la guerre, et l'amour de la liberté.

Profitant du mécontentement général excité par les lourds impôts dont Néron accablait les provinces, Vindex convoqua des *assemblées* où se réunissaient, comme au temps de l'indépendance, les *principes* gaulois ¹. Ses discours violents trouvèrent de nombreux adhérents. La Narbonnaise entra tout d'abord dans le complot : bientôt les *Sequani*, les *Ædui*, les *Helvetii*, les *Arverni*, l'Aquitaine, et d'autres peuples vinrent augmenter le nombre des rebelles.

A la nouvelle de cette levée de boucliers, Néron, étant à Naples, écrivit au sénat pour l'exhorter à le venger, lui et la république ; il concentra à Rome les contingents qu'il avait appelés de Germanie, de Bretagne et d'Illyrie pour une expédition projetée en Albanie, et se disposa à les envoyer en Gaules : il savait qu'il pouvait compter sur les légions de Germanie. En même temps, il faisait mettre à prix la tête du chef du complot qui l'avait personnellement outragé en le désignant, dans ses harangues par son nom de famille, *Ænobarbus*, et par le sobriquet de mauvais joueur de luth, *citharædum malum*. En vrai gaulois, Vindex offrit sa tête à celui qui lui apporterait celle de Néron.

Je viens d'énumérer quelques-uns des peuples qui se laissèrent entraîner par Vindex. Dans le parti opposé étaient les peuples au milieu desquels se trouvaient cantonnées les légions de Germanie, les *Segusiavi*, et principalement la colonie de *Lugdunum*, animée d'une antique animosité contre Vienne, et attachée d'ailleurs à Néron par la reconnaissance.

La haine des habitants de *Lugdunum* contre ceux de *Vienna* est facile à expliquer : pendant les luttes de César contre Pompée, deux partis s'étaient formés à Vienne ; l'un des deux avait exilé l'autre, et les réfugiés s'étaient établis sur le territoire ségusiave, non loin de l'endroit où la Saône se jette dans le Rhône. En 710 (45 av. J.-C.), le sénat ordonna à L. Munatius Plancus, qui avait alors un commandement dans cette partie

¹ Dio Cassius, *ibid* : τοῦτος ὁ Βῖνδιξ συναθροίσας τοὺς Γαλάτας... καὶ ἀναβὰς ἐπὶ βῆμα. — Josephé, IV, 26 : ἐν δὲ τούτῳ τὸ περὶ τὴν Γαλατίαν ἀγγέλλεται κίνημα, καὶ Οὐῖνδιξ ἔμα τοῖς δυνατοῖς τῶν ἐπιχωρίων ἀφιστῶς Νέρωνος.

de la Gaule, de construire une ville où habiteraient les proscrits, et d'y établir une colonie. Les *Lugdunenses* étaient donc les ennemis héréditaires des *Viennenses*, et ceux-ci ne voyaient pas sans envie la splendeur rapide de leurs rivaux. D'un autre côté, en l'an 14, un incendie terrible avait fait de *Lugdunum* un monceau de ruines et de cendres. L'empereur Néron avait accordé une forte somme qui permit de réparer en partie le désastre.

Le *concilium Galliarum*, qui réunissait annuellement sous les murs de *Lugdunum* les *principes* de la Gaule chevelue, ne pouvait servir aux projets de Vindex. Et cependant nous avons la preuve certaine qu'il présidait des assemblées de *principes* — bien plus, que ces assemblées se qualifiaient *Tres Galliarum*, comme le *concilium* du temple de Rome et d'Auguste. C'est la numismatique qui vient nous fournir des renseignements sur ce fait historique. — Mais auparavant, résumons ce que fit Vindex pour en finir avec Néron.

Il y avait à ce moment, en Espagne, un personnage auquel sa naissance et ses services militaires donnaient un certain renom : c'était Sergius Sulpicius Galba, gouverneur de Tarraconaise. Il était de famille patricienne, et, comme certains hommes qui aiment à donner une illustration fabuleuse et inutile à leurs familles, il prétendait descendre de Jupiter par son père et de Pasiphaé par sa mère. Galba avait commandé en Germanie, en Afrique et en Aquitaine : il passait pour sévère au point de vue de la discipline militaire, et son antipathie pour les prodigalités inutiles lui avait donné une réputation d'avarice. Longtemps après sa mort, on lui reprochait encore amèrement ces deux vertus civiles, inconnues au temps où il vivait. Sous Néron, l'insubordination était une plaie qui ravageait l'armée, et le trésor était sans cesse épuisé par les libéralités qui servaient à acheter les soldats et la populace.

Galba était à Carthagène lorsqu'il reçut simultanément deux messages : l'un du légat d'Aquitaine, qui lui demandait du secours pour comprimer la révolte des Gaulois ; l'autre de Vindex, qui lui annonçait qu'il était proclamé empereur, et lui offrait plus de cent mille hommes.

Galba, qui avait déjà refusé l'empire à la mort de Caligula, hésita peu cette fois : il savait que Néron en voulait à ses jours. Othon, qui gouvernait la Lusitanie, s'empressa de le reconnaître :

il espérait se faire adopter par ce vieil empereur qui n'avait pas d'héritier. Quelques mois plus tard, ce même Othon, déçu dans son ambition, faisait assassiner Galba, et lui succédait.

Le nouvel empereur s'achemina vers les Gaules, prenant simplement le titre de légat du sénat et du peuple romain, et reçut à Narbonne les députés du sénat, qui venaient saluer le successeur de Néron. Avant de voir ce qui se passait dans l'ouest de la Gaule, demandons à la numismatique ce qu'elle peut nous apprendre.

Voici un précieux denier, dont j'emprunte le dessin à la collection de M. de Saulcy, justement parce qu'il est gravé dans un style purement gaulois : Trois têtes de femmes à droite ; devant chacune un épi ; à l'exergue, *TRES GALLIÆ*.

Galba à cheval, à droite (*SER. GALBA IMP. AVG* ¹).



Il y a une variété de ce denier, sur laquelle on ne voit pas d'épi, mais il y a une boule sous chaque buste. Il est à remarquer que le droit de ces deniers a été emprunté à une monnaie romaine : on voit trois têtes disposées dans un ordre analogue sur une pièce frappée par le triumvir C. Marius Trogus en 746 ; elles représentent Julie, fille d'Auguste, et les césars Caius et Lucius ².

Ce denier n'a pas besoin de longs commentaires. Il fait allusion à la proclamation de Galba comme empereur ; il est frappé au nom des *Tres Galliaë* : donc Galba fut proclamé par les *Tres Galliaë*, c'est-à-dire par une assemblée des *principes* gaulois, réunie à l'instar de celle du temple de Rome et d'Auguste, et ayant usurpé des pouvoirs politiques. Bien plus, cette assemblée ayant frappé une monnaie d'argent, s'était attribué un droit qui n'appartenait qu'à l'empereur. — Nous avons déjà fait voir plus haut que Lyon étant dévouée à Néron, cette assemblée des Trois Gaules n'a pu être tenue au confluent

¹ La légende ne paraît plus sur cet exemplaire, mais elle est signalée par M. Cohen, t. I, p. 219, n° 8, et je l'ai lue sur plusieurs deniers du Cabinet des Médailles de France.

² Cohen, *id.*, p. 116.

du Rhône et de la Saône : la monnaie en question a été émise là où Vindex avait convoqué les *principes*, peut-être à Autun.

Il est établi que les boules placées sous les bustes indiquent un monnayage espagnol. Galba, dès qu'il eut adhéré aux projets de Vindex, s'empressa par conséquent de faire frapper en Tarraconaise des monnaies semblables à celles qui constataient la décision prise par les Gaulois. Othon en fit peut-être autant en Lusitanie.

D'autres monnaies, appartenant à la même époque, rappellent l'avènement de Galba et la part que prit la Gaule à cet événement ; mais l'absence des trois têtes, et le simple mot *Gallia* qu'elles portent, ne me permettent pas de les attribuer à l'initiative des Gaulois : elles ont peut-être été frappées en Espagne et en Italie : je crois devoir néanmoins en donner la description :

GALLIA. Buste de la Gaule, le cou orné d'un *torques*, derrière la trompette gauloise nommée *carnyx*.

☞ FIDES. Deux mains jointes tenant deux épis et une enseigne militaire surmontée d'un *gallicus*. (*Rev. num.* 1862, *pl. VII*, 4.)

GALLIA. Buste de la Gaule à droite entre deux hastes et deux épis : dessous un bouclier.

☞ SER. GALBA IMP. Galba à cheval à droite tenant une haste (Cohen, *Galba*, n° 7). Une pièce à peu près identique a été frappée par l'Espagne : HISPANIA. Buste de l'Espagne, à droite deux lances et un bouclier ; devant deux épis et deux palmes.

☞ GALBA IMP. Galba à cheval tantôt à droite, tantôt à gauche. (Cohen, *Galba*, n° 1 et 2.)

GALBA IMPERATOR. Tête laurée de l'empereur à droite, dessous un globe.

☞ GALLIA HISPANIA. La Gaule et l'Espagne se donnant la main. (Cohen, *Galba*, n° 35).

Je disais, quelques lignes plus haut, qu'en frappant une monnaie d'argent, l'assemblée des Trois Gaules avait usurpé un droit qui appartenait exclusivement à l'empereur : en effet, depuis l'an 15 avant Jésus-Christ (738 de Rome), l'empereur avait exclusivement le droit de frapper l'or et l'argent, et le bronze était réservé au sénat. Nous avons vu que l'atelier de Lyon n'émettait que des monnaies d'or et d'argent ; le *concilium Galliarum* n'émettait que du bronze.

Mais à la mort de Néron, il y avait eu un moment pendant lequel la prérogative impériale fut oubliée ; le sénat s'empressa

même de s'emparer du privilège que lui avait enlevé Auguste. Je n'ai pas à m'appesantir sur ce fait, qui a été mis en lumière par le duc de Blacas, mon savant et regretté confrère ¹. Rien de plus naturel, dès lors, que le *concilium Galliæ*, comme le sénat romain, se soit empressé de faire frapper des monnaies d'argent ; je m'étonne même qu'il n'en ait pas émis d'or.

Cette licence paraît avoir duré jusqu'à Vespasien ; sous son règne eut lieu le rétablissement de l'autorité impériale ; et, comme les réactions sont toujours d'autant plus sévères que la liberté a été plus étendue, je suis disposé à croire que, à cette époque, la réunion des députés des Trois Gaules au confluent du Rhône et de la Saône, cessa d'avoir le privilège de battre monnaie même en bronze : c'est ce qui explique que l'on ne retrouve plus de pièces au type de l'autel du Confluent, après le règne de Néron.

Revenons maintenant en arrière, et jetons un coup d'œil sur les suites de la révolte de Vindex dans l'est de la Gaule.

Depuis le règne d'Auguste, la partie des Gaules qui était limitée par le Rhin formait deux gouvernements militaires qui ne modifiaient pas les circonscriptions administratives. Les légions chargées de s'opposer aux invasions germaniques étaient comprises dans deux commandements qui, bien qu'établis en Belgique, étaient néanmoins désignés sous le nom de Haute et de Basse Germanie. Parfois ces deux commandements, dans les circonstances graves, étaient sous les ordres d'un personnage qui appartenait à la famille impériale. Au temps dont nous occupons en ce moment, l'armée de la Haute Germanie se composait de la quatrième légion macédonienne, de la quatorzième *gemina* et de la vingt-deuxième *primigenia* ; dans ce commandement se trouvaient les *Treviri*, les *Vangiones*, les *Nemetes*, les *Tribocci*, ainsi que les populations situées parallèlement au delà du Rhône.

L'armée de la Basse Germanie comprenait la première légion germanique, la cinquième *alauda*, la quinzième *primigenia*, la seizième gauloise et la vingt et unième *rapax* : ces troupes se trouvaient au milieu des *Batavi*, des *Menapii*, des *Aduatuci*, des *Gugerni*, des *Nervii*, des *Condrusi*, des *Eburones* et des *Ubii*, où était Cologne. Ceux-ci étaient tenus en respect par les

¹ *Revue numismatique*, 1862.

légions, dévouées à Néron ; ils étaient donc opposés à Vindex, ainsi que quelques peuples limitrophes qui subissaient leur influence : je citerai les *Lingones*, les *Mediomatrici*, les *Leuci*.

Dans le sud-est, Vindex avait rallié à sa cause tous les peuples, à l'exception des *Segusiavi*. Les *Arverni* et les *Ædui* étaient ceux qui avaient prêté au chef de la révolte le concours le plus efficace, en lui donnant des troupes : c'est ce que l'on rappelait plus tard, lors de la révolte de Vitellius contre Othon¹ ; et à cette époque, l'armée de Vitellius fit payer cher à *Augustodunum* le dévouement des *Ædui* à Galba². Je puis encore citer, parmi les peuples dévoués à Vindex, les *Vascones*³, les *Allobroges*, les *Vocontii*⁴, les *Helvetii*⁵.

La Basse Germanie était sous le commandement militaire de L. Verginius Rufus : il prit l'initiative, entraînant ainsi la Haute Germanie, plus voisine du foyer de l'insurrection, mais commandée par un chef moins décidé. — Le lecteur me permettra, je l'espère, une courte digression : mais je ne puis m'empêcher de consacrer quelques lignes à ce personnage, dont le caractère mérite d'être mis en relief.

Né d'une famille obscure, Verginius appartenait à l'ordre équestre⁶, c'est-à-dire à cette classe intermédiaire entre le sénat et le peuple qui devait son crédit à de grandes richesses, acquises par des opérations financières. A l'époque dont nous nous occupons, les chevaliers romains étaient ce qu'au siècle dernier on appelait encore les *traitants*. Verginius fut consul en 63 avec C. Memmius Régulus, puis il reçut le commandement des légions de la Basse Germanie, dont le chef était toujours un consulaire ; nous verrons tout à l'heure son attitude lors de l'insurrection de Vindex.

Après la défaite et la mort de celui-ci, Verginius montra quelque hésitation à reconnaître Galba, et ce fait fut exploité contre lui par Valens, qui commandait l'une des légions de Germanie⁷. Un moment Verginius aurait pu devenir empereur. Il était très-aimé des soldats, et sa notoriété dans l'armée était telle que les

¹ Tacite. *Hist.*, IV, 17.

² *Ibid.*, I, 64.

³ *Ibid.*, *Hist.*, IV, 33.

⁴ *Ibid.*, I, 66.

⁵ *Ibid.*, I, 67.

⁶ *Ibid.*, I, 52.

⁷ *Ibid.*, *Hist.*, I, 52, III, 62.

légions appelées d'Illyrie par Néron et cantonnées en Italie, lui envoyèrent une députation. Plus tard, lorsque l'indiscipline et la corruption eurent fait de plus profonds ravages dans l'armée, on admirait encore son caractère honorable et sa gloire militaire; mais au fond, on avait une certaine répulsion pour cet homme, dont la probité politique était une critique vivante de ce qui se passait autour de lui¹. Rallié à Galba, Verginius vint avec lui en Italie; sous Othon, en 69, il fut consul substitué: en l'appelant une seconde fois à cette dignité, Othon espérait flatter les légions de Germanie, de même que pour plaire aux habitants de Vienne, il lui donnait pour collègue Vopiscus Pompeius Sylvanus².

A la mort d'Othon, Verginius dut fuir sa propre maison, assiégée par les soldats qui voulaient de nouveau le forcer à accepter l'empire; puis, par suite de ces revirements si fréquents à toute époque dans les affections populaires, lors d'un festin auquel assistait Vitellius, à Ticinum, la soldatesque en voulait aux jours de Verginius, soupçonné à tort d'avoir voulu faire assassiner l'empereur³. Verginius fut une troisième fois consul en 97 avec l'empereur Nerva.

Revenons en Gaule.

Suivant probablement la grande voie qui, de Cologne, passait en Séquanie par l'Alsace, Verginius se dirige en toute hâte vers Besançon pour s'emparer de cette place. Vindex arrive aussitôt à la tête des *Ædui* et des *Arverni*, et campant à à peu de distance de l'ennemi, demande à Verginius un entretien sans témoins. On ignore ce qui se passa dans cette conférence. Il me semble évident que Vindex proposa à Verginius d'unir ses efforts aux siens contre Néron, et que Verginius chercha à gagner du temps, et à se débarrasser du chef de la révolte, qui pouvait devenir dangereux pour l'empire. Remarquons, en effet, que Verginius fut soupçonné d'avoir acquiescé aux projets de Vindex; qu'il devint le favori de Galba; qu'à plusieurs reprises il refusa l'Empire, enfin que Vindex périt d'une façon mystérieuse.

En effet, comme l'armée gauloise faisait un mouvement qui permettait de supposer qu'elle voulait entrer dans Besançon,

¹ Tacite, *Hist.*, I, 8, 9153; II, 68.

² Id., *ibid.*, I, 77.

³ Id., *ibid.*, I, 68.

la cavalerie batave se jeta sur elle, les légions suivirent, et une mêlée générale et sanglante s'engagea : Vindex y périt. Les uns disent qu'il se suicida, les autres qu'il succomba à de nombreuses blessures, et que Verginius déplora son trépas.

Galba, cependant, n'était pas sans appréhension sur l'attitude incertaine de Verginius, qui cessa lorsque le Sénat eut reconnu le nouvel empereur. Verginius abandonnant le commandement de la Basse Germanie, vint à Rome avec Galba.

Celui-ci commit une grave imprudence en négligeant de donner un chef à ces légions, puis en leur envoyant ensuite Vitellius : les soldats avaient d'autant plus besoin d'être conduits par un homme ferme et dévoué, qu'ils étaient cantonnés au milieu de populations hostiles au nouvel empereur.

Telles étaient, en effet, les cités de l'est de la Belgique : elles avaient été durement punies de leur dévouement à Néron ; et la rancune des représailles dont on avait usé envers elles était encore envenimée par les insinuations malveillantes dont le centre était à Lyon.

Galba avait récompensé les cités gauloises qui s'étaient montrées promptes à l'acclamer ; il avait diminué leurs impôts et étendu à tous leurs habitants le droit de cité, accordé jusque-là aux *principes*. En revanche les cités qui avaient hésité, et celles qui avaient pris part au mouvement de résistance se virent frappées de charges plus lourdes : leurs territoires avaient même été diminués au profit de leurs voisins. Parmi les fonctionnaires, plusieurs payèrent de leurs têtes et de la vie de leurs familles la fidélité gardée à Néron : on cite un certain Betuus.

Je n'ai pas à m'occuper davantage du règne de Galba et de ses successeurs immédiats ; je vais maintenant rechercher les traces des assemblées nationales des Gaulois, aux époques postérieures.

IV.

Comme lorsqu'il s'agissait du *concilium Galliarum* de Lyon, nous allons encore retrouver l'expression *Galliarum*, alors que par le fait, les Trois Gaules, Belgique, Lyonnaise et Aquitaine, avaient subi de graves modifications. Seulement l'assemblée du Confluent du Rhône et de la Saône a perdu définitivement son

importance, et ce fait s'explique naturellement : les députés des Trois Gaules ne frappaient plus monnaie. Vienne, pendant quelque temps, effaça sa rivale, la métropole des Gaules ; au Confluent on ne s'occupait plus que du culte de Rome et d'Auguste, ainsi que des jeux.

Un an à peine s'était écoulé depuis la mort de Vindex ; Rome avait salué trois empereurs, et un quatrième, favorisé en Orient par la fortune, allait bientôt succéder à Vitellius : c'était Vespasien. A cette heure éclata une nouvelle insurrection, dans laquelle un sentiment national se révéla ; il me semble que jusqu'à présent cet épisode n'a pas été apprécié sous son vrai jour : là où le génie germain essaya de se substituer à la domination romaine, on a eu le grand tort de chercher une tentative sérieuse des Gaulois pour reconquérir leur indépendance.

Le foyer de la révolte fut chez les *Batavi*, peuple d'origine germanique établi sur le sol gaulois ; le mouvement se manifesta à peu près exclusivement en Germanie, et, en dehors des projets ambitieux du chef du complot, le but des révoltés était de faire tomber la barrière armée que les légions romaines formaient le long du Rhin.

Deux Bataves, Julius Civilis et Julius Paullus, frères et issus de *principes*, servaient dans les armées romaines : le premier s'était élevé au grade de préfet de cohorte, position importante à cause de la renommée acquise par la cavalerie batave.

Civilis et Paullus avaient adhéré au mouvement de Vindex : l'un fut envoyé à Néron, qui le jeta en prison ; l'autre fut sommairement condamné à mort par ordre de Fonteius Capito, légat dans la Haute Germanie. Galba rendit la liberté à Civilis, et le renvoya à l'armée de Germanie ; mais les soldats, peu dévoués à l'empereur, refusèrent de le recevoir et voulurent le tuer. Vitellius le sauva en le faisant évader. Irrité contre le nom romain et surtout contre les légions du Rhin, Civilis jura de laisser croître sa chevelure jusqu'à ce que sa vengeance fût accomplie : oubliant qu'il devait la vie à Vitellius, il feignit de conspirer en faveur de Vespasien.

En même temps que les cohortes bataves étaient renvoyées d'Italie, où Vitellius, devenu empereur, avait trop d'éléments étrangers dans l'armée, une levée était ordonnée en Batavie, sans doute pour compléter les troupes destinées à aller en Bretagne. Cette mesure fut le prétexte choisi par Civilis pour lever

l'étendard de la révolte. Comme jadis pendant la guerre des Gaules ¹, il réunit dans une forêt sacrée les *principes* de son pays et ceux qui se faisaient remarquer par leur exaltation : il les harangua à la suite d'un festin, et l'assemblée, électrisée, jura de secouer le joug romain, avec les serments et les cérémonies chez eux usités ². Néanmoins les apparences furent gardées, et jusqu'à la mort de Vitellius, Civilis et ses alliés étaient censés combattre pour Vespasien, et les légions du Rhin pour l'empereur régnant.

Lorsque Vespasien fut proclamé et reconnu, cette fiction n'avait plus de raison d'être ; Civilis se démasqua, et l'on sut qu'il était prêt à tout oser pour conquérir la liberté.

Ce fut à l'avènement de Vespasien que la révolte de Civilis, concentrée jusque-là dans le nord et l'est de la Belgique, parut avoir quelque retentissement dans les Gaules. Pendant que le parti germain rêvait la destruction des murailles de Cologne, le massacre de tous les Romains, la liberté de s'établir sur l'une et sur l'autre rive du Rhin, quelques Gaulois pensèrent à fonder un *empire gaulois* ³. Les druides mettaient en jeu les présages sinistres qui, suivant eux, annonçaient la fin de la domination romaine : on se répétait que naguère, lorsque les *principes Galliarum* avaient pris le parti d'Othon, ils avaient juré entre eux, dans le cas où la guerre civile continuerait, de réunir leurs efforts en faveur de la liberté nationale ⁴. L'insurrection avait son centre chez les *Treviri* et les *Lingones* ; les chefs étaient deux Trévirs, Julius Atticus, préfet de cohorte, *nobilitate opibusque ante alios* ; Julius Tutor qui avait la charge, au nom de l'empereur, de garder le passage du Rhin ; et un Lingon, Julius Sabinus, que le dévouement de sa femme Eponine a rendu plus célèbre que son ambition irréfléchie et cruellement expiée. Ces trois personnages eurent à Cologne une entrevue secrète avec Civilis : c'est eux qui méditaient l'*imperium Galliarum* ; tous quatre s'entendaient pour marcher sur l'Italie et sur Rome.

Classicus prit le titre et les insignes d'*imperator*, proclama l'*imperium Galliarum*, et reçut le serment de ses soldats et de ceux de Dillius Vocola : Civilis, vengé, coupa sa chevelure ;

¹ César, VII, 1.

² Tacit., *Hist.*, IV, 14 et 15.

³ *Ibid.*, IV, 64.

⁴ *Ibid.*, I, 76, 78.

Sabinus, qui se faisait gloire d'avoir du sang du *divin Jules* dans les veines, prit le titre de César ¹.

Classicus, Civilis et Tutor appuyaient ensemble le mouvement germain ; Sabinus seul était à la tête du mouvement gaulois : son appel ne trouva pas d'écho, et ce fut justement le *concilium Galliarum* qui empêcha sa tentative sinon de réussir, au moins de se propager.

Les *Sequani* et les *Remi* étaient restés fidèles aux Romains : ils préféraient la paix à la liberté conquise au prix de combats. Sabinus et les *Lingones* entrèrent en Séquanie ; ils furent battus, et le bâtard de César, proscriit, fut condamné à se cacher, jusqu'au moment où une lâche trahison le livra à la cruauté de Vespasien. Les *Remi* provoquèrent une assemblée des peuples gaulois pour délibérer sur le parti à prendre ; ils savaient que d'Italie, d'Espagne et de Bretagne, sept légions s'avançaient : les hommes tièdes ou prudents réfléchissaient.

Je ne puis mieux faire ici que de laisser parler Tacite : son récit donne une idée exacte du *concilium Galliarum*, et montre les Gaulois toujours dominés par ces mêmes sentiments de jalousie qui les avaient livrés à César. Aujourd'hui encore, en France, nous n'assistons pas avec calme ou indifférence à l'élévation de ceux qui nous entourent ; malgré un grand penchant personnel pour les titres et les distinctions honorifiques, nous les voyons avec quelque malveillance donner à autrui. On est convenu d'interpréter ce sentiment en y retrouvant un instinct démocratique ; c'est une erreur : il est inné dans le caractère français, où il est facile de le distinguer à toute époque, sous la féodalité, pendant la Fronde, comme de nos jours ; c'est un héritage des Gaulois.

Voici ce que dit Tacite : « En apprenant la marche de l'armée, les cités des Gaules qui, déjà, penchaient pour la soumission, s'assemblèrent chez les *Remi*. La députation des *Treviri* les y attendait et avec elle Tullius Valentinus, l'un des plus ardents promoteurs de la guerre. Celui-ci, dans un discours préparé, répéta tous les reproches qu'on a coutume de faire aux grands empires, chercha, par ses invectives, à exciter la haine contre le peuple romain : il savait exciter à la révolte et plaisait à la multitude par sa fougue déchainée.

¹ Tacite, *Hist.* I, V, 59, 61, 67.

« Mais Julius Auspex, *e primoribus Remorum*, s'appliqua à mettre en relief la puissance romaine et les avantages de la paix ; souvent la guerre, disait-il, déclarée par les lâches, est faite aux dépens des braves qui la soutiennent : déjà les légions nous menacent. — Il en imposa aux députés calmes par le rappel au devoir et à la foi jurée ; aux jeunes, par le tableau du danger à redouter. On admira l'ardeur de Valentinus, mais on fut de l'avis d'Auspex. Il est positif que l'attitude prise, lors du soulèvement de Vindex, par les *Lingones* et les *Treviri* en faveur de Verginius, leur nuisit dans l'assemblée (*apud Gallias*). La jalousie des cités refroidit aussi un grand nombre : qui aurait la conduite de la guerre ? qui aurait la justice et l'*auspicium* ? Si on triomphait, quelle cité aurait le siège de l'empire ? La discorde régnait déjà avant la victoire : les uns faisaient valoir leurs alliances, les autres leurs richesses et leur importance, les autres leur antique origine. Découragés sur l'avenir, ils préférèrent le présent. On écrivit aux *Treviri*, au nom de l'assemblée, *nomine Galliarum*, de cesser la guerre, que le pardon pouvait être obtenu pour eux, et que les intercesseurs étaient tout trouvés ¹. »

Un peu après, nous voyons encore une assemblée, mais celle-ci est restreinte : ce n'étaient plus les députés des Gaules, mais simplement ceux des *Treviri* et des *Lingones*, qui étaient appelés à Trèves par Cerialis pour les exhorter à la soumission ².

Je n'entrerai pas davantage dans les détails de ce soulèvement, qui n'eut pas les conséquences espérées d'abord par Civilis. Il me suffit d'avoir constaté à cette époque la réunion d'une assemblée générale qui, à l'exemple de celle du temple de Rome et d'Auguste, s'appelait simplement *Galliæ*. Il me suffit en outre d'avoir laissé entrevoir que, lors de la révolte de Civilis, il n'y eut pas de réveil de la nationalité gauloise pour reconquérir l'indépendance ; que la révolte fut localisée dans la Belgique et sur les bords du Rhin ; que le mouvement fut surtout germain ; enfin que l'on a attaché beaucoup trop d'importance à l'*empire des Gaules*, rêve éphémère et inconsidéré du lingon Sabinus ³.

¹ Tacit., *Hist.*, IV, 68, 69.

² *Ibid.*, 73, 74.

³ Améd. Thierry, *Hist. des Gaulois*, t. II, p. 512 et seq.

L'importance politique de *Lugdunum*, un moment amoindrie par celle de *Vienna*, sa rivale, paraît être revenue à son premier état dès que l'ordre fut rétabli, sous Vespasien. Un fragment d'inscription, perdu aujourd'hui, mais rappelé par M. de Boissieu, page 529, prouve que sous le règne de cet empereur, l'Assemblée des Trois Gaules s'y réunissait comme au temps qui avait précédé les guerres civiles commencées à la chute de Néron :

.....GNO
ANNO SEX
 ... [ve] SPASIANI
AVGVSTIVIX
IT IMPAVG L
 [*Tres provincia*]E GALLIAE

Nous avons plus de documents sur le règne d'Hadrien : ici l'épigraphie et la numismatique nous fournissent quelques données.

Hadrien fit une tournée complète dans les provinces de l'empire, et commença par la Gaule. Les historiens, sans donner de détails, disent que partout où il passa, il laissa des marques de sa bienveillance. Je crois qu'il donna à l'assemblée des Trois Gaules une nouvelle consécration ; parfois il aimait à réunir des assemblées générales, comme nous le voyons à Tarracone : *omnibus Hispanis Tarraconem in conventum vocatis* ¹.

Les monnaies frappées pour rappeler le souvenir du voyage d'Hadrien en Gaule portent la légende ADVENTVI AVG. GALLIAE ; elles sont en bronze, et représentent l'empereur debout, à droite, tenant un livre en face de la Gaule debout qui tient une patère ; entre eux, un autel ; derrière ou à côté de l'autel, une victime. Ces pièces remontent à l'an 120 de l'ère chrétienne, ainsi que celles dont je vais parler, et qui se rattachent intimement, à mon avis, au sujet que je traite ².

Sur celles qui existent en argent et en bronze, l'empereur est debout, à droite ou à gauche, relevant une femme assise ; la légende porte : RESTITVTORI GALLIAE ³ ; il est admis que ces

¹ Spartien, *in Hadriano*, 12.

² Cohen, II, 175.

³ *Id.*, II.

pièces, dites de *restauration*, font allusion aux bienfaits répandus par l'empereur dans les provinces qu'il traversait¹. Or, quel plus grand bienfait pouvait-il accorder à la Gaule, que de lui confirmer le seul souvenir d'autonomie qui pouvait flatter l'amour-propre national?

C'est à cette époque que paraît remonter le droit de l'assemblée des Trois Gaules de voter des statues aux fonctionnaires impériaux : jusqu'à ce jour, en effet, les inscriptions lyonnaises retrouvées n'indiquent pas une date plus ancienne. Le *concilium Galliarum* avait perdu le privilège de battre monnaie depuis Néron ; sous Hadrien il aurait reçu le droit de témoigner sa reconnaissance aux magistrats qui dirigeaient en Gaule l'administration romaine.

Voici d'abord un fragment d'inscription, également perdu (Boissieu, p. 529), qui prouve que sous Hadrien les *Tres Galliarum* étaient en pleine activité :

.
 TRIBVS. PROVIN. GALLIIS
 IMP. CAESAR. TRAIANVS
 HADRIANVS. AVG. DEDIT
 TRES PROVINCIAE
 GALLIAE

Je regrette beaucoup la disparition de ce texte, qui aurait pu nous révéler ce que l'empereur fit en faveur des Trois Gaules.

Voici, ensuite d'après la restitution due à la sagacité de M. L. Rénier, une autre inscription, dont on a les fragments, et qui constate le vote d'une statue à L. Æmilius Quirinus, légat pro-préteur de la Lyonnaise².

L. AEMILIO L F QVIRIN
 FRONTONI LEG AVG PRPR
 PROVINCIÆ LVGVD COS
 TRES PROVINCIAE GALLIAE

Les monnaies signalées plus haut portent la mention du troisième consulat d'Hadrien, qui fut en 119 ; M. L. Rénier attribue l'inscription de L. Æmilius Fronto aux années 118 ou 119 ; on voit qu'il y a contemporanéité entre la date du texte

¹ M. Greppo, *Mém. sur les voyages de l'empereur Hadrien*, p. 25.

² *Recherches de Spon.*, 2^e édition, p. 273 et seq.

et les circonstances qui motivèrent le titre de *restitutor Galliarum* donné à l'empereur.

Le second témoignage du droit d'honorer de statues les fonctionnaires impériaux se rattache au règne de Septime Sévère ou de Caracalla, toujours d'après M. L. Rénier. Ici, il s'agit d'une statue équestre votée par l'assemblée des Trois Gaules à Tib. Antistius Marcianus, chevalier romain, chargé du recensement :

TIB. ANTISTIO. FAVS
TI. FIL. QVIRINA. MARCI
ANO. DOMO. CIRCINA
PRAEF. COH. II. HISPANAE
TRIB. LEG. XV. APOLLINARIS
PIAE. FIDEIIS. PRAEFECTO. A
LAE. SVLPICIANAE. C. R. SECVN
DVM. MANDATA. IMPP. DO
MINOR. NN. AVGG. IN TE
GERM. ABSTINENTISSIM
QVE. PROCVR. TRES. PROVINC
GALLIAE. PRIMO. VNQVAM.
EQ. R. ACENSIBVS. ACCIPI
ENDIS. AD. ARAM. CAESA
RVM. STATVAM. EQVESTREM
PONENDAM. CENSVE
RVNT

Sous Alexandre Sévère, l'assemblée des Gaules paraît avoir essayé de donner une plus grande extension à ses prérogatives. On lui avait laissé le droit de louer et d'honorer ceux qui administraient le pays; les députés voulurent aussi blâmer ceux dont on croyait avoir à se plaindre: c'était logique, et à toute époque nous voyons que l'approbation autorise implicitement la critique. Ce fait nous est révélé par le marbre de Thorigny, dont j'ai déjà eu occasion de parler. Je ne puis donner ici qu'un aperçu très-succinct de ce que l'on devine des longues inscriptions gravées sur les trois faces du monument, et qui présentent des lacunes regrettables: quelques-unes de celles-ci seront sans doute suppléées par les études persévérantes auxquelles se livrent les épigraphistes modernes les plus autorisés.

Dans une assemblée des Gaules, tenue sous le règne

d'Alexandre Sévère, quelques députés avaient voulu mettre en accusation Tib. Cl. Paulinus, propréteur de la Lyonnaise : cette tentative avait échoué, grâce à l'intervention d'un député des Viducasses qui avait pris la défense du propréteur en déclarant que ses concitoyens ne lui avaient pas donné de mandat à cet égard. L'assemblée ne donna pas suite à l'incident, et le député viducasse, en grande faveur près de Paulinus et de son successeur Ædinius Julianus, récompensé de son dévouement par des emplois et des présents, eut enfin le privilège exceptionnel d'obtenir l'honneur d'une statue, votée par les Trois Gaules, et élevée dans son pays même, sur un terrain acheté par le sénat viducasse. — Ce vote eut lieu le 15 décembre 258, c'est-à-dire au commencement du règne de Gordien III, dans cette même année qui vit disparaître successivement cinq empereurs : Maximin, les deux Gordien d'Afrique, Pupien et Balbin.

Nous ne trouvons plus, ensuite, de traces de l'assemblée des Trois Gaules, qui, depuis plus de deux siècles et demi, se tenait à Lyon. Je crois qu'il n'est pas impossible de deviner ce qui amena l'interruption de ces assemblées, et la ruine du célèbre temple de Rome et d'Auguste.

Avant d'aborder ces deux épisodes, je dois faire observer que depuis longtemps déjà l'expression *Tres Galliarum*, appliquée à la nationalité gauloise, n'était plus qu'une simple formule. Les Trois Gaules, telles qu'Auguste les avait constituées, avec leurs soixante cités, se trouvaient modifiées au point de vue de leurs divisions ; des cités nouvelles avaient surgi ; la première et la deuxième Germanie avaient été formées aux dépens de la Belgique et de la Lyonnaise. Il ne faut pas chercher, d'ailleurs, dans les circonscriptions administratives de l'Empire romain cette précision de limites à laquelle nous sommes accoutumés. L'autel de Rome et d'Auguste avait été fondé par soixante cités, et il y a lieu de croire que, jusqu'à la fin, aucune cité nouvelle ne vint augmenter le nombre primitif. Dès lors, on comprend que l'assemblée de Lyon perdait de son importance ; elle s'appelait *Galliarum*, mais elle ne représentait plus la Gaule : sa dénomination consacrée, et que nous allons encore retrouver employée, n'avait guère plus de valeur que les noms des anciennes provinces françaises souvent employés aujourd'hui, bien qu'il n'y ait plus officiellement que

des départements : dans le langage usuel nous disons plus volontiers « je suis dans le Finistère, dans les Bouches-du-Rhône, » que « je suis en Bretagne ou en Provence. »

L'invasion germane, devenue menaçante, retenait, vers le Rhin, les forces romaines chargées de défendre la Gaule, ainsi que le personnage auquel l'empereur confiait ce commandement important. A Aurélien, qui devait être empereur quelques années plus tard, avait succédé le gaulois Postume, à qui Valérien avait donné le titre de *dux transrhenani limitis et Galliæ præses*. Ces lieutenants impériaux avaient leur quartier général à Trèves qui, par le fait, devenait la capitale de la Gaule : elle le fut définitivement le jour où Postume, proclamé Auguste par les légions de Germanie, fonda un empire gallo-romain, dont mon savant ami, M. le baron de Witte, nous retracera bientôt l'histoire.

Du moment où il y eut une ville gauloise, résidence d'un empereur d'origine gauloise, tout le mouvement politique convergea vers cette cité, et l'assemblée des Trois Gaules de Lyon dut perdre toute son importance au point de vue national : le temple de Rome et d'Auguste ne fut plus qu'un sanctuaire d'un ordre secondaire, car Rome perdait son prestige et l'Auguste était à Trèves ; les jeux publics se continuèrent probablement, mais culte et jeux devenaient locaux. Lyon était tout au plus la seconde ville de la Gaule.

Il ne lui restait plus probablement que ses foires qui, au mois d'août, amenaient dans ses murs de nombreux étrangers. Eusèbe, à propos d'Attalus, disciple de S. Pothin, rappelle que le procès des chrétiens se fit pendant une de ces réunions populaires. Voici la traduction latine de ce passage : *Die quodam celeberrimo, in quo ex omnibus provinciis coeuntes nundinas apud nos agere solent, in ipso frequentissimo conventu tribunal ascendens (judex), etc.*

A Trèves, sous le gouvernement de Postume, alors qu'il n'était encore que lieutenant impérial, on conservait sur la monnaie officielle la formule nationale : les monnaies de Gallien, frappées dans la Gaule, portaient les légendes *RESTIT. GALLIAR. RESTITVTOR GALLIARVM* : je crois que l'on peut poser ce principe que, sur les monnaies impériales romaines, la formule *GALLIA, GALLIÆ* (au génitif) indique les pièces frappées hors du territoire gaulois ; tandis que la forme *GALLIAR, GAL-*

LIARVM, dénote certainement une origine nationale. Postume, empereur, employa aussi la légende REST. GALLIAR, RESTITVTOR GALLIARVM; et son successeur Victorin fit frapper un magnifique médaillon avec la légende RESTITVTORI GALLIARVM. Il faut seulement remarquer que si les légendes monétaires, à cette époque, mentionnent *Galliæ*, c'est-à-dire, *les Trois Gaules*, les types ne s'accordaient plus avec la formule traditionnelle : on ne voyait plus la représentation de trois personnes ou de trois têtes, symbole de la Belgique, de la Celtique et de l'Aquitaine ; mais simplement une femme à genoux devant l'empereur, la tête tourrelée, et lui présentant une branche de laurier ou d'olivier. J'en conclus que la représentation des Trois Gaules n'existait plus, et que le sénat de Postume et de ses successeurs remplaçait l'assemblée des notables que chaque année voyait auparavant accourir au confluent du Rhône et de la Saône.

Quant à l'autel de Rome et d'Auguste, il perdit peu à peu son prestige, alors que les *principes* des Gaules n'eurent plus intérêt à en rechercher le sacerdoce. Les progrès du christianisme dont Lyon fut l'un des centres les plus actifs, ne contribuèrent pas peu à amoindrir l'importance de ce sanctuaire ; lorsque la religion du Christ devint celle de l'empereur, l'autel fut abandonné, les subsides donnés par les nations gauloises, cessèrent d'être envoyés ; le temple et son territoire, devenu un désert de ruines, furent englobés dans la ville, qui comprit l'ancienne colonie et le terrain neutre du confluent, *civitas et burgus Lugdunensis*. Dès le v^e siècle, un monastère, sous le vocable du Prince des apôtres, paraît avoir remplacé l'autel où l'on avait si longtemps adoré Rome et les Augustes ; c'était sous Honorius et sous Jovin. L'autel du Confluent était abandonné déjà depuis longtemps, puisque Grégoire de Tours, qui parle du monastère de Saint-Pierre, ne fait pas la moindre allusion au sanctuaire gaulois qui l'avait précédé. Ajoutons que Julien, si favorable à recueillir des souvenirs païens, ne semble pas s'en être occupé. La décadence de l'autel de Lyon était donc antérieure à la conversion de Constantin I^{er} ; et la faveur que ce prince eut pour la ville d'Arles, ne dut pas peu contribuer à diminuer encore l'influence de Lyon parmi les cités méridionales.

Je crois cependant que le souvenir de la tradition gallo-romaine se retrouve, à Lyon, dans la hiérarchie ecclésiastique chrétienne.

Il est établi, maintenant, si on admet ce que je viens d'exposer, que le pontife de Rome et d'Auguste avait une juridiction sur les prêtres païens des Trois Gaules. Les archevêques de Lyon héritèrent de cette autorité, et c'est là qu'il faut chercher l'origine de titre de *primat des Gaules*, porté par les prélats qui se succédèrent sur le siège de Lyon. Pour ne citer qu'une preuve de ce que j'avance, je rappellerai le passage suivant d'une lettre du pape Innocent I^{er}, adressée à Alexandre, évêque d'Antioche : *Ergo secundum pristinum provinciarum morem, metropolitanos episcopos convenit numerari*. Au point de vue spirituel, la hiérarchie catholique était calquée sur ce qui existait dans l'ordre civil, c'est-à-dire dans l'organisation romaine¹. Lyon avait été la capitale des Trois Gaules, et la résidence d'un pontife païen dont l'autorité s'était étendue sur la Belgique, la Celtique et l'Aquitaine. Le premier centre chrétien avait été à Lyon, d'où étaient partis de nombreux missionnaires dans toutes les directions. Il était naturel que le chef, l'évêque des chrétiens de Lyon, ait eu, dès le principe, sur ses coréligionnaires des Trois Gaules, une suprématie, d'abord morale, ensuite officielle, qui lui fit donner le titre de Primat.

Cette suprématie morale est affirmée par des textes. Dans son *Histoire ecclésiastique*, Eusèbe fait allusion à la réunion du clergé gaulois, convoqué à Lyon par saint Irénée, au sujet de la fixation de la célébration de la fête de Pâques²; ailleurs, le même auteur parle des démarches faites auprès du Pape par l'*Église des Gaules*, pour venir au secours de la catholicité troublée par les hérésies : c'est encore l'évêque de Lyon, saint Irénée, qui est le mandataire des chrétiens gaulois³.

Il est donc permis de penser que le souvenir de la splendeur antique de *Lugdunum*, devenu le premier foyer chrétien des Gaules, a contribué à donner aux évêques, lorsqu'ils furent

¹ Ce fait est si vrai que la *Notice des provinces de l'Empire* était entre les mains des évêques et des archevêques : d'après une tradition que l'on faisait remonter aux temps apostoliques, chaque prélat devait avoir à sa disposition ce document officiel pour connaître exactement les régions évangélisées par eux. Les variantes que nous remarquons entre les manuscrits assez nombreux qui restent encore de la Notice des provinces permettent de penser que ce document a pu être modifié suivant l'état hiérarchique de l'Église, aux différentes époques où il a été transcrit. Il y aurait un travail curieux de critique à faire à ce point de vue.

² Eusèbe, *Hist. ecclés.*, t. V, p. 23.

³ *Id.*, t. V, p. 3.

métropolitains reconnus, une suprématie traditionnelle qui fut ensuite solennellement reconnue par Lothaire, en 854, par le concile de Châlon-sur-Saône, en 894, et par saint Odilon, abbé de Cluny, au milieu du XI^e siècle. Lothaire disait, dans son diplôme, que Lyon était *prima Gallorum Ecclesia*; saint Odilon reconnaissait cette suprématie spirituelle, *ex antiquo more*.

Revenons maintenant aux dernières assemblées gauloises dont j'ai pu retrouver les traces.

On s'accorde à attribuer à Dioclétien et à Constantin la division de la Gaule en deux diocèses civils : celui des Gaules, *Galliarum*, qui comprenait les Belges, les Germanies, la Séquanie, les Lyonnaises et les Alpes Graies et Pennines ; le diocèse de Vienne, dans lequel se trouvaient la Viennoise, les Aquitaines, la Novempopulanie, les Narbonnaises et les Alpes Maritimes. Le diocèse de Vienne formait ce que l'on appelait les *Sept-Provinces*.

Au commencement du V^e siècle, le diocèse des Gaules était dans toute son étendue plus ou moins affranchi du joug romain : Trèves, sa capitale, ravagée, en 407, par les Vandales, occupée, en 411, par le gaulois Jovin, qui s'était fait proclamer empereur, ruinée de fond en comble par les Franks ripuaires, vers 413, Trèves était abandonnée par les Romains ; et la Préfecture du prétoire, avec toutes les administrations impériales, était transférée à Arles, qui devenait le chef-lieu officiel du diocèse des *Sept-Provinces*.

Un édit d'Honorius et de Théodose, de l'année 418, rétablit officiellement, à Arles, une assemblée qui se tenait annuellement des ides d'août aux ides de septembre, et me paraît être une réminiscence de l'assemblée des Gaules qui, pendant longtemps, s'était réunie à Lyon. Je ne crois pas être trop hardi en supposant que cette assemblée, ce *concilium* s'était tenu auparavant à Trèves, alors que cette ville était Préfecture du Prétoire ; l'édit, en effet, rappelle que ces assemblées se tenaient déjà sous la préfecture de Pétronius, et que les malheurs des temps, ainsi que le désordre apporté par les usurpateurs, les avaient interrompues. Si Pétronius eut la Préfecture du prétoire dans les premières années du V^e siècle, comme on le croit généralement, et si cette préfecture fut transférée à Arles, vers 413, il paraît évident que, à l'occasion de cette translation, Pétronius, premier préfet du Prétoire résidant à

Arles, s'empessa d'y établir des *concilium* comme ceux qui, jusque-là, avaient été convoqués à Trèves.

L'édit de 418, qui n'est autre chose qu'une confirmation de la mesure prise par Pétronus, nous donne quelques détails sur ces assemblées ; elles se composaient d'*honorati*, de *curiales*, ou *possessores*, et de *judices*, qui venaient en personne ou par délégués représenter les provinces et les cités : on discutait en commun et sous la présidence du préfet, les affaires d'intérêt général et d'intérêt privé : ce mandat était obligatoire, et ceux qui y manquaient payaient une forte amende : 5 livres d'or pour les *honorati*, et 3 livres pour les autres¹.

C'est dans une de ces assemblées que le gaulois Avitus, préfet du Prétoire, fut proclamé empereur², et que le patricien Aëtius supplia Avitus de se rendre vers le roi des Wisigoths, pour marcher contre Attila³.

On n'a pas de documents sur les assemblées d'Arles qui se tinrent sous les préfets du Prétoire, successeurs d'Agricola, comme délégués de l'empereur ; ni sous les préfets qui administraient la Viennoise pendant la domination des Wisigoths, à dater de 468 jusqu'à la période austrasienne. Nous sommes certains de l'établissement de l'institution, mais nous en ignorons l'histoire. Il est seulement permis de supposer que du jour où la domination romaine cessa à Arles, le *concilium* fut remplacé par les plaids et autres assemblées d'origine germanique.

J'ai pensé qu'il serait intéressant de donner ici la traduction littérale de l'édit trop peu connu de 418 :

« Honorius et Théodose, augustes, à l'illustre Agricola, préfet des Gaules.

« Les très-sages avis donnés par ta Grandeur nous ont décidés, parmi les résolutions prises dans l'intérêt de la République, à rendre un décret qui sera exécuté à perpétuité par nos sujets provinciaux, c'est-à-dire dans les Sept-Provinces, sur une mesure qui aurait dû être sollicitée par les provinciaux eux-mêmes. En effet, les intérêts particuliers et publics, les besoins des propriétaires, la

¹ *Historiens de France*, t. I, p. 766.

² Sidon. Apollin., *panégyr. d'Avitus*, v. 520 à 530 ; 571 à 580.

³ *Id.*, v. 335 à 337 :

Tandem cunctanti sedit sententia, celsum
Exorare virum, collectisque omnibus una
Principibus, coram supplex sic talibus inlit.

gestion des emplois publics exigent que de chaque cité, et non pas seulement de chaque province, les *honorati* ou des députés se rendent auprès de Ta Grandeur pour conférer avec elle. Nous jugeons donc très-opportun et très-utile d'ordonner que désormais, chaque année, à une époque déterminée, les Sept-Provinces conservent l'usage de tenir un *concilium* dans la métropole, c'est-à-dire dans la ville d'Arles : et en cela nous servons les intérêts privés et publics. D'abord, dans cette réunion des citoyens les plus notables, sous la présidence de l'illustre préfet, si les exigences du service public le permettent, on délibérera utilement sur chaque objet ; ce qui aura été délibéré et adopté après discussion ne pourra être ignoré des provinces, et d'ailleurs il est nécessaire que les règles d'équité et de justice soient également appliquées aux absents. En outre, nous croyons grandement contribuer à l'avantage des relations sociales en choisissant la ville constantinienne pour le lieu de ce *concilium* annuel. L'heureuse position de cette ville, l'importance de son commerce, l'affluence des étrangers font que les productions de tous les pays s'y rencontrent en abondance ; et si la Province s'enorgueillit de la grande fertilité de son sol, elle ne peut refuser à la ville d'Arles une sorte de fécondité particulière. C'est là que le riche Orient, l'odorante Arabie, l'élégante Assyrie, la fertile Afrique, la belle Espagne, la valeureuse Gaule apportent leurs plus précieux trésors, et les y entassent en si grande abondance que l'on pourrait considérer comme naturels à cette ville les produits qui font l'honneur de ces contrées. Ajoutons que le Rhône coule sous ses murs, et que la Méditerranée baigne ses rivages ; ainsi la mer qui l'avoi sine et le fleuve qui la traverse, la rapprochent des autres pays et semblent l'unir à eux. Cette cité reçoit donc le tribut des principales richesses du monde que lui apportent de toutes parts la voile, la rame, les chariots, la terre, la mer et le fleuve : comment notre Gaule n'accepterait-elle pas comme un bienfait le décret qui fixe l'assemblée dans cette ville privilégiée du ciel où se trouvent tous les objets nécessaires aux usages de la vie et au commerce ? Cette mesure avait déjà été établie, approuvée et mise en vigueur par une sage résolution de l'illustre préfet Pétronus, mais elle tomba en désuétude par les malheurs du temps, et les désordres des usurpateurs : notre prudente autorité ordonne de la rétablir aujourd'hui, ô Agricola, père très-cher et très-aimé. Ton illustre Grandeur se conformant donc à notre ordonnance, et à la disposition prise jadis par ton prédécesseur, la fera observer à perpétuité par les Sept-Provinces de cette manière : entre les ides d'août et les ides de septembre, à des jours fixés dans cet intervalle, les *honorati*, les propriétaires et les juges de chaque province se réuniront chaque année en *concilium* dans la ville d'Arles. Quant à la Novempopulanie et à la seconde Aquitaine, provinces très-éloignées, si les juges sont retenus par des occupations légitimement prouvées, elles devront, selon la coutume, envoyer des députés. Nous croyons, par cette mesure, être favorables aux intérêts de nos provinciaux, et ajouter grandement à la splendeur de la ville d'Arles qui, au témoignage

de notre père et patrice, a par sa fidélité acquis des droits incontables à notre reconnaissance. Que Ta Grandeur sache aussi qu'une amende de cinq livres d'or sera imposée à tout juge qui aura différé de se rendre au lieu prescrit et à l'époque déterminée : cette amende sera de trois livres d'or pour les *honorati* et les curiales.

« Donné le 15 avant les calendes de Mai; reçu a Arles le 10 avant les calendes de Juin. Les augustes Honorius, consul pour la 12^e fois, et Théodose pour la 8^e. »

Arrivé au terme de cette étude, je crois devoir la résumer en quelques lignes. Nous avons vu les Gaulois avoir des assemblées nationales en Occident ou en Orient. Cette tradition fut conservée sous la domination des Romains, mais modifiée de manière à ne pas leur porter ombrage; néanmoins, dans les moments de troubles, ce semblant d'assemblée cherchait toujours à reconquérir un rôle politique.

Pendant cette seconde période, l'assemblée des Gaules siège d'abord à Lyon, puis à Trèves, puis à Arles, séjournant successivement dans les villes métropoles; de toutes les assemblées, ou *conventus*, qui se réunissaient chez les peuples soumis aux Romains, celle des Gaules est la seule, peut-être, qui ait eu le droit de frapper monnaie, jusqu'au règne de Néron inclusivement : elle dut ce privilège exceptionnel au culte de Rome et d'Auguste, établi près de la colonie de *Lugdunum*, et qui, dans le principe, fut son seul prétexte d'existence. Elle le dut, surtout, au désir que l'empereur Auguste avait de faire cesser le monnayage gaulois; celui-ci, pratiqué jusque-là dans chaque peuplade, n'avait plus de raison d'être, avec la nouvelle organisation territoriale et la centralisation administrative.

ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

MARIE STUART

ET

SES DERNIERS HISTORIENS

DEUXIÈME PARTIE

History of England from the fall of Wolsey to the death of Elizabeth, by James Antony Froude, third edition. London, Longmans and Green, 1864-66. 10 vol. in-8°. — *The History of Scotland, from Agricola's invasion to the Revolution of 1688*, by John Hill Burton. Edinburgh and London, Blackwood, 1867. 4 vol. in-8°. — *Mary Stuart, her guilt or innocence; an inquiry into the secret history of her times*, by Alexander M' Neel Caird. Edinburgh, Adam and Ch. Black, 1866, in-8°.

XI.

Dans la première partie de cette étude sur les plus récents historiens de Marie Stuart, nous avons, parmi les adversaires de la reine d'Ecosse, donné le pas à M. Froude. Maintenant nous allons lui adjoindre M. Burton, dont le nom n'est pas moins retentissant de l'autre côté de la Manche.

De l'un à l'autre, nulle différence d'esprit. Tous d'eux s'inspirent de Buchanan, et puisent, soit dans son pamphlet de la *Detectio*, où il a prétendu révéler les crimes de Marie Stuart contre son époux, soit dans son *Histoire d'Ecosse*, où il a transporté presque intégralement cet odieux écrit. Cependant leur manière de procéder n'est pas la même. Chez M. Froude, Buchanan est, on peut le dire, le *Satan* familier de la maison, présent partout sans être vu, jamais nommé, sauf une seule

fois, comme par hasard ¹. A moins de connaître les écrits du calomniateur trop fameux, on ne sait pas sur quel terrain l'on est, ni quelle atmosphère on respire.

M. Burton, au contraire, s'avoue hautement du grand lettré et poète, ainsi qu'il l'appelle, et il honore en lui une de ces autorités qui ne se discutent même pas. Cependant il lui reproche de subordonner ses récits à des effets de rhétorique; de ne viser qu'à frapper l'imagination, et, en sacrifiant tout à la gradation et aux tours de force ², de ne quitter un sujet qu'après avoir épuisé ce qu'il peut fournir d'exagération déclamatoire. Sur quoi, M. Burton le traite d'extravagant. Mais alors, comment se fait-il que Buchanan soit une des colonnes de la nouvelle *Histoire d'Écosse*? C'est que, dit l'auteur, quels que soient ses défauts, la *Detectio* est l'œuvre d'un homme foncièrement sincère. Buchanan croyait au fait fondamental du crime; il manifesta sa conviction conformément à ses aptitudes spéciales de lettré classique, et en fervent dévot de la méthode à l'usage des rhéteurs ³.

Quoi! sera-ce la multiplicité des allégations mensongères, — car les ornements ajoutés ne sont pas autre chose, — qui nous prouvera la sincère et profonde conviction de l'auteur de la *Detectio*? La calomnie de détail va-t-elle être érigée en démonstration de véracité quant au fond essentiel?

Que deviennent les règles les plus élémentaires, ou du moins réputées telles, dans la recherche de la vérité historique? Le caprice ne saurait bouleverser ainsi les lois naturelles des choses. Mais l'arbitraire est un trait caractéristique des écrivains contraires à Marie Stuart; c'est aussi leur ressource pour se dérober à la force de la réalité. Ceci posé, venons à ce qui suivit l'assassinat de Riccio et le retour victorieux de la reine à Edimbourg.

XII.

Élisabeth, après cette seconde dispersion de ses amis et complices, agit comme à la première; elle les désavoua, et se réjouit du succès de sa cousine, avec la même chaleur, — et la même

¹ T. IX, p. 7.

² Ces mots sont de M. Burton.

³ T. IV, p. 449-450. Nous traduisons exactement.

sincérité. Elle déclara qu'ils ne trouveraient près d'elle que rigueur. Marie lui répondit dans les termes de la plus vive reconnaissance. Sa lettre est autographe. Mais M. Froude, s'il est exact cette fois sur le fait matériel, est d'autant moins véridique sur le contenu et l'esprit de cette pièce. Il l'analyse en ces termes : « Elle lui dit que, dans ses recherches sur l'histoire de la dernière conspiration, elle avait trouvé que les lords voulaient l'emprisonner pour la vie, et que dans le cas où l'Angleterre et la France seraient venues à son aide, leur intention était de la tuer. Elle suppliait Elisabeth de fermer l'oreille aux calomnies qu'ils avaient répandues contre elle, et avec une franchise engageante, *elle lui demandait d'oublier le passé*. Elle avait éprouvé trop profondément l'ingratitude de ceux qui l'entouraient, *pour se laisser entraîner désormais à des entreprises dangereuses; quant à elle, elle avait résolu de ne jamais plus offenser sa bonne sœur. Elle ne négligerait aucun moyen* de rétablir les bonnes relations qui avaient existé entre elles; et si elle relevait de couches heureusement, elle espérait que, pendant l'été, Elisabeth ferait un voyage dans le Nord, et qu'ainsi, elle aurait enfin l'occasion de la remercier en personne de son amitié *et de sa patience* ¹. »

Afin que l'on saisisse d'un coup d'œil comment M. Froude procède, nous avons souligné les phrases qu'il a jugé à propos d'introduire dans la lettre, *et qui n'y sont pas*.

Opposons tout de suite le texte authentique. Il est en français. La reine d'Ecosse vient de parler du complot; elle se plaint de ce qu'à la frontière anglaise « les principaulx de ce bel acte sont aussi bien resceuls que si votre intention, dit-elle à Elisabeth, estoit la pire du monde et au contrayre de ce que je la connoys. » Elle prémunit la reine d'Angleterre contre les faux récits que le comte de Morton nemanquera pas de faire pour s'excuser; et alors elle ajoute : « Je vous prie, ma bonne sœur, osbligés-moy du tout, et vous assurés de moy que j'ay tant esprouvé l'ingratitude des miens que je n'offenceray jamais de semblable péché ²; et pour du tout raffermir notre première

¹ T. VIII, p. 275.

² La pensée de Marie Stuart, que M. Froude travestit, est très-aisée à comprendre. Elle a éprouvé un chagrin si cruel de l'ingratitude des siens, que jamais elle ne voudrait se rendre coupable du même tort envers qui que ce fût.

amitié, je vous suppliray, quoy que Dieu m'envoie d'estre ma commère¹; et j'espère, si je puis relever sayne ce moys de juillet, et que fassies votre progrès (voyage) si près que l'on dit de ces quartiers, si vous l'avvès agréable, vous en aller mercier moy-mesmes, de quoy, sur ma foy, j'é plus d'envie que jamays de chose du monde². »

Où donc est la prière à Elisabeth d'oublier le passé? Où donc ce *mea culpa* pour des agressions antérieures contre la reine d'Angleterre, ces entreprises dangereuses, auxquelles Marie confesse s'être laissé entraîner? Où ce ferme propos de ne plus jamais offenser sa sœur? Où enfin ce remerciement à Elisabeth pour sa tendre affection *et sa patience*³, joli trait de Parthe que M. Froude décoche en se dérochant?

Les lords, ennemis de leur reine, formaient deux bans : les rebelles de l'année précédente, Murray, Argyle, Glencairn, Rothés, Boyd, Ochiltree, etc., à qui leur levée de boucliers de 1565 n'avait pas réussi; et ceux qui, comme Morton, Ruthven, Lindsay, avec la foule de leurs complices, venaient d'égorger Riccio pour préserver les premiers d'une confiscation imminente. Sous ce rapport, ils avaient réussi; mais une partie plus importante encore de leurs desseins, la déchéance de la souveraine, avait manqué. Désappointés à leur tour, ils couraient reprendre sur le territoire anglais le poste de ceux qu'ils avaient relevés d'exil. Tous à peu près également avaient trempé les mains dans le sang du secrétaire. Mais la reine ne le savait pas; et, quoi qu'il en soit, elle fit sagement de pardonner aux premiers, afin ne n'avoir pas affaire à la fois à un trop grand nombre d'ennemis déclarés.

Argyle, Glencairn, Rothés acceptèrent avec empressement les offres de leur souveraine. « Trois seulement, dit M. Froude, de ceux qui avaient été en Angleterre (l'automne précédent), refusèrent de désertir leurs amis, le noble Murray sans tache, Kirkaldy de Grange et le laird de Pidtarow. » Et l'auteur ajoute cette phrase émue de Randolph : « Attachés fermement à leur honneur et à leurs promesses, ils ne voulaient pas quitter les

¹ Elisabeth consentit, en effet, à être la marraine du fils de la reine d'Écosse.

² Château d'Edimbourg, 4 avril 1566. Labanoff, t. VII, p. 301-302.

³ M. Froude dit : « And that at last She (Mary) might have an opportunity of thanking her in person for her kindness and forbearance. » T. VIII, p. 275.

autres sans apparence de les pouvoir servir ¹. » Il faut savoir que M. Froude professe pour le comte de Murray un attachement et une admiration sans bornes. Le bâtard est impeccable et parfait ; car il n'a jamais bronché dans la trahison systématique contre sa sœur, au profit de la reine d'Angleterre. Conspire-t-il pour empêcher le mariage de Marie avec Darnley et jeter les deux Lennox hors de leur dessein ² ? M. Froude le déclare fidèle à sa souveraine *dans le sens le plus élevé du mot* ³. Il travaillait à la sauver d'elle-même (fallût-il pousser le dévouement jusqu'à l'emprisonner à Lochleven, ou même jusqu'à la détrôner). L'auteur reconnaît-il que Murray entreprit son insurrection de 1565 à l'instigation et principalement dans l'intérêt d'Elisabeth ⁴ ; qu'il s'était proposé de sauver l'Angleterre d'une révolution et la reine d'Angleterre, des machinations d'une dangereuse rivale ⁵ ? c'est pour lui décerner le plus flatteur des éloges : « *Ce noble gentilhomme à l'honneur sans tache*, dit-il, écrivit à Cécil que lui et ses amis avaient fait leur entreprise, en prévoyant très-bien l'indignation de leur Souveraine, mais pour obéir aux excitations et aux lettres de la reine d'Angleterre et de son conseil, etc... ⁶ » Du reste, « sa noble nature était exempte de toute tache d'égoïsme ⁷. »

Comment ne pas songer qu'au même siècle, le pays de France, si honni de notre auteur, eut par devers soi deux chevaliers qu'on surnomma *sans reproche*, la Trémouille et Bayard ? Notre pays est fier encore aujourd'hui de leur vie et de leur gloire, comme il l'était il y a trois cents ans. Mais (aveuglement de l'éducation française !) jamais ils n'interprétèrent par trahison le sens le plus élevé de la fidélité. Tous deux moururent au pied de la bannière royale. Quittons de tels exemples. La vraie vertu, l'honneur, allons les apprendre à l'école de cet « honorable et constant Murray ! »

Murray donc, inviolablement attaché à la cause de ses amis,

¹ T. VIII, p. 266. — La phrase de Randolph est tirée d'une lettre à Cécil, 21 mars 1566. Nous n'avons pas pour le moment les moyens de la vérifier.

² Expression de Randolph dans une lettre à Leicester, 21 mai 1565. Stevenson's *Illustrations* p. 138-139, Keith, App. p. 160.

³ « True to his mistress in the highest sense, » d'après Randolph. T. VIII, p. 156.

⁴ T. VIII, p. 208-209.

⁵ T. VIII, p. 210.

⁶ T. VIII, p. 211. « Murray, a noble gentleman of stainless honour. »

⁷ T. VIII, p. 223.

voulait d'abord, lui aussi, quitter Edimbourg, quand ils en sortirent à l'approche de Marie Stuart; et il entendait les suivre en Angleterre. « Mais Ruthven et Morton, *non moins généreux*, lui écrivirent de ne pas s'exposer au danger pour eux, et de faire sa paix s'il le pouvait. Murray, sentant qu'il leur serait plus utile, ainsi qu'à sa patrie, en restant en Ecosse, plutôt qu'en s'associant à leur exil, retourna près de sa sœur et en fut reçu avec un semblant de cordialité ¹. » N'en déplaise à M. Froude, la cordialité de la sœur était de meilleur aloi que celle du frère.

Telle était, poursuit-il encore avec Randolph, telle était la sollicitude de Murray pour le sort de ses amis, qu'il aurait mieux aimé être banni lui-même, et qu'ils fussent comme ils étaient auparavant. Ils l'avaient prié généreusement de ne s'exposer à aucun risque dans leur intérêt; mais il n'y tint pas, et il dit à sa sœur qu'ils s'étaient jetés dans le présent péril, uniquement à cause de lui ².

La vérité, c'est que Murray ne fit point tant le difficile. Marie lui ayant fait porter par James Melville des ouvertures de réconciliation, au moment même où elle fuyait à Dunbar, il ne perdit pas un moment pour y souscrire. Il protesta de son innocence, déclara se séparer entièrement de ceux qui avaient « commis en dernier lieu cet odieux attentat, » et promit de n'avoir plus rien de commun avec eux ³. Dès le 17 mars, une semaine après le meurtre, l'acte de rémission pleine entière fut dressé à Haddington. Et quelle expiation lui imposa cette sœur, altérée du sang fraternel? de rester éloigné de la cour pendant un mois! Muni de cette grâce, Murray envoya un exprès à Bedford et à Randolph, afin de recommander près le Conseil privé d'Angleterre, « ces nobles hommes, comme ses chers amis, qui s'étaient mis en hasard à cause de lui ⁴. »

XIII.

Nous disions précédemment que M. Froude, toujours tendre envers Murray, est susceptible d'indulgence pour Darnley,

¹ T. VIII, p. 267.

² T. VIII, p. 277.

³ Miss Agnès Strickland, t. IV, p. 323, d'après les mémoires de J. Melville. Et lettre de Marie Stuart à l'archevêque de Glasgow, Edimbourg 2 avril 1566, Labanoff, t. I, p. 348.

⁴ Lettre de Bedford et de Randolph au conseil d'Angleterre, Berwick, 27 mars 1566. — Ellis, première série, t. II, p. 220.

après être entré en liaison avec lui, sur les dalles rougies d'Holyrood. « La pauvre créature, dit-il, travaillait à gagner son pardon en dénonçant complice sur complice ¹. » Darnley était en effet tombé bien bas. Il avait juré devant sa femme et les lords du Conseil privé, et fait proclamer dans Edimbourg (20 mars), qu'il n'avait jamais conseillé, commandé, approuvé etc., la dernière conspiration; et qu'il s'était seulement prêté, à l'insu de la reine, au retour de Murray, Rothes, Glencairn, et des autres lords réfugiés en Angleterre. Comme pour s'étourdir, il poursuivait âprement ceux qui avaient fait partie de la bande des assassins. Il accusait le secrétaire d'Etat, Maitland de Lethington, dont il savait mieux que personne, mais dont la reine avait ignoré la culpabilité. Il exigea le supplice de deux subalternes, que nul autre que lui ne connaissait, et les seuls sur lesquels s'appesantit le châtiment suprême. Croit-on qu'Elisabeth se fût contentée de si peu ?

La vengeance des grands fut prompte. D'abord Morton, avant de se réfugier à Berwick, écrivit à la reine qu'il était entré dans le complot malgré lui, sur les instances et les menaces du roi et du comte de Lennox ². Alors elle interdit à ce dernier de se présenter devant elle ³. Certes, après l'attentat, plus énorme encore chez Lennox que chez les comtes de Murray, d'Argyle ou de Morton, la pénitence était légère.

A la fin de mars ou au commencement d'avril (1566), les lords montrèrent à la reine les *bonds*, engagements réciproques passés entre eux et le roi. Elle vit ainsi la fausseté des déclarations d'innocence que Darnley avait faites devant elle et le Conseil ⁴.

¹ T. VIII, p. 276.

² Miss Agnès Strickland, t. IV, p. 321, d'après une dépêche de Paul de Foix à Catherine de Médicis. Londres, 20 mars 1566. Teulet, t. II, p. 266.

³ Marie s'était établie à Edimbourg, près du château, puis au château même. Lennox était à Holyrood, où il restait.

⁴ Lettre de Randolph à Cécil, 4 avril 1566; Miss Agnès Strickland, t. IV, p. 328. Robertson, pièces justificatives, n° 16. Ils trouvèrent même moyen de calomnier Darnley, en le dépeignant à Marie comme l'auteur premier du complot. C'est ce que prouve une lettre de Morton à Foster, gardien des marches du milieu, juillet 1566. Record-Office. Inéd. — M. Burton ne veut pas que ce soit cette révélation des grands, qui ait allumé l'indignation, d'ailleurs temporaire, de la reine contre son mari. « Une femme si pénétrante, dit-il, et si bien en mesure de savoir les faits, n'avait pas besoin d'une telle preuve. » (T. IV, p. 320). — Est-ce donc le moment de vanter la pénétration d'une femme, qui n'avait rien su absolument du vaste complot ourdi contre Riccio ?

A l'expiration de leur mois de probation, c'est-à-dire le 21 avril, Murray, Argyle et les autres lords bannis l'automne précédent, reparurent devant Marie Stuart au château d'Edimbourg. L'accueil qu'ils reçurent de celle qu'ils avaient tant offensée, donna au comte de Murray l'espoir fondé de recouvrer tout son crédit ¹. M. Froude nous permettra de dire, qu'ici comme toujours, la cordialité sans arrière-pensée fut chez Marie, et l'implacable trahison chez Murray.

D'abord Murray cherche à creuser davantage l'abîme entre les deux époux. Le roi, ayant répété son mensonge devant la reine, l'envoyé français Castelnau de Mauvissière, et toute la cour, en déclarant qu'il avait ignoré le complot contre Riccio, le soir même (24 avril), Murray, hors de crainte après son pardon, parla à la reine et à l'ambassadeur de l'engagement écrit qu'il avait reçu du roi pour le meurtre du secrétaire; Marie et Castelnau avouèrent qu'ils savaient bien que cela était vrai ². Tel était le découragement de la reine, à mesure qu'elle sondait plus avant l'ingratitude et la folie de son mari, qu'elle voulait passer en France, en laissant le gouvernement aux comtes d'Argyle, de Murray, de Mar, d'Huntly, d'Athol et de Bothwell ³.

Cependant elle reprit le dessus. Comme le moment de ses couches approchait, et qu'elle souhaitait, quoi qu'il arrivât, que cet événement fût un gage de paix, elle décida les lords à se pardonner réciproquement leurs offenses. Elle-même, payant d'exemple, se réconcilia avec Darnley ⁴. Elle fit son testament, où elle destina des legs précieux à son mari ⁵. Et, chose qui montre le fond vraiment magnanime de sa pensée, elle donna pour instruction à Robert Melville, de solliciter Elisabeth en faveur de la comtesse de Lennox, « dont la liberté, disait-elle, ferait beaucoup de bien ⁶. » Est-il besoin d'avertir que ce trait n'est pas dans M. Froude?

¹ Lett. de Randolph à Cecil Berwick, 25 avril 1566. Record-Office. — Inéd.

² Lett. de Maitland de Lethington à Randolph, 27 avril 1566. British-Museum, Bibl. Cotton. Caligula B. IX, fol. 292. — Inédit.

³ Même lettre. Citée pour ce dernier fait par Miss Agnès Strickland, t. IV, p. 329. — Tytler, t. V, p. 353-354.

⁴ Lettre de Randolph à Cecil, Berwick, 7 juin 1566. Keith, Append., p. 168.

⁵ Plus une bague qui n'avait pas d'autre valeur qu'un souvenir: « celle, dit-elle, avec laquelle je fus épousée. »

⁶ Miss Agnès Strickland, t. IV, p. 329, d'après les mémoires de J. Melville, et Keith, p. 341. Elisabeth tenait toujours la comtesse étroitement enfermée depuis le mariage de Darnley. Elle ne devint libre qu'à la mort de son fils.

Dieu sait si les grands se pardonnaient les uns aux autres ! Mais il y avait quelqu'un à qui, outre le roi, ils ne pardonnaient pas : c'était à celle même qui s'efforçait de rétablir la concorde, à la reine, dont la clémence leur avait rendu et les biens et le pouvoir. Dès que Murray eut remis le pied à la cour, son premier soin fut de tendre de nouveau ses toiles, deux fois rompues par l'événement. Il s'agissait de réorganiser son parti en Écosse et de le reconstituer dans sa force compacte, en rappelant d'Angleterre les hommes de main, les assassins de Riccio. L'appui d'Elisabeth, malgré quelques contradictions apparentes, était toujours acquis. Si elle ordonnait ostensiblement à Morton de quitter son royaume, elle lui insinuait secrètement que l'Angleterre était grande, et que ce serait assez de ne pas faire de bruit.

Un seul doute tenait les choses en suspens. Lethington informait Randolph (1^{er} mai 1566), que le comte d'Argyle, objectait aux ouvertures qu'on lui avait faites, la froideur de la reine d'Angleterre, lors de leur dernière affaire. Mais si l'on pouvait s'assurer d'elle et si elle voulait être bonne pour les réfugiés, il ne demandait pas mieux que de reprendre les vieilles coutumes. Lethington, de son côté, ajoutait que si Elisabeth faisait ce qui serait également à son honneur et à son profit, elle trouverait en Écosse autant d'amis que jamais. Il annonçait que Murray allait faire connaître sa pensée à la reine d'Angleterre par Robert Melville ¹.

En même temps, le noble Murray et Argyle s'asseyant, avec un front d'airain, au Conseil privé du 2 mai, délibéraient sur ce qu'il y avait à faire « quant aux rebelles coupables ou suspects du détestable attentat perpétré récemment dans le palais de Leurs Majestés, » et ordonnaient que « quiconque aurait par dessein, conseil, ou de sa personne pris part au meurtre, serait poursuivi en justice et châtié rigoureusement ². » Si, malgré cette décision, il n'y eut point de procès, et si le crime demeura impuni, comment s'en étonner, puisque les chefs du complot étaient les maîtres du gouvernement, ceux qui déjà, cinq semaines auparavant, recommandaient au Conseil privé d'Angleterre leurs « chers amis » les assassins de Riccio ?

¹ Deux lettres de Lethington à Randolph, 1^{er} mai 1566. British-Museum: bibl. Cotton. Caligula. B. IX, fol. 292. — Ibidit.

² Actes du Conseil privé, dans Keith, Append., p. 131. Et Caird, p. 71.

Comment encore s'étonner si, le 8 juin, c'est-à-dire un mois après cette délibération, le conseil d'Ecosse, en l'absence d'Argyle et de Murray, reçoit la plainte de Leurs Majestés sur ce que les coupables restent librement dans le pays, vont et viennent, trouvant partout le vivre et le couvert, au grand affront de l'autorité de la couronne et des lois ?

Ainsi, trois mois écoulés depuis le crime qui avait mis en danger la vie de la reine, et aucune procédure régulière entamée; nulle arrestation de quelque importance. C'est que, depuis nombre d'années, les confédérés avaient peuplé de leurs créatures tous les emplois publics. La couronne avait à peine un serviteur qui ne fût pas à leur dévotion; et la justice était entièrement paralysée. Ceci nous fait comprendre par quelle cause et de quelle manière, l'année suivante, les poursuites pour le meurtre de Darnley avorteront aussi.

Pendant ce temps, les comtes de Mar, d'Argyle et de Murray couchaient au château d'Edimbourg, qu'ils occupaient en vrais souverains ². Ils n'admirent pas Huntly, ni Bothwell à y passer la nuit; et même ils envoyèrent le dernier du côté des frontières anglaises, sous prétexte de surveiller Morton, avec lequel ils restaient en communication secrète. Ils semblaient prendre leurs mesures en vue du contre-coup que l'on pouvait attendre de l'exécution du 9 mars, ou, pour parler comme Randolph, de ce qui adviendrait de la reine au temps de son travail ³. Qu'elle succombât, ils se trouvaient en possession du gouvernement et du royaume, comme cela eut lieu un an plus tard, à la faveur d'une autre occasion.

Mais si l'enfantement qui donna naissance (19 juin 1566) à Jacques, le futur roi de la Grande-Bretagne, fut accompagné de longues et cruelles souffrances, la mère déçut les horoscopes et les espérances sinistres. Elle s'en releva: nouveau grief que ses ennemis enregistrèrent, à la suite des déceptions de même sorte qu'elle leur avait déjà causées.

¹ Keith, Append., p. 131-132. Caird, p. 71.

² M. Froude passe tout à fait sous silence cette omnipotence de Murray, que sa tactique est de dépeindre toujours comme persécuté. Bien entendu, il se tait aussi sur cette délibération du 8 mai, contre les assassins de Riccio et la part que le comte y prend. — Le trait est rapporté par Randolph à Cecil, 7 juin 1566. — Chalmers, t. III, p. 31, note.

³ Randolph à Cecil, 7 juin 1566; dans Chalmers, t. III, p. 31, note.

XIV.

M. Froude et M. Burton placent après la naissance de l'enfant royal, non pas le commencement, mais la première mention de la passion de Marie Stuart pour le comte de Bothwell. C'est alors qu'il serait devenu évident qu'elle aimait le comte d'une affection plus chaleureuse que ne le comportaient raisonnablement les services qu'elle en avait reçus, et la gratitude qu'ils lui devaient inspirer¹.

Ici, l'un et l'autre écrivain s'évertuent à tracer le portrait et à mettre en lumière les attraits du fameux séducteur : M. Froude en s'inspirant davantage des peintures de Buchanan, M. Burton, en faisant appel à son imagination.

« Que Marie ait fixé son amour sur Bothwell, cela, dit ce dernier, a toujours paru toucher à l'incompréhensible. Mais si l'on réfléchit sur les circonstances, la chose en fin de compte cesse d'être aussi absolument inacceptable. Marie *évidemment* était de ces femmes chez qui, à cette époque, une grande affaire de cœur était une des nécessités de la vie, nécessité rendue plus impérieuse par l'extrême déception qu'elle avait trouvée dans son dernier attachement, et par son dégoût pour celui qui en avait été l'objet. Qui donc, autour d'elle, allait être le premier refuge de ses affections mises en fuite² ? »

Depuis quand la conjecture psychologique est-elle évidence et certitude en histoire ? Et cette conjecture en elle-même, que vaut-elle ? Est-ce à cette époque seulement qu'il y eut des femmes dont le cœur ne souffre pas de vacances, autrement dit des femmes galantes ? En l'admettant, avez-vous trouvé dans la vie de Marie Stuart, antérieurement à sa passion prétendue pour Bothwell, une chaîne continue d'affaires de cœur ou d'intrigues, qui seule autoriserait ce langage, sans cela calomnieux ?

Elle a aimé avec la naïve sincérité de ses seize ans, le pâle et doux François II ; avec ardeur, le beau Darnley, en qui elle espérait un protecteur contre la dangereuse ambition du comte de Murray. Mais c'était l'amour dans le mariage.

¹ Burton, t. IV, p. 324.

² « Who then were near her to be the first refuge of her fugitive affections ? » — Burton, t. IV, p. 324-325.

Voit-on, avant le premier mariage, ce cœur s'éveiller et battre trop tôt ? Que Buchanan affecte de dire par forme de préterition, dans son pamphlet contre celle qui avait été sa bienfaitrice, qu'il n'affirmera pas les bruits répandus sur elle en France, au temps de sa première union¹ : il poursuit, sous le masque, son métier et son œuvre de mensonge. Au besoin, nous opposerions les longues et nombreuses dépêches adressées à Elisabeth ou à Cecil, par l'ambassadeur anglais en France, Nicolas Throckmorton, ennemi de Marie Stuart. Elles ne tarissent pas en éloges sur ses vertus et sur ses heureuses qualités. Veuve de 1560 à 1565 ; vivant, à partir de 1561, date de son retour en Écosse, sous les yeux d'un autre argus, le résident anglais Thomas Randolph, — et l'on sait si elle eut jamais un ennemi moins scrupuleux, — la conduite de la reine est si unie, que Randolph, au milieu des complots et des insurrections qu'il fomenta pour la renverser, ne peut s'empêcher de rendre hommage à celle « qu'il a scrutée, dit-il, pour ainsi dire jour par jour pendant quatre ans, et décrite comme une créature dont les perfections passaient la croyance de qui ne l'avait pas vue². » Où sont dans cet espace de temps, les grandes affaires de cœur dont elle ne pouvait se sevrer ? Parlera-t-on, vers la fin de 1565, d'un amour pour Riccio ? Mais M. Burton le déclare invraisemblable³. Ainsi ce motif, puisé aux sources philosophiques et non aux sources historiques, porte sur le vide. Libre au romancier de lire jusqu'au fond de l'âme de ses héros ; c'est lui qui les façonne ; leur psychologie est à son gré et n'exige pas de preuves. Mais quand on prend en historien les personnages de l'histoire, on n'a le droit d'affirmer les sentiments ou les exigences de leur cœur, qu'autant que l'on raisonne sur des témoignages authentiques et sur des faits constants.

¹ Dans la seconde partie de la *Detectio*, l'*Actio*, ou plaidoirie supposée contre la reine d'Écosse. — Anderson, t. II, p. 56.

² Lettre au comte de Leicester, 18 octobre 1565. — Miss Agnès Strickland, t. IV, p. 217. A la vérité, tout en s'exprimant ainsi, Randolph changeait de langage. Pourquoi ? Mais, continue-t-il, c'était le temps où il se figurait qu'elle allait épouser son noble patron (le comte de Leicester) ; et s'il avait à déplorer qu'elle fût maintenant tout autre, c'était chez elle infatuation, pour être devenue la femme de Darnley. — Il lui reproche surtout d'être très-volontaire (parce qu'elle ne s'était pas laissé détrôner dès l'automne de 1565).

³ T. IV, p. 300.

M. Burton, après s'être demandé chez qui la reine abritera ses sentiments ambulants, répond qu'elle ne peut penser qu'à ses nobles, car elle n'est pas en position de *traiter*¹ avec un prince étranger ; et, parmi ses nobles, qu'au seul Bothwell. Suit l'énumération fort exagérée des qualités et des talents du comte. On les rehausse des élégants dehors de politesse, qu'est censé avoir acquis, sur le continent, cet homme saturé d'infamie parisienne², dira rudement M. Froude, moraliste qui ne transige point avec la France. M. Burton serait heureux aussi de le douer de beauté. La tradition, les témoins oculaires, Brantôme et Buchanan, s'y opposent. De plus, un récent portrait, exécuté par un artiste danois, d'après les restes du comte retrouvés dans leur sépulture du Jutland en 1858, offre, au dire de ceux qui s'y connaissent, une tête de type écossais très-laide, des cheveux roux, un front bas et fuyant, des pommettes saillantes, un nez aquilin long et proéminent, une grande bouche³. M. Burton enregistre ce témoignage posthume, tout en réclamant avec une douce mélancolie : « Qui sait, dit-il, ce que trois cents ans de séjour au tombeau, peuvent donner de laideur ? »

Un autre attrait de Marie Stuart pour Bothwell, c'est qu'elle aurait démêlé en lui un homme sans scrupule, prêt au crime sur un mot, pour lui plaire. Pour en parler si délibérément, montrez donc ce qu'elle a déjà commis de crimes.

Et Bothwell ? M. Froude l'a préparé de loin à ce rôle diabolique. Qu'on veuille bien à ce propos nous permettre de remonter à une aventure antérieure. Bothwell, accusé en 1562 par le comte d'Arran, tombé en démence, de lui avoir conseillé d'enlever la reine, avait subi la prison, puis l'exil par l'influence du frère de Marie Stuart, dont le plan était de perdre celles des grandes familles d'Écosse qui n'étaient pas à sa dévotion. En

¹ « For she was not in a position to treat with a foreign prince » (t. IV, p. 325). Quelle étrange manière de parler ! L'auteur semble oublier qu'elle était en puissance de mari. Ou bien cela signifie-t-il qu'elle n'est pas en position de mander du continent avec fracas, quelque prince destiné à lui servir d'amant ? Exemple de plus de la facilité arbitraire avec laquelle on outrage l'infortunée reine, sans s'inquiéter seulement si l'outrage a un sens.

² T. VIII, p. 296.

³ *Inventaires de la Roynie d'Escoce*, publiés par M. Joseph Robertson pour le *Bannatyne Club*, Edimbourg, 1863, in-4°. — Préface, p. xcv-xcvi, note. Burton, t. IV, p. 326-327, d'après M. Horace Marryat, *Residence in Jutland*. T. I, p. 417-419.

mars 1565, l'exilé, fatigué de ce long éloignement, rentra en Écosse sans permission, et s'enferma dans ses domaines du Liddisdale, voisins de la frontière anglaise. « Tout à coup, dit M. Froude, sans être attendu ni invité, le mauvais génie de la tempête, le comte de Bothwel, *reparut à la cour de Marie*. Elle désavoua toute participation à son retour. Il était toujours sous le coup de la loi; et cependant il se redressa, car qui aurait osé lever la main contre lui, superbe, insolent et dangereux ¹ ? »

Notre auteur, le tenant à la cour, l'utilise. Il l'enrôle, comme le pire et le plus violent de tous, « dans le groupe de jeunes fous furieux, dont Lennox s'entourait, Cassilis, Eglinton, Montgomery ². » La question du mariage de la reine avec Darnley, auquel Murray s'opposait de tout son pouvoir, agitait alors l'Écosse. Mais est-ce une malice du génie de la tempête? Toujours est-il que M. Froude donne sur un écueil. Ces Cassilis, ces Eglinton, ces Montgomery, dont il fait les suppôts de Lennox, sont justement désignés par Randolph, aux lettres duquel il nous renvoie ³, comme les appuis sur lesquels comptent Argyle et Murray contre Lennox. Et puis, est-ce le désir d'enrichir son dénombrement des affidés du superbe Bothwell? M. Froude fait deux hommes distincts d'Eglinton et de Montgomery, qui étaient un seul et même personnage ⁴. Plus calme, ou peut-être plus attentif, il aurait découvert à la même page, les noms des satellites de Lennox, Athol, Cathness, Ruthven, Hume et lord Robert (l'un des frères naturels de Marie Stuart), les plus grands ennemis de toute vertu, si nous en croyons Randolph. Ainsi, ce sont ses propres amis, ceux-là modèles de toute vertu, que M. Froude écrase de son tonnerre, dans un moment de distraction.

Quant à Bothwell, qui se garda bien de se montrer à la cour, quoi qu'on en dise, Marie Stuart le somma sur-le-champ de

¹ T. VIII, p. 129.

² Froude, t. VIII, p. 129.

³ Lettres de Randolph à Cecil, des 15, 17 et 20 mars 1565. Elles sont dans Keith, appendix, p. 158-159, et dans le corps de l'ouvrage, p. 270-274. Seroit-on surpris qu'elles portent juste le contraire de ce que M. Froude leur fait dire?

⁴ Sur cette identité, v. Keith, p. 240, note A. — V. aussi la lettre même de Randolph, Keith, p. 272.

comparaître par-devant la justice royale ¹. Murray ramassa des forces énormes à Edimbourg en vue du jugement. « Bothwell l'aurait bravé, s'il l'avait osé ². » Mais il ne l'osa pas ; et de Titan, devenu simple mortel, il s'enfuit en France (fin d'avril 1565), jusqu'au moment où la souveraine eut besoin de lui contre la rébellion déclarée de Murray.

Voilà par quelles entorses à la vérité, on attribue à Bothwell, au commencement de 1566, un ascendant qu'il n'avait pas, et une renommée de scélératesse qu'il n'avait pas non plus et ne méritait pas davantage. Il ne s'en rendra digne qu'à l'école du vertueux Morton, de Murray sans tache, ces hommes purs que n'a pas infectés la corruption de Paris.

M. Froude termine le portrait de Bothwell par ces mots : que l'affection de la reine d'Ecosse pour lui, est la meilleure preuve de l'innocence des rapports de celle-ci avec Riccio ³. Cela doit avoir un sens, et n'est susceptible que d'un seul, c'est que Marie se conserva vis-à-vis de Riccio, parce que Bothwell régnait déjà sur son cœur. Il faudrait que la reine eût pris feu pour le comte au moins au commencement de cette année, sinon même l'année précédente, dès les premiers temps de son union avec Darnley et de sa grossesse : énormité dont le récit de M. Froude, à l'époque du meurtre de Riccio, ne contient aucun indice, et pour cause. Toujours ces énonciations tranchantes et vides, avec lesquelles on égare la conviction du lecteur, s'il n'est sur ses gardes.

M. Burton s'arrête sur des idées d'un autre ordre, sans qu'elles aient plus d'autorité. « En fait, dit-il, n'étaient les crimes qui frayèrent la voie à la conclusion, l'union de Bothwell et de Marie aurait été le dénouement naturel d'un roman légitime. Otez la fâcheuse circonstance que tous deux étaient mariés, qu'il y avait un mari et une femme, dont il fallait se défaire, avant de parvenir à s'unir ensemble ; substituez l'honneur et la vertu à la trahison et au crime, et vous aurez au complet les éléments dont la Providence, qui préside aux romans, tire l'heureuse conclusion accoutumée ⁴. »

¹ Randolph à Cecil, 15 mars 1565. Caird, Append. n° XIII, p. 249. — Keith, p. 270. — Chalmers, t. III, p. 20-21, notes a et b.

² Froude, t. VIII, p. 149.

³ T. VIII, p. 296.

⁴ T. IV, p. 328.

Soit. On nous dit que si deux personnages scélérats, ou donnés pour tels, avaient été vertueux, et placés dans une situation tout autre, les choses auraient pris aussi une tout autre tournure et auraient pu s'acheminer vers une issue favorable. Après ?

XV.

Mais ce n'est pas seulement par ces hautes considérations que les auteurs se proposent d'établir la passion de Marie Stuart pour Bothwell pendant le cours de l'année 1566. Ils apportent des faits. Seulement, ce sont des faits controuvés ou dénaturés.

Selon M. Burton, la reine aurait prodigué à son favori les riches abbayes de Melrose et d'Hadington ; la seigneurie et le commandement militaire de Dunbar ; la dignité de grand-amiral d'Ecosse ; la garde du Border, jusque-là partagée entre trois officiers, et, chose inusitée autant que significative, concentrée dans les mains du seul Bothwell ¹.

Ces assertions proviennent d'anciens mensonges recueillis par Robertson (1759) et Malcolm Laing (1804), plus tard complètement détruits par Chalmers, au moyen des registres du sceau privé et du conseil privé, documents authentiques et impartiaux s'il en fut ². Mais les auteurs qui continuent la tradition de Knox, Buchanan, Robertson et Laing, ne tiennent en général aucun compte des démonstrations irréfutables que les défenseurs de la tradition contraire leur ont opposées.

A ces preuves prétendues qu'il n'a pas contrôlées, M. Burton en ajoute d'autres de même valeur, qu'il ne contrôle pas davantage. Celles-ci proviennent des correspondances anglaises, au sujet desquelles nous avons revendiqué en commençant les droits de la critique.

Les deux historiens que nous combattons les acceptent les yeux fermés, à moins toutefois qu'elles ne s'avisent de contra-

¹ T. IV, p. 328.

² Histoire de Marie, reine d'Ecosse, t. III, p. 75 et suiv., *Docum. subsid.* n° 2. — 2^e édit. 1822. Nous nous bornons ici, pour ne pas allonger à l'excès, à cette simple mention, que nous sommes en mesure de développer en cas de besoin. M. Froude plus prudent que M. Burton, se contente de dire (t. VIII, p. 295) que Bothwell fut pourvu : 1^o des biens de Maitland de Lethington, inexactitude insignie ; 2^o des splendides domaines royaux de Dunbar, exagération non moins forte.

rier leur système préconçu ; alors elles sont *ipso facto* nulles et non avenues : par exemple, viennent-elles à constater que les comtes de Mar et de Murray excluent du château d'Édimbourg Bothwell, le prétendu dominateur ? Ne demandez pas à MM. Froude et Burton de s'en apercevoir.

Nous savons bien qu'après les couches de Marie, Killigrew écrit d'Édimbourg à Cecil (24 juin 1566), qu'on dit que Bothwell a plus de crédit près de la reine que tous les autres ensemble ; que Bedford appuyant dans le même sens, annonce bientôt qu'il y a un projet sur le métier, concernant le comte de Bothwell¹ ; c'est-à-dire un complot d'assassinat par Murray et consorts, complot sur lequel M. Froude observe un silence oblique. Quelle est, au vrai, la portée de ces textes d'apparence si formelle ? Avant les couches de la reine, ils sont démentis nettement par les faits. Après, ils partent d'un groupe de traîtres, et font partie d'un nouveau complot, dont l'Angleterre est l'auxiliaire naturelle².

M. Caird explique très-bien que la naissance du fils de Marie Stuart ouvrait à Murray et à Cecil des perspectives nouvelles. Si elle dissipait les rêves d'ambition royale chez le bâtard, elle lui faisait apercevoir, à travers une longue minorité, un véritable règne sous le nom de régent, avec l'espoir d'élever dans le protestantisme l'héritier légitime des deux couronnes. Deux obstacles seulement, Marie et Darnley, lui barraient la route.

Or, dans les douze mois après la venue au monde de Jacques, on voit Darnley balayé de la scène, Marie détrônée et prisonnière à Lochleven, son enfant mis à sa place, Murray proclamé régent, la couronne d'Elisabeth assurée, le pouvoir de Cecil perpétué. Il est difficile de croire, conclut M. Caird, qu'un tel enchaînement de faits ait été purement fortuit³.

¹ Lettres des 27 juillet, 2, 9 et 12 août 1566. — Keith, App. p. 69. — Miss Agnès Strickland, t. IV, p. 340. — Stevenson's *Illustrations*, p. 164. — Goodall, t. I, p. 306.

M. Burton, t. IV, p. 329, intitule Bedford ambassadeur anglais. C'est une erreur. Il résidait à Berwick en qualité de gardien des marches anglaises de l'est. Il transmettait à Londres non pas le résultat de ses observations personnelles, mais le résumé des correspondances que lui adressaient d'Édimbourg les partisans soldés de l'Angleterre. Cela est important quant au crédit que méritent ces lettres.

² V. plus haut, n° XIII. Lettre de Lethington à Cecil, 1^{er} mai 1566.

³ P. 78.

Le premier point à gagner pour Murray, c'était le pardon des conjurés. Après avoir obtenu déjà celui de maints coupables de second ordre, il voulait la grâce des plus hauts chefs, Lethington et Morton, et représentait perfidement à sa sœur que la naissance d'un héritier au trône devait être l'occasion d'un grand acte de clémence et d'abolition du passé. Mais outre la répugnance de Marie, à qui un instinct secret désignait chez Morton le plus formidable des hommes d'action, deux adversaires, Darnley et Bothwell, contrecarraient l'intrigue de Murray de toutes leurs forces.

Le premier, leur complice contre Riccio, puis leur dénonciateur, sachant ce que valait leur inimitié, s'effrayait et s'irritait à la fois, mais en enfant, de leur empire à la cour. Le second savait qu'ils avaient cherché sa vie en même temps que celle de l'Italien ; et de plus, il redoutait des compétitions d'intérêts particuliers de la part de Lethington. Telles étaient les luttes d'influence qui s'agitaient autour de la nouvelle accouchée.

Ainsi rien de plus aisé que de se rendre compte des renseignements et des plaintes qui parvenaient à Bedford. Murray, comme Darnley, s'irritait des obstacles et du crédit de ses rivaux, nécessairement toujours trop puissants à son gré. Mais à qui resta la victoire ? Là est le critérium. A Murray. Il l'emporta pour Lethington. La reine admit celui-ci en sa présence au château d'Alloa, le 2 août¹. Une contestation entre Lethington le traître, et Bothwell le fidèle serviteur, au sujet de l'abbaye d'Hadington, fut tranchée par un arbitrage de Murray, si partial en faveur du premier, que Bothwell s'écria qu'il aimerait mieux perdre la vie que d'y souscrire. « Et moi, repartit le juge, je sais vingt honnêtes gens qui vous valent, et qui donneront leur vie plutôt que de laisser dépouiller Lethington. » La lettre de Bedford, du 12 août, citée tout à l'heure, montre que ce n'était pas une manière de parler ; et que l'on ébaucha immédiatement un plan d'assassinat. Bothwell ne voulut pas approfondir la situation. Comme précédemment, il quitta le terrain et alla se mettre en sûreté dans ses domaines du Border.

¹ Il est probable que Marie ayant pour son nouveau-né l'ambition de faire reconnaître ses droits en Angleterre, voulut rattacher à ses vues Lethington, réputé le diplomate le plus habile de l'Écosse.

Ainsi, après comme avant la naissance de Jacques, Murray est le maître. Bothwell a le dessous dans tous leurs débats. A Murray, le haut du pavé ; à Bothwell, les déboires. Son irrésistible empire sur la souveraine, la passion de la souveraine pour lui, sont des fables. Autant vaudrait, dans les joutes chevaleresques, proclamer vainqueur et invincible celui des tenants qui chaque fois aurait vidé les arçons.

XVI.

La reine, pour achever de se rétablir, se rendit par le Forth au château d'Alloa, domaine du comte de Mar, l'oncle de Murray (fin de juillet 1566). Les récits contemporains, la correspondance et les actes officiels de Marie, les délibérations du conseil privé, dont les registres font foi aujourd'hui encore, une audience solennelle à l'envoyé français Castelnau de Mauvissière, chargé des félicitations de Charles IX pour l'heureuse délivrance de sa belle-sœur, l'audience même accordée à Maitland de Lethington, des querelles survenues en ce lieu entre les lords, prouvent par les dates, par les signatures et par les noms des personnages, que la cour tout entière, seigneurs et dames, avait accompagné la souveraine dans cette excursion de convalescence.

Mâis qu'importe à Buchanan ? Ne se doit-il pas à sa divinité la Rhétorique ? Il fait partir Marie Stuart pour Alloa, *seule* avec Bothwell, avec qui elle se conduit, dit-il, comme une femme qui aurait oublié non-seulement la majesté royale, mais la modestie qui convient à son sexe ? — Qu'importe aussi à M. Froude ? Elle s'en va à Alloa, « accompagnée de son cavalier ¹. »

Darnley, faisant profession de haine publique contre Murray, ne voulut pas monter sur le vaisseau qui portait celui-ci en même temps que la reine, et se rendit par terre à Alloa. — Selon Buchanan, ce « trouble-fête importun, » reçut à la fois mauvais accueil et ordre de repartir sur-le-champ ² ; M. Froude

¹ T. VIII, p. 296.

² Bedford écrit à Cecil, Berwick 3 août 1566, que la reine était partie d'Edimbourg sans en avertir d'avance le roi. — Bedford parle d'après son correspondant écossais qui, à en juger par la suite de la lettre, était Kirkaldy de Grange, un des ennemis les plus acrimonieux de Marie Stuart, et grand ami de l'argent anglais. Stevenson's *Illustrations*, p. 165.

répète cet affront supposé, sans articuler le mot de Buchanan ¹.

Sur le second point, comme sur le premier, les avis expédiés d'Ecosse au comte de Bedford, — et dont quelques-uns touchent à l'intimité de la vie conjugale chez le couple royal, — l'opposition de Darnley au pardon de Lethington, un violent démêlé du jeune prince avec Murray, les registres du sceau privé et du conseil privé, démontrent avec une certitude absolue que les portes d'Alloa s'ouvrirent devant le roi, que là et dans les différents endroits visités successivement, il habita près de sa femme ; et que, s'il ne put pas faire prévaloir son influence politique, du moins comme époux il n'eut pas à se plaindre de la reine ².

C'est dans cet espace de temps, que Darnley, furieux du pardon de Lethington et de l'insurmontable crédit de Murray, l'homme de la conspiration implacable, menaça hautement de le tuer. Murray porta plainte devant la reine. Darnley ne nia point ; et la reine déclara que ce serait pour elle un motif de déplaisir que lui ou tout autre fût mal avec le comte ³. — Cet incident, rapporté très-naturellement dans la correspondance anglaise, fut travesti par Buchanan en un guet-apens tendu par la reine à la fois à son mari et à son frère. M. Froude, prudemment silencieux sur l'autorité dont il s'appuie, redit : « *On* crut plus tard qu'elle voulait susciter une querelle qui l'aurait débarrassée de l'un ou même des deux hommes qu'elle haïssait le plus en Ecosse. » Cet *on*, c'est donc simplement Buchanan, l'inventeur de la version ultérieure ; mais le pronom indéfini, enseigne supposée de l'opinion publique, fait meilleur effet.

« Toutefois Murray, continue M. Froude, n'était pas homme

¹ T. VIII, p. 296.

² Chalmers, t. I, p. 278 et suiv. — 27 juillet, la reine se rend d'Edimbourg à Alloa. — 28-29 juillet, divers actes à Alloa, signés du roi et de la reine sur les registres authentiques. — 29 juillet (ou peut-être 30) — 1^{er} août, séjour à Edimbourg. — 1^{er}-4 août, à Alloa. — 4 août, voyage des deux époux à Edimbourg et séjour ; scène de colère du roi contre Murray. Il quitte momentanément la reine. — 14 août, le roi et la reine partent ensemble pour la chasse dans le Megotland. — 16 août, ils tiennent conseil à Rodono. — 19 août, ils couchent à Traquair. — 20 août, ils retournent à Edimbourg. — 22 août, vont à Stirling, puis à la chasse dans le Perthshire. — 30 août, visitent lord Drummond. — 1^{er} septembre, retournent à Stirling. — V. aussi Goodall, t. I, p. 292-295 ; Miss Agnès Strickland, t. IV, p. 356-362.

³ Nouvelles d'Ecosse envoyées par le comte de Bedford, août 1566.

à fouler aux pieds le malheureux, et à jouer un jeu ignoble.... Le pauvre adolescent aurait trouvé le salut, s'il s'était appuyé sur la confiance du seul noble cœur qui fut à sa portée ¹, » lequel s'était associé à un complot d'assassinat contre lui en 1565, — et s'associera au complot d'assassinat en 1567.

Cette reine désolait aussi son mari par sa coquetterie. « Il s'enfuit de la cour, très-chagrin. Il ne pouvait pas supporter, comme on l'écrivait, qu'elle en usât familièrement avec homme ou femme, surtout avec les *lords* d'Argyle et de Murray, dont elle faisait sa compagnie la plus assidue ². » Nous pourrions demander comment M. Froude fera cadrer l'affection exigeante de la reine, incapable de se passer des deux lords, avec la haine sanguinaire qu'elle a vouée à son frère ? Mais c'est encore ici une des distractions de l'écrivain.

La lettre du comte de Bedford à Cecil porte, d'après un de ses correspondants d'Ecosse, que le roi « ne peut pas supporter que la reine en use familièrement avec hommes ou femmes, surtout avec les *ladies* d'Argyle, de Murray et de Marre, qui sont presque toujours avec elle ³. »

Des trois dames, la comtesse d'Argyle était la sœur bâtarde ; la comtesse de Murray, la femme ; et celle de Marre, la tante de Murray. N'est-il pas de pleine évidence que Marie subit tout à fait l'ascendant de cette partie de sa famille ⁴ ?

D'autre part, M. Froude, imperturbable à créer des torts à Marie, découvre que « Lennox, non moins négligé que son fils, vivait en simple particulier à Glasgow ⁵. » *Négligé* est admira-

¹ T. VIII, p. 298.

² *Id. ib.*

³ Bedford à Cecil, août 1566. *Record-Office, Scotland*, t. XII, n° 99. « In the meane tyme the King departed very grieved. He cannot beare that the queene should use familiaritie eyther with men or women, and especially the *ladies* of Arguille, Murray, and Marre, who kepe most company with her. » — Le narrateur dit simplement que le roi partit de la cour. M. Froude, porté au pittoresque met qu'il s'enfuit (*fled from*). V. aussi M. Caird, p. 102. — Nous avons vérifié sur l'original ; et nous sommes obligés de dire qu'il est impossible de se tromper sur le mot *ladies*.

⁴ M. Froude dit (t. VIII, p. 297) que la reine, inexorable envers son mari, trouva nécessaire *quand vint l'été*, de rendre sa faveur à son frère, et de gagner la confiance des protestants anglais, en affectant une disposition à se laisser guider par ses avis. — M. Froude devrait se rappeler que Marie avait, dès le 21 avril, rétabli son frère près d'elle, à la cour, moins de six semaines après le meurtre de Riccio.

⁵ T. VIII, p. 298.

ble. Lennox, l'un des boute-feux du complot qui, débutant par la mort de Riccio, devait ensuite atteindre le trône et la vie de la reine, la vie de l'enfant destiné à réunir les droits des Lennox et des Stuarts ! Et pour toute punition, Marie avait refusé de l'admettre en sa présence. D'Holyrood où elle l'avait toléré, encore bien près d'elle, ce méchant homme s'était retiré chez lui, à Glasgow, dans ses domaines recouvrés grâce à celle qu'il aurait voulu payer en l'assassinant. Et c'est elle que l'on accuse ! elle le néglige ! Nous voudrions savoir quels soins Elisabeth lui aurait rendus.

Le roi et la reine, après avoir passé ensemble la plus grande partie du mois d'août, se fixèrent à Stirling du 31 août au 12 septembre (1566), époque où les affaires les appelaient à Edimbourg. Darnley, exaspéré de la prépotence de Murray, de la réintégration de Lethington, et de l'inutilité de ses efforts pour obtenir la couronne matrimoniale, refusa d'accompagner sa femme. Marie Stuart resta dans sa capitale du 12 au 21, qu'elle revint à Stirling pour solliciter le roi de la suivre. Mais elle dut s'en retourner toujours seule, le 23. Elle ne quitta Edimbourg que le 8 octobre ¹.

A ce dernier séjour, Buchanan suppose qu'elle se logea dans une maison particulière, puis à l'Echiquier, afin de se livrer plus librement à des débordements infâmes avec Bothwell. La calomnie est si palpable, quand on la rapproche des faits connus et hors de contestation, ainsi que des actes du gouvernement qui montrent Marie résidant à Holyrood comme d'habitude, que ni M. Froude ni M. Burton ne la mentionnent en quelque façon que ce soit. Nous expliquerons plus loin que nous eussions souhaité un pas de plus dans le chemin de la vérité.

Le matin du 29 septembre, Marie reçut à Holyrood avis du comte de Lennox, que le roi, demeuré à Stirling, voulait quitter l'Ecosse et passer au delà des mers. Le soir même, Darnley arrivait à l'improviste : et comme il déclara qu'il n'irait pas à Holyrood qu'au préalable la reine n'eût chassé trois ou quatre des lords (rien moins que Murray, Argyle, Rothes et Maitland de Lethington), elle alla le chercher elle-même et le ramena dans sa chambre. Mais, la nuit, elle eut beau le prier ; il

¹ Chalmers, t. I, p. 283 et suiv., toujours d'après les registres authentiques et d'autres témoignages.

ne voulut jamais s'expliquer sur ses motifs. Le matin, en présence du conseil privé et de du Croc, ambassadeur français, elle renouvela ses sollicitations, lui prenant les mains, avec prière de ne pas l'épargner et promesse de toute satisfaction. Les membres du conseil et l'ambassadeur joignirent leurs instances aux siennes. A la fin il reconnut en deux mots que la reine ne lui avait point donné de motifs de partir; et après un adieu très-sec, il alla joindre son père à Glasgow ¹. De là il expliqua par lettre ses griefs à Marie, savoir qu'elle ne lui donnait pas d'autorité dans le gouvernement, et que la noblesse le laissait isolé.

Belle occasion de fausser la vérité. M. Froude n'y manque pas. D'abord il attribue à Darnley le dessein de *fuir* en Angleterre, quoique ce ne soit pas une fuite, et que l'expression *au delà des mers*, la seule qu'on employa dans cette occurrence, n'eut jamais d'autre signification que le continent. Puis il rapporte le langage que Darnley, dans une sorte de désespoir, tint à du Croc. « Il lui dit, *paraît-il, qu'il voulait aller aux îles Scilly* ²; peut-être comme sir Thomas Seymour, avec la pensée de se faire chef de pirates. Quand du Croc le questionna sur les motifs qui le poussaient à une telle démarche, il se plaignit que la reine ne lui donnât pas d'autorité, que tous les lords l'eussent abandonné : *il n'espérait plus rien en Ecosse, et il craignait pour sa vie* ³. »

Nous soulignons les paroles caractéristiques, — parce qu'il *n'y en a pas une syllabe* dans les lettres de du Croc à l'archevêque de Glasgow, du 15 octobre, et à Catherine de Médicis, du 17 octobre ⁴. Chez les historiens plus soucieux de soutenir leur thèse que de se conformer à la vérité, c'est une tactique de

¹ Cet incident, que nous nous abstenons de développer, est parfaitement connu d'après les documents originaux : *Lettre du Conseil privé à Catherine de Médicis*, Edimbourg, 8 octobre 1566. (Teulet. t. II, p. 282-289; et Keith. p. 347-350). — *Lett. de Du Croc à l'archevêque de Glasgow*, représentant de Marie Stuart près la cour de France, Jedburgh, 15 octobre 1566 (Keith, p. 345-347). — *Lett. de Du Croc à Catherine de Médicis*, Jedburgh, 17 octobre 1566 (Teulet, t. II, p. 289-293, et Labanoff, t. I, p. 373-379). — *Lett. de Robert Melville à l'archevêque de Glasgow*, Londres, 22 octobre 1566 (Keith, p. 350).

² Ou Sorlingues, à l'extrémité sud-ouest du pays de Cornouailles.

³ T. VIII, p. 299.

⁴ Nous ne pouvons pas reproduire les originaux; cela nous mènerait beaucoup trop loin. Mais nous ne craignons le résultat d'aucune vérification.

faire trembler constamment Darnley pour sa sûreté. On prépare ainsi de loin la culpabilité de sa femme, puisque la future victime elle-même a ura établi par une suite de témoignages qu'il la croyait capable de tout. Un peu plus loin, M. Froude y revient. « Pouvait-il dire la vérité, qu'il croyait sa royale maîtresse et ces honorables lords occupés à chercher comment ils purgeraient le monde de sa présence ? Telle était sa crainte ; elle, eux, lui-même le savaient ; mais de telles pensées ne s'expriment pas ¹. » Il faut bien le dire quoi qu'on en ait : ceci est de la calomnie volontaire ; à ce sujet, M. Froude traite de nouveau la reine d'Ecosse d'habile actrice en scène ².

M. Burton s'est visiblement inspiré de M. Froude. Il y a un mot de du Croc que l'un et l'autre forcent à l'excès ; le roi lui dit, *dans une sorte de désespoir*, qu'il voulait aller au delà de la mer. Devant le conseil, après avoir déclaré finalement que la reine ne lui a pas donné de motifs de partir, « sy est que, *en ce désespoir*, sans occasion comme il déclara, il s'en alla... ³. » — Les deux historiens prennent cette expression dans le sens d'épouvante extrême, comme s'il se croyait en imminent péril de mort : « Bref, dit M. Burton, pour échapper ⁴. » Mais ce n'est chez du Croc qu'une manière de parler, signifiant tout autre chose. « Je vois bien, continue-t-il, qu'il ne sçait où il en est, il voudroit que la royne le redemandast... Si crois-je qu'il a envye, à ce que j'ai peu apprendre, de temporiser jusqu'après le baptême ⁵, pour ne s'y trouver point. Car je ne vois que deux choses *qui le désespèrent* selon mon oppinion, la première est la réconciliation des seigneurs avecque la royne, parce qu'il est jaloux de ce qu'ils font plus de cas de Sa Majesté que de luy, et comme il est hault et superbe, il ne voudroit pas que les estrangiers le cogneussent ; l'autre, c'est qu'il s'asseure que celluy ou celle qui viendrait pour la royne d'Angleterre audict baptême ne fera compte de luy ⁶. *Il prend une peur de recevoir une honte* ⁷. »

¹ T. VIII, p. 301.

² *Id. ib.*

³ Labanoff, t. I, p. 377.

⁴ « In a sort of desperation : in short, to escape. » — T. IV, p. 322.

⁵ Baptême de son fils, dont Elisabeth avait accepté d'être marraine.

⁶ Déjà l'année précédente, Tamworth, envoyé d'Elisabeth, avait refusé un passeport pour retourner en Angleterre, parce que Darnley l'avait signé comme roi d'Ecosse.

⁷ Lettre à Catherine de Médicis, 17 octobre 1566, Labanoff, t. I, p. 377-378.

La peur d'être assassiné n'existe, on le voit, que dans l'esprit de ceux qui la lui supposent. M. Burton affirme, non moins gratuitement, que Lennox éprouvait les mêmes alarmes pour son fils. Il n'y en a pas trace ¹.

« Elle pourtant, poursuit M. Burton, décida qu'il ne partirait pas. » Elle craignait le scandale de cette séparation, aggravé encore par la langue intempérante du jeune homme. « Il en savait trop, l'extravagant, pour que l'on pût avec sûreté permettre qu'il s'éloignât ². » Que savait-il ? Pourquoi ces généralités sans corps, mais toujours nuisibles ? Est-ce parce que les pièces originales ne mentionnent pas même le nom de Bothwell, à qui du reste Darnley ne témoigna jamais ni mauvaise humeur, ni éloignement, lui si susceptible ?

N'insistons pas trop. Ne nous étonnons pas qu'au lieu de relater sans ambages, que le conseil s'assembla de lui-même, le lendemain, et appela dans son sein l'ambassadeur français, M. Burton dise que Marie convoqua la noblesse (*an assemblage of nobility*) ; mais quelle surprise que l'auteur, s'appropriant l'une des thèses habituelles de M. Froude, appelle cela le cercle ensorcelé sur lequel elle exerçait sa puissance d'enchanteresse ³ ! Murray, Argyle, Lethington, en état de conspiration permanente, vivaient sous le charme de Marie Stuart ? La magicienne qui les menait, puisque magicienne il y a, n'était-elle pas plutôt à Londres ?

Si Marie avait décidé que Darnley ne partirait pas, on va nous dire les artifices auxquels elle recourut pour le retenir ? Mais non. Car quel autre moyen emploie-t-elle, que de le prier de s'expliquer ? Ne le laisse-t-elle pas se retirer librement à Glasgow et rejoindre Lennox ? Là, il continue de tenir le vaisseau prêt à mettre à la voile. Il est vrai qu'il ne part pas. Mais y met-elle obstacle ? Exerce-t-elle de la contrainte sur ses actes ? pas le moins du monde. — D'où il résulte que M. Burton, lui aussi, écrit de parti pris. Du reste l'ensemble de sa narration, sur cet incident du 29 septembre 1566, est aussi confus que peu fidèle à l'exactitude historique.

¹ Du Croc raconte simplement à Catherine de Médicis que Lennox a écrit à la reine qu'il avait trouvé le roi en délibération de passer la mer, « qu'il ne l'avoyt jamais secu divertir (pu dissuader). Il prioit Sa Majesté de regarder d'y faire ce qu'elle pourra. »

² T. IV, p. 323.

³ T. IV, p. 323.

XVII.

Dès le mois de juillet précédent, le roi et la reine avaient annoncé la résolution de tenir des assises de justice à Jedburgh, près la frontière d'Angleterre, région où de tout temps le brigandage pullulait. Ajournées plusieurs fois, elles avaient été fixées au mois d'octobre. Bothwell, lieutenant général du Border, prit les devants, et partit d'Édimbourg le 6 octobre (1566). Le lendemain, il fut blessé très-grièvement dans une rencontre avec l'un de ces bandits, et transporté au château de l'Ermitage, siège de son commandement. La reine partit d'Édimbourg, le 8, sans son mari, qui boudait à Glasgow. Elle resta jusqu'au 16 à Jedburgh, pendant que Bothwell était alité à vingt milles de là. Le 16, comme elle se disposait à regagner sa capitale, prenant avec elle ses ministres, elle alla visiter le blessé dont l'état s'était fort amélioré, l'entretint des affaires, et regagna Jedburgh le soir même. Le lendemain, elle était saisie d'une fièvre de marécage, qui la tint dix jours entre la vie et la mort.

Les assises de Jedburgh ont fourni à Buchanan la matière d'un de ses plus beaux exercices classiques, ces amplifications où l'énormité du mensonge s'expliquerait, selon M. Burton, par la sincérité de la conviction.

La reine va, dit-il, « comme une folle, » auprès de son bien-aimé à la première nouvelle de sa blessure, malgré un hiver déjà rude, malgré les embûches des brigands sur les chemins. Quelques misérables, perdus d'honneur, lui font cortège. Dès qu'elle est revenue à Jedburgh, elle l'y fait transporter ; bientôt elle l'installe dans la maison même qu'elle habite ; et ils se livrent à de tels excès, qu'elle contracte une maladie presque mortelle.

M. Froude ne prend pas sur lui de rééditer ces honteuses calomnies ; mais il est encore l'écho trop docile, quoique affaibli, de son hôte, le pamphlétaire. Il respecte à peu près les dates, qu'il n'est plus possible aujourd'hui d'altérer ; mais il altère l'esprit des faits. S'il fixe au 15 octobre (pour être entièrement exact, il faudrait dire le 16) l'excursion de Marie à l'Ermitage ; s'il passe sous silence le mensonge de la translation de Bothwell à Jedburgh, par les soins de la reine, et leurs déportements

ensemble, il fait sonner que le comte avait été son compagnon tout l'été ; et que dans leurs relations, « innocentes ou non, » avait régné l'intimité la plus étroite. — Nous avons montré précédemment ce qu'il faut penser de cette intimité. — Comme M. Froude ne marque pas la date de l'arrivée de Marie Stuart à Jedburgh (8 octobre), et qu'il parle de ses alarmes et de l'anxiété extrême qu'elle éprouva en apprenant la blessure de Bothwell, de la course de vingt-cinq milles qu'avec son mépris habituel des fatigues corporelles et du danger elle fit pour le voir, des deux heures qu'elle passa à son chevet, — sans dire si elle était accompagnée, et de qui, — on est induit nécessairement à croire que la reine se laissa emporter à l'amour, et qu'elle n'en était plus à craindre de l'afficher publiquement.

M. Froude ajoute ces paroles de du Croc, qui ne seront pas suspectes, dit-il : « Ce ne luy (à Marie) eust pas esté peu de perte de le (Bothwell) perdre ¹. » Oui, du Croc a écrit cela, mais dans un tout autre sens. Bothwell avait toujours été le serviteur irréprochablement fidèle de la royauté écossaise, et ne venait-il pas de le prouver encore au risque de sa vie ? L'ambassadeur français, avec tous les amis de Marie Stuart, pensait qu'il eût été malheureux de le perdre. Ils n'y entendaient pas malice comme M. Froude. C'est ainsi que l'historien moderne, s'il écarte le matériel des grossières calomnies de Buchanan, en retient le venin.

M. Burton se tait absolument sur les assises de Jedburgh, et, — nous sommes heureux de le constater, — sur cette partie des élucubrations classiques de la *Detectio*. Dût-il nous trouver bien exigeant, nous eussions souhaité davantage, dans l'intérêt de la sincérité de l'histoire : il eût dû au moins donner ses motifs. Que dans une histoire claire et purgée de nuages, on passe sous silence certaines calomnies, dont le mépris a fait justice, cela se comprend. Mais avec un personnage sur lequel s'est épuisé l'art fertile d'accuser, lorsque la conduite de ce personnage est l'objet d'une discussion contradictoire des plus opiniâtres, quand il est évident que la lumière se fera uniquement par l'étude minutieuse des dates, des lieux, des documents, et que la vérité ne s'établira qu'en ruinant ou en confir-

¹ Du Croc à Catherine de Médicis, 17 octobre 1566. — Teulet, t. II, p. 293. — Froude, t. VIII, p. 341.

mant point par point les incriminations, nous pensons qu'une fois un point particulier élucidé et justifié, au lieu de le passer sous silence, on doit dire : il y a eu ici telle accusation ; elle n'a pas résisté à l'examen des faits, et il est acquis maintenant qu'elle était mensongère. Faute de cette précaution, le public, pour qui après tout l'on écrit, ne sera ni éclairé ni guidé ; et la vérité, rétablie seulement pour l'historien trop discret, demeurera dans l'ombre. Plusieurs critiques ont félicité M. Burton d'avoir adopté cette méthode et raconté largement, sans s'arrêter aux fastidieuses discussions de détail, comme le peintre prendrait un paysage de haut, négligeant les broussailles. Ici nous en ferions plutôt l'objet d'un reproche, puisque ni l'une ni l'autre des deux thèses n'en profite, et que la vérité n'y gagne pas un pouce de terrain.

De plus, est-il équitable et rationnel, chez un juge, de mettre sous ses pieds certaines imputations d'immoralité ayant eu cours contre une personne, et d'accepter néanmoins, quant à cette personne, la réputation d'immoralité qui n'a pas d'autre base que ces mêmes imputations ? Quand Buchanan accuse Marie Stuart d'une passion adultère pour Bothwell, conséquent avec son dire, il administre en même temps ses preuves, telles que les débauches des deux amants à Edimbourg pendant la seconde quinzaine de septembre, et à Jedburgh pendant la première quinzaine d'octobre. Mais par la suite des temps, on acquiert la certitude que ce sont des faussetés, tellement que M. Burton ne daigne même pas honorer d'une mention les faits accusateurs. Alors, comment accepte-t-il, sans sourciller, la donnée de la passion de la reine pour le comte ? Autant vaudrait croire qu'une maison est debout, quoique ses murs soient par terre.

Marie Stuart, malade à l'extrémité, recommanda son fils à Elisabeth, au roi de France, aux lords qui entouraient son lit. Elle conjura les assistants, émus jusqu'aux larmes, de respecter la liberté de conscience chez les catholiques. Knox lui-même, quand il raconte ces adieux, s'attendrit ; mais pas M. Froude. Il possède son actrice sur le bout du doigt. « Jusqu'à quel point, dit-il, tout cela était-il vrai ou théâtral, il importe peu de le rechercher. Le plus ardent admirateur de Marie Stuart ne réclamera pas en sa faveur le renom de piété, si l'on donne à ce mot un sens de connexité avec la loi morale.

Ceux qui la regardent avec le plus de suspicion, ne refuseront pas de croire qu'elle fût dévouée à la cause catholique ¹. » Exemple vraiment curieux de parti pris chez notre auteur : il ne veut pas s'apercevoir que ceux qui soutiennent que Marie Stuart ne fut ni vicieuse, ni criminelle, soutiennent par cela seul qu'elle mit sa conduite morale d'accord avec sa foi religieuse. C'est justement le nœud de la question que l'on débat depuis trois cents ans.

XVIII.

Nous ne nous arrêterons pas à la convalescence de Marie Stuart, ni aux étapes du voyage qui la ramena à petites journées vers Stirling, où elle devait célébrer le baptême de son fils.

Ses joies de mère étaient cruellement traversées par ses chagrins d'épouse. Darnley avait paru un instant à peine pendant sa maladie, et s'était confiné de nouveau dans sa retraite de Glasgow. A la fin de novembre, il revint passer une semaine près de sa femme à Craigmillar (26 novembre 3 décembre 1566). Mais il était toujours en exaspération de voir la faction de Murray se reconstituer pièce à pièce, sentiment raisonnable au fond, malheureusement discrédité par la violence puérile de la forme.

L'aveugle jeune homme, brouillé avec les catholiques par le meurtre de Riccio et la dissolution du Parlement, qui allait rendre une existence légale au catholicisme ; avec les protestants par sa défection après leur crime commun, rompait maintenant avec la reine, son unique appui. Alors les grands, non moins haineux, mais beaucoup plus habiles, crurent le moment venu de se débarrasser, peut-être sans effusion de sang, de cet ennemi qui ne paraissait plus se soutenir à aucune attache.

Ils décidèrent d'offrir à la reine de lui faciliter un divorce, pourvu qu'au préalable elle accordât la grâce et le retour de Morton. Par prudence, ils amenèrent d'abord à une réconciliation l'homme qui, deux fois, avait eu la part principale à leurs déconvenues : un pacte secret d'oubli des injures rapprocha, en effet, Bothwell et Murray (1^{er} octobre 1566). Aussitôt, l'on

¹ T. VIII, p. 342-343.

vit renaitre le calme dans une cour auparavant si agitée. Du Croc, un peu naïf, sans rien pressentir du mystère, vante à Catherine de Médicis cette heureuse paix, qui ne laisse plus « apercevoir la moindre querelle ou discorde. »

Lors donc que, deux mois après, dans les premiers jours de décembre, Darnley eut quitté Craigmillar par une brusque fureur, Lethington et Murray résolurent de ne pas temporiser davantage.

Ils se rendirent ensemble chez le comte d'Argyle, l'associèrent à leurs vues ; gagnèrent ensuite Huntly ; et, s'adjoignant Bothwell, maintenant leur ami, ils se présentèrent devant la reine. Marie ne repoussa pas tout d'abord l'idée d'un divorce ; mais elle dit qu'elle ne pourrait y entendre qu'autant qu'il se ferait légalement, et sans porter atteinte aux droits de son fils. Cependant elle exprima l'opinion que son mari changerait peut-être, et qu'il vaudrait mieux qu'elle se retirât en France, jusqu'à ce qu'il se reconnût ¹. Alors l'astucieux Lethington, qui portait la parole, lui répondit de ne pas s'inquiéter ; eux, les principaux du royaume, se chargeaient de trouver un moyen convenable. Il ajouta : « Et quoique milord de Murray, ici « présent, ne soit pas moins scrupuleux pour un protestant. « que Votre Grâce pour une papiste, je suis bien sûr qu'il regardera à travers ses doigts, nous verra faire et ne dira rien. » — « Je ne veux pas, répondit la reine, que vous fassiez rien « qui puisse blesser mon honneur ou ma conscience. Je vous « prie, laissez plutôt les choses comme elles sont, en attendant que la bonté divine y porte remède. Car croyant me « faire service, vous pourriez ne me causer que dommage et « déplaisir. » — « Madame, dit Lethington, laissez-nous conduire l'affaire ; et Votre Grâce n'en verra rien sortir que « de bon et d'approuvé en parlement ². » La conférence finit sur ces mots de légalité.

Mais, si Marie Stuart pouvait s'y tromper, il n'en était pas de même de Murray. Innocenter celui-ci est le premier besoin de M. Froude ; et sur ce point, notre auteur nous semble dépasser

¹ On voudra bien se rappeler que déjà elle avait manifesté sérieusement la pensée de s'éloigner de l'Écosse. V. plus haut, n° xiii, l'extrait d'une lettre de Lethington à Randolph, 27 avril 1566.

² Protestation des comtes d'Huntly et d'Argyle touchant le meurtre du roi d'Écosse ; Keith, Append., p. 136.

ce qu'il a inventé de plus beau en fait de *considération adoucissante*.

« Les paroles (de Lethington), dit-il, étaient à peine ambiguës ; cependant Murray ne dit rien. Ordinairement de pareils sujets ne se discutent guère à haute voix, *et il se peut qu'il n'ait pas entendu distinctement*. Par la suite, lui-même jura que quiconque disait que des propos tendant à quelque fin illégale ou déshonorante avaient été tenus devant lui, dans cette audience, parlait méchamment et faussement ¹. » Ainsi, Murray a machiné l'affaire avec Lethington. Puis ils sont allés trouver et le comte d'Argyle et le comte d'Huntly, et le comte de Bothwell ; tous ensemble portent à la reine leurs offres et leurs conditions. Et voilà que subitement, distrait ou dur d'oreille, Murray n'entend pas un mot de ce qui se dit dans cette conversation à huis-clos, qu'il a provoquée, dont il espère à la fois le rappel de ses amis et le rétablissement définitif de sa puissance : il sort de là, ignorant et candide comme l'enfance. Son serment, y croirons-nous ? N'avons-nous pas déjà recueilli de sa bouche maints serments, maintes protestations de dévouement à sa sœur, tous démentis au même instant par ses actions cachées ? Combien M. Burton n'est-il pas plus digne, lorsqu'il avoue franchement que la conduite ultérieure de Murray confirma le langage de Lethington, et qu'en effet il regarda entre ses doigts ², — quand ses amis jugèrent à propos d'en finir avec Darnley.

M. Froude, si coulant sur la vraisemblance, quand il espère alléger le fardeau de son ami, ne se lasse pas de malmenier les documents, dès qu'il veut charger le côté opposé. Il prétend que la reine dit en général aux lords qu'elle ferait ce qu'ils demandaient ³, — *paroles qui ne sont pas dans le texte*. — Plus bas, s'il rapporte les mots qu'elle ne veut rien faire qui soit contre son honneur ou sa conscience, il supprime cette inspiration de douceur et de générosité qu'elle les prie de laisser les choses comme elles sont, en attendant que la bonté divine y pourvoie de remède, et il y substitue cette sèche formule « qu'ils feront mieux de laisser cela ⁴. » Des guillemets garantissent la fidélité

¹ Réplique de Murray à la protestation des comtes d'Argyle et d'Huntly, janvier 1569. — Keith, Append. p. 138-139. Froude, t. VIII, p. 346.

² T. IV, p. 334.

³ T. VIII, p. 345.

⁴ « They had better to leave it alone. » T. VIII, p. 347.

de la citation, qui pourtant n'en est pas une. D'ailleurs, afin de rendre plus évident que la reine dut comprendre qu'il s'agissait d'un meurtre, M. Froude s'abstient de relater l'assurance finale de Lethington qu'il ne se passerait rien que d'approuvé en parlement ¹.

M. Burton, quoique supérieur en sincérité à son devancier, reste néanmoins sous l'empire des préjugés. Marie opposant aux tentateurs qu'un divorce pourrait faire mettre en doute la légitimité de son fils, il remarque qu'à première vue cela pourrait provoquer d'étranges suspicions, quant aux faits qu'un tel procès aurait dévoilés, s'il avait été fondé sur la conduite respective du mari et de la femme. Mais, continue-t-il, Buchanan, dans son pamphlet fameux, dit que le moyen employé aurait été la consanguinité ². — Si Buchanan lui-même indique ce motif, qui n'a rien de déshonorant, pourquoi se faire plus calomniateur que Buchanan ?

En résumé, Marie Stuart repoussa la proposition d'un divorce, qui l'aurait délivrée sans violence de l'époux contre qui elle nourrissait une haine implacable, à ce qu'on nous dit. C'est qu'elle n'était pas femme à faire les choses simplement. Elle voulait un grand coup. M. Froude le sait bien : « En soi, la mort d'un adolescent, fût-il prince ou roi, n'aurait guère été pour effrayer le dur monde du xvi^e siècle. Même avant la folie et la fausseté par lesquelles l'époux de Marie Stuart s'était attiré la haine de la noblesse d'Ecosse, on avait prévu que cette barque de plaisance, si frêle et si étourdie, bonne pour l'été, serait bientôt brisée sur ces flots orageux ³. Si Darnley avait été poignardé dans une rixe, ou bien si, alité, une dose d'arsenic l'eût aidé à mourir, la bonne réputation de la reine d'Ecosse en au-

¹ M. Caird a relevé ces étranges remaniements de l'original, p. 190-193. M. Froude veut appliquer à cet entretien un extrait d'une dépêche de Silva à Philippe II, 18 janvier 1567, sur ce qu'on aurait proposé à la reine de prendre des mesures contre son mari, à quoi elle se serait refusée. M. Caird croit avec beaucoup plus de vraisemblance, que l'ambassadeur espagnol fait allusion à une démarche des lords qui, au commencement de 1567, suggérèrent à Marie de faire traduire Darnley devant le parlement, comme coupable de haute trahison. Elle ne le voulut pas. Caird, p. 192, note.

² T. IV, p. 333-340.

³ Si l'on réfléchit que ces prévisions vinrent de ceux qui assassinèrent Darnley plus tard, on pensera qu'ils n'eurent pas grand mérite à prophétiser vrai. M. Froude met les lords d'Ecosse dans ses prémisses, mais il les remplace par la reine dans sa conclusion.

rait peu souffert; et les langues assez hardies pour gloser, auraient été facilement réduites au silence. Mais les conspirations en Ecosse ne furent jamais conduites avec l'adroite scélératesse du continent. Quand on avait à se défaire de quelque personnage en évidence, les auteurs de l'attentat étaient, soit des sectaires fanatiques se regardant comme les instruments de Dieu, soit des gens poussés au meurtre par une passion personnelle, qui, peu contente de mettre à mort la victime, demandait une satisfaction plus entière au pittoresque d'une revanche dramatique. Les circonstances dans lesquelles on disposa de celui qui faisait obstacle au repos de Marie Stuart, furent un défi au monde civilisé; et désormais aucun effort ne fut capable à la cour, dans l'église ou dans la nation, de couvrir la mémoire des scènes que révéla ce soudain éclair¹. » Avouez que le procédé est très-extraordinaire de la part de quelqu'un qui, se proposant d'anéantir l'obstacle à son repos, se flatte de recouvrir avec ce fracas la paix dont il a soif.

Comment imaginer qu'un tel meurtre, qualifié avec raison de défi au monde civilisé, Marie Stuart le préfère, soit au divorce, soit à un silencieux empoisonnement, pour le plaisir de faire un *drame à sensation*? A cet éclair, dit encore l'auteur, furent détruites toutes les chances de Marie au trône d'Angleterre. Mais qui donc, si ce n'est Elisabeth et Cecil, travaillait depuis de nombreuses années à lui ôter ses chances? Faut-il croire que celle à qui ce crime pouvait coûter si cher, en a été l'auteur en dépit de tout; et que ceux qui en recueillaient à coup sûr les avantages, en ont été innocents²?

XIX.

Reprenons la suite chronologique des faits. Le premier événement important après le séjour de Craigmillar, est le baptême de l'enfant royal à Stirling, le 17 décembre 1566. Pourquoi faut-il que M. Burton se fasse de nouveau l'écho du grand classique, l'écrivain qui ment si fort sur les détails et en sûreté de conscience, parce qu'il se croit dans le vrai quant au fait essentiel?

Nous la voyons donc renaître cette fable, que « Bothwell fit

¹ T. VIII, p. 340.

² Caird, p. 198-199.

les honneurs du baptême, en homme à qui une telle fonction revenait naturellement. L'on remarqua, comme une chose passablement irrégulière, qu'un protestant eût été choisi pour disposer et diriger une cérémonie, accomplie selon les rites de l'Eglise romaine ¹. » Or Bothwell ne fut chargé que des mesures à prendre pour la réception et l'installation dans Stirling des hôtes étrangers, représentants des parrains le roi de France et le duc de Savoie, et de la marraine la reine d'Angleterre. Le baptême fut célébré par trois prélats catholiques, l'archevêque de Saint-André et les évêques de Dunkeld et de Dunblane. N'est-il pas risible d'avancer qu'ils se laissèrent présider et mener par un lord protestant ? On sait d'ailleurs que Bothwell, très-ferme sur la foi réformée, fut du nombre des seigneurs écossais, protestants comme lui, — Huntly, Murray, etc. — qui refusèrent d'entrer dans la chapelle et d'assister à la fête catholique ².

Mais où l'on retrouve l'accord habituel des deux historiens, c'est à propos de l'absence de Darnley. Il ne parut point et se tint renfermé chez lui, insensible aux douces incitations du sentiment paternel, « soit, dit M. Froude, qu'il continuât de se repaître de ses griefs, qu'il craignit l'atteinte de quelque insulte, ou peut-être que la reine lui eût défendu de se montrer ³. »

Cependant, à qui veut savoir la vérité, il suffit de consulter les lettres de du Croc. Plus haut, nous avons reproduit un extrait de sa dépêche du 17 octobre à Catherine de Médicis, où il dit que, dans son opinion, le roi a formé le projet de ne pas se trouver au baptême, de peur que les étrangers ne voient que la noblesse a pour lui moins d'égards que pour la reine, et de peur de recevoir quelque affront du seigneur anglais qui viendra représenter la reine Elisabeth. Le 2 et le 23 décembre, même affirmation à l'évêque de Glasgow ⁴.

Que craignait-il donc de la part d'Elisabeth ? En tout temps elle avait affecté de le regarder et de le traiter comme un sujet rebelle ; en conséquence, elle défendit expressément à son

¹ Burton, t. IV, p. 335. M. Froude n'a pas donné dans ce conte de Buchanan.

² La relation du baptême se trouve dans une chronique du temps, *the Diurnal of Occurrents* ; et dans un procès-verbal que dressa l'archidiacre de Dunblane (Goodall, t. I, p. 220, note A). John Knox (*Histoire de la Réformation en Écosse*), déclare formellement que la reine ne trouva pour assister au baptême que les comtes d'Eglinton et d'Athol et lord Seton.

³ T. VIII, p. 349.

⁴ Ces deux lettres, dans Keith, Préf., p. vii.

mandataire le comte de Bedford, et le comte défendit aux gens de sa suite, de saluer Darnley du nom de roi ¹.

Qu'est-il besoin d'errer dans les détours trompeurs des suppositions, quand on a sous la main la clef du mystère ?

Les lords et leur chef Murray, redevenu l'arbitre de l'Etat, tirèrent des fêtes du baptême le même profit que précédemment à la naissance de l'héritier des deux royaumes. Ils en firent un prétexte à clémence, en faveur de Morton, de Lindsay et de Ruthven. Mais cette grâce, qu'ils surent rendre si funeste à celle qui l'accorda, ils n'entendaient pas la procurer gratuitement à leurs anciens complices. Lorsqu'à Craigmillar, le refus de la reine avait déjoué leur plan de se délivrer de Darnley au moyen d'un divorce, sir James Balfour avait rédigé un engagement ou *Bond*, que souscrivirent les comtes d'Argyle, d'Huntly, de Bothwell et Maitland de Lethington, pour supprimer Darnley par quelque voie que ce fût. L'original fut remis à Bothwell, qui avait accepté la charge de l'exécution ; car en se réconciliant avec lui, les meneurs lui avaient montré dans le lointain la main de la reine, comme le prix de son concours. Les deux écrivains que nous combattons flétrissent toujours chez Marie Stuart la plus subtile des comédiennes. Cela serait bien plus vrai de Murray. Il ne signa pas le *Bond*, car il avait l'habitude de rester derrière les personnages actifs, et de ne sortir de la coulisse qu'après le dénouement, afin de se l'approprier. Lors donc que Morton lui demanda, par Archibald Douglas, son parent et son complice, mais amnistié déjà durant l'été, ses bons offices auprès de la reine, Murray et les autres n'y consentirent qu'après avoir exigé des exilés leur pleine adhésion à la ligue contre la vie de Darnley ². Alors les seigneurs écossais présents à la cour, le comte de Bedford au nom d'Elisabeth, le comte de Brienne au nom de Charles IX, obsédèrent tellement la reine, qu'ils lui arrachèrent le pardon de Morton, de Lindsay, de Ruthven et de soixante-seize autres bannis (24 décembre 1566). Les correspondances anglaises depuis le mois d'avril 1566, époque du retour de Murray à la cour, jusqu'à cette fin de décembre, constatent les efforts

¹ Camden, *Rerum anglicarum et hibernicarum annales*, 1^{re} partie, p. 104. — Leyde, 1639.

² Lettre d'Archib. Douglas à Marie Stuart, avril 1584. Dans Robertson, pièces historiques, n° 47 ; Caird, p. 193 et suiv., note.

incessants des lords pardonnés pour rouvrir l'Ecosse à ceux qui avaient été jusque-là moins heureux. Elisabeth s'y emploie. Le gouvernement français travaille dans le même sens, au point d'exciter par la candeur de son zèle, le rire et les moqueries de ceux dont il se constitue le protecteur bienveillant¹. Il eut dans toutes ces affaires, la maladresse de patronner ses ennemis les plus déterminés, par la vaine espérance de les détacher de l'Angleterre, leur soutien et leur vie. On voit en même temps la résistance de la reine, ses appréhensions, la juste frayeur qu'elle cause Morton ; et comment peu à peu, sous la pression des influences qui l'obsèdent en se recrutant sans cesse, elle fléchit, accorde des grâces, consomme enfin le pardon dans lequel est cachée sa ruine.

Eh bien ! M. Froude et M. Burton, les yeux fermés à l'évidence, prennent ce long et incontestable combat pour un jeu de scène. Au fond du cœur, elle meurt d'envie qu'on lui force la main, parce que le retour des assassins de Riccio, et surtout de Morton, lui permettra de compléter la cohorte à qui elle veut confier le soin d'assassiner son mari. « La reine, dit M. Froude, céda avec quelque affectation de répugnance, ². » Les ennemis du roi, dit M. Burton, se renforcèrent de Morton, de Ruthven, en un mot des amnistiés, « dont la réintégration fut, *il n'y a pas de doute*, facilitée à raison de l'œuvre que l'on attendait d'eux ³. » L'auteur ne peut pas avoir en vue la transaction

¹ Par exemple, le comte de Bedford écrit à Cecil, Berwick, 3 août 1566, d'après ses correspondants en Écosse : « (Kirkaldy de) Grange m'informe que Mauvissière et Du Croc réunis travaillent avec beaucoup de zèle et d'affection au rappel de Morton ; il serait bon qu'un Douglas fût rappelé dans sa patrie, plutôt grâce à l'Angleterre qu'à la France. Sa Majesté (Elisabeth), acquerrait beaucoup d'honneur et de cœurs, si elle voulait faire quelque chose ; car c'est le moment le plus propice. Sa Seigneurie (Morton) se regarde toujours comme votre très-obligé à cause de la faveur et de la bienveillance que vous avez témoignées pour lui et pour sa situation. » Stevenson's *Illustrations*, p. 165. — Déjà Morton mandait à sir John Foster, juillet 1566 : « J'oubliais de vous dire que le roi de France a écrit à la reine notre maîtresse si affectueusement en notre faveur, qu'il semble à la reine que c'est nous qui dictions la lettre ; et le porteur de cette lettre insiste très-vivement en notre faveur. *Pourquoi ? Nous ne le savons pas ; car nous aimerions mieux que le secours nous vint par une autre voie, et que nous ne fussions pas les obligés du roi de France.* » — Record-Office, Scotland's Papers, t. XII. Inédit.

² T. VIII, p. 349.

³ T. IV, p. 336. « Whose restauration was *no doubt* facilitated by the work in prospect for them. »

secrète que Murray, Argyle, Bothwell imposèrent aux exilés, car elle n'existe pas pour lui. Il n'en dit pas un mot. C'est la reine qu'il accuse : « En complète harmonie avec le rôle joué par ces acteurs dans la tragédie, un changement se manifesta dans la conduite de la reine. Elle employa la souplesse de son art sur son mari.....¹ » *Il n'y a pas de doute* est hardi ; et voilà une certitude acquise à peu de frais. L'historien est pénétrant d'apercevoir, du premier coup, ce que tant de personnages si fins, si intéressés à deviner la pensée de Marie Stuart, et si bien placés pour la connaître, ne soupçonnèrent pas un seul instant. Autrement, se figure-t-on qu'ils n'en eussent rien laissé percer dans l'intimité de leurs correspondances entre eux ou avec Cecil, Randolph, Bedford, leurs parfaits amis ? Se seraient-ils amusés, eux aussi, pendant huit mois, à jouer réciproquement la comédie de l'anxiété ? Disons-le en toute assurance : *sans aucun doute*, Marie Stuart était sincère, lorsqu'elle hésitait à étendre sa clémence sur Morton².

Nous voici parvenus au terme des deux années 1565 et 1566, pendant lesquelles se préparent les foudres qui, dans les six premiers mois de 1567, bouleverseront à jamais l'existence de Marie Stuart. Nous avons étudié avec la fidélité, nous osons dire la plus entière, les deux auteurs qui semblent faire loi pour une trop grande partie de l'opinion. Peut-être même aurons-nous fatigué le lecteur par la minutie apparente de notre discussion. Mais on voudra bien réfléchir que ce problème historique est d'une nature spéciale. En d'autres sujets, on pourrait se contenter de porter la lumière sur quelques points principaux ; en celui-ci, tout se tient avec une sorte de rigueur mathématique, parce que les calomnieurs qui jadis noircirent la reine d'Ecosse, inventèrent contre elle tout un système dont le libelle de Buchanan est l'expression. Ils travestirent chacune de ses actions, afin de lui donner un sens odieux et criminel. Si donc on veut rétablir la vérité, il est de toute nécessité de suivre la trame de la fausse histoire, et de dénoncer

¹ T. IV, p. 337-338.

² Par exemple, Bedford écrit à Cecil, Berwick, 9 janvier 1567 : « Le comte de Morton, ayant obtenu maintenant son pardon, se regarde comme votre très-obligé, pour la faveur et le bon vouloir que vous lui avez témoigné. Il y avait des gens (Darnley) qui cherchaient à s'y opposer de tout leur pouvoir. Mais ses amis prirent tellement ses intérêts, qu'ils l'emportèrent. » Chalmers, t. III, p. 230, not. h.

la suite de mensonges dont elle se compose. Voilà pourquoi nous avons commenté de si près le récit de M. Froude. On l'a vu, quel que soit l'appareil de sûre information qui recommande au premier coup d'œil ce livre brillant, ce n'est que du Buchanan masqué. Soit qu'il raconte le mariage de Marie Stuart avec Darnley en 1565, ou le meurtre de Riccio en mars 1566, ou les relations de Marie et de Bothwell pendant le reste de cette même année, l'auteur n'a qu'une pensée ; peindre l'infortunée souveraine avec les pinceaux de ses vieux ennemis. Dans les événements et les documents, il ne voit et n'entend que ce qui lui convient. Vainement les faits crient et résistent. Il veut Marie coupable d'adultère et d'assassinat. Deux années durant, il lui fraye, bon gré mal gré, la voie du crime. Il la saisit, et irrésistible comme la fatalité, l'entraîne vers le forfait qu'il médite pour elle, et qu'il va buriner. Elle trahira, elle assassinera son mari : telle est la volonté de M. Froude, le plus impérieux des complices.

M. Burton ne traite pas Marie Stuart de panthère. Son parti pris est du genre calme, mais sans que la vérité et la justice aient davantage à s'en louer. Il s'avoue hautement de Buchanan, dont M. Froude ne paraît pas s'être autant soucié, à beaucoup près, d'inscrire le nom sur son drapeau, toutefois avec cela d'étrange, qu'en admettant les imputations générales du libelliste du xvi^e siècle, il n'admet pas les preuves que celui-ci administre à l'appui. Il se tient simplement dans la routine du préjugé. Quant aux affirmations qu'il juge acceptables, — comme les cadeaux et les emplois que Marie aurait prodigués à Bothwell, le rôle qu'elle lui aurait assigné au baptême du prince royal, le motif intime pour lequel elle aurait pardonné à Morton, — rien n'est plus aisé que de les détruire, en s'adressant aux originaux, que M. Burton néglige trop.

Ainsi les travaux des deux historiens n'ont pas, sur ces années 1565-1566, de valeur scientifique, parce que l'un et l'autre avaient leur siège fait d'avance.

Suivons-les maintenant dans la terrible année 1567, dans les faits relatifs à l'assassinat de Darnley, au mariage de la veuve avec Bothwell, et à la brusque révolution qui la renverse du trône, en nous souvenant que jusqu'ici les torts qu'ils supposent à Marie Stuart n'ont aucun fondement, et qu'ils

n'ont pu lui attribuer des entraînements vicieux, que par une méthode arbitraire consistant ou à négliger les témoignages originaux, ou à les travestir.

XX.

Darnley, battu par le comte de Murray, dans cette nouvelle lutte d'influence, et furieux de l'être, fit lors de la grâce de Morton, ce qu'il avait fait après la grâce de Lethington et toutes les fois qu'il était mécontent : il quitta brusquement la cour. Il se rendit près de son père à Glasgow, où il tomba malade. De quel mal ? Le comte de Bedford écrit à Cecil (Berwick 9 janvier 1567) : « Le roi est maintenant à Glasgow chez son père ; il est au lit, criblé de petite vérole. La reine lui a envoyé son médecin ¹. » Quinze jours après, le 28 janvier, un autre correspondant, William Drury, mande encore de Berwick au ministre, que lord Darnley est malade à Glasgow de la petite vérole, et que cette maladie commence à se répandre dans le pays ². Telle est la vérité dite simplement (et par quelles bouches ?), à l'heure où se passe le fait. Plus tard, quand Murray substituera le mensonge à la vérité, Buchanan, de sa plus belle plume de lettré et de son indignation la plus pathétique, flagellera la criminelle épouse empoisonnant le malheureux, et refusant, avec une implacable barbarie, de lui envoyer le médecin qu'il sollicite.

Entre la calomnie et la vérité, où se porteront les préférences de M. Froude ? Qu'on en juge : A peine sorti de Stirling, le roi est couvert de taches bleues sur tout le corps (invention de Buchanan, la maladie ne se déclara qu'à Glasgow), et transporté défaillant à Glasgow, « atteint d'un mal qu'il plut à la cour et aux amis de la cour d'appeler la petite vérole ³. » Il se remet pourtant, « soit que la maladie naturelle fût trop faible pour le tuer, ou que le poison eût manqué son effet ⁴. » — Bien entendu, ce n'est pas M. Froude qui rapportera que Marie envoya

¹ *Record-Office*, Tytler, t. V, p. 373-374, note 3.

² Tytler, t. V, p. 510. — *Le Journal de Birrel (Birrel's Diary) et le Journal des Événements (Diary of Occurrents)*, documents de la deuxième moitié du xvi^e siècle, tiennent le même langage.

³ T. VIII, p. 350.

⁴ *Id.*, *ibid.*

aussitôt son médecin, ni M. Burton ¹. Mais M. Froude, embellissant Buchanan, ajoutera la circonstance attendrissante que Darnley est loin de son père, et que, suspendu entre la vie et la mort, il reçoit les soins de quelques serviteurs fidèles, tandis que la reine et Bothwell s'ébattent ensemble aux châteaux de Drummond et de Tullibardine, en attendant l'issue de la maladie ². — Il est vrai que les registres du Conseil privé et les lettres du comte de Bedford prouvent que Bothwell n'était pas alors à la cour. Mais qu'importe?

Où s'étaient dirigés ses vues et ses pas? Vers la frontière anglaise. Morton, en effet, après avoir adressé de Berwick, le 10 janvier 1567, ses justes remerciements et ses protestations de dévouement, — à la reine dont il éprouvait la clémence? non, à lord Cecil, — était rentré en Ecosse, et il était venu s'établir au château de Wittingham, qu'il tenait de la munificence de Marie Stuart, et dont il avait confié la garde à son parent Archibald Douglas. C'est dans ce manoir, transformé par M. Froude (est-ce goût du pittoresque?) en une hôtellerie ³, qu'entre le 10 et le 23 janvier Bothwell et Lethington vinrent pour le gagner, non pas au complot contre la vie de Darnley, puisque son adhésion avait été la condition *sine qua non* mise par les grands à son rappel, mais à l'exécution imminente. Toutefois, réintégré, il se montra plus scrupuleux, et, comme ses interlocuteurs lui affirmaient que la reine était avec eux, il les somma d'exhiber un ordre de sa main. Ils n'en avaient point, car « si étourdie et inconsidérée que la passion l'eût rendue, elle n'avait pas fermé les yeux à toute prudence, au point de risquer sa signature, comme avait fait son mari ⁴. » Fort bien; mais si elle est capable de cette prudence, pourquoi choisira-t-elle tout exprès la plus théâtrale des ven-

¹ M. Burton dit qu'on soupçonna le poison. Les lettres des officiers anglais n'existent pas pour lui. Il est vrai que le *Journal de Birrel* porte que quelques-uns parlaient de poison. Mais nous voyons que les gens bien informés savent au juste ce qui en est. — Nous sommes obligés de dire que cette partie du récit de M. Burton laisse beaucoup à désirer. Il ne mentionne ni l'opposition de Darnley à la grâce de Morton, ni son départ de la cour, ni le lieu et le moment où il tombe malade. Trop souvent l'auteur néglige l'enchaînement des faits.

² T. VIII, p. 350.

³ T. VIII, p. 351. « In the yard of the hostelry of Wittingham... »

⁴ Froude, t. VIII, p. 351.

geances ? Quoi qu'il en soit, cet ordre écrit, promis plusieurs fois à Morton par Bothwell, ne lui fut jamais apporté. MM. Froude et Burton veulent bien nous en donner acte. Mais ne croyons pas que cela leur inspire le doute, même le plus léger, sur la culpabilité de Marie Stuart. Elle était trop avisée pour ne pas savoir le danger d'écrire, cette femme, qui au même moment accablait Bothwell, à ce qu'on nous dit, de la plus volumineuse et de la plus compromettante des correspondances. Et quelle chose étonnante que Bothwell n'en ait rien communiqué au conspirateur réfractaire !

Donc Marie, bien qu'elle ne veuille pas donner d'ordre écrit à Morton, prend son rôle dans le complot. Elle ira voir le roi à Glasgow, le séduira par de perfides caresses et, le ramenant avec elle, le livrera aux meurtriers.

Un incident survint. Un certain William Walcar, de Glasgow, révéla à la reine, comme le tenant de William Hiegate, autre habitant de Glasgow et comme lui au service de l'archevêque de cette ville ², que le roi et le comte de Lennox songeaient à la détrôner et à couronner son fils. Marie se transporta aussitôt de Stirling à Edimbourg, asile plus sûr. L'affaire approfondie, elle reconnut que le bruit n'avait aucun fondement, mais qu'à la petite cour de son beau-père, elle était l'objet de propos haineux. Murray, toujours à l'affût, présenta à la signature de sa sœur l'ordre d'arrêter Darnley, qu'on aurait mis en jugement comme coupable de haute trahison. Elle refusa, de même que six semaines auparavant, elle avait repoussé l'idée du divorce. Toutefois, en écrivant à l'archevêque de Glasgow (20 janvier 1567), elle ne put s'empêcher de soulager son cœur avec quelque amertume, et de se plaindre de la malveillance et de l'espionnage dont elle était l'objet de ce côté, en prenant Dieu à témoin que jamais on n'aurait rien que d'honorable à rapporter sur elle ³.

Et pourtant, quelques jours après, elle partait pour aller chercher son mari à Glasgow. Quelle fut la cause de cette détermination ? L'évêque de Ross, John Leslie, a déclaré que le roi lui fit porter des paroles de repentir, avec la prière de

¹ Déclaration de Morton, lors de son procès en 1581.

² L'archevêque était alors en France, en qualité d'ambassadeur de Marie.

³ Keith, préface, p. viii. Labanoff, t. I, p. 398.

venir le visiter ¹. Il est vraisemblable que le médecin de Marie, qu'elle avait envoyé près du malade et qui le soignait, servit d'intermédiaire.

Selon le journal de Murray ², Marie Stuart partit de sa capitale pour Glasgow, le 21 janvier 1567. Arrivée dans cette ville le soir du 23, elle y passa les 24, 25 et 26, en repartit le 27 pour Edimbourg, où elle rentra le 30 ou le 31. Il y a sur la première date, le 21 janvier, une contestation qui n'est pas dénuée d'importance, et dont la conclusion serait que le journal a avancé inexactement cette date de plusieurs jours. Constatons seulement que M. Froude met au 23 le commencement du voyage de la reine.

« La jeudi 23 janvier, dit-il, elle partit pour Glasgow, accompagnée de son *amant*. Ils passèrent la nuit ensemble à Callendar. Le matin, ils se séparèrent; le comte retourna à Edimbourg; Marie Stuart poursuivit son voyage, en prenant avec elle le serviteur français de Bothwell, Paris, par lequel ils étaient convenus de communiquer ensemble ³. »

¹ John Leslie, *A defence of the Queene Mary's honour*. Dans Anderson, t. I, p. 11-12.

² On appelle ainsi un journal que le comte de Murray produisit devant le gouvernement anglais, à Londres, en décembre 1568, et dont la prétention était de marquer pour ainsi dire jour par jour, les prétendus déportements de Marie Stuart et de Bothwell. Ce journal n'est qu'un tissu de mensonges grossiers, démentis continuellement par les documents authentiques, soit les registres du Sceau, les registres du Conseil privé, ou les lettres écrites de part et d'autre, dans un moment où l'on n'avait pas encore pensé à travestir la réalité.

³ T. VIII, p. 353. M. Froude parle ici d'après les déclarations de Nicolas Hubert, dit Paris, valet de Bothwell. Paris joue un rôle aussi considérable dans l'histoire arrangée par les ennemis de la reine d'Écosse, que nul et obscur dans l'histoire proprement dite. Après la chute de Marie Stuart, il suivit son maître en Danemark (1567); puis livré par Frédéric II, roi de ce pays, au régent Murray en février 1568, et oublié en apparence par celui-ci au château d'Edimbourg, il ne fut pas mis en jugement, quoiqu'il eût participé à l'assassinat de Darnley. Cet homme, dont le témoignage eût été décisif, ne fut pas produit quand Morton prétendit avoir intercepté les lettres de Marie à Bothwell, quoiqu'il fût censé en avoir été le porteur, ni quand Murray, armé de cette même correspondance, alla en Angleterre, accuser sa sœur d'adultère et de meurtre (octobre 1568), janvier 1569. A la fin de juillet 1569, Murray le transféra à son château de Saint-André, l'y pendit sans forme de procès le 15 août, et envoya à Elisabeth, qui réclamait le prisonnier, les deux interrogatoires qu'il avait subis les 9 et 10 août. Le premier accuse Bothwell, sans un seul mot contre la reine; le second accumule les accusations les plus flétrissantes contre les mœurs de la reine. Rien ne fut plus facile que de faire dire au malheureux, une fois mort, tout ce que l'on voulut. On sut néanmoins qu'à son heure dernière, il avait protesté de l'innocence de sa souveraine, et affirmé n'avoir jamais porté de lettres d'elle à son maître. Ces deux interrogatoires dénonçaient si manifestement

La reine s'arrêta, en effet, à Callendar, chez lord et lady Livingston, personnages irréprochables, qui furent les constants amis de son infortune, comme ils l'avaient été de ses jours plus heureux. Faut-il dire qu'elle respecta leur hospitalité, et redire que Bothwell n'était pas son amant ? Prions M. Froude de nous faire comprendre comment de tels scandales passèrent inaperçus, sans percer nulle part dans les correspondances anglaises.

L'auteur continue le récit de ce voyage à sa manière, c'est-à-dire en se méprenant.

« La nouvelle de l'approche de la reine devança, dit-il, son arrivée à Glasgow. Darnley gardait encore la chambre ; il envoya l'un des gentilshommes à son service, nommé Crawford, l'excuser de ce qu'il ne pouvait pas aller au-devant d'elle.... En apprenant qu'elle arrivait, il avait senti le cœur lui manquer ; et Crawford dans l'accomplissement de son message, ne cacha pas à la reine que son maître avait peur d'elle. — « Il n'y a pas de remède contre la peur, » dit-elle sèchement. — « Madame, répondit Crawford, je connais assez mon maître pour savoir qu'il ne souhaiterait rien tant, que chacun portât les secrets de son cœur écrits sur son visage. » Les soupçons de Crawford étaient trop évidents pour se céler. La reine n'aimait pas cela. Elle lui demanda rudement s'il avait encore quelque chose à dire ; et sur sa réponse que sa commission était faite, elle lui ordonna de se tenir tranquille ¹. »

Le procédé serait sévère, en effet, et l'époux maltraité injustement dans la personne de son envoyé. Seulement M. Froude a pris le père pour le fils. Crawford était un gentilhomme appartenant au comte de Lennox ; et ce fut le comte de Lennox qui, après les cruels motifs de mécontentement qu'il avait donnés à sa belle-fille ², la salua par procuration à quatre milles de Glas-

tement la fraude, que ceux qui les fabriquèrent n'osèrent jamais s'en servir. Buchanan lui-même, ce furieux calomniateur, quoiqu'il eût contresigné et certifié les copies envoyées en Angleterre, ne les comprit pas dans sa *Detectio* (1571), avec les interrogatoires d'autres complices du meurtre qu'il y annexa, ces complices qui, eux aussi, déchargèrent en mourant la reine de toute participation. Nulle part, il ne fait allusion aux prétendus aveux de Paris. C'est pourtant ce document, enseveli dans l'oubli par ses propres auteurs, et retrouvé seulement au dernier siècle, que M. Froude et M. Burton citent et suivent comme une autorité certaine et indiscutable.

¹ Froude, t. VIII, p. 353-354.

² Récemment encore, il avait excité son fils à quitter Stirling et la reine : et celle-ci s'en était exprimée sévèrement avec le messager Robert Cunningham, autre gentilhomme de Lennox.

gow, en expliquant son absence par sa mauvaise santé et la crainte d'avoir encouru le déplaisir de Sa Majesté¹. C'est donc sur le père, et non sur le fils, que tombe la réprobation très-légitime de la reine. La scène change dès lors du tout au tout. Et puis, comment admettre qu'un convalescent de la petite vérole se croie obligé d'aller en plein hiver, assez loin, hors de la ville, à la rencontre de sa femme, et que celle-ci s'étonne et s'irrite de ne pas le voir venir?

Marie entra à Glasgow, le soir du second jour de son voyage. Ce qui se dit entre les époux durant le séjour, en réalité nous ne le savons pas, bien que deux sortes de documents aient la prétention de nous l'apprendre, c'est-à-dire quatre lettres que Marie Stuart est accusée d'avoir écrites de Glasgow à Bothwell, et la déposition de Thomas Crawford, présentée au gouvernement anglais en 1568. Les lettres, nous en rejetons absolument l'authenticité; nous y reviendrons plus tard. Quant à Crawford, il raconte que Lennox se tenant enfermé dans son appartement par raison de santé et pour éviter la reine, le roi lui fit confiance de ses conversations avec elle et le chargea de les reporter à son père; Crawford les aurait mises immédiatement par écrit. Cela est possible et probable. Mais si le fond du récit est exact, nous regardons comme certain qu'on l'altéra plus tard, avec l'intention de montrer chez l'époux des soupçons sur les mœurs de sa femme et des craintes prophétiques pour sa propre vie.

Nous admettrons donc qu'il la pria de lui pardonner ses fautes et de vivre ensemble, ainsi qu'autrefois, en mari et femme; qu'elle témoigna du chagrin de sa maladie, et le désir d'y remédier le plus tôt possible; qu'ils échangèrent des explications sur divers incidents, tels que son idée d'embarquement et l'af-

¹ Le récit de Thomas Crawford, existant au Record-Office, prouve qu'il était attaché au service du comte de Lennox. Lui-même le déclara au Conseil d'Angleterre, le 9 décembre 1568, en présentant sa narration; et le fait est constaté au procès-verbal du même jour. (Goodall, t. II, p. 245-246.)

V. aussi Caird, p. 99-101, note. M. Burton (t. IV, p. 33) ne se trompe pas sur la condition de Crawford, mais il se revanche sur ce que Lennox, en le chargeant d'aller au-devant de la reine et d'observer tout ce qui se passerait, « croyait évidemment que cette visite se liait à quelque mortel dessein; et il s'efforçait de le sonder. » Pourtant n'est-il pas tout simple et même de rigueur qu'il fasse présenter ses devoirs à la souveraine, quand elle va entrer dans la ville qu'il habite; et d'autre part, qu'il désire être informé de ce qui se passera entre le roi et la reine? Où est la nécessité de tant creuser?

faire d'Hiegate ; qu'elle lui annonça l'intention de l'emmener en litière, parce qu'il ne pouvait pas encore supporter le cheval, et de l'établir à Craigmillar pour achever sa convalescence, de manière à être avec lui, et non loin de son fils¹ ; qu'enfin, elle lui dit n'être pas venue à autre intention que de renouer leur vie conjugale, de quoi elle lui donna sa main et sa foi ; et que Darnley, acceptant sa promesse, lui promit de faire tout ce qu'elle voudrait et d'aimer tout ce qu'elle aimerait.

Nous n'admettrons pas, même en faisant la part de la déraison qui ne quitte jamais les enfants gâtés, surtout s'ils sont dans leur tort, qu'il ait dit à Marie qu'elle était la cause de sa maladie, par sa cruauté à ne pas accepter le repentir qu'il lui avait témoigné dans ses lettres² ; que Dieu savait combien il était puni d'avoir fait d'elle son Dieu, et de n'avoir eu de pensée que pour elle³ ; qu'elle ne lui donnait rien pour son entretien et celui de ses serviteurs⁴ ; qu'il ne croyait pas qu'elle voulût jamais rien entreprendre contre sa personne ; que contre tout autre il se défendrait, à moins qu'on ne le surprit dans son sommeil ; ni que sur une question de la reine, relative à lady Reres,

¹ Craigmillar, à deux milles au sud d'Édimbourg. L'enfant restait à Holyrood. Cette précaution d'une mère est tout à fait dans la règle. De plus, à cette époque, on redoutait la petite vérole comme la peste ; il existait des maisons en pleins champs où l'on confinait les malades. Marie était d'autant plus obligée à la prudence, que Knox avait attribué à sa pernicieuse influence, les maladies contagieuses et les fièvres qui s'étaient manifestées dans plusieurs cantons qu'elle avait parcourus. (Miss Agnès Strickland, t. V, p. 131 et note 1).

² Darnley, après avoir quitté Marie, le 24 décembre 1566, le jour de la grâce de Morton, était tombé malade de la petite vérole aussitôt arrivé à Glasgow. On ne voit pas qu'il y ait eu place entre son arrivée à Glasgow et sa maladie, pour écrire tout de suite des lettres de repentir, ce qui d'ailleurs n'était nullement dans ses habitudes. La maladie le fit rentrer en lui-même ; et alors il pria sa femme de venir le voir. D'un autre côté, s'il avait écrit de telles lettres, on ne comprendrait pas le langage triste et sévère que Marie tient dans sa lettre à l'archevêque de Glasgow, le 20 janvier 1567, précisément sur les dispositions malveillantes du roi envers elle. La vérité, c'est qu'au premier signe de repentir de Darnley, elle accepta et partit pour Glasgow.

³ Comment peut-il tenir un tel langage, celui qui, dans l'assassinat de Riccio, avait fait entrer aussi un complot contre le trône et la vie de sa femme ?

⁴ Du Croc (lettre à Catherine de Médicis, 17 octobre 1566. — Labanoff, t. I, p. 373-379), disait à Darnley « qu'il se doit bien contenter de l'honneur et bonne chère qu'elle (la reine) lui fait, le traitant et honorant comme le roi son mary, et lui entretient fort bien sa maison de toutes choses. » D'un autre côté, Chalmers (t. I, p. 287-288 notes) trouve dans les comptes du trésorier que du 13 au 31 août 1566, le roi reçut des fournitures pour trois cents livres sterling, plus que la reine n'avait consommé dans les six mois précédents.

il ait répondu qu'il en faisait peu de cas, et demandait à Dieu qu'elle la servit à son honneur ¹.

Enfin nous admettrons que Crawford essaya d'empoisonner les bonnes dispositions du roi ; qu'il lui dit peut-être, malgré l'extravagance d'un tel grief, qu'en le plaçant à Craigmillar au lieu de le prendre avec elle à Holyrood, elle le traitait plutôt en prisonnier qu'en époux ². Mais que son interlocuteur ait répondu qu'il irait néanmoins et se remettrait entre les mains de la reine, dût-elle lui couper la gorge, nous ne le croirons pas ; car Darnley savait trop bien que, loin de couper la gorge à qui que ce fût, elle avait toujours pardonné. Même cette clémence infatigable avait été la cause permanente des colères de l'époux. C'est lui qui voulait des vengeances ensanglantées ; et ceux qui parlaient de gorges à couper, qui les coupaient en effet, n'étaient-ce pas Morton et le noble Murray *sans tache* ?

Au sortir de cet entretien, que fit Marie, demande M. Froude ? Elle écrivit, répond-il, jusqu'à une heure avancée de la nuit à son amant, avec qui était resté son cœur ³. Sa lettre concorde exactement avec la narration de Crawford : grande preuve, selon l'historien, de l'authenticité de l'une et de l'autre ⁴, — à moins pourtant que les lettres ayant été fabriquées par des faussaires dans la seconde moitié de 1567, on n'ait forgé de même, ou seulement *mis au point* le récit de Crawford, destiné à être produit avec les lettres par devant le gouvernement anglais, dans l'automne de 1568.

M. Froude analyse ensuite la première des prétendues lettres de Marie Stuart à Bothwell ⁵. Nous ne le suivrons pas

¹ Cette pronostication d'une surprise pendant son sommeil, nous a bien l'air d'être mise après coup dans la bouche de Darnley. Quant à lady Reres, Buchanan en a fait l'entremetteuse entre Bothwell et Marie, notamment lors des débauches qu'il leur impute, dans la maison de l'Échiquier à Édimbourg, à la fin de septembre 1566. Or, il est acquis, on voudra bien s'en souvenir, que Buchanan a menti là, comme ailleurs. Ici, les calomniateurs introduisent lady Reres pour les besoins de leur cause,

² Cette suggestion est d'autant plus extraordinaire, que le document en question porte qu'elle lui répondit qu'elle voulait le mettre à Craigmillar, où elle *pourrait être avec lui* et pas loin de son fils (« that she would take him to Cragmillar, where she might be with him, and not farre from her sonne »). Ainsi elle habitera avec lui à Craigmillar et de là ira visiter son fils à Holyrood. — Nous citons d'après l'original, *Record-Office, Scotland*, t. XIII, n° 14.

³ T. VIII, p. 358.

⁴ *Id.*, p. 355, not. 1.

⁵ Enorme factum de quatorze pages petit in-fol. Dans Anderson, t. II, p. 131-144. Cette lettre est remplie des témoignages d'un amour emporté et

dans cette analyse, mais disons que suivant sa coutume de remanier les documents, il y pratique des coupures et des sutures; et qu'il donne à la pensée et à la forme, une suite et un piquant qu'on chercherait inutilement dans le texte. Le tout est assaisonné de réflexions philosophiques, quelques-unes singulières à rencontrer chez ce moraliste, si rigoureux à l'encontre des vices de France.

Ainsi, lorsque Marie tantôt parle cyniquement de son amour pour Bothwell et de ses noirs desseins contre la vie de Darnley, tantôt proteste de son aversion pour la trahison, et tout en craignant que son amant ne prenne mauvaise opinion d'elle, se livre entièrement à ses volontés, M. Froude prend une attitude admirative devant « ce flux et reflux d'émotions, à ce degré étrange où la passion criminelle d'une femme devient presque de la vertu, dans son absolu abandon d'elle-même¹. » Où la vertu va-t-elle habiter? Bientôt cependant vient la condamnation en haut style. La lettre s'est enfin terminée sur des protestations d'amour : « L'esprit plein de ces pensées, Marie Stuart, reine d'Ecosse, s'étendit sur son lit — pour dormir, sans doute, — dormir avec la douce tranquillité de l'enfant innocent. Le remords peut troubler le sommeil léger de la créature qui tâtonne dans la première expérience du mal. Quand on a goûté le plaisir et qu'il s'en est allé, et qu'il ne reste rien du crime que la ruine qu'il a causée, alors les Furies viennent s'asseoir sur l'oreiller de minuit. Mais le midi du mal est presque toujours exempt de tourment; et celui qui a choisi sa route, la suit paisiblement jusqu'à la fin². » Ce n'est pourtant pas ici le cas, supposé que M. Froude veuille bien se souvenir qu'à la page précédente il nous a montré la coupable en question, fort bourrelée dans son flux et reflux d'émotions contraires.

Notre auteur admet que Marie Stuart, partie d'Edimbourg le jeudi 23 janvier, arrivée à Glasgow le 24 au soir, écrivit sa lettre in-folio à Bothwell dans la nuit du 24 au 25 (du vendredi au samedi), se livra ensuite au calme sommeil qu'il est d'usage de goûter dans le midi du mal, et qu'elle se réveilla assez à

brutal pour Bothwell, d'une haine implacable contre Darnley, le tout noyé dans des détails insignifiants et peu intelligibles.

¹ T. VIII, p. 360.

² T. VIII, p. 360-361.

temps le matin, pour ajouter à sa missive un *post-scriptum* où elle annonçait à Bothwell qu'elle amènerait l'homme à Craigmillar, du lundi au mercredi suivant. Elle écrivit en outre une lettre à Maitland de Lethington, chargea du tout Paris, qui de plus reçut ordre de dire au favori qu'elle n'avait pas souffert que le roi l'embrassât, et de demander à Lethington si Craigmillar était la place choisie, ou s'ils avaient changé de plan. Il devait se hâter de revenir à Glasgow, où elle l'attendrait avec le roi. Paris, parti de cette ville le samedi matin 25 janvier, c'est toujours M. Froude qui parle, mit la journée à franchir les soixante milles qui la séparent d'Edimbourg. Il arriva dans la nuit du samedi au dimanche. Le matin de ce jour, le 26, il ne trouva pas Bothwell chez lui, et alla le joindre à une maison appartenant à Robert Balfour, frère de ce James Balfour qui avait signé le bond de Craigmillar. Cette maison était celle de Kirk-of-Field, que Bothwell apprêtait pour être le tombeau du roi. Paris s'acquitta de sa mission. Le comte alors écrivit quelques mots, recommanda de plus au messager d'informer la reine que James Balfour et lui avaient employé toute la nuit à disposer le logement du roi, ajoutant galamment : « J'ai envoyé un diamant à la reine. Dis-lui que je lui enverrais mon cœur si cela se pouvait, mais elle l'a déjà. » Paris se rendit ensuite chez Lethington, qui lui donna une lettre et répéta que la reine pouvait amener son mari à Kirk-of-Field.

Le valet, avec ces réponses, voyagea toute la nuit du dimanche au lundi (26-27 janvier). La reine n'était pas encore levée, quand il reparut à Glasgow. Dans son impatience, elle ne prit pas le temps de s'habiller et le reçut couchée. Ses messages déliivrés, comme elle lui demandait s'il n'y avait pas quelque autre chose : Bothwell, répondit-il, l'assurait qu'il ne prendrait pas de repos avant d'avoir achevé l'entreprise; et que pour l'amour d'elle, il voudrait trainer la pique toute sa vie. La reine se prit à rire : « il n'en viendra pas là, dit-elle, s'il plaît à Dieu. » Peu d'heures après, elle était en route avec sa victime¹.

Cette narration coule si uniment, comme un clair ruisseau entre des bords fleuris, qu'on s'y abandonnerait de confiance,

¹ Froude, t. VIII. p. 361-363. Nous abrégeons. M. Burton laisse tout cela de côté.

sans plus songer au serpent caché sous l'herbe. Il y en a toujours avec M. Froude.

Quand il fait écrire à Marie Stuart son énorme lettre dans la seule nuit du vendredi au samedi (24-25 janvier), il néglige de regarder dans le texte autre chose que ce qui est à sa convenance, sans quoi il y aurait lu que cette missive prit à la reine tout le temps qu'elle passa à Glasgow. En effet, elle dit au commencement : « Le roy appela hier Joachim ¹. » Elle écrit donc le samedi 25. Et même lorsqu'elle dit ces mots : « Quant au reste, touchant Guillaume Hiegait, il l'a confessé, mais non jusques *aujourd'après mon arrivée*, » elle se place au surlendemain de son arrivée, au dimanche 26 ². Vers le milieu, elle suspend : « Voylà, dit-elle, ce que j'ay depesché pour mon premier jour ³. Je m'en vay pour trouver mon repos jusqu'au lendemain... ⁴. » Tel est donc l'emploi du samedi 25, première journée donnée à la correspondance. Le 26, peu pressée apparemment d'en finir avec un passe-temps qui la tient en joie, elle travaille d'abord jusqu'à deux heures à un bracelet pour son amoureux, et même néglige d'aller voir le roi ⁵. Elle se remet à sa lettre, et la finit tard : « Il est tard ; néanmoins je ne désire jamais cesser de vous escrire ⁶. » Ainsi, outre le samedi, le dimanche : porteur ne pourra partir que le lundi matin, 27 janvier. D'où il suit que M. Froude réduit arbitrairement à quelques heures de la première nuit, un travail qui, d'après la contexture même du document, sacré à ses yeux, a dû, comme nous le disions, absorber toute la durée du séjour de Marie à Glasgow (24 janvier soir-27 janvier matin).

Serait-ce à cause de cette difficulté insoluble de la première lettre, que l'auteur fait disparaître la seconde de celles qu'on attribue à Marie Stuart ? On a daté celle-ci de Glasgow, « ce samedi matin, » c'est-à-dire le 25. M. Froude la change en un *post-scriptum* à la première ⁷. Il la resserre en cinq lignes,

¹ Teulet, p. 6. C'est le volume de M. Teulet, intitulé *Lettres de Marie Stuart*.

² Teulet, p. 11. Malgré cette phrase très-formelle, nous n'userons pas du droit qu'elle nous donnerait ; et nous laisserons à M. Froude l'avantage de dater le commencement de la lettre du 25 au lieu du 26.

³ *Id.*, p. 16.

⁴ *Id.*, p. 18.

⁵ Teulet, p. 22 et 30.

⁶ *Id.*, p. 34.

⁷ T. VIII. « 361 « The next morning the queen added a few closing words. »

entre guillemets, comme on fait quand on cite le texte pur ; et il passe. Ce sont charbons ardents. Pourra-t-il en effet faire de Paris le porteur du paquet, lettre et *post-scriptum*, s'il consent à lire dans la seconde ces mots : « Si Paris m'apportoit ce pourquoy j'avoie envoyé.... » ; et encore : « Je vous envoye ceci par Beton ¹ » ?

Viennent ensuite, chez M. Froude, des inexactitudes sur le voyage de Paris. Par exemple, il n'est point exact que Paris, arrivant à Edimbourg le dimanche de grand matin (selon M. Froude), n'y passe que cette seule journée ; point exact qu'il ne rencontre pas le comte chez lui et qu'il aille le découvrir à la maison de Kirk-of-Field ; ni que Bothwell écrive dans cette maison sa réponse à la reine ; ni que Paris reparte le soir même. Paris raconte qu'en arrivant, il trouva son ancien maître à son logis d'Holyrood ; qu'ajourné par lui au lendemain pour la réponse, il perdit la matinée de ce second jour, à le chercher, l'aperçut enfin qui revenait de Kirk-of-Field avec James Balfour, dans la maison ² duquel Bothwell dina et ensuite écrivit sa lettre pour la reine. De là, il se rendit chez Lethington ; et, muni de toutes ses dépêches, il reprit la route de Glasgow, le soir probablement, quoiqu'il n'y ait pas d'heure indiquée. Le jour ne l'est pas davantage. Mais notre auteur aura jugé qu'il fallait nécessairement le ramener à Glasgow pour le lundi matin 27 janvier, puisqu'il était convenu que la reine attendrait son retour, et que ce jour-là en effet, elle se mit en chemin pour Edimbourg. Il n'est pas plus exact de dire que, dévorée d'impatience, elle voulut le recevoir sur-le-champ, quoiqu'encore au lit ³. Mais comme cela fait tableau, et quelle preuve parlante de son crime !

D'ailleurs la chronologie de M. Froude est radicalement impossible. Puisque la première lettre de Marie à Bothwell ne put être achevée que dans la nuit du 26 au 27, que Paris ne put en être chargé que le lundi 27 au matin, qu'il ne fut à Edimbourg que le soir, qu'il y passa la journée du lendemain

¹ Teulet, p. 38, 39.

² Ne pas la confondre avec celle de Kirk-of-Field, propriété de Robert Balfour.

³ Voir la 2^e confession de Paris, du 10 août 1569, dans Teulet, p. 93-105. C'est après le retour de la reine à Edimbourg, par conséquent dans la première semaine de février, que Paris place la réception matinale que lui fit la reine.

(mardi 28), ainsi qu'il résulte expressément de sa déclaration¹, — il est évident que, même en admettant qu'au retour il voyagea toute la nuit, il ne put être que le mercredi 29 à Glasgow, où l'on raconte comment la reine le reçut, — la reine qui avait quitté cette ville dès l'avant-veille, le 27 (cette dernière date est certaine). Ces embarras étant inextricables, il se pourrait que M. Froude eût pris le parti de ne les pas aborder.

Ce n'est pas tout. Un autre document, non moins précieux à ses yeux que les lettres, le journal présenté par Murray aux Anglais en même temps que les lettres, porte que Bothwell partit d'Edimbourg le soir du 24 janvier pour le Liddisdale, et n'en revint que le 28. M. Froude nous expliquera-t-il comment dans ces mêmes jours, le 26 selon sa chronologie, Paris le trouve à Edimbourg ? S'il est à Edimbourg, c'est à soixante milles de Glasgow ; au Liddisdale, c'est soixante milles encore plus loin. Dès lors, par quelle aberration Marie Stuart lui écrit-elle, comme s'il était son proche voisin (troisième lettre) : « Je m'en vay coucher et vous dy adieu. Faites-moy certaine *de bon matin* de vostre portement² ; » — et (quatrième lettre) : « Que si vous ne me mandez des nouvelles *ceste nuict*, de ce que vous voulez que je fasse...³ ? » Vainement l'on chercherait chez notre auteur la mention ou l'emploi de ces lettres épineuses. Impossible de les incorporer, comme la seconde, à la première !

XXI.

Marie ramena Darnley à petites journées ; ils n'arrivèrent à Edimbourg que le 30 janvier⁴. « Jusque-là, dit M. Froude, Darnley ne savait rien de son changement de destination et croyait aller à Craigmillar. Bothwell, cependant, vint à la rencontre de la cavalcade, hors des portes, et en prit la direction. On ne fit attention ni aux exclamations des serviteurs, ni aux

Quant à son retour à Glasgow, le voici : « Ainsy le dict Paris partit pour s'en aller à Glasgow vers la royne. Et estant de retour à Glasgow, et après avoir faict son messaige, qui lui estoit donné des dicts seigneurs de bouche, la royne lui demande s'il avoit veu parler messieurs de Boduel et Liddington ensemble, » etc.

¹ Teulet, p. 94-96.

² *Id.*, p. 44.

³ *Id.*, p. 47.

⁴ Ou le 31, selon d'autres. Cela n'importe pas.

remontrances de Darnley lui-même ; on l'informa que la maison de Kirk-of-Field lui convenait fort bien, et on le conduisit à Kirk-of-Field¹. » M. Froude n'a-t-il pas souvenir que Crawford avait inspiré au roi de la répugnance pour Craigmillar ? N'a-t-il pas lu, dans la déposition de Nelson, serviteur de Darnley, que la reine abandonna sa première pensée, et qu'il fut décidé que l'on irait à Kirk-of-Field² ?

Le roi et ses gens n'eurent donc pas à faire entendre ces protestations, que M. Froude seul a recueillies. Pas un texte n'en fait mention.

Les chambres, dit-il, avaient été bien meublées. Il y avait notamment un beau lit de velours noir ; mais la reine ordonna de l'ôter, sous prétexte qu'il pourrait être gâté par les bains, et le remplaça par un vieux lit grenat. Ce détail calomnieux, l'auteur l'extrait, cette fois, de la déposition de Nelson. Cependant, l'on sait aujourd'hui, par la découverte et la publication (1863) des Inventaires de la reine d'Ecosse, qu'il y avait un lit pourpre ou grenat, très-somptueux, dont elle avait fait présent à son mari en août 1566. Cela, du moins, est parvenu jusqu'à M. Burton.

Mais, admirez la flexibilité d'esprits féconds en ressources ! Précédemment on flétrissait, avec une indignation contenue, cette femme avare et cruelle qui, dans un si terrible complot, tenant à compromettre le moins possible son mobilier, ne donnait que des rebuts à sacrifier. Maintenant qu'il est impossible de contester la richesse et l'abondance de l'ameublement, ce luxe devient un piège : on dit qu'elle semblait avoir fait effort pour donner le confort et une royale magnificence aux appartements. Mais, afin que l'antique version n'ait pas tout à fait tort, on maintient qu'à l'exception de ce qui s'adressait aux yeux, l'établissement était « ce qu'il y avait de plus sordide et de plus malpropre³. »

Les plans ultérieurs des conjurés n'étaient pas encore arrêtés. La première idée de Bothwell fut d'attirer Darnley dans la campagne, et de le tuer par surprise. Mais c'eût été se dénoncer

¹ T. VIII, p. 363.

² Goodall, t. II p. 244.

³ Burton, t. IV, p. 339-340. Ici M. Burton cite la description qu'en a laissé Buchanan, sans penser que la mesquinerie honteuse des meubles en est un des éléments significatifs.

soi-même trop bénévolement. Il chercha autre chose. Pendant ce temps, Marie passait presque toutes ses journées avec Darnley, et ne retournait à Holyrood que pour coucher. Elle se fit disposer une chambre au rez-de-chaussée, au-dessous de celle du roi, et y coucha deux fois, le mercredi 5 et le vendredi 7 février. Sa pensée, selon M. Froude, était de donner à ce qui allait suivre, l'apparence d'un attentat dirigé à la fois contre sa vie, et contre la vie de son mari¹. L'auteur rapporte aussi que Paris ayant, malgré la défense préalable de Bothwell, — il était en veine de hardiesse, — dressé le lit de la reine juste au-dessous de celui du roi, elle lui ordonna avec humeur de le mettre autre part². Peut-être, dit M. Froude, n'avait-elle pas en cela d'intention particulière ; mais la suite donna à ses paroles un sens de mauvais augure, car c'était l'endroit où l'on devait étaler la poudre, pour faire sauter le roi. — Mais si Paris, hésitant à sa première confession sur l'époque précise, certifie le lendemain, dans la deuxième, que, dès le mercredi 5 février, son maître lui avait communiqué son plan définitif, Hepburn, autre complice plus important, — car il était parent et vassal de Bothwell au lieu d'être son valet, — avait déclaré, dès l'an 1567³, que le comte ne se décida pour l'emploi de la poudre que deux jours avant l'exécution, soit le vendredi 7 février. C'est un témoin supérieur au malheureux Paris, qu'on fit parler dans le secret d'un cachot, et dont les deux interrogatoires fourmillent de contradictions et d'impossibilités⁴.

L'exécution était marquée au samedi, lorsque la reine se flatta un moment, — ce sont ses ennemis et M. Froude qui parlent, — d'en finir par un moyen beaucoup plus adroit. Son frère naturel, Robert Stuart, abbé d'Holyrood, avertit Darnley qu'un complot se tramait contre lui. « Darnley, *faisant l'amour à la destruction*, le rendit à la reine, et Robert Stuart sachant qu'il pouvait payer de sa vie le crime de son indiscretion, ou bien reçut l'avis secret d'acheter son pardon, en se chargeant lui-même de l'affaire, ou bien nia ses paroles, et offrit d'obliger le

¹ T. VIII, p. 365.

² Teulet, p. 97-98. Deuxième confession de Paris.

³ Anderson, t. II, p. 184.

⁴ Notamment sur les clefs de la chambre de la reine à Kirk-of-Field, que Bothwell veut avoir pour les comparer aux fausses clefs qu'on avait fait faire.

roi à soutenir les siennes à la pointe de l'épée. Un duel, si l'on pouvait en venir là, ôterait toute difficulté ; et Bothwell prendrait soin d'en assurer l'issue¹. » En fait, il paraît que lord Stuart donna quelque avis au roi, qui en informa la reine. Mais quand elle en parla à son frère, celui-ci donna un démenti à Darnley. Une dispute si furieuse éclata entre les deux hommes, qu'ils portèrent la main à leurs poignards ; et Marie, éperdue, appela Murray à son aide. On peut croire que lord Robert avait voulu réellement servir le roi, mais qu'il trembla que son nom ne fût prononcé, et qu'il fut beaucoup plus occupé de sauver sa propre vie que de prendre celle de Darnley, sachant ce qu'il en coûtait de se mettre sur le chemin de l'autre bâtard et de ses amis. Voilà le prétendu guet-apens. Si l'on en était venu à un duel, il aurait sans doute eu lieu en public. Comment Bothwell se serait-il chargé de l'issue ? Et, voyez ! au même endroit, M. Froude dit qu'un malade, hors d'état de quitter sa couche, n'en était pas à croiser l'épée². — Mais si le roi continuait de garder le lit, quelle extravagance à la reine de méditer un duel immédiat !

Au risque de faire la partie belle à M. Froude, rappelons que Darnley était rétabli. Il avait purgé sa quarantaine ; il allait rentrer avec sa femme à Holyrood, et probablement y vivre avec elle en bonne intelligence. C'est ce que les conjurés ne voulaient pas souffrir. Ils avaient retardé le coup parce qu'il manquait encore quelque chose à leurs préparatifs. Ils le fixèrent irrévocablement au lendemain.

Le dimanche matin, 9 février 1567, Murray, « sachant peut-être ce qui se préparait, dans l'impossibilité de s'interposer, et après avoir guetté longtemps une occasion de quitter Édimbourg, » écrivit qu'il se rendait près de lady Murray, malade à Saint-André. « La reine, après quelque résistance, lui donna son congé³. » Il n'y a d'exact ici qu'une chose, c'est que Murray était au courant du complot⁴. La résistance de Marie

¹ Froude, t. VIII, p. 366.

² T. VIII, p. 366.

³ Froude, t. VIII, p. 367.

⁴ Même il l'a laissé écrire dans la 1^{re} confession de Paris, 9 août 1569. Bothwell dit à Paris, qui lui demande si le comte est du complot : « Monsieur de Morra, il ne veult n'ayder ne nuire, mais c'est tout ung. » Paris répond : « Bien, bien, monsieur, ce di-je, il ne le faict sans cause, et vous le voyrez. » Teulet, p. 84.

était sincère. Elle devait recevoir le lundi, en audience d'adieu, le comte de Moretta, ambassadeur du duc de Savoie; et elle aurait souhaité que son frère fût présent. Mais elle céda, quand il lui eut affirmé que la comtesse était en danger de mort. Supposons Marie complice : ne s'empresserait-elle pas d'accéder à l'éloignement d'un surveillant dangereux ?

La journée fut remplie gaiement : le mariage de Sébastien Paiges et Marguerite Carwood, deux fidèles serviteurs de Marie; une première visite à Darnley; un banquet solennel donné par l'évêque d'Argyle à l'ambassadeur de Savoie, auquel assista la reine; enfin une seconde visite à Darnley le soir; après quoi, Marie devait rentrer à Holyrood pour assister au bal masqué, célébré en l'honneur du mariage de Marguerite, et enfin au coucher de l'épousée.

A sa visite du soir chez son mari, elle emmena les seigneurs de la cour. « Elle annonça, dit M. Froude, l'intention de rester la nuit avec lui ¹. » Elle fut plus tendre que jamais. Bothwell, arrivé vers dix heures, avec ses gens et la poudre, monta à la chambre du roi, pendant que ses affidés, favorisés par le bruit de la brillante réception qui avait lieu au-dessus d'eux, amoncelaient la poudre au rez-de-chaussée, dans la chambre de la reine. On savait qu'elle n'y devait pas coucher, puisqu'elle avait annoncé qu'elle assisterait au bal d'Holyrood, et elle n'avait aucun motif d'y rentrer à une heure aussi avancée. Un moment, les gens de Bothwell furent assez bruyants pour que leur maître, l'oreille aux écoutes, les entendit; il alla les gronder, et retourna à la chambre du roi, en ordonnant à Paris de le suivre ². On a fait de l'entrée de ce dernier chez le roi, le signal convenu : c'est tirer une fois de plus des textes ce qu'ils ne contiennent pas. « Il y eut une pause, dit M. Froude, — la longueur d'un *Pater*

¹ T. VIII p. 367. « (She professed to intend to stay the night with him. » Sans doute elle voulait endormir les soupçons de sa victime. Nelson dit dans sa déposition (Goodall, t. II, p. 245) qu'elle avait promis de coucher le dimanche à Kirk-of-Field. Mais l'histoire mensongère du vieux lit substitué au beau lit, montre que cette déposition mérite de la défiance. On ne peut pas admettre que la reine prolongeât sa visite près de Darnley jusqu'à onze heures de nuit, qu'elle allât au bal à Holyrood, pour revenir ensuite à Kirk-of-Field, dans cette saison rigoureuse.

² « Et ainsy me regarde (dit Paris), et me demande ce que je faisoys, et que je m'en allasse à la chambre du roy après luy; ce que je fais. » 1^{re} confession, Teulet, p. 90.

*noster*¹, — puis la reine se rappela subitement² qu'il y avait bal masqué au palais, à l'occasion du mariage, et qu'elle avait promis d'y assister. La *pause* nous semble un perfectionnement très-subtil. Elle n'est pas dans le récit de Paris. Mais elle complète l'idée qu'il apporte le signal. Il est très-naturel que cette apparition, ainsi attendue, jette du froid, et que la reine pour en sortir, l'esprit toujours présent, se rappelle brusquement le bal. Elle embrassa Darnley, lui passa un anneau au doigt, et dès qu'elle eut mis le pied hors de la chambre, elle dit comme sans y penser : « C'est juste l'heure où l'année dernière Riccio fut tué³. » — Ce n'était ni l'heure, ni l'anniversaire ; et il est impossible de concevoir que l'on se dénonce ainsi soi-même, publiquement, avant le coup.

La maison isolée retomba dans un profond silence. Le roi néanmoins ne pouvait pas trouver le sommeil. « Elle était « bien tendre, dit-il à Nelson ; mais pourquoi parler du meurtre « de David ? » — Nous continuons à suivre M. Froude⁴. — En ce moment survint Paris ; il venait reprendre une couverture de fourrure, que la reine avait laissée, et qu'elle estimait trop précieuse pour la livrer à la destruction. « Que veut-elle faire, dit Darnley ; on est bien seul ici⁵. » Si M. Froude était plus attentif ou moins dramatique, il ne prendrait pas la licence de transporter du samedi soir au dimanche soir, cette anecdote, plus frappante en effet le dimanche. Paris la met formellement au samedi⁶. On a fait grand bruit de la couverture de martre qui avait garni le lit de la reine à Kirk-of-Field, et qu'elle fit chercher afin de la remettre à la mariée, peut-être en présent de noce. Ce détail très-public est un nouvel indice qu'elle ne comptait pas coucher à Kirk-of-Field, puisqu'elle dégarnissait

¹ « Et n'estant à la chambre du roy la longueur d'une *Pater noster*, que la royne s'en va vers l'abbaye (Holyrood) et monte là où estoit les nopces. » *Id.*, *ib.*

² Ceci est une parenthèse perfide de la déposition de Nelson. (Goodal t. II, p. 245). « Après qu'elle fut restée longtemps et qu'elle eut entretenu le roi très-familièrement, elle se décida (comme par une inspiration soudaine), et s'en alla, dit-elle, pour le bal masqué de Bastien qui se mariait cette nuit là. »

³ M. Froude (t. VIII, p. 368) tire cela de Calderwood, qui renouvela et enrichit, au XVII^e siècle, les calomnies de Knox et de Buchanan.

⁴ Il n'y a pas un mot de cette exclamation de Darnley, ni dans le témoignage de Nelson, ni ailleurs.

⁵ Froude, t. VIII, p. 369.

⁶ 1^{re} Confession de Paris, Teulet, p. 87-88, 89.

son lit. Or, si Paris reçut cette commission et s'en acquitta le samedi, Darnley ne prononça pas le dimanche les paroles que M. Froude lui attribue en dernier. Où les a-t-il prises ? Nous ne savons ; certes, ce n'est pas dans les documents.

Le roi, ainsi attristé et troublé, ouvrit, dit-on, le Livre de prières et se mit à lire le Psaume LV, qui, par une étrange coïncidence, figurait dans le service anglais pour le jour dont l'aurore approchait. Si le récit de son serviteur est vrai, poursuit M. Froude, voici les dernières paroles qui sortirent des lèvres de l'époux de Marie Stuart : « Ecoute ma prière, ô Seigneur, « et ne te détourne pas de ma demande... ; » et l'historien, pieusement ému, récite aussi le psaume. Au bout d'une heure il se coucha, son page à ses côtés. Une heure encore, et tous deux étaient étendus morts dans le jardin, sous les étoiles¹.

Il est vrai qu'une lettre de Drury à Cecil (18 avril 1567)² rapporte qu'il lut ce psaume, selon sa coutume. Mais tous les serviteurs du roi périrent dans cette nuit, excepté Nelson, dont la déposition ne dit absolument rien de cette circonstance. D'ailleurs il s'agit du livre de prières (le *Prayerbook*), usité dans l'Eglise anglicane. Si Darnley, quoique catholique, avait parfois jeté un voile sur sa religion, par complaisance pour les presbytériens d'Ecosse, il n'en était plus de même à ce moment, où il était revenu à des pensées plus sérieuses et plus droites ; et ce jour-là, il avait, selon son habitude, entendu la messe³. Il n'est donc pas probable qu'il se complût dans la lecture d'un office hérétique.

Il n'entre pas dans notre plan de rapporter les détails de la catastrophe de la nuit du 9 au 10 février 1567. Du reste, M. Froude n'y insiste pas. Il mentionne simplement que Hay et Hepburn dirent plus tard, qu'après avoir allumé la mèche, ils s'enfuirent, en fermant les portes de la maison derrière eux ; qu'ayant rejoint Bothwell dans le jardin voisin, ils attendirent l'explosion, et ensuite ne virent plus rien. « On pensa cependant que la terreur de la torture les empêcha de mani-

¹ Froude, t. VIII, p. 369-370.

² Tytler, t. V, p. 385 et 520.

³ Lettre du légat du pape, l'évêque de Mondovi au Grand-Duc de Toscane, Paris, 16 mars 1567 ; d'après le rapport du P. Edmond de la Compagnie de Jésus, qui se trouvait alors à Edimbourg. Labanoff, t. VII, p. 108.

fester le fond de la sombre vérité ¹ ; et sur les événements de cette nuit s'étend un horrible brouillard qui n'a pas encore été pénétré et ne le sera jamais ². »

Une seule chose, dit l'historien, concluant par une pensée qu'il a déjà exprimée, une seule chose est certaine : c'est qu'avec son mari, la reine d'Ecosse perdit toutes ses chances au trône d'Angleterre, et en même temps toute perspective de révolution catholique. M. Froude ne se trompe pas ; mais nous aussi, répétons-le de notre côté : d'où êtes-vous si sûr que les assassins ne furent point ceux qui voulaient ruiner à tout jamais le catholicisme dans la Grande-Bretagne ?

L. WIESENER.

(La fin à la prochaine livraison.)

¹ Ordinairement la terreur de la torture est ce qui fait parler.

² Froude, t. VIII, p. 370. — M. Burton raconte au contraire avec détails, t. IV, p. 345-348.

LA FUITE DE LOUIS XVI

PREMIERS PROJETS. — VOYAGE DE VARENNES. — ARRESTATION

Parmi les événements de la Révolution française, il n'en est peut-être pas un qui ait fait l'objet d'un plus grand nombre de recherches et de travaux que la fuite et l'arrestation de Louis XVI à Varennes, en juin 1791. On peut diviser en trois groupes principaux les documents, de nature très-diverse et de valeur très-inégale, qui s'y rapportent :

En première ligne, nous classerons les documents officiels, originaux et authentiques, qui forment les matériaux, les éléments essentiels d'information sur le sujet. Ce sont d'abord les papiers saisis sur ou chez les accusés, quand on chargea la haute cour nationale d'Orléans de juger les fauteurs de ce qu'on appelait alors, dans le style constitutionnel de l'époque, *l'enlèvement* du roi, et les pièces administratives et judiciaires qu'on y avait adjointes pour compléter le dossier. On sait que le procès n'eut pas lieu, à cause du décret d'amnistie rendu par l'Assemblée nationale, lorsque le Roi eut accepté la Constitution ; mais les pièces étaient restées au greffe, et M. Bimbenet les a produites au jour en 1844 ¹. Ce sont ensuite les procès-verbaux, lettres et autres pièces tirés des archives de la municipalité de Varennes, que nous croyons avoir été le premier à publier dans leur ensemble ². On y peut ajouter les détails donnés par Drouet et, avant lui, par le chirurgien Mangin, à la

¹ *Relation fidèle de la fuite du roi Louis XVI et de sa famille à Varennes.* Dentu, 1 vol. in-12.

² *Étude sur quelques documents inédits relatifs à l'arrestat., etc.* (Correspondant du 25 avril 1855.)

barre de l'Assemblée nationale, la lettre écrite par le marquis de Bouillé à la même Assemblée, après l'événement, et quelques documents analogues qui offrent jusqu'à un certain point, par leur nature propre ou en raison des circonstances dans lesquelles ils se sont produits, le même caractère officiel, ce qui ne veut pas dire, à beaucoup près, qu'il faille les admettre sans contrôle.

Viennent ensuite les relations contemporaines, écrites à des dates très-différentes, par les personnes qui prirent part à la fuite ou à l'arrestation, qui s'y trouvèrent mêlées directement ou indirectement, soit comme témoins, soit comme acteurs, ou que diverses causes mirent en mesure d'obtenir des témoins et des acteurs eux-mêmes des renseignements particuliers, qu'ils nous ont transmis. Ces relations n'ont pas été toutes publiées isolément. La première, par l'importance et le caractère de l'auteur, c'est le touchant et naïf récit de Madame Royale, confiée par elle au fidèle Weber, frère de lait et valet de chambre de Marie-Antoinette, qui l'inséra dans ses *Mémoires* en 1806 ; on y peut joindre les informations sommaires quise trouvent dispersées dans la correspondance de la Reine et de Madame Elisabeth. M^{me} de Tourzel, gouvernante des Enfants de France, a laissé sur cette catastrophe des *Mémoires* inédits, dont quelques fragments ont été donnés par M. de Beauchesne et par M. Ancelon, dans les ouvrages que nous mentionnons plus loin. On a aussi les relations de deux des gardes du corps qui accompagnèrent la famille royale dans sa fuite, MM. de Valory et de Moustier ; celles du marquis de Bouillé (dans ses *Mémoires*) et du comte Louis, son fils ; du capitaine Deslon, des comtes Ch. de Raigecourt, de Damas, du duc de Choiseul, enfin de Goguelat, qui tous prirent une part plus ou moins large à l'événement ¹. Weber a également mis en lumière, dans ses *Mémoires*, la *Relation du Voyage de Varennes*, écrite par M. de Fontanges, archevêque de Toulouse et membre de l'Assemblée constituante, pour le marquis de Bombelles, d'après ses conversations avec la reine, M. de Bouillé et d'autres

¹ Le *Mémoire* du marquis de Bouillé (comte Louis), suivi de pièces justificatives et d'une correspondance avec le duc de Choiseul sur le même sujet ; la *Relation* de M. Deslon ; l'*Exposé* de M. de Raigecourt ; le *Rapport* de M. de Damas et le *Précis historique* de M. de Valory, ont été réunis en un volume, sous le titre de *Mémoires sur l'affaire de Varennes*, dans la *Collection des Mémoires relatifs à la Révolution française*, par Berville et Barrière (1823, in-8°).

personnes placées à la source des faits. Ce groupe se complète par le nom de Pétion, qui escorta le roi à son retour, depuis les environs d'Epernay jusqu'à Paris, et dont le récit, tiré des Archives, a été publié pour la première fois par M. Mortimer-Ternaux dans son *Histoire de la Terreur*; puis par celui de Scévole Cazotte, dont le *Témoignage d'un royaliste* éclaire vivement quelques particularités du retour.

Mais ces documents n'offrent pas, à beaucoup près, les garanties toutes spéciales d'exactitude qu'ils sembleraient devoir présenter. Le récit de Marie-Charlotte de France, écrit d'après les souvenirs confus d'un enfant, et d'ailleurs très-court, ne porte qu'une lumière insuffisante sur ce dramatique épisode de la Révolution. Celui de M. de Fontanges, très-remarquable et un des mieux informés jusqu'au moment où le roi quitte Paris, fourmille d'erreurs, parfois grossières, dans la partie subséquente, où les éléments certains d'instruction lui ont manqué. Celui de M^{me} de Tourzel serait fort précieux sans doute, bien qu'incomplet et restreint à ce qu'elle a vu et su par elle-même, si nous l'avions en entier. Quant aux autres, bornons-nous à dire que les contradictions, les incertitudes, les lacunes, les erreurs matérielles et évidentes qu'on y peut signaler en si grand nombre, suffiraient à les rendre suspects, lors même qu'ils ne le seraient pas davantage encore par le sentiment personnel qui les a dictés et qui les domine. Composés probablement, pour la plupart, et certainement publiés longtemps après l'événement, ce sont moins, à quelques exceptions près, des mémoires historiques, préoccupés de la seule exactitude, que des apologies personnelles et de vrais plaidoyers, dont les auteurs songent surtout à leur rôle et à leur gloire, visent à mettre leur intelligence ou leur dévouement dans tout son jour, à écarter d'eux la responsabilité de la catastrophe pour la rejeter sur d'autres, bref à accuser et à se défendre. Les *Mémoires* du marquis de Bouillé soulevèrent les réclamations du duc de Choiseul, et une polémique s'engagea par lettres entre eux. La *Relation* publiée ensuite par M. de Choiseul, fut un nouvel acte, plus important, de cette polémique, une défense personnelle et une réfutation, en même temps qu'une attaque. Le marquis de Bouillé était mort; mais son fils, le comte Louis, releva le gant, et répliqua par son propre *Mémoire*, qui offre le même caractère apologétique, et retourne au duc de Choiseul ses accusa-

tions. Il en est également ainsi pour le récit de Goguelat, qui s'en prend d'ailleurs à tout le monde, et les autres relations ne sont, pour ainsi dire, que des pièces justificatives, invoquées tour à tour par les principaux adversaires.

Il était nécessaire de donner ces explications préalables pour montrer comment il se fait que ces documents, revêtus d'une sorte de cachet authentique, qu'on croirait devoir être si précieux, et qu'ils sont, en effet, à tant d'égards, ont contribué souvent à embrouiller la question au lieu de l'éclaircir, à accroître l'embarras et l'incertitude de ceux auxquels ils paraissent promettre la vérité définitive, et comment il est resté tant à faire après un tel concours de déclarations et de témoignages sur tous les points de la cause.

Indépendamment de ces relations spéciales, un grand nombre de contemporains, placés à portée de l'événement, nous ont transmis dans leurs récits et souvenirs, sans compter les journaux de l'époque, des renseignements qu'il ne faut pas négliger. Il me suffira de rappeler ici les *Mémoires* de Weber, que j'ai déjà cités, ceux de M^{me} Campan, de Bertrand de Molleville, d'Augeard, secrétaire des commandements de la reine¹, du député Ferrières, de Bailly, de la Fayette, ceux de Malouet, qui viennent de paraître pour la première fois, les *Mémoires secrets et universels des malheurs et de la mort de la reine*, par Lafont d'Aussonne, et bien d'autres que feront connaître pour la plupart nos citations². Ces publications se rattachent naturellement au même groupe, dont elles forment, pour ainsi dire, le corps de réserve.

Il y a enfin les nombreux travaux d'histoire et d'érudition composés depuis lors sur le même sujet. Bien des écrivains se sont efforcés d'élucider la question, par l'étude, le contrôle et le rapprochement des témoignages. Je ne parle pas des histoires de la Révolution, où le récit de la fuite à Varennes n'occupe nécessairement qu'une place restreinte et auxquelles il ne faut, en général, rien demander de neuf ni de complet sur ce point précis. Les biographes de Marie-Antoinette, de Louis XVI, et de Louis XVII, M. de Beauchesne surtout, s'en sont occupés plus au long, et quelques-uns avec un esprit critique qui donne

¹ Récemment publiés par M. Bavoux (Plon, 1866; 1 vol in-8°).

² Je laisse de côté, bien entendu, les ouvrages apocryphes, comme les *Souvenirs de Léonard*, coiffeur de la reine, etc.

à cette partie de leur travail une valeur particulière. Mais le contingent principal de ce troisième groupe se compose des ouvrages spéciaux publiés sur la fuite et l'arrestation du roi, par le comte de Sèze en 1843 ¹, par M. Bimbenet en 1844 et en 1868 ², et par M. Ancelon en 1866 ³. Mentionnons même, pour ne rien oublier, la *Route de Varennes*, de M. Alexandre Dumas ⁴, qui, après avoir déjà conté l'événement à sa manière dans son *Histoire de Louis XVI* et dans le roman de la *Comtesse de Charny*, n'a fait qu'un roman de plus en pensant écrire un livre d'histoire.

Il est à croire que maintenant la période des découvertes est à peu près épuisée. Nous sommes en présence d'une masse énorme de documents, — *rudis, indigestaque moles*, — au milieu desquels il s'agit d'introduire l'ordre et la clarté, de faire un choix et d'établir une concordance. Après les derniers et importants travaux que nous venons de signaler, le moment nous semble arrivé d'établir les résultats acquis et de résumer définitivement, dans les limites qui nous sont permises, l'état de la question.

Nous parcourrons successivement, dans leur ordre naturel, les diverses étapes du sujet : la période antérieure au départ, le départ et les divers épisodes de la fuite jusqu'à Varennes, l'arrestation et le séjour à Varennes, enfin le retour à Paris. On comprendra que, pour mieux atteindre le but spécial de ce travail, nous prenions souvent la forme de la discussion plutôt que celle de l'exposé, en glissant sur les faits patents et incontestables, et en intervertissant au besoin l'ordre chronologique, pour grouper et éclairer les uns par les autres les points les plus obscurs ou les plus controversés.

I.

La première période ne comprend pas seulement les préparatifs du départ, elle en comprend aussi tous les préliminaires et les

¹ *Hist. de l'événement de Varennes*, Dentu. 1 vol. in-8°.

² Cette deuxième édition de l'ouvrage de M. Bimbenet, qui a paru sous un titre nouveau (*Fuite de Louis XVI à Varennes*, etc.; Didier, 1 vol. in-8°), a été augmentée de pièces inédites. Elle se divise naturellement en deux parties : le récit de l'auteur et les documents de la haute cour.

³ *La Vérité sur la fuite et l'arrestat. de Louis XVI à Varennes*; Dentu, 1 v. in-8°.

⁴ Lévy, 1 vol. in-18, 1860.

antécédents ; elle doit démêler les germes et suivre pas à pas les progrès de cette idée de fuite, depuis le jour où on la voit apparaître, confuse et indécise encore, dans l'esprit du couple royal, en notant au passage les tentatives, ou du moins les projets qui précéderent le plan définitif. C'est la partie la plus neuve et le moins connue du sujet ; je ne crois pas qu'on l'ait encore traitée dans son ensemble, et que personne, avant nous, se soit avisé de recueillir, pour les rapprocher en les dégageant, tous ces témoignages qui constituent, pour ainsi dire, la préface naturelle de l'événement de Varennes. On me permettra donc de m'attacher tout particulièrement à ces débuts de la question.

On découvre les premières traces des idées de départ, qui n'étaient pas encore, à proprement parler, des idées de fuite, près de deux années avant leur réalisation. La foudroyante succession d'événements qui se précipitèrent à partir de la constitution du tiers en assemblée nationale et qui parurent bien vite menacer la monarchie elle-même, ne tardèrent pas, dès qu'il ne fut plus permis de mettre en doute leur marche fatale et irrésistible, à tourner l'esprit du roi et de la reine vers le projet de quitter le centre du mouvement révolutionnaire, non-seulement pour se soustraire, eux et les leurs, aux périls chaque jour grandissants, mais pour mieux dominer la situation à distance. Les dévouements, plus zélés parfois qu'éclairés, qui s'agitaient autour d'eux, ne leur laissèrent point attendre ce conseil, en faisant valoir à la fois la sécurité de leurs personnes et celle du royaume, les uns dans des vues loyales, chevaleresques et désintéressées, les autres dans des vues politiques, d'autres encore par peur ou par calcul, ou inspirés par le sentiment qui devait bientôt pousser tant de gentilshommes à une émigration hâtive.

Plus tard, aux amis de la royauté qui poussaient à la fuite comme à un moyen de salut, devaient se joindre bon nombre de ses ennemis, impatientes de la voir provoquer ainsi d'elle-même sa propre déchéance, et de profiter de cette détermination périlleuse soit pour abolir la monarchie en l'absence de ses représentants, et pouvoir proclamer la république sans brusque secousse, comme par le cours naturel des choses, soit pour faire tomber le souverain dans un piège, d'où il ne sortirait qu'humilié, captif et dégradé, si même il en sortait. Mais, en ce

moment, on n'en était pas encore arrivé là, et les royalistes seuls caressaient l'idée d'un départ.

C'est la prise de la Bastille et les excès dont elle fut accompagnée, qui paraissent avoir donné naissance aux premiers projets; du moins est-ce vers cette date que l'opinion publique commence à s'en préoccuper. Le *Moniteur* constate que, peu de temps après la victoire populaire, des membres influents de l'assemblée voyaient déjà Louis XVI traversant le royaume pour aller planter son drapeau à Metz, au milieu des gens de guerre ¹. Le maréchal de Broglie, dit-on, voulait le conduire dans cette ville, et le plan avait même paru un moment arrêté. Il est certain du moins qu'à partir de cette époque des desseins semblables s'agitèrent continuellement autour de lui, suggérés et répétés sous toutes les formes, et surtout que les bruits de la fuite du roi, reposant en partie sur un fondement solide, en partie sur la crédulité proverbiale de la foule et sur l'exploitation des gens qui avaient intérêt à propager ces rumeurs, passèrent pour ainsi dire à l'état chronique. Le peuple sentait que la situation du souverain devenait intolérable et impossible, et sa facilité à accueillir toutes les nouvelles de cette nature, même les plus extravagantes, les plus dénuées de preuves, les plus invraisemblables, était un aveu implicite des torts qu'il se reconnaissait envers lui.

« Depuis le commencement de septembre, écrit M^{me} Campan dans ses *Mémoires* ², on ne cessait de faire circuler dans le peuple que le roi projetait de se retirer, avec sa famille et ses ministres, dans quelque place forte. » Et ce passage est confirmé par une foule d'autres, que nous trouvons dans divers écrits du temps. Ce n'était pas seulement le maréchal de Broglie, c'était le baron de Breteuil, non moins suspect au peuple, qui devait conduire le roi à Metz; car Metz est toujours, dans cette première phase, la ville choisie pour servir de retraite au roi. D'Estaing donnait une sorte de consécration à ce bruit par sa fameuse lettre du 14 septembre, écrite à la reine pour la détourner du voyage de Metz ³, et le 16, M^{me} de Ségur exprimait devant G. Morris, envoyé des Etats-Unis en France, la

¹ Comte de Sèze, *Histoire de l'événement de Varennes*, p. 4.

² Edit. Barrière, in-12, p. 249.

³ *Mémoires de Ferrières*, liv. IV; *Mémoires, correspondance et manuscrits de la Fayette*, t. II, p. 327.

crainte que le roi ne prit la fuite, événement dont elle redoutait les conséquences ¹. Dès lors, les avis affluaient déjà à la municipalité de Paris et à l'état-major de la garde nationale, annonçant l'enlèvement du roi par les aristocrates et entrant dans les détails les plus minutieux sur ce grand complot, dans des dénonciations dont La Fayette nous a conservé lui-même une des plus curieuses ².

Le numéro XI des *Révolutions de Paris* (22 sept.) parlait ouvertement de cette intrigue des adversaires de la Révolution pour enlever Louis XVI, et le passage où il s'exprime ainsi a d'autant plus de signification, que ce journal avait surtout pour spécialité de recueillir les bruits publics : « On dit, écrivait Prudhomme, que les officiers municipaux de Versailles, soumis aux grands et aux ministres, n'ont demandé mille hommes de troupes que pour s'empresse de leur obéir. On dit que ces mille hommes doivent favoriser le départ du roi pour la ville de Metz. On dit que de là le roi rentrerait dans son royaume à la tête de l'armée des confédérés. Comment croire à de telles invraisemblances ? Pourtant on parle de se transporter à Versailles, les citoyens du Palais-Royal sont agités.... L'on n'agit rien moins que de trainer des canons, » etc.

N'entendez-vous pas déjà dans ces dernières paroles le tocsin des 5 et 6 octobre ?

Cette idée était si répandue, si enracinée dès lors dans l'esprit du peuple, que non-seulement rien ne pouvait la combattre, mais que tout lui semblait la confirmer, et qu'il interprétait dans le sens de ses craintes les faits mêmes qui eussent dû le rassurer. Le 21 septembre, on apprenait que le roi avait envoyé à la Monnaie toute sa vaisselle plate et son argenterie, pour en faire un don patriotique à la nation ; mais, tandis que l'Assemblée se sentait émue en présence de ce sacrifice accompli avec la plus entière simplicité, et que Barrère, à la tribune et dans son journal, glorifiait le monarque avec son emphase habituelle, les esprits défiants voyaient dans cette démarche l'intention de se procurer des moyens de fuite et de séduction ³.

¹ *Mémorial* de G. Morris, t. I, p. 626.

² V. ses *Mémoires*, t. II, p. 329, note.

³ Supplément aux *Mémoires* de Bailly, p. 19. Le membre de l'Assemblée dont les notes inédites forment ce supplément, paraît pencher lui-même vers cette interprétation.

Cette rumeur opiniâtre, qui servira de prétexte et d'explication à la plupart des autres mouvements populaires contre la royauté, explique aussi en grande partie, — on a déjà pu le pressentir par ce qui précède, — les scènes du 6 octobre et le retour forcé du roi à Paris. Cette multitude qui l'escorta tumultueusement depuis le château de Versailles jusqu'au palais des Tuileries, voulait surtout ramener en lieu de sûreté, sous ses regards et à portée de sa surveillance incessante, l'otage de la Révolution. Beaucoup étaient persuadés qu'il devait ce jour-là s'enfuir aux frontières, et que leur vigilance avait prévenu ce projet¹. Aux premiers symptômes de cette terrible émeute, le roi avait été assailli de conseils pressants qui le poussaient à fuir. On disait que, jusqu'à deux heures du matin, dans la nuit du 5 au 6, Louis XVI était resté indécis, ce qui expliquait le séjour du duc de Guiche dans le jardin avec son détachement, puis son renvoi subit, et on parlait, à l'appui des bruits d'évasion, de mystérieuses voitures chargées d'effets, qui s'étaient présentées pour sortir par la porte de l'Orangerie, et que des gardes nationaux de Versailles avaient fait rentrer en refermant la grille².

Quelques jours après le 6 octobre, des propositions formelles, relatives à une évasion, furent adressées à la reine, dont la présence et le rôle au fameux banquet des gardes-du-corps avaient exaspéré la fureur populaire, et qui avait été, dans l'invasion du château, l'objet tout particulier des démonstrations les plus odieuses. On trouve mentionnés à cette date, dans les *Mémoires* de M^{me} Campan et d'Augeard, deux plans qu'on est tenté de confondre l'un avec l'autre, à cause de l'analogie du point principal et de la ressemblance des raisons qui les firent échouer. Quoi qu'il en soit, il ne s'agissait, des deux côtés, que du départ de Marie-Antoinette seule. Suivant le récit de M^{me} Campan³, ce fut la duchesse de Luynes qui

¹ *Mémoires* de M^{me} Campan, p. 257. Fantin-Desodoards, *Histoire philosophique de la Révolution de France*, 1796, p. 71-3 : « On fut persuadé, dit ce dernier, que la reine était à la tête du projet d'enlever le roi. »

² *Mémoires* de La Fayette, t. II, p. 847, note; de Bailly, t. III, p. 96. V. aussi Beaulieu, *Essais historiques sur les causes et les effets de la Révolution*, t. II, p. 196. Beaulieu prétend que M. de Saint-Priest avait déterminé le roi à partir pour Rambouillet, et que tout était prêt pour assurer sa retraite, mais qu'il recula au dernier moment.

³ *Mémoires*, p. 259.

« vint proposer à la reine, d'après l'avis d'un comité de constitutionnels, de s'éloigner pour quelque temps de la France, afin de laisser achever la Constitution, sans que les patriotes pussent l'accuser de s'y opposer auprès du roi. » Tout en appréciant les bonnes intentions de la duchesse, Marie-Antoinette répondit que jamais elle ne quitterait son époux et son fils. Quant à Augeard, secrétaire des commandements de la reine, il raconte qu'il s'ouvrit à elle d'un projet tout à fait semblable, dans une conversation dont on peut fixer approximativement la date au 9 ou au 10 octobre. Déjà, dès le mois de mai précédent, Augeard avait conseillé au roi d'aller s'établir à Compiègne, sous la garde d'un camp de trente mille hommes. Mais, en ce moment, ce n'était plus dans l'éloignement de Louis XVI lui-même qu'il voyait le salut de la monarchie, et son plan, comme celui dont la duchesse de Luynes s'était faite l'intermédiaire, dut être à la pauvre reine un témoignage à la fois bien naïf et bien cruel de toutes les haines et de toutes les défiances du peuple contre celle qu'on appelait déjà l'*Autrichienne*, et dont l'éloignement était considéré, même par ses amis, comme nécessaire pour désarmer la Révolution :

« Je ne connais qu'un seul moyen, lui dit-il, et il est infail-
« liblé, pour sauver les jours du roi, les vôtres, ceux de vos
« enfants, Madame, et ceux de l'Empire ; c'est de vous en aller
« avec M^{me} Royale et M. le Dauphin, habillé en petite-fille,
« non pas en reine, non pas en princesse, mais en simple par-
« ticulière... Vous déjouerez les factieux et le duc d'Orléans.
« On ne pourra plus vous accuser de vous opposer à la nou-
« velle Constitution qu'on veut donner à la France, et vos
« jours seront sauvés ¹. »

Le lecteur sera frappé sans doute, comme nous, de la ressemblance de cette raison constitutionnelle avec celle que mettait en avant la duchesse de Luynes. Il sera frappé aussi, surtout dans les pages suivantes, des analogies que présentait le projet d'Augeard, dans ses moyens d'exécution, avec celui qui s'accomplit en juin 1791. Il développe la marche à suivre, les précautions à prendre pour les voitures, le déguisement et le passeport, la façon d'éviter Reims, où la reine a peur

¹ *Mémoires d'Augeard*, p. 193-200.

d'être reconnue, et d'arriver à la frontière sans passer par les villes; mais il insiste surtout sur la nécessité de faire en sorte que personne ne puisse accuser le roi d'avoir connu son départ. La voyant indécise, il achète les cartes de Cassini pour Reims et Montmédy, qu'il remet, avec l'itinéraire, à M^{me} Thibault, première femme de chambre de Marie-Antoinette. La reine, ébranlée, ne changea d'avis que le 19, par suite du départ du duc d'Orléans pour l'Angleterre: dès lors, elle se croyait plus en sûreté, et elle déclara que son devoir était de ne point quitter le roi. Mais, en même temps, elle lui demanda de rédiger un mémoire, pour le cas où elle se déciderait à prendre ce parti, de concert avec Louis XVI. Trahi par le commis auquel il avait dicté ses notes et son plan, Augeard se vit arrêté dans la nuit et jeté en prison; il y resta cent trente-six jours, fut élargi provisoirement le 9 mars 1790, et enfin acquitté par le tribunal du Châtelet le 30 mars suivant ¹.

La suite des *Mémoires* d'Augeard accuse plus singulièrement encore de curieuses coïncidences entre son projet et celui qui fut mis plus tard à exécution. Augeard avait des terres et un château à Buzancy, bourg situé à cinq lieues de Varennes. Il s'y retira à la suite de son acquittement, avec sa fille, malade de la poitrine, qu'il établit bientôt à Varennes même, pour la faire soigner par un médecin du lieu. Il allait l'y voir deux fois par semaine, mais elle mourut dans cette petite ville à la fin de juin 1790. Quelque temps après, revenant de Paris où il était allé passer huit jours pour une affaire de famille, il apprend que la populace a forcé son château de Buzancy pour le saisir, se tient caché à Varennes chez l'évêque de Tricomie ², qui l'informe qu'il a vu entre les mains du maire une lettre de Georges, député du pays à l'Assemblée nationale, donnant le conseil de le faire arrêter s'il repassait par la ville; puis, dans la nuit, il part et

¹ *Mémoires*, p. 206-230. Cet exposé sommaire peut servir à rectifier les détails donnés sur le plan d'Augeard par les diverses biographies. On voit que ce n'est pas seulement trois mois avant la fuite de Louis XVI qu'il fut renvoyé absous, comme le dit la *Biographie des contemporains* par Rabbe. On l'accusait d'avoir voulu enlever le roi, et le conduire à Metz; il n'est pas question de Metz dans ses *Mémoires*, et le roi était formellement excepté du plan d'évasion.

² Cet évêque *in partibus* se nommait Perreau (*Almanach royal* de 1789). Je ne sais comment il se trouvait à Varennes, où son séjour n'a point laissé de traces.

franchit la frontière. J'ai donné ces détails, en apparence étrangers au sujet de cet article, pour montrer par quelle sorte de fatalité le nom de Varennes, avec le rôle qu'il joue dans cette dernière partie de la biographie d'Augeard, se trouvait comme mêlé d'avance aux projets d'évasion de la famille royale.

Malgré l'acquiescement d'Augeard, son arrestation et son procès avaient naturellement contribué à répandre de plus en plus dans le peuple les craintes relatives à la fuite du roi. Il était détenu depuis deux mois, quand eut lieu la mystérieuse affaire du marquis de Favras, qui n'a jamais été bien éclaircie. Parmi les nombreuses accusations qui pesaient sur Favras, l'enlèvement du roi ne pouvait manquer de tenir place. Il devait, disait-on, après avoir introduit dans Paris des brigands chargés d'assassiner Bailly, La Fayette et Necker, s'emparer de Louis XVI, et l'entraîner à Péronne, suivant les uns, à Metz, selon les autres, pour le mettre à la tête des troupes contre-révolutionnaires. Le supplice de Favras vint donner satisfaction à la fureur du peuple, mais on conçoit tout ce que cette affaire ajouta à la violence de ses soupçons. Favras passait pour un agent secret de Monsieur, déjà mêlé plusieurs fois par la rumeur publique à ces projets de fuite, et qui crut devoir venir se justifier à l'Hôtel de ville de toute complicité dans l'affaire ¹. On a voulu même associer au complot le nom de la reine, dont, suivant un récit trop peu autorisé, Favras aurait exigé la participation ².

L'année 1790, en aggravant les périls de la royauté, allait multiplier encore les projets d'évasion et les alarmes de l'opinion toujours en éveil. Plus le peuple sentait la situation impossible faite à Louis XVI, captif dans son palais, esclave de l'Assemblée et de ses sujets, plus redoublaient ses défiances ombrageuses, mais plus aussi devait se développer et s'accroître, dans l'âme des prisonniers royaux, le besoin de se soustraire à la surveillance injurieuse et brutale de leurs geôliers. Vrai cercle vicieux, où les effets et les causes se mêlaient sans cesse et changeaient de place à tour de rôle.

¹ *Souvenirs de Dumont*, p. 216-7. *Mémoires de La Fayette*, t. II, p. 392. Prudhomme, *Révolut. de Paris*. Beaulieu, *Essais historiques*, t. II, p. 280.

² Droz, *Histoire du règne de Louis XVI*, t. III, p. 89; *Correspondance de Mirabeau*, t. II, p. 515, 521.

M^{me} Campan rapporte une nouvelle proposition d'enlèvement que le comte d'Inisdal fit transmettre au roi par M. Campan, son beau-père, en mars 1790 : toutes les mesures étaient prises, on ne demandait que le consentement positif de Louis XVI, qui refusa de l'accorder ¹. A l'en croire, la reine pensait qu'on interpréterait la réponse du roi, dans les termes où elle s'était produite, comme un consentement tacite, « et simplement comme un refus de participer à l'entreprise. » Elle ajoute que, dans cette idée, Marie-Antoinette resta jusqu'à minuit, à préparer ses cassettes, et lui ordonna de ne point se coucher. Il est difficile d'admettre, pourtant, que la reine ne fut pas mieux instruite des intentions de son époux, qu'elle se fût si complètement trompée à sa réponse, et qu'elle se résignât à partir de la sorte, au hasard d'une aventure aussi romanesque. Lors même qu'elle eût été avertie et que les conjurés eussent combiné d'abord le plan avec elle, on aurait peine à comprendre un pareil projet, si brusquement présenté, par l'entremise d'une personne qui n'était point de l'intimité du roi. Mais nous ne pouvons guère douter que, dès cette époque, la reine ne fût plus déterminée à ce parti que son mari : « Il faudra pourtant bien s'enfuir, » disait-elle, peu de temps après, à sa première femme.

Quoi qu'en paraisse croire M. de Fontanges ², on est autorisé à penser que la reine fut conquise la première à l'idée de l'évasion, et que c'est par elle que cette idée passa dans l'esprit du roi. Il est bien vrai, comme il l'écrit, que Louis XVI refusa constamment de se rendre, pendant les années 1789 et 1790, aux instances de ses serviteurs les plus dévoués, malgré les circonstances parfois les plus propices, et il peut l'être aussi que, lorsque lui-même en parlait à la reine, elle lui fermait la bouche en déclarant que le roi avait pris son parti et qu'il était inutile d'insister. Mais en ajoutant que, au moment où il se décida enfin à la fuite, vers la fin de 1790, et s'en ouvrit à elle, il eut à vaincre ses répugnances, il avance une opinion contraire à toutes les vraisemblances

¹ *Mémoires*, p. 267-8. Le duc de Choiseul mentionne, juste à la même date, une autre proposition, qu'il considère à tort comme la première. (*Relat.* p. 27).

² V. sa *Relation* dans les *Mémoires* de Weber, édition Barrière, p. 319.

comme à tous les faits. Si l'un des deux époux eut à combattre les résistances et les indécisions, ce rôle appartenait certainement à Marie-Antoinette ¹, peut-être connaissant et redoutant l'irrésolution de Louis XVI, qui « penchait pour son évasion lorsqu'il était poussé à bout par quelque nouvelle attaque de l'Assemblée, » mais qui « n'en voulait plus entendre parler aussitôt qu'elle le laissait tranquille ², » s'est-elle effacée par calcul, sans chercher ostensiblement à « l'affermir dans l'idée de fuir ; » peut-être, comme le dit encore Fontanges, n'a-t-elle consenti à s'en occuper d'une façon sérieuse « qu'à ses instances réitérées, et lorsqu'elle se fut bien convaincue que son parti était pris irrévocablement. » C'était une manière d'engager le roi, — de le *piquer au jeu*, — si l'on me passe en si grave sujet cette locution familière. La reine était l'esprit viril et politique de la famille royale. De bonne heure sa clairvoyance ne lui avait plus permis de s'abuser sur la situation et ses suites inévitables, et son influence était grande sur l'esprit de son mari, bien qu'il lui échappât souvent par son indécision, notamment sur cette question de la fuite, dont il sentait toute la gravité ³. Durant ces premières années de la Révolution, son rôle fut sans cesse de combattre les tergiversations de Louis XVI, porté à l'expectative, faible, irrésolu, timide, quoiqu'il poussât le courage moral jusqu'à l'héroïsme, et toujours enclin à n'opposer aux coups répétés de ses ennemis que la résistance passive et la force d'inertie. L'article de la

¹ Le marquis de Bouillé (comte Louis) indique nettement cette différence d'attitude entre le roi et la reine ; il ajoute que ce fut d'après le désir de celle-ci que le comte de Fersen fit parvenir à Louis XVI « le projet de sa délivrance, » et que ce fut « pressé par les instances de la reine » qu'il témoigna enfin approuver l'idée en principe (*Mémoire*, p. 18-19).

² *Souvenirs* de Dumont, p. 216.

³ *Correspondance de Mirabeau et de Lamark*, t. I, p. 124-5. Ce passage peut prouver qu'il ne faut pas exagérer l'influence de la reine, étant donné le caractère de Louis XVI, mais il prouverait plus encore que la résolution formelle ne put venir du roi. Dans son grand *Mémoire* pour la cour (décembre 1790), Mirabeau indique parmi les obstacles l'indécision du roi, qui « peut être surmontée par la reine », et on le voit toujours préoccupé d'arriver à la confiance de l'un en obtenant celle de l'autre. Le baron de Breteuil, quand il forma son plan, recommanda à son agent l'évêque de Pamiers, de le présenter à la reine, dont il attendait plus de résolution que du roi. « Son ascendant sur l'esprit de Louis XVI était certain, » et pourtant, dans le but d'assurer le consentement du roi, ajoute Droz comme pour répondre à M. de Fontanges, « elle voulut attendre qu'il la consultât. » (*Hist. du règne de Louis XVI*, t. III, p. 322.)

Constitution qui, répondant aux préoccupations publiques, interdisait au roi de s'éloigner à plus de vingt lieues du Corps législatif, venait encore accroître son irrésolution naturelle. Mais Marie-Antoinette, épouse et mère avant même d'être reine, obéissait à la fois aux instincts de son sexe et aux affections de son cœur, autant qu'aux prophétiques appréhensions de son intelligence très-nette et très-déliée, en préférant le salut certain des êtres qui lui étaient chers à la problématique conservation d'un lambeau de trône, véritable épave de naufrage, dont chaque heure, chaque flot faisaient tomber un nouveau débris, et qu'on n'avait chance de reconquérir qu'en le quittant. Il est permis d'ajouter que son origine étrangère devait contribuer aussi à lui faire envisager la fuite avec moins d'effroi. Se réfugier aux frontières, c'était, pour Louis XVI, courir la périlleuse aventure de risquer la couronne qu'il tenait de ses pères; pour Marie-Antoinette, c'était se rapprocher de son pays natal, de l'empire et de l'empereur son frère; c'était enfin, tout en mettant à l'abri ceux qu'elle aimait, se retrouver encore en famille. Joignez-y les instances des siens, qui lui arrivaient du dehors, la conjurant de prévenir par la fuite le dénouement fatal, et l'on comprendra de plus en plus toute l'invraisemblance de l'assertion de Fontanges.

Aussi était-ce naturellement à elle que la rumeur publique attribuait les projets et que venaient s'adresser de préférence les plans d'évasion; à elle aussi le comte d'Estaing avait adressé la lettre où il signalait la fuite du roi comme devant déchaîner la guerre civile. Au mois de juin 1790, de nouveaux plans lui parvinrent, et elle en communiqua un à M^{me} Campan dont la réussite paraissait infaillible. Le séjour de la cour à Saint-Cloud, pendant l'été, venait de rétablir d'une façon presque inespérée les facilités d'évasion qu'on avait perdues depuis le départ de Versailles. Rien n'était plus aisé que de profiter d'une promenade aux environs pour s'enfuir ¹. Mais ce projet fut ajourné comme les précédents ².

¹ *Mémoires* de Hannet Cléry, t. I, p. 187; *Relat.* de Fontanges, dans Weber, p. 319.

² *Mémoires*, p. 273-4. Suivant Lafont-d'Aussonne, on devait s'échapper de nuit par Ville-d'Avray, pour s'embarquer sur une escadre mouillée devant le Havre; mais la reine s'effraya en voyant le nom du vice-amiral Barède

Il est inutile de s'appesantir davantage sur ces plans restés sans commencement d'exécution. Tous les historiens sont d'accord sur ce point : tous s'accordent à dire que la famille royale, sans excepter M^{me} Elisabeth, était entourée d'hommes à projets, multipliant les avis et les mémoires, signalant leur zèle à l'envi, et combinant sans cesse pour elle de nouveaux moyens d'évasion, pendant tout le cours de cette année 1790¹. Mais à ces obsessions vint bientôt s'ajouter une autorité plus forte, celle d'un ancien ennemi rallié aux intérêts royaux, et dont le génie et l'empire sur la Révolution semblaient seuls capables de sauver la monarchie, qu'il avait plus que tout autre concouru à ébranler.

Mirabeau était entré en rapports suivis avec la cour dans les premiers jours du mois de mai 1790. A la suite des journées d'octobre, il avait rédigé un Mémoire, où il démontrait avec chaleur la nécessité de prendre des mesures énergiques, et pressait le roi de quitter Paris, tout en insistant sur l'imprudence qu'il y aurait à sortir de France et à se séparer de la Révolution pour recourir aux armes contre son peuple. Il lui conseillait de se retirer en Normandie, « province fidèle et affectionnée, contiguë à la Bretagne et à l'Anjou, sur lesquelles on peut compter, et toutes les deux éloignées des frontières, » et là d'en appeler aux Français par des proclamations rassurantes. Mais le comte de La Mark, à qui Mirabeau avait remis ce Mémoire, n'osa le porter directement aux Tuileries, où on

Saint-Leu, fils naturel du duc d'Orléans, en tête de la liste des officiers de l'escadre (*Mémoires secrets*, p. 132). A propos de ce séjour à Saint-Cloud, qui inquiéta fort les patriotes et excita au plus haut point la vigilance de la presse révolutionnaire, v. surtout dans l'*Orateur du peuple* de Martel (Fréron, n° 48) la grande dénonciation du départ de Louis XVI pour Rouen, avec la famille royale et les ministres, particulièrement avec Guignard de Saint-Priest, le bouc émissaire des jacobins, qu'ils ne manquent pas de mettre toujours en avant dans ces projets d'évasion.

¹ Hue, 3^e édit., p. 220; Weber, p. 312; M^{me} Campan, p. 282, etc. Jusqu'au dernier moment, les projets abondèrent autour du roi; et en avril 1791, le général Heyman, commandant à Metz sous Bouillé, proposait encore à la reine « un plan concerté avec le duc de Biron, pour faire sortir le roi et la famille royale de Paris, et le mettre en sûreté dans une des places du commandement de Bouillé, ou en Alsace. » (*Mémoires* de Bouillé, éd. Barrière, p. 250.) La Fayette, en citant ce passage dans ses observations sur les *Mémoires* de Bouillé, remarque que Heyman était du parti d'Orléans : « Tout le monde s'en méfiait, » dit le duc de Choiseul dans sa *Relation* (p. 61.) Faut-il croire qu'il voulait servir l'ambition secrète de son chef par l'éloignement du roi, où plusieurs partis trouvaient d'ailleurs leur intérêt?

était alors très-irrité contre le grand orateur ; il se borna à le présenter à Monsieur, qui ne jugea pas non plus à propos d'en informer le roi ¹. Quelques mois après, les relations furent enfin nouées d'une façon active et directe entre Mirabeau et la cour, par l'intermédiaire de son ami le comte de La Mark et du comte de Mercy : la première lettre de Mirabeau au roi, dans laquelle il promettait de consacrer au salut de la monarchie, mais non au succès de la contre-révolution, toute sa loyauté, son zèle, son activité et son courage, est du 10 mai 1790. Mirabeau rédigea d'abord pour la cour une série de Notes, où la question du départ du souverain ne se trouve pas abordée. Le 3 juillet, il eut avec la reine et le roi, à Saint-Cloud, une entrevue secrète, d'où il sortit animé d'un zèle plus ardent encore : « Il ne cessait de me dire et de me répéter dans ses Notes, écrit le comte de La Mark, presque aussitôt après avoir raconté cette entrevue, qu'il fallait absolument que le roi... sortit de Paris, où il devait s'attendre, s'il y restait, aux plus déplorables excès contre lui et contre la famille royale ². »

C'est dans sa douzième et sa treizième Note pour la cour, datées du 17 et du 26 juillet, que Mirabeau revient pour la première fois dans son Mémoire du 15 octobre 1789, mais en la modifiant. Il n'est agi alors que de se retirer à Fontainebleau, pour s'y installer *légalement*, sous la protection des troupes, après en avoir avisé l'Assemblée nationale ³ ; au fond, ce n'est qu'un déplacement du siège du pouvoir exécutif. Dans les Notes suivantes, on ne trouve plus trace directe du projet, bien que Mirabeau insiste toujours sur la nécessité de *travailler* l'esprit des provinces, non-seulement pour y créer un contre-poids et un point d'appui à la résistance, mais aussi sans doute pour y « disposer les esprits à voir le roi voyager dans le royaume ⁴. » Mais le comte de La Mark supplée à cette lacune dans les papiers relatifs à ses relations avec Mirabeau, au moyen desquels l'éditeur de la *Correspondance* a composé son Introduction. Mirabeau avait remis, à la date du 23 décembre 1790,

¹ *Correspondance de Mirabeau avec le comte de La Mark*, t. I, p. 119-125 ; 139.

² *Correspondance de Mirabeau avec le comte de La Mark*, t. I, p. 93.

³ *Idem*, t. II, p. 104-108 ; 116.

⁴ La Mark insiste sur ce point dans une de ses lettres, t. III, p. 68.

la plus longue et la plus importante de ses *Notes* pour la cour : c'était un plan complet et très-détaillé sur les moyens de concilier la liberté publique avec l'autorité royale. Après l'avoir mentionné dans ses souvenirs, le comte de La Mark écrit : « A force de revenir à la charge près du roi, nous parvinmes à lui faire adopter le grand plan de Mirabeau.... et aussi le projet de sortir de Paris avec toute la famille royale. ' » Seulement il ne pouvait plus être question de Fontainebleau, ni d'aucune autre ville ouverte, où l'on n'aurait pu organiser, en cas de besoin, un système de défense. On voyait maintenant la nécessité de se retirer dans une ville fortifiée, et sur la frontière : « Il fallait ou partir, ou succomber... Mirabeau aurait préféré que Louis XVI sortit publiquement et en roi, » en évitant toute apparence de fuite, et sur ce point il était resté fidèle à sa première idée : « Une simple course à Compiègne, qu'on eût pu changer en un voyage plus éloigné, s'il eût été nécessaire, nous semblait à tous ce qu'il y avait de mieux ². » Sous l'influence de ces conseils incessamment répétés, et sous la pression de périls toujours grandissants, on voit peu à peu l'idée pénétrer sérieusement et enfin s'établir à poste fixe, si je puis ainsi dire, dans l'esprit de Louis XVI. Mais sur ce point, l'exposé du comte de La Mark n'a ni toute la netteté, ni toute la précision désirables, et si la résolution définitive du roi ne date (ou ne fut connue par lui), que d'une époque postérieure au 23 décembre, il n'avait pas attendu ce moment, comme paraît le croire et le dire l'ami de Mirabeau ³, pour demander au marquis de Bouillé de se faire l'instrument du projet de fuite, puisque nous savons très-péremptoirement, par les *Mémoires* de celui-ci, qu'il avait reçu deux mois au moins auparavant les premières ouvertures du roi à ce sujet.

S'il est permis de croire que l'influence des conseils de Mirabeau fut prépondérante pour convaincre Louis XVI, il est probable aussi que l'impression de ces mêmes conseils ne fut point étrangère au choix fait par la famille royale du marquis de

¹ *Idem*, t. I, p. 236.

² *Ibid.*, t. I, p. 236-7 ; 244-5. *Mémoires* de Bouillé, p. 228. On peut comparer le récit de Dumont, dans ses *Souvenirs sur Mirabeau* (p. 207-15) ; il n'est pas tout à fait d'accord, mais Dumont accuse lui-même en cet endroit l'imperfection de ses souvenirs.

³ *Correspondance de La Mark et de Mirabeau*, t. I, p. 237.

Bouillé. Dans sa première Note pour la cour (1^{re} juin 1790), Mirabeau avait conseillé d'opposer à l'influence de La Fayette celle de ce lieutenant-général, « pur de toutes les souillures que l'autre a contractées, plus estimé que lui de l'armée, plus indépendant. » Quand on prit le parti suggéré par Mirabeau, on songea naturellement à l'homme que ses éloges semblaient avoir indiqué d'avance comme l'instrument le plus sûr pour une si périlleuse entreprise, et que, d'ailleurs, désignaient suffisamment déjà l'énergique habileté qu'il avait mise à prévenir l'insurrection militaire de Metz et à réprimer celle de Nancy. Depuis longtemps Louis XVI considérait le marquis de Bouillé comme l'un des principaux appuis de la royauté ; il lui avait écrit, après l'affaire de Nancy : « Soignez votre popularité ; elle peut m'être utile et au royaume ¹. » Et sa présence sur les frontières de l'Est, c'est-à-dire sur le point même que la plupart des plans montraient au roi comme son asile naturel, qui était à la fois le moins éloigné de Paris et le plus rapproché des terres de l'empereur, achevait de le lui signaler.

Vers la fin d'octobre 1790, le roi envoie au marquis de Bouillé l'évêque de Pamiers, M. d'Agoult, qui arrive près de lui le 26, pour lui exposer de vive voix le projet qu'il avait de sortir de Paris et de se retirer dans une des places frontières de son commandement, à son choix. Bouillé avait formé un autre plan, mais il se soumet à celui qu'on lui communique, tout en le trouvant fort hasardé. A partir de ce moment, une correspondance secrète s'engage et se poursuit pendant huit mois, entre le marquis et le comte de Bouillé, d'une part ; la famille royale, l'évêque de Pamiers et le comte de Fersen, de l'autre. Cette correspondance était basée sur différentes combinaisons de chiffres et sur l'emploi d'un vocabulaire de convention ², qui contenait plusieurs noms pour désigner les mêmes personnes ou les mêmes choses, afin de mieux dérouter ceux qui les auraient surprises. Dès le commencement de novembre, Bouillé écrit une première lettre où, après avoir renouvelé ses représentations respectueuses, mêlées à ses pro-

¹ *Mémoire du comte Louis*, p. 20.

² On trouvera les détails les plus complets et les plus curieux là-dessus dans Bimbenet, *Fuite de Louis XVI*, p. 46 et suiv. V. aussi particulièrement le *Mémoire du comte Louis*, p. 43.

testations de dévouement, il propose le choix entre trois places fortes : Montmédy, Besançon et Valenciennes. Le roi se décide pour Montmédy, située « sur l'extrême frontière, à un mille du pays autrichien, à seize de Luxembourg, qui pouvait être d'une grande utilité¹. » Besançon, plus éloigné de Paris, ne présentait pas les mêmes avantages, et, d'ailleurs, « il fallait choisir entre les villes de la frontière du Nord ou de l'Est, puisque c'était sur cette frontière que se trouvait réunies les forteresses et l'armée². » Quant à Valenciennes, elle n'était pas dans le commandement du marquis de Bouillé, mais, comme toutes les villes fortes du Nord, dans celui du comte de Rochambeau, dont le roi se défiait, à cause des idées républicaines qu'il avait rapportées d'Amérique et de son dévouement absolu à La Fayette³.

C'est un peu après cette époque qu'on aperçoit pour la première fois, dans la correspondance de Marie-Antoinette, la première allusion, bien vague encore, à ce projet de fuite : « Il est impossible dans ce moment d'agir ni de sortir d'ici, » écrivait-elle le 19 décembre à son frère Léopold II. Ça et là se rencontrent d'autres traces non moins vagues, et qu'il est inutile de relever.

La famille royale se rendrait donc à Montmédy. Mais il fallait déterminer la route. A la fin de janvier 91, Louis XVI demande sur ce point l'avis de Bouillé, qui lui répond qu'il y a deux routes : l'une par Reims et Stenay ; l'autre par Châlons, Sainte-Menehould, Clermont, et après cette dernière petite ville, Varennes ou Verdun. Verdun offrait, suivant Bouillé, l'inconvénient d'une garnison, d'un peuple et d'une municipalité également détestables ; mais Varennes, situé en dehors de la grande route, avait celui de ne point posséder de poste. Cet inconvénient parut au roi moins à redouter que le passage par Verdun ou par Reims, la ville du sacre, dans laquelle il craignait d'être reconnu.

Il semble qu'à ce moment il y ait eu une hésitation nouvelle dans l'esprit du roi. Vers les premiers jours de février, c'est-à-dire très-peu de temps, à coup sûr, après avoir répondu à Bouillé qu'il choisissait la route de Varennes, pour se rendre

¹ Bouillé, *Mémoires*, p. 215-6; 220-1. Le comte Louis, p. 21, 23, etc.

² *Correspondance de Mirabeau avec La Mark*, t. I, p. 237.

³ *Id.*, *ibid.* et *Mém.* du comte Louis, p. 38.

à Montmédy, il lui écrit pour le prévenir de la visite du comte de La Mark, qui va lui porter une proposition faite par Mirabeau et M. de Montmorin. Le comte de La Mark arrive à Metz, le 6 février, et lui confie le plan de Mirabeau¹. En confrontant les récits qui ont été laissés de cette entrevue par chacun des deux interlocuteurs², on retrouve aisément, sous quelques légères divergences de détail, l'analogie parfaite du fond. C'est le projet de Mirabeau qui se combine avec celui de Bouillé. Les deux actions se réunissent et se fondent, mais en laissant dominer le plan du premier. Le roi et la famille royale doivent être remis, à Compiègne ou à Fontainebleau, au général qui les environnera de ses meilleures troupes, tandis que les départements présenteront une adresse pour la dissolution de l'Assemblée, la convocation d'une nouvelle, la restauration du pouvoir royal, et que cette action sera appuyée par le peuple de Paris lui-même, délivré de l'oppression que lui font subir les meneurs Jacobins. Seulement, même dans les *Mémoires* de Bouillé, qui a résumé le plus brièvement, mais le plus nettement, les propositions apportées par La Mark, on ne voit pas au juste si le roi doit rester à Compiègne ou à Fontainebleau, ou s'il doit être conduit de là à une place frontière, sous l'escorte des troupes. D'après ce qu'on sait des idées exprimées antérieurement par Mirabeau et aussi par le roi, on doit croire que cette éventualité était prévue comme possible, même comme probable, et qu'on se réservait d'agir selon les événements.

Quoi qu'il en soit, et malgré l'approbation chaleureuse donnée par le marquis à ce projet³, qu'il trouve préférable à celui

¹ La Mark ignorait toute la correspondance antérieure du roi avec Bouillé : les deux plans se développaient parallèlement à l'écart l'un de l'autre. Il paraît croire que Bouillé ne reçut les premières confidences que par lui, pendant ce voyage, et la réserve de Bouillé sur ce point dut le confirmer dans cette croyance. Peut-être au fond de cette réserve, comme de la discrétion du roi, y avait-il un reste de défiance contre Mirabeau.

Correspondance de Mirabeau, t. I, p. 238-44 ; *Mémoires* de Bouillé, p. 226-8.

² On voit qu'il faut rectifier sur ce point le récit de Malouet dans ses *Mémoires* récemment publiés. Suivant lui (t. II, p. 25-6), le marquis de Bouillé se serait à peu près rencontré avec les plans de Mirabeau sans en avoir connaissance, ce qui est possible pour l'origine, quoique Malouet se trompe en faisant remonter le projet de Bouillé à la mort de Mirabeau seulement ; mais ce qui n'est pas possible, c'est d'admettre qu'il les ait toujours ignorés ; « que ni le roi, ni M. de Montmorin ne lui en avaient rien écrit, et qu'ils lui avaient fait savoir seulement, par un envoyé, que Mirabeau s'occupait des moyens de servir le roi. »

d'une retraite directe à Montmédy, il n'eut pas de suite. Dès la première moitié du mois de mars suivant, le roi écrivit de nouveau à Bouillé, dans le même sens qu'avant la visite du comte de La Mark, et pour lui demander d'établir une *chaîne de postes* depuis Châlons jusqu'à Montmédy. Il faut suivre pas à pas, dans les *Mémoires* de celui-ci, le mouvement de cette correspondance, les mesures qu'il suggère et qu'il prend, les avertissements qu'il donne, les craintes qu'il exprime. Il revient sans cesse à ses objections et à ses angoisses. Le projet que le roi lui a communiqué de partir avec sa famille dans une seule voiture faite exprès, l'établissement d'une chaîne de postes, le passage par Varennes, tout lui est matière à représentations et à prévisions sinistres, qu'il a peut-être exagérées un peu après coup. Mais le roi persiste, ne se rendant qu'à des observations secondaires, et promettant seulement d'attendre, pour partir, que l'empereur eût fait avancer un corps de troupes sur la frontière de Luxembourg¹.

Evidemment, le parti du roi était pris d'autre part. L'influence de Bouillé se brisait ici contre celle du baron de Breteuil, qui paraît avoir été le principal inspirateur du projet définitivement mis à exécution, bien que, par sa lettre écrite à l'Assemblée nationale au lendemain de l'arrestation, le marquis, dans un mouvement chevaleresque et afin d'opérer une diversion avantageuse au roi, ait revendiqué la responsabilité pour lui seul. Ce personnage, actif, remuant, ambitieux, alors réfugié en Suisse, avait conservé la confiance particulière de Louis XVI, qui l'avait chargé de plusieurs missions importantes près des cours étrangères, et entretenait une correspondance avec lui. Il jouissait aussi d'une grande influence sur l'esprit de la reine. La part considérable et directe qu'il prit à la résolution du roi et à l'organisation du projet de fuite est attestée par presque tous les documents contemporains, qui associent toujours son nom à celui du marquis de Bouillé, comme il y fut associé aussi dans l'opinion populaire². Suivant Marie-

¹ *Mémoires*, p. 240-1 ; 245-6. Ce dernier point, toujours promis, toujours reculé, ne reçut même jamais, à vrai dire, le moindre commencement d'exécution.

² Hue, *Dernières années*, p. 220 ; *Mémoire* du comte L. de Bouillé, p. 1 ; Lettre de Marie-Antoinette à Léopold du 22 mai 1791 ; *Correspondance secrète inédite*, publiée par M. de Lescure, t. II p. 540 ; *Mémoires* de Bertrand de Moleville, p. 373 ; de Ferrières, t. II, p. 321-3. Etc.

Antoinette, on se serait adressé à lui en même temps qu'au marquis, — ce qui n'est sans doute qu'une tournure de phrase signifiant simplement leur participation commune. — Suivant le comte Louis de Bouillé, c'est le baron de Breteuil qui aurait concerté lui-même le projet en Suisse, à Soleure, avec l'évêque de Pamiers, et le leur aurait communiqué par l'intermédiaire de ce personnage, au mois d'octobre 1790. Ferrières et beaucoup d'autres confirment cette part prépondérante prise par Breteuil au projet dès l'origine. On se rappelle que c'est à la fin du même mois que M. d'Agoult fut envoyé au marquis de Bouillé pour lui porter les premières ouvertures, et il n'aurait fait ainsi que lui transmettre le plan du baron de Breteuil, dont il était l'ami, le confident et le bras droit. Les documents, si formels pour attribuer à celui-ci une large part au projet, le sont beaucoup moins sur les détails particuliers de ce projet ; mais il est facile d'y suppléer par voie indirecte, et ce n'est pas dépasser les limites de l'induction la plus légitime que de chercher ce plan dans celui que déroulent peu à peu les lettres de Louis XVI à Bouillé, et d'attribuer à son influence, ainsi qu'à celle du comte de Fersen, — qui fut très-activement mêlé à tous les préparatifs et semble même s'attribuer, en un billet au baron de Taube, la principale part dans la conception¹, la persistance du roi sur les points que celui-ci essaye vainement de combattre.

Ainsi, pour résumer les points acquis jusqu'à présent, c'est au mois d'octobre 1790 que l'irrésolution du roi commence à cesser sous l'action des conseils du baron de Breteuil, et qu'il fait la première démarche significative relativement à sa fuite. C'est en décembre de la même année que, par l'influence de Mirabeau, du comte de La Mark et de son entourage, son parti paraît définitivement arrêté², autant qu'il pouvait l'être avec un caractère aussi irrésolu et qui puisait toujours dans chaque nouvel événement des motifs de fluctuations nou-

¹ « Tout ce que je vous ai dit que j'avais imaginé pour procurer le départ du roi et de la reine est devenu un projet réel. » (Geffroy, *Gustave III et la cour de France*, t. II, p. 137.)

² Les lettres de M^{me} Élisabeth, du 24 octobre et du 6 novembre, à M^{me} de Raigecourt, où elle parle à mots couverts des projets de fuite, prouvent qu'il y avait pourtant toujours des hésitations dans l'esprit du roi, ou que du moins il n'avait pas encore manifesté sa décision définitive. (*Correspondance de M^{me} Élisabeth*, p. 199, 201.)

velles. C'est en février ou, au plus tard, dans la première moitié de mars 1791, peut-être après l'émeute de Vincennes et la journée des *Chevaliers du Poignard* (28 février) causés encore par des bruits relatifs à sa fuite ¹, que la route de Varennes est définitivement adoptée. L'arrestation, d'abord à Moret, puis à Arnay-le-Duc, le 19 février, de Mesdames Adélaïde et Victoire, qui fut comme un prélude et une première répétition, mais tout à fait bénigne, de l'événement de Varennes, dut être à la fois, pour la famille royale, une exhortation et un avertissement. Mirabeau, dans sa cinquantième Note pour la cour, avait déconseillé fortement le voyage de Mesdames, en représentant qu'il deviendrait la cause de mille dangers nouveaux pour Leurs Majestés, et que les malveillants présenteraient ce départ « comme le présage certain de celui du roi ². » Il ne se trompait point. Le mystère même dont on avait voulu l'entourer, au lieu de l'annoncer d'avance et publiquement, comme une chose toute simple, causa une grande fermentation dans Paris. Il avait été découvert et dénoncé par les Jacobins, dont les émissaires, envoyés aux écuries de Versailles, y avaient trouvé des préparatifs de voyage et des voitures dont on effaçait les armoiries ³. Barnave, à la tribune de l'Assemblée, annonça qu'il était question du départ d'un autre personnage, et, à la suite de son discours, une émeute populaire força Monsieur d'aller s'établir aux Tuileries, afin de concentrer tous les prisonniers sous une surveillance unique : « On répandit parmi le peuple que le reste de la famille royale allait suivre ; que la reine avait fait sauver M. le Dauphin ; qu'elle montrait, à sa place, un enfant de M. de Saint-Sauveur, ressemblant fort au jeune prince ⁴, etc., etc. Un décret de l'Assemblée, rendu sur

¹ On prétendait qu'un souterrain communiquait des Tuileries au château de Vincennes ; que les travaux de réparation entrepris à ce château avaient pour but d'en faire une forteresse où l'on voulait transporter le roi, etc. (*Mémoire de Ferrières*, t. II, p. 238-9 ; l'abbé de Montgaillard, *Histoire de France*, t. II, p. 285.) Dans le premier interrogatoire de M^{me} Elisabeth, la journée de Vincennes est représentée comme n'ayant été imaginée que pour faire diversion à la nouvelle évasion que voulaient favoriser les chevaliers du poignard. (Campardon, *Tribun. révolut.* t. I, p. 317). Voir encore la *Grande colère du Père Duchesne* contre la femme Capet qui voulait se faire enlever avec le gros Louis par *La Fayette* et les chevaliers du Poignard.

² *Correspondance*, etc., t. III, p. 38.

³ *Id.*, Lettre de La Mark à Mercy, t. III, p. 44-5.

⁴ *Mémoires de Ferrières*, t. II, p. 231. Voir aussi les numéros du *Père Duchesne* à cette date (Hatin, *Histoire de la Presse*, t. VI, p. 505).

la proposition de Mirabeau, ordonna de leur laisser continuer leur voyage, puisqu'aucune loi ne s'y opposait. Le comte de La Mark en tire une conclusion singulièrement optimiste, dans une lettre à Mercy : « L'obstination de Mesdames à partir a prouvé que, si le roi les imitait, il obtiendrait probablement le même succès. Il n'aurait qu'à annoncer bien positivement qu'il veut sortir de Paris, fixer le jour de sa sortie et persister avec énergie dans sa résolution. Il faudrait bien qu'on le laissât faire. » On reconnaît là encore l'influence des idées de Mirabeau, qui voulait que le départ de Louis XVI n'eût rien de commun avec une fuite. Mais il était plus naturel de conclure de cet épisode, de la fermentation qu'il avait causée, dans la rue, dans les clubs et à l'Assemblée, de l'émeute du Luxembourg et de l'attitude de la commune d'Arnay-le-Duc, qui avait essayé de résister au décret de la Constituante même, et aux yeux de laquelle le passeport signé du roi avait été sans valeur, que le départ de celui-ci, soit public, soit clandestin, était devenu beaucoup plus difficile encore qu'auparavant, par le redoublement de l'irritation et de la surveillance populaire. L'affaire du 18 avril allait se charger de le démontrer, en donnant un prompt démenti à l'opinion de La Mark.

On sait que, ce jour-là, le roi voulant se rendre à Saint-Cloud avec sa famille, fut arrêté par la populace, et forcé, au milieu des outrages les plus ignobles, de rentrer au palais des Tuileries, changé définitivement en prison : « J'appris de Paris, deux jours après, dit Augéard, que cette insurrection avait été suscitée parce qu'on avait appris que leur intention était de se rendre de Saint-Cloud à Valenciennes ¹. » Ainsi, cette vague rumeur des projets d'évasion qui ne cessait de circuler parmi le peuple, se précisait cette fois en se fixant sur l'une des trois forteresses qui avaient été jadis indiquées par le marquis

¹ *Mémoires*, p. 268. V. aussi l'*Hist. de la Révolut.*, par l'abbé de Montgaillard, t. II, et par *deux Amis de la liberté*, t. VI ; *Mémoires* de Georgel, t. III, p. 132 ; de La Fayette, t. III, p. 65, note ; de M^{me} Campan, p. 286 ; du comte Louis, p. 57. Ferrières lui-même écrit que si, dans cette circonstance, le roi eût obtenu « la permission de sortir de Paris, le projet était de l'amener à Metz. » (T. II, p. 260.) D'après l'*Ami du peuple*, de Marat, c'est à Bruxelles qu'il devait se rendre (Hatin, *Histoire de la Presse*, t. VI, p. 101). Tous les journaux révolutionnaires partageaient cette croyance. Du reste, les dénonciations contre les complots d'enlèvement du roi reviennent à satiété dans les *Révolutions de Paris*, l'*Orateur du peuple*, l'*Observateur*, etc. etc.

de Bouillé. Bien plus, lorsque, le lendemain, le roi vint se plaindre à l'Assemblée nationale de la violence qu'on lui avait faite, celle-ci prouva, en passant à l'ordre du jour, qu'elle n'était pas éloignée de partager la croyance de la foule, ou, du moins, que cette croyance avait pris une sorte d'unanimité qui ne permettait plus de lui résister en face¹.

A ces scènes tragiques se mêlaient les scènes les plus burlesques. Le peuple, surexcité par les déclamations furieuses des journaux jacobins, qui lui montraient le bois de Boulogne rempli d'aristocrates à la cocarde blanche attendant le roi pour le transporter au milieu de l'armée autrichienne, exerçait sa surveillance avec une rigueur d'autant plus inouïe que sa crédulité accueillait sans contrôle les plus extravagants soupçons. Il suffisait d'une charrette chargée de paille qui venait s'arrêter devant une maison du faubourg Saint-Honoré, pour mettre toutes les imaginations des patriotes en campagne. Cette charrette était destinée à l'évasion du roi, qu'on allait faire sortir de Paris, caché sous les bottes de paille. L'alarme se répandait dans le quartier. Un commissaire de section arrivait, escorté d'un détachement de gardes nationaux, pour investir la maison où se donnait un concert. Il la visitait de fond en comble, faisait décharger la charrette et ne trouvait rien. Mais le peuple, craignant d'être dupe, voulait voir par lui-même, recommençait les recherches, comptait et déliait les bottes de paille, et finissait par exiger que toutes les personnes qui se trouvaient là allassent à pied, entre deux haies de patriotes, regagner leurs voitures au bout de la rue².

Le 20 avril, Marie-Antoinette écrivait à Mercy : « L'événement qui vient de se passer nous confirme plus que jamais dans nos projets... Notre position est affreuse ! il faut absolument la fuir dans le mois prochain. Le roi le désire encore plus que moi. » Et elle lui demandait de faire partir, sous un prétexte quelconque, quinze mille hommes à Arlon et Virton, et autant à Mons, afin de donner à M. de Bouillé le moyen de rassembler des troupes et des munitions à Montmédy³. Dans les lettres posté-

¹ L'abbé Georgel, *Mémoires*, t. III, p. 134.

² Ferrières, *Mémoires*, t. II, p. 264, 268.

³ D'Arnoth, *Marie-Antoinette, Joseph II et Léopold II*, p. 155-6. Je ne cite pas une lettre plus explicite, de la même date, à Léopold, donnée dans le

rieures, elle revient plusieurs fois sur cette recommandation à Mercy qui, tout en approuvant en principe le projet de fuite, qu'il avait développé lui-même dans une lettre du 29 mars précédent, et en prenant pour sa part, autant qu'il le peut, les mesures qui lui sont indiquées, répond sans cesse par l'expression de ses inquiétudes et par des recommandations de prudence.

Une autre raison s'était encore mêlée aux craintes d'évasion pour pousser la populace à faire rentrer le roi aux Tuileries dans la journée du 18 avril. Il n'avait aucunement l'intention de s'enfuir à Valenciennes ni à Metz, mais il se rendait à Saint-Cloud surtout dans un but religieux : « On veut forcer le roi, écrivait Madame Elisabeth, à renvoyer les prêtres de sa chapelle et à leur faire prêter le serment, ou à faire ses Pâques à la paroisse (en recourant à un prêtre constitutionnel). Voilà la raison de l'insurrection ¹. » En forçant Louis XVI à accepter la constitution civile du clergé, et en blessant sa conscience de chrétien, qui ne pouvait plus conserver de doute après le bref du Pape relatif à cette question, on lui avait porté un coup plus sensible que les insultes dont on l'avait abreuvé, que la perte même de ses prérogatives et de ses droits, sans en excepter le droit de grâce, qu'on allait bientôt lui enlever. C'est le jour, surtout, où il vit que sa foi même n'était plus libre, que la situation dut lui paraître absolument intolérable ². Dès lors toute hésitation, s'il lui en fût resté encore, eût subitement disparu. L'émeute du 18 avril exerça certainement une influence déci-

recueil de M. d'Hunolstein, non plus qu'une autre à Mercy, du 6 mai, dans le même recueil, parce qu'elles rentrent parmi celles qui sont au moins fort suspectes d'être apocryphes.

¹ V. là-dessus les *Essais histor.* de Beaulieu, t. II, p. 476, et *Louis XVI.* par M. de Falloux, 3^e édit., p. 222-3.

² Le roi avait sanctionné la Constitution civile du clergé le 24 août 1790, le décret qui obligeait les ecclésiastiques à prêter le serment, le 30 décembre suivant, et celui qui ordonnait de dresser la liste des jureurs et des réfractaires, le 20 mars 91 : il semblait être ainsi devenu le complice de la persécution dirigée contre les prêtres non assermentés. Le bref que le pape lui adressa le 22 septembre 90, et celui du 13 avril 91, adressé aux cardinaux, archevêques et évêques, au chapitre, au clergé et au peuple du royaume de France, durent naturellement accroître encore les remords de Louis XVI : « J'aimerais mieux être *roi de Metz* que de demeurer roi de France dans une pareille position ; mais cela finira bientôt, » avait-il dit au comte de Fersen, le jour où il avait sanctionné le décret relatif au serment civil. (*Mémoire du comte Louis.* p. 26. Droz. *Hist. de Louis XVI.* t. III, p. 299).

sive sur le départ du roi ¹, comme on le voit dans la lettre qu'il laissa, lors de son départ pour l'Assemblée nationale, non-seulement parce qu'elle lui prouva qu'il était bien réellement prisonnier, dans toute la force du terme, mais en lui montrant surtout qu'on s'en prenait violemment à sa conscience, après s'être attaqué à son pouvoir, à sa dignité et à sa famille.

Mirabeau était mort le 2 avril, et cette catastrophe, en privant le roi de l'appui sur lequel il avait fini par compter et en le désarmant de son plus puissant auxiliaire contre la Révolution, prêta assurément aussi une nouvelle force à ce conseil de quitter Paris pour s'appuyer sur la province, qui faisait, pour ainsi dire, d'après le comte de La Mark, la base de son système. Mais, en même temps, elle le rallia tout à fait au seul plan qui restât debout, c'est-à-dire à celui qui avait été concerté avec M. de Bouillé, dont il s'occupa d'une façon plus pressante que jamais, en ayant la prudence de le cacher à ceux même qui avaient eu part aux plans de Mirabeau ².

II.

Une fois le projet et la route définitivement arrêtés, il restait à organiser les préparatifs du départ. Ces préparatifs devaient se poursuivre de plusieurs côtés à la fois : au dehors et au dedans, à Paris, sur le chemin de Montmédy et sur la frontière. Tandis que Bouillé, malgré le trouble apporté dans ses mesures par la nomination du nouveau ministre de la guerre, Duportail, créature de La Fayette, prenait toutes les précautions nécessaires, et s'occupait à masser sur Montmédy un appareil militaire capable de protéger le roi, en annonçant tout haut la nécessité de porter des troupes à la frontière, pour tenir en observation et en respect celles de l'empereur, puis à échelonner sur la route, sous prétexte d'escorter un trésor destiné à payer ces troupes, les détachements chargés de lui faire escorte ³, le roi et la

¹ Elle faillit même le décider à brusquer ses projets (*Mémoire du comte Louis*, p. 58.)

² Malouet, *Mémoire*, t. II, p. 58.

³ V. sur ces mouvements de troupes, outre les *Mémoires* de Bouillé, Bimbenet, *Fuite de Louis XVI*, p. 56 et suiv. Le roi, en lui donnant son autorisation, lui avait envoyé pour les dépenses indispensables, près d'un million en assignats, dont le compte rendu figure à la suite de la *Relation* du duc de Choiseul, p. 118.

reine agissaient de leur côté, au milieu des difficultés les plus grandes.

Plusieurs points devaient les occuper particulièrement : le choix des personnes qui les accompagneraient, le passeport et les déguisements, les moyens de transport et les objets qu'ils emporteraient avec eux, enfin les précautions à prendre pour tromper la surveillance de leurs geôliers et s'échapper des Tuileries. Nous allons passer successivement, mais très-sommairement, tous ces points en revue, en nous appliquant exclusivement à résumer et à grouper avec netteté les renseignements disséminés çà et là.

Bouillé avait conseillé au roi de se faire accompagner par le marquis d'Agoult, ancien major des gardes-françaises, homme de tête et de courage. Le roi l'avait promis formellement d'abord, et jusque vers les derniers temps on crut qu'il en serait ainsi¹ ; mais, pour pouvoir emmener le marquis dans la voiture, il eût fallu se séparer de M^{me} de Tourzel, gouvernante des enfants de France, que sa charge attachait indissolublement à eux, et dont le dévouement n'eût pas abdiqué ce privilège dans une circonstance si périlleuse. Le roi se contenta de demander au comte d'Agoult², ancien aide-major de cour, de lui désigner trois gardes du corps, parmi ceux qui avaient été licenciés après les journées d'octobre 1789, et celui-ci lui désigna MM. de Maldent, de Moustier et de Valory.

Le chevalier de Coigny eût voulu qu'au lieu de ces gardes, choisis surtout pour leur force physique et leur aptitude à soutenir de longues courses à franc étrier, et dont il estimait

¹ *Rapport* du comte de Damas, p. 207.

² Sans doute le comte, ou plutôt le vicomte Antoine-Jean, frère cadet de l'évêque de Pamiers, dont le marquis d'Agoult était le frère aîné. M. de Valory désigne formellement le *comte* d'Agoult comme celui qui fut chargé de choisir les trois gardes du corps ; M. de Bouillé, comme M. de Damas, non moins formellement le *marquis* d'Agoult comme celui qui devait accompagner le roi. Il n'est donc pas permis de confondre ces deux personnages, quoiqu'on soit porté tout d'abord à le faire, à cause de la communauté des noms, des circonstances où on les voit figurer, et des charges qu'ils avaient occupées tous deux dans les gardes du corps. Ce qui se prête encore à cette confusion, c'est celle que plusieurs historiens ont apportée dans leurs titres, ou la négligence qu'ils ont mise à les distinguer l'un de l'autre. M^{me} de Tourzel nomme simplement ce dernier *M. Dagout*. (Ancelon, *la Vérité sur la fuite*, p. 20.) On voit parfaitement dans la *Relation* du duc de Choiseul (p. 45-6) que ce sont deux personnages différents, et l'interrogatoire de M. de Moustier, qui est le plus net sur ce point, prouve qu'il y avait au moins quatre d'Agoult dans les gardes du corps. (Bimbenet, *pièces justif.*, p. 112.)

d'ailleurs la bravoure et la fidélité, on s'adressât à des personnes de tête, capables à l'occasion de prendre des partis décisifs et connaissant parfaitement les routes¹. Le roi s'en tint à ses trois gardes, à qui l'on procura les moyens de s'introduire secrètement aux Tuileries pour s'y concerter avec la famille royale, et qui reçurent l'ordre de se pourvoir d'une veste jaune taillée dans la forme de celle des courriers et de se tenir prêts. Les armes devaient se trouver dans la voiture de départ².

Quant aux moyens de transport, on sait, et nous l'avons déjà dit, que le roi avait annoncé au marquis de Bouillé, dès la première moitié de mars, son intention de partir « avec sa famille dans une seule voiture, qu'il ferait faire exprès, » et qu'il avait persisté dans cette résolution, malgré les observations de Bouillé, qui lui en démontrait l'imprudence, et lui conseillait de se servir plutôt de deux diligences anglaises³. Le comte Louis avait proposé, dans les premiers jours de janvier 91, lors de son voyage à Paris, que, pour diminuer le danger, on le divisât, en faisant partir d'abord la reine seule avec le dauphin. Mais cette proposition avait déplu surtout à Marie-Antoinette, qui lui avait fait répondre, ajoute-t-il : « Si l'on veut nous sauver, il faut que ce soit tous ensemble, ou pas du tout⁴. » Au contraire, suivant M. de Fontanges, qui, comme nous l'avons dit, paraît avoir été très au courant de toutes les particularités qui précédèrent la fuite, « la reine avait proposé d'envoyer les enfants avec leur tante par la route de Flandre, et de s'en aller tous deux seuls par celle de Montmédy ; quelque raisonnable que fût cette idée, quelque fortes que fussent les raisons par lesquelles la reine l'appuya, le roi ne voulut jamais consentir à séparer son sort de celui de ses enfants⁵. » Faut-il croire que c'est de son mari surtout que la reine ne voulait pas être séparée, soit parce que la personne du roi était la plus précieuse et que là devait se concentrer le péril, soit parce qu'elle craignait particulièrement sa faiblesse et sa bonhomie dans un cas

¹ M^{me} de Tourzel, citée par M. de Beauchesne. *Louis XVII*, t. I, p. 142. et Ancelon, p. 21.

² M. de Valory, *Précis*, p. 251.

³ Bouillé, *Mémoires*, p. 240.

⁴ *Mémoire* du comte Louis, p. 39.

⁵ *Relation*, dans les *Mémoires* de Weber, p. 330.

aussi grave ? Quoi qu'il en soit, on comprend que ce dernier parti ait été définitivement adopté, et si ce fut une imprudence, rien n'était plus naturel que le sentiment qui la fit commettre.

Madame Élisabeth avait été sollicitée plusieurs fois aussi de partir séparément, comme l'avait fait celui de ses frères pour lequel elle éprouvait un entraînement particulier, le comte d'Artois. On s'étonnait qu'elle ne suivit pas l'exemple de ses tantes. Mais on voit dans ses lettres qu'elle ne pouvait se résoudre à quitter le roi et la reine.

Il fallait donc se procurer une voiture assez grande pour contenir Louis XVI, Marie-Antoinette, Madame Élisabeth, les deux enfants de France et M^{me} de Tourzel, que son titre attachait aux côtés de ceux-ci, et qu'on ne semble pas avoir eu sérieusement le dessein d'en séparer. Le soin de commander cette voiture et d'en surveiller la construction fut confié à la baronne de Korff et à M. de Fersen.

M. de Fersen était un gentilhomme natif de Suède, propriétaire du régiment *Royal-Suédois*, au service de la France, et qui, séduit par les malheurs, le caractère et la beauté de la reine, rempli d'un dévouement chevaleresque pour la famille royale, brûlait de la sauver. Il fut étroitement associé non-seulement aux préparatifs, mais à toutes les délibérations du projet, comme on le voit surtout par le *Mémoire* du comte Louis de Bouillé. La baronne de Korff, grande dame russe, qui se trouvait alors à Paris avec sa mère et sa sœur, M^{me} et M^{lle} de Stegleman, était liée avec M. de Fersen et reçue aux Tuileries. Ce fut elle qui, le 22 décembre 1790, commanda au carrossier Jean Louis, rue de la Planche, faubourg Saint-Germain, une berline de voyage pour la Russie, en annonçant qu'on en était très-pressé, et qu'un *Monsieur*, qui n'était autre que M. de Fersen, viendrait surveiller le travail des ouvriers. Malgré toute la hâte du fabricant, la berline ne fut mise *en état de rouler* que le 12 mars 1791 ; et d'après le mémoire, remis le 26 mars, elle coûtait la somme énorme, surtout pour le temps, de 5,944 livres. Ce chiffre indique suffisamment avec quel soin et même quel luxe avait été confectionnée cette voiture, que, par un respect bien inopportun pour l'étiquette, on avait voulu rendre digne de la famille royale. Rien n'y manquait de ce qui pouvait être réclamé par l'élégance

et le confortable¹. Mais, bien que réclamée d'abord avec instance pour la fin de février et terminée le 12 mars, elle ne fut essayée que le 4 juin, par ordre de M^{me} de Korff, qui la fit atteler de quatre chevaux et conduire ainsi, chargée de cinq cents livres pesant et de cinq personnes, jusqu'à Châtillon près Paris. Le 19 juin seulement, le carrossier reçut l'ordre de la faire conduire chez le comte de Fersen, rue du Faubourg Saint-Honoré, où on la laissa dans la cour, exposée à tous les regards, comme elle l'avait déjà été dans ces deux voyages, exécutés en plein jour². Cette voiture passait pour devoir être conduite en Russie aux personnes qui l'avaient commandée, et M^{me} de Korff, qui avait donné sa propre berline à réparer au même carrossier, au commencement d'avril, pour partir elle-même, expliquait ses retards par une maladie de sa mère.

Le 5 juin, M^{me} de Korff se fit délivrer des passeports, l'un pour elle-même, l'autre pour sa mère M^{me} de Stegleman, toutes deux se rendant, avec leur suite, à Francfort. Puis, quelques jours après, M^{me} de Korff écrivit à M. de Fersen que, par suite d'une étourderie, elle avait brûlé le passe-port de sa mère, en réclamant son intervention pour le faire remplacer, ce qu'elle obtint. « On pourrait s'étonner, dit à ce propos M. Bimbenet, que le passe-port représenté par le roi (à Varennes) fût au nom de M^{me} de Korff, et croire qu'il devait être au nom de M^{me} de Stegleman, puisque c'était le sien qui était censé avoir été remplacé : mais il est probable que M^{me} de Korff voyagea sous le nom de M^{me} de Stegleman. » C'est en effet, la seule explication possible ; elle n'est cependant pas très-nette et laisse subsister quelques ombres. De deux choses l'une : ou la mère et la fille, voyageant ensemble, ne devaient se servir que d'un seul passe-port, au nom de M^{me} de Stegleman, rédigé de façon à couvrir toute la famille³, et alors on ne comprend pas pourquoi la baronne de Korff s'est crue obligée d'en redemander un second au même nom ; ou elles se sont servies de deux passe-ports, rédigés dans les mêmes termes et avec les mêmes noms, ce

¹ Voir la description de cette voiture dans le *Louis XVII* de M. de Beauchesne, t. I, p. 88, note, et Bimbenet, p. 20.

² Déposition de Jean-Louis, dans Bimbenet, *Pièces justificatives*, p. 51.

³ Ce passeport, tel qu'il était demandé par l'ambassadeur de Russie, M. de Simolin, devait désigner « M^{me} de Steglemann, sa fille, sa femme de chambre, valet de chambre et deux laquais. » (Bimbenet, p. 34.)

qui était impraticable si elles voyageaient ensemble; et au moins imprudent si elles voyageaient séparément, puisqu'elles devaient suivre nécessairement une route analogue, pour gagner Francfort par Metz, comme l'indiquait ce passeport. Si la raison que la baronne de Korff mit en avant pour réclamer un autre passeport était un artifice, on se demande pourquoi elle n'a pas pris la marche la plus simple et la plus sûre, en supposant que le passeport brûlé était celui qui portait son propre nom et qu'elle voulait donner au roi, et l'on est presque tenté de croire que l'accident dont elle se plaint lui était réellement arrivé ¹.

Le passeport délivré à la baronne de Korff, et transmis par elle au roi, était ainsi conçu :

« DE PAR LE ROY,

« A tous officiers civils et militaires chargés de surveiller et de maintenir l'ordre public dans les différens départemens du royaume, et à tous autres qu'il appartiendra, salut,

« Nous vous mandons et ordonnons que vous ayez à laisser librement passer la baronne de Korff, allant à Francfort avec deux enfans, une femme et un valet de chambre, et trois domestiques, sans lui donner ni souffrir qu'il lui soit donné aucun empêchement. Le présent passe-port valable pour un mois seulement.

« Donné à Paris, le 5 juin 1791.

« LOUIS.

« Par le Roy,

« MONTMORIN. »

Ce passeport, non conforme aux termes de la demande de M. de Simolin ², mais modifié peut-être d'après les indications verbales ou écrites transmises par M. de Fersen lui-même, s'adaptait parfaitement à la famille royale et à sa suite. M^{me} de Tourzel devait représenter la baronne; Marie-Antoinette et Louis XVI, la femme et le valet de chambre. Les trois gardes du corps étaient les trois domestiques. Nous reviendrons, au moment du départ, sur les noms et les déguisements adoptés en conséquence.

« Quatre ou cinq mois avant le funeste voyage de Varennes,

¹ Outre Bimbenet, voir *Relation* de M. de Fontanges, dans les *Mémoires* de Weber, p. 331. M^{me} de Korff partit le 17 juin et suivit la même route que le roi, sans qu'on lui demandât une seule fois de montrer son passeport : ainsi furent tranchées toutes les difficultés, s'il y en avait.

² Voir Bimbenet, p. 34.

raconte M^{me} Campan ¹, la reine en commença mystérieusement les apprêts. Elle désira se faire précéder par beaucoup de choses inutiles dans des temps ordinaires, mais qu'il eût été plus prudent de regarder alors comme superflues. Je reçus l'ordre de préparer, de la manière la plus secrète, un trousseau complet pour la reine, Madame, sa fille et M. le Dauphin... Un nécessaire énorme pour sa dimension, et qui contenait depuis une bassinoire jusqu'à une écuelle d'argent, parut un meuble dont on ne pouvait se passer. La reine chercha un moyen de faire parvenir à Bruxelles son nécessaire. Elle l'avait commandé à l'époque des premières insurrections, en 1789, pour lui servir en cas de fuite précipitée. Le moment d'en faire usage était arrivé: elle ne voulait pas en être privée. » M^{me} Campan multiplie en vain les objections. La reine croit obvier à tout soupçon en se faisant demander de la part de l'archiduchesse, par le chargé d'affaires à Vienne, un nécessaire semblable en tout au sien, et elle donne publiquement à M^{me} Campan le soin de faire exécuter cette commission: « Je pressais vainement l'ouvrier de livrer son ouvrage; il demandait encore deux mois pour le rendre, et le moment fixé pour le départ approchait. La reine... pensa qu'ayant effectivement commandé un nécessaire, sous le prétexte d'en faire présent à Madame sa sœur, elle pouvait feindre le désir de l'en faire jouir plus vite en lui envoyant le sien, et m'ordonna de le faire partir. »

Cette histoire presque invraisemblable est confirmée par une lettre de Marie-Antoinette à Mercy, du 4 juin: « M^{me} de Beaumont partant demain au soir, je profite de cette occasion pour vous parler du nécessaire que vous avez demandé au nom de ma sœur (Marie-Christine). Comme elle va arriver et que celui que j'ai commandé pour elle ne sera fait que dans six semaines, il est instant, je crois, de faire partir le mien en attendant. M. de Blumendorff sera donc chargé de vous le faire passer d'ici huit ou dix jours: il faut ce temps pour ôter de toutes les pièces d'argenterie mon chiffre, qui suffirait pour faire annoncer, au cas qu'on visite, que c'est le signal et la preuve que je vais m'en aller ². »

La reine s'occupa aussi de ses diamants. Elle emballa, au dire

¹ *Mémoires*, édition Barrière. *Éclaircissements historiques*, p. 464.

² Recueil d'Arneth, p. 170.

de M^{me} Campan, tout ce qu'elle possédait en diamants, rubis et perles, dans une petite caisse, qui fut remise à son coiffeur Léonard, chargé de les transporter hors de France en lieu de sûreté¹. Il semblerait, d'après les précautions prises pour ces diamants et pour le nécessaire que nous avons vu plus haut envoyé à Bruxelles, que la reine se réservât, tout au moins gardât l'arrière-pensée de franchir la frontière, afin de se mettre, ou plutôt de mettre ses enfants à l'abri de tout péril. Rien n'est plus douteux toutefois, si l'on prouve que le roi n'avait nullement cette intention pour lui-même, car on sait la répugnance qu'éprouvait Marie-Antoinette à séparer son sort, fût-ce momentanément, de celui de Louis XVI.

Or, quoi qu'on ait pu croire ou dire, il est certain que le roi ne voulait réellement que se retirer dans une ville frontière, d'où, soustrait à la tyrannie de Paris et du jacobinisme, en sûreté au milieu de troupes fidèles, appuyé sur le mouvement des populations qui se seraient prononcées en sa faveur, il aurait pu traiter avec l'Assemblée et l'amener à un accommodement raisonnable. En vain voudrait-on tirer un argument du tracé au crayon qui accompagnait le passeport et qui fut compris avec lui parmi les pièces à conviction envoyées à la haute cour d'Orléans, et où les principaux points de la route se trouvaient marqués depuis Paris jusques et y compris Luxembourg. Il suffit de jeter les yeux sur ce plan très-sommaire², qui trace également la bifurcation de la route à Clermont et sa continuation par Verdun et Metz, pour s'apercevoir que c'est un simple *memento*, auquel on ne saurait attribuer la valeur d'un document sérieux. Le nom de Luxembourg peut être placé là, après celui de Montmédy, uniquement comme indication géographique, pour rendre en quelque sorte plus visible le point précis de la frontière, pour marquer l'endroit le plus rapproché où devaient se tenir les soldats de l'empereur, espèce de garde de sûreté supplémentaire, demandée par les lettres de la reine à son frère, dans le but de justifier d'abord et, au besoin, d'appuyer ensuite, comme l'eût voulu surtout le parti de l'émigration et des princes, le mouvement des troupes de Bouillé à Montmédy. Un mot écrit par un crayon anonyme sur un chiffon de

¹ M^{me} Campan, *Mémoires*, p. 465-6.

² M. Bimbenet en a donné le *fac-simile*.

papier et qui s'explique de dix façons plus simples les unes que les autres, ne peut prévaloir contre tous les témoignages et toutes les preuves qui s'accordent à affirmer clairement la volonté de Louis XVI.

La constitution votée par l'Assemblée, comme si elle eût prévu le cas de la fuite du roi et voulu exprimer ses défiances, avait décrété, par l'article 7 du chapitre 2 : « Si le roi, étant sorti du royaume, n'y rentrait pas après l'invitation qui lui en sera faite par le Corps législatif, et dans le délai qui sera fixé par la proclamation, lequel ne pourra être moindre de deux mois, il sera censé avoir abdiqué la royauté. »

Louis XVI n'avait encore accepté la constitution que dans ses bases et ses principes : il n'en devait pas moins éviter avec soin de se mettre dans le cas prévu, et, tout en poursuivant son projet de fuite, on le voit toujours préoccupé de ne prendre aucun parti qui puisse, même en apparence, le faire tomber sous le coup de l'abdication. C'est ainsi, par exemple, qu'il refusa d'adopter un itinéraire suivant lequel il aurait fallu sortir un moment par la Flandre, puis rentrer par les Ardennes, après avoir traversé une portion du territoire autrichien, parce qu'il ne voulait pas quitter une minute le sol français¹. Sortir du royaume, c'est ce qu'il craignait le plus après une guerre civile, dit M. de Bouillé, qui eût bien voulu ne pas trouver en lui une résolution si nettement arrêtée sur ce point. Il avait puisé, écrit-il encore, dans la lecture de l'histoire de Jacques II et de Charles I^{er} et des causes de leur chute, dont il parlait souvent, une très-grande répugnance à sortir de France, et à se mettre à la tête de ses troupes², car tel était son caractère qu'il trouvait de nouveaux motifs de faiblesse et de résignation dans ce qui eût poussé tout autre aux partis vigoureux et aux résolutions extrêmes.

Le comte de La Mark, en notant la victoire remportée sur les incertitudes de l'esprit du roi par ses instances et celles de Mirabeau, quand ils parviennent à lui faire adopter le projet de quitter Paris, ne manque pas d'ajouter la déclaration qu'il fit en même temps, à savoir « qu'en tout cas jamais aucune considération ne serait assez puissante pour le faire sortir de France. »

¹ *Mémoires* du marquis de Bouillé p. 241, et du comte Louis, p. 42.

² Bouillé, *Mémoires*, p. 223, note; 241, 245.

Tous les témoignages sérieux, tous ceux qui viennent de personnages impartiaux et que leur position mettait en état d'être bien informés, sont unanimes sur cette ferme intention du roi de s'arrêter dans une place forte de la frontière, et sur son constant désir d'arriver à un accommodement sans guerre civile ni étrangère ¹. L'attitude d'une grande partie de l'Assemblée, le jour où elle apprit le départ avant d'avoir appris l'arrestation, donne à croire que le calcul eût bien pu ne pas se trouver trompé, et que tout espoir d'un accommodement avec la majorité n'était pas perdu ². Tout cela prête une grande force aux déclarations de la reine, d'abord devant les commissaires de l'Assemblée, au retour du lamentable voyage, puis dans son procès devant le tribunal révolutionnaire, déclarations confirmées par celles de Madame Elisabeth ³ : qu'elle était sûre de la ferme résolution que le roi avait prise de ne pas quitter le royaume, ajoutant que, s'il l'avait voulu faire, « elle aurait employé tous les moyens possibles pour l'en empêcher. »

Afin de déjouer la surveillance très-active dont on était l'objet dans l'intérieur du château des Tuileries, afin de pouvoir se réunir les uns aux autres sans passer par les voies de communication ordinaires, et fuir en échappant aux regards des geôliers, il avait fallu, longtemps à l'avance, se préparer des issues secrètes. Dès janvier, on avait pratiqué dans la boiserie de l'appartement de Madame Elisabeth une porte très-artistement cachée, par où elle pouvait pénétrer dans l'appartement de la reine ; à une extrémité de son lit existait encore une autre porte, difficile à découvrir, qui communiquait par un cabinet noir à la salle des Gardes. Des dispositions analogues furent prises, mais plus tard, sous des prétextes adroitement choisis, dans l'appartement de Madame. On l'agrandit en y adjoignant la chambre d'une femme de service, où se trouvait une porte communiquant avec l'appartement du duc de Villequier, devenu libre par l'émigration de ce gentilhomme. Cet appartement avait deux issues, l'une sur la cour des princes, l'autre sur la cour royale, dégarnies de sentinelles à cause

¹ Voir en particulier Augeard, *Mémoires secrets*, p. 269 ; Malouet, *Mémoires*, t. II, p. 31, 60-64. *Relation* de Choiseul, p. 30 et 35.

² *Souvenirs* de Dumont, p. 316, 321 ; *Relation* de Fontanges, dans Weber, p. 338 ; du duc de Choiseul, p. 35.

³ Campardon. *Tribunal révolutionnaire*, t. I. p. 115. 316.

du départ du duc. Les sentinelles des cours étaient accoutumées à voir sortir beaucoup de monde à la fois, surtout vers onze heures du soir, quand le service était fini. Enfin on pensa encore à se ménager la possibilité de passer par une porte abandonnée, qu'on prit soin de masquer à l'aide d'un meuble ¹.

Mais tant de dispositions n'avaient pu se prendre et tant de préparatifs se poursuivre de divers côtés sans qu'il en transpirât rien au dehors. Surtout dans l'état des esprits, tenus sans cesse en éveil, et pour qui les projets d'évasion du roi n'avaient cessé, depuis le lendemain du 6 octobre, d'être une idée fixe, les oreilles et les yeux étaient partout en éveil. La moindre indiscretion, la moindre imprudence pouvait devenir mortelle. Furent-elles toujours évitées cependant? Était-il même possible de les éviter toujours?

Au point où nous sommes arrivés, c'est-à-dire à la veille même de la fuite, le moment est venu de relever toutes ces imprudences et ces indiscretions qui, à l'heure du départ, entouraient déjà la famille royale, à son insu, d'un réseau de périls invisibles, et qui, compliquées en dépit de toutes les précautions, par les fautes, les erreurs et les accidents inévitables dans une entreprise si difficile, allaient en amener le déplorable échec.

D'abord, il n'est pas inutile de dresser aussi nettement que possible l'état des personnes qui avaient été mises d'avance au courant du projet de fuite. En principe, et dans les intentions du roi et de la reine, le nombre des confidents était réduit au chiffre de deux ou trois indispensables, qui étaient moins encore les confidents que les conseillers, les auxiliaires et les *complices* de l'évasion. Dans sa lettre du 22 mai à Léopold II, qui est la plus explicite sur ce sujet, Marie-Antoinette écrit : « Nous avons toujours compté et pensé à nous retirer de la position affreuse où nous sommes, et pour cela nous nous sommes adressés à M. de Bouillé d'une part, et au baron de Breteuil de l'autre. *Il n'y a qu'eux deux dans la confidence, et une troisième personne ici*, qui s'est chargée des préparatifs du départ et de notre correspondance ². » Cette troisième personne, la seule à

¹ Bimbenet, p. 26-28, et dans les pièces justificatives, les dépositions correspondantes. *Relation de M. de Fontanges*, p. 304-5. M. de Beauchesne, *Louis XVIII*, t. I, p. 90.

² *Marie Antoinette, Joseph II und Leopold II*, Correspondance, publiée par M. d'Arneth, p. 165.

Paris, suivant la reine, qui fût dans la confiance, est évidemment M. de Fersen. Partout, dans la correspondance de Marie-Antoinette, on la voit également pénétrée de la nécessité de la prudence et résolue à la circonspection la plus absolue. Dans la même lettre, et dans la lettre suivante (du 1^{er} juin), elle déclare que, jusqu'au dernier moment, tout sera caché aux princes et au comte d'Artois, à cause de leur indiscretion et des hommes qui les entourent, surtout Calonne et le prince de Condé ¹. Mais la réalité, on va le voir, n'était pas absolument conforme aux paroles. Déjà, près de deux mois avant cette date, Fersen écrivait au baron de Taube : « Personne n'est dans la confiance, sauf *quatre Français*, dont trois sont à l'étranger ². » Avec Fersen, cela faisait donc au moins cinq personnes, sans parler de son correspondant lui-même. A mesure surtout qu'on se rapprochait du jour de l'exécution, le nombre de ceux qu'il fallait associer au secret, ou qu'on ne pouvait en écarter, et qui s'y trouvaient mêlés directement ou indirectement, d'une façon complète ou incomplète, allait s'accroissant toujours, tant à Paris qu'au dehors, en France et à l'étranger.

A l'étranger, il faut joindre au baron de Breteuil, du moins à la date du 1^{er} juin, le marquis de Bombelles ³, qui remplissait alors des missions secrètes près les cours étrangères comme le baron lui-même, et, bien avant cette date, le comte de Mercy, qui toutefois n'était au courant que d'une manière vague et générale, sans avoir été spécialement instruit du projet qui fut mis à exécu-

¹ La mission secrète de M. de Durfort près du comte d'Artois et de Calonne, qui avait formé un plan pour la délivrance du roi par le concours des armées étrangères, avait pourtant déjà eu lieu (28 avril au 27 mai); seulement la réponse rapportée par lui et l'invincible répugnance du roi à suivre la ligne de conduite qu'elle lui traçait, ne firent que l'affermir dans le projet auquel il revenait toujours, après ses hésitations et ses tâtonnements nouveaux (Lacretelle, *Assemblée constituante*, t. II, p. 287; Droz, *Histoire de Louis XVI*, t. III, p. 380-99). De même que la mission de Durfort près du comte d'Artois avait été cachée à MM. de Breteuil et Bouillé, le plan de ceux-ci n'avait pas été révélé à l'ambassadeur ni au prince.

² Gelfroy, *Gustave III*, t. II, p. 137.

³ Recueil d'Arneth, p. 168 : « M. de Bombelles doit vous avoir été envoyé par le baron de Breteuil, écrit Marie-Antoinette à Léopold II; vous pouvez accorder toute confiance à ce qu'il vous dira de notre part. » Il ne paraît pas possible, à cette date, en rapprochant le nom de Bombelles de celui qui l'envoie et de celui à qui on l'envoie, qu'il puisse s'agir ici d'autre chose que de la fuite, qui d'ailleurs remplit toute la lettre.

tion le 21 juin. La correspondance entre Marie-Antoinette et le comte de Mercy roule presque exclusivement, à partir de la fin de mars 1791, sur la fuite et sur les précautions à prendre dans cette conjoncture, mais en termes qui prouvent qu'on ne lui avait pas fait les dernières confidences. Le 29 mars, il écrit : « Aussi longtemps qu'on ne sera pas en lieu de sûreté, aucune tentative étrangère ne peut devenir efficace », et il développe ce thème. « Tout se réduit à savoir : 1° si une évasion de Paris peut s'exécuter avec sûreté ; 2° si on a un lieu de retraite sur lequel on puisse compter ; 3° si on est assuré d'un parti considérable, de quelques troupes fidèles, d'une province dévouée et d'une somme suffisante. » Le 20 avril, Marie-Antoinette lui écrit : « L'événement qui vient de se passer (l'émeute pour empêcher le roi de se rendre à Saint-Cloud), nous confirme plus que jamais dans nos projets..... Mais avant d'agir, il est essentiel de savoir si vous pouvez faire porter, sous un prétexte quelconque, 15,000 hommes à Arlon, à Virton, et autant à Mons. M. de Bouillé le désire fort, parce que cela lui donnerait moyen de rassembler des troupes et des munitions à Montmédy. » C'est principalement sur ce point que va rouler désormais la correspondance entre la reine et le comte, et c'est à cet objet essentiel du mouvement des soldats autrichiens sur la frontière qu'elle va l'employer lui-même. Dans ses lettres du 21 avril et du 11 mai, Mercy se montre effrayé des risques d'un projet d'évasion, et insiste sur la nécessité de la réflexion et de la prudence. Celle que lui écrit la reine le 4 juin (voir plus haut), prouve qu'elle lui laissait croire à l'histoire du nécessaire demandé par l'archiduchesse Marie-Christine, sans lui apprendre que c'était un moyen imaginé par elle pour faire partir le sien. Il y a deux lettres de Mercy à la reine, datées du 9 juin : la dernière, courte, mystérieuse, inquiète et inquiétante ; la première qui, après avoir rendu compte des mesures prises et des obstacles que rencontre le libre mouvement des troupes sur la frontière, se termine ainsi : « *S'il s'agit d'évasion, il faudrait partir de Saint-Cloud, prendre des routes détournées, éviter Péronne, tomber sur Montmédy, avoir des pelotons d'affidés sur la route. Si ce plan a lieu, et que l'on soit averti à temps, on pourrait faire battre l'estrade à quelques divisions de houzards vers Montmédy.* » Ce passage indique exactement dans quelles proportions Mercy était instruit :

il savait beaucoup, il soupçonnait davantage, il se rendait parfaitement compte qu'il ne pouvait être question d'autre chose, et même les points où on lui demandait de porter les troupes lui avaient démontré que le lieu de la retraite était Montmédy, mais pourtant il n'avait à cet égard aucun renseignement positif.

Ajoutons aussi à notre liste l'empereur Léopold II. La lettre de Marie-Antoinette, en date du 22 mai, citée plus haut, lui dit en propres termes : « Nous devons aller à Montmédy. M. de Bouillé s'est chargé des munitions et des troupes, » etc. Le 12 juin, Léopold fait encore de nouvelles recommandations à la reine pour la prudente exécution du plan. Puis on ne retrouve plus de lettre de lui avant le 2 juillet, où il écrit à Marie-Antoinette qu'il a appris son arrêt à Vannières (sic) et sa délivrance. Le 5, il adresse à Louis XVI et à la reine de nouvelles lettres, qui prouvent que la vérité ne lui était pas encore parvenue, et qu'il croyait celui-là en sûreté à Metz, et celle-ci à Luxembourg ¹.

D'autres souverains encore avaient été mis plus ou moins complètement et directement dans la confidence, par exemple, le roi de Suède Gustave III, tenu au courant par le baron de Breteuil, et certainement par Fersen ², à qui le baron suédois de Taube, alors à Paris, comme tant d'autres de ses compatriotes, servait souvent d'intermédiaire. On parlait ouvertement de l'évasion prochaine à la cour d'Angleterre, pendant le mois de juin, et le prince de Galles en entretenait son entourage ³, — le prince de Galles, ami intime du duc d'Orléans, qui semble avoir été pour le moins aussi bien instruit que lui-même ⁴. On n'en parlait pas moins ouvertement parmi les émigrés, et Augéard raconte qu'il fut informé du projet le 18 juin, à Bruxelles, où il s'était réfugié ⁵. Ce trait est caractéristique et montre jusqu'où s'étendait la divulgation du secret, en dehors des informations directes, par le seul fait d'une situation fatale, du nombre de personnes qu'il avait fallu employer, des mesures minutieuses et quelquefois superflues prises en vue de l'évasion.

¹ Recueil d'Arneth, p. 153, 183.

² Geffroy, *Gustave III*, t. II, p. 136-140.

³ Bimbenet, p. 8.

⁴ Bimbenet, p. 12, et les *Pièces justificatives correspondantes*.

⁵ *Mémoires*, p. 268.

Il est à croire que bien d'autres encore, et notamment d'autres souverains, avaient été mis au courant de la même manière. Les *complices* ne se croyaient pas tenus à une discrétion aussi absolue passé la frontière, et le secret débordait ainsi de toutes parts.

Au dedans, il s'en fallait de beaucoup que Bouillé et Fersen fussent restés les seuls instruits. Sans parler du comte de La Mark, qui avait été le dépositaire des plans de Mirabeau, ni de M. de Montmorin, qui les avait connus également et se trouve même présenté comme leur co-auteur lors de l'envoi de La Mark à Bouillé en février 1791 (voir plus haut), mais qui fut certainement tenu à l'écart du plan définitif, parce que le roi craignait de compromettre son ministre¹, nous allons énumérer ceux dont les noms ressortent le plus clairement des divers documents contemporains.

C'est d'abord l'évêque de Pamiers, M. d'Agoult, député à Bouillé, on s'en souvient, vers la fin d'octobre 1790, et qui resta mêlé, nous l'avons dit, à la correspondance secrète relative au projet; mais il s'était retiré en Suisse avant la mise à exécution.

Quand M. d'Agoult s'aboucha avec Bouillé, l'exécution du projet devait avoir lieu au printemps prochain, et on sait qu'elle subit un grand nombre de retards successifs. A la fin de janvier, elle est pour mars ou avril. Dans la première moitié de mars, elle est reculée jusqu'à la fin d'avril ou au commencement de mai. Peu après, il n'est plus question que de cette dernière date. Puis, dans les premiers jours de mai, on parle du 15 juin. Le 27 mai, on s'arrête à la date du 19 juin, et enfin le 14 juin, on la recule au 20², ce qui força à donner contre-ordre

¹ Malouet, *Mémoires*, t. II, p. 60. Du reste, tous les documents, sans exception, sont d'accord sur ce point.

² Bouillé, *Mémoires*, p. 216, 222, 240, 243, 251, 252, 254. Les explications du comte Louis (p. 69-70) sur ces retards successifs diffèrent par quelques variantes de celles de son père. On peut les comparer. D'après son récit, l'un de ces délais fut réclamé par le marquis de Bouillé lui-même : le roi ne demandait pas mieux que d'accueillir cette requête, comme il n'eût pas mieux demandé peut-être que de reculer au moment décisif. Voir aussi, sur les indécisions qui persistèrent ou reparurent jusque dans les derniers temps, une lettre de M^{me} Elisabeth du 11 mai 91 (*Correspondance*, p. 272). M. Bimbenet cite encore, comme révélant une grande hésitation persistante sur le mode de fuite, une lettre de la reine à M. de Fersen, en date du 17 juin; mais il en donne une explication un peu arbitraire (*Fuite de Louis XVI*, p. xxv).

pour les mouvements de troupes déjà commencés. Bouillé, afin de prendre toutes les mesures et ne voulant pas se rendre lui-même à Paris, dut employer des agents dont il fut impossible de ne pas mettre quelques-uns, les plus indispensables et les plus sûrs, au courant du projet. Au premier rang, il faut nommer ses fils, particulièrement le comte Louis, qui fit un voyage à Paris à la fin de décembre 1790, pour traiter directement de l'affaire avec le roi, malgré sa jeunesse ¹, puis M. de Goguelat et le duc de Choiseul. Goguelat, officier d'état-major, était un homme énergique, d'un zèle un peu intempérant et d'une exaltation compromettante, qui s'était acquis une célébrité particulière en insultant le duc d'Orléans dans les appartements du roi, et avait déjà été chargé, auparavant, de plusieurs missions secrètes ². Il jouissait de la faveur de la reine, qui comptait sur son dévouement ³. Dans le courant d'avril, Bouillé le fit partir pour Paris, avec une lettre en chiffres pour le roi, auquel il le chargea d'expliquer les dispositions générales qu'il avait prises, de demander les ordres de Sa Majesté et de venir les lui porter. Cet officier, appartenant au corps des ingénieurs-géographes militaires, fut chargé, en outre, de reconnaître la route et le pays, de Montmédy à Châlons, dans le plus grand détail, ce qui rentrait dans sa spécialité, et jusqu'au dernier moment il fut employé comme intermédiaire entre le roi et le marquis. Quant au duc de Choiseul, colonel du régiment Royal, en garnison à Commercy, mis également en avant par M. de Bouillé lui-même, Louis XVI demanda, par une lettre en date du 27 mai, qu'il lui fût envoyé avec M. de Goguelat, pour lui donner les derniers renseignements dont il avait besoin, et il reçut la mission d'aller attendre à Paris le départ du roi, qu'il devait précéder de douze heures ⁴.

Le duc de Choiseul dit qu'il fut instruit du projet deux mois avant le départ, c'est-à-dire vers la fin d'avril ⁵, et il est certain que, dans les premiers jours de juin, il s'en ouvrit au

¹ *Mémoire* du comte Louis, p. 24 et suiv.

² Voir, dans le *Recueil* d'Arneth, t. II, une lettre de créance de Louis XVI et de Marie-Antoinette qui l'accrédite auprès de François II.

³ M^{me} Campan, *Mémoires*, p. 282.

⁴ Bouillé, *Mémoires*, p. 250-3; Comte Louis, p. 66 et suiv.; Duc de Choiseul, p. 39-43.

⁵ *Relation*, p. 36. Ce fut au commencement de mai, selon le comte Louis. Les deux dates diffèrent peu.

comte de Damas, par l'ordre du marquis de Bouillé. Le comte de Damas était colonel des dragons de Monsieur campés à Saint-Mihiel. Il a raconté ¹ et l'on verra par la suite la part considérable qu'il fut chargé de prendre à l'exécution du plan. Comme Choiseul et Goguelat « devaient, sur toute la route du Roi, avant et pendant le voyage, courir d'un poste à un autre, être toujours en mouvement, il parut essentiel de s'ouvrir à un autre officier qui, par le service auquel on l'appliquerait, se trouverait placé comme au centre de l'action, » c'est-à-dire à Clermont ². Les nécessités de l'entreprise, celles qui résultaient surtout de la complication des mouvements de troupes destinées à protéger la fuite, avaient même forcé M. de Bouillé à faire descendre ce grave secret jusqu'à des officiers d'un rang presque subalterne : il est certain, par exemple, que M. d'Andoins (ou Dandoins), chef d'escadron au régiment Royal, qui devait garder avec quarante dragons le poste important de Sainte-Ménéhould, fut également mis dans la confidence ³.

L'archevêque de Toulouse, M. de Fontanges, l'un des conseillers les mieux écoutés de la reine, son ancien aumônier, avait reçu d'elle une demi-confidence dans les premiers mois de l'année 1791, et, au commencement de mai, cette demi-confidence avait été confirmée par une autre, tout aussi vague sur le fond même du projet, mais qui pourtant ne lui laissa plus de doute ⁴. Il n'est pas permis de douter non plus que le chevalier de Coigny n'eût été admis au secret : la tournure du chevalier offrait une certaine ressemblance avec celle du roi, et, pendant les quinze jours qui précédèrent le départ, on avait pris la précaution de le faire sortir par la grande porte des Tuileries, afin que, le moment venu, les soupçons ne fussent pas éveillés par la sortie du roi lui-même ⁵. Enfin la première femme de la reine, M^{me} Campan, soit confiance absolue en son dévouement, comme il résulterait de ses *Mémoires*, soit par politique et pour la flatter, en ayant l'air de l'associer à un projet dont on ne pouvait lui dérober la connaissance, suivant quelques roya-

¹ Rapport du comte Ch. de Damas dans les *Mémoires sur l'affaire de Varennes*, p. 203. Le duc de Choiseul confirme ce récit dans sa *Relation*, p. 28, 37.

² De Sèze, *Histoire de l'événement de Varennes*, p. 38.

³ Bimbenet, p. 56. *Rapport* de Damas, p. 209; *Relat.* de Choiseul, p. 60.

⁴ *Relation*, dans les *Mémoires* de Weber, p. 322, 324.

⁵ M. de Beauchesne, *Louis XVII*, t. I, p. 96 et 141. Voir aussi plus haut.

listes qui ont dépeint son rôle auprès de la reine sous d'assez noires couleurs¹, fut associée activement, dès le mois de mars, aux préparatifs du départ, chargée surtout de se procurer le trousseau que Marie-Antoinette voulait emporter pour elle et ses enfants, de la commande et de l'envoi du nécessaire, de l'emballage des diamants.

On pourrait être tenté d'ajouter beaucoup d'autres noms encore à cette liste, mais la certitude n'est plus la même en ce qui les concerne. Il est évident, par exemple, que la multitude des mesures, quelquefois inutiles ou dangereuses, prises par la reine, dût avoir pour conséquence naturelle de faire soupçonner le projet aux personnes dont elle employait le concours, sans qu'on puisse dire qu'elle les ait directement et formellement instruits. Presque tout son entourage rentre dans cette catégorie, depuis son valet de chambre, M. de La Borde, jusqu'à son coiffeur Léonard, chargé d'emporter ses diamants à Bruxelles, et qui fut du moins, on ne sait trop pourquoi, mis imprudemment dans la confidence par le duc de Choiseul pendant la route qu'ils firent ensemble². Au dernier moment, on se relâchait de la discrétion. Il semble que la baronne de Korff, si intimement mêlée à tous les préparatifs, amie intime de Fersen, toute dévouée à la cour et qui servait d'intermédiaire aux deux Bouillé pour leur correspondance avec le roi³, a dû connaître aussi ce qui se préparait.

Ici se présente la question de savoir si le vicomte Antoine d'Agoult (pour ne point parler du marquis, à propos duquel on en est plus complètement encore réduit aux conjectures) et si les trois gardes du corps désignés par lui au roi furent initiés au secret de la fuite. Parlons d'abord du vicomte. Les opinions diffèrent. La négative est particulièrement soutenue par M^{me} de Tourzel dans son *Mémoire inédit* que cite M. Ancelon, et par M. Ancelon lui-même⁴. Mais cette version, surtout telle qu'elle est présentée, donne lieu à plus d'une objection sérieuse. M^{me} de Tourzel dit que le roi demanda à M. d'Agoult trois gardes du corps « pour porter des lettres aux princes, ses frères ; » elle ou-

¹ Voir en particulier les *Mémoires secrets* de Lafont d'Aussonne, ch. 31.

² Relation du duc de Choiseul, p. 74. *Mémoire* du comte Louis, p. 93, note : 115-6.

³ *Mémoires* de B. de Molleville, t. I, p. 374 ; du comte Louis, p. 43.

⁴ *La vérité sur la fuite et l'arrestation de Louis XVI*, p. 20-1.

blie qu'à cette époque le comte d'Artois était le seul des frères de Louis XVI qui se trouvât éloigné de lui. Il est bien difficile d'admettre aussi que le peu de soin qu'il porta dans le choix de ces gardes du corps prouve surabondamment son ignorance du projet, et qu'il ait donné « les trois premiers qui se trouvèrent sous sa main ¹. » Lorsqu'il lui demandait des hommes de confiance pour une mission si délicate et si dangereuse, le roi ne pouvait s'exposer à ce qu'il compromît l'entreprise, la vie même de la reine et de ses enfants, en lui désignant les premiers auxiliaires venus. Si l'on songe surtout que le vicomte d'Agoult était frère de cet évêque de Pamiers que nous avons vu associé l'un des premiers au secret et chargé de le transmettre à M. de Bouillé; que son nom, comme son titre, répondait de sa discrétion, on aura peine à comprendre qu'on l'eût si complètement tenu à l'écart de toute confiance précisément dans la grave conjoncture où une défiance pareille pouvait produire des conséquences si terribles, et l'on sera fort tenté d'en croire pour cette fois M. de Valory, qui dit formellement que « le projet du départ fut confié par Sa Majesté même à M. le comte d'Agoult ². »

Mais le témoignage de M. de Valory est plus suspect sur la question personnelle, et en ce qui concerne les gardes du corps, la négative n'est pas douteuse, quoiqu'il en ait pu dire. Sa mémoire s'est complaisamment trompée sur ce point comme sur beaucoup d'autres. Il est implicitement contredit par M. de Moustier, qui raconte les faits sans mentionner en rien la prétendue confiance du roi et de la reine aux trois gardes du corps, explicitement par le duc de Choiseul, qui affirme que pas un ne connut le but du service qu'on réclamait d'eux, et par tous les historiens. Lui-même, dans l'interrogatoire qu'on lui fit subir après le retour à Paris, avait sur ce point dit le contraire de ce qu'il devait imprimer trente-deux ans plus tard, ce qui ne saurait, il est vrai, être considéré comme un argument concluant. Que les trois gardes de corps aient facilement percé le secret à jour, et deviné tout de suite, d'après les paroles du roi ³ et les recommandations qui leur étaient faites, de

¹ Ancelon, p. 21.

² *Précis historique*, p. 249.

³ Le roi ne les connaissait pas même de vue, dit le duc de Lévis (*Souvenirs et portraits*, 1813, in-8°. p. 131), en reprochant à M. de Fersen de l'avoir laissé

quoi il s'agissait, c'est autre chose et l'on n'en peut guère douter ¹.

Le doute est d'autant moins permis que les *indiscrétions*, sans parler des *imprudences*, qui compromirent si gravement le succès de la fuite, avant même qu'elle ne fût commencée, vinrent surtout du côté des gardes du corps. M. de Moustier n'avait pu se tenir de faire des confidences à une dame Prévile, et il faut voir, dans les dépositions recueillies pour l'information de l'affaire, quel chemin rapide avaient fait de bouche en bouche ces confidences, devenues aussitôt un objet de commérages entre cuisinières, portières et gouvernantes ². Bien d'autres imprudences et d'autres indiscrétions furent commises, sans qu'on puisse pourtant en imputer une seule à ceux qui avaient été directement associés au projet : c'étaient, par exemple, deux des gardes du corps qui se présentaient successivement chez le même marchand pour lui commander le même habit jaune, doublé de bleu, coupé en forme de veste de chasse ; c'était un garçon de café qui, en allant voir sa femme, au service de la comtesse de Provence, belle-sœur de la reine, apprenait que Monsieur et Madame allaient quitter Paris, et « que le roi serait peut-être de la partie ; » il exigeait qu'on l'emmenât, et donnait congé à son patron en lui annonçant

avec deux gardes du corps d'un grade inférieur. Il ne les connaissait pas de vue avant leur désignation par M. d'Agoult, mais il les avait reçus avant le départ.

¹ Le décret d'accusation rendu le 15 juillet par l'Assemblée nationale déclare « qu'il résulte des pièces... que les sieurs Heyman, Klinglin et d'Hoffelize, maréchaux-de-camp dans l'armée de M. de Bouillé ; Desoteux, adjudant-général..., Mandel, lieutenant-colonel du royal-allemand..., sont prévenus d'avoir eu connaissance du complot. » Ce qui résulte seulement des pièces, en l'absence des débats, c'est qu'ils furent employés par M. de Bouillé à exécuter ses ordres, et on ne voit pas qu'ils aient été informés du but avant le dernier jour. Le comte Louis dit expressément qu'ils ne le furent que le 21 juin au matin (*Mémoires*, p. 86, 88). Heyman avait, quelque temps auparavant, comme nous l'avons vu, fait lui-même une proposition qui ne fut pas acceptée. On se défilait particulièrement de lui, comme nous l'avons déjà dit, et un passage du *Mémoire* du comte Louis (p. 88) prouve qu'on ne devait guère être plus disposé à donner à Mandel un pareil témoignage de confiance. Au lendemain du voyage, le marquis de Bonnay fut accusé par le comité des recherches d'avoir connu et favorisé la fuite : il se justifia à la tribune. La Fayette, dans ses *Mémoires* (t. III, p. 75), range M. de La Porte, intendant de la liste civile, avec les trois gardes du corps, parmi ceux qui étaient vraisemblablement confidents du projet ; mais cette assertion sans preuve n'a aucune autorité.

² Bimbenet, *Pièces justificatives*, p. 37-9.

la cause de son départ. Aussitôt le limonadier faisait une déclaration devant le commissaire de police (19 juin), et le même jour, une autre déclaration mystérieuse portait encore à la police un témoignage analogue, qui ne pouvait manquer d'exciter son attention ¹.

D'autres dénonciations s'étaient produites, venant du palais même des Tuileries. Le roi était trahi par les trois cinquièmes des personnes qui l'entouraient ² : « Après le retour de Varennes, dit M^{me} Campan ³, le maire de Paris remit à la reine une dénonciation de la femme de garde-robe, datée du 21 mai (sa première dénonciation remontait au 15, comme M^{me} Campan le raconte dans son autre version du *Voyage de Varennes*), où elle déclarait qu'il se faisait des préparatifs aux Tuileries pour un départ, » dont elle avait surpris les apprêts grâce à un espionnage incessant. Cette femme, aimée de Marie-Antoinette, près de laquelle elle était placée depuis son mariage avec le Dauphin, pour son adresse et son intelligence, jouissait par son emploi d'un revenu de plus de douze mille francs. Elle était en rapport avec des députés du tiers et avait pour amant M. de Gouvion, aide-de-camp de Lafayette. M^{me} Campan se plaint avec amertume de son ingratitude et de sa bassesse. Suivant Lafont-d'Aussonne, au contraire, la femme de garde-robe (elle se nommait M^{me} de Rochereuil ⁴), d'abord fidèle, mais n'ayant pas la tête bien solide, aurait été poussée à la délation par les hauteurs et les mauvais procédés de M^{me} Campan, qui avait sans motif indisposé la reine contre elle, et serait morte de chagrin et de remords ⁵.

Quoiqu'il en soit, les avis, directs ou indirects, affluaient donc à l'autorité. Les journaux aristocratiques, comme les journaux démocratiques, s'il faut en croire les *deux amis de la liberté* ⁶, prédisaient le départ du roi, ces derniers surtout, et plusieurs feuilles jacobines l'avaient dénoncé plus de quinze jours avant qu'il n'eût lieu. Fréron signalait ce projet à la vigilance de l'autorité dans l'*Orateur du peuple*, et une lettre de Francfort,

¹ *Id.* Pages 23-25, et *Pièces justificatives correspondantes*, p. 149-51.

² *Mémoire* de M. de La Porte, intendant de la liste civile, à Louis XVI. 13 mars (90), résumant une conversation avec Mirabeau.

³ *Mémoires*, p. 288, et *Mémoire* du comte Louis, p. 67.

⁴ Ferrières l'appelle M^{me} de Ronchreuil.

⁵ *Mémoires secrets et universels*, p. 138-9.

⁶ *Histoire de la Révolution*, t. VI.

insérée à cette époque dans le *Moniteur*¹, démontrait jusqu'où ces rumeurs s'étaient propagées. Il n'était, pour ainsi dire, question d'autre chose dans les conversations de l'Assemblée, et le comité de surveillance se tenait sur ses gardes, malgré la lettre du roi (à laquelle on eut soin de donner la plus grande publicité possible), pour protester contre ces complots d'évasion que lui prêtait la malveillance. Les ennemis de la royauté plongeaient de toutes parts jusqu'au cœur du château et avaient de nombreuses intelligences dans la place. Non-seulement sa domesticité, mais les gardes du corps même chargés de protéger sa fuite, étaient directement ou indirectement en rapports avec ceux qui avaient intérêt à l'empêcher.

« C'est au point, lit-on dans l'*Histoire de Marie-Antoinette* par M. de Lescure, qu'on en vient à se demander si M. Bailly et M. de La Fayette n'eussent pas dû empêcher, par leurs conseils, l'exécution d'un projet funeste, dont ils eurent certainement connaissance. » Les conseils de tous deux, du second surtout, n'étaient pas de ceux qui avaient quelque chance de se faire écouter du roi, à supposer qu'ils eussent pu ou désiré se faire entendre. Mais Bailly et La Fayette eurent-ils *certainement connaissance* du projet, et doit-on les adjoindre à ceux dont j'ai tout à l'heure essayé de dresser la liste incomplète? Oui, suivant bon nombre de leurs ennemis et de leurs accusateurs, suivant quelques historiens généralement passionnés ou partiaux, suivant la rumeur populaire et l'acte d'accusation de Marie-Antoinette, qui les accuse formellement d'avoir l'un et l'autre favorisé l'évasion de tout leur pouvoir. Non, suivant la raison, le bon sens et la vérité.

Ils eurent connaissance des bruits et des dénonciations, mais il y a loin de là à avoir proprement connaissance du projet. Il est permis de dire que la multitude même et la ténacité de ces rumeurs, leur continuité, leur persistance, en détruisaient jusqu'à un certain point la signification pour n'en plus laisser voir que le parti pris. L'atmosphère en était saturée à ce point qu'on les respirait sans y faire attention. « D'un autre côté, les journaux démagogiques avaient tous les jours, depuis deux ans, tellement dénoncé la fuite immédiate du roi,

¹ *Mémoires de M. le comte de Montlosier*, t. II, p. 145; Droz. *Hist. de L. XVI.* t. III, p. 399; *Moniteur* du 30 mai et du 2 juin 1791.

les avertissements imaginaires se succédaient si fréquemment, qu'on avait fini par ne plus y croire ¹. »

Cependant, si le maire de Paris dut prendre d'abord les avis qu'il recevait comme des bruits sans consistance et sans fondement sérieux, nés de l'exaltation de l'opinion publique, et qui ressemblaient à tous ceux dont il avait été assiégé jusqu'alors, il parait certain qu'il finit par s'émouvoir, plus que La Fayette lui-même, devant leur multiplicité et leur précision. Auparavant il envoyait au comité des recherches tous les renseignements qui lui parvenaient. Le 20, inquiet du redoublement des bruits, il fit venir chez lui, où il était retenu par une maladie, trois officiers municipaux du voisinage pour conférer avec eux, envoya chercher La Fayette, lui communiqua tout, et le pria de se rendre à l'instant aux Tuileries pour vérifier l'état des choses et prendre les précautions nécessaires. Bailly a raconté lui-même tous ces détails en termes qui n'ont pas été démentis et qui restent acquis ². On voit que, s'il eut connaissance du projet, ce ne fut point par ses conseils qu'il songea à en empêcher l'exécution.

Quant à La Fayette, la même question, débattue souvent, mais autrefois plutôt qu'aujourd'hui, et résolue en sens contradictoires, mérite un examen un peu plus approfondi.

Cette prétendue complicité du commandant de la garde nationale dans l'évasion du roi fut un thème exploité par les passions politiques, les rivalités et les haines, qui se préoccupent peu de la vérité et de la vraisemblance. Une rumeur analogue, plus évidemment absurde, s'était produite lors de la tentative de voyage à Saint-Cloud ³; il avait déjà même été accusé en pleine Assemblée constituante, le 12 mai précédent, de vouloir enlever le roi ⁴, et le jour où l'on apprit le départ, Rewbell, arrêté par Barnave, exprima encore à ce propos quelques soupçons sur La Fayette ⁵. Mais c'est surtout dans le peuple que ces soupçons éclatèrent avec une impétueuse violence. Les accusations ne se bornèrent pas d'ailleurs au maire de Paris et au général de la garde nationale, elles attei-

¹ *Mémoires, Correspondance et Manuscrits de La Fayette*, t. III, p. 74.

² *Bailly à ses concitoyens*, à la suite du tome I^{er} de ses *Mémoires*.

³ L'abbé Georgel, *Mémoires*, t. II, p. 32.

⁴ *Journal de Paris*, du 14 mai; *Mémoires de La Fayette*, t. II, p. 400.

⁵ *Moniteur* du 22 juin: Beaulieu, *Essais hist.*, t. II, p. 505-7.

gnirent aussi plusieurs autres membres de l'Assemblée, les Lameth, Duport, d'André et jusqu'à Barnave. Comme il arrive toujours, on éprouvait le besoin de chercher des complices, de trouver des coupables, et l'explosion du mécontentement populaire atteignait pour ainsi dire au hasard, dans le premier moment, tout se qui se trouvait à sa portée.

Mais pour La Fayette, si bizarre que la chose puisse nous sembler aujourd'hui, ce ne fut pas seulement une affaire de premier moment et de premier mouvement : cette opinion persista longtemps, au moins sous forme d'hypothèse et d'insinuation ; elle ne resta pas enfermée dans le peuple, mais on la trouve dans beaucoup d'écrivains autorisés, dont les uns prétendent lui en faire un éloge, et les autres un titre d'accusation. Cela paraît plus étonnant. Il faut avoir pénétré à fond dans l'examen des sources relatives à la fuite du roi, pour savoir à quel point cette idée de la complicité de La Fayette, qui nous paraît d'une si fabuleuse invraisemblance, fut alors répandue. Plusieurs vont jusqu'à dire en propres termes qu'il reçut la confiance du projet et qu'il s'y était laissé formellement associer : « Le prince de Galles, lit-on dans une lettre adressée le 17 juin 91 à M. de Fersen par une personne émigrée à Londres. m'a ajouté, sur tout ce qu'on annonce ici..., qu'il ne saurait blâmer la personne à laquelle vous vous êtes attaché de se servir de La Fa... et des autres pour se tirer d'où elle est ; qu'à sa place il en ferait autant ¹. » Augeard, secrétaire des commandements de la reine, s'exprime plus nettement encore : « La reine s'était confiée à M. de La Fayette, en lui demandant de fermer seulement les yeux sur son départ s'il en avait connaissance ; il le lui promit, mais envoya son aide de camp avec ordre de ramener le roi à Paris dans le cas qu'il serait arrêté sur sa route ². » Enfin, pour nous borner là, l'abbé Georgel raconte aussi dans ses *Mémoires* ³ qu'on a prétendu que Marie-Antoinette, voyant l'impossibilité d'échapper à la surveillance du général, l'avait mis dans sa confiance, en achetant son silence pour le cas du succès, et en s'engageant à ne pas prononcer un seul mot qui pût le compromettre en

¹ Bimbenet, p. 8.

² *Mémoire* d'Augeard, p. 274, note.

³ Tome III, pages 140, 152. V. encore l'abbé de Montgaillard, t. II. et Toulangeon, *Hist. de France depuis la Révolution*, t. I, p. 192.

cas d'insuccès. Il avait été convenu, ajoute-t-il, que La Fayette laisserait écouler douze à quinze heures avant d'avertir de la fuite, et il eut l'art de persuader qu'il avait pris les plus minutieuses précautions pour la prévenir.

La Fayette, répondant à ces accusations de complicité dans ses *Mémoires*, fait remarquer que Bailly et lui « étaient naturellement les deux hommes de France à qui la cour devait le moins confier un projet de ce genre, dont l'objet était de la soustraire à leur influence et à leur garde, et dont le premier effet, *prévu par les fugitifs* (ces mots sont de trop), devait être le massacre du maire et du commandant général, de celui-ci surtout, qui eut besoin de toute sa fermeté pour redevenir, en un instant, plus puissant que jamais dans la capitale. » (La Fayette se flatte ; il ne redevint pas plus puissant que jamais, et sa popularité ne se releva point entièrement du coup). Il ajoute « qu'une semblable inculpation, faite à la fois par les royalistes et les jacobins, se détruisait par la contradiction même des motifs qu'on supposait à La Fayette. » Il invoque, mais avec un certain dédain, « la déposition des mourants, le témoignage de divers adversaires et nommément de M. de Bouillé, » qui ont joint « toutes les preuves morales et matérielles à la conviction qu'auraient dû produire, avec la moindre réflexion, la situation où était alors La Fayette et son caractère personnel ¹. »

On ne saurait rien dire de plus significatif pour prouver une chose qui semble si évidente par elle-même, et qu'on ne peut se dispenser pourtant de discuter, à cause de la façon étroite et intime dont la question est mêlée à celle qui nous occupe. Il suffit d'y ajouter un seul mot, peut-être plus concluant encore : c'est qu'il n'était personne dont la reine se défiât plus que de La Fayette. Les témoignages de l'aversion et de l'antipathie qu'elle ressentait pour lui, comme toute la famille royale, abondent tellement alors que, pour croire qu'elle eût surmonté ces sentiments, il faudrait des preuves plus positives et venues de plus haut ². La correspondance de M. de

¹ *Mémoires*, t. III, p. 98. On peut voir également le *Mémoire* du marquis de Bouillé (comte Louis), qui, d'un point de vue opposé, arrive à la même conclusion (p. 90-1).

² Aussi, à la question qui lui fut posée à ce sujet par le tribunal révolutionnaire, la reine répondit-elle que ces deux personnes « eussent été les der-

Fersen ne fait que rapporter un commérage d'émigration, et l'abbé Georgel un simple bruit, comme il en naissait alors par milliers, et qui s'explique aisément par la fureur et le dépit des patriotes. Il était naturel qu'en faisant retomber la responsabilité de la fuite sur le *gardien* du roi, sur celui qui s'était porté garant qu'il ne partirait pas, on allât jusqu'à l'accuser de connivence. La Fayette, d'ailleurs, n'était pas un homme à acheter, et si l'on peut contester son intelligence politique, il faut reconnaître son honnêteté. Augéard, lui, n'était plus alors en France, et ses *Mémoires*, si curieux sur les projets primitifs d'évasion, commettent plus d'une erreur en ce qui concerne la fuite et l'arrestation de la famille royale.

On sait que Bouillé était lié avec La Fayette, son parent. Ses *Mémoires* semblent porter quelques traces, très-vagues et à peine saisissables, de tentatives faites par lui, afin de savoir si et jusqu'à quel point l'on pouvait compter sur le concours de La Fayette ; mais il y a là moins un fait précis qu'un désir, un espoir bientôt déçu ¹. Malouet est plus explicite :

« Le marquis de Bouillé, dit-il, sans avoir connaissance du plan de Mirabeau, en conçut un à peu près pareil, et entra, dans cette intention, en correspondance avec M. de La Fayette, qui eut le tort de se défier de lui et de ne pas le seconder... M. de Bouillé m'a dit qu'après la mort de Mirabeau, n'ayant pu décider M. de La Fayette à se mettre à la tête du parti royaliste, il avait prié le roi de s'y mettre lui-même, et que le voyage de Varennes n'avait pas d'autre objet ². »

Un peu plus loin, Malouet développe un plan combiné avec l'abbé Raynal :

« Un appel, au nom du roi, à tous les propriétaires, un rassemblement de troupes d'élite à vingt lieues de Paris, et une déclaration dans le sens des cahiers : ce dernier point seulement à concerter avec MM. de La Fayette et Barnave ; et, dans le cas où ils y acquiesceraient, la retraite du roi hors de la capitale leur serait proposée. Je prenais sur mon compte toutes ces communications, qui auraient

nières qu'ils auraient employées. » Le roi et la reine s'exprimaient, au mois d'avril 1791, sur le compte de La Fayette, en termes bien autrement énergiques encore, dans les instructions remises à M. de Durfort pour le comte d'Artois. (*Mémoires de Montlosier*, t. II, p. 140.)

¹ *Mémoires de Bouillé*, p. 226-240. Voir aussi le *Mémoire* du comte Louis, et sa conversation avec La Fayette, p. 32.

² *Mémoires*, t. II, p. 26, 31.

pu compromettre M. de Montmorin. Cependant il me dit qu'il s'en chargerait volontiers, et que, même la réponse de MM. de La Fayette et Barnave étant négative, il se fierait à leur loyauté; mais que....., d'après l'éloignement qu'il connaissait au roi pour tous les deux, il doutait encore plus que Sa Majesté approuvât mon projet. En effet, le roi dit *non* assez sèchement.... Je sais que la répugnance du roi et de la reine pour M. de La Fayette était extrême; mais ils ne pouvaient pas ignorer que M. de Bouillé s'était adressé d'abord à lui, parce qu'il avait ju é son concours nécessaire, et parce qu'il ne le considérait pas comme un ennemi personnel du roi et de la royauté. Les évasions, les réticences de M. de La Fayette n'étaient donc pas une opposition manifeste : il n'était pas sûr que son cousin agit au nom du roi, qu'il y eût un plan complet de conciliation; il pouvait craindre dans M. de Bouillé un aristocrate masqué qui le compromettait. Il aurait eu beaucoup plus de confiance dans M. de Montmorin et même en moi, si nous lui avions présenté des bases fixes. Il avait plus d'expérience et de lumières sur la révolution, il devait être plus pressé d'en finir qu'en 1789. »

C'est dans ces paroles de Malouet, je crois, qu'il faut chercher l'exacte mesure de la vérité : il explique très-bien les raisons qui pouvaient pousser à se confier à M. de La Fayette, les motifs qui restaient encore d'espérer son concours, s'il avait été autorisé à le requérir. Il parle d'une tentative directe faite par Bouillé sur La Fayette, non pour le décider à entrer dans le complot de la fuite, mais, ce qui est plus vraisemblable, parce qu'il s'agit là d'une proposition conçue en termes plus généraux et moins compromettants, pour le décider « à se mettre à la tête du parti royaliste, » et à entrer dans un plan pareil à celui de Mirabeau, ce qu'il ne faut pas entendre spécialement, comme on le voit par les passages suivants, de la partie de ce plan qui a trait à l'éloignement du roi ¹. Il est certain qu'il y eut bien des tâtonnements, bien des désirs, des espérances, peut-être même des essais indirects et détournés pour gagner La Fayette au projet d'évasion. Mais il est impossible de croire que le roi et la reine se soient confiés à lui et il s'en faut même que rien prouve, comme le veut une autre version d'ailleurs moins invraisemblable, qu'il ait eu une connaissance positive du complot. Le chef militaire du

¹ M. de Montlosier nous apprend, dans ses *Mémoires*, que le marquis de Bouillé avait conçu de son côté, avant que le roi ne lui confiât l'exécution du projet de Breteuil, un plan qui se rapprochait de celui de Mirabeau et de Montmorin, et où il ne s'agissait pas de *fuite*. (*Mémoires*, t. II, p. 136, 157.) C'est peut-être de celui-là qu'il est question.

parti constitutionnel, celui de tous les partis qui était ou se croyait le plus intéressé à garder la personne royale ; l'homme qui avait répondu *sur sa tête* que le roi ne quitterait point Paris ¹, et qui ne pouvait ignorer quel coup mortel porterait à sa popularité, déjà ébranlée, une fuite dont on le rendrait naturellement responsable, eût fait une chose contraire à tout ce qu'il était logique d'attendre de lui, en favorisant secrètement un départ dont il eût été nettement instruit, comme le firent croire alors quelques circonstances, et, en particulier, ce qu'il y avait d'obscur ou d'inexplicable dans la déposition et le rapport de son aide de camp, M. de Gouvion ².

Mistress Elliott, dont la parole, d'ailleurs, est sans aucune portée, exprime une nuance différente de l'opinion en écrivant

¹ Il prétend dans ses *Mémoires* (t. III, p. 76) que c'est après avoir parlé franchement au roi des bruits qui couraient et qui s'étaient plus généralement renouvelés depuis quelques jours, et avoir reçu en retour les assurances les plus positives, qu'il crut pouvoir se prononcer si catégoriquement, et il ajoute même que sa confiance était telle qu'il éprouvait quelques remords de prendre des précautions.

² Toulangeon, *Histoire de France depuis la Révolution*, in-4°, t. I, p. 185; *Relation de Fontanges*, dans Weber, p. 335. Royou raconte aussi, dans son *Histoire de France*, t. VI, p. 291, que la veille de la fuite, M. de Gouvion fit venir aux Tuileries un chef de légion et trois commandants de bataillon, connus par leur dévouement à la monarchie et qu'il les chargea, au moins indirectement, de favoriser l'évasion, en leur disant : « Le roi et sa famille, dont la vie est menacée chaque jour par la populace, quitteront le château incessamment. On ne peut les en blâmer ; ils y sont contraints. » Il serait facile d'expliquer de bien des manières cette démarche, dont Royou a négligé de donner les garants, et qu'il ne présente pas d'ailleurs comme une preuve que La Fayette ait connu l'instant précis de l'événement. C'est au lecteur à tenir compte de tout cela dans la mesure convenable. Si l'on voulait s'en rapporter à la plupart de ces témoignages, dont il est parfois difficile d'apprécier la valeur, Gouvion en sortirait plus *compromis* que La Fayette. Il a déclaré lui-même à l'Assemblée qu'il avait reçu dès la veille de la Pentecôte, l'avis que le roi allait partir, et qu'il devait précisément s'échapper par la porte de l'appartement Villequier. M^{me} de Tourzel, citée par M. Ancelon (p. 30) dit que le roi, en partant, « donna verbalement la permission de proposer à M. de Gouvion, si on le rencontrait, de favoriser le départ de leurs Majestés et de les suivre. » Il est à remarquer que, dans les dénonciations dont il parla à l'Assemblée, il était question de la fuite de la reine et du dauphin seulement, et cela ferait comprendre l'opinion exprimée par Toulangeon sur La Fayette (*Hist. de France*, t. I, p. 192), et que nous croyons devoir rapporter comme une nouvelle explication, plus plausible que bien d'autres, de ce problème historique : « Ce qui est possible et probable, c'est qu'il eût fermé les yeux sur le départ de la reine, et que celui du roi ne lui fut pas confié. Beaucoup de bons esprits désiraient cet éloignement de la reine comme le seul moyen de sauver le roi, elle-même et la monarchie. »

dans ses *Mémoires* ¹ : « Je suis bien sûre que La Fayette avait connaissance de ce projet, et que la crainte lui fit ensuite trahir le roi. » Suivant d'autres même, ce ne serait pas seulement de pusillanimité, mais de perfidie que La Fayette aurait fait preuve en cette circonstance, et il n'aurait laissé partir le roi que pour l'attirer dans un piège et le faire arrêter ². Le récit des événements comme le caractère du personnage répond suffisamment à cette hypothèse hardie. La vérité est sans doute la même pour le commandant en chef de la garde nationale que pour le maire de Paris, avec toutes les nuances et toutes les distinctions qu'on voudra supposer et qu'autorise la situation spéciale de La Fayette. Il était placé, pour ainsi dire, au centre où venaient aboutir les rapports et les dénonciations, et son aide de camp, M. de Gouvion, étroitement lié non-seulement avec la femme de garde-robe, mais avec l'un des gardes du corps, M. de Valory ³, s'était trouvé à même de recueillir un grand nombre d'indices. Tout cela est vrai, à la condition de reconnaître qu'il n'avait probablement que des craintes ou des soupçons, sans aucune certitude, au moins pour le moment précis du départ et le plan suivi, et que ces soupçons paraissent s'être évanouis assez vite, tant par suite de l'attitude du roi et de la reine, que par sa confiance en lui-même, en sa pénétration, en sa toute-puissance, et enfin par sa visite au château où il trouva tout endormi et fermé, comme par les assurances que lui donna M. de Gouvion, avec une sorte de forfanterie militaire, qu'une souris même ne pourrait passer sans qu'il l'aperçût.

C'est précisément ce que dit dans sa très-précieuse relation M. de Fontanges, en ajoutant néanmoins, sous une forme qui enlève toute signification sérieuse à ses paroles, que la reine lui a paru croire *quelquefois* qu'il connaissait le projet, mais

¹ Edit. Barrière, p. 291.

² Cette thèse, mais étendue aux ennemis de la royauté, est celle que soutient M. le comte de Sèze dans son *Histoire de l'événement de Varennes*, où il a groupé très-ingénieusement, mais trop systématiquement, tous les arguments à l'appui. Son livre, très-spécieux par beaucoup de points, tant qu'il ne s'agit que de démontrer la connivence intéressée des ennemis du roi dans sa fuite et la façon dont ils feignaient de ne rien voir pour le prendre dans leur embuscade, devient absolument insoutenable dès qu'il est conduit, par les nécessités de la thèse, à vouloir établir que le piège avait été tendu d'avance à Varennes même.

³ *Précis historique* de M. de Valory, p. 252-3.

sans lui dire sur quoi elle fondait cette conjecture. Il résume parfaitement la question :

« Il est certain que le roi et la reine non-seulement n'avaient pas confié leur secret à M. de La Fayette, mais qu'ils avaient toujours cru voir le plus grand intérêt à le lui cacher. Le peu de personnes à qui il avait fallu le confier étaient tellement sûres, qu'il est encore certain qu'aucune d'elles ne l'a trahi. Il n'est cependant pas absolument impossible qu'il eût été pénétré, du moins en partie, par quelques autres, qui ont pu transmettre à M. de La Fayette ou à M. de Gouvion, ce qu'elles savaient et ce qu'elles conjecturaient ; et qu'ainsi l'un et l'autre en aient eu quelques notions plus ou moins précises. Eux seuls auraient pu dire jusqu'à quel point ils étaient instruits, et par quel motif, supposé qu'ils le fussent, ils n'ont pas pris plus de précautions, qui auraient suffi pour empêcher la fuite¹. »

Ce ne sont pas, à vrai dire, les précautions qui ont manqué. La surveillance, déjà très-étroite, avait certainement accru ses rigueurs à cause de la persistance et du redoublement des bruits d'évasion. Il ressort de diverses dépositions qu'on avait pris, le 20 juin, des mesures particulières², tout en gardant une entière sécurité, parce qu'il paraissait impossible d'échapper aux regards de tant d'espions³. Si la vigilance des geôliers a été trompée, ce n'est pas qu'elle se fût relâchée ce soir-là, c'est à cause des moyens combinés depuis longtemps avec habileté par la famille royale, et soustraits à la connaissance de ses ennemis, surtout pour se réunir et passer d'un appartement à l'autre par des issues secrètes, en évitant les voies de communication ordinaires, qui étaient très-soigneusement gardées.

Nous voici maintenant arrivés au cœur même du sujet, après en avoir laborieusement déblayé les abords.

III.

La journée du 20 juin, marquée pour le départ, était arrivée. Dès le matin, on envoya au couvent ou à la campagne les deux jeunes filles placées près du Dauphin et de Madame Royale pour

¹ *Mémoires* de Weber, p. 336.

² Bimbenet, p. 25 et les *Pièces justificat.* correspondantes. *Mémoire* du comte Louis, p. 67.

³ Dumont, *Souvenirs*, p. 316.

partager leurs jeux. Les habitudes de la cour furent scrupuleusement suivies, afin de n'exciter aucun soupçon.

« Pendant toute la journée, dit Madame Royale ¹, mon père et ma mère me parurent très-agités et occupés, sans que j'en susse les raisons. Après le diner, ils nous renvoyèrent, mon frère et moi, dans une chambre, et s'enfermèrent seuls avec ma tante. J'ai su depuis que c'est dans ce moment-là qu'ils informèrent ma tante du projet... A cinq heures, ma mère alla se promener, avec mon frère et moi,... à Tivoli, chez M. Boutin. » Pendant cette promenade au jardin Boutin, qui était un endroit à la mode, Marie-Antoinette prépara vaguement sa fille par quelques phrases qu'elle ne comprit pas. On rentra à 7 heures ; la reine se fit coiffer, puis elle trouva ausalon Monsieur, qui devait, la même nuit, s'enfuir de son côté avec un succès complet². Après le départ de Monsieur, un peu après neuf heures, la famille royale se mit à table, où elle resta fort longtemps : ce dernier repas était en même temps la dernière entrevue avant la fuite. Elle ne sortit de table que pour se retirer, vers onze heures, dans ses appartements, où le coucher eut lieu conformément à l'étiquette.

Le Dauphin était au lit depuis neuf heures et Madame Royale depuis dix, suivant l'usage. On avait donné les ordres aux valets et au commandant de service pour le lendemain³. M. de Choiseul, qui attendait à Paris, depuis quelques jours, les ordres de Louis XVI, après être monté en cabriolet vers trois heures, avec Léonard, le coiffeur de la reine, chargé d'emporter les bijoux de Sa Majesté, était parti en avant pour observer la route et rejoindre à Pont-Sommeville le premier détachement.

Les domestiques à peine retirés, le roi et la reine se lèvent : il était alors environ onze heures et demie. M^{me} Brunier, femme du médecin des Enfants de France, et M^{me} de Neuville, femme du porte-malle de Monsieur, averties du départ avant le cou-

¹ *Relation du voyage de Varennes*, au début (dans les *Mémoires* de Weber).

² Suivant le duc de Choiseul (*Relat.*, p. 29). Monsieur avait déjà failli partir le samedi saint précédent, c'est-à-dire quelques jours après l'émeute du 18 avril, et il ne renonça à ce départ qu'au dernier moment, pour ne pas faire manquer celui du roi, qui lui confia alors son projet.

³ Bimbenet, p. 39-41 ; Ancelon, p. 28. S'il faut en croire *les Deux amis de la liberté*, le 19, Marie Antoinette demandait en souriant à un officier de la garde nationale de service aux Tuileries, pour mieux détourner les soupçons : « Eh bien, parle-t-on toujours de notre fuite ? » (*Hist. de la Révolut.*, t. VI.)

cher seulement, avaient habillé les enfants dont elles étaient les femmes de chambre. Madame fut vêtue d'une robe d'indienne à fleurs d'une simplicité extrême ¹. Le Dauphin fut habillé en petite fille. C'est à tort que M. Bimbenet a voulu contester ce dernier détail, parce qu'il ne figure pas dans la procédure : le silence des témoins sur ce fait, qui peut s'expliquer de plusieurs manières ², ne saurait prévaloir contre des témoignages positifs et catégoriques, comme celui de Madame Royale dans sa *Relation* : « On habilla mon frère en petite fille ; il était charmant. Comme il tombait de sommeil, il ne savait pas ce qui se passait. Je lui demandai ce qu'il croyait qu'on allait faire : il me dit qu'il croyait que nous allions jouer la comédie, parce que nous étions déguisés. » Ce témoignage est formellement confirmé par celui de M^{me} de Tourzel ³, qui avait fait confectionner par sa fille Pauline la petite robe et le bonnet dont on se servit en cette circonstance. Ces détails sont de ceux sur lesquels il est impossible d'admettre que Madame Royale et M^{me} de Tourzel se soient trompées.

Le Dauphin et sa sœur habillés, leurs femmes de chambre les amènent dans le cabinet de la reine, où se trouve également leur gouvernante, M^{me} de Tourzel. De là tous passent par les issues secrètes ménagées depuis longtemps, à l'appartement abandonné du duc de Villequier, où ils arrivent sans avoir rencontré absolument personne, malgré le luxe de surveillance organisé dans l'intérieur des Tuileries. Par l'appartement du duc de Villequier, on gagne la porte non gardée qui donne sur la cour des Princes. Là stationne un vieux carrosse, dont le cocher est M. de Fersen : la reine y fait monter les enfants avec M^{me} de Tourzel, et la voiture va attendre au Petit-Carrousel, mais non sans avoir fait un tour sur les quais, tant pour dérouter la surveillance que pour donner au roi et à la reine le

¹ On peut voir le *fac-simile* d'un échantillon de cette robe dans Bimbenet, *pièces justificat.*, p. 152.

² L'explication la plus simple peut-être de cette lacune, qui paraît singulière au premier abord, surtout en comparaison de tous les autres détails où entre chaque interrogatoire, c'est que le Dauphin, qui avait à peine dépassé sa sixième année, était encore dans l'âge où un habillement de petite fille pouvait, aux yeux des témoins comme des juges eux-mêmes, ne point passer pour un déguisement.

³ Voir Beauchesne, *Louis XVIII*, t. I, p. 92, et Ancelon, p. 29. Le duc de Choiseul, très-bien instruit de ces préparatifs de fuite, auxquels il prit une grande part, le dit aussi formellement. (*Relation*, p. 50.)

temps d'arriver. Malgré cette précaution, on resta trois quarts d'heure (une grande heure, selon Madame Royale, à qui le temps devait paraître long), avant de voir apparaître personne, et M. de Fersen joua à merveille son rôle de cocher avec un camarade qui se trouvait là par hasard. Pendant cette mortelle attente, « nous vîmes passer M. de La Fayette, qui était au coucher de mon père, » dit Madame Royale ; ce fut un moment d'alerte. Heureusement La Fayette passa sans rien remarquer. Le sens de la phrase de Madame Royale semble indiquer que La Fayette sortait des Tuileries, et non qu'il y allait, comme le disent plusieurs historiens. Il y a, du reste, sur ce point, une confusion et une obscurité qui ne seront jamais entièrement éclaircies, et, en général, tous les récits concernant la sortie des Tuileries sont remplis de contradictions et d'erreurs. Après avoir rapproché et contrôlé tous les témoignages, on serait tenté d'admettre que La Fayette alla deux fois aux Tuileries ce soir-là. Il paraît bien certain qu'il assista d'abord au coucher du roi, ce qui expliquerait naturellement le retard de celui-ci, qui n'avait point voulu avoir l'air pressé de terminer l'entretien¹. Puis, en se retirant, il serait passé chez Bailly, qui l'avait envoyé chercher pour lui communiquer les nouvelles et pressantes dénonciations qu'il avait reçues, et, sans y croire, il serait alors retourné au château, afin de renouveler les consignes et d'avertir le major-général Gouvion, qui répondit de tout. Cette visite aux postes et à Gouvion est attestée par nombre de témoignages et par les récits concordants (concordance un peu suspecte, il est vrai) des récits de La Fayette et de Bailly², et sa visite au roi, par la *Relation* de Madame Royale et le *Mémoire* de M^{me} de Tourzel ; mais il semble qu'en revenant aux Tuileries, après son entrevue avec le souverain, il aurait dû tomber au milieu même de l'exécution du projet, et qu'il eût été bien dif-

¹ Lacretelle, dans son récit, d'ailleurs très-peu exact, ajoute un détail qu'on aimerait à croire authentique. Il dit que le roi déguisé était sorti de son appartement, lorsque tout à coup il voulut revenir sur ses pas, en dépit de toutes les représentations, pour écrire quelques mots où il déclarait que son valet de chambre, en l'aidant en cette circonstance, n'avait fait qu'obéir à ses ordres formels. (*Assembl. constit.*, t. II, p. 254.) Cette précaution était bien dans le caractère du roi, et il ne négligea pas de la prendre pour M^{me} de Tourzel, en lui donnant l'ordre signé d'emmener le Dauphin. (Ancelon, p. 29).

² V. les *Mémoires* du premier, t. III, p. 76, et *Bailly à ses concitoyens*, à la suite de ses *Mémoires*, t. I.

ficile de ne rien voir, à moins de fermer volontairement les yeux. Il est donc plus simple d'admettre que les deux choses aient été faites en une seule et même fois, bien que cette explication ne lève pas toutes les difficultés, et que l'on en vienne à comprendre, sans les partager, les soupçons qui s'élevèrent contre lui.¹

Madame Elisabeth, conduite par un garçon de sa chambre, était venue la première rejoindre la voiture. Le roi arriva ensuite, et la reine se fit attendre assez longtemps pour inspirer de sérieuses inquiétudes. Elle avait voulu sortir la dernière des Tuileries². Mais, en outre, ce qui l'avait plus particulièrement retardée, c'est qu'ayant vu venir elle-même la voiture de La Fayette pendant qu'elle traversait la grande cour du Carrousel, elle s'était jetée, avec le garde du corps qui lui donnait le bras, dans le labyrinthe de ruelles environnantes, où elle s'égara. Son guide connaissait mal ce quartier et l'on n'osait interroger personne si près des Tuileries : on fut donc assez longtemps avant de trouver le coin de la rue de l'Échelle, où stationnait la voiture³. Le garde du corps qui accompagnait la Reine était M. de Maldent ; les deux autres, mandés secrètement avec lui chez le Roi dans la soirée, avaient reçu l'ordre, M. de Valory de courir en avant jusqu'à Bondy pour y faire préparer le relais, M. de Moustier d'aller chercher la grande berline et de la conduire à la barrière Saint-Martin.

Chacun était sorti isolément pour ne pas faire groupe et ne

¹ M. de Beauchesne, ordinairement si exact, fait sortir Bailly des Tuileries deux minutes après La Fayette. Bailly, qui était malade ce jour-là, nie formellement (*Mémoires*, t. I, p. 398) sa visite aux Tuileries, et je crois qu'elle n'est prouvée par aucun témoignage sérieux.

² *Mémoire* du comte L. de Bouillé, p. 90. Ancelon, p. 32.

³ M. de Fontanges a exagéré cet incident, en montrant la reine et son guide égarés sur la rive gauche de la Seine et errant au hasard dans la rue du Bac. Nous ne relevons pas, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, les erreurs du *Précis historique* signé par M. de Valory, erreurs tellement énormes et tellement nombreuses qu'elles enlèvent à son récit toute espèce de valeur. Sur ce point précis de la sortie des Tuileries, voir une longue note de M. Bimbenet, p. 81. M. Bimbenet, qui suit les dépositions pas à pas, n'est point tout à fait d'accord avec nous sur quelques détails secondaires : il semble ne pas admettre qu'elles puissent présenter des lacunes ou des erreurs. Une déposition n'offre pas plus le caractère d'infailibilité que tout autre témoignage ; il n'est pas rare qu'elle se trompe, involontairement ou même très-volontairement, et je ne crois pas qu'elle doive nécessairement l'emporter, quand elle se trouve en face de récits qui réunissent tous les caractères de l'authenticité et de la vraisemblance.

point attirer l'attention. La reine et Madame Elisabeth étaient en robes du matin, celle-ci en chapeau blanc (ou plutôt gris clair), celle-là en chapeau noir, avec un mantelet de même couleur. Le roi avait un chapeau rond, une perruque, une redingote brune et la canne à la main ¹. On passa sans difficulté. Il n'y avait pas de sentinelle à la porte du duc de Villequier, d'ailleurs habituellement masquée par les voitures qui attendaient les personnes en visite chez M^{me} de Tourzel ou chez les membres de la famille royale. On était habitué à voir sortir et circuler à pareille heure les gens de service après la journée finie, et enfin, comme on se le rappelle, on avait pris soin, depuis quelques jours, de préparer les voies au roi en faisant passer et repasser, sous un costume semblable à celui qu'il devait porter lui-même, son quasi-ménechme, le chevalier de Coigny. Aussi, bien que quelques officiers de la garde nationale se promenassent dans la cour, qui était très-éclairée, ne remarquèrent-ils rien, et Louis XVI put pousser impunément le flegme et la tranquillité, dit-on, jusqu'à se baisser en passant près d'une sentinelle pour rattacher la boucle de son soulier.

C'est sans doute pendant que ceci s'accomplissait, que La Fayette, descendu du château ou revenant de chez Bailly, avait avec Gouvion cette entrevue où celui-ci promettait qu'une souris même ne pourrait s'échapper sans qu'il s'en aperçût, et à la suite de laquelle la voiture qui emmenait le commandant de la garde nationale effrayait si fort la reine dans la cour et Madame Elisabeth au coin de la rue de l'Échelle. Quand Gouvion, le lendemain, affirma qu'il n'avait pas quitté une minute des yeux la porte du duc de Villequier, il faut absolument, si l'on ne veut expliquer cette assertion par le hardi mensonge d'un homme qui se sent compromis pour avoir manqué de vigilance, ou par une complicité secrète ², qu'une surveillance aussi assi-

¹ Dépositions de M^{me} de Tourzel, de M. de Maldent, etc. *Relation* du duc de Choiseul, p. 50. La relation de Marie-Thérèse-Charlotte de France nous apprend que c'était madame de Tourzel qui passait pour la baronne de Korff, la reine pour madame Rochet, gouvernante des enfants, et le roi pour le valet de chambre Durand; M^{me} Elisabeth était une demoiselle de compagnie, du nom de Rosalie. Quant aux deux enfants, ils s'appelaient Amélie et Aglaé. — Les trois gardes du corps avaient aussi reçu des noms de circonstance: M. de Maldent s'appelait Saint-Jean; M. de Moustier, Melchior, et M. de Valory, François.

² Toutes ces circonstances sont de celles sur lesquelles ne manque pas de s'appuyer le comte de Sèze, dans son *Hist. de l'événement de Varennes*, pour

due n'ait commencé que lorsque le départ était déjà un fait accompli.

Pendant ce temps, M^{mes} Brunier et de Neuville s'étaient dirigées à pied vers une voiture préparée sur le quai par les soins de M. de Fersen, et qui les attendait depuis longtemps déjà. Elles y montèrent à minuit environ, (probablement un peu plus tôt), et se dirigèrent aussitôt sur Claye.

Dès que les deux femmes de chambre furent montées en voiture, M. de Moustier, qui avait été chargé de veiller d'abord à leur départ, alla chercher rue de Clichy, chez M^{re} Sullivan, à l'hôtel de lord Crawford, où elle avait été conduite dans l'après-midi, la berline commandée au nom de la baronne de Korff, la fit atteler de quatre chevaux pris dans l'écurie de M. de Fersen et conduire à la nouvelle barrière du faubourg Saint-Martin. M. de Valory accompagnait la berline, monté sur un cheval anglais, pris dans la soirée même chez un marchand auquel M. de Fersen l'avait acheté quelques jours auparavant, et ce fut seulement un peu après qu'elle fut arrivée à sa destination qu'il se dirigea sur Bondy pour y commander les relais. Il avait été convenu que si, à trois heures et demie, la famille royale n'était pas arrivée à Bondy, il courrait, sans s'arrêter, jusqu'à Pont-Sommeville, pour avertir le duc de Choiseul de replier et de ramener tous ses détachements ¹.

Quand la berline arriva à la barrière, il devait être plus de minuit et demi, puisque M. de Moustier n'avait quitté M^{mes} Brunier et de Neuville, sur le quai près des Tuileries, qu'à minuit environ, et qu'il lui avait fallu le temps de se rendre ensuite rue de Clichy et de là à la barrière; probablement même il était plus près d'une heure que de minuit et demi. Mais elle n'en était pas moins fort en avance. Suivant la déposition du cocher de M. de Fersen, Balthazar Sapel, qui avait été chargé de conduire cette voiture, ce fut seulement vers deux heures ou deux heures et demie du matin, au moment où déjà le jour commençait à poindre, car la nuit choisie pour la fuite se trouvait,

établir sa thèse d'un piège tendu au roi, et il faut avouer que, sur ce point au moins, l'interprétation est spécieuse.

¹ *Relation* du duc de Choiseul, p. 55. Tous les détails précédents, comme ceux qui suivent, sont établis d'après les dépositions des témoins et les interrogatoires des accusés, rapprochés et contrôlés les uns par les autres. On sait que ces pièces composent la seconde partie du volume de M. Bimbenet; mais nous ne pouvons y renvoyer à chaque ligne.

par un nouveau hasard qui eût pu avoir de fâcheuses conséquences, la plus courte de l'année, que la berline fut rejointe par la voiture qui contenait toute la famille royale.

D'où provenait un tel retard en un moment si précieux ? On a vu les incidents qui avaient reculé la sortie du roi d'abord, puis celle de la reine. Une autre cause de retard vint de la route suivie par M. de Fersen, lorsque toute la famille royale se trouva réunie dans la voiture du Petit-Carrousel, pour gagner la barrière Saint-Martin. Soit que, comme le dit M. de Fontanges, dont l'assertion a été répétée par la plupart des historiens, « M. de Fersen n'osât mener son carrosse de remise par le plus court chemin, parce qu'il ne connaissait pas assez les rues de Paris pour hasarder de traverser la nuit cette ville immense, dans la plus grande partie de sa largeur, » et qu'il « crut plus sûr de descendre par la rue Saint-Honoré et de faire le tour par les vieux boulevards ; » soit que, suivant l'explication donnée par le duc de Choiseul, adoptée par M. Bimbenet¹ et qui paraît plus vraisemblable, — car M. de Fersen, mêlé si activement à tous les détails de la fuite, qu'il dirigea, à son origine, avec autant d'intelligence que de décision, n'était pas homme à avoir négligé d'apprendre l'itinéraire le plus court du Petit-Carrousel à la Porte-Saint-Martin, s'il avait jugé nécessaire de le suivre, et surtout n'était pas homme à s'égarer, comme l'ont dit quelques-uns, — il ait voulu, par excès de précaution, passer en route à son hôtel et à celui de lord Crawford, pour s'assurer du départ des chevaux et de la berline, il est certain qu'il prit le plus long. On traversa la barrière sans encombre, malgré l'embarras causé par une noce et par un rassemblement de soldats et de curieux. Dès que le carrosse de louage fut arrivé près de la berline, on les approcha de telle sorte que la famille royale put passer de la première voiture dans la seconde, sans mettre pied à terre et sans s'exposer à la curiosité du cocher.

Aussitôt la portière fut vivement refermée. M. de Fersen monta sur le siège de la berline, à côté de M. de Moustier, qui s'y trouvait déjà ; M. de Maldent s'assit derrière, et le cocher, excité par son maître, prit la route de Bondy en conduisant si rapidement qu'il y arriva en moins d'une demi-heure. Le car-

¹ *Relation*, p. 78-79. *Fuite de Louis XVI*, p. 86, note.

rosse de remise avait été abandonné sur la route avec les deux chevaux.

A Bondy, on retrouva M. de Valory, qui avait fait préparer un relais de six chevaux. Ceux de M. de Fersen furent dételés, et son cocher reçut l'ordre de les conduire à Valenciennes, lieu de séjour du régiment dont ce gentilhomme suédois était le colonel. M. de Fersen prit alors congé des voyageurs par ces mots qu'entendit son cocher : « Adieu, Madame de Korff¹. »

Le comte Louis de Bouillé rapporte, dans son *Mémoire*², que M. de Fersen ne se sépara du roi qu'après lui avoir fait de nouvelles et inutiles instances pour obtenir de le suivre. Ce détail n'a rien que de vraisemblable, et l'auteur prétend le tenir, comme tous ceux qu'il donne sur la sortie des Tuileries et de Paris, de M. de Fersen lui-même : aussi, bien qu'il se soit évidemment trompé sur l'endroit où eut lieu cette séparation, qu'il place à Claye (comme M. de Fontanges), sommes-nous tout disposé à l'en croire. Mais il ne put obtenir ce qu'il demandait. On jugea son offre inutile, peut-être même gênante, et les mêmes raisons qui s'étaient opposées à ce que la famille se fit accompagner par le marquis d'Agoult, s'opposèrent aussi à ce qu'elle acceptât le dévouement de M. de Fersen. Il n'y avait plus de vide dans la berline, d'où il eût fallu faire descendre M^{me} de Tourzel pour lui trouver une place. Ainsi la famille royale se trouva définitivement abandonnée à elle-même, dans cette périlleuse entreprise, n'ayant pour auxiliaires et pour gardiens que trois personnes qu'elle avait à peine connues quelques moments avant le voyage, et à qui leur rôle effacé ne pouvait permettre l'initiative nécessaire en cas de besoin. M. de Fersen monta sur le cheval anglais qui avait amené M. de Valory, et s'en retourna à Paris, où, avant de rentrer chez lui, il alla faire un tour du côté de l'Hôtel de ville et de l'hôtel de La Fayette, pour s'assurer que tout était tranquille et qu'on ne s'était point encore aperçu du départ ; puis, le jour même, il partit pour Bruxelles.

La berline, attelée de six chevaux, s'élança sur la route de Claye, précédée de deux gardes du corps en courrier, tandis

¹ Bimbenet, p. 84-7. *Déposit.* de Balth. Sapel.

² P. 92.

que le troisième était assis sur le siège. Elle rejoignit là les deux femmes de chambre, qui attendaient depuis cinq quarts d'heure. Des pourboires un peu trop larges furent donnés aux postillons, que cette générosité émerveilla. On se remit bientôt en route, en faisant prendre le devant à la voiture qui contenait M^{mes} Brunier et de Neuville ¹. Il devait être alors un peu plus de trois heures et demie du matin ², et il faisait grand jour ; mais, à mesure qu'on s'éloignait de Paris, les alarmes s'effaçaient pour faire place à la confiance et à la joie.

On avait, il est vrai, perdu beaucoup de temps, et, dans toute évasion, les moindres minutes sont précieuses. Récapitulons tous ces retards successifs, qui avaient compromis le succès de la fuite dès ses premiers pas. Le principal et le plus désastreux était celui qui avait reculé de vingt-quatre heures le moment fixé pour le départ, afin d'attendre la fin du service d'une femme de chambre du Dauphin, très-démocrate, dont on craignait l'espionnage ³. Selon le comte Louis de Bouillé, cette même circonstance, jointe au désir d'attendre le paiement du mois de la liste civile, avait déjà servi précédemment de prétexte à un retard analogue ⁴. Cette résolution, qui ne fut connue du marquis de Bouillé que le 16 juin au matin, apporta, quoi qu'en ait dit le duc de Choiseul ⁵, une complication et des revirements fâcheux dans les ordres pour le mouvement des troupes destinées à escorter la voiture royale pendant la dernière partie du voyage. Puis, à l'heure même du départ, vinrent successivement le retard du roi, par suite de la visite de La Fayette ; le retard de la reine, égarée dans les ruelles qui environnaient les Tuileries, le retard de M. de Fersen, dans le trajet du Petit-Carrousel à la Porte-Saint-Martin. A tous ces retards M. de Fontanges en ajoute un autre : « Quoique la voiture du roi fût neuve, dit-il, il fallut y faire à Claye quelques réparations, qui

¹ Bimbenet, p. 86-87. *Déposit.* de Pierre Le Bas, postillon.

² On était à la barrière Saint-Martin vers deux heures ou deux heures et demie, et on n'avait mis qu'une demi-heure à gagner Bondy. En outre, nous savons, par la déposition de Pierre Le Bas, que la voiture des dames Brunier et de Neuville, qu'il conduisait, était arrivée à Claye vers deux heures ou deux heures et demie, et qu'elle avait attendu cinq quarts d'heure (une heure et demie même, d'après l'interrogatoire des deux femmes de chambre).

³ Ce n'était pas M^{me} de Rochereuil, dont il a été question plus haut, puisqu'elle était femme de garde-robe et que son service durait toute l'année.

⁴ *Mémoire*, p. 70.

⁵ *Relation*, p. 43-4.

firent perdre encore du temps ¹. » Nous devons remarquer toutefois que cette réparation ne se trouve pas mentionnée dans les dépositions des témoins ni les interrogatoires des *complices*. Ce même accident se serait renouvelé à plusieurs reprises pendant le cours du voyage, — à Montmirail, selon Beaulieu, Lacretelle et beaucoup d'autres ²; à Etoges, selon Montgaillard ³; au sortir de Chaintrix ou Chaintry, selon M^{me} de Tourzel ⁴. Il ne faut voir là, sans aucun doute, qu'un seul et même accident, placé par les différents auteurs en trois endroits différents, quoique voisins, ce qui s'explique parfaitement.

Ces causes de périls ne préoccupaient pas assez la famille royale, tout entière au charme de la délivrance. Plus elle s'enfonçait dans la province, qu'on lui avait si souvent représentée comme à l'abri de la contagion parisienne et comme toujours fidèle à la royauté, moins elle se croyait tenue aux précautions et à la hâte primitives. Les témoignages sont formels à cet égard, bien qu'ils s'expriment probablement avec une certaine exagération. M^{me} de Neuville a remarqué qu'il n'y avait « ni célérité ⁵, ni demande de célérité dans le service des postes, » — ce qui était d'autant plus grave que la durée du voyage du roi, et par suite les ordres donnés aux troupes pour l'attendre dans chaque station, avaient été établis strictement, en supposant le départ à minuit, d'après le nombre d'heures employées quelques jours auparavant par la baronne de Korff dans ce même voyage, et d'après les calculs opérés par MM. de Choiseul et Goguelat. Il eût fallu avoir la précaution de laisser une bien plus grande latitude, en tenant compte de tous les accidents qui pouvaient et devaient, dans l'hypothèse la plus favorable, s'opposer à la marche régulière d'un départ entrepris dans de pareilles conditions. On n'avait suffisamment prévu ni les accidents à la voiture, ni les longs retards à la sortie de Paris, et parmi les fugitifs, personne, ce semble, ne songeait à redoubler de vitesse pour les compenser.

Pour les mêmes raisons et toujours par suite du même sen-

¹ *Relation*, dans les *Mémoires* de Weber, p. 334.

² *Essais historiques*, t. II, p. 496. *Assemblée constituante*, t. II, p. 256.

³ *Histoire de France depuis la fin du règne de Louis XVI*, t. II.

⁴ Ancelon, *la Vérité sur la fuite*, p. 37.

⁵ « Jamais voiture n'a été plus mal, » dit le duc de Choiseul dans une note de sa *Relation*, p. 56. V. aussi le *Mémoire* du comte Louis, p. 94.

timent, on en vint bien vite à se relâcher des précautions du début. Quoi qu'en dise M. Ancelon¹, il faut bien en croire des dépositions concordantes sur un point où elles n'ont aucun intérêt personnel à tromper. M^{me} Brunier dit, dans son interrogatoire, « que le roi est descendu à une poste pour satisfaire un besoin... et a parlé à quelqu'un que la répondante croit attaché à la poste ; » M. de Maldent ajoute qu'il est descendu plusieurs fois, « et qu'il ne sait s'il a été reconnu, mais qu'il ne se cachait pas ; » M. de Moustier est plus explicite encore : non-seulement le roi est descendu plusieurs fois, toujours pour la même cause, au grand jour et aux postes, mais « il a parlé à plusieurs personnes qui étaient dans les endroits où on relayait, » et, sur la demande du juge d'instruction, il explique que c'étaient des personnes du peuple qui venaient pour voir les passants. M. de Valory répond à la même question « qu'il sait de ses camarades (il courait en avant) que le roi et la reine ont descendu des côtes à pied ; qu'il a vu le roi descendre de voiture, à un relais dont il ignore le nom, pour lâcher de l'eau ; qu'il a resté assez longtemps hors de sa voiture, causant avec beaucoup de monde qui l'entourait et parlant à des passants (*paysans*?) sur les moissons ; que c'était entre onze heures, midi. » Enfin, le 22 juin, le nommé Claude Tapon, voiturier, venait déposer devant la municipalité de Fontainebleau que la veille, « à quatre heures du matin, étant à Vauderlans, route de Paris à Senlis, il a vu et reconnu le roi descendant de sa voiture, pour faire ses besoins², » etc. Qu'on tire tout le parti que l'on voudra de quelques contradictions de détail, qu'on rabatte ce qu'il faut de quelques exagérations évidentes, qu'on appelle à l'aide toutes les explications qu'on jugera convenables, il n'en reste pas moins un ensemble tout à fait significatif et dont il est impossible de ne point tenir compte.

La famille royale devait arriver jusqu'à Châlons sans escorte : elle était laissée à elle-même dans cette première partie de la fuite, dont plus de la moitié, d'après les prévisions, devait s'accomplir pendant la nuit et le petit jour, ou du moins dans ces heures matinales où les rencontres périlleuses et les obstacles

¹ *La Vérité*, p. 37.

² Bimbenet, *pièces justific.*, p. 79, 100, 111, 121, 182.

étaient loin d'être aussi à craindre. On ne pouvait risquer non plus d'échelonner des troupes sur des points trop rapprochés de Paris. D'ailleurs, à partir de Châlons seulement, on entrait sur le territoire du commandement militaire confié au marquis de Bouillé, et c'est lui que regardait dès lors la sécurité du reste de la fuite. Les escortes avaient été disposées par lui sur les postes principaux de la route, avec mission de se dédoubler et de détacher des divisions pour tous les points où leur présence serait utile, aux jours et aux heures calculés d'après le plan du voyage. Des villes les plus rapprochées de la frontière elles étaient venues remonter sur la ligne de Montmédy à Paris, et chaque poste, après le passage du roi, qu'il devait protéger au besoin dans le cas où il aurait été reconnu, avait à se replier derrière lui pour se réunir aux suivants, en faisant la boucle de neige jusqu'à la frontière. Les troupes formeraient ainsi peu à peu, surtout par la réunion au régiment de Royal-Allemand — à la tête duquel le marquis de Bouillé se tenait à Stenay, tout prêt à marcher à la rencontre du roi, dès que son approche serait signalée — une armée véritable qu'il n'eût plus été possible d'entamer. C'était une chaîne parfaitement forgée et où tout se tenait, à la condition que pas un anneau ne manquât.

A Châlons il n'arriva nul incident digne de remarque. Ce qu'on a raconté sur le passage en cette ville semble appartenir à la légende¹, et il n'est question de rien de pareil dans aucune déposition. On n'avait point placé de troupes dans cette ville importante : le seul document qui semble dire le contraire est une lettre du 20 juin, signée de Sauce, le procureur de la commune de Varennes, où il parle du départ de cinquante hussards qui viennent de quitter Varennes pour se rendre à Châlons, en ajoutant qu'il a vu l'ordre. Si ce n'est point là tout simplement une erreur, il faut admettre qu'une circonstance quelconque, probablement un contre-ordre, est venu les arrêter en route, ou tout au moins que le séjour dans cette ville a été bien momentané, car on n'en voit pas trace au passage des voitures.

On n'était pourtant pas sans inquiétude sur la traversée de

¹ Notamment que le roi avait été reconnu par le maître de poste, qui garda le silence (v. les *Mémoires* de Bouillé, p. 262 ; les *Essais histor.* de Beaulieu, t. II, p. 496, la *Relation* de Madame Royale et celle de Fontanges, etc.) Ce que nous pouvons dire au moins, c'est que cela n'a jamais été suffisamment *prouvé*.

Châlons ; mais il avait été réglé par le marquis de Bouillé que, si le roi y était arrêté ou reconnu, il serait secouru par le duc de Choiseul, à la tête du détachement de Pont-Sommeville : celui-ci devait se porter sur-le-champ avec ses hussards à la délivrance du roi, et en même temps faire avertir les détachements suivants ¹.

Pont-Sommeville était le premier relais après Châlons. Là commençaient les dispositions militaires du marquis de Bouillé. Le détachement de Pont-Sommeville se composait de quarante hussards de Lauzun, que Goguelat avait reçu l'ordre de prendre sur les cent qui étaient depuis quelques jours cantonnés à Varennes. Le lundi 20, à cinq heures du matin, ces quarante hussards étaient sortis du couvent des Cordeliers, qui leur servait de caserne, pour s'acheminer, sous la conduite du lieutenant Boudet et de M. de Goguelat, à la rencontre du prétendu trésor qu'on attendait², tandis que, de son côté, le duc de Choiseul partait de Paris pour venir à sa rencontre jusqu'à Pont-Sommeville, où tous deux devaient se rejoindre.

Le duc de Choiseul arriva le premier, à onze heures du matin, avec Léonard, et ne trouva devant la maison de poste que son maréchal des logis Aubriot, à qui il avait commandé de revêtir un habit de garde national pour lui amener des chevaux de selle. A midi, Goguelat et les hussards arrivèrent. On fit mettre les chevaux au piquet et donner du pain et du vin aux soldats, qui étaient dans la plus parfaite ignorance de ce qui se passait.

M. de Choiseul avait calculé qu'il fallait treize ou quatorze heures au maximum pour se rendre en poste de Paris à Pont-Sommeville. Le roi avait dû partir à minuit, mais on admettait une heure de retard ; c'était donc vers trois heures qu'il devait passer, et vers deux heures qu'on attendait le courrier, qui avait reçu l'ordre de précéder la voiture d'une heure au moins. Or à quatre heures le courrier n'avait pas encore paru. L'inquiétude de Choiseul et de Goguelat était grande, les

¹ Lettre du marquis de Bouillé au duc de Choiseul (14 août 1800); *Relation de Choiseul*, p. 62.

² Pour le dire en passant, aucun prétexte ne pouvait être plus maladroitement choisi que celui-là, qui semblait fait exprès pour agiter les populations, tout au moins pour éveiller les curiosités, « prétexte d'autant plus déplorable, dit M. de Choiseul, que, parmi les calomnies dont on noircissait la reine, on disait qu'elle faisait passer de l'argent à l'empereur son frère. » (*Relat.*, p. 59.)

hussards ne savaient que penser de cette longue et vaine attente, et une circonstance vint augmenter encore les embarras de la situation. Les paysans des environs ¹ étaient en contestation avec l'ancien seigneur, resté propriétaire de la terre autrefois seigneuriale; on les avait menacés de la force armée pour les contraindre à acquitter leurs redevances, et l'arrivée des hussards avait naturellement excité au plus haut point leur attention. Ils crurent qu'ils étaient venus pour agir contre eux, et on les vit se rassembler autour des chevaux et des soldats avec des allures suspectes.

D'heure en heure croissaient, avec les mauvaises dispositions de la foule, les dangers de cette position équivoque. Le duc de Choiseul en fut effrayé. Il crut à la possibilité d'un conflit, qui, dans le cas même où il eût été vainqueur, jetait une grave complication sur le passage des fugitifs et trahissait presque forcément l'*incognito* du roi, qu'il était chargé de protéger. Il se dit sans doute aussi que le voyage avait subi un nouveau retard, qu'un obstacle imprévu s'était présenté ou que l'indécision de Louis XVI l'avait fait reculer au dernier moment ². Mais, avant de se décider à quitter son poste, il prit le parti d'envoyer en avant jusqu'à Stenay, quartier général du marquis de Bouillé, son cabriolet, avec son domestique Boucher et le coiffeur Léonard. Celui-ci, qui se trouvait de la sorte fort inopinément transformé en agent actif de l'entreprise, et que le duc de Choiseul avait instruit du secret un peu avant d'arriver à Pont-Sommeville, était chargé d'abord, en passant à Sainte-Ménéhould et à Clermont, de remettre aux comman-

¹ Pont-Sommeville, dont presque tous les historiens, y compris M. de Valory lui-même, et sans en excepter M. Bimbenet, ont fait un bourg, n'est, ou du moins n'était alors qu'un simple bâtiment de poste avec auberge, comme l'a remarqué M. Ancelon.

² Il est impossible d'admettre ce que soutient le comte Louis de Bouillé (p. 98), en s'appuyant sur un récit de M. de Fersen et sur la relation de M. de Moustier, à savoir que le duc de Choiseul avait la *certitude* du départ du roi, puisque M. de Valory avait été chargé de lui remettre à Bondy un billet que le roi lui écrivit en montant dans sa berline à la barrière Saint-Martin. Nous avons vu que M. de Valory était parti pour Bondy bien avant que le roi ne fût arrivé à la berline, et d'ailleurs, à ce moment, le duc de Choiseul était déjà loin. Mais il avait été convenu, d'après Choiseul lui-même (p. 55), que si, à trois heures et demie, le roi n'était pas arrivé à Bondy, le courrier qui s'y trouvait (M. de Valory) accourrait jusqu'à Pont-Sommeville pour l'avertir de replier tous ses détachements. Ainsi, dans le cas de la remise du voyage comme dans le cas contraire, il eût fallu absolument attendre l'arrivée d'un courrier.

dants des détachements, MM. d'Andoins et de Damas, un court billet qui annonçait ses inquiétudes et son départ, puis d'avertir de sa position le chevalier de Bouillé à Varennes, et le marquis à Stenay.

Ensuite, il attendit encore environ une heure, dans la plus cruelle anxiété. Mais vers cinq heures et demie, en présence de l'attitude toujours plus hostile de la population, il crut devoir donner l'ordre de la retraite, en prétextant tout haut que le trésor attendu était sans doute passé dans la matinée¹.

Le détachement reprit la route de Varennes, mais par de pénibles chemins de traverse où il s'égara et eut beaucoup à souffrir, et qui allongèrent si bien son trajet qu'il n'arriva dans cette petite ville, comme nous le verrons, qu'après l'arrestation du roi. On ne voulait pas repasser par Sainte-Ménéhould² et Clermont, dont les habitants et les municipalités s'étaient montrés la veille très-préoccupés de ces continuels mouvements de troupes ; ce fut une nouvelle maladresse : loin d'éviter les agitations populaires, on les excita au plus haut point par cette espèce de retraite clandestine. En plusieurs lieux le tocsin sonna, les paysans s'armèrent et le détachement eut même à subir une fusillade à la Neuville-au-Pont. Puis, comment M. de Choiseul ne réfléchit-il point qu'en s'éloignant de la grande route, il s'enlevait l'heureuse chance d'être rattrapé par le courrier du roi, s'il n'y avait qu'un léger retard, et de pouvoir ainsi réparer sa faute ?

Une heure après le départ du détachement, les voitures passaient et le roi était fort surpris de ne trouver personne à ce premier poste, le plus important de tous. Cet abandon de Pont-Sommevelle, malgré les excellentes intentions du duc de Choiseul, a eu probablement les conséquences les plus graves et pouvait même en produire de plus immédiates. Le marquis de Bouillé, qui lui a amèrement reproché cette désobéissance

¹ *Relation* du duc de Choiseul, p. 80-4. Je n'ai pas besoin de dire qu'il faut lire particulièrement cette partie de sa relation avec une certaine défiance. Ne se sentant peut-être pas à l'abri de tout reproche, et vivement attaqué sur ce point, il met une grande ardeur à se justifier de son mieux.

² M. de Choiseul parle de la *résistance* et même du *refus* qu'il éprouva de la part de Goguelat et de Boudet pour repasser par Sainte-Ménéhould (p. 65), mais ces deux officiers ont nié cette circonstance, celui-ci dans son rapport, celui-là dans son récit des événements. Du reste, M. de Choiseul lui-même parle plus loin (p. 84) en termes beaucoup plus adoucis de ce prétendu *refus*, qui n'est plus alors qu'un exposé de motifs auquel il se rend.

à ses ordres formels, expose ainsi les unes et les autres, dans une lettre qu'il lui adressa, en réponse à quelques observations sur ses *Mémoires* :

« Votre présence à Pont-de-Sommeville donnait de la tranquillité au roi, qui a été étonné et déconcerté de ne pas vous y trouver. Vous deviez le secourir à Châlons, s'il y était reconnu et arrêté, ainsi que nous le craignions ; j'en étais convenu avec vous et avec M. de Damas dans notre dernière entrevue. Vous deviez protéger sa route en le suivant jusqu'aux autres détachements, que l'exemple du vôtre aurait probablement entraînés. Vous deviez en laisser un sur la croisière du chemin de Sainte-Ménéhould à Varennes pour arrêter, d'après mes ordres, tous les voyageurs et courriers, ce que vous n'avez pas fait, et ce qui est cause que l'aide de camp de M. de La Fayette est arrivé à Varennes. Vous deviez enfin faire avertir tous les postes du passage du roi, ce qui donnait le temps au relais de Varennes d'être placé à l'entrée de la ville : c'est pour cet objet que M. de Goguelat et vous, aviez des relais de chevaux de selle dans cette ville et sur la route ¹. »

Ajoutons que, suivant M. de Choiseul lui-même ², le marquis de Bouillé devait avoir donné l'ordre à Goguelat de partir en personne, dès que le premier courrier serait arrivé à Pont-Sommeville, pour venir l'en avertir à Stenay, en avertissant aussi son fils, le chevalier de Bouillé, qui attendait à Varennes. Afin d'assurer pleinement l'exécution de cet ordre, il avait prévu le cas où le détachement serait obligé de changer de position : il était alors enjoint à Goguelat de rester seul, en se déguisant et se cachant au besoin, jusqu'à l'arrivée de la berline. On verra plus loin les conséquences fatales qui résultèrent tout particulièrement de ce départ de Goguelat avant le passage des voitures, en ce qui concernait le relais de Varennes, qu'il était chargé d'aller faire préparer à l'entrée de la ville, et sur la position précise duquel il devait renseigner le roi ou ses courriers. Ainsi le premier anneau de la chaîne venait de casser, et toute la chaîne se trouvait rompue du coup.

Les voitures avaient passé à Châlons à cinq heures, à Pont-Sommeville vers six heures et demie, elles arrivaient à Sainte-Ménéhould entre sept heures et demie et huit heures.

La petite ville de Sainte-Ménéhould était occupée par un deta-

¹ Lettre du 14 août 1800.

² *Relation*, p. 61-62.

chement de trente dragons¹ du régiment du duc de Choiseul (Monsieur-Dragons), arrivé le matin même, à neuf heures, sous le commandement du capitaine d'Andoins. Les hussards de Lauzun, partis la veille de Varennes, pour se rendre à Pont-Sommeville, avaient passé la nuit à Sainte-Ménéhould, qu'ils venaient de quitter depuis deux heures à peine, lorsque l'arrivée de ces nouvelles troupes raviva la défiance des habitants. Cette défiance redoubla bientôt par la conduite du capitaine. On remarqua qu'il était dans une extrême agitation : « Dans le courant du jour, écrit M. d'Andoins lui-même, le désœuvrement m'avait conduit *plusieurs fois* sur les avenues du chemin d'où devait venir le trésor ; *j'avais questionné tous les courriers qui passaient*, et n'avais rien obtenu de satisfaisant². » Ces allées et venues, ces interrogations continuelles ne pouvaient manquer d'exciter au plus haut point l'attention et la surveillance des citoyens, surtout en pareil moment.

A sept heures du soir, les voitures n'étaient pas encore passées. D'Andoins, longtemps indécis, puis avisé par le billet tout au moins imprudent que M. de Choiseul avait remis pour lui à Léonard, se préparait à quitter Sainte-Ménéhould, car il n'avait pas reçu l'ordre de découcher. Mais, au moment où il allait partir, la berline déboucha devant la poste. Malgré l'impression produite par le séjour des soldats et la conduite de leur chef, la dimension de la voiture et les deux courriers, en veste chamois, qui précédaient le postillon, ne produisirent sur l'instant qu'une sensation médiocre, et on crut généralement que c'était une voiture d'émigrés³. Le roi et la reine étaient dans une inquiétude mortelle et ne pouvaient s'expliquer comment ils n'avaient pas encore rencontré un seul soldat ; qu'on juge si cette inquiétude dut se dissiper

¹ Il devait y en avoir quarante, d'après les ordres du marquis de Bouillé, mais il n'y en avait en réalité que trente (plus les officiers), comme on le voit par la lettre du capitaine d'Andoins à l'Assemblée nationale, le registre des délibérations de la municipalité de Sainte-Ménéhould, la *Déclaration* du maréchal des logis Lagache, à la suite de la *Relation* du duc de Choiseul, et le *Rapport* du comte Ch. de Damas, etc. D'Andoins avait mieux aimé réduire sa troupe pour n'emmener que des hommes de confiance.

² Lettre à l'Assemblée nationale. V. aussi Buirette, *Hist. de Sainte-Ménéhould*, et la *Déclarat.* de Lagache.

³ *Déclarat.* de Lagache. Nous ne marchons dans tout ce récit qu'en nous appuyant pas à pas sur les pièces les plus authentiques, émanant des personnages mêlés directement à chaque épisode.

quand le capitaine d'Andoins, que le fatal billet de son chef avait mis tout en désarroi, s'approcha de la portière avec précaution, mais d'une manière trop respectueuse, en disant à voix basse : « Les mesures sont mal prises, et je m'éloigne pour ne donner aucun soupçon¹. »

Sur ces entrefaites, et comme on finissait d'atteler les chevaux, le maître de poste Drouet, qui revenait des champs, s'approcha instinctivement de cette grande voiture, autour de laquelle se tenait amassé un cercle de curieux. Les stores étaient demeurés levés, et l'on peut supposer, sans doute, que dans un mouvement irréfléchi, soit pour échanger quelques mots avec M. d'Andoins ou avec le courrier², soit pour vérifier si l'on voyait cette fois apparaître l'escorte promise, le roi, qui dut regretter alors de n'avoir pas emmené avec lui le marquis d'Agoult ou M. de Fersen, mit une seconde la tête à la portière, ou, du moins, se pencha un peu imprudemment. Quoiqu'il en soit, Drouet, qui, pendant qu'il servait au régiment des dragons de Condé, avait eu occasion de voir la reine, crut la reconnaître dans la voiture, et ses soupçons prirent à peu près le caractère de la certitude quand il eut aperçu et comparé à la figure des assignats qu'on venait de lui remettre en paiement, le type, d'ailleurs si caractéristique et si connu, du prétendu valet de chambre assis en face de la baronne de Korff.

Plusieurs curieux avaient fait les mêmes remarques et rapidement échangé leurs observations, de sorte que le départ des voitures devint le signal d'une agitation tumultueuse que la tranquillité avec laquelle on avait laissé faire le changement de chevaux ne semblait pas annoncer³. « On vit

¹ *Mémoire inédit d'un témoin oculaire* (M^{me} de Tourzel), cité par M. Ancelon. — Extrait du registre des délibérations de la commune de Sainte-Mènehould du 21 juin 91.

² *Rapport* de Drouet.

³ Ce qui contribua aussi à produire cette agitation, ce fut un incident resté obscur et inexpliqué. Au départ de la voiture, dit le registre des délibérations municipales, un dragon serait accouru à toute bride pour l'accompagner, « lequel aurait lâché en même temps un coup de pistolet qui n'était vraisemblablement que le signal du départ (?), mais qui aurait semblé aux habitants à ce présents un attentat à leur vie; tellement que le bruit qui s'en serait répandu aurait excité un commencement d'inquiétude qui serait bientôt devenu général, » etc. Il n'est pas question de cet incident, ni, par conséquent, de l'influence qu'il aurait exercée, dans la lettre de la municipalité à l'Assemblée nationale.

des groupes se former. J'entendis battre la générale et crier : Arrête ! arrête ! Les rues, à l'instant, se remplirent de gens armés¹. » D'Andoins voulut en vain faire monter sa troupe à cheval, pour suivre les voitures² ; il en fut empêché par la garde nationale, et nous verrons tout à l'heure qu'un seul de ses hommes parvint à s'échapper. Mandé à l'hôtel de ville, qu'il trouva rempli d'une foule animée ; accusé d'être venu avec sa troupe pour protéger le passage du roi, qu'on prétendait avoir reconnu, il répondit par une nouvelle exhibition de ses ordres, déjà montrés le matin, et en affirmant qu'il n'avait pas d'autre mission que d'attendre et d'escorter à son tour le trésor destiné au paiement des troupes de la frontière. Pour rassurer le peuple, on exigea qu'il fit déposer, entre les mains des officiers municipaux, les cartouches dont chaque dragon était muni ; il y consentit, mais se refusa³ au désarmement de ses soldats. On le ramena alors à son auberge, tandis que les dragons restaient consignés dans les écuries, à côté de leurs chevaux. Plus tard, vers onze heures du soir, quand la nouvelle authentique du départ du roi fut arrivée, d'Andoins faillit être victime de la fureur du peuple. On l'injuria, on le menaça, on le coucha en joue, on le jeta en prison avec les officiers placés sous ses ordres, et il y resta cinq jours, après lesquels il fut transféré à Châlons.

Dans la lettre écrite par la municipalité de Sainte-Ménehould à l'Assemblée nationale, le 22 juin, à trois heures du matin, on voit clairement le rôle *actif* joué en cette circonstance par Drouet, et il n'est pas inutile d'y appuyer en passant : « A

¹ Lettre de d'Andoins.

² En écrivant à l'Assemblée nationale une lettre qui est une justification, et où il tâche de rabaisser son rôle à des proportions insignifiantes, d'Andoins s'est naturellement gardé de mentionner cette circonstance, pour ne point se poser en complice de *l'enlèvement* du roi. Il se contente de dire, dans les termes les plus vagues et les plus affaiblis qu'il peut trouver : « J'allai aux cris. La garde nationale se présente à moi, me dit, » etc. Il en résulte que les historiens qui, par fidélité à un système exclusif, ont suivi cette pièce *officielle* dans le récit des faits, lui prêtent un rôle peu brillant, peu digne d'un officier et surtout d'un officier mis dans le secret, en lui faisant obtempérer, sans l'ombre d'une résistance ou d'un effort, aux ordres de la municipalité. Il ne faut pas oublier, en lisant la lettre de d'Andoins, qu'il avait été associé à la confiance de la fuite, ce qu'il devait se garder de laisser deviner.

³ Suivant lui, tandis que, dans le registre des délibérations du conseil, on lit qu'il exigea seulement une sommation par écrit, et que le désarmement eut lieu ensuite.

peine ces deux voitures ont-elles été perdues de vue, le sieur Drouet, maître de poste, ayant soupçonné quelque mystère, a cru devoir en *prévenir* la municipalité. Nous nous sommes aussitôt assemblés en l'hôtel commun, et tous nos habitants ont pris les armes.... En même temps, nous avons été confirmés dans nos craintes par un exprès qui nous a été envoyé par le Directoire du département de la Marne. Nous avons déjà chargé le sieur Drouet et un autre de nos habitants de courir après les voitures et de les faire arrêter, s'il pouvait les joindre. »

Ainsi, il est juste de reconnaître, à la décharge de Drouet, qu'il ne prit pas sur lui seul la responsabilité de son acte, et qu'il remplit une mission qui lui fut confiée par une délibération de la municipalité de Sainte-Ménéhould, rendue à l'unanimité¹. Mais il ne faut point tirer de là les conséquences exagérées qu'en tire, pour la réhabilitation de Drouet, M. Ancelon, qui s'est constitué son avocat d'office. S'il n'est pas tout à fait certain, il est du moins probable qu'il *prévit* lui-même la municipalité², provoqua la délibération qui l'envoyait à la poursuite des voitures, et qu'il *se fit charger* de la mission dont on le chargea. Que Drouet fût ce qu'on appelait alors un royaliste constitutionnel, je ne le nie pas : ce sont aussi des royalistes constitutionnels qui ont arrêté Louis XVI à Varennes, et *reconquis* le monarque qu'on leur *enlevait*. Mais il était de ceux pour qui le second terme effaçait déjà le premier, et qui, constitutionnels la veille de la fuite, mais révolutionnaires

¹ *Moniteur* du 24 juin 1791.

² Dans son rapport, Drouet, pour accroître son importance, n'a rien dit de cette mission, et le registre des délibérations du conseil municipal de Sainte-Ménéhould ne s'exprime pas tout à fait non plus de la même façon sur ce point que la lettre à l'Assemblée : « Cependant un de nous, officiers municipaux, se serait transporté chez le sieur Drouet pour s'enquérir de ce qu'il aurait pu remarquer d'extraordinaire dans la marche du carrosse, et il aurait trouvé le sieur Drouet fort occupé de cet objet et *se disposant à venir faire part de ses soupçons à la municipalité*, demandant au surplus audit officier municipal, qu'il savait être à même de le satisfaire (Drouet connaissait la reine et non le roi) si le roi n'avait pas le nez long et aquilin..... Cet entretien se passait en présence de quelques habitants, *qui applaudissaient à l'idée dudit sieur Drouet*. » Lorsqu'on cherche la vérité absolue, mathématique, dans les moindres détails, elle se cache presque toujours derrière ces variantes qu'on trouve dans les documents les plus authentiques. Mais on peut dire que cette dernière pièce laisse encore apparaître, quoique moins formellement, une certaine initiative de la part de Drouet. Surtout quelle est cette *idée* du sieur Drouet à laquelle applaudissent les habitants, et pourquoi est-ce l'idée de Drouet plutôt que celle de l'officier municipal ?

avant tout, allaient devenir républicains le lendemain de l'arrestation, en attendant qu'ils devinssent régicides.

L'autre habitant de Sainte-Ménéhould, chargé avec Drouet de la poursuite du roi, était le nommé Guillaume¹, ancien dragon au régiment de la reine, actuellement commis au Directoire de la ville. Tous deux montèrent à cheval et s'élancèrent sur le chemin suivi par les voitures, qui avaient déjà pris une grande avance. Mais le maréchal-des-logis Lagache, — depuis le général Henry, homme de confiance du duc de Choiseul, — était parvenu seul à s'échapper, en perçant la foule qui voulait le retenir et en recevant quelques légères blessures² : « Sorti ainsi de Sainte-Ménéhould et arrivé sur la hauteur, dit-il dans sa *Déclaration*, je vis, loin devant moi, un homme à cheval allant très-vite; j'imaginai qu'il était envoyé à Clermont à la poursuite du roi; je pique de nouveau mon cheval, et j'avais gagné un grand tiers du chemin sur lui, lorsque je lui vis prendre un chemin à gauche dans les bois. Je l'y poursuivis avec plus de vitesse, pensant qu'il cherchait à m'éviter, mais je le perdis de vue dans la traverse des bois. » Cet homme était probablement Drouet, sans toutefois qu'on puisse l'assurer positivement³. Contraint d'abandonner son projet, Lagache revint

¹ C'est ce Guillaume que M. Victor Hugo, dans le *Rhin*, a changé en Billaud. C'est bien pis pour M. de Fontanges, qui en fait carrément Billaud-Varennes, « le même qui a été si connu depuis par ses fureurs dans la Convention. » Cette bévue a été répétée par M. Feuillet de Conches dans ses notes sur la *Correspondance de M^{me} Elisabeth* (p. 300). D'autres, comme M. de Lamartine dans son *Histoire des Girondins*, ont cru que Drouet était le même personnage que le futur général Drouet d'Erlon.

² Peut-être cet épisode est-il l'explication de l'incident *obscur* que nous avons rapporté plus haut en note, d'après le registre des délibérations de la municipalité, où il aurait été défiguré, comme il arrive si souvent en pareil cas. On entrevoit les analogies.

³ Il semble que M. Ancelon, qui s'inscrit en faux contre cette *fable*, n'ait pas connu la *Déclaration* très-formelle de Lagache, confirmée, mais avec des erreurs et des exagérations, par le marquis de Bouillé (*Mémoires*, 263), et naturellement aussi par le comte Louis (*Mémoire*, 105) qui ont cru à tort que ce sous-officier avait *reconnu* Drouet et était parti dans le but direct de se mettre à sa poursuite. M. de Damas et surtout Deslon s'expriment en termes plus justes dans leurs *Relations* (p. 225 et p. 170). L'épisode du sous-officier Lagache et celui de l'officier Remy, que nous verrons tout à l'heure, et que M. Ancelon considère comme la source du précédent, sont tout à fait distincts et il n'y a nulle raison de les confondre. On n'est pas fondé à nier ce fait sous le prétexte général qu'« aucun dragon ne put sortir après le départ de Drouet, » car il faudrait commencer par prouver que les détails très-circonstanciés donnés par Lagache sur la façon dont il s'y prit, sont de pure invention.

alors sur ses pas, pour aller à Clermont informer le comte de Damas, — seul but qu'il se fût proposé en s'échappant.

Lagache dit qu'il était près de onze heures quand il arriva à Clermont, et il perdit près d'une demi-heure encore avant de pouvoir joindre le comte de Damas. Les voitures étaient déjà passées, mais celui-ci ne lui en dit rien, et il le dépêcha au village d'Auzéville, où était campé un autre détachement de dragons, pour lui ordonner de se rendre le plus promptement possible sur la route de Varennes; mais là le maréchal des logis fut retenu et empêché de mener sa mission à bon terme¹.

Pendant ce temps, les voitures, devançant Drouet, étaient entrées à Clermont : il était neuf heures et demie ou un peu plus, peut-être dix heures². M. de Damas était arrivé la veille dans cette petite ville, à la tête de cent dragons du régiment de Monsieur, et de quarante du régiment Royal : c'étaient ces derniers qu'on avait logés au village d'Auzéville. Tandis que les détachements envoyés en avant avaient pour prétexte l'escorte d'un trésor, celui du comte de Damas était considéré comme en route pour Mouzon, où son cantonnement était fixé, et séjournant à Clermont. Seulement il en avait détaché trente hommes, sous le commandement de M. de Floirac, qu'il supposait destinés à l'escorte du même trésor³.

Là, comme partout ailleurs, une certaine agitation, accompagnée de rumeurs vagues, se manifesta dans la municipalité et parmi le peuple, intrigués de cet extraordinaire mouvement de troupes. Les dragons avaient reçu l'ordre de monter à cheval à cinq heures : le comte de Damas attendait avec les officiers sur la grande route, et, à mesure qu'on approchait de la nuit, l'étonnement augmentait parmi les bourgeois et les dragons eux-mêmes, et les commentaires allaient leur train. Vers sept heures et demie, Léonard arrive dans le cabriolet du duc de Choiseul, et remet au commandant le même billet qu'il avait déjà remis à d'Andoins : « Il n'y a pas d'apparence

¹ *Déclarat.* de Lagache, p. 135-9. *Rapport* de Damas, p. 225-6.

² *Rapport* de Remy; *Extrait du regist. des délibérat. du Direct. du district de Clermont*. Il n'y a guère que trois lieues de Sainte-Mènehould à Clermont, comme de Clermont à Varennes. Le simple rapprochement des heures de passage suffit à démontrer la vérité des dépositions sur le peu de célérité de la marche.

³ *Rapport* de M. de Damas, p. 208, 215.

que le trésor passe aujourd'hui. Je pars pour aller rejoindre M. de Bouillé; vous recevrez demain de nouveaux ordres. » Cependant le comte de Damas attend encore. A neuf heures seulement, dans la crainte d'exciter une fermentation dont les symptômes se déclaraient de plus en plus, il fit desseller et sonner la retraite, ne gardant sur pied que le petit détachement commandé par M. de Floirac. Une demi-heure après, il voit apparaître M. de Valory en courrier, suivi de près par les voitures. Ainsi partout c'était la même chose, et la famille royale arrivait toujours, avec un retard de trois à quatre heures, accru encore par celui du courrier, juste au moment où les troupes, lassées d'une longue attente, venaient de quitter leur poste.

Le relais se fit sans difficulté : la vue de la berline royale ne parut exciter qu'un sentiment de curiosité de la part des bourgeois qui l'aperçurent. M. de Damas, qui se tenait près de la maison de poste, dissimula avec soin, tout en échangeant quelques signes avec le roi et la reine, quelques mots avec M. de Valory et M^{me} de Tourzel. Au bout de dix minutes, les voitures partirent, et M. de Damas, voyant que les fugitifs n'avaient pas été reconnus, craignant de les trahir et d'exciter l'alarme s'il s'ébranlait aussitôt, à la tête de la petite troupe qui était restée sur pied, pour les accompagner, résolut de leur laisser le temps de dépasser Varennes. Mais on avait épié tous les mouvements du commandant, avant et après le passage des voitures. Rien n'avait échappé à la surveillance, — ni la station près de la poste, ni ses conférences avec ses officiers, ni sa promenade sur la route de Sainte-Ménehould à la rencontre du détachement qui eût dû suivre le roi, ni son entrevue avec le maréchal des logis Lagache, ni l'arrivée d'une ordonnance des hussards de Lauzun, venant de Varennes pour demander des nouvelles, etc.; — et quand on vit les sous-officiers aller de maison en maison afin d'éveiller les dragons retirés chez les habitants, les esprits, déjà exaltés par une querelle qui venait d'avoir lieu dans les rues et par de fréquentes libations, se prononcèrent vivement contre le départ de la troupe¹. Celle-ci d'ailleurs,

¹ *Rapport* de Remy à la suite de la *Relation* du duc de Choiseul, p. 143. *Rapport* du comte de Damas, p. 217-27. Cette partie du récit, spécialement relative à la conduite de M. de Damas après le passage de la voiture, aux

ébranlée par les représentations de la municipalité en écharpe, par le rassemblement de la garde nationale, les promesses, les reproches et les menaces des habitants qui l'environnaient en tumulte, n'obéissait qu'avec mollesse et hésitation. Tout en se débattant contre les officiers municipaux et les bourgeois, M. de Damas ordonne au quartier-maitre Remy, qui s'était formé le premier à cheval avec les fourriers et les dragons du logement, de partir en avant, et de prendre la route de Varennes ventre à terre pour rejoindre les voitures. Remy s'élance à la tête de cinq ou six hommes, force la foule comme l'avait fait Lagache à Sainte-Ménéhould, mais, ne connaissant pas les chemins, tourne à droite en sortant de Clermont, au lieu de tourner à gauche, court au galop pendant deux heures, et apprend enfin, en interrogeant un roulier, qu'il est près de Verdun, et que, s'il veut gagner Varennes, il lui faut revenir sur ses pas. Il n'y arriva qu'après M. de Damas lui-même, qui, renonçant à enlever sa troupe tout à fait séduite, et croyant du reste que le roi avait eu le temps de franchir Varennes, s'était échappé à son tour, avec le capitaine de Floirac, deux maréchaux de logis (Saint-Charles et la Potterie), un adjudant (Foucq) et quelques dragons¹.

Cependant, Drouet et Guillaume étaient arrivés aux portes de Clermont très-peu de temps après le roi, ou du moins très-peu de temps après son départ. Ils rencontrèrent les postillons de Sainte-Ménéhould, qui retournaient dans cette ville, et ils les interrogèrent. Ceux-ci répondirent que les voitures venaient de partir, et qu'elles avaient pris la route de Varennes ; d'après M. de Damas, qui assistait à la scène, le courrier assis sur le siège avait eu l'imprudence de crier aux nouveaux postillons, avant de quitter la poste, le nom de Varennes, qui avait été entendu par les postillons de Sainte-Ménéhould. Ainsi renseignés, Drouet et Guillaume, sans entrer

raisons qui le déterminent à attendre si longtemps et aux obstacles qui l'empêchent d'emmener son détachement, un peu embarrassée dans son *Rapport*, n'est pas beaucoup plus nette dans les autres documents. On peut dire que, sur aucun point, de Pont-Sommeville à Varennes, les commandants militaires n'ont montré ni la décision ni la netteté d'esprit et de coup d'œil qu'exigeait l'importance de leur mission.

¹ *Idem.* — Pièces de la haute cour d'Orléans : Détails relatifs à la conduite de M. Charles de Damas. Extrait des registr. des délibérat. du direct. du district de la Meuse (dans Bimbenet, p. 167-8 ; p. 188).

dans Clermont, se jetèrent dans un chemin de traverse, pour gagner Varennes le plus rapidement possible ¹.

Tandis que le roi, poursuivi et serré de près dans l'ombre par Drouet, courait sans rien voir, au galop de ses six chevaux, vers la bourgade obscure et paisiblement endormie où la monarchie allait sombrer tout à coup comme dans un abîme, tout manquait à la fois autour de lui, comme si le terrain se fût dérobé sous ses pas. M. de Damas attendait à Clermont que l'arrestation fût un fait accompli, avant de donner inutilement le signal du départ; M. d'Andoins était retenu avec ses soldats à Sainte-Mènehould; M. de Goguelat et M. de Choiseul, les deux personnages les plus importants, les plus indispensables, les deux chevilles ouvrières de cette partie du trajet, se trouvaient en arrière, égarés à travers champs et à travers bois. Et pour lutter contre le péril de mort qui l'attendait à quelques pas de là dans la nuit, la royauté en était réduite au concours de trois gardes du corps armés de couteaux de chasse et écrasés sous le poids d'une responsabilité que leur dévouement seul pouvait ne pas trouver trop lourde; de deux jeunes gens, le chevalier de Bouillé et le comte de Raigecourt, abandonnés à eux-mêmes et laissés sans ordre; d'un détachement de husards conquis d'avance à la cause de la nation, et commandés par un sous-lieutenant de dix-huit ans qui ne manqua pas de perdre la tête à la première nouvelle des événements.

Tels étaient les soutiens que la monarchie en péril allait trouver autour d'elle, dans cette nuit du 21 juin, d'où sortit l'aube sanglante du 21 janvier. Tout était préparé comme à souhait pour le fatal dénouement du drame. Nous allons maintenant précéder les voitures et entrer à Varennes avant elles, afin d'étudier le lieu de la scène et de vous en présenter les acteurs.

VICTOR FOURNEL.

(La fin à la prochaine livraison.)

¹ *Rapport* de Drouet à l'Assemblée nationale; du comte de Damas, etc. « Il ne passa point à Clermont, où je l'aurais arrêté, » dit M. de Damas. En supposant qu'il l'eût remarqué et qu'il eût deviné son dessein, il n'est pas bien sûr, d'après ce qui lui arriva lorsqu'il voulut emmener ses dragons, qu'il eût réussi à l'arrêter.

LE

MEURTRE DE MONTEREAU

Parmi les événements qui sont restés entourés d'un jour douteux et dont les historiens semblent avoir renoncé à dissiper les ombres, le meurtre de Montereau peut être placé au premier rang. On a longuement disserté sur ce point historique ; on a étudié le caractère, les motifs, les circonstances du meurtre, et, malgré les divergences qu'offrent les récits contemporains, on a presque unanimement adopté une seule et unique version : la version bourguignonne. L'histoire a retenti d'un long cri d'horreur contre les meurtriers ; l'on n'a cessé de prononcer le mot de *trahison*, et de flétrir l'*attentat* dont Jean-sans-Peur fut victime. Le récit des partisans du Dauphin a été rejeté, comme arrangé après coup, comme établissant d'ailleurs, par sa teneur même, la culpabilité du prince et de ses serviteurs. On a vu généralement dans le meurtre, non la réponse soudaine à une provocation du duc de Bourgogne, mais un assassinat longuement prémédité. Les conseillers du jeune Charles n'ont pas été seuls à porter le poids de la responsabilité et du blâme : le Dauphin lui-même a été par les uns accusé de complicité, et taxé par les autres d'avoir approuvé le crime, en gardant auprès de lui et même en récompensant les meurtriers.

Quel a été le vrai caractère du meurtre ? Quels en ont été les préliminaires et les circonstances ? L'événement a-t-il été prémédité, ou a-t-il éclaté d'une manière spontanée et fortuite ? Charles VII y a-t-il eu une part personnelle ? Comment la version bourguignonne a-t-elle pu s'imposer en quelque façon à

l'histoire ? Autant de questions qui se posent naturellement, et dont nous devons chercher, autant que faire se pourra, à donner la solution.

I.

L'histoire du meurtre de Montereau n'est point uniquement renfermée entre les deux barrières du pont où s'accomplit le **tragique événement** ; elle doit s'étendre aux circonstances qui précéderent l'entrevue du Dauphin et du duc de Bourgogne. En examinant ces circonstances, en racontant les négociations entamées entre les deux princes, nous pourrons nous rendre un compte plus exact de la situation, et nous comprendrons mieux comment le dénouement fatal a pu se produire.

Au mois de mai 1418, des conférences avaient eu lieu au monastère de la Tombe, entre Bray et Montereau, sous les auspices de deux légats du pape. Un traité y avait été conclu entre le roi et le dauphin Charles, d'une part, et le duc de Bourgogne, de l'autre. Ce traité, qui favorisait outre mesure la cause bourguignonne ¹, venait d'être publié à Paris, malgré l'opposition du connétable d'Armagnac ², quand le lendemain même (29 mai 1418), la capitale fut envahie par les troupes de Jean-sans-Peur, auxquelles Perrinet le Clerc avait, par trahison, ouvert les portes. Tanguy du Chastel et quelques serviteurs fidèles emportèrent le jeune Dauphin, à demi nu, et l'arrachèrent ainsi à la mort ou tout au moins à la captivité. Le duc de Bourgogne devint par cet événement maître de Paris ; il eut à sa discrétion la personne du roi, passif instru-

¹ C'est ce que constate M. Vallet de Viriville, dans son *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 97.

² Jouvenel des Ursins dit formellement que le traité fut publié le samedi 27 mai (il faut lire 28) ; le Dauphin et ses conseillers qui, d'après Monstrelet, avaient approuvé le traité, auraient-ils passé outre, malgré l'opposition du connétable ? Ce qui paraît constant, c'est que le mouvement qui éclata le lendemain à Paris en faveur des Bourguignons ne fut point, comme le prétend Monstrelet, provoqué par la rupture des négociations, car ces négociations ne furent pas rompues. Voir à ce sujet une lettre de Robert le Maçon, publiée par M^{lle} Dupont, dans son édition des *Mémoires de Fenin*, p. 268, et un document inédit que nous donnons plus loin. Conf. Jouvenel, dans Godefroy, p. 347 et 348 ; *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, publiée et traduite par M. Bellauguet, t. VI, p. 228 et suiv. Monstrelet, édition de M. Douet d'Arcq, t. III, p. 256-57, et *Chronique anonyme*, à la suite de Monstrelet, t. VI, p. 252-53.

ment entre les mains des partis ¹; déjà le duc était d'accord avec la reine, dont l'année précédente il avait favorisé l'évasion. Tandis que l'émeute grondait dans Paris, où l'Isle-Adam et les autres capitaines bourguignons assistaient froidement aux massacres, disant aux meurtriers : « Mes enfants, vous faites bien ; » tandis que Jean-sans-Peur faisait son entrée dans la capitale, et sympathisait avec le bourreau Capeluche ², le Dauphin organisait la résistance dans le centre de la France et formait le noyau du parti national ³.

Le duc de Bretagne, beau-frère du jeune Charles, voulut tenter un accommodement entre les partis. Des négociations furent reprises sous les auspices des cardinaux de Saint-Marc et des Ursins ; une entrevue eut lieu à Charenton, le 13 septembre 1418, entre le duc de Bourgogne et le duc de Bretagne, et une trêve de trois semaines y fut conclue ; puis, après le départ du duc de Bretagne, un traité fut signé à Saint-Maur-des-Fossés, et publié par lettres royales du 16 septembre ⁴. Le Dauphin refusa de ratifier ce traité, comme ayant été rédigé à l'insu de ses ambassadeurs ⁵. Il ne pouvait à coup sûr en

¹ « ... Sachant le Roy estre en tel estat qu'il a pleu à Dieu le souffrir, sy qu'il ne peut entendre au gouvernement de son royaume, » disait le Dauphin dans des *Instructions au comte d'Aumale*, collect. Moreau, 1425, pièce 93.

² Voir Jouvenel des Ursins, p. 353, le religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 252 et s.; Thomas Basin, t. I, p. 31. Capeluche appelait le duc son *beau-frère*. Voir la *Chronique de Jean Raoulet*, publiée par M. Vallet de Viriville à la suite de son édition de Jean Chartier, t. III, p. 163.

³ M. Michelet, qui ne s'est pas fait *bourguignon* comme la plupart de nos modernes historiens, dit, en parlant du parti Armagnac, qu'il « était en effet celui de la défense nationale. » *Histoire de France*, t. IV, p. 326, note.

⁴ Voir Monstrelet, t. III, p. 288 ; Jouvenel, p. 355 ; le Religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 278. Le texte du traité est dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de France et de Bourgogne*, publiés par La Barre, p. 247 et suiv., et dans les *Ordonnances*, t. X, p. 473.

⁵ Le Dauphin avait envoyé dès le 4 août ses conditions, et elles n'avaient pas été acceptées. Voir les *Avis fais pour le bien de la paix* et la lettre de Charles aux gouverneur, gens du conseil et gens de la chambre des comptes en Dauphiné, publiés par M^{lle} Dupont, éd. Fenin, p. 271 et 274. Le Dauphin prétend que ses ambassadeurs n'étaient pas présents à la conclusion du traité ; Monstrelet (t. III, p. 288) dit au contraire qu'ils y étaient. Il constate pourtant, contrairement au texte du traité, que les négociations poursuivies officiellement, par l'entremise du duc de Bretagne, furent rompues à Charenton même. Or, trois jours après, on publie à Paris un traité conclu à Saint-Maur-des-Fossés sous les auspices des cardinaux-légats. Ce traité était entaché de nullité : car, lors même que les ambassadeurs du Dauphin y eussent participé, il n'avait pas été porté à la connaissance du prince avant d'être publié. La version du Dauphin nous paraît la plus conforme à la vérité : le traité de Saint-Maur dut être fait et promulgué par surprise, à l'insu de l'une des parties.

approuver les clauses, car s'il fût revenu près du roi, comme le voulait Jean-sans-Peur, il eût été à la merci de l'émeute et de la faction bourguignonne. Cette tentative de rapprochement ayant échoué, les événements suivirent leur cours. Le Dauphin prit le titre de régent, organisa son gouvernement ¹, défendit d'obéir aux mandements du roi « pendant sa *détention* et maladie ²; » de son côté le gouvernement royal, dirigé par la reine et le duc de Bourgogne, déclara le Dauphin déchu de ses fonctions de lieutenant-général, et tout en confirmant le traité de Saint-Maur, en excepta nommément les conseillers du jeune prince ³.

Pendant ce temps, Henri V poursuivait en Normandie le cours de ses succès. Il accueillit avec faveur les ouvertures de paix que les Bourguignons et les Dauphinois lui adressèrent tour à tour ⁴. Chacun se sentant trop faible isolément, voulait négocier avec l'ennemi commun; mais l'on peut dire que les vrais Français étaient du côté du Dauphin :

¹ Voir les lettres du 21 septembre 1418, dans les *Ordonnances*, t. X, p. 477 et 481.

² Lettres du 30 octobre 1418, indiquées dans l'*Histoire généalogique* du P. Anselme, t. VI, p. 395, et dans les lettres de Charles VI du 13 novembre, citées ci-dessous.

³ Lettres du 13 novembre 1418. On y accuse le Dauphin de traiter avec les Anglais, « au très grant avaptaige d'iceulx Engloiz, honte et dommage de nous et de nos diz royaume et subgiez. » *Ordonnances*, t. X, p. 489.

⁴ On a prétendu que le Dauphin voulut s'allier avec les Anglais *contre le duc de Bourgogne*. Rapin Thoyras, en émettant cette assertion, s'est appuyé sur des lettres de Henri V publiées dans Rymer (t. IV, partie III, p. 67). Les lettres de pouvoir du roi d'Angleterre portent ceci : « Cum illustris ac potens princeps consanguineus noster carissimus et adversarii nostri filius *Dauphinus de Vienna* regens Franciæ, ut dicitur, desideraverit, prout ex quorundam suorum relatione accepimus, communicare et tractare nobiscum, seu aliis per nos deputatis, de et super nonnullis materiis, amorem mutuum, amicitias, confederationes et alligantias firmas, reales et perpetuas inter nos et dictum Dauphinum consanguineum nostrum Regentem ut dicitur, firmandas et concludendas concernantibus... (Suivent les noms des ambassadeurs, puis le roi continue :) ad conveniendum in omnibus et singulis locis... ac finaliter concludendum... de et super quibuscunque ligis, confederationibus et amicitias inter nos et successores nostros... ex una, et dictum dominum Dauphinum... ex altera parte, contrahendis et ineundis perpetuò vel ad tempus, etiam de modo et forma et quantitate auxilii subventionis succursus seu subsidii hinc inde ministrandorum, necnon de et super communicationibus inter subditos unius et alterius partis in mercimoniis et aliis licitis, bene et secure ac amicabiliter faciendis. »

Il existe un autre document, publié par sir Harris Nicolas (*Proceedings and ordinances of the privy Council of England*, t. II, p. 350-58), et qui paraît avoir été rédigé, par ordre d'Henri V, pour être soumis au conseil. Ce document expose « the causes why that the king disposeth hym to trete with the dauphin ayeinst the Duc of Bourgoigne. » D'après le roi d'Angleterre, le Dauphin

tous ceux qui, comme la dame de la Roche-Guyon, préféraient l'exil à la domination anglaise, allaient se ranger sous la bannière du jeune prince, car, pour eux, « il représentait le devoir, la patrie et l'honneur ¹. »

ne cherche à se rapprocher de lui que pour avoir du secours contre le duc, et il examine dans quelle mesure et à quelles conditions ce secours pourrait être donné. Ce long et fort curieux exposé montre quelles étaient les prétentions de Henri V. L'offre d'un secours contre le duc, dont il aurait fait volontiers son *homme lige*, n'était qu'un appât tendu au Dauphin, et le roi voulait, outre la part considérable qu'il se faisait en France, s'attribuer encore les possessions du duc en Flandre (*Then the king to make werre to the duc alwey in his owen querrell and for to have Flaundres for his labour and costage*). De plus, le roi d'Angleterre savait que, tant que le Dauphin n'aurait pas tiré Charles VI des mains du duc, le traité conclu avec lui ne serait pas de grand effet; il s'agissait donc que le Dauphin eût son père entre les mains (*That the Dauphin had his fader in his hands*), et pour cela il fallait se débarrasser du duc de Bourgogne.

Le Dauphin ne paraît pas être entré dans les vues du roi d'Angleterre, autant du moins qu'on l'a cru. Dans une lettre à Henri V, en date du 15 novembre, il le prie de faire ses demandes « si moderez, consonans au rayon et plus attrampées en faveur du paix que eslues par l'avantage que fortune variable ou les divisions de ce royaume vous ont donné, que rien ne soit à vous oultrage ne delaïement du paix, du demander, ne à nous charge pour le temps advenir au regart de la corone de France et de noz successeurs, de l'ottroyer; mais d'un pareil consentement soit par ce moyen trouvé la conjoincte et commune seurte et prospérité de deux royalmez. » — « Et quant à nous, ajoute le jeune prince, serons trouvez se large en ottroye, bryef en accomplissement et fermez à l'enterement des chosez touchanz le dicte paix, que en appertenra nostre bonne affection; en esperance que vous, qui desirez acquerir renomées en honneurables faiz, et voulez, comme à si hault courage appartient, l'exaucement et exaltation de noblesse et seigneurie ayder à reparer, et reprimer les grans et horribles maulx et crueltéz et seductions par le duc de Burgogne faitz et misez sus contre toute noblesse de la maison de France, de laquelle vous estez issus et procréé, et que nous semblément doions estre à vostre aide où besoing sera. Et en ce vuilliez si raisonnablement, moderelement, et en brief proceder, que vous soiez cause et participant de l'onneur, profite et utilité qui advenir peut aux deux roialmes, par la sedation de susdites divisions, à l'exaucement de justice et repression des mauvais. » (Rymer, t. IV, part. III, p. 76.)

Ajoutons que Jouvenel des Ursins, l'historien le plus impartial et le mieux informé de cette époque, dit que le roi d'Angleterre ayant posé au Dauphin la condition de la possession de la Flandre, qu'il voulait avoir en pleine souveraineté, le Dauphin, bien qu'il fût *jeune d'âge*, répondit: « que jamais ne se vouldroit allier ny faire paix avec les anciens ennemis du royaume de France, pour destruire son vassal. » Enfin, dans ses *Instructions au comte d'Aumale* (Collect. Moreau, 1425, pièce 93), le Dauphin, parlant de ces négociations, déclare qu'il n'eût pu traiter avec le roi d'Angleterre « sans diminucion de la seigneurie et domnage trop grant du roy et du sien, et peut-être au grant desavantage et grief de feu mondit seigneur de Bourgoigne, lesquelles choses, dit-il, nous avons toujours voulu fuir, et plus chosy la paix dedans le royaume que la querir aux ennemis. »

¹ M. Vallet de Viriville, *l. c.*, t. I, p. 143.

C'est entre le duc de Bourgogne et Henri V que les négociations furent le plus près d'aboutir. On avait eu soin d'attirer le roi d'Angleterre à une entrevue où devaient se trouver la reine et Catherine de France, afin que les charmes de la jeune princesse, qui lui était offerte en mariage, produisissent une impression favorable. Pendant plus d'un mois (29 mai - 30 juin 1419) les pourparlers continuèrent : de nombreuses notes furent échangées, et plusieurs entrevues eurent lieu. Sur ces entrevues, et au milieu des négociations, le Dauphin fit spontanément au duc de Bourgogne de nouvelles ouvertures de paix.

Dès le mois de mai précédent, avant l'ouverture des conférences avec le roi d'Angleterre, un commencement de rapprochement s'était opéré : au moment même où le duc de Bourgogne fixait avec les envoyés de Henri V le jour de l'entrevue des deux rois et confirmait une trêve dont le Dauphin et ses partisans étaient exceptés (11 mai 1419) ¹, une trêve de trois mois était conclue avec le même Dauphin, « pour vacquer et entendre pendant ledit temps, à trouver bonne union, appaisement et sedation totale des divisions, discors, debaz et discensions » (14 mai 1419) ². Le Dauphin, qui « ne demandoit qu'à trouver moyens de paix ³, » avait même proposé une trêve de trois ans ⁴. « Et n'est doute, dit un grave historien du temps.

¹ Voir Jouvenel des Ursins, p. 362-363. La date du 11 mai est fixée par l'itinéraire de Jean-sans-Peur, dressé par M. Gachard, dans son *Rapport à M. le Ministre de l'intérieur sur les documents concernant l'histoire de la Belgique qui existent dans les dépôts littéraires de Dijon et de Paris*. Bruxelles, 1843, p. 240, note 3.

² Lettres de Charles VI du 14 mai, confirmées par le Dauphin le 20 mai, et par le duc le 23 mai. La Barre, t. I, p. 251, 253 et 254. « Pour le grant bien et fruit qui en puet advenir et ensuyr, disait le Dauphin, avons voulu et voulons estre obey à icelles lettres. » Le duc se bornait à cette déclaration : « Lesquelles lettres et tout le contenu en icelles, en tant comme il nous touche, enterinerons et accomplirons. » — Quand les hérauts du Dauphin étaient venus le 26 mai apporter les lettres de ratification de leur maître, ils avaient trouvé, dit Jouvenel des Ursins (p. 363) « que la Reyne et le duc de Bourgogne étoient partis pour venir traiter avec les Anglois, et ne faisoient aucun semblant d'entendre à aucun traité avec Mgr le Régent. »

³ Jouvenel des Ursins, p. 361.

⁴ C'est ce que dit Jouvenel. Il y a dans des formulaires du temps des lettres de Charles VI, non datées : « Soubz couleours desdictes divisions, y dit le roi, nostre ennemi et ancien adversaire d'Angleterre soit entré dans nostre royaume..., et tant qu'il y a usurpé et tient en son obéissance nostre pais et duchié de Normandie, ou la plus grant partie d'icellui, ce que bien aisement a fait, pour ce que resistance ne lui a esté mise aucune, par deffault de bonne

que si le duc de Bourgogne eut voulu soy retraire d'avoir tout le gouvernement, et se disposer et les siens à résister aux ennemis anciens, et laisser le fils avec le père et la mère à faire aussi le mieux qu'ils pourroient, la paix estoit bien aisée à faire. Mais il vouloit tout faire, et avoir entièrement le gouvernement du royaume et des finances. Mesmes il sembloit par ses manières de faire, comme aucuns disoient, qu'il se voulust faire roy ¹. »

Charles, apprenant que les négociations avec les Anglais traînaient en longueur, fit partir Tanguy du Chastel, Barbasan et plusieurs autres, pour dire en son nom au duc qu'il était toujours prêt à traiter². A l'arrivée de ces ambassadeurs, Jean-sans-Peur hésita : il osa mettre en délibération la question de savoir s'il valait mieux traiter avec les Anglais qu'avec le Dauphin. Deux de ses conseillers opinèrent, chacun à leur tour, pour ou contre l'alliance anglaise³. La décision fut favorable à la poursuite des négociations entamées, qui ne prirent fin que dans la conférence du 30 juin : les prétentions d'Henri V étaient toujours exorbitantes, et d'ailleurs plusieurs des provinces qu'il réclamait étaient au pouvoir du Dauphin. Le duc de Bourgogne rompit donc — au moins en apparence — avec le roi d'Angleterre, et finit par accueillir les ouvertures du Dauphin. Le 7 juillet, il quitta Pontoise pour se rendre à Corbeil ; le lendemain, il eut avec Charles une première entrevue, au Ponceau-Saint-Denis, près Pouilly-le-Fort, à peu de distance de Melun.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner comment les choses se passèrent dans cette entrevue. Elle eut lieu, vers six heures du soir, sur le Pont même, dans une cabane de feuillage disposée à cet effet. Le Dauphin et le duc se détachèrent du gros

amour et union entre nos subgez. Et tellement ont esté continuées les dictes divisions, que nostre très chier et très amé filz Charles, Dalphin de Viennois, puis certain temps en ça, a esté et est encores absent de nous, et, soubz ombre de lui, est faicte guerre à aucuns de nos subgez. » Le roi déclare qu'il entend qu'une trêve entre les parties adverses règne *pendant deux ans*, espérant durant ce temps apaiser les divisions. Ces lettres furent vraisemblablement rédigées en mai 1419, avant la conclusion de la trêve de trois mois, et l'opposition du duc de Bourgogne à la conclusion d'une trêve à plus longue échéance, aura fait rester ces lettres à l'état de projet. Elles se trouvent dans les mss. fr. 6022, f. 90, et 14371 f. 81.

¹ Jouvenel des Ursins, p. 362.

² Jouvenel, p. 366; Monstrelet, t. III, p. 321.

³ Jouvenel, p. 364.

de leurs troupes, accompagnés chacun de dix personnes. Tous deux descendirent de cheval, et s'avancèrent seuls, laissant leur suite à la porte. Le duc s'inclina plusieurs fois « moult humblement, » et s'agenouilla. Le Dauphin, après l'avoir embrassé, voulant le faire se relever : « Monseigneur, dit le duc, je suis bien. Je scay bien comment je doy parler à vous. » Il se leva pourtant, reçut du jeune prince le pardon de ses offenses, « se aucunes en avoit faictes contre lui, » et l'assurance que si, au traité que l'on préparait, il y avait quelque chose qui lui déplût, il le pouvait changer : car « doresnavant, dit le Dauphin, voulons et vouldrons ce que voulez et vouldrez. » Après un entretien qui ne se termina qu'à onze heures du soir, — au grand déplaisir, dit un contemporain, de ceux qui attendaient au dehors, — le Dauphin remonta à cheval, le duc lui tenant l'étrier ¹.

Le lendemain 8 juillet, l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, légat du Saint-Siège, le chancelier de Guyenne, Tanguy du Chastel, Barbasan et plusieurs autres, vinrent à Corbeil conférer avec le duc de Bourgogne.

Pourtant les négociations n'avançaient pas. Les auteurs contemporains signalent le mécontentement du Dauphin au sortir de l'entrevue du Ponceau ; le duc « refusoit offres raisonnables et alloit tousjours à cavillacions. » Les envoyés du jeune prince ne rapportèrent aucune bonne réponse : « Tant valoit, disaient-ils, parler à ung asne sourt comme à luy ². » Ce n'était pas sans peine, on l'a vu, que le duc de Bourgogne s'était décidé à accueillir les ouvertures du Dauphin ; il préférerait évidemment l'alliance anglaise à un rapprochement avec l'héritier du trône.

Les pourparlers continuèrent cependant. Le Dauphin, « qui moult desiroit le bien du royaume ³, » renvoya un de ses conseillers au duc. Celui-ci réclama alors une nouvelle entrevue. Elle eut lieu, sur le même Ponceau, le 11 juillet ⁴. « Mais, dit

¹ Monstrelet, t. III, p. 322-23 ; le Religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 328-30 ; abrégé français du Religieux, publié par M. Vallet à la suite de Chartier, t. III, p. 218-19.

² Le Religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 332 ; abrégé français du Religieux, l. c., p. 219.

³ Abrégé français du Religieux, l. c., p. 219.

⁴ Le duc était accompagné du comte de Saint-Pol, du seigneur de Navailles, etc. Il y eut au Ponceau « grant desroy. » Compte du m. de la ch. aux deniers du duc, collect. de Bourgogne, vol. XXI, f. 52 ; Gachard, l. c., p. 241, note 3.

un contemporain, pour les malices du duc, ils ne peuvent accorder. Dont fut desplaisant Mgr le Dauphin, tant qu'il fut délibéré s'en aler en son pays du Dauphiné, pour fuir les divisions et inconvenians¹. » Une rupture était imminente. L'intervention de la dame de Giac la prévint. Mère de l'un des familiers du duc, attachée comme dame d'honneur à la maison de la reine, la dame de Giac représentait auprès du duc l'influence d'Isabeau, et avait sur lui beaucoup de crédit². C'est elle qui, en grande partie, avait été *traicteresse* de ces conférences du Ponceau³ ; elle finit par triompher des résistances de Jean-sans-Peur : le traité fut signé, et deux jours après, les deux princes le jurèrent solennellement à Corbeil sur les saints Évangiles⁴.

Par le traité de Pouilly, le Dauphin et le duc, après une promesse d'oubli et de concorde, prenaient les engagements suivants : « Nous, disait le duc, après la personne du roy, « honnourerons, servirons et de tout notre cuer et pensée, plus « et devant que nul autre, chérirons et aymerons la personne « de mon dit seigneur le Dauphin et, comme à son estat « appartient, luy obeirons, et ne ferons ne souffrirons estre faict « à nostre pouvoir nul chose qui soit à son préjudice, et de tout « nostre pouvoir lui aiderons à garder et maintenir son estat et « prérogatives en toutes manières, et luy serons tousjours vray « et loyal parent. »

De son côté, le Dauphin déclarait qu'il aimerait, et « de bonne et loyalle affection » chérirait le duc, et, « en tous ses faiz et besongnes, le traiteroit comme son prochain et loyal parent. » Tous deux s'engageaient formellement à ne prendre avec les Anglais « aucuns traitiez ou alliances, si ce n'est *par le bonplaisir et consentement l'un de l'autre, et pour l'évident bien de ce royaulme.* »

Ces engagements étaient pris entre les mains de l'évêque de Léon, légat du Saint-Siège, « sur la vraye croix et saints « Évangiles, pour ce manuellement touchiez de nos mains,

¹ Abrégé français du Religieux, p. 220. Cf. le Relig., l. c., p. 332.

² C'est à tort qu'on a représenté la dame de Giac comme la maîtresse du duc ; elle avait épousé en 1376 le sire de Giac, et elle devait avoir alors près de soixante ans.

³ Monstrelet, t. III, p. 322.

⁴ Religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 334 ; Abrégé, p. 220. Le duc résidait à Corbeil ; le Dauphin s'y rendit le 13 (Collection de Bourgogne, t. XXI, f. 52).

« disaient les deux princes, par la foy et serement de nos corps, « pour ce prestez l'un à l'autre, sur nostre part de Paradis, en « parole de prince et autrement, le plus avant que faire se « puet ¹. »

Le duc de Bourgogne ne quitta point le Dauphin sans chercher à se rendre ses conseillers favorables. Tous ceux qui avaient pris part aux négociations, reçurent une somme de 500 moutons d'or ². Le Dauphin lui-même reçut en présent un fermail d'or garni de trois gros diamants. Les finances du jeune prince ne lui permettaient pas de se montrer si libéral : il se borna à offrir au duc « ung coursier brun bay à longue queue ³. »

Le savant historien de la Flandre, M. Kervyn de Lettenhove, croit qu'une convention secrète accompagna le traité de Pouilly, et régla divers points relatifs au don des offices, à l'emploi et au commandement des forces dirigées contre l'ennemi commun ⁴. Ce qui est certain, c'est que le duc jura, « par la foy de son corps, » de faire aux Anglais « guerre ouverte » avant un mois ⁵, et qu'on prit jour pour une nouvelle entrevue, qui paraît avoir dès lors été fixée au 26 août, à Montereau ⁶. Les 13 et

¹ Texte du traité dans la Barre, t. I, p. 255-258.

² On voit par le troisième compte de Jean Fraignot, que le duc se fit remettre par son receveur général 9,610 l. t., qu'il distribua de sa propre main, sur le lieu de la convention, à plusieurs serviteurs du Dauphin. Robert le Masson, le président Louvet, Tanguy du Chastel, Barbasan, Louis d'Escorailles, le sire de Beauvau, Hugues de Noyers, Guillaume d'Avaugour et Jacques du Peschin reçurent chacun 500 moutons d'or. 3^e compte de Jean Fraignot, dans la *Collection de Bourgogne*, vol. LVII, f. 306, et LXV, f. 121 v^o; La Barre, p. 214 et 217; déposition de Jean Séguinat, publiée par La Barre, p. 272. — Barbasan refusa les 500 moutons, car il « ne print oncques argent, fors des maistres qu'il servoit. » Plaidoirie de Labat, dans son *Procès*, ms. fr. 5061, f. 116 v^o.

³ Le 12 juillet 1419. 3^e compte de Jean Fraignot, dans la *Collect. de Bourgogne*, vol. LXV, f. 121, et La Barre, p. 214; Déposit. de Séguinat.

⁴ *Hist. de Flandre*, 2^e édition, t. III, p. 154, note.

⁵ Lettre du Dauphin du 15 septembre 1419, et Instructions au comte d'Aumale, dans Moreau, vol. 1425.

⁶ Ce point est important à établir, car la plupart des historiens ont fait prendre au Dauphin l'initiative d'une proposition pour une nouvelle entrevue. Le Dauphin, dans les deux documents que nous venons d'alléguer, dit formellement qu'il fut convenu que, dans un délai d'un mois ou environ, on se réunirait de nouveau « pour besongnier aux affaires du royaume et à la desfence contre les ennemis. » Jovenel des Ursins dit aussi qu'une nouvelle entrevue fut décidée, et fixée ensuite au 26 août à Montereau (p. 369-70), et il répète (p. 371) en citant les propres paroles de Charles au duc : « Beau cousin, vous « savez que, au traité de la paix naguères fait à Melun entre nous, nous fumes « d'accord que dedans un mois nous nous assemblerions en quelque lieu pour « traiter des besongnes de ce royaume. » Cousinot, dans la *Geste des nobles*,

14 juillet, les serments des deux princes et des seigneurs de leur suite furent prêtés solennellement entre les mains de l'évêque de Léon ; le 15, les princes se séparèrent. Quatre jours après (19 juillet 1419), le duc de Bourgogne, conformément aux stipulations de Corbeil, faisait publier des lettres royales ¹, et presque en même temps les deux princes donnaient, en termes identiques, leurs lettres de ratification ².

II.

La paix était faite ; il ne restait plus qu'à désarmer les rivalités de partis, qui déjà commençaient à s'effacer ³, et à préparer de concert la résistance aux Anglais. Henri V, à ce moment, reprenait l'offensive : il s'empara de plusieurs places, et bientôt, par la réduction de Gisors, de La Roche-Guyon et de Château-Gaillard, il acheva la conquête de la Normandie ⁴. On ne voit point que Jean-sans-Peur, qui disposait alors du gouvernement, se soit mis en demeure de remplir ses engagements, et ait songé à s'opposer à ces progrès. Nous le trouvons surtout préoccupé d'exploiter à son profit l'omnipotence dont il jouissait près du roi ⁵. Loin de se disposer à entrer en campagne contre Henri V, il ne tarda même pas, au mépris de sa parole, à entamer avec lui de nouvelles négociations ⁶.

écrit : « Jour en prindrent ou mois d'aoust à Monteraul ou Fault Yonne, pour la perfection du traité encommencié (p. 176). » Enfin le Religieux de Saint-Denis dit que des démarches avaient été faites, en vue d'un concert amiable près du Dauphin. (t. VI, p. 368 et 370), et le duc lui-même, dans les lettres qu'il adressa le 21 août à ses gens des comptes à Dijon, parle d'une entrevue convenue avec le Dauphin, et qui devait avoir lieu sur la rivière de Seine.

¹ *Ordonnances*, t. XII, p. 263.

² *Idem, ibid.*, p. 266 et 267.

³ Voir sur la joie populaire, et sur la « grant confidence » des Dauphinois et des Bourguignons, qui « s'assembloient plusieurs d'un commun accord pour faire guerre aux Anglois, » Monstrelet, t. III, p. 330 et 338.

⁴ Il ne resta plus aux Français que le Mont Saint-Michel, dont la résistance héroïque triompha de l'acharnement des Anglais.

⁵ 21 juillet. Don de 2000 l. t. à la comtesse de Charolais (coll. de Bourg., vol. LVII, f. 299) ; 22 juillet. Don de 6000 l. t. au comte de Charolais, (*id.*, *ibid.*) ; 25 juillet 1419. Lettres par lesquelles Charles VI donne au duc de Bourgogne le comté de Tonnerre, en accroissement du duché de Bourgogne (*Ordonnances*, t. XI, p. 16).

⁶ Voir les instructions au comte d'Aumale, et surtout la relation encore plus développée rédigée par ordre du Dauphin, collection Moreau, à la bibl. imp., vol. 1425, pièce 94. « *Item* et ce pendant, nonobstant les dictes promesses, et

Ce prince fourbe, astucieux et froidement calculateur, n'en était pas à ses débuts dans ce rôle de duplicité et d'intrigues : depuis longtemps il était entré en relations avec les Anglais, et leur avait donné plus d'un gage de sympathie. En 1415, il s'était gardé de prendre part à la lutte mémorable où tous les princes du sang avaient payé de la vie ou de la liberté leur dévouement à la couronne : seul le duc de Bourgogne n'avait point paru sur le champ de bataille d'Azincourt. Il avait même contenu la noble ardeur de son fils, le jeune comte de Charolais, qui voulait marcher à l'ennemi, et ne se consola jamais de n'avoir pas tiré l'épée¹. Il fit plus : sa neutralité, promise au roi d'Angleterre, assura le succès de l'expédition, et les huit cents navires qu'Henri V put librement faire venir de Zélande et de Hollande, lui facilitèrent le transport des soldats et des vivres². Le 6 octobre de l'année suivante (1416), on vit Jean-sans-Peur se rendre à Calais, dans le dessein de conclure avec Henri V un traité séparé, dont les bases avaient, paraît-il, été posées dès l'année précédente³. Des prélimi-

en venant contre icelles et ladicte paix, feu mondit seigneur de Bourgogne in continent retourna à Pontoise, et envoya de rechief aucun temps après des siens convenir avec lesdiz ennemis, et, par une seconde ambassade, continua et convint de rechief aucun temps après avec lesdiz ennemis, et continua et entretint lesdiz traictiez desdictes alienacions des terres du roy et desdictes alliances. »

¹ Chronique de Le Febvre de Saint-Remy.

² Michelet, *Histoire de France*, t. IV, p. 291.

³ Dans des lettres de pouvoir données à Waltham, le 10 août 1415, Henri V dit que, dans les négociations qui avaient eu lieu, tant en Angleterre lors de l'envoi d'une ambassade du duc de Bourgogne pour conclure un traité, que depuis, près du duc, auquel il avait député des ambassadeurs, des conventions ont été faites : *varia et diversa prolocutiones, tractatus et appunctamenta processerint hactenus, habitaque fuerint et facta, prout in eisdem tractatibus et appunctamentis et aliis exinde factis et conscriptis, liquere poterit plenius per extensum.* » (Rymer, t. IV, part. II, p. 144.) Le roi donne pouvoir à Philippe Morgan de traiter avec le duc de Bourgogne « legis, confederationibus et amicitiiis generalibus sive particularibus, realibus sive personalibus...; etiam de modo et forma et quantitate auxilii, subventionis seu subsidii hinc inde ministrandorum, necnon de et super communicationibus inter subditos unius et alterius partis, in mercimoniis et aliis licitis secure et amicablem facienda. »

Il ne s'agit point seulement ici, on le voit, des négociations relatives à la Flandre, qui remontaient à 1407, car le 27 mai 1411, Henri IV renouvelait une trêve pour la Flandre, déjà conclue quatre ans auparavant, et prolongée pendant cinq années (Rymer, t. IV, part. I, p. 193). — Dans le cours de l'année 1416, plusieurs ambassades furent envoyées vers le roi d'Angleterre qui, le 5 août, donne pouvoir pour convenir du lieu d'une entrevue avec le duc, et les 1^{er} et 2 octobre fait délivrer un sauf-conduit pour le duc, avec 800 hommes de sa

naires furent rédigés avant l'arrivée du duc : ils contenaient la reconnaissance des *droits* du roi d'Angleterre sur la France, l'engagement de l'hommage-lige, et la promesse d'une assistance armée quand le duc en serait requis ¹. Le traité reçut-il une forme définitive et fut-il signé par le duc ? Ce point est resté obscur ² ; mais on crut généralement alors à une alliance du duc avec les Anglais ³, et certes celui qui n'avait pas repoussé comme un outrage de telles ouvertures, était bien capable de les accueillir.

Quoi qu'il en soit, l'« amitié secrète ⁴ » de Jean-sans-Peur

suite, et donne commission pour le serment à exiger du duc. (Rymer, t. IV, part. II, p. 153, 154, 166, 170, 176, 177.) Cf. collect. de Bourgogne, vol. LVI, p. 214 et 240.

¹ Rymer, t. IV, part. III, p. 177. — Voir Rapin Thoyras, *Hist. d'Angleterre*, t. III, p. 389.

² Rapin Thoyras l'affirme, mais sans preuve suffisante, et c'est ce qui a porté les historiens à nier l'existence de ce traité. Le P. Daniel a été le seul, avec Saint-Foix, à croire au traité de Calais. Ce qui est certain, c'est qu'un serment fut prêté par le duc avant de se rendre à Calais, et que ce serment paraît s'être étendu aux clauses stipulées dans les préliminaires. Ce point historique demanderait un mémoire spécial pour être élucidé. Voici en quels termes les lettres de pouvoir de Henri V (2 octobre 1416) parlent du serment du duc : « Cum inter deputatos et commissarios nostros, ex una, et deputatos et commissarios Johannis...., ex altera parte, de et super mutua visione sive conventionione..., nechon de et super sufficientibus securitatibus pro hujusmodi conventionione sive mutua visione pro ipso consanguineo nostro ac dilectissimo et amantissimo fratre nostro Humfrido.... quam, pro ipso consanguineo nostro in obsidem et securitatē ostagium in manus, etc.... transmittere et dare promissimus, etiam cum eum juramentorum ad sacra Dei Evangelia, invicem, sub certis modo et forma, interpositione et præstatione, per ipsos Johannem ducem et Philippum comitem, consanguineos nostros, faciendorum, *nonnullæ provisiones habitæ sunt et conclusæ*, prout in litteris nostris et ipsorum Johannis ducis et Philippi comitis, *sigillis consignatis, expressius continetur*, nos, de fidelitate, » etc. (Suit le pouvoir.)

³ Il est fait allusion à l'alliance du duc avec les Anglais dans un grand nombre de documents du temps. Voir les articles rédigés aux conférences de la Tombe en mai 1418 (Religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 212-214, et appendice aux *Mémoires de Fenin*, p. 265), les *Avis fais pour le bien de la paix*, le 4 août 1418 (même appendice, p. 279-80), le traité de Pouilly du 11 juillet 1419 (Monstrelet, t. III, p. 327). Le passage de ce dernier traité contient, ce nous semble, un aveu implicite de la part du duc : « Et se aucunes alliances ou traictiez avoient esté faiz devant la date de ces presentes avecques les dessus-diz ennemis anciens ou aucuns autres à nous prejudiciables, ou à l'un de nous, doresnavant à icelles renonçons et les voulons estre nulles. » — Dans les instructions du Dauphin au comte d'Aumale et dans le récit de ce qui précéda l'événement de Montereau, il est parlé très-nettement des « traicties et paccions qui, dès l'assemblée du Roy d'Angleterre et de Mgr de Bourgongne faicte à Calais, ont duré et esté continués enfre eulx. »

⁴ M. Michelet, t. IV, p. 331.

suffisait au roi d'Angleterre, et, comme le remarque très-bien M. Michelet, c'est à l'abri de cette amitié qu'il fit la conquête de la France¹. Ce rôle équivoque du duc, « accusant les autres de trahison pendant qu'il trahissait², » il le prolongea aussi longtemps qu'il put. Devenu en 1418 le chef du gouvernement, il laissa Henri V s'emparer de Rouen³, et ne cessa d'entretenir avec lui des relations fort précieuses pour la prospérité de son commerce de Flandre. Le roi d'Angleterre était tellement persuadé des bonnes dispositions du duc à son égard que, le 5 juillet 1419, au moment même où l'on posait les bases de l'entrevue du Ponceau, il donnait pouvoir à l'archevêque de Canterbury, au comte de Warwick, à Gaston de Foix, comte de Longueville, à Philippe Morgan (le grand négociateur des traités secrets avec le duc) et à trois autres ambassadeurs, pour se rendre près « de son cousin de France, » pour traiter de paix finale, et convenir du jour où il s'assemblerait avec la reine Isabelle et le duc de Bourgogne⁴; c'est ainsi que le même jour, il autorisait ses ambassadeurs à négocier son mariage avec Catherine de France⁵, et que le 18 juillet suivant, alors que le duc venait à peine de quitter le Dauphin à Corbeil et de jurer de ne pas traiter séparément, il renouvelait ce dernier pouvoir au comte de Warwick, au comte de Longueville, à Jean Kempe et à trois autres⁶. Le lendemain, nouveau pou-

¹ « Le roi d'Angleterre faisait si paisiblement cette promenade militaire, qu'il ne craignit pas de partager son armée en quatre corps, pour mener plusieurs sièges à la fois. Que pouvait-il craindre en effet, lorsque le seul prince français qui fut puissant, le duc de Bourgogne, était son ami ? » *Ibid.*, p. 331. Voir à l'appui de cette assertion un document inédit que nous publions plus loin : c'est le récit des événements qui précédèrent Montreuil, tracé par la chancellerie du Dauphin. Après le passage sur le traité de Calais, il y est dit : « Et en est advenu depuis que l'adversaire d'Angleterre et feu mon dit seigneur de Bourgoingne ont esté en armes et faisans guerre aux subjez de ce royaume auprès l'un de l'autre, sans s'entregrover eulx ne leurs gens, ains gardoient entr'eulx telle convenance que l'un d'eulx n'attentoit aucunement contre les fortteresses qui obeyssioient à l'autre, pourquoy lesdis Anglois ont eu l'avantage qu'ils ont, et en est demouré defliance et doubte es courages. » — *Les Registres du Parlement*, qui ne sont point suspects assurément, en parlant de la « petite résistance » que chacun a faite aux Anglais, mentionnent le duc de Bourgogne. Cité dans M. Michelet, p. 356, note.

² M. Michelet, t. IV, p. 339.

³ Voir ce que dit le même historien, p. 349.

⁴ Rymer, t. IV, part. III, p. 124.

⁵ *Id.*, *ibid.*, p. 125.

⁶ *Id.*, *ibid.*, p. 125.

voir pour prolonger la trêve, qui expirait le 29 juillet ¹. Vers le 20, des ambassadeurs anglais se trouvaient à Pontoise, près du roi et du duc ². Le 22, Henri V délivrait un sauf-conduit, valable jusqu'au 29, à Regnier Pot, Antoine de Toulangeon, Henri Goedhals et Jean Geluner, ambassadeurs *de son cousin de France*, pour se rendre près de lui à Mantes ³. Presque en même temps, il envoyait à Catherine de France un magnifique présent ⁴.

Pendant le cours de ces négociations, où durent être renouvelées certaines conventions particulières ⁵, Pontoise tombait (31 juillet), entre les mains d'Henri ⁶. Ce fut un cri général d'indignation contre Jean-sans-Peur. Pontoise était gardée par l'un de ses familiers, l'Isle-Adam, qui s'était laissé surprendre, et n'avait opposé aucune résistance. On accusait tout haut le duc de trahison ⁷. Le mécontentement et la crainte redoublèrent, quand on le vit quitter Saint-Denis, — où restait une garnison qui pillait la ville et se livra aux derniers excès, — et se diriger sur Lagny, sans même entrer dans Paris, qu'il

¹ *Id.*, *ibid.*, p. 128.

² Lettre d'Isabeau de Bavière à Henri V, publiée plus loin. Le duc quitta Pontoise le 23.

³ *Id.*, *ibid.*, p. 129. Voici un exemple de la véracité des auteurs bourguignons : Chastellain dit, après avoir parlé du traité de Pouilly : « Luy (le duc) après cette paix faite, pour monstrier son bon courage françois, et qu'il estoit bien prince pour les en déjeter (les Anglais) quand il voudroit..., désirant le bien du royaume sur tous les vivans, machina et délibéra de les en debouter par puissance ; et l'eust fait si ce ne fust la fortune de sa prochaine mort. » *Œuvres de Georges Chastellain*, publiées par M. Kervyn de Lettenhove, t. I, p. 21.

⁴ Religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 364.

⁵ « Item post pacem fermatam, renovavit et confirmavit regi Angliæ certas conventiones et capitula quæ inter se habebant, et super hoc idem Dalphinus dicitur sibi ostendisse litteras, manu propria scriptas. » Rapport sur les ouvertures faites au pape de la part du Dauphin, publié par M. Quicherat, dans les *preuves* de son édition de Thomas Basin, t. IV, p. 279. La pièce avait été éditée pour la première fois par M. Champollion, dans ses *Lettres de rois, reines, etc.*, t. II, p. 355. Mais le texte de M. Quicherat est plus correct.

⁶ Jouvenel des Ursins dit le 28 (p. 368) et Monstrelet le 31, (t. III, p. 332). Pontoise fut pris dans la nuit du 30 au 31. (Voir *Journal de Paris*, p. 638.)

⁷ « Et disent quelques uns que les Anglois y entrèrent par le moyen d'aucuns de ceux de dedans. » Jouvenel, p. 368. — « Tost après fist le duc de Bourgoigne mener le roy, la royne et Madame Katherine à Troyes, et par le seigneur de l'Isle Adam fist livrer et mettre es mains du roy d'Angleterre la ville et le chastel de Pontoise. » *Geste des nobles*, par Cousinot, p. 176-77. — « Item fuit causa captionis Pontisaræ, » lit-on dans le rapport cité ci-dessus (M. Quicherat, l. c., p. 279.)

laissait exposé à une attaque imminente du roi d'Angleterre. « Il sembloit proprement, disait-on, que tous s'enfouissent devant les Anglois, et qu'ils (le roi et le duc de Bourgogne) eussent grande haine à ceux de Paris et du royaume ¹. » Mais si le duc abandonnait les Parisiens, les laissant à la merci des Anglais, il demeurait près du roi d'Angleterre en la personne de ses envoyés qui, le 6 août, sept jours après la prise de Pontoise, se trouvaient dans cette ville auprès de Henri V ². Une seconde ambassade lui fut même bientôt envoyée ³, et les négociations se poursuivirent, en violation flagrante des serments prêtés par le duc.

Jean sans Peur restait pourtant en relations avec le Dauphin. Vers le 25 juillet, il députa vers lui Pierre de Giac et Nicolas Rolin « pour lui parler d'aucunes choses touchant le bien du royaume ⁴; » le 28, il fit partir à leur suite deux de ses chevaucheurs, « afin de luy rapporter hastivement ce qu'ils auront fait ⁵. » En même temps il recevait à Saint-Denis, où il était arrivé le 23, deux envoyés du prince, Robert Mallière et Jean Campion, venant de Paris où ils avaient porté les lettres de ratification de leur maître ⁶.

Le Dauphin se préparait à remplir ses engagements et à pousser vigoureusement les hostilités. Il envoya des soldats sous les murs de Paris, où des troupes de Henri V avaient paru le 9 août ⁷. Aussitôt le duc, qui redoutait plus peut-être les succès du Dauphin que les progrès de l'invasion anglaise, fit

¹ *Journal de Paris*, t. c., p. 639.

² Rymer, t. IV, part. III, p. 129; Kervyn de Lettenhove, t. III, p. 154.

³ Récit du Dauphin. — Par lettres de Henri V, en date du 6 août, un sauf-conduit, valable jusqu'au 14, est accordé à deux envoyés, avec quarante personnes de leur suite, que son cousin de France veut lui députer à Pontoise, *ob bonum pacis et unionis inter Franciæ et Angliæ regna nostra*, comme il appert des lettres dudit cousin, (*prout ex suarum serie litterarum, nobis jam tardè transmissarum, accepimus evidenter*). Rymer, t. IV, part. III, p. 129.

⁴ Collection de Bourgogne, vol. LVI, f. 95; cf. vol. XXV, f. 21 v^o, vol. LXV, f. 121 v^o, et D. Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. III, p. 518.

⁵ Collection de Bourgogne, vol. LVI, f. 95. M. de Barante, suivant le récit de Prosper Bauyn, publié par La Barre, sous le voile de l'anonyme, s'est trompé en plaçant (t. IV, p. 429) cette ambassade au 28 juin, par conséquent avant le traité de Pouilly.

⁶ Monstrelet, t. III, p. 331; collection de Bourgogne, vol. LVI, f. 95; LXV, f. 121 v^o et 122. Ils reçurent du duc 100 écus d'or le 29 juillet, et, par mandement daté de Lagny le 2 août, 150 fr.

⁷ Monstrelet, t. III, p. 330; *Journal de Paris*, p. 639.

reprendre aux Parisiens le signe de sa faction, la croix de Saint-André, et défendit qu'on donnât accès ni passage aux forces du prince ¹. De son côté, la reine écrivit au Dauphin, et les Parisiens lui députèrent une ambassade pour le presser de revenir au milieu d'eux et des'employer à la défense commune ². Quant au duc, il envoyait message sur message au jeune Charles, comme s'il voulait le persuader de son zèle et de sa fidélité. Du 1^{er} au 7 août, il fit partir Jean de la Baume, puis Antoine de la Marche et un autre de ses serviteurs ³. Le 9 août, nous le voyons adresser des mandements à tous ses capitaines tenant garnison en Champagne et en Bourgogne, pour qu'ils aient à se rendre en armes à Provins dans le plus bref délai ⁴. A ce moment Henri V venait de rompre les dernières négociations entamées au mépris du traité de Pouilly. Le duc voulait-il enfin remplir ses engagements, et combattre l'ennemi, de concert avec le Dauphin? Le 11, il arriva à Troyes, en compagnie du roi et la reine. C'est là que le 14 ⁵, il reçut une ambassade du Dauphin, qui avait quitté Bourges vers le 12 pour se rapprocher du lieu de la conférence : Tanguy du Chastel, Louis d'Escorailles et Jacques du Peschin (frère de la dame de Giac), venaient régler avec le duc les points relatifs à la prochaine entrevue des deux princes; ils étaient porteurs d'une lettre du Dauphin. Le même jour, des envoyés du duc de Bretagne arrivèrent à Troyes ⁶.

Jean-sans-Peur, cependant, ne cessait de convoquer de nouvelles troupes. Par lettres patentes du 17 août, datées de Troyes ⁷, il ordonne de faire fortifier et garnir de vivres et de troupes ses châteaux et forteresses de Bourgogne, de Franche-

¹ Vallet de Viriville, *Hist. de Charles VII*, t. I, p. 167; instructions au comte d'Aumale, et récit du Dauphin.

² Religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 369. Le 5, Jean de Neuville, dit le Moine, était parti « pour certain voyage secret; » sans doute pour aller trouver le roi d'Angleterre. Collect. de Bourgogne, vol. LVI, f. 85.

³ D. Plancher, t. IV, p. 518.

⁴ Collect. de Bourgogne, vol. XXV, f. 2, v^o, 15, v^o, 54, 57; vol. LVI, f. 95. Prosper Bauyn dit le 7, par erreur, Mémoire anonyme publié par La Barre, (t. I, p. 218), et pris par lui aux archives de Dijon. Nous avons constaté l'identité avec le texte de Bauyn, sur une copie de son Mémoire qui se trouve à la Bibliothèque de l'Institut.

⁵ Et non le 10, comme le dit M. Vallet de Viriville. — Voir collect. de Bourgogne, vol. XXV, f. 52.

⁶ Collect. de Bourgogne, vol. XXI, f. 52.

⁷ *Ibid.*, vol. LV, f. 334.

Comté et de Charolais, pour s'opposer aux tentatives du roi d'Angleterre et à ses « damnables entreprises. » Le même jour, il dépêche Huguenin du Bois, l'un de ses écuyers d'écurie, pour faire avancer *en toute diligence* les gens d'armes et de trait qui étaient en Bourgogne et en Charolais, et venir joindre le roi à Troyes ¹. Le 20, il annonce, dans des lettres missives, l'envoi de ses lettres patentes du 17, et ordonne de les accomplir *très-diligemment*. Or ces lettres, d'une si grande urgence, furent onze jours avant de parvenir de Troyes à Dijon, où elles n'arrivèrent que le 31 août ².

Que signifiaient ces préparatifs? Était-ce bien contre les Anglais que le duc de Bourgogne prenait ces mesures? Voulait-il sincèrement les combattre? Certains ont vu ici — et peut-être ne se sont-ils pas trompés, — une pensée hostile au Dauphin ³. Quoi qu'il en soit, le duc répondit aux envoyés du jeune prince que Montereau n'avait pas été choisi d'une manière formelle pour le lieu de l'entrevue, et que puisque le roi et la reine se trouvaient à Troyes, il ne convenait pas que le Dauphin, étant si à portée, songeât à un autre lieu de réunion ⁴. Le duc affichait donc une fois de plus la prétention de faire revenir Charles près de son père, afin de l'avoir ainsi à sa discrétion.

Quelques jours après, le 21 août, le duc mandait à ses maîtres des comptes à Dijon que, dans peu de jours, il devait avoir avec le Dauphin une nouvelle entrevue sur la rivière de Seine, qu'il aurait alors besoin de plusieurs de ses vassaux, « pour s'en aider en conseil et autrement, » et de trois cents hommes d'armes au moins pour la garde de sa personne. Il leur envoyait en même temps de nouvelles lettres, adressées à ses capitaines, pour leur mander de venir le trouver avec le plus grand nombre de gens de guerre qu'ils pourraient, et il recommandait de faire marcher les messagers *nuit et jour*, « afin, disait-il, que les puissions avoir pour estre à ladiete conven-

¹ Collect. de Bourgogne, vol. LXV, f. 121 v° ; La Barre, t. I, p. 218 ; D. Plancher, t. III, p. 518-19.

² Collect. de Bourgogne, vol. LV, f. 334 v°. « Receues en la Chambre des comptes de Monseigneur à Dijon, que y a apportées mons. le Pardessus, le dernier d'aoust 1419, avec les lettres patentes. »

³ Voir M. Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 156.

⁴ C'est au moins la réponse que prêtent au duc Baunyn dans son mémoire (l. c., — p. 218), — et D. Plancher, t. III, p. 521.

cion, qui sera bien brief, sans aucunement y faillir, sur tant que doubtez à mesprendre envers nous ¹. »

La lumière ne commence-t-elle pas à se faire? Il y avait, ostensiblement, des préparatifs dirigés contre le roi d'Angleterre; or, malgré toute la diligence possible, les lettres patentes du 17 août et les lettres missives du 20 n'arrivaient à Dijon que le 31. Et, parallèlement, il y avait des ordres secrets, lesquels ne comportaient point de délais, pour grouper autour de la personne du duc, en vue d'une entrevue avec le Dauphin, le plus grand nombre possible de gens de guerre.

Pendant ce temps les négociations n'avançaient pas. Ne fallait-il pas donner aux troupes le loisir d'arriver? — Personne d'ailleurs ne croyait à une paix complète et durable. « S'il n'y eust eu que le père et le fils, disait-on, elle eust esté tantost faicte, comme il estoit tout notoire ². » Mais le duc de Bourgogne n'était nullement pressé d'en finir. Les articles ayant été rédigés, signés, solennellement jurés à Pouilly, il ne manquait plus qu'une « convention pour parfaire la chose, et avoir bonne amour et union ³. » Cette convention avait été décidée en principe ⁴ fidèle à sa parole, le Dauphin était arrivé à Montereau (24 août). Jean-sans-Peur restait immobile à Troyes. Charles lui écrivit pour le presser de venir, et lui envoya plusieurs de ses conseillers. Le duc se décida enfin à s'ébranler : le 28 août, il quitta Troyes, et s'avança à la tête d'un nombreux corps de troupes ⁵, jusqu'à Bray-sur-Seine.

Bray n'était qu'à cinq lieues de Montereau. Là de nouvelles ambassades du Dauphin vinrent trouver le duc : le 31 août, le seigneur d'Escorailles avec plusieurs autres ; le 1^{er} septembre, Tanguy du Chastel et d'autres envoyés ⁶. Le 3 septembre, des ambassadeurs du roi et de la reine arrivèrent à leur tour ; puis vint un nouveau conseiller du Dauphin, Jean de

¹ Collect. de Bourgogne, vol. LVIII, f. 15, LVI, f. 95 et t. II, p. 119, note b. — Ce même jour, 21 août, Jaquemin de Rhosne, chevaucheur du duc, alla « porter lettres hastives de par luy de Troyes à Paris, vers certaines personnes secrettes. » Collect. de Bourgogne, vol. LVI, f. 85.

² Jouvenel des Ursins, p. 369.

³ Jouvenel, *l. c.*

⁴ D'après Jouvenel, elle avait été fixée au 26 août. *L. c.* p. 370.

⁵ « Atout grant puissance de gens d'armes et de trait. » Pierre de Fenin, p. 112. Cf. D. Plancher, p. 522.

⁶ Collection de Bourgogne, vol. XXI, f. 52.

Poitiers, évêque de Valence, frère de l'évêque de Langres, attaché comme conseiller à la personne du duc ¹. Jean-sans-Peur qui, à une défiance naturelle, joignait, à ce qu'il paraît, une grande indécision ², et qui était « le plus long homme en ses besongnes qu'on peust trouver ³, » résistait à toutes les sollicitations.

Comme le dit un auteur contemporain, il y avait, d'un côté et de l'autre, « beaucoup de divers langaiges et paroles merveilleuses ⁴. » Dans l'entourage du duc, certains lui représentaient qu'il ne se devait pas fier à des gens qui, pour la plupart, avaient à se plaindre de lui ou des siens, et que les anciens serviteurs du duc d'Orléans pouvaient être animés du désir de venger la mort de leur maître, ou la perte de leurs amis massacrés dans les guerres civiles. Un juif, Philippe Mouskes, conseillait fort au duc de ne point aller à l'entrevue, « et que s'il y alloit, jamais n'en retourneroit ⁵. » D'autres au contraire lui remontraient qu'il ne pouvait se refuser plus longtemps à se rendre près du Dauphin. Enfin les Parisiens, instruits de ses « cavillations, » lui envoyaient des messages réitérés pour qu'il en vint à une conclusion ⁶.

Autour du Dauphin, si l'on était moins perplexe, on n'était pas sans alarmes sur l'issue de la conférence. On faisait observer qu'il n'était pas prudent de mettre ainsi la personne du prince et tout le royaume à *l'adventure*. Evidemment le duc voulait « usurper ou occuper le royaume. » Quelle foi pouvait-on ajouter à ses promesses ? Ne s'était-il pas allié en 1416 avec le roi d'Angleterre ? N'avait-il pas eu récemment avec lui, auprès

¹ *Id.*, *ibid.* ; Monstrelet, t. III, p. 339. — C'est par erreur que Bauyn, qui, dans son mémoire, mêle beaucoup de choses erronées à d'exactes informations, prétend que Barbasan vint à Bray. Le fait est formellement nié par l'avocat de Barbasan dans son procès. Ms. 5061, f. 116.

² « Vagus et inconstans animo fluctuanti. » Elmham, *Hist. d'Henri V*, p. 235. — « Homme soupçonneux, a dit un historien du xvi^e siècle, tant de sa nature que du ver qui luy picquoit la conscience, pour tant de massacres commis dont il craignoit la vengeance. » Du Haillan, *Hist. de France*, Paris, 1581, in-8°, t. III, f. 265.

³ *Journal de Paris*, p. 634. — On l'avait appelé quelquefois *Jean-le-Long*.

⁴ Jouvenel, p. 369.

⁵ Il est remarquable que ces renseignements nous viennent d'un partisan du Dauphin, Jouvenel des Ursins; Monstrelet garde le silence à cet égard.

⁶ Ils lui envoyèrent successivement quatre ambassades. Instructions de la duchesse de Bourgogne à Jean de Saint-Ylaire et autres, envoyés à la duchesse de Bourbon. La Barre, t. I, p. 291.

de Mantes, une conférence secrète ? A la vérité, il avait rassemblé une armée : mais quel « desplaisir » avait-il causé aux Anglais ? On rappelait les promesses solennelles et les serments si souvent renouvelés au feu duc d'Orléans, et les traités tant de fois violés ¹. Ne pouvait-on craindre un nouveau crime de celui qui en avait commis un premier ² ?

Le Dauphin ne se laissait pas ébranler par ces considérations : fidèle à l'engagement contracté, il s'était rendu à Montereau, et, malgré une épidémie qui y régnait ³, il attendait avec persévérance la venue du duc de Bourgogne. A peine arrivé à Bray, celui-ci, comme pour s'assurer le concours plus dévoué de ses hommes de guerre et de ses familiers, avait répandu autour de lui de nombreuses largesses ⁴. Le 5 septembre, il s'était décidé à mettre son nom au bas d'un manifeste annonçant une prochaine et commune démonstration contre les Anglais ⁵ ; mais, persistant toujours dans ses hésitations et dans ses lenteurs, il avait rejeté successivement trois propositions différentes que le Dauphin lui avait fait faire ⁶. Enfin le 7 septembre ⁷, les instances de l'évêque de Valence, jointes à celles de Tanguy du Chastel, aux observations des envoyés de la ville de Paris, — sans doute aussi l'intervention de la dame de Giac et de Philippe Jossequin ⁸, — triomphèrent de l'obstination du duc : il annonça la résolution de se rendre

¹ Jouvenel des Ursins, p. 370.

² « Vient-on volontiers à commettre une faute seconde, quant on a fait la première, » dit Chastellain lui-même, dans un sens moins étendu, en parlant du duc Jean (t. I, p. 17).

³ Récit du Dauphin, déjà cité, et publié plus loin. « Ubi erat pestilentia, » dit le rapport de Rome.

⁴ 1^{er} septembre. Dons à frère Hugues d'Arcey, chevalier de Rhodes ; à Guillaume d'Igney, chevalier ; à Pierre de Giac, « pour reconnaître ses services passez et se l'attacher davantage ; » à Pierre de Berdenaiche, écuyer ; à Pierre Derdieu et Vidal Voemin, ses conseillers ; à quatre valets des faucons ; à sept pages. — 4 sept. nbre. Don à Jean de Roux, *physicien* du duc. — Collect. de Bourgogne, vol. LVI, f. 85 et 95.

⁵ On a la copie des lettres, signées par le Dauphin et le duc, qui furent adressées aux habitants d'Amiens (Moreau, 1425, pièce 81). Cf. Abrégé français du Religieux de Saint-Denis, dans Chartier, t. III, p. 226-27.

⁶ Récit du Dauphin.

⁷ La date du 7 est dans une pièce émanant de la duchesse de Bourgogne. La Barre, t. I, p. 292.

⁸ D. Plancher, t. III, p. 523. Cet auteur parle aussi d'ordres venus de Troyes. La dame de Giac était allée plusieurs fois trouver le Dauphin. Mons-trelet, t. III, p. 341.

le 10 à Montereau, pour y conférer avec le Dauphin. Tanguy du Chastel, Hugues de Noyers, et peut-être Jacques du Peschin et le sire d'Escorailles ¹, réglèrent avec lui les conditions de l'entrevue. Le Dauphin devait abandonner au duc le château de Montereau ² et se retirer dans la ville; la ville et le château de Moret seraient en outre donnés en gage au duc. L'entrevue aurait lieu sur le pont de Montereau, dans un parc palissadé, ayant une ouverture de chaque côté, gardée par les gens des princes. Des barrières fermentaient ce pont à ses extrémités. Les deux princes auraient l'un et l'autre une suite de dix personnes ³.

On fit aussitôt construire le parc en bois, et disposer le pont, selon les conventions faites. Le 8 septembre, Tanguy du Chastel et le sire d'Escorailles revinrent près du duc, pour le renouvellement des serments jurés lors du traité de Pouilly, tandis que Pierre de Giac et Nicolas Rolin allaient recevoir ceux du Dauphin et des siens ⁴. En même temps, le jeune prince, abandonnant le château de Montereau, se retira à Moret ⁵; le duc, de son côté, fit à l'avance disposer son logement au château ⁶.

III.

Tout était prêt pour l'entrevue. Le dimanche 10 septembre, au matin, le Dauphin Charles quitta Moret pour se rendre à Montereau, où il descendit dans une hôtellerie située près du pont ⁷. Deson côté le duc de Bourgogne, accompagné d'au moins

¹ Mém. de Bauyn, dans La Barre, t. I, p. 220, d'après les articles rédigés pour l'interrogatoire de Barbasan (voir p. 306). Noyers est nommé dans la plaidoirie de Labat, *l. c.*, f. 116. Cf. D. Plancher, t. III, p. 523.

² « Beau, grand et bien fort, » dit Jouvenel des Ursins, p. 369. « Place moult forte et de grant defense, » dit Chastellain, t. I, p. 143 et 145.

³ Le héraut Berry, dans Godefroy, p. 438; Jouvenel, p. 369; Pierre de Fenin, p. 112; *Mémoire de Bauyn, l. c.*, p. 220.

⁴ *Relation inédite*, publiée par M. Kervyn de Lettenhove dans les *Bull. de la commission royale d'hist. de Belgique*. Tirage à part, p. 4; *Mémoire de Bauyn*, qui dit que ce fut le 9. Cf. lettres du roi du 11 septembre, dans La Barre, t. I, p. 296.

⁵ Plaidoirie de Labat, dans le procès de Barbasan. Ms. fr. 5061, f. 116 v°.

⁶ Ce point, assez important, est établi par la chronique bourguignonne anonyme qui se trouve dans le ms. Cordeliers 16, et que M. Douet d'Arcq a publiée en partie (Monstrelet, t. VI, p. 278), et par Pierre de Fenin, p. 113.

⁷ Plaidoirie de Labat, *l. c.*, f. 116 v°.

trois mille hommes¹, commandés par Charles de Lens, amiral de France, et Jacques de la Baulme², parti de Bray, après avoir entendu la messe³, et vint camper sur les champs, non loin des murs du château. Il était environ trois heures. Séguinat, secrétaire du duc, l'avait devancé : sous prétexte de prendre son logis, il allait sans doute s'assurer de l'état des lieux⁴. Le duc mit ses gens en bataille, puis il envoya au Dauphin les seigneurs de Saint-Georges et de Navailles et Antoine de Vergy, pour l'avertir de sa venue et prendre avec lui les derniers arrangements⁵. Le Dauphin répondit que tout avait été convenu à l'avance entre ses gens et ceux du duc, et comme les seigneurs bourguignons demandaient de nouvelles sûretés, il fut décidé que, de part et d'autre, on prêterait encore une fois serment, et qu'on remettrait une cédule contenant les noms des dix personnes accompagnant chacun des princes⁶.

Au retour de ses trois envoyés, le duc de Bourgogne tint conseil, sans descendre de cheval, et examina encore une fois s'il devait ou non aller en avant. Des rumeurs menaçantes étaient venues jusqu'à lui⁷. Un rapport favorable de Pierre de Giac, dépêché pour s'assurer s'il n'y avait pas de gens armés à l'entrée de la barrière du pont; la relation que lui firent

¹ Monstrelet parle « d'environ cinq cents hommes d'armes et deux cents archers, » ce qui fait environ 3,000 hommes, en comptant la lance pour cinq hommes. Il est vraisemblable que les convocations du duc avaient amené un grand nombre de gens de guerre. Fenin dit, nous l'avons vu, qu'il était à Bray « atout grant puissant de gens d'armes et de trait ; » or il partit avec *toute sa gent* (p. 113). Monstrelet donne pour l'armée du Dauphin le chiffre de 20,000 hommes, qui est certainement fort exagéré.

² Et non de *La Lune*, comme on lit dans la version de M. Douet d'Arcq, qui porte aussi fautivement le 11 pour le 10 septembre (t. III, p. 340).

³ « Après disner, » lit-on dans la *Copie de la manière de la mort* de feu Mgr Jean duc de Bourgogne, récit que lit faire la duchesse de Bourgogne pour être remis à la duchesse de Bourbon (La Barre, t. I, p. 287). Mais c'est une erreur. Montereau étant à cinq lieues de Bray, il n'est pas possible que le duc fût parti si tard. Il partit, comme le dit la Chronique anonyme, « après ses messes oyés. » (Dans Monstrelet, t. VI, p. 278.)

⁴ Déposition de Séguinat, dans La Barre, t. I, p. 273. « Et luy qui parle s'en alla de devant audit Monsteraul, c'est assavoir es fauxbourgs (dans la ville, et non au château par conséquent), pour prendre son logeis. »

⁵ Dépositions de Saint-Georges et de Vergy, en date du 19 février 1421, dans la Barre, t. I, p. 281 et 284. — Il est bon de faire remarquer que ces deux dépositions sont identiques.

⁶ Mêmes dépositions. Cf. *Relation inédite*, p. 5.

⁷ *Copie de la manière de la mort*, l. c., p. 288 ; Chron. anonyme, l. c., p. 278 ; Monstrelet, t. III, p. 340.

Saint-Georges, Navailles et Vergy, triomphèrent de ses hésitations. Il déclara « hault et cler » qu'il se fiait à la loyauté du Dauphin, et qu'il tiendrait la journée¹. S'avancant vers le château, suivi de deux cents hommes d'armes et de cent archers, il y pénétra par la porte de derrière. Une partie de ses troupes resta au dehors, rangée en bataille². Le duc dina³, reçut le rapport de son secrétaire Séguinat, qui le rejoignit à ce moment⁴, et fit écrire le *rolet* contenant les noms des seigneurs de sa suite. Saint-Georges et Navailles eurent mission d'aller le porter au Dauphin et en même temps de recevoir les serments. Avant de quitter le château, le duc reçut la liste envoyée par le Dauphin⁵.

Il n'est pas sans intérêt de connaître les personnages qui devaient accompagner chacun des deux princes. Auprès de Jean-sans-Peur étaient Charles de Bourbon, comte de Clermont, gendre du duc par son mariage avec Agnès de Bourgogne ; Jean de Vergy, seigneur de Fouvans ; Antoine de Vergy, seigneur de Champlite ; Jean, comte de Fribourg ; Guy de Pontailler ; Archambault de Foix, sire de Navailles ; Guillaume de Vienne, seigneur de Saint-Georges ; Jean de Neufchastel, seigneur de Montagu, Charles de Lens, amiral de France, et Pierre, sire de Giac. Les cinq derniers figurent parmi ceux qui avaient juré le traité de Pouilly. Le duc avait, en outre, à ses côtés son secrétaire Jean Séguinat.

Le Dauphin avait autour de lui Tanguy du Chastel, le seigneur de Barbasan⁶, Pierre Frotier, le vicomte de Narbonne, Guillaume d'Avaugour, Pierre de Beauvau, Hugues de Noyers, Olivier Layet, Louis d'Escorailles et Robert de Loré. Il était en outre assisté de son chancelier Robert le Masson, et du

¹ *Copie de la manière de la mort*, p. 288 ; Monstrelet, t. III, p. 340. — Giac était, comme on le sait, fort avant dans les bonnes grâces du duc.

² Monstrelet ; Chronique anonyme, p. 278 ; Pierre de Fenin, p. 113. Cet auteur place du Chastel auprès du duc pendant le trajet de Bray à Montereau, ce qui n'est point exact.

³ Chronique anonyme, p. 279. — « Va diner à Montereau, » dit Jean de Velery. Extrait de son compte, dans la collect. de Bourgogne, vol. XXI, f. 52.

⁴ Déposition de Séguinat, *l. c.*, p. 273.

⁵ Déposition de Séguinat, p. 273 ; Déposit. de Saint-Georges et de Vergy, p. 282 et 284 ; plaidoirie de Rapiout, dans le procès de Barbasan, ms. 5061, f. 109 et 110.

⁶ Barbasan, d'après la plaidoirie de son avocat, n'était pas à l'entrevue, et n'arriva qu'après le meurtre. Ms. fr. 5061. f. 116 v°.

président Louvet. Neuf de ces personnages étaient au nombre de ceux qui avaient juré le traité de Pouilly.

Tandis que le Dauphin n'attendait plus que l'arrivée du duc, un avis lui parvint, émanant de gens du duc de Bourgogne : on le prévenait « qu'il se donnast garde de sa personne, car l'entreprise estoit faite contre lui ¹. »

Cependant le duc avait quitté le château, y laissant la dame de Giac, et donnant à son fidèle Jossequin, « le plus féable de ses serviteurs ², » la garde de ses joyaux. Jacques de la Baulme et ses troupes occupaient la porte du château, du côté de la ville ³. Arrivé près de la barrière du pont, le duc rencontra Pierre de Beauvau, député pour recevoir son serment et celui des gens de sa suite ⁴. Pendant que se faisait la prestation du serment, on s'assurait de part et d'autre que, selon la convention faite, les seigneurs qui accompagnaient les princes ne portaient que la cotte et l'épée ⁵.

Tandis que Pierre de Beauvau retournait auprès du Dauphin, le duc posait une dernière fois la question de savoir s'il devait avancer ou reculer. Il ne lui suffisait pas d'avoir, à plusieurs reprises, fait vérifier l'état des lieux ; en vain les rapports avaient-ils été favorables : il hésitait à passer outre, et se demandait s'il était suffisamment en sûreté. Ses conseillers lui répondirent unanimement qu'il pouvait être tranquille, et « que bien oseroient prendre ladite aventure de y aller avec luy ⁶. » Le sort en était jeté : Jean-sans-Peur, précédé de quelques-uns de ses gens, franchit la première barrière ⁷.

¹ Récit du Dauphin.

² Monstrelet, t. III, p. 341.

³ « Pour la seureté de sa personne et aussi à garder la commocion. » Monstrelet, l. c.

⁴ Déposition de Séguinat, p. 273. « Pareillement l'avoit fait ledit Daulphin et lesdiz dix de sa compaignie. »

⁵ « Ils furent d'un costé et d'autre visitez, et n'avoient pas plus l'un que l'autre de harnois ou armures, c'est à sçavoir seulement haubergeons et espées. » Jouvencel des Ursins, p. 371. Il est complètement invraisemblable, en dépit des assertions qui se trouvent dans les récits bourguignons, que Tanguy et les autres Dauphinois fussent armés de haches, alors que le duc et ses gens n'auraient eu que leurs épées. En présence des précautions prises par Jean-sans-Peur et des vérifications faites à plusieurs reprises, c'est inadmissible. Il faut s'en tenir à la déclaration de Jouvencel, qui répète (p. 373) « que ceux qui entrèrent au parc, tant d'un costé comme de l'autre, avoient pareils harnois, c'est à sçavoir espées et haubergeons. »

⁶ Monstrelet, t. III, p. 342.

⁷ *Idem*.

Le pont était entièrement palissadé. A chaque extrémité, il était fermé par une barrière ; sur le pont même, mais vers le côté de la ville, était construit un parc, ou enceinte réservée ; on y pénétrait par une sorte de guichet. En s'avancant, après avoir franchi la première barrière, le duc rencontra les conseillers du Dauphin : « Venez devers Monseigneur, lui dirent-ils ; il vous attend. » — « Je vais devers luy, » répondit le duc. Il franchit alors le guichet, suivi des dix chevaliers désignés par lui et de son secrétaire Séguinat ¹, et laissant son escorte au dehors. — On était convenu en effet que les gens de chacun des princes occuperaient les barrières aux extrémités du pont ². — Dès que le duc fut passé, le guichet fut fermé ³. Tanguy du Chastel se trouvait à l'entrée du parc et tira même par sa manche le secrétaire Séguinat pour le faire avancer ⁴. Le duc, apercevant Tanguy, lui toucha amicalement l'épaule, en disant aux siens : « Véez cy « en qui je me fie ⁵. » Il s'avança alors vers le Dauphin, qui se trouvait au fond de l'enceinte, à l'un des angles, adossé à la palissade, et qui attendait le duc, armé et l'épée ceinte ⁶. Jean-sans-Peur, ôtant son aumusse de velours, s'inclina humblement et mit un genou en terre ⁷.

¹ Certains auteurs prétendent que le duc n'était pas suivi par ses dix chevaliers. C'est une erreur, démentie par la déposition de Séguinat, la *Copie de la manière de la mort*, etc. Montagu seul n'y était pas, s'il faut en croire la *Relation inédite* (p. 5) ; comme Barbasan, il serait arrivé trop tard.

² Il est constant, d'après la déposition de témoins oculaires, que la première barrière, ou porte du pont, était occupée par de nombreux soldats : « Et ipsi loquentes, cum aliorum virorum multitudine copiosâ, remanserunt foras. » Déposition de Bertrand de Navailles et de Guillaume de Paleur, *en date du 14 septembre*, dans La Barre, t. I, p. 278. Jouvenel des Ursins dit (p. 371) que, « quand ils furent entrez, ils mirent garde aux deux huis chacun de ses gens. » Ainsi le duc ne fut point, comme on le croirait en s'en fiant uniquement aux récits bourguignons, privé de communications avec les siens.

³ Toutes les relations bourguignonnes mentionnent le fait. Monstrelet est le seul à prétendre (t. III, p. 343) que « la seconde barrière fut tantost fermée à clef, après que luy et ses gens furent ens. » La *Relation inédite* dit que « le sire de Guîtres, bailli de Sens, qui gardoit ladite entrée, ferma tantost et hastivement ledit guichet après eulx (p. 5). » Mais il n'est pas probable que Guîtres, qui ne figurait pas parmi les dix, se trouvât là. Quant à voir dans ce fait une preuve de trahison, cela n'est pas possible. Est-il croyable que le duc se fût ainsi laissé enfermer comme dans une souricière ?

⁴ Déposition de Séguinat, p. 273. Peut-être Séguinat ne voulait-il pas pénétrer dans l'enceinte réservée.

⁵ Monstrelet, t. III, p. 343.

⁶ *Idem*. Dépôts de Saint-Georges et de Séguinat.

⁷ Les mêmes ; Fenin, p. 214 ; plaidoirie de Rapiout dans le procès de Barbasan, ms. 5061, f. 110.

« Mon très honoré et doubté seigneur, dit-il, je prie à Dieu qu'il vous doint bon soir et bonne vie ¹. » — « Beau cousin, répondit le Dauphin, vous soyez le très-bien venu. » — « Mon très-honoré et doubté seigneur, reprit le duc, je viens devers vous de par mon souverain seigneur monseigneur le Roy, vostre seigneur et père, que Dieu veuille garder, pour lui et vous servir, et vous accompagner à l'encontre de ses ennemis anciens et des vostres, et aussi les miens, les Englois. Vous offre ma personne, mes biens, mes parens, mes vassaulx, sujets, amis et alliés, pour employer avecques vous ou autrement, ainsi qu'il vous plaira l'ordonner, à la reparacion et entretenement de la seigneurie de mon dit seigneur le Roy et de vous, à la repulsion et reboutement de ses ennemis ; et vous pryé qu'il vous plaise moy benignement recevoir et recueillir, et avoir ma personne, mes gens et ma compaignie en vostre bonne grace et amour. Car je vous jure par ceste ame (en soy signant et mettant sa main à son pis) que oncques en ma vie je n'eus et n'ay intention ne volenté d'avoir avecques lesdis Englois ou autres, confederacion ne alliances, ne autres traictiez prejudiciables à mon dit seigneur le Roy, à vous, ne au royaume ². » —

¹ Les paroles échangées entre les deux princes sont diversement rapportées dans les récits contemporains. Nous avons cherché à combiner les diverses relations, de manière à présenter les choses de la façon la plus vraisemblable. Il importe de faire remarquer ici que la plupart des historiens ont dit que, à peine agenouillé, le duc, sur un signe du Dauphin, fut frappé mortellement. Cette grave erreur a été l'une des principales causes de l'opinion, si accréditée, qui a fait voir dans l'événement un guet-apens prémédité.

² J'ai suivi jusqu'ici la *Relation inédite*, publiée par M. Kervyn de Lettenhove. Ce récit, écrit par un Bourguignon très-prononcé, prouve déjà que le Dauphin ne commença pas par les reproches et les *rigoureuses paroles* dont parlent Monstrelet et le religieux de Saint-Denis. Il est d'ailleurs confirmé par un document inédit, qu'on n'a pas non plus utilisé jusqu'ici : c'est le récit fait par l'avocat Rapiout, qui porta la parole contre Barbasan, lors de son procès. Le duc, raconte Rapiout, « si tost qu'il peut apercevoir icelluy dauphin, se agenouilla, et lui fit reverence, et après qu'il fut devant luy, de rechef se agenouilla, osta son ausmuice de veloux, et luy dit que après Dieu il n'avoit autre à servir que le Roy son souverain seigneur et luy, et pour eulx en leur service vouloit exposer corps et chevanche, en luy priant que si on luy avoit fait aucuns rappors de sa personne, qu'il ne les vouloist pas croire. Et quant aux traictiez qui avoient esté faiz, ce peu ou trop cy avoit, il estoit d'accord que par son conseil il fust advisé. » (Ms. fr. 5061, f^o 110.) — Cf. la déposition de Séguinat, *l. c.*, p. 273-74. « Luy sembloit qu'ils parloient amoureusement et gracieusement ensemble, » racontent, dans les mêmes termes, Saint-Georges, Vergy et Pontailier (p. 282, 285 et 286).

« Monseigneur, et entre vous mes seigneurs, » poursuivait le duc en se tournant vers les conseillers du Dauphin, « dis-je bien ¹ ? » — « Beau cousin, » dit le Dauphin en prenant la main du duc, « vous dites si bien que l'on ne pourroit mieux ; levez vous et vous couvrez ². » En même temps Robert de Loré prenait le bras du duc, en disant : « Levez vous, levez ! vous estes trop honnorable ³. » — « Mais, reprit le Dauphin, vous ne seriez pas bon abbé. » — « Pourquoi ? » dit le duc. — « Pour ce que vous ne rendez pas bien. » — « Comment cela ? » — « Parce que derrenièrement que parlasmes ensemble, vous me promistes et eustes en convenant « vuidier dedens ung mois toutes vos garnisons, comme savez « qu'il avoit esté ordonné... Et combien que j'aye très-diligamment fait poursuivre devers les gens de vostre conseil la « commission de vostre part sur ce necessaire, offrant bailler la « mienne, toute voyes je ne l'ay pas obtenue. Mais si Dieu plaist « et vous, il se fera bien, car encores est assez temps ⁴. »

Le Dauphin rappela alors qu'il avait été convenu à Pouilly qu'on se réunirait dans le délai d'un mois, pour traiter des affaires du royaume et organiser la résistance contre les Anglais ; que Montereau avait été choisi, et qu'il y avait attendu plus de quinze jours ; que le duc pouvait venir plus tôt s'il l'eût voulu, car il n'était qu'à quinze lieues. — « Montres honnoré seigneur, interrompit le duc, je suis venu quand je l'ai pu ⁵. » — Le Dauphin insista sur les maux que faisaient les gens de guerre des deux partis ⁶, et sur les progrès de l'ennemi ; il pressa le duc d'aviser à ce qu'on pourrait faire. « Je tiens la paix desja toute faite, dit-il, ainsi que l'avons ja juré et promis ; c'est pourquoy trouvons moyen de resister aux Anglois ⁷ » Le duc

¹ Séguinat : Plaidoirie de Rapiout.

² Les mêmes et *Relation inédite*. D'après certaines versions bourguignonnes, le dauphin aurait, à ce moment, par un coup d'œil au président Louvet, donné le signal du meurtre. Ce n'est pas admissible. Les paroles qui suivirent, et qui se trouvent dans plusieurs relations contemporaines, n'ont pu être inventées.

³ *Relation inédite* ; Monstrelet. Le mot est placé, dans la *Relation inédite*, avant les paroles du duc, et au moment même où il s'agenouilla.

⁴ *Relation inédite*, p. 6-7.

⁵ Jouvenel des Ursins, p. 371. Cf. Rapport des agents anglais à Rome, dans M. Quicherat, t. IV, p. 280.

⁶ Voir à ce sujet ce que dit le religieux de Saint-Denis, t. VI, p. 364.

⁷ Jouvenel, p. 371.

répondit qu'on ne pouvait rien aviser qu'en présence du roi, et qu'il fallait que le Dauphin y vint ¹. « Je suis mieux ici qu'avec « lui, reprit le prince, et j'irai vers monseigneur mon père « quand bon me semblera et non à votre volonté. Mais, pour- « suivit-il, je me merveille de vous, de ce que deviez défier les « Anglais et ne l'avez fait. » Ici le Dauphin revint encore sur les torts que le duc s'était donnés. — « Monseigneur, dit le « duc, je n'ai fait autre chose que ce que je devais faire ². » Des démentis furent échangés ³. Lesire de Navailles s'approcha alors de son maître, dont le visage s'enflammait. « Monseigneur, » dit-il en s'adressant au Dauphin, « quiconque le veuille voir, vous viendrez à présent à vostre père, » et il lui mit la main gauche sur l'épaule, tandis que de la droite il sortait à demi son épée du fourreau ⁴. Le duc, lui aussi, avait porté la main à son épée. — « Mettez vous main à l'épée en la présence de monseigneur le Dauphin ? » s'écria Robert de Loré ⁵. Un mouvement éclata soudain. Bataille, d'Avau-gour, du Chastel et Frotier sommèrent à la fois le duc et les siens de reculer, craignant un attentat contre la personne du Dauphin ⁶. Au milieu du tumulte, les épées sont tirées, les cris *alarme ! alarme !* retentissent ⁷. Le Dauphin est emmené à la hâte hors du parc ⁸. Alors, par le guichet entr'ouvert, se précipitent des gens armés, en criant : *tuez !*

¹ Jouvenel ; rapport de Rome.

² Rapport de Rome.

³ « Dixit Dalphinus : *Certe imo*; alter : *Certe non*. » Rapport de Rome. La *Relation inédite* rapporte que le Dauphin dit au duc « qu'il avoit menty faul-sément par la gorge. »

⁴ Jouvenel, p. 371 ; récit du Dauphin. Il est constant que le duc mit la main à son épée, seulement Monstrelet prétend que ce fut étant agenouillé, et « pour la remettre plus devant à son aise. » Il y a ici un doute à signaler sur ces paroles et sur cet acte, qu'on a généralement attribué à Navailles. Le texte de Jouvenel est ainsi conçu : « Puis s'approcha ledit de Noüailles d'iceluy duc, qui rougissoit, et lequel dit : Monseigneur, » etc. L'édition de 1614 supprime le mot *lequel*. Ces paroles auraient-elles été prononcées par le duc ?

⁵ Monstrelet. Le mot de Loré s'explique bien mieux à cet endroit que suivant la version de Monstrelet.

⁶ Lettre du Dauphin au duc Philippe; instructions au comte d'Aumale et récit du dauphin (voir plus loin); chronique de J. Raoulet, dans l'édition de Chartier donnée par M. Vallet de Viriville, t. III, p. 166.

⁷ Déposit. de Bertrand de Navailles et de Jean de Paleur, p. 279.

⁸ « Messire Tanneguy prit Mgr le Dauphin entre ses bras et le mit hors de l'huis de l'entrée du parc. » Jouvenel, p. 372. Monstrelet dit que ce fut le président Louvet qui emmena le Dauphin.

turez ! Mais déjà Jean-sans-Peur était tombé mort sous les coups de plusieurs des chevaliers dauphinois ². Le sire de Navailles qui, seul avec Jean de Vergy, avait essayé de défendre son maître, était blessé mortellement ³. Les autres seigneurs bourguignons, à l'exception du seigneur de Montagu qui, à ce qu'on prétend, se sauva du côté de la ville ⁴, furent faits prisonniers par quatre des conseillers du Dauphin, seuls restés sur le pont, avec l'aide des gens de leur parti qui étaient accourus ⁵.

Bien que la chose ait été soudaine, on s'étonne que les gens du duc, qui occupaient la barrière du pont du côté du château, ne soient pas survenus ⁶. Un contemporain nous en

¹ Séguinat, Saint-Georges, Vergy, Pontailleur.

² « Après plusieurs paroles, dit Raoulet, ils frappèrent sur le duc de Bourgogne et le tuèrent. » D'après la déposition de Bertrand de Navailles, Tanguy du Chastel aurait frappé le duc d'une hache, et, après l'avoir abattu, aurait tué le sire de Navailles; d'autres (Pontailleur, Monstrelet, la Relation inédite, la Chron. anonyme etc.) parlent aussi de ce coup de hache; Saint-Georges raconte qu'il fut pris par Tanguy, et qu'il vit là Barbasan (qui n'y était pas). Voilà trois actions différentes mises au compte de Tanguy qui, s'il faut en croire Jouvenel, emmenait pendant ce temps le Dauphin, et qui, plus tard, selon le même historien, protesta énergiquement contre l'accusation d'avoir été l'un des meurtriers du duc. — Le « grand homme brun » qui frappa le duc de son épée (Séguinat) dut être Bataille, et il fut assisté par Loré et Narbonne, qui reconnurent plus tard, « avoir mis la main sur feu Mgr de Bourgogne » (Jouvenel), et par d'Avaugour et Frotier, nommés dans d'autres relations (Raoulet). « Tu coupas le poing à mon maître, aurait dit Bataille, et je te couperai le tien. » — Bataille, Loré et Narbonne étaient d'anciens serviteurs de la maison d'Orléans. Olivier Layet joua aussi un rôle dans le meurtre. Remarquons que d'Avaugour et Frotier ne sont pas nommés par Nicolas Rolin dans sa *complainte* officielle du 23 décembre (Voir Chastellain, t. I, p. 196). — M. Clerc a donné, dans son *Essai sur l'hist. de la Franche-Comté*, (t. II, p. 372), un dessin du crâne de Jean-sans-Peur, dont le corps fut exhumé à Dijon en 1840. Le front est déprimé, la partie inférieure de la tête a un développement significatif. On remarque les fissures produites par les coups réitérés qui furent portés. (Voir aussi *Mémoires de la comm. des antiquités de la Côte d'Or*, t. I, p. 419.)

³ Les mêmes et Chronique anonyme, p. 279. Barbasan arriva à ce moment. Son avocat raconte qu'« arrivé bien près des barrières, il apparceut une grant noise et tumulte en icelles, et veit *espées nues*, par quoy se arresta, et qu'incontinent vint au devant de lui ledit Huguet de Noyers *tout plorant*, qui lui dist et recita la mort dudit defunct duc de Bourgogne. » Barbasan s'en retourna dans la ville, « moult dolent de ce, » et dès qu'il put voir le Dauphin, « luy dist pour quoy ce avoit esté fait, et que l'on avoit mis la couronne de France en grant peril. » Ms. 5061, f. 117.

⁴ Chronique anonyme, p. 280. Plusieurs témoignages mentionnent la fuite de Montagu; on a vu que, d'après la Relation inédite, il ne devait pas être sur le pont.

⁵ Jouvenel, p. 372.

⁶ Ils ne parurent qu'après : un conflit s'engagea un moment, sur le pont, entre les gens du duc, qui gardaient la barrière, et les gens du Dauphin (Monstrelet, t. III, p. 344). C'est là sans doute que se trouvaient le maître

donne l'explication : « Ceux du chastel, dit-il, qui estoient le plus près de l'huis du parc, oncques ne s'en esmurent, *cuidans quece feust monseigneur le Dauphin qu'on eust tué* ¹. » Le bruit se répandit en effet dans le château et dans la ville que le Dauphin était mort, et il dut monter à cheval pour démentir ce bruit par sa présence.

IV

Nous n'avons point à nous étendre ici sur les suites du meurtre, sur le désarroi qui éclata parmi les conseillers du duc, dont plusieurs, comme la dame de Giac et son fils, et Philippe Jossequin, abandonnèrent le parti bourguignon pour passer dans celui du Dauphin ²; sur l'indignation qui éclata à Paris au sein de la faction bourguignonne; sur les communications faites par le roi et la reine à la duchesse de Bourgogne et au comte de Charolais ³; sur les actives démarches de la reine et de la duchesse pour tirer vengeance du meurtre. Un point seulement doit fixer notre attention : l'attitude du Dauphin en présence de l'événement.

Dès le soir même, et dans le premier moment de trouble qui suivit le meurtre, des lettres patentes furent rédigées, pour faire

d'hôtel du duc, Guillaume Binet (La Barre, t. II, p. 135), son valet servant Jean Le Voir (*id.*, p. 138), et que fut tué Philibert Brigandet. (Épithaphe dans la Collect. de Bourgogne, vol. XVIII, f. 676.)

¹ Jouvenel, p. 372

² Cet abandon a été regardé comme l'une des preuves convaincantes de la trahison dont Jean-sans-Peur aurait été victime. On n'a pas fait attention que la dame de Giac avait toujours défendu énergiquement l'alliance dauphinoise et que, du moment que les Bourguignons se faisaient anglais, il n'y avait rien d'étonnant à ce qu'elle ne les suivit pas dans ce revirement : on n'a pas pris garde non plus que Jossequin rentra en faveur près du duc Philippe. Berry donne d'ailleurs de ce fait une explication très-naturelle : « La dame de Giac, son fils et Philippe Jossequin... aimèrent mieux demeurer avec mondit seigneur le Dauphin, se doutans que se ils se fussent retirez avec les gens du duc de Bourgogne leur seigneur et maistre, on ne les eust occis, pour ce qu'ils avoient fort conseillé audit duc cette entrevue, et l'avoient requis sur tous de faire pais et alliance avec mondit seigneur le Dauphin, en rompant l'opinion de ceulx qui conseilloyent que ledit duc s'alliast plutost des Anglois. Lesquels... estoient toutefois innocens du fait, et n'eussent jamais consenti à la mort de leur maistre, ains y furent les premiers deceus. » Berry, p. 438. Cf. Monstrelet, t. III, p. 350. Il faut remarquer qu'à partir de cet événement, le propre gendre du feu duc, Charles de Bourbon, passa aussi au parti français.

³ On a deux lettres, en date du 11 septembre, adressées par Charles VI, l'une au comte de Charolais (original, Moreau, 1425, pièce 83), l'autre à la duchesse de Bourgogne (La Barre, t. I, p. 295). Le même jour, Isabeau de Bavière écrivit aussi à la duchesse (La Barre, t. I, p. 297).

connaître les circonstances de la mort du duc, et déclarer que le Dauphin entendait rester fidèle au traité de Pouilly ¹. En outre, des lettres missives furent envoyées le 10 au Parlement de Paris, et avec diverses variantes, adressées les 11, 12, 13, 16, 17, et jusqu'au 27 septembre, aux bonnes villes et aux divers corps de l'État. La plupart de ces lettres ont été publiées ². Mais un document qui ne l'a point été, et qui est d'une importance capitale dans la question qui nous occupe, c'est une lettre adressée de Nemours, le 15 septembre, non plus aux bonnes villes ni aux corps constitués, mais au fils même de la victime, à Philippe, le nouveau duc de Bourgogne, avec lequel le Dauphin avait entretenu dans son enfance des relations d'amitié ³. Il convient de donner ici ce curieux document.

DE PAR LE REGENT LE ROYAUME, DAULPHIN DE VIENNOIS, DUC DE BERRY, DE TOURAINE ET CONTE DE POICTOU.

Très chier et très amé frère, pour ce que savons que bien desirez savoir à plain de nostre estat et sancté, nous vous certiffions que, à la façon de ces presentes, nous estions en bonne sancté de nostre personne, mercy Nostre Seigneur, qui le semblable vous vueille ottoier; laquelle chose ouir de vous, ensemble de voz nouvelles en bien, nous sera singulière plaisance, toutes fois que escripre nous en voudrez.

Très chier et très amé frère, vous avez bien sceu comme nous tenons la paix qui a esté faicte et publiée en ce Royaume, par laquelle et par les amittiez et aliances contractées entre nous et feu vostre père, nostre cousin, cui Dieu pardoint, devoit estre et demourer bonne union en ce Royaume, tant entre lui et nous comme entre les subgiez d'icellui. Et nous avoit promis vostre dit père de non avoir desoresmais aucunes parolles de traictié, aliance ou amittié avec l'adversaire d'Angleterre, ainçois renonçoit à ceuls que par avant y pavoit avoir, jurant la foy de son corps que dedans uns moys après, il leur feroit ouverte guerre; et par ainsi departismes d'ensemble, en bonne amour, et en accord de retourner à certain jour l'un avec l'autre, pour besoingner sus les affaires de ce Royaume,

¹ 10 septembre 1419. Archives, K, 60, n° 15; X, 8592, f. 55; Brienne, 197, f. 237 et 247. Une autre version, un peu différente, de cette lettre se trouve sans date dans un formulaire du temps, ms. 5271, f. 694; elle ne contient pas le récit des faits.

² Voir le texte dans Monstrelet, t. III, p. 352, et dans La Barre, t. I, p. 298. Cf. Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 159, note 2. Voir un texte beaucoup plus développé, en date du 27 septembre, dans Besse, *Recueil de diverses pièces servant à l'histoire du roy Charles VI*, p. 317.

³ Ils avaient été élevés ensemble. Voir Chastellain, t. I, p. 41.

mesmement contre les ennemis. Mais pendant ledit temps, icellui nostre cousin, incontinent après, retourna à Pontoise, et convainct avec ledit adversaire pour rejoindre et entretenir les traictiez qu'ils avoient ensemble et qu'à l'eure de son trespas encores duroient, s'alia et print nouveaux seremens des gens de Paris, à Saint-Denis et au Bois de Vincennes, en leur faisant promettre de non laisser entrer nous ne les nostres, à quelconques puissance ne en armes en ladicté ville, et fist empeschier les passages et ouverture des forteresses à ceuls que avyons envoiez pour soy tirer en la frontière desdiz ennemis, sans leur faire aucune guerre comme promis avoit. Et neantmoins sommes retournés pour de rechief convenir avecques lui en la manière accordée, esperans que en ladicté convencion, quant bien lui aurions remonstré comme ses dictes promesses il n'avoit pas entretenues, il feroit reparer ce que auroit esté fait au contraire, et s'aquicteroit loyaument au bien de ladicté paix et de ceste seigneurie. Et combien que nous feussions advertis de plusieurs pars, ce que maintenant avons bien connu par l'effect, et en sommes acertenez par gens qui bien ont sceu la conduite de ceste chose, que il avoit conclus en son couraige et appointié et mis peine de induire plusieurs chevalliers, seigneurs et autres de ce Royaume, tant de nostre hostel que autres, que il avoit attrais à sa part, de prendre nostre personne pour en faire à son plaisir, neantmoins avons nous attendu sa venue dix-huit jours au lieu de Montereau, et lui fait delivrer le chastel de ladicté ville, en nous deslojant, pensant que, quant il verroit nostre bonne entencion et que nous lui auryons remonstré ces choses, il se demouviroit de son propos, et continueroit en ladicté paix et amitié. Et ainsi le cuidasmes faire à l'eure que nous covenismes avec lui, et lui remonstrames amiablement, ainsi que il appartenoit, les faultes et choses devant dictes. Mais nous le trouvâmes en tel egreur que bien apparut qu'il avoit en son cuer ladicté entencion de nous prendre. Et, pour la mettre à effect, tira le sire de Novailles, estant en sa compaignie, son espée, et lui s'efforça de attemper à nostre personne. Laquelle chose voyans, plusieurs noz serviteurs qui là estoient, advertis de sa dicte volenté, et ayans en memoire les faiz passez advenus tant en la personne de feux beaux oncles d'Orléans que autres, doubtons le semblable au regart de nous, s'esmeurent en tant que noise se sourdi par entre noz gens et les siens. En laquelle noise et conflit, il demoura mort sur la place, par son outraige et de son entreprise.

Et pour ce que bien savons que nature et la condicion du cas, ainsi par son fait mesmes et par outraige à lui advenu, vous induiront à estre de ce piteux, dolent et desplaisant, envoyons et escripvons presentement devers vous, vous priant très acertes que, selon votre bon sens et discreccion, veuillez vous donner en ce bon confort, et prendre en patience ledit cas ainsi advenu, sans en rien vous en esmouvoir pour quelzconques inductions qui vous soient faictes par plusieurs qui ont esté causes et induict vostre dit père de faire plusieurs choses dont tant de inconveniens sont

advenus, et à lui finalement en est mal pris. Et quant à nous, nous vous amerons, chierirons, aiderons et conforterons comme nostre frère, non obstant les choses devant dictes et autres passées, et entretendrons envers vous ladicte paix, de point en point, et vers tous autres icelle mesme paix et la generale abolition par nous acordée, et vous garderons vos droiz et prerogatives, et pensés que en ce faisant nous delaissons et oublions plusieurs choses qui assez nous pourroient mouvoir et plusieurs autres semblablement, non sans cause, et ne peut pas estre sans grant deplaisance de nostre cuer l'entreprise ainsi faicte contre nostre personne, avec les autres choses passées par lesquelles vous povez savoir comme plusieurs du sang de monseigneur, par le fait de vostre dit père, ont eu semblable douleur à la vostre; laquelle leur a convenu prendre en gré, et après plusieurs essais de guerre, pertes et perilz, querir la paix, comme sur toutes ces choses avons plus à plain chargié nostre très chier et amé cousin le conte d'Aumalle parler à vous, et vous dire et declairer la verité de ces choses, comme à nous mesmes. Très chier et très amé frère, Nostre Seigneur soit garde de vous. Escript à Nemours ¹, le xv^e jour de septembre.

Signé : CHARLES.

Et plus bas : ALAIN.

Au dos : A nostre très chier et très amé frère le duc de Bourgogne, comte de Flandres, d'Artoys et de Bourgogne ².

Le Dauphin, on le voit, annonçait dans cette lettre au jeune duc l'envoi d'un ambassadeur: c'était Jean d'Harcourt, comte d'Aumale, le futur vainqueur de la Gravelle, celui qu'on surnomma *le mal des Anglais*, et qui périt glorieusement à la bataille de Verneuil, à l'âge de vingt-huit ans ³. Le comte d'Aumale était porteur d'instructions étendues, dont l'original nous a été conservé ⁴, et qui contenaient un historique complet des négociations entamées entre le Dauphin et le duc.

Ainsi, par l'initiative du Dauphin, des pourparlers étaient entamés avec le nouveau duc de Bourgogne, et la déclaration qu'il lui faisait qu'il voulait « tenir la pais jurée, promise et publiée, et la garder vers mon dit seigneur son frère et les siens, et vers tous entretenir l'abolicion generale par lui accordée par

¹ On a rempli le blanc du lieu; le mot *Nemours* est de la même encre et peut-être de la même écriture que la signature du Dauphin.

² Original sur papier. Trace de cachet. Bibl. imp., Moreau, 1425, pièce 84. On lit sur le dos de la lettre: *Le Dauphin. Lettres envoyées par le conte d'Aumalle.*

³ Vallet de Viriville, art. AUMALE, dans la *Nouv. biogr. générale*.

⁴ Moreau, 1425, pièce 93. Sceau plaqué en cire rouge.

tout ce royaume¹, » il l'avait rendue publique : dans des lettres patentes publiées au même moment, il déclarait que, malgré « le cas advenu en la personne de son cousin de Bourgoigne, » son intention était « de garder et entretenir la paix et abolition generale dessus dicte (traité de Pouilly), vers tous les subgiez de mon dit seigneur (le roi), de quelque estat qu'ilz soient². »

Il ne paraît pas que la mission du comte d'Aumale ait été défavorablement accueillie par le jeune Philippe, car il envoya à son tour au Dauphin un ambassadeur, Regnier Pot, personnage considérable qu'on trouve mêlé à toutes les négociations du temps. Regnier Pot se trouvait encore à Loches, près de Charles, le 15 octobre. On a une lettre, en date de ce jour, écrite par le Dauphin au duc de Bourgoigne. Elle était conçue en ces termes :

DE PAR LE REGENT LE ROYAUME, DAULPHIN DE VIENNOIS, DUC DE BERRY ET DE TOURAINE ET CONTE DE POICTOU.

Très chier et très amé frère, pour ce que nous savons qu'estes desirant de savoir de nostre estat, nous vous certiffions que, à la façon de cestes, nous estions en bonne prosperité de nostre personne, grâces à Nostre Seigneur, qui ce vous octroït par son plaisir, desirans semblablement savoir du vostre qui soit tel comme vous le désirez et que nous mesme le voudrions. Très chier et très amé frère, nous avons dit et declairé bien à plain nostre entencion sus plusieurs choses qui grandement touchent le bien de monseigneur, de nous, de sa seigneurie et de vous, à nostre bien amé chevalier messire Renier Pot, lequel s'en va presentement pardevers vous, et ce mesme lui avons chargé vous dire et exposer. Si vous prions que ledit messire Renier vous vueillez oyr et croire, et à lui adjouster foy en ce qu'il vous dira de nostre part comme se nous mesmes le vous disions, et sur ce nous rescrire et faire savoir vostre entencion, pour tousjours faire ce que verrons convenir au bien de monseigneur, de sa seigneurie et de vous mesmes, ainsi que nous y avons bien le vouloir. Très chier et très amé cousin, Nostre Seigneur soit garde de vous. Escript en nostre Chastel de Loches, le xv^e jour d'octobre.

Signé : CHARLES.

Et plus bas : ALAIN.

Au dos : A nostre très chier et très amé frère le duc de Bourgoigne, conte de Flandre, d'Artois et de Bourgoigne³.

¹ Instructions au comte d'Aumale.

² Lettres non datées, ms. fr. 5271, f. 694. Voir aussi les lettres du 10 septembre, indiquées ci-dessus.

³ Cette lettre, dont nous devons la communication à l'obligeance de notre collaborateur M. Desplanque, archiviste à Lille, fait partie des documents

En retournant près du duc, Regnier Pot était porteur d'un récit détaillé des faits, qui contenait les accusations les plus fortes contre Jean-sans-Peur, et qui se terminait par de pressantes exhortations adressées à Philippe de ne se point allier avec les Anglais et de rester bon français ¹.

retrouvés en 1851 par M. Brun-Lavainne, secrétaire de la mairie de Roubaix, au village de Laincelles, et qui ont été déposés aux archives de la préfecture du Nord. M. Brun-Lavainne doit publier cette pièce dans le prochain volume du *Bulletin de la commission historique du Nord*, qui sera distribué le mois prochain.

¹ Malgré sa longueur, nous croyons devoir publier cet important document, resté inconnu jusqu'ici. On y trouve, presque intégralement reproduit, l'exposé contenu dans les instructions au comte d'Aumale et, en outre, de notables additions.

« C'est la vérité, manière, cause et achoisons du cas avenu en la personne de feu monseigneur de Bourgongne, et l'entencion de monseigneur le regent le royaume, Dauphin de Viennois, en ce qui touche le bien du Roy, de son royaume, de mondit seigneur le regent et de monseigneur de Bourgongne qui à present est, sur ceste matière, baillé par escript, de par mondit seigneur le regent, à messire Renier Pot, pour bailler à mondit seigneur de Bourgongne.

« I. Et premièrement, mondit seigneur le regent, puis qu'il demoura seul filz du roy et qu'il trouva les grans divisions qui estoient en ce royaume, sans la coulepe du roy ne de lui, s'est efforcé en toutes manières à lui possibles pour la salvacion de la seigneurie du roy et mettre en paix les subgès, à trouver bon appointement, et ce a plusieurs fois fait essayer envers feu monseigneur de Bourgongne, que Dieu pardoint, en lui offrant grant gouvernement en ce royaume, et que les choses et cas advenus tous delaissies et oubliés, fut entendu à la garde de la seigneurie du roy, qui par après lui doit appartenir; afin ausy de tousjours empeschier certains traictiés et paccions qui, dès l'assemblée du roy d'Angleterre et dudit feu de Bourgongne, faicte à Calais, ont duré et esté continués par entreulx, dont s'est ensuivi grant perte et dommage, et faulte de resistance en plusieurs lieux de la seigneurie du roy; lesquels traictiés ne furent oncques agréables à mondit seigneur de Bourgongne qui a present est, ains lui estoient lesdis traictiés et toutes lesdictes assemblées très deplaisans, comme mondit seigneur a sceu veritablement, et ausy sembloit à chacun loyal sujet, et estoit chose moult estrange et reprouchié que feu mondit seigneur de Bourgongne, lequel estoit sy prouchain parent du roy, et tant astraint a lui par seremens de feaulté et autrement en plusieurs manières, alast assembler avec l'adversaire de son souverain seigneur et en lieu obeysant audit adversaire, et avoir traictiés, aliances, et paccions avecques lui, au prejudice et contre la voulenté de sondit seigneur. Et pour ce a esté tousjours, depuis icelle assemblée, cause de bien grant suspecion, et en est advenu depuis que l'adversaire d'Angleterre et feu mondit seigneur de Bourgongne ont esté en armes et faisans guerre aux subgès de ce royaume, auprès l'un de l'autre, sans s'entregrever eulx ne leurs gens, ains gardoient entreulx telle convenance, que l'un d'eulx n'attentoit aucunement contre les forteresses qui obeyssoient à l'autre, par quoy lesdis Englois ont eu l'avantage qu'ilz ont, et en est demouré defiance et doubte ès courages.

« II. Item et ce nonobstant, pour toutes ces choses faire cesser, ou moys de may cccc et dix huit, le roy et mondit seigneur pour ceste mesme cause ordon-

Les négociations n'allèrent pas plus loin. Si Philippe avait témoigné quelque velléité d'accueillir les ouvertures du Dauphin, il y renonça bien vite. La faction qui continuait les traditions de Jean-sans-Peur s'empara de la direction et devint toute-puissante : on s'empresse de traiter avec les Anglais. Chose triste à dire, à la tête du parti qui allait vendre la France au roi d'Angleterre se trouvait la propre mère du prince qui devait être dés-

nèrent plusieurs notables prelas, barons et autres, pour convenir ensemble avecques les gens de mondit seigneur de Bourgongne, lesquels assemblèrent plusieurs fois entre Bray et Monstereau ou foule d'Ionne, et estoit la chose en bonne disposition et preste de conclure, quant aucuns des gens de feu mondit seigneur de Bourgongne entrèrent de nuyt à Paris en armes, dont s'ensuivirent en icelle ville la mort des connestable et chancelier, et de tant de nobles, prelas, barons et autres personnes que chascun sceut; parquoy mondit seigneur a tousjours esté depuis absent de ladite ville, et lui a esté denoïé l'entrée et obeysance d'icelle et de plusieurs autres, et faicte à lui et aulx siens ouverture de guerre, par quoy a esté donné empeschement de resister auxdis Englois qui tousjours depuis ont fait presque à leur plaisir, par faulte de deffence, sans ce que feu mondit seigneur de Bourgongne leur ait porté aucun dommage.

« III. *Item* et ce nonobstant, mondit seigneur, comme celui à qui la salvacion de la seigneurie du roy et la deffense d'icellui touche plus après le roy, et à qui le bien de pais pouoit plus profiter, a tousjours mis paine et diligence, et par diverses manières et ambaxades travaillé, que bonne paix fust entre lui et mondit seigneur de Bourgongne, et que chascun s'emploïast contre les Englois anciens ennemis, et avoit plus esleu avoir pais à mondit seigneur de Bourgongne que autrement proceder, combien qu'il eust bien trouvé plusieurs traictiés avec le roy d'Angleterre, mais ce ne peust avoir esté sans diminucion de la seigneurie et dommage trop grant du roy et sien, et peut estre au grant desavantage et grief de feu mondit seigneur de Bourgongne, lesquelles choses il a tousjours voulu fuir, et plus chosy la pais dedans le royaume que la querir aux ennemis du dehors, combien que les manières devant dictes, qui tousjours continuoient, et autres choses qui se faisoient à l'encontro de lui par merveilieuses et oultrageuses voies, que il a bien sceues tant par temoignage de ceulx qui bien en savoient comme par lettres, lui donnent et pouvoient donner moult de doubtes en son courage.

« IV. *Item* et combien que mondit seigneur de Bourgongne sceust assés ces choses, et que tousjours par diverses voies, ambaxades, et autres gracieuses offres, il fust requis de pais de la part de mondit seigneur, neantmoins lui sachant le roy estre en tel estat qu'il a pleu à Dieu le souffrir sy qu'il ne peut entendre au gouvernement de son royaume et monseigneur absent, qui est seul filz et heritier, a tenu plusieurs traictiés et convencions personeles avec ledit d'Angleterre sur l'alienacion de l'eritage du roy et de mondit seigneur, et autres aliances et amitties par entre eulx, en continuant lesdiz pactions et convenances de Calais et autres, au prejudice de mondit seigneur et luy, et lesquelles encores continuoient ou temps de son trespassement, comme mondit seigneur l'a bien sceu et en est tellement acertené par lettres qu'il a trouvées et par gens qui ont sceu la deduccion de la chose et esté presens que il le monstrera clairement en temps et en lieu, se mestier est, si que chascun le congnoistra.

hérité et déclaré déchu de la couronne. Dès le 20 septembre 1419, dix jours après la mort du duc de Bourgogne, Isabeau de Bavière adressait à Henri V la lettre qu'on va lire, et qui est trop instructive pour que nous ne la donnions point *in extenso* :

A Très hault et puissant Prince nostre cousin Henry, par la grace de Dieu roy d'Angleterre, Ysabel, par icelle meisme grace royne de France, paix et affection de parfaite concorde et union.

Très hault et excellent prince nostre cousin, pour ce que sou-

« V. *Item* et pour tousjours sa bonne affection conduire jusques à effet de pais, nonobstant ces choses, mondit seigneur se parti ou mois de juillet de son pais de Berry pour tirer à Melun, près duquel lieu mesdis seigneurs convinrent ensemble, et illecques s'entrepromirent foy, aliance et bonne amitié et de non atempter aucune chose l'un contre l'autre, et non traictier ou avoir dès lors en avant aucun traictié ou aliance ou paroles audit roi d'Angleterre, ains renonçoient a tous ceulx qui, le temps passé, pouvoient à lui avoir esté fais ou parlés, et promist feu mondit seigneur de Bourgogne, par la foy de son corps, fere guerre ausdis Englois dedens un moys ; et après ce fut ordonné bonne paix generale par tout ce royaume, laquelle fut par lesdis seigneurs, avec les choses dessus dictes, jurée et promise, scellée et publiée par tout, et demourèrent d'accort lesdis seigneurs que, dedens un moys ou environ, convendroient de rechief ensemble pour besongnier aux affaires du royaume et à la deffence contre les ennemis.

« VI. *Item* et ce pendant, non obstant lesdictes promesses et en venant contre icelles et ladite pais, feu mondit seigneur de Bourgogne incontinent retourna à Pontoise et envoya de rechief, aucun temps après, des siens convenir avecques lesdis ennemis, et par une seconde ambassade continua et convint de rechief avec lesdis ennemis, et continua et entretint lesdis traictiés desdictes alienacions des terres du roy et desdictes aliances ; et depuis ne a fait ou fait faire guerre comme promis l'avoit, ausdis ennemis anciens, ne voulu faire voider ou departir les garnisons par lui establies, comme par la pais fere devoit et fait avoit esté de la part de mondit seigneur, ains s'est depuis, lui estant à Saint-Denis et au Bois de Vincennes, après la prise de Pontoise advenue comme Dieu scet, alié et prins nouveaulx seremens de plusieurs de Paris et autres, en leur faisant deffences et prenant promesses d'eulx de non lessier entrer mondit seigneur en ladite ville ne aucuns des siens aians puissance, et semblablement empeschié et fait empeschier l'ouverture des forteresses et passaiges à ceulx que mondit seigneur avoit dilegeaument mis sus pour aler contre lesdis ennemis, c'est assavoir son mareschal et premier chambellan.

« VII. *Item* et neantmoins mondit seigneur, pour accomplir sa promesse, et en entretenant ladite pais, est venu et retourné pour de rechief convenir avecques feu mondit seigneur de Bourgogne, lequel il a attendu au lieu de Monstereau ou foule de Yonne, par l'espasse de dix et huit jours, non obstant qu'il y eust grant espidimie, en le tousjours, par lettres et messages, requérant de soy avancer de venir, et, pour plus lui faire à son gré et lui complaire, se desloga mondit seigneur du chastel dudit lieu, où il estoit seurement, et ala logier en la ville, en lui laissant le logeis dudit chastel, esperant que après ce qu'il airoit parlé avecques lui et le prié d'accomplir ses dictes promesses et reparer ce qui fait avoit esté au contraire, ilz demouroient tousjours en bonne amitié et feroit feu mondit seigneur de Bourgogne son devoir en ce qui est dit, et pour-

ventes foiz la verité des choses advenues ainsi que Dieu le permet, meismement en grant cas et haultes matières, est paliée et couverte de soubtivetées et paroles contraires et repugnantes à la verité, grans inconveniens s'en sont ensuis, ainsi que l'avons veu advenir

voiroient ensemble contre lesdis ennemis, en delessant tous lesdis traictiés et parlemens. Mais pendant toutes ces choses, mondit seigneur fut adverti et lui fut signifié que feu mondit seigneur de Bourgogne delairoit ainsy pour trouver manière d'avoir et de prendre la personne de mondit seigneur, affin que, ce fait, nul ne peust resister que les entreprises de lui et dudit d'Angleterre ne venissent à effect, et pour lui aidier à ce faire, s'estoit efforcé de induire plusieurs serviteurs et autres, tant de l'ostel de mondit seigneur comme autres, et leur promettre les plus grans offices de ce royaume, et à aucuns argent, comme les plusieurs d'iceulx le confessent et dient publiquement, et ou cas qu'il ne pourroit parvenir à avoir la personne de mondit seigneur, avoit disposé faire proceder contre lui ou non du Roy comme contre filz ingrat et desobeyssant, et lesdis procès faire mettre à execucion de fait à l'aide dudit d'Angleterre, et à ceste fin avoit jà fait composer plusieurs fausses escriptures et memores, et pieça avant avoit fait sommer mondit seigneur par lettres parlant au nom du Roy, ainsy disposé que chascun scot, de venir vers le Roy, affin de l'avoir en sa main soubz ceste couleur, en le menaçant par lesdictes lettres desdis procès, et plusieurs autres choses qui ne sont pas bien seans à resister (*sic* pour reciter) mais très merveilleuses et desplaisans à oïr, avoit-il disposé à faire, comme mondit seigneur en a sceu la verité par tesmoingnage et confession de gens qui bien en scevent, et par plusieurs lettres et enseignemens nottoires qui ont esté trouvés et lesquelz mondit seigneur a devers lui, desquelles choses, pour l'honneur d'autres que dudit feu monseigneur de Bourgogne on se taist pour le present; toutevoies mondit seigneur, considerant lesdis delais et ouy ce que dit est, lui fist offrir que se son plaisir n'estoit de convenir avecques mondit seigneur que il envoyast devers lui aucuns des siens, aians pouvoir pour besongnier sur les affaires du royaume, ainsy que promis avoit esté, et sus la deffence contre lesdis ennemis; et pour ce que, en continuant lesdis delais, ceste offre ne lui fut pas agreable, lui fist de rechief offrir que certaines gens, aians pouvoir, fussent commis et convenissent ensemble en certain lieu d'une part et d'autre, et que ce qu'ilz appoincteroient touchant le fait du Roy et du royaume et la deffence contre lesdis ennemis fust tenu. Laquelle offre de rechief ne lui fut pas agreable. Sy envoya encores mondit seigneur devers lui des plus grans de ses officiers aians puissance de besongneur sur ce que dit est, en lui offrant de y entendre avecques lui et lui signifiant que pour ceste cause les avoit envoiés : toutes lesquelles choses, pour ce que elles ne convenoient pas à la fin à laquelle il tendoit pour prendre et avoir la personne de mondit seigneur, il refusa, et tant fut procedé que il vint audit chastel de Monstereau.

« VIII. *Item* et feu mondit seigneur de Bourgogne arrivé oudit chastel, en allant ou lieu auquel ils convindrent ensemble, mondit seigneur fut adverti par aucuns des gens de feu mondit seigneur de Bourgogne, que il se donnast garde de sa personne, et que l'entreprise dessus dicte estoit faicte contre lui. Et neanmoins convindrent ensemble audit lieu de Monstereau, et après ce que mondit seigneur lui eut remonstré les choses dessus dites et ce qu'il avoit fait au contraire de ladicte pais et de sa promesse, par telles et si amiables parolles comme il pavoit, gardée la dignité de sa personne, mondit seigneur aperçut clèrement l'entencion que avoit mondit seigneur de Bourgogne contre sa personne par ses responces et parolles. Et de fait, durant icelles parolles, tira le sire de Novailles son espée et ledit feu monseigneur de Bour-

derrenierement, et tant au regart du traitié secretement commancié par Monseigneur et vous, comme par le traitié commencié par beau filz le Daulphin et nostre cousin le duc de Bourgongne, à qui Dieu soit propice ; esquelx traitiez, mon dit seigneur, vous et nous,

gongne se efforça de attemper en la personne de mondit seigneur. Par quoy les serviteurs de mondit seigneur estans lors avecques lui, doubtons, que la pareille rigueur et vindicative manière à celle qui fut autres fois tenue vers monseigneur d'Orliens et après à plusieurs autres, ne venist à l'endroit de mondit seigneur à effet, et assés avertis des choses machinées pour prendre la personne de mondit seigneur comme dit est, voulans icellui garder et pour sa defence, s'esmeurent à icelle heure, tant que au conflit des gens desdis seigneurs les uns contre les autres, ledit monseigneur de Bourgongne demoura mort sus la place. Et combien que mondit seigneur doie bien rendre graces à Dieu d'avoir esté preservé d'un tel peril, comme si fait-il, toutes voies est il parfaitement desplaisant qu'il y ait eu cause ne occasion par quoy Dieu ait souffert le cas ainsi advenu, et se il eust pleu à Dieu souffrir que la bonne entencion au bien de pais et continuacion de bonne amittié que il avoit eust esté semblablement ou courage de feu mondit seigneur de Bourgongne, sans vouloir attemper en sa personne, et que ilz eussent, en gardant ladicte pais et amittié, besongnié ad ce pour quoy ilz estoient assemblés sans que telles machinacions eussent esté pencées par quoi ledit cas ne fust pas advenu, mondit seigneur en eust esté et fust mout joieux, et de telle entencion y avoit-il procedé, comme bien y parut à la première convencion.

« IX. Et pour ce que mondit seigneur scet que son dit frère, par naturelle inclination et par la condicion et qualité du cas ainsi advenu, lequel et la manière qui en ce a esté tenue par son dit père est mout estrange et à sa coupe, sera piteux de ces choses, envoie pardevers lui et ma dicte dame sa sœur, les priant et requerant que ledit cas ainsy advenu par l'oultrage de son dit père, il veuille prendre en patience et s'en donner confort selon son bon sens, pensant que les jugemens de Dieu sont moult divers et estranges aux hommes à cognoistre, et que autres fois plusieurs bien puissans et prochains du roy, par le fait de son dit père, ont eu semblable douleur, laquelle il leur a convenu porter et souffrir, et n'y ont pas peu autrement pourveoir, ains après plusieurs pertes, procès et despens leur a convenu querir pais, mais sont toutes choses en la main de Dieu, qui depart ses graces ou ses pugnitions comme il lui plaist, et selon les merites d'un chascun; et en oultre lui prie que par rapors ou autres admonestemens et inductions que lui pourroient fere aucuns qui ont esté cause de induire son dit père à fere plusieurs choses dont tant de maulx et inconveniens sont advenus, ne se veuille en riens esmouvoir ou troubler contre nully, ains ait advis quel prouffit peult venir de vivre en pais et quel fruit ou prouffit il vient du contraire, et l'iessue quelle elle est. Et quant à mondit seigneur, son entencion est, non obstant ledit cas, tenir la pais ainsi jurée, promise et publiée, et la garder vers mon dit seigneur son frère et les siens, et vers tous, et entretenir l'abolicion generale par lui acordée par tout ce royaume, et chierir et amer son dit frère de Bourgongne comme son très chier et très amé frère, et lui garder ses drois, dignités et prerogatives, en lui donnant aide vers ceulx qui grever le voudroient, et lui departir des honneurs et biens du roy largement.

« X. Item et pour ce que aucuns pourroient induire mondit seigneur de Bourgongne qui à present est, à entrer en guerre et en voulenté vindicative, dont peut être quant besoing seroit ne l'en sauroient ou pourroient retirer, et que ilz se voudroient et par aventure efforcer de le remettre es traictiés que son dit père avoit avec les Engloiz ou en autres, pour avoir aide de eulx à con-

et aussi nostre dit cousin, avons esté deceuz par voies obliques tenues de la partie de nostre dit filz, en très grant abaissement de gentillesse, oppression et destruction du peuple crestien, et contre la pure entencion de mondit seigneur, de nous et de nostre dit cou-

duire leurs entreprises, pensans que par ce peussent venir à leur entencion. ne doibt pas penser que mondit seigneur le regent ait veu et sceu si longuement les aliances de feu mondit seigneur de Bourgongne et desdis Englois continuer contre lui et en son prejudice, que il ne soit dès pieça donné conseil que il avoit à fère, se discouvertement et tout apparemment lesdis feu monseigneur de Bourgongne et roy d'Engleterre se metoient ensemble leurs puissances contre lui, ce qu'il a de long temps doubté; et se ainsy estoit endroit monseigneur de Bourgongne qui à present est, seroit de long temps et en cas semblable tout pourveu de ce qu'il aroit à faire, et se à l'aide de Dieu et du bon droit de mondit seigneur, Dieu lui envoioit bonne fortune, à la conservacion de sa personne et preservacion de la seigneurie du roy et sienne, le mal, reproche et blasme perpetuel en advendroit à mondit seigneur de Bourgongne et à sa seigneurie, plus que à ceulx qui ad ce l'induiroient, et en demouroit en guerre et paine importable lui et les siens, et à tousjours en seroit debouté de la maison royal, à la grant charge de son honneur et de sa posterité. Et se autrement Dieu le souffroit advenir (que jà ne veuille !), et que mal en prenoit à mondit seigneur, par quoy les anciens ennemis demourassent maistres en ce royaume, greigneur deshonneur ne pourroit advenir à mondit seigneur de Bourgongne que d'avoir esté cause de la subvercion de la maison et seigneurie de France, de laquelle Dieu l'a fait naistre en si hault et noble estat et dignité, pour avoir adhérent ou donné faveur aux anciens et natures ennemis, et celle par mauvaise exhortacion; et est vray semblable que lesdis ennemis, qui en leur desffiance, ont usaige d'avoir les autres en despris, penseroient à la petite foy dont mondit seigneur de Bourgongne aroit usé, et le reputeroient l'avoir encoir mendre vers culx, par quoy ilz le tendroient en vile subjeccion, après ce que par lui ilz airoient eu meilleur fortune, et seroit tart de soy repentir des choses passées.

« Sy vueille mondit seigneur de Bourgongne bien penser à ces choses, et les peser fort avant que aucune chose faire, pensant que en ce gist le fait du roy, du royaume et de la seigneurie, et tout le bien ou tout le mal qui jamais peut advenir à mondit seigneur de Bourgongne de toute sa vie, laquelle il peut pour ce mettre en infinis perilz ou en surté, et en face savoir de brief son bon vouloir à mon dit seigneur le regent qui lui veult et desire du tout complaire et pour l'amour de lui et de son honneur s'est deporté de plus avant proceder à la publicacion des choses dessus touchies et autres de bien merveillex esclandres qui lui sont possibles à re.nonstrer clerement, lesquelles il taist; et sa dicte voulenté s'œuvre, mon dit seigneur fera tousjours à son pouvoir le bien du roy et de sa seigneurie, qui après le roy lui doit appartenir, et ce qui sera au bien de mondit seigneur de Bourgongne, se en lui ne tient.

« *Signé* : CHARLES.

« Par Monseigneur le regent Daulphin,

« ALAIN. »

Au dos: « A nostre très chier et très amé frère le duc de Bourgongne, conte de Flandres, d'Artois et de Bourgongne. »

(Original parchemin, trace de sceau, Bibl. imp., collect. Moreau, 1425. pièce 94.)

sin, qui tous tendions à bonne fin¹. Lesquelles choses, très hault et excellent prince desirons très ardemment vous communiquer, afin que vostre haulte excellence, que autres fois avons trouvé plain de foy et de verité, soit des choses advenues au vray informée, et que clerement congnoissiez par quelles gens la paix a esté perturbée de tous costez, et aussi que, comme prince et roy catholique, prouchain parent de mondit seigneur, vous emploiez au bien de justice et utilité de la crestienté.

Très hault et excellent prince nostre cousin, vous estes assez recors comme aultre fois à Pontoise signifiammez à vos solennes ambassadeurs, lors estant par devers nous, la paix nouvellement jurée entre nostre dit filz et nostre dit cousin de Bourgongne, et comment nous requerrions un mois de delay, pendant lequel nostre dit filz avoit promis et juré venir devers mondit seigneur et nous, car lui venu, nous avions entencion de parfaire ce qui estoit encommancié entre mondit seigneur et vous, par quoi nous esperions paix generale estre ferme et estable entre les royaumes de France et d'Angleterre, et mesmement entre les subgiez de ce royaume. Et combien que les offres que lors faisiez nous fussent assez agréables, toutes voies à les accepter et conclure avec vous y avoit grant difficulté, car pour lors chacun conseilloit que on attendist nostre dit filz, et se nous et nostre dit cousin les eussions acceptées et conclues, tous barons, chevalliers et les cités et bonnes villes de mondit seigneur nous eussent abandonnez et laissiez et soy joings avec nostre dit filz, dont plus grant guerre fust venue, se sembloit, que par avant le traictié ainsi laissé, fu mise toute diligence par nostre dit cousin à ce que nostre dit filz venist par devers nous, comme il avoit promis, de quoi il a esté delayant, disant tousjours que premièrement vouloit parler à nostre dit cousin de Bourgongne. Et après plusieurs ambassates envoiées devers nostre dit filz, fu promise journée pour convenir ensemble ou dymanche x^e jour de septembre derrain passé sur le pont de Monterau ou fault Yonne; et ja soit ce que nosdiz filz et cousin et tous les chevaliers de leur compaignie eussent juré sur la vraie croix et saintes evangiles de Dieu et se fussent soubz mis à toutes sentences du saint-siège de Rome et de l'Eglise, et aultrement, de tenir l'amour, paix et concorde qui autres fois à Corbueil avait esté jurée entre eulz sans fraude ou mal engin, ainsi que par les lettres signées et scellées des mains et seaulx de nostre dit filz et de ses chevalliers et clers, que avons par devers nous, appert bien clerement, toutes voies nostre dit cousin qui, lui x^e seulement, estoit alé au lieu de la convencion devers nostre dit filz, en grant confiance des sermens dessusdis, qui à icelle heure meisme furent renouvellez, en confiance aussi que

¹ Dans les lettres du 11 septembre, adressées à la veuve du duc et à son fils, Charles VI, sous la dictée d'Isabeau, parlait du « grant vouloir que nostre dit cousin a tousjours eu à la conservacion de nous et de nostre royaume, et *au reboutement des Anglois nos anciens ennemis et adversaires.* » Original, Moreau, 1425, pièce 83, et La Barre, t. I, p. 276.

nostre dit filz ne fut semblablement que lui ^x^e, ainsi que promis et acordé avoit esté, aprez ce que nostre dit cousin lui ot faicte doucce et humble reverence et offert corps, chevance et amis, saillirent d'une embusche secrete qui estoit faicte en une chambre plusieurs hommes armez, et incontinent tous ensemble ferirent soudainement de haches sur nostre dit cousin, qui estoit à genoulx devant nostre dit filz, et là le murdrirent inhumainement contre Dieu, justice, raison, foy et loy, et de fait prindrent les chevalliers qui l'avoient acompaigné en celle dolereuse convencion, c'est assavoir nostre très chier et très amé cousin Charles de Bourbon, le seigneur de Novailles, qui est navré à mort comme l'en dit, le frère au comte de Fribourch, le seigneur de saint George, messire Anthoine de Vergy, le seigneur d'Autrey, messire Charles de Lens, messire Guy de Pontalier et aultres, et avec cetous les biens et joyaulx que nostre dit cousin avoit menez au lieu de la convencion, ont prins et osté de ceulz qui les avoient en garde, iceulx appliquez à leur proffit. Et cest horrible et detestable cas, très hault et excellent prince nostre cousin, mondit seigneur et nous avons entencion de signifier a nostre saint père le pape, à l'empereur et aux aultres roys catholiques qui, comme nous tenons, prendront pour la grant enormité dudit cas grant desplaisance, et donrront assistance à mondit seigneur et à beau filz de Bourgongne qui est à present, pour aidier à vengier la desraisonnable et cruelle mort de nostre dit cousin, et ad ce faire trouvons desjà enclins tous les loyaulx barons, citez et bonnes villes de par deça. Mais pour ce que tousjours sommes desirans d'avoir paix, amour et concorde avec vous, et de faire icelle au bien et honneur de mondit seigneur et de vous, et des deux royaumes, nous vous prions et requérons très instamment par la reverence et amour du prince de paix Nostre Sauveur, et pour aidier à vengier la dolereuse mort de nostre dit cousin, laquelle chose mondit seigneur et nous desirons faire sur toutes choses, eue paix avec vous, que par cause des delays ja passez ne soiez aucunement refroidiez d'entendre à ladicte paix; et pour entièrement et franchement besoingnier avec nous sur la conclusion et perfection d'icelle, sans faire long sejour, dissimulacion ou subterfuge, vous plaise envoyer par deça, par le porteur de cestes, sauf conduit pour quatre ou cinq personnes, de quelque estat ou condicion qu'elles soient, et pour ceulx de leur compaignie jusques au nombre de quarante personnes et quarante chevaulx, et nous vous affermons que vous trouverez monseigneur et nous et ceulx de son sang et lignaige et aultres grans et loyaulx barons et notables gens de cest royaume très disposez en cest besongne, en telle manière que appercevrez la grant affection que mondit seigneur, nous, plusieurs ducs, contes, barons, nobles, bonnes villes et citez de ce royaume avons au bien de paix et amoureuse concorde qu'il redondera au bien de toute la crestienté. Très hault et excellent prince nostre cousin, nous prions à Nostre Seigneur qu'il vous ait en sa sainte garde et doint bonne vie et longue, au bien et fruit de paix et vraie concorde.

Esript à Troyes, le ^{xx}^e jour de septembre. Et afin que de nostre

volenté soiez mieulx informez, nous avons signé ces presentes de nostre main, en grant confiance de vostre bonne volenté, laquelle nous avons aultres fois congneue, tant par vostre propre bouche comme aultrement.

Depuis que ces presentes furent escriptes, nouvelles certaines nous sont venues que le sire de Novailles est mort, à l'occasion de ladicte trahison.

Ainsi signé : YSABEL.

RINEL.

Au dos : A très hault et excellent prince nostre cousin le roy d'Angleterre ¹.

V.

Il ne nous reste plus, après avoir exposé les préliminaires et les circonstances du meurtre, qu'à examiner les conséquences qui ressortent de notre récit.

Le meurtre de Montereau a-t-il été, comme on l'a cru généralement, un attentat prémédité, commis par ordre du Dauphin ?

A-t-il été au contraire, comme on l'a déjà prétendu au dernier siècle ², et comme un érudit distingué l'a soutenu de nos jours, la conséquence fortuite d'une agression du duc de Bourgogne, dont le dessein prémédité aurait été de s'emparer, fût-ce d'une manière violente, de la personne du Dauphin ³ ? ..

Le simple exposé des faits nous semble répondre suffisamment à la première question. Il prouve que le Dauphin agissait loyalement en traitant avec le duc, qu'il voulait sincèrement la paix, et que c'était de bonne foi qu'il venait à Montereau, pour concerter les mesures arrêtées en principe au Ponceau Saint-Denis. Si le Dauphin se refusait à se rendre auprès du roi, c'est qu'il ne voulait pas se mettre à la discrétion du duc de Bourgogne, dont il redoutait à juste titre la politique cauteleuse et le caractère fourbe et déloyal. Ses conseillers voulaient-ils, comme les historiens l'ont tant répété, se défaire de

¹ Copie contemporaine, Moreau, 1425, pièce 86.

² Saint-Foix, *Essais historiques sur Paris*, t. III, p. 309 et suivantes.

³ Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. III, p. 156.

la personne du duc ? Pourquoi alors n'avoir pas mis ce dessein à exécution pendant les premières négociations, avant que la réconciliation ait été conclue, et scellée par des serments sacrés et solennels ? Les circonstances n'étaient-elles pas favorables ? Cet étroit ponceau, cette cabane de feuillage, l'isolement du duc de ses gens, l'obscurité qui régnait, puisqu'on ne se sépara qu'à onze heures du soir, tout facilitait l'attentat. Et si l'on avait reculé à la première entrevue, ne pouvait-on mieux prendre ses mesures pour la seconde, qui eut lieu trois jours après ?

Qu'invoque-t-on d'ailleurs pour prouver le complot ? L'insistance mise par le Dauphin à faire venir le duc à Montereau ? Mais il est établi que le jour et peut-être le lieu de l'entrevue avaient été fixés à l'avance. — Les craintes manifestées autour du duc, les avis menaçants qui lui parvinrent, depuis Bray jusqu'à Montereau, et au moment même où il allait franchir la barrière ? Mais ces craintes, ces défiances n'ont point arrêté l'homme le plus soupçonneux ; du reste, elles se manifestèrent aussi autour du Dauphin, et assurément elles avaient plus de raison d'être à l'égard d'un prince notoirement connu pour l'assassin du duc d'Orléans, et qui était passé maître dans l'art de trahir¹. — La disposition des lieux, les précautions secrètes prises contre le duc, certaines paroles de Tanguy du Chastel, le signe fait par le Dauphin alors que le duc était à ses genoux ? Toutes ces circonstances ne sont rien moins qu'établies, et les témoignages qui les rapportent sont trop passionnés, trop inexacts dans les principales circonstances, trop contradictoires même, pour ne pas être justement suspects. — En vain nous montre-t-on le duc de Bourgogne traitreusement frappé, au moment même où il s'agenouillait et faisait au Dauphin des protestations de dévouement : il faut désormais renoncer à ce

¹ « Quand on se rappelle d'ailleurs la conduite antérieure du duc de Bourgogne, son assassinat du duc d'Orléans et les circonstances qui l'accompagnaient ; quand on réfléchit sur sa perfidie, sur son ambition démesurée, sur l'audace de son caractère ; quand surtout on se souvient qu'il avait voulu faire venir à Auxerre, quelques années auparavant, tous les princes de la famille royale sous prétexte d'une entrevue pacifique, mais dans le dessein de les y assassiner, on n'est pas disposé à rejeter sur son rival tout l'odieux de cette catastrophe. » Boissy d'Anglas, *Mémoire sur quelques événements de la fin du règne de Charles VI*, dans les *Mémoires de l'Institut*, t. IV, p. 551.

vieux mensonge historique, que des documents nombreux et péremptoires ne permettent plus d'accueillir¹.

Quel avantage, — il importe de le faire remarquer, — le parti du Dauphin aurait-il eu à se défaire du duc de Bourgogne ? « Jean-sans-Peur, comme le dit M. Michelet, était tombé bien bas, lui et son parti. Il n'y avait bientôt plus de Bourguignons. Rouen ne pouvait jamais oublier qu'il l'avait laissé sans secours. Paris, qui lui était si dévoué, s'en voyait de même abandonné au moment du péril. Tout le monde commençait à le mépriser et à le haïr². »

Comment enfin, si l'attentat a été prémédité, s'est-on si peu mis en mesure d'en recueillir les fruits ? Le roi et la reine étaient à Troyes, « assez petitement accompagnés, » — eux-mêmes le déclarent dans leurs lettres du 11 septembre, — et, s'il faut en croire Monstrelet, le Dauphin avait à sa disposition des forces considérables. N'était-il pas naturel de se porter sur Troyes, de s'assurer de la personne du roi et de la reine, de

¹ Il est bon de montrer ici en passant comment l'histoire s'est faite bourguignonne. Monstrelet et les auteurs de son parti ont été presque les seules sources où aient puisé les écrivains du xvi^e siècle, qui ont accrédité tant de notions erronées : l'on sait de quelles fables, inventées à cette époque, il nous faut encore aujourd'hui dégager l'histoire du xv^e siècle (par exemple les faits relatifs à Jeanne d'Arc et à Agnès Sorel). Mézeray, au xvi^e siècle, donna créance au récit de Monstrelet et fit croire à l'existence d'une barrière, placée au centre de l'enceinte, et qu'il aurait fallu franchir pour frapper le duc. La publication faite par La Barre, en 1729, des documents recueillis par D. des Salles, et d'un mémoire anonyme, puisé exclusivement à des sources bourguignonnes, — lequel fut généralement attribué à l'éditeur, mais dont Prosper Bauyn, maître des comptes de Dijon, mort en 1587, était l'auteur, — contribua encore à accréditer la version hostile au Dauphin. Le P. Griffet, dans une dissertation jointe à son édition du P. Daniel, D. Plancher dans son *Histoire de Bourgogne*, adoptèrent pleinement le récit de Bauyn. Villaret, qui vint ensuite, résuma avec une critique éclairée les divers témoignages et fit ressortir les contradictions qu'ils présentent et la difficulté d'arriver à une conclusion. C'est ce que fit à la même époque un judicieux historien (Lévesque) qui se demandait « comment nous pourrions résoudre aujourd'hui ce qui paraissait impénétrable aux plus sages des contemporains. » L'histoire commençait à entrer dans une voie meilleure. Déjà Saint-Foix, dans ses *Essais sur Paris*, avait, avec son esprit hardi et aventureux, rompu ouvertement avec les traditions reçues. Boissy d'Anglas, en traitant incidemment la question (1809), n'arriva qu'à des conclusions négatives. De nos jours, si dans un trop grand nombre d'histoires et dans ces abrégés qui malheureusement dictent l'opinion, on suivait aveuglément les sentiers battus, M. de Barante donnait un résumé fidèle et habile de tous les témoignages, et M. Michelet les appréciait avec sagacité, en réagissant contre des tendances dont les savantes recherches de M. Kervyn de Lettenhove et de M. Vallet de Virville devaient achever de faire justice.

² *Histoire de France*, t. IV, p. 359-360.

marcher ensuite sur Paris, où l'alarme était plus grande encore que l'indignation, et d'empêcher ainsi la reconstitution du parti antinational? Au lieu de cela, le Dauphin reste à Montereau ou à Nemours jusqu'au 20 septembre, se répandant en excuses inutiles, en protestations illusoires, et entamant des négociations avec le nouveau duc de Bourgogne. Le 21 septembre, il se dirige sur Sens; le 24, il est à Château-Renard, se repliant vers la Loire, et arrive à Gien le 26. Une telle attitude suffirait à elle seule pour faire rejeter toute pensée de préméditation¹.

Mais cette préméditation a été admise pourtant : et non content d'en faire peser la responsabilité sur les conseillers du Dauphin, on a été jusqu'à accuser formellement le jeune Charles, alors âgé de seize ans et demi².

Je sais que cette accusation est formulée dans certains récits dictés par le fanatisme bourguignon, et qu'elle se retrouve dans des actes émanés de la chancellerie royale, dans des lettres patentes, solennellement publiées et enregistrées en parlement³. Ne l'avons-nous même pas déjà lue sous la plume de la propre mère de Charles? Mais que vaut contre le jeune prince le témoignage d'ennemis acharnés? Que vaut le témoignage de ce roi imbécile, machine inerte que chacun faisait mouvoir à son gré⁴? Il est superflu de s'arrêter à une telle

¹ « On serait presque tenté de dire que ce meurtre ne fut pas prémédité, tant on avait mal pris ses mesures pour en soutenir les suites. » Voltaire, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, ch. LXXIX.

² Il serait trop long, et d'ailleurs superflu, de mentionner les historiens qui se sont fait l'écho de cette accusation. L'un des plus violents a été Rapin-Thoyras, qui, dans son *Histoire d'Angleterre*, s'exprime ainsi (t. III, p. 407) : « Je dis que le Dauphin le fit assassiner, quelque peine que certains historiens aient prise pour le disculper. L'action se commit sous ses yeux et à ses pieds, et il garda toujours à son service les meurtriers. Il n'en faudrait pas davantage pour le faire juger coupable de ce crime, quand même il n'y aurait pas d'historiens d'assez bonne foi pour l'avouer franchement. »

³ Lettres de septembre 1419 (*Ordonnances*, t. XII, p. 268); du 17 janvier 1420 (*id.*, *ibid.*, p. 273); du 19 février 1420 (*id.*, *ibid.*, p. 278); du 9 mai 1420 (collection de Bourgogne, vol. XCIX, p. 173); du 23 décembre 1420 (original, Moreau, 1425, pièce 103; *éd.* La Barre, t. I, p. 347).

⁴ « Le Roy son père est mort civilement, et n'est point ydoine à gouverner, » lit-on dans la *Réponse d'un bon et loyal François* (La Barre, t. I, p. 319). — Chastellain l'appelle « Roy sans régir, » et dit que, « selon qu'il avoit gens autour de luy, il accordoit si bien en son préjudice comme en son prouffit : tout luy estoit ung et d'ung poix » (t. I, p. 116-17 et 239.) — Fenin dit (p. 90) : « Le Roy estoit de tout content, et des Bourguignons et d'Ermignas, et peu lui chaloit comme tout allast. »

accusation. En présence des faits que nous avons exposés, il n'est plus possible d'incriminer le Dauphin. Ceux qui ont voulu charger sa mémoire d'un lâche assassinat ont reçu d'ailleurs un démenti formel des contemporains, même les plus hostiles¹.

S'il n'y a point eu complot du côté du Dauphin et de ses partisans, ce complot aurait-il existé de la part du duc de Bourgogne, et faut-il voir dans les indices que nous avons recueillis la preuve d'une *conspiration*? Jean-sans-Peur aurait-il, en 1419 aussi bien qu'en 1407, regardé « le crime comme la dernière ressource de la haine ? » Assurément le duc était assez riche sous ce rapport pour qu'on pût lui prêter. Mais quelle preuve formelle a-t-on qu'il ait conçu un semblable dessein? Qu'il voulût faire revenir le Dauphin à la cour, pour le tenir sous sa main, comme il y avait tenu le dauphin Jean : tout l'atteste. Qu'il eût le dessein prémédité d'employer la violence pour en venir à ses fins : rien ne le prouve ; on en est réduit à cet égard à des conjectures.

Si nous osons proposer une solution, elle s'écarterait à la fois de ces opinions extrêmes. N'admettant pas une préméditation criminelle chez le Dauphin et ses conseillers, nous ne l'admettons pas davantage chez le duc de Bourgogne. Nous

¹ Sans nous arrêter à ce que dit Jouvenel des Ursins : « Il n'y eut oncques personne qui chargeast Mgr le Dauphin qu'il en fut consentant (p. 372), » nous citerons, entre autres, les deux passages suivants de Chastellain : « ... Le meurtrirent à Montereau... devant le fils de son souverain seigneur le Roy, Mgr le Dauphin, jeune enfant pour lors, dont les acteurs se couvroient, *luy ignorant* (veuille Dieu ! *et ainsi le croy*) dans leur mauvaistié (t. I, p. 22). » — « ... Icelui Mgr le Dauphin, qui avoit esté présent en ce meurtre, *non pas que je l'accuse*, fors du regard (p. 39). » — Le Bourguignon compilateur de l'abrégé français des grandes chroniques publié par M. Vallet (*l. c.*, p. 232), dit, en parlant des lettres du roi de septembre 1419 : « Lesdictes lettres contenoient en oultre, combien qu'il ne fut pas vérité, qu'il estoit coupable de la mort du duc de Bourgogne, et qu'il avoit donné signe aux meurtriers. »

² M. Kervyn de Lettenhove, *l. c.* Il convient de faire remarquer que l'auteur a un peu atténué l'appréciation de son *Histoire de Flandre*, en disant, dans les notes de son édition de Chastellain, qu'il avait développé l'opinion « que Jean-sans-Peur voulait s'emparer à Montereau de la personne du Dauphin, et qu'il expia par sa mort un complot qui n'était dirigé *que contre la liberté du jeune prince* (t. I, p. 31). » Disons ici que M. Kervyn a cité dans cette édition quelques passages des pièces inédites dont nous nous sommes servi ici, et que depuis longtemps nous avions copiées sur les originaux dans la collection Moreau.

croyons que tout a été fortuit dans l'événement. Par sa déloyauté, par son insistance intéressée à faire revenir le Dauphin à la cour, au lieu de s'employer à l'exécution sincère du traité de Pouilly, Jean-sans-Peur a été lui-même l'artisan de sa ruine. Le ton arrogant qu'il avait déjà fait paraître au Ponceau, et dont il usa dans les explications échangées, la sorte d'intimation faite au Dauphin, le démenti qui lui fut donné, tout contribua à exciter l'indignation et à faire naître l'alarme chez les conseillers du jeune prince. Au milieu des *aigres paroles* échangées de part et d'autre, un conflit s'engagea. On en vint aux armes, et les anciens serviteurs de la maison d'Orléans, plus prompts à tirer l'épée, firent justice de l'insolence et des menaces du duc.

Les documents publiés plus haut, et introduits pour la première fois dans le débat, viennent, ce nous semble, confirmer cette manière de voir. Il est difficile d'admettre que le Dauphin et ses conseillers aient poussé l'audace jusqu'à travestir sciemment les faits et à se permettre un impudent mensonge, dans une lettre adressée au fils même de la victime. La mission du comte d'Aumale, l'un des personnages les plus considérables du temps; l'ambassade envoyée au Dauphin par le duc Philippe; ces longs exposés qui, à deux reprises, furent rédigés pour être placés sous les yeux de ce prince, tout concourt à donner au récit du Dauphin un caractère de gravité et de sincérité.

Nous croyons que la vérité est dans cette version, et qu'il est permis de résoudre le problème en ces termes : Il n'y eut, ni d'un côté ni de l'autre, un complot prémédité. Jean-sans-Peur a péri dans un conflit soudain, provoqué par son emportement et par sa violence.

G. DU FRESNE DE BEAUCOURT.

MÉLANGES

I.

L'AUTHENTICITÉ DU PENTATEUQUE

EXAMEN DE L'OUVRAGE DU RÉV. W. SMITH¹.

Les Etudes bibliques sont aujourd'hui, en Angleterre, l'objet de sérieux travaux. Les Orthodoxes ont senti la nécessité de repousser victorieusement les attaques du Rationalisme, qui, depuis son apparition en Angleterre, avec les *Essays and Reviews*, n'a cessé de se développer et de prendre des forces. S'il faut en croire M. Smith, le jour de son triomphe semblerait approcher, « car il est à déplorer que ces idées s'infiltrent dans toutes les couches de la société, et se répandent à flots par tous les canaux de la littérature quotidienne². » Des théologiens anglicans répètent, en échos fidèles, les axiomes de la haute critique allemande; mais heureusement ils trouvent des adversaires laborieux et savants qui ne cèdent pas le terrain, et qui déploient, pour le succès de leur cause, une activité vraiment remarquable. Sans parler des nombreux travaux qu'ils ont traduits de l'allemand et qui mettent ainsi à la portée des lecteurs anglais les savants commentaires de Furst, d'Hengstenberg, de Keil et de Delitzsch, nous pouvons citer le *Daniel the Prophet* du Dr Pusey, et

¹ *The Book of Moses, or the Pentateuch in its authorship, credibility and civilisation.* By the Rev. W. Smith, Ph. D., volume I. London, Longmans and Co. 1868, in-8° de xix-577 pp.

² *Gen. Introd.*, p. 2.

les travaux de M. Westcott sur le Nouveau Testament. Sauf quelques exceptions ¹, nous n'avons rien en France qu'on puisse comparer à ces écrits, remplis d'une abondante et solide érudition. Le livre de M. Smith, lui aussi, est écrit pour réfuter les objections des rationalistes contre l'authenticité du Pentateuque. S'adressant à un public anglais, l'auteur s'attache spécialement à la critique des ouvrages publiés par ses compatriotes; tout en ne négligeant pas les auteurs allemands et français qu'il paraît bien connaître ², il prend surtout à partie le fameux évêque Colenso et le Dr Davidson. Ce dernier a publié une introduction à l'Ancien Testament, en 3 volumes in-8° (Londres, 1862), où sont réunies toutes les objections et tous les arguments du rationalisme germanique. Son nom reparait souvent dans l'ouvrage de M. Smith, et l'on peut dire en effet que c'est le plus sérieux des critiques rationalistes anglais.

M. Smith est catholique, et soumet toutes ses opinions au jugement du Saint-Siège; mais cela ne lui enlève aucune liberté dans l'expression de ses sentiments. Il a bien choisi, du reste, le terrain sur lequel il se place. On ne voit dans son livre, sauf quelques exceptions que je signalerai en passant, aucun de ces arguments dont maint ouvrage que nous pourrions citer est rempli: les preuves qu'il présente sont purement scientifiques. Sans dissimuler à quelle communion chrétienne il appartient, il n'y revient plus une fois la préface achevée: il se contente d'exposer les faits dans leur vrai jour, de réfuter les objections faites à la thèse qu'il défend, et de conclure que Moïse est l'auteur du Pentateuque; car dans ce premier volume M. Smith ne se propose pas d'autre dessein.

Après une courte introduction, qui contient une esquisse historique de la controverse, un aperçu sur l'antiquité de l'écriture, « antérieure de plus de mille ans à la naissance de Moïse » ³, et une définition de ce qu'il faut entendre par authenticité mosaïque, l'auteur arrive à la preuve proprement dite de cette authenticité. Pour lui, elle ne suppose pas que Moïse soit l'auteur de tout ce qui se trouve dans le Pentateuque. Moïse a pu intercaler dans son œuvre des documents plus anciens, et après sa mort on a ajouté la dernière partie du Deutéronome, peut-être à partir du chapitre xxxiii, peut-être même à partir de plus haut. M. Smith accorde aussi qu'il peut y avoir des interpolations dans le corps du Pentateuque; il serait même, ajoute-t-il, bien difficile qu'il n'y en eût pas, quand aucune œuvre

¹ Pour l'Ancien Testament, je puis citer les *Prophéties messianiques* de M. l'abbé Meignan, depuis évêque de Châlons, et le *Pentateuque mosaïque défendu contre les attaques de la critique négative*, par E. Arnaud, pasteur. Paris, 1865. Tout récemment M. Schœbel a publié une *Démonstration critique de l'authenticité mosaïque du Deutéronome*, in-8°.

² Pourquoi M. Smith, qui veut être complet, omet-il de citer les *Études critiques sur la Bible (Ancien Testament)*, de M. Michel-Nicolas?

³ *The Pentateuch*, p. 13. La question est beaucoup plus développée dans Hengstenberg, *Authenticité du Pentateuque*, t. I, p. 394 à 462 de la traduction anglaise.

de l'antiquité n'en est exempte ¹. Disons d'ailleurs avec l'auteur que les résultats de la critique, quels qu'ils soient, ne peuvent nullement affecter l'authenticité générale des livres de Moïse.

L'Introduction achevée, M. Smith entre dans la discussion. Il la divise en deux parties, la première positive, où la thèse est exposée; la seconde négative, où se trouvent les réponses aux objections. Il lui a été difficile de maintenir rigoureusement cette division, et il réfute presque autant d'objections dans la première que dans la seconde partie. Celle-ci du reste est beaucoup plus courte que l'autre et elle est aussi moins intéressante.

La partie positive est divisée en deux livres: l'un qui recherche et signale dans l'histoire du peuple juif depuis N. S. jusqu'à Josué toutes les traces du Pentateuque qui s'y trouvent; l'autre qui prend dans le Pentateuque lui-même les preuves de son authenticité. Ces deux livres ne sont pas non plus égaux en mérite: le second est supérieur au premier; mais ce qui manque à tous deux c'est l'ordre. Le plan que M. Smith a adopté ne paraît pas toujours justifiable. Ainsi après avoir consacré le premier chapitre du premier livre à exposer les témoignages de N. S. touchant le Pentateuque, témoignages sur lesquels il semble que l'auteur insiste avec trop de complaisance, parce qu'ils n'étaient pas nécessaires à sa thèse et qu'ils ne l'établissent pas mieux aux yeux des rationalistes, il développe longuement le second chapitre, qu'il intitule: *Preuves tirées de l'Ancien Testament*. C'est ici qu'il est difficile d'admettre l'ordre suivi par M. Smith. Laissons de côté son idée de séparer le Deutéronome des livres précédents: on peut en effet dire avec lui que l'existence de ce dernier implique nécessairement l'existence des quatre autres. Mais, ce qui ne paraît, à aucun point de vue, justifiable, c'est qu'après avoir suivi les traces du cinquième livre dans la littérature et l'histoire d'Israël depuis Josias jusqu'à Josué, et nous les avoir fait constater, M. Smith, comprenant qu'il est nécessaire de prouver la crédibilité des livres dont il vient de se servir, intercale cette démonstration entre le long chapitre dont nous venons de parler, et un autre non moins étendu, où il montre que depuis Josué jusqu'à la captivité de Babylone, la constitution, l'histoire et la littérature d'Israël sont fondées sur le Pentateuque écrit. Quelle raison peut-il y avoir de placer entre deux chapitres où les mêmes sources sont employées, la preuve de la crédibilité de ces sources?

Malgré ce grave défaut, toute cette seconde partie est intéressante et pleine d'érudition. La constitution d'Israël, son culte, son histoire, sa littérature sont minutieusement examinés par M. Smith, qui ne laisse de côté rien de ce qui peut faire paraître l'influence toujours vivante du Pentateuque. Peut-être même un si grand détail nuira-

¹ Pages 23 et 24. — Qu'on me permette ici en passant un rapprochement. Richard Simon, pour avoir soutenu une chose si évidente, est, à la fin du xvii^e siècle, traité d'hérétique, et sa carrière d'érudit en est toute sa vie entravée. Aujourd'hui, on peut dire que ces idées sont tenues pour certaines par tous les critiques catholiques.

til à la fortune du livre : on pourrait y retrancher sans que la preuve en souffrit. Cette persistance, en effet, de la législation mosaïque à travers les siècles est, après l'enquête de M. Smith, incontestable ; un des faits qui la rendent la plus sensible apparaît à l'époque du schisme des dix tribus. Si alors les esprits n'eussent pas été pour ainsi dire moulés dans la loi, les auteurs de la séparation n'eussent pas manqué, afin de rendre la rupture plus irrévocable, d'en changer l'esprit ou tout au moins quelques prescriptions partielles de la législation du Pentateuque : loin d'en agir ainsi, ils la conservent intacts ; le régime personnel, celui des esclaves, les lois de la propriété territoriale sont les mêmes dans les deux royaumes ¹.

Je ne relèverai dans ce premier livre qu'un argument peu probant. Quand M. Smith veut prouver que le Deutéronome implique nécessairement l'existence du reste du Pentateuque, il admet que le premier verset du Deutéronome ne se rapporte pas à ce qui suit, mais à ce qui précède et suppose par conséquent l'existence des quatre premiers livres. Mais la formule sur laquelle s'appuie M. Smith ² peut être tout aussi bien introductive que conclusive, et nous la trouvons en effet employée, dans le premier sens, dans la Genèse ³. S'il n'y avait donc que cette preuve, la thèse de M. Smith ne serait pas fortement établie ; mais il y en a d'autres et de beaucoup plus fortes que l'auteur n'a pas omises, et que nous venons d'indiquer brièvement.

Malgré ce détail, la thèse de M. Smith, encore une fois, est parfaitement prouvée, et je crois qu'il a épuisé la matière du premier livre quand il passe au second, c'est-à-dire à l'étude intrinsèque du Pentateuque. La première preuve qu'il donne ne paraît pas bien forte ; elle est du même genre que celle que nous venons tout à l'heure de critiquer. L'auteur ⁴ croit voir dans le Deutéronome ⁵, la signature de Moïse, qui authentifierait, si je puis dire ainsi, tout ce qui précède ; mais une lecture attentive du verset ne permet pas d'attribuer un sens aussi étendu à une simple parole : « Et Moïse écrivit cette loi. » Il est beaucoup plus naturel de l'appliquer à la loi qui suit immédiatement (v. 10-13), et qui concerne la lecture de la loi qui devait se faire tous les sept ans, à la fête des Tabernacles.

Une preuve beaucoup plus décisive, c'est que dans tout le Pentateuque, il n'y a qu'une seule loi (*Nomb.*, xxx) qu'on ne puisse pas, par les seuls caractères intrinsèques, attribuer à Moïse ; et encore, elle est en telle harmonie avec la langue, l'histoire et tout le code de Moïse qu'il est impossible de ne pas en reconnaître l'auteur ⁶.

Une autre preuve, c'est la connaissance parfaite de l'Égypte

¹ Pages 203-19.

² Page 48.

³ X, 1, et XI, 17.

⁴ Page 232.

⁵ xxxi, 9.

⁶ Pages 280 à 312.

qu'on retrouve dans les livres de la Loi. Les pages assez nombreuses que M. Smith consacre à ce sujet¹ sont certainement les plus curieuses et les plus intéressantes de son livre. Il y réunit les renseignements épars dans les livres de Wilkinson, d'Hengstenberg, et dans les travaux postérieurs de MM. Brugsch, de Rougé et Chabas. Il ne prétend pas, comme l'avait fait Spencer², que la législation mosaïque est empruntée aux Egyptiens; ce serait une erreur considérable, et M. Michel Nicolas a sur ce point raison de dire que Moïse, au contraire, a voulu réagir contre la civilisation égyptienne, et que les principes généraux de la loi qu'il donna à Israël n'ont rien de commun avec les lois du pays qu'il abandonnait³. Il en est autrement des détails, et M. Smith fait voir combien les souvenirs encore frais de la terre des Pharaons ont été utilisés par Moïse dans le code composé par lui au désert. Je ne puis ici qu'indiquer quelques rapprochements curieux, dans lesquels l'auteur de *The Pentateuch* va peut-être quelquefois un peu loin. Suivant lui le cérémonial extérieur du culte lévitique suppose un type égyptien⁴; l'arche de Jéhovah est une copie de la chaise d'Amun; deux gravures, reproduites d'après des monuments égyptiens dont l'un est antérieur à l'Exode, ont en effet avec l'arche un rapport frappant⁵. La tunique du grand-prêtre, l'onction qu'il reçoit, l'ordre donné aux prêtres de se raser le corps, l'épaule droite de la victime réservée et considérée comme la partie la plus honorable, la coutume de porter des franges aux vêtements, tout cela est commun à l'Egypte et à Israël.

Si Moïse connaît la législation de l'Egypte, il est très-familier aussi avec la géographie et l'histoire naturelle de ce pays. Toutes les indications de ce genre qu'il donne, ont été trouvées exactes à mesure qu'on a acquis une connaissance plus approfondie de l'ancienne Egypte. M. Smith voit même dans le récit des dix plaies des allusions au débordement annuel du Nil⁶; mais vraiment je crois que le désir de rendre sa thèse inattaquable l'a entraîné ici un peu plus loin qu'on ne peut aller en s'appuyant sur la Bible.

Le seul défaut de ces renseignements c'est d'être répartis en plusieurs chapitres éloignés les uns des autres. Le plan de l'auteur, qui consiste, comme dans le premier livre, à montrer d'abord l'authenticité du Deutéronome, puis celle des quatre autres livres, en étudiant successivement Moïse comme législateur et comme histo-

¹ Pages 256-260, 289-305, 314-348.

² *De legibus Hebræorum*, lib. III, diss. 1. Tubingæ, 1732, in-8°, pp. 639 et suiv.

³ *Études critiques sur la Bible (Ancien Testament)*. Des principes généraux du mosaïsme, p. 101 et 102.

⁴ *The Pent.*, p. 290.

⁵ Pages 291 et 293. Voir aussi au frontispice de l'ouvrage de Wilkinson : *A popular account of the ancient Egyptians*. London, 1854, t. I, l'image d'un temple égyptien. La ressemblance avec le plan du tabernacle est saisissante.

⁶ Pages 321-325.

rien du Pentateuque, l'a contraint de traiter à plusieurs reprises ce sujet, qui aurait gagné à être présenté d'un seul trait au lecteur.

La seconde partie de l'ouvrage ne peut guère s'analyser : l'auteur y réfute les objections faites par divers critiques sur l'histoire, la géographie, l'archéologie, la législation et la langue du Pentateuque. L'érudition considérable de M. Smith s'y déploie largement. On peut voir en particulier la discussion sur l'antiquité du nom d'Hébron ¹, et celle sur l'expression *Gnéver* (*Deut.*, 1, 5), que les rationalistes s'obstinent à entendre du pays de Chanaan, sans vouloir admettre que le contraire aussi est soutenable ².

Comment se fait-il que dans un livre si érudit et qui vise, par son étendue au moins, à être complet, nous ne trouvions aucune discussion du fameux système des fragments élohistes et jéhovistes ? Un traité de l'authenticité du Pentateuque, qui n'accorde qu'une demi-page ³ à Astruc et à un système dont les commentaires et les travaux allemands font encore aujourd'hui la principale base de leurs attaques, peut-il être complet ? L'hypothèse d'Astruc méritait d'être discutée. M. Arnaud n'a pas manqué de le faire avec beaucoup de précision et de savoir. Je ne puis que renvoyer à son savant ouvrage pour la discussion de ces théories ⁴. Sauf cette grave omission, sauf quelques défauts dans le plan du livre et l'arrangement des parties, sauf aussi quelques discussions obscures ⁵, M. Smith nous a donné un excellent ouvrage ; il a bien mis en œuvre les travaux critiques les plus remarquables. Son livre n'est pas un modèle d'ordre et pourrait ne pas plaire, sous ce rapport, au public français ; mais je ne crois pas qu'en dehors du système des fragments, il ait omis une seule des objections graves, dirigées contre le Pentateuque : non-seulement il a examiné, mais il a repoussé toutes ces objections. Après un emploi aussi consciencieux et aussi sincère de tous les moyens qu'une grande connaissance des langues sémitiques et des antiquités hébraïques et égyptiennes mettait à la disposition de M. Smith, nous pouvons conclure avec lui, que l'authenticité du Pentateuque n'a rien à craindre de la vraie critique.

CHARLES TROCHON,

prêtre de l'Oratoire.

¹ P. 435, 444.

² Cf. Jos. v, 1 ; ix, 1 ; xii, 7 ; 1 Paral. xxvi, 30.

³ Page 374.

⁴ *Le Pentateuque mosaïque*, p. 107 à 141.

⁵ Celles, par exemple, sur le témoignage de N.-S., p. 25 et suiv. ; sur le vœu de Jephthé, p. 157-160.

II.

LES ANNÉES DE JÉSUS-CHRIST ¹

A une époque comme la nôtre, où de nombreux sophistes et de prétendus critiques s'efforcent de dénaturer les faits de la vie du divin Sauveur, on ne saurait trop s'attacher à porter la lumière sur tous les points de cette vie. C'est ce qu'a pensé le R. P. Mémain, de la Congrégation de Pontigny. Persuadé avec raison que, « pour bien posséder l'histoire du Dieu-Sauveur des hommes, il importe de connaître parfaitement le temps où il a vécu, et surtout les trois dates si remarquables de sa naissance, de ses prédications et de sa mort, » le P. Mémain a voulu rechercher et prouver ces dates avec toutes celles qui s'y rattachent. Et il a été d'autant plus porté à entreprendre ce travail, quelque aride qu'il soit, que son utilité est depuis longtemps reconnue par la science religieuse et profane, et qu'ayant été entrepris plusieurs fois, les essais qui ont paru jusqu'ici ont toujours laissé plus ou moins à désirer.

En effet, les graves incertitudes que signalaient déjà, il y a près d'un siècle, dans l'histoire du Rédempteur, les savants Bénédictins auteurs de l'*Art de vérifier les dates*, persistent encore aujourd'hui. On s'accorde bien, il est vrai, à reconnaître, avec ces auteurs, que la naissance de Jésus-Christ a été placée, suivant l'ère vulgaire, quatre ans au moins après sa véritable date; mais l'année précise de ce grand et divin événement a toujours été mise en question ou ignorée. Une chose plus grave encore, c'est la division qui règne maintenant au sujet de l'année même qui vit mourir Notre Seigneur, et à laquelle se rattache l'ensemble des faits évangéliques.

Ainsi, trois auteurs recommandables par leur érudition, le P. Pezron, Bernardin, dans sa *Confirmation de l'histoire évangélique* (in-8°, 1696); Henri Sanclemente, dans son ouvrage : *De vulgaris æræ emendatione* (in-folio, Rome, 1790); le P. Patrizi, de nos jours, dans son très-remarquable travail : *De Evangelii* (2 vol. in-8°, 1853), ont abandonné la date de l'an 33, que donne l'*Art de vérifier les dates* avec les plus habiles chronologistes, et ils ont fait les plus grands efforts

¹ *Études chronologiques pour l'Histoire de Notre Seigneur Jésus-Christ* 1867; 1 vol, in-8°, de vi-526 pages, par le P. Mémain. Paris, Victor Palmé.

pour rapporter la mort du Sauveur à l'an 29 de l'ère chrétienne vulgaire. Le docteur Sepp, dans son *Histoire de Jésus-Christ*, l'abbé Rohrbacher, dans son *Histoire universelle de l'Église catholique*, et plusieurs autres ont suivi cette donnée; il en est même qui sont allés jusqu'à adopter la date de l'an 28, ce qui fait une différence de cinq ans avec la date généralement admise.

Bien que la foi et la morale soient assurément en dehors de ces incertitudes chronologiques, cependant, comme le remarque le P. Mémain, « l'esprit et le cœur du chrétien souffrent en voyant la plus grande des œuvres de Dieu, le fait le plus considérable de l'histoire des hommes, placé et déplacé trop légèrement dans l'ordre des temps. » Au surplus, la science sacrée ou profane réclame absolument des dates certaines pour établir et fixer ensuite, avec précision, les rapports de la Religion naissante avec le monde politique. On ne saurait guère douter que ces rapports ne fussent nombreux, même au temps de Notre Seigneur. « Le monde et la Religion de Jésus-Christ, dit notre auteur, — et cela d'une manière trop absolue, — le monde et la Religion, c'est le corps de l'âme vivant ensemble, distincts, mais inséparables, leurs relations mutuelles commencent avec leur naissance pour ne finir qu'à la fin des temps. Mais, pour bien connaître la marche parallèle de ces deux ordres de faits, ainsi que leurs rapports continuels et importants, il faut nécessairement qu'une chronologie exacte nous donne leur véritable situation, les place en regard les uns des autres, et souvent les explique l'un par l'autre. Une seule date déplacée peut jeter dans une confusion inextricable des événements de la plus haute importance, dérober la situation naturelle de plusieurs difficultés, et en soulever mille autres également insolubles. C'est ce qui a lieu, par exemple, pour la mort du Sauveur, quand on la déplace de quelques années. »

Une raison générale qui doit encore faire désirer une chronologie exacte, c'est son importance pour établir plusieurs des preuves de la Révélation. Nous en voyons un exemple frappant dans le livre même du P. Mémain (3^e partie, chap. IV, § 1^{er}) : les Semaines de la Prophétie de Daniel, soigneusement additionnées, donnent pour résultat la divinité de Jésus-Christ, à peu près comme deux et deux donnent quatre : tant il est vrai que les sciences, sérieusement et loyalement étudiées, menent à la foi !

Nous devons donc savoir gré à l'auteur des *Études chronologiques pour l'Histoire de Notre-Seigneur Jésus-Christ*, de ses efforts et de ses recherches, et nous le félicitons des résultats qu'il a obtenus. Sans doute les thèses qu'il développe ne sont pas toutes nouvelles; il n'a fait souvent que reproduire, en y ajoutant toutefois des indications oubliées, des démonstrations déjà données; mais il importait de les réunir, de les condenser, d'en former un système sûr et complet, embrassant toutes les parties de la vie du Sauveur; il fallait surtout les défendre contre de nombreuses et spécieuses objections, restées jusqu'à présent sans réponse, et montrer enfin la fausseté et le danger des autres systèmes chronologiques. Telle est la tâche

que s'est imposée le P. Mémain dans son ouvrage, qui est divisé en cinq parties, chacune subdivisée en nombreux chapitres et paragraphes.

Dans la première partie, après s'être attaché à préciser l'état actuel de la question et son importance, il jette un coup d'œil général sur l'époque contemporaine du Sauveur. La seconde partie est consacrée à l'examen de la date de la naissance de Jésus-Christ. Les dates de la prédication et de la mort du Sauveur sont étudiées dans la troisième partie. La quatrième renferme une savante *concordance* des quatre Évangiles; et la cinquième contient la réfutation des erreurs commises dans la chronologie évangélique. Enfin, dans un *Appendice* étendu, l'auteur s'occupe de l'ancien *Calendrier hébraïque*, qu'il restitue, on peut le dire, après nous avoir d'abord fait connaître l'histoire de son établissement et de ses diverses réformes ¹. Nous ne regrettons qu'une chose dans ces profondes et très-savantes recherches, c'est que l'estimable auteur n'ait pas cru devoir présenter, à la suite de ses thèses, hérissées de chiffres et de citations innombrables, un résumé net et substantiel, offrant ses conclusions sur chaque point élucidé. Cette méthode n'eût pas seulement soulagé les lecteurs dans leurs recherches : elle eût encore beaucoup servi, croyons-nous, à l'ensemble de l'ouvrage, en le rendant plus clair et, si nous pouvons dire, plus pratique.

Tout en louant les recherches immenses et consciencieuses dont l'ouvrage du P. Mémain offre la preuve, nous ne prétendons cependant pas dire qu'il ait éclairci toutes les obscurités, ni détruit toutes les incertitudes. Mais il est certain, selon nous, que sur bien des points, il a apporté des lumières, et que pour les difficultés qu'il n'a pu résoudre tout à fait, il a du moins préparé les voies à des solutions plus satisfaisantes. Son travail marquera un pas progressif dans la science chronologique, et ceux qui voudront désormais traiter de la *vie* du Sauveur, comme des questions qui concernent la *concordance* des Évangiles, ne pourront se dispenser d'y recourir : ils y trouveront de précieux documents et d'excellents arguments apologétiques.

L.-F. GUÉRIN.

¹ On a publié à part ce *Calendrier*, brochure in-8°, 66 p., même librairie.

III.

DEUX THÈSES DE M. FAUGERON

SUR DIVERS POINTS DE NOTRE HISTOIRE AU IX^e SIÈCLE¹.

Il faudrait déjà louer M. Faugeron pour avoir emprunté à nos origines nationales et non pas exclusivement à l'antiquité grecque et latine le sujet de sa thèse française; à plus forte raison doit-il être loué de ce que sous une forme aussi modeste, il nous donne un ouvrage destiné à changer, sur une question des plus importantes, l'état de la science historique telle que l'ont formulée en France, les Montesquieu, les Mably, les Guérard, les Guizot; en Allemagne, MM. Roth et G. Waitz. La question traitée par M. Faugeron est une des plus obscures et des plus difficiles de nos antiquités nationales; au fond, elle n'est autre que celle de la constitution même de la féodalité. A quelle époque, en vertu de quelles lois les obligations et les devoirs, qui dans la société barbare étaient attachés aux personnes, ont-ils été transportés à la terre, seule base du système féodal? Pourquoi et comment les obligations de la vassalité qui liaient la personne du *vassus* à celle du *senior*, ont-elles cessé d'être personnelles pour devenir territoriales; par quel changement d'idées ces devoirs de vasselage sont-ils devenus des services de fief? En un mot, d'où le fief lui-même est-il sorti? Si, comme l'avoue M. Faugeron, l'étude attentive des textes du ix^e siècle ne lui a pas permis de surprendre le secret entier de cette étrange révolution, du moins a-t-il serré les questions de plus près que ses illustres devanciers, et a-t-il démontré que les explications données jusqu'à ce jour de cette transformation sociale ne pouvaient subsister lorsqu'on les soumettait au contrôle d'une sévère critique.

¹ *Les Bénéfices et la vassalité au ix^e siècle*, par H. P. FAUGERON, archiviste paléographe, licencié ès lettres, professeur au Lycée impérial de Rennes (Thèse pour le doctorat présentée à la Faculté des Lettres de Paris). Rennes, impr. Oberthur, 1868.

² *De Fraternitate seu conloquiis inter filios et nepotes H. Ludovici Pii (842-884)*. *Thesim proponebat facultati litterarum parisiensi* H. P. FAUGERON, in Rhedonensi Lyceo professor, etc. Rhedonibus. Oberthur, 1868, in-8°.

L'opinion des historiens français est que le fief est sorti naturellement, directement, pour ainsi dire des bénéfices, que les vassaux de la féodalité ont pour ancêtres les bénéficiers et les *vassi* de l'époque barbare. Ils ne distinguent guère d'ailleurs les *vassi* des bénéficiers. M. Guérard enseigne que le bénéfice est une espèce d'usufruit qui met l'usufruitier dans la dépendance personnelle du propriétaire, auquel il doit fidélité et dont il devient l'homme. M. Guizot, plus explicite encore, dit que le mot *beneficium* qui remplit nos textes du ^v^e au ^{ix}^e siècle désigne le même état de propriété territoriale qui prit à la fin du ^{ix}^e siècle le nom de *feodum*; qu'à partir de cette époque les deux mots sont pendant longtemps synonymes, et que ce qui peut être dit des bénéfices peut s'appliquer aux fiefs, car les deux mots sont à des dates diverses l'expression du même fait. Ainsi défini, le bénéfice constitue un véritable fief et on se trouve pour ainsi dire en pleine féodalité dès le temps des Mérovingiens. Selon cette doctrine le système féodal serait venu tout droit de la Germanie; on le découvre vivant, quoiqu'à l'état latent, au sein même des tribus germaniques, dont César et Tacite nous ont décrit les mœurs; pour le développer et l'organiser, il fallait que les institutions barbares se fussent fixées sur les terres acquises par la conquête. C'est le rôle dont se sont chargés les bénéfices. Par leur moyen, la féodalité s'est montrée tout à coup poussant sur notre sol ses racines profondes; dès lors il est facile d'en suivre historiquement les progrès jusqu'à son plein épanouissement au ^x^e siècle; vienne le capitulaire de Kiersy-sur-Oise (877), et la révolution féodale est accomplie.

Par une étude attentive des capitulaires et des textes du ^{ix}^e siècle renfermés dans les cartulaires. M. Faugeron arrive à un résultat tout opposé. Pour lui, le système féodal se distingue de tous les régimes politiques qui l'ont précédé. C'est à tort qu'on a transporté son principe aux institutions de l'âge barbare; ce principe est réellement né chez nous, sur notre sol même, à une époque certaine, sans jamais avoir été appliqué à aucune date de l'histoire des temps précédents. Au temps de Charlemagne comme au temps de Charles le Chauve, le bénéfice, *beneficium*, a simplement le sens d'usufruit, et les obligations du bénéfice ne sont autres que celle de l'usufruit même: entretien et amélioration de la propriété. Le bénéficié peut appartenir à toutes les classes de la société. Aucune condition de vassalité n'est attachée à ce genre de possession. Bien plus, Charles le Chauve concède presque constamment à ses fidèles des alleux et non des bénéfices. Le fait le plus important de son règne est l'abandon du système des concessions bénéficiaires, et la conversion, par ses diplômes, des bénéfices en alleux. Le fief n'a donc pu sortir exclusivement du bénéfice, puisqu'il va apparaître au moment même où celui-ci aura presque entièrement disparu pour faire place aux alleux. Ainsi le bénéfice se distingue entièrement du fief, auquel il n'a pu donner naissance et avec lequel il n'aurait jamais dû être confondu. Le fief est avant tout une terre soumise à l'obligation du service militaire. C'est essentiellement une terre noble, libre de cens et de redevances, desservie par

une personne noble qui n'a d'autre seigneur que le suzerain. Seul le fief, dans la nouvelle société, donne des droits politiques; le bénéfice n'en confère aucun. Concédé par le seigneur à son vassal, il ne peut être considéré comme l'origine et la source des obligations de vassalité; il en est, au contraire, le fruit, la récompense. C'est le prix du service, accordé par le maître à un vassal fidèle et valeureux. Cette conclusion conduit M. Faugeron à étudier l'origine du vasselage.

Dans la société barbare, le *vassus* ou vassal est d'origine servile; il est investi de certaines fonctions auprès de son maître, *dominus, senior*; il en est quelquefois le domestique, *famulus*. Sous les Carlovingiens, les vassaux sont appelés au service militaire; ce nouveau métier les a vite anoblis; à cette époque, les hommes libres se jettent en masse dans le vasselage, préférant cette servitude, anoblissant par le métier des armes, à une ingénuité qui les livre sans défense aux attaques des puissants ou tout au moins à la misère. Quant à la nature de cet engagement de vassalité, c'est un engagement purement volontaire et personnel: le vassal est l'homme de son seigneur. On trouve des vassaux sans propriété; on en trouve qui possèdent des alleux, quelques-uns des bénéfices, d'autres des terres serviles ou colonaires. La propriété ou la possession d'une terre quelconque ne réagit donc nullement sur la condition personnelle du vassal, qui est la même dans tous les cas. Même sous Charles le Chauve, à la veille de la constitution définitive du fief, la vassalité est encore indépendante de toute espèce de concession territoriale. Il est moins facile d'expliquer comment ces obligations du vasselage purement personnelles à l'origine, sont devenues territoriales à un moment donné. L'examen des textes ne permet pas de saisir sur le fait le mode de naissance du fief; tout ce qu'on peut affirmer, c'est que certaines institutions, comme la *recommandation*, ont dû jouer un grand rôle dans cette transformation. Telles sont les conclusions de la thèse de M. Faugeron, conclusions qui apportent un certain nombre d'idées nouvelles sur une époque de notre histoire encore obscure et qui mériterait d'être plus étudiée qu'on ne le fait généralement. Ajoutons que ces idées sont exprimées dans un style très-clair et exposées avec une excellente méthode.

Le sujet choisi par M. Faugeron pour sa thèse latine, est également emprunté à l'histoire des Carlovingiens. Si Charlemagne avait réuni pour un instant sous sa main puissante les parties éparses de l'empire romain, lui seul était de force à maintenir son œuvre debout. Peu de temps après sa mort, l'empire montrait déjà des signes de décomposition prochaine, et à la mort de Louis le Débonnaire, il se fractionna en trois grands royaumes: les Gaules, la Germanie et l'Italie. Quoique séparés, ces royaumes, gouvernés par les fils et les neveux de Louis le Débonnaire, restèrent unis d'intérêt jusqu'en 884. M. Faugeron démontre qu'il y eut toujours entre ces princes appartenant à la même famille, une alliance effective, une sorte de confédération, *fraternitas*, ayant pour but de se prêter un

mutuel secours contre les ennemis du dehors et du dedans, confédération qui se manifeste par des mesures prises en commun dans des réunions annuelles, où ces princes délibèrent sur toutes les affaires importantes de leurs états, puis agissent conformément aux résolutions qui y ont été arrêtées. Grâce à cette alliance, l'unité de l'empire romain ne périt pas tout entière avec Charlemagne; il s'en conserva comme une ombre; mais le désaccord qui éclata entre les descendants de Charlemagne et leur faiblesse mirent fin à cette institution qui, peut-être, a retardé de quelques instants l'avènement du système féodal. Cette institution avait été signalée, mais elle n'avait pas encore été étudiée convenablement; elle a trouvé son historien dans M. Faugeron.

EM. MABILLE.

IV.

UN PANÉGYRIQUE D'AGNÈS SOREL¹

S'il faut en croire l'auteur d'un livre récent sur Agnès Sorel, la célèbre maîtresse de Charles VII « n'a pas reçu de l'histoire tout ce qui lui est dû. » Cette « belle et noble figure (p. 4), » cet « astre qui régna vingt ans sur la France (p. 197), » cette maîtresse, la seule qui ait bien mérité du pays, et qui mourut « victime de son dévouement à la grande œuvre nationale » (pp. 5, 410), a été à coup sûr l'objet d'hommages nombreux, et récemment un érudit distingué « a tenté d'accomplir même, en dissipant bien des ténèbres, une sorte de réhabilitation (p. 4); » mais cette réhabilitation, à entendre l'auteur, « n'était pas assez marquée, ni peut-être assez complète : » il convenait donc, « non pas de reprendre le problème, qui semble résolu, ni la réhabilitation, qui est achevée, mais de faire ressortir plus vivement, s'il est possible, le mérite de la thèse et la légitimité de la réparation. »

Disons-le tout d'abord, il y a là quelque chose de contradictoire : si la réhabilitation est *achevée*, si le problème est *résolu*, à quoi bon écrire un gros livre sur Agnès Sorel ? Pourquoi revenir sur le sujet

¹ *Agnès Sorel et Charles VII. Essai sur l'état moral et politique de la France au xv^e siècle*, par M. F.-F. Steenackers. Paris, Didier. 1868, in-8° carré. de 424 p., avec portrait.

après M. Vallet de Viriville, qui, dans trois écrits différents, a donné à la thèse tous les développements qu'elle comporte?

Quoi qu'il en soit, M. Steenackers a voulu faire pour Agnès Sorel ce qu'on a fait pour Jeanne d'Arc (ou *Darc*, comme il écrit, et comme le journalisme contemporain a pris maintenant l'habitude d'écrire), et ce n'est que justice, car « l'une n'est en quelque sorte que la continuation de l'autre (p. 4), » et « par les services rendus, Agnès a droit à la même reconnaissance (p. 415). » En effet, ici « c'est la poésie qui s'est le plus rencontrée avec la vérité (p. 3): » le rôle d'Agnès n'est autre que celui que la tradition lui attribue.

« Transformer la légende en vérité historique incontestable (p. 35), » tel est le but que l'auteur poursuit. Pour cela, a-t-il réuni d'importants matériaux? Apporte-t-il de nouvelles sources d'informations? Nullement. Il convient lui-même que « nous n'avons rien de certain sur l'enfance et l'éducation d'Agnès Sorel, que nous manquons de détails sur ses rapports avec la cour, sur ses amitiés, sur ses pensées et ses actions de chaque jour (l'auteur a-t-il rencontré par hasard des renseignements de cette nature sur tel personnage que ce soit vivant il y a quatre cents ans?); que nous ne possédons, en un mot, que des textes très-rares, et que nous n'avons que des témoignages souvent contradictoires? » A-t-il su au moins tracer sa voie à travers ces témoignages divers et mettre à profit ces rares documents? L'auteur pratique un système commode pour concilier les divergences des historiens et suppléer au silence des textes: « Il semble, dit-il, qu'il en soit pour la vérité dans l'histoire comme pour l'effet esthétique dans une œuvre d'art; on dirait qu'il faut s'éloigner de l'objet pour le voir tel qu'il est.... Ce n'est pas aux contemporains qu'il faut demander, en ce qui touche Agnès Sorel, la vérité, et il y a plus grande chance de la rencontrer dans le milieu même où le personnage a vécu, dans l'impression générale qu'elle y a laissée et dans la tradition qui est sortie de cette impression et qui l'a propagée. » (P. 17). Nous ne demanderons pas si ce n'est point là, comme le dit quelque part M. Steenackers en parlant de l'*image* d'Agnès, « s'exposer à transporter le roman dans l'histoire et compromettre la vérité que l'on prétend servir (p. 53). » L'auteur n'y regarde pas de si près: quand les témoignages historiques lui conviennent, il les adopte; s'ils ne vont pas à son système, il les rejette, et il préférera parfois les récits fantaisistes de Delort ou le roman de M. Cohen au témoignage de tel auteur contemporain.

Élaguons dans ce livre toutes les digressions qui le remplissent en bonne partie; laissons de côté ces longues pages consacrées à l'art au *xv^e* siècle et à l'idée qu'on se faisait alors de la beauté (p. 37-49), au merveilleux et à l'éducation des femmes (p. 66-107), à la recrudescence du culte de la femme (p. 111-145), à l'entourage d'Agnès (p. 146-148), aux divers *groupes* que l'auteur rencontre et qu'il décrit complaisamment, à toutes ces figures dont il trace des portraits plus ou moins originaux, au tableau des mœurs au *xv^e* siècle (p. 317-347). Quetrouvons-nous dans l'exposé des faits relatifs à Agnès? En général des affirmations sans preuves: sa naissance est placée en 1410, son

avènement entre 1432 et 1433, bien que l'auteur lui-même nous dise plus loin (p. 311) que « les commencements de la liaison d'Agnès Sorel et de Charles VII sont restés couverts d'un voile. » Les dates de naissance des filles d'Agnès, la durée et la portée de son influence politique, tout cela est tranché avec la même assurance et appuyé sur des conjectures qui n'ont d'autre valeur que celle que l'auteur leur prête. « Comment résister à la séduction des vraisemblances ? » écrit-il quelque part. On voit bien qu'il est de ceux qui subissent toutes les séductions. Ne nous parle-t-il pas à plusieurs reprises de la *Pucelle* de Voltaire en des termes qui montrent combien il se laisse volontiers entraîner ?

Aussi n'a-t-il qu'un coup d'œil rapide et dédaigneux pour ces « systèmes hypothétiques et arbitraires » qui feraient commencer la faveur d'Agnès en 1444, et placeraient sa naissance en 1415 (p. 191). N'est-il pas « démontré jusqu'à l'évidence, par la date de naissance des filles d'Agnès et du roi, que leurs relations avaient commencé longtemps avant 1412 (p. 289) ? » Il y a d'ailleurs « une série de faits qui, considérés dans leur ensemble, ne s'expliquent que par l'influence exercée sur le roi par l'illustre favorite (p. 16.) » Impossible de comprendre la transformation subite qui, vers 1433, s'opéra chez Charles VII, si l'on n'admet pas qu'une passion violente soit venue s'emparer de sa vie et l'arracher à lui-même. L'auteur le déclare à plusieurs reprises (voir pp. 216, 216, 259, 269), et il va même plus loin : « Non-seulement, dit-il, nous nions qu'Agnès Sorel n'ait été qu'une maîtresse vulgaire, une longue distraction...; non-seulement nous sommes avec ceux qui admettent son influence politique comme un fait historique certain, indéniable; nous prétendons encore que cette influence a été la plus importante de toutes, la plus considérable sous le rapport moral, et par conséquent celle dont l'histoire doit tenir le plus grand compte (p. 190)... » En politique, Agnès Sorel a été pendant vingt ans la personnification du génie de la France (p. 376) : les grandes mesures du règne de Charles VII, le choix heureux des conseillers, la campagne de Normandie, tout cela doit être compté parmi ses « titres d'honneur. » Dans la littérature, dans les arts et dans les mœurs, elle a eu une large part à la révolution qui s'opéra alors, et elle a « jeté dans la cour de France les premiers fondements de la société polie (pp. 317, 345, 417). »

Il n'y a pas à discuter avec un écrivain qui prend comme base de son livre ce qu'il conviendrait d'abord de bien établir, et qui se lance jusqu'aux limites de son sujet, sans se douter que l'édifice construit si imprudemment devra s'écrouler au moindre souffle, car

¹ « Nous citerons aussi Voltaire qui, dans ce poème *honteux et charmant* qu'il n'eût pas dû faire et qu'on regretterait presque qu'il n'eût pas fait (p. 25)... » « Ce poème charmant, si justement méprisé et admiré... où se trouvent des traits d'un naturel exquis, qui peignent l'âme des personnages et expriment quelque chose de leur physionomie morale (p. 296). » — « Voltaire, avec ce sens délicat des convenances et cette conscience historique qui ne l'abandonne jamais complètement (p. 298)... »

les fondements y font défaut. Il y a pourtant des recherches dans ce livre ; l'auteur a su s'assimiler quelques-uns des travaux récemment publiés sur la matière, et spécialement ceux de M. Vallet de Viriville, sans les publications duquel l'*Agnès Sorel* de M. Steenackers n'aurait peut-être jamais vu le jour. Ajoutons que l'auteur, qui (p. 22) accorde à M. Capefigue (lequel est pourtant ici son confrère en *galanterie* et l'a précédé de dix ans dans la carrière) d'avoir été *exact une fois*, a eu lui aussi ce rare privilège, dans son appréciation du caractère de Charles VII. Il a été exact en rendant à ce prince la justice qui lui est due ; mais en revanche, il ne l'a pas été sur quelques points de détail, et surtout quand il dit qu'« Agnès l'arracha à des amours vulgaires » (p. 49), quand il parle de la « voluptueuse adolescence » du jeune roi, des « indignes plaisirs » auxquels il était livré (p. 227 et 246), et de ses nombreuses maîtresses (entre autres Catherine de l'Isle Bouchard, citée p. 269, après avoir été rayée p. 252 de la liste de ces maîtresses). L'auteur n'aurait pas dû oublier ce qu'il écrit lui-même : « La vérité est que la plus grande obscurité couvre la vie privée de Charles VII durant toute la période qui précède l'avènement d'Agnès. » Pourquoi alors affirmer ainsi sans preuves et sans tenir aucun compte de témoignages très-péremptoirs ?

L'*Agnès Sorel* de M. Steenackers, malgré un appareil d'érudition qui peut en imposer à certains lecteurs, est un livre sans critique et sans valeur. Nous ne mettons point en doute la sincérité de l'auteur ; mais il a été entraîné par une imagination trop prompte à prendre des apparences pour des réalités, et il a écrit sous l'empire d'un parti pris qui enlève toute autorité à son travail. Nous croyons être en droit de le dire, en nous bornant à renvoyer le lecteur aux pages insérées ici même, dans la première livraison de la *Revue* : l'histoire sérieuse, impartiale, sévère — et l'histoire ne doit-elle pas toujours être sévère ? — ne saurait admettre la légende d'Agnès Sorel, et ce n'est pas un écrivain dont la prétention est de substituer la tradition à la réalité des faits, appuyée sur des textes contemporains, qui pourrait rendre crédit à cette légende¹.

G. DE BEAUCOURT.

¹ Il est assez étrange de voir avec quelle facilité la critique accepte de confiance les données de certains ouvrages. Ainsi la *Revue des cours littéraires* (23 mai) signale (en passant il est vrai), le livre de M. Steenackers, comme « une étude générale sur les mœurs du temps, remplie de faits curieux, et où l'érudition ne pèche que par l'excès de détail. » La *Revue contemporaine*, dans un article de fonds (15 mai), adopte sans contrôle le point de vue du livre, et nous montre Agnès « se chargeant de traduire au roi en un langage compréhensible les dures leçons de la vieille reine (Yolande d'Aragon), de faire accepter à ce voluptueux blasé la nécessité de la lutte et du labeur. » A travers toutes ses maîtresses, au milieu de toutes « ces femmes vulgaires, intrigantes et infidèles dont il s'était entouré, » Charles VII aurait rencontré Agnès, l'aurait aimée pendant quinze ans, et aurait « consenti pour lui plaire à devenir un grand roi ; » puis il serait après elle retombé sans effort dans l'entraînement vulgaire de ses

V.

QUELQUES OBSERVATIONS

SUR LE

BERNARD PALISSY DE M. AUDIAT¹

M. Audiat avait fait paraître, en 1864², un livre sur Bernard Palissy qui fut généralement trouvé insuffisant et au sujet duquel un critique dont je ne puis louer ici que l'extrême bienveillance³, exprima ce vœu : « Espérons que l'auteur reprendra à fond son sujet et, dans une forme typographique meilleure, avec tous les compléments désirables, nous donnera bientôt la vie entière de Palissy. » M. Audiat reconnaît lui-même, dès la première page de sa préface, que l'on avait eu bien raison de constater que sa biographie de Palissy n'avait pas été tout d'abord assez soigneusement préparée : « Écrite à l'époque où, de nouveau, nous mettions en avant et commençons à exécuter le projet d'une statue à l'éminent artiste, elle avait pour but de faire connaître à son pays d'adoption qui croyait la connaître, une vie enjolivée par les conteurs et souvent par les historiens. Aussi devait-elle se ressentir un peu des

appétits. » — Enfin M. Edouard de Barthélemy, dans la *Revue de Paris* (1^{er} juin), renchérissant sur M. Steenackers lui-même, écrit qu'Agnès « sut rendre pendant vingtans fidèle le prince le plus inconstant, » et l'auteur, qui s'étonne, au début, du peu de connaissance qu'a le public des faits historiques, même quand on s'adresse « au cercle infiniment limité des initiés, » reproduit tous les vieux lieux communs dont la sérieuse histoire a fait bonne justice. Remarquons pourtant que M. de Barthélemy a rompu sur un point avec la tradition ; mais c'est pour modifier la vraie orthographe du nom de Jeanne d'Arc, et pour écrire *Darc*. — Il faut rendre au *Correspondant* cette justice qu'il n'a pas été dupe de la fausse science de M. Steenackers, et qu'il a, par la plume de M. Douhaire (livr. du 10 avril) apprécié ce livre à sa valeur.

¹ Bernard Palissy. *Étude sur sa vie et ses travaux*, par Louis Audiat. Paris, Didier, 1868, in-12 de vii-480 p.

² Saintes, Fontaine ; 1 vol. in-12 de xxii-347 p.

³ M. de Beaucourt, dans la *Revue bibliographique et littéraire* de février 1866, p. 81.

nécessités du moment et de la promptitude du travail. » M. Audiat ajoute (p. II) : « L'ouvrage que nous offrons aujourd'hui au public est un ouvrage consciencieusement et fort sérieusement médité. C'est Palissy tout entier. »

L'auteur annonce (p. IV) qu'il étudiera son héros au triple point de vue de l'art, de l'histoire et de la science. En ce qui regarde le premier de ces points de vue, je n'ai que des félicitations à lui adresser. Guidé par les belles publications de M. Tainturier, de M. Delange et de M. Benjamin Fillon, il a très-bien analysé et très-bien apprécié l'œuvre de l'incomparable artiste, et cette partie du livre offre, avec des observations personnelles qui révèlent beaucoup de goût et beaucoup de sagacité, un résumé très-habilement fait de tout ce qui a été dit de meilleur, dans ces derniers temps, sur l'ensemble des merveilles qui doivent, en toute assurance, être attribuées au potier-émailleur.

Si le critique en matière d'art est irréprochable, on peut en dire presque autant du biographe. Je me suis beaucoup occupé de Palissy, et sur tous les points à peu près mes propres recherches m'ont amené aux mêmes conclusions. Comme M. Audiat, je crois que Palissy est né vers 1510, dans l'Agenais ¹, mais en un lieu de l'Agenais totalement inconnu, rien ne justifiant l'hypothèse de la naissance à la Capelle-Biron; que c'était le fils, non d'un humble potier, ainsi qu'on l'a souvent écrit, au mépris d'un passage formel des *Discours admirables* : « je n'avois nulle connoissance des terres argileuses ², » mais d'un petit bourgeois jouissant de quelque aisance et en état de faire donner au futur inventeur des rustiques figulines une éducation assez développée; comme M. Audiat, je crois que Palissy quitta de bonne heure l'Agenais pour la Saintonge; je suis encore d'accord avec lui sur la date des divers voyages de Palissy, et sur la durée de ses divers séjours à Écouen, à Bordeaux, à Fontenay-le-Comte, à Paris, etc.; enfin je lui donne complètement raison quand il soutient contre d'Aubigné (p. 447-462), que l'entrevue de Henri III et de Palissy à la Bastille n'est ni vraisemblable ni vraie. Je louerai d'autant plus la réfutation péremptoire du théâtral récit de l'auteur

¹ Ce qui n'empêche pas quelques biographes d'en faire un Périgourdin, M. Ferdinand Rossignol, par exemple, qui, dans ses *Protestants illustres* (1861, n° IV, p. 7), l'appelle « le prolétaire du Périgord, » et quelques autres biographes d'en faire un Saintongeais, M. E. Martelet, par exemple. (*Conférences de Vincennes*, 1868, *Bernard Palissy*, p. 13.)

² P. 311 de l'édition Cap. M. de Lamartine a dit (*Civilisateur*, 1852, *Vie des grands hommes*, 1856) : « Jeune, il pétrissait la terre grasse et cuisait des briques dans la tuilerie de son père... » M. de Lamartine, dans sa trop brillante et trop poétique notice, a commis bien d'autres erreurs, et la première dans le titre même : *Bernard de Palissy*. Jamais l'artiste ne prit la particule. Ai-je besoin d'ajouter que, seul au monde, M. Massiou a déclaré que Palissy, sur la fin de sa vie, avait été pourvu de lettres d'anoblissement? M. Audiat (p. 25) dit que c'est là un rêve de l'historien de la Saintonge. J'ai eu l'occasion de prouver (*Observations sur l'histoire d'Éléonore de Guyenne, et quelques notes sur Jean Guilon, le maire de la Rochelle*) que M. Massiou était un grand rêveur.

de la *Confession de Sancy*, que, comme le rappelle M. Audiat, ce récit avait été adopté à l'unanimité ¹. C'est là sans contredit la partie la plus nouvelle et la plus intéressante de tout le livre ².

Le côté scientifique de l'étude sur Palissy est beaucoup moins satisfaisant. L'incompétence de M. Audiat se trahit ici en plus d'un endroit; je n'en donnerai qu'une preuve : quand il nous expose (p. 385-387) les idées de Palissy sur cette question : la glace se forme-t-elle au fond de l'eau ou à la surface? il paraît ignorer que la question a été traitée *ex professo* par M. Engelhard dans un mémoire intitulé : *Observations sur les glaces de fond*, et que, d'après un rapport de M. de Sénarmont lu sur ce remarquable travail à l'Académie des sciences, le 28 avril 1862, l'opinion de Palissy doit décidément être abandonnée, et qu'il est établi que les glaçons charriés par les fleuves ne prennent pas naissance à la surface, mais se forment, au contraire, au fond de l'eau. Du reste, M. Audiat n'a pas connu plusieurs importants jugements rendus sur Palissy par des savants distingués. Nulle part, il ne cite les communications faites à diverses reprises à l'Académie des sciences par M. Marcel de Serres, professeur de géologie à la faculté des sciences de Montpellier ³. Nulle part non plus il ne signale ce qu'a spirituellement

¹ Voir non-seulement toutes les biographies de Palissy, mais encore nos histoires de France, notamment celle de M. Henri Martin (tome X, p. 76). Il est juste pourtant de le remarquer, M. Léon de Cazenove de Pradines, rendant compte dans le *Recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen* (tome VII de la première série), du Mémoire sur Palissy couronné par la Société, avait déjà dit en 1855, devinant avec sa finesse habituelle presque toute la vérité (p. 421) : « Cette visite d'Henri III et cette réponse héroïque sont-elles suffisamment constatées par le témoignage, trop souvent suspect, de d'Aubigné? Nous n'oserions l'affirmer; certains détails révoltants permettent, au moins, le doute. Est-il bien vraisemblable, d'ailleurs, qu'un artiste qui tirait une partie de sa gloire de tant de peintures et de sculptures dont il avait orné les églises catholiques, parlât avec tant de mépris des images? Palissy, nourri de l'Écriture sainte, aurait-il oublié qu'elle frappe du même anathème ceux qui fabriquent les statues et ceux qui les révèrent. *Similes illis fiant qui faciunt ea, et omnes qui confidunt in eis* (Psaume cxiii). »

² M. Audiat avait d'avance publié cette partie de son livre, on s'en souvient certainement, dans la première livraison de la *Revue*.

³ J'ai gardé note d'un passage de la *Quinzaine scientifique* du docteur Henri Roger dans le *Constitutionnel* du 30 juin 1854, passage qui débute ainsi : « Lorsque M. Marcel de Serres annonça à l'Académie des sciences que certains corps organisés se pétrifiaient dans les mers actuelles comme dans celles de l'ancien monde, il était loin de se douter que ce fait fût connu, et depuis plusieurs siècles. Aussi a-t-il été fort surpris, comme il le raconte lui-même, de trouver sa découverte consignée dans les œuvres de Bernard Palissy. C'est particulièrement dans le chapitre consacré aux substances pierreuses que, suivant Bernard Palissy, il se forme tous les jours des pierres et des métaux, et que les bois et les herbes peuvent se réduire en pierres. » Quelques jours avant (22 juin), M. Jacques Valsérres avait dit dans le même journal (la *Quinzaine agricole*) : « Columelle parmi les agronomes latins, B. Palissy parmi les agronomes de la Renaissance, paraissent être les premiers qui aient compris la nécessité de fonder des écoles théoriques et pratiques d'économie rurale. »

dit M. Babinet, à propos des fontaines artificielles de Palissy, dans le tome II (1856) de ses *Études et lectures sur les sciences d'observation*, au chapitre de *l'arrosement du globe* (p. 209-227). Mais ce qui est plus grave, c'est qu'il ne mentionne pas divers articles fournis par le regrettable M. Flourens au *Journal des Savants* en 1845 et en 1850, articles où le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences s'est grandement étendu sur le mérite de Palissy ¹. Ce qui est non moins grave, c'est que M. Audiat ne mentionne pas davantage le livre, malheureusement inachevé, où un autre bien illustre savant, M. Isidore Geoffroy-Saint-Hilaire, a parlé avec tant d'autorité des travaux d'un des plus grands hommes du xvi^e siècle. J'aime à croire que les lecteurs ne seront pas mécontents de trouver ici ce fragment de l'*Histoire générale des règnes organiques* (1854) : « Dans cette époque il n'est guère qu'un seul homme dont on puisse dire qu'il procède de lui-même, et qu'il est toujours tourné vers l'avenir, et cet homme de génie n'appartient à l'histoire de notre science que par un seul côté de ses travaux si merveilleusement divers ; c'est le premier auteur de la détermination de ces corps organisés fossiles, dans lesquels on ne sut voir si longtemps que de simples jeux de la nature, dans lesquels il montre enfin les preuves ² de l'antique submersion des continents ; c'est le père de la géologie ³, l'un des créateurs de l'agriculture moderne, et l'inventeur des rustiques figurines ; c'est le potier de terre, Bernard Palissy. »

Dans l'ouvrage de M. Audiat, les indications bibliographiques laissent fort à désirer. On ne saurait jamais mettre trop de précision à citer un livre, surtout un livre qui n'est pas généralement connu. Les exemples d'indications incomplètes, défectueuses, abondent dans le Bernard Palissy de M. Audiat. En voici quelques-uns, pris dans les premières pages : M. Louis Enault est cité (p. 5), à propos de la

¹ Voir surtout les pages 457 à 461 du cahier du mois d'août 1845. C'est en rendant compte des *Leçons de géologie pratique* de M. Élie de Beaumont, que M. Flourens s'est occupé, là, de Palissy. Il ne vante pas seulement son vaste savoir, ses vues si neuves, si profondes, si justes, il vante aussi beaucoup son style, dont il dit (p. 459) qu'il a quelque chose de spontané, de soudain, de pur. « Ce style, ajoute-t-il, est d'une clarté singulière. Cette clarté vient du génie. Le génie voit. » M. Flourens cite avec éloges sur Palissy l'article *Chimie* donné par Venel à l'*Encyclopédie*, article que je me souviens d'avoir vu fort loué aussi par M. Chevreul dans ce même *Journal des Savants*. A propos de M. Chevreul, il me semble que M. Audiat n'a pas tiré tout le parti possible des pages de cet éminent chimiste sur Palissy (décembre 1849, p. 726 à 731), et je crains qu'il ne tienne de seconde main les maigres extraits qu'il en donne. Ces pages méritaient cependant d'être lues directement et sans qu'un seul mot en fût perdu, car tous les mots comptent dans des pages comme celles-là.

² Entrevues déjà par Léonard de Vinci, et beaucoup plus anciennement par Avicenne. Voir, pour le premier, M. Pouchet, pour le second, M. Hæfer.

³ Cuvier a dit (*Histoire des sciences naturelles*, t. II, p. 234) que, dans les travaux de Palissy, est « l'embryon de la géologie moderne. » M. Alex. Bertrand (*Lettres sur les révolutions du globe*, p. 5 et 6 de l'introduction, édition de 1845) a rendu hommage à l'admirable géologue qu'il y a dans Palissy.

Chapelle-Biron (*sic* pour la Capelle-Biron), mais on ne nous dit pas de quel livre du charmant romancier est tirée la citation. — Les *Lettres sur la Vendée* (*sic* pour les *Lettres écrites de la Vendée*), de M. Fillon sont mentionnées (p. 13), sans la date de leur publication, date qu'il peut être pourtant utile au lecteur de savoir ¹. M. de Cazenove de Pradines est nommé (p. 15), et on ne renvoie pas au recueil académique où se trouve son curieux et ingénieux travail. M. Audiat nomme aussi tout simplement (p. 16), M. Sauzay, sans avertir que le conservateur adjoint du musée du Louvre est l'auteur du texte de la *Monographie de l'œuvre de Bernard Palissy*, publiée par M. Henri Delange de 1862 à 1865 ². A la page 20, M. Audiat appelle M. Morley un des plus *prolixes historiens* de Palissy ³. Pourquoi ne pas ajouter, ce que la plupart ignorent assurément, que l'ouvrage de M. Henry Morley est intitulé : *The Life of Palissy*, et qu'il a paru à Londres (1852) en deux volumes in-8°. Un certain M. A. Matagrín nous est présenté (p. 28) comme ayant composé un livre sur Bernard Palissy, sa vie et ses ouvrages, mais on se garde bien de nous apprendre où et quand ce livre a vu le jour, etc.

Croirait-on que M. Audiat, dans les 487 pages de son volume, n'a pas cité une seule fois le beau livre d'Emerson, livre où l'original penseur a donné à Palissy un rang si élevé parmi les types les plus purs et les plus glorieux de l'humanité ⁴ ?

J'ai un autre reproche à faire à M. Audiat. Quand il a cité, ce qui

¹ 1861, in-8°. La troisième lettre (p. 45) roule sur Bernard Palissy et sur les Parthenay-l'Archevesque. On pourra voir encore du même auteur l'*Art de terre chez les Poitevins* (in-4°) et *Poitou et Vendée, études historiques et artistiques* (avec la collaboration de M. O. de Rochebrune), 2 vol. in-4° en cours de publication.

² Il est vrai que, plus de 200 pages plus loin (p. 255), M. Sauzay est enfin proclamé « l'écrivain de la *Monographie de l'œuvre de Palissy* ; » mais n'est-ce pas s'y prendre un peu tard ?

³ Je regrette que M. Audiat ait lancé cette épigramme contre un de ses plus habiles devanciers, contre un auteur dont le livre a été ainsi jugé par MM. Haag (au mot *Palissy* de la *France protestante*) : « Parmi les nombreux travaux de Palissy, celui de M. Morley est sans contredit un des plus consciencieux... Nous n'y avons remarqué aucune erreur de fait ni de date. » Peut-être M. Audiat aura-t-il voulu venger la capitale de la Saintonge de cette boutade dictée par l'*humour* et qui ne tire pas à conséquence : Ville aux rues étroites comme l'esprit de ses habitants !

⁴ M. Audiat a encore négligé un article sur Palissy, inséré par M. Doublet de Boisthibault dans la *Revue archéologique* du 15 janvier 1857. Il fera bien de consulter, pour sa troisième édition, les *Chefs-d'œuvre des arts industriels* de M. Philippe Burty (1868). Voici comment un critique des plus compétents, M. Charles Blanc, apprécie, dans le *Temps* du 23 janvier 1868, cette nouvelle étude sur Palissy : « Tout ce qui concerne Bernard Palissy, dans le chapitre consacré à la faïence émaillée, M. Burty l'a travaillé amoureusement ; il a fouillé ce coin de son livre avec une prédilection marquée, comme Palissy lui-même avait fouillé ses bassins à reptiles, où grouillent des lézards, des grenouilles, des crabes, des écrevisses et des tortues, où dorment des couleuvres qui se recourbent en replis tortueux. »

lui est arrivé bien souvent, les ouvrages de Palissy, il a emprunté toutes ses citations à l'édition de M. Cap. Or, il a été surabondamment démontré par M. Charles Read, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français* (tome I, 1853), que cette édition est loin d'être aussi conforme aux textes originaux imprimés du vivant de l'auteur, que M. Cap a bien voulu le dire. En copiant la leçon donnée dans le volume de 1844, M. Audiat a copié une leçon incorrecte, où « beaucoup de mots sont estropiés et dénaturent le sens de l'auteur, » où « des membres de phrase entiers ont été omis¹. » Quand M. Audiat voudra réimprimer son étude, si l'édition des œuvres complètes de Palissy, préparée par M. Anatole de Montaiglon et si impatiemment attendue par tous les érudits, n'a pas encore paru, je lui conseille de se servir des éditions de 1563 et de 1580. Lui qui est un si fervent admirateur du style de Palissy, peut moins qu'un autre accepter un texte frelaté et se dispenser de remonter aux sources.

Il ne me reste plus qu'à relever quelques inexactitudes qui, malgré qu'elles ne soient pas relatives à Palissy, n'en déparent pas moins l'étude dont il est l'objet. Laissant de côté les fautes de l'impression², je rappellerai que les Gontaut n'ont pas été seulement « barons, puis marquis de Biron, » comme il est dit à la page 4, mais qu'ils ont aussi porté le titre de ducs ; que l'anecdote de la pomme de Newton (p. 66), contée pour la première fois par Voltaire, si je ne me trompe, est des plus douteuses, car elle n'est rapportée ni par Pemberton, ni par Whiston, auxquels Newton, suivant M. le docteur Hæfer (*Nouvelle biographie générale*, tome XXXVII, colonne 842), raconta lui-même par quel enchaînement d'idées il était arrivé à la connaissance des lois de la gravitation ; que l'anecdote de la lampe de Galilée (p. 67) ne paraît pas être beaucoup plus sûre, comme le laisse voir Arago qui, dans le tome III de ses *Notices biographiques*, se sert, à ce sujet, de la prudente expression *dit-on*, et de l'expression plus prudente encore, *remarque vraie ou imaginaire* ; que les *Tableaux* de Philostrate (p. 70) n'ont pas été traduits en 1614, par Blaise de Vigenère, car Vigenère était mort dès le 19 février 1596, la traduction ayant paru pour la première fois en 1578 et ayant été réimprimée pour la troisième fois en 1614 ; que M. Audiat, en écrivant cette étrange phrase (p. 138) : « Ronsard, curé d'Évailles en Vendômois³, au lieu de la messe, célébrait la belle Saintongeoise

¹ Il y en a que tout le monde corrigera, comme *pratichiennes* pour *patri-ciennes* (p. 2). Il y en a, au contraire, que peu de gens seraient de prime abord en état de rectifier, comme (p. 107) le renvoi au livre II, chap. xi, des *Mémoires* de la Vieilleville, quand il aurait fallu renvoyer au livre III.

² Il faut consulter sur Palissy plusieurs autres volumes de ce bulletin, notamment les volumes II, III, X, XI, XII, XIII, XIV. Voir encore diverses communications sur Palissy dans l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, par exemple, tome I, p. 224, où l'on critique le *Catalogue* du Musée des Thermes et de l'Hôtel de Cluny (1858), d'après lequel Bernard de Palissy serait mort au milieu des honneurs.

³ Lisez Évailé, commune du canton et de l'arrondissement de Saint-Calais, département de la Sarthe.

Hélène de Surgères, » a confondu, en ce qui regarde l'état ecclésiastique, le poète Pierre de Ronsard avec son belliqueux parent, Charles de Ronsard, confusion faite déjà par M. Henri Martin à la suite de Théodore de Bèze et du président de Thou ¹; enfin, que Philibert de L'Orme ne mourut pas en 1577 (p. 270), mais en 1570, le 8 janvier, comme l'a établi M. Adolphe Berty dans *les grands architectes français de la Renaissance* (1860).

PHILIPPE TAMIZEY DE LARROQUE.

VI.

MARIE-THÉRÈSE, JOSEPH II ET MADAME D'HERZELLE.

D'APRÈS UNE PUBLICATION DE M. KERVYN DE LETTENHOVE ².

On a mis au jour depuis quelque temps un certain nombre de correspondances, qui éclairent l'histoire de l'Europe au XVIII^e siècle : espérons que l'on ne s'arrêtera pas dans cette voie, car les lettres échangées officiellement ou en confidence ont un tout autre caractère de vérité que les mémoires. Marie-Thérèse a été l'objet de plusieurs publications de ce genre, qui ont vivement piqué la curiosité ; l'on doit à M. d'Arneth la publication, en deux ouvrages séparés, de sa correspondance avec Marie-Antoinette et avec Joseph II ; et à M. de Karajan celle des lettres écrites par l'impératrice au duc de Sylva-Tarouca. M. le baron Kervyn de Lettenhove, si connu par ses excellents travaux sur l'histoire de la Flandre, et par ses éditions

¹ Voir là-dessus un mémoire de M. Mégret-Ducoudray dans le *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, 1862.

² *Lettres inédites de Marie-Thérèse et de Joseph II*, publiées par M. le baron Kervyn de Lettenhove, membre de l'Académie royale de Belgique. Bruxelles, 1868. in-8°, de 60 p.

de Chastelain, de Commines et de Froissart, nous donne aujourd'hui une correspondance inédite de Marie-Thérèse et de Joseph II avec la marquise d'Herzelle. Christine-Philippine-Élisabeth de Trazegnies, veuve du marquis d'Herzelle, fut successivement grande maîtresse de la maison de l'archiduchesse Élisabeth et institutrice de la fille unique de Joseph II. Après la mort prématurée de la jeune princesse, auprès de laquelle elle resta seulement cinq ans, elle retourna dans les Pays-Bas, son pays natal, et s'y fixa. Marie-Thérèse et Joseph II entretenirent avec elle une correspondance intime dont M. de Lettenhove publie d'intéressants fragments, qui lui ont été communiqués par le marquis de Trazegnies et par la baronne de Thysebaert, petit-neveu et petite-nièce de M^{me} d'Herzelle. Ces fragments sont tout ce qui reste d'une correspondance plus considérable, dont une partie a été détruite par M^{me} d'Herzelle elle-même, en vertu d'ordres augustes; ils forment le complément indispensable des publications de M. d'Arneth. Les lettres à M^{me} d'Herzelle ont ceci de particulier qu'elles sont les épanchements de la femme et de la reine. Elles peuvent servir à une étude morale, et renferment des particularités historiques importantes. Joseph II s'y révèle sous un jour nouveau, comme père, et Marie-Thérèse fait part à son amie avec abandon de la douleur qu'elle ressentait de voir son fils lui retirer peu à peu son affection, et s'éloigner de plus en plus des traditions de la politique autrichienne, pour imiter le roi de Prusse. La brochure de M. de Lettenhove comprend trente lettres de l'impératrice, de 1767 à 1780 : neuf de Joseph II, de 1762 à 1781 : et neuf de différents membres de la famille impériale, de 1762 à 1791 : elles sont toutes en français, et la plupart autographes.

Joseph II n'avait qu'une fille, d'une santé délicate : cette enfant était l'objet de sa tendresse, et il paya d'un sincère attachement les soins que M^{me} d'Herzelle donnait à son éducation. Je n'entrerai pas dans le plan de cette éducation, qui est tracé dans deux lettres de Marie-Thérèse (nos III et IV, p. 9-11); l'empereur remit lui-même entre les mains de l'institutrice de sa fille des réflexions sur l'éducation, rédigées par feu Marie-Elisabeth de Parme, mère de la jeune princesse, écrites de sa main, et qui étaient « un respectable gage de sa façon de penser » (29 novembre 1767). Envisageant l'avenir avec une prévoyance inutile, il s'occupait déjà de la direction à donner à sa fille : « Je prêche par lettre d'aujourd'hui à S. M., écrivait-il le 25 avril 1768; que ma fille ne doit, à mon avis, point de quelque temps encore être des plaisirs du monde, je lui cite des exemples du mauvais effet que cela a produit. Si ces arguments produiront l'effet désiré et feront rester ma fille à Vienne pendant les séjours de Laxembourg, je n'en sais rien encore; au moins ils y doivent paraître sincères. » La mort de la jeune Marie-Thérèse, enlevée à l'âge de sept ans (23 janvier 1770), fut un rude coup pour son père qui écrivit le jour même à M^{me} d'Herzelle une lettre éplorée : « Madame, si la décence le permettoit, ce ne seroit que chez vous que j'épancherois toute l'affliction dont je puis vous dire que mon âme est pénétrée. J'ai cessé d'être père : c'est plus que je puis en porter. A tout moment, malgré

ma résignation, je ne puis m'empêcher de penser et de dire : « Mon Dieu, rends-moi ma fille, rends-moi la ! » J'entends sa voix, je la vois. Enfin, hébété du coup terrible, ce n'est qu'après que je fus chés moi que j'en ressentis toute l'horreur, et je m'en ressentirai tout le reste de ma vie, puisqu'elle me manquera à tout; mais, enfin, après avoir rempli, à ce que je crois, tous les devoirs d'un père et d'un bon père, il m'en reste un que j'entens m'ordonner par ma fille : c'est celui de la reconnaissance. » Après avoir donné à M^{me} d'Herzelle des témoignages effectifs de sa gratitude il revient sur le triste sujet de sa lettre : il ordonne de mettre de côté les diamants de sa fille; il abandonne à M^{me} d'Herzelle la garde-robe et les bijoux, avec prière de les distribuer entre les personnes qui ont concouru à l'éducation ou fait partie du service de la chère morte; mais il réclame une relique pour lui-même. « Une chose que je vous prierai de me faire avoir, c'est sa robe de chambre blanche de basin piquée avec des fleurs, et quelques-unes de ses écritures. J'ai celle de sa mère, je les joindrai ensemble. »

Ce sont là des sentiments vrais et touchants; mais n'étant plus soutenu par ses devoirs de père, Joseph II perdit à la fois l'espérance et la retenue. Il s'éloigna de l'impératrice à qui il devait tout; et Marie-Thérèse constatait avec une immense douleur cette métamorphose qui affligeait la mère et la reine, et dont elle démêlait avec perspicacité la cause. Un an après la mort de sa petite fille elle écrivait à M^{me} d'Herzelle (10 janvier 1771) : « Nous voilà près de l'époque plus que malheureuse qui nous a séparée. J'ose bien avancer que c'est le tems du changement total du cœur de mon fils, qui depuis la maladie de sa fille a commencé à se séparer de moi et a continuée toujours de plus en plus, si bien que nous voilà réduite, pour conserver seulement les dehors, de ne nous voir plus du tout qu'au diner : même les affaires se traitent d'un étage à l'autre sans se voir. J'ai marqué ma sensibilité là-dessus à trois différentes reprises; mais rien n'a porté coup. Au contraire cela a donné occasion à des scènes que je ne veux plus me rappeler. Me voilà réduite à jouer le rôle de l'impératrice Josephine. L'indifférence, si non plus, est marquée, jugée ce que mon cœur en souffre, qui ne vivoit et idolâtroit pour ce fils; c'est plus amer que la mort » (p. 21 et 22). Non content de ne plus consulter sa mère, dont après tout il n'était que l'héritier et qui avait porté si haut la maison de Habsbourg, Joseph II s'étudiait à la contrarier dans ses sentiments religieux et patriotiques. Il affectait l'impiété, et affichait de l'admiration pour le roi de Prusse; il aspirait surtout à la gloire militaire, il voulait la guerre. Aussi la malheureuse impératrice, s'adressant à sa fidèle confidente, s'écriait : « Je dois survivre à toute ma famille, je dois revenir à cinquante ans d'une maladie mortelle pour voir encore écrouler la monarchie, rendre tous mes sujets malheureux par la guerre, peste et famine. Aucune consolation dans ma famille que j'aime tant, et rendre mes amis avec moi malheureux, voilà ma situation... Mon trouble est si grand qu'il y a même à craindre que je ne m'égare : la retraite seule peut y remédier. » (1^{er} mars 1771, p. 23 et suiv.) Toute l'année 1771

se passa dans le même abattement et les mêmes craintes : l'année suivante fut un peu meilleure. Joseph II, qui s'était jusqu'alors fait un point d'honneur de mépriser la société des femmes, changea d'allures, et prit un peu de gaieté ; la pauvre mère s'étonnait et se réjouissait. « Cet empereur, si ennemi, des femmes, ne peut être à cette heure sans elles jusqu'à minuit et plus tard, aux promenades, aux jardins, hors celui que j'habite, au théâtre, dans leurs maisons... Vous le connoissez, il est charmant quand il veut, il charme tout le monde. Il n'y a que dans sa famille qu'il n'est pas de même. » (2 juillet 1772, p. 33.) Dès qu'il manifestait un désir, elle s'y conformait avec joie, et regardait comme un bonheur de n'en être pas rebutée. « Nous allons à Laxembourg du choix de l'empereur. Depuis cette résolution il est de meilleure humeur : trop heureuse si je peux trouver à le rendre toujours tel. » (31 août 1772, p. 35.)

Le séjour de la cour à Laxembourg fut une suite de fêtes : Joseph II se montra charmant ; il y avait là une foule de jolies femmes empressées à lui plaire : nouvelle source d'inquiétudes pour l'impératrice, qui appréhendait que cette galanterie banale ne fit place à quelque engagement affiché : « Je crains qu'il sera attrapé, » écrivait-elle en son français tudesque à M^{me} d'Herzelle, et sa conclusion était celle-ci : « Je n'ay jamais connu l'envie, mais depuis un couple d'années j'en porte à tout ceux qui finissent leur carrière. » (17 septembre 1772, p. 36.) Tout la choquait autour d'elle : elle ne pouvait voir sans horreur la scandaleuse conduite du prince Louis de Rohan, coadjuteur de Strasbourg et représentant de Louis XV à Vienne : « Nous avons un ambassadeur évêque ici de France, qui est pire que tout les petits maitres. Il se promène habillé en matelot avec vingt femmes, et il auroit tous à sa suite s'il en vouloit. C'est honteux pour nous. » (31 août 1771, p. 35.) Ce furent les débuts de celui qui devait être le héros de l'affaire du collier de la reine. Entre les nouvelles très-intéressantes que Marie-Thérèse donnait à ses amis de sa famille, relevons celle-ci, que nous lisons dans une lettre du 30 novembre 1772 (p. 42). « La dauphine est toujours comme le premier jour ; rien de plus avancé. Elle ne m'écrit jamais que des courtes lettres par le courier ; elle me paroît entièrement françoise. Elle est contente, gaye. Cela suffit ; je n'exige rien de plus. » On sent que son cœur de mère eut souhaité davantage. Après avoir parlé tour à tour de tous ses enfants, elle termine : « Vous voilà, ma chère amie, au faite de mon poulaillier. » Mais le dernier mot est une parole de tristesse : tout est sombre, « cela donne le splin. » Les infirmités ne la quittent plus, mais ce ne sont pas les souffrances physiques qu'elle redoute ; la conduite de son fils l'afflige et la tue. « Mon cœur, c'est autre chose, je ne sais comme il me reste encore un morceau à force des chagrins ; vous m'entendez ; cela continue et va toujours, si cela se peut, en augmentant. L'indifférence, même l'esprit de persécution, se mêle souvent : il n'y a de repos que dans la plus grande solitude, et mon salut même en est ébranlée souvent en même tems que ma pauvre tête » (6 janvier 1773, p. 43), et un peu plus tard : « Je suis

bien bas et je crains souvent de perdre la tête, comme j'ai perdu mon cœur (30 juin 1773, p. 44). » Les lettres autographes deviennent rares à partir de 1773 : elles sont écrites par un secrétaire, d'un style qui veut être affectueux, mais qui n'est que protecteur : heureusement l'impératrice ajoute quelquefois un post-scriptum, instructif dans sa brièveté. et qui n'est pas dans le ton de la lettre : « J'aurais bien des choses à vous dire, mais je doute qu'elles vous soient agréables. » (1^{er} octobre 1777, p. 46.) « Qu'on est malheureux de devenir vieille ! je vis douze ans de trop déjà (4 janvier 1778, p. 47). « Je suis anéantie et désolée » (2 novembre 1778, p. 49.) « Louons Dieu pour la paix. Vos flamands vous diront que je suis très-bien en santé : le dehors est trompeur ; je me sens absolument diminuer à grands pas. Je n'en suis pas fâchée. » (10 mai 1779, p. 48.) « Pour moi il n'y a plus rien dans ce monde. Adieu. » (23 octobre 1779, p. 49.) Ce furent presque les derniers mots qu'elle adressa de sa main à M^{me} d'Herzelle : elle ne devait plus avoir en ce monde de joie que de mourir. Ce bonheur lui arriva un an après, le 29 novembre 1780. Joseph II se sentit soulagé, il se crut le maître. M^{me} d'Herzelle lui ayant écrit pour le féliciter de son avènement, mais non sans laisser percer quelque inquiétude sur la conduite qu'il tiendrait, il lui répondit : « Je vois que vous avez eu un peu de préjugés à mon égard. Laissez au temps à développer les fruits de mes intentions, et ne jugez pas l'ordre qui succède au désordre avec prévention : il est désagréable, je l'avoue, mais il est aussi nécessaire qu'il sera utile. » (30 janvier 1781, p. 50.)

Nous espérons avoir donné au lecteur une idée suffisante, quoique imparfaite, de l'importance historique de la publication de M. Kervyn de Lettenhove ; elle a peu d'étendue, mais elle est pleine de faits nouveaux, et elle nous fait mieux connaître ce roi Marie-Thérèse qui, comme Élisabeth d'Angleterre et Catherine de Russie, a gouverné d'une main virile, mais qui domine ces deux souveraines de toute la pureté de ses mœurs.

E. BOUTARIC.

VII

UN NOUVEAU TÉMOIN DE LA RÉVOLUTION

Notre curiosité est toujours vivement excitée par les mémoires que nous ont laissés, sur la Révolution de 1789, les hommes qui ont joué un rôle dans ces grands événements. Le succès des *Mémoires de Malouet*, publiés avec le plus grand soin par son petit-fils, M. le baron Malouet¹, n'est pas dû à cette seule cause; la haute probité de celui qui les a écrits, sa noble conduite durant ces années de troubles et d'anarchie, son dévouement à la cause de la liberté, donnent à ces mémoires une haute portée morale et politique. Les *Mémoires de Malouet* ne forment pas seulement un livre plein d'intérêt: c'est un livre renfermant de grandes et sages leçons, que devront lire et même étudier, tous ceux qui se destinent à la vie politique.

Ces *Mémoires* se divisent en deux parties: la première comprend la vie et les travaux de Malouet jusqu'en 1789; la seconde nous fait connaître le rôle important de l'auteur à l'Assemblée constituante, ainsi que son exil en Angleterre. Malheureusement cette seconde partie est restée inachevée: Malouet n'a pu nous retracer lui-même les derniers événements de sa vie, sa disgrâce en 1810 et son ministère en 1814. Nous passerons rapidement sur la première partie, mais la seconde mérite à tous égards de fixer notre attention.

Pierre-Victor Malouet, né à Riom le 11 février 1740, fut nommé chancelier du consulat de Lisbonne à l'âge de dix-huit ans, mais il n'exerça pas cette fonction et resta auprès du comte de Mesle, notre ambassadeur à Lisbonne et son protecteur. Malouet donne de curieux renseignements sur le célèbre marquis de Pombal et sur la situation du Portugal à cette époque. En 1760, il revint à Paris avec le comte de Mesle, désavoué par notre ministre le duc de Choiseul, et fut nommé inspecteur de la régie des fourrages à l'armée du duc de Broglie. Peu après, il était appelé aux fonctions d'inspecteur des

¹ Paris, Didier, 1868, 2 vol. in-8.

embarquements pour les colonies, et se rendait à Rochefort, où il resta trois ans. C'est à cette époque qu'il étudia sérieusement l'histoire de la marine et son administration. Envoyé ensuite à Saint-Domingue, il y continue les études commencées à Rochefort, et, de retour à Paris, il est déjà signalé à l'attention de M. de Boyne, alors ministre de la marine. M. de Sartines, successeur de M. de Boyne, eut bien vite apprécié Malouet. Une circonstance singulière valut à ce dernier la sincère amitié de M. de Sartines. L'Administration de Malouet à Saint-Domingue avait été injustement attaquée. Croyant avoir à se plaindre de l'indifférence de M. de Sartines, qu'il ne connaissait pas encore, mais dont il appréciait les talents, Malouet, dans une lettre à un ami, s'exprima sur le compte du ministre en des termes un peu sévères. Cette lettre interceptée fut mise sous les yeux de M. de Sartines. Résistant aux conseils de ses amis qui le pressaient de fuir, Malouet, avec cette noble franchise dont il devait plus tard donner tant de preuves, s'adressa au ministre lui-même, et par cette noble démarche s'en fit un ami. — Le gouvernement français s'occupait alors de l'établissement d'une nouvelle compagnie à la Guyane. Deux tentatives avaient déjà été faites et s'étaient terminées de la façon la plus désastreuse. Un nouveau plan fut proposé au ministre par un certain baron de Bessner. Malouet, consulté par M. de Sartines, déclara ce plan impraticable : les espérances de M. de Bessner étaient sans fondement ; en partageant ses illusions l'on préparait à la nouvelle expédition le triste sort des deux premières. M. de Maurepas approuva le travail de Malouet, et ce dernier partit pour la Guyane, chargé par le roi de vérifier les assertions de M. de Bessner. Malouet dans ses *Mémoires* nous donne d'intéressants détails sur son séjour à la Guyane, sur son administration dans ce pays, et sur son voyage à Surinam ; il avait eu d'ailleurs pleinement raison ; le plan proposé était chimérique et d'une exécution impossible. Beaucoup plus tard ses conseils furent suivis et donnèrent les meilleurs résultats ; les établissements qu'il fonda, d'abord abandonnés, devinrent dans la suite très-florissants. — M. de Castries avait remplacé M. de Sartines, et Malouet, rappelé en France, fut nommé en 1780 commissaire du roi pour la vente de l'arsenal de Marseille, mission dont il s'acquitta de la façon la plus remarquable. Apprécié, protégé par le nouveau ministre comme par son prédécesseur, il fut nommé intendant de la marine à Toulon : en 1789, Riom, sa ville natale, l'appelait à la représenter aux États généraux : Malouet avait alors quarante-neuf ans.

Nous venons de passer en revue tous les travaux de Malouet, nous avons suivi le développement de cette grande intelligence : nous allons maintenant le voir appliquer cette foule de connaissances laborieusement acquises dans la première partie de sa vie.

Convaincu de la nécessité de réformes nombreuses, ardent défenseur de la liberté, mais ne séparant jamais cette cause de celle du pouvoir, Malouet voulait que le roi se mit à la tête de la Révolution et la dirigeât d'après ses idées, en s'appuyant sur la nation, en allant au devant de ses vœux et en accordant lui-même les réformes

dont le besoin était d'une nécessité absolue. Le roi ne faisait ainsi qu'affermir son autorité et rendait l'anarchie impossible. Malouet fut bientôt détrompé : les fautes des ministres, la faiblesse du roi et surtout la folie qui s'empara alors de tous les esprits, rendirent tout accord impossible. Ce qui distingue Malouet du petit nombre d'hommes qui à cette époque partageait ses vues, c'est qu'il lutta dès le commencement contre l'entraînement général. Les tristes événements qui précipitèrent la chute de la monarchie ne lui apprirent rien : il avait prévu l'issue fatale de la voie où l'on s'engageait. Son rôle dans les quatre premières années de la Révolution peut se résumer ainsi : une lutte sans relâche contre les partis qui voulaient séparer la cause du roi de celle de la nation. Nous verrons que cette lutte ne fut pas sans danger pour lui. Tandis que bien des hommes ne voient dans les mémoires qu'ils écrivent qu'un moyen de justifier les fautes qu'ils ont commises, Malouet s'accuse parfois, et se montre plus sévère pour lui-même que ne le sera l'histoire. Tout en retraçant la faiblesse et les fautes du ministre Necker, qu'il connaissait depuis longtemps, il le défend de la trahison qui lui fut imputée : « C'est ici le lieu, dit-il, d'examiner sur quoi se fonde l'accusation qu'il était lui-même à la tête de la conjuration contre l'autel et le trône; qu'il voulait se faire déclarer premier ministre national, indépendant du roi; qu'il était lié d'intrigues avec le duc d'Orléans; qu'il était l'auteur des accaparements de blés. Je déclare qu'à cette époque j'avais une grande part à la confiance de Necker, et qu'il désirait autant que moi-même que je fusse nommé député aux États généraux. Lorsque je lui annonçai mon projet de démission de l'intendance de Toulon, il fit rendre l'arrêt du conseil qui déclarait éligibles les agents du Gouvernement. Enfin, il me chargea, conjointement avec MM. de Langeac et Laqueille, des instructions du Gouvernement, pour la tenue de l'assemblée d'élection de la sénéchaussée d'Auvergne où je fus élu et dont je rédigeai les cahiers. J'aurais donc aperçu à cette époque, non des projets criminels, il ne me les aurait pas confiés, mais quelques signes d'intrigue, et dans les épanchements de sa confiance, quelques-unes des opinions révolutionnaires qu'on lui impute. Je dirai tout à l'heure celles que je n'approuvais pas. Mais il me paraissait dans nos conversations intimes, en paix avec sa conscience, présument trop sans doute de ses forces, indécis sur plusieurs points essentiels; mais cherchant et voulant le bien public; et attaché sincèrement au roi, quoiqu'il fût hors d'état de servir et le roi et le peuple, par un défaut d'énergie qui se manifesta dès le début de cette grande crise (t. I, p. 248). »

Les relations de Malouet avec Mirabeau tiennent une place importante dans les mémoires que nous cherchons à faire connaître, et présentent un vif intérêt. Deux fois, en effet, Malouet servit d'intermédiaire entre la cour ou les ministres et le célèbre orateur. L'on a dit souvent que dès 1789 un parti s'était formé, déterminé à pousser la Révolution dans les excès qui la souillèrent plus tard : Malouet nie l'existence d'un tel parti : il insiste fréquemment pour prouver que l'entraînement a tout fait, que, pris séparément, les

députés eussent repoussé énergiquement les décrets auxquels, assemblés, ils donnaient la sanction d'une majorité aussi importante que terrible. Cependant la réunion des trois ordres, la noblesse, le tiers et le clergé avait de la peine à s'effectuer. Malouet et ses amis eussent voulu que cette réunion se fit d'elle-même, sans contrainte ; l'indécision des ministres, qui n'osaient entrer franchement dans leurs vues, paralysait leurs efforts. Mirabeau fait demander une entrevue à Malouet :

« Monsieur, lui dit-il, je viens à vous sur votre réputation ; et vos opinions, qui se rapprochent plus des miennes que vous ne pensez, déterminent ma démarche. Vous êtes, je le sais, un des amis sages de la liberté, et moi aussi ; vous êtes effrayé des orages qui s'amoncellent : je ne le suis pas moins ; il y a parmi nous plus d'une tête ardente, plus d'un homme dangereux ; dans les deux premiers ordres, dans l'aristocratie, tout ce qui a de l'esprit n'a pas le sens commun ; et parmi les sots, j'en connais plusieurs capables de mettre le feu aux poudres. Il s'agit donc de savoir si la monarchie et le monarque survivront à la tempête qui se prépare, ou si les fautes faites et celles qu'on ne manquera pas de faire encore nous engloutiront tous. » Malouet fut surpris de cette ouverture : il aimait peu Mirabeau et le regardait à tort comme « un chef de conjurés. » — « Ce que j'ai à ajouter est fort simple, poursuivit Mirabeau ; je sais que vous êtes l'ami de M. Necker et de M. de Montmorin, qui forment à peu près tout le conseil du roi ; je ne les aime ni l'un ni l'autre, et je ne suppose pas qu'ils aient du goût pour moi ; mais peu importe que nous nous aimions, si nous pouvons nous entendre. Je désire donc connaître leurs intentions. Je m'adresse à vous pour obtenir une conférence. Ils seraient bien coupables ou bien bornés, le roi lui-même ne serait pas excusable, s'il prétendait réduire ces Etats généraux au même terme et aux mêmes résultats qu'ont eus tous les autres. Cela ne se passera pas ainsi ; ils doivent avoir un plan d'adhésion ou d'opposition à certains principes. Si ce plan est raisonnable, dans le système monarchique, je m'engage à le soutenir et à employer tous mes moyens, toute mon influence, pour empêcher l'invasion de la démocratie qui s'avance sur nous. »

Malouet eut beaucoup de peine à décider les ministres : M. Necker et M. de Montmorin jugeaient mal Mirabeau, et ne lui croyaient pas les talents et l'influence qu'il possédait dès cette époque. Enfin M. Necker consentit à une entrevue ; malheureusement Malouet ne put y assister. Le froid accueil de M. Necker et le mot *proposition* qu'il employa maladroitement, connaissant le passé de Mirabeau, blessèrent ce dernier, qui se retira brusquement. « Ma proposition, dit-il à M. Necker, est de vous souhaiter le bonjour. » Mirabeau, rentrant à l'assemblée, passa devant Malouet et lui dit, encore rouge de colère : « Votre homme est un sot, il aura de mes nouvelles. »

Ainsi fut perdue une précieuse occasion. Peut-être était-il temps

d'arrêter le mal ; plus tard on s'adressa encore à Mirabeau ; mais la mort ne lui permit pas d'exécuter le plan qu'il avait conçu pour sauver la monarchie.

Le décret par lequel l'Assemblée adopta le titre d'Assemblée nationale irrita les ministres qui se flattaient d'avoir encore la majorité pour eux. De là datent ces demi-mesures de répression qui firent le plus grand tort à la cause du roi. « Le Serment du jeu de Paume fut un signal d'insurrection, » dit Malouet. La prise de la Bastille et les désordres qui suivirent, éclairèrent quelques hommes jusque-là trop confiants. Mounier et M. de Lally se rallièrent à Malouet : autour d'eux se groupèrent bientôt les hommes décidés à maintenir le pouvoir. On forma le projet de transporter l'Assemblée à Soissons ou à Compiègne ; le roi déclara à MM. Necker et de Montmorin qu'il ne quitterait pas Versailles. Malouet dit à l'occasion de ce refus : « Il y avait malheureusement autour du roi et de la reine un bourdonnement de conseils, violents en projets, mais sans aucune tenue et sans capacité dans l'exécution. C'en était assez pour exaspérer les patriotes et les porter aux dernières extrémités : c'en était trop peu pour leur en imposer. Le dédain avec lequel on parlait à la cour du parti populaire persuadait aux princes qu'il n'y avait qu'à enfoncer son chapeau pour les disperser ; et le moment venu, l'on ne savait pas même enfoncer son chapeau. Je vis dans cette occasion, qu'il ne fallait pas tout imputer aux hésitations de M. Necker et de M. de Montmorin, et que, par une fatalité bien déplorable, il y avait entre le roi et son conseil une alternative de mauvais calculs sur tout ce qui pouvait être considéré comme mesures rigoureuses ou mesures prudentes. Ainsi le roi, qui avait un courage passif, trouvait une sorte de honte à s'éloigner de Versailles : il apercevait bien le danger, mais il se flattait de l'éviter avec une montre de forces. S'agissait-il d'en faire usage, il ne pouvait se résoudre à tirer l'épée contre ses sujets. Je m'arrête à regret sur les fautes de ce prince infortuné, qui méritait, par la bonté de son cœur, une autre destinée. Il y a tel capitaine de grenadiers qui l'eût sauvé, lui et l'État, s'il l'avait laissé faire (t. I, p. 342). »

Les tristes journées des 5 et 6 octobre amenèrent le retour à Paris du roi et de l'Assemblée. Malouet, déjà désigné à la haine des factieux, fut grossièrement insulté dans la salle même des séances et put écrire avec raison : « La terreur dont les républicains purs ne proclament le règne qu'en 1793, date pour tout homme impartial, du 14 juillet (p. 353). » Une lettre de Malouet au comte d'Estaing fut dénoncée à l'Assemblée. Malouet s'élança à la tribune, et se défendit victorieusement. Son absolution fut un véritable triomphe : elle était due à sa haute réputation de probité, car ses amis étaient en petit nombre dans l'assemblée.

À cette époque fut fondé par Malouet et les hommes de son parti, le club des Impartiaux, qui devint plus tard le club monarchique, et sur lequel Malouet donne des détails intéressants et peu connus. MM. de Liancourt, de Lafayette et de Laroche foucauld adhèrent aux principes des Impartiaux, mais sans reconnaître la nécessité

d'agir promptement. Ils laissèrent ainsi aux factieux le temps de préparer la ruine de la monarchie. Barnave, dans un discours violent, dénonça le parti des Impartiaux dont les protestations furent étouffées. Peu après, cette société dut se dissoudre. C'est alors que Malouet écrivit *la Lettre à mes commettants* pour justifier et expliquer sa conduite depuis l'ouverture des États généraux. Il s'y élève fortement contre les calomnies de ses ennemis ; l'on sent qu'il lui reste peu d'espoir de voir la révolution suivre son cours sans désordre et sans crimes. Malouet restait entouré d'un petit nombre d'amis, également détesté de l'aristocratie, qui blâmait ses vues trop libérales, et du peuple, qui l'accusait de trahison. Mirabeau, au contraire, dominait tous les partis : peu soucieux de sa réputation, il avait donné aux patriotes des preuves de son dévouement à la liberté ; la cour le redoutait et le regardait comme le seul homme capable de la sauver.

Dès cette époque cependant, Mirabeau, pénétré de la nécessité d'une contre-révolution, s'était rapproché de la cour. Il eut avec Malouet une nouvelle entrevue chez M. de Montmorin. Le roi avait autorisé ce dernier à traiter avec Mirabeau par un billet ainsi conçu : « Je n'ai aucune objection contre les bases que vous m'avez communiquées ; vous savez bien que je voudrais fort qu'on les eût adoptées et qu'on se fût arrêté là. Il est fort à regretter que M. de Mirabeau ait été entraîné par les circonstances bien au delà. Dites-lui que je lui saurai beaucoup de gré de ce qu'il fera pour réparer le mal, et que je me confierai à ses dispositions. Il ne peut ignorer que je ne veux que le bien de mes sujets et que je n'ai jamais été l'ennemi d'une liberté raisonnable (t. II, p. 9)... »

A ce billet était joint un bon de deux millions. Le plan de Mirabeau plaisait à Malouet, qui fit seulement quelques observations dans la conférence du lendemain : « ... Elle dura depuis dix heures du soir jusqu'à deux heures du matin. Mirabeau était harassé. Il avait déjà le germe de la maladie dont il est mort ; ses yeux enflammés et couverts de sang sortaient de leur orbite ; il était horrible, mais jamais je ne lui ai vu plus d'énergie, plus d'éloquence... »

Le lendemain Mirabeau tombait gravement malade, et peu de temps après, sa mort enlevait à Malouet et à ses amis le dernier espoir qu'ils avaient conçu pour le salut de la monarchie. En parlant des honneurs extraordinaires rendus à Mirabeau, après sa mort, Malouet fait cette remarque : « ... Ce fut surtout en apercevant cette espèce d'unanimité d'espérances et de regrets sur cet homme célèbre, que je fus convaincu du bien qu'il aurait pu faire. »

Peu après fut voté l'acte constitutionnel qui décida la chute de la monarchie. L'Assemblée constituante se sépara, après avoir décidé la non réélection de ses membres, faute grave qui devait interdire au parti modéré toute influence dans la Législative. Barnave d'abord, Dumouriez ensuite offrirent leurs services à la cour. Mais le roi ne voulait à aucun prix s'appuyer sur le parti constitutionnel, qui seul eût pu tenter un dernier effort : on se rapprochait des Jacobins et l'on perdait un temps précieux en intrigues inutiles.

Malouet voulait s'embarquer à Brest pour Saint-Domingue. Une dénonciation de Brissot dans le *Patriote Français* le fit renoncer à son projet. Il allait gagner l'Angleterre quand il apprit que le roi désapprouvait son départ : il resta.

Cependant le complot qui se tramait contre la cour et qui devait éclater le 10 août, n'était ignoré de personne. Plusieurs plans d'évasion furent proposés au roi par ses amis et même par ses ennemis. Malouet donne de curieux détails sur l'un de ces plans. Après le 10 août, il dut se cacher pour éviter le sort de ses amis, MM. de Clermont-Tonnerre et de Montmorin, massacrés par la populace. Il put à grand-peine échapper aux meurtres de Septembre, et après avoir couru mille dangers, il gagna enfin l'Angleterre.

Nous l'avons dit en commençant, les *Mémoires* de Malouet sont malheureusement restés inachevés. L'on sait qu'il fut distingué par Napoléon, qu'il rendit d'immenses services en Belgique, et qu'en 1810 il fut exilé pour avoir blâmé la fatale expédition de Russie. En 1814, Louis XVIII l'appela au ministère de la marine ; Malouet succomba bientôt aux travaux de tout genre qu'il voulut entreprendre. Il mourut le 6 septembre 1814, âgé de soixante-quatorze ans.

Dans cet examen des *Mémoires de Malouet*, nous nous sommes attaché surtout à faire ressortir le caractère de l'auteur, et à indiquer nettement le rôle qu'il joua depuis la première réunion des États généraux en 1789 et dans les événements qui suivirent ces États jusqu'au 10 août et aux sinistres massacres de Septembre. Parmi tant d'hommes faibles ou criminels, l'on aime à rencontrer une nature loyale et sincère. Malouet et ses amis se trompèrent-ils en croyant possible de diriger la Révolution et de la préserver de ses excès ? la liberté est-elle incompatible avec un gouvernement sage et ferme ? nous ne le pensons pas ; mais ce sont là des questions trop graves pour être résolues ici.

En terminant, remercions M. le baron Malouet du soin qu'il a apporté à la publication des mémoires de son grand-père : il acquittait une dette sacrée pour lui, nous le savons, mais cette dette il l'a payée avec usure en publiant un livre rempli de documents aussi précieux. De nombreuses notes sur les pays que Malouet a visités, sur les hommes qu'il a connus, évitent au lecteur des recherches toujours longues et nuisibles à l'intérêt même de l'ouvrage. A la fin du deuxième volume, un long appendice éclaircit certains points importants. Presque toutes ces notes sont dues à M. le baron Malouet, quelques-unes à l'obligeance de notre savant ami Ferdinand Denis.

Le baron Malouet nous fait espérer qu'il pourra faire connaître plus tard, à l'aide des pièces qui sont entre ses mains, les derniers événements de la vie si bien remplie de son aïeul. Ce travail complètera dignement ces *Mémoires*, dont nous ne saurions trop conseiller la lecture à tous les amis de notre histoire nationale.

LE ROUX DE LINCY.

VIII.

LA DÉMAGOGIE A PARIS EN 1793

Le livre que M. Dauban vient de publier sous ce titre ¹, est la réimpression d'un ouvrage longtemps anonyme, dont l'auteur est maintenant connu : c'est l'histoire presque contemporaine de l'année 1793, écrite au jour le jour par Claude François Beaulieu, publiciste célèbre surtout connu par ses *Essais historiques sur les causes et les effets de la Révolution française*. La lecture attentive de ce dernier ouvrage, à laquelle s'est livré M. Dauban, lui a fourni des rapprochements d'idées et des similitudes telles avec le *Diurnal*, qu'il n'y a pas de doute à avoir sur la personnalité de l'auteur commun des deux livres. Beaulieu n'avoua jamais que le *Diurnal* était de lui : son journal est rédigé avec une certaine passion qui, plus tard, put paraître exagérée à l'auteur lui-même. On pourrait être amené à suspecter la véracité d'un écrivain qui ne cesse de parler des faits dont il a été témoin, avec emphase et une perpétuelle colère ; mais je me hâte d'ajouter que Beaulieu avait vu sa vie trop souvent en péril, pendant cette triste période, pour pouvoir conserver son sang-froid. La réserve de l'auteur pourrait tenir à un autre motif : il se trouvait, à certaines pages de son livre, trop de souvenirs compromettants pour des personnages qui avaient échangé la carmagnole et le bonnet rouge contre les habits dorés et les toques à plumes de la nouvelle noblesse. Les gentilshommes qui se déguisaient alors en jacobins tombaient à un degré d'abaissement moral, qui n'avait d'égal que la morgue et l'intolérance des jacobins déguisés plus tard en gentilshommes.

Si M. Dauban a cru devoir retrancher quelques passages de l'œuvre de Beaulieu, — ce qui nous a paru assez peu motivé, — en revanche, il y a ajouté des documents contemporains utiles à con-

¹ *La démagogie en 1793 à Paris, ou histoire, jour par jour, de l'année 1793*, accompagnée de documents contemporains rares ou inédits, recueillis, mis en ordre et commentés par C. A. Dauban. Ouvr. enrichi de 16 grav. de Vallon et d'autres artistes, d'après des dessins inédits et des gravures du temps. Paris, Henri Plon, 1868 ; in-8° de xxiv-644 p.

naître. Ce sont des ordres du jour du commandant de la garde nationale Henriot, des extraits de publications officielles contemporaines, ou d'appréciations d'autres journalistes. Ces additions offrent un véritable intérêt, puisqu'ils permettent aux lecteurs, pour me servir d'une expression vulgaire, de ne pas entendre le son d'une seule cloche.

Il y a deux manières d'apprécier les publications modernes relatives à l'époque révolutionnaire. Les uns prétendent qu'il est inutile de rappeler les excès qui ont ensanglanté les dernières années du siècle dernier; ceux-là sont les représentants des tristes acteurs de ce grand drame; ils ont honte de leurs pères, et rêvant des utopies qui pourraient ramener des crises semblables, ils craignent que leurs victimes ne soient prévenues. D'autres pensent que des livres comme le *Diurnal* peuvent soulever le voile de l'avenir. Je ne partage ni l'une ni l'autre de ces opinions. L'étude attentive du passé peut donner à chaque génération une idée exacte des faits accomplis: c'est une science bien rare, par suite des paradoxes de la presse quotidienne, si ignorante, si passionnée et si superficielle, mais que chacun lit de préférence aux gros volumes. L'étude du passé fait connaître le cœur humain, deviner l'enchaînement des grands événements, ouvrir les yeux sur cette solidarité qui est le fond de la société. Mais il ne faut pas croire qu'on trouvera toujours dans le passé des prédictions pour l'avenir. Tout change dans l'homme et autour de l'homme; ce qui a été ne revient pas; entre des événements qui au premier abord semblent s'être accomplis dans des circonstances analogues, il y a des différences énormes.

Le livre réédité par M. Dauban offre de l'intérêt à plus d'un genre de lecteurs.

Ceux qui aiment les émotions, quelles que soient leurs convictions, parcoureront avec curiosité ces pages, dans lesquelles le drame est intimement uni à la vérité historique: ces séances tumultueuses de la Convention; ces exécutions solennelles; ces fêtes publiques où l'exagération de la mise en scène tournait au grotesque; ces ordres du jour du commandant-général Henriot, tout cela est bon à lire, surtout pour les jeunes gens, qui sont quelque peu habitués à ne voir les excès de la Révolution française qu'à travers un brouillard légendaire. Il y a une école nombreuse qui cherche à dissimuler les horreurs de cette époque, pour ne laisser apercevoir que ce qu'il y eut réellement de grand et d'utile: car le génie français est tel, en effet, que dans les plus tristes égarements du pays, il y a toujours quelques lueurs de la grandeur nationale. J'avoue que je suis tellement ennemi des orgies politiques, que je consentirais volontiers à ne pas jouir des rares avantages sociaux que la Révolution nous a légués, et même de la gloire militaire conquise pendant son triste règne, si au prix de ce sacrifice il était possible d'effacer les pages sanglantes dont elle a souillé notre histoire. Qu'est-ce que ces avantages d'ailleurs, en échange de l'asservissement auquel le gouvernement de 1793 a condamné notre patrie? Je ne puis mieux rendre ma pensée qu'en laissant parler M. Dauban:

T. V. 1868.

18

« Cette centralisation qui tend à supprimer ou à asservir l'action locale, sous prétexte que celle-ci peut contrarier ou gêner l'intérêt général, a eu pour père le Comité de salut public. Il a *maté* la province. »

Il y a une autre catégorie de lecteurs qui voudront lire l'ouvrage de Beaulieu, complété par M. Dauban : ce sont les gens qui aiment à se faire une idée exacte du cœur humain et des mouvements instinctifs des multitudes. Ils y verront comment les grands malheurs des peuples sont uniquement dus à la timidité des hommes de bien, toujours en majorité, mais réduits au silence par quelques énergumènes : les circonstances changent, mais l'homme reste le même, brave dans le combat contre un ennemi étranger, pusillanime quant il s'agit du courage civil. On craint de dire la vérité, et on se laisse publiquement insulter dans ses croyances et dans ses convictions. Une ville entière se laisse décimer, sans oser tenir tête à un proconsul fanatique ; une assemblée, qui a le mandat de représenter une grande nation, sacrifie un à un, avec une douleur secrète, ceux de ses membres dont l'émeute réclame les têtes. Ce n'est pas le bon sens public qui est égaré, c'est la peur qui paralyse. La peur, hélas ! peut pousser aux plus grandes lâchetés. Il y a une histoire que j'aime à croire inventée : c'est celle de cette mère poursuivie sur les neiges, en traîneau, par des loups affamés ; pour sauver sa vie, elle jette un à un ses enfants aux bêtes féroces. La France de 1793 et la Convention me rappellent cette mère dénaturée.

Je me suis permis, dans les lignes qui précèdent, de résumer l'impression que m'a faite la lecture du *Diurnal*, dont je ne crois pas avoir passé une ligne : comment rendre compte d'un livre qui résume l'histoire de Paris, jour par jour, pendant une année ? — Arrivé à la fin, j'ai regretté que M. Dauban n'ait pas complété son œuvre en faisant une table des noms propres, si multipliés dans ce volume. Je le prie de prendre en considération mon observation ; il peut, puisqu'il paraît décidé à étendre son travail aux années suivantes, faire une table générale pour cette série de publications, et il les rendra ainsi encore plus recherchées, parce qu'elles seront plus faciles à consulter.

ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

IX.

LES EXCOMMUNICATIONS D'ANIMAUX

J'ai longtemps cru que les documents publiés sous ce titre, ou sous des titres analogues, étaient supposés. La lecture d'un mémoire de M. J. Desnoyers m'a contraint à changer d'avis. Ce mémoire a pour titre : *Excommunication des insectes et des autres animaux nuisibles à l'agriculture*¹.

Je vais examiner quelle est la valeur canonique des textes réunis par M. J. Desnoyers.

Ils sont de deux sortes : 1° des exorcismes ; 2° de ces formules qu'on a désignées sous le nom d'excommunications d'animaux.

M. Desnoyers a cru, dans ce mémoire, devoir parler des exorcismes relatifs à des animaux, parce que le but final de ces exorcismes est le même que celui des formules connues sous le nom d'excommunications d'animaux : il est de délivrer l'homme des maux que lui causent des animaux nuisibles. La même idée a conduit M. Desnoyers à entretenir son lecteur des procès intentés contre les animaux au moyen âge et au commencement de la période moderne. On ne peut contester que ces développements ne soient logiques, et ne contribuent à faire goûter la lecture du mémoire si intéressant du savant académicien. Mais ils nous obligeront, si nous voulons le suivre, à sortir pendant quelques instants de la question canonique spéciale qui est l'objet de la présente note.

Au point de vue canonique et liturgique, il n'y a aucun rapport entre l'exorcisme et l'excommunication. L'excommunication est l'acte qui sépare de l'Église un chrétien. Quel est l'effet de cet acte ? Saint Jérôme nous le dit, dans un texte inséré par Gratien au *Décret*, seconde partie, cause xi, question 3, can. 21. « Les hommes, » dit le

¹ *Bulletin du comité historique des monuments écrits de l'histoire de France*, tome IV, p. 36-54. — Le Mémoire de M. Desnoyers a été tiré à part sous ce titre : *Recherches sur la coutume d'exorciser et d'excommunier les insectes et autres animaux nuisibles à l'agriculture*. Paris, impr. impériale. 1853, 19 p., in-8°

saint docteur, » peuvent de deux manières sortir de l'Eglise pour tomber sous le joug du démon. Le premier cas se présente quand il s'agit d'une faute connue par l'Eglise, et que le coupable est chassé de l'Eglise par les prêtres. » Ainsi le résultat de l'excommunication est de mettre sous la domination du démon celui qu'elle frappe. L'effet de l'exorcisme est au contraire d'affranchir l'exorcisé de la puissance du démon. C'est ce que nous dit un passage d'une homélie de saint Grégoire le Grand également inséré au *corpus juris Canonici* : « Quand par le bienfait de l'exorcisme les prêtres imposent les mains aux croyants..., que font-ils sinon de chasser les démons ? » Nous n'avons pas à parler ici du fait tout exceptionnel de la possession diabolique, dont l'Evangile nous offre plusieurs exemples. Mais en dehors des cas extraordinaires où le démon exerce sur l'homme une puissance manifestée par des phénomènes contraires à la nature, il a sur le monde une sorte d'empire général dont il se glorifiait, quand, du haut d'une montagne, montrant à Jésus-Christ tous les royaumes du monde et leur gloire, il lui disait : *Je vous donnerai tout cela, si, vous prosternant, vous m'adorez* ². Jésus-Christ lui-même désigne plusieurs fois le démon par le titre de prince du monde ³. Aussi la formule du baptême est-elle précédée d'une formule d'exorcisme. Avant de donner le catéchumène à Dieu, le prêtre commence par chasser le démon de cette âme où il régnait; mais quand cette âme est frappée de l'excommunication, le règne du démon recommence chez elle. Alors arrive ce que raconte l'Evangile :

« Lorsque l'esprit impur est sorti d'un homme, il va dans des lieux « arides, cherchant du repos, et il n'en trouve point. Alors il dit : « je retournerai dans ma maison d'où je suis sorti; et revenant, il « la trouve vide, nettoyée et parée. Alors il va prendre avec lui sept « autres esprits plus méchants que lui, et entrant, ils demeurent; « et l'état nouveau de cet homme devient pire que le premier⁴. »

L'effet immédiat de l'excommunication et celui de l'exorcisme sont donc complètement opposés, bien que ces deux actes liturgiques puissent tendre à un résultat final analogue.

Il y a une autre différence : l'excommunication, ayant pour effet de séparer les chrétiens du corps de Jésus-Christ, qui est l'Eglise, *a Christi corpore separantur.... de ecclesia pellitur* ⁵, elle ne peut frapper que les membres de l'Eglise, c'est-à-dire les créatures humaines baptisées.

L'effet de l'exorcisme étant de soustraire quelque chose à la puissance du démon, on peut exorciser tout être animé ou inanimé que l'on croit placé sous la domination du démon. C'est ainsi qu'avant de baptiser un catéchumène, le prêtre l'exorcise; c'est ainsi que la bénédiction de l'eau est précédée d'un exorcisme. L'exorcisme de

¹ Décret, troisième partie, distinction iv, can. 67.

² Saint Mathieu, iv, 8-9.

³ Saint Jean, xii, 31; xiv, 30; xvi, 11.

⁴ Saint Mathieu, xii, 43-45; comparez saint Luc, xi, 24-26.

⁵ Décret de Gratien, deuxième partie, *causa* 11, *quæst.* 3, can. 21.

l'eau est mentionné par Grégoire de Tours dans un texte ¹, cité par M. Desnoyers dans son savant mémoire.

L'exorcisme des insectes qui dévorent les récoltes est théologiquement un acte logique, si l'on part de l'hypothèse que la multiplication de ces insectes et leurs ravages sont un effet de la puissance diabolique; il est contraire à la logique si l'on croit que cette multiplication et ces ravages sont le résultat des lois générales établies par Dieu. Nous n'avons pas à examiner ici lequel de ces deux systèmes a pour lui la vérité objective. Quand il s'agit de l'histoire des hommes, la vérité subjective, ou pour parler français, les croyances, sont ordinairement la seule chose dont on doive tenir compte. Or il est certain que, pendant le moyen âge et une partie des temps modernes, les populations ont cru devoir reconnaître, dans un grand nombre de phénomènes naturels, le résultat d'une intervention diabolique. Elles ont donc agi logiquement en demandant que des exorcismes vinsent mettre un terme à cette intervention.

Les nombreux exorcismes d'animaux cités par M. Desnoyers n'ont donc rien qui doive nous étonner.

Je ne parlerai pas dans les mêmes termes de l'excommunication des animaux. Ni les mouches qui nous gênent en volant autour de nous, ni les vers qui rongent la vigne, ne peuvent être retranchés de l'Eglise, puisqu'ils n'en font point partie.

Examinons donc avec attention ceux des textes reproduits par M. Desnoyers qui paraissent prouver qu'il se serait présenté des faits contraires à cette théorie.

Ces textes sont au nombre de trois : un passage de la vie de saint Bernard, par Guillaume de Saint-Thierry, son contemporain; deux sentences, l'une de l'officialité de Langres, l'autre de celle de Troyes.

Le jour de la dédicace de la chapelle de l'abbaye de Foigny, les assistants étaient incommodés par les mouches : « Je les excommunie, » *excommunico eas*, dit le vénérable abbé, et les mouches périrent miraculeusement.

Mais il ne s'agit pas ici d'excommunication dans le sens ordinaire de ce mot; saint Bernard n'était ni évêque ni canoniste, c'était un moine. Si nous voulons trouver le sens des termes techniques qu'il emploie, il faut le demander, non aux lois ordinaires de l'Eglise, mais aux lois spéciales qui régissaient l'état monastique. Les chapitres xxiii à xxvii de la règle de saint Benoît traitent de l'excommunication, mais cette excommunication monastique est une pénalité *sui generis*, et elle ne retranche pas du corps des fidèles, malgré les menaces redoutables qu'au chapitre xxv l'illustre patriarche des moines d'Occident adresse au religieux frappé de cette censure : *sciens illam terribilem Apostoli sententiam dicentis, traditum hujusmodi hominem Satanæ in interitum carnis*. « Qu'il se rappelle la parole terrible prononcée par l'Apôtre quand il disait : cet homme

¹ *Gloria martyrum*, 24.

a été livré à Satan qui tuera sa chair. » *Livré à Satan*, telle était la pensée de saint Bernard en excommuniant les mouches de Foigny, et cette pensée avait pour complément naturel un passage bien connu des trois Évangiles synoptiques, où l'on voit Jésus-Christ livrer à Satan d'autres animaux.

« Les démons priaient Jésus et lui disaient : si tu nous chasses de « cet homme, envoie-nous dans ce troupeau de porcs. Et il leur « dit : allez. Et eux, sortant, allèrent dans les porcs ; et tout le trou- « peau partit avec impétuosité, se précipita dans la mer et périt « dans les flots ¹. »

Si le mot excommunication n'a pas le sens habituel dans le passage cité de la vie de saint Bernard, il doit reprendre ce sens dans les sentences prononcées par les tribunaux épiscopaux ordinaires connus sous le nom d'officialités. M. Desnoyers a donné le texte de deux sentences rendues contre des insectes, l'une en 1554, par l'officialité de Langres, l'autre en 1516 (ou mieux 1506), par l'officialité de Troyes. La première a été publiée pour la première fois par le savant auteur, la seconde avait déjà été imprimée plusieurs fois, notamment dans les œuvres de Grosley.

Mais, chose singulière ! Ces deux pièces s'accordent pour ne pas employer le mot d'excommunication : *maledico et in eis maledictionis et anathematisationis sententiam fero*, voilà les expressions dont se sert l'official de Langres ; *anathematisamus et eisdem maledicimus*, telle est la formule adoptée par l'official de Troyes : malédiction et anathème aux insectes s'ils continuent leurs ravages, ainsi se résument les deux sentences.

Le mot de malédiction est un terme vague qui ne désigne aucune censure canonique. Nous citerons comme exemple l'axiome : *Apud Deum maledicuntur qui moribus dissonam infert sententiam*².

Reste le mot *anathema*, c'est celui que d'ordinaire les éditeurs de ces formules rendent par le français excommunication. Cette traduction est-elle légitime ?

Je ne crois pouvoir donner une meilleure définition du mot français que la suivante, empruntée aux écrits du plus autorisé des théologiens modernes qui ont écrit en notre langue.

« L'excommunication est une censure par laquelle un chrétien est séparé de la communion des fidèles, et privé, en tout ou en partie, des biens spirituels qui sont à la disposition de l'Église. Si elle prive de tous ces biens, on l'appelle excommunication majeure, si elle n'en prive qu'en partie, on l'appelle excommunication mineure³. »

La définition de l'Académie, quoique moins claire, a le même sens.

« Excommunication, censure ecclésiastique par laquelle on est excommunié. *Excommunication majeure*, qui retranche entièrement de la communion de l'Église et de toute communion avec les fidèles.

¹ Saint Mathieu, VIII, 32 ; comparez saint Marc, V, 13 ; saint Luc, VIII, 32.

² *Décret.*, 2^e partie, cause 11, question 3, can. 57.

³ Gousset, *Théologie morale*, édition de 1858 ; t. II, p. 624.

Excommunication mineure, qui interdit seulement l'usage des sacrements. »

Il résulte des termes mêmes de ces définitions, que la censure dont il s'agit ne peut atteindre des êtres étrangers à l'Eglise, par conséquent des insectes.

Traduire par excommunication l'*anathema* des sentences dont nous cherchons à déterminer la signification, c'est donner à ces sentences un sens contraire aux principes du droit. Il n'y a pas, dit-on, d'absurdité qui n'ait été dite par un théologien ou par un philosophe; soit. Mais avant d'attribuer à un texte ancien un sens illogique, il est bon de chercher si ce texte peut recevoir une interprétation différente et plus conforme aux doctrines de celui qui l'a écrit.

Que veut donc dire anathème dans ces documents? Le sens le plus ordinaire du mot est excommunication majeure, par opposition à l'excommunication mineure. Ce sens serait absurde ici, je l'ai montré, il est inutile de le répéter.

Mais nous trouvons dans le décret de Gratien ¹ une autre définition :

Nihil significat anathema, nisi a Deo separationem. L'anathème est la séparation de Dieu. Quand les animaux se multiplient d'une manière conforme aux lois de la nature, c'est-à-dire aux lois établies par Dieu, ils sont unis à Dieu. Quand, par l'effet d'une intervention diabolique, ils se multiplient d'une manière exagérée et contraire aux vues de la Providence, ils se séparent de Dieu, ils sont anathème.

Telle est, suivant moi, l'interprétation que l'on doit donner aux sentences précitées des officialités de Langres et de Troyes. Elle permet de restituer à ces documents leur caractère logique; elle montre que dans ces décisions il n'y a qu'un point faible : l'hypothèse téméraire d'une intervention surnaturelle et démoniaque pour expliquer des fléaux que la nature produit sans effort exceptionnel et sans violation des lois divines.

M. Desnoyers termine son mémoire en disant quelques mots des formes judiciaires dont l'autorité ecclésiastique, à l'exemple de l'autorité civile, entourait les mesures répressives qui avaient les animaux pour objet. Rien ne paraît maintenant plus risible. Cependant, pour juger ces faits, il faut encore se replacer dans le milieu où ils se sont produits.

Aujourd'hui les animaux n'échappent pas plus qu'autrefois à l'action de l'autorité. Seulement les formes sont différentes, et quand certains fonctionnaires prescrivent l'abattage de chiens, de chevaux, de bestiaux dangereux, cette mesure n'est précédée, ni de plaidoirie d'avocat, ni de réquisitoire du ministère public. Mais c'est qu'aujourd'hui les fonctionnaires qui prennent des décisions de ce genre appartiennent à l'ordre administratif et non à l'ordre judiciaire. La distinction entre ces deux systèmes, établie peu à peu

¹ 2^e partie, cause 24, question 3, canon 9.

depuis la création des intendants sous Louis XIII, a pénétré profondément nos mœurs.

Les traditions administratives sont, en matière de formes, complètement différentes des traditions judiciaires, et l'exemple qui nous occupe nous fait sentir combien le respect des traditions judiciaires serait en certains cas hors de saison. Mais quand on confiait à des corps judiciaires toutes les attributions que possèdent, de nos jours, les corps administratifs, pourquoi s'étonner de voir ces corps judiciaires observer partout des règles que tout le monde s'accorde à considérer comme aussi nécessaires à la dignité de la magistrature qu'à la sécurité des justiciables ? Il aurait fallu, dira-t-on, donner ces attributions aux corps administratifs : il n'y avait à cela qu'une difficulté, c'est qu'alors il n'existait pas de corps administratifs.

Les faits réunis dans l'intéressante étude de M. Desnoyers sont donc moins bizarres qu'ils ne le paraissent au premier abord. C'est une raison à joindre à celles par lesquelles ce savant a établi, avec tant de solidité, l'authenticité des documents réunis dans le mémoire si instructif que nous devons à son érudition.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

COURRIER ALLEMAND

Mgr l'évêque de Saint-Gall a publié une *Histoire de l'ancienne Église irlandaise, et de ses rapports avec Rome, les Gaules et l'Allemagne*¹, où il met en lumière les actes de ces hommes qui, dans un passé bien éloigné, ont fondé l'Église de Jésus-Christ dans l'Irlande, et dans une partie des Gaules et de l'Allemagne méridionale. L'auteur ne se borne pas à raconter la vie des missionnaires ; il expose en même temps leurs doctrines, et publie dans le livre 1^{er}, qui sert de base historique à son ouvrage et est destiné à donner une idée exacte et nette de l'école de Lerins, des extraits très-étendus de Salvien et de saint Vincent de Lerins. C'est de cette école que sortit Patricius, apôtre de l'Irlande, dont la vie remplit le livre II. On sait que Usher et d'autres théologiens anglicans, ont supposé qu'il avait existé, en Irlande, une Église antépatricienne. S'appuyant sur les sources les plus anciennes de ce pays et des contrées voisines, l'auteur démontre que cette opinion est dénuée de tout fondement, et il défend la mission romaine de Palladius contre le plus récent biographe anglican de Patricius, le docteur Todd². En ce qui regarde saint Patricius, il arrive, après un examen détaillé des faits, à cette conclusion que Patricius se forma à l'école de saint Germain, évêque d'Auxerre, et qu'en 432, il se rendit en Irlande, après en avoir reçu mission et mandat du pape Célestin.

Parmi les apôtres de l'Irlande, sortis de l'école de saint Patricius, brille Columba, dont la vie et l'apostolat sont exposés dans le livre III. Columba est une de ces figures antiques qui rappellent, sous bien des rapports, les prophètes de l'Ancien Testament, et portent en outre une empreinte si nationale, qu'il est difficile de les apprécier avec une juste mesure. Déjà Bède exprimait ainsi son embarras à cet égard : « Quoi qu'il en soit, il est établi, selon notre convic-

¹ *Geschichte der altirischen Kirche und ihrer Verbindung mit Rom, Gallien und Allemannien (430-630), als Einleitung in die Geschichte des Stiftes St-Gallen. Nach handschriftlichen und gedruckten Quellenschriften von Ch. F. Greith, Bischof von St-Gallen, Fribourg, Herder, 1867, in-8° de ix-462 p.*

² *S. Patrick, apostle of Ireland*, Dublin, 1864.

tion, que Columba laissa comme successeurs des hommes d'une grande abstinence, d'un amour vraiment divin et d'une vie exemplaire. » L'influence que, de l'île de Hijonhy (Iona), il exerça de tous côtés, était extraordinaire, et s'explique en partie par le don de prophétie qu'il possédait à un haut degré.

Très-précieux sont les renseignements que donne Mgr Greith sur le culte divin, la discipline et le genre de vie dans le grand couvent de Hijonhy, fondé par Columba, et les détails sur la forme et la matière des premiers bâtiments, construits d'abord d'argile et de claies de saule, plus tard de bois. Les deux livres suivants contiennent la vie et les faits de saint Colomban et de saint Gallus. Il résulte de recherches chronologiques très-étendues que Colomban, après avoir eu la direction de l'école depuis sa vingt-cinquième année, vint s'établir dans la Grande-Bretagne, qu'il quitta pour aller en Gaule, en 589-590. Lui aussi, comme Columba, porte une certaine empreinte prophétique; son attitude en face de la cour corrompue de l'Austrasie, qui amena son bannissement, sa rigidité à maintenir les règles de la vie monastique et à conserver ce qui était superflu et même ce qui était mauvais, tout cela est trop connu pour qu'il soit besoin d'insister. — L'auteur termine par un examen des dogmes de l'Église irlandaise. La confession de foi de saint Mochta, le *Liber dogmatum*, le discours de saint Gallus, prononcé à l'élection de l'évêque Jean de Constance, sont ici traduits.

Par cet excellent ouvrage, l'éminent auteur a non-seulement comblé une lacune, mais il a donné, sans le vouloir peut-être, une solide réfutation d'un ouvrage de M. le docteur Ebrard, publié il y a quelques années. En développant les idées de quelques théologiens anglicans, ce savant avait soutenu que les missionnaires venus d'Irlande et d'Écosse, étaient parvenus à établir dans les Îles Britanniques une Église indépendante de Rome, et propagée par les mêmes missionnaires, que l'auteur appelle « les Culdécens, » de la Frise jusqu'à Chur. Après que cette Église eut fleuri pendant deux siècles, — restant toujours tout à fait indépendante de Rome, — la cour romaine aurait enfin réussi à la faire détruire par saint Boniface et Pépin. Il ne paraît pas que Mgr Greith ait connu ce traité de M. Ebrard; mais, par le seul exposé des faits, il l'a réfuté de la façon la plus péremptoire.

— Comme l'idée de la nationalité allemande s'est réveillée depuis quelque temps, c'est surtout vers les temps de nos anciens empereurs que se tournent les yeux de la jeunesse studieuse. Certains empereurs, regardés de plus près, perdent, il est vrai, de leur prestige, et apparaissent à la fois comme ennemis de l'Église et de la liberté. Mais les cœurs battent encore en pensant à cette période lointaine, et les yeux des masses se tournent avec prédilection vers ces Othon et ces Barberousse qui, plus d'une fois, ont ébranlé le trône des papes et des rois. On ne saurait nier que ce ne soit, du moins chez les protestants, un certain antagonisme religieux qui fasse tant aimer ces empereurs qui, pour la plupart, voulaient faire la loi à l'Église ou la combattaient avec acharnement. Plein d'enthousiasme pour

l'ancien empire, pénétré du vif désir de développer cet enthousiasme chez le peuple et surtout dans la jeunesse allemande, M. Giesebrecht publia, en 1855, le premier volume de son *Histoire de l'Empire d'Allemagne*, qui obtint aussitôt un immense succès. Les années 1857 et 1858 virent paraître le deuxième volume, qui contient l'histoire de Henri II, de Conrad II et de Henri III. Le troisième volume se compose de trois parties, dont la première, publiée en 1862, raconte l'élévation de la papauté; la deuxième, publiée en 1865, les combats de Henri IV; et la troisième, qui vient de paraître, l'histoire de Henri V¹. Ce troisième volume a atteint d'énormes proportions, sans qu'on puisse, d'ailleurs, en faire un reproche à l'auteur. Car c'est surtout le temps des premiers combats entre les papes et les empereurs, c'est surtout la grande figure de Grégoire VII qui excitent l'intérêt au plus haut degré. Nous reconnaissons les qualités brillantes que, plus qu'aucun autre en Allemagne, M. Giesebrecht a su déployer en écrivant l'histoire de ces luttes malheureuses, qui ont causé l'affaiblissement de notre patrie au moyen âge; nous savons qu'il consacre, depuis trente ans, son talent et ses labeurs à cet ouvrage: il connaît et utilise toutes les sources, et une saine critique le guide dans ses recherches. On est charmé par ce style à la fois simple et poétique, et on ne peut que féliciter l'auteur de se montrer animé de ces idées chrétiennes — qui seules peuvent faire le bonheur des peuples, — et de faire preuve de cette calme impartialité dont aucun historien, vraiment digne de ce nom, ne saurait se passer. Mais M. Giesebrecht reste toujours protestant, et, à ce titre, il ne peut se faire une juste idée de l'indépendance nécessaire à l'Église catholique. Aussi ne saurait-il apprécier Grégoire VII et son œuvre. Dire qu'un instinct de domination, que le désir immodéré de régner poussa ce grand homme à déployer une activité sans pareille dans l'histoire du genre humain, cela ne montre-t-il pas que l'auteur ne comprend ni le moyen âge en général, ni Grégoire VII en particulier? Il a mieux réussi à peindre le caractère de Henri IV, dont M. Stenzel avait fait un tissu de contradictions inexplicables, et que M. Floto avait loué avec excès. Henri IV voulait gouverner l'Église, l'Allemagne, tout l'Occident enfin, comme quelques-uns de ses prédécesseurs avaient pu le faire; il ne comprenait pas que les temps avaient changé: les idées régnantes favorisaient alors la liberté de l'Église, comme l'indépendance des princes allemands.

— C'est une page d'histoire ecclésiastique et profane bien peu attrayante que le docteur Ch. Menzel a tracée dans son livre sur Thierry d'Isenburg, archevêque de Mayence, de 1459 à 1463²; mais

¹ *Geschichte der deutschen Kaiserzeit*, von W. von Giesebrecht, t. III, part. III. Heinrich V. Brunswick, Schwetcke und Sohn, 1868, in-8° de xxx-744-1224 p.

² *Diether von Isenburg, Erzbischof von Mainz, 1459-1463. Ein Beitrag zur Geschichte der staatlichen und politischen Reformbestrebungen des 15 Jahrhunderts*, grösstentheils nach ungedruckten Quellen, von D. K. Menzel. Erlangen, Besold, 1868. In-8° de x-226 p.

il a bien fait de la mettre en lumière, et de rapprocher de la vie de ce prélat les grands événements politiques du temps. L'auteur ne s'est pas borné à utiliser tous les documents imprimés; il a tiré des archives de Dresde, de Munich, de Carlsruhe, de Wurtzburg, de Berlin, etc., des documents qui paraissent ici pour la première fois. La partie essentielle de ce travail est consacrée à la longue et désastreuse querelle de l'archevêque de Mayence, Diether d'Isenburg, avec le pape Pie II et l'archevêque Adolphe de Nassau, institué par ce pape. En jugeant cette querelle, l'auteur prend parti pour Diether, et s'échauffe parfois contre le pape d'une manière qui n'est nullement justifiée par les faits. Depuis que M. Voigt, dans un ouvrage recommandable sous beaucoup de rapports, a porté un jugement si défavorable sur Pie II, il est de mode de suivre cette voie, et d'oublier jusqu'aux grands et nobles efforts faits par ce pape pour réunir la chrétienté contre la puissance formidable des Turcs. Comme dans les grands siècles des croisades, l'Église avait fait face à la dépense en mettant des impôts sur les biens ecclésiastiques; Pie II voulut, dans le même but, faire lever une dîme, alors que les nations ne devaient payer que la trentième partie. En Allemagne il n'exigeait même pas autant. Avec beaucoup d'autres, l'auteur voit dans cette mesure une atteinte aux privilèges de la nation : à ses yeux le parti qui s'y opposa lutta avec raison contre l'arbitraire papal, et les choses sont représentées comme si Pie II n'avait eu pour but que la restauration de l'autorité tant affaiblie des papes. Quiconque s'oppose aux mesures prises par les papes passe pour réformateur. — Sans cette prédilection pour les antagonistes de la papauté, il serait impossible de s'expliquer la sympathie de l'auteur pour Diether, cet homme si passionné, si léger, si perfide, qui, selon la coutume de presque tous les princes séculiers du temps, conclut des alliances et les rompit, selon l'avantage du moment. C'est peine perdue que de vouloir démontrer qu'en prononçant de temps en temps le mot de *réformes*, il ait voulu autre chose que servir ses intérêts, et acquérir la plus grande indépendance possible à l'égard du pape comme à l'égard de l'empereur. Un prince d'Église qui, pendant de longues années, ne disait même pas la messe, ne nous semble pas pouvoir être présenté comme un réformateur ecclésiastique, et en exposant la vie d'un tel homme, nous n'aurions pas, comme l'auteur le fait, glissé aussi légèrement sur les reproches du pape, en nous bornant à les représenter comme des ornements de rhétorique destinés à regarder la déposition comme une peine méritée.

— Il y a sept ans que la commission historique à Munich prit la résolution de publier la correspondance des princes de la maison de Wittelsbach, et d'ouvrir ainsi une source des plus importantes pour l'histoire du seizième siècle. Le travail fut partagé entre MM. Löher, de Sybel et Cornelius. M. Löher fut chargé de l'ancienne correspondance bavaroise, M. de Sybel de celle de l'ancien Palatinat, M. Cornelius de la correspondance bavaroise et palatine des temps postérieurs. M. de Sybel, appelé à Bonn, fut remplacé par M. Kluckhohn

pour la correspondance palatine, dont la première partie, comprenant les lettres de Frédéric le Débonnaire, est sous nos yeux ¹. Le prince électeur Frédéric III (1559-1576), est un des princes les plus considérables qui aient régné en Allemagne dans le cours du xvi^e siècle. Par ses qualités personnelles, non moins que par le rôle important qu'il a joué dans les affaires politiques et ecclésiastiques, comme premier adhérent formel, comme champion déclaré et reconnu du calvinisme en Allemagne, il mérite de fixer l'attention de l'historien. Sa correspondance est une mine précieuse de renseignements pour cette époque. Elle est précédée d'une introduction historique assez longue, où, après avoir parlé des sources et de la littérature, l'auteur s'étend sur l'histoire de Frédéric jusqu'à son avènement au trône, puis sur sa famille et sur les princes contemporains. La correspondance elle-même, dont la première moitié est publiée ici, contient trois cent quatre-vingt-treize pièces. Outre les trésors des archives de Munich, l'auteur a exploité les archives et les bibliothèques d'une foule de villes d'Allemagne. Stuttgart, Cassel et les archives saxonnes ont fourni la plus riche récolte. En présence de l'abondance des documents recueillis, on a dû renoncer à une publication intégrale. Au commencement, l'éditeur s'était proposé de ne publier que des lettres principales offrant un intérêt historique. Plus tard il donna plus d'extension à son plan, de sorte qu'il publia également les lettres qui offraient un intérêt biographique. Il s'en est suivi que beaucoup de lettres d'une réelle importance historique n'ont pu être publiées qu'en extraits. Ces extraits forment plus de la moitié des trois cent quatre-vingt-treize pièces. C'est surtout la correspondance avec les calvinistes français qui offre des lacunes. Quant aux lettres échangées entre le prince allemand et le chef des calvinistes à Genève, on peut espérer que beaucoup trouveront place dans la nouvelle édition des lettres de Calvin préparée par Baum, Cunitz et Reuss. Beaucoup d'autres, cachées dans la poussière des archives de familles françaises, attendent encore le jour de la publicité.

Il est superflu d'insister sur l'intérêt d'un tel recueil. On assiste en quelque sorte aux événements; on voit les princes correspondants se communiquer leurs espérances et leurs craintes, échanger leurs opinions théologiques et politiques; on suit la lutte des sectes: le calvinisme, encore frais et vigoureux, dispute le terrain au protestantisme luthérien, déjà tombé en décrépitude; et les progrès de l'Eglise catholique en Allemagne excitent le comte Palatin et son parti à redoubler d'activité et de zèle. L'auteur attache avec raison une grande importance au côté politique et religieux de la corres-

¹ *Briefe Friedrich des Frommen, Kurfürsten von der Pfalz*, mit verwandten Schriftstücken gesammelt und bearbeitet von A. Kluckhohn. Auf Veranlassung und mit Unterstützung seiner Majestät des Königs von Bayern, Maximilian II, herausgegeben durch die historische Commission bei der Königlich-akademie der Wissenschaften, t. I, 1559-1566, Brunswick, Schwetsche und Sohn, 1868, in-8° de LXXVII-741 p.

pondance, et sa collection forme véritablement, comme l'avant-propos le promet, un recueil diplomatique pour l'histoire du protestantisme allemand à la naissance du calvinisme en Allemagne. Mais c'est aussi sur la situation politique, et surtout sur les rapports de la cour Palatine avec la France, que cette correspondance jette beaucoup de lumière. Cette importance s'accroît à partir de 1560, et l'on est en droit d'espérer beaucoup d'éclaircissements de la publication du tome II, qui, sans doute, ne se fera pas longtemps attendre.

— M. Rittweger, dans un opuscule intitulé : *Custine à Francfort, et la reprise de la ville par les Allemands en 1792*, a voulu soumettre à un examen consciencieux la conduite des habitants de Francfort et des Français en 1792. L'auteur raconte comment, après l'issue défavorable de la campagne prussienne dans la Champagne, le général Custine marcha de Landau sur Spire et Mayence, s'empara de ces deux villes, et fit occuper la ville libre de Francfort par son lieutenant, le général Neuwinger. Trois mille hommes environ entrèrent dans la ville et furent logés chez les bourgeois. On imposa à la ville une contribution de deux millions de florins, qui, réduite aussitôt par Custine d'un demi-million, ne devait pas être payée par tous les citoyens, mais seulement par les patriciens et les monastères. Cette distribution inégale fut l'objet d'un conflit avec la municipalité. Custine vint à Francfort, prit pour otages sept citoyens des plus considérables, et insista pour le paiement complet des deux millions. La première moitié payée, il devint plus traitable, mit en liberté les otages, et promit de s'interposer pour obtenir la remise de l'autre moitié. Une députation qui, dans ce but, se rendit à Paris, n'aboutit à rien. En attendant, Custine tourna ses vues sur la Hesse-Cassel, fit mettre à contribution des salines et des couvents, et déploya dans ses proclamations une faconde étonnante, ne parlant que de tigres et de monstres, et présentant la nation française comme une race du paradis, créée pour effectuer l'affranchissement et faire le bonheur du genre humain. Le fameux Deux Décembre donna une autre tournure aux affaires. Les Prussiens et les Hessois, marchant de la Lahn sur la ville, la prirent d'assaut. Environ deux cents Français furent tués ou blessés ; douze cents autres, et parmi eux le général Van Helden, furent faits prisonniers. Les clubistes de Mayence ne manquèrent pas de faire un service funèbre pour « les frères tombés à Francfort, » et de publier une brochure où le Deux Décembre fut représenté comme un pendant de la Saint-Barthélemy et des Vêpres Siciliennes. Dix mille hommes, tous armés de couteaux, auraient attaqué les soldats français pour les assassiner. Ces calomnies, que Custine reproduisit dans sa relation, furent réfutées par un exposé officiel, d'où il résultait qu'au contraire beaucoup de Français avaient été sauvés par les habitants, et que les prisonniers avaient reçu le meilleur traitement. La députation, qui se trouvait encore à Paris, courut un grand danger lorsque la nouvelle de ce prétendu massacre arriva à Paris. On parla de la retenir jusqu'à ce que satisfaction ait été donnée ; mais, à ce qu'il paraît, on reconnut l'erreur,

et on la laissa partir au commencement de 1793. La campagne se termina par l'abandon du Rhin et la capitulation de Mayence.

Tel est, en résumé, le contenu d'un opusculé qui se recommande par sa composition et par une grande richesse de documents. L'auteur s'est donné la peine de recueillir et de publier toutes les proclamations des généraux français, et les réponses, les défenses, etc., du magistrat de Francfort.

— De Francfort à Spire, la transition est toute naturelle. Si Francfort nous rappelle l'élection et le couronnement des anciens empereurs depuis trois siècles, Spire nous montre encore cette magnifique cathédrale, où huit de nos empereurs *post tot ultimam exspectant tubam*. Mais ce n'est pas des empereurs, c'est des évêques que j'ai à parler ici. Les évêques ont précédé en Allemagne les empereurs : ils leur ont survécu. M. Remling, qui nous a déjà donné une *Histoire des anciens Evêques de Spire*, y a joint une *Nouvelle Histoire des Evêques de Spire*¹. L'introduction, qui traite surtout de la domination française et de son influence sur la réorganisation de l'Eglise en Allemagne, donne en même temps une bonne description du diocèse de Mayence, auquel celui de Spire appartenait pendant la domination française. Ce ne fut qu'en 1817 que le concordat avec la Bavière amena le rétablissement de l'ancien évêché, et c'est à cette époque que l'auteur reprend son récit pour conduire les évêques de Spire jusqu'à l'intronisation de Monseigneur de Weiss. La série des évêques dont il parle, commence avec Jean-Louis Colmar, institué par Napoléon, à la suite du Concordat de 1802, comme évêque de Mayence et de Spire. Par son activité vraiment apostolique, ce prélat a laissé un souvenir ineffaçable ; l'auteur s'arrête longuement sur son administration et loue les soins qu'il consacra à l'éducation de la jeunesse. La courageuse intervention du prélat à Paris sauva la belle cathédrale de Spire, qui, « construite dans un mauvais style gothique, » comme le disait l'architecte Henrion, devait être rasée, pour être remplacée par une place d'armes ornée de jardins et de promenades.

— Le second volume des lettres de Marie-Thérèse et de Joseph II, dont nous avons parlé ici, contenait quatre cents lettres ; le troisième² et dernier en contient cinq cent quatre-vingt-dix, dont la première moitié appartient à la guerre de la succession de Bavière, qui rappelle les noms, plus d'une fois néfastes pour l'Autriche, de Nachod, de Trautenau, de Sadowa et de Königgrätz. Dans presque toutes ses lettres, Marie-Thérèse insiste pour un accord amiable avec l'ennemi ; voulant donner la paix à son peuple, elle est prête à tous les sacrifices que l'honneur permet ; surtout elle n'hésite pas à renoncer à tout espoir de gagner la Bavière. Joseph a bien sous les yeux les horreurs de la guerre, et

¹ *Neuere Geschichte der Bischöfe von Speyer sammt Urkundenbuch*. Speyer Kleeburger, 1867, grand in-8° de VIII et 676 p.

² *Maria Theresia und Joseph II. Ihre Correspondenz sammt Briefen Josephs an seinen Bruder Leopold*. Herausgegeben von Alfred, Ritter von Arneth. Wien, Gerold's Sohn, 1868, t. III, in-8° de 430 p.

les gémissements de ses sujets de Bohême et de Moravie déchirent son cœur ; mais il recule devant la pensée de se retirer devant l'ennemi, à la tête d'une armée pleine de courage. Tandis que l'impératrice n'est dominée que par la crainte qu'une bataille soit livrée et que son armée ne soit forcée à la retraite, le fougueux jeune homme met toute son espérance dans l'issue d'une bataille décisive, qu'il veut livrer avant que les négociations de Thugut aboutissent, et ne redoute rien tant que les hésitations, la prudence exagérée de Laudon, qui savait pourtant mieux apprécier le génie de Frédéric et ses forces militaires.

Dans l'automne de 1778, Frédéric quitte la Bohême. Joseph pousse alors des cris de joie, et conçoit déjà des plans de campagne pour l'année prochaine, pour laquelle il pense être mieux préparé. Mais ses espérances sont bientôt troublées par une lettre de Kaunitz, qui lui écrit que, selon les déclarations du prince Galitzin, la Russie doit se mettre du côté de la Prusse, si, dans le cours de l'hiver, l'Autriche ne veut pas s'entendre avec cette puissance. « Si la Russie, écrit Kaunitz, réalise ses menaces, notre situation est telle que l'année suivante nous devons nous courber sous toutes les prétentions de Frédéric, tandis que maintenant, en entamant à temps des négociations, nous pourrions prendre encore une position conforme à la dignité impériale. » La lettre finit avec la déclaration que Joseph doit venir à Vienne sans retard, pour s'entendre avec sa mère sur cette question capitale. Joseph ne donne pas immédiatement suite à cette invitation. D'abord il ne croit pas devoir quitter l'armée en face de l'ennemi, puis il est bien éloigné de donner pleine croyance aux déclarations de la Russie. Il avoue qu'il serait difficile de tenir la campagne vis-à-vis d'une confédération si puissante, mais il est d'avis d'attendre la décision. Si la Russie s'alliait, en effet, à la Prusse, et si Marie-Thérèse ne voulait pas hasarder tout, on n'aurait qu'à rendre la Bavière sans condition et à en appeler à la médiation des puissances neutres.

La dernière lettre de 1778 est du 16 novembre ; la lettre suivante est de mars 1779, c'est-à-dire d'un moment où les négociations de paix sont déjà commencées à Teschen. La paix conclue, Joseph consacre toute son attention aux affaires intérieures. Il parcourt ses États, pour tout voir de ses propres yeux. De retour à Vienne, il est surpris des abus qu'il trouve dans toutes les branches de l'administration. « Le désordre, l'inconséquence, l'intrigue, est toujours la même ; les objets des études sont dans une confusion dont on n'a pas d'idée. » Ce sont surtout les désordres qui se sont introduits dans les finances qui excitent son mécontentement. Aussi ne peut-il retenir cette plainte que l'impératrice se mêle de toutes les affaires, même de celles dont elle n'est pas capable, qu'elle prête l'oreille à toutes les suggestions, et qu'en entrant dans les détails insignifiants elle perd de vue l'ensemble ; on le voit sans cesse occupé de détruire les abus, de porter remède aux griefs, de former des projets d'améliorations. Nous ne pouvons qu'indiquer les lettres fort instructives qui se rapportent au voyage de Joseph près de Catherine II.

De toutes ces communications avec l'impératrice, il résulte que la pensée de fonder un grand empire d'Orient occupait sans cesse celle-ci, et qu'elle revenait toujours à l'idée que Rome devait devenir la capitale des empereurs allemands. « Tout ceci, écrit Joseph, peuvent être des ruses, des faussetés, ou sont des chimères dont je ne puis concevoir que Sa Majesté se serve ou se repaisse. »

— « La véhémence opposition qui, dans l'été de 1866, mit en présence les deux plus grands États allemands, n'est pas née tout d'un coup et dans notre temps; elle a été préparée par l'histoire de plus d'un siècle. Ce n'est pas seulement sur le champ de bataille et dans les négociations diplomatiques, c'est aussi sur le terrain des sciences et de la littérature qu'elle a trouvé son expression. » Sous l'influence de cette rivalité, les historiens allemands se sont souvent déterminés dans tel ou tel sens, et selon le parti religieux et politique auquel ils appartenaient, ils ont donné une couleur toute différente aux événements. Si cette influence s'est étendue à l'appréciation du moyen âge allemand, combien n'a-t-elle pas été puissante pour ce qui se rapporte aux temps modernes! Nous ne rappellerons que deux ouvrages célèbres : l'*Histoire du temps de la Révolution*, par M. de Sybel, et l'*Histoire d'Allemagne depuis la mort de Frédéric le Grand*, par M. Häusser, qui, toutes deux, malgré beaucoup de sérieuses qualités, servaient manifestement à préparer les esprits à l'union de l'Allemagne sous la direction de la Prusse. Il va sans dire que des expositions historiques ainsi faites ont provoqué les protestations d'adversaires politiques et ont donné naissance à des ouvrages d'une couleur toute différente. Nous citerons seulement l'ouvrage de M. Alfred de Vivenot : *Leduc Albert de Saxe-Teuchen, pour servir à l'histoire de la décadence de l'Empire et de la paix de Bâle*, ouvrage très-important à cause des nombreux documents qui s'y trouvent fondus, mais où en même temps l'opposition contre la Prusse a trouvé son expression la plus haute. Une histoire nouvelle de l'Allemagne pendant la Révolution française, faite avec une critique sévère et impartiale, sera donc favorablement accueillie de tout ami de la vérité historique ¹.

Depuis bien des années M. Hüffer s'est préparé à remplir cette tâche par des études sérieuses dans les archives. En 1864, il copia aux archives secrètes de Vienne les documents relatifs aux traités de Léoben et de Campo-Formio; en 1866, il trouva accès aux archives d'État prussiennes, et y puisa des documents se rapportant aux années 1793 à 1797; enfin, au printemps dernier, il eut à se féliciter d'avoir obtenu une faveur plus rare encore: il put pénétrer dans les archives du ministère des Affaires étrangères à Paris, et y poursuivre ses recherches. Avec tant d'inappréciables matériaux, il a pu contrôler les récits des historiens, et il les critique avec autant de

¹ *Oesterreich und Preussen gegenüber der französischen Revolution bis zum Abschluss des Friedens von Campo-Formio*. Vornehmlich nach ungedruckten Urkunden der Archive in Wien, Berlin und Paris, von Hermann Hüffer. Bonn, 1868, in-8°.

sagacité que de modération et de convenance. En relevant les erreurs de MM. de Sybel, Häusser et de Vivenot, il n'a pas manqué de rendre hommage au mérite de ces historiens.

On peut dire que ce livre est un des plus remarquables qui aient paru de nos jours, et nous n'hésitons pas à le recommander à tous les amis de l'histoire. Pour ce qui concerne les années 1792 à 1795, il donne une idée claire et complète des événements. A partir de la paix de Bâle, la Prusse cessa de faire la guerre à la France et resta spectatrice de la lutte de l'Autriche avec la Révolution. Nous ne sommes point étonné que les archives prussiennes présentent pour le temps postérieur à cette paix plus de lacunes que pour les trois années précédentes, que les relations des ambassadeurs soient moins riches, moins sûres, et qu'elles accusent l'antipathie la plus vive contre l'Autriche. Or ce sont justement ces documents sur lesquels s'est appuyé le seul ouvrage allemand qui, pour ces temps, mérite le nom d'ouvrage historique, à savoir l'*Histoire d'Allemagne* de M. Häusser. Lors même que cet auteur n'aurait pas eu un parti pris, les documents utilisés par lui l'auraient contraint à demeurer incomplet. On verra en lisant les deuxième et troisième livres de M. Hüffer, combien de fois l'auteur trouve occasion de suppléer aux relations de M. Häusser, de modifier ou de renverser ses jugements sur les hommes et les événements. C'est principalement l'exposé des événements de 1795 à 1798 et des négociations si importantes qui précéderent les traités de Léoben et de Campo-Formio qui doit attirer l'attention, par la nouveauté des renseignements et la sûreté des informations.

P. BECKMANN.

COURRIER ITALIEN

La plus importante des publications historiques qu'ait vu s'accomplir en Italie l'année 1868, c'est l'ouvrage de M. Cesare Cantù, *Gli eretici d'Italia*, dont la dernière livraison vient de paraître¹. Cette histoire qui présente les mêmes qualités que les précédents ouvrages de M. Cantù, est appelée probablement au même succès en France, où MM. Anicet Digard et Édouard Martin, viennent de faire paraître la traduction du deuxième volume². On peut reconnaître à l'illustre historien autant d'impartialité critique qu'il est possible d'en trouver dans une œuvre qui va jusqu'au temps présent, à travers les questions religieuses et sociales qui ont le plus passionné l'humanité; l'un des derniers documents cités, est un manifeste de Mazzini, daté d'octobre 1867.

L'histoire des hérésies en Italie, est forcément un peu l'histoire de l'Église et même un peu l'histoire de l'Italie; il n'est pas un homme célèbre dont M. Cantù ne soit amené à parler; aussi l'on peut se rendre compte de l'intérêt de cet ouvrage, où se trouvent discutées toutes les grandes questions qui ont agité l'Italie, et qui eurent un contre-coup en Europe. L'auteur, on le sait, est un travailleur infatigable: il n'a négligé pour son histoire aucune des ressources qu'il avait à sa disposition, et il cite beaucoup de documents inédits, puisés dans les archives et dans les bibliothèques des différentes villes de l'Italie.

Dans le premier volume, qui a pour objet les origines de la réforme, M. Cantù s'occupe de tout ce qui a pu y contribuer directement ou indirectement. C'est ainsi qu'il agite la question de l'orthodoxie de Dante. Dante a attaqué très-vivement Boniface VIII et critiqué le gouvernement pontifical; mais il n'a pas été seul à le faire, et on peut placer à côté de lui Pétrarque et Sainte-Catherine

¹ *Gli eretici d'Italia, discorsi storici di Cesare Cantù*. Torino, dalla Società l'unione tipografico-editrice, 1865-1868, 3 vol. publiés en 27 livraisons de 64 pages chacune; le 3^e vol. divisé en 2 parties comprenant en tout 755 pages.

² *La réforme en Italie et le concile de Trente*. Paris, Adrien Le Clere, 1868, in-8°.

de Sienne elle-même. L'on n'avait pas, il est vrai, grande confiance en sa science théologique, car on disait de lui : *Theologus Dantes, nullius dogmatis expers*; mais on était si loin de le considérer comme hérétique que l'on a placé son image sur les murs de Santa Maria del Fiore, où elle est encore. M. Cantù fait l'éloge de Savonarole, dont la voix fatidique reprochait au pape et au clergé de laisser se préparer la ruine de l'Église¹. Il voulait réveiller le zèle religieux et rendre la vie à l'Église par l'amour de Dieu. Alexandre VI ne le déclara pas hérétique, mais seulement *sospetto d'eresia*, et Savonarole lui répondit : « Pontife, veille au salut de l'Église². » Erasme, lui, côtoya la réforme de bien près; il ne voulut s'affilier à aucun parti religieux, préférant critiquer tout le monde; mais ses opinions ressemblent souvent à celles de Luther, et il était passé en proverbe de dire : *Aut Erasmus lutherizat, aut Lutherus erasmizat*. Quant à Michel-Ange et à la célèbre Vittoria Colonna, quoique souvent agités par le doute, ils n'ont point quitté le giron de l'Église catholique. Michel-Ange écrivait à Vittoria Colonna :

Ora in sul destro, ora in sul manco piede
Variando, cerco della mia salute.
Fra'l vizio e la virtute
Il cor confuso mi travaglia e stanca.

Ces vers font foi des tourments de ce grand esprit; mais Vasari nous raconte que, pour le Jubilé, il faisait avec lui des stations dans toutes les églises. Vittoria Colonna, de son côté, peint ses sentiments religieux dans ses poésies :

Tra gelo e nebbia corro a Dio sovente
Per foco e lume, onde i ghiacci disciolti
Sieno, e gli ombrosi veli aperti e tolti
Dalla divina luce e fiamma ardente.

Elle vivait dans le même courant d'idées que les hommes illustres dont elle était entourée, parmi lesquels on doit compter au premier rang le cardinal Polo et le cardinal Morone, qu'elle appelait *il dolcissimo mio e reverendissimo Morone*.

Ici s'arrête le premier volume. Dans le second, M. Cantù s'occupe, entre autres personnages sur lesquels il produit souvent des documents nouveaux, de fra Bernardino Ochino, ce célèbre général des Capucins, grand prédicateur que l'on comparait à saint Jean Chrysostome, et qui passa des excès de l'ascétisme le plus exalté à l'excès opposé, prêchant la polygamie et poussant à l'extrême les doctrines des réformés; de Pietro Martire Vermigli, ami d'Ochino, et de Bullinger, de l'Arétin, qu'il appelle le Voltaire de l'Italie, semblable à Voltaire par ses principes, par ses mœurs et par son esprit.

¹ « Guai, guai all'Italia e a Roma! Venite, venite, sacerdoti; venite fratri miei! vediamo se possiamo resuscitare un poco l'amore di Dio. »

² « Tu sei il mio confessore, vescovo e papa, provvedi tu alla chiesa che rovina. »

Puis vient la peinture de la cour de Ferrare, au temps de la duchesse Renée, séjour des poètes, refuge des réformés, entre autres de Marot ; de cette cour, d'où était sortie une jeune femme, célèbre par sa science et son talent, morte bien jeune dans l'exil, Olimpia Morata. — Vergerio, évêque de Capo d'Istria, se livra complètement au luthéranisme, mais il n'en n'est pas de même du cardinal Morone, qui fut enfermé au château Saint-Ange, auquel on fit solennellement son procès et qui fut déclaré absous par sentence pontificale ; son ami le cardinal Sadolet, le célèbre humaniste, un moment soupçonné d'hérésie, ne fut cependant pas mis en accusation. — M. Cantù montre enfin l'Église fixant le dogme au Concile de Trente, opérant toutes les réformes dans la discipline qui paraissaient nécessaires, effaçant les abus, et développant, d'un mouvement spontané, toutes les institutions charitables. De cette époque date la fondation des œuvres les plus utiles au secours des misères et des maladies, et toutes les classes de la société ont fourni, à ce moment, de nobles exemples de dévouement.

Le second volume se termine par plusieurs chapitres qui n'ont pas encore été traduits, où se trouvent la peinture de la réforme à Lucca, à Siena, et la description des doctrines de Fausto Soccino di Siena, le célèbre fondateur de la secte des Sociniens, le prédécesseur et l'on pourrait presque dire le maître de Spinoza, de Bayle, d'Hegel, de Strauss, de Renan, etc., mort en Pologne, et sur la tombe duquel on a écrit :

Destruxit tecta Lutherus
Calvinus muros sed fundamenta Socinus.

M. Cantù produit toute la généalogie de la famille Soccino, ancienne famille siennoise, et plusieurs documents intéressants sur son histoire.

Le troisième volume débute avec le pontificat de Grégoire XIII. M. Cantù apprécie le caractère de Sixte-Quint et de Clément VIII ; il trace le portrait de deux illustres défenseurs de la foi, saint Charles Borromée et le cardinal Bellarmín, jésuite de Montepulciano, et de deux célèbres adversaires de la religion catholique, Campanella et Giordano Bruno ; il montre beaucoup d'Italiens allant en Suisse, soit à Zurich, soit à Genève, soit dans les Grisons, pour se vouer au protestantisme. Puis vient l'histoire de la réforme à Venise : des dissentiments s'étaient élevés entre le gouvernement vénitien et le gouvernement pontifical ; le pape reprochait à la république de Venise trop de douceur à l'égard des hérétiques, et fra Paolo Sarpi soutenait que le pape n'avait aucun droit de s'immiscer dans les affaires des autres États. Quoiqu'il y eût eu à Venise de nombreux cas d'hérésies, les condamnations n'avaient jamais été que l'amende ou la prison ; Paul V réclamait une répression plus rigoureuse, et fra Paolo Sarpi, secondé par fra Fulgenzio Micanzio, combattant la théorie pontificale, se rapprochait beaucoup dans cette lutte des doctrines protestantes. Son histoire du concile de Trente avait été réfutée, comme une œuvre dangereuse. Sarpi se

trouvait en butte à de violentes attaques : il avait obtenu l'autorisation de ne sortir qu'accompagné d'un frère armé d'un fusil. Lorsqu'il fut assassiné, on en accusa la cour de Rome, et tout au contraire c'est la cour de Rome qui fit juger et punir ses assassins, Poma, Parrasio, etc., arrêtés sur le territoire pontifical.

- Dans le discours XLVIII, intitulé : *Sguardo retrospectivo alla riforma*, M. Cantù examine la question, souvent agitée, de savoir s'il y aurait eu avantage pour la civilisation italienne, à embrasser la réforme. C'est de cette époque, M. Cantù le déclare, que date la décadence de l'Italie; mais tout ce qu'elle a encore conservé de grand tient à la religion, et la décadence de l'Italie vient de la domination étrangère et de la perte de son indépendance politique; toute la vie, toute la force et toute l'intelligence de l'Italie, ont été alors absorbées par l'empire d'Autriche et par l'Espagne.

Du Tasse, M. Cantù rappelle les tourments. Il montre ce grand esprit souffrant à la fois et de la douleur morale et de la douleur physique, cherchant un refuge dans le sein de Dieu, demandant à la religion des consolations, et ne pouvant les goûter, déchiré qu'il est par le doute. M. Cantù nous le représente allant lui-même se dénoncer à l'Inquisition, par deux fois venant consulter le Saint-Office pour ses doutes sur l'Incarnation, et deux fois renvoyé avec l'absolution. Quant à Galilée. M. Cantù cherche à remettre dans leur vraie lumière des faits souvent altérés. Il produit plusieurs documents nouveaux sur son procès, entre autres des dépêches du ministre toscan à Rome. Quant à Vico, l'auteur de la *Science nouvelle*, il était catholique, dit M. Cantù, comme les autres grands penseurs du temps, Descartes, Malebranche, etc. M. Cantù fait ensuite l'étude de ces égarements de l'esprit, la sorcellerie, le quietisme, le spiritisme, qui ont pris un si grand développement à notre époque; il cite un cas d'esprits frappeurs à Trévise en 1547, il nomme un Milanais, Francesco Borri, enfermé comme sorcier au château Saint-Ange, où il mourut en 1695; enfin il donne des détails intéressants sur le procès de Cagliostro, condamné le 7 avril 1791 et enfermé au château San Leo, d'où il essaya en vain de s'échapper en tuant un capucin qu'on lui avait envoyé comme confesseur. Le mysticisme a aussi donné lieu, en Italie, à un procès célèbre, le procès du chanoine Pandolfo Ricasoli, qui avait joué dans l'institution de jeunes filles de Santa Dorotea un rôle analogue à celui d'Urbain Grandier. Pandolfo Ricasoli, descendant d'une illustre famille, né en 1581, avait publié plusieurs ouvrages mystiques; il mourut en 1657, après avoir été solennellement condamné à Santa Croce. Le jansénisme avait pris un certain développement en Italie, sous le patronage de Scipione Ricci, évêque de Pistoia, de Tamburini, de Zola, de Palmieri, etc.

Près de quatre livraisons sont consacrées au XIX^e siècle. M. Cantù montre d'abord l'influence exercée par l'école spiritualiste et catholique, représentée en Italie par Rosmini, Manzoni, Cantù, Balbo, Gioberti; il montre ensuite les progrès du matérialisme, et le prosélytisme fait dans certaines parties de l'Italie par la religion protestante; il parle des aventures et du procès de l'Achilli, des prédications

du Père Gavazzi, qui choisissait assez souvent pour chaire le *polcho* d'un théâtre; il cite ces paroles d'un prédicateur anglais encourageant la propagande de l'Église vaudoise¹, et lui fournissant de l'argent : « Vous descendez dans le puits et nous, nous tenons la corde. » T. III, p. 590. (N'était-ce pas les comparer à des seaux ?) M. Cantù examine ensuite le rôle religieux rempli par les sociétés secrètes, il estime que la franc-maçonnerie, en se divulguant dès le premier empire, est devenue un moyen de surveillance pour le Gouvernement et un moyen de parvenir aux emplois pour beaucoup de ses membres; il attribue un rôle plus actif au carbonarisme et à la Société de la Jeune Italie, fondée par Mazzini après 1830².

Puis vient une appréciation des œuvres remarquables de philosophie publiées en Italie depuis le commencement du siècle : la *Cosmogonia* du père Pianciani, les ouvrages de l'abbé Perrone, la *Teosofia* de Rosmini, très-exaltée à son apparition, les œuvres du Père Ventura, enfin les livres catholiques de Gioberti, respirant un culte si vif pour la papauté, à laquelle il ne devait pas rester fidèle. M. Cantù termine en émettant des vœux pour l'union de la science et de la religion; il voudrait que de chaque prêtre l'on pût dire à la fois : *et docet et ducit*.

— Signalons en passant, parmi les récentes publications faites à Turin, un volume du comte Sclopis, ancien président du Sénat et de la Cour de Cassation, sur *Marie-Louise-Gabrielle de Savoie*, reine d'Espagne, sœur de la duchesse de Bourgogne, volume dont il a déjà été parlé dans la *Revue*. La comtesse della Rocca avait la première fait connaître la reine d'Espagne, en publiant d'après les originaux des archives de Turin, sa correspondance avec son père et sa grand'mère. A en juger d'après ces lettres, la reine d'Espagne avait encore plus de vivacité, d'entrain et d'esprit naturel que sa sœur la duchesse de Bourgogne, dont les lettres sont un peu insignifiantes, mais suffisent à montrer qu'elle n'a point conspiré avec son père contre sa patrie d'adoption, la France.

— Le savant abbé Peyron a publié une étude sur la régente Marie-Christine, fille d'Henri IV, princesse au caractère dominateur, *prepotente* comme on dit en italien, et dont le portrait avait déjà été dessiné dans les derniers volumes du savant général Albert della Marmora sur le marquis de Pianezza et le marquis Parella. Le baron Claretta a aussi publié un volume sur le même sujet.

Turin renferme une pléiade de savants esprits qui ne restent pas oisifs : nous devons citer encore le préfet de la bibliothèque de l'Université, le commandeur Correzio, qui continue ses importants travaux sur le sanscrit; M. Promis, le bibliothécaire du château royal,

¹ Ces progrès des Vaudois viennent peut-être des violentes persécutions du Val de Luserna sous Charles Emmanuel II, dites *pasque piemontesi*.

² La grande maîtrise de la franc-maçonnerie a appartenu, en Italie comme en France, à de hauts fonctionnaires. Après la mort de Cavour, il y a eu une sorte de schisme, et la grande maîtrise a passé successivement à Garibaldi, à Cordova, à de Luca.

qui vient de publier une intéressante étude de numismatique ¹ ; le comte Cibrario, célèbre par ses livres d'économie politique et par ses ouvrages historiques et que ses importantes fonctions n'empêchent pas de poursuivre de nouveaux travaux ², Nous ne devons pas non plus passer sous silence une étude historique intéressante, la *Storia diplomatica della lega Lombarda*, de M. Cesare Vigneti ³.

— Le célèbre écrivain polémiste de Turin, don Margotti, a publié, à l'occasion de la grande fête centenaire de saint Pierre, sous ce titre : *Saint Pierre et l'Italie, ou relations de saint Pierre et de ses successeurs avec les cent villes italiennes* ⁴, une sorte d'histoire ecclésiastique des cent plus importants centres de population de l'Italie. Dans plusieurs appendices, l'auteur traite des questions accessoires : saint Pierre et la civilisation, saint Pierre et les beaux-arts, saint Pierre et l'Exposition universelle de Paris, saint Pierre et l'indépendance italienne, saint Pierre et les poètes italiens. Sur ce dernier point don Margotti, comme M. Cantù dans son livre des *Eretici italiani* revendique Dante comme bon catholique : « Dante, dit-il, lorsqu'il attaque un pape, se déclare retenu par son respect pour les clefs de saint Pierre (*riverenza delle somme chiavi*) ; Dante contemple la papauté comme le soleil du monde, et s'il est ennemi de certains papes, il n'est pas ennemi du pape ⁵. » Dante, ajoute-t-il, malgré les critiques et les attaques dont il a été l'objet, peut être représenté comme conduisant aux pieds de saint Pierre le chœur des poètes non-seulement d'Italie, mais encore du monde entier ⁶. — On peut le supposer, toutes ces histoires ecclésiastiques locales ne sont pas puisées aux sources, empruntées à des documents inédits ; ce sont Ughelli dans l'*Italia sacra*, Baronius dans ses *Annales ecclésiastiques*, la collection des Bollandistes, et un certain nombre d'histoires locales, qui fournissent les matériaux de l'ouvrage de don Margotti ; mais cet ouvrage présente les qualités bien connues du fameux polémiste turinois, la clarté de l'exposition, la force du raisonnement, un style vif, mordant même quelquefois. C'est le livre d'un journaliste, ce n'est pas celui d'un bénédictin.

— Saint Pierre est encore l'objet d'une remarquable publication, conçue sur un plan tout différent, par un prêtre napolitain, l'abbé Antonio Trama, professeur d'histoire ecclésiastique au Lycée de

¹ *Monete della repubblica di Siena*. Torino, stamperia reale. 1868, in-8°.

² *Epigrafi latini ed italiani* di Luigi Cibrario. Torino, Botta, 1868, in-8°.

³ Milano, coi tipi di Pietro Agnelli, 1868, in 8°.

⁴ *San Pietro e d'Italia*, ovvero le relazioni di san Pietro e suoi successori colle cento città italiane, esposte da Stefano Margotti, cavaliere di san Gregorio magno, et commendatore di Carlo III di Spagna, — Torino, Pietro di G. Marietti tipografo pontificio. Roma, tip. e lib. poliglotta de propaganda fide, (Paris, chez Lethiellieux) 2 v. in-8°, de 527 et 400 p.

⁵ « Che sole del mondo contempla e vuole il papato, se é nemico di papi, del papa nemico non è, » t. I, p. 489.

⁶ « L'augusta figura di Dante, conduca a piè di san Pietro il coro dei poeti non ché d'Italia del mondo. »

l'Archevêché à Naples ¹. Comme on peut le voir par le titre, cet ouvrage est écrit pour répondre à un livre anonyme publié à Turin par une plume habile, où l'on soutenait que saint Pierre n'était jamais venu à Rome. Don Antonio Trama accumule toutes les preuves qui attestent le séjour de saint Pierre à Rome, les témoignages des Pères de l'Eglise d'Occident et de l'Eglise d'Orient, des catholiques, des protestants eux-mêmes; il constate que cette question a été soulevée seulement depuis la réforme, et que plusieurs des principaux entre les protestants, notamment Luther et Calvin qui écrivait : *propter scriptorum consensum, non pugno quin illic (Romæ) mortuus fuerit (Petrus)*, ont reconnu la présence de saint Pierre à Rome. Il commente ensuite savamment cette lettre très-importante de saint Clément le Romain aux Corinthiens (saint Clément était disciple de saint Pierre et parlait de ce qu'il avait vu de ses propres yeux), où il est dit à propos de saint Pierre et de saint Paul, ὑπόδειγμα κάλλιστον ἐγένοντο ἐν ἡμῖν, ils furent un très-bon exemple parmi nous ². Don Antonio Trama s'attache ensuite à établir que saint Pierre est resté pontife vingt-cinq ans, et qu'il se rendit à Rome la première fois en l'année 42 de l'ère chrétienne, deuxième année du règne de Claude; pour cela il s'appuie sur le témoignage d'Eusèbe, de saint Jérôme, de saint Léon le Grand, etc. Du reste, nous devons le reconnaître, tous les auteurs catholiques ne sont pas d'accord sur la durée du séjour de saint Pierre à Rome et quelques-uns croient qu'il n'y est venu que sous le règne de Néron. Le point le plus important dans cette question est d'établir la présence de saint Pierre à Rome à une époque ou à une autre, et l'auteur en trouve des preuves dans tous les Pères des premiers siècles de l'Eglise; partout il retrouve en termes analogues cette déclaration de saint Epiphane : ἐν Ῥώμῃ γὰρ γεγὼνασι πρῶτοι Πέτρος καὶ Παῦλος οἱ Ἀπόστολοι αὐτοὶ καὶ Ἐπίσκοποι, ou cette autre de saint Grégoire de Nazianze :

Ῥώμῃ δὲ Παῦλος καὶ
Πέτρος νικηφόροι ³.

Du reste don Antonio Trama ne se contente pas de citer les textes.

¹ *Il viaggio di san Pietro a Roma* ed il suo primato nella chiesa, difesi contro i sofismi e le calunnie di un anonimo, da Antonio Trama, prete napolitano, professore di storia ecclesiastica nel liceo arcivescovile di Napoli. Seconda edizione riveduta dall'autore. Napoli, coi tipi di Laverio Giordano, (Paris, chez Lethiellieux) 1867, 1 vol in-8° de 362 pages, avec 2 planches gravées.

² Cette lettre, perdue pendant longtemps, fut retrouvée en 1632; elle faisait partie d'un manuscrit donné par Cyrille Lucar, patriarche de Constantinople, au roi d'Angleterre, manuscrit de l'Ancien Testament écrit au temps du 1^{er} concile de Nicée par une femme nommée Tecla. La lettre de S. Clément se trouvait à la fin du manuscrit, et elle fut reconnue conforme aux citations qu'en avaient faites saint Polycarpe, saint Irénée, Origène, Clément d'Alexandrie, Eusèbe, saint Jérôme, etc.; aussi personne n'osa en contester l'authenticité.

³ Trama, p. 233, d'après saint Grégoire de Naziance. Προτερος τῶν Ἀποστόλων Πέτρος... ἐν Ῥώμῃ ἐσπαυρώθη, dit Origène le Jeune, au troisième siècle.

qui sont très-nombreux : il interroge aussi les monuments, et il retrouve partout à Rome les traces du passage de saint Pierre, *in Roma*, dit-il, *non è quasi pietra che non parli di san Pietro*. Que de souvenirs rappellent saint Pierre ! — Son sépulcre sur la colline Vaticane, au lieu même où il fut crucifié, — son tombeau dans les catacombes de San Sebastiano, via Appia, où un pavement de marbre appelé la Platonica di san Damaso marque l'endroit où son corps a reposé, — des sarcophages, — des monuments de différentes sortes, — enfin des églises ou des chapelles consacrées en l'honneur de différents actes de sa vie. L'étude des monuments, comme celle des textes, est faite par l'auteur avec un soin particulier, et nous devons rendre hommage à la science de don Antonio Trama, en regrettant seulement un peu de diffusion au milieu des preuves nombreuses et des citations abondantes qu'il a accumulées dans son livre.

— Le mariage du prince Humbert et de la princesse Marguerite de Savoie a été l'occasion d'une publication historique assez importante. Cette publication a pour titre ; *Mariage de Julien de Médicis le Magnifique avec la princesse Philiberte de Savoie* ¹, mais les documents qu'elle renferme disent plus qu'on ne pourrait s'y attendre d'après le titre et jettent de la lumière sur d'autres faits de cette époque. M. Zobi, l'auteur de cette publication, a fait précéder les documents qui lui ont été fournis par les archives de l'État d'une introduction explicative. Tout le monde savait déjà que, sur les instances du pape Léon X, Charles III avait donné sa sœur Philiberte, fille posthume du duc Philippe II, en mariage à Julien de Médicis, frère du pape, lequel regarda moins à la dot, assez exigue, qu'à la parenté de la maison de Savoie avec la maison de France, la mère du roi François I^{er} étant une sœur de Philiberte ; mais l'on ne savait pas aussi bien que le duc de Savoie voulait donner sa sœur sans dot à Julien de Médicis, faire payer une dot de trente à quarante mille ducats par le pape, et assurer la succession de la Toscane à la maison de Savoie pour le cas où Julien mourrait sans enfants ². Sur toutes ces intrigues, l'on trouve des détails intéressants dans les lettres qu'écrivait à son fils Alfonsina, de la maison Orsini, parente du pape comme veuve de Piero, et mère de Lorenzo, plus tard duc d'Urbino. En disant à son fils que Julien était content de tout cela, elle ajoutait : « A mon avis, c'est être trop simple ³. » Chacun cherchait à tirer du pape le plus qu'il pouvait ; c'était une véritable comédie.

¹ *Delle nozze del magnifico Giuliano de Medici con la principessa Filiberta di Savoia*, commemorazione documentata di A. Zobi, pel maritaggio di Umberto principe reale d'Italia, principe di Piemonte con Margherita principessa di Savoia. Firenze, 1868. in-4^o.

² « Questo homo del duca voldare la sorella ad Giuliano senza dota, et vole qu'el papa li faccia una dota di 30 e 40 mila ducati ; e quali ducati si spendino là presso ad cassa sua in certo stato e che se Giuliano ha figliuoli, questo stato resti a figliuoli dopo la morte sua, e morendo senza figliuoli, questo stato resti a lei, cio é a casa Savoia. »

³ « Per dirti il parer mio, mi pare un gran semplice. »

dans laquelle les femmes tenaient les premiers rôles ; mais, derrière les coulisses, étaient les hommes et les courtisans de la famille de Médicis, qui se partageaient en factions. « A Rome il s'est formé une ligue, écrivait Alfonsina à son fils : d'un côté il y a Julien le Magnifique, le cardinal Bibbiena, Monsignor Luigi de Rossi, la contessina et madame Lucrezia, (la sœur du pape) ; de l'autre côté sont le cardinal de Médicis (Laurent, plus tard Clément VII), Lorenzo de Médicis, moi, madame Magdalena (Médicis mariée à Cibo), le cardinal Cibo, le signor Francesco Cibo, et tous leurs adhérents¹. » La rusée duchesse engageait Lorenzo à tenir à la cour, aux oreilles du pape, une créature à lui, qui fût personne adroite et experte en ces sortes de choses, et qui fût au courant de tout ce qui se passait². De même elle lui persuadait d'avoir auprès de lui, à Florence, des gentilshommes romains qui pourraient lui être très-utiles, « perché non possono se non giovare, » les faisant stipendier par la république sous un prétexte ou sous un autre. Elle fomentait une certaine jalousie entre Lorenzo et Giuliano, écrivant au premier : « Si ce Julien continue comme il a commencé depuis un mois, il surpassera le duc de Valentinois. Les commencements du duc de Valentinois furent loin d'être aussi brillants et, pour te dire de quelle façon celui-ci se montre à cheval ; d'abord des gentilshommes ouvrent la marche, puis viennent les halbardiers, puis lui-même, ensuite les barons et le reste du cortège. Les dépenses de sa maison sont sans bornes, et d'après ce que m'ont dit les gens de sa maison, il dépense par mois deux mille ducats pour la nourriture et le vêtement ; et ce qui me paraît pire que tout, c'est que cet argent ne vient pas du pape, à l'exception des cinq cents ducats ordinaires, ou peu en plus³. » Pour le reste, Julien faisait des dettes, et c'est ainsi qu'il a gagné ce surnom de Magnifique. D'autres documents fournissent des renseignements curieux sur la cour de Léon X, et permettraient d'en faire une peinture prise sur le vif bien plus animée que celle de Roscoë. Comme nous l'avons déjà dit, ces documents ne tiennent que d'assez loin à l'objet même de l'ouvrage, mais nous ne pouvons reprocher à l'auteur d'avoir donné plus qu'il n'avait promis.

— Le rapprochement fait par Alfonsina degli Orsini entre le Médicis et le Borgia nous amène à parler d'un court, mais curieux opuscule publié par le professeur Pietro Ferrato, à Venise, sur la

¹ « A Roma s'è pubblicata una lega : da una banda è el magnifico, santa Maria in Portico, monsignor Luigi, la contessina et mona Lucrezia; dall'altro canto, el cardinale de Medici, Lorenzo de Medici, io, madonna Magdalena, el cardinale Cibo, el signor Francesco, e ciascuno degli altri adherenti. »

² « Che fussi homo dextro et experto ad queste cose, ad causa che si tenessi ragugliato et avisato delle cose che occorran. »

³ « Et per dirti el modo che costui ha cominciato altenere quando cavalca, e gentili homini vanno innanzi, dipoi li alabardieri, dipoi lui, et dipoi e baroni et l'altra coda. Le spese della casa sua sono senza numero ; et per quanto mi è decto da questi di casa sua, spende el mese duo mila ducati tra el victo e'l vestito ; et quel che mi pare che sia peggio che niente, si è che questi denari non escono dal Papa, se non quegli 500 ordinari o poco più. »

pompe déployée par le duc de Valentinois à son entrée à Chinon, lorsqu'il allait porter à Georges d'Amboise le chapeau de cardinal que venait de lui donner Alexandre VI¹. Cette note a été tirée par l'éditeur d'un manuscrit de la Palatine, à Florence, formé d'une liasse de papiers ayant appartenu à Niccolo Machiavelli.

— Un professeur de Florence vient d'écrire pour la jeunesse une *histoire du moyen âge*, en deux volumes². Cet ouvrage de M. Zamponi n'est pas sans mérite; mais il a un défaut grave pour un livre qui s'adresse à la jeunesse : il raconte tout avec la plus parfaite indifférence, empruntant ses jugements à des sources différentes. Nous devons cependant le reconnaître, cette histoire renferme plusieurs des qualités d'un bon résumé; les faits sont groupés avec un certain art; il y a de la clarté dans l'exposition, de l'élégance dans le style.

— Un travail historique vraiment remarquable, c'est le livre du commandeur Simone Peruzzi, ancien ministre de Toscane près le roi de France, et oncle du commandeur Ubaldino Peruzzi, ancien ministre de l'intérieur. Ce livre porte un titre pompeux : *Histoire du commerce et des banquiers de Florence*, à une époque très-importante, de 1200 à 1345, non pas seulement en Italie, mais dans toutes les parties du monde connu³. Ayant lu dans la chronique de Giovanni Villani qu'au mois de janvier 1345, la compagnie des Bardi avait fait faillite, « parce que, comme l'avaient fait les Peruzzi, ils avaient confié leur avoir et celui des autres au roi Édouard d'Angleterre et à celui de Sicile⁴, » il lui vint à l'esprit d'étudier l'organisation des compagnies de commerce, l'importance des trafics, la circulation des capitaux, et, au milieu de tout cela, la cause de la puissance des banquiers florentins au XIII^e et au XIV^e siècle, jusqu'à cette catastrophe, la faillite des Bardi et des Peruzzi, qui causa la ruine de tant de familles. et fut, pour la commune de Florence, l'événement le plus malheureux qu'on ait jamais vu, au dire du chroniqueur déjà cité. Pour écrire ce livre, M. Simone Peruzzi a puisé aux sources; il a cherché et trouvé différents registres de banque et de commerce; en outre, les archives et les bibliothèques de Florence et de Londres lui ont fourni de nombreux et importants documents. Son ouvrage est divisé en six livres ou sections : dans le premier livre, il traite de la grandeur politique, industrielle et commerciale de la république de Florence à cette époque; et il est amené à parler des arts, de la monnaie, des fabriques de drap et de velours. Dans

¹ *Entrata del Valentino nel 1499 a Chinone in corte del cristianissimo*. Venezia, 1868, in-8°.

² *Storia d'Italia nel medio evo*, colla notizia dei maggiori stati d'Europa, di Florido Zamponi. Firenze, 1867, 2 vol.

³ *Storia del commercio e dei banchieri di Firenze in tutto il mondo conosciuto, dal 1200 al 1345*, compilata su documenti in gran parte inediti, dal comm. S. L. Peruzzi, grand'ufficiale della Legione d'onore, etc. Firenze, 1868, un vol. in-8° de 544 pages avec gravures.

⁴ « E la cagione fu che eglino aveano messo, come feciono i Peruzzi, il loro e l'altrui nel re Odoardo d'Inghilterra e in quello di Sicilia. »

le second, il énumère les familles florentines qui se livrèrent au commerce, et ce sont toutes les grandes et illustres familles ; il s'occupe ensuite des voyages de commerce, du change, des contributions publiques, de l'intérêt de l'argent, de l'usure. Après avoir, dans le troisième livre, traité plus particulièrement des écritures de commerce suivant l'usage de Florence ou suivant l'usage de Venise, des dépenses, des difficultés des voyages de commerce, des entreprises des Peruzzi, des Alberi, etc., il en arrive, dans le quatrième, à faire le tableau de la navigation italienne à cette époque, et spécialement de la navigation des Florentins. Dans le cinquième livre, il peint les mœurs du temps, le luxe, les dépenses privées et publiques de la commune de Florence, et dans le sixième et dernier, il réunit tous les documents relatifs à ce triste épisode de la faillite générale qui a été amenée par la mauvaise foi du roi d'Angleterre. Au volume sont jointes dix planches, dont huit coloriées. L'une d'elles représente le gonfalonnier de Florence, en costume, d'après une ancienne peinture du palais Peruzzi ; deux autres nous montrent Francesco Landini, fameux musicien aveugle, et Michel di Lando, le chef des Ciompi. Un teinturier et une ouvrière en soie sont représentés dans deux gracieux dessins du x^ve siècle, empruntés à un manuscrit de la bibliothèque Riccardiana de Florence.

Nous pourrions faire observer qu'un autre ordre aurait peut-être été préférable pour mettre en lumière tant d'importants et d'intéressants matériaux, que la forme, le style laissent un peu à désirer ; nous nous bornerons à souhaiter au respectable auteur assez d'années encore pour corriger, refondre et perfectionner ce remarquable ouvrage.

C. C. CASATI.

COURRIER ANGLAIS

Lord Lytton, le célèbre auteur de *Pelham* et d'*Eugène Aram*, vient de donner une édition complète des essais ou articles détachés publiés séparément par lui à différents intervalles de sa vie littéraire¹. Ce recueil de miscellanées nous intéresse, parce qu'il s'y est glissé deux ou trois morceaux ayant trait à la politique, et parmi ces morceaux il s'en trouve un sur la terreur. Lord Lytton juge fort sainement ce triste épisode de la Révolution française; il se place au véritable point de vue — celui de tous les libéraux éclairés, celui de M. Mortimer-Ternaux, par exemple. On ne saurait nier, sans doute, les abus nombreux que la génération de 1789 avait à corriger; mais lord Lytton est d'avis qu'il n'était pas du tout nécessaire de couper l'arbre à la racine, lorsqu'il s'agissait seulement de l'émonder. L'abolition des privilèges, la révision des lois, la destruction des scandales qui désolaient l'Eglise, — toutes ces mesures ont été de véritables bienfaits; mais dès la première réunion des Etats généraux, leur triomphe était assuré, et ce triomphe n'a coûté ni massacres, ni guillotines, ni noyades, ni régicide. Le sang commença à couler à flots dans les rues de Paris après que la nation eut obtenu toutes les garanties qu'elle pouvait désirer. Le parallèle entre la Révolution française et celle d'Angleterre se présente si naturellement à l'esprit, qu'on doit pardonner à lord Lytton de s'y être laissé entraîner. Cependant il est bon de remarquer que les éléments de la comparaison ne sont pas tout à fait les mêmes des deux côtés, et en général il faut se méfier du système en vertu duquel certains philosophes prétendent réduire l'histoire à une demi-douzaine de tableaux qui se reproduisent de loin en loin.

— Le troisième volume de l'histoire de Charles le Téméraire, par M. Kirk, mérite que nous en parlions ici: il contient le récit des quatre dernières années de la vie de ce prince, et il serait difficile de trouver un livre plus intéressant, mieux écrit, plus consciencieu-

¹ *Miscellaneous Prose Works*. By Edward Bulwer, Lord Lytton. London, 1868, 3 vol. in 8°. Bentley.

sement travaillé. Combien de personnes, trop affairées pour étudier, je ne dis pas les textes originaux, les chroniques du moyen âge, mais les chapitres émouvants de M. Michelet, ne connaissent Charles le Téméraire que d'après le *Quentin Durward* du romancier Ecossais ! Je dirai à ces personnes-là : lisez M. Kirk¹. Mais outre la politique française, le duc de Bourgogne se trouva mêlé à toutes les complications de celle d'Angleterre : il avait épousé Marguerite, sœur du roi Édouard IV, et il appuyait les partisans de la maison d'York contre les adhérents de la famille de Lancastre. Son grand projet était d'obtenir une couronne ; il aurait voulu transformer son duché en royaume, et il espérait que l'empereur Frédéric III lui permettrait de prendre le titre de roi de Bourgogne et de grand vicaire de l'Empire. On sait quel fut le résultat de ces intrigues. La campagne de Charles contre les Suisses est admirablement racontée par M. Kirk. Il faut voir ce prince ambitieux qui avait aspiré au trône, non-seulement obligé de renoncer à cette prétention, mais encore profondément froissé dans son orgueil lorsque ses troupes vinrent se briser contre les paysans et les bourgeois de la Suisse. Il avait compté avoir aussi bon marché d'eux que des citoyens de Liège. Les batailles de Granson et de Morat durent le désillusionner. Enfin arriva le siège de Nancy, et le dernier acte d'une tragédie qui marquait pour ainsi dire la fin du moyen âge et le suprême effort de la chevalerie. On a remarqué quelques points de ressemblance entre Charles le Téméraire à Nancy et Richard III, roi d'Angleterre, à la bataille de Bosworth. Au moment où le moindre secours était pour lui de la plus haute importance, et où il avait besoin de compter sur le dévouement de ses amis, Richard se vit abandonné par lord Stanley, précisément de la même manière que Charles le fut par Campobasso et par le contingent que commandait celui-ci.

— Puisque nous sommes occupés en ce moment de la partie romanesque de l'histoire, arrivons aux premières années du xvi^e siècle, et faisons connaissance avec un certain personnage qui figure dans l'excellent catalogue de M. Brewer sous le nom de *la Rose Blanche* et qui a plus d'une fois combattu à la tête des troupes françaises contre ses propres concitoyens. Je veux parler de Richard de la Pole, soi-disant duc de Suffolk². La carrière de ce gentilhomme méritait qu'on s'y arrêtât en détail ; c'est un véritable roman, et M. Brewer en a réuni les principaux éléments, soit dans le *State-Paper office*, soit dans d'autres dépôts de titres et de pièces historiques. Lorsque Henri VIII monta sur le trône, Richard de la Pole, alors en France, annonça l'intention de revendiquer les droits qu'il croyait avoir lui-

¹ *The Battles of Granson, Morat, and Nancy ; being the Concluding Volume of the History of Charles the Bold, Duke of Burgundy*, by John Foster Kirk. With Portr. London, Murray, in-8° de viii-502 p.

² *Letters and Papers, Foreign and Domestic, in the Reign of Henry VIII.* (A. D. 1519-15-23). Preserved in the Public Record Office, the British Museum and elsewhere in England. Arranged and Catalogued by J. S. Brewer. London, Longmans and Co. Vol. III. Parts I. and II.

même à la couronne, et ces prétentions ne laissaient pas que d'embarrasser un peu le monarque anglais. Ce fut au point que, lorsqu'il s'agit pour Louis XII d'épouser la princesse Marie, sœur de Henri VIII, celui-ci stipula comme condition essentielle que le « duc de Suffolk » lui serait abandonné. Il aurait fallu entendre bien peu de chose à la politique pour accepter cette clause. Louis XII n'eut garde de donner dans le panneau, et il se contenta de réduire de 36,000 écus à 6,000 la pension qu'il servait au prétendant. Une dispute pouvait s'élever tôt ou tard entre les beaux-frères, et le roi de France se trouverait à même d'aider Richard de la Pole, soit avec des troupes, soit avec de l'argent. Le parti de « la Rose Blanche, » disait notre aventurier, était encore très-nombreux en Angleterre, et au premier signal une révolution nouvelle ne manquerait pas d'éclater. Richard, en attendant, passait de gais loisirs à Metz, courtisant les bourgeois de l'endroit, surtout dame Sybille, femme de l'orfèvre Nicolas. Quelques articles du catalogue de M. Brewer se rapportent à cette aventure galante, et il paraît bien évident que le brave orfèvre n'eut pas trop lieu de regretter le départ d'une femme qui, avant de rejoindre son amant à Toul, s'arrangea de façon à emporter avec elle du domicile conjugal assez d'argent pour monter ailleurs un nouveau ménage. Sous le règne de François I^{er}, le « duc de Suffolk » est parut. Dès qu'il se présente la moindre occasion de contrecarrer l'Angleterre, on ne manque pas de mettre sur le tapis les droits de la « Rose blanche. » Aujourd'hui Richard est en France, demain en Espagne, le jour suivant en Italie. Il va débarquer en Irlande à la tête d'une armée de Français et d'Italiens ; puis ce sont les Ecossais qui voudraient envahir sous ses ordres les états de leur voisin. Tout cela se suit, presque jour par jour, dans l'excellent (mais très-peu portable) recueil de M. Brewer. Il y avait de quoi, pensera-t-on, effrayer Wolsey et ébranler en Angleterre la puissance de Henri VIII. Point. A force d'entendre annoncer constamment, et sans aucun résultat, l'arrivée du prétendant, on en vint à croire qu'il ne fallait plus compter sur lui, et on ne fit plus la moindre attention à ses menaces. Il fut tué à la bataille de Pavie, où il servait dans l'armée française. J'ai raconté en quelques mots la singulière existence de Richard de la Pole, afin de donner aux lecteurs de la *Revue des questions historiques* une idée de l'intérêt qui règne dans le catalogue de M. Brewer. Non-seulement ce recueil nous met sous les yeux la liste détaillée et complète de tous les documents qui se rapportent au règne de Henry VIII, mais les préfaces et notes ajoutées par le docte compilateur forment une histoire très-bien écrite de l'époque elle-même.

— Le doyen de l'abbaye de Westminster a déjà fait ses preuves dans les cantons les plus divers de la littérature ; soit qu'on l'étudie comme théologien ou comme critique, comme historien ou comme journaliste, on ne saurait lui refuser un talent de premier ordre. Je mets de côté, bien entendu, ses opinions religieuses, sur lesquelles on peut ne pas être d'accord ; et je ne veux voir en lui aujourd'hui que l'écrivain, ou plutôt le peintre, car son beau volume, intitulé : *Sinai*

et *Palestine*, est un véritable tableau. Mais ce n'est pas à cet ouvrage que je me propose de faire allusion dans mon courrier; je voudrais recommander un livre qui rentre davantage dans la spécialité de notre *Revue*, les mémoires ou dissertations du docteur Stanley sur l'abbaye de Westminster ¹. Ainsi que tant d'autres monuments de la vieille Angleterre, cette église imposante tient une place assez considérable dans notre histoire, à nous, et il ne serait pas mauvais que nous la connussions aussi bien que Notre-Dame de Paris. Or, quel meilleur guide pour nous que le docteur Stanley? Il est véritablement épris de son sujet; il l'a étudié avec amour, et il en parle comme quelqu'un qui en connaît toutes les parties, depuis le porche jusqu'à la plus haute balustrade des tours. Voilà le « coin des poètes, » où la France est représentée par Saint-Evremont; dans la chapelle de Henri VII se trouve le monument érigé par Westnacott à la mémoire du duc de Montpensier, père de Louis-Philippe; Lanfranc, Gervais de Blois, Geoffroy de Coutances, Isaac Casaubon, mille illustres Français, hommes d'État, hommes de lettres, soldats, artistes, ont passé par là et y ont laissé un souvenir.

— L'histoire d'Angleterre au moyen âge a été, comme celle de France, refaite depuis vingt ans, et maintenant que l'on peut étudier sans difficulté les chartes et autres documents de l'époque féodale, maintenant que la diplomatie est une science d'un accès plus facile qu'autrefois, la physionomie de nos ancêtres, depuis le ^x^e jusqu'au ^{xv}^e siècle, nous est presque aussi connue que la vie sociale des contemporains de Rousseau et de Hume. Je mentionne ici le livre de M. Pearson ², parce qu'à chaque instant les relations de l'Angleterre avec la France nous y sont décrites. L'ouvrage a été composé avec beaucoup de soin sur les pièces originales, et non pas de seconde main, comme tant de traités soi-disant destinés à la jeunesse. On pourra comparer le portrait que nous donne M. Pearson du roi Alfred avec celui que trace M. Freeman dans un volume dont j'ai eu jadis occasion de parler. Autant celui-ci est élogieux, autant son confrère est, je ne dirai pas sobre de louanges, mais même injuste. Il faut aussi relever ici une ou deux erreurs qui font tache, et qui disparaîtront sans doute lorsque la seconde édition sera sous presse. Notre auteur donne au fils aîné du roi de France le nom de dauphin cent quarante ans avant l'époque à laquelle ce titre fut introduit. Puis, pourquoi citer comme autorité la chronique d'Ingulphe? On sait parfaitement aujourd'hui à quoi s'en tenir sur ce fameux morceau d'histoire, fabriqué vers le ^{xiv}^e siècle par les moines de l'abbaye de Croyland pour leur servir de pièces justificatives à l'appui de certaines prétentions qu'ils élevaient. L'article de sir F. Palgrave, publié dans la *Quarterly Review*, a tellement prouvé le peu de valeur

¹ *Historical Memorials of Westminster Abbey*. By Arthur Penrhyn Stanley, D. D. — London, Murray, in-8°, 1868.

² *History of England during the Early and Middle Ages*. By Charles H. Pearson, M. A. London, Bell et Daldy. 2 vol. in-8°.

du récit d'Ingulph, qu'il est impardonnable même au plus mince écolier de s'en prévaloir.

— M. Crowe est mort avant d'avoir pu terminer son histoire de France ¹; mais de fidèles amis se sont chargés de la tâche de surveiller l'impression du dernier volume, d'y faire les corrections et les additions nécessaires; de telle sorte que le public anglais ne se trouvera pas privé d'un ouvrage qui, dès le début, annonçait un talent d'écrivain tout à fait distingué, une profonde connaissance de l'histoire de notre pays et une grande habitude des sources originales. Si le travail persévérant et l'honnêteté scrupuleuse méritent aussi bien que le génie, et plus peut-être, un témoignage public de respectueuse gratitude, ne refusons pas ce souvenir à M. Crowe. Il avait déjà, il y a quelques années, traité avec détail les règnes de Louis XVIII et de Charles X; en élargissant son cadre, et en y faisant entrer les annales tout entières de la France, il a prouvé victorieusement ce que l'on ne voulait pas admettre autrefois, savoir qu'un Anglais peut, nonobstant sa nationalité, être fort compétent pour écrire l'histoire de ses voisins. Le volume que j'annonce aujourd'hui est illuminé par le flambeau des révolutions, car il commence en 1799 et nous mène jusqu'au coup d'État de 1851. Que de changements pendant cet intervalle! A peine une main vigoureuse a-t-elle rétabli l'ordre au milieu du chaos politique, à peine le règne de l'émeute a-t-il cessé, que l'orage menace à un autre point de l'horizon, et l'invasion étrangère nous fait oublier pour un moment la Terreur et le Comité de salut public. Toute cette succession de mouvements révolutionnaires, bientôt comprimés et se reproduisant avec la même énergie au bout de quelques années de trêve, cet enchaînement perpétuel d'anarchie et de dictature,—tout cela est fort bien décrit par M. Crowe, dans un volume qui produit d'autant plus d'effet que la rapidité de la narration accumule l'un sur l'autre les différents épisodes de la révolution.

— J'ai déjà à diverses reprises appelé l'attention de mes lecteurs sur la magnifique série de catalogues publiés par le garde des archives; dans le présent article, je parle encore des deux volumes consacrés par M. Brewer aux dépêches et autres documents politiques qui se rapportent au règne de Henry VIII; maintenant je dirai quelques mots d'un index de ce genre, récemment rédigé par le révérend M. Kitchin, membre distingué de l'Université d'Oxford ². Ce catalogue contient la liste complète d'une fort belle collection de manuscrits appartenant au collège du Christ, et si j'en parle, c'est que l'histoire politique et littéraire de notre patrie y est très-bien représentée. Ouvrez, en effet, ce charmant in-4° et faites-y des recherches sous la rubrique *Wake*, vous trouverez l'indication de plusieurs vo-

¹ *History of France*. By Eyre Evans Crowe. Vol. V. (completion), from the Establishment of the Directory to the Accession of Napoléon III. With a Copious Index. London, Longmans, in-8°.

² *Catalogus codicum mss. qui in bibliotheca ardis Christi apud Oxonienses adservantur*, cutil G. W. Kiravchin. London, Macmillan, in-4°.

lumes de lettres inédites ayant trait au projet de réunion si souvent et si énergiquement rêvé entre les différentes communions chrétiennes. On sait que Guillaume Wake, archevêque de Cantorbéry, s'était trouvé dès l'année 1686, longtemps par conséquent avant sa promotion à l'épiscopat, en relation de controverse avec Bossuet. Plus tard il s'adressa à Dupin et aux principaux de l'opinion janséniste, dans l'espérance que leurs efforts réunis aboutiraient à une réconciliation de l'Eglise romaine avec l'anglicanisme, au moyen de certains compromis. C'était une utopie, et il fallut y renoncer. Doué d'une activité incroyable et d'un talent de diplomate qui n'excluait ni la piété ni la véritable charité chrétienne, le docteur Wake entretenait une correspondance soutenue en France, en Hollande, en Suisse et en Allemagne. Il avait à Paris un agent confidentiel qui le mettait au courant de tout ce qui se passait tant à la cour qu'à la ville, et les lettres de cet agent, réunies dans la bibliothèque du collège du Christ, mériteraient d'être imprimées. J'en ai lu quelques-unes, et elles formeraient un excellent supplément aux mémoires de l'avocat Barbier, par les détails qu'elles nous donnent, non-seulement sur les questions religieuses, mais aussi sur ce que l'on peut appeler les menus *cancans* du jour. Il y a peu de collections de lettres plus vraiment intéressantes ; elle comprend (je parle seulement de la partie qui se rapporte aux protestants français) six gros volumes. Les autres manuscrits français conservés dans la même bibliothèque sont : 1^o un exemplaire de la Bible de Guyard Desmoulins ; 2^o une traduction des Psaumes dédiée à la reine Elisabeth et portant le titre suivant : « Le livre des Psaumes écrites en diverses sortes de lettres par Esthe Anglois Françoise, à Lislebourg, en Ecosse, 1579 ; » 3^o une ordonnance de la confrérie de la SS. Conception de la Vierge. Cette pièce curieuse fut présentée au roi d'Angleterre Henri VIII, par « aucuns ses subjects de la nation de France habitanz en cestuy son royaume, » et elle donne les statuts de la confrérie. Grâce au catalogue de M. Kitchin, on peut maintenant retrouver et étudier sans peine des manuscrits qui intéressent l'histoire de notre pays ; il serait fort utile de parcourir de la même manière les autres bibliothèques des collèges d'Oxford et de Cambridge ; espérons que ceux d'entre ces établissements qui n'ont pas encore de catalogue imprimé ne tarderont pas à se mettre en règle.

— Il est réjouissant de voir la sympathie avec laquelle l'Angleterre accueille les biographies de nos vrais grands hommes, et la popularité dont les ouvrages de ce genre sont entourés de l'autre côté de la Manche. L'excellent volume de M. de Montalembert sur le P. Lacordaire, n'a pas suffi à défrayer la curiosité exemplaire sur la carrière du célèbre dominicain ; voici un autre petit livre¹ imprimé dans un format commode, destiné par son bon marché à prendre place dans toutes les bibliothèques, sans compter l'article si sympathique publié par la *Contemporary Review*, sans compter aussi l'ap-

¹ *Lacordaire, a biography, by Dora Greenwell.* 1 vol. Edimbourg, Edmonstone and Douglas.

préciation donnée il y a déjà plusieurs mois par M. Matthew Arnold dans le *Macmillan's Magazine*. Miss Greenwell, qui a écrit le livre dont il est question ici, a réussi à grouper avec beaucoup d'harmonie, quoique dans de petites proportions, les principaux faits de la vie du Père Lacordaire. Lorsqu'il s'agit pour elle de discuter les travaux littéraires du grand orateur, elle marque qu'il chercha autant que possible à prouver que saint Dominique n'a été en aucune façon le fondateur de l'Inquisition, et qu'on ne doit pas le rendre responsable des atrocités commises par ce tribunal célèbre sous prétexte de religion. A propos de la conversion de Lacordaire, miss Greenwell cite un passage très-frappant d'un des livres de M. Newman, dans lequel cet écrivain relève avec justesse et dignité les railleries que le monde est habitué à verser sur ce qu'on appelle les conversions soudaines. Si la politique a ses révolutions accomplies du jour au lendemain, éclatant comme un orage, souvent sans qu'on puisse en définir les antécédents, pourquoi n'en serait-il pas de même de l'âme humaine ? Nos philosophes croient que la raison et la passion sont les deux principes qui se disputent la souveraineté de notre nature morale ; et la raison agit doucement et sans rien violenter, tandis que la passion, au contraire, procède exclusivement par soubresauts et par coups de tonnerre, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi ; des observateurs peu exacts comprendront donc fort bien qu'un seul mouvement puisse vous transporter dans les bas-fonds du péché ; mais ils ne sauront s'expliquer comment, de la même manière, un seul mouvement vous ramène jusqu'au ciel. Les notes ajoutées par miss Greenwell à son petit livre méritent d'être remarquées, surtout celles qui se rapportent à madame Swetchine et à M. Ozanam.

— La plupart des corps de l'armée anglaise ont leurs annales, écrites *con amore* cela va sans dire, et destinées à entretenir dans les guerriers du xix^e siècle le patriotisme et les vertus belliqueuses qui distinguaient leurs ancêtres. C'est le quarante-troisième régiment dont il s'agit aujourd'hui¹ ; formé pour la première fois en 1741, il prit part à l'expédition américaine et fut obligé de se rendre à l'époque de la capitulation de York's-town avec le reste de l'armée de lord Cornwallis. Cet incident prouve que si je parle ici du livre de sir Richard Levinge, je ne m'éloigne en aucune façon des conditions de mon programme, qui fixe principalement le champ de ce courrier à l'histoire de France. Le quarante-troisième régiment en effet s'était trouvé déjà en Amérique face à face avec les uniformes français, avant de les rencontrer plus tard à Torres Vedras et à la Corogne. Pendant toutes les campagnes de 1809-1812, il se distingua par sa bravoure, et en mainte occasion décida la victoire. A part quelques négligences de style, l'ouvrage dont je m'occupe est assez bien écrit, et même après les travaux bien connus sur les guerres de la révolution et de l'empire, il se lit avec intérêt. La publication

¹ *Memorials of the forty-third regiment, from its formation to the present day*, by sir Richard Levinge, in-8°. London, Allen.

de monographies de ce genre nous permettra bientôt de compléter les détails que nous possédons déjà sur cette époque, et d'ajouter nombre de particularités curieuses aux brillantes narrations de M. Thiers et de sir W. Napier.

Je mentionnerai ici un autre de ces livres qui, sans prétendre en aucune façon à la dignité de l'histoire, sont suffisamment exacts, et écrits d'après les sources originales. Je veux parler de l'histoire des cardinaux anglais par M. Folkestone Williams¹. Cet auteur est connu par diverses études du même genre ; il a publié sur la cour des rois Jacques I^{er} et Charles I^{er} des recueils d'anecdotes, prises çà et là dans des manuscrits inédits ou des ouvrages imprimés peu connus ; nous lui devons aussi les mémoires de la reine Sophie Dorothée, fille de Georges I^{er} et femme de Frédéric-Guillaume, roi de Prusse. Tout cela est agréablement raconté et assez élégamment mis en œuvre, mais n'en demandons pas davantage. L'histoire des cardinaux était à faire ; on a écrit celle des archevêques de Cantorbéry, des lords chanceliers, des lords hauts justiciers ; le travail de M. Williams complète la galerie. Il est vrai que notre auteur s'est exposé à l'inconvénient de traiter certains portraits déjà étudiés avant lui ; le cardinal Wolsey, en effet, et le cardinal Pole ont eu entre les mains les sceaux d'Angleterre. Enfin, le lecteur pourra comparer le fameux ouvrage de lord Campbell avec celui que j'annonce ici, et le parallèle ainsi établi ne sera pas toujours à l'avantage de M. Williams. Les affaires de France occupent une part assez large dans l'histoire des cardinaux anglais, et on voit à chaque instant paraître sur la scène des personnages avec lesquels nous sommes très-familiers. Aussi, M. Williams devra-t-il être cité désormais parmi les écrivains à consulter pour les annales de notre pays au xvi^e siècle, et on fera très-bien de le consulter. Il est à regretter seulement que son ouvrage soit si cher. Près de soixante cinq francs pour deux volumes. Ce n'est pas tout le monde qui peut se payer cette fantaisie.

GUSTAVE MASSON.

¹ *Lives of the English Cardinals, from Nicholas Breakspear (Pope Adrian IV.) to Thomas Wolsey, Cardinal Legate. Including Historical Notices of the Papal Court.* By Folkestone Williams, London, Allen. 1868, 2 vol. in-8°.

CHRONIQUE

Les cours publics : Le Collège de France. — L'École des Chartes. — L'École des Langues orientales. — La Sorbonne. — Les conférences libres. — La Société Bibliographique. — Publications récentes ou en préparation.

Je demanderai aujourd'hui à nos lecteurs la permission d'entrer en matière sans aucun préambule, et de les entretenir tout d'abord des cours publics, dont je vais essayer de faire ici une revue sommaire. Je n'ignore pas combien ce terrain est glissant, en ce moment surtout, au lendemain des graves discussions auxquelles a donné lieu la question de l'enseignement supérieur. Je ne l'aborde pas sans crainte, et je n'y veux marcher qu'avec une précaution extrême. La seule chose qui me rassure, est précisément celle qui, en d'autres circonstances, pourrait me causer quelque effroi. Je veux parler du caractère exclusivement historique et littéraire de cette revue, qui me commande impérieusement de laisser de côté les considérations d'un autre ordre, où je pourrais, malgré moi, m'égarer, et blesser peut-être par mégarde des hommes éminents pour qui, dans un camp comme dans l'autre, ma conscience et mon devoir m'imposent l'estime et le respect. Si l'on songe que, dans la pratique, tout le monde est d'accord pour désirer un large développement de l'enseignement supérieur sous toutes les formes, et que l'État et les individus ont le même intérêt, dans le fond, à voir croître et fructifier, dans toutes ses parties, cette glorieuse branche des institutions nationales, on comprendra que je me sente plus à l'aise, précisément parce que je suis obligé d'oublier la théorie, où les opinions sont divisées, pour me maintenir dans la pratique, où, avec un peu de bonne volonté, l'on parviendrait peut-être à s'entendre. « Aide-toi, » dit un vieux proverbe, dont je trouve ici la juste application, et « le ciel t'aidera. » C'est ce que Jeanne d'Arc disait à ses juges, quand on lui reprochait ses tentatives d'évasion, et c'est ce que je me permets de répéter aux hommes de cœur, qui ont, dans l'état présent des choses, bien des moyens d'action, dont ils n'ont peut-être pas songé encore à faire un intelligent et solide usage.

En laissant de côté l'enseignement des sciences, de la médecine

et du droit, qui a un rapport moins direct avec le but particulier de cette *Revue*, si je considère le haut enseignement de l'histoire et des lettres dans notre pays, je vois qu'il est surtout représenté par le Collège de France, l'École des Chartes et celle des Langues orientales, et par les Facultés des lettres. Ces dernières, comme on sait, se rattachent, ainsi que les branches supérieures d'un arbre au tronc commun, à cette vaste création de Napoléon I^{er} qu'on appelle l'Université de France.

L'enseignement du Collège de France a ce double caractère, qui lui donne une précieuse originalité, d'être tout à la fois officiel et libre. Comme l'a dit très-justement M. Gaston Paris, « le Collège de France, (je laisse de côté la *libre recherche* opposée au *joug de l'antique Sorbonne*, c'est une antithèse qui fait bien dans un discours, mais qui a trait à un passé déjà loin de nous, et dont apparemment on ne pourrait faire l'application à la Sorbonne nouvelle), le Collège de France doit développer ces parties de la science qui n'ont pas d'utilité pratique reconnue, ou qui ne sont pas encore assez solidement établies pour être incorporées à l'enseignement officiel. La création d'une chaire au Collège de France est, pour ainsi dire, une expérience nationale : il s'agit de savoir, d'une part, si la science nouvelle qui se produit répond à un besoin réel, ressenti par un certain nombre d'esprits cultivés, et d'autre part, si elle prend assez d'importance et de sûreté pour pouvoir être introduite plus tard dans les programmes mêmes des cours universitaires ¹. » J'emprunte ces lignes à M. Paris, parce qu'elles répondent bien à ma pensée, et j'y trouve l'explication de la variété de cet enseignement, qui ne saurait être enchaîné, comme celui des Facultés, dans un ordre systématique.

L'enseignement des langues et littératures orientales est largement représenté au Collège de France. La langue et la littérature arabes, la langue et la littérature persanes, la langue turque, la langue et la littérature chinoises, la langue et la littérature sanscrites, la philologie et l'archéologie égyptiennes, y sont interprétées et commentées par des savants de premier ordre, que la France peut opposer avec une juste fierté aux orientalistes d'outre-Rhin. La chaire des langues hébraïque, chaldaïque et syriaque, vacante depuis le décès de M. Munk, n'a point encore été remplie. Mais, en somme, on le voit, ce ne sont pas les professeurs qui manquent, sous ce rapport, aux auditeurs, mais bien plutôt (faut-il le dire?) les disciples aux professeurs. Les catholiques, ce me semble, ne devraient point négliger de telles études, dont l'influence sur les sciences historiques s'accroît de jour en jour, et qui parfois touchent aux intérêts les plus sacrés de la religion. Ce que je dis là s'adresse principalement aux laïques, bien que ce soit également vrai pour le clergé, par malheur trop souvent éloigné des études de ce genre par les soins absorbants du ministère. — Le Collège de

¹ Discours d'ouverture du cours de *Poésie du moyen âge* au Collège de France. Année 1866-67. *Revue des cours littéraires*, 4^{me} année, p. 72.

France possède une chaire de langue et littérature, slave dont l'importance est, dit-on, si grande, que du titre même qu'elle porte serait dérivée une théorie dangereuse, bien connue des hommes politiques, et à laquelle on songe sérieusement, paraît-il, à opposer une digue, par la substitution du pluriel au singulier. Le titre serait désormais : *langues et littératures slaves comparées* : à défaut d'autre mérite, cette appellation aurait peut-être celui d'être plus exacte, ce qui, en fait de science, est déjà bien quelque chose. — La chaire de grammaire comparée, dont est titulaire M. Michel Bréal, répond à ce grand mouvement scientifique, produit en Allemagne par les travaux de l'illustre François Bopp, de Jacob Grimm et de leurs élèves, les Pott, les Benfey, les Zeuss, les Corssen, les Curtius, etc. Élève lui-même de François Bopp, M. Bréal joint à l'érudition qu'il a puisée dans les leçons d'un tel maître, la méthode, la clarté et même l'élégance d'exposition, qui sont des qualités toutes françaises.

Dans la leçon d'ouverture de son cours de l'année dernière, parlant de la forme et de la fonction des mots, M. Bréal a insisté sur deux points vraiment importants, et qu'on était, ce semble, trop porté à oublier : la nécessité de ne jamais séparer la science du langage de l'étude approfondie de l'esprit humain, c'est-à-dire de n'étudier pas les mots comme on étudie les pierres, de ne confondre pas les productions de la matière avec les créations de l'esprit ; en second lieu, le danger qu'il y aurait à considérer les évolutions du langage comme une décadence fatale, tandis qu'elles sont parfois un progrès nécessaire. Ce sont là, comme on le voit, de hautes questions, auxquelles les catholiques doivent prêter une attention soutenue, afin de n'agir pas à la légère, de se rendre compte des principes, d'enregistrer les résultats, de noter s'il y a lieu, et de réfuter les erreurs. La grammaire comparée des langues indo-européennes touche à de si délicates questions d'origine, de procédés, de métamorphoses ; elle est destinée peut-être à modifier tellement les notions historiques, que tous les hommes qui, ayant d'ailleurs de suffisants loisirs, se sentent l'esprit assez solide pour prendre part à la grande lutte qui s'accuse de jour en jour davantage, feront bien de se tenir au courant de cette science, afin que les saines doctrines aient, elles aussi, leurs défenseurs au jour des conclusions.

L'étude de l'antiquité classique fait, au Collège de France, l'objet de cinq cours : langue et littérature grecque, philosophie grecque et latine, épigraphie et antiquités romaines, poésie latine, éloquence latine. Le titulaire de cette dernière chaire est M. Ernest Havet, dont les opinions antireligieuses sont suffisamment connues¹. Rai-

¹ M. Havet se demande ce qui serait arrivé, en supposant que « le christianisme n'eût pas paru dans le monde : » Voici ce qu'il se répond : « La religion n'aurait pas le nom qu'elle a aujourd'hui, mais il n'y aurait pas de si grandes différences dans les choses qu'on pourrait croire, et beaucoup de gens seraient à peu près aussi chrétiens qu'ils le sont. » — Par exemple M. Havet. (*Revue des cours littéraires*, 4^{me} année, p. 61.)

son de plus pour que les catholiques étudient, de leur côté, l'éloquence latine, et, je le demande, qui voudra, qui pourra les en empêcher ? Que le travail solitaire supplée, s'il est nécessaire, au défaut des cours et des conférences ! — Les études qui ont trait aux antiquités nationales, c'est-à-dire, au moyen âge, ne sont encore, hélas ! représentées que par une seule chaire, celle qu'occupe, depuis quinze ans, avec tant de zèle et de succès, M. Paulin Paris. Mais un seul cours ne peut suffire. Quand on songe que l'ancienne langue et l'ancienne littérature françaises ont enseignées dans les Universités allemandes, on a peine à voir qu'au Collège de France, les études qui se rapportent aux origines de la patrie soient aux études grecques et latines, comme un est à cinq, et aux études orientales, comme un est à sept. La chaire de langue et littérature française moderne est occupée par un littérateur d'une âme élevée, dont ne peut trop louer l'excellent esprit et l'excellent goût, M. Louis de Loménie. — M. Philarète Chasles professe toujours l'enseignement qu'il a créé, celui des langues et des littératures étrangères de l'Europe moderne. Il a pris, plusieurs années de suite, pour sujet de ses leçons, l'histoire comparative des littératures du nord et du midi de l'Europe, pendant les années 1860, 1861, 1862 (roman, drame, histoire). A propos de cette matière, déjà bien vaste, le professeur a abordé divers sujets qui ne semblent, au premier abord, s'y rattacher qu'indirectement : Les Mormons, Galilée, etc.... Il a traité, en un mot, *de omnibus rebus et de quibusdam aliis*, mais il faut reconnaître qu'il l'a fait souvent avec esprit. — M. Michel Chevalier, sénateur, membre de l'Institut, est remonté, l'an dernier, dans sa chaire, et il a exposé à ses auditeurs quelles sont, suivant lui, les notions fondamentales de l'économie politique, tandis que M. Baudrillart, qui l'avait suppléé pendant plusieurs années, inaugurerait un enseignement nouveau sous ce titre : *Histoire de l'Economie politique*. — Le droit de la nature et des gens, l'histoire des législations comparées, sont professés par MM. Ad. Franck et Laboulaye. Si l'enseignement des deux savants professeurs n'est pas toujours absolument conforme aux idées et aux sentiments catholiques, il est du moins inspiré par une doctrine philosophique élevée : le spiritualisme. Je me permets de prendre acte, en le remerciant comme catholique, si humble que je sois, des paroles suivantes, prononcées par M. Franck, non pas, il est vrai, au Collège de France, mais à l'Association polytechnique ; « Vous savez, Messieurs, qui je suis ; vous « connaissez mon drapeau religieux. Eh bien, je n'ai point de peine « à le déclarer, je sens dans mon cœur un respect sans borne, mêlé « d'une pieuse reconnaissance, pour ces saintes filles qui ont « renoncé au mariage, aux douceurs de la famille, pour être les « mères et les sœurs des orphelins, des malades, de tous les affligés « de ce monde. Ce n'est point seulement du respect, c'est de l'admiration que j'éprouve pour ces héroïques missionnaires qui affrontent la mort, tous les périls, toutes les privations, pour aller « porter chez les barbares, chez les sauvages, le pain spirituel et « quelquefois le pain matériel avec toutes les semences de la civi-

« lisation ¹. » Voilà un aveu éloquent, et bon à enregistrer. Or, M. Franck est israélite. Que M. Havet, qui est né chrétien, et qui tient tant à savoir ce qui se serait passé si le christianisme n'eût pas paru dans le monde, s'adresse à son éminent collègue. M. Franck pourra lui redire, en un beau langage, ce qui, sans le christianisme, ne serait pas arrivé. Le spiritualisme de M. Ed. Laboulaye est, ce me semble, bien plus volontiers et bien plus souvent encore, animé du sentiment chrétien. Ce qu'on peut affirmer avec certitude, et ce point est capital à mon sens, c'est que l'éminent professeur de législation comparée n'est en aucune façon hostile au catholicisme, et, s'il se peut, qu'il l'est encore moins aux catholiques. Au surplus, la haine est un sentiment qu'on ne doit pas attendre des âmes habituées à se tenir sur les hauteurs. — La chaire d'histoire et de morale est occupée par M. Alfred Maury, qui a exposé, l'année dernière, l'histoire comparative de la civilisation en Allemagne, en Angleterre et en France, à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e, et a également traité, la même année, des informations que nous ont fournies sur l'histoire de l'antiquité les récentes découvertes de l'archéologie grecque et romaine. On peut se séparer sur bien des points de M. Maury, mais la justice veut qu'on rende hommage à sa vaste et féconde érudition.

L'excellente institution des suppléances, en permettant aux professeurs de prendre, quand ils le jugent convenable, un repos bien légitimement gagné, prépare en même temps les maîtres de l'avenir. C'est ainsi que l'année dernière, M. Gaston Paris a remplacé son père dans la chaire de langue et littérature du moyen âge. Une autre institution qu'il y aurait, ce semble, tout profit à développer, est celle des cours complémentaires, des conférences faites au Collège de France, avec l'autorisation du ministre, comme celles que fit M. Legouvé, et qui touchaient à une question bien délicate : l'autorité des pères de famille et les modifications apportées par les mœurs dans les rapports qu'ils ont avec leurs enfants. N'y a-t-il pas dans cette double institution un moyen d'action puissant, dont tous ceux qui en ont le talent et le pouvoir devraient se mettre en mesure de profiter ?

Je crains d'abuser de la patience de mes lecteurs en leur parlant, aujourd'hui encore, de l'Ecole des Chartes. Mais puis-je l'oublier dans cette revue des cours publics ? L'Ecole des Chartes n'admet pas seulement des élèves, obligés d'assister aux leçons des professeurs, tenus de passer, chaque année, des examens, et qui, à la fin de leurs études, reçoivent un diplôme qui leur confère certains droits. Elle admet encore (ce dont on ne profite pas assez) des auditeurs libres. Les cours de cette école sont publics, comme ceux du Collège de France et de la Sorbonne, et l'enseignement qui y est donné ne se trouve nulle part ailleurs. Les personnes qui s'occupent

¹ *Revue des cours littéraires*, 4^{me} année, p. 609.

sérieusement d'études historiques, croient-elles inutile d'acquérir des notions de paléographie, de diplomatique, de philologie, d'archéologie, de droit féodal et de droit canonique? Les personnes qui cultivent les beaux-arts, ou qui seulement en ont le goût, pensent-elles qu'elles n'auraient rien à prendre dans l'admirable cours de M. J. Quicherat? Des hommes comme MM. Guessard et Adolphe Tardif ne valent-ils pas qu'on les vienne écouter, ne fût-ce que pour admirer l'esprit que le premier sème à pleines mains sur une science féconde, mais un peu aride; la méthode lumineuse et la pureté de diction du second, qui rend si clairs à l'esprit les plus difficiles problèmes de l'histoire du droit?— Puisque je parle de l'École des Chartes, j'en profite pour annoncer la nomination de M. de Montaiglon à la chaire laissée vide par notre regretté maître, M. Vallet de Viriville, et pour dire deux mots de la visite que M. le Ministre de l'Instruction publique a faite à l'École, et qui me semble de bon augure. M. Duruy est arrivé pendant le cours de diplomatique pontificale que professait, en ce moment, M. Léon Gautier, suppléant M. de Mas-Latrie; il s'est entretenu familièrement avec les élèves, et a fait l'éloge de l'érudition allemande. M. Léon Lacabane, ancien élève, professeur et directeur de l'École, a répondu par l'éloge de l'érudition française. M. le Ministre et M. Lacabane étaient également dans leur rôle. Il appartenait à celui qui tient dans sa main les destinées de l'instruction publique en France, de signaler les progrès à faire, les exemples à imiter. Mais celui qui dirige la savante école d'érudition française, se devait à lui-même, devait à ses collègues et à ses élèves, de rappeler les progrès accomplis et les services rendus. — En sortant de l'École des Chartes, M. le Ministre a visité le Musée des Archives de l'Empire, cette belle et intelligente création de M. le marquis de Laborde, qu'il faut remercier une fois encore, puisqu'il vient de quitter la direction des Archives, du zèle qu'il a toujours montré pour le progrès de nos études, de l'active bienveillance qu'il a témoigné à l'École des Chartes, et enfin, en général, de la noble faveur dont jouissaient auprès de lui les ouvrages de l'esprit. M. de Laborde a eu pour successeur M. Alfred Maury, dont la vie, consacrée tout entière à la science, témoigne assez du sentiment intelligent et élevé qui inspirera son administration.

L'École impériale et spéciale des Langues orientales, qui occupe un local distinct dans les vastes bâtiments de la Bibliothèque impériale, et dont l'enseignement a été illustré par les Sacy, les Hase, les Reinaud, les Basin, etc..., n'a point d'élèves en titre comme l'École des Chartes; elle n'a que des auditeurs. M. Caussin de Perceval y professe l'arabe vulgaire; M. Ch. Schefer le persan; M. Barbier de Meynard, le turc; M. Ed. Dulaurier, l'arménien; M. Brunet de Presle, le grec moderne; M. Garcin de Tassy, l'hindoustani; M. Stanislas Julien, le chinois moderne; M. l'abbé Favre, le malais et le javanais. Outre ces huit cours ordinaires, on y compte trois cours complémentaires: un cours de japonais, par M. Léon de Rosny; d'arabe algérien, par M. de Slane; de tibétain et de mongol,

par M. Léon Feer. Enfin une conférence préparatoire à l'enseignement de l'École y est faite par M. Emmanuel Touche. L'École des Langues orientales a, sinon par son organisation et l'objet de son enseignement, du moins par la méthode qui y est en vigueur, un trop réel rapport avec l'École des Chartes, pour que l'on ne souhaite pas de la voir grandir et prospérer. — C'est également à la Bibliothèque impériale que M. Jules Oppert a entretenu le public des résultats acquis à l'histoire d'Orient, par cette science nouvelle, l'*Assyriologie*, qu'il a tant contribué à fonder. M. Beulé, de l'Institut, a choisi, l'an dernier, pour sujet de son cours d'archéologie, Auguste et son siècle. Il a émis des théories hasardeuses. Je n'en dirai rien de plus. — Ce cours, comme celui de M. Oppert, a lieu à la Bibliothèque impériale. A ce propos, je dirai que la nouvelle salle de travail du département des imprimés, sur le point d'ouvrir au moment où j'écris ces lignes, sera certainement livrée aux travailleurs, depuis plus d'une semaine, au moment où elles paraîtront¹. Le département des manuscrits, celui des estampes, celui des médailles, la section des cartes et collections géographiques, ont été rendues au public le 2 juin. Ce même jour a été ouvert, au département des imprimés, la salle de lecture, distincte de la salle de travail, et dont l'entrée est située rue Colbert. Cette salle est mise à la disposition des lecteurs de dix heures à quatre heures, même le dimanche.

Entre toutes nos facultés des lettres, la Faculté de Paris, siégeant au sein de la capitale, dans les antiques bâtiments de la Sorbonne, illustrée au commencement de ce siècle par le grand enseignement des Guizot, des Cousin, des Villemain, ayant toujours vu ses chaires occupées par des hommes éminents, ou tout au moins supérieurs, peut être regardée comme le type le plus élevé de l'enseignement universitaire. C'est, en somme, une école de hautes études classiques, destinée à former des licenciés et des docteurs, et en même temps chargée d'exposer au public, et de commenter avec éloquence, cet ensemble de doctrines qui, dans l'érudition comme dans les lettres, paraissant définitivement acquises au savoir humain, composent la science officielle. Les études philosophiques y sont représentées par deux chaires : la chaire de philosophie, occupée par M. Caro, et la chaire d'histoire de la philosophie, où professe M. Paul Janet. Successeurs des Royer-Collard, des Cousin, des Jouffroy, des Saisset, MM. Caro et Janet sont spiritualistes. Il faut les en féliciter. — Trois cours sont consacrés aux études grecques et latines. Le titulaire du cours de littérature grecque est M. Egger. Il traitait, l'année dernière, de la littérature grecque au temps d'Alexandre le Grand et de ses successeurs. Cette année, il s'occupe de l'influence qu'ont exercée les écrivains grecs sur la littérature française. M. Egger n'est pas seulement un littérateur plein de goût, un orateur à la parole élégante et facile, c'est aussi un érudit pénétrant et fin. Les

¹ Cette salle a été effectivement ouverte le mardi 16 juin.

études grecques, notamment la philologie, lui doivent beaucoup, et il a même fait des excursions fort heureuses dans le domaine de la langue et de la littérature du moyen âge, dont, à la différence de certaines personnes, qui professent pour l'antiquité un amour un peu trop jaloux, il a su ne pas s'effrayer. — La poésie latine a pour interprète M. Martha, et l'éloquence latine, le spirituel M. Berger. La littérature française compte deux chaires. M. Saint-René-Taillandier vient d'être nommé professeur d'éloquence française en remplacement de M. Gandar, et M. Saint-Marc-Girardin est remonté dans la chaire de poésie française, où il était suppléé depuis plusieurs années par M. Taillandier. Nul n'admire plus que moi le talent si français de M. Saint-Marc-Girardin, et je sais qu'à un moindre degré, M. Taillandier continue toutes les bonnes traditions de la critique universitaire. Mais l'éloquence et la poésie françaises, telles qu'elles sont professées à la Sorbonne, ne remontent guère au delà du xvi^e siècle, c'est-à-dire qu'il y a dans l'enseignement de la Faculté des lettres une lacune de cinq siècles, qu'il ne serait pourtant pas, ce semble, inutile de combler.

M. Alfred Mézières professe la littérature étrangère. Il a choisi l'an dernier, pour sujet de ses leçons, un sujet encore bien neuf, et qui demanderait à être scientifiquement épuisé, je veux dire le théâtre espagnol. Dérivé en droite ligne des mystères du moyen âge, ce théâtre, qui n'a subi qu'à un faible degré l'influence de la Renaissance, nous offre le spectacle, toujours utile à contempler, d'un genre littéraire spontanément et logiquement développé, jusqu'à ce qu'il ait trouvé, pour lui donner une vie immortelle, deux hommes de génie : Lope de Vega et Calderon. — La chaire d'histoire ancienne est occupée par M. Geffroy, et celle d'histoire moderne par M. Wallon, de l'Institut. Les catholiques doivent se réjouir de voir l'enseignement, si important, de l'histoire moderne, confié à un savant de premier ordre, qui est en même temps un chrétien d'une foi profonde, bien plus, un vaillant défenseur de la religion. L'histoire du moyen âge est aussi familière à M. Wallon que l'histoire moderne, comme le prouvent ses beaux travaux sur Jeanne d'Arc et sur Richard II ; mais une chaire spécialement consacrée à l'histoire du moyen âge serait-elle de trop à la Faculté des lettres ? M. Auguste Himly, professeur de géographie, est un ancien élève de l'École des Chartes. La société de l'École, en le nommant cette année son vice-président, a marqué combien elle était fière de ceux de ses membres qui se sont fait, par leur talent et leurs études, une place distinguée dans les rangs de l'Université. Tel encore, par exemple, M. Cléophas Darest de la Chavanne, archiviste paléographe, doyen de la Faculté des lettres de Lyon, à qui l'Académie française vient de décerner le grand prix Gobert pour son excellente *Histoire de France*.

Je ne reviendrai pas aujourd'hui sur les cours complémentaires dont le siège est rue Gerson ; je me borne à faire remarquer à nos lecteurs que ce que je disais tout à l'heure, pour le Collège de France, s'applique également à la Faculté des lettres. — Je ne puis, non plus,

à moins d'étendre outre mesure les bornes de cette chronique, passer en revue les Facultés provinciales, où l'enseignement laisse parfois à désirer, mais où se font aussi d'excellents cours. Je citerai seulement deux remarquables leçons de M. Abel Desjardins, doyen de la Faculté des lettres de Douai, l'une sur Charlemagne économiste, l'autre sur Charlemagne et Alcuin. Je noterai dans ces leçons un éloge exagéré de la Renaissance, au point de vue littéraire. L'influence de ce retour vers l'étude des lettres antiques, excellente à certains égards, **notamment** en ce qui concerne le style, a été désastreuse à d'autres points de vue, **par** exemple, lorsqu'elle a étouffé, en France, un théâtre national, qui **était** plein d'avenir. — Je n'insisterai pas longuement, faute d'espace, sur les soirées littéraires de la Sorbonne, l'une des meilleures créations de M. le Ministre de l'Instruction publique. Je rattache aux cours qui se font à la Sorbonne, le cours d'esthétique professé par M. Taine à l'École des beaux-arts, lequel s'adresse pour le moins autant aux littérateurs et aux gens du monde, qu'aux artistes proprement dits, c'est-à-dire aux peintres, aux sculpteurs et aux architectes. M. Taine persiste, bien entendu, à vanter les merveilleux effets de la *faculté maitresse*, et à célébrer, dans un style trop coloré, l'*influence du milieu*. Ce que l'on peut souhaiter de mieux à M. Taine, c'est que son milieu se modifie de façon que sa faculté maitresse cesse d'être une âpre hostilité contre une religion sur laquelle ses efforts s'useront sans fruit.

A côté de tous ces cours, plus ou moins officiels, que je viens d'énumérer, je ne puis me dispenser d'indiquer, si brièvement que ce soit, les efforts qui sont faits depuis plusieurs années, avec plus ou moins de succès, pour établir dans notre pays une coutume qui fleurit depuis longtemps en Angleterre, je veux parler des lectures publiques et des conférences libres. Les associations polytechniques et philotechniques, qui se consacrent surtout à l'enseignement des classes ouvrières, paraissent être en pleine prospérité. La seule association polytechnique a donné, du 17 février au 2 juin 1867, dans le grand amphithéâtre de l'École de médecine, douze conférences sur l'économie industrielle. Je remarque parmi les sujets traités : la propriété et l'hérédité par M. Frédéric Passy, les grèves et coalitions, par M. Batbie, l'émigration des campagnes vers les villes, par M. Baudrillart. On voit suffisamment quelle importance ont de telles leçons, si l'on songe à quel auditoire elles s'adressent. — Les anciennes conférences de la rue de la Paix, transportées à l'Athénée, ont eu pour principaux orateurs MM. Deschanel, Jules Duval, Ch. Lemonnier, Frédéric Passy, Francisque Sarcey. La transformation de l'Athénée en un théâtre, au reste éphémère, ayant contraint les conférences de s'exiler, elles ont trouvé, cette année, un refuge, boulevard des Capucines, à l'Institut libre. — Des conférences spécialement protestantes ont eu lieu à l'avenue Lacuée, à Neuilly, au cercle des Sociétés savantes. J'ai moi-même entendu dans ce dernier local une conférence sur Savonarole, par M. le pasteur Paumier, et une conférence sur Agrippa d'Aubigné, par M. le pasteur Dhombres. M. Paumier a

revendiqué Savonarole, au nom de la Réforme ; il n'en sera ni plus ni moins : M. Dhombres a exprimé de vives espérances sur l'avenir du protestantisme en France : il n'en sera ni moins ni plus. M. Paumier est froid et légèrement prétentieux, M. Dhombres a du mouvement et de la chaleur. Des conférences de toute espèce ont aussi été faites en province, et la *Revue des Cours littéraires* reproduit des discours prononcés à Angoulême, à Douai, à Epinal, à Enghien, à Evreux.

Je ne puis songer à être complet, je m'arrête, et je me pose cette question : ce grand mouvement qui s'est produit la plupart du temps en dehors de nous, et souvent même contre nous, les catholiques doivent-ils y rester étrangers ? Je réponds aussitôt que ce n'est pas possible. Non, ce sont là des armes parfois terribles, que nous ne pouvons laisser aux seules mains de nos adversaires. Notre devoir est de nous consulter, de nous unir, de serrer nos rangs, et sur le terrain des conférences, comme sur tous les autres, de déployer hardiment notre drapeau, et de marcher en avant. D'utiles germes existent déjà qu'il faudrait féconder. Depuis deux années, des conférences catholiques sont faites aux jeunes ouvriers par des hommes de talent et de cœur : MM. Augustin Cochin, Léon Gautier, Francis Beslay, Wiesener, Puiseux (de l'Observatoire), Dupaigne (ancien élève de l'École normale supérieure), Eugène Loudun, etc. Le siège de ces conférences est situé boulevard d'Enfer, à l'extrémité de Paris, et cependant la salle est toujours comble, il faudrait créer de pareilles réunions au centre même de la capitale, élever notre voix dans ces mêmes quartiers où s'élèvent des voix indifférentes ou hostiles. Il faudrait qu'un éditeur catholique entreprit une œuvre semblable à celle que la maison Hachette exécute en ce moment avec un plein succès : une collection de conférences, publiées dans un format populaire et à la portée des bourses les plus modestes. Il faudrait agir, en un mot, car l'action c'est la vie, et l'union féconde de la religion et de la science, que j'appelle de tous mes vœux, pourra seule opposer enfin une digue infranchissable à l'ascension, toujours croissante, de ces hideuses doctrines, vieilles comme le mal, et, comme lui, toujours nouvelles. Que tous les hommes de bonne volonté se mettent à l'œuvre, et bientôt nous pourrions dédaigner, comme elles le méritent, ces brochures prétentieuses, qui ne valent pas le bruit qu'elles font, et dont le type est en ce moment la prétendue thèse du docteur P.-J. Grenier. Ce docteur a recueilli çà et là dans les livres de médecine des observations qu'il a groupées en faisceau, il a assaisonné le tout de dissertations historiques et de déclamations humanitaires, et après avoir reconnu lui-même (p. xxv), que « l'essence des choses doit nous rester toujours ignorée, » il a conclu de tout cela que le libre arbitre n'existe pas¹. En d'autres termes, M. le

¹ La seule conclusion raisonnable qu'on dût tirer des faits rassemblés dans cette brochure, c'était que le physique agit sur le moral, la matière sur l'esprit. Mais qui en a jamais douté ? Et n'y pourrait-on pas opposer des faits d'où il résulterait au contraire que l'esprit agit sur la matière, le moral sur le physique,

docteur P.-J. Grenier est matérialiste, et paraît convaincu qu'il n'a point d'esprit. Soit, mais je le supplie de ne pas généraliser. Quant à sa doctrine, j'avertis le docteur qu'elle n'est pas neuve : presque aussi ancienne que le monde, elle périra comme lui.

Je me suis laissé entraîner un peu loin par cette revue des cours publics, si sommaire et si incomplète qu'elle soit, et je me hâte de terminer cette chronique, en donnant à nos lecteurs, un peu pêle-mêle, quelques renseignements qui m'ont semblé de nature à les intéresser.

La Société bibliographique a tenu, le 27 mai dernier, sa première assemblée générale au Cercle de l'Oratoire de Saint-Philippe de Néri. M. de Beaucourt, président de cette Société, en a exposé le plan, et a présenté un rapport sur les travaux déjà accomplis. M. Récamier, en l'absence de M. Bournisien, président du Comité des fonds, a fait connaître l'organisation financière de la Société et les ressources dont elle dispose. Enfin, M. Léon Gautier, dans une de ces improvisations où il épanche, en un si beau langage, la foi chaleureuse dont son cœur est animé, a fait ressortir de quelle importance est, en nos temps troublés, l'intime union des catholiques, et combien le principe d'association, sainement entendu et pratiqué avec intelligence, peut servir les intérêts de la science et de la foi. La Société bibliographique a publié en une élégante brochure de vingt-quatre pages, le compte rendu de cette assemblée. Il appartient maintenant à tous les hommes de cœur et d'intelligence de répondre à l'appel de M. de Beaucourt, et de soutenir, de toutes leurs forces, la belle œuvre qu'il vient de créer.

L'Imprimerie impériale continue la publication de l'intéressant recueil de rapports sur les progrès des lettres et des sciences en France, qui a été entreprise par ordre du Ministre de l'Instruction publique, à l'occasion de l'Exposition universelle. Je signalerai tout particulièrement le rapport sur le progrès des études classiques et du moyen âge, la philologie celtique et la numismatique, œuvre de MM. Egger, Boissier, Delisle, Guessard, d'Arbois de Jubainville et Anatole de Barthélemy. — M. Ambroise-Firmin Didot a publié, l'année dernière, de curieuses *Observations sur l'orthographe française*. M. Didot, excellent juge en parcelle matière, propose diverses réformes, dont plusieurs me paraissent justes, notamment celle qui consisterait à réduire en mots simples tous les mots composés ; d'autres au contraire fort discutables, mais ce n'est pas le lieu de les discuter. Le xxv^e volume de l'*Histoire littéraire de France* est sur le point de paraître. Il contiendra des articles sur *Baudouin de Sebourg*, le *Bâtard de Bouillon*, et en général sur les romans du xiv^e siècle. — M. Paulin Paris va publier chez l'éditeur Téchener, en quatre volumes in-12, une

l'âme, en un mot, sur le corps ? — Pour donner une idée du peu de sens critique dont a été doué le docteur Grenier, il suffit de dire qu'il cite saint Thomas parmi les adversaires du libre-arbitre. Le malheureux docteur a pris une *objection* pour l'opinion des théologiens qui la réfute.

traduction libre des *Romans de la Table ronde*. Le tome I^{er} a déjà paru. — M^{me} la marquise de Saint-Aulaire, qui a déjà traduit la *Chanson d'Antioche*, s'occupe de traduire la *Chanson de Jérusalem*, dont M. Hippéau, de son côté, prépare une édition. Enfin, M. C.-C. Casati vient de publier l'analyse et des fragments de *Richard li Biaus*, roman inédit du XIII^e siècle, qu'il avait copié en 1860 à Turin, pour la collection dirigée par M. Guessard, qui marche beaucoup trop lentement, au gré des amateurs de notre ancienne littérature. La réimpression des *Historiens de France* se poursuit activement. Le tome XIII est sous presse. On imprime en ce moment le premier volume de la belle édition de Froissart, que prépare M. Siméon Luce pour la Société de l'Histoire de France. — *L'Inventaire général sommaire des Archives de l'empire* est sur le point de paraître. On achève d'en rédiger la table. MM. J. Tardif et Joseph de Laborde travaillent activement à la composition du troisième volume du *Trésor des Chartes*. — L'éditeur Didier, qui vient de mettre en vente un important ouvrage sur *Galilée*, dû au savant doyen de la Faculté des lettres de Rennes, M. Th.-H. Martin, va publier le travail de M. Lecoy de la Marche, sur *la Chaire française au XIII^e siècle*, qui a été couronné l'année dernière par l'Académie des inscriptions.

Je ne veux pas me séparer de nos lecteurs sans exprimer un souhait que, j'en suis sûr, ils accueilleront avec plaisir : c'est que mon savant ami, M. Léon Gautier, puisse reprendre avec eux des relations qui leur sont chères, à eux et à lui ; — et sans leur annoncer une nouvelle à laquelle ils ne seront pas indifférents : la commission nommée par l'Académie des inscriptions a proposé, à l'unanimité, de décerner le grand prix Gobert à l'auteur des *Épopées françaises*. Nous apprenons, à la dernière heure, et nous nous empressons d'ajouter, que, dans sa dernière séance, l'Académie a adopté, à une immense majorité, les conclusions de sa commission. On peut dire que rarement une plus belle récompense aura été mieux méritée.

MARIUS SEPET.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

Dans un travail sur *le Christianisme et ses origines*, publié récemment dans la *Revue contemporaine*¹, M. Havet commence par tracer le tableau de l'état moral de la Grèce depuis Alexandre jusqu'aux Romains. Il montre l'heureuse influence de la philosophie, qui proclame, dit-il, l'égalité des hommes et développe le sentiment religieux; car, d'après lui, c'est un préjugé de croire que les Grecs adoraient et craignaient les dieux sans les aimer. L'auteur pose ainsi l'argumentation — peu nouvelle assurément, — qu'il développera plus loin en constatant et en déplorant la perte des livres de l'antiquité: « Si tous ces livres subsistaient, dit-il, on verrait la doctrine chrétienne se faire en quelque sorte jour par jour, et personne ne s'aviserait de demander d'où elle est venue. » M. Havet reconnaît néanmoins que « le catholicisme, comme la philosophie, a apporté un secours à l'humanité morale; » mais il lui refuse un caractère divin. « Toute révolution naturelle, écrit-il (et il n'y en a pas d'autre), est aussi logiquement préparée dans ses causes que subite et surprenante dans ses effets. » — « Nous nous rendons compte très-facilement, ajoute-t-il, de ce qui a amené Luther ou la République de 1792; nous nous expliquerions tout aussi aisément l'avènement du christianisme, si les deux siècles qui ont précédé celui qui aboutit à l'ère chrétienne n'étaient si mal éclairés pour nous. » On reconnaît là une théorie vingt fois réfutée, et que le talent de l'auteur ne parviendra pas à rajeunir.

— Sous ce titre : *un chapitre d'histoire avant l'histoire*, M. l'abbé Duilhé de Saint-Projet, résume* les diverses opinions émises depuis quelques années par les archéologues et les naturalistes sur les grands problèmes anthropologiques qui sont aujourd'hui si en faveur. Il montre que les témoignages de la science proclament la réhabilitation de l'humanité, car l'homme ne descend pas du singe comme on a osé le dire sérieusement, et il constate qu'il n'est pas prouvé que l'homme remonte à cette haute antiquité dont on fait tant de bruit. — Le P. Jean, de son côté, arrive aux mêmes conclusions, dans un savant travail sur *les Monuments de l'âge de*

¹ Livraison du 15 avril 1868.

* *Contemporain* du 31 mai.

*pierre et les théories sur l'ancienneté de l'homme*¹. Les théories qu'on allègue sont fabuleuses : l'un parle de 20,000 années, un autre de 40,000, celui-ci de 100,000 ans d'antiquité ; il y a là tout un ensemble de négations hardies et d'affirmations extra-positives, extra-expérimentales. Mais ce ne sont point des données scientifiques ; nous attendons avec confiance le dernier mot de la science.

— M. Schœbel, qui établissait récemment l'authenticité mosaïque du Deutéronome², en prouvant que c'est Moïse qui y parle d'un bout à l'autre, vient de consacrer une nouvelle dissertation à défendre l'authenticité du Lévitique³ contre les attaques du rationalisme allemand, qui prétend que le Pentateuque est l'œuvre de l'ambition des prêtres du royaume de Juda. Cette accusation, par son énormité même, se dérobe à la critique ; cependant on y insiste et, en imaginant quelques contradictions apparentes entre le texte du Lévitique par exemple, et le texte des Nombres, un professeur de Bâle en est venu jusqu'à écrire que la signature du Lévitique ne mérite plus aucune croyance, et que toute cette collection de lois ne peut être acceptée comme authentique. M. Schœbel fait bonne justice de cette assertion.

— Le savant et infatigable M. Bonnetty poursuit toujours, dans les excellentes *Annales* qu'il dirige depuis 38 ans avec une si infatigable persévérance, son commentaire sur les documents historiques concernant la religion des Romains et la connaissance qu'ils ont pu avoir des traditions bibliques par leurs rapports avec les Juifs. Ces documents importants et trop peu connus forment un supplément nécessaire à toutes les histoires romaines ; ils enseignent de quelle démonocratie, selon le mot employé par M. Bonnetty, le christianisme a délivré le monde. On ne peut que désirer l'achèvement de cet important travail, qui est arrivé à l'année 19 avant Jésus-Christ.

— Le P. Gagarin, s'appuyant sur différents ouvrages publiés depuis quelques années par MM. de Vogüé, de Saulcy, l'abbé Cou lomb, etc., sur le *saint Sépulcre et la topographie de Jérusalem*⁴, donne un très-bon résumé des opinions diverses émises sur tel ou tel point de ce grave sujet. Il entre lui-même à son tour dans la discussion, et montre que l'authenticité du saint Sépulcre, niée par les savants Robinson et Titus Tobler, a été reconnue inattaquable par les protestants William et Schultz, comme par des catholiques comme MM. de Vogüé et de Saulcy.

— Germanicus, l'une des plus pures figures de l'antiquité romaine, vient d'être l'objet d'une très-remarquable étude de M. Beulé⁵, qui poursuit d'une manière si brillante son cours d'*archéologie historique*

¹ *Études religieuses, historiques et littéraires* des 15 janvier et 15 avril.

² *Annales de Philosophie chrétienne*, livraisons de juillet à décembre 1867.

— Tirage à part, chez E. Thorin, in-8 de 62 p.

³ *Annales de Philosophie chrétienne*, livraison de mars et avril 1868.

⁴ *Études religieuses, historiques et littéraires* du 15 mai.

⁵ *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} mai.

au Collège de France. C'est ici moins une biographie qu'une esquisse du caractère et du rôle politique de Germanicus. L'auteur montre qu'il y avait en lui deux hommes : l'homme vertueux, honnête, digne d'estime, et le politique faible, incertain, inutile, car « un homme ne vaut en politique qu'autant qu'il représente une idée et qu'il saisit l'occasion de la faire triompher. » Germanicus était « l'incarnation de la liberté romaine ou du moins des derniers soupirs vers la liberté. » Or « il n'a rien fait pour cette idée : il a été un honnête serviteur, un timide citoyen, un impuissant ami, un chef involontaire ou volontairement paralysé... Il a été parfait jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la faiblesse et jusqu'au martyre ; il a rempli sa destinée, mais il a trahi la destinée du peuple romain... L'image de Germanicus est restée dans l'histoire pure, charmante, idéale, presque abstraite, tant l'action lui a manqué... ; sa douce et belle figure restera une consolation pour les honnêtes gens de tous les temps, mais il ne faudra jamais consentir à ce qu'elle devienne une justification ou un exemple. » Nous ne pouvons que signaler en passant un autre article de M. Beulé sur Agrippine ¹, où il retrace les malheurs de la famille de Drusus après la mort de Germanicus, malheurs dus en partie à sa veuve, qui fut la première victime.

— La *Revue des Deux-Mondes* ménage parfois d'étranges surprises à ses lecteurs. Depuis longtemps elle les a habitués à des travaux comme celui où M. Albert Reville ², se consolant « des réalités du présent en refaisant les beaux rêves du passé, » célèbre Paul de Samosate « une des premières victimes de l'intolérance cléricale, et dont le nom a été longtemps livré aux gémonies par des historiens qui s'en rapportaient aveuglément aux dénonciations de ses adversaires ; » où il simplifie l'histoire du dogme de la divinité de Jésus-Christ en supprimant le quatrième Évangile, et loue l'évêque d'Antioche d'avoir soutenu que Jésus était un homme, et d'avoir cherché à édifier sur cette base une théologie destinée à *satisfaire la piété tout en respectant la raison*. — Mais c'est à coup sûr une nouveauté que de trouver dans une revue sérieuse, fût-ce en vers, une histoire légendaire de Versailles comme celle que retrace si complaisamment un des rédacteurs habituels de la *Revue des Deux-Mondes* ³.

¹ *Revue des Deux-Mondes* du 15 mai.

² *Le Christianisme unilaire au III^e siècle*, livraison du 15 avril.

³ *Versailles, légende*. Voir la *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1867 au 15 avril 1868. Voici comment l'auteur, M. Blaze de Bury, ose parler de Louis XVI et de Marie-Antoinette :

A ce roi suspendu dans l'air
Qu'on tirelle et qu'on turlupine.....
Pauvre mouton qu'on enguirlande,
Avec tant d'ordres en sautoir,
Avant d'aller à l'abattoir,
Pour que son sang pur s'y répande.
En aura-t-il assez flatté
De charbonniers et de poissardes !

— Tournons vite le feuillet, et arrêtons-nous à des pages qui offrent un frappant contraste avec celles qu'on rencontre ordinairement dans cette *Revue*. M. Vitet, à propos de la récente édition du Joinville de M. de Wailly¹, s'y livre à une admirable étude sur l'aimable et naïf historien de saint Louis et sur le XIII^e siècle en général. Il est bon que les lecteurs de M. Reville, de M. Taine, de M^{me} Sand et de M. About — la livraison même où se trouve le travail de M. Vitet ne s'ouvre-t-elle pas par les *Mariages de province* de M. About? — aient sous les yeux des passages tels que celui-ci : « Tout ce que nos penseurs modernes, nos moralistes, nos réformateurs, croient avoir inventé en fait d'amour des hommes, de protection des faibles et de respect du droit, toutes ces théories humanitaires qu'ils professent en paroles, dans leurs leçons, dans leurs écrits, le moyen âge, il y a six siècles, les a vu professer en action. Il a senti, sous d'épaisses armures, dans de rudes poitrines, battre des cœurs uniquement occupés d'apaiser les souffrances, de venger les injures, de soulager les maux de leurs semblables. Le dévouement, l'abnégation, le sacrifice, sont devenus le but, la constante pensée, la profession de certains hommes, et non pas de moines ou de prêtres, non, de soldats, la plupart incultes et grossiers, mais adoucis, attendris, transformés par cette flamme chevaleresque, ce spiritualisme pratique tombé du ciel sur la terre on ne sait comment. Vous niez les miracles, vous défiez le christianisme de vous en faire voir, et la chevalerie est là, issue du christianisme, attestée, certifiée par des milliers de faits, d'écrits, de témoignages; elle est là hors de doute; que voulez-vous de mieux, de plus surnaturel, de plus miraculeux, de plus impossible à croire, et cependant de plus vrai? »

Nous voudrions citer encore ce rapprochement entre le XVII^e siècle, avec l'éclat de sa gloire, ses mœurs polies, sa culture exquise, sa suprématie européenne, mais avec l'absolutisme et l'orgueil du souverain, le culte affaibli de la religion, de la justice et du droit, la misère populaire, l'appauvrissement du sol, l'ex-

Assez essayé de cocardes
Aux couleurs de la liberté!

Mais elle qui n'a point au cœur
Ce pauvre sang qui dort et gèle,
Bondit sous la main qui flagelle
Et montre les dents au vainqueur.....
Tantôt en peignoir blanc, sa gorge
Demi-nue et tout en émoi,
Comme il battait son fer, le roi
L'a vue apparaître en sa forge.

Leurs fautes, leurs crimes peut-être,
Sont au passé; — du même coup,
Il les condamne et les absout,
Mourir leur valut mieux que naître.

¹ Joinville, saint Louis et le XIII^e siècle, livraison du 1^{er} mai 1868.

patriement de l'industrie, l'épuisement des finances, l'affaiblissement de l'autorité royale, — et le XIII^e siècle, où les caractères, il est vrai, sont rudes, presque à demi-barbares, la société peu polie, les mœurs peu réglées, le peuple souvent malheureux ; mais « quels élans de vertu ! quelle ardeur pour le bien ! quelle pureté, quelle sainteté chez certains hommes ! quels traits sublimes de dévouement et de sacrifice ! et comme ces exemples, de quelque côté qu'ils viennent, élèvent le niveau moral dans la société tout entière !.. Chaque jour tout s'adoucit, aussi bien les impôts que les mœurs. Les tailles sont établies avec plus d'équité, perçues avec moins de rigueur ; les corvées sont moins lourdes, les monnaies plus loyalement frappées ; l'industrie dans les villes se développe et prospère ; les campagnes sont calmes, les moissons respectées ; on n'entend plus aux champs, surtout vers la fin du règne, ni colères, ni murmures ; chacun bénit l'auteur de cette paix profonde qui, depuis trente ans, se prolonge, vrai miracle en ces temps de lutte et d'oppression... Ce qu'était au XIII^e siècle le nom de la France chez les nations étrangères, ce que ce nom inspirait de confiance et de souverain respect, bien peu de gens s'en doutent aujourd'hui. On oublie que cette suprématie, dont il y a deux cents ans, nos pères se glorifiaient et qu'ils croyaient nouvelle, n'était qu'une réminiscence. Richelieu, Louis XIV, n'avaient fait que reconquérir ce qui nous avait appartenu, ce que durant quatre siècles nous avions peu à peu compromis et perdu. Cet ascendant dominateur, cet empire de la mode non moins que de la puissance, déjà nous l'avions exercé. Nous avons vu l'Europe s'inspirer de nos mœurs, copier nos manières, cultiver notre langue, imiter nos poètes, se façonner sur nos artistes. Ainsi les deux époques, à n'en considérer que le dehors, se valent pour le moins, toutes proportions gardées, et quand vous allez au fond, quand vous sondez le cœur, l'âme de ces deux époques, quand, d'un côté, vous voyez une politique plus humaine, plus franche, plus vraiment habile, un peuple moins pressuré, l'Évangile moins méconnu, les grands principes plus respectés, les grands devoirs mieux accomplis, comment ne pas franchement reconnaître que la vraie grandeur est de ce côté ? »

— C'est à regret qu'on quitte M. Vitet. Jamais l'élévation et le charme du langage n'ont été mis plus heureusement au service de la vraie science. Passons à un mémoire dû à un collègue de l'éminent académicien, sur *l'Allemagne en 1273 et l'élection de Rodolphe de Habsbourg*¹. M. Ch. Giraud y montre quel désordre régnait en Allemagne depuis l'extinction de la maison de Souabe, comment une réaction se produisit, et comment l'élection d'un Empereur allemand fut alors, avec le rétablissement de la paix publique, l'unique ambition de l'Allemagne. La Papauté comprit ce vœu et le pape Grégoire X facilita, accéléra la solution. Était-ce, comme le prétend l'auteur, parce qu'il avait compris que c'était son intérêt ? Gré-

¹ *Séances et Travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, livraison d'avril.

goire X avait pour habitude de se soucier assez peu de son propre intérêt. Rodolphe de Habsbourg fut choisi par les électeurs ; c'était, nous dit M Giraud, un personnage plus considérable qu'on ne l'a cru généralement, et son règne fut celui d'un sauveur. Rétablir l'ordre légal, agrandir sa maison, tels furent les deux points principaux de sa politique pendant les dix-huit années de son règne, et il les poursuivit avec succès.

— M. Leco yde la Marche s'est livré, dans les manuscrits où ils dorment pour la plupart, à une étude approfondie des sermons composés au XIII^e siècle. Dans un fragment publié récemment¹, il examine quels renseignements on y trouve sur l'état des études à cette époque. Il donne d'abord d'intéressants détails sur la vie des écoliers, et constate que l'éducation de l'enfance était loin d'être négligée ; une instruction primaire religieuse se donnait également aux filles, malgré les efforts tentés alors pour enlever à l'Eglise l'enseignement des femmes, — car le but principal de la fondation du monastère de Prouille, par Saint Dominique, fut de porter remède à ces tendances fâcheuses et à un état de chose que l'hérésie avait rendu déplorable. Après avoir interrogé les auteurs de Sermons sur la vie des écoles, M. Leco yde la Marche leur demande des notions spéciales sur les principales branches des connaissances humaines et les idées qui présidaient à leur enseignement. Il conclut que la « science du XIII^e siècle, beaucoup moins avancée que la nôtre pour ce qui regarde la nature, la matière, les choses du temps, l'était beaucoup plus en ce qui concerne l'âme et les choses de Dieu. »

— Au moment où M. Kervyn de Lettenhove continue la publication de son édition de Froissart, et où M. Siméon Luce va publier l'édition que lui a confiée la Société de l'Histoire de France, tout ce qui concerne les récits du célèbre chroniqueur ne peut manquer d'attirer l'attention des historiens ; et quand ces observations sont dues à un érudit qui prend ses inspirations et ses documents près d'un maître versé dans l'étude du XIV^e siècle, et qui, depuis longtemps, avait fait des promesses que le monde savant regrette qu'il n'ait pas tenues, l'intérêt s'accroît encore. La seconde lettre de M. Bertrand à M. Lacabane sur les *Campagnes du comte de Derby en Guyenne, Saintonge et Poitou*² montre, comme la première, que l'on ne doit pas ajouter une entière créance à certains faits, quand ils ne reposent que sur le seul témoignage de Froissart. M. Bertrand tient qu'il ne faut admettre comme vrais que ceux auxquels des documents authentiques, ou l'accord unanime des historiens et des chroniqueurs, donnent une incontestable autorité. C'est principalement à la bataille d'Auberoche que l'auteur s'est attaché : il fixe le nom et la situation du lieu où elle a été livrée, et établit la date et les principales circonstances du fait. L'abondance et la valeur des documents au moyen desquels il contrôle le récit du chroniqueur, donnent à son mémoire la valeur d'un témoignage original.

¹ *Revue du Monde catholique* du 25 avril.

² *Revue d'Aquitaine* de janvier-février 1868.

— Nous avons mentionné, il y a trois mois, la polémique très-vive qui s'est élevée au sujet du travail sur la Saint-Barthélemy, publié ici même par notre collaborateur M. Georges Gandy. M. Gandy, on le sait, a été violemment attaqué par M. Ad. Schæffer dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*¹. M. Gandy a fait à ces attaques une réponse, à laquelle M. Schæffer a répliqué dans la même livraison². M. Gandy a ensuite complété ses observations dans la livraison suivante, et M. Schæffer a eu le dernier mot du débat³. La rédaction du *Bulletin*, venant à la rescousse, a joint, dans des notes, ses remarques à celles de M. Schæffer. M. Gandy avait écrit sur la Saint-Barthélemy un travail considérable, plein de faits, de citations; pour faire comprendre cet événement, il avait parlé du protestantisme en général, et exposé son rôle social et politique au xvi^e siècle. M. Schæffer a vu dans les paroles de M. Gandy autant de calomnies insignes; car, selon lui, « les Français qui se détachèrent alors de l'Église catholique voulaient rétablir le christianisme dans sa pureté primitive, rien de plus, rien de moins. » Sans réfuter l'ensemble du travail de M. Gandy, M. Schæffer — comme il arrive dans presque toutes les discussions — s'est attaché à relever quelques textes, quelques faits secondaires; presque tout le débat a roulé sur ces points, que nous n'avons pas à examiner en détail. Quant au fait principal, M. Schæffer est d'accord avec M. Gandy pour rejeter la préméditation du massacre : La Saint-Barthélemy, dit-il, fut le résultat d'une série de malentendus, c'est un crime abominable. M. Gandy l'avait déjà dit; mais il avait ajouté que ce fut surtout un crime d'État. — Non, répond M. Schæffer, c'est un crime catholique; et, comme s'il voulait retirer son aveu sur la non préméditation, il s'écrie : « C'est le Saint-Siège qui surexcita le fanatisme religieux, de manière à amener la Saint-Barthélemy. » M. Gandy l'a nié dans son article, et il le nie encore, en expliquant ce qui a pu donner une apparence de raison à l'opinion adverse. C'est là, en tout cas, une question historique à débattre, et rien de plus; car, dès le premier moment, M. Gandy a écrit : « Supposez, par impossible, qu'à Rome et en France le clergé ait comblé d'éloges des attentats que la morale la plus élémentaire réproouve : en ce cas, le catholicisme ne serait pas leur complice, mais leur juge. Il condamne toutes les défaillances du cœur comme toutes les aberrations de l'intelligence : à ses yeux, ni un pape, ni une église particulière n'est impeccable. » Voilà, ce semble, des paroles de modération qui devraient dominer tous les débats de ce genre. Si on était bien convaincu de la vérité de cette affirmation, les récriminations cesseraient et toutes les animosités seraient singulièrement tempérées. Les questions resteraient ce qu'elles doivent être, purement historiques, et on les traiterait avec calme. On ne les passionne que

¹ Livraisons du 15 janvier et du 15 février 1868.

² 15 mars 1868.

³ 15 avril 1868.

parce qu'on se place sur un autre terrain, en tirant des faits des conséquences qu'ils ne comportent pas. Je sais ce que la passion y trouve de satisfactions ; mais je sais aussi ce que l'histoire y perd d'exactitude, et ce que les écrivains y perdent de dignité. Si M. Schæffer avait su rester dans des limites dont on ne devrait jamais s'écarter, il n'eût pas entamé une polémique stérile : il n'eût pas surtout apporté en un tel débat ces personnalités et ces violences toujours regrettables.

— Au sujet de la troisième édition du Port-Royal de M. Sainte-Beuve, M. Rousselot a détaché¹ quelques figures, marquantes à des titres divers, dans ce groupe singulier d'hommes célèbres, afin, dit-il « de faire comprendre Port-Royal et apprécier son historien. » L'auteur se demande « ce qui est sorti du sein de cette réunion d'esprits distingués, de beaux caractères, d'âmes fortes, » et en reconnaissant que Port-Royal avait tort sur le terrain du dogme, il prétend qu'il restait inattaquable sur le terrain de la morale. Aussi conclut-il en disant que ceux qui travaillaient à la ruine de Port-Royal, travaillèrent, sans le vouloir ni le savoir, à favoriser cette indifférence et ce scepticisme qui dominent aujourd'hui. Aux yeux de M. Rousselot, le jansénisme est une « lutte désespérée pour arrêter l'humanité catholique sur la pente où elle allait glissant de plus en plus ; de là sa grandeur est aussi sa défaite. » C'est pourquoi, célébrant le grand service rendu par le jansénisme, et associant sa cause à celle de la religion, M. Rousselot écrit que « l'impression dernière laissée par cette longue histoire est une impression de respect pour Port-Royal et, dans une sphère plus large, pour le christianisme lui-même. » L'association d'idées faite ici par l'honorable écrivain est le résultat d'une confusion : car le jansénisme, tout en invoquant le retour au christianisme primitif, était contraire aux traditions de ce christianisme et aux écrits de ses docteurs.

— Le moment paraît venu de reprendre la biographie de M^{me} de Maintenon, et de la dégager des calomnies et des erreurs accréditées par les récits haineux de Saint-Simon, les falsifications de textes de la Beaumelle et les préventions de tant d'écrivains. Le P. Mercier a commencé ce travail de réparation, dans une étude où il expose brièvement la vie de M^{me} de Maintenon, en s'arrêtant aux points douteux et obscurs². Les travaux de M. Th. Lavallée et de M. le duc de Noailles ont assurément bien facilité la tâche ; mais, au point de vue critique, ne reste-t-il pas beaucoup à faire ? Ne faut-il pas contrôler plus sévèrement encore les textes que ne l'a fait M. Lavallée ? N'a-t-on pas de nouveaux et irrécusables documents à introduire dans le débat ? Nous pensons que le rôle de la vraie érudition et de la saine critique est loin d'être épuisé.

— Nous avons déjà entretenu nos lecteurs des études si nettes, si judicieuses, que publie M. de Larcy sur notre histoire politique

¹ *Revue contemporaine* du 15 avril.

² *Études religieuses, historiques et littéraires* des 15 mai et 15 juin ; il y aura un 3^e article.

pendant le règne de Louis XVI. Poursuivant le cours de ces études¹, l'auteur arrive à l'heure des catastrophes et cherche à démêler « ce qu'il y a eu de légitime et d'inévitable dans ces suprêmes transformations, et ce que les passions humaines y ont ajouté de factice, d'inutile et de coupable. » La réunion des États généraux, la lutte des ordres, la déclaration du 23 juin, les événements du 14 juillet, l'attitude de l'Assemblée constituante en présence de l'émeute, la nuit du 4 août, la déchéance morale de la Royauté par le vote du 21 septembre, tels sont les faits que l'habile historien examine, avec une grande sûreté de coup d'œil et une loyale impartialité. M. de Larcy pense que, malgré les imprévoyances, les faiblesses et les fautes commises, l'on pouvait encore, au lendemain du 23 juin, prévenir les catastrophes et dominer la situation, en réunissant les forces conservatrices qui étaient en grande majorité dans l'assemblée. « L'alliance de la liberté et de la royauté légitime, » tel était encore, comme à l'origine, le vrai sens du mouvement de 89. Il fallut d'autres fautes que celles du pouvoir; il fallut « ces excès toujours croissants, d'autant plus coupables que ceux qui les commettaient ne pouvaient plus invoquer d'excuse; » il fallut les défaillances et les usurpations d'une assemblée qui « se mettait à la remorque des factieux, » faisait du roi « un suspect avant qu'il devint une victime, » et se laissait entraîner par une minorité qui voulait « une reconstruction totale de l'édifice politique, » pour que la rupture pût devenir un jour complète et définitive. On « ouvrit ainsi une brèche, par où se précipitèrent ceux qui ne songeaient qu'à détruire. » — M. de Larcy nous promet un travail approfondi sur les événements d'octobre, pour lequel il pourra profiter de l'important mémoire publié récemment sur ce sujet par M. Le Roi, et dont on trouvera plus loin le compte rendu.

— Les intrigues qui préparèrent le choix de Bernadotte comme roi de Suède, tel est l'objet d'un curieux article publié par la *Revue contemporaine*², d'après les mémoires inédits du comte de Suremain, premier aide de camp du roi Charles XIII. Après la mort soudaine du duc d'Augustembourg — frappé par une apoplexie foudroyante, et non empoisonné comme on l'a prétendu, — on était loin de songer, comme héritier du trône, à un général français. Les regards se tournaient du côté du Danemark, et Napoléon lui-même, qu'on avait consulté avec une déférence voisine de la servilité, penchait en faveur, sinon du frère du défunt, qui était le beau-frère du roi de Danemark et qu'avaient désigné les États, au moins en faveur du roi lui-même. L'influence des éloges réitérés et enthousiastes que faisait du prince de Ponte Corvo le comte Gustave Moerner, qui avait été son prisonnier après la bataille d'Iéna; — les intrigues du lieutenant Moerner, personnage fort obscur et parent très-éloigné du précédent, lequel se fit charger d'une mission en France, et n'était alors l'organe que de quelques « cerveaux brûlés; » — enfin et

¹ *Louis XVI et les États généraux. Correspondant* des 10 et 25 mai.

² *Comment Bernadotte devint roi de Suède. Livr. du 31 mars.*

surtout l'incroyable audace d'un nommé Fournier, que le consul de Suède à Paris, Signeul, avait fait désigner pour remplir à Stockholm le rôle d'observateur pendant la diète, et qui, à son arrivée, publia partout que Napoléon approuvait, désirait même la nomination de Bernadotte, assurèrent le triomphe d'un homme auquel personne ne songeait quelque temps auparavant, et dont le vieux roi ne voulait pas même entendre parler. Nous ne pouvons que signaler les détails fort intéressants que donne M. le baron Ernouf d'après les mémoires de Suremain, dont la publication, nous l'espérons, ne se fera pas trop attendre.

— Nous glisserons légèrement sur les mémoires, principalement anecdotiques, du comte d'Alton-Shée, dont la *Revue moderne* a entrepris la publication¹, et nous nous arrêterons à deux travaux qui méritent de fixer l'attention, à cause des documents qu'ils contiennent. L'un nous offre une correspondance de Benjamin Constant² avec Fauriel, dont M. Sainte-Beuve avait déjà fait quelques citations dans son étude sur l'historien de la Gaule méridionale. Ces lettres renferment, sur le régime politique inauguré par le consulat, des révélations des plus instructives. « De tels détails touchent assez au Suétone, » a écrit M. Sainte-Beuve. M. Eug. Crépet a joint à ces lettres un ingénieux commentaire; mais pourquoi, lui aussi, se borne-t-il parfois à les analyser? De tels documents veulent être connus dans leur intégrité; ils méritent d'ailleurs une publication spéciale.

L'autre travail³ est dû à la plume de M. Paul Grimblot — le malencontreux critique des lettres originales de M^{me} de Maintenon, — et contient, à côté de jugements excessifs et inexacts que nous ne relèverons pas, des renseignements et des documents sur les relations de la France avec l'Europe dans les premiers mois qui suivirent la révolution de Juillet, et en particulier des extraits de la correspondance de Frédéric Gentz, le plus intime confident du prince Metternich. Pourquoi M. Grimblot, qui était si exigeant pour les autographes dont il attaquait l'authenticité, se montre-t-il ici si peu soucieux d'établir par des indications de sources la provenance des documents qu'il utilise ou qu'il publie? C'est tout au plus si, une fois en passant, il mentionne les archives de Florence. Nous vivons dans une époque où personne ne consent à croire les historiens sur parole, et c'est un devoir d'aller sous ce rapport au-devant des justes exigences du public.

— La *Revue de Paris* ne publie guère de travaux historiques, et ce n'est pas l'article qu'elle a consacré récemment à *Agnès Sorel*⁴ qui mériterait ici une mention. Mais nous devons signaler à nos lecteurs une dissertation, publiée dans la dernière livraison de cette *Revue*,

¹ Livraisons des 25 mars, 25 avril et 25 mai.

² *Correspondance inédite de Benjamin Constant*, par M. Eug. Crépet. Livr. des 25 mars et 10 mai.

³ *La Révolution de Juillet et l'Europe*. Livr. des 10 avril et 10 mai.

⁴ A propos de l'ouvrage de M. Steenackers. Voir la livraison du 1^{er} juin.

sur le *Suicide de Jean-Jacques Rousseau*¹. Les uns, on le sait, prétendent qu'il mourut d'une apoplexie séreuse; les autres, qu'il termina sa vie par un suicide. C'est cette opinion que soutient M. le docteur Dubois (d'Amiens), secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, en répondant à M. Berville, qui s'est fait le « très-éloquent avocat » de J.-J. Rousseau. « Fidèle à la méthode scientifique, dit-il, nous avons préféré nous en tenir aux faits et à leur rigoureuse appréciation; nos répliques ont été tout simplement celles d'un médecin. » Dans cette réfutation, l'auteur prend une à une les affirmations erronées de son adversaire, et dans un examen sérieux des faits, il établit la réalité du suicide.

— La *Revue nobiliaire* a publié dernièrement², une savante dissertation de notre collaborateur M. Anatole de Barthélemy sur la *qualification de chevalier*, faisant suite à un autre mémoire sur la *qualification d'écuyer*. Il y a là de nombreux renseignements, rassemblés avec une érudition patiente et sagace. Nous espérons que M. de Barthélemy reprendra plus tard tous ces matériaux, et y joindra un commentaire étendu, de façon à nous donner, d'une manière définitive, la solution de problèmes qui, bien que d'un intérêt secondaire, méritent d'être étudiés.

— Nous aurions encore un certain nombre de renseignements à glaner dans les revues provinciales; mais notre moisson est déjà assez abondante pour cette fois : nous réserverons ces épis pour notre prochaine gerbe.

FR. DE FONTAINE.

¹ Livraison du 15 juin.

² Livraisons de janvier et de mars.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Histoire d'Hérode, roi des Juifs,
par F. DE SAULCY, membre de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres). Paris, L. Hachette, 1868, gr. in-8° de 387 pages.

Le savant auteur de ce volume, habitué à jeter les premiers jalons dans les terrains les plus divers de la science, a désiré donner une monographie d'Hérode, parce que, jusqu'à présent, ce roi n'avait pas encore été l'objet d'une étude particulière. Il est incontestable que le sujet choisi par M. de Saulcy est digne d'être traité par un savant de son autorité. C'est bien Hérode qui a préparé la scène sur laquelle se sont jouées les dernières scènes de la vie nationale des Juifs, et qui a vu les origines du christianisme. Mais, en outre, la vie publique, comme la vie privée (on ne devrait jamais séparer ces deux choses) de ce souverain asiatique, offre un grand intérêt par elle-même; il y a un problème psychologique de premier ordre à démontrer et à résoudre. Nous ne dirons pas que M. de Saulcy l'ait résolu. Non. Cela lui est aussi impossible qu'à tout autre. A moins de se placer entièrement dans l'âme du souverain juif, à moins de suivre la filière de sa pensée et de ses sensations, en un mot, à moins de vivre de sa vie et de refaire ses actes, on ne peut comprendre et

faire comprendre cet homme étrange. Mais l'auteur a cependant réuni et présenté, avec une fidélité scrupuleuse, tous les faits qui forment les éléments d'une appréciation raisonnable. Le volume commence avec la lutte fratricide de Hyrcan et d'Aristobule, la première apparition sur la scène d'Antipater, et finit avec la mort d'Hérode. Tous les événements qui remplissent cette période sont racontés par M. de Saulcy avec une grande simplicité et appréciés avec un sentiment d'honnêteté convaincue, qui fait entrer facilement dans l'âme du lecteur un sentiment pareil. L'historien presque contemporain de cette époque est Flavius Josèphe. C'est lui exclusivement, ou à peu près, qui fournit tous les renseignements. M. de Saulcy a bien fait de le prendre pour guide constant; car l'autorité de Josèphe qui, de nos jours, a été mise en doute de divers côtés, est en général inattaquable. Josèphe dit la vérité partout où il n'a pas un intérêt personnel ou national à la fausser, et comme ce cas est relativement rare dans la série des événements qu'il raconte, nous sommes sûrs de connaître par lui l'aspect au moins extérieur des faits. La critique que M. de Saulcy exerce principalement sur ses chiffres, toujours exagérés, est très-judicieuse. Peut-être lui a-t-il même accordé

trop de confiance en ce qui concerne les sommes d'argent dont il est si souvent question dans le cours de cette histoire.

Nous n'avons qu'à louer dans ce livre. Il y a cependant un point sur lequel nous ne sommes pas d'accord avec M. de Saulcy. A chaque crime nouveau qu'il enregistre au compte d'Hérode, l'auteur lui fait un nouveau procès. Est-ce bien juste? L'horreur qu'inspire le caractère de cet homme résulte d'un seul de ses méfaits aussi bien que de tous les autres. M. de Saulcy nous semble n'avoir pas tenu assez compte de cette pente fatale sur laquelle glissent plus ou moins rapidement tous les criminels. Le pouvoir acquis par des moyens immoraux ne peut être conservé que par un despotisme égoïste qui en soi est une chose immorale, et dont découlent nécessairement des actes contraires aux lois de la justice. Mais, hâtons-nous de le dire, il est en vérité difficile de se défendre d'un sentiment d'horreur en suivant les actes d'un homme dont son meilleur ami a pu dire; « *Melius est Herodis porcum quam filium esse.* »

JÉHAN DE MALMY.

Traité de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au moyen âge, recueillis par ordre de l'Empereur et publiés avec une introduction historique, par M. L. DE MAS-LATRIE, chef de section aux Archives de l'Empire, sous-directeur des Etudes à l'Ecole impériale des Chartes. Paris, Henri Plon, 1868, in-4°.

M. de Mas-Latrie vient de consacrer à l'histoire des Chrétiens de l'Afrique septentrionale sous la domination arabe, les rares dons d'investigation patiente et de critique sagace, qu'il a déjà déployés dans ses beaux

travaux sur le royaume français de Chypre. Dans cette nouvelle étude, qui suppose tant de recherches et de voyages, le savant auteur a-t-il voulu, comme quelques passages de son introduction permettraient de le supposer, soutenir une thèse historique qui serait, du même coup, un plaidoyer politique en faveur d'une question fort débattue en ce moment? A-t-il eu dessein de rassembler tous les précédents et tous les titres de cet empire arabe auquel, d'après une parole célèbre, devrait aboutir notre conquête de l'Algérie? A-t-il nourri et développé le projet de démontrer scientifiquement que notre mission est de relever la race arabe de la déchéance où l'a précipitée l'oppression des Turcs; de démêler dans l'odyssée de son passé ses institutions fondamentales et ses ressources innées; de faire voir quel éclat elle a jeté au moyen âge, pour nous apprendre à en reconnaître et à en rallumer le foyer? Si telle a été la pensée de M. de Mas-Latrie, elle est chimérique; sans entrer dans des considérations auxquelles la nature même de ce recueil fermerait tout accès, il nous suffira de dire que la meilleure méthode, pour une race, de renaitre à la civilisation, c'est de faire comme ont fait tous les peuples qui brillent dans le monde, c'est de recevoir le baptême.

Dans l'ouvrage de M. de Mas-Latrie, dont nous ne voulons nous occuper qu'au point de vue de l'érudition, nous n'avons pas sous les yeux le spectacle d'une nation musulmane gouvernée par des chrétiens. La scène est toute différente; nous avons devant nous ces derniers chrétiens d'Afrique, dont les pères avaient enfanté Tertulien, Cyprien, Monique, Augustin; nous les voyons soumis et régis par les Arabes. La domination arabe s'implanta facilement en Afrique; elle se montra douce, tolérante, éclairée,

humaine. Les chrétiens respirèrent à son ombre, ils vécurent en paix avec leurs vainqueurs. M. de Mas-Latrie le dit, et il le prouve à l'aide des documents les plus curieux, que son infatigable persévérance a arrachés aux archives de Rome, de Florence, de Pise, de Venise, de Gênes, de l'Aragon, des Iles Baléares. Mais laissons-lui la parole : « Après l'époque des invasions, les papes paraissent les premiers en communications suivies et régulières avec les chrétiens d'Afrique, avec les évêques qui les gouvernaient encore et les souverains arabes dont ils étaient les sujets. La lettre de Grégoire VII à En-Nacer, roi de la Mauritanie Sitifline, en 1076, est le plus précieux monument de ce temps et le plus curieux échantillon de la correspondance facile et amicale qui a existé entre les papes et quelques sultans d'Afrique. On retrouve les mêmes caractères de confiance et de déférence réciproques dans les rapports des rois arabes avec Grégoire IX, qui recommande en 1233 l'évêque de Fez au roi de Maroc, qui agit en 1235 avec le prieur des moines franciscains de Barbarie, comme médiateur d'un accord entre le roi de Tunis et les Génois ; dans les lettres d'Innocent IV, qui réclame avec instance la protection des rois de Tunis et de Bougie pour les religieux Mineurs occupés dans leurs Etats au rachat des prisonniers de guerre et au service des oratoires chrétiens, et qui, en 1246 et 1251, va jusqu'à demander au roi de Maroc des villes de sûreté près des côtes pour les populations chrétiennes de ses domaines d'Afrique. »

Si nous voulions citer quelques-unes des découvertes vraiment mémorables auxquelles le zèle de la science a conduit M. de Mas-Latrie, nous n'aurions que l'embarras du choix. L'histoire

lui sera redevable, par exemple, de connaître et d'admirer la bulle adressée, en 1290, par le pape Nicolas IV aux chevaliers et hommes d'armes chrétiens servant dans les milices des sultans de Maroc, de Tunis et de Tlemcen, pour les exhorter à ne jamais blesser, au milieu des dangers qui les entourent, les vertus et l'honneur de l'Evangile. M. de Mas-Latrie a copié à Rome, dans le registre original de Nicolas IV, le texte de cette bulle. — C'est à l'avènement des Turcs et à la tyrannie sauvage de Barberousse, que M. de Mas-Latrie reporte et fixe la fin de cette chrétienté d'Afrique. Elle a disparu sans laisser de traces sérieuses. Si l'on veut à tout prix en retrouver des vestiges, il faut s'aventurer parmi les montagnards de l'Aurès, au teint blanc et aux cheveux blonds, ou bien dans les rangs de quelques tribus errantes vers le Grand-Désert, qui conservent dans leurs mœurs quelques souvenirs chrétiens, comme la monogamie, l'usage d'une sorte de baptême, l'emploi fréquent de la croix. Mais ce sont là, on en conviendra, de bien faibles débris d'un édifice qui a été magnifique et glorieux. L'Afrique chrétienne a disparu, comme l'Egypte chrétienne des Athanase et des Antoine, comme l'Ethiopie chrétienne, comme cette Asie chrétienne, dont M. le comte de Vogüé découvrait naguère les églises et les monuments oubliés depuis des siècles sur des plateaux déserts. Lamentables vicissitudes qui font songer au mot de Dieu à l'apôtre : *Movebo candelabrum* !

H. DE LACOMBE.

Arnaud de Brescia et les Hohenstaufen, par Georges GUIBAL, Paris. Durand et Pedone Lauriel. 1868, in-8° de 300 p.

M. Guibal déclare que toute pen-

sée de polémique est étrangère à son étude et qu'elle est soigneusement préservée de toute allusion aux faits contemporains. On doit le croire ; mais, s'il ne le disait pas, on pourrait, en lisant son œuvre, avoir une autre pensée. Quoi qu'il en soit, l'auteur a recherché quelle avait été, au XII^e et au XIII^e siècle, la question du pouvoir temporel des papes. Il fait remarquer l'influence dont jouissaient les avocats et notaires venus à Rome de tous les points du monde catholique, pour traiter des affaires, et montre ces légistes préludant par la critique à la révolution dont Arnaud de Brescia fut l'âme. Ce moine, disciple d'Abélard, qui recueillit ces aspirations, voulait reconstituer un empire relevant exclusivement du peuple romain, et ôter au pape tout pouvoir, en disant que le gouvernement de l'Eglise lui suffisait. Arnaud est le héros de M. Guibal, et Frédéric II, son disciple, selon lui, obtient ses sympathies, parce que, à ses yeux, tous deux sont « les représentants des doctrines qui fondent l'indépendance du pouvoir laïque et rappellent l'Eglise dans ces limites du domaine spirituel, où les progrès de la civilisation tendent de plus en plus à la renfermer. » On aperçoit le point de vue où se place M. Guibal. En parlant du XII^e et du XIII^e siècle, il instruit le procès du gouvernement des papes, « ce gouvernement qui, dit-il, a des torts graves, ceux d'être faible, impuisant et vénal, » et qui « oublie la modération et la justice. » Les témoins invoqués sont l'annaliste de l'empire Geroh de Reichsparg, aussi bien que saint Bernard. On a vingt fois déjà expliqué les paroles de saint Bernard, et M. Guibal montre une fois de plus la nécessité de distinguer les différentes sources de l'histoire de l'Eglise, avec une critique sévère qui indique pourquoi tel auteur parle en tel sens,

et qui détruit, au besoin, la valeur de ses assertions, en prouvant qu'elles sont dictées par la passion. Quant à Arnaud de Brescia et à Frédéric II, ce sont évidemment des adversaires du pouvoir temporel du Pape. Mais en même temps, tous deux, selon le mot du pape Grégoire IX appliqué à Frédéric II, sont les oppresseurs de l'Eglise et les persécuteurs de la liberté publique. M. Guibal trouve cette appréciation « sévère ; » elle n'est que juste, et l'histoire la confirme. A ce mot de M. Huillard-Bréholles, rapporté par M. Guibal, que Frédéric II a pu être un méchant homme, mais qu'il fut un grand souverain, elle ajoute cet autre mot du même M. Huillard-Bréholles, négligé par notre auteur : « Il eut avec une intelligence d'élite, une conscience pervertie. » Cela suffit au déshonneur. Qui voudrait, à ce prix, faire cause commune avec les adversaires de l'Eglise ? Et peut-on les louer, après leur avoir imprimé ce stigmate de honte ?

M. Guibal a pris pour guide dans son travail le récent ouvrage du protestant Grégorovius sur l'histoire des Etats romains ; il connaît les documents précieux réunis dans l'*Historia diplomatica Frederici II*, et bien, qu'il ait pu y utiliser encore plus d'un trait, il présente avec animation le tableau des luttes engagées à cette époque contre l'Eglise. On sent la prédilection de l'auteur pour ses héros Arnaud de Brescia et les Hohenstaufen. Ce magnifique mouvement du pape Grégoire IX et du peuple romain pour repousser l'invasion de Frédéric II, n'aurait-il donc été qu'« une scène dramatique et théâtrale, » où « les crânes (*sic*) des apôtres Pierre et Paul furent processionnellement apportés à Saint-Pierre ? » — Ces taches devaient être signalées dans un livre écrit d'ailleurs avec talent.

H. DE L'E.

Relations et Mémoires inédits pour servir à l'histoire de la France dans les pays d'outre-mer, tirés des archives du ministre de la marine et des colonies, par PIERRE MARGRY. Paris, Challamel, 1867, in-8°.

L'ouvrage dont nous venons de transcrire le titre, comprend une série de documents relatifs à presque toutes les régions d'outre-mer, où s'est essayée la puissante activité de la France pour fonder des colonies, établir des comptoirs ou nouer des relations. L'intérêt de cette érudite publication est manifeste. Dans les différents mémoires et rapports que M. Margry a tirés des archives du ministère de la marine, et qu'il a rassemblés sous nos yeux, ce sont des témoins qui tiennent la plume, ce sont des acteurs de toutes ces entreprises, tentées sur les points les plus variés et les plus lointains du globe, qui conignent leurs observations, racontent leurs expériences, apportent les conclusions de leurs recherches et de leurs labeurs. Il y a là toute une moisson d'indications utiles et de remarques curieuses, qui, même aujourd'hui, après tant de vicissitudes et d'avortements, conserve son opportunité et son attrait.

Veut-on savoir, par exemple, comment en 1757 un jeune officier qui devait être l'amiral de Bougainville, conseillait au marquis de Montcalm de développer la colonisation du Canada : « Il paraît, écrivait-il dans un long mémoire, combien le roy a cette colonie à cœur par les grandes dépenses qu'il fait pour sa défense. Il est donc question de trouver le moyen propre pour que le Canada se soutienne de lui-même. Le véritable est de permettre à tous ses soldats de se marier, et de donner à chacun une terre sur laquelle il y auroit quatre arpents de déserts faits aux dépens du roy, et une petite maison de quinze pieds en

carré; le prix de ces travaux seroit estimé par les seigneurs et capitaines des côtes, et payé par Sa Majesté aux habitants qui les auroient faits. Cette dépense pourroit être pour chaque terre d'environ quatre cents francs. Si le roy ne veut pas donner cette somme, la terre sera l'hypothèque de l'argent avancé, et l'habitant le remboursera sitôt qu'il sera en état. Il faut aussi donner aux nouveaux mariés une vache, une brebis, une hache, une pioche, son prêt et solde pendant deux ans, et de quoi semer la première année. » N'est-il pas piquant de trouver, dans ces projets de Bougainville, l'idée de ces colons militaires, de ces soldats-laboureurs, que le maréchal Bugeaud rêvait pour l'Algérie ? Et quel contraste, en même temps, entre cette forme de colonisation, et celle que l'Angleterre a si heureusement appliquée au Canada !

Changeons maintenant de théâtre; transportons-nous en Russie, dans la Russie du dix-septième siècle. M. Margry publie un extrait du journal de voyage que rédigea M. de Brisacier, lequel accompagnait en 1629 l'ambassadeur de Louis XIII, M. Deshayes, chargé de protéger le commerce de la France avec la Perse par la mer Caspienne et la Baltique. Il s'agissait de demander au grand-duc de Moscovie la liberté de conscience pour les marchands français. Les ministres du grand-duc hésitaient, ils disaient (nous laissons la parole à M. de Brisacier) « que c'était choquer leurs lois fondamentales de la Religion et de l'Etat, et qu'ils ne pouvaient l'accorder en aucune manière; que les marchands pouvaient bien venir et se passer de l'exercice de leur religion. M. l'ambassadeur expliqua qu'il était bien nécessaire que ces gens-là eussent des prestres pour les administrer et les confesser; qu'il ne croyait pas que le grand-duc voulût être la cause

de la damnation des âmes, qui pourroient quitter leur corps sans confession ; que nous estions chrestiens comme eux, et qu'il n'y avait pas 300 ans que nous estions d'un même corps et avions esté séparés par les intérêts des archevêques, etc.... » Ce débat sur la liberté de conscience des catholiques, qui s'engageait il y a plus de deux cents ans, entre un ambassadeur français et le gouvernement moscovite, a-t-il perdu tout à-propos ?

Ces courtes citations, qu'il nous serait facile de multiplier, suffisent, ce nous semble, à faire apprécier l'ouvrage de M. Margry.

H. DE LACOMBE.

Procès de condamnation de Jeanne Darc, dite la Pucelle d'Orléans. Traduit du latin et publié intégralement pour la première fois en français d'après les documents manuscrits et originaux, par M. VALLET (DE VIRIVILLE), lauréat de l'Institut, etc. Paris, F. Didot, 1867, in-8° cav. de cix-324 p.

Ce travail est le dernier ouvrage du savant et regrettable professeur à l'École des chartes. Il a voulu, pour-suivant le cours de ses recherches sur le xv^e siècle, mettre sous les yeux de tous, « hommes et femmes, savants et non savants, » le procès de Jeanne d'Arc « dans la langue qu'elle a parlée. » Après une notice sur les manuscrits originaux du procès, notice où se trouvent des observations neuves et judicieuses. M. Vallet prend le texte tel que M. Quicherat nous l'a donné, et s'efforce de « rendre autant que possible, par le mot à mot et au complet, la physionomie de l'original. » Il annonce seulement qu'il a « cru devoir élaguer les redites et les répétitions de style qui, dans les instruments primitifs, abondent jusqu'à la prolixité la plus fastidieuse. » Pour

la partie qui nous a été conservée en langue vulgaire, l'auteur reproduit purement et simplement la minute française. La critique du procédé employé par M. Vallet a été faite par un maître, qui a fait ressortir combien de tels *élagages* altéreraient la physionomie du procès ; je n'ai point à y revenir après M. Wallon. Malgré tout le soin et toute la conscience du savant éditeur, sa traduction laisse à désirer sous plus d'un rapport, et, fût-elle entièrement irréprochable, qu'elle ne remplirait pas le but qu'il se proposait, car d'un côté les gens du monde et les femmes entreprendront difficilement une lecture aride et parfois fastidieuse, et d'un autre côté les lettrés et les érudits voudront avec raison lire le texte dans l'original.

Nous croyons donc que, malgré le zèle et le talent qu'a déployés le regrettable érudit, il a fait ici fausse route. Les dissertations ou plutôt les digressions dont il a accompagné le texte du procès de condamnation donneraient lieu aussi à des observations. Bornons-nous à dire que l'auteur y parle des visions de Jeanne, et s'occupe très-longuement des précurseurs et *précurseuses* de la Pucelle, entre autres du petit berger de Reignault de Chartres, de la dame des Armoises, et d'une autre fausse pucelle, Jeanne la Férone. L'ouvrage se termine par des *Notes et développements*, consacrés à l'orthographe du nom de Jeanne, à la question de savoir si sainte Colette était lettrée, aux personnages qui figurent au procès et dont la liste est dressée, aux voyages de Charles VII au pays de la Pucelle, etc., et par une table alphabétique.

G. DE B.

Les deux procès de condamnation, les enquêtes et la sentence de réhabilitation de

Jeanne d'Arc, mis pour la première fois, intégralement en français d'après les textes latins originaux officiels, avec notes, notices, éclaircissements, documents divers et introduction, par E. O'REILLY, conseiller à la Cour impériale de Rouen. Paris, H. Plon, 1868, 2 vol. in-8 cav. de cxii-428 et 539 p.

Tandis que M. Vallet de Viriville publiait la traduction du procès de condamnation de Jeanne d'Arc, un honorable conseiller à la cour de Rouen, qui a publié une notice sur la tour de Jeanne d'Arc, préparait un travail étendu sur le même procès. M. O'Reilly s'est indigné de ce qu'à près quatre siècles on n'eût point encore à sa portée la traduction textuelle de ce grand procès, de cette « passion qui n'a au-dessus d'elle que la Passion d'un Dieu, » et il a voulu « que chacun, se constituant le juge du procès, pût par un verdict rendu en connaissance de cause, flétrir comme ils le méritent les auteurs de ce grand attentat. »

Pour cela, il a d'abord, dans une vaste introduction qui comprend plus de cent pages, tracé rapidement le tableau de la situation au moment de l'intervention de Jeanne d'Arc, exposé les préliminaires du procès, raconté la procédure, le supplice de Jeanne, les suites de ce supplice, l'expulsion des Anglais, la réhabilitation, enfin les honneurs rendus à la Pucelle par la ville de Rouen.

Puis, dans un premier volume, M. O'Reilly a donné : 1° le sommaire des deux procès, c'est-à-dire des deux phases du procès de condamnation (p. 1-18) ; — 2° d'amples prolégomènes, où il étudie les « auteurs, adhérents, fauteurs et complices de la mort de Jeanne » (p. 21-132), et les témoins qui déposèrent dans le procès de réhabilitation (p. 133-171), où il résume les faits relatifs à la vie de Jeanne, d'après les enquêtes de la réhabilitation

(p. 171-296), et où il réunit tous les documents qui peuvent combler les lacunes des dépositions, sur la campagne de la Loire, le voyage et le sacre de Reims, l'attaque de Paris et les événements survenus jusqu'à la prise de la Pucelle à Compiègne (p. 297-386) ; — 3° un appendice (p. 389-422), où nous trouvons une dissertation sur l'orthographe du nom de Jeanne d'Arc (M. O'Reilly conserve l'apostrophe), et un mémoire sur l'authenticité des deux procès (il s'agit toujours du procès de condamnation).

Dans un second volume, l'auteur débute par des observations générales sur le travail auquel il s'est livré (p. 1-10), puis vient la traduction des pièces relatives aux négociations préliminaires du procès (p. 11-26), et la traduction de ce que l'auteur appelle les *deux procès* (p. 27-383), c'est-à-dire, du procès de condamnation avant l'abjuration de Jeanne, et après sa rétractation, du 28 au 30 mai 1431. Enfin le tome II se termine par des développements sur les témoins entendus à Rouen lors de la réhabilitation, sur les faits contenus dans leurs dépositions et relatifs à la vie de Jeanne pendant son procès, sur les actes postérieurs au procès de condamnation, et sur les auteurs de la réhabilitation (p. 384-535).

Tel est le plan de M. O'Reilly. Il est vaste, comme on le voit ; mais il est un peu confus, et je doute que son ouvrage, malgré le labeur et les soins consciencieux qu'il y a apportés, remplisse pleinement le but qu'il se propose. N'eût-il pas été préférable, au lieu de ces longs *prolégomènes* dont la lecture est pénible et parfois fatigante, de se borner à des notices sur le procès de condamnation et les principaux personnages qui y ont été mêlés, puis de nous donner, sans autre préambule, la

traduction du texte de ce procès ; et de grouper enfin, dans une dernière partie, ce qu'il convenait d'extraire et de traduire du procès de réhabilitation ? Nous eussions eu ainsi le procès de condamnation dans son intégrité, le procès de réhabilitation dans ce qu'il présente d'essentiel. L'auteur se fût épargné beaucoup de temps et de peine ; il eût fait, croyons-nous, une œuvre d'un accès plus facile et d'une lecture plus agréable.

Si nous entrons dans le détail, nous aurions d'assez nombreuses critiques à présenter. La principale est celle qui a été déjà adressée à M. Vallet de Viriville : c'est que le texte du procès n'est pas reproduit dans sa forme originale. Au langage indirect, le traducteur a substitué le langage direct ; il a voulu « ramener le lecteur à l'audience, l'y rendre spectateur de cette lutte immortelle. » En pareille matière, on doit viser, non au pittoresque, mais à la plus scrupuleuse exactitude. Et c'est dénaturer le caractère des interrogatoires que de dire en bloc : Jeanne a été interrogée sur tels et tels points, puis, lui donnant la parole, de lui faire présenter un récit suivi de faits dont chacun a été l'objet d'une question spéciale. Remarquons en passant que l'auteur, qui garde le silence sur la publication antérieure de M. Vallet, a su éviter certaines erreurs de son devancier, qu'avait signalées M. Wallon.

Nous n'en applaudissons pas moins aux laborieuses recherches de M. O'Reilly. Il est animé des meilleures et des plus patriotiques intentions, et s'il laisse trop apercevoir parfois son incompetence en ce qui touche l'histoire du temps, il a rendu un noble hommage à la mémoire de Jeanne d'Arc, et fait une chose utile, en vulgarisant des docu-

ments que plus d'un lecteur voudra sans doute rechercher dans l'original, en allant s'abreuver aux sources mêmes, si admirablement rassemblées par M. Quicherat, et publiées, il y a vingt ans, par la Société de l'histoire de France.

G. DE B.

Archives de la Bastille, Documents inédits, recueillis et publiés par M. François RAVAISSON, conservateur adjoint à la bibliothèque de l'Arsenal. *Règne de Louis XIV.* 1661. Paris, A. Durand et Pedone-Lauriel, 1868. gr. in-8° de xxx-463 p.

Voici le second volume de documents que nous donne M. Ravaissou. Le 1^{er} (voir notre t. I, p. 638) comprenait des documents des années 1659 à 1661 ; celui-ci, malgré l'annonce fautive du titre, contient des pièces des années 1662 à 1665. Le titre courant qui règne au haut des pages porte : *Foucquet*. C'est, en effet, au fameux surintendant que se rapportent la plupart des documents dont se compose ce volume, et qui ne sont qu'en faible partie empruntés aux anciennes archives de la Bastille, car M. Ravaissou a poursuivi ses recherches et rassemblé ses matériaux dans les dépôts de Paris, dans les bibliothèques départementales et jusqu'au *British Museum* et aux archives de Venise. C'est de la bibliothèque impériale que vient le procès-verbal des audiences de la chambre de justice à l'Arsenal, consacrées à l'affaire de Foucquet, qui remplit environ la moitié du volume ; en revanche c'est de la bibliothèque de l'Arsenal que viennent les curieuses requêtes de la mère et de la femme de Foucquet au roi (3 mars 1662, novembre 1663, décembre 1663). Nous trouvons aussi dans ce volume une foule de lettres qui n'ont aucun rap-

port au procès de Fouquet et qui sont classées à leur date. L'histoire politique, administrative et anecdotique du temps s'enrichit là de nombreux renseignements. Nous eussions désiré qu'au lieu des généralités un peu vagues et dont l'exactitude est parfois contestable, que l'auteur donne, en tête de son livre, sur les différentes classes de contribuables, la nature et la perception des impôts, les abus administratifs, il s'attachât davantage à faire ressortir les résultats acquis par les documents qu'il livre à la publicité. Quand on a ainsi les mains pleines, il semble qu'on ne devrait pas se montrer si avare de renseignements piquants, et il y a là plus d'une perle qui méritait d'être enchâssée. M. Ravaisson aurait ainsi rendu son important recueil accessible à d'autres qu'aux érudits. Faisons aussi observer que, s'il nous donne une table raisonnée des matières, chose fort utile assurément, il omet de nous donner la liste des documents qu'il publie, ce qui est regrettable. Une publication qui est le fruit de si laborieuses recherches ne devrait rien négliger de ce qui peut ajouter à son attrait et à son utilité pratique.

FR. DE F.

Mémoires du comte Beugnot, ancien ministre (1783-1815), publiés par le comte Albert Beugnot, son petit-fils. 2^e édition. Paris, Dentu, 1868. 2 vol. in-8°.

M. le comte Beugnot, membre de l'Institut, mort il y a trois ans, avait publié en 1838-39 dans la *Revue française*, et en 1852-54 dans la *Revue contemporaine* (alors qu'elle était dirigée par M. de Bellevall), d'importants fragments des *mémoires* de son père. Mais il n'avait pu se décider à réunir en volume ces fragments, et il avait, en quelque sorte, confié à son fils la tâche de les publier. M. Albert Beu-

gnot s'est acquitté l'an dernier de ce devoir, en donnant, avec les extraits déjà connus, un fragment retrouvé dans les papiers de son père, et concernant le séjour de Louis XVIII à Gand et le commencement de la seconde restauration.

Les *Mémoires du comte Beugnot* ont obtenu le succès qu'ils méritaient, et la première édition a été rapidement épuisée. Quelques personnes connaissaient l'existence d'autres fragments, restés inédits; et quand fut annoncée l'apparition d'une seconde édition, on se demandait si M. Albert Beugnot ne ferait pas connaître au public ces morceaux fort importants, et riches, à ce qu'il paraît, en curieuses révélations. L'éditeur des *Mémoires* a trompé cette attente. Dans un *avant-propos* (daté, chose singulière, du 15 mai 1866, — est-ce une erreur typographique? — quand l'ouvrage a paru au commencement de 1868), il nous dit même que ce qu'il a publié était tout ce qui restait de l'œuvre de son grand-père : « Je puis donner l'assurance, écrit-il, que j'ai publié *tout ce qui n'avait pas été précédemment imprimé*. » D'après lui, le comte Arthur Beugnot son père, n'a retranché des *Mémoires* « que quelques courts fragments qu'il ne croyait pas dignes d'être offerts au public. » Ainsi la seconde édition que nous annonçons est conforme à la première. Et si l'histoire a des révélations nouvelles à espérer de ce côté, elle devra sans doute les attendre longtemps encore.

G. DE B.

Tableau du Maine pendant les assemblées provinciales de 1787 et la convocation des députés aux États généraux, par Léon MAITRE, archiviste de la Mayenne. Paris, Dumoulin, 1868. in-8° de 56 p.

Malgré les beaux travaux de M. Raudot, de M. de Tocqueville, de

M. de Lavergne, il y a encore fort à faire pour pénétrer dans les origines de la Révolution, et se rendre un compte exact de la situation de la France à la veille de 89. C'est des divers points du territoire que la lumière peut nous venir ; c'est aux travailleurs qui ont à leur disposition les archives locales, de « montrer chaque province telle qu'elle était à la veille de la grande rénovation, sans déguisement, avec ses dispositions hostiles ou favorables, ses préjugés, ses passions, ses griefs et ses vœux. » M. Léon Maître a entrepris une étude de ce genre pour le Maine, et il nous en présente les résultats dans un opuscule malheureusement trop court, qui ne contient pas d'indication détaillée, de sources ni de reproduction textuelle de documents, mais qui est précieux par l'abondance des renseignements et par la sûreté des informations. Le Maine est une des provinces où les charges pesaient le plus lourdement sur le peuple ; aussi les habitants éprouvèrent-ils une vive satisfaction à voir le roi « s'humaniser, écrivaient-ils, jusqu'à recevoir leurs plaintes et doléances, afin de leur redonner cette vigueur patriotique perdue par le poids énorme des impôts. » M. Maître développera plus tard, nous l'espérons, le tableau succinct, mais fort intéressant, qu'il nous donne aujourd'hui.

L. C.

Archives de l'Ouest. *Recueil de documents concernant l'histoire de la Révolution. 1789-1800.* — Série A. *Opérations électorales de 1789*, n° III. *Guienne, Bretagne*; n° IV, *Anjou, Maine, Berry*, par A. PROUST. — Paris, librairie internationale, 1868, 2 vol. gr. in-8°.

Les deux nouvelles livraisons de M. Proust, concernant les opérations électorales de 89 dans la Guienne, la Bretagne, l'Anjou, le Maine et le Berry, ressemblent trop, comme ordre

de travail et disposition de matières, aux précédentes dont nous avons entretenu déjà nos lecteurs, pour que de longs détails soient utiles. On y trouve les mêmes qualités que dans les premières : un choix judicieux des pièces citées, une exacte indication des sources, un ensemble de documents non pas complet, mais amplement suffisant pour la recherche de la vérité historique. Ce que M. Proust nous donne est bien choisi ; ce qu'il ne nous donne pas, il indique où nous pouvons le trouver. La *Revue* manquerait donc à son devoir si elle ne signalait les quatre premières livraisons des *Archives de l'Ouest* comme une œuvre utile et sérieuse.

L'abondance des matières n'a pas permis d'accorder à la Guienne ni surtout à la Bretagne tout l'espace qu'elles réclamaient. Quoique l'annonce d'un supplément promette à cet égard un dédommagement, je crois que tous ceux qui ont étudié les événements accomplis en Bretagne au moment du grand mouvement de 89, regretteront de ne pas voir une place beaucoup plus large accordée dans le recueil de M. Proust aux documents bretons. La livraison concernant la Guienne et la Bretagne est déjà plus volumineuse que les autres, mais il y avait là matière à deux livraisons et même à deux livraisons bien remplies. Parmi les provinces de France, quelques-unes, notamment le Dauphiné et la Bretagne, ont joué alors un rôle si considérable, que les reléguer au même rang que la plupart de leurs voisines, ce n'est pas tenir assez compte de leur importance réelle et de l'intérêt offert par l'étude des faits accomplis chez elles et par elles. L'auteur le comprend, puisqu'il prépare un supplément pour sa troisième livraison. Qu'il ne craigne pas de le rendre trop complet, et que la suite des *Archives de l'Ouest* vaille son début, voilà le vœu que je me

permets, avec un sincère éloge, d'adresser à M. Proust.

L. DE PONCINS.

Récit des journées des 5 et 6 octobre 1789 à Versailles, suivi de Louis XVI et le serrurier Gamain, par J. A. LE ROI, conservateur de la bibliothèque de la ville de Versailles. Versailles, 1867, in-8° de 124 p.

On sait avec quel soin et quelle patience M. Le Roi s'est attaché à l'histoire de Versailles, et tout ce que ses longues recherches et sa sagacité lui ont permis de rectifier d'erreurs et de révéler de particularités inconnues. Aujourd'hui, dans un opuscule à la suite duquel il reproduit le mémoire sur le prétendu empoisonnement de Gamain qu'on a pu lire dans cette *Revue*, le savant auteur nous donne un précis détaillé et d'une scrupuleuse exactitude des événements des 5 et 6 octobre. Trois plans, joints à ce précis, permettent de se rendre compte de la marche de l'émeute et de son invasion dans le château. Entre autres points que M. Le Roi établit, il fait ressortir le rôle important que Lecointre, lieutenant-colonel de la garde nationale du quartier Notre-Dame, eut dans le mouvement, par l'influence qu'exercèrent ses récits passionnés et inexacts du repas des gardes du corps, en même temps que par l'action personnelle qu'il exerça dans la journée du 5. — Nous regrettons seulement que l'auteur n'ait pas multiplié davantage les indications de sources; il eût ainsi donné un mérite de plus à un exposé qui, par l'étude attentive des faits et des lieux, par la clarté et la précision des détails, met dans une lumière complète ces fatales journées, qui devaient hélas! avoir tant de lendemains.

G. DE B.

Histoire de la Terreur, 1792-1794, d'après les documents authentiques et des Pièces inédites, par M. MORTIMER-TERNAUX, de l'Institut. T. VI, in-8° cav. de 616 p.

Le Comité de sûreté générale; — la coalition européenne; — l'invasion de la Hollande; — la conjuration du 9 mars; — l'insurrection vendéenne; — les intrigues et la fuite de Dumouriez, tels sont les sujets qui sont traités dans le tome VI de l'important travail que poursuit M. Mortimer-Ternaux, malgré les soins que réclame une santé pour le rétablissement de laquelle nous faisons les vœux les plus sincères. L'éminent historien ne néglige rien de ce qui peut donner à son œuvre un cachet d'autorité et de nouveauté. La partie capitale de ce volume est sans contredit celle qui se rapporte à Dumouriez. Des documents puisés dans les archives du ministère de la guerre à Vienne et dans les archives de l'archiduc Albert, qui lui ont été libéralement ouvertes lui ont permis d'entourer de toute la lumière possible ce curieux épisode. A côté de son exposé lucide et complet. M. Mortimer-Ternaux nous donne, dans leur intégrité, des pièces du plus haut intérêt : des lettres de Lacroix à Danton, divers mémoires sur les négociations entamées avec Dumouriez, et la très-curieuse correspondance des généraux et des ministres avec l'empereur d'Autriche. Mentionnons encore dans cet appendice, qui ne comprend pas moins de 187 pages, des lettres confidentielles des généraux républicains, des documents sur les expéditions de Sardaigne et de Corse, une note sur la captivité des commissaires de la Convention (l'auteur y reproduit le texte des protestations de Quinette et de Lamarque), une notice sur les généraux et officiers qui jouèrent un rôle dans la rébellion

de Dumouriez, enfin une note sur Dumouriez en exil.

Ce volume est, encore plus peut-être que les précédents, riche en renseignements curieux et nouveaux, en documents inédits et du plus haut intérêt. Mais nous y regrettons encore l'absence systématique d'indications de sources, pour les documents de provenance française. Ajoutons que l'auteur nous paraît avoir glissé trop légèrement sur certains faits, — l'insurrection vendéenne, par exemple, — sous le prétexte qu'ils sont suffisamment connus. Une histoire aussi étendue ne doit rien négliger, et doit présenter le tableau complet de notre histoire pendant la fatale et sanglante période qui s'écoula de 1792 à 1794.

G. DE B.

Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique des diocèses de Lyon et de Belley depuis la Constitution civile jusqu'au Concordat, par M. CATTIN, chanoine honoraire de Gap. Lyon, Jossierand, 1868, in-8°.

Nous avons déjà de nombreux ouvrages sur l'histoire générale des persécutions religieuses pendant la première révolution ; mais voici que la série des mémoires particuliers sur le même sujet commence. Nous parlions dernièrement ici même de l'intéressant et consciencieux ouvrage de M. Sauzet sur le département du Doubs ; un travail analogue, moins étendu, il est vrai, mais non moins curieux et édifiant, et qui renferme les dyptiques sacrés de deux diocèses pour une période de dix ans, est publié par M. Cattin. Dépositaire des notes précieuses laissées par M. Ruivet, vicaire général, qui avait été témoin à la fois et héros dans les luttes dont il avait confié à ses manuscrits les souvenirs fidèles, il a de plus fouillé les archives diocésaines, interrogé assi-

dûment la mémoire des populations ; et pourtant, à son grand regret et au nôtre, il reste incomplet. Souhaitons que son appel à tous ceux qui possèdent, prêtres ou laïcs, des documents inédits, soit entendu. Au moins, au point de vue de l'authenticité, tout ce que donne M. l'abbé Cattin est irréusable. Ses notes sont sobres et ses pièces justificatives peu abondantes ; mais loin de le blâmer, nous le félicitons de n'avoir pas alourdi son texte par un luxe d'érudition qui, là certainement, n'eût pas été à sa place. Sa narration est émue, attachante ; l'accent d'une foi vive et pure y domine ; peut-être eût-il été convenable de dégager quelquefois le style de certaines épithètes virulentes qui viennent inutilement caractériser les mêmes faits ; peut-être aussi, une manière çà et là plus châtiée, plus soutenue, aurait-elle mieux cadré, dans la pensée du lecteur, avec la gravité des récits.

Le plan de ces mémoires est un peu décousu. Après un coup d'œil général, très-insuffisant, sur les causes de la révolution et sur celles qui l'ont aggravée dans les pays dont il s'occupe, l'auteur examine trois époques ; la première s'étend du 14 juillet 1759 au 27 novembre 1790 ; elle contient la nomenclature trop sèche des paroisses des départements du Rhône, de la Loire et de l'Ain, ainsi que des familles et des prêtres qui se sont distingués par leur dévouement à l'orthodoxie ; viennent ensuite le règne de l'Église constitutionnelle, dont il a été, néanmoins, grandement question dans l'époque précédente, puis les persécutions et les martyrs et là se placent de très-beaux mémoires, par malheur trop rares, écrits par des confesseurs de la foi, par MM. Cheuzeville, Terraillon et Duval, avec une simplicité et une charité qui rappellent la primitive Église. A la quatrième époque, nous trouvons l'établissement des

Missions sous le Directoire ; toute l'organisation de l'apostolat catholique dans les deux diocèses où la fidélité religieuse du plus grand nombre était si belle d'énergie, est décrite avec précision : MM Linsolas et Ruivet, grands vicaires du diocèse de Lyon, qui comprenait alors une grande partie de celui de Belley, dirigent tout avec une intelligence, une modération et un zèle vraiment admirables.

Le retour des expatriés, après la tourmente révolutionnaire n'est pas moins touchant. Quelques traits de la justice divine à l'égard des profanateurs, une notice sur M. Ruivet, écrite avec une sorte d'affection filiale, et une autre sur M. Darlay, chanoine de Belley, terminent ces mémoires. Ils seront lus avec respect et attendrissement. Ce sont là de glorieux titres de noblesse chrétienne que M. l'abbé Cattin a raison de dédier aux descendants des vaillants athlètes dont il a recueilli les actes.

G. G.

Histoire de la Restauration, par M. Alfred Nettement. Tom. VI. *Règne de Louis XVIII. Ministère de M. de Villèle*. Paris, Lecoq, 1868, in-8° de 796 p.

M. Nettement continue laborieusement, mais trop lentement au gré de ses nombreux lecteurs, la grande œuvre qu'il a entreprise. Nous ne savons si son *Histoire de la Restauration* aura, comme celle de M. de Viel-Castel, les suffrages de l'Académie ; mais à coup sûr elle aura ceux du public d'élite qui, en Europe, est resté fidèle au culte de l'histoire sévère, consciencieuse, impartiale, basée sur les sources les plus authentiques et les mieux contrôlées. Dans ce nouveau volume, l'éminent historien déroule, avec la même abondance de renseignements, la même sûreté d'informations, la même ri-

chesse de documents inédits, les événements accomplis pendant la dernière période du règne de Louis XVIII, à partir du ministère dont M. de Villèle devint bientôt le chef. Il raconte avec netteté les complots qui éclatèrent au commencement de 1822, et les débats parlementaires où le nouveau ministère lutta victorieusement contre une opposition passionnée et presque factieuse (au moins pour quelques-uns de ses membres). Le congrès de Vérone et la guerre d'Espagne forment la partie capitale de ce volume, par la nouveauté et la précision des détails, empruntés aux carnets de M. de Villèle, à ses lettres inédites, et à un *Écrit sur le Congrès de Vérone*, par M. Mathieu de Montmorency, ouvrage manuscrit qu'on croyait détruit, mais dont une copie a été heureusement conservée et communiquée à l'auteur. Puis viennent les élections de 1824, la loi de conversion des rentes, la lutte entre M. de Chateaubriand et M. de Villèle et les derniers moments du roi Louis XVIII.

Au moyen des sources précieuses et inédites dont disposait M. Nettement, il a pu mettre en lumière bien des points obscurs, rectifier bien des erreurs accréditées et faire apprécier plus sainement les hommes et les choses. En même temps qu'il rend au gouvernement de la Restauration la justice qui lui est due, en faisant ressortir la noblesse de ses inspirations, la droiture de sa politique, l'honnêteté qui éclate dans toute sa conduite, — l'honnêteté, cette chose si rare dans les affaires humaines ! — l'historien met en pleine lumière l'homme illustre qui dirigea pendant sept années les affaires du pays, avec une intelligence nette et ferme, une admirable sûreté de coup d'œil, une simplicité et un désintéressement vraiment antiques. M. de Villèle brille ici d'un pur et incomparable éclat. A vrai

dire, c'est lui-même qui se révèle à nous dans ces notes intimes, dans cette correspondance où, jour par jour, il déposait ses observations et ses confidences. Combien y a-t-il d'hommes d'Etat qui puissent subir une telle épreuve? Louons le temps où de tels hommes étaient ministres, louons le gouvernement qui savait les mettre au premier rang, et remercions l'historien qui place de tels enseignements sous les yeux de notre génération.

G. DE B.

Le Sacre. *Études historiques, philosophiques et religieuses*, par M. l'abbé QUÉANT, curé de Launois-sur-Vence (Ardennes). Ouvrage couronné par l'Acad. imp. de Reims. Paris, J.-B. Dumoulin, 1868. In-8° de 345 p.

Le sacre des rois est une cérémonie tout à la fois politique et religieuse, qui n'est pas seulement spéciale à la France. Cet usage remonte à l'origine même des monarchies, et il a été à peu près universel. Depuis 1789, le sacre royal a été l'objet des plus violentes attaques. On en a même dénaturé la véritable signification. M. l'abbé Quéant s'est proposé de restituer les choses à leur place, et de montrer avec impartialité la raison d'être de cet antique usage. Pour mieux remplir son dessein, l'auteur recherche d'abord, dans ses prolégomènes, l'origine et l'universalité du sacre chez les différents peuples. Il établit ensuite la raison intime de cette coutume, et en expose les différents caractères généraux. Ces préliminaires posés, il divise son livre en trois chapitres : origine du sacre chez les nations chrétiennes et principalement en France; but politique et religieux du sacre de nos rois; importance du sacre dans l'opinion publique et dans l'ancien droit de la France. Enfin, dans sa conclusion,

l'auteur examine si la cérémonie du sacro aurait encore son utilité et ses avantages.

De la partie politique de ce livre, nous ne dirons rien, et pour cause. Mais nous pouvons le signaler, au point de vue historique, comme un des plus complets qui aient paru sur cette question. M. l'abbé Quéant a sérieusement mis à profit les nombreux travaux de ses devanciers. La partie critique laisse néanmoins à désirer. Ainsi l'auteur passe trop rapidement sur le miracle de la Sainte-Ampoule. Il ne consacre à cet événement merveilleux qu'une page, et quelques notes à la fin de son livre. C'était le cas ou jamais d'élucider sérieusement un des points de l'histoire religieuse de la France qui aient fait l'objet des plus contradictoires discussions. M. Quéant aurait pu tirer profit sur ce point du mémoire de M. l'abbé Cerf, il est vrai que le sujet lui-même pourrait fournir la matière d'une thèse spéciale, — dont la *Revue* a parlé il y a quelques mois.

Nous adresserons un autre reproche à M. l'abbé Quéant. Dans la liste chronologique des ouvrages sur le sacre qu'il donne à la fin de son livre, l'auteur cite bien les titres avec exactitude, mais il oublie souvent d'indiquer la date et le lieu de leur publication. Cela est regrettable, surtout dans un travail qui paraît être fait d'après les sources, et qui dénote autre chose qu'une érudition de seconde main. Enfin cet index bibliographique passe sous silence des ouvrages importants, entre autres l'*Histoire du sacre et du couronnement des Empereurs*, par M. l'abbé Héry (Paris, in-8°, 1841), et un curieux traité du P. Fortunat Scacchi, intitulé : *Sacrorum Elæochrismaton Myrothecia Tria, in quibus exponuntur Olea atque unguenta divinos in Codices relata; et olim vel cunctis universim*

gentibus in vitâ quâ quotidiano, quâ molliore cultus, etc. (Romæ, 1627-1635. 3 vol. in-4°). — L'ouvrage de M. l'abbé Quéant est, du reste, rempli de faits, bien écrit et enrichi de notes fort intéressantes.

F. BOISINS.

Histoire du couvent des Pauvres-Clares de Lille (1453-1792), par M. l'abbé DANCOISNE, licencié ès-lettres. Lille, L. Danel, 1868, in-8° de vii-135 p.

Ce livre appartient, avant tout, à la littérature ascétique; mais il se rattache, par bien des côtés, à l'histoire civile. En effet, les fondatrices du couvent des Pauvres-Clares de Lille ont été deux duchesses de Bourgogne, Isabelle de Portugal, femme de Philippe-le-Bon, et Marguerite d'York, femme de Charles le Téméraire. Parmi les nombreux bienfaiteurs de cette maison, nous distinguons Jean de Luxembourg, sire d'Haubourdin, chambellan de Philippe le Bon; Baudoin de Lannoy, sire de Molembeix, gouverneur de Lille sous Maximilien d'Autriche; Jean le Vasseur, mayor de cette même ville dans la première moitié du xvi^e siècle. Citons encore, au nombre des illustres visiteurs ou protecteurs de la communauté, les archiducs Albert et Isabelle; la reine Marie Thérèse, femme de Louis XIV; l'électeur de Cologne, Joseph-Clément de Bavière; l'évêque de Tournai, prince de Salm-Salm, « ce grand seigneur qui était en même temps un grand évêque, et qui, malgré son immense fortune, se trouvait toujours pauvre, tellement la charité était pour lui un besoin impérieux ! »

Mais ce qui attache par-dessus tout dans ce mémoire, c'est l'histoire individuelle des nobles et pieuses filles qui venaient abdiquer, au seuil du couvent de saint François, leurs privilèges de naissance et de fortune :

sœur Etienne de Saillans, par exemple, fille d'un chancelier de Flandre sous Charles le Téméraire, et dame d'honneur de la duchesse Marie de Bourgogne à la cour de Gand, que la mort violente de son père, victime des ressentiments des Gantois, jette dans les bras de Dieu; sœur Louise d'Isenghien, sœur Françoise de Bourgogne, sœur Jeanne-Séraphine de Coupigny, dont les noms illustres alternent sur la liste des abbeses avec ceux de pauvres femmes du peuple telles que Jacqueline de la Vallée, qui demanda à être déchargée du gouvernement de la communauté pour cette raison, fort concluante, « qu'elle ne savait pas signer. »

Le contre-coup des malheurs publics, tels que la peste, la famine, la guerre et la persécution religieuse, se fit plus d'une fois sentir chez les Pauvres-Clares de Lille. Au xvi^e siècle, ces bonnes filles, qui ne vivaient que des ressources, toujours précaires, de la charité privée, trouvaient moyen de donner asile à leurs sœurs de Middelbourg, chassées des Pays-Bas hollandais par la fureur des Gueux. A la fin du xviii^e siècle, elles recueillirent les Clarisses belges délogées des Pays-Bas autrichiens par l'intolérance philosophique de Joseph II. La Révolution française, qui n'eut que peu de biens à enlever aux Clarisses de Lille, les trouva fidèles à tous leurs vœux.

Le savant traducteur de la *Vie de saint Paulin de Nole*, M. l'abbé Dancoisne, s'est appliqué à sauver de l'oubli les modestes, mais touchantes annales d'une communauté qui a laissé une longue trace d'édification dans la capitale de la Flandre française. De son côté, la Société des Sciences de Lille s'est fait beaucoup d'honneur en favorisant cet ouvrage d'une médaille d'or, et en l'imprimant dans la série de ses *Mémoires couronnés*.

A. D.

Les anoblis de Bourgogne : liste par ordre chronologique des lettres d'anoblissement, de confirmation et de relief de noblesse enregistrées au Parlement et à la Chambre des comptes de Dijon (1363-1782), par J. d'ARBAUMONT. — Paris, Dumoulin, 1867 in 8° de 112 pages. — **Posange et ses seigneurs,** par J. d'ARBAUMONT. — Paris, Dumoulin, 1867, in-8° de 30 pages.

M. d'Arbaumont vient de publier de nouveaux documents sur la noblesse de Bourgogne. Son bel ouvrage de la *Noblesse aux États de Bourgogne* faisait connaître toutes les familles qui avaient été représentées aux États ; aujourd'hui, il nous donne la liste, par ordre chronologique, de tous les personnages qui ont obtenu des lettres de noblesse enregistrées à Dijon, avec une description de l'ancien château de Posanges et l'histoire de ses seigneurs. Le cadre est restreint, mais il a l'immense avantage de ne laisser aucune place à la fantaisie, qui a trop souvent fait le fond des publications nobiliaires : nous avons ici le fruit de consciencieuses recherches faites aux archives de la Côte d'Or sur des titres authentiques. Ce volume renferme 373 notices, qui contiennent la date des lettres de noblesse et de leur enregistrement, les noms et armes de celui qui en a été l'objet, avec quelques détails sur chaque personnage et sur sa famille. Dans l'introduction, M. d'Arbaumont fait l'histoire des anoblissements par lettre en Bourgogne, des formalités auxquelles ils étaient soumis : on trouve là relatés quelques faits très-curieux. Nous ne ferons que deux reproches à l'auteur : ne prend-il pas l'effet pour la cause, quand il dit qu'on acquerrait la noblesse par la possession des fiefs et la possession des armes ? Ne rend-il pas son travail d'un accès difficile, par l'absence d'une table alphabétique des noms de personnes ?

R. DE ST. M.

Mémoire historique sur les Institutions de France à Rome, par Mgr Pierre LA CROIX. Paris, Victor Goupy, 1868, in-8°. vi-350 p.

Un prélat qui, depuis 1828, remplit à Rome les fonctions de clerc national du Sacré-Collège et du Consistoire pour la France, Mgr La Croix, vient de publier un mémoire historique sur les institutions de France dans la métropole de la catholicité. Camérier de sa S. S. Pie IX, protonotaire apostolique, député administrateur des pieux établissements français dans les États du Saint-Siège, en même temps que savant des plus distingués, Mgr La Croix était, mieux que personne, à même de retracer l'histoire de ces établissements qui sont à Rome au nombre de dix-huit, sans y comprendre l'Académie des beaux-arts à la villa Médicis, fondée sous Louis XIV. Parmi ces institutions, deux se rattachent de plus près au Saint-Siège et à son gouvernement : l'Auditorat de la Rote et le Cléricat national de France ; deux sont des biens de Réguliers : le couvent de la Trinité et celui de Saint-Denis, les autres sont des fondations de confréries laïques et des bénéfices ecclésiastiques séculiers. Mgr La Croix nous fait connaître une foule de faits intéressants et trop ignorés. Qui sait, par exemple, que l'ambassadeur de Louis XII à Rome commanda et paya à Michel Ange, pour orner la chapelle française de sainte Pétronille à Saint-Pierre, le célèbre groupe de la *Pietà* qui décore actuellement la première chapelle à droite en entrant dans la basilique du Vatican, « et qui est ainsi, ce qu'on n'a pas assez remarqué, un don splendide de la France envers ce premier et plus sublime temple du monde chrétien ? » Qui apprendra sans bonheur qu'en 1828 une école gratuite de frères français fut fondée pour l'éducation des enfants romains pauvres du quartier malheureux *dei*

monti? Le mémoire fournit des notices précieuses sur l'Auditorat de la Rote et les personnages qui occupèrent la place laissée dans ce poste à la nomination de la France. Une liste des auditeurs, une liste des ambassadeurs de France à Rome de 1465 à 1865, une liste de plus de 450 monuments français sont extrêmement curieuses à consulter. Enfin n'oublions pas, pour la rareté du fait et à l'honneur de la bonne administration des établissements français à Rome, que le dernier budget accuse un excédant de près de 18,000 francs sur un ensemble de recettes de 134,000 francs. Quarante-huit pièces justificatives, la plus part inédites, complètent cet intéressant mémoire, destiné « à répandre des notions positives et trop généralement ignorées jusqu'ici, sur l'étendue et l'intimité des relations douze fois séculaires de la France avec Rome, et sur les monuments qui en subsistent encore actuellement, dans cette métropole de la catholicité. »

H. de L'E.

La Thaumassière, sa vie, ses relations et ses œuvres, par E. de ROBILLARD DE BEAUREPAIRE. Bourges, 1868, in-8° de 85 p. (tiré à 60 exempl.)

La Thaumassière n'a point eu, à proprement parler, de biographe. M. Eugène de Beaurepaire a voulu suppléer à cette lacune, et il nous offre une vie aussi complète que possible d'une gloire un peu oubliée du Berry, en même temps qu'une étude littéraire fort intéressante sur les écrits de La Thaumassière, et sur ceux de Catherinot, l'un de ses amis et aussi l'un de ses émules. Bien que l'*Histoire du Berry* soit un travail remarquable et qu'on consultera toujours avec profit, c'est surtout comme jurisconsulte que La Thaumassière a laissé des traces durables. Il a pris soin de remonter toujours aux textes les plus

anciens : « cette préoccupation constante des origines des diverses dispositions législatives, forme un des caractères saillants de l'écrivain, et le range parmi les précurseurs de cette école historique moderne qui, née d'hier, a rajeuni, agrandi et vivifié la science du jurisconsulte. » L'opuscule de M. de Beaurepaire, tiré comme on le voit à un fort petit nombre d'exemplaires, est fait avec le soin et l'érudition que l'auteur apporte à tous les sujets qu'il traite.

L. C.

Rapin Thoyras, sa famille et ses œuvres. Étude historique, suivie de généalogies, par Raoul de CAZENOVE. Paris, Aug. Aubry, 1866, in-4° de xiii-444-Lxiii-cclxv pages.

Il n'est jamais trop tard pour rendre hommage à un travail érudit et consciencieux, et pour signaler un livre d'une admirable exécution typographique. L'ouvrage de M. de Cazenove remplit ces deux conditions : il sort des presses de Louis Perrin, qui est mort pendant l'impression même de ce volume, auquel on peut dire que ses derniers soins ont été consacrés ; il est fait sur les pièces originales, et les recherches approfondies de l'auteur, les communications qui lui ont été faites de documents nombreux et privés, donnent à son livre une grande valeur et un sérieux intérêt.

Après quelques détails sur le berceau et sur les divers membres de la famille de Rapin, laquelle remonte au xii^e siècle, l'auteur s'occupe des Rapin qui jouèrent un rôle dans les luttes sanglantes du xvi^e siècle, et des ancêtres immédiats du personnage qui fait principalement l'objet de son étude ; puis il arrive à « Paul de Rapin, seigneur de Thoyras. » Né en 1661, il mourut en 1725. Son père le destinait à la carrière d'avocat, que lui-même avait suivie avec honneur. Mais le

jeune Rapin abandonna bientôt cette carrière pour passer en Angleterre, fuyant la persécution, nous dit l'auteur en termes généraux. De là, il passe en Hollande, où il entre au service, suit Guillaume d'Orange en Angleterre, fait la campagne d'Irlande comme aide de camp du général Douglas, devient gouverneur du fils du comte de Portland, et se livre aux travaux de l'esprit. Fixé à La Haye, puis à Wexel, il écrit sa dissertation sur l'origine du gouvernement d'Angleterre, et commence sa grande *Histoire d'Angleterre*, qu'il ne devait pas achever.—A la suite de la biographie de Rapin Thoyras, l'auteur nous donne : 1° un recueil de lettres et de fragments poétiques de Thoyras ; 2° une généalogie des Rapin de la Chaudane, avec pièces justificatives ; 3° un tableau de la postérité *par alliance* de Rapin Thoyras, c'est à dire les généalogies des familles immédiatement issues de la sienne ; 4° un armorial de ces familles.

Cet ouvrage est la vie d'un protestant écrite par un protestant. C'est assez dire que nous ne saurions accepter sans réserve tous les jugements de l'auteur. Mais s'il a ses convictions et ce que nous nous permettrons d'appeler ses *erreurs*, si les louanges qu'il accorde à l'homme et à l'historien ne nous paraissent pas toujours justifiées, s'il se livre à des déclamations regrettables sur la Cour de Rome, il faut reconnaître que ses recherches sont toujours aussi consciencieuses qu'érudites, et l'on doit le féliciter d'avoir rassemblé d'une main aussi patiente et aussi habile les matériaux considérables qui remplissent ce magnifique volume.

L. C.

Elizabeth Seton et les commencements de l'Eglise catholique aux Etats-Unis. par M^{me} DE BARBERY. Paris, Poussielgue, 1868, in-8° de viii-724 pages.

Elizabeth Seton n'a point été seulement un de ces caractères d'élite, une de ces âmes délicates qui laissent sur leur passage une trace embaumée ; elle a été une chrétienne courageuse et convaincue, elle a fondé des œuvres que le temps a respectées. Protestante, elle a déjà un sentiment profondément religieux, et l'on est surpris de trouver, dans ce touchant journal écrit pendant la traversée d'Amérique en Italie et au lazaret de Livourne, la marque d'une foi très-vive et d'une piété communicative. Devenue catholique, après avoir été éprouvée par la perte de son époux et par les luttes qu'elle eut à subir contre elle-même et contre les siens, Elizabeth Seton grandit en proportion des obstacles. Abandonnée par sa famille, elle se crée des ressources pour elle et ses cinq orphelins, en fondant une école d'enfants. Les prêtres français que l'émigration avait amenés en Angleterre, et en particulier M. de Cheverus, la soutiennent et la guident au milieu des épreuves. Mais ce qui la relève et la fortifie avant tout, ce sont les consolations de la religion : son existence n'est plus qu'un acte d'abandon à la volonté divine, de soumission absolue à ses décrets. Dans l'école nouvelle qu'elle ouvre, sur une plus grande échelle, à Baltimore, comme dans la communauté d'Emmettsburg, où elle va devenir la *mère Seton*, la pieuse veuve apparaît avec un courage, un dévouement, une résignation incomparables. La pénurie de ses ressources ne saurait l'émouvoir, et la perte des êtres les plus chers ne trouble point la sérénité de son âme. Deux de ses belles-sœurs, converties comme elle, et qui partageaient sa vie ; l'aînée de

ses filles, qui venait de prendre le voile; une autre fille, qui était devenue infirme, disparaissent successivement. M^{me} de Barberey publie intégralement les pages sublimes où, en présence de ces coups répétés, la douleur d'Elizabeth Seton s'épanche en termes de feu; elle joignait, en effet, à la piété la plus expansive l'imagination la plus ardente: son style a un charme, une profondeur, une poésie qui font regretter parfois de n'avoir pas sous les yeux le texte original. Enfin la mère Seton meurt, à l'âge de 46 ans, au milieu des religieuses de sa communauté, léguant à son pays une institution qui a porté d'abondants fruits, car la compagnie des Filles de la Charité compte aujourd'hui en Amérique mille sœurs, réparties dans 89 maisons.

Indépendamment du charme et de la sympathie qui s'attachent à la sainte et admirable figure d'Elizabeth Seton, — l'histoire d'une âme vaut parfois bien des récits d'événements et de combats, — le beau livre de M^{me} de Barberey a un puissant intérêt, en ce qu'il nous initie aux efforts du catholicisme naissant aux Etats-Unis, et à l'action puissante et efficace exercée par nos prêtres français, devenus les missionnaires et les pasteurs de ces contrées lointaines. L'auteur a donc un double droit à notre gratitude: nous avons là tout à la fois l'émouvante histoire d'une existence d'élite, et une page de ce grand livre des missions catholiques, que notre clergé a écrit avec ses sueurs et avec son sang.

G. DE B.

Causeries d'un Curieux. Variétés d'histoire et d'art, tirées d'un cabinet d'autographes et de dessins, par F. FEUILLET DE CONCHES. Ouvrage enrichi de nombreux *fac-simile*. T. IV, Paris, H. Plon, 1868, in-8°. cav. de 510 p.

Ce sont surtout des questions d'art que traite M. Feuillelet de Conches dans son 4^e volume. Après quelques digressions préliminaires sur Viollet-le-Duc, sur Ch. Nodier (dont un certain nombre de lettres à Jean de Bry sont ici reproduites); après un chapitre fantaisiste sur les « compagnons d'études » du *Curieux*, l'insecte et l'oiseau; après une excursion dans son cabinet, à travers les livres illustrés, les livres d'estampes et de portraits, ce qui l'amène, à propos du recueil des *Antiquités de l'Empire de Russie*, à consacrer une trentaine de pages aux antiquités russes; après bien des causeries fines, agréables, instructives, mais où la fantaisie a toujours une large part, et où l'auteur s'écarte parfois de la vérité, — comme quand il parle de la théocratie qui « étouffe la foi vivante et vomit l'inquisition, » et du « despotisme clérical, trop effrayé des audaces de l'intelligence humaine, qui tend à confisquer les peuples à son profit » (p. 89), ou qu'il nous montre Louis XIV « grand politique » lorsqu'il avait tenu tête aux usurpations du clergé et aux entreprises de la Cour de Rome, — après tout cela et bien d'autres choses, l'auteur arrive enfin (p. 162) à sa collection de portraits et de *fac-simile* de dessins de Holbein et des peintres de l'école anglaise. — Y a-t-il en réalité une école anglaise? Quel chemin l'art a-t-il fait avant de devenir anglais? L'art sous Henri VIII, ou sous son peintre Hans Holbein, qui est objet d'une longue et fort intéressante étude; l'art sous Marie Tudor et sous Elisabeth; les portraits d'Elisabeth; les portraits de Marie Stuart, voilà ce qui remplit

le reste du volume, et nous offre de curieuses remarques, de fines observations recueillies dans les musées et les collections, et des renseignements historiques pleins d'intérêt. Nous signalerons plus particulièrement les pages très-remarquables consacrées à Marie Stuart et à ses portraits. L'auteur y rend un noble hommage à l'infortunée reine, et écarte, avec notre collaborateur M. Wiesener (dont les savantes recherches sont louées en passant), les traditions mensongères qu'on s'obstine encore à présenter comme le dernier mot de l'histoire. En nous montrant les traits véritables et char-

nants de Marie Stuart, M. Feuillet fait en passant justice de l'erreur qui lui a fait attribuer des vers trop fameux de Meusnier de Querlon, qui ont été imprimés pour la première fois en 1765.

Le volume de M. Feuillet de Conches contient, entre autres documents reproduits textuellement, une lettre de Simon Renard à Philippe II, une lettre d'Andrea Mantegna au duc de Mantoue, une lettre de fra Bartholomeo au duc de Ferrare, et une lettre de Henri VIII à Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien.

FR. DE F.

V. PALMÉ.

Le Mans. — Imprimerie Ed. Monnoyer, place des Jacobins.

MARIE STUART

ET

SES DERNIERS HISTORIENS

TROISIÈME PARTIE

History of England from the fall of Wolsey to the death of Elizabeth, by James Antony Froude, third edition. London, Longmans and Green, 1864-68. 10 vol. in-8°. — *The History of Scotland, from Agricola's invasion to the Revolution of 1688*, by John Hill Burton. Edinburgh and London, Blackwood, 1867. 4 vol. in-8°. — *Mary Stuart, her guilt or innocence; an inquiry into the secret history of her times*, by Alexander M^r Neel Caird. Edinburgh, Adam and Ch. Black, 1866, in-9°.

XXII.

La *Revue d'Édimbourg*, en rendant compte de la partie de l'ouvrage de M. Burton relative au règne de Marie Stuart, trace des hommes et des événements de l'Écosse le tableau suivant ¹ :

« Rarement l'histoire a enregistré les faits et gestes d'hommes plus pervers que les nobles qui entouraient le trône de Marie Stuart. A la turbulence et à l'égoïsme de leurs ancêtres, ils ajoutèrent une audace de cruauté et de trahison qui est leur trait distinctif. Ils avaient contracté en France une sorte de rude mépris du scrupule qui rendit plus intense, en la recouvrant à peine, la brutalité naturelle de leur caractère ². Leur costume, dit M. Burton,

¹ Juillet 1867 ; n° 257.

² « They had acquired from France a certain hard unscrupulousness which intensified and but thinly covered the natural coarseness of their character. » Voilà toujours ce lieu commun sur la sentine française, la perdition de ces pauvres innocents d'Écosse et d'Angleterre. En répétant le thème tout fait, l'écrivain néglige de nous faire comprendre en quoi le rude mépris du scrupule peut recouvrir, quoique faiblement, c'est-à-dire masquer, la brutalité du caractère.

était celui du camp ou de l'écurie; ils étaient sales sur leur personne, brusques et irrespectueux de manières, portant leurs disputes et même vidant leurs farouches querelles par les armes, jusqu'en la présence du prince.

« Notre but, continue la *Revue*, n'est pas de suivre la politique tortueuse de ces hommes. Mais afin de juger loyalement Marie Stuart, nous rappellerons leur conduite dans une ou deux occasions principales. Ils assassinèrent Riccio, sans autre motif qu'une envie sauvage et le désir de ramener d'exil les lords rebelles. Ils assassinèrent Darnley, au lieu de se prêter à un divorce ¹, pour satisfaire leur soif de vengeance et accomplir leurs desseins politiques. Ils acquittèrent Bothwell, et signèrent un *bond* qui le recommandait comme époux à leur reine. Ils renversèrent Bothwell, et déposèrent la reine en se fondant précisément sur ce meurtre; ils excitèrent le sentiment populaire par une peinture dans laquelle ces blasphémateurs représentaient le jeune prince invoquant la vengeance du ciel contre un crime dont ils étaient tous complices. La révoltante farce ², pour employer une expression familière, de ce dernier coup, défie tout commentaire. Le docteur Lingard a raison de déclarer que jamais conduite plus déshonorante ne souilla les pages de l'histoire.

« Marie fût-elle en réalité *l'assassin de Kirk-of-Field*, nos sympathies seraient encore avec elle, plutôt qu'avec les hommes qui, sans être exposés aux mêmes tentations, furent à la fois meurtriers, traîtres, menteurs et hypocrites. »

Ici la *Revue*, après quelques railleries à M. Froude sur son Murray sans tache, dont elle signale au contraire les taches trop nombreuses, juge que « l'infatuation de la reine pour Bothwell, telle qu'on la raconte ordinairement, est une des choses inexplicables de l'histoire. Les écrivains hostiles à Marie le dépeignent ordinairement comme une sorte de maudit, et attribuent la conduite de la reine aux mobiles les plus bas qui puissent inciter une femme. La théorie de M. Burton est fort différente et beaucoup plus naturelle. »

Suit l'explication connue déjà, que Marie Stuart était de celles qui, dans ce temps-là, ne pouvaient pas se passer d'une affaire de cœur; système psychologique, *illustré* de la série fantastique des perfections extérieures de Bothwell.

Est-ce une illusion? Il nous semble que dans ces deux termes du problème, tels que les pose la *Revue d'Édimbourg*,

¹ L'écrivain de la *Revue d'Édimbourg* oublie que ce furent eux qui proposèrent le divorce, et Marie qui le repoussa. Cette erreur sur un fait particulier n'ôte rien à la vérité générale de la pensée.

² « The revolting humbug. »

il y a une inégalité et un défaut d'équilibre qui indiquent une construction artificielle. Quoi de plus substantiel et de plus frappant que le tableau de cette aristocratie, de ses vices, de ses fureurs sanguinaires ? Comme on la voit à l'œuvre, et dans sa propre logique, quand elle assassine Riccio, Darnley, et lorsqu'elle aspire à briser le trône de Marie Stuart ? Et d'autre part, comme cela est léger dans la balance, la théorie de cette femme aux affaires de cœur ! quelle inutile superfétation de leur complot permanent contre la couronne, parvenu à maturité par sa propre séve ! Laissez dans le domaine de la fable les divinités qui menaient les tigres par des chaînes de fleurs.

Le tome IX de M. Froude s'ouvre par des considérations sur les conséquences politiques du crime qui ôta la vie à Darnley, et sur cette idée que la manière dont les hommes d'État anglais agirent alors envers Marie Stuart, doit déterminer le jugement que l'histoire portera sur eux.

Or, dit-il, « si la reine d'Écosse fut victime d'un complot tel, qu'aujourd'hui et malgré l'état imparfait où il se présente devant nous, on peut le pénétrer et le mettre à découvert, il est impossible de croire que des hommes comme sir William Cecil, sir Nicolas Bacon ou lord Bedford, aient été dupes d'un si pauvre artifice ¹. » Nous n'y contredirons pas. Mais s'il leur a convenu de paraître dupes, et de prendre pour vraie par-devant le monde la fable inventée par les meurtriers contre une femme calomniée ?

L'auteur pense que la difficulté de l'investigation provient seulement des causes qui l'ont rendue nécessaire ; ou plus clairement, qu'il ne s'agit pas d'une question purement personnelle, sans quoi elle serait décidée depuis longtemps, mais d'un fait sur lequel les hommes se sont formé une opinion d'après les passions ou les traditions de leur parti, et non d'après la force des preuves.

Ainsi, continue-t-il, des choses considérées comme certaines et contre lesquelles on ne peut administrer aucune preuve contemporaine qui en mérite le nom, sont devenues douteuses par le seul effet de négations réitérées. Des conjectures ont été converties en faits par des assertions intrépides ;

¹ T. IX, p. 2.

et maintenant, quand les vieilles passions se refroidissent et s'apaisent, le *sentimentalisme* prolonge le débat en s'armant des matériaux accumulés à sa disposition ¹.

On peut répondre que si les preuves contemporaines, c'est-à-dire du xvi^e siècle, firent défaut, c'est que les ennemis de la reine d'Ecosse avaient en leur possession les sources d'où l'on aurait pu les tirer, et qu'ils les gardèrent strictement sous les scellés. N'est-ce rien que cette négation persistante ait eu la force de tenir en échec la vérité officielle? Le cri opiniâtre de la protestation n'est-il pas la dernière défense de l'opprimé? Il faut en parler moins légèrement. Et quand il s'attaque à ces assertions intrépides qui usurpent le don de transformer des conjectures en réalités, l'épigrammatique historien a-t-il perdu le souvenir d'un bon nombre de ses propres pages? Où donc ici est le sentimentalisme? Est-ce chez celui qui met en usage, dans l'intérêt de la vérité, les matériaux accumulés dont M. Froude reconnaît l'existence, ou chez celui qui prodigue systématiquement la tendresse et l'encens à une idole de convention, telle que Murray, au mépris de tous les documents? Ces réflexions dont, comme on le voit, tous les traits sont susceptibles de se retourner contre leur auteur, servent de préambule à un critérium singulier en matière d'exploration de la vérité historique. M. Froude croit qu'il est de la plus haute importance d'établir la croyance qui prit naissance chez le public, à l'instant même de l'assassinat du roi, alors que les opinions de partis n'étaient pas encore formées ni la marche des partis déterminée. Il invite le lecteur à suivre l'histoire comme si elle se développait en sa présence jour par jour, à se rendre témoin sur les esprits *de ceux qui étaient le mieux en position de connaître la vérité*. On verra ainsi le jugement qu'exprimèrent sur la reine d'Ecosse ses amis et ses ennemis, avant que les explications et les interprétations qui constituent sa défense générale aient été mises en avant par ses avocats; et quand on arrivera aux circonstances dans lesquelles ces explications furent soumises au monde, on sera en mesure de juger par soi-même de leur degré de probabilité.

Donc pour appliquer la règle, que le lecteur se figure être à

¹ T. IX, p. 2-3.

Holyrood le matin du 10 février. Au moment où le jour paraît, la mort du roi et la façon dont elle semble avoir été accomplie, sont connues de toute la ville. Le peuple se précipite dans les rues. Les domestiques de la cour parlent en groupes avec chaleur dans le carré du palais. On affirme, chez le portier, que le comte de Bothwell ou quelques-uns de ses gens sont sortis après le retour de la reine la nuit précédente, et rentrés après l'explosion. Un instinct, que la réputation de l'homme explique, dénonce tout d'abord le comte comme l'assassin ; et lorsque Paris, son page français, traverse la cour pour se rendre chez son maître, chacun le regarde de travers, et lit son crime sur ses joues blêmes et dans ses mouvements fiévreux ¹.

Sûre et judicieuse méthode d'investigation scientifique ! Pour percer le mystère des complots, allez en chercher le mot dans la rue, et parlez au concierge ! Il est douteux pourtant que le portier d'Holyrood, s'il suspectait Bothwell, eût jasé beaucoup ce matin-là. D'ailleurs, presque tous ces menus détails, dignes au plus de la petite gazette de l'endroit, M. Froude les tire de son imagination, quoiqu'il nous renvoie aux deux confessions de Paris.

Il nous conduit ensuite chez la reine avec Paris. « Elle avait dormi profondément ; mais elle allait se lever. Les fenêtres étaient encore fermées ; la pièce était déjà tendue de noir et éclairée aux chandelles. Elle-même déjeunait dans son lit, mangeant *posément* ², comme Paris le remarqua, un œuf frais. Elle ne fit pas attention à lui, et ne lui parla pas ; car Bothwell survint immédiatement, et s'entretint à voix basse avec elle, derrière le rideau. »

¹ T. IX, p. 3-4. M. Froude donne en note quelques explications sur Paris et sur ses deux confessions des 2 et 10 août 1569. Qu'on l'ait pendu, aussitôt après qu'il eut parlé, cela n'a rien d'étonnant : « *c'était pour prévenir toute rétractation ou contradiction.* » Le moyen est radical. — « La hâte et le secret qu'on y apporta, n'avaient pas d'autre objet (*intended merely*) que de faire échec à Elisabeth ; car on craignait qu'elle ne voulût mettre la main sur lui, et supprimer son témoignage. En effet, aussitôt qu'elle apprit qu'il était au pouvoir du régent, elle écrivit qu'on épargnât sa vie. Mais cela venait trop tard pour servir au pauvre malheureux. La supposition qu'elle interviendrait avait hâté sa mort ; il était pendu avant l'arrivée de la lettre... » Elisabeth, en 1569, préoccupée uniquement de faire disparaître les preuves contre sa prisonnière : *Risum teneatis!*

² *Composedly*. T. IX, p. 5.

Dormi profondément ! ceci est du Buchanan et de l'espèce d'amplification que M. Burton qualifie d'extravagante. Lorsqu'une telle explosion a ébranlé la ville et mis toute la population sur pied, est-il possible de se figurer que la femme complice de ce forfait contre son mari, à la minute même de l'exécution, dorme profondément ? Le voulût-elle, est-ce que les tressaillements de la nature physique et morale le permettraient ? Buchanan a devancé la trouvaille du sommeil paisible dans le midi du crime. — Les fenêtres fermées encore ! Était-ce l'usage des reines d'Écosse de se lever fenêtres battantes, au cœur de l'hiver, sous leur ciel septentrional ? — La pièce déjà tendue de noir ! Quoi ! elle affichera ainsi d'avance le deuil de celui qu'elle fait assassiner ? Et puis Paris ne parle que du lit tendu de noir, chose qui a pu se faire à la rigueur depuis la catastrophe. — Elle mangeait posément, — comme Paris le remarqua, — un œuf frais. Où est le scandale que M^{me} de Bryant, sa dame d'honneur, lui fasse prendre quelque nourriture ? Le *posément*, trait final et malin du tableau, est de l'invention de M. Froude¹. — Quant au tête-à-tête mystérieux avec Bothwell, pourquoi ne pas tenir compte de la présence de M^{me} de Bryant ? Pourquoi ne pas se rappeler que Bothwell, à titre de haut shériff du comté d'Édimbourg, avait la mission des premières recherches ? Qu'il les dirigeât mal, c'est une autre affaire.

M. Froude établit ensuite, à la charge de la reine, le contraste entre l'active énergie qu'elle avait déployée auparavant, notamment à la mort de Riccio, et le tranquille empire qu'elle garda sur elle-même, lors du nouvel attentat qui la devait toucher de bien plus près. C'est qu'il lui plaît d'appeler possession de soi-même la prostration du désespoir.

L'année précédente, des causes très-diverses : le dévouement inné de la mère pour conserver le fruit qu'elle porte dans son sein, les premiers transports d'indignation, l'espoir de ramener son mari, et sans doute aussi l'ignorance où elle était d'abord de l'étendue de sa complicité, avaient donné du ressort à l'in-

¹ « Le lundi matin, entre neuf et dix heures, ledict Paris dict qu'il entra dans la chambre de la royne, laquelle estoit bien close, et son lict tendu de noire en signe de dueil, et de la chandelle allumée dedans la ruelle, là où Madame de Bryant luy donnoit à déjeuner un œuf frais, là où aussi Monsieur de Boduel arrive et parle à elle secrètement soubz la courtine. » Teulet, p. 102.

fortunée reine, et imprimé à sa conduite une impulsion dont, au reste, on a trop exagéré la vigueur. Bientôt, quand les grands lui avaient tout dévoilé, elle s'était sentie vaincue, et avait songé sérieusement à se retirer en France. Ranimée un moment lors de la naissance de son fils, puis désolée des continuelles incartades de son époux, atteinte dans les marécages de Jedburgh d'une fièvre maligne dont elle ne se remit jamais entièrement, et ainsi épuisée de corps et d'esprit, elle était retombée dans une véritable détresse morale, que nous attestent les lettres de du Croc, et s'écriait souvent : « Je voudrais être morte. » En ce moment, Darnley, malade à son tour, l'avait appelée à Glasgow. Elle s'était hâtée de saisir cet espoir de réconciliation ; et en accourant près de lui, en le ramenant avec elle, elle lui avait apporté, elle en avait reçu le gage de jours meilleurs désormais.

Alors les ennemis de l'un et de l'autre assassinèrent le roi. Ce crime, à la fois si public et si mystérieux, brisa sans ressource celle qu'il privait de soutien. Trois complots en trois ans (1565, 1566, 1567), avec des circonstances de plus en plus atroces, est-il donc si extraordinaire qu'une femme de vingt-cinq ans, affaiblie par tant de secousses, soit pour ainsi dire anéantie, à l'instant où le dernier éclate sur elle comme la foudre ?

Son inexorable adversaire constate à sa façon qu'elle ne tente pas de fuir ; qu'elle n'appelle pour la protéger aucun des nobles absents ; qu'elle laisse les conspirateurs s'assembler en conseil et simuler une délibération ; qu'elle emploie sa matinée à annoncer en France à l'archevêque de Glasgow la catastrophe ; qu'elle ne fait aucune démarche active pour découvrir les coupables ; qu'elle ne mande pas de Glasgow, Lennox, le père de l'assassiné ; qu'elle ne semble pas désirer la présence de Murray, quoiqu'il fût à sa portée ¹. De son côté, M. Burton remarque que c'était un grand coup à Marie de dire, dans sa lettre à l'archevêque de Glasgow, qu'elle aurait pu, elle aussi, être victime de l'explosion, si elle avait couché cette nuit-là dans la maison du roi, et qu'elle fut bien prompte à émettre l'idée qu'il y avait une mine ².

¹ Froude, t. IX, p. 5-6.

² T, IV, p. 352.

Mais si elle avait fui, ne diriez-vous pas que, sous l'aiguillon du remords, il lui fut impossible d'endurer le voisinage de sa victime ? Comme après le meurtre de Riccio, elle monta le 15 février au château d'Édimbourg, son plus sûr abri. *Elle laisse les conspirateurs s'assembler en conseil.* Mais si elle ignorait que les membres de son conseil privé fussent les auteurs du meurtre ? *Elle perd son temps à écrire à l'archevêque de Glasgow.* N'avait-elle pas toujours informé la cour de France de ce qui lui arrivait de grave ; et si elle avait tardé dans un tel événement, n'en triompherait-on pas comme d'une preuve de son intime embarras ? *Elle s'abstient d'appeler Lennox auprès d'elle.* Rien de plus contraire à la vérité. Le Journal même de Murray porte, à la date du 11 février (le lendemain du crime), que la reine écrit à Lennox pour lui promettre de faire justice du crime. On sait de plus par Drury qu'elle le pria instamment de se rendre auprès d'elle ¹. *Elle ne mande ni les nobles absents, ni Murray.* Or Melville écrit à Cecil (26 février 1567) qu'elle a mandé Murray et tous les lords ² ; Drury écrit au même (28 février), qu'elle a appelé deux fois le comte de Murray, lequel se tient auprès de sa femme malade ³ ; l'évêque de Mondovi, légat du pape en France, mande au grand-duc de Toscane (Paris, 16 mars), que le comte de Murray, appelé par la reine, n'a pas voulu venir ⁴. Voilà, une fois de plus, comment on ne trouve de torts criminels à Marie Stuart qu'en foulant aux pieds la vérité.

Quant aux suspicions de M. Burton, sur quoi reposent-elles ? Coupable, Marie peut en effet chercher à donner le change, comme si la machination avait été dirigée également contre elle ; innocente, elle peut le croire de très-bonne foi. Alors quelle induction tirer d'un langage qui reste identique dans les deux cas contraires ? Quand elle parle de l'emploi de la mine,

¹ Drury à Cecil, 19 février 1567 ; Miss Strickland, t. V, p. 208. Une lettre de Lennox à Marie Stuart, du 20 février, prouve qu'ils avaient échangé des lettres entre le 10 et le 20 février, et que Marie lui avait demandé son aide. Keith, p. 369 et suiv.

² « All the lordis are sent fore. » *Record office. Scotland*, t. XIII, n° 18. *Inédit.* — Melville dit dans la même lettre que le comte d'Athol étant parti, et le contrôleur (de la maison de la reine) avec lui, la reine leur a ordonné de revenir, *sous peine de rébellion.*

³ Tytler, t. V, p. 515.

⁴ Labanoff, t. VII, p. 106.

l'historien secoue la tête d'un air significatif. Mais au bruit de l'effroyable explosion, ira-t-elle imaginer que c'est un trait d'arbalète? Certes, il n'y eut pas un habitant d'Edimbourg qui ne parlât aussitôt de poudre et de mine : autant de coupables donc, ou tout au moins de suspects. D'ailleurs la reine ne fait évidemment que répéter ce qu'on lui a dit ¹.

Ce système d'incriminations, en dépit tantôt du cours naturel des choses, tantôt des textes authentiques, étant percé à jour, nous pouvons glisser rapidement sur les faits qui suivirent la mort de Darnley.

Le Conseil privé, érigé dès le 10 février 1567 en cour de justice, sous la présidence du comte d'Argyle, chef héréditaire de la justice, commença le lendemain les informations au Tolbooth, lieu où siégeaient les parlements, la magistrature, et en même temps prison publique. Il lança, le 12, une proclamation promettant deux mille livres et une pension viagère à quiconque ferait connaître les coupables.

Rien d'utile ne sortit ni ne pouvait sortir des opérations d'une telle assemblée. Argyle, signataire du *bond* de Craigmillar, en décembre 1566, pour la destruction de Darnley par quelque moyen que ce fût, et ses assesseurs, non moins engagés dans la conjuration, allaient-ils venir se convaincre eux-mêmes d'assassinat à la face du royaume et du monde? On commença par interroger les serviteurs qui avaient survécu ² et

¹ Le 10 février même, Marie Stuart reçut de l'archevêque de Glasgow une lettre datée de Paris 27 janvier, par laquelle l'archevêque l'avertissait que l'ambassadeur d'Espagne en France, l'avait informé expressément qu'un complot se tramait contre elle, et lui recommandait de se tenir sur ses gardes. L'Espagnol n'avait pas voulu en dire davantage; et l'archevêque ayant communiqué ses inquiétudes à Catherine de Médicis, la reine mère avait affirmé ne rien savoir. Elle l'avait félicité du bon état des affaires d'Ecosse, par suite de la grâce de Morton. — Keith, préface, p. viii-ix. — M. Froude (t. IX, p. 6) embrouille agréablement cette histoire. Il suppose que la reine d'Ecosse reçut, le même jour, une dépêche de l'archevêque contenant un *message de Catherine de Médicis* que *la vie de son mari* était en danger (notons que la dépêche de l'archevêque dénonce un danger qu'il n'est point parvenu à particulariser; il n'est pas plus question du roi que de la reine), et *une autre lettre*, de même teneur, *de Silva, ambassadeur d'Espagne à Londres*. D'où M. Froude infère que le complot était connu à Paris, connu à Londres chez Silva; et néanmoins, termine-t-il magistralement, s'il fallait en croire la reine, elle n'en avait pas le moindre soupçon.

² M. Froude que nous citons ici (t. IX, p. 7), oublie que, des serviteurs du roi à Kirck-of-Field, il n'y avait qu'un survivant, Thomas Nelson. Les autres, laissés à Holyrood, que pouvaient-ils savoir?

les habitants des maisons circonvoisines. A peine parlèrent-ils; et qui aurait osé accuser Bothwell, à la fois acteur, juge, chef aux recherches et aux interrogatoires ¹ ? Ainsi, et à plus forte raison encore qu'après le meurtre de Riccio, la justice fut frappée de cécité et de paralysie. On ne manque pas de l'imputer à Marie Stuart, par le motif qu'elle ne pouvait pas ignorer un tel complot, ni les noms de tels coupables.

Alors, avec ce raisonnement, il faudrait lui attribuer aussi la conspiration contre Riccio. Cette machination de 1566, tramée par quelques-uns des plus grands personnages d'Ecosse, les ministres d'Elisabeth et la troupe des complices de second ordre, avait couvert de ses réseaux le royaume, la capitale, et, un soir, jeté cent soixante hommes armés sur le palais d'Holyrood, sans que ni la reine ni aucun des lords ses amis, en danger comme elle, l'eussent pressenti, pas plus qu'on ne prévoit le météore qui éclate dans les espaces célestes. Terrible pays que celui où la violence effrénée de l'exécution s'alliait au secret le plus surprenant des cheminements souterrains ! On perd trop de vue ce caractère d'une société barbare, raffinée seulement dans la trahison ; on se figure que de pareils attentats ne pouvaient se préparer qu'au grand jour, et qu'il fallait en quelque sorte fermer les yeux pour ne les pas découvrir.

Si, lorsqu'il n'y avait qu'une partie de la noblesse liguée en 1566, la reine et ceux qui la servaient fidèlement ignorèrent tout, comment s'étonner qu'en 1567, la reine, entièrement isolée cette fois, puisque ses meilleurs soutiens étaient du complot, n'en sut rien ? Elle fut surprise par l'explosion du 10 février comme elle l'avait été par l'agression du 9 mars ; et si nous en avons le loisir, nous montrerions, en remontant dans l'histoire d'Ecosse, combien elle est fertile en crimes de cette sorte chez une aristocratie coutumière du fait.

Après le complot, on prétend prouver la complicité de Marie Stuart par l'impunité des coupables. Mais outre la raison que nous avons donnée plus haut que les coupables étaient les hommes tenant toutes les hautes positions de l'État, reportons-nous encore à ce qui suivit la mort de Riccio. Certes jamais personne ne s'est avisé de prétendre que Marie ne fût pas de

¹ M. Froude emprunte ces lignes à Buchanan, et nomme son auteur. C'est la seule fois.

bonne foi dans la recherche des assassins ; ajoutez que Darnley, réconcilié avec elle, semblait vouloir racheter son propre crime à force d'ardeur à poursuivre ses complices de la veille. Pourtant on ne mit la main sur aucun personnage de quelque importance ; et nous avons vu plus haut que le 8 juin 1566, trois mois après le meurtre, le roi et la reine s'en plaignaient hautement au Conseil privé. Marie ne connut les détails que par les aveux volontaires des assassins, lorsqu'ils cherchaient, après leur pardon, à ruiner le roi dans son esprit.

On lui reproche sa confiance dans Bothwell. Pourquoi s'en serait-elle défiée ? Serviteur inviolablement dévoué de la royauté, il n'avait jamais eu de querelle avec Darnley ; et ce prince, si susceptible en fait de jalousie politique, ne s'était jamais attaqué à lui. Quand on prononça le nom du comte, comme du principal chef de l'exécution, elle put, elle dut croire fermement que ses ennemis le calomniaient. Avec beaucoup de qualités belles et bonnes, elle avait le défaut, très-grave sur le trône, d'être trop abandonnée dans sa confiance. Murray le savait, lui qui en abusa si cruellement.

Abattue par la douleur et l'épouvante, elle abdiqua en quelque sorte entre les mains de ceux sur la loyauté desquels le passé lui donnait de justes motifs de compter, en même temps qu'elle appelait autour d'elle toute sa noblesse.

Mais ce qui dut la rendre plus incrédule encore sur la culpabilité de Bothwell, ce fut la manière dont l'accusation se produisit.

En réponse à la proclamation du Conseil privé du 12 février, deux placards, affichés de nuit le 16 et le 19, à la porte du Tolbooth, dénoncèrent : le premier, Bothwell, James Balfour, David Chambers, Black John Spence, la reine et les sortilèges de lady Buccleuch ; le second, le seigneur Francis (maître d'hôtel de la reine), Bastien et Joseph Riccio, frère de David. La reine, outre son innocence, pouvait à bon droit hausser les épaules qu'on la soumit aux sortilèges d'une de ses dames. Maint grand personnage du xvi^e siècle croyait aux sorcières ; rien de pareil dans la volumineuse correspondance de Marie Stuart. N'est-il pas curieux que des écrivains d'aujourd'hui lui reprochent d'un ton doctoral, de n'avoir pas accordé une foi immédiate et aveugle à une pasquinade de cette espèce ? Quant aux noms du second placard, comment les prendre au sérieux, quand la noce de Bastien avait rempli de sa joie, à Holyrood,

la nuit que d'autres rendirent si désastreuse à Kirk-of-Field ? Et ce qui achève de justifier l'incrédulité de la reine, c'est qu'à l'exception de Bothwell et de Balfour, pas un des autres ne fut impliqué ensuite dans le complot par la faction victorieuse ¹. Pourtant, si peu digne de considération que fût le premier placard, le jour même une proclamation royale invita l'auteur à se faire connaître, sous toutes les garanties promises. Il ne sortit pas de l'ombre dont il s'était enveloppé, et les placards continuèrent. On sut plus tard qu'ils étaient l'œuvre d'un certain James Murray, employé dans la maison de la reine. C'est là ce qu'on appelle à bon marché le cri de la conscience publique. Quand le Conseil ordonna des poursuites contre lui, avec défense aux patrons des navires de l'emmener hors d'Ecosse ², on ne le trouva pas plus qu'on n'avait trouvé les assassins de Riccio. Les mêmes protecteurs le cachèrent, puis, le temps venu, le récompensèrent. Il leur rendit le service d'éveiller les soupçons contre la reine, elle qui jusque-là n'avait été forte que par sa popularité.

Après avoir eu la pensée d'observer pour Darnley le même cérémonial de deuil qu'à la mort de son premier époux, c'est-à-dire de rester quarante jours dans sa chambre, tendue de noir, éclairée aux bougies et close hermétiquement, elle dut céder aux représentations de ses médecins et du Conseil. Le 16 février, elle se transporta dans la maison de lord Seton, à huit milles à l'est d'Edimbourg, au bord du golfe du Forth.

M. Froude et M. Burton découvrent, d'après Buchanan et le *Journal* de Murray, qu'elle y passa son temps *gaiement*. Le second répète sans trop y croire, d'après ceux qu'il appelle avec un juste dédain les pourvoyeurs de nouvelles, cette historiette que la reine et Bothwell gagnèrent au tir un diner aux lords Seton et Huntly, et que ceux-ci s'acquittèrent de leur dette dans une partie de campagne. Pourquoi ne pas ajouter que Drury, quelque temps après avoir égayé de ce trait sa correspondance avec sa cour, avoua qu'on l'a trompé, et que la reine d'Ecosse n'a pas bougé de Seton ³.

M. Froude tire aussi grand parti contre Marie Stuart de ce

¹ Bastien, mis en jugement, fut acquitté avec honneur.

² Proclamation du Conseil privé, 14 mars 1568, signé des comtes d'Huntly, d'Argyle, de Murray, de Bothwell, de Caithness, etc. — Anderson, t. 1, p. 38.

³ Burton, t. IX, p. 355. Froude, t. IX, p. 10. Miss Strickland, t. V, p. 205.

qu'à l'étranger, en Angleterre et sur le continent, il ne manqua pas de gens pour croire qu'elle s'était vengée de son mari. Qu'à Paris ceux qui, cinq ans après, firent la Saint-Barthélemy; qu'à Madrid, une cour qui ne marchandait guère le meurtre religieux ou politique ne se soient pas effarouchés de l'idée que la reine d'Ecosse avait pris une revanche sur son mari : qu'est-ce que cela prouve, sinon l'immoralité générale du temps ? Pas un des serviteurs anglais de Darnley, rentrés alors dans leur patrie, ni des serviteurs de Marie qui se rendirent aussi en Angleterre, munis de lettres de recommandation de leur maîtresse pour Élisabeth, ne la mit en cause, quoique Drury et les autres officiers anglais de la frontière n'eussent rien négligé pour en tirer un langage accusateur. La comtesse de Lennox, tenue prisonnière à la Tour de Londres, depuis le mariage de son fils, et remise en liberté à la funèbre nouvelle, demanda hautement justice contre sa belle-fille, jusqu'au moment où, éclairée sur la vérité, elle n'eut plus qu'affection et dévouement pour celle qu'elle avait méconnue.

Robert Melville, envoyé par Marie Stuart auprès d'Élisabeth (19 février 1567), dit à l'ambassadeur d'Espagne que sa souveraine était innocente; mais il s'embarrassa quand celui-ci le serra de plus près². Il faudrait en savoir plus long sur cette conversation. Si Melville était réellement fidèle à Marie, il pouvait en effet ignorer les circonstances du complot et de l'exécution; et si, infidèle, il représentait Murray beaucoup plus que la reine, comme il fit toujours, on comprend qu'il hésitât à la défendre franchement.

Le comte de Moretta, ambassadeur extraordinaire du duc de Savoie en Ecosse, et le P. Edmond quittèrent Edimbourg précipitamment après la catastrophe, sans avoir pris le temps de l'approfondir. A leur passage à Londres, l'ambassadeur d'Espagne questionna Moretta; celui-ci se tint sur la réserve

¹ En supposant que M. Froude ait extrait plus fidèlement les sources espagnoles que les sources britanniques. M. Froude, qui sait si bien son Buchanan, n'a pas vu dans la *Detectio*, ni dans l'histoire d'Ecosse du même, que le bruit courut aussitôt en Angleterre que Murray, Morton et leurs amis, étaient les assassins. A plus forte raison, ne l'a-t-il pas vu dans Camden (t. I, p. 110), qu'il ne fréquente pas.

² Froude, t. IX, p. 18.

et ne se prononça ni pour ni contre l'innocence de la reine ¹. Mais à Paris, leurs idées rassises, Moretta et le P. Edmond parlèrent au nonce du pape, l'évêque de Mondovi; et celui-ci le redit au grand-duc de Toscane ².

« Hier, écrit-il, arriva ici, le P. Edmond en compagnie de M. de Moretta; et par eux, l'on peut comprendre pleinement l'état des choses en Ecosse. Elles sont troublées à présent par la mort du roi, de manière à faire craindre un très-grand soulèvement, parce que les comtes de Murray, d'Athol, de Morton et autres seigneurs se sont mis avec le comte de Lennox, père du roi, sous prétexte de venger sa mort. Les comtes de Bothwell, d'Huntly et beaucoup d'autres grands personnages se groupent autour de la reine pour le même objet; mais chaque parti est en soupçon de l'autre. Déjà le comte de Murray, appelé par sa Majesté, n'a pas voulu venir; d'où l'on juge, comme je l'ai écrit en dernier à votre Seigneurie Illustrissime le 12 du présent, que visant à s'emparer du royaume, il veut se servir de cette occasion pour tuer le comte de Bothwell, homme vaillant, de beaucoup de crédit et tout à fait dans la confiance de la reine; par là, dresser plus facilement ses embûches contre la vie de Sa Majesté, d'autant qu'il peut espérer de la lâcheté du comte de Lennox, que celui-ci lui cède et abandonne le gouvernement du prince (le fils de Marie Stuart) et conséquemment de tout le royaume. S'il l'obtenait, ce qu'à Dieu ne plaise, il pourrait parvenir aux fins criminelles qu'il s'est proposées; et dans cette affaire, l'appui de l'Angleterre ne lui manquerait pas. Celle-ci, par la crainte qu'elle a du susdit prince, en qualité d'héritier légitime des deux royaumes, ne cessera pas de favoriser le comte de Murray, qui est dans sa dépendance et lié à elle par les obligations et la religion. »

L'évêque ajoute que lord Erskine (comte de Mar), gardien des châteaux d'Edimbourg et de Stirling et oncle de Murray, trahira certainement la reine au profit de son neveu. Il exprime ensuite le regret assez véhément que Marie Stuart ait refusé d'entrer dans la grande ligue catholique contre le protestantisme. Elle y aurait trouvé, dit-il, tous les secours nécessaires; et maintenant elle serait maîtresse absolue dans son royaume et en état d'y rétablir la foi catholique. Mais elle ne voulut jamais y entendre; et plaise à Dieu que cela ne tourne pas à sa ruine totale et à celle du royaume !

¹ Froude, t. VIII, p. 371, d'après une dépêche de Silva à Philippe II, 1^{er} mars 1567.

² Paris, 16 mars 1567. Labanoff, t. VII, p. 105. Lettre en italien.

Ainsi, nulle imputation contre les mœurs de Marie Stuart, ou quant au crime de Kirk-of-Field. Bothwell est uniquement le sujet fidèle et sûr. Si Moretta et le P. Edmond avaient cru la reine coupable, ne l'auraient-ils pas au moins laissé entendre ?

Ils ne connaissent pas le *bond* caché de Craigmillar ; et ils se trompent en supposant que l'adhésion de Marie à la ligue catholique eût restauré instantanément le catholicisme en Ecosse ; mais comme ils lisent dans le cœur de Murray, de Lennox et de Morton ! avec quelle sûreté de vues ils jugent le présent et augurent l'avenir !

Voyez plutôt les sources anglaises. Dès le mois de février, elles nous montrent les comtes de Murray, de Morton, d'Athol et de Caithness, les lords Oglebie, Glamis, Lindsay et d'autres, réunis en conciliabule à Dunkeld, manoir de Morton ¹. A quelle intention ? Cecil, en ajoutant à cette liste les noms de Lennox et d'Argyle, informe Norris, ambassadeur anglais en France, que « ces seigneurs comptent être à Edimbourg sous très-peu de temps, *à ce qu'ils prétendent*, pour découvrir le coupable ². » Ne voit-on pas où est la suspicion, et ce que Cecil pense de Murray, d'Argyle et de Morton ? Evidemment ils délibèrent, et s'entendent sur la suite de leurs trames.

XXIV.

Lennox mettant la main dans la main des assassins de son fils ! Il ne savait pas quelle révoltante alliance il contractait ; soit. Mais comment oubliait-il si aisément les menaces de mort, les entreprises homicides, parties toujours de ce côté-là, contre lui et les siens ? Loin d'être reconnaissant envers sa souveraine de la grandeur qu'elle avait rendue à sa maison, il avait, en 1566, tenté de lui ôter le trône et la vie, pour transporter la couronne à sa propre lignée. En juillet 1567, il tentera de faire passer à son second fils le titre d'héritier présomptif, en excluant les Hamiltons, inscrits les premiers par

¹ Drury à Cecil ; Berwick, 28 février 1567. — Tytler, t. V, p. 515.

² Mars 1567. Chalmers, t. III, p. 242, note *γ*.

les votes du parlement ¹. L'ambition lui obscurcit la vue, et le mène dans le camp des assassins.

Mais, dit M. Froude, il était convaincu du crime de Marie Stuart. Il devait avoir eu connaissance des inquiétudes de son fils, au sujet de sa relégation à Kirk-of-Field; et il n'avait pas dû se tromper sur la nature de sa maladie à Glasgow ². — Or il est prouvé que Marie avait fait préparer Craigmillar pour y établir son mari, et que l'on alla à Kirk-of-Field parce qu'il n'en voulut pas. Quant à la maladie, M. Froude veut le poison, alors que les témoins du moment n'ont parlé que de la petite vérole. Pourquoi ne tire-t-il pas du précieux Buchanan ce trait du séjour de Darnley à Kirk-of-Field, que Marie le surprit comme il fermait une lettre destinée à son père? Il la lui tendit; elle y lut le chaleureux éloge de sa tendresse et la confiance dans l'avenir.

Une correspondance, que l'on travestit, s'engagea entre le beau-père et la veuve. Les premières lettres malheureusement sont perdues ³. M. Burton, sans tenir compte du *Journal* de Murray et des correspondances anglaises, dont il résulte que Marie Stuart prit l'initiative, l'attribue au comte. Par lui, la voix de la justice secoue la torpeur volontaire du crime hypocrite. Lennox commence-t-il (20 février) par des remerciements à Marie pour la lettre *très-gracieuse et très-consolante* qu'elle vient de lui envoyer, M. Froude se borne à dire qu'elle lui avait écrit *civilement* ⁴. Le comte demande qu'elle convoque toute la noblesse et les États du royaume. Lui répond-elle dès le lendemain (21), sur un ton affectueux, que déjà elle a (le 17 février) convoqué un parlement, M. Froude dit qu'elle répondit *tranquillement* ⁵. Alors Lennox réplique (26 février) que ce n'est pas l'affaire d'un parlement; que cela causerait du retard, qu'il faut poursuivre l'instruction en toute hâte,

¹ Lettre de Nicolas Throckmorton à Elisabeth. Edimbourg, 19 juillet 1567. Keith, p. 423.

² T. IX, p. 13.

³ Savoir, 1° une lettre de Marie au comte, le 11 février au plus tard; 2° une réponse du comte; 3° une seconde lettre de Marie, à laquelle il répond le 20 février 1567. Celle-ci, la quatrième en fait, est la première de celles que l'on a conservées. Quatre lettres échangées du 11 au 20 février : n'est-ce pas pousser loin l'exigence, que de trouver Marie Stuart négligente? — Cette correspondance est dans Anderson, t. II, p. 40-49, et dans Keith, p. 369-373.

⁴ *Civilly*. T. IX, p. 13.

⁵ *Calmly*. T. IX, p. 13.

convoquer sans délai la noblesse, et se saisir des personnes désignées dans les placards, sauf à les remettre en liberté si les auteurs des placards ne comparaissent pas pour soutenir leur dire ¹.

M. Froude et M. Burton accusent la reine d'avoir fait semblant de croire que Lennox requerrait un parlement, tandis que c'était seulement une assemblée des principaux du royaume. Mais quand il réclame toute la noblesse et les États du royaume ², où serait le crime de penser qu'il veut dire un parlement ?

Toutefois, en répondant le 1^{er} mars, la reine explique à son beau-père qu'il s'est mépris sur sa pensée ; qu'elle n'a pas l'intention de faire du procès l'affaire du Parlement. Quant aux placards, sans lui faire sentir qu'elle ne peut pas agir d'après des dénonciations dirigées contre elle-même et contre la sorcière Buccleuch, elle le prie seulement de lui désigner les noms suspects.

Lennox, jusque-là si pressé, cesse tout à coup de l'être. C'est qu'il entre en amitié avec les assassins de son fils, autres que Bothwell. Toutefois Marie Stuart, dit M. Froude, ne devait pas s'en tirer si facilement : « Marie Stuart et ses actes avaient une importance exceptionnelle, bien au delà des limites de son propre royaume. Les Huguenots se maintiendraient-ils en France ? Les Pays-Bas sauveraient-ils leurs libertés dans la lutte qui allait s'ouvrir avec l'Espagne ? Le pape et les catholiques réussiraient-ils ou succomberaient-ils dans le grand effort qu'ils préparaient pour fouler sous leurs pieds la Réformation ? La solution de ces vastes problèmes dépendait de cette question : l'Angleterre serait-elle catholique ou protestante ? et si l'Angleterre devait ou non être pour cette génération ou pour ce siècle catholique ou protestante, cela dépendait de cette autre question : Marie Stuart devait-elle, oui ou non, être considérée comme l'héritière présomptive de la couronne d'Elisabeth ³ ? » Il y a du vrai dans cette appréciation. Mais à y regarder de près, M. Froude abuse de l'enchaînement logique des faits. Marie

¹ M. Burton, t. IV, p. 358, dit que cette lettre est d'un homme irrité qu'on se moque de lui. Si nous la reproduisons, on verrait que M. Burton met beaucoup du sien dans cette appréciation.

² *The haill Nobilitie and Estatis of our Majesties Realme*. Keith, p. 370.

³ T. IX, p. 14-15.

eût-elle été considérée comme l'héritière de sa cousine, celle-ci en eût été troublée comme d'un cauchemar; cependant elle aurait probablement continué de régner et d'être protestante. M. Froude aime ces déductions; c'est un peu comme les raisonnements tant à la mode dans la scolastique, les fameux *sorites* de l'Ecole.

Au milieu du concert d'accusations qui s'élevait de tous côtés contre Marie Stuart, — c'est M. Froude qui le garantit, — une seule personne demeurerait incrédule, jalouse qu'elle était de l'honneur d'une princesse souveraine ¹. Le lecteur n'a-t-il pas nommé Elisabeth? On la connaîtrait mal, ainsi que l'honnête Cecil, si l'on imaginait que leur pensée fût autre que de se « servir de l'occasion pour terminer les désordres d'Ecosse, et sauver Marie Stuart elle-même des périls où l'englobaient son apathie et sa folie. »

Ce moyen merveilleux consistait, entre autres, à convertir les Ecosseis de leur calvinisme au protestantisme anglican. Sir Henri Killigrew fut chargé à la fois de porter à Marie Stuart une lettre de condoléances d'Elisabeth, et de sonder l'opinion de l'autre côté de la Tweed. Il reconnut au premier coup d'œil que c'était un rêve. — Voilà pourquoi Cecil ne put pas sauver la reine d'Ecosse.

Cette princesse, rappelée à la décence (à ces mots on reconnaît M. Froude) par la nouvelle d'une visite, courut à Edimbourg. Elle reçut Killigrew, le 8 mars, au château. L'envoyé la trouva très-affligée et reconnaissante du message de sa cousine. Ceci suggère à M. Froude des expressions un peu vives. Killigrew, dit-il, « fut reçu à dîner par la *clique* ² qui formait la cour de la reine, à Seton. » M. Froude ne s'aperçoit pas qu'il frappe sur son ami le plus pur. Ce fut Murray, revenu tout exprès de ses domaines, qui régala l'étranger : il fit asseoir près

¹ T. IX, p. 20-21.

² « He was entertained at dinner by the *clique* who had attended her to Seton. » — T. IX, p. 24.

M. Froude place l'audience de Killigrew à Holyrood, quoiqu'elle ait eu lieu au château d'Edimbourg. Précédemment (t. VIII, p. 366), en traduisant du français en anglais les confessions de Paris, il parle d'un frère naturel de Marie Stuart, abbé de Saint-Cross, sans s'apercevoir que Sainte-Croix, dans les dépositions, est la traduction française d'Holyrood; et qu'en le dénommant *Abbot of St-Cross*, il a créé une abbaye imaginaire.

de lui au banquet Huntly, Argyle, Maitland de Lethington..., et qui encore? Bothwell¹; oui, Bothwell lui-même.

Mieux que personne, il savait le crime de cet homme; et en dépit des placards, il le couvrait de son patronage, devant le public, devant la reine, dont cette démonstration insidieuse entretenait l'erreur et la confiance. Le lendemain, elle reprit le chemin de Seton. Buchanan et sa cabale veulent qu'elle y ait recommencé ses joyeux ébats avec Bothwell. Mais que disent les correspondants anglais? « Elle est constamment triste ou malade; surtout cette semaine: mardi et mercredi, elle s'évanouit plusieurs fois. Elle s'affaiblit beaucoup. Dimanche dernier², plusieurs personnes en furent témoins; car il y eut une messe de *Requiem* pour le repos de l'âme du roi³. » Cinq jours après, le vendredi saint, à la nuit, elle vint avec deux dames seulement, dans la chapelle d'Holyrood, et y demeura en prières de onze heures du soir à trois heures du matin⁴. Autre souci, sa disette d'argent était extrême. Dans le même temps, elle s'imposait volontairement le douloureux sacrifice de se séparer de son enfant, âgé de neuf mois; elle le confiait à un protestant, oncle de Murray, le comte de Mar, fils du fidèle lord gardien qui avait veillé sur elle, à ses premières années; et l'envoyait (19-20 mars 1567) dans la forteresse de Stirling, qui jadis l'avait abritée elle-même. Il ne fallait pas moins que la sollicitude maternelle pour ranimer un instant son énergie. Peut-être avait-elle déjà reçu par l'archevêque de Glasgow un second avis de l'ambassadeur d'Espagne en France. Comme précédemment et par la même voie, il avait connaissance, disait-il, d'une autre grave entreprise formée contre elle; mais au conseil de se tenir sur ses gardes, il n'ajoutait aucune indication propre à l'éclairer⁵. N'y avait-il pas dans l'annonce si

¹ Lettre de Killigrew à Cecil, Edimbourg, 8 mars 1567; dans Chalmers, t. I, p. 324.

² Le 23 mars, Pâques tombant cette année-là le 30 mars.

³ Drury à Cecil, 29 mars 1567; miss Strickland, t. V, p. 228-229.

⁴ *Id.*, *ibid.*

⁵ Lettre de l'archevêque de Glasgow à Marie Stuart, Paris, 11 mars 1567. Stevenson's *Illustrations*, p. 175. Ces allures étranges s'expliqueraient par le goût caractéristique de Philippe II pour le secret, et peut-être par de l'humeur contre la reine d'Ecosse, à cause de son refus d'entrer dans la ligue catholique. Nous avons vu plus haut, par la lettre peu satisfaite du nonce, que l'on croyait sérieusement qu'il n'avait tenu qu'à elle, par sa simple adhésion, de relever le catholicisme en Ecosse.

mystérieuse d'un péril à la réalité duquel elle n'avait que trop de raisons de croire, de quoi l'achever parmi cette nuit épaisse des complots, et la livrer terrifiée et abattue aux traîtres dont elle était entourée sans le savoir? Nous pensons qu'il faut tenir grand compte de ces circonstances, si l'on veut juger sainement la conduite de Marie Stuart après la mort de Darnley.

M. Froude ne croit pas à propos de raconter que la reine mit son fils en sûreté à Stirling, sous la garde des parents du comte de Murray. Car alors, pourrait-il s'apitoyer sur les dangers auxquels allait être exposée la vie de l'enfant qu'une mère sans entrailles voulait livrer à la discrétion de l'assassin de son père ¹?

Pendant ce temps, Lennox, invité par la reine (lettre du 1^{er} mars 1567) à désigner les personnes suspectes dont il demandait la mise en jugement, écrivit d'abord, le 9 mars, par Killigrew, à Elisabeth et à Cecil, pour les prier de l'aider à venger le meurtre de son fils; et le 17 seulement, il répondit à sa bru en lui dénonçant Bothwell, James Balfour, les vrais, mais non pas les seuls coupables; plus cinq autres personnes (David Chalmers, John Spence, Bastien, Jean de Bourdeaux, Joseph Riccio), contre lesquels, nous l'avons dit déjà, on ne trouva jamais aucun indice ². Marie lui donna satisfaction. Elle l'informa (23 mars) qu'elle avait convoqué pour la semaine suivante son conseil et sa noblesse; qu'elle mettrait en jugement les personnes accusées par lui. Elle l'invitait à venir assister au procès, et à dire tout ce qu'il savait.

Le lendemain (24 mars), Bothwell, en plein conseil, demanda à être mis en jugement, puisqu'on mêlait son nom à cette odieuse accusation, et offrit de garder prison jusque-là. Quatre jours après, le procès fut fixé au 12 avril suivant.

¹ T. IX, p. 32. — Plus bas (p. 54), M. Froude parle incidemment du comte de Mar, qui ne pouvait pas, dit-il, songer à s'éloigner d'Ecosse, parce qu'il avait la garde de l'enfant royal à Stirling. Comment, par qui, depuis quand l'avait-il? Questions oiseuses apparemment, sur lesquelles l'historien ne s'arrête pas.

² Cette lettre existe en original, comme le reste de cette correspondance, à la Bibliothèque Cottonienne (*British-Museum*). Buchanan l'a reproduite dans la *Detectio*, mais en supprimant les remerciements et les sollicitations de Lennox à Marie pour la garde du comté de Lennox; et en ajoutant, soit des phrases amères, inspirées par l'indignation paternelle, soit des objurgations pieuses pour décider sa bru à faire son devoir. Keith donne les deux lettres (p. 372-373). C'est ainsi qu'après coup l'on a faussé les textes.

XXV.

Où Bothwell puisait-il tant d'assurance? Cela est bien simple : dans le *bond* de Craigmillar. A ce moment-là même, il apaisait les inquiétudes de son parent et complice le laird d'Ormiston, en lui montrant les signatures imposantes mises au bas de cette pièce. Murray s'était abstenu de signer : mais ne venait-il pas, le 8 mars, d'inviter le comte à sa table ?

Seulement, Bothwell ne savait que la moitié des choses. Il ignorait que, dans le complot général dont il était le chef le plus en vue, et dont il allait devenir le bouc émissaire, se cachait un autre complot, le vrai celui-là, ayant pour but de concentrer sur lui seul, au moyen des placards et des cris nocturnes, la responsabilité et l'odieux de l'assassinat, de compromettre avec son nom celui de la reine, pour la décrier peu à peu, enfin de le conduire jusqu'au trône par un mariage avec la souveraine ; alors ses complices, transformés subitement en vengeurs de l'orphelin, se promettaient de renverser du même coup et la reine et leur aveugle instrument. Ils arrivaient ainsi à une longue régence du comte de Murray, c'est-à-dire à la pleine victoire de l'aristocratie sur la royauté : telles furent certainement les vues que l'on combina au conciliabule de Dunkeld vers la fin de février, et qui s'exécutèrent en moins de quatre mois.

Telle n'est pas, on peut le croire, l'explication de M. Froude sur la rupture des grands avec Bothwell. La sienne est originale. Il admet (comment ne pas l'admettre ?) le *bond* d'assassinat dressé à Craigmillar. Mais, dit-il, *il semble également certain* que les relations de la reine et de Bothwell étaient encore le secret de l'un et de l'autre. Si l'on voulait se défaire de Darnley, c'était à cette seule fin d'ouvrir la voie à quelque grande alliance de France ou d'Espagne, et non pas *certainement* pour que la place fût prise par un bandit des frontières, le plus fatal des obstacles sur le chemin où l'ambition écossaise voulait voir la reine s'élever. Les nobles ne connurent pas non plus à l'avance le moyen adopté pour effectuer le meurtre.

Car si Maitland s'en était mêlé, on aurait recouru au poison, déjà essayé vainement à Stirling ¹, ou bien à une querelle, ou à toute autre invention qui, laissant peut-être conjecturer le crime, n'aurait pas permis d'en administrer la preuve. Alors Elisabeth, toujours fort irritée contre les Lennox, n'y aurait pas regardé d'un œil trop curieux; et Marie Stuart, libre de choisir un autre époux, aurait été en mesure de réclamer à nouveau sa place dans la succession d'Angleterre. Mais Bothwell prit sur lui la conduite de l'affaire, et s'en acquitta si maladroitement qu'il épouvanta toute l'Europe. Les nobles, liés par leurs signatures, n'eurent plus qu'à se tenir tranquilles, en attendant ce qui s'ensuivrait. « Mais il est aisé de comprendre avec quelle irritation ils durent regarder cet intrus imbécile qui avait brouillé le jeu, surtout en n'apercevant dans le moment aucun moyen de réparer leur faute. Il est aisé de comprendre quel fut leur violent dégoût, quand ils commencèrent à trouver qu'en définitive ils avaient été les dupes de Bothwell, qu'il s'était servi d'eux comme du marchepied de ses plaisirs et de son ambition ². »

Nous avons donné plus d'un spécimen des systèmes historiques de M. Froude. Mais celui-ci est l'un des plus curieux. Ainsi, il *semble certain* que l'intrigue amoureuse de la reine et de son amant était encore un mystère. Mais que disiez-vous donc, tout le long de l'an 1566, quand, à la suite de Buchanan, vous dépensiez tant d'indignation contre les publics déportements du couple? Autre merveille : si l'on tue Darnley, c'est par tendresse pour sa femme, afin qu'elle épouse quelque grand prince de France ou d'Espagne. Voyez-vous ces lords, calvinistes forcenés, préparant à leur bien-aimée reine, qu'ils ont déjà failli assassiner pour cause de catholicisme, un mariage ultra-catholique! Il n'y a pas dans l'histoire, *il est aisé de le comprendre*, la moindre trace, quelle qu'elle soit, d'un plan si extraordinaire; il appartient tout entier à M. Froude. Comment supposer encore que des hommes conspirent la mort d'un roi, et qu'ils ne s'inquiètent seulement pas des voies et moyens, surtout quand l'exécution, si elle est scandaleuse, ruinera infailliblement leurs desseins ultérieurs? Puis furieux

¹ M. Froude tient ferme à lire *poison* là où tous les témoins écrivirent *petite vérole*.

² T. IX, p. 28-29, 113.

contre le maladroit, tombé des nues au milieu d'eux, qui ne leur a pas tué la victime proprement, ils ont encore le déboire de découvrir qu'ils ont fait ses affaires, sans s'être jamais doutés de cette passion adultère, si bruyante chez les pamphlétaires. En vérité, qu'est-ce qu'on nous montre ici ? Les personnages réels du drame de l'histoire, ou bien les marionnettes d'un théâtre enfantin ?

Murray, toujours absent à l'heure des crises, partit pour l'Angleterre et la France le 9 avril, trois jours avant le procès de Bothwell, malgré les efforts de sa sœur pour le retenir. Que voulez-vous ? sa vie était en danger : Bothwell voulait le tuer. C'est du moins ce qu'il dit le 19 avril à Silva, l'ambassadeur de Philippe II à Londres. De même déjà en 1565, quand il avait comploté le meurtre de Lennox et de Darnley, l'enlèvement de la reine et son emprisonnement à Lochleven, il avait accusé bien haut de projets homicides, Darnley, qui n'y pensait pas. Son entretien avec l'ambassadeur espagnol est un chef-d'œuvre d'artifice sur sa résolution de ne pas rentrer en Écosse que la reine n'ait fait justice des assassins du roi ; combien il serait facile de les découvrir, pour peu que l'on s'en donnât la peine, laissant voir, sans le nommer, que Bothwell est au fond de tout cela ; parlant aussi du divorce imminent de ce dernier avec sa femme, et de son mariage prochain avec la reine¹ ; bruits que les conjurés mettaient de bonne heure en circulation, à bon escient.

On reproche à Marie Stuart de n'avoir pas laissé, entre la citation de Bothwell et le jugement, l'espace de quarante jours prescrit par les lois. Mais on perd de vue que, depuis longtemps, la coutume du délai de quinze jours avait prévalu, et que d'ailleurs le long délai avait été institué dans l'intérêt du défendeur. Ensuite, en admettant que l'on dérogeât à la coutume, n'était-ce pas pour complaire à Lennox, qui avait repoussé l'idée d'un parlement à cause de ses retards et de ses longueurs, et réclamé « toute célérité et diligence² ? » Quand la reine a fait droit à son désir, alors, la veille du procès, trop tard pour que sa lettre arrive en temps utile, il demande de

¹ Lettre de don Silva à Philippe II, Londres, 21 avril 1567. Froude, t. IX, p. 37-38.

² Lettre du 26 février 1567, à Marie Stuart ; mêmes instances le 17 mars.

Stirling un ajournement. Il se fait fort de ramasser ses preuves ¹. Qu'a-t-il donc fait depuis deux mois ? Nous le savons : il s'est allié aux assassins de son fils. Qu'il aille, après cela, chercher ses preuves.

On s'étonne aussi que la couronne n'ait pas pris la direction des poursuites, comme partie principale, et qu'elle en ait laissé l'office au comte de Lennox ². Il est probable pourtant qu'il y avait quelque raison. Car, dans sa lettre du 17 mars, le comte exprime, comme une chose allant de soit, qu'il incombe aux auteurs des placards de prouver leurs dénonciations ³. Sa lettre *in extremis* du 11 avril, et la protestation dont son serviteur Robert Cunningham vint donner lecture en son nom devant les juges, n'articulent ni n'insinuent aucun grief de cette espèce. D'un autre côté cependant, il faut avouer qu'il n'était pas déraisonnable au comte de trouver mauvais que Bothwell, accusé, demeurât libre et en faveur. Mais il faut songer qu'il s'agissait d'un serviteur fidèle jusque-là ; qu'au contraire, son accusateur le comte de Lennox n'avait mérité jamais que défiance ; que les placards, enveloppant dans leurs imputations la reine et les sorciers, ne pouvaient pas paraître à Marie Stuart autre chose que de méprisables calomnies ; qu'enfin malade de corps et d'âme, enlacée dans le nouveau complot dont l'Espagne, qui le révélait, ne soulevait pas le voile, et circonvenue par son Conseil, soutien juré de Bothwell, elle devait avoir foi dans l'innocence de celui-ci.

Le matin du jour du jugement, 12 avril 1567, arriva le prévôt de Berwick, porteur d'une lettre d'Elisabeth, qui, à la sollicitation de Lennox, demandait un ajournement. Déjà les gentils-hommes se rassemblaient pour escorter par honneur l'accusé ; ils se moquèrent de l'étranger, et personne ne voulut se charger de faire parvenir à la souveraine la lettre de la reine d'Angleterre. Un certain Hepburn lui dit que la reine était trop tourmentée de l'affaire du jour, qu'il fallait attendre le soir ; puis, s'emportant contre un Écossais qui servait de guide au prévôt, il le menaça de la potence pour avoir amené un de ces *coquins* d'Anglais. En ce moment sortaient du palais Bothwell

¹ Keith, p. 374-375.

² Froude, t. IX, p. 38-39. Burton, t. IV, p. 368.

³ Keith, p. 372.

et Lethington; ce dernier prit la lettre, rentra au palais, en compagnie de Bothwell; une demi-heure après, ils ressortirent, avec mine de n'y plus penser. Alors le prévôt perça la foule jusqu'à Lethington, dont la réponse railleuse fut que la reine n'était pas réveillée, et que l'on verrait après le jugement ¹.

On dit qu'en partant Bothwell tourna la tête vers une fenêtre où était la reine avec lady Lethington, et qu'elle fit une légère inclination en signe d'adieu ². Persuadée qu'elle était, de l'innocence du comte, elle ne craignait pas de lui témoigner quelque sympathie. Le cortège, composé de plusieurs milliers de gentilshommes, se mit en route pour le Tolbooth. Le comte de Lennox ne se présenta pas; mais deux de ses officiers, Thomas Crawford, que nous connaissons déjà, et Robert Cunningham, vinrent protester en son nom, et réclamer un délai de quarante jours. Personne ne soutenant l'accusation, Bothwell reçut du jury un verdict favorable.

Ce jugement, on a raison de le dire, est scandaleux. Mais il n'implique pas la culpabilité de Marie Stuart. Lethington, Morton ³, Argyle apportaient à Bothwell, l'appui déclaré de leur faction. Cette faction à elle seule, l'année précédente, avait joué et paralysé la justice royale. Maintenant accrue de Bothwell et de ses amis, elle se jouait de la reine. L'infortunée veuve, frappée tant de fois et affaissée, était tombée au-dessous

¹ Lettre de Drury à Cecil, Berwick, 15 avril 1567, d'après le rapport du prévôt. — Chalmers, t. III, p. 70-74. M. Froude (t. IX, p. 43-44) n'a pas pu se tenir d'orner le récit de traits piquants ou pittoresques. Le prévôt rapporte-t-il tout uniment que les lords s'assemblaient pour monter à cheval? M. Froude part de là : « Les portes s'ouvrirent; la cour et l'espace libre au-dessous des fenêtres se remplirent d'une foule impossible à traverser. Les cavaliers sanglaient leurs selles et ceignaient leurs sabres; la garde française fourbissait ses arquebuses, et les valets d'écurie menaient de côté et d'autre les montures des chevaliers. » Cela pourrait se continuer longtemps. L'officier anglais s'emporte sous les « insolences » de ces « mendiants » d'Ecosse; les substantifs et l'épithète sont entre guillemets, comme s'ils étaient extraits de l'original, où il n'y a rien de pareil, pas plus que sur la colère de l'anglais. Chose plus grave : c'est Bothwell qui, toujours chez M. Froude, prend la lettre, rentre au palais, et revient dire que la reine dort encore. Lethington disparaît entièrement.

² Tytler, t. V, p. 521.

³ M. Froude ne parle de Morton que pour dire qu'il refusa de faire partie du jury (t. IX, p. 45, note 3.) Ajoutez donc que Morton était venu à Edimbourg, et qu'avec Lethington il servit de parrain à Bothwell, tandis que leur ami, le comte d'Argyle, présidait les assises,

d'elle-même. — Est-ce à dire, comme ose l'écrire M. Froude, « que ses passions la ravalèrent au niveau de la brute ¹ ? »

Lennox, effrayé de l'acquittement du comte, et sans doute aussi de la collusion manifeste de ceux dont il s'était cru l'ami, les associés de Dunkeld, se retira d'Ecosse en Angleterre, le 17 avril.

XXVI.

Deux jours après le procès de Bothwell, c'est-à-dire le 14 avril 1567, s'ouvrit le parlement que Marie Stuart avait convoqué deux mois auparavant, « ou plutôt l'assemblée triée subrepticement qu'il plut à la reine d'appeler de ce nom ². » De quoi se composait-elle en effet, d'après l'historien ? Il compte l'archevêque de Saint-André et quatre autres prélats, six comtes parmi lesquels Bothwell et Argyle, six autres lords et un petit nombre de gens des communes ³. Vérifions pourtant : nous trouvons sur la liste authentique dix-neuf prélats et abbés, dix comtes (entre autres Morton, que M. Froude semble décidé à ne pas voir), seize lords et sept représentants des communes, en d'autres termes, un chiffre aussi considérable qu'à aucune autre époque ⁴. L'historien n'est pas plus fidèle sur les travaux de ce parlement. « Le prix du divorce, dit-il, fut payé à Huntly, les domaines des Gordons restitués ; tandis qu'en retour l'acquittement de Bothwell était confirmé et les assises de justice reconnues valables ⁵. »

Ceci demande quelques explications. Comme il entrait dans les plans des ennemis de Marie Stuart de la déshonorer en la mariant à Bothwell, ils avaient, dès le mois de mars, répandu le bruit de cette union, et par conséquent du divorce préalable du comte avec la sœur du comte d'Huntly, la catholique Jane Gordon, qu'il avait épousée le 22 février 1566, selon le rite protestant seulement. Obtenir le consentement de l'épouse à la dissolution du lien conjugal, ne suffisait pas ; l'acquiesce-

¹ T. IX, p. 44.

² Froude, t. IX, p. 51.

³ *Id.*, *ibid.*

⁴ La liste est dans Anderson, t. I, 2^e partie, p. 113-114.

⁵ T. IX, p. 51.

ment de son frère était nécessaire. Or, nous dit-on, la reine et Bothwell avaient à lui offrir un appât irrésistible : la restitution des domaines de sa famille, confisqués sur son père en 1563. A cette époque le comte de Murray, voulant ruiner tout ce qui ne subissait pas son empire, avait imputé faussement aux Gordons des projets de révolte, trompé Marie et, par les propres mains de celle-ci, renversé dans la poussière la plus grande famille catholique du Nord. Le comte d'Huntly son chef était mort à une échauffourée, qu'on avait décorée du nom de combat ; et les Gordons déchus de leurs dignités et de leurs biens, avaient laissé le comté de Murray et d'autres riches dépouilles entre les mains de leurs ennemis. Mais deux ans après, pendant l'été de 1565, lorsque Murray, après avoir échoué dans son projet d'assassiner les Lennox et d'emprisonner la reine, s'était révolté ouvertement, Marie avait remis en liberté George Gordon, fils du comte d'Huntly. Elle l'avait réhabilité officiellement (août 1565), lui avait rendu le comté d'Huntly (5 novembre), conféré la dignité de chancelier, (mars 1566) à la place de Morton, après l'assassinat de Riccio¹. Toutefois la confiscation des biens des Gordons ayant été prononcée en parlement, leur restauration, pour devenir définitive, avait besoin d'être légalisée en parlement² ; et elle devait l'être à celui-ci, le seul que Marie eût été à même de tenir depuis celui que le meurtre de Riccio avait dissous et dispersé. C'était donc la réparation d'une ancienne injustice (imputable tout entière à Murray), qu'il s'agissait d'achever, et non pas une affaire nouvelle à entamer. La promesse de la reine à Huntly datait de plus de vingt mois ; elle avait devancé de plus de six mois le mariage de Bothwell avec Jane Gordon. A plus forte raison était-elle étrangère au divorce. C'est encore un de ces faits qu'on a torturés ultérieurement, pour leur imposer un sens et une portée qu'ils n'ont pas. Il y a plus : Murray traita directement avec Huntly et, moyennant certaines conditions, lui promit ses bons offices (quoique absent) et ceux

¹ Keith, *passim*.

² Il résulte très-nettement d'une lettre de Drury à Cecil, du 16 février 1566, que dès cette date, il ne manquait plus que cette formalité à la pleine réhabilitation du comte d'Huntly. Reproduite dans Caird, *Append.*, n° VIII, p. 235.

de ses amis, pour obtenir un vote favorable du parlement ¹. Ce serait donc Murray qui, au moment de s'éloigner, donnerait les mains au mariage de la reine sa sœur avec Bothwell, et payerait à Huntly la prime du divorce. M. Froude ne nous le disait pas.

Encore moins donne-t-il à cette rémission des Gordons son caractère vrai, lorsqu'il travestit en une faveur toute spéciale à cette famille, une affaire immense qui intéressait le corps entier de l'aristocratie. Il s'agissait des aliénations du domaine royal. La noblesse d'Ecosse avait profité de l'affaiblissement de l'autorité de la couronne pour dépecer le domaine. Or la loi armait le prince, pendant les quatre années qui suivaient sa majorité, du droit de révoquer les aliénations faites durant sa minorité; et une autre loi, datant de 1455, lui interdisait, majeur ou non, de disposer des terres de la couronne sans l'autorisation du parlement ².

L'étonnement malveillant que Darnley, à peine arrivé en Ecosse, avait manifesté des immenses possessions de Murray, n'avait pas été l'une des moindres causes de la haine du comte et des grands : leurs intérêts identiques s'étaient coalisés contre lui. De même, l'intention prêtée, non sans motifs, à Marie Stuart de révoquer, en se prévalant de la loi, les aliénations qui l'avaient réduite à une pauvreté extrême, ne fut pas non plus une des moindres causes des implacables conjurations qui la poursuivirent. Au moment où nous sommes parvenus, les grands voulaient se mettre à couvert, d'abord par une loi de ratification, non pas limitée au seul Huntly, mais étendue à la noblesse tout entière ; ensuite, la garantie légale obtenue,

¹ S'il y eut dans l'intervalle entre la mort de Darnley et la réunion du parlement du 14 avril, des transactions relatives à cette affaire, elles se firent entre Huntly et Murray. Murray, par un *bond* du 8 avril 1567, la veille de son départ d'Ecosse, s'engagea à procurer de tout son pouvoir personnellement et avec d'autres, la remise de la forfaiture, à condition que le comte d'Huntly lui ferait abandon de certaines terres. Huntly, par un acte du 18 avril, veille du jour où le parlement vota la remise de la forfaiture, renonça à toute prétention sur le comté de Murray et les diverses seigneuries (enlevées à sa maison) dont le frère de la reine avait été investi précédemment, ainsi qu'à toute réclamation de bijoux et de meubles ayant appartenu à son père, et que le comte de Murray, John Wood (secrétaire du bâtard), John Stuart et ses autres serviteurs se seraient appropriés. De plus, il renouvela l'abandon des terres mentionnées au *bond* du 8 avril. Elles avaient été fixées par une sentence arbitrale de la reine. Laing, t. II, *Append.* n° VII, p. 98.

² Caird, p. 34, 49. — Ou bien le délai était de cinq ans après la majorité.

se préserver d'un revirement chez la souveraine en la détrônant.

Voilà comment l'acte voté le 19 avril 1567 confirma dans leurs terres et dignités non-seulement le comte d'Huntly, celui de Sutherland qui avait partagé sa disgrâce, et que d'ailleurs on déchargea pleinement du procès déclaré injuste qui les avait condamnés en 1563, mais encore les comtes de Mar, de Murray, d'Angus, de Morton, de Rothes, de Caithness, de Crawford, de Bothwell, lord Maitland de Lethington, etc...

Il faut voir avec quel luxe prodigieux d'avantages et de droits de toute espèce, sont conçues spécialement les ratifications pour les comtes d'Angus, de Murray et de Morton. Murray est hors de l'Ecosse ; mais il ne s'est pas éloigné sans avoir tracé le modèle parfait à suivre¹. Quoique absent, il est présent ; il est l'âme de tout ce monde ligué contre la royauté. Combien donc M. Froude est éloigné de la vérité, lorsqu'il réduit à de si minces proportions cette énorme victoire de la féodalité, qu'il tait absolument !

La session finit le samedi 19 avril. Le même soir, Bothwell donna le fameux souper de la taverne d'Anslie aux nobles, ses collègues du Parlement. Après de copieuses libations, prolongées avant dans la nuit, il annonça que la reine consentait à lui accorder sa main, et qu'elle souhaitait avoir l'approbation de sa noblesse. Il présenta un *bond*, où après avoir rappelé le procès qui lui avait été intenté calomnieusement et son acquittement, l'illustration de sa maison, ses services, les convives protestaient qu'ils prendraient fait et cause en sa faveur au péril de leurs biens et de leur vie, si quelque calomniateur l'accusait de nouveau ; ensuite, considérant que le bien du royaume s'opposait à ce que la reine demeurât dans la viduité, ils lui recommandaient pour époux le comte de Bothwell ; si quelqu'un osait s'opposer à ce mariage, ils le tiendraient pour leur ennemi commun ; et pour cet effet, ils

¹ *The acts of the parliament of Scotland*, t. II. Dans l'énorme in-folio, il n'y a pas moins de douze colonnes consacrées à Angus ; neuf à Murray ; sept à Morton. Ce sont les trois plus favorisés. On ne peut pas se figurer, sans avoir lu, le colossal entassement de précautions et d'exigences au service de ces ambitieux seigneurs. Le jour du vote, le 19 avril, le simulacre de parlement, selon M. Froude, comptait vingt et un évêques et abbés, douze comtes, douze lords, huit représentants des communes (Anderson, t. I, 2^e partie, p. 115).

emploieraient leur vie et leurs biens contre tout ce qui vit et ce qui meurt : avec cela, force serments et imprécations contre eux-mêmes, s'ils violaient leur parole ¹.

Les signataires de cette pièce honteuse s'excusèrent plus tard sur ce qu'ils avaient cédé à la peur, Bothwell ayant, dirent-ils, enveloppé la salle de deux cents arquebusiers. Mais, outre le peu de vraisemblance d'une telle audace de la part du comte, d'une telle lâcheté chez la première noblesse d'Ecosse, qui ne péchait point par ce vice, une lettre à Drury nous apprend que ces arquebusiers, la garde de la reine, alors à Seton, se mutinaient pour la solde, ce 20 avril même ². Il tombe sous le sens qu'avant de les mener à un pareil coup d'Etat, Bothwell leur aurait payé au moins l'arriéré. La vraie raison de la docilité des convives, c'est que le mariage du comte avec la reine était une partie essentielle de leurs plans.

L'acte original est perdu. A l'une des copies faites pour Cecil est jointe une liste de noms, dressée de mémoire par le secrétaire de Buchanan : Murray y figure en première ligne. Il est pourtant certain que Murray ne signa pas (il n'est pas probable qu'il eût signé d'avance), puisqu'il était alors à Londres.

Cette distraction ne laisse pas d'être instructive, — parce qu'elle montre avec quelle étourderie les documents se traitaient chez Buchanan, et de quelle robuste certitude les gens de Buchanan savaient que Murray était au fond de tout ceci. Le nom de Morton y est également, mais à bon droit. M. Froude serait heureux de sauver le vertueux lord de ce mauvais pas, et croit prouver *nettement*, grâce à une lettre de Drury, qu'il ne signa pas ³.

Mais quel témoin mieux informé que Morton lui-même ? Au moment d'expier sur l'échafaud, en 1581, sa complicité dans l'assassinat de Darnley, il dit sans ambages : « Après que le comte de Bothwell eut été acquitté par les assises, plusieurs

¹ Keith, p. 380-383.

² M. Froude (t. IX, p. 58), place arbitrairement cette émeute deux jours après la séparation du parlement, c'est-à-dire le 21, et à Holyrood. Si elle a lieu en cet endroit, donc à Edimbourg, il sera plus aisé d'admettre que Bothwell pût employer les arquebusiers à la taverne. Cela devient beaucoup plus malaisé, si l'on avoue qu'ils étaient à Seton.

³ T. IX, p. 53. Drury à Cecil, 27 avril 1567, dit que les lords signèrent à l'exécution de Morton et de Lethington. Tous deux se prétaient au mariage : mais ils refusèrent de se livrer à Bothwell par un engagement aussi étendu.

de la noblesse *et moi, nous signâmes un bond* avec le comte, que si quelqu'un venait à lui imputer le meurtre du roi, nous le soutiendrions dans l'affirmation contraire; et ensuite *je signai* le mariage de la reine avec le comte de Bothwell, ainsi que firent d'autres membres de la noblesse ¹. » N'est-ce pas dans cette bouche l'équivalent d'un aveu de leur complot?

Tandis qu'ils nouaient le drame en Ecosse avec tant d'audace, ils regardaient prudemment du côté de leurs patrons d'Angleterre. Ils chargèrent l'un des leurs, William Kirkaldy de Grange, pensionnaire émérite de Cecil, de tâter le pouls au gouvernement anglais ². Le 20 avril, au matin même du *bond* qu'il n'avait pas eu à signer, n'étant pas du parlement, Kirkaldy adressait à Bedford la dénonciation la plus venimeuse contre la reine : sur son infatuation pour Bothwell, son mariage imminent, le danger du jeune prince qu'elle voulait reprendre au comte de Mar, afin de le livrer au meurtrier du père; ses propos, qu'il lui serait indifférent de perdre la France, l'Angleterre et l'Ecosse pour conserver Bothwell, et qu'elle le suivrait jusqu'au bout du monde en jaquette blanche.

Irons-nous réfuter cette fureur de calomnies? Non. Le repentir de leur auteur, quelques années après, suffira.

Quand en 1569, Murray, voulant se débarrasser de Lethington et de James Balfour, les fit arrêter comme coupables de la mort du roi, Kirkaldy lui écrivit du château d'Edimbourg où il commandait, qu'il devait donc arrêter aussi Morton et Archibald Douglas ³. Puis il soutint de ses armes la cause de la reine, en même temps qu'il flagellait de ses vers « les pharisiens... qui avaient outragé, accusé leur reine, avec des mots cruels de serpents, de *tonsurés* et de rebelles, les hideux chiens d'enfer ⁴. » Enfin, en 1573, tombé au pouvoir de Morton, il paya de sa vie la fidélité inébranlable de ses dernières années à celle dont sa conscience lui reprochait la ruine imméritée.

¹ Laing, t. II. *Append.* n° XXXIV, p. 326. Morton ajouta qu'ils en avaient reçu l'ordre écrit de la reine. Cet ordre ne fut jamais produit par les lords. Cependant quelle preuve écrasante contre Marie Stuart! S'ils ne le montrèrent point, c'est qu'ils ne l'avaient pas.

² Froude, t. IX, p. 54.

³ Chalmers, t. III, p. 580.

⁴ Miss Strickland, t. VII, p. 187-188. Le mot *tonsurés* fait allusion à Buchanan et aux ministres presbytériens, qui avaient toujours fait de Marie Stuart une Jézabel.

XXVII.

Bothwell, muni du *bond* d'Anslie, se rendit à Seton, et sollicita la main de la reine. Elle refusa, et partit le lundi 21 avril (1567), pour visiter son fils à Stirling. Elle y arriva le 22. Cet enfant de dix mois, séparé de sa mère depuis le 20 mars, ne la reconnut pas, et cria beaucoup à l'aspect des vêtements de deuil et du mouvement extraordinaire qui se faisait autour de lui. La reine repartit le lendemain; une indisposition la retarda en route. Elle passa la nuit du 23 au 24 à Linlithgow, et le jeudi 24, continua vers Edimbourg. Huntly, James Melville, Maitland de Lethington, qui la menait au piège, des dames et quelques serviteurs, douze personnes en tout, l'accompagnaient. Déjà elle était arrivée aux ponts de Foulbriggs, hameau suburbain¹; encore un quart d'heure, elle était à Holyrood, lorsque Bothwell, sorti d'Edimbourg avec un millier d'hommes à cheval, lui dit qu'un grand danger la menaçait et qu'il allait la mettre en sûreté. Il l'emmena d'autorité à Dunbar. Elle était enlevée et prisonnière. L'aristocratie l'avait livrée au ravisseur.

Mais, disent Buchanan et ceux qui le répètent, la contrainte n'était qu'apparente. La reine, sentant que Bothwell ne pouvait pas prétendre ouvertement au mariage, ni elle-même s'y prêter spontanément si peu de temps après la mort de Darnley, imagina un enlèvement, qui le placerait dans la nécessité de couvrir par le mariage la violence de son complice.

Cette subtile explication est inadmissible après le *bond* d'Anslie. Est-ce que les membres du parlement, en déclarant que le bien public réclame que la reine fasse choix d'un nouvel époux, que nul n'en est plus digne que Bothwell, que non-seulement ils aideront à la célébration du mariage, mais qu'ils emploieront leurs biens et leur vie contre tout ce qui vit ou meurt, n'ont pas levé toute difficulté, dissipé tout scrupule? Quel roman extravagant aux deux

¹ L'acte du parlement, rédigé le 20 décembre 1567 par les lords contre Bothwell, désigne expressément cet endroit comme le théâtre de l'enlèvement. *Acta Parliamentorum*, t. III, p. 6.

amoureux de tourner le dos à la porte qu'on leur ouvre à deux battants, pour se jeter dans les sentiers perdus, parmi les ronces et les épines. Bothwell employa le rapt, parce que la persuasion ne lui réussit pas auprès de Marie Stuart, et qu'il se croyait sûr de l'aristocratie.

M. Froude admet, comme une chose allant de soi, que le but secret de Marie dans son voyage de Stirling, était de reprendre l'enfant au comte de Mar et de le livrer à Bothwell l'assassin ¹. Mais il omet de nous faire comprendre pourquoi Marie Stuart, étant déjà, dès le mois de mars précédent, la maîtresse de Bothwell, la complice de tous ses crimes, et consumée du désir de lui livrer toutes choses par un mariage, avait justement pris, le 19 mars, la précaution de mettre son fils sous la garde du comte de Mar, et derrière les murailles d'une des meilleures forteresses du royaume. M. Froude va jusqu'à dire qu'elle voulait donner Stirling au comte de Bothwell. Elles'est donc fait accompagner d'une troupe imposante? — Eh! non : quelques dames, soutenues, il est vrai, de Lethington, de James Melville et d'Huntly. M. Froude s'aperçoit que c'est trop peu ; et en général habile, il la renforce « de sa garde ordinaire, » que personne que lui n'a vue aux côtés de la reine, dans cette occurrence. « Ne se trouvant pas, continue-t-il, en mesure d'emmener son fils avec elle, comme elle y avait compté, elle le recommanda sans grande nécessité aux soins du comte, dont l'affaire essentielle était de le protéger contre sa mère ². » Il met, avec Buchanan, l'enlèvement à Almond-Bridge ³, sans s'inquiéter du témoignage authentique et incontestable des registres du parlement. Cet Almond-Bridge, situé

¹ T. IX, p. 58.

² T. IX, p. 63. Nous pourrions opposer à cette phrase, gratuitement odieuse, une très-belle lettre de Marie Stuart au comte de Mar, Bolton (en Angleterre) 17 décembre 1568, où elle rappelle au comte les promesses qu'il lui fit en 1567 et lui renouvela par lettres de veiller à la sûreté de son fils (Labanoff, t. II, p. 255). Les lecteurs de la *Revue* n'auront peut-être pas oublié que nous avons traité précédemment cette question de Marie Stuart et son fils.

³ Après 1567, les ennemis de Marie Stuart jugèrent à propos de transporter le théâtre de l'événement presque sous les murs de Linlithgow, de faire passer à Bothwell la nuit du 23 au 24 dans un campement tout près de cette ville, tandis que Marie passa, en effet, la même nuit à Linlithgow. De cette manière on peut plus facilement les dépeindre en collusion pour le lendemain. En réalité Bothwell était à Edimbourg, et arrêta la reine à moins d'un mille de cette capitale, à Foulbriggs. D'Edimbourg à Linlithgow, on compte au moins quatorze milles.

à treize milles au moins à l'ouest d'Edimbourg, il le place à deux milles, de sa propre autorité. Au moment où Bothwell se saisit de la reine, *la garde* veut la défendre; mais « avec un sang-froid singulier, » elle dit aux siens qu'elle ne veut pas d'effusion de sang, qu'ils sont en trop petit nombre; que, plutôt qu'un seul d'entre eux perde la vie, elle aimerait mieux aller partout où Bothwell voudrait ¹. Si l'on priait l'auteur d'indiquer la source, il ne pourrait que montrer du doigt le siège de la faculté imaginative. Lui et M. Burton attachent une grande signification contre Marie Stuart, à ce fait qu'entre son départ pour Stirling et son retour, avis fut donné en Angleterre de ce qui se préparait; et ils demandent comment elle pouvait ignorer un projet ainsi ébruité ². Cela veut dire que les meneurs de l'aristocratie avertirent Drury, par exemple, comme ils avaient informé leurs amis d'Angleterre de tout ce qui s'était machiné jusque-là. Des confidences de cette nature ne s'appellent pas ébruiter un secret. Qu'alors aussi on dise qu'il est étrange que Marie Stuart n'ait rien su du complot contre Riccio; car ce complot s'ébruita de même façon. De là jusqu'à déduire qu'elle en faisait peut-être partie, le chemin ne serait pas long.

Ils triomphent également de ce que le capitaine Blacadder, un des hommes de Bothwell, dit à James Melville que tout se faisait du consentement de la reine. Mais quel autre langage le comte avait-il pu tenir à ses gens, afin de leur donner la hardiesse de mettre la main sur la souveraine? Pourquoi les deux historiens omettent-ils ce cri de triomphe de Bothwell quand il tint sa prisonnière à Dunbar, qu'il épouserait la reine qu'elle le voulût ou ne le voulût pas. Est-ce parce que ce cri est celui de l'homme de proie, tandis qu'il ne se comprendrait pas chez l'amant favorisé ³?

Une fois dans la forteresse, Bothwell congédie Huntly, James Melville; au moment de l'arrestation, il avait renvoyé les

¹ T. IX, p. 64.

² Burton, t. IV, p. 376.

³ Nous négligeons, en raison de leur peu d'importance, des on-dit rapportés par M. Froude avec un certain appareil. Par exemple, que Drury écrit le 27 avril à Cecil que l'enlèvement ne s'est fait par force qu'en apparence. — C'est le thème secret des conjurés. — Silva (dépeche à Philippe II, le 3 mai) a reçu d'un fidèle catholique une information de même nature. Mais cet informateur, par qui a-t-il été informé?

damas de la reine. Maitland de Lethington demeura en apparence malgré lui ; en réalité, pour continuer jusqu'au terme voulu l'assistance que l'aristocratie avait promise à l'aveugle ambitieux. Quant à la reine, « elle resta, dit M. Froude, pour subir (selon l'explication donnée plus tard par elle de ce qui lui arriva) la violence qui rendait nécessaire son mariage avec Bothwell, si l'on voulait que la postérité qu'elle en attendait naquit légitime ¹. » Phrase honteuse : si elle a un sens, c'est que la reine, au lieu de se servir du *bond* d'Anslie, préfère en passer par la violence de Bothwell. Mais l'auteur oublie que, dans son système, il y avait très-longtemps qu'elle en était à ne plus rien refuser à son amant. Passons.

James Melville affirme que Bothwell, après le rapt, se porta en effet aux dernières violences. Les lords, dans leurs déclarations subséquentes, et en termes énergiques, Marie Stuart elle-même en termes voilés pour expliquer son mariage, laissent entendre également ce qui se passa d'infâme derrière les murs de Dunbar.

Bothwell, dans sa confession suprême, a parlé de sortilèges et de philtres, grâce auxquels il aurait obtenu l'amour de la reine. Peut-être lui fit-il prendre quelque breuvage narcotique. N'est-il pas évident que cette violence présuppose l'innocence des rapports antérieurs de Marie Stuart avec lui ? Bothwell avait étalé aussi sous ses yeux le *bond* d'Anslie, avec les signatures des grands personnages qui l'avaient livrée d'avance, et dont pas un ne remua pour la sauver. Submergée dans cet abîme, elle se résigna au mariage.

XXVIII.

Jusqu'ici nous avons mentionné presque incidemment et sans nous y arrêter, les lettres si fameuses que Marie Stuart fut accusée d'avoir écrites à Bothwell. Authentiques, elles seraient la preuve de sa passion adultère et de sa complicité

¹ « The queen remained to suffer (according to her subsequent explanation of what befell her) the violence which rendered her marriage with Bothwell a necessity, if the offspring which she expected from it was to be born legitimate. » T. IX, p. 65.

dans l'assassinat de Darnley. Nous ne pouvons ni ne voulons nous dispenser de rendre compte des motifs par lesquels M. Froude et M. Burton se décident en faveur de l'authenticité. Le premier, racontant le voyage de Marie Stuart à Glasgow (janvier 1567), annonce en note qu'il discutera dans le volume suivant l'authenticité des lettres.

« A moins, dit-il, de faire de l'histoire une œuvre de fantaisie au gré des sympathies qu'on éprouve, je ne me sens pas libre de douter. Ces documents nous arrivent après avoir été soumis à l'examen le plus approfondi, tant en Angleterre qu'en Ecosse. L'écriture fut trouvée si exactement semblable à celle de la reine, que l'expert le plus accompli ne put pas découvrir de différence. Une des lettres ne pourrait avoir été inventée que par un génie égal à Shakespeare; et celle-là, une fois achevée, aurait été si extraordinairement suffisante pour l'objet qu'on se proposait, que jamais faussaire ne se serait exposé à multiplier les chances de se faire découvrir, en ajoutant les autres lettres. L'enquête de ce temps-là me paraît annuler de plein droit toutes les conjectures ultérieures. Le Conseil d'Angleterre, au sein duquel se trouvaient de nombreux amis de Marie Stuart, eut les originaux français sous les yeux, tandis que nous n'avons que des traductions de traductions ¹. »

Le tome suivant s'acquitte à peu de frais de la démonstration promise ² :

« Ces lettres, est-il dit, furent trouvées dans la célèbre cassette avec les autres auxquelles il a été fait allusion dans le volume précédent ³. Je les accepte comme authentiques : *parce que*, comme on le verra, elles furent soumises à l'examen de presque toute la pairie anglaise, et particulièrement de ceux des pairs qui avaient le plus d'intérêt à en découvrir la fraude; or ils admirent qu'elles étaient incontestablement de la main de la reine d'Ecosse; *parce que* le texte des lettres fait allusion spécialement à des conversations de lord Huntly, alors et toujours l'un des plus fidèles adhérents de Marie, conversations qu'il aurait pu désavouer, si elles avaient été fausses, et qu'il ne désavoua jamais; *parce que* leur contenu fut confirmé dans toutes ses particularités défavorables à Marie par un catholique qui donna des renseignements à l'ambassadeur d'Espagne, et qui accourut du théâtre des événements à Londres, aussitôt après la catastrophe finale à laquelle elles préparaient les voies; enfin, *parce qu'il* n'y a pas de motif quelconque de

¹ T. VIII, p. 352-353.

² T. IX, p. 58-59, note.

³ Les lettres du t. VIII sont celles que Marie Stuart aurait écrites de Glasgow; celles du t. IX, de Stirling.

douter de l'authenticité des lettres de la cassette, si ce n'est ce qui peut résulter des dénégations intrépides et longtemps soutenues, mais absolument dépourvues de base, que leur ont opposées les partisans de la reine, par intérêt ou par sentiment. »

Ainsi les motifs de M. Froude sont : l'examen attentif qui aurait été fait des lettres, spécialement au Conseil d'Angleterre ; le génie littéraire que telle de ces lettres révèle ; les conversations du comte d'Huntly, qui ne les désavoua jamais ; la confirmation des circonstances fâcheuses pour Marie Stuart apportée par un catholique à l'ambassadeur d'Espagne ; le vide des dénégations opposées par les partisans de la reine d'Ecosse.

Du reste M. Froude tient pour certain tout ce qu'il plut aux lords de raconter : comme quoi Bothwell, fuyant de la capitale le 6 juin 1567, avait oublié au château d'Edimbourg une cassette de vermeil qui contenait ces papiers si compromettants pour la reine, et comme quoi George Dalglish, un de ses serviteurs, chargé par lui de la demander à James Balfour, gouverneur du château, tomba entre les mains de Morton, lorsqu'il s'éloignait avec son précieux fardeau, le 20 juin. Mais n'attendons pas de M. Froude qu'il s'étonne que dans l'interrogatoire de Dalglish, arrêté en effet à cette époque, il n'y ait pas un mot sur une telle capture ni sur les preuves terribles qu'elle fournissait contre Marie Stuart¹ ; qu'on l'ait pendu le 3 janvier 1568, sans qu'il subsiste aucun indice d'investigations postérieures au premier interrogatoire ; et que le 16 septembre 1568 seulement, *huit mois* après le supplice du prétendu porteur, on se soit avisé de cette explication comode.

Venons maintenant à l'examen approfondi auquel le Conseil d'Angleterre se livra sur ces lettres, où l'expert le plus accompli ne put pas saisir de différence avec l'écriture authentique de Marie Stuart.

Les procès-verbaux des séances de vérification, *corrigés et surchargés de la main de Cecil*, portent que la reine invita les comtes de Northumberland, de Westmoreland, de Shrewsbury, de Worcester, d'Huntingdon et de Warwick, à se join-

¹ L'interrogatoire est du 26 juin ; Anderson, t. II, p. 173.

dre à son Conseil privé ¹, pour se rendre compte de l'état des choses, en gardant le secret et en s'abstenant de toute prévention. Réunis en séance à Hampton-Court, le 14 décembre 1568, en l'absence des commissaires de la reine d'Ecosse, exclus rigoureusement, ils entendirent la lecture des lettres et de plusieurs autres pièces (sonnets, promesse de mariage à Bothwell), les comparèrent dûment, quant à l'écriture et à l'orthographe, avec des lettres que la reine d'Ecosse avait écrites à la reine d'Angleterre en différents temps. « Dans cette comparaison, l'on ne trouva pas de différence ². » Cela paraît très-formel. Mais premièrement, d'experts point. En second lieu, est-ce une condamnation qu'ils vont tirer de là? Ils diront simplement qu'ils ont vu de vilaines choses, assez pour justifier la résolution de leur souveraine de ne pas admettre la reine d'Ecosse en sa présence, dans l'état actuel des affaires ³.

En réalité, c'était le service qu'Elisabeth attendait de leur docilité, un prétexte de tenir la reine d'Ecosse personnellement en dehors des pourparlers, où elle aurait pu confondre les accusateurs. Si M. Froude avait étendu ses regards seulement jusqu'au mois de janvier suivant, il aurait lu dans la délibération par laquelle le conseil d'Angleterre déclara closes les conférences de Londres (10 janvier 1569), ces mots : « Attendu que rien de suffisant n'a été produit, ni montré par eux (Murray et les siens) contre la reine leur souveraine, d'où la reine d'Angleterre puisse concevoir ou prendre mauvaise opinion de la reine sa bonne sœur, d'après ce qu'elle a vu jusqu'ici ⁴. — Et au delà, M. Froude aurait découvert encore l'énergie avec laquelle le duc de Norfolk, les comtes d'Arundel, de Sussex et de Pembroke, lord Clinton, soutinrent que la prisonnière devait être entendue dans sa défense; la demande qu'ils adressèrent à Elisabeth de la rétablir sur son trône et de sanctionner son droit à la succession d'Angleterre, la révolte des comtes de Northumberland et de Westmoreland en faveur de

¹ Le Conseil privé comprenait le lord Chancelier (Bacon), le marquis de Northampton, le lord amiral (Clinton), le duc de Norfolk, les comtes de Derby, de Bedford, d'Arundel, de Sussex, de Leicester, William Cecil, le lord chambellan (Howard) sir Walter Mildmay et sir R. Salder (Goodall, *Append.*, p. 252).

² Goodall, *Append.*, p. 255-256.

³ Id., *Ibid.*, p. 260.

⁴ Id., *Ibid.*, p. 305.

Marie Stuart (5 novembre 1569). Est-ce pour une femme convaincue de crimes abominables, que ces grands seigneurs auraient risqué de telles démarches?

La vérification faite en Ecosse n'est pas plus probante. D'abord le Conseil privé, composé des assassins du roi et des mortels ennemis de la reine déchuë, flétrit le 4 décembre 1567, les lettres *écrites et signées de sa propre main*. Puis dans l'acte que Murray fait passer au parlement le 15 décembre, elles sont seulement *écrites de sa propre main* : variante très-suspecte. D'ailleurs, rien absolument dans la teneur de l'acte du parlement ne donne à entendre que l'assemblée ait procédé à une vérification quelconque. Marie avait demandé un parlement pour juger entre elles et ses accusateurs : on n'eut garde de l'y appeler. Cependant n'était-ce pas la voie la plus sûre pour la convaincre et la perdre à tout jamais? Et s'il était vrai que sa vie fût coupable, les témoins auraient-ils manqué dans le nombreux personnel de sa maison?

M. Froude croit encore à l'authenticité des lettres, parce qu'il y a telle d'entre elles qu'un Shakespeare seul aurait pu inventer. Laquelle, il ne le dit pas. Ceci est du ressort du goût, disons mieux, de l'imagination littéraire. Tel autre juge trouvera qu'à son gré cela ne vaut pas du Shakespeare. Quel profit l'histoire en tirera-t-elle? M. Froude raille souvent ceux qui apportent dans ces questions le sentiment et la fantaisie ; Et lui donc? Il affirme que si cette lettre avait été fabriquée, le faussaire l'aurait nécessairement trouvée si bien réussie, qu'il n'aurait jamais été tenté d'en ajouter d'autres, de peur de se dénoncer par leur criante infériorité. Mais qui nous empêchera de prétendre qu'au contraire, ce faussaire, encouragé par le succès, aurait continué de plus belle?

Le troisième motif de M. Froude est d'un ordre plus sérieux et plus saisissable : ce sont les allusions aux conversations du comte de Huntly avec Marie Stuart, conversations qu'il ne désavoua jamais. Ce même personnage figura avec le comte d'Argyle au parlement de décembre 1567; « tous deux à la vérité déclarèrent que leur adhésion (aux actes de ce parlement) était subordonnée à l'acquiescement de la reine ¹ ; et ils

¹ C'est-à-dire qu'ils n'adhèrent qu'autant que l'abdication de la reine à Lochleven aura été purement volontaire.

publièrent un acte où ils accusaient Murray de complicité dans l'assassinat (de Darnley); cependant ils ne dirent rien de la fabrication des lettres. Si elle avait eu lieu en effet, ils ne pouvaient pas ne pas le savoir; et s'ils avaient été en mesure de démontrer, ou seulement de soutenir d'une manière plausible, qu'il y avait eu une odieuse comédie jouée contre la reine, l'Europe entière se serait rangée aussitôt du côté de celle-ci ¹.

Ces deux comtes et lord Herries protestèrent contre l'ensemble de la conduite tenue envers la souveraine. Mais on passa par-dessus leurs objections, dit M. Froude. Tout le monde sait, en effet, que dans de telles circonstances, le parti victorieux sait imposer silence au vaincu. Ici, l'on enregistra la protestation des trois seigneurs, mais on interdit aux scribes d'en délivrer des copies ². Quelques membres proposèrent d'envoyer dans les principales cours d'Europe des copies des lettres de Marie Stuart, et les aveux de plusieurs des coupables qui avaient accusé directement la reine. Ceux-là étaient les innocents du parti. Mieux qu'eux, M. Froude sait qu'il fallait tenir la lumière sous le boisseau, sous peine de révéler au monde que les hommes vengeurs prétendus de l'assassinat, en étaient au contraire les auteurs ³.

Quant aux lettres, les signatures d'Huntly et d'Argyle figurent en première ligne au bas de la délibération prise à Dumbarton, le 12 septembre 1568, par trente-cinq comtes, lords, évêques et abbés du parti de Marie Stuart, lorsqu'ils désignèrent les commissaires qui devaient aller en leur nom assister leur souveraine en Angleterre, contre les accusations de Murray et de son parti; et dans cette pièce, il est dit des lettres, qu'à leurs yeux elles ne prouveraient pas la culpabilité de la reine,

¹ T, IX, p. 202-203, note.

² Goodall, *Append.*, p. 169.

³ Froude, t. IX, p. 204. D'après les avis envoyés d'Ecosse à don Guzman de Silva, Jean Hepburn aurait accusé la reine. M. Froude fait observer qu'il ne subsiste rien de tel dans les aveux de Hepburn. C'est certainement par la raison qu'ils ne contenaient aucune accusation de ce genre. Car on ne voit pas pourquoi les implacables ennemis de Marie Stuart, qui firent si bien parler contre elle Paris en 1569, auraient précisément dissimulé les choses les plus propres à les justifier devant l'opinion et l'histoire. Au reste, il fut de notoriété publique que ce même Hepburn, Hay, Powrie et Dalgleish, exécutés le 3 janvier 1568, protestèrent hautement sur l'échafaud de l'innocence de la reine.

« fussent-elles de sa propre main ; ce qui n'est pas. Elles sont l'œuvre des mêmes gens (le parti Murray) dans ce qu'elles contiennent de principal et d'essentiel¹. » Le désaveu est donc très-net.

Le quatrième motif de M. Froude, c'est que *le contenu des lettres fut confirmé* près l'ambassadeur d'Espagne à Londres, *dans toutes les particularités contraires à Marie Stuart*², par un catholique qui se hâta de quitter l'Ecosse aussitôt après le meurtre de Darnley. Ce catholique n'est autre que l'ambassadeur du duc de Savoie, le comte de Moretta; nous en avons déjà parlé. M. Froude a donné l'extrait suivant de la lettre de l'ambassadeur espagnol à Philippe II (1^{er} mars 1567), extrait que nous ne saurions garantir³ : « d'après cela, il semble que l'on puisse soupçonner la reine d'avoir su ou permis cette trame ; et quand je le priai (le comte de Moretta) de me dire sa pensée d'après ce qu'il avait vu ou recueilli, si la reine était coupable ; bien qu'il ne la condamnât pas précisément, il ne la déchargea pas non plus⁴. » Mais nous avons vu le même Moretta, une fois à Paris, s'exprimer avec le nonce en termes de grande estime sur Bothwell ; et sans rien dire ni rien insinuer contre la reine d'Ecosse, imputer au comte de Murray des desseins contre le trône et contre la vie de sa sœur.

Ce motif de M. Froude n'est donc pas plus déterminant que les précédents. Remarquons que ces quelques lignes de Silva sont tout ce qu'il cite ; et il découvre qu'elles confirment le contenu des lettres dans toutes leurs particularités défavorables à la reine d'Ecosse. Quoi ! tant de choses dans si peu de mots ! Non-seulement la science du passé, mais le don de prophétie, puisque lors du passage de Moretta par Londres, plus d'un des événements auxquels il est fait allusion dans les lettres, était encore à venir⁵.

La cinquième raison de M. Froude, c'est qu'il n'y a contre l'authenticité des papiers de la cassette, que les dénégations

¹ Goodall, *Append.*, p. 361 ; Caird, *Préface*, p. xxiv.

² « Their contents were confirmed in every particular unfavourable to the queen by a catholic informant... » T. IX, p. 19, note.

³ On ne sait à quoi se rapportent ces premiers mots. Est-ce aux placards ?

⁴ Froude, t. IX, p. 18.

⁵ V. Caird. *Préface*, p. xxvi-xxviii.

tout à fait dépourvues de fondement des partisans de Marie Stuart.

Voilà qui est embarrassant. Comment combattre ceci ? Il nous semblait pourtant que les difficultés qu'on oppose à l'authenticité des lettres sont loin d'être arbitraires, et que, si on cherchait bien où git l'arbitraire, on le surprendrait plutôt dans les pages de M. Froude.

XXIX.

L'auteur, à propos des mauvais bruits qui coururent sur le comte de Leicester, à la mort de sa femme Amy Robsart, en 1560, et d'une enquête faite, six ans après, sur cet événement tragique, rapporte qu'un certain Thomas Blount, cousin du comte de Leicester, présenta au Conseil privé des copies de lettres qu'il avait reçues, disait-il, de son parent ; elles étaient de nature à le décharger du soupçon. Mais M. Froude est d'avis que la production des copies au lieu des originaux, était un motif suffisant de les récuser. Sage maxime, qu'il oublie totalement lorsqu'il s'agit de Marie Stuart. Cette circonstance inouïe que l'on ne produisit jamais les originaux rédigés, disait-on, en français, et que, pour mettre le public dans confiance, on aima mieux lui offrir un texte écossais, une traduction latine de l'écossais, une traduction française faite sur le latin, et remplie de non-sens et d'absurdités, ne trouble pas un instant la robuste foi du croyant¹. Il a trouvé dans les papiers de Cecil à Hatfield, pour la première lettre de Stirling (5^e de la série totale) ; au Record-Office, pour la dernière des huit lettres, un texte français plus pur, mais toujours en copies : il triomphe de ces découvertes, et déclare la question tranchée. Pourtant, quand ce serait le texte même que l'on présenta aux commissaires anglais, cela prouverait-il que ces lettres, quoique mieux rédigées, n'aient pas été forgées par des faussaires suffisamment instruits dans la langue française ? Les difficultés sur l'authenticité en sont-elles diminuées d'un iota² ?

¹ T. VII, p. 284, note.

² Froude, t. IX, p. 62 et note, p. 75-76 et note. La huitième lettre est laissée habituellement en dehors, parce qu'elle ne se rapporte à aucun événement et qu'elle est toute d'amour. Les procès-verbaux des commissaires anglais ne

Si nous entrions dans l'examen intrinsèque que M. Froude n'essaye même pas, nous lui demanderions ce qu'il pense, par exemple, de la chronologie des lettres. Le lecteur voudra bien se souvenir que plus haut, en nous plaçant dans les données des lettres et de l'historien anglais, nous avons démontré que la rédaction de la première des quatre lettres de Glasgow absorbe nécessairement toute la durée du séjour de Marie Stuart dans cette ville, du vendredi soir 24 janvier 1567, au lundi matin 27, et ne laisse pas de place pour les trois autres. Serait-ce parce qu'il l'a senti, que M. Froude transforme la seconde lettre, datée du 25, en un simple *post-scriptum* de la première, et qu'il réduit ses trente lignes à cinq¹; que d'autre part, il garde un silence absolu sur les deux autres lettres (la 3^e et la 4^e), qui deviennent en effet par trop embarrassantes?

Les trois lettres de Stirling (5^e, 6^e et 7^e de la série), par lesquelles Marie aurait combiné avec Bothwell son enlèvement du 24 avril 1567, provoquent le même genre d'objections.

Il faut d'abord se rappeler que la reine, partie de Seton le lundi 21 avril pour aller visiter son fils à Stirling, coucha en route à Callander, arriva le lendemain 22 à Stirling, y passa la nuit du 22 au 23, repartit le 23, coucha à Linlithgow du 23 au 24, et fut saisie par Bothwell le jeudi 24, au moment d'entrer à Edimbourg. Elle ne passa donc à Stirling que la seule nuit du 22 au 23.

Cela posé, la première lettre (5^e de la série) qu'elle aurait écrite de cette ville, exhale des reproches amers contre le froid et négligent Bothwell, qui après lui avoir promis de lui envoyer dire jour par jour ce qu'elle aura à faire, la laisse sans nouvelles et sans instructions; et contre son déloyal beau-frère le comte d'Huntly, qui lui remontre que c'est une folle entreprise, et n'y apporte ni bonne volonté ni diligence. Il en a

comptent que sept lettres (quatre écrites de Glasgow, trois de Stirling). M. Froude dit que, lors de l'examen des lettres originales à Westminster, deux furent produites avant les autres; et de ces deux, l'on prit les copies encore existantes. Il n'y a pas un mot de cette particularité dans les procès-verbaux des séances du 8 décembre 1567, à Westminster (Goodall, *Append.*, p. 235), des 14 et 15 décembre à Hampton-Court, où se firent les fameuses vérifications (Goodall, *Append.*, p. 254, 257).

¹ T. VIII, p. 361.

même *babillé*. La lettre est du soir du 22 ; car elle finit par ces mots : « Dieu vous donne la bonne nuit ¹. »

La deuxième lettre (6^e de la série) suit de très-près la précédente — par la raison que la troisième est de la même nuit, comme nous verrons. — Cette fois, tout est changé. Pour le choix du lieu et du moment, Marie s'en rapporte à Bothwell et au comte d'Huntly, bien que celui-ci trouve toujours beaucoup de difficultés. Quant à elle, pour jouer son personnage : « Je sçay, dit-elle, comme je m'y dois gouverner, *me souvenant de la façon que les choses ont été délibérées*. » — Ainsi les choses ont été convenues à l'avance. Quel est donc le sens de la première lettre qui, peu d'instants auparavant, nous offre le spectacle de l'irritation de la reine parce qu'on la laisse dans l'ignorance de ce qu'elle devra faire, et de l'entier désarroi des deux comtes ?

La troisième et dernière lettre de Stirling (7^e de la série), suit la seconde d'aussi près que la seconde la première. Elle débute par la nouvelle que le comte d'Huntly est venu fort triste trouver la reine, et lui a demandé conseil « de ce qu'il feroit après-demain, » c'est-à-dire le 24, jour de l'enlèvement. Donc on est toujours dans la nuit du 22 au 23 ; et Huntly est retombé dans ses perplexités. Marie recommande à Bothwell d'être bien accompagné. Cette correspondance prend fin, contradictoire et vague, sans que les prétendus amants soient convenus de rien, ni dispositions, ni lieu, ni temps, pour le grand coup du surlendemain.

Mais il est avec les textes des accommodements. M. Froude en intervertit l'ordre, élargit le cadre des heures, et forme un tableau plus flatteur à l'œil. Il place en premier lieu la seconde lettre (6^e), où la reine s'en rapporte à Huntly et à Bothwell, et sait pertinemment de quelle façon les choses ont été réglées. Il met en seconde ligne la troisième (7^e), où le beau-frère est fort triste et beaucoup moins décidé. Quant à celle qui est vraiment la première (5^e de la série), et dans laquelle le même est tout à fait bouleversé, non-seulement il en fait la troisième, mais il la recule de vingt-quatre heures, et la place à minuit, dans la nuit du 23 au 24 avril. De cette manière, on suit la dégrada-

¹ Nous abrégeons, mais en réitérant que nous ne craignons aucune vérification sur le sens et la fidélité de notre analyse. V. dans Teulet, p. 49-58.

tion des teintes, c'est-à-dire des sentiments du beau-frère, de la détermination à l'inquiétude et à la démoralisation ¹.

M. Froude fait porter cette lettre par Paris à Linlithgow, où, dit-il, Bothwell couchait en attendant ². Il ne prend pas garde que c'était justement la reine qui, repartie le 23 de Stirling, couchait du 23 au 24 à Linlithgow; et que si Bothwell y était aussi, l'enlèvement du lendemain cessait d'être possible ³. Nous l'avons dit souvent : ce n'est qu'à force d'arbitraire à l'égard des textes que l'on peut incriminer Marie Stuart.

M. Froude, on le conçoit, ne perd pas les occasions subséquentes d'affirmer l'authenticité des lettres. Il croit en découvrir la preuve décisive dans ce fait que l'existence et le contenu de la plus importante furent portés à la connaissance de Murray, par Nicolas Elphinston, l'un de ses serviteurs, dès la fin de juillet 1567, au moment où, après une absence de quatre mois environ, le frère de la reine allait retourner de France en Ecosse, qu'il avait quittée, on s'en souvient, au commencement d'avril. Elphinston revenait d'une mission dont il l'avait chargé pour l'Angleterre et l'Ecosse, sous couleur de protéger la reine détrônée. Là, il avait reçu les confidences des lords. En repassant par Londres, Murray s'entretint avec l'ambassadeur espagnol, qui, selon M. Froude, avait la plus entière confiance dans son intégrité ⁴. Don Guzman de Silva écrivit à Philippe II, le 2 août 1567.

« Le comte alla plus loin : il me dit que, pour la bienveillance que je lui avais témoignée, il voulait me confier ce qu'il n'avait

¹ M. Froude gagne à ce remaniement, qui lui appartient en entier, de mettre sa thèse d'accord avec cette indication de Drury à Cecil que, dans la nuit du 23 au 24 avril, Bothwell eut une entrevue secrète avec Huntly, où il s'ouvrit de son projet d'enlever la reine, et que Huntly ne voulut aucunement y adhérer (Miss Strickland, t. V, p. 271. — Froude, t. IX, p. 61, note 3). Cela prouve simplement que Huntly ne connaissait pas d'avance le plan de son beau-frère, et qu'il fut étranger à l'exécution. Miss Strickland suppose, non sans vraisemblance, que le comte engagea la reine à se hâter; elle faillit du moins être dans Edimbourg avant que Bothwell en fût sorti pour venir au-devant d'elle.

² T. IX, p. 61-62.

³ L'auteur évidemment se guide sur la 2^e confession de Paris, où celui-ci raconte que, la nuit qui précéda l'enlèvement, la reine le chargea d'une lettre pour Bothwell. Mais il ne s'aperçoit pas que cette commission est donnée à Paris, après qu'Ormiston est venu parler secrètement à la reine à Linlithgow. Teulet, p. 103-104.

⁴ Froude, t. IX, p. 118-119, note, reproduction de la dépêche de don Guzman.

pas voulu communiquer à cette reine (Elisabeth), quoiqu'elle lui eût fait quelques insinuations détournées; à savoir qu'il regardait comme très-difficile que cette affaire pût s'arranger ¹, parce qu'il était certain que la reine (d'Ecosse) avait su d'avance la mort de son mari; qu'il en était bien peiné; et qu'il le savait à n'en pas douter par une lettre de la reine écrite à Bothwell, de plus de trois feuilles de papier, tout entière de sa propre main et *signée de son nom*. Elle y écrivait en substance *de ne pas tarder de mettre à exécution ce dont ils étaient convenus*, parce que son mari lui disait tant de bonnes paroles *pour l'enjoler et l'attirer de son côté, qu'il se pourrait qu'il la ramenât à lui; mais qu'il fallait se hâter d'autant plus*; qu'elle-même le conduirait, et qu'ils iraient à une maison sur le chemin, où elle lui ferait prendre quelque breuvage; que si cela était impossible, *elle le mettrait dans la maison, où le feu était préparé pour la nuit où elle devait marier l'un de ses domestiques*, comme il arriva en effet; que, pendant ce temps, il prit ses mesures pour se débarrasser de sa femme en divorçant avec elle, ou en lui donnant quelque *potion mortelle*, puisqu'il savait qu'à cause de lui elle (Marie) s'était mise en hasard de perdre son honneur, son royaume, ce qu'elle avait en France et de se perdre devant Dieu, contente de posséder sa seule personne. Bien plus, elle avait fait ce trait étrange et inouï, la nuit du meurtre, de donner une bague à son mari, de lui faire des tendresses et des cadeaux quand elle apprêtait sa mort; cela dépassait tout ce qu'on pourrait dire de pis. Pour la lettre, il tenait ses informations de quelqu'un qui l'avait vue et lue. Les choses étaient évidentes; et il en était très-désolé pour l'honneur de la maison de son père ². »

M. Froude, fort de l'appui que lui apporte cette dépêche, dit que si les lettres ont été forgées, il faut admettre que ce fut dans la première chaleur et la confusion de la révolution ³.

Il dit la vérité sans y penser. Cette première lettre est sortie en effet du trouble ardent des événements; elle en porte

¹ L'affaire d'Ecosse à l'avantage de Marie Stuart.

² M. Mignet (t. I, p. 361, note 4) reproduit l'extrait qu'a donné M. Gonzalez, dans les *Mémoires de l'Académie royale de Madrid* : « Le comte de Murray, s'entretenant avant de partir avec l'ambassadeur espagnol, se montra très-affecté que les lords d'Edimbourg eussent emprisonné la reine; que cependant il avait toujours eu mauvaise opinion de l'affaire de Bothwell; qu'il avait appris de source certaine qu'il existait une lettre toute entière de la main de la reine, de plus de trois feuilles, écrite à Bothwell, où elle le pressait de mettre à exécution ce dont ils étaient convenus pour la mort du roi, soit par un breuvage, ou en désespoir de cause en brûlant la maison; qu'il n'avait pas vu la lettre, mais qu'il tenait cela de quelqu'un qui l'avait lue. »

³ Il ajoute : « Quand les lords confédérés faisaient de leur mieux pour couvrir, s'il était possible, la réputation de la reine, en cas qu'on la déterminât à abandonner Bothwell. » Couvrir la réputation de la reine : un des innombrables mensonges des lords, que l'auteur accepte sans broncher.

les marques. Qu'on la compare à la première des lettres de Glasgow (car la dimension qu'on lui attribue prouve assez que c'est de celle-là qu'il s'agit). Nous avons souligné, dans l'analyse donnée par Murray à son commode interlocuteur, les phrases que l'on chercherait en vain dans le texte publié finalement comme original. Ni dans la première lettre de Glasgow, ni dans aucune des trois autres, Marie Stuart ne parle à Bothwell de hâter l'exécution du dessein *convenu entre eux* : loin de là, la donnée, c'est que rien n'est convenu, et que la maîtresse presse l'amant, incertain et soupçonneux, de se décider à quelque chose. Elle ne manifeste pas non plus la crainte que son mari, à force de propos caressants, la ramène à lui. Cela est devenu, dans la lettre imprimée, *l'original* : « Et si je n'eusse appris par l'expérience combien il avoit le cœur mol comme cire, et le mien estre dur comme diamant, et lequel nul trait ne pouvoit percer, sinon descoché de vostre main, peu s'en eust fallu que je n'eusse eu pitié de luy : toutes fois ne craignez point... ¹. »

— Pour la maison, c'est évidemment incendie qu'elle entend, et non explosion par la poudre. Or jamais, dans les récits des assassins, il n'est question du feu, surtout disposé avant le départ de la reine pour Glasgow, c'est-à-dire avant le 23 janvier ; le complot eût été par trop facile à éventer. Quant à avoir décidé également avant ce départ, que le meurtre aurait lieu la nuit du 9 au 10 février, lors du mariage de ce serviteur de la reine, et cela quand on ne savait ni où ni comment se défaire de Darnley (Bothwell ne se décida que le 7 février pour la poudre), cela touche de si près l'impossible et l'absurde, qu'il n'en resta pas un mot dans *l'original définitif*.

Enfin *l'original*, dernier en date, nous entretient à satiété de la jalousie de Marie Stuart contre lady Bothwell ; mais jamais, au grand jamais, un mot d'excitation au crime contre elle. Une seule phrase a *transmigré* d'un *original* dans *l'autre*, celle où la reine parle de tout ce qu'elle sacrifie avec joie à son bien-aimé. Celle-là était assez bienvenue pour mériter de renaître.

La conclusion maintenant ne saute-t-elle pas aux yeux ? Cette lettre, décrite par Elphinston à Murray, par Murray à don Silva, qu'est-elle autre chose qu'une première ébauche des

¹ Teulet, p. 15.

faussaires? Dans le premier *feu* de l'invention, ils forcèrent à l'excès les couleurs; puis remettant leur ouvrage sur le métier, ils le perfectionnèrent, dans l'intérêt de la vraisemblance, et s'arrêtèrent enfin à ces fameux originaux, *écrits et signés de la main* de leur criminelle auteur. Elphinston avait vu aussi cette signature, que le Conseil privé d'Ecosse y vit encore le 4 décembre suivant (1567), mais qui ne s'y trouva plus, onze jours après, pour l'acte du parlement du 15 décembre, et que ne revit pas davantage le Conseil d'Angleterre en 1568.

XXX.

Malgré notre vif désir de prendre congé de cette question des lettres, nous sommes obligé d'y suivre encore le champion de Murray et de Cecil, à propos des conférences d'York et de Westminster en 1568. Marie accepta ces conférences, dans l'espoir de lutter à ciel ouvert contre ses ennemis et ses calomniateurs, par-devant l'arbitrage impartial d'Elisabeth. Mais elle fut retenue, confinée au loin dans sa prison; ses commissaires furent exclus des affaires les plus importantes, — ses accusateurs comblés, au contraire, de toutes les faveurs du gouvernement anglais. Bien que nous n'ayons pas l'intention de pousser présentement notre examen critique jusqu'à cette joute, qui fut si déloyale du côté opposé à la reine d'Ecosse, nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser d'y rechercher les faits relatifs à l'authenticité des lettres.

Cette autre partie de la narration de M. Froude repose sur l'affirmation constante que Marie, redoutant la divulgation de ses lettres à Bothwell, s'efforça, par elle-même ou par ses représentants, d'étouffer l'affaire, d'empêcher toute enquête et tout débat contradictoire ¹.

Eh bien! reproduisons d'abord cette partie des instructions que Marie donnait à ses commissaires (29 septembre 1568. Bolton) :

« Dans le cas où ils prétendraient avoir quelques écrits de ma main d'où ils pourraient tirer des présomptions contre moi, vous

¹ T. IX, p. 338, 345-346, 393, 394, 396, 399, 400.

demanderez que les originaux en soient produits et mis sous mes yeux, afin que j'y puisse répondre. Vous affirmerez en mon nom que jamais je n'ai écrit à qui que ce soit rien de pareil ; et que si de tels écrits existent, ils sont faux, supposés, forgés et inventés par eux, uniquement pour me déshonorer et me diffamer ¹. »

Si c'est là décliner la publicité et la lutte, refaisons le dictionnaire.

Quelle fut la conduite du *noble Murray sans tache*, et de Morton, envers qui, nous ne savons pourquoi, M. Froude est trop économe d'épithètes laudatives ? A York, ils communiquèrent les lettres aux commissaires anglais, *sous le sceau du secret*, qu'on leur garda religieusement. A Westminster, même secret lors de la vérification prétendue dont nous avons déjà parlé.

Et du côté opposé ? Marie, le 16 juin 1567, — entre son arrestation par les lords à Carberry-hill le 15, et sa relégation à Lochleven le 17, — demande les États, pour juger entre elle et les confédérés. A Lochleven, elle renouvelle sa demande. Nous venons de citer ses instructions à ses commissaires, en date du 29 septembre 1568. Le 22 novembre suivant, elle les réitère ². Le 23, ses commissaires sollicitent d'Elisabeth un débat public ³ ; même requête devant les commissaires anglais, le 1^{er} décembre ⁴ ; puis devant Elisabeth, le 4 décembre, et réponse d'Elisabeth qu'il est raisonnable que la reine d'Ecosse soit entendue dans sa cause ⁵. Mais elle n'a garde de lui en fournir les moyens. Le 29 décembre, ordre de Marie à ses représentants de réclamer la confrontation avec ses accusateurs en présence de la reine d'Angleterre, les copies des lettres qu'on lui impute, et pour elle-même la communication des originaux ⁶. Nouvelle injonction de sa part, le 2 janvier 1569 ⁷ ; et nouvelle demande

¹ Goodall, *Appendix*, p. 342. Marie Stuart ajoute qu'il y a en Écosse des gens des deux sexes, fort habiles à contrefaire son écriture. Elle avait en vue surtout Lethington. Elle dit encore que si elle était restée dans son royaume, elle ne doute pas qu'elle n'eût bientôt découvert ceux qui avaient inventé et écrit de telles pièces, et cela pour la manifestation de son innocence et à la confusion de leur fourberie. Ce document est en écossais.

² Goodall, *Append.*, p. 182-187

³ *Id.*, *ibid.*, p. 187-189.

⁴ *Id.*, *ibid.*, p. 212 et suiv.

⁵ *Id.*, *ibid.*, p. 218, 221-223.

⁶ *Id.*, *ibid.*, p. 283, 289.

⁷ *Id.*, *ibid.*, p. 298.

de ses commissaires à Elisabeth, le 7 janvier ¹. Elisabeth propose que, dans l'intérêt de la paix, Marie confirme son abdication ; refus de Marie, entre autres motifs, parce que l'on croirait qu'elle a craint d'être accusée publiquement. Alors Elisabeth rompt les conférences le 10 janvier, et avoue qu'il n'y a rien de prouvé contre sa bonne sœur ². Le 11 janvier, les commissaires de Marie se plaignent énergiquement, et réitèrent leur demande de communication des lettres ³. Elisabeth paraît disposée à s'y prêter, mais à des conditions inacceptables (13 janvier ⁴). Le 22 janvier, la prisonnière, écrivant à sa cousine, se plaint qu'elle lui ait refusé les copies des lettres ⁵. Le 10 février, nouvelle déclaration qu'elle est prête à confondre ses ennemis, si elle est admise à se défendre elle-même ⁶.

Que veut-on de plus ? Comment oser dire, après tout cela, qu'elle ne craignait rien tant que la lumière ?

Innocente, dit M. Froude, elle aurait exigé l'enquête. Exigé est bientôt dit. Et les moyens de coaction ? — Même dans les lettres, poursuit-il, où elle nie le crime, on ne perçoit nulle part le clair accent de l'innocence, ni cette indignation franche contre la diffamation qui a son poids, lors même que les preuves sur lesquelles elle s'appuie sont faibles ⁷. Notre historien est-il donc de ceux qui ne veulent pas entendre ? Selon lui, la seule raison de rejeter l'authenticité des lettres est la dénégation de Marie Stuart, dénégation accompagnée par elle de la plus vive anxiété pour les faire détruire, tandis que leur conservation seule aurait pu démontrer qu'elles n'étaient pas de sa main ⁸. Quel pouvoir de conservation ou de destruction avait-elle sur ces papiers ? Cette anxiété n'est nulle part. La reine d'Ecosse ne réclame qu'une chose : c'est qu'on les produise au jour. M. Froude est-il aussi de ceux qui ne veulent pas voir ?

Il avance que le duc de Norfolk, président des commissaires anglais à York, et plus tard prétendant à la main de Marie

¹ Goodall, *Append.*, p. 297.

² *Id.*, *ibid.*, p. 305.

³ *Id.*, *ibid.*, p. 308.

⁴ *Id.*, *ibid.*, p. 310 et suiv.

⁵ Labanoff, t. II, p. 281.

⁶ *Id.*, t. II, p. 300.

⁷ T. IX, p. 394, 395.

⁸ T. IX, p. 395-396.

Stuart, ce qui le fit monter sur l'échafaud, reconnaissait lui-même l'authenticité des lettres ; et sa démonstration est très-simple. Elle consiste à mettre entre guillemets une de ses propres affirmations, comme si c'étaient les paroles du duc ¹. Plus loin encore : « Norfolk dit nettement qu'il regardait la reine d'Ecosse comme coupable. » Cela se rapporte à un incident du procès qui lui coûta la vie : ses juges lui opposaient que lui-même l'avait avoué à Banister, son confident. Il répondit : « Banister a été torturé bien cruellement pour faire un pareil conte. Je vous supplie de me mettre face à face avec lui ². »

N'est-il pas bien juste qu'après de telles preuves M. Froude raille la partie adverse ? La hardiesse des avocats de Marie Stuart s'est accrue, dit-il, avec le temps : « Un semblant de surface solide se forme sur un marécage par une longue accumulation d'herbes et d'écumes ; de même, avec des suppositions et des conjectures, des assertions téméraires, avec un pur amas de soi-disant autorités qui prétendent être arrivées par l'examen des preuves à une conclusion favorable, on a constitué une apparence de terrain, d'où on la défend avec une bruyante audace ³. » Comparaison n'est pas raison, dit le bon sens populaire.

M. Froude dédaigne-t-il si fort le marécage et l'écume, lorsqu'il recueille le propos suivant que Wilson, âme damnée de Cecil, collaborateur de Buchanan, attribue à l'évêque de Ross, resté comme représentant de Marie Stuart près Elisabeth, après avoir soutenu sa cause aux conférences de 1568 ? « Que la reine, sa maîtresse, n'était guère propre au mariage. Son

¹ M. Froude analyse, en la dénaturant du tout au tout, une lettre de Norfolk et des autres commissaires anglais à Elisabeth (York, 11 octobre 1568). Murray et Morton leur ont communiqué la première lettre de Marie Stuart à Bothwell, « de sa propre main, à ce qu'ils disent » ; « écrite de sa propre main, à ce qu'ils disent » ; « si ces lettres sont écrites de sa main » (Goodall, *Append.* p. 142-143). M. Froude omet ces réserves significatives, et ajoute que Norfolk terminait sa dépêche par des extraits des lettres, et laissait à Elisabeth le soin de juger, dans le cas où elles seraient authentiques, *comme lui et ses compagnons croyaient qu'elles l'étaient*, s'il pouvait y avoir du doute sur la culpabilité de la reine d'Ecosse. (T. IX, p. 292.) Ce sont ces derniers mots soulignés, que M. Froude, leur auteur, intercale dans la lettre du duc.

² Froude, t. IX, p. 395. Caird, p. 186-187 et note.

³ T. IX, p. 397.

premier mari, le roi de France, elle l'avait empoisonné, comme il le savait de bonne source; le second, lord Darnley, elle avait consenti à ce qu'on l'assassinât; en troisième lieu, elle avait épousé l'assassin, et l'avait conduit sur le champ de bataille pour le faire tuer ¹. Enfin, après tout cela, elle songeait au mariage avec le duc (de Norfolk); elle ne lui aurait pas longtemps gardé la foi, et le duc n'aurait pas eu de beaux jours avec elle ². »

« Seigneur, s'écrie Wilson, et M. Froude avec lui, quelles gens! quelle reine et quel ambassadeur! »

« Ces paroles, dit l'auteur, sont la meilleure conclusion de ce qu'il y a à dire sur la matière; et l'on peut laisser le lecteur à son propre jugement ³. » Oui, c'est la meilleure conclusion de ce que vous avez dit. L'évêque de Ross racontant couramment, dans la conversation avec un ennemi mortel, que celle à laquelle il dévoue sa vie, n'a respiré que le meurtre et l'infamie dès son jeune âge, débitant sans sourciller qu'elle a versé le poison à François II! Cette calomnie monstrueuse permet de juger de la valeur des autres accusations ⁴.

XXXI.

M. Froude, pour former son récit et le rendre plus piquant, l'entrelace de fréquents emprunts aux lettres. M. Burton, par une autre méthode, et afin d'être agréable « à la classe chevaleresque pour qui l'innocence de Marie est une foi plutôt qu'une opinion, » constitue sa narration en dehors du contenu de la cassette de vermeil, jusqu'au 20 juin 1567, époque de la

¹ Ses ennemis prétendirent, au contraire, qu'elle n'avait pas eu d'autre préoccupation que de le sauver.

² Lettre de Wilson à Cecil, 8 novembre 1571. — Murdin, p. 57. On voit dans la même lettre de Wilson qu'il faisait métier de traduire « en bel écossais » les libelles contre Marie Stuart, en particulier la *De'ectio*, qu'il venait de terminer avec Buchanan. Il prie aussi Cecil de lui envoyer les confessions de Paris, scellées exactement; on ne saura pas, dit-il, d'où elles viennent.

³ T. IX p. 400.

⁴ M. Froude a dit autre part de l'évêque de Ross, que c'est ce Leslie qui fut *supposé* avoir inventé l'enlèvement par Bothwell (t. IX, p. 281). *Supposé*, quand? par qui? comment? Il faudrait prendre la peine de l'établir, au lieu de jeter négligemment la phrase en passant. Mais on sait de reste que ce serait impossible à établir.

saisie prétendue de la cassette par Morton, trois jours après l'emprisonnement de Marie Stuart à Lochleven. Son motif est que ces papiers, en les supposant authentiques, demeurèrent un secret entre les deux coupables, sans influence sur les autres personnages; que le devoir bien compris de l'historien est de ne se servir que des choses que l'on connaît, et qui, en conséquence, influencèrent les acteurs sur le théâtre politique. Or, comme le parti dominant ne s'appuya sur les lettres qu'à partir du 20 juin, celles-ci n'entrent qu'alors seulement dans le domaine de l'histoire publique¹. Cette délimitation des droits de l'historien est beaucoup trop étroite. Les lettres lui appartiennent avant le 20 juin 1567, et dès l'instant où elles sont écrites; car si c'est une vérité de l'ordre le plus élémentaire qu'elles ne purent pas réagir sur les lords avant d'en être connues, il n'est pas moins certain qu'elles inspiraient la conduite du couple, auteur des événements contre lesquels les lords se soulevèrent. Ces idées subtiles et arbitraires sont fréquentes chez l'auteur écossais, et comme elles lui servent de règle, on ne peut les négliger.

Suit l'analyse des lettres, où pas plus que M. Froude, M. Burton ne se préoccupe des difficultés inextricables de lieux et de dates que nous avons signalées. Il admire surtout la huitième et dernière, celle qui, toute d'amour, et ne présentant aucune indication en rapport avec l'enlèvement ou avec le voyage de Glasgow, fut écartée du dossier accusateur par les commissaires anglais. C'est peut-être, dit-il, la plus remarquable de la série pour la véhémence passionnée avec laquelle elle exprime l'abandon sans condition du cœur chez celle qui l'écrit, l'abjecte résignation à la volonté et à l'humeur du vainqueur, mêlée de plaintes timides et déchirantes de ce qu'elle n'est pas payée de retour, etc.².

Il n'en avait pas été donné de texte français. M. Froude en a publié un d'après une copie du Record-Office. Nous y remarquons ces mots, à la suite de la description d'un sépulcre emblème de tristesse, dont l'envoi accompagne la lettre: « Les larmes sont sans nombre, ainsi sont les craintes de vous desplair; les pleurs de vostre absence et le des-

¹ Burton, t. IV, p. 423, note 1.

² Id., t. IV, p. 433.

plaisir de ne pouvoir estre en effect extérieur vostre. comme je suys sans faintyse de cuer et d'esprit. » Et plus bas : « Recevez ' la donc, mon seul bien, en aussi bonne part comme avecques extreme joie j'ay fait vostre mariage, qui jusque à celui de nos corps en public ne sortira de mon sein, comme merque de tout ce que j'ay ou espere ni desire de felicité en ce monde ². »

Si cette lettre était authentique (Miss Strickland ³ et M. Caird ⁴ ne sont pas éloignés de l'admettre), elle s'appliquerait à Darnley : le regret de ne pas pouvoir être sienne extérieurement, le mariage qui les a unis, mais qui doit être suivi du mariage public et définitif, cela rappelle très-nettement le mariage secret que Marie Stuart contracta avec Darnley, avant leur union solennelle du 29 juillet 1565. Bothwell n'a rien à y voir ; il n'y eut jamais entre la reine et lui de mariage secret. On sait aussi que Darnley ne contraignit pas longtemps son mauvais caractère, et qu'il affligea plus d'une fois sa belle fiancée entre la cérémonie secrète et la cérémonie officielle. Dès lors le motif pour lequel les commissaires anglais tinrent si peu de compte de cette lettre, saute aux yeux. Ce texte apporté par M. Froude, à qui nous devons déjà la dépêche de l'ambassadeur espagnol, nous montre comment telle ou telle lettre, existante et parfaitement licite, aurait été détournée abusivement de sa destination, tandis que la dépêche de don Silva nous apprend comment on en forgea d'autres. M. Froude nous met ainsi à la source de la double fourberie. On voit qu'à l'occasion il sait servir la cause de la reine d'Ecosse.

Mais fermons cette longue parenthèse, ouverte par l'enthousiasme de M. Burton sur la huitième lettre. L'auteur de l'*Histoire d'Ecosse* combat ensuite ceux qui pensent que le fond des lettres était réellement de la reine, mais qu'on l'altéra ⁵ ; et

¹ M. Froude met ici : *Resents* la donc, qui n'offre pas de sens. Le texte écossais, qu'on avait seul jusqu'ici, porte : *Ressait thairfoir..* Recevez donc... (Teulet, p. 62).

² Froude, t. IX, p. 76.

³ T. IV, p. 282.

⁴ P. 182, 183.

⁵ Telle est l'opinion de M. Caird, ch. xxiv et xxv. Il croit que, pour la première lettre, on prit des notes que la reine avait rédigées en effet sur son voyage, et qu'on y intercala, çà et là, les explosions passionnées d'amour pour Bothwell, de haine pour Darnley. Des autres lettres, il admet qu'il y en avait de la reine, mais adressées à Darnley.

ceux qui les regardent comme supposées du premier mot au dernier.

Aux premiers, il oppose cette objection, dont nous ne saisissons pas la signification, que les personnes à qui les lettres furent montrées d'abord, en tirèrent des conclusions aussi contraires à la reine qu'on pourrait le faire aujourd'hui.

Le 25 juillet 1567, un mois après la saisie de la cassette, Throckmorton écrivait d'Édimbourg à la reine d'Angleterre, que les lords avaient l'intention d'accuser leur reine d'incontinence avec Bothwell et d'autres, et de l'assassinat de son mari ; et qu'ils en possédaient les preuves par sa propre écriture ¹. — Mais Throckmorton n'avait pas vu les originaux : si c'est l'affirmation des lords que M. Burton veut mettre en relief, il ne remarque pas qu'il tranche la question par la question.

Il s'appuie encore sur ce qu'aux conférences d'York le commissaire anglais sir Ralph Sadler, rédigeant un précis des papiers, « nota les passages principaux et traduisit les plus importants, tout à fait semblables à ceux que nous possédons ². » Mais Sadler, au lieu des originaux, ne vit qu'une traduction écossaise, que Murray avait annoncée dès le 22 juin 1568 ³ ; il ne traduisit rien, et n'eut qu'à transcrire des extraits écossais ⁴. Singularité bien bizarre encore, à côté de laquelle M. Burton et M. Froude passent sans paraître s'en douter, qu'au lieu de présenter les originaux en français, ou au moins des copies dans la même langue, Murray ait pris ce détour de les mettre sous vêtements écossais.

A ceux qui soutiennent que les lettres furent forgées en entier, M. Burton répond que cette pensée ne paraît s'être présentée à aucun des amis ou ennemis de la reine qui virent ces documents ⁵. — Ennemis, cela va de soi ; ou s'ils le pensèrent, ils ne le dirent pas. Amis, il faudrait prouver qu'on les produisit devant eux au parlement de décembre 1567 ; or rien n'autorise à le croire. D'ailleurs, à cette assemblée, les amis de la reine déchue protestèrent contre sa déchéance ; et la

¹ Keith, p. 426.

² T. IV, p. 436-437.

³ Note de Murray à Middelmore dans Goodall, *Append.*, p. 76

⁴ Goodall, *Append.*, p. 150 et suiv.

⁵ Burton, t. IV, p. 437.

question particulière des lettres se trouva comprise dans la question générale, Murray n'étant pas disposé d'ailleurs à souffrir que l'on discutât l'une plus que l'autre.

Cette théorie de la fabrication des lettres en entier, poursuit l'auteur, paraît n'avoir prévalu qu'après que tout appel aux originaux ou à la mémoire des personnes dont il y était fait mention, fut devenu impraticable ¹. — S'il en fut ainsi, à qui la faute? Qui donc avait les originaux en main? N'avons-nous pas vu la ferme dénégation de Marie Stuart, ses fermes réclamations et celles de ses représentants pour obtenir connaissance du contenu, et communication des pièces? Qu'on ait mis à les dissimuler la persévérance qu'elle apportait à les faire produire en pleine lumière, en quoi cela fournit-il des armes contre elle devant l'histoire?

La conformité que relève M. Burton entre les lettres et le témoignage de Thomas Crawford pour confirmer l'authenticité des premières, perd singulièrement de sa signification lorsqu'on examine ce récit de Crawford, et qu'on le rapproche de deux lettres du comte de Lennox du 11 juin 1568, l'une à Thomas Crawford et à Robert Cunningham, l'autre à Murray. Les conférences d'York se préparaient. Lennox écrit au régent qu'il faudrait voir comment s'y prendre pour dresser les articles qu'il avait envoyés à ses fidèles serviteurs (Crawford...), par exemple la nature de la querelle de la reine avec le roi avant le baptême; le voyage du roi à Glasgow; sa maladie dans cette ville; la cause de sa maladie; s'il y eut apparence de poison et quels furent les médecins; ce que dit Hiegate, l'entretien de Stirling; le moment de l'arrivée de la reine à Glasgow; comment elle était accompagnée; les paroles échangées entre elle et Crawford avant d'entrer dans la ville; combien de temps elle y demeura avec le roi; sa manière et ses moyens d'être agréable au roi; si elle envoyait habituellement des messages à Edimbourg et par qui; quelles femmes étaient dans sa compagnie et dans sa chambre ². — Qu'est-ce que tout cela, sinon les éléments du faux témoignage que, cinq mois après, Crawford portera contre la reine d'Ecosse?

¹ Burton, t. IV, p. 438.

² Miss Agnès Strickland, t. V, p. 120-122, d'après les papiers d'Hamilton, n° 23. Maitland club, *Miscellany*, t. IV, 1^{re} partie.

M. Burton prend ensuite à partie ceux qui, procédant comme devant la justice ordinaire, voudraient que Marie Stuart fût réputée innocente jusqu'à ce qu'on eût prouvé sa culpabilité¹. Cela, dit-il, n'est pas possible, dans le sens légal, pour des faits passés depuis longtemps. Il faudrait donc requérir de mettre Crawford dans la chambre des témoins, le pousser de questions, appeler le monde en témoignage, jusqu'à ce que l'on eût comblé toutes les lacunes, expliqué toutes les contradictions. — Cette assimilation trop absolue de la justice historique avec la justice quotidienne, aurait en effet quelque chose d'erroné par son exagération. Mais, contenue dans de sages limites, nous osons dire que c'est la vraie procédure à suivre. Qu'un homme soit vivant ou mort, mort depuis peu ou depuis longtemps, n'a-t-il pas le droit imprescriptible de n'être jugé que d'après ses actes ? Les juges, c'est-à-dire les historiens, seront-ils dégagés par longueur de temps de l'obligation de s'éclairer ? C'est le cas de dire que le temps ne fait rien à l'affaire. La vérité et l'équité sont les gardiennes du passé comme du présent, de la mémoire des générations éteintes comme de la liberté et de la vie de celles qui, un jour, iront rejoindre leurs devancières. Ne craignons donc pas de scruter la déposition du témoin Crawford, et d'avancer que, de même qu'un cri de réprobation s'élèverait contre le juge qui refuserait à un accusé communication d'écrits à lui attribués ; de même, quoiqu'il y ait trois siècles d'écoulés, on foula aux pieds les plus simples notions du droit, en diffamant la reine d'Ecosse avec ces lettres qu'on ne voulut jamais lui montrer. Alors aussi bien qu'à présent, l'iniquité systématique chez le juge supposait l'innocence chez la victime.

Le juge, objecte encore M. Burton, peut être obligé d'absoudre l'accusé, quoiqu'au fond du cœur il le croie coupable ; « mais en histoire, la croyance est tout² ; et la croyance on ne peut pas lui résister quand elle vient, pas plus qu'on ne peut s'empêcher de s'appuyer sur les probabilités les plus fortes quand il y a doute : tant pis pour la réputation de tel acteur de l'histoire du monde, mort depuis longtemps. » Certes, en commençant ce travail qu'on aura, nous le craignons, trouvé

¹ T. IV, p. 443.

² « But in history belief is all, and belief cannot be resisted, when it comes. » T. IV, p. 444.

bien long, nous n'étions que trop fondé à revendiquer les droits et les règles de la critique historique. Quelle est donc cette croyance qui, tout à coup, s'impose d'en haut, comme sur le chemin de Damas ? Un mysticisme de nouvelle espèce substituera donc, chez l'historien, l'empire soudain de l'illumination au lent développement de la conviction, élaborée dans les profondeurs de la conscience sous les auspices du juste et du vrai ? Nous avons grand'peur que ce ne soit tout uniment l'introduction du caprice et du parti pris : tant pis pour les victimes d'autrefois, et que celles de l'avenir cessent d'en appeler à l'histoire !

En repoussant ainsi la méthode qui cherche la connaissance des faits dans l'étude des monuments historiques, — ce qu'il appelle les points techniques de la preuve, — M. Burton veut pourtant garder un fil conducteur : il se guidera d'après le ton général et le caractère de l'ensemble de l'histoire. Il trouve qu'à ce point de vue, rien n'est plus naturel que les lettres de la cassette, qu'elles sont tout à fait à leur place dans la sombre suite des événements ¹. Soit, mais dans l'histoire frelatée de Buchanan, et non dans l'histoire véritable, purifiée des ignominies du rhéteur classique ! M. Burton n'a-t-il pas reconnu lui-même, par les suppressions tacites qu'il a pratiquées sur certaines énormités de son auteur favori, qu'il y aurait des précautions à prendre ? Avant de s'inspirer du ton général de l'histoire, il faut savoir ce que valent les faits, surtout dès qu'il y a contestation. Quoi de plus trompeur que de bâtir avec des matériaux qu'on n'a pas contrôlés, qu'on ne veut pas contrôler ? Fantaisie et imagination, c'est-à-dire l'histoire *ad libitum*, voilà encore où l'on nous ramène.

Aussi, comme M. Burton se donne carrière sur le mérite incomparable des lettres, lorsqu'il demande, en manière de défi, où l'on aurait pu trouver un faussaire d'assez de génie pour représenter par invention ce conflit des trois passions, l'amour, la jalousie et la haine, conflit dans lequel nous saisissons la réalité de ce que les maîtres de la fiction ont essayé d'imiter à tous les âges ! « En les lisant, on ne peut pas se défendre de sympathie ou de compassion pour les êtres, doués entre tous les autres, qu'entraîne le torrent des passions

¹ T. IV, p. 445.

implacables, lors même que leur but est la violation des plus hautes lois divines et humaines; d'un mouvement de sensibilité pour ces illustres personnages, qui montrent qu'ils ont leur part dans la fragilité de notre commune nature par des imperfections aussi transcendantes que leurs talents. Cela est une des mystérieuses dispositions du cœur humain. Il y a place pour l'indulgence. En fait, c'est l'ombre qui fait la puissance de la peinture. Avec sa beauté, son esprit, sa capacité politique et ses fascinations sans nombre, Marie, reine d'Ecosse, n'aurait pas à beaucoup près la moitié de la place qu'elle occupe dans l'intérêt de l'humanité, si l'épisode de Bothwell ne faisait point partie de son histoire ¹. »

Le *Blackwood's Magazine* ², en rendant compte du livre de M. Burton, renchérit sur le modèle et donne le dernier mot de cette manière romanesque. Il lui plaît de montrer dans la reine d'Ecosse une sorte de frénétique « qui a mis son cœur sur un coup de dé et joué à la fois nom, réputation, innocence, existence, jusqu'à son salut. Une blanche et angélique victime, sacrifiée aux complots et aux passions d'un scélérat, intéresse naturellement les âmes douces et sans souillure. Mais à représenter Marie Stuart sous cet aspect, on efface tout ce qui est caractéristique, tout ce qui est unique dans ce magnifique quoique funeste tableau. L'innocence a peu de chose à faire avec ces grandes scènes de l'histoire. Marie est grande dans sa passion, dans sa lutte, dans son abandon d'elle-même, dans son crime. »

Ainsi l'innocence est prosaïque. On accable Marie Stuart sous la poésie des grands crimes. Tel est le dernier mot d'une école qui, avec des talents éminents, est en voie de dénaturer la science. Paradoxale, subtile, s'attribuant sur les faits la despotique autorité du romancier ou du poète dramatique, elle n'irait pas à moins qu'à bannir des annales de l'humanité les grandes lois morales, soutien et lumière de l'histoire aussi bien que de la société elle-même.

XXXII.

Nous avons dû nous arrêter à l'enlèvement de Marie Stuart par Bothwell, et demander aux auteurs leurs motifs de croire

¹ T. IV, p. 446-447.

² Avril 1867.

à l'authenticité des lettres qui sont censées contenir les secrets de la reine¹. Suivons maintenant avec eux le cours des événements décisifs.

Pendant que la reine, livrée en proie par la noblesse à son ravisseur, subissait les outrages de Dunbar, les grands poussaient leurs machinations. On dit que le 27 avril, ils écrivirent d'Aberdour à la prisonnière, alors que son affront était irréparable et le mariage inévitable, pour lui offrir leur épée en cas qu'elle eût été enlevée contre son gré. Puis, réunis à Stirling, dans les premiers jours de mai, Morton, Argyle, Mar, Athol et d'autres déterminèrent la marche à suivre ; ils décidèrent d'ôter la reine à Bothwell, et si elle refusait de le quitter, de la détrôner et de couronner son fils². Ils sollicitèrent l'appui d'Elisabeth. La reine d'Angleterre témoigna de la froideur : renverser une princesse souveraine lui semblait grave. Toutefois, à un prix qu'elle n'osait pas dire, la remise du prince d'Ecosse entre ses mains, elle eût été moins difficile à persuader³. Elle fut donc énigmatique plus encore qu'à l'ordinaire. Les lords, pénétrant sa pensée, et résolus à ne pas se dessaisir de l'enfant sans le nom duquel ils ne pouvaient plus rien, la stimulaient par le fantôme de l'alliance française. Ils se représentaient comme obsédés des offres de du Croc, qu'ils ne repoussaient jusque-là, disaient-ils, que par attachement pour l'Angleterre. M. Froude prend cette comédie au sérieux⁴, quoi-

¹ Nous n'avons pas parlé des sonnets amoureux imputés aussi à Marie Stuart. Plusieurs traits, les plus marquants, serviraient à prouver la fraude. Qu'il nous soit permis de rappeler que nous avons traité précédemment ces questions en détail, dans *Marie Stuart et le comte de Bothwell*, ch. v, et viii.

² Selon M. Burton (t. IV, p. 400), ils en vinrent *graduellement* à l'idée qu'il était dangereux de laisser à Marie son autorité. Les correspondances anglaises et les lettres de Kirkaldy de Grange démontrent au contraire que l'idée mère de tout le reste fut de dépouiller la reine de son pouvoir et de sa couronne.

³ M. Burton donne de l'hésitation d'Elisabeth une de ces explications raffinées où il se complait : « La ruine entière d'une rivale ne plaît pas toujours à son antagoniste. Elle anéantit les éléments de comparaison qui donnent du piquant à l'émulation et à la rivalité. Il n'y a pas de quoi se vanter ou sentir quelque satisfaction intérieure à être un peu mieux qu'un naufragé perdu corps et biens. » Peut-être cela sera-t-il vrai de quelque rivalité et d'un roman de salon. Mais, dans les grandes luttes politiques dont l'enjeu est une couronne, il ne serait pas aisé jusqu'ici de découvrir un prétendant victorieux, négligeant d'abimer le vaincu pour se ménager le plaisir de nourrir une comparaison par trop inégale. Elisabeth préféra la solution du meurtre, l'extrême naufrage de la partie adverse.

⁴ T. IX, p. 66-67, etc.

qu'il n'y ait rien de plus facile que de s'assurer, par la correspondance de l'ambassadeur français avec sa cour, qu'il n'existait entre lui et les lords aucune négociation de cette nature¹.

La grande affaire du moment, pour Bothwell du moins, était l'annulation du mariage qu'il avait contracté avec Jane Gordon, le 22 février 1566. Si nous en croyons la cassette de vermeil, il possédait depuis près d'un mois la promesse écrite de la reine de le prendre pour époux². A la vérité cette pièce, qu'on nous donne comme écrite de la main du comte d'Huntly, à Seton, le 5 avril 1567, et dont on n'a pas l'original, pas plus que des lettres, porte les signes de la fraude. A plusieurs reprises, elle exprime nettement que le procès de divorce du comte avec sa femme est déjà commencé et suit son cours, tandis qu'on sait avec certitude qu'il ne fut entamé que vingt-deux jours après, le 27 avril. Qu'importe ? N'est-il pas entendu *a priori* que tout est authentique ?

Les procédures du divorce s'achevèrent du 27 avril au 7 mai. Le 6 mai, — et non le 3 comme le dit M. Froude, d'après le *Journal* mensonger de Murray³, — Bothwell ramena de Dunbar à Edimbourg celle qui ne pouvait plus rien refuser, et le 15 mai leur mariage fut célébré, à quatre heures du matin, dans une salle d'Holyrood, selon le rite protestant, à l'exclusion du rite catholique.

« La reine apportait en toutes ces choses une soumission passive, » dit avec vérité M. Froude. « Il semble qu'une fois le pas fatal franchi, son énergie l'abandonna⁴. » Mais l'erreur systématique reprend aussitôt ses droits sur l'historien. Il explique cet abattement de l'infortunée victime par sa jalousie de l'attachement que Bothwell se serait opiniâtre à conserver pour sa première femme. C'est à ce moment qu'il juge à propos de placer la huitième lettre, quoique le contre-sens soit manifeste, puisque l'auteur de cette lettre en est encore à souhaiter le mariage public. C'est aussi sous l'aiguillon de la jalousie que le jour même du mariage, elle appelle du Croc, et lui dit qu'elle

¹ Teulet, *Relations politiques de la France et de l'Espagne avec l'Ecosse*, t. II, p. 298. Teulet, *Lettres de Marie Stuart*, p. 128. Labanoff, t. VII, p. 121.

² Teulet, p. 107-110.

³ T. IX, p. 72.

⁴ T. IX, p. 74, 75.

ne désire que la mort ; que le surlendemain, elle demande à grands cris un couteau pour se tuer. — En réalité, ni du Croc, ni Melville ne disent rien du motif prétendu de Marie Stuart ; mais M. Froude les supplée¹. Il est bien plus vraisemblable que la brutalité insolente du triomphe chez le ravisseur devenu l'époux, et l'espèce de captivité où il la retint d'abord, dans la crainte de quelque influence hostile, causèrent chez elle cette altération des traits si subite, que, comme l'écrivait Drury à Cecil, jamais visage de femme n'avait changé si profondément et en si peu de temps, sans maladie.

Acceptant néanmoins son sort, puisqu'elle avait perdu la force de réagir, elle envoya l'évêque de Dunblane à Charles IX, avec mission d'expliquer son mariage par la contrainte exercée sur elle et l'abandon où la noblesse l'avait laissée, et de solliciter du roi de France la continuation de son amitié, en l'étendant jusqu'au nouveau prince. M. Froude résume ainsi les instructions de la reine à l'évêque : « Elle disait que le comte avait été égaré jusqu'à la violence par la véhémence de son amour ; qu'il avait été un fidèle serviteur dans ses peines, et que, poursuivi comme il était par la calomnie, elle n'avait pas d'autre moyen de lui sauver la vie qu'en devenant sa femme². » Prenons le contre-pied et nous serons dans le vrai. Ouvrons l'original³. Marie raconte qu'à Dunbar elle lui reprochait vivement le rapt qu'il venait de commettre sur sa personne. Lui, pour l'apaiser, dit-elle, « nous demandait pardon de la hardiesse qu'il avait eue de nous conduire à l'un de ses châteaux ; c'était malgré lui, *contraint à la fois par l'amour, dont l'impétuosité l'avait fait passer par dessus le respect qu'il nous devait comme notre sujet*, et par la nécessité de garantir sa propre vie. » Puis il traçait le tableau des inimitiés qui s'étaient toujours acharnées à le perdre, des calomnies répandues contre lui au sujet de la mort du feu roi ; dans cette situation, nulle sûreté pour lui s'il n'était certain de conserver la faveur constante de la

¹ T. IX, p. 76. On voit par une lettre de du Croc à Catherine de Médicis (17 juin 1567,) que telle était l'interprétation que Lethington voulait répandre. Teulet, p. 129.

² Froude, t. IX p. 78. M. Burton n'est pas plus exact (t. IV, p. 395), en faisant dire à Marie que si Bothwell a mérité le blâme, c'est parce qu'en lui le dévouement surmonta le respect : *If he has been to blame, it was because his devotion overcame his discretion.*

³ En écossais. Keith, p. 388-392. Labanoff, t. II, p. 31-44.

souveraine : *il ne croyait pas pouvoir y compter, à moins qu'il ne nous plût de lui faire l'honneur de le prendre pour époux.* » Marie ajoute que néanmoins elle refusa, alors il lui montra le *bond* d'Anslie, « et il n'eut pas de repos que par persuasion et importunité, *accompagnées de violence*, il nous eût obligée d'achever l'œuvre, dans le temps et de la manière qu'il jugeait le plus utile à ses desseins. » Tel est le vrai texte. Mais glissons le pronom féminin à la place du pronom masculin, et le voilà changé du tout au tout. C'est aussi une tentation trop forte !

L'Ecosse était tranquille. « Rien, dit M. Burton, ne venait rompre la surface de tranquille bonheur dont le nouveau couple paraissait jouir ¹. » M. Burton professe l'opinion qu'on n'a que faire de regarder de trop près aux détails matériels ; et il la met en pratique. Les cris de désespoir de l'épousée ! il ne les a pas entendus. Qu'elle demande un couteau pour se tuer, ou qu'elle menace de se jeter à l'eau, cela signifie qu'elle goûte une douce félicité.

Les lords se réunirent de nouveau vers la fin de mai à Stirling, et convinrent de la prise d'armes contre la reine et Bothwell pour le 8 juin ². Du sud de la Tweed, Cecil, leur ami, se mit en mesure de les soutenir. Il ordonna à Bedford, absent de son poste de Berwick, d'y retourner en toute hâte ³. Pas plus que dans les conjurations précédentes, Marie Stuart ne devina ce qui se tramait. Pourtant il est à croire qu'un avis lui parvint à la dernière heure, dans le château ouvert d'Holyrood. Elle s'enfuit avec Bothwell, la nuit du 6 juin 1567, et chercha un abri dans le château de Borthwick, à huit milles au sud-est d'Edimbourg. Morton et lord Hume tentèrent une surprise au milieu de la nuit du 10 juin ; Bothwell gagna la campagne. Ses ennemis déconcertés proférèrent contre lui les noms de traître, d'assassin, de boucher, avec de grossières injures contre la reine elle-même. La pauvre princesse, raconte Drury, se défendit par des paroles, n'ayant pas d'autres armes à sa disposi-

¹ T. IV, p. 398. Il a déjà dit (p. 393,) qu'au commencement de leur mariage, on croirait un jeune couple innocent, chez qui abondent les sources de la magnificence et du luxe.

² Chalmers, t. I, p. 343.

³ Id., t. III, p. 85, note x.

tion¹. Dès qu'ils s'éloignèrent, elle quitta ce refuge peu sûr. Elle erra quelque temps parmi les ténèbres, jusqu'à ce que Bothwell la rencontra et l'emmena à Dunbar.

M. Burton fait encore ici une observation critique contre Marie, comme pour mieux prouver qu'il dédaigne les faits. Il pense qu'il lui était loisible de se joindre au parti rangé alors devant le château. Car si elle avait agi jusque-là par force ou par crainte de son mari, elle en était délivrée dans le moment. Cependant elle prit une résolution différente². Si M. Burton s'était approché davantage des événements, les insultes vomies par cette troupe contre la reine ne lui auraient pas échappé. Mauvais moyen, convenons-en, d'attirer chez les lords celle qui en était l'objet.

La reine appela autour d'elle à Dunbar ses sujets fidèles. Dès le 14 juin, Bothwell se hâta d'entrer en campagne, peut-être avec l'intention de soutenir la fidélité chancelante (et déjà vendue aux insurgés) de James Balfour, commandant du château d'Édimbourg, et en même temps de brusquer l'événement à lui seul, avant que les Hamiltons, alors en marche, eussent rallié la bannière royale. Le 15, il occupa la colline de Carberry-Hill, située à dix milles à l'est d'Édimbourg.

Les lords accourus à sa rencontre, — car il leur importait de tenir la reine à distance de sa capitale, — se postèrent sur une hauteur en face. Mais les deux partis, soit horreur de l'effusion du sang, soit temporisation, consumèrent presque toute la journée en pourparlers dans lesquels du Croc s'employa inutilement, et en défis de combat seul à seul entre Bothwell et l'un des lords, défis où ceux-ci reculèrent, malgré le beau rôle qu'ils se donnèrent dans leurs pamphlets. Cette longue inaction ébranla la troupe de Bothwell, composée en grande partie de paysans ramassés à la hâte. Enfin vers le soir, la reine, apercevant à proximité, chez ses ennemis, Kirkaldy de Grange, prit soudainement la résolution d'en finir par un accord. Elle le fit appeler, et reçut de lui la déclaration que l'on désirait qu'elle éloignât de sa personne Bothwell, soupçonné du meurtre du roi ; qu'elle se transportât près des seigneurs, pour se diriger d'après leurs conseils ; qu'ils l'honore-

¹ Drury à Cecil, 12 juin. M. Froude, t. IX, p. 82, ne perd pas l'occasion de la comparer à un chat sauvage aux abois.

² T. IV, p. 400.

raient, la serviraient et lui obéiraient comme à leur souveraine. Marie ayant accepté, il alla chercher et rapporta la ratification solennelle de son parti. Bothwell, moins confiant, essaya de dissuader Marie Stuart, et de lui ouvrir les yeux sur le piège où on l'attirait. Elle fut inébranlable, et lui promit seulement la fidélité ; elle ne pouvait oublier qu'il était son mari. Kirkaldy prit Bothwell par la main et l'engagea à se retirer, avec promesse qu'on ne le poursuivrait pas (ses complices en effet n'avaient aucun désir de le prendre, dans des circonstances qui n'auraient pas permis de le tuer sur l'heure). Quand le comte et un petit nombre des siens eurent pris de l'avance au galop sur la route de Dunbar, le laird de Grange alla porter aux lords la nouvelle que la reine venait à eux, et retournant au devant d'elle, il la conduisit à Morton : « Madame, » dit celui-ci avec un profond salut, « nous voulons vous honorer, vous servir et « vous obéir aussi fidèlement que la noblesse le fit jamais pour « aucun de vos ancêtres. »

Il n'avait pas fini de parler que des cris éclataient : « Au feu, « la prostituée ! au feu, l'homicide ! brûlez-la ! » et que lui-même s'assurait de sa personne. On la mit à cheval ; et entre sept et huit heures du soir, on prit le chemin d'Édimbourg. Devant elle, deux soldats portaient un étendard étalé sur deux piques, représentant, sur un fond blanc, Darnley mort au pied d'un arbre, son fils à genoux, les mains jointes, avec ces mots : « Juge et venge ma cause, ô Seigneur. » — « Elle aurait bien souhaité n'avoir jamais vu pareil tableau, » écrivirent-ils en se moquant à Drury¹. Elle s'évanouit, et l'on eut peine à l'empêcher de tomber de cheval. Kirkaldy tira son épée contre quelques-uns des plus furieux. Revenue à elle, la malheureuse reine fut prise d'un désespoir approchant du délire. Elle apostropha, au milieu de torrents de larmes, le comte d'Athol, lord Lindsay, et les menaça des derniers châtimens que méritait trop bien leur trahison². Il était plus de neuf heures du soir quand le lamentable cortège entra à Édimbourg ; il fallut encore subir les vociférations de la populace ameutée. Au lieu

¹ Miss Strickland, t. V, p. 325. Ils avaient envoyé d'avance le dessin à Cecil, par l'intermédiaire de Drury.

² Plus tard, le comte d'Athol étant mort, sa veuve et sa fille sollicitèrent la permission de venir partager la captivité de la reine en Angleterre. Elisabeth s'y opposa.

de conduire la prisonnière à Holyrood, on l'enferma dans une sorte de citadelle, la maison de Simon Preston, beau-frère de Maitland de Lethington, et prévôt de la ville.

Cette trahison du 15 juin 1567 est une des pages les plus honteuses de l'histoire. Préméditée de loin, elle succéda avec une soudaine effronterie aux assurances les plus formelles, sans que la reine y eût donné le prétexte le plus léger.

Faudra-t-il demander de quel côté sont les complaisances, les indulgences de récit (*a lenient consideration*) des deux auteurs modernes? M. Froude atténue la portée des engagements des lords : ils avaient promis qu'elle serait bien traitée et que Bothwell serait libre de se retirer où bon lui semblerait ¹. Selon M. Burton, la reine se contente de la sûreté de Bothwell. Puis, quand éclatent les outrages et qu'elle est traitée en prisonnière, il dit simplement que quelques coquins crient méchamment, et qu'on les fait taire par des remontrances indignées et des châtiments ². Cette scène révoltante étant à peine indiquée, il en coûte beaucoup moins de mettre Marie Stuart dans son tort, lorsqu'elle laisse déborder sa juste indignation : « Les confédérés n'étaient pas destinés à trouver chez elle la douce résignation d'un courage brisé ³. » — Après un premier abattement, une réaction, poursuit-il, « la précipita dans une de ces explosions de rage qui plus d'une fois, dans le cours de sa vie, l'emportèrent sur sa finesse habituelle. Elle déchaina sa formidable langue, et frappa de droite et de gauche en les exaspérant ⁴. » Où sont dans sa vie ces *explosions de rage*, les coups de sa formidable langue? et comme c'est le lieu de préconiser sa finesse! Mieux vaut vraiment la comparaison de M. Froude : « Comme la bête fauve aux abois, sous la patte des chiens, elle lutta et se débattit encore ⁵. »

¹ T. IX, p. 92.

² T. IV, p. 414, 416.

³ *Id.*, p. 416. « The meek resignation of a broken spirit. »

⁴ *Id.*, p. 417.

⁵ T. IX, p. 92. Ces exagérations proviennent surtout du récit que du Croc accepta de Maitland de Lethington. Il écrivit à Catherine de Médicis, le 17 juin 1566 (Teulet, *Lettres de Marie Stuart*, p. 127) : « Aussi que la reine étant mise entre leurs mains, j'eusse pensé qu'elle eût usé de douceur et cherché les moyens de les contenter et pacifier; au contraire, après qu'elle fût prise, en venant à Lislebourg (Edimbourg), ne parla jamais que de les faire pendre et crucifier, et continue toujours; qui augmente leur désespoir, car ilz voient que s'ilz la mettent en liberté, elle ira incontinent trouver le duc son mari, et ce

Les factieux gardèrent Marie Stuart prisonnière dans la maison du prévôt, la nuit du 15 au 16 juin, et toute la journée du 16. Elle reprocha en termes amers à Kirkaldy de Grange, par une lettre, les trahisons dont il s'était fait l'instrument. Kirkaldy porta cette plainte aux lords. Ils lui répondirent que la nuit même du 15 au 16, ils avaient intercepté une lettre qu'elle envoyait à Bothwell, où elle l'appelait son cher cœur, et lui promettait de le rejoindre le plus tôt possible. Le soldat chargé par elle de ce message, au lieu de le porter à Dunbar, l'avait remis à ses chefs. Robertson, si sévère et si injuste envers Marie Stuart, demande cependant pourquoi ce soldat ne fut pas produit, pourquoi cette pièce, quoiqu'elle constituât une preuve matérielle de premier ordre, ne fut représentée ni quand les lords rédigèrent le warrant de séquestration à Lochleven, motivé par le refus obstiné de la reine de se séparer de Bothwell (ce qu'elle avait fait pourtant à Carberry-Hill); ni quand, au mois de juillet suivant, Throckmorton vint de la part d'Élisabeth défendre à moitié la reine déchue; ni aux conférences d'York et de Londres en 1568; et pourquoi Buchanan et Knox n'en ont point parlé. D'où il conclut qu'évidemment les lords inventèrent, pour les besoins du moment, cette lettre dont il ne fut plus jamais question.

M. Froude et M. Burton sont au-dessus de cet attachement à la vérité, qu'un historien, même égaré, ne saurait briser entièrement. Ils acceptent l'affirmation des lords avec une foi

sera à recommencer. » Du Croc, honnête mais sans pénétration, donna dans les panneaux de Lethington. Il avait deviné la culpabilité de Bothwell et refusé avec raison d'assister au mariage de celui-ci avec Marie Stuart; mais il ne paraît pas avoir rien soupçonné du motif final qui décida la reine, bon gré mal gré. Sa correspondance dès lors laisse percer contre elle une humeur qui le disposait à recevoir les mauvaises impressions des ennemis de Marie Stuart. Il écrivit sa lettre du 17 juin, au sortir d'une conversation de trois heures avec Lethington; et la preuve que cet Ulysse écossais l'a englouti de mensonges, c'est que « il me jura sur son Dieu, dit le crédule ambassadeur, que, jusques icy, ilz n'avoient aucune intelligence avec la royne d'Angleterre ni autre prince estranger, et n'en demandoient point...; mais surtout ils désiroient que le roy (Charles IX) voulût prendre le prince et ce royaume en sa protection et garde. » Quand on a vu leurs ardentes sollicitations près du gouvernement anglais, leurs inoqueries contre l'influence française, on reconnaît la fausseté énorme de Lethington et la bonhomie de son interlocuteur. Quand donc celui-ci dit, en finissant sa dépêche, que « les malheureux faicts sont trop prouvés, » nous n'avons pas à nous en étonner. — M. Froude qui sait de leurs relations avec Cecil tout ce que du Croc ignorait, répète la dénégation de Lethington sans commentaire, et avec une apparence de candeur charmante (t. IX, p. 96).

que rien ne rebute ¹. Ils ne soupçonnent pas qu'il y ait là quelque difficulté. Cette lettre vient si utilement à point, pour expliquer comment, à l'instant où *l'unique désir* dès lors était de réveiller la reine de son rêve, et d'obtenir d'elle le sacrifice du misérable auquel elle avait lié son sort ², il leur fallut comprendre qu'ils s'obstinaient à l'impossible !

A plusieurs reprises, Marie se présentant à la fenêtre de sa prison, dans un désordre lamentable, « battant les barreaux de sa cage ³, » supplia le peuple de la délivrer des mains des traîtres. Bientôt ceux-ci eurent lieu de s'inquiéter. On nous dit invariablement que le soulèvement était général contre une femme surchargée de crimes. M. Froude y prodigue sa plus brillante poésie : « Comme la bruyère des montagnes, lorsqu'elle s'allume par un ciel aride de printemps, flambe au vent, et la flamme se répand et se répand jusqu'à ce que l'horizon ne soit plus qu'un cercle de feu, ainsi à la proclamation des lords, les cœurs de tout le peuple d'Écosse étincelèrent en une conflagration universelle ⁴. » Pas si universelle : Buchanan et Knox avouent que la population d'Édimbourg resta tellement froide à l'appel des confédérés, les 11 et 12 juin, que déjà ils pensaient à se séparer, et qu'ils auraient quitté leur entreprise, si la reine était restée quelques jours de plus à Dunbar. Le 16 au matin, le peuple, ému des supplications de sa reine, commença de gronder : et les corporations de métier parlaient de prendre les armes, quand Marie, trompée par les belles paroles de Lethington, les congédia. Cependant les lords restèrent en alarme tout le long du jour ⁵.

M. Burton se contente à plus bas prix que M. Froude. Les insultes de la populace lui suffisent comme manifestation du sentiment public contre Marie Stuart. « On remarqua, dit-il, que les attaques les plus bruyantes et les plus furieuses vinrent de son propre sexe, et encore pas de la portion la plus vertueuse ⁶. » Quoi ! nos *tricoteuses* viendront-elles fixer aussi le jugement de l'histoire sur Marie-Antoinette !

¹ Froude, t. IX, p. 97. Burton, t. IV, p. 421.

² Froude, t. IX, p. 95.

³ *Id.*, *ibid.*, p. 97.

⁴ T. IX, p. 82.

⁵ Lettre de du Croc à Charles IX, 17 juin 1567. Labanoff, t. VII, p. 123.

⁶ T. IX, p. 418. M. Burton y tient : plus loin (p. 450-451), il dit de la *Detectio* qu'elle contient des accusations qu'il ne faut pas croire ; « mais le fait seul

Le soir du 16 juin, Marie fut conduite à Holyrood, à pied, par la rue de la Canongate, peuplée des mégères les plus viles. Elles criaient : « Au feu ! brûlez-la ! A l'eau ! » — Remise de l'égarément qui l'avait saisie la veille, elle répondait : « Je suis « innocente ! De perfides traitres vous trompent. Bon peuple « chrétien, prenez ma vie, ou délivrez-moi de leur cruauté ! » Et le peuple s'émouvait. La même nuit, Ruthven et Lindsay entrèrent dans la chambre d'Holyrood où elle reposait, la contraignirent de se lever ; et après avoir jeté sur elle un manteau de cheval, l'emmenèrent à Lochleven. Cette prison, qui l'attendait depuis deux ans, la reçut enfin le 17 juin 1567. Cinq semaines après, le 24 juillet, les portes s'ouvrirent de nouveau devant le féroce Lindsay, qui, accompagné de Robert Melville, vint lui arracher en la menaçant de mort l'abdication qu'elle fut censée avoir donnée *librement et de son propre mouvement*. Le 29 juillet, jour anniversaire de son mariage solennel avec Darnley, les lords couronnèrent à Stirling, Jacques, son fils, un enfant de treize mois. Le trône de l'infortunée reine était brisé à jamais. Au mois d'août, le comte de Murray revint de France, pour prendre possession de la longue régence, qu'il avait convoitée, que ses amis et complices lui avaient acquise par l'assassinat et par une suite de perfidies sans nom.

XXXIII.

Ainsi se consumma cette révolution. L'audace et le crime d'un petit nombre de seigneurs disposèrent du pouvoir suprême. Le public stupéfait regarda faire ; les fanatiques applaudirent ;

qu'elle les articula, est une révélation importante. Elle nous donne le sentiment populaire sur la reine Marie. Ce sentiment, il est naturel qu'il se soit élevé et qu'il ait élu domicile chez la populace d'Édimbourg, devant laquelle s'étaient passées les tragédies de son règne. » Mais en savait-elle les ressorts secrets. Voilà encore la théorie de M. Froude, que l'on doit chercher dans la loge du concierge le mot des mystères des cours. M. Burton ajoute que la *Detectio* n'est si véhémence et si hardie que parce qu'elle est l'organe du sentiment populaire ; et en même temps, il ne peut pas s'empêcher de convenir que rien n'est plus fallacieux qu'une pareille pierre de touche. L'atmosphère de rumeurs publiques qui entoure un fait extraordinaire, ne peut manquer de l'exagérer et de le dénaturer ; mais l'existence de cette atmosphère est elle-même un phénomène psychologique important, etc... — Que de peine ne faut-il pas se donner pour essayer de mettre sur leurs pieds les calomnies contre Marie Stuart !

la populace insulta la victime ; et les meneurs se targuèrent de l'assentiment universel. A présent encore, l'écho répète les imprécations des furies de la Canongate, et M. Froude continue l'insulte. « Aux yeux du peuple, ose-t-il dire, la douce victime du sentimentalisme moderne n'était qu'un chat sauvage pris au piège, qui, si on ouvrait sa cage, leur enfoncerait griffes et crocs dans la gorge ¹. » L'auteur goûte tellement sa comparaison féline, qu'il ne se fatigue pas, et la reproduit avec complaisance : Marie Stuart s'est-elle réfugiée d'Ecosse en Angleterre (mai 1568), elle est « le dangereux animal, qui s'est pris lui-même au trébuchet, difficile à garder, et à qui pourtant l'on ne saurait permettre de gagner les champs, avant de lui avoir arraché les dents et rogné les ongles au vif ². »

Mais une autre solution eût été plus radicale encore. M. Froude la connaît. Elle n'a rien qui l'effraye ; au contraire : « Il eût peut-être mieux valu pour les intérêts de l'Europe, dit-il, que l'aide offerte par la France ³ fût acceptée, que Murray fût moins intègre ou plus clairvoyant en politique. Si les nobles d'Ecosse, soutenus des plus proches parents de la reine, l'avaient mise en jugement pour ses crimes, et publiquement exécutée, elle aurait cessé du moins d'être pour l'Europe un élément de discorde. Ses prétentions sur l'Angleterre et la question de sa culpabilité eussent été tranchées du même coup à jamais. Le gouvernement français se serait insensiblement porté du côté de la Réformation, en s'unissant avec un parti qui en avait été le grand promoteur dans un autre pays. Il aurait été moins dépendant des Guises ; ses liaisons avec les Huguenots seraient devenues plus étroites ; les restes de la faction catholique, qui couvaient en Ecosse, se seraient éteints ; l'Angleterre et la France, cessant d'être divisées par la foi, se seraient rattaché l'Ecosse par une chaîne commune, et la main dans la main, auraient soutenu en Europe les grands intérêts de la liberté. » Peut-être, M. Froude l'avoue, les choses auraient-elles tourné autrement. Cependant ses conjectures lui paraissent tellement vraisemblables, « qu'on ne peut laisser passer la perte d'une

¹ T. IX, p. 129.

² *Id.*, p. 238.

³ Aux lords rebelles. Catherine de Médicis, ennemie de Marie Stuart, offrait de l'argent à Murray afin de l'empêcher de se mettre sous la dépendance d'Élisabeth. — Nous sommes en août 1567.

occasion qui, saisie et employée, aurait prévenu des malheurs si épouvantables, sans une expression de regret ¹. » Qui l'aurait cru ? Tant de belles choses dans l'assassinat juridique ! Aussi, en 1568, après la victoire de Murray sur Marie Stuart échappée de prison, l'auteur ne se contraindra pas pour regretter que le vainqueur n'ait pas fait justice de tous ses prisonniers ².

Et Murray ! on ose l'accuser d'ambition ! « Il a plu aux apologistes de la reine de prétendre être pleinement au courant des motifs de Murray, de soutenir qu'il voulait terrifier sa sœur, pour l'amener à le charger du gouvernement. Comment, au sens de ces écrivains, le gouvernement de l'Ecosse pouvait-il être un objet d'envie pour lui ou pour qui que ce fût, c'est ce qu'il est moins aisé de faire comprendre. Rarement perspective moins séduisante fut offerte à une ambition personnelle ³. » Suit l'énumération des difficultés redoutables qui attendaient le frère de Marie Stuart, comme régent. Mais ne pourrions-nous pas demander à M. Froude si les ambitieux n'ambitionnent que les choses faciles ; et si ce n'est pas une des nécessités de l'ambition de s'attaquer aux choses difficiles ? Quand Murray brigua la régence en 1561, quand il conspirait pour arracher le pouvoir à Marie en 1565 et en 1566, l'Ecosse était-elle en beaucoup meilleur état ? Alors, comme en 1567, « il était sous l'empire de cette suprême intégrité, qui seule rendait possible l'exercice du pouvoir dans de telles conditions, et seule pouvait le tenter de l'assumer ⁴. » Et comme il était patriote désintéressé, il était aussi frère affectionné et gentilhomme chrétien ⁵.

Marie Stuart, si heureusement apparentée en Ecosse, possédait en Angleterre une sœur non moins aimante. Celle-ci se flatta de l'espérance que la reine d'Ecosse, tenue captive chez elle, « apprendrait peut-être la sagesse par la souffrance, et que les soins et la bonté l'amèneraient à la fin à voir ses vrais intérêts ⁶. »

Ces deux affections d'Ecosse et d'Angleterre pactisèrent ensemble. Lors de la révolte des comtes de Westmoreland et

¹ T. IX, p. 154-155.

² *Id.*, p. 226.

³ *Id.*, p. 160.

⁴ *Id.*, p. 551.

⁵ *Id.*, p. 162, 548.

⁶ *Id.*, p. 402-403.

de Northumberland contre Élisabeth en 1569, révolte à laquelle Marie Stuart n'eut aucune part. Murray chargea son agent Elphinston de remontrer à Elisabeth qu'elle avait en son pouvoir la source de tous les troubles; que la rébellion n'était pas finie; qu'elle avait des branches encore plus dangereuses, et que s'il n'y était pas apporté de remède, la faute en serait à Sa Majesté. — Pas un mot en tout cela, dit M. Froude, qui ne fût parfaitement raisonnable et vrai ¹. Aussi, une négociation dont l'objet était de livrer la reine d'Ecosse au comte de Murray, à condition qu'il lui trancherait la tête immédiatement, s'était-elle nouée et allait-elle aboutir, quand tout à coup le régent tomba sous la balle d'un assassin à Linlithgow, le 23 janvier 1570. — « Le complot fut formé originairement dans la maison de Marie Stuart, *si elle-même n'en fut pas l'auteur premier* ². » Il n'existe aucune trace de complicité quelconque de Marie Stuart dans ce crime. Finissons sur cette dernière calomnie.

Telle est donc l'école historique qui tend à se constituer de l'autre côté du détroit. Si l'on n'y prenait garde, elle ferait déchoir l'Angleterre du rang où l'avait portée le fort et droit génie de tant de générations d'historiens. Elle méprise ce que l'on regardait jusqu'ici comme un devoir fondamental, l'étude consciencieuse des événements et des personnages. Ne mettant la main dans les documents authentiques que pour s'en faire un jeu et les accommoder de force à une idée préconçue, elle suit sa passion avec une incroyable assurance de partis pris, qui subjugué et entraîne le lecteur égaré!

A la bataille de Copenhague en 1801, l'amiral Parker voyant son audacieux lieutenant Nelson, trop avancé et compromis, lui fit le signal de la retraite. Mais Nelson, couvrant de sa main celui de ses deux yeux que les accidents de la guerre ont épargné: « Je ne vois pas, dit-il, les signaux de Parker. » Il s'obstine en héros; et d'un désastre imminent, il fait une victoire.

Dans les luttes de la science historique, il ne manque pas d'écrivains, qui, eux aussi, se refusent à voir les signaux de la vérité. Mais il n'en est pas ici comme sur le champ de bataille.

¹ T. IX, p. 574.

² *Id.*, p. 575.

L'obstination n'a rien d'héroïque ; les victoires qu'elle remporte, ou pour mieux dire, qu'elle s'attribue, ne sont pas de bon aloi. Si opiniâtre que soit votre fantaisie, vous ne réduirez pas la vérité et la justice à capituler ; vous ne les chasserez pas des choses humaines.

L. WIESENER.

LA FUITE DE LOUIS XVI

PREMIERS PROJETS. — VOYAGE DE VARENNES. — ARRESTATION.

DEUXIÈME PARTIE

IV

La petite ville de Varennes, aujourd'hui chef-lieu de canton du département de la Meuse — dépendant, lors de la révolution, du district de Clermont-en-Barrois, et peuplée d'environ 1,600 habitants, — est traversée par l'Aire, qui la divise en deux parties à peu près égales. Sur la rive gauche s'élève en amphithéâtre la *ville haute*, assemblage de rues étroites et rapides, au milieu desquelles celles du château et de la Basse-Cour descendent, en se faisant suite, depuis l'entrée de la ville, du côté de Clermont, jusqu'au pont unique jeté sur l'Aire. Sur la rive droite s'étend la *ville basse*. En 1791, Varennes avait à peu près la même physionomie générale qu'aujourd'hui, mais il ne possédait qu'une seule place dans le bas de la ville, remplie en grande partie par un four banal, par des pressoirs et par un large et profond ravin ; comblé depuis. Des deux autres qu'on y voit, la première (la place du Château, vulgairement nommée place Verte) était occupée par le tribunal du bailliage ; la deuxième (la place du Marché ou de l'Hôtel-de-Ville), par une église et un cimetière, que reliait à la rue de la Basse-Cour et à un clocher subsistant encore, une voûte maintenant disparue, longue d'une soixantaine de pieds au plus, et se fermant à deux battants. Il était nécessaire de tracer cette rapide description pour l'intelligence de ce qui va suivre.

Le maire de Varennes, Georges, récemment nommé député du district à l'assemblée nationale était remplacé par un officier municipal et par le procureur Sauce. Jusqu'à la nuit du 21 au 22 juin 1791, cette petite bourgade n'avait pas fait grand bruit dans le monde ; les idées révolutionnaires s'y étaient introduites, comme presque partout. Ainsi le curé avait été débouté de ses fonctions, dès les premiers jours du mois d'avril, pour avoir refusé de prêter le serment ; le directeur du couvent des religieuses et des sœurs de Saint-Charles avait fait de même de là quelques désordres. Le conseil municipal avait consigné l'expression d'un blâme énergique dans le registre de ses délibérations ¹. Mais c'était là à peu près tout. Les bruits de la capitale trouvaient à peine un faible écho dans cette tranquille bourgade, isolée des grandes routes.

Le duc de Choiseul s'était chargé de former le relais de Varennes avec ses propres écuries : il y avait envoyé six forts et bons chevaux de carrosse pour la voiture du roi, plus deux chevaux de cabriolet pour celle des femmes de chambre, et des chevaux de selle, parmi lesquels s'en trouvaient deux que le roi pouvait monter au besoin. En partant de Metz pour Paris, il avait eu soin de laisser un billet qui autorisait le marquis de Bouillé à disposer de ses équipages, et ordonnait à ses gens de lui obéir comme à lui-même ².

Quant aux mesures militaires, voici en quoi elles consistaient. Un détachement de cent hussards du 6^e régiment, dits hussards de Lauzun, était venu s'établir à Varennes depuis plusieurs jours. On les avait casernés dans le couvent, alors désert, des ci-devant Cordeliers, qui était situé sur la rive gauche de l'Aire, mais dans un endroit un peu écarté. Ce détachement avait d'abord à sa tête trois officiers : le capitaine Deslon, excellent soldat, ferme, intelligent et loyal, sur le compte duquel, par malheur, on avait inspiré quelques préventions au marquis de Bouillé, probablement parce qu'il avait fait la guerre d'Amérique ; le lieutenant Boudet ³, et le sous-

¹ *Registre des délibérations de la commune*, année 1791, *passim*.

² *Relat.* de Choiseul, p. 65-6, et à la suite, *Déclaration* de James Brisack et du sieur Thomas.

³ Comment M. Bimbenet a-t-il pu ignorer le nom de Boudet, qu'il lit *Bondel* dans le procès-verbal de la municipalité de Varennes, et qu'il rectifie par deux fois en disant qu'il faut lire *Blondet* ?

lieutenant de Rohrig¹. Par suite des défiances que M. de Bouillé avait conçues et dont il se repentit amèrement plus tard, Goguelat, en passant par Varennes pour se rendre à Pont-Sommeville, usa des ordres en blanc que lui avait remis le général pour envoyer Deslon à Dun (cinq lieues de Varennes), où se trouvait la seconde partie de son détachement et le 5^e poste de Pont-Sommeville à Montmédy. Lui-même, comme nous l'avons vu, était parti de Varennes le 20 au matin, emmenant 40 hussards sous le commandement du lieutenant Boudet, — de sorte qu'il ne restait plus dans cette petite ville que soixante soldats, commandés par un jeune sous-lieutenant de dix-huit ans².

Plusieurs jours avant l'événement, un certain nombre de circonstances : l'arrivée de cent hussards, le départ des soixante, les récits des voyageurs qui avaient remarqué les mêmes mouvements de troupes dans les localités environnantes, un va-et-vient continuel d'officiers, de voitures et d'équipages, et jusqu'aux bruits répandus à dessein du passage d'un trésor et d'une attaque imminente des Autrichiens à la frontière, avaient jeté quelque trouble et quelque inquiétude dans ce bourg. Cependant, le 20, Goguelat écrivait de Varennes au marquis de Bouillé : « J'ai vu le maire, le commandant de la garde nationale, qui sont à cent lieues du voyage ; » et le même jour, Sauce lui-même adressait à l'un de ses amis une lettre qui témoigne de la tranquille confiance, mêlée d'une fierté toute locale, avec laquelle il voyait grandir ainsi l'importance de sa ville³.

Dès le 17 ou le 18 juin, un domestique était venu descendre, avec des chevaux, à l'hôtel du *Grand-Monarque*, le principal de l'endroit, dans la ville basse, à quelques pas du pont. Interrogé par les autorités locales, qui lui demandèrent son passe-

¹ M. de Fontanges l'appelle Rodwell ; Deslon, le comte Louis, M. de Valory Rohrig ; ailleurs il est nommé Lorric, et ce nom a acquis si peu de notoriété qu'il est difficile de vérifier laquelle de ces versions est la bonne. Je m'en tiens pourtant à Rohrig, qui se retrouve aussi dans deux pièces municipales des 25 et 28 juin, rendant compte de l'examen des malles et effets de Rohrig et Deslon.

² *Mémoires* de Bouillé, édit. Barrière, note G, p. 395 ; *Relat.* de Choiseul, p. 63 ; *Relat.* de Deslon, à la suite du *Mémoire* du comte Louis, p. 174, note ; Bimbenet, *Pièces justific.*, lettre de Goguelat à Bouillé, p. 165-6.

³ Bimbenet, p. 88-9, et *Pièces just.*, p. 166.

port et le nom de son maître, il répondit qu'il appartenait à M. de Damas, colonel d'un régiment qui devait bientôt passer par Varennes, où il avait ordre de l'attendre. Le lundi 20, à cinq heures du matin, on vit les quarante hussards destinés au poste de Pont-Sommeville, partir du couvent des Cordeliers, sous la direction de Goguelat et de Boudet. Le lendemain, 21, on annonça dans la matinée l'arrivée d'un caisson qui serait escorté d'un régiment de dragons, et ce caisson passa en effet avec un carrosse, où l'on crut n'apercevoir que des gens de suite, — mais sans escorte. Les voitures s'arrêtèrent encore au *Grand-Monarque*, au milieu d'une population inquiète, ou du moins pleine d'une curiosité malveillante, toute prête à les arrêter pour faire du zèle et se donner un spectacle qui plait toujours aux masses. Cependant on les laissa partir vers trois heures, mais à regret, et non sans une espèce d'émeute. Le domestique dont nous avons parlé plus haut monta dans le carrosse des gens de suite, et quitta Varennes ¹.

Dans l'après-midi de la même journée, deux officiers, dont l'un était le deuxième fils du marquis de Bouillé, capitaine des hussards d'Esterhazy, et l'autre le comte de Raigecourt, capitaine au régiment de Royal-Allemand, vinrent descendre à la même auberge avec un seul hussard d'ordonnance. Pour justifier leur présence, ils prirent soin de donner aussi à entendre qu'ils attendaient leur général, le duc de Choiseul, dont le passage était annoncé depuis quelque jours. Leur tâche consistait à surveiller et à préparer le relais ². Ils devaient rester au *Grand-Monarque* jusqu'à ce que Goguelat, après avoir constaté le passage des voitures à Pont-Sommeville, vint les avertir de l'approche du roi, pour se transporter aussitôt avec ce relais, le plus prudemment possible, au lieu du rendez-vous, c'est-à-dire dans une auberge détachée qui se trouvait un peu en avant de la ville, sur la route de Clermont.

Entre quatre et cinq heures du soir, on vit passer une nouvelle voiture, chargée seulement de malles et d'équipages militaires, et vers neuf heures ou neuf heures et demie, celle qui renfermait le domestique Boucher et le coiffeur Léonard.

¹ Second procès-verbal de la municip. de Varennes.

² Sur tout ce qui concerne le relais, il faut voir les *Déclarations* de Thomas, et surtout de James Brisack, attachés à la maison du duc de Choiseul, ce dernier spécialement à ses écuries.

La foule demeurait attroupée devant l'hôtel, et les soupçons, excités de plus en plus, sans atteindre encore à la vérité, en prenaient peu à peu le chemin.

On conçoit avec quelle impatiente anxiété le chevalier de Bouillé et le comte de Raigecourt, témoins de ces rassemblements que favorisait un temps magnifique, effrayés eux-mêmes de ce concours de circonstances qui aggravaient le péril, attendaient l'arrivée de Goguelat. L'heure était passée : mais ils n'osaient prendre sur eux de faire sortir le relais de l'hôtel et de le transporter au lieu fixé d'avance, de peur de soulever inutilement de nouveaux et dangereux orages. Le peuple, qui les surveillait, s'apercevrait à coup sûr de ce mouvement, et une station prolongée des chevaux dans un lieu isolé, en dehors de la ville, ne manquerait pas de mettre le comble à sa défiance. Peut-être le départ de la famille royale s'était-il trouvé retardé par quelque raison fortuite : il valait donc mieux ne rien précipiter.

Vers sept heures du soir, ils allèrent se promener au-devant du courrier, jusque près de Neuilly, village intermédiaire entre Clermont et Varennes ; puis, craignant que, pendant ce temps, Goguelat ne fût arrivé par quelque chemin de traverse, ils revinrent précipitamment sur leurs pas.

En ce moment s'arrêtait à l'hôtel la voiture de Léonard, qu'ils prirent pour celle du roi. Le coiffeur de la reine, qu'ils furent très-surpris de trouver si avant dans le secret, acheva de troubler ces jeunes gens par sa conversation agitée¹, ses conseils et ses confidences, et en leur faisant connaître l'avis qu'il avait déjà transmis, de la part du duc de Choiseul, aux commandants de Sainte-Ménéhould et de Clermont. Léonard ne s'arrêta pas longtemps à Varennes, mais, après avoir semé l'inquiétude et l'agitation sur tous les postes de son parcours, il ne parvint justement qu'après la nouvelle de l'arrestation au seul poste où il eût pu donner un avertissement salutaire, c'est-à-dire à celui de Stenay, où le marquis de Bouillé, avisé par lui des inquiétudes du duc de Choiseul et de son départ précipité de Pont-Sommeville, n'eût probablement pas man-

¹ Voir cette conversation dans le *Mémoire* du comte Louis (p. 115), d'après le rapport de son frère le chevalier. Cette conversation est confirmée dans ses parties essentielles par l'*Exposé* de M. de Raigecourt (à la suite de ce *Mémoire*), p. 190.

qué de se porter en avant : au sortir de Varennes, on fit prendre à sa voiture le chemin de Verdun, par une erreur qui rappelle celle dont le quartier-maitre Remy avait été lui-même victime en quittant Clermont ¹.

Dès que Léonard fut parti, le chevalier de Bouillé dépêcha à Clermont, au comte de Damas, l'ordonnance dont nous avons dit un mot plus haut, pour lui donner des informations sûres et précises, et le comte de Raigecourt se rendit chez l'officier de hussards, afin de l'avertir de se tenir prêt, avec tout son détachement, pour la prochaine arrivée du trésor. A cause de son extrême jeunesse, on n'osa lui confier le grand secret ; le marquis de Bouillé avait, d'ailleurs, formellement défendu de le faire. Ensuite tous deux rentrent à l'hôtel. Après avoir défendu aux postillons de quitter l'écurie et de déharnacher leurs chevaux, ils se font arranger des lits, pour écarter tout reste de soupçon, puis montent dans leur chambre, éteignent la lumière, ouvrent la fenêtre, et attendent dans le silence et l'obscurité, prêtant l'oreille à tous les bruits ².

Quelle que soit l'ardeur naturelle qu'il mette à défendre la conduite de son frère, le comte Louis de Bouillé, dans son *Mémoire*, convient qu'il est malheureux qu'après s'être promenés toute la soirée sur la route, « l'un d'eux n'y soit pas resté à l'entrée de la nuit, et que l'inquiétude même de ne recevoir aucune nouvelle eût dû peut-être les y porter. » Mais il ajoute que la crainte d'être remarqué, « et plus encore la confiance qu'ils avaient d'être avertis par les courriers, leur causa cette sécurité (*sécurité* n'est pas le mot juste) qui peut bien être le sujet d'un regret, mais non celui d'un reproche ³. » Effectivement, ils avaient cru s'apercevoir qu'on observait avec soin leurs allées et venues ; déjà même un officier municipal les avait interrogés, et dès lors ils jugèrent plus prudent de se tenir tranquilles.

Malgré l'agitation de la journée, les Varennois s'étaient couchés de bonne heure. A dix heures, la plupart dormaient. Seuls, quelques jeunes gens se trouvaient réunis dans l'auberge tenue par Jean Leblanc, au *Bras-d'Or*, qui s'élevait sur

¹ *Mémoire* du comte Louis, p. 126, note.

² *Exposé* du comte de Raigecourt, pages 191-2.

³ *Mémoire* du comte Louis, p. 117.

la droite en arrivant de Clermont, à l'issue de la voûte dont j'ai parlé plus haut. C'étaient d'abord le frère de l'hôtelier, Paul Leblanc, puis Joseph Ponsin et Justin George, fils du maire, capitaine des grenadiers de la garde nationale; enfin deux habitants des villages voisins, Thennevin, greffier des Islettes, et Delion, qui se distinguèrent aussi pendant cette nuit mémorable.

La conversation s'était engagée avec chaleur sur le sujet ordinaire de toutes les préoccupations d'alors, et onze heures un quart venaient de sonner. Ils allaient se séparer, quand ils entendirent deux chevaux lancés à bride abattue déboucher par-dessous la voûte et s'arrêter devant les fenêtres de l'auberge. Avant même qu'on ait eu le temps d'accourir pour recevoir les voyageurs, ceux-ci ont sauté à terre; la porte s'ouvre, et Drouet entre précipitamment ¹. Il tire aussitôt l'aubergiste à part : « Camarade, lui dit-il, es-tu bon « patriote? — Oui, n'en doute pas, répond Jean Leblanc. — « Eh bien, mon ami, si cela est, cours vite avertir ce que tu « connais d'honnêtes gens; dis-leur que le roi est en haut de « Varennes, qu'il va descendre, et qu'il faut l'arrêter ². »

Sur l'interpellation de Drouet, l'aubergiste lui apprend aussi que tous ceux qu'il voit là sont d'excellents patriotes, auxquels on peut se fier comme à lui; alors il élève la voix, leur annonce que le roi a quitté Paris pour aller chercher les troupes étrangères, qu'il l'a reconnu à Sainte-Mènehould, qu'il est parvenu à le devancer de quelques pas, mais qu'il n'y a point une minute à perdre si on veut l'empêcher de passer outre.

On s'occupe aussitôt de prendre les mesures les plus pressantes. « L'aubergiste, officier de la garde nationale, courut chez M. Sauce, procureur de la commune, qu'il fit lever aussitôt, et lui rendit ce qu'il venait d'apprendre... Le procureur de

¹ Pour la partie la plus importante de ce récit, celle qui se passe à Varennes même, en tenant toujours grand compte, comme on le verra, des documents imprimés, j'ai beaucoup puisé dans la tradition orale. Un long séjour sur les lieux, parmi les témoins et même les acteurs du drame, qui vivaient encore il y a vingt ans ou un peu plus, au milieu des souvenirs persistants transmis de bouche en bouche, à portée de recueillir et de vérifier chaque détail non-seulement dans les archives de la municipalité, mais dans cette histoire vivante et familière qui est plus complète, sinon toujours plus sûre que celle des livres, m'a permis d'amasser lentement et sûrement mes matériaux.

² *Rapport de Drouet.*

la commune avertit l'officier municipal qui représentait le maire, député à l'Assemblée nationale. Ayant rencontré le sieur Regnier, homme de loi, qui était également prévenu, il le pria d'aller vite avertir les autres officiers ¹. » Il fallait avant tout barricader le pont, seul passage qui unit la ville haute à la ville basse et permit à la famille royale de continuer son voyage. Drouet se charge de diriger lui-même, avec l'aide de Regnier, cette importante opération : d'après leurs conseils, les habitants des maisons environnantes, éveillés à la hâte, disposent en travers, à chaque extrémité du pont, deux longues charrettes, et vident par-dessus une voiture de meubles qui se trouvait justement près de là.

Désormais on était en sûreté : les fugitifs ne pouvaient plus franchir ce passage sans perdre beaucoup de temps à le débayer de tous ces obstacles, et sans donner à la foule le loisir de s'amasser en nombre suffisant pour s'opposer à leur départ. Guillaume, Ponsin, J. George, les frères Leblanc et les deux voyageurs Thennevin et Delion, armés de fusils, se tenaient prêts à arrêter les voitures à la sortie de la voûte, sous laquelle elles devaient nécessairement passer. Il était facile d'embarasser, sous ce passage étroit et obscur, deux voitures lourdement chargées et quelques hommes peu libres de leurs mouvements. « La voûte, dit M. de Sèze ², ressemblait au guichet d'une ville de guerre. L'auberge était le corps de garde du guichet. » Ils concertèrent entre eux le projet suivant : on demanderait d'abord les passeports, et, une fois qu'on les aurait, on temporiserait autant que possible, sous divers prétextes, jusqu'à ce que le peuple fût en force ; puis on s'occuperait de vérifier l'assertion de Drouet, et l'on agirait en conséquence.

Pendant ce temps le chevalier de Bouillé et le comte de Raigecourt se tenaient toujours dans le plus profond silence à la fenêtre de leur chambre, à dix pas à peine du pont, qu'ils ne pouvaient voir pourtant, parce que leurs fenêtres donnaient dans un sens opposé : « Vers minuit, dit le comte de Raigecourt ³, plusieurs personnes passèrent et repassèrent dans la rue, mais

¹ Deuxième procès-verbal rédigé par la municipalité de Varennes.

² *Hist. de l'événement de Varennes*, p. 94.

³ *Exposé*, p. 192.

sans tumulte, s'arrêtèrent même sous nos fenêtres, mais jamais il ne me fut possible d'entendre de quoi elles parlaient. Environ un grand quart d'heure ou une petite demi-heure après, dans le même instant on sonna le tocsin, on battit la générale et on cria *aux armes* de tous côtés. » Ainsi, on peut dire qu'ils avaient assisté sans bouger aux préparatifs qui se faisaient en quelque sorte sous leurs yeux pour l'arrestation du roi. Le sous-lieutenant de Rohrig ne les soupçonnait pas davantage.

On avait pris soin de convoquer les plus chauds et les plus courageux patriotes; mais ce noyau était trop faible encore. A chaque seconde, on s'attendait à entendre le roulement des voitures : un moment de retard pouvait faire manquer l'entreprise. Le procureur Sauce imagina un moyen ingénieux d'éveiller en sursaut ses compatriotes endormis du lourd sommeil de la campagne : il choisit les plus âgés de ses jeunes enfants, et les envoya crier *au feu!* par la ville. Le stratagème réussit : les soixante hussards dispersés dans Varennes se hâtèrent d'accourir sans armes, croyant à un incendie. Aussitôt le major de la garde nationale, Roland-Drouet, les harangue, leur fait apporter du vin, puis les renvoie sous une escorte adroitement dissimulée, chargée de les surveiller et de les gagner en même temps, ce qui n'était pas bien difficile. La population commençait à se lever précipitamment, au moment même où les voitures descendaient enfin la rue de la Basse-Cour et se trouvaient arrêtées à la sortie de la voûte.

A ce point de notre récit, nous devons revenir un moment sur nos pas, pour expliquer de quelle façon les royaux fugitifs s'étaient trouvés arrêtés à l'entrée de la ville, comme pour laisser à Drouet le temps de prendre toutes les mesures nécessaires à leur arrestation.

M. de Valory, celui des trois gardes du corps qui précédait les voitures, avait d'abord cru trouver le relais préparé dans le bois d'Argonne, qui s'étend à une demi-lieue de Varennes ¹. Après d'infructueuses recherches, il se décida à pousser jusqu'à la ville, pour s'informer dans les auberges si l'on n'y avait pas commandé un postillon et quatre chevaux. En reprenant la route qu'il avait abandonnée un moment, il entend les

¹ Il était de Toul, et connaissait un peu le pays.

voitures rouler à quelques pas derrière lui sur la côte, et ce bruit accroit encore son incertitude. Il se demande s'il doit retourner en arrière pour fouiller le bois de nouveau et parcourir la hauteur à la découverte du relais, ou pénétrer dans Varennes et l'y chercher au hasard de maison en maison, au risque de donner l'alarme et de n'être point prêt à temps pour recevoir la famille royale au lieu du rendez-vous. Cependant il croit saisir de loin un tumulte vague et sourd ; il regarde, et entrevoit des lumières qui circulent, indices alarmants dans une bourgade isolée, à cette heure avancée de la nuit. Parvenu au comble de la perplexité, il se décide alors à revenir au galop vers le roi pour se consulter avec lui :

« Quels ne furent pas, ajoute-t-il, car c'est son récit que nous suivons ici, sa cruelle surprise et son vif désespoir, quand, voulant rendre compte à Sa Majesté, elle lui dit : « François, nous sommes vendus ! Un courrier qui vient de « passer a défendu aux postillons d'aller plus loin, et leur a ordonné, *de par la nation*, de dételer, ajoutant qu'ils menaient « le roi ¹. » Ce courrier ne peut être que Drouet. Quoique celui-ci n'en ait point parlé dans son *Rapport*, le fait n'a rien d'in vraisemblable. « Nous arrivâmes à Varennes, a-t-il raconté lui-même, assez tôt pour être auprès du roi avant qu'il partit... Il faisait très-noir... Les voitures étaient le long des maisons, et il y avait une dispute entre les postillons et les conducteurs des voitures ². » Les postillons ne voulaient pas avancer davantage, et il est très-possible qu'en passant, Drouet, qui, en sa qualité de maître de poste de Sainte-Ménéhould, devait être connu par tous les gens de la poste de Clermont et avoir quelque autorité sur eux, leur ait intimé l'ordre dont parle Valory, pour gagner du temps et pouvoir prendre à la hâte les mesures les plus urgentes ³.

¹ *Précis historique*, p. 281.

² *Rapport* de Drouet.

³ Nous n'avons rien dit d'autres rencontres analogues, qui appartiennent à la légende et elles ne sont pas purement et simplement des variantes et des transformations de cet épisode. Telle est celle que raconte M. de Fontanges : « Le roi avait passé Châlons, lorsque, la voiture étant arrêtée un moment sur la grande route, un inconnu vêtu comme un bourgeois s'en approche, met la tête à une des portières, auprès de laquelle était M^{me} de Tourzel et dit assez haut : « Vos « mesures sont mal prises, vous serez arrêtés. » Il s'éloigna tout de suite sans qu'on eût le temps de savoir ni son nom ni ce qu'il était (p. 341). » M^{me} Campan

Arrivées sur la hauteur, vers l'entrée de Varennes, les voitures s'étaient arrêtées, et l'on s'étonnait de ne pas voir paraître le relais, qui devait être en cet endroit ou tout près. Les funestes conséquences du départ précipité de Choiseul à Pont-Sommeville se faisaient alors directement sentir : les courriers n'avaient pu être informés par Goguelat du lieu précis où se tenait le relais, et celui-ci n'avait pu non plus, aussitôt après le passage du roi, comme il avait été convenu, accourir à Varennes pour avertir le chevalier de Bouillé et le comte de Raigecourt de porter le relais au point voulu : loin même d'être prévenus, les deux jeunes gens sur qui reposait la direction de ce poste, avaient été jetés encore dans l'incertitude la plus fâcheuse par le coiffeur Léonard. De plus, comme

rapporte aussi quelque chose de semblable, qu'elle prétend tenir de la reine, mais qu'elle place à deux lieues seulement de Varennes, ce qui tendrait à faire croire encore plus que ce n'est qu'une variante de la rencontre de Drouet : « La reine me raconta que, deux lieues avant d'arriver à Varennes, un inconnu, allant au grand galop, avait passé près de la voiture du roi, en criant quelques mots que le bruit des roues sur le pavé les avait empêchés d'entendre, mais que, depuis l'événement de leur arrestation, en se rappelant le son des paroles de cet inconnu, le roi et elle avaient jugé qu'il leur disait : « Vous êtes recon- » nus » ou « vous êtes découverts (p. 399). » Dans sa seconde version (p. 474) elle s'exprime d'une manière plus affirmative, mais on voit en se reportant à cette première forme de ses souvenirs, ce qu'il y avait d'hypothétique et d'incertain dans cet épisode. Il se peut très-bien que cet inconnu soit simplement un passant, un voyageur dont l'allure précipitée ait paru naturellement suspecte en un moment pareil, et il était tout naturel aussi qu'on interprêtât ses paroles, sans les avoir entendues dans le même sens.

Je ne m'arrête pas non plus à la *Déclaration* du sieur James Brisack (attaché à l'écurie du duc de Choiseul, et détaché par lui à Varennes pour le service du relais), où on lit ceci : « Vers les dix heures, je fus me promener sur la place avec mon camarade... Vers les onze heures, nous allions rentrer à l'auberge (du *Grand-Monarque*), lorsque nous entendîmes plusieurs coups de fouet et un homme qui criait *ho! hu! ho! ho!* J'ai cru d'abord que c'était le courrier de M. de Choiseul. Comme il ne faisait pas de lune, je ne le voyais pas; il avait déjà traversé la ville, il prenait la route de Stenay; je l'appelai et m'approchai de lui, et ne le reconnaissant pas pour être M. de Choiseul, je lui demandai ce qu'il voulait. Il me répondit qu'il courait après une voiture, et qu'il appelait du monde pour savoir si on l'avait vu passer. Je lui demandai si la voiture, après laquelle il courait, n'appartenait pas à M. de Choiseul; il me répondit qu'il ne le croyait pas; je lui assurai qu'il n'avait passé, depuis dix heures du matin, qu'un cabriolet appartenant à M. de Choiseul; il me répliqua que ce n'était point cela qu'il cherchait, et que la voiture qu'il demandait était une grande berline, et qu'il ne devait pas y avoir plus d'une demi-heure qu'elle était passée; je lui ai assuré qu'il pouvait l'attendre, et que j'étais sûr qu'elle n'était pas passée. Après avoir causé à peu près un quart d'heure avec lui, il me quitta et rentra en ville. » On voit du premier coup toutes les invraisemblances de ce récit. Il semble prouvé que Drouet, comme il le dit, avait rencontré les voitures à l'entrée de la ville; le duc de Choiseul lui-même, en

l'a fait justement remarquer le capitaine Deslon ¹, le duc de Choiseul et Goguelat, en ralliant et en repliant derrière le roi, après l'avoir vu passer, les détachements de Pont-Sommeville, de Sainte-Ménéhould et de Clermont, lui eussent formé une escorte assez considérable pour le mettre à l'abri de tous les événements : à son arrivée à Varennes, il eût eu derrière lui une force d'environ deux cents hommes à cheval ², plus que suffisante pour empêcher son arrestation et lui frayer un passage dans les premiers moments.

Les postillons étaient descendus et frappaient vainement aux portes des maisons voisines. Le roi se décida alors à envoyer dans l'intérieur de la ville M. de Moustier, qui était assis sur le siège, en le chargeant de lui amener l'officier commandant le détachement de hussards. Tandis que le garde du corps s'éloignait, le roi descend de voiture avec la reine, et, croyant reconnaître la maison isolée qu'on lui avait désignée d'avance comme celle où devait attendre le relais, il y va, dit-on, frapper lui-même. On lui répond qu'on ne sait ce qu'il veut dire. Tous deux se promènent alors pendant quelques minutes aux abords de la rue qui descend dans Varennes, espérant voir du moins paraître un messenger chargé d'un avis qui les instruira. Au bout de quelque temps, M. de Moustier revint, accompagné d'un homme qu'il avait rencontré en se rendant près de l'officier de hussards, et qu'il avait jugé propre à donner des renseignements

s'appuyant sur ce passage de la *Déclaration* de Brisack (p. 112), dit que c'est pendant ce temps d'arrêt que Drouet passa ; mais comme celui-ci ne pouvait entrer dans la ville que par le point où elles étaient arrêtées, il s'ensuit nécessairement qu'il avait dû les voir et que tout le récit de Brisack est détruit d'avance. En tout cas, on ne peut admettre que Drouet les crût déjà passées et parties sur la route de Stenay, de même qu'on ne peut admettre non plus cette perte d'un quart d'heure passé à causer avec Brisack. La déclaration de ce dernier, d'ailleurs suspecte à un double point de vue, — en général comme toutes celles des gens du duc de Choiseul, que celui-ci a groupées autour de sa relation en guise de pièces justificatives, qu'il ne pouvait manquer d'obtenir d'eux à la première demande, et en particulier par son ton légèrement *hâbleur*, qui éveille sans cesse la défiance, — est en contradiction sur ce point avec tous les documents. Brisack a été dominé par le désir de se donner de l'importance : on le voit surtout par ce qui suit.

¹ *Relation de l'événement arrivé à Varennes, dans les Mémoires sur l'affaire de Varennes*, 1823, in-8°, p. 168.

² Et non trois cents comme le dit Deslon : il suffit d'additionner les 40 hussards de Pont-Sommeville aux 30 dragons de Sainte-Ménéhould, aux 140 de Clermont et d'Auzéville. Mais, en y ajoutant les officiers et les hussards de Varennes, le total montait presque à 300.

utiles; cet homme était M. de Préfontaine, chevalier de Saint-Louis, major de cavalerie, attaché depuis longtemps au prince de Condé et tout dévoué aux intérêts royaux. Madame Royale dit, dans sa courte relation du voyage à Varennes : « Enfin le « courrier revint, il amena avec lui un homme qu'il croyait « être dans le secret; cet homme, je crois, était un espion de « La Fayette. Il vint à la voiture en bonnet de nuit et en robe « de chambre, etc. » C'est évidemment M. de Préfontaine, on n'en peut douter d'après le récit de M. de Moustier, qu'elle prit pour un espion de La Fayette ¹. M. de Préfontaine causa quelque temps à la portière avec son souverain, puis conduisit M. de Moustier chez le commandant des hussards de Lauzun; mais celui-ci était déjà gardé à vue chez lui, et on ne put parvenir à le joindre ².

Quant à la reine, elle entra dans la maison de M. de Préfontaine, au bras du troisième courrier, M. de Malden, pour y attendre le résultat des recherches. Mais la position se faisait de plus en plus inquiétante. Les postillons réclamaient à grands cris les relais, se prétendant pressés de repartir, et refusant

¹ M. de Moustier a raconté qu'à peine descendu de son siège, ayant aperçu de la lumière dans une seule maison à quelques pas, et voyant une porte entr'ouverte, il s'était présenté pour s'informer; un homme s'offrit alors à lui, en robe de chambre; il crut comprendre, à quelques paroles ambiguës de sa part, qu'il avait été mis dans la confidence de la fuite, et, sur l'ordre du roi, l'invita à venir lui parler. Si M. de Moustier ne prend pas M. de Préfontaine pour un espion de La Fayette, il ne le traite guère mieux que Madame Royale, car il déplore amèrement sa pusillanimité et lui reproche de n'avoir fait que peu de choses, et encore avec d'innombrables précautions, de peur de se compromettre; tandis que M. de Valory en parle au contraire en très-bons termes et dit qu'on eût pu sauver le roi si on se fût confié à lui. Cet épisode est resté très-obscur, mais, en somme, il est sans grande importance. Les descendants du major de Préfontaine, qui habitent encore aujourd'hui Varennes, ont intenté en 1865, un procès en rectification à M. Alexandre Dumas, qui, dans sa *Route de Varennes*, avait présenté le rôle de leur aïeul sous un aspect fâcheux, en s'appuyant, bien à tort, sur le témoignage de M. de Valory. On peut voir les détails, très-intéressants, de cette affaire, dans le *Droit* des 16 et 17 septembre de la même année.

² M. de Valory dit dans son *Précis historique*, qu'on ne le trouva point parce qu'aux premiers bruits de l'arrestation du roi, ne sachant que faire, il était parti en hâte pour aller avertir à Stenay le marquis de Bouillé. C'est une erreur évidente, comme il y en a beaucoup trop dans cette relation. Rohrig ne quitta Varennes que bien plus tard : comment eût-il pu le faire avant même que les voitures fussent arrêtées? Comment eût-il pu juger de l'importance des événements et perdre la tête au point de se sauver, alors qu'il n'y avait guère qu'une demi-douzaine de personnes réunies, et que la ville presque entière était encore plongée dans le sommeil?

avec obstination de faire un pas de plus. En vain les gardes du corps essayent d'abord de les gagner par la douceur et de les décider à traverser au moins la ville, dans l'espoir de rencontrer de l'autre côté l'introuvable relais : ils s'y refusent grossièrement. Le maître de poste de Clermont leur avait recommandé de ne pas quitter Varennes sans avoir fait rafraîchir leurs chevaux et, se retranchant derrière l'ordre de leur maître, ils soutenaient qu'en tout cas ces animaux, exténués de fatigue et de besoin, ne pouvaient aller plus avant qu'après avoir repris des forces. On se figure aisément l'anxiété de la famille royale à tous ces retards, à cette discussion qui dégénérerait en dispute. Enfin on parvint à les séduire en prodiguant les promesses, et ils se déterminèrent à traverser Varennes, mais on avait perdu trente-cinq minutes environ.

La petite cohorte veillait un peu plus bas. Déjà quelques-uns, parmi les plus impatients, avaient remonté silencieusement la rue à plusieurs reprises, pour épier le débat et avertir leurs compagnons. Tout à coup, on entend rouler les voitures, qui descendent avec rapidité. Chacun se précipite à son poste. Drouet, Guillaume, Thennevin, Delion, les frères Leblanc, Justin Ponsin, Hannonet, un orfèvre nommé Coquillard et le lieutenant-colonel de la garde nationale, Chevallot, se rangent des deux côtés, à la sortie de la voûte, dont un des battants est fermé, et vis-à-vis l'auberge du *Bras-d'or*, tenant en main des fusils armés de leurs baïonnettes.

Le cabriolet des deux femmes de chambre, qui marchait en avant, fut arrêté le premier par les frères Leblanc. Le procureur Sauce s'en approche et demande les passeports; on lui répond que c'est la seconde voiture qui les a. Il s'y porte aussitôt¹, demande aux personnes qui se trouvent dans l'inté-

¹ Cette voiture était extraordinairement chargée, attelée de six chevaux, avec trois cavaliers sur les trois chevaux de main et trois personnes en jaune assises sur le siège. S'il fallait en croire le procès-verbal qui s'exprime ainsi, des trois courriers pas un seul n'aurait été à cheval en avant de la voiture : cependant cette particularité est peu probable, et l'on comprend très-bien une confusion de souvenirs sur un point d'aussi médiocre intérêt et dans une scène aussi tumultueuse, qui se passait en pleine nuit, sous une voûte obscure. Plus loin, dans la même pièce, on lit que la voiture, « chargée au dehors de cinq à six personnes qui paraissaient suspectes, était suivie de trois ou quatre autres personnes à cheval, » ce qui est une exagération énorme. Dans son premier procès-verbal, la municipalité parlait de *quatre personnes à cheval escortant* les voitures : ces différences viennent à l'appui de notre observation.

rieur où elles vont : « On lui répondit qu'on allait à Francfort. Il observa qu'on se dévoyait en apprenant que l'on venait de Clermont, qu'au surplus il fallait représenter les passeports. » En même temps il introduisait sa lanterne dans l'intérieur du lourd véhicule, en l'élevant de manière à pouvoir distinguer les figures des voyageurs : la lumière tomba tout d'abord sur le visage d'un homme en perruque et en habit gris, dont, malgré ce déguisement vulgaire, la ressemblance avec le type royal devait frapper surtout un esprit prévenu. Après avoir d'abord essayé d'éluder la demande de Sauce, sous prétexte que la baronne était très-pressée, on lui remit le passeport ¹ en apprenant son titre de procureur. Drouet fit remarquer qu'il ne portait pas la signature du président de l'Assemblée nationale ², irrégularité qui donnait une arme contre les voyageurs. Sauce ajouta à son tour qu'il était trop tard pour viser cette pièce, et qu'on ne pourrait le faire avant le lendemain matin ; que, du reste, il y aurait du danger à continuer leur voyage pendant la nuit ; qu'il fallait « descendre de voiture et qu'au jour on verrait. » Vainement la baronne s'indigna de cette mesure arbitraire et se récria contre cette espèce d'arrestation à main armée, alléguant que le moindre retard pouvait amener pour elle des conséquences désastreuses dont la municipalité de Varennes était responsable ; son insistance ne faisait que confirmer de plus en plus les soupçons. Enfin les voyageurs, s'apercevant qu'ils ne gagnaient rien par les prières, ni par la discussion, essayèrent de se frayer un passage ; mais, à peine eut-on entendu l'ordre d'avancer que toutes les personnes présentes barrèrent le chemin aux chevaux. Ceux qui étaient armés croisèrent leurs fusils avec résolution, et les plus échauffés crièrent : « Si vous faites un pas de plus, nous tirons. »

Il fallut donc descendre. Sauce invita tous les voyageurs, sans en excepter les courriers, à se rendre chez lui. Il habitait à vingt pas de là, sur la gauche en descendant la rue de la Basse-Cour, une maisonnette où il exerçait son état de chan-

¹ Selon le procès-verbal, ce fut le roi lui-même qui le tendit à Sauce, tandis que, d'après le rapport de Drouet, il fut donné par la reine à ses femmes de chambre, qui descendirent à l'auberge pour le faire voir. C'est une variante de peu d'importance.

² *Rapport* de Drouet.

delier. Cet humble logis, étroit de façade et construit tout en bois, selon l'usage du pays, se composait de deux salles au rez-de-chaussée et de deux chambres au premier étage, l'une donnant sur le devant, c'est-à-dire sur la rue même de la Basse-Cour, la principale *artère* de la ville, et l'autre sur le derrière.

La famille royale demeura un moment dans une des deux salles basses, d'où elle put observer la foule grossissante et achever de se convaincre, à ce mouvement inusité comme aux précautions dont on l'entourait, que son secret était découvert. Pendant ce temps, on préparait à la hâte les chambres hautes, et dès que ces dispositions sommaires furent achevées, on l'introduisit dans celle de derrière, qui formait un asile plus sûr et plus retiré. Sauce fit déposer devant les voyageurs un repas des plus frugals, arrosé d'une bouteille de vin du pays. On mit sur un lit les enfants, qui tombaient de fatigue et de sommeil, et qui restèrent endormis, — le Dauphin surtout, — au milieu du tumulte, pendant la plus grande partie des événements. Pour Marie-Antoinette, elle se retira au fond de la chambre, dans le coin le plus obscur, et y demeura assise, son voile abaissé sur les yeux.

Le faible noyau de population alors amassé devant la maison de Sauce, et qui avait suffi pour accomplir l'arrestation sous cette voûte où les voitures étaient comme emprisonnées, eût pu assurément être dissipé sans peine dans ces premières minutes, non-seulement par le détachement de M. de Damas, mais peut-être même par les dragons qu'il avait envoyés en avant sous la conduite du quartier-maître Remy. Mais on se mettait rapidement en mesure d'amasser des forces imposantes. Des citoyens de bonne volonté et des cavaliers de la maréchaussée couraient donner l'alarme dans les communes environnantes. Vers deux heures du matin, le Directoire de Clermont étant encore assemblé au lieu ordinaire de ses séances, où il venait de rédiger le procès-verbal des événements de la nuit, fut averti par un courrier, et dépêcha en toute hâte à Varennes un gendarme, qui, après avoir fait le trajet, aller et retour, en moins d'une heure et demie, lui rapporta la confirmation de la nouvelle. Il ordonna aussitôt à un détachement de la garde nationale de se diriger sur Varennes, pour prêter main-forte aux citoyens, en même temps qu'il

envoyait lui-même des courriers à toutes les municipalités du district et aux villes voisines ¹, sans oublier le Directoire du département, qui était averti à Bar un peu après huit heures du matin.

Par un billet laconique, Sauce demandait des canons à la municipalité de Clermont. Il envoyait aussi à Verdun, qui se trouve à six grandes lieues de Varennes, ces lignes pressantes : « Vite, partez avec des troupes, du canon et des gardes nationaux. Le roi et sa famille *est* ici. Vite, vite ! à notre secours ! » A cette invitation, arrivée un peu après cinq heures, Verdun répondait par l'envoi des gardes nationaux et des soldats de ligne, tout en dépêchant de son côté à Metz pour y porter la nouvelle.

En outre, on confiait au chirurgien Mangin, fils d'un député et officier de la garde nationale, la mission de se rendre à Paris pour apprendre l'événement à l'Assemblée. Il partit vers deux heures du matin avec deux dépêches, dont la première, qu'il faisait viser dans les principales communes à son passage, était une *autorisation* d'aller prévenir l'Assemblée, qu'on suppliait de *tracer la marche* à suivre, et dont la seconde était une note ainsi conçue :

« Le roi fut arrêté à Varennes, en Argonne, le 22 juin 1791, à minuit et quart, par la garde nationale avertie par MM. Drouet, maître de poste de Sainte-Ménéhould ; Guillaume, commis au directoire de Sainte-Ménéhould ; Poullot-Bellet, officier de grenadiers ; Thevenin, volontaire des Islettes ; Chevallot, lieutenant-colonel de la garde nationale de Varennes ; Georges, capitaine des grenadiers ; Ponsin fils, grenadier ; Chevallot, le jeune, grenadier ; Sauce, procureur de la commune ; Leblanc - Bellet, officier de la garde nationale ². »

Cette note avait évidemment été ajoutée après coup, peut-être sur l'initiative de quelqu'un des individus qui y sont désignés, et dont on se hâtait de révéler les noms à l'admiration et à la reconnaissance publiques ³.

¹ *Délibération du directoire du district*, dans Bimbenet, p. 189-90.

² Bimbenet, *Fuite de Louis XVI*, p. 176.

³ Aucun des deux procès-verbaux ne dit que le roi fut reconnu par Mangin, comme l'avance M. Ancelon (p. 102). C'est Mangin qui le déclara à l'Assemblée (voir le *Logographe* du 24 juin), ce qui est bien différent, dans une relation si remplie d'erreurs, malgré sa brièveté, qu'elle fut désavouée comme *absolument inexacte* par ceux même qui l'avaient envoyée. (*Registre des déli-*

Ce fut vers ce moment aussi que sonna le tocsin. Le tambour Froment, apprenant ce qui se passait, sans même prendre le temps de s'habiller, parcourut en chemise les rues de la ville, qu'il fit retentir des sons lugubres de la générale. Cependant « la garde nationale avait formé des postes, on s'occupait à barrer les avenues et à placer des hommes bien armés pour s'opposer au passage intérieur. On se porta sur le chemin de Clermont avec quelques pièces de canon, et on s'occupa à former des barrières avec des pièces de bois, des fagots et des voitures ¹. »

Bientôt les communes voisines commencèrent à arriver ; on vit déboucher par toutes les rues des troupes de paysans, formées d'abord de la population des villages les plus proches, de Cheppy, de Véry, de Montblainville, de Boureuilles, etc., et armées de fusils, de fourches, de faux, de toutes les armes, en un mot, qui leur étaient tombées sous la main. Elles arrivaient pleines d'enthousiasme et d'exaltation, et s'amassaient avec bruit sur la rive gauche de l'Aire, du côté de la maison de

bérations de la municipalité). Il avait franchi à cheval, en quinze heures, tout en s'arrêtant à Clermont et à Sainte-Menehould pour y recueillir quelques dépêches nouvelles, la distance de soixante lieues qui sépare Varennes de Paris, mais il lui avait fallu deux heures, au milieu de la foule du peuple qui s'empressait autour de lui, pour arriver des barrières jusqu'à l'Assemblée, où il fit son entrée, comme on le voit par le *Moniteur*, le 22 juin, vers huit heures du soir. Durant plusieurs jours, il ne fut occupé qu'à humer l'encens des Parisiens, à s'enivrer avec extase de sa gloire imprévue. C'est alors que, dans la joie de son cœur, il écrivit à la municipalité de Varennes une lettre-type, que j'ai eu la bonne fortune de découvrir dans les archives, et qui mériterait d'être citée en entier : « Jamais personne, disait l'emphatique chirurgien dans ce document curieux, ne fut reçu à l'Assemblée avec plus « d'enthousiasme que moi. Tout fatigué que j'étais, je leur ai fait le détail du « zèle que nous avons tous apporté pour rendre à la France l'individu qui allait « la plonger dans le carnage et la désolation... Vous êtes à jamais immortalisés ! « J'ai diné hier chez notre général, M. La Fayette, qui est venu me sauter au « cou. Je ne fais pas cent pas dans Paris que je ne sois assailli et embrassé par « des colonels, officiers, patriotes de toutes les espèces et de toutes les classes ; « et jusqu'aux vénérables poissardes qui me mordent, au lieu de me lécher... Je « vais aujourd'hui dîner chez M. Palloy, qui a déjà dépensé cent mille « écus pour faire des cadeaux à tous les départements. Il va, à ce qu'il m'a promis, envoyer une bastille à Varennes, pour le remercier du service inappréciable qu'il vient de rendre à la France entière. Je lui donnerai vos noms, ils « y graveront ensuite le mien, s'ils veulent ; cela m'est indifférent, pourvu que « vous soyez tous connus... Je voudrais connaître tous les individus qui ont « contribué à cette grande action : je ferais faire leur éloge à tous en particulier « par tous les journalistes... J'évite bien d'aller au Palais-Royal ; je crois que « j'y périrais dans les bras des patriotes. »

¹ Deuxième procès-verbal.

Sauce. Celles qui venaient par le bas de la ville franchissaient les barricades du pont. Il ne restait sur la rive droite que le peu d'hommes nécessaires pour garder les avenues et toutes les entrées de Varennes contre les surprises qu'on avait à craindre.

On achevait les barricades à l'entrée de la ville, du côté de Clermont, quand tout à coup parut le détachement des quarante hussards de Lauzun qui revenait de Pont-Sommeville, sous la conduite du lieutenant Boudet, accompagné de Gogue-lat et du duc de Choiseul. Bien que parti avant le passage des voitures, et malgré les chemins de traverse qu'il avait pris, il n'arrivait, par suite des causes de retard que nous avons fait connaître, qu'assez longtemps après l'arrestation, — trois quarts d'heure selon le marquis de Bouillé et le comte Louis, son fils ¹, suivis par Deslon dans sa *Relation*; une heure et demie suivant le duc de Choiseul lui-même, que l'on croira de préférence sur ce point particulier ²: « Mon détachement, dit-il, fut arrêté par les cris de *qui vive!* d'un petit poste de garde nationale; nous répondîmes : *France, Lauzun-hussards*; mais, en apercevant un très-grand mouvement et même des dispositions hostiles de la part de la garde nationale, je voulus connaître la position du détachement des soixante hussards que je savais devoir être dans Varennes, et pour cela je demandai à être reconnu par le poste de police de ce même régiment. Comme je m'y obstinais, on alla le chercher, et pendant ce temps j'observai les mouvements des gardes nationaux, qui braquaient sur nous deux pièces de canon et faisaient des abattis d'arbres pour barrer les chemins. » Il est prudent de ne pas trop prendre ce récit à la lettre. Si le duc de Choiseul *s'obstina*, comme il le dit, à vouloir être reconnu avant d'entrer, on n'était pas plus disposé à lui livrer passage avant d'avoir fait reconnaître son détachement, et de l'avoir fait reconnaître non par des hommes du régiment, mais par la gendarmerie ³. Le comte Louis a même vu dans cet épisode un motif pour reprocher au duc de Choiseul sa mollesse en face d'un danger dont il avait paru souhaiter l'occasion : il prétend que, d'après les dispositions

¹ *Mémoires* du premier, p. 403; *Mémoire* du second, p. 119.

² *Relation*, p. 89.

³ Second procès-verbal de l'arrestation.

recueillies sur les lieux, le canon, car il n'en avoue qu'un, ne fut jamais chargé, ce qui est bien possible, et même qu'il était de bois, ce qui paraît plus hasardé, mais est confirmé pourtant par le Rapport de Rémy, qui ne parle également que d'une seule pièce¹.

En entrant dans Varennes, les hussards furent rencontrés par le procureur de la commune, tandis qu'ils reprenaient leurs rangs. Celui-ci court à eux, leur annonce qu'on croit le roi arrêté et que l'on compte sur leur patriotisme. Ils firent une réponse équivoque, dit le procès-verbal; la plupart

¹ A la suite de la *Relat.* de Choiseul, p. 145.— Plusieurs points de cet épisode restent assez obscurs : « Il se présenta à l'instant, ajoute le procès-verbal, un homme à cheval qui menaça de forcer le passage; mais, trouvant de la résistance, il fit un tour et se joignit au détachement de hussards. » D'un autre côté, on lit dans la *Relation* de M. de Choiseul : « Au moment où les quatre hommes du poste de police arrivaient à pied pour me reconnaître, j'entendis à ma droite crier : « Qui vive? — France. — Quel régiment? — Monsieur Dragons, » et un coup de fusil. Je serrai la main de M. de Goguelat, qui était à cheval à côté de moi et je lui dis : « Tout va bien, voilà les Dragons, » et sans attendre davantage, je commandai au trot, et me dégageant à coup de plat de sabre, de deux hommes pendus à la bride de mon cheval, ... j'entrai dans la ville. » Je n'appuie pas sur cette contradiction singulière du duc de Choiseul qui, après s'être *obstiné* à vouloir être reconnu par le poste du détachement de hussards, afin d'apprendre la position de ce détachement, fait brusquement invasion dans la ville juste au moment où ce poste arrive, et sans attendre une minute de plus pour prendre les renseignements dont il avait si envie : cette contradiction s'explique jusqu'à un certain point par la confiance et l'élan que venait de lui donner l'arrivée d'un renfort inattendu. Je n'ai rapproché ces deux passages que pour montrer combien on semblerait fondé tout d'abord à croire qu'ils se rapportent au même fait. Mais, en y réfléchissant, on voit que, dans le premier, il ne s'agit que d'un seul homme, tandis qu'il s'agit d'un détachement dans le second. Il est probable que cet homme à cheval qui veut forcer l'entrée, dans le procès-verbal, n'est autre que Goguelat (c'est l'opinion de M. Bimbenet, p. 104), lequel obéissait alors à sa nature plus impétueuse et plus hardie, et on conçoit que le duc de Choiseul n'ait pas mentionné ce mouvement, qui semblait condamner sa temporisation. Quant aux dragons qui arrivèrent presque en même temps, et que ne mentionne pas le procès-verbal, c'était la petite troupe, composée de M. de Damas avec le capitaine de Floirac et les quelques sous-officiers et soldats qui les accompagnaient. Le comte de Damas arrivait à Varennes sans rien soupçonner des événements, et il crut d'abord que la barrière était formée par des hussards qu'on avait placés sur la route, après le passage des voitures, pour arrêter les courriers. Le coup de fusil dont parle le duc de Choiseul, est mentionné également par le comte de Damas; on le tira sur lui pour l'arrêter : « Je dis que j'allais à Stenay; on insista pour m'empêcher de passer; je sautai cette barricade et j'entrai dans la ville; il pouvait être minuit et demi. (*Rapport*, p. 230.) » En calculant d'après les données fournies par le *Rapport* de M. de Damas lui-même, il devait être un peu plus. Quant à la petite troupe du quartier-maître Remy, elle n'arriva que beaucoup plus tard vers quatre heures du matin (Remy, *Narré fidèle*).

étaient allemands, et il est permis de croire qu'ils ne comprirent même pas. En descendant avec eux, le duc de Choiseul reconnut la voiture du roi, qu'on avait emmenée à l'écart, puis il passa, plus bas, devant la maison de Sauce. Au lieu de la dégager aussitôt par une charge brusque et impétueuse, il préféra pousser jusqu'au quartier ¹ avec ses quarante hussards, pour y rejoindre les soixante autres qui devaient s'y trouver sous le commandement du sous-lieutenant Rohrig, et se réunir avec eux aux dragons de Clermont, qu'il croyait entrés derrière lui. Il trouve le quartier vide, sauf les gardes d'écurie, qui lui apprennent que leurs camarades sont dispersés à boire dans la ville et qu'il n'y a pas d'officiers. Aussitôt, après avoir confié au lieutenant Boudet, qui garda soigneusement ce dépôt, la cassette qui renfermait les diamants de Madame Elisabeth, et dépêché son homme de confiance, Aubriot, au marquis de Bouillé, il harangue ses hussards, leur apprend tout, leur fait mettre le sabre en main et remonte au grand trot jusqu'à la maison de Sauce, devant laquelle il les range en bataille. Là, il rencontre le comte de Damas, qui avait pénétré après lui dans la ville, et qui lui apprend la défection de son régiment ².

Pourquoi le duc de Choiseul n'avait-il pas trouvé un seul officier au quartier des hussards? Nous avons expliqué comment il n'en était resté qu'un seul, le sous-lieutenant de Rohrig. Or, celui-ci, très-jeune, sans aucune expérience militaire et tenu à l'écart du secret, avait perdu la tête à la première nouvelle de l'arrestation. Dans son trouble, au lieu de chercher à agir avec ses hussards, il crut être plus utile en s'échappant pour porter la nouvelle à Bouillé. Ce qu'il y avait de pis, c'est que son absence laissait la haute main à un simple maréchal des logis, nommé Charlot, dont les sentiments étaient plus que douteux, et auquel on doit certainement attribuer en grande partie l'inaction des hussards, suivie de leur défection ³.

¹ *Relation* du duc de Choiseul, p. 90. Second procès-verbal. Le duc de Choiseul ne parle pas de la harangue de Sauce aux hussards.

² *Relation* du duc de Choiseul, p. 90-92.

³ Le capitaine Deslon le qualifie *d'infâme traître*. Voir aussi dans Bimbenet, *Pièces justific.*, p. 210-11, une déclaration des hussards, faite le 23 juin devant la municipalité de Varennes, où ils demandent l'expulsion de *Monsieur Roryke* (qualifié ici de lieutenant, comme dans le rapport de Deslon) et son remplacement par M. Charlot « qui s'est montré voué à la patrie, » et dont ils

Aux premiers bruits de l'événement, le chevalier de Bouillé et le comte de Raigecourt, ne doutant pas que la famille royale ne fût bientôt délivrée par le détachement de hussards caserné à Varennes, ainsi que par les troupes qui avaient dû la suivre à partir des dernières villes, ne songèrent qu'à sauver le relais pour le tenir sans retard à la disposition des fugitifs, aussitôt qu'ils pourraient reprendre leur voyage. Ils résolurent donc de le transporter sur la route de Dun et de Montmédy, à deux ou trois cents pas environ du *Grand-Monarque*.

Au moment où ils quittaient l'auberge, le peuple, qui les surveillait, arrêta au passage deux de leurs chevaux et un postillon. Ils allèrent néanmoins s'établir avec le reste à l'endroit choisi et y attendirent quelque temps ; mais voyant le tumulte s'accroître et les populations environnantes accourir de toutes parts, entendant battre la générale et le tocsin sonner, apprenant qu'on formait partout des barricades et des postes de garde nationale, ils jugèrent que la seule chose qui leur restât à faire, c'était de monter sur leurs chevaux et d'aller avertir le marquis de Bouillé¹.

exaltent les vertus civiques. Deslon se trompe en disant que lorsque le duc de Choiseul demanda à être reconnu par les hussards en entrant dans Varennes, Rohrig se présenta seul, et que ce fut seulement après cela qu'il quitta son poste. Le duc de Choiseul n'eût pas manqué de mentionner cette entrevue, si elle avait eu lieu, et le départ de Rohrig s'était accompli en même temps que celui du chevalier de Bouillé et du comte de Raigecourt, dès les premiers moments où l'arrestation avait été connue.

¹ *Exposé* de M. de Raigecourt, p. 193, et *Mémoire* du comte Louis, p. 111. — Je ne sais sur quoi s'appuie M. Bimbenet, pour avancer que le chevalier de Bouillé, avant de quitter Varennes, avait pu communiquer avec le roi et en obtenir un ordre pour M. de Bouillé père et son régiment de Royal-Allemand. Cette particularité, démentie par tout ce qu'on sait des événements et de la conduite du chevalier, (qu'on voit quitter le *Grand-Monarque* situé assez loin du lieu de l'arrestation et de la maison de Sauce, de l'autre côté du pont baricadé, sans pouvoir deviner en quel moment ni de quelle façon aurait eu lieu l'entrevue), n'est nullement confirmée par la pièce à laquelle il renvoie ; si elle était vraie, il est évident que le départ du chevalier de Bouillé serait à l'abri des reproches qu'on ne lui a point ménagés, mais il est évident aussi que ses défenseurs, et particulièrement son père et son frère aîné, dans leurs *Mémoires*, n'auraient pas négligé ce moyen aussi simple que concluant de le justifier, tandis qu'ils n'en ont pas écrit un mot, qu'ils n'y ont jamais fait l'ombre d'une allusion, même en répondant à des adversaires qui disaient formellement le contraire, ou le faisaient dire au roi. Il suffit, d'ailleurs, de lire l'*Exposé* du comte de Raigecourt, le compagnon du chevalier, pour voir la parfaite impossibilité de ce qu'avance M. Bimbenet, en contradiction avec les amis comme avec les ennemis. C'est surtout M. de Choiseul qui a sévèrement apprécié ce départ précipité, il rapporte une de ses conversations avec le roi en ces termes :

Il était environ minuit et demi ou une heure moins un quart.

Pendant ce temps, que se passait-il dans la maison de Sauce ? Dès qu'on s'était vu en nombre suffisant, on avait levé le masque, en déclarant aux prisonniers que la ville de Varennes se croyait assez heureuse pour posséder la famille royale dans son enceinte. Le roi et la reine se récrient : Drouet raconte comment il les a reconnus, et fait valoir toutes les circonstances qui ont bien vite changé en certitude ses premiers soupçons. Remarquant l'hésitation des officiers municipaux et des habitants rassemblés dans la chambre, devant les protestations des voyageurs, il redouble d'efforts pour la dominer et la vaincre. Il rappelle les rumeurs qui circulaient depuis longtemps, l'arrivée et le séjour à Varennes des hussards de Lauzun et des deux officiers du *Grand-Monarque*, qui semblaient venus pour attendre les voitures, les mouvements de troupes et d'équipages, les escortes semées sur la route, et il demande comment de simples particuliers ont eu le pouvoir de faire partir derrière eux le détachement de Sainte-Menehould, arrêté par le peuple, et de produire un effet analogue à Clermont. Avec de tels motifs et bien d'autres, appuyés d'une ressemblance si frappante, la plus vulgaire prudence commandait de garder au moins ces voyageurs jusqu'à ce que leur condition et leur qualité fussent nettement éclaircies.

Le temps s'écoulait en ces débats sans qu'on arrivât à une conclusion définitive. Mais la reine, dont la fierté souffrait de cette position, faillit un moment se trahir ; choquée du ton brusque et tranchant de Drouet, froissée de l'altercation mesquine qui se poursuivait entre Sauce et Louis XVI, elle s'échappa jusqu'à dire, en relevant son voile : « Si vous le reconnaissez pour votre roi, traitez-le donc avec plus de respect. » Parole imprudente, qui pouvait passer pour une sorte d'aveu, mais qui n'était pourtant pas encore une preuve décisive.

Au fond, les officiers municipaux étaient contraints de

« Où donc est le chevalier de Bouillé, M. de Raigecourt, leurs hussards ? — Je n'ai pas seulement aperçu ces Messieurs, » dit le roi. Un de nous dit : « Je les croyais tués devant les roues de votre voiture. » Après la publication de sa *Relation* (1822), il s'engagea entre lui et le comte Jules de Bouillé, fils du chevalier, une discussion épistolaire, qui se termina par une rétractation indirecte, mais complète, de M. de Choiseul. Voyez cette discussion à la suite du *Mémoire* du comte Louis, p. 160.

s'avouer que leur acte n'avait d'autre fondement et d'autre garantie que l'affirmation de Drouet, et qu'ils jouaient un rôle, non-seulement ridicule, mais vexatoire, si vraiment ces voyageurs étaient de simples particuliers, des étrangers, comme le disait leur passeport, détenus arbitrairement au milieu de la nuit, au risque d'un grave préjudice. Quelques habitants prétendaient bien, il est vrai, reconnaître parfaitement, comme Drouet, le visage du roi, mais il n'y avait aucun fond sérieux à faire sur ces vagues et complaisantes affirmations. Cette fausse situation menaçait donc de se prolonger indéfiniment, quand une des personnes présentes se rappela qu'un juge du tribunal de Varennes, M. Destez, avait eu occasion, pendant son séjour à Paris, de voir assez souvent le roi et la reine. Le procureur sortit pour aller quérir Destez ¹.

C'est en sortant de chez Destez que Sauce rencontra le détachement de hussards qui rentrait et qu'il harangua familièrement. Il s'achemina ensuite chez lui avec le juge. Il monte au premier étage, l'introduit dans la chambre, et le met en face des prisonniers : « Ah ! Sire ! » s'écria Destez en s'inclinant. Il avait reconnu aussitôt Louis XVI et Marie-Antoinette. Ce fut le coup de grâce.

Il était désormais inutile de chercher à nier encore : « Eh bien oui, » s'écria Louis, en un élan soudain dont l'expression nous a été conservée, « je suis votre roi, voici la reine et la « famille royale ! Placé dans la capitale au milieu des poignards « et des baïonnettes des factieux, je viens parmi mes fidèles « sujets de la province chercher la paix et la liberté dont vous « jouissez tous. Je ne pouvais plus rester à Paris sans exposer « ma famille et moi à y périr : c'est pour cela que je suis venu « vivre parmi vous, dans le sein de mes enfants que je n'aban- « donne pas. » Et, se laissant aller à sa bonté naturelle, il embrasse et presse dans ses bras les personnes présentes ². Il n'y en eut pas un qui ne se sentit touché : « Cette scène attendrissante fit jeter sur lui des regards d'un feu d'amour que ses sujets... ne purent caractériser que par leurs larmes. » Ainsi

¹ *Rapport de Drouet. Second procès-verbal de la municipalité.*

² Cette particularité est très-expressément relatée dans les deux procès-verbaux, dont le premier ajoute même que « le monarque et son auguste amille, » après avoir donné aux citoyens cette preuve d'affection, « daignèrent, recevoir la même marque de leur sensibilité vive et familière. »

s'exprime, en son naïf phébus, le second procès-verbal de la municipalité, beaucoup moins explicite pourtant que le premier¹, sur cet étonnant, mais très-sincère échange de démonstrations entre le monarque et ceux qui lui barraient la route pour le faire rebrousser vers l'échafaud. Les municipaux de Varennes étaient, dans toute la force du terme, des royalistes constitutionnels, brûlant de *reconquérir* le roi, qu'on voulait leur *enlever*, et, selon leurs propres expressions, « l'empressement tendre et cependant inquiet et bruyant » que montrait la population, était « celui d'une grande famille qui vient de retrouver son père et craint encore de le perdre. »

¹ La différence entre ces deux procès-verbaux est grande, moins pourtant et surtout bien moins significative que ne le dit M. Bimbenet (p. 111-13). Toutefois le second procès verbal est plus détaillé, plus clair, d'un lyrisme moins naïf et moins expansif que le premier. M. Bimbenet donne de cette différence une explication trop ingénieuse, et à laquelle il serait difficile de trouver l'ombre d'un fondement. Suivant lui, le premier et le plus court des deux procès-verbaux, daté du 23 juin, serait l'œuvre des aides de camp de la Fayette, dont il traduisait les théories constitutionnelles, et l'autre, daté du 27, de la municipalité de Varennes, (p. 116-21). M. Bimbenet se serait épargné toute cette discussion, s'il eût connu un document qui lui a échappé parce qu'il ne veut pas en connaître un seul en dehors de ceux qu'il a trouvés dans les archives de la haute cour d'Orléans. Quand les officiers municipaux de Varennes eurent rédigé leur premier procès-verbal, si débordant de royalisme, ils l'envoyèrent au directoire du département pour en demander l'impression. Mais cet étrange contraste entre l'acte qu'ils venaient d'accomplir et le style dont ils se servaient pour le raconter, devait frapper des esprits plus pratiques et moins ingénus. Le directoire leur répondit donc par une lettre qui figure dans les archives de l'hôtel de ville de Varennes, et que j'ai déjà publiée ailleurs. « Messieurs, disait cette lettre, avant de livrer votre procès-verbal à l'impression, nous nous faisons un devoir de vous communiquer la crainte où nous sommes qu'au moment où vous venez de signaler votre patriotisme, quelques expressions de ce procès-verbal ne fassent une ombre au tableau qui doit être mis sous les yeux de la France entière. «... Nous craignons que la peinture de la joie et de l'empressement tendre d'une grande famille qui retrouve son père chéri, ne paraisse exagérée et même déplacée. Ces sentiments, sans doute, ainsi que ceux du respect et de l'amour pour leur roi, sont dans les cœurs de tous les Français. Mais au moment où ce roi, séduit et trompé, les abandonne furtivement, les livre aux horreurs de la guerre civile inévitable et va les précipiter dans un gouffre de malheurs, la consternation et la sombre terreur ne pouvaient guère, à ce qu'il nous semble, laisser place à la joie et aux impressions paisibles et affectueuses... Ces observations, messieurs, nous sont dictées par l'attachement et la reconnaissance si justement dus à votre ville pour le service éclatant qu'elle vient de rendre à la patrie, et par le désir de lui conserver tout le mérite d'un si grand bienfait. »

Ainsi s'explique tout naturellement, et sans avoir besoin de recourir à des hypothèses aussi étrangement hasardées, la rédaction du second procès-verbal.

Mais parmi ces royalistes constitutionnels bien résolus à ne se point laisser arracher le *palladium* de la sécurité publique, beaucoup étaient mus par la crainte au moins autant que par l'amour, et imbus de l'idée répandue partout, au moyen des journaux et des clubs, que le roi voulait passer à l'étranger, et que sa fuite serait le signal de la guerre civile et de l'invasion de la France. D'ailleurs Drouet était toujours là.

Ce moment de *faiblesse* ne dura donc pas longtemps, et même on sut le faire tourner contre le roi, en profitant de son émotion pour le supplier de retourner sur ses pas, et en lui peignant les malheurs auxquels son départ allait livrer la France ; mais il résista : « Le tableau qu'il se faisait des événements formait un obstacle invincible ; la reine, qui, de son côté, partageait ses inquiétudes, ne s'exprimait pas moins par l'état où elle se trouvait. » Louis XVI harangua ceux qui se pressaient dans la chambre : il exposa le but de son voyage et les motifs qui l'avaient poussé à l'entreprendre, protesta de la pureté de ses intentions et de son dévouement aux intérêts populaires, jura qu'il ne voulait nullement sortir du royaume ni dépasser Montmédy, et alla jusqu'à offrir de se remettre entre les mains de la garde nationale pour y être conduit par elle. A la rigueur même, il consentait à se rendre partout ailleurs qu'à Paris, dans un lieu où il pût examiner librement la Constitution.

Cependant la maison de Sauce était assiégée par la foule, et chacun voulait voir le roi, malgré les gardes nationaux placés en sentinelle à la porte de la chambre. Parmi ces visiteurs, mal dressés par leur éducation au respect de ces convenances dont la conjoncture faisait un devoir plus sacré, il s'en trouva naturellement quelques-uns qui jugèrent qu'un peu d'insolence devait être l'accompagnement obligé de leur patriotisme. La tradition a conservé une réponse naïvement brutale qui fut adressée par un fendeur de lattes à Louis XVI, au moment où il se répandait en promesses pour obtenir qu'on lui laissât continuer son voyage, et s'engageait à ne pas dépasser la frontière : « Sire, on ne s'y fie pas, » s'écria brusquement en son patois ce rude patriote, petit homme aux jambes torses, connu sous le nom de *père* Geraudel. Il fallut expliquer au roi, peu habitué aux dialectes de nos villages, l'exclamation du *spartiate*. Qu'on juge par cet exemple, choisi entre cent du même genre, de tout ce que la famille royale dut entendre ce

jour-là parmi ces paysans émancipés et ivres de leur triomphe, — de tout ce que la fierté de la reine surtout eut à souffrir en silence et avec résignation !

Tout le temps de son séjour à Varennes, Louis XVI paraît avoir compté, sinon sur le concours actif, du moins sur le respect et l'honnêteté naturelle de Sauce. On remarqua qu'il l'entretenait avec prédilection. Il trouvait en lui des formes polies, un cœur bon et facile à toucher, quoique pusillanime et indécis. Les historiens assez nombreux qui ont fait de Sauce un scélérat d'une hypocrisie profonde, cachant sa perfidie sous les beaux dehors d'une émotion menteuse, quittant Louis sous prétexte d'aller veiller à ses intérêts, mais en réalité pour exciter secrètement contre lui la fureur de la foule, — ceux-là n'ont pas connu cette nature placide de bourgeois, capable de remplir en temps ordinaire les fonctions de procureur dans une bourgade de douze à quinze cents âmes, mais qui n'était nullement propre à tenir tête à des circonstances aussi difficiles, et n'avait ni assez de fermeté dans l'esprit ni assez de noirceur dans l'âme pour être capable du rôle qu'on lui a prêté¹. Les tergiversations, les contradictions même dont on lui a fait un crime, n'étaient point calcul de sa part : c'était embarras et indécision véritables. D'une part son respect réel pour le souverain ; de l'autre, les craintes que lui inspirait sa responsabilité personnelle, aidées des exhortations des patriotes, des menaces, des grands sentiments et des grands mots qu'il entendait autour de lui, amenaient ces revirements, faciles à comprendre dans une pareille nature. Le pauvre homme était ballotté du roi au peuple et du peuple au roi, dans une espèce de flux et de reflux perpétuel ; il aurait bien voulu être agréable aux deux, mais le peuple, auquel il appartenait et qui agissait plus fortement sur lui, devait nécessairement finir par vaincre. Son importance avait pris tout à coup des proportions colossales. Il y avait de quoi faire tourner une tête plus solide que la sienne, dans ces événements qui venaient de le saisir à l'improviste au fond de

¹ Une lettre de lui, citée par M. Bimbenet (p. 88) prouve sa bonhomie et sa naïveté autant que son peu de perspicacité. Mais si l'on veut avoir une idée plus complète encore de l'homme, dont il serait aussi déplacé de faire un héros, comme quelques uns, qu'un scélérat, comme beaucoup, il faut parcourir, après l'arrestation, le registre de la municipalité de Varennes. (Voir notre art. dans le *Correspondant* du 25 avril 1855.)

sa petite boutique, pour en faire en quelque sorte l'arbitre de la vie du roi et des destinées de la France.

Louis XVI interrogea Sauce avec intérêt sur sa famille, sur ses affaires et son commerce, sur Varennes ; il s'informa de l'état des esprits, des progrès qu'avaient faits les idées révolutionnaires parmi ses compatriotes, et lui demanda s'il y avait des clubs dans la bourgade. Charmé de ses réponses simples et droites, il chercha à le gagner, et lui parla plusieurs fois tout bas en particulier. Mais, quand même Sauce eût voulu le sauver, comment eût-il pu le faire, au milieu de ces masses hostiles et menaçantes ? Il se montra plus d'une fois attendri et, en apparence, prêt à céder, — ce qui explique les illusions conservées jusqu'au dernier moment par le monarque. Mais il finissait par répondre à toutes les sollicitations, qu'il n'était pas le maître et qu'il y allait de sa tête. C'est aussi par ce dernier argument que madame Sauce répondait aux prières de Marie-Antoinette ; car celle-ci ayant cru s'apercevoir que la femme du procureur avait la prépondérance dans le ménage, et abaissant sa fierté par un effort héroïque, avait entrepris de la convaincre. La mère de Sauce, vénérable octogénaire, se montra plus sensible. Touchée d'une pitié profonde, on la vit tomber à genoux, fondant en larmes, et demandant la permission de baiser les mains des enfants ¹.

Ce fut à peu près vers une heure du matin que Goguelat d'abord ², puis le duc de Choiseul et le comte de Damas pénétrèrent dans la maison de Sauce pour y voir le roi, qui venait d'être reconnu quelques instants auparavant par Destez. « Au milieu de cette mauvaise chambre était une table sur laquelle il y avait du pain, quelques verres ; sur un lit dormait le Dauphin épuisé de fatigue ; M^{me} de Tourzel, assise près de ce lit, la tête entre ses mains, ayant auprès d'elle M^{mes} Brunier et Neuville ; auprès de la fenêtre étaient Madame Elisabeth et Madame Royale. Le Roi et la Reine debout, causant avec

¹ *Relation* de Choiseul, p. 96 ; *Mémoires* de M^{me} Campan, p. 298, 475.

² Malgré le récit du duc de Choiseul, il est certain que Goguelat pénétra le premier et seul chez le roi, et que MM. de Choiseul et Damas n'y entrèrent qu'après lui, au lieu d'y entrer avec lui, comme le dit M. de Choiseul, qui a toujours peine à s'effacer. Les deux procès-verbaux, qui même ne parlent tous deux que de la visite, de Goguelat s'accordent sur ce point, et M. de Damas lui-même le reconnaît dans son *Rapport* (p. 231-2.)

M. Sauce et un ou deux municipaux ; dans le fond, sur des chaises, les trois gardes du corps ¹. »

En voyant entrer ces dévoués serviteurs, les fugitifs sentirent renaître un rayon d'espérance : désormais ils n'étaient plus abandonnés entièrement à la merci de la populace. « Eh « bien, quand partons-nous ? » demanda le roi. — « Sire, nous « attendons vos ordres ². » Peut-être eût-il mieux valu ne pas les attendre et ne pas même les demander. Prendre les ordres de Louis XVI, c'était, comme toujours, le plus sûr moyen de le laisser se perdre. Tout le monde d'ailleurs, la municipalité, le major de la garde nationale, etc., venait prendre pour la forme les ordres du roi, qu'on retenait captif en l'entourant des plus grands égards. Aussi la réflexion détruisit-elle bientôt l'ardeur de ce premier mouvement. En apprenant que le comte de Damas, abandonné par son détachement, avait été forcé de partir de Clermont à peu près seul, et que la plupart des hussards cantonnés à Varennes étaient mêlés aux habitants et déjà séduits, le roi en revint à un système d'expectative. On délibéra aussi froidement que possible ; on pesa avec anxiété tous les partis. Le comte de Damas ouvrit alors un avis énergique, qui par là même devait aussi plaire à l'esprit aventureux et déterminé de Goguelat ; ce fut de démonter sept hussards, sur les quarante qu'il avait à sa disposition, de mettre sur les chevaux libres le roi, qui tiendrait le Dauphin dans ses bras ; la reine, Madame Elisabeth, Madame Royale, M^{me} de Tourzel et les deux femmes de chambre, que leur souveraine ne voulait point abandonner ; de se faire jour à l'aide des trente-trois hussards restant, et de poursuivre ainsi à toutes brides jusqu'à la petite ville de Dun, où ils trouveraient le détachement commandé par Deslon. « Mais, dit Louis XVI, répondez-vous que, « dans cette lutte inégale, une balle ne viendra pas frapper la « reine, ou ma sœur, ou mes enfants ? » Les clameurs de la foule, qui s'élevaient de plus en plus menaçantes, donnaient à cette question une portée terrible ³.

¹ *Relation* de Choiseul, p. 92.

² Le second procès-verbal non seulement ne parle que de l'entrée de Goguelat seul, mais il la place même avant la scène de reconnaissance du roi. Ces deux points ne nous semblent pas pouvoir s'accorder avec les autres particularités de l'arrestation. Les divers documents fourmillent sur ces détails secondaires de différences et de contradictions, entre lesquelles il n'est pas toujours possible de choisir sûrement.

³ *Relation* du duc de Choiseul, p. 93 et 94.

Le roi exposa alors les motifs qui le poussaient à attendre. D'une part il comptait sur les bonnes dispositions de la municipalité. Celle-ci, dès qu'elle l'avait pu, s'était réunie en permanence à l'hôtel de ville : les députations successives qu'elle envoya au roi, et auxquelles s'adjoignirent les notables, avec les officiers de la garde nationale, se montrèrent toujours respectueuses dans leur attitude et leur langage. Elles étaient venues d'abord, suivant leur expression, prendre les ordres de leur souverain, et celui-ci avait répondu qu'il désirait continuer sa route au plus vite. Plus tard, lorsqu'il eut avoué qu'il était roi, il reçut une députation d'honneur, et ce fut Sauce qui porta la parole pour le complimenter. Il lui dit qu'on délibérait, d'après sa demande, sur les moyens de lui faire poursuivre son voyage jusqu'à Montmédy, et le supplia de permettre à la garde nationale de l'accompagner pendant le reste de son trajet ¹, proposition que Louis XVI avait déjà prévenue et qu'il adopta sans réclamation, demandant seulement qu'on hâtât le départ. D'un autre côté, il avait appris que le comte de Raigecourt et son compagnon avaient quitté précipitamment Varennes, et il ne doutait nullement qu'ils ne fussent allés avertir à Stenay le marquis de Bouillé, qui ne manquerait pas d'accourir à toute bride, et qui arriverait probablement vers cinq heures du matin ; car Stenay n'est distant de Varennes que de huit à neuf lieues. On se trouverait alors en nombre suffisant pour entreprendre la délivrance des captifs : la population, remplie d'insolence à cette heure, serait intimidée à la vue de ce nouveau renfort, et n'essayerait même pas de résister à des forces si imposantes, composées de soldats fidèles et aguerris.

Il fallait se rendre à de pareilles raisons ou en faire semblant. Cette illusion trouvait d'ailleurs les plus puissants auxiliaires

¹ Il fut réellement et sérieusement question de cela : un moment Sauce y consentit (Bimbonet, p. 113). Dans le premier procès-verbal, qui fut supprimé sur les observations du directoire du département, on lisait ceci, au moment où le rédacteur racontait l'introduction de Goguelat près de Louis XVI : « Bon, dit le roi, quand partons-nous ? — Je suis à vos ordres, sire. » Et les ordres furent donnés de concert entre le procureur de la commune et cet officier. Il est bien certain que le roi, en demandant à partir dès qu'il aperçoit Goguelat, ne demandait pas à partir *pour Paris*, et que ce n'était pas non plus pour ce départ-là que Sauce pouvait donner des ordres *de concert* avec Goguelat. Mais peut-être cette confusion était-elle entretenue à dessein par la municipalité jusqu'au moment décisif.

dans la faiblesse de Louis XVI et son insurmontable horreur pour l'effusion du sang. Mais chaque minute écoulée augmentait le péril, sans amener les moyens de salut. Aucun sauveur n'apparaissait, et la municipalité, harcelée jusque dans le lieu de ses séances par la foule et par Drouet, qui ne lui laissait pas un moment de relâche, délibérant au milieu du tumulte et de l'exaltation, ne tarda pas à ravir elle-même au souverain le faible espoir dont il cherchait à se bercer encore, en lui envoyant une troisième députation, chargée de déclarer que le peuple s'opposait formellement à la continuation de son voyage et exigeait qu'on le ramenât à Paris.

A deux heures du matin, à peu près au moment où se terminait cette conversation entre le roi et les trois officiers supérieurs, les paysans des villages voisins étaient déjà arrivés, au nombre d'environ cinq mille, et trois heures après on en comptait le double. Le commandant de la garde nationale de Neuville, M. de Signémont, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine au régiment de Chartres-infanterie et lieutenant-colonel des grenadiers royaux de la Lorraine, avait dirigé habilement toutes les opérations militaires. Goguelat put se convaincre, en poussant une reconnaissance minutieuse à travers la ville, que les barricades, placées sur le pont et sur diverses entrées de Varennes, étaient bien faites et bien gardées; qu'il y avait des postes avancés à toutes les issues; que la garde nationale, distribuée de façon à pouvoir surveiller et suivre de près les mouvements des hussards, s'étendait depuis la maison du procureur jusque sur la route de Paris, en une double ligne qui allait se prolongeant de plus en plus par l'arrivée successive des paysans d'alentour. On avait disposé deux canons sans affûts près du pont pour en défendre le passage en même temps que celui des rues adjacentes; les deux autres, pointés d'abord à l'entrée de la ville haute, en avaient été bientôt retirés pour prendre place à l'extrémité de la rue où se trouvait la famille royale. De cette façon, le détachement de hussards, posté sous les fenêtres de Sauce, se trouvait entre deux feux, et l'on pouvait, suivant l'expression du procès-verbal, le balayer tout entier de la première décharge. « On avait, à cet effet, fait ouvrir toutes les portes des maisons, pour faciliter la retraite des gardes nationaux, et qu'ils pussent se défendre avantageusement. » Il est bon de rabattre quelque chose de

cette pompe belliqueuse : les canons rangés près du pont n'étaient que de petites pièces de quatre, et l'on avait tout au plus assez de munitions pour les charger ; mais du moins les dispositions avaient été faites avec intelligence.

Goguelat en prit quelques-unes de son côté. Il plaça six hussards près de ces batteries, avec ordre de les surveiller, et osa, tout incertain qu'il fût de l'obéissance de ses soldats, leur commander de dissiper des attroupements sur quelques points : ils le firent, par un reste d'habitude, dominés encore par cette voix énergique. Mais la multitude, irritée de plus en plus, accueillit ces démonstrations menaçantes avec une colère de mauvais augure. Drouet, entre autres, se rencontrait partout sur le passage de l'aide de camp, prêt à s'opposer à toutes les tentatives, et celui-ci rapporte, dans sa Relation, qu'il lui cria : « Vous voulez avoir le roi, vous ne l'aurez que mort. » Goguelat faillit même payer son dévouement de sa vie : un rassemblement très-nombreux s'était réuni autour des voitures, surtout autour de celle de la famille royale, qui semblait faite à souhait pour attirer les regards. Voulant les dégager pour les tenir prêtes à tout événement, Goguelat essaya de disperser les curieux par la force, et ne réussit qu'à mettre le comble à l'exaspération. Roland, le major de la garde nationale de Varennes, s'avance vers lui, et lui fait des représentations fort vives, auxquelles il répond avec plus de vivacité encore. Roland saisit alors son cheval par la bride et crie à ceux qui l'entourent de l'arrêter. « L'aide de camp lui jura qu'il passerait ; que, sur sa tête, il aurait le roi, et qu'il allait tout faire sabrer et saccager ; il fit un mouvement pour lui porter un coup de sabre. Le major, voyant sa vie en danger, tira son pistolet et *s'en servit*. » La balle alla s'aplatir sur l'os de la clavicule de Goguelat : il paraît même, d'après une version qui n'est pas bien certaine, qu'un second coup de feu partit aussitôt, soit de la même main, soit d'une autre, mais ne fit que l'effleurer. Le cheval de l'aide de camp se cabre et jette à terre son maître, qu'on relève légèrement blessé ; on le transporta dans une salle de l'auberge du *Bras-d'Or*, où il se fit poser un très-simple appareil ¹.

¹ On ne comprend pas que M^{me} Campan, dans ses deux versions de l'événement de Varennes, semble accuser Goguelat de faiblesse ou de pusillanimité.

On juge de l'anxiété de la famille royale en entendant retentir ce coup de feu : elle pensa sans doute que le fruit de tant de prudence et de modération était perdu, et que la lutte venait de s'engager. Choiseul descend, s'informe, voit Roland chaudement félicité par les patriotes. Il remonte aussitôt, et, pour calmer l'inquiétude de Louis XVI, lui donne une explication insignifiante, mais en se réservant de raconter secrètement à la reine, dont il connaissait toute la fermeté d'âme, ce grave incident, qui pouvait avoir des conséquences si funestes.

On put craindre un moment, en effet, que ce coup de feu ne devint le signal du combat ; cependant les hussards, déjà ébranlés, non-seulement ne bougèrent point, mais, un instant après, abandonnés à eux-mêmes tandis qu'on pensait la blessure de Goguelat, ils déclarèrent, aux applaudissements unanimes de la foule, qu'ils feraient tout ce qu'on voudrait, et demandèrent pour les commander un officier de la garde nationale.

Ainsi fut complétée la défection des hussards. Le peuple se mêla dans leurs rangs pour fraterniser avec eux. Le bruit des clameurs joyeuses monta jusqu'à la famille royale. On crut le moment favorable pour engager le monarque à se montrer à la foule. Lorsqu'il apparut à la fenêtre, ayant à ses côtés la reine, il fut accueilli par une explosion de cris de *Vive le roi ! Vive la nation !* auxquels se joignait toutefois celui de *Vive Lauzun !* comme pour le préserver d'une dernière illusion, en l'avertissant de la défection des soldats, qu'il voyait du reste confondus dans la multitude, entourés, pressés, embrassés par la masse de paysans armés qui s'écrasaient dans la rue de la Basse-Cour¹.

Il est à remarquer que, ni dans cet instant ni dans aucun autre de cette nuit, parmi tous les cris du peuple, on n'en

en lui reprochant d'avoir dit au roi que l'affaire serait *chaude*, s'il voulait passer par force (p. 298, 474). Je ne parle pas des autres fautes graves qu'elle lui impute au nom de la reine, et dont il ne doit pas être seul à porter la responsabilité ; mais sur ce point particulier, si l'on a un reproche à lui faire, c'est plutôt d'avoir agi avec trop de brusquerie et de témérité, pour racheter le tort qu'il avait eu d'abord de ne point charger la foule en arrivant.

¹ Le quartier-maître Remy, qui arriva à Varennes vers quatre heures du matin, écrit dans son *Narré fidèle*, en racontant ce qu'il a vu : « Des hussards de Lauzun, à cheval sur la place et sans officiers, buvaient du vin tour à tour dans une cruche, criant, avant et après boire : « Vive la nation ! » et n'en perdaient pas pour cela leur alignement. »

entendit un seul qui saluât la reine. Victime d'une impopularité constante, non-seulement elle recueillit pour sa part fort peu des témoignages de sympathie qui, pendant la durée de l'arrestation, ne firent défaut ni à Louis XVI ni à sa famille ; mais, en prêtant l'oreille aux rumeurs de la multitude, elle eût pu entendre circuler sur plus d'une bouche l'injurieuse et vulgaire imprécation : *A bas l'Autrichienne !* tant étaient répandus et profondément enracinés les préjugés contre cette malheureuse princesse.

Dans la foule on criait encore : *A Paris, ou à Verdun* ! Avec sa douceur habituelle, le roi s'adressait à ceux qui l'entouraient, répétant qu'il ne voulait pas quitter la France, qu'il ne dépasserait pas Montmédy ; promettant, suivant la tradition, qu'il reviendrait à Varennes et qu'il aurait toujours à cœur la prospérité de cette bourgade, qui deviendrait par ses soins une ville florissante. Cette entrevue entre la royauté captive et le peuple souverain se prolongea quelques minutes, puis la fenêtre se referma.

« Ce fut dans ce moment que le sort de la crise parut se décider. Il ne fut plus question alors que de presser le départ du roi ². » Le peuple, la garde nationale, la municipalité, sentaient que chaque minute de retard accroissait leur danger, en donnant une chance de plus à la délivrance des fugitifs. Du reste on se trouvait maintenant en assez grand nombre pour former une escorte capable de protéger le retour à Paris. Mais le roi persistait toujours dans le système dilatoire, concentrant avec obstination ses dernières espérances sur les secours dont il attendait l'arrivée.

Vers cinq heures et demie, l'abattement des prisonniers était parvenu à son comble, lorsqu'un nouvel événement vint y faire diversion et relever un peu leur courage.

En passant à Dun vers trois heures du matin, pour se rendre à Stenay, le chevalier de Bouillé et Ch. de Raigecourt avaient trouvé le capitaine Deslon, instruit de la fuite au dernier moment par le marquis de Bouillé, à cheval avec sa troupe ; en vain leur fit-il les questions les plus pressantes : ceux-ci

¹ Verdun, chef-lieu de l'arrondissement dont le canton de Varennes fait partie, est la ville forte la plus rapprochée.

² Second procès-verbal.

restèrent fidèles, un peu inopportunément peut-être, au secret qu'on leur avait ordonné. Ils étaient suivis de près par Rohrig, qui craignait également de trop se livrer à Deslon¹; mais celui-ci, qui était son commandant, lui demanda compte de la désertion de son poste, et Rohrig ne put se dispenser de lui répondre. Bien qu'il l'eût fait en termes trop vagues, Deslon comprit tout²; il comprit aussi que son premier devoir était de voler au secours du roi; et laissant trente-six hommes pour entretenir la communication de Dun à Stenay, avec le reste de son détachement, composé de soixante cavaliers, il s'élança sur la route de Varennes. Il était quatre heures du matin, et il arriva un peu avant six heures, ayant franchi dans ce court intervalle l'espace de cinq lieues.

A l'entrée de la ville, du côté opposé à celui par où était entré le roi, il la trouva barricadée. Voyant qu'il ne pouvait songer à forcer le passage, il se résigna à parlementer avec le commandant supérieur des gardes nationales, M. de Signémont; il en obtint la permission d'entrer seul et la promesse de parler au roi sans témoins, et de sortir ensuite librement de Varennes. Deslon exigea un otage, qu'il déposa entre les mains de ses hussards, puis il franchit la barrière. Son but était surtout d'examiner de près toutes les dispositions que le peuple avait prises, d'en étudier le côté faible, de découvrir sur quels points devait porter une attaque à laquelle il était bien décidé; enfin, d'avertir le roi que la délivrance approchait et de l'encourager à la résistance.

Pendant ce trajet, il se convainquit de ses propres yeux, comme l'avaient déjà fait Choiseul et Goguelat, que les barricades étaient trop fortes et trop multipliées pour qu'il lui fût possible de les emporter avec si peu de monde. Introduit près de son souverain, il lui dit d'abord son nom et sa qualité, et ajouta qu'il venait prendre ses ordres, — phrase banale que celui-ci avait entendue bien des fois cette nuit, et qui, dans les circonstances, avait l'air d'une raillerie cruelle. Choiseul, Goguelat, Damas, le major de la garde nationale, la municipa-

¹ *Relation* de Deslon. Les préventions injustes conçues contre la loyauté de cet officier étaient sans doute la principale cause de cette discrétion.

² Suivant la *Relation* du duc de Choiseul et celle d'Aubriot, c'est par ce dernier que Deslon aurait été averti: il est plus naturel d'en croire Deslon lui-même.

lité, etc., étaient déjà venus *prendre les ordres* de ce monarque captif au milieu de ses sujets. Aussi répondit-il avec amertume aux paroles de Deslon : « Mes ordres ! Je suis prisonnier et « n'en ai point à donner. »

La conversation s'engagea alors entre eux ; M. de Signémont voulait y assister, mais Deslon lui rappela énergiquement sa promesse, et il finit, non sans quelques réclamations, par se retirer. Cet intrépide officier renouvela alors la proposition du comte de Choiseul, et offrit d'ouvrir un passage à la famille royale, à la tête des quelques soldats restés fidèles et avec le secours de son propre détachement. Mais Louis XVI était de plus en plus résolu à fuir tous les moyens violents, et il répugnait à verser pour son salut le sang du moindre et du plus indigne de ses sujets ; il se borna donc à lui demander des renseignements sur ce qu'il avait remarqué dans les rues de Varennes et sur les dispositions populaires. Les réponses de Deslon, pleines de franchise, ne contribuèrent pas sans doute à le rassurer.

Après cette courte et infructueuse entrevue, les portes de la chambre se rouvrirent aux curieux. Au moment où le capitaine allait se retirer, il s'adressa en allemand à la reine, pour l'engager vivement à trouver quelque moyen de retard ; elle lui répondit dans la même langue, en se plaignant des outrages qu'ils avaient eus à subir et en lui demandant quand arriverait Bouillé. Mais les assistants commençaient à se montrer inquiets et à murmurer de cette conversation qu'ils ne pouvaient comprendre. « On nous écoute, dit la reine en retenant à peine ses larmes ; ne me parlez pas. » Les cris : « Point d'allemand ! » se firent entendre, et le roi lui-même les engagea à se taire, par prudence ¹.

Deslon assure, et M. de Choiseul ainsi que M. de Fontanges le confirment, qu'en regagnant son détachement il dépêcha un brigadier au lieutenant Boudet, pour lui dire d'attaquer au dedans tandis qu'il le seconderait au dehors. Le brigadier revint, sans avoir pu joindre cet officier, qui était gardé à vue dans l'ancien couvent des Cordeliers, et il ne resta plus à Deslon qu'à attendre dans l'inaction l'arrivée du Royal-Allemand.

¹ *Relations* de Deslon, p. 178 ; de Choiseul, p. 100-101 ; de Damas, p. 237 ; de Fontanges, p. 356.

Ainsi il y avait alors, réunis à Varennes, les soixante hussards de Lauzun qui y étaient restés casernés ; les quarante hussards du même régiment, revenus de Pont-Sommeville une heure et demie après l'arrestation et rentrés dans la ville, avec Choiseul, Goguelat et Boudet ; la petite troupe composée de quelques dragons (nulle part on n'en indique le nombre, mais il ne paraît pas qu'il y en ait eu plus de trois ou quatre), de trois sous-officiers et du capitaine de Floirac, qui avait quitté Clermont avec le comte de Damas ; la demi-douzaine d'hommes du quartier-maitre Remy, enfin les soixante hussards de Deslon¹, en tout environ cent quatre-vingts hommes, tant officiers que soldats, mais éparpillés ou réduits, sans direction, sans commandement, à une inaction absolue dans une conjoncture si grave. Tout le monde se remuait, mais personne n'agissait en réalité, et il n'y eut pas une seule tentative sérieuse, pas un effort d'ensemble, pas une lutte pour opérer la délivrance du roi. Néanmoins il faut bien se garder de conclure, avec l'injurieuse ironie d'un récent historien de la fuite de Louis XVI : « Tels étaient les serviteurs fidèles, dévoués et courageux auxquels le sort de la famille royale était confié, pendant le trajet de Paris à la frontière². » Sans doute, les chefs chargés de la responsabilité du succès ne se sont pas montrés à la hauteur des circonstances. On peut trouver même, en voyant la manière dont, après l'échec de l'entreprise, ils se défendirent de toute connaissance du complot et de toute participation à son accomplissement, s'efforçant de dissimuler ou d'atténuer leur rôle, et dont vingt ans après, dès que la Restauration fut venue, ils se hâtèrent d'en revendiquer l'honneur en grossissant leur part de gloire aux dépens des autres, on peut trouver, dis-je, que cette conduite n'a pas toute la fierté, toute la dignité désirables. Mais il est impossible de mettre en question leur fidélité, leur dévouement et même leur courage.

Il était six heures du matin, aucun parti décisif n'avait encore été pris, quand on annonça l'arrivée de Bayon et de

¹ Le duc de Choiseul dit cent (*Relat.* p. 100), parce qu'il croit que Deslon avait amené son détachement entier, mais celui-ci nous a lui-même appris qu'il avait laissé trente-six hommes.

² Bimbenet, p. 217.

Romeuf, porteurs des ordres de l'Assemblée nationale ¹. Mais, pour expliquer leur arrivée, il est nécessaire de rentrer un moment à Paris, et d'examiner ce qui avait suivi le départ de la famille royale.

Le valet de chambre Lemoine s'était aperçu le premier, en entrant dans la chambre du roi, le 22 juin, à sept heures du matin, que le lit était vide. La nouvelle de la fuite passa bien vite du château à la ville. Le peuple, irrité, envahit aussitôt les Tuileries, en maltraitant les hommes de service ; on parvint à l'en faire sortir, et les officiers municipaux apposèrent les scellés partout, en constituant des gardiens, et s'emparèrent des clefs ². L'irritation populaire se manifesta surtout contre La Fayette, contre son aide de camp Gouvion, chargé de la garde intérieure des Tuileries, et contre M. d'Aumont, qui commandait, au moment de la fuite, la division du château. Elle s'en prit également à Bailly, aux députés et aux journalistes connus par leur royalisme, par exemple à Royou, rédacteur de l'*Ami du roi*, dont on alla briser les presses. Les dénonciations se mirent à pleuvoir au comité des recherches, et la fuite était à peine connue depuis quelques heures qu'on criait déjà dans les rues le *Grand départ du roi*. L'Assemblée, réunie en toute hâte, écouta en silence la lecture de la longue *Déclaration* laissée par Louis XVI en partant, et qui lui avait été communiquée par M. de La Porte, intendant de la liste civile ; elle manda M. de Gouvion pour recevoir sa déposition, et, après avoir rendu le décret relatif à l'enlèvement du roi, reprit son ordre du jour avec une dignité toute romaine, qui cachait beaucoup d'inquiétude, d'agitation et de divisions. Les partis s'observaient en silence, le côté droit heureux de la délivrance du roi, le côté gauche commençant à redouter le retour et les représailles ; les constitutionnels atterrés, les orléanistes et les républicains se réunissant aux *aristocrates* pour s'applaudir de cette fuite, bien qu'à un point de vue fort différent, ceux-ci parce qu'elle sauvait le roi, ceux-là parce qu'elle les en débarrassait ³.

¹ Par une incroyable étourderie, M. de Valory les fait arriver à dix heures et demie du matin, retardant de plus de trois heures le retour du roi à Paris.

² Le juge d'instruction près la haute cour d'Orléans a recueilli les dépositions du Suisse et de plusieurs serviteurs du château, qu'on peut voir parmi les *Pièces justificatives* de Bimbenet, p. 13-20.

³ Il n'entre pas dans notre plan d'appuyer sur les effets produits par la fuite

Au premier moment, Bayon, personnage qui se qualifiait d'ingénieur, et qui était chef du 7^e bataillon de la 2^e division de la garde nationale, pour faire du zèle et se mettre en évidence, sollicite des ordres du maire de Paris, et s'élance sur la route de Châlons, accompagné de quelques citoyens ardents, entre autres du patriote Palloy. S'il fallait en croire la *pétition* qu'il adressa un peu plus tard à l'Assemblée, Bayon aurait fait en six heures et demie les trente-six, ou plutôt les quarante lieues qui séparent Paris de Châlons, ce qui est bien invraisemblable, et de là, écrasé de fatigue, aurait envoyé un émissaire à Sainte-Ménéhould, pour « provoquer le zèle patriotique du sieur Drouet, » en lui annonçant le prochain passage du roi, qu'il serait parvenu à devancer, quoique parti plus de huit heures après lui ¹. Cependant La Fayette, de son côté, sentant la nécessité de prendre de rapides mesures pour désarmer les colères et les soupçons du peuple, avait dépêché son aide de camp, M. de Romeuf, sur la route de Valenciennes, avec l'ordre d'apprendre partout sur son passage l'enlèvement du roi,

du roi. On pourra consulter là-dessus les *Mémoires* de La Fayette, t. III, p. 77-9; 80-3; 96; de Weber, ou plutôt la *Relat.* de M. de Fontanges, dans Weber, p. 340; celle de M. de Choiseul, p. 35; les souvenirs de Dumont, p. 316, 348, 350; l'*Histoire de France depuis la Révolution*, de Toulangeon, t. I, p. 185, 192, la *Correspondance secrète inédite*, éditée par M. de Lescure, t. II, p. 536, et surtout les journaux du temps.

¹ Voir cette *Pétition*, à la suite de l'*Hist. de l'événement de Varennes* par de Sèze, et aussi le rapport de Romeuf à l'Assemblée nationale. M. de Sèze, prenant à la lettre ces assertions que rien ne garantit, y a vu un nouvel argument à l'appui de sa thèse et une nouvelle preuve des pièges tendus sur la route du roi, car un voyage aussi rapide n'aurait pu s'exécuter, semble-t-il, qu'autant que les relais étaient préparés d'avance. Bayon fut guidé sur la voie qu'il suivit par divers indices et par des bruits répandus depuis longtemps; il voyagea très-bon train, animé par l'ardeur de se signaler dans un circonstance si mémorable; mais rien ne prouve sa présence à Châlons vers trois heures de l'après-midi, comme il voudrait le faire croire, non plus que son avertissement à Drouet. On voit, par la *lettre des officiers municip. de Sainte-Ménéhould au président de l'Assemblée*, 22 juin, 3 heures du matin (Bimbenet, *Pièces justific.*, p. 187), qu'il ne passa à Sainte-Ménéhould que vers deux heures du matin de la nuit suivante. Il est vrai qu'il avait été retenu à Châlons par l'arrestation du marquis de Briges, premier écuyer du roi, qui, à la nouvelle de la fuite, était parti pour aller rejoindre son maître; mais on sait que M. de Briges, informé très-tard de la fuite, et parti de Paris vers midi seulement, ne fut à Châlons qu'à la nuit tombante, au plus tôt: il est très-probable que l'arrivée de Bayon avait précédé la sienne, mais pas d'un nombre d'heures égal à l'antériorité de son propre départ, car M. de Briges était monté sur l'un des coureurs les plus rapides de la grande écurie.

« et d'ordonner à tous les amis du bien public de mettre obstacle à son passage. » Romeuf, arrêté par les défiances populaires au moment où il sortait de Paris, fut amené prisonnier jusqu'aux portes de l'Assemblée, pour y être reconnu et y rendre compte de sa conduite. Il en sortit bientôt après, porteur du décret de l'Assemblée nationale. A la barrière, une sorte de clameur publique, qui dénonce le passage de deux voitures à six chevaux par la ville de Meaux pendant la nuit précédente, le force de prendre cette route. Il avait alors quatre heures de retard sur Bayon. On peut croire que La Fayette, en ce moment où la fuite du roi était un fait accompli, tenait moins à atteindre le roi qu'à faire preuve de zèle et à détourner de sa personne tout reproche de connivence ou de négligence. De son côté, Romeuf, particulièrement attaché par son chef au service de la reine, qui l'avait comblé de marques de bienveillance ¹, n'eût pas mieux demandé sans doute que de lui laisser le temps d'arriver jusqu'à la frontière. Mais dès qu'il se fut rencontré à Châlons avec Bayon, qui s'y trouvait encore, on ne sait trop pourquoi ni comment, il dut subir, sous peine de se compromettre, l'influence du zèle ardent de celui-ci et rivaliser d'empressement avec lui ². La négligence du duc de Choiseul, qui, en quittant Pont-Sommeville à l'improviste, n'avait point posé les détachements convenus pour intercepter les courriers envoyés de Paris, leur permit de passer partout; et d'ailleurs il faut bien reconnaître que, dans l'état des choses, ces précautions n'eussent pu atteindre leur but.

Les deux envoyés s'avancèrent entre les files de la garde nationale, échelonnées, à partir de la maison de Sauce, sur la route de Paris : la commune reçut et vérifia leurs pouvoirs, qui portaient ordre à toute municipalité de prêter main-forte pour ramener le roi à Paris ; après quoi ils furent introduits dans la maison du procureur. Bayon entra seul d'abord dans la chambre occupée par les captifs ; tout dans sa personne, la sueur qui couvrait son visage, ses cheveux en désordre, ses habits souillés de poussière, portait la trace visible de la fatigue

¹ *Relations* de M. de Fontanges, dans Weber, p. 339 ; de M. de Choiseul, p. 102.

² Tous, ou à peu près tous les écrivains royalistes traitent aussi bien M. de Romeuf qu'ils traitent mal Bayon. Voir en particulier MM. de Damas, p. 238-9 ; de Choiseul, 101-6 ; de Fontanges, 353-4.

et de la précipitation du voyage. Dès les premiers mots, son agitation se trahit par la fièvre de sa parole : « Sire, s'écria-t-il d'une voix haletante et entrecoupée, tout Paris s'égorge... Nos femmes, nos enfants... Sire.... l'intérêt de l'État!... » Ce ne fut que par degrés qu'il put venir à bout de s'expliquer clairement. Aussitôt qu'il eut parlé du décret de l'Assemblée nationale, Louis XVI demanda à le voir ; mais c'était son compagnon qui l'avait entre les mains, et il était resté dans la pièce voisine, attendant sans doute, pour se présenter, qu'il eût recouvré un peu plus de calme et de sang-froid.

Romeuf approcha les larmes aux yeux, plein d'embarras, de confusion et de douleur. A sa vue, la reine éclata d'abord en reproches indignés contre La Fayette et contre lui. Le jeune aide de camp justifia son général, en répondant que, loin d'être l'auteur de l'arrestation, il en était regardé par le peuple comme le complice et qu'il avait failli être la victime de la fuite. Il protesta que, s'il avait personnellement consenti à se charger des ordres de l'Assemblée nationale, c'est qu'il s'était cru certain de ne pouvoir atteindre la famille royale avant qu'elle fût parvenue en lieu de sûreté, ce qui fût arrivé en effet sans ce fatal concours d'accidents, qu'il ne lui était pas possible de prévoir. Il était déterminé d'ailleurs à aider la fortune, en leur donnant, par ses lenteurs calculées, le temps de se mettre à l'abri de sa poursuite. Mais les événements avaient détruit l'effet de cette condescendance. Enfin, indépendamment de tous ces motifs, La Fayette et lui-même avaient pensé qu'en de telles circonstances il serait moins pénible pour la famille royale d'avoir à ses côtés un homme sur le respect et le dévouement duquel elle sût pouvoir entièrement compter ¹.

Ces explications étaient données à voix basse, et la reine allait s'apaiser, quand Romeuf, sur sa demande, lui remit le décret de l'Assemblée. Louis s'approcha aussitôt pour le parcourir en même temps : « Il n'y a plus de roi en France, dit-il, avec sa résignation ordinaire. » — « Les insolents ! » cria la reine, à qui l'indignation fit oublier toute prudence ; et elle rejeta le papier, qui alla tomber sur le lit où sommeillait le Dauphin : « Je ne veux pas qu'il souille le lit de mon fils, »

¹ *Relat.* de M. de Fontanges (Weber, p. 354).

reprit-elle, en le saisissant de nouveau pour le jeter à terre ¹.

Le roi demanda alors qu'on le laissât un moment seul avec les deux envoyés, faveur qui lui fut accordée, malgré quelques protestations. On ne sait rien de cette conférence intime, sinon que l'infortuné monarque les supplia de lui faire gagner un peu de temps et de ne pas trop presser son départ ; car, malgré son découragement, il n'avait pas encore perdu tout espoir de voir arriver le marquis de Bouillé. Romeuf n'eût pas mieux demandé que de se prêter à ce désir ; mais il avait dans son compagnon un surveillant soupçonneux qui paralysait toute sa bonne volonté. Néanmoins Bayon promit au roi de le seconder ; mais il ne feignit de le faire que pour l'abuser plus sûrement. « Avec le patriote Palloy ², il ranimait sous main le peuple ³, dont l'impatience, aiguisée par la crainte, éclatait en imprécations et en cris de fureur où toute ombre de respect avait disparu : « Faisons-le partir de force ! — Nous le traînerons par les pieds dans la voiture ! »

Il était à redouter que de telles paroles ne fussent le préliminaire d'actes violents, commis par quelques forcenés. Aussi la municipalité, le tribunal qui la secondait, le juge de paix qui avait été mandé spécialement par le roi, et la plupart des citoyens redoublèrent-ils leurs instances. Evidemment le roi ne pouvait résister davantage, et bien qu'il répêât : « Encore un moment ! Il n'est donc pas possible d'attendre les onze heures ? » le retour à Paris fut dès ce moment considéré

¹ Cette scène est racontée par deux témoins oculaires et un confident de la reine, — M. de Damas, p. 238 ; M. de Choiseul, p. 104 ; M. de Fontanges, p. 354 : elle n'est donc pas douteuse ; mais M. de Choiseul dit qu'elle excita un grand murmure parmi tous les assistants et qu'il se hâta de ramasser le papier pour le remettre sur la table, tandis que M. de Damas ne fait aucune allusion à l'effet produit sur les personnes présentes, et que M. de Fontanges donne formellement à entendre que la scène se passa à l'écart et, pour ainsi dire, entre M. de Romeuf et la reine.

² Notons en passant l'activité dévorante de ce patriote, qui s'était acquis une renommée spéciale en achetant les décombres de la Bastille et en faisant fabriquer à ses frais, avec les pierres de la fameuse forteresse, 83 petites Bastilles qu'il envoya aux chefs-lieux des 83 départements. Il est à Paris le 21 juin au matin ; on le trouve à Varennes dans la nuit du 21 au 22, vers cinq heures du matin, animant la foule ; on le retrouve à la barre de l'Assemblée le 23 à midi, venant confirmer le récit très-inexact du chirurgien Mangin, qu'il embrasse devant les représentants.

³ *Rapport* de Damas, p. 239, et surtout *Relation* de Choiseul, p. 104-5.

comme résolu. On fit servir à déjeuner à la famille royale et aux femmes de chambre, puis on prépara quelques provisions de voyage pour mettre dans les voitures. Louis néanmoins usa jusqu'au bout, pour reculer l'instant fatal, de toutes les ressources qui se présentèrent à son esprit. Le Dauphin et Madame Royale dormaient toujours, il se mit à dormir aussi, ou du moins à en faire semblant¹.

Cependant Bouillé n'arrivait pas. Afin de gagner encore un peu de temps et de seconder son souverain, la première femme de chambre du Dauphin, M^{me} de Neuville, s'avise alors d'un stratagème que les circonstances rendaient parfaitement vraisemblable. Elle se roule tout à coup sur sa chaise, simulant une violente attaque de colique. Marie-Antoinette s'approche, alarmée; un léger serrement de main l'avertit à la dérobée. Se prêtant aussitôt à cette ruse de guerre, elle déclare qu'il lui est impossible d'abandonner ainsi sa compagne de voyage, et qu'elle ne partira pas sans elle. Il fallut mander le médecin, qui s'empressa de lui administrer des secours².

La situation ne pouvait se prolonger plus longtemps. On avait épuisé tous les moyens dilatoires, et rien n'annonçait l'approche du secours attendu. Le roi éveillé, les instances redoublèrent. Les cris du peuple montaient avec une intensité terrible, et les députations se succédaient coup sur coup. Louis parut à la fenêtre sans calmer la foule. Il demanda à rester seul un moment avec sa famille, et ce fut sans doute dans cette entrevue où, pour la première fois, après une longue nuit d'angoisses, ils pouvaient enfin se communiquer librement leurs pensées, qu'ils reconnurent l'impossibilité de se dérober plus longtemps à l'expression de la volonté populaire³.

Déjà les voitures avaient été préparées et amenées vers la maison de Sauce. Les Varennois fournirent les équipages et les chevaux nécessaires, indépendamment des chevaux de poste; on forma l'escorte, à laquelle se joignirent volontairement bon nombre de gardes nationaux, désireux d'accompagner leurs

¹ Second procès-verbal de la municipalité de Varennes.

² M^{me} Campan, *Mémoires*, p. 298, 475. Le procès-verbal de la municipalité et le *Rapport* de M. de Damas mentionnent aussi cette indisposition subite, mais sans paraître soupçonner la ruse, et vraiment il était bien naturel qu'une femme se trouvât mal après de telles fatigues et de telles agitations.

³ Second procès-verbal.

prisonniers et d'aller faire parade de leur triomphe jusqu'aux villages voisins. Avant de partir, la reine recommanda chaleureusement à Romeuf de protéger MM. de Choiseul, de Damas et de Goguelat contre la vengeance de la population, puis la famille royale descendit l'étroit et sombre escalier qui conduisait de la chambre haute dans la boutique de Sauce, et de là passa dans la rue, où étaient rangées les voitures. Le duc de Choiseul donnait le bras à Marie-Antoinette, et le comte de Damas à Madame Elisabeth. Aussitôt qu'ils parurent, un tonnerre d'acclamations s'éleva de toutes les bouches, et ce fut aux cris mille fois répétés de *Vive le roi ! vive la nation !* qu'ils montèrent en voiture.

Les gardes du corps étaient sur le siège, non pas liés, ni enchaînés comme on l'a dit ¹, mais surveillés de près, de la façon la plus menaçante, et plus tard gardés à vue par deux grenadiers qui se tenaient de chaque côté, la baïonnette au fusil, sur des banquettes placées un peu au-dessous du siège. Choiseul ferma la portière, et les chevaux fendirent la multitude.

Il était alors environ sept heures et demie du matin.

V

A peine les voitures s'étaient-elles ébranlées, que la fureur de la foule se tourna contre les *complices* de la fuite. Après avoir fermé la portière, le duc de Choiseul était monté précipitamment sur son cheval, que le roi avait fait amener près de la voiture, mais l'étroitesse de la rue et l'affluence du peuple l'ayant forcé de rester en arrière, en un clin d'œil il fut entouré et abattu. On s'en empare, ainsi que du comte de Damas, du capitaine de Floirac, et, un peu plus tard, du quartier-maitre Remy. On arrêta aussi momentanément les sous-officiers et les soldats qui avaient accompagné ce dernier et le comte de Damas, puis James Brisack, attaché à l'écurie du duc

¹ *Mémoire* du comte Louis, p. 135; M. de Fontanges, p. 365; M^{me} Campan, p. 476. Aucun de ces trois narrateurs n'a vu par lui-même, et les témoins oculaires ne disent rien de cette circonstance, qui est formellement démentie par M. de Valory (*Précis histor.*, p. 312), et par une note des commissaires de l'Assemblée nationale, publiée dans le *Moniteur* du 28 juin 91.

de Choiseul, mais ils furent mis en liberté le lendemain matin, pendant qu'on emmenait les autres prisonniers à Verdun ¹.

Goguelat fut d'abord plus heureux. Malgré sa blessure et l'animation toute particulière de la foule contre lui, il parvint à s'échapper. Pendant cinq jours, il erra dans les villages voisins, espérant pouvoir gagner la frontière à l'aide d'un déguisement; mais il fut arrêté le 27 aux environs de Mézières, et jeté en prison pour être mis en jugement avec les autres auteurs de l'enlèvement du roi ².

M. de Romeuf n'avait pas oublié sa promesse à la reine. Il fit tous ses efforts pour empêcher l'arrestation, couvrit ces fidèles serviteurs de son corps, détourna les coups qu'on leur portait et en reçut plusieurs qui leur étaient destinés. Arrêté lui-même et emprisonné, il passa la nuit avec eux dans un petit cachot en très-mauvais état, situé à quelques pas de la maison de Sauce et de l'auberge du *Bras-d'Or*, où, pendant toute la nuit, l'existence des prisonniers fut menacée par une multitude furibonde qui introduisait des fusils par les soupiraux et chercha même, dit-on, à mettre le feu à la prison. Les volontaires arrivés de Verdun, les municipaux et les gendarmes les protégèrent de leur mieux, jusqu'au lendemain matin, où M. de Romeuf fut remis en liberté ³.

Les officiers municipaux de la ville accompagnèrent leur prisonnier jusqu'à Clermont ⁴, et peut-être fussent-ils allés jusqu'à Paris, si les rumeurs alarmantes qui se répandirent alors touchant l'approche des troupes étrangères, ne les avaient décidés à retourner parmi leurs concitoyens, pour protéger Varennes au besoin contre les dangers extérieurs. Ils remirent donc leur dépôt entre les mains de la municipalité de Clermont, sous l'escorte d'un petit détachement de la garde nationale varennoise, chargé de l'accompagner jusqu'au terme, puis ils revinrent sur leurs pas ⁵. Mais c'était là un de ces bruits sans fondement réel

¹ *Narré fidèle* de Remy, p. 147-150; *Relation* de Choiseul, p. 106; Extrait du registre de la municipalité de Varennes, des 22 et 23 juin.

² Bimbenet, *Fuite de Louis XVI*, p. 202-3.

³ *Rapport* de M. de Damas, p. 240; *Relat.* de M. de Choiseul, p. 106, et, à la suite, sa *Déclarat.*, p. 174; *Narré fidèle* de Remy, p. 149; *Déclarat.* de James Brisack, p. 162.

⁴ Premier procès-verbal, p. 254.

⁵ Drouot était au premier rang de ces surveillants : il n'avait point voulu lâcher sa proie. Paul Leblanc, Chevallot, Delion et quelques autres héros de

qui étaient passés depuis quelque temps à l'état chronique, et dont Bouillé a donné l'explication dans ses *Mémoires*¹.

Il y avait à peine un quart d'heure que le roi avait quitté Varennes, « qu'il parut au-dessus de nos vignes et prêt à descendre dans la ville, à la distance d'un demi-quart de lieue, un fort détachement de Royal-Allemand, dont le corps du régiment s'était arrêté à Charpentry, à la distance d'une lieue, et qui se rapprochait de celui des hussards (amenés par le capitaine Deslon), qui avait fait sa retraite à environ deux cents pas de la ville. Nous n'étions plus alors en forces; environ quatre mille hommes de la garde nationale de Varennes et des environs accompagnaient le roi sur la route de Clermont. Cette apparition jeta la consternation et l'effroi parmi tout le reste des citoyens, qui n'avaient à craindre que le massacre et le pillage². »

Ce détachement parti en avant sous le commandement du chevalier de Bouillé et du capitaine de Guntzer, était celui qui occupait Mouzay ou Mouza, très-gros village entre Dun et Stenay. Il apprit de Deslon qu'il arrivait trop tard. Néanmoins, au bout d'un instant, on vit le chevalier, à la tête d'un peloton de hussards, se porter vivement du côté de la rivière, « comme pour couper le devant à la marche du roi³. » Ils passèrent le

l'arrestation escortèrent aussi la voiture jusqu'à Paris. A la portière de la reine se tenait, de Varennes jusqu'à Notre-Dame de l'Épine, près Châlons, un certain citoyen Bichet, *mouche du coche* qui se donna beaucoup de mal pour faire croire à son importance, et fit signer en sa faveur, après l'événement, un grand nombre de certificats par tous les hommes qui s'y étaient trouvés mêlés. M. Bimbenet a essayé d'en faire un personnage, et, par une des plus singulières illusions d'optique, il a voulu voir dans ces certificats, qui, s'ils avaient une valeur sérieuse, signifieraient plutôt le contraire, la preuve que ce Bichet, dont le nom ne valait vraiment pas la peine d'être prononcé, fut le sauveur du roi, qu'il se dévoua pour le protéger, etc., etc. Une fois sur cette pente, il ne tarit pas, il exalte la conduite chevaleresque de ce « personnage mystérieux; » il en fait une sorte de chevalier de Rougeville ou de baron de Batz (p. 130-1). On ne peut assez s'étonner des facultés d'induction que déploie d'une façon très-inattendue, en deux ou trois rencontres, M. Bimbenet, d'ordinaire circonspect jusqu'à la sécheresse : il ne s'écarte jamais de ses documents, mais il lui arrive d'y voir des choses extraordinaires.

¹ P. 254. Après l'arrestation du roi, le registre des délibérations de la municipalité de Varennes porte des traces continuelles de ces mêmes rumeurs, toujours démenties et toujours renouvelées. Voir notre *Etude sur quelques documents inédits relatifs à l'arrestation de Louis XVI*, dans le *Correspondant* du 25 avril 1855.

² Second procès-verbal.

³ *Idem.*

premier bras, dit Deslon, mais l'autre était trop profond¹. Ce que le capitaine Deslon a pris pour un second bras de la rivière était un canal, peu large, mais aux bords escarpés, et qu'on ne pouvait songer à franchir, surtout avec des chevaux. Ils durent alors se résigner à attendre, dans une inaction absolue, l'arrivée du marquis de Bouillé avec son régiment.

D'où venait le retard de celui-ci en une circonstance si pressante ? Le comte de Raigecourt et le chevalier de Bouillé étaient partis de Varennes vers minuit et demi ou une heure moins le quart du matin. De Varennes à Stenay il y a moins de neuf lieues ; ils mirent près de quatre heures à franchir cette courte distance, ce qui s'explique par l'obscurité et le mauvais état d'une partie de la route, qu'ils ne connaissaient peut-être point parfaitement. Dans son inquiétude, et pour se tenir plus à portée des nouvelles, le marquis de Bouillé, en compagnie de son fils aîné et de quelques officiers, était allé passer la nuit à la porte de Dun. Il venait de regagner Stenay au petit jour quand il vit accourir à lui, au galop de leurs chevaux, les deux officiers qu'il avait postés à Varennes et le commandant de l'escadron de hussards qui s'y trouvait établi. Il était environ quatre heures et demie du matin². Le marquis de Bouillé prend aussitôt ses mesures en conséquence. Il envoie l'ordre au régiment de Royal-Allemand de monter à cheval et de venir le rejoindre hors la ville ; mais, bien que ce régiment eût été averti la veille de se tenir prêt pour la pointe du jour, bien que les chevaux eussent dû être sellés d'avance, cet ordre ne fut exécuté qu'avec une lenteur extraordinaire. En vain le comte Louis revint à plusieurs reprises presser le commandant, dont la vivacité était loin de répondre à la sienne ; il fallut près de trois quarts d'heure au régiment pour sortir de la ville³.

¹ *Rapport de Deslon. — Rapport de M. Aubriot, à la suite de la Relation de Choiseul*, p. 155-6.

² C'est l'heure que donnent le marquis et le comte dans leurs *Mémoires*. Il n'était que quatre heures ou quatre heures un quart, selon l'*Exposé* du comte de Raigecourt confirmé par un procès-verbal de M. de Bouillé lui-même (voir à la suite de ses *Mémoires*, édit. Barrière, p. 494) qui dit : « Il était alors près de quatre heures du matin. »

³ *Mémoires* du marquis de Bouillé, p. 258, et du comte Louis, p. 125-6. Il fallut même « une mortelle heure, » selon l'*Exposé de la conduite du marquis de Bouillé*, à la suite de ses *Mémoires*, p. 412. Ce commandant était M. de Mandel, à qui le secret du voyage avait été confié la veille et dont la conduite

Cinq heures avaient sonné lorsque ce régiment parut enfin. Le marquis de Bouillé se met à sa tête, le harangue, lui apprend l'arrestation du roi, le trouve dans d'excellentes dispositions, distribue 400 louis aux soldats, et s'avance sur Varennes au grand trot.

Il arriva entre neuf heures et neuf heures et demie, et la vue de son régiment jeta dans le trouble le plus profond le peu d'habitants qui étaient restés à Varennes ¹. Il trouve les hussards de Deslon et son détachement ² arrêtés à l'entrée de la ville, et apprend que le roi, depuis près de deux heures, a repris la route de Paris. Malgré la douleur qu'il éprouvait d'arriver trop tard, il n'avait rien prévu de pareil, « ne pouvant s'imaginer que la municipalité osât forcer le roi à partir pour Paris, supposant qu'au moins on aurait exécuté l'ordre qu'il avait donné de ne laisser passer aucun courrier sur la route de Clermont et de Varennes, après le passage du roi, et que l'Assemblée nationale n'aurait pu y faire parvenir des ordres. »

Dans son désespoir, il voulait d'abord tenter les derniers efforts. Mais on s'opposa à un projet devenu impraticable, en lui disant qu'il n'était plus guère possible d'atteindre maintenant les voitures, qui avaient trop d'avance, qu'elles étaient du

parut suspecte en cette circonstance. La négligence de cet officier, « dont je ne chercherai pas à pénétrer les intentions, » dit le comte Louis, « eut toutes les apparences et tous les effets les plus défavorables (*Mémoires*, p. 88, 125). Ces soupçons se trouvent confirmés par une pièce officielle, où l'on voit M. de Mandel (qui venait d'être arrêté par la garde nationale d'un petit village au moment où il paraissait prendre le chemin de l'étranger), vivement réclamé par ses sous-officiers et ses soldats, comme un patriote et un fidèle serviteur de la nation qui a prévenu un grand malheur, en retardant de tout son pouvoir le départ du régiment de Stenay. (Bimbenet, p. 199.)

¹ Rapport de Remy.

² Bouillé rapporte, dans ses *Mémoires* (p. 259), qu'il rencontra ce détachement près de Varennes, arrêté à l'entrée d'un bois par des gardes nationaux qui le fusillaient, et qu'il dispersa. Cette circonstance paraît inadmissible, d'abord parce qu'il n'y a pas le moindre bois de ce côté de Varennes à une assez grande distance, puis parce qu'on ne la retrouve dans aucune relation, pas plus que dans un seul des documents et surtout des procès-verbaux, qui n'eussent pas manqué de le raconter, pour s'en faire un titre de plus, en montrant qu'il y avait eu une vraie lutte à soutenir. Le comte Louis place mieux ce bois « à une lieue environ de Dun. » L'un et l'autre racontent qu'ils délivrèrent leurs soldats qu'ils croyaient déjà dans l'intérieur de Varennes, et le marquis ajoute qu'il se mit à leur tête, en devançant le reste du régiment. Cependant il est bien certain qu'il était déjà arrivé un détachement avec le chevalier de Bouillé, vers huit heures, peu de temps après le départ du roi : si ce n'était pas celui-là, on ne sait lequel ce pourrait être, à moins que le chevalier de Bouillé n'eût lui-même précédé le détachement de Mouzay avec quelques soldats.

reste protégées par une escorte innombrable qui ne se laisserait pas facilement arracher sa proie, et qu'au moment du départ on avait vu la route entière se couvrir de gardes nationales qui rejoignaient le cortège. A cette heure encore, on pouvait découvrir de tous côtés les populations des communes les plus éloignées, qui ne cessaient d'arriver au secours de Varennes, et on annonçait que les garnisons de Metz et de Verdun étaient en route avec du canon. En tout cas, ne voulant pas perdre un temps précieux à forcer les barricades des rues et du pont, il chargea quelques cavaliers d'explorer la rivière au-dessus et au-dessous de la bourgade pour y découvrir un gué : ils n'en trouvèrent pas, et, au bout de quelque temps, Bouillé, voyant qu'il n'y avait plus rien à faire, se décida à reconduire ses troupes à Stenay, d'où il passa aussitôt la frontière ¹.

Nous nous bornerons à mentionner sommairement les principales étapes du retour à Paris, dont les incidents ont été racontés tant de fois et fournissent peu matière à la discussion.

On avait fait marcher la voiture le plus vite possible jusqu'à Clermont, dans la crainte de recevoir sur ses derrières l'attaque des troupes de Bouillé. L'escorte, au nombre d'environ 6,000 citoyens, y compris les femmes ², sous les ordres de Bayon et de M. de Signémont, restait toujours à peu près aussi considérable, car ceux qui partaient étaient abondamment remplacés par les nouveaux venus, accourant de tous les villages voisins de la route ³. Vers le milieu du trajet de Varennes à Clermont on rencontra les administrateurs, le procureur syndic et les secrétaires de cette ville, qui allaient en corps porter au roi les vœux des citoyens pour son retour. A Clermont, les dragons du comte de Damas furent chargés de se joindre à l'escorte jusqu'à Sainte-Ménéhould ⁴.

Sainte-Ménéhould fit au roi un accueil digne de la patrie de Drouet; la populace de la ville et des environs manifesta les

¹ *Mémoires* du marquis de Bouillé, p. 261, et appendice; *Mémoires* du comte Louis, p. 130-1.

² Extrait du registre des délibérations du directoire de Clermont, à la suite de la *Relat.* de Choiseul, p. 194.

³ Valory, *Précis*, p. 293.

⁴ Extr. du regist. des délibér. du direct. de Clermont, dans Choiseul, p. 194.

sentiments les plus exaltés sur le passage des voitures. Ici il y a contradiction dans les rapports des témoins : suivant M^{me} de Tourzel, citée par M. Ancelon ¹, le roi eut à subir de la part du maire une mercuriale sous forme de discours, qu'il réfuta avec douceur ; puis il déjeuna à l'hôtel de ville, et dut se montrer à la foule avec Marie-Antoinette et le Dauphin. Au contraire, suivant le récit de M. de Moustier, confirmé indirectement par celui de M. de Valory, on passa par Sainte-Ménéhould sans s'y arrêter ² ; seulement M. de Moustier paraît croire que ce fut parce qu'on craignait l'esprit royaliste de cette ville qui, à la suite d'un incendie, avait été rebâtie presque entièrement par les soins du monarque ³, ce qui ne s'accorde guère avec les détails donnés par les autres témoins.

S'il y eut un temps d'arrêt à Sainte-Ménéhould, comme cela est le plus probable ⁴, il fut court, car, quoique les voitures, au milieu de cette foule immense qui les entourait, marchassent avec une lenteur extrême, on sortait de la ville vers trois heures de l'après-midi. Ce fut en ce moment, à une faible distance de Sainte-Ménéhould, qu'eut lieu le massacre du marquis de Dampierre, qui a été presque partout inexactement raconté. Rempli de douleur par tout ce qu'il voyait, le marquis s'était joint au cortège, résolu à ne plus quitter le roi, mais il ne paraît pas qu'il eût pu s'approcher de la voiture, comme on l'a dit, pour lui parler. Il était à cheval, avec la croix de Saint-Louis sur sa poitrine. Reconnu dans la foule par des ennemis particuliers, et désigné comme *aristocrate* aux vengeances populaires, il fut assailli aussitôt ; il était parvenu à se dégager et quittait précipitamment la route quand on lui tira un coup de fusil qui lui brisa les reins. Il fut rejoint aussitôt et jeté à bas de son cheval par l'assassin et d'autres furieux, qui se mirent à le traîner vers la voiture, pour l'achever sous les yeux du roi : « Qu'est-ce, demanda celui-ci, remarquant le tumulte extraordinaire qui se produisait autour de lui. — Rien, lui répondit-on, c'est un fou que l'on tue. » Mais en l'entraînant, on rencontra un fossé profond où il roula pesamment, et

¹ *La Vérité sur la fuite*, p. 129.

² *Relation* de Moustier, p. 28 ; *Précis* de Valory, p. 297.

³ De Sèze, *Hist. de l'événement de Varennes*, p. 155.

⁴ Certains documents authentiques le prouvent, par exemple un passage de la pièce cotée 160 dans Bimbenet, p. 207.

où on l'acheva avec les raffinements de cruauté les plus atroces ¹.

On était à onze heures et demie du soir à Châlons, où le roi fit son entrée sous l'escorte des gardes nationales réunies de Varennes, Clermont, Sainte-Ménéhould et d'une partie de celle de Châlons qui était allée au devant du cortège ² jusqu'à une lieue de la ville précédente. Châlons sembla prendre à tâche de consoler Louis XVI par son accueil respectueux et compatissant. Mais, par un jeu cruel de la fortune, la reine se retrouva captive dans les bâtiments de l'ancienne intendance, où, vingt années avant, elle avait été reçue en triomphe, à son arrivée en France. M^{me} de Tourzel nous révèle que, parmi les autorités locales, il s'en trouva d'assez dévouées pour offrir au roi de le sauver pendant la nuit, au moyen d'un escalier dérobé, inconnu au reste de la population, qui débouchait dans la chambre du Dauphin : on ne pouvait sauver que lui seul, et il refusa, épouvanté des conséquences qu'entraînerait son évasion pour la reine et pour sa famille ³.

La famille royale coucha à Châlons. Le lendemain jeudi, 23 juin, était le jour de la Fête-Dieu. Pendant que le roi entendait la messe, la cour et les bâtiments de l'intendance, la chapelle même où avait lieu l'office divin, furent violemment envahis par une bande de volontaires arrivés de Reims qui exigèrent le départ avec force menaces et vociférations ⁴. Il fallut

¹ Récit de M. de Dampierre fils, dans la *Revue de la Marne* du 4 mai 1843, et *Mémoire inédit d'un témoin oculaire*, dans Ancelon, p. 130. De ce récit authentique, il résulte que M. de Dampierre ne tira pas un coup de fusil ou de pistolet, contre ceux qui le poursuivaient. M. de Valory, particulièrement, a fait de ce douloureux épisode un récit dramatique, mais romanesque : il prétend que la foule porta sa tête et ses membres au bout de piques et vint en faire trophée à la portière du roi (on lit la même chose dans beaucoup d'auteurs : Louis Blanc, *Hist. de la Révolut.* ; Feuillet de Conches, *Correspondance de Madame Elisabeth*, p. 301 ; Bimbenet, p. 131, etc.) et s'il fallait l'en croire, cette tête aurait même figuré ainsi pendant presque tout le reste du voyage ; mais, dit M. Ancelon (p. 135), « le procès-verbal d'inhumation, d'accord avec notre témoin oculaire (M^{me} de Tourzel), prouve que l'on s'est au moins abstenu de cette odieuse profanation. »

² *Lettre des administrat. à l'Assemblée nationale*, dans Bimbenet, p. 221.

³ *Mémoire d'un témoin oculaire*, dans Ancelon, p. 141. L'accueil exceptionnel de la ville de Châlons se trouve constaté partout, et Valory, particulièrement, y appuie avec l'ordinaire fadeur et toutes les images banales de son style. Tous les préparatifs faits pour recevoir le roi sont relevés dans *l'État des dépenses* que le comte de Sèze a inséré à la suite de son livre (p. 214).

⁴ *Précis de Valory*, p. 142 ; *Relation de Moustier*, p. 37 ; *Témoignage d'un royaliste*, par Scév. Cazotte, p. 26 ; Ancelon, la *Vérité*, etc., p. 303-4.

obéir et se remettre en route, au milieu de ces surveillants farouches, dont la chaleur et la fatigue accroissaient encore les mauvaises dispositions, et qui ne répondaient aux avances du roi ou de la reine que par de grossières injures. A Epernay, l'accueil fut mauvais. Le président du district prononça une harangue pleine de reproches, et l'attitude de la population fut à l'unisson. Les prisonniers avaient déjeuné à Châlons avant leur départ ; ils dinèrent à Epernay, dans un hôtel de la ville (l'hôtel de Rohan). Cazotte, qui demeurait à une lieue de là, au petit village de Pierry, avait envoyé son fils, commandant de la garde nationale du canton, pour protéger le roi autant qu'il le pourrait. Celui-ci se rendit à Epernay, à la tête d'une troupe de paysans, se tint à la portière de la voiture entre la foule furieuse et la famille royale, lui fit, avec quelques autres, un rempart de son corps quand elle traversa la cour pour entrer dans l'hôtel, tint le peuple pendant le repas et parvint, grâce à l'ascendant de son caractère et de son nom, à son influence, à son dévouement actif et intelligent, à écarter le malheur qu'on craignait ¹.

« Allez, ma petite belle, on vous en fera voir bien d'autres, » tel fut l'adieu qu'une des mégères d'Épernay jeta à la reine au moment où elle montait en voiture.

Ce qui avait accru l'irritation des habitants d'Épernay, c'était le bruit répandu que « des ennemis du bien public s'étaient déjà emparés de Varennes, que cette petite ville était à feu et à sang, et que les ennemis se portaient en avant et menaçaient Sainte-Ménéhould ². » Jusqu'à l'arrivée du roi à Paris, ces rumeurs, presque toutes plus ridicules et plus impossibles les unes que les autres, ne cessèrent de se renouveler. De toutes parts le tocsin sonnait, les gardes nationales venaient border la route, les paysans accouraient, armés de faux, de haches, de croissants, de fourches, de bâtons ferrés, et la panique se traduisait par un redoublement de colère, de cris et quelquefois d'outrages.

Entre Epernay et Dormans, à Boursault, la voiture royale fut rejointe par les commissaires de l'Assemblée nationale. Ils étaient trois : Pétion, Latour-Maubourg, Barnave, choisis de

¹ Scévole Cazotte, *Témoignage d'un royaliste*, p. 27-35.

² Extrait du registre des délibérations de la municipalité d'Epernay.

manière à représenter les diverses nuances des partis qui constituaient la gauche de l'Assemblée. Le colonel Mathieu Dumas, chargé de prendre le commandement de l'escorte et de faire exécuter les ordres des commissaires, les accompagnait. Ils étaient partis de Paris à quatre heures du matin, ils joignirent le roi vers le soir. Le cortège s'arrêta ; Pétion donna lecture du décret dont il était porteur, puis il monta dans la voiture royale avec Barnave, tandis que Latour-Maubourg montait dans celle des femmes de chambre. Il fallut prendre les enfants entre les genoux, et l'on peut juger de la gêne horrible que devaient éprouver ces huit personnes entassées les unes sur les autres, par une chaleur étouffante, les stores de la voiture levées et les vitres baissées pour ne point dérober à la foule la vue du roi ¹.

A peine les commissaires étaient-ils arrivés que l'utilité de leur présence se fit sentir. La foule était sur le point de massacrer un pauvre curé de campagne, qui avait voulu s'approcher de la voiture ; l'intervention de Barnave empêcha cet assassinat ². On sait que le roi et la reine n'eurent qu'à se louer de la conduite de Barnave et des respectueux égards qu'il ne cessa de leur témoigner : tous les historiens originaux, et M^{me} Elisabeth elle-même dans sa *Correspondance* ³, sont unanimes sur

¹ On a dit que M^{me} de Tourzel était descendue pour monter avec Latour-Maubourg dans la voiture des femmes de chambre, ou dans celle qui avait amené les commissaires (M. de Fontanges, dans Weber, p. 360). Pétion dit formellement le contraire à plusieurs reprises, dans sa *Relation*, conservée aux Archives, et publiée pour la première fois par M. Mortimer-Ternaux (*Histoire de la Terreur*, t. I ; on voit aussi la fausseté de cette assertion par le récit de M^{me} de Tourzel elle-même dans son *Mémoire* inédit.

² Suivant d'autres, ce prêtre fut sauvé par l'arrivée des commissaires, qui détournèrent l'attention : tel paraît être le récit de M^{me} de Tourzel, autant qu'on peut le comprendre par un passage du livre de M. Ancelon (*La Vérité sur la fuite*, p. 149), où il n'est pas toujours facile de discerner nettement ce qui est de M^{me} de Tourzel et ce qui est de lui. Ce point pourrait sembler indirectement confirmé par la relation de Pétion où, d'une part, il n'est pas du tout question de cet épisode et où, de l'autre, il est parlé de l'émotion et de l'agitation éprouvées par la famille royale au moment de l'arrivée des commissaires, et des vives prières qu'elle leur adresse précipitamment pour qu'ils s'opposent aux vengeances du peuple et protègent tous ceux qui l'ont accompagné ; mais il faut reconnaître que ce passage n'est pas concluant. M. de Fontanges (dans Weber, p. 364) et M^{me} Campan (p. 296) s'accordent à mettre cet incident après l'arrivée des commissaires et à attribuer le salut du prêtre à l'intervention de Barnave. Quant à Valory, avec son inexactitude ordinaire, il dit que le prêtre fut massacré.

³ Lettre à M^{me} de Bombelles, du 10 juillet 91 : « Ils ont été bien surtout Barnave, » dit-elle en parlant des commissaires.

ce point. On sait aussi qu'il n'en fut pas de même pour Pétion, dont la suffisance, le sot orgueil, l'affectation de républicanisme austère et farouche, les impertinences calculées firent beaucoup souffrir la famille royale pendant le reste du voyage. Il est juste pourtant de rappeler à sa décharge le mot de Madame Elisabeth, auquel nous renvoyions tout à l'heure ; mais ce mot indulgent ne peut contrebalancer des témoignages positifs, au premier rang desquels il faut compter le *Mémoire* de M^{me} de Tourzel et le récit de Pétion lui-même, où, d'après les sentiments qu'il professe, l'importance qu'il se donne, les réflexions qu'il fait et la grossièreté de quelques-unes de ces appréciations, on devine quelle dut être sa tenue ¹.

On arriva entre minuit et une heure à Dormans, où l'on descendit dans une mauvaise auberge. Le roi passa la nuit dans un fauteuil. Il fut impossible de dormir à cause du bruit fait par les cris, les chants et les danses des gardes nationaux et de tous les habitants des environs, qui ne cessèrent de boire et de se réjouir. On repartit le 24, entre cinq et six heures du matin, et, après un voyage que l'ardeur du soleil, la foule et la poussière avaient rendu plus accablant que jamais, on arriva pour dîner à La Ferté-sous-Jouarre, où la famille royale fut reçue dans la maison du maire, avec les attentions les plus respectueuses et les plus délicates ². Le voyage fut repris vers

¹ Le *Retour de Varennes*, de Pétion, est en son genre un incomparable chef-d'œuvre, qui suffirait à lui seul pour faire juger le caractère et l'intelligence de ce majestueux Jocrisse de la Révolution. La vanité naïve de ce *bellâtre*, enivré par des succès divers et par une popularité déjà presque sans exemple, et qui se croit irrésistible dans tous les sens du mot, amènent sous sa plume des confidences qui, comme on l'a dit, s'élèvent au sublime de la niaiserie. En parlant de la conversation qui eut lieu alors entre Barnave et la reine et de l'influence que cette entrevue exerça sur lui (du *Mémoire* de M^{me} de Tourzel cité par M. Ancelon), il résulte que ce fut Madame Elisabeth plutôt que la reine qui fit les frais de cette conversation, dont le résumé est d'un grand intérêt (p. 152-57). On a accusé Marie-Antoinette d'avoir voulu séduire Barnave, et celui-ci, dans ses *Mémoires*, a rappelé cette circonstance, « qui a fourni à l'infâme calomnie tant de prétextes. » Pétion, de son côté, accuse Madame Elisabeth d'avoir cherché à le séduire, mais parce qu'elle était séduite elle-même. *Accuser* n'est pas le mot propre : c'est là une faiblesse qu'il comprend et pour laquelle il se montre magnanime. Il sait trop le pouvoir de ses *charmes* pour mettre en doute la fascination qu'ils exercent. Jamais la fatuité d'un sot n'a rien produit de comparable à ce passage de sa relation, écrit avec un lyrisme grotesque, et qui atteint à de telles profondeurs de ridicule qu'il désarme l'indignation.

² Le *Retour* de Pétion, dans Mortimer-Ternaux, t. I, p. 363 ; de Sèze, p. 160 ; Ancelon, 161-2.

quatre heures (pour prendre un terme moyen entre les divers récits), et on alla coucher à Meaux ¹, chez l'évêque constitutionnel. On en partit le 25, à six heures du matin, et cette fois on ne devait plus descendre de voiture jusqu'à Paris.

Cette dernière étape dura douze heures consécutives. A mesure qu'on approchait de Paris, le danger devenait plus grand. Des bandes furieuses venaient se joindre à l'escorte, en annonçant les intentions les plus sinistres. Entre Livry et Bondy, un aide de camp de La Fayette fut blessé en défendant la berline royale contre une invasion de forcenés. A Pantin, une violente contestation entre la garde nationale à pied de Paris et les cavaliers qui se disputaient le poste d'honneur autour de la voiture, faillit amener des résultats funestes : les grenadiers l'emportèrent et la marche se continua sans obstacle, mais très-lentement. Le cortège fit le tour des murs pour entrer par la porte de la Conférence ².

Les Champs-Élysées étaient remplis de monde ; la foule se pressait jusque sur les toits et sur les arbres. Tous avaient le chapeau sur la tête et gardaient le plus profond silence, par suite d'un mot d'ordre strictement exécuté. On lisait sur des placards : « Quiconque applaudira le roi aura des coups de bâton ; quiconque l'insultera sera pendu. » Les moindres apparences de respect étaient sévèrement réprimées : des garçons perruquiers qui n'avaient point de chapeaux furent obligés de se couvrir la tête avec leurs cravates ³. Seul un membre de l'assemblée, M. de Guilhermy, découvert et incliné sur le passage du roi, en signe de respect, eut le courage de lancer son chapeau dans la foule, pour répondre à des injonctions qu'il méprisait. Cependant, de temps à autre, ce grand silence était interrompu par le cri de *Vive la nation !* La garde natio-

¹ Je n'ai pas mentionné la rencontre du député Kervélégan, qui, dans la foule, s'approcha de la voiture pour parler à Pétion, en affectant de rester couvert devant le roi et la reine, sans lui prêter la moindre attention, et en s'exprimant sur leur compte avec une grossièreté inouïe. Cette rencontre, placée par Pétion lui-même au sortir de La Ferté, est reculée par M^{me} de Tourzel, dont le témoignage est moins sûr, jusqu'au trajet entre Meaux et Claye. Valory en parle aussi, mais, fidèle à ses habitudes, il place cette scène à Châlons (p. 305), car ce député breton, qu'il désigne seulement par son initiale de K, ne peut être que M. de Kervélégan.

² Pétion, *Retour de Varennes*, p. 368-9 ; de Sèze, *Hist. de l'événement de Varennes*, p. 160.

³ *Correspondance secrète inédite*, publiée par M. de Lescure, t. II, p. 535.

nale portait ses fusils la crosse en haut, comme dans une cérémonie de deuil.

On entra dans le jardin des Tuileries par le pont tournant, qui fut fermé après le passage de la voiture et de son escorte, mais qui avait été ouvert à tous jusque-là. Le jardin était rempli de monde. Une partie des députés, parmi lesquels on remarqua le duc d'Orléans, sortit de la salle pour être témoin du spectacle. La consigne était alors bien oubliée; les injures, les imprécations, les menaces les plus atroces, surtout contre la reine et les trois gardes du corps, retentissaient de toutes parts. La vie de ces derniers, qui avait été souvent menacée déjà pendant le retour, courut les plus graves dangers lorsque la voiture s'arrêta au pied de la terrasse qui séparait le château du jardin, et ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à les soustraire à la rage populaire, au milieu de l'effroyable confusion du moment. La reine n'avait cessé de s'occuper d'eux, et de les recommander particulièrement à Barnave, qui les fit transporter en sûreté au château, en attendant qu'il fût statué sur leur sort. Mais on craignait plus encore pour elle-même et pour le roi, pendant qu'ils traverseraient la terrasse en descendant de voiture. La Fayette parvint à former, de la portière à l'entrée du château, une double haie de gardes nationales, qui servit de barrière à la populace. Tous passèrent sains et saufs, le Dauphin porté sur les bras; la reine, reçue à sa sortie de voiture et entraînée par le vicomte de Noailles et le duc d'Aiguillon, qu'elle considérait comme ses ennemis personnels, mais qui profitèrent généreusement de la popularité conquise par leurs opinions pour la protéger. Quelques minutes après, le roi, rentré dans ses appartements, s'abandonnait aux soins de ses valets avec sa tranquillité ordinaire, comme s'il fût revenu d'une partie de chasse ¹.

¹ Pétion, *Retour de Varennes*. Le journal de Louis XVI, trouvé dans l'armoire de fer et cité dans la *Revue rétrospective* de 1831, résume la fuite en un style d'une sérénité incroyable : « *Mardi* 21. Départ à minuit de Paris. Arrivé et arrêté à Varennes en Argonne, à onze du soir. — *Mercredi* 22. Départ de Varennes. Déjeuné à Sainte-Ménéhould. Arrivé à dix heures à Châlons, y soupé et couché. — *Jeudi* 23. Diné à Epernay. Trouvé les commissaires de l'Assemblée auprès de Port-à-Binson. Arrivé à onze heures à Dormans; y soupé, dormi trois heures dans un fauteuil. — *Samedi* 25. Arrivé à Paris à huit heures, sans s'arrêter. » C'est tout. Ailleurs, la fuite se trouve portée sous ce titre : « Voyages en 1791; cinq jours. »

Telles furent, en résumé, les principales circonstances de l'arrestation du roi. Tout avait concouru fatalement à cette catastrophe, et ce ne fut, à partir du départ et même en remontant plus haut, qu'un long enchainement de malheurs et de maladresses, qui semblaient combinés à plaisir, et dont chacun devait suffire pour amener ce triste dénouement. Bien loin de s'étonner que l'infortuné monarque ait échoué à quelques lieues du port, au moment où il n'avait plus qu'un petit nombre de pas à faire pour atteindre le salut, il faudrait s'étonner au contraire qu'il n'ait pas été arrêté dès les premières villes qu'il traversa. Les accidents, les embarras, les obstacles se succédaient coup sur coup; à mesure qu'on avait échappé à un péril, un autre se présentait aussitôt; souvent il eût suffi, pour le surmonter, d'un heureux hasard, d'une circonstance minime et insignifiante par elle-même, qui ne se présenta point, d'une mesure naturelle et facile à laquelle personne ne songea.

La fuite et l'arrestation de Louis XVI firent faire un pas énorme à l'idée révolutionnaire et républicaine. Rien n'est plus instructif à ce point de vue que la lecture des journaux du temps et celle des innombrables adresses de félicitations qui furent envoyées à Varennes de tous les points de la France, et qui sont conservées dans les archives municipales de cette ville, où j'ai pu les parcourir. Pour les *Amis de la Constitution* de Paris, le roi est encore « le premier fonctionnaire de l'État. » Dans l'adresse de la ville d'Orléans, il n'est plus qu'une *image*, un *fantôme* « couvert des magnifiques lambeaux du despotisme et environné des hommages de la servitude; » et le rédacteur, qui se souvient de ses classiques, compare poétiquement la royauté à la lune, adorée par les hordes sauvages. Les théories *constitutionnelles* sont poussées plus loin encore par bien d'autres, et presque partout on découvre aisément, à travers les timidités, les réticences, l'embarras de l'expression, les incertitudes et les tâtonnements d'une pensée qui s'effraye d'elle-même, ce que beaucoup d'esprits osaient dès lors rêver et concevoir ¹.

Une véritable explosion de l'opinion républicaine se produi-

¹ Voir notre *Etude sur quelques documents inédits relatifs à l'arrestation de Louis XVI*, dans le *Correspondant* du 25 avril 1855.

sit dans les journaux. Des feuilles relativement modérées, comme la *Chronique de Paris*, le *Courrier de Versailles* de Gorsas, passaient brusquement à l'hostilité la plus déclarée, traitaient le roi de *traître*, de *monstre*, de *bûche royale*, et faisaient entendre des cris de proscription contre ses défenseurs et contre toute la presse royaliste. Le jour même de la rentrée à Paris, Fréron écrivait dans l'*Orateur du Peuple*, sous l'empire des bruits d'invasion qui circulaient toujours : « S'il est vrai que les Autrichiens aient passé la Meuse et que le sang français ruisselle sur les frontières, Louis XVI doit perdre la tête sur un échafaud et la reine doit, comme Frédégonde (l'érudition de Fréron n'est pas à la hauteur de son patriotisme), être trainée dans les rues de Paris à la queue d'un cheval entier. » Ces paroles atroces étaient encore dépassées, s'il est possible, par la violence méprisante avec laquelle s'exprime Camille Desmoulins, dans ses *Révolutions de France et de Brabant* sur le compte de « ce rustre couronné dont les pièges avaient été aussi grossiers que la personne. » Le 25 juin, Bonneville commençait sa *Bouche de fer* par ces mots : « POINT DE ROI ! POINT DE ROI ! voilà le cri général, » et, le 26, racontant la scène du retour à Paris, il s'écriait : « Représentants du peuple, vous n'avez plus à délibérer : le peuple libre et souverain s'est couvert en regardant avec mépris le ci-devant roi. Voilà enfin un plébiscite : La république est sanctionnée ! » Brissot, dans le *Patriote*, poussait ardemment à l'adoption d'une constitution républicaine. Les journaux qui, comme l'*Ami du roi*, de l'abbé Royou, prenaient courageusement la défense de Louis XVI, étaient non-seulement débordés, mais dénoncés, menacés, désignés aux colères de la populace. Et celle-ci partageait toutes les passions dont la presse révolutionnaire se faisait l'organe.

Pendant qu'on criait dans les rues la *Grande partie de plaisir de Louis XVI sur la frontière, avortée à Varennes*, et une foule d'autres *plaquettes* injurieuses, on faisait, dans les rassemblements du Palais-Royal, la motion d'exposer le monarque pendant trois jours, si on le ramenait, à la risée publique, le mouchoir rouge sur la tête, de le conduire ensuite par étapes jusqu'aux frontières, et, arrivé là, de lui donner « du pied au cul. » Une affiche ignoble, placardée dans les Tuileries, et que Camille Desmoulins admirait comme un témoignage

de la gaieté française, s'exprimait ainsi : « Un gros cochon s'est enfui des Tuileries ; on prévient ceux qui le rencontrent de le ramener à son gîte : ils auront une récompense modique, » et quelques jours après circulait une caricature représentant la rentrée des cochons dans l'étable ¹.

Dès qu'il avait appris le départ, le peuple s'était répandu par les rues, effaçant partout le nom et l'image du roi, substituant le mot *national* au mot *royal* sur les murs, les inscriptions, les enseignes. Des pétitions pour la déchéance furent lancées et se couvrirent de signatures. Des gens allaient disant de groupe en groupe : « Nous avons passé la nuit sans roi, et pourtant nous avons bien dormi. » L'humiliation meurtrière de la royauté s'acheva par cette scène de la rentrée à Paris, où l'on vit le monarque nominal ramené comme un forçat en rupture de ban, sous l'escorte de ses geôliers armés et des commissaires de l'assemblée réellement souveraine. En vain du Rosoy, dans la *Gazette de Paris*, essayait-il de constituer un bataillon sacré de royalistes, qui s'offraient en otages pour Louis XVI et donnaient leur liberté comme caution pour racheter la sienne : le roi, une fois réintégré dans sa prison, n'en devait plus sortir que pour aller au Temple, et de là à l'échafaud. Le 21 janvier 1793 était déjà visible dans le 21 juin 1791.

VICTOR FOURNEL.

¹ Hatin, *Histoire de la presse*, t. V, p. 351 ; t. VII, p. 160. Il n'est pas bien sûr, heureusement, que l'affiche des Tuileries soit autre chose qu'une invention de Cam. Desmoulins.

NÉGOCIATIONS DE HENRI II

AVEC LE DUC DE FERRARE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

1555-1557

Le xvr^e siècle fut l'époque tout à la fois de la naissance de la diplomatie française et de son apogée. Jamais il ne se trouva au service de la couronne un nombre plus considérable d'hommes d'État distingués, de négociateurs habiles. Il se forma en peu d'années, au commencement du règne de François I^{er}, comme une école de diplomates, habitués de bonne heure aux intrigues des cours, s'appuyant sur une politique étrangère très-arrêtée, guidés par des traditions immuables et portant fièrement en tous lieux le drapeau de la patrie. La longue rivalité de la France avec la maison d'Autriche fut l'occasion principale de ce grand développement des relations extérieures : la nécessité de trouver sans cesse des alliés pour une lutte si gigantesque devait faire rechercher activement dans la politique des succès que le sort des armes nous refusait souvent si cruellement. De là, l'union intime de la France avec les princes protestants d'Allemagne ennemis de Charles-Quint, avec les petits potentats de l'Italie; de là, les rapports de François I^{er} avec Soliman, et cette fidèle alliance de Turquie, si blâmée à cette époque dans la chrétienté, si utile, souvent, à la cause française par la terreur même et la répulsion qu'elle inspirait aux sujets de l'Empereur.

Mais, pour débrouiller ces délicates intrigues, pour en tenir les fils au milieu de tous les obstacles, pour lutter presque seuls et loin de la France, sans instructions, sans appui, parfois sans nouvelles de leur gouvernement, quelle dextérité ne fallait-il pas à nos ambassadeurs, quelle sûreté de coup d'œil, quel mépris du danger, quel dévouement et quelle abnégation ! Leurs travaux, en effet, souvent méconnus de leur vivant, n'ont été presque toujours récompensés que par l'injuste dédain de l'histoire. Quelques noms célèbres sont pourtant parvenus jusqu'à nous : et les Noailles, les du Mortier, les Monluc, les Schomberg, les du Ferrier gardent encore aujourd'hui leur vieille et pure renommée. Mais combien de serviteurs plus modestes et non moins utiles ont été oubliés sans merci, dès qu'on a pu se passer de leurs services !

Ce n'est pas, toutefois, un de ces derniers dont nous voudrions examiner l'honnête et obscure carrière. Si la diplomatie eut alors ses grandeurs et ses gloires, elle eut également ses faiblesses et ses misères. Et c'est justement l'un de ces tristes épisodes qui s'offre à notre étude. L'évêque de Lodève, dont nous allons tout à l'heure raconter la vie, était bien sorti comme les autres de cette belle et glorieuse école ; mais il avait l'esprit léger, accessible aux honneurs, voire même à l'argent, plus jaloux de rechercher les faveurs par l'intrigue que de les mériter par le dévouement. Qu'il ait été traître à son roi et à son pays, c'est ce que nous ne voudrions point absolument prétendre ; et, tout en discutant sévèrement ses actions, nous ne chargerons pas plus que de raison sa mémoire. Nous n'aurions pas songé, du reste, à tirer son nom d'un oubli trop mérité, si le récit des missions dont il a été chargé ne nous avait offert le moyen de revenir sur quelques particularités de l'histoire de son temps demeurées jusqu'ici entièrement inconnues. Le département des manuscrits de la Bibliothèque impériale, si riche en correspondances diplomatiques concernant cette époque, nous a fourni plusieurs pièces qui, rapprochées de mémoires contemporains également inédits, nous ont paru présenter un réel intérêt. C'est surtout la conduite du duc de Ferrare à l'égard de la France, pendant la dernière période de la lutte contre Charles-Quint et Philippe II, qu'il nous sera possible, ce semble, d'éclaircir

d'un nouveau jour, en révélant en même temps la véritable importance de certains faits trop négligés.

Lorsque Henri II résolut de poursuivre en Italie la lutte politique et militaire si souvent renouvelée par son père, il lui importait d'entraîner dans son parti toutes les forces dont pouvait disposer la péninsule. Le pape, comme nous le verrons, se déclarait ouvertement pour la France. Il fallait obtenir le même appui des autres princes, et, en particulier, du duc de Ferrare : c'était la tâche de la diplomatie française. Comment l'accomplit-elle ? Il semblait difficile de le dire ; car ces négociations ne se trouvaient indiquées chez aucun écrivain. De Thou, dans sa grande *Histoire*, donne seulement l'analyse du traité conclu par le cardinal de Lorraine avec le duc, sans en expliquer ni les antécédents, ni les motifs. M. Henri Martin fait moins encore ; il se contente de cette simple phrase qui, comme on pourra le voir, n'est même pas rigoureusement exacte : « Le duc de Ferrare, beau-père du duc de Guise, adhéra au traité ¹. » C'est le récit de cette alliance que nous voudrions, en dépit du silence de l'histoire, raconter, s'il se peut, avec quelques détails.

I.

L'histoire ne s'étend guère sur la personne de l'évêque de Lodève ². Ce qu'elle nous apprend peut se résumer en quelques lignes. C'était un homme d'une très-petite naissance : il s'appelait Dominique de Gabre ou du Gabre, et était Gascon d'origine. Il avait commencé par être précepteur dans une grande maison du Hainaut. Puis, il avait trouvé dans le cardinal de Tournon un protecteur dévoué dont il sut exploiter les bonnes grâces. Le cardinal était tout-puissant sur l'esprit du roi : il vivait à la cour, ayant le rang et l'importance d'un premier ministre, et était en même temps abbé de Saint-Germain-des-Prés. C'est dans cette amitié qu'il faut chercher les raisons de la fortune

¹ *Histoire de France*, quatrième édition, in-8°, t. VIII, p. 446.

² Aucun *Dictionnaire historique*, aucune *Biographie universelle* ne mentionnent même le nom de cet évêque de Lodève. — Il figure seulement parmi la liste des prélats du diocèse dans le *Gallia Christiana*, t. VI, p. 567. Mais il n'est parlé là que de l'évêque, et sa carrière politique, à peine indiquée, n'est point appréciée par les savants rédacteurs de ce recueil.

rapide de du Gabre. Non pas qu'il fût dénué de talents : il avait l'esprit souple et facile, il saisissait promptement les affaires et les aurait traitées aussi bien que tant d'autres, s'il y avait apporté moins de personnalité et plus de vrai dévouement. Au reste, sa rédaction était claire et correcte : ses dépêches ne paraissent pas trop inférieures à celles de tous les grands diplomates de ce temps. Mais il avait du goût pour l'intrigue, une ambition qui n'était pas exempte d'un peu de cupidité, une certaine habileté à se pousser au premier rang et à faire valoir ses services. Tel est l'homme que François I^{er} et Henri II devaient charger à plusieurs reprises d'importantes missions en Italie.

On le nomma d'abord pronotaire apostolique de la curie romaine ; c'est en cette qualité qu'il passa les monts pour la première fois. Pendant la durée de ce poste, il put s'initier à l'état des cours dans la Péninsule et à la politique française en Italie, il put acquérir cette connaissance des hommes et des choses qui lui était indispensable pour l'avenir. A son retour de Rome, il fut pourvu de l'évêché de Lodève, le 17 août 1547. Il s'inquiéta toujours fort peu de sa charge pastorale, et se borna le plus souvent à en toucher les revenus. Aucunement empressé de résider dans le Languedoc, il ne fit son entrée dans sa ville épiscopale que l'année suivante, et il se contenta d'y apparaître plus tard à rares intervalles. Du reste, comme il avait le caractère doux et facile et un certain art de plaire à tous, il était fort aimé dans son diocèse et y laissait chaque fois les meilleurs souvenirs.

Quelques mois avant la nomination de Dominique du Gabre à l'évêché dont il devait désormais porter le nom, François I^{er} était mort, laissant inachevée et indécise l'œuvre de toute sa vie, sa lutte chevaleresque et trop souvent malheureuse contre son puissant rival Charles-Quint. Le chef vieux et usé de la maison d'Autriche allait se trouver en face d'un nouveau roi, qui n'avait point les qualités brillantes et héroïques de son père, mais qui ne prétendait pas laisser la France abdiquer ses droits et renoncer à la fortune des champs de bataille. François I^{er}, presque toujours vaincu par les armes, ne s'était soutenu que grâce à l'appui des alliances sans cesse entretenues par l'habileté de ses diplomates. Ses relations avec la Turquie avaient été, comme l'on sait, le secret de sa constante et éner-

gique résistance. Ses intrigues en Italie ne lui avaient pas été non plus inutiles. Henri II comptait bien poursuivre sur ces deux points les traditions de la politique paternelle ; et c'est en ne négligeant aucune de ces ressources qu'il s'était préparé à recommencer une fois de plus la lutte.

On connaît la conduite que tint constamment l'Italie dans toutes ces guerres : prise et reprise successivement par les deux rivaux, elle ne cessa d'être en quelque sorte le champ clos où se débattaient les destinées des deux empires. Elle était alors occupée par une foule de petits princes et par quelques républiques fières encore de leur antique splendeur. Chaque ville était divisée entre les amis de l'empereur et ceux de la France : des intrigues et des menées perpétuelles s'y succédaient, variant avec la fortune des deux partis. La finesse et la dissimulation des Italiens se prêtaient à merveille à jouer ces rôles divers, qui ont toujours semblé être leur naturelle et spéciale vocation.

Parmi ces potentats, il n'y en avait guère de plus puissant que le duc de Ferrare. La position même de ses États, situés au centre de la Péninsule et présentant ainsi une grande importance stratégique, augmentait encore son influence. C'était un prince d'un caractère tout particulier, et dont il serait impossible de comprendre la conduite, si on négligeait d'examiner d'avance les mobiles principaux qui faisaient impression sur son esprit. Rien ne nous sera plus utile pour cette étude que les *Mémoires* inédits de Jean de Morvillier, évêque d'Orléans, dont la Bibliothèque impériale possède une fort belle copie. On verra par quelques extraits avec quelle sagacité, quelle finesse et quelle fermeté le futur garde des sceaux de France, alors secrétaire d'État, essaye d'initier le roi aux secrets desseins de ce prince, uni à la fille de Louis XII, et qui n'avait pas plus épousé les intérêts de la maison de France, que sa femme n'avait pris goût à Ferrare et aux affaires de son mari.

Hercule d'Este, deuxième du nom, duc de Ferrare, de Modène et de Reggio, né le 4 avril 1508, était fils d'Alphonse d'Este et de la trop célèbre Lucrece Borgia. Il avait épousé, le 30 juillet 1527, Renée de France, fille de Louis XII, et avait succédé à son père en 1534. C'était un monarque pacifique, mais jaloux de son autorité. Comme tous les princes italiens de

cette époque, il aimait les arts et, quoique très-économe, tenait à honneur de les protéger. Parvenu au trône au plus fort des guerres d'Italie, il avait su garder entre les deux partis la plus entière neutralité, n'exigeant pas autre chose que l'inviolabilité de ses Etats, avouant tout haut sa haine pour les batailles, et plus soucieux de garder intact son patrimoine que de courir les risques de le réduire, en voulant l'augmenter. Prince sage et honnête, très-attaché à la religion catholique, il était bien loin d'approuver les tendances fort protestantes de sa femme, et il souffrait de la voir attirer à sa cour Calvin, Marot et tous les réfugiés de France, chassés de leur patrie à cause des nouvelles doctrines. Il finit même par la forcer à renvoyer ces dangereux amis ; et ce fut entre lui et Renée le sujet de querelles intestines qui troublèrent plus d'une fois la tranquillité du palais ducal de Ferrare. On sait que, lassée par les persécutions de son mari, la duchesse se décida plus tard à quitter l'Italie et à se retirer en France, à Montargis, seigneurie qui lui appartenait en propre, et qui ne tarda pas à devenir sous ses auspices le refuge des plus célèbres Huguenots.

Quant au duc, placé par la force des choses, et à coup sûr bien malgré lui, entre les catholiques et les protestants d'une part, les Impériaux et les Français de l'autre, il ne lui avait pas toujours été facile de demeurer dans ce désintéressement égoïste et cette tranquillité sans gloire qui formaient toute son ambition. Ses angoisses de chaque moment, sur lesquelles l'histoire n'avait eu jusqu'ici ni le loisir, ni la pensée de s'appesantir, sont fort bien caractérisées dans un intéressant exposé des affaires de Ferrare, adressé au roi par Morvillier, en 1555, et que nous avons retrouvé dans ses *Mémoires d'Etat* : « Le duc de Ferrare, dit-il, très-soucieux des affaires de son Etat, a eu jusqu'ici le talent de rester neutre dans les rivalités des deux princes qui ont remué toute la chrétienté depuis trente ans. Il s'est enrichi pendant ce temps d'or et d'argent. Il n'aime pas plus la guerre que par le passé ; mais le voici qui, à cause des affaires d'Italie, va être obligé de se tourner du côté du roi. » Il revient ensuite brièvement sur les événements précé-

¹ Bibliothèque imp., ms. fr. 5172. — *Mémoires d'Etat de Messire Jean de Morvillier, Evêque d'Orléans*, f^o 20 à 32. Discours sur les affaires qui se sont passées avec le duc de Ferrare en 1555.

dents, remarquant fort justement que cette neutralité effective n'avait pas empêché le duc d'incliner tour à tour vers celui des deux que l'heure présente avait semblé favoriser davantage. C'est ainsi que, longtemps, il avait semblé fort attaché de cœur à l'Empereur au moment où ce dernier, tout-puissant en Italie, lui avait attribué, dans un arbitrage avec le pape, les villes de Modène et de Reggio. Sa reconnaissance se traduisait alors par le renvoi des gentilshommes français venus à Ferrare à la suite de la duchesse. Depuis, il avait paru se rapprocher de la France à l'occasion du mariage de sa fille aînée, Anne, avec le jeune duc François de Guise ; mais il y avait aussi dans cette union quelque motif moins élevé, que Morvillier se charge encore de nous découvrir, avec ce mélange de naïveté et de finesse qui le caractérise. « Or, combien que le duc de Ferrare n'ait pu mieux colloquer sa fille qu'avec M. de Guise, pour la gentillesse du cœur, vertu et prouesse qui sont en lui, aussi étant bien aimé du roi ; toutefois le point qui plus le mouvait était qu'il ne déboursait guère d'argent, car il fit prendre pour argent comptant à M. de Guise une grande somme de deniers qu'il prétendait lui être due par le feu Roi, tant pour le sort principal des deniers prêtés que pour les intérêts et arrérages de la rente qui lui avait été constituée à cause dudit prêt. Toutes lesquelles sommes furent allouées par le Roi et païées. » Voilà qui peint l'homme et fait mieux juger son caractère que de longues pages. Ce mariage, du reste, n'empêcha pas le duc de garder de bons rapports avec l'empereur, tant que celui-ci conserva une prépondérance incontestée, c'est-à-dire, jusqu'à la mort de François I^{er}. Mais, lorsqu'au commencement du règne de Henri II, la fortune des armes abandonna presque sans retour le vieil empereur, il se sépara d'un protecteur « dont les médecins et tous jugeaient la mort plus prochaine qu'elle n'était ; » et ne tarda pas à incliner vers le jeune et victorieux roi de France. Aussi bien, la guerre, portée tout à coup au centre de l'Italie, semblait à chaque instant menacer ses états ; il devenait indispensable qu'il sortit de son apathie volontaire, et, considérant qu'il lui faudrait dépenser d'énormes sommes pour mettre sur pied une armée, fortifier ses places, entretenir de nombreuses garnisons, préparer, en un mot, une lutte simplement défensive, il aimait mieux se mettre sous la protection du roi, stipulant que ce

serait la France qui défendrait ses frontières et lui fournirait des subsides pour prix de son inestimable amitié. Il se trouvait, d'ailleurs, compromis vis-à-vis de l'empereur, qui était en droit de suspecter sa bonne foi. Ses projets nouveaux avaient été, dit-on, révélés à Charles-Quint; et puis, chose plus grave, son jeune fils, l'unique héritier de son nom, malgré lui, prétendait-il, et presque à son insu, s'était échappé de Ferrare et avait été s'enrôler dans l'armée de Henri II, « aiguillonné de sa naturelle inclination, mais aussi du désir de voir et acquérir honneur par les armes. »

C'était au milieu de ces délicates et nombreuses complications, si embarrassantes pour le duc Hercule, que l'évêque de Lodève avait été envoyé par le roi à Ferrare en qualité de représentant de la France et de « résidant pour le fait des finances en Italie ¹. » C'est à lui que le duc de Ferrare fit ses premières ouvertures, insistant habilement sur son désir d'entrer dans l'alliance de la France. L'évêque de Lodève, qui avait reçu la mission de l'attirer dans le parti du roi, accueillit avec empressement ses propositions. Mais, soit que le duc ait déjà su gagner son esprit, soit qu'il n'ait pas lui-même assez considéré les motifs véritables d'un changement aussi subit dans l'attitude du prince auprès duquel il était accrédité, Lodève alla immédiatement au-devant de tous les désirs de la cour de Ferrare. Confondant trop vite l'intérêt du roi avec celui du futur allié de la France, il sembla dorénavant considérer plutôt la cause du duc de Ferrare que celle de son propre souverain, et en vint jusqu'à oublier les affaires de son pays pour ne plus s'occuper que de celles d'un prince étranger, dont il était heureux de captiver les bonnes grâces. Il instruisit aussitôt Henri II des dispositions nouvelles du duc, lui en exagérant même l'importance. Le roi, sans mettre en doute sa prudence et son désintéressement, lui ordonna de traiter avec Ferrare aux conditions les plus favorables, laissant les choses, du reste, à l'entière discrétion de l'ambassadeur. Ébloui par ses faciles succès et séduit plus encore peut-être par les présents d'un prince qui savait être généreux, quand il était assuré de retrouver ses intérêts avec usure,

¹ « *Supremus in Italiâ æsarii regii, bello grassante, præfectus.* » comme dit le *Gallia Christiana*, loc. cit.

l'évêque de Lodève fit marcher rapidement ces négociations et conclut avec la cour de Ferrare un traité fort onéreux pour le roi. Argent, soldats, munitions, tout était accordé à profusion par la France, et le duc ne donnait en échange de tant de sacrifices que l'assurance d'une bonne volonté dont il entendait régler lui-même les conditions.

« L'évêque de Lodève envoya au roi cette capitulation comme un beau chef-d'œuvre dont l'auteur et conducteur méritait louange et rémunération, commémorant par ses lettres la difficulté qu'il avait eue pour ranger le duc à cette raison. Le roi ayant vu ladite capitulation, la trouva merveilleusement étrange et contre toute expectation, ainsi fit Monseigneur le connétable. Car il n'avait jamais pensé prendre le duc comme serviteur, mais bien comme prince allié et ami, le recevant à conditions honorables pour tenir son parti... Tous les articles stipulés auraient chargé les finances du roi d'au moins cinq cent mille écus par an, charge trop lourde, quand même on eût dû conquérir le royaume de Naples et le duché de Milan... Abusant de notre facilité, le duc faisait par son ambassadeur résidant à Paris parler comme si la totale grandeur et réputation du roi dépendait de cette capitulation, comme si on lui eût déjà été obligé de la conquête de toute l'Italie..., et comme si lui-même de sa seule magnanimité et bienveillance eût sacrifié soi et ses états pour faire le roi monarque de toute la chrétienté¹. »

Une telle arrogance était évidemment inacceptable; les prétentions du duc de Ferrare dépassaient toutes proportions permises. Le roi et son conseil ne pouvaient ratifier un traité qui eût été une honte pour la France et ressemblait presque à une trahison. C'est, en effet, ce qui arriva bientôt, et nous en savons le détail par Morvillier :

« Ladite capitulation, poursuit-il, semblait si exorbitante de raison qu'il n'y eût artifice ni mystère si bien joué qui la pût faire trouver bonne au roi et aussi à Monseigneur le Connétable. On fit entendre doucement au duc de Ferrare, que le roi eût bien désiré pouvoir accomplir ce qu'il réquerait par la capitulation; mais que les charges étaient si excessives et les finances dudit seigneur si faibles qu'elles n'en sauraient porter la moitié...; que, du reste, les affaires du roi en la guerre semblaient bonnes, qu'il espérait se passer de compagnie si chère, et que, quand même la ressource de ce royaume en dépendrait, si ne la pourrait-il tant acheter qu'il la voulait vendre. »

On écrivit assez aigrement à l'évêque de Lodève pour le

¹ *Mémoires d'Etat* de J. de Morvillier.

désavouer, lui disant « qu'il s'était si avant déclaré à l'avantage du duc de Ferrare, que s'il eut été son serviteur, n'eut pu faire mieux pour lui ni pis pour le roi. » Et c'est ainsi qu'une première fois le duc demeura éconduit de ses demandes.

Quant à l'évêque de Lodève, on pourrait croire qu'il encourut pour le moins une disgrâce complète. Il n'en fut rien cependant.

« Lui qui, de tout temps, nous dit encore Morvillier, avait été nourri à la Cour et en connaissait les humeurs, usa de tel artifice pour rhabiller sa faute qu'il en fit oublier la mémoire huit jours après. Ce fut un grand malheur ; il resta à Ferrare, tandis qu'il eût mérité d'être destitué. Car, si l'on doit ajouter foi à gens de bien et clairvoyants qui traitaient lors les affaires à Ferrare et à Venise, ils s'apercevaient, chaque jour, des indiscrétions de Lodève à l'égard du duc et du tort que cela faisait aux affaires du roi.... Les serviteurs du roi furent obligés de prendre le parti de ne plus rien communiquer à l'Évêque. »

Cette accusation est grave, surtout venant d'un personnage intègre et mieux qu'un autre à même d'être exactement informé. Il ne faut pas oublier, en effet, que Morvillier avait plus d'une fois résidé en Italie, et, tout dernièrement encore, comme ambassadeur de France à Venise, poste important, qu'il avait occupé à son honneur durant quatre années.

II.

Cependant Henri II n'avait point renoncé à ses projets de guerre en Italie. L'avènement de Paul IV au trône pontifical lui fournit bientôt l'occasion de les reprendre. Trois papes venaient de se succéder en moins d'une année sur la chaire de saint Pierre. Jules III, sans vouloir prendre aucune part aux luttes si voisines de ses États, s'était toutefois occupé des moyens de concilier la France et l'Empereur et de terminer cette rivalité terrible, qui était la cause de tant de malheurs. Le moment se trouvait mal choisi : les échecs successifs du maréchal Strozzi en Italie et la capitulation de Sienne après l'héroïque résistance de Monluc (21 avril 1555), n'avaient point disposé Charles-Quint aux idées de paix et de modération. Sur ces entrefaites, le pape était mort ; et il avait été remplacé par

Marcel II, qui ne porta la tiare que trois semaines. Paul IV fut élu à sa place le 23 mai.

Ce dernier appartenait à la famille napolitaine des Caraffa et était, par sa naissance comme par toutes les traditions de sa race, le partisan des idées françaises, l'ennemi implacable de l'empereur et de ses alliés. Agé de près de quatre-vingts ans, il ne rêvait que guerres et batailles, et renouvelait la virile et audacieuse activité d'un Innocent III ou d'un Jules II. Partisan sincère de la liberté de son pays et en comprenant à merveille les vraies et naturelles conditions, il comparait l'Italie à un instrument harmonieux, à une lyre, dont les quatre cordes étaient l'État de l'Église, Milan, Venise et les Deux-Siciles, poursuivant des mêmes malédictions tous les envahisseurs étrangers. Sa première pensée, en montant sur le trône pontifical, avait été, non de faire cesser la lutte entre les deux princes catholiques, mais de tendre à la destruction totale de la puissance espagnole en Italie. Il fallait, pour cela, rechercher l'appui de la France. Aussi ne tarda-t-il pas à engager des négociations secrètes avec les ministres de Henri II et à unir étroitement sa politique à celle des princes de la maison de Guise. Il avait choisi pour premier ministre son neveu, Charles Caraffa, qu'il fit cardinal, et dont le caractère entreprenant et belliqueux devait seconder puissamment ses desseins. C'était précisément le moment où s'ouvraient à Marcq, près Calais, des conférences pour la paix, à l'instigation de la reine d'Angleterre et sous la présidence du cardinal Poole, légat du Saint-Siège, entre les députés de Charles-Quint et ceux du roi de France. Mais les sourdes menées de Paul IV, non moins que les incroyables exigences de l'Empereur, ne tardèrent pas à faire échouer tout espoir de conciliation. (Juin 1555.) La lutte avait aussitôt repris, sur divers points, plus acharnée que jamais. Le pape, cependant, s'était ouvert de ses projets à l'ambassadeur du roi à Rome, qui était alors Jean d'Avanson. Celui-ci avait, sans tarder, communiqué ces propositions à son gouvernement, et elles avaient été discutées en conseil. Le cardinal de Lorraine et ses amis les avaient vivement appuyées; Montmorency qui, au fond, leur était contraire, avait fini par les accepter pour plaire au roi. D'autres s'étaient montrés inébranlables et avaient ouvertement exposé à Henri II les médiocres avantages que présentait une semblable alliance, et les dangers

ciles à prévoir d'une expédition nouvelle dans cette Italie où l'on avait déjà été chercher tant de désastres. Nous savons par quelques papiers laissés par Morvillier ¹, que, pour sa part, il n'avait pas hésité à blâmer tout projet de ce genre; il avait motivé son opinion aux yeux du roi sur le peu de confiance qu'on devait avoir en la bonne foi des Italiens et dans celle du pape lui-même, qui ne pouvait manquer de se faire illusion sur ses forces et sur les chances de succès. Le portrait qu'il trace, à cette occasion, du pontife pourra paraître peu bienveillant et peu respectueux, surtout pour un évêque; mais il ne manque pas de couleur et mérite d'être cité :

« Or, faut entendre que le bonhomme a dès longtemps conçu de l'empereur si mauvaise opinion qu'il estimerait faire sacrifice bien agréable à Dieu et délivrer l'Italie d'oppression tyrannique, s'il le pouvait priver du royaume de Naples et des autres États de deçà, et, sous cette persuasion, s'assure que Dieu favorisera ses entreprises, et que l'exécution en sera aussi facile comme lui est le discours et l'imagination en sa chambre... Ce sont les bannis et malcontents du royaume de Naples qui émeuvent davantage sa passion, tellement que celui qui toute sa vie a été reclus en continuelle servitude, maintenant, à l'âge de quatre-vingts ans, se réjouit d'ouïr l'artillerie, les tambourins de guerre, les soldats en armes et veut faire la guerre à tout prix.... Mais cette belle ardeur ne durera pas longtemps, et nous nous trouverons engagés de promesses envers sa maison. »

Les observations de Morvillier et de ses amis ne furent guère écoutées. Le parti de la prudence et de la paix succomba; il fut décidé qu'on enverrait des ambassadeurs extraordinaires à Rome, avec mission de s'entendre directement avec Paul IV et d'arrêter les bases d'une ligue pour la défense de l'Italie. Le cardinal de Lorraine et le cardinal de Tournon furent chargés de cette négociation. Mais en se lançant dans cette grande entreprise, dont nous ne pouvons qu'indiquer brièvement les phases successives, il ne suffisait pas de s'unir étroitement au pape; il fallait encore s'assurer le concours des autres princes de l'Italie et, particulièrement, celui du duc de Ferrare. Ce fut, en effet, à partir de ce jour, une des préoccupations principales de la cour de France.

L'évêque de Lodève était encore en Italie; mais il ne rési-

¹ Biblioth. impér. — Ms., fr. 16076 (anc. St-Germ. Harl. 268/5). Discours de M. de Morvillier, etc.

daît plus auprès du duc Hercule. Toujours aveuglé sur son compte, le roi venait de le récompenser de ses bons et loyaux offices en l'élevant au poste d'ambassadeur de France à Venise ; il restait, en même temps, chargé des relations du roi avec le duc de Ferrare. C'était un des seuls envoyés français qui eut su se maintenir en bons rapports avec le duc. Nous en connaissons la raison ; mais le roi, qui se fiait entièrement à la fidélité de son agent, ne voulait point renoncer, dans l'intérêt même de sa cause présente, aux services d'un homme qui avait eu le talent de si bien captiver les bonnes grâces de l'époux de Renée de France. Aussi voyons-nous l'évêque de Lodève faire de fréquents voyages de Venise à Ferrare ; ce que le voisinage des deux villes rendait, du reste, facile. Et dans sa correspondance diplomatique, dont quelques pièces nous ont été conservées¹, il est aussi souvent question des affaires du duc que de celles de la république. Il remplaçait auprès des Vénitiens l'honnête et prudent Odet de Selve, évêque de Lavaur, qui lui-même avait succédé à Jean de Morvillier, évêque d'Orléans. Il était loin de posséder les rares qualités de ses devanciers. Les chefs du gouvernement de Venise, si habiles à juger les hommes et à les faire servir à leurs intérêts et à leurs passions, ne se firent pas scrupule de mettre à profit plus d'une fois la facile bonne volonté de l'évêque de Lodève, durant les trois ou quatre années qu'il résida près d'eux. Mais c'est surtout son rôle vis-à-vis du duc de Ferrare qu'il nous importe d'étudier.

Ce fut lui naturellement qu'on chargea aussitôt de renouer avec le duc les négociations interrompues. Mais, chose curieuse, on avait un tel désir d'arriver à la conclusion de la ligue italienne, qu'on ne songea même pas cette fois à se souvenir d'un passé bien voisin encore, et à recommander à l'ambassadeur un peu de prudence et de modération. On doit avouer, du reste, que l'état même des affaires du duc indiquait la conduite à tenir, et qu'il ne fallait pas un bien grand génie

¹ Nous avons pu retrouver jusqu'à treize dépêches de l'évêque de Lodève, et nous en indiquerons exactement à l'occasion la provenance. — M. E. Charrière, dans ses *Négociations de la France dans le Levant* (4 vol. de la Collection des documents inédits sur l'histoire de France), ne publie aucune dépêche de cet ambassadeur. — Il dit cependant les avoir rencontrées dans un manuscrit de la bibliothèque de Grenoble, dont il donne le titre, t. II, p. 329, note.

pour voir clair dans la situation. Une honnêteté et une sagesse vulgaires y devaient aisément suffire.

A force d'hésitations, de finesses, de démarches contraires, le duc de Ferrare se trouvait dans une position fort délicate. Le prudent équilibre qu'il avait jusqu'ici réussi à garder menaçait enfin d'être entièrement rompu. L'empereur n'avait point ignoré ses récentes avances à l'égard de la France et, voyant qu'il n'avait plus rien à ménager de ce côté, il lui était arrivé de dire tout haut qu'il ne tenait plus à ce qu'on respectât la neutralité du duc et que ses États ne seraient pas, désormais, considérés comme plus inviolables que les autres. On racontait même que les Espagnols avaient essayé de surprendre par trahison une de ses villes. Ces propos étaient parvenus aux oreilles du duc, qui avait senti que le moment des compromis était passé et qu'il n'avait plus de ressources que dans la France. Il était donc tout prêt à implorer son alliance, quand l'évêque de Lodève, poussé, il est vrai, par la cour, commit encore la faute de faire ouvertement les premiers pas. Aussi immédiatement les choses changent-elles d'aspect : c'est l'ambassadeur qui propose et qui supplie ; c'est le duc qui a l'air de consentir à grand'peine à embrasser le parti du roi, c'est lui qui semble imposer de nouveau les articles d'un traité, désastreux pour la France, que celle-ci devra conclure sans retard si elle veut avoir son puissant concours dans les événements d'Italie ; c'est enfin, par une étrange anomalie, l'ambassadeur du roi qui se charge de plaider la cause du prince étranger auprès de son propre gouvernement, et qui ne néglige aucun raisonnement pour faire obtenir à son illustre protégé les conditions les plus favorables.

Mais cela ne suffisait pas encore, et Morvillier¹ va nous révéler les singulières habiletés avec lesquelles fut menée toute cette négociation :

« D'un autre côté, dit-il, on envoya au duc de Ferrare son ambassadeur résidant près du roi, avec instruction bien ample, pour lui faire entendre l'état des choses et que le temps était venu que, s'il se voulait accroître d'honneur et réputation et montrer l'amitié

¹ Ce n'est plus dans les *Mémoires d'Etat* que nous puisons ces curieux renseignements, mais dans une seconde pièce sur la même affaire, sorte de Mémoire à soumettre au roi, que nous avons retrouvé dans un autre recueil. Ms. fr. 16075, n° 15.

qu'il portait au roi, il se fallait déclarer et passer bien outre. Car on parla si avant audit ambassadeur, qu'on lui dit que le roi entendait bien que, sans le duc de Ferrare, une ligue avec le pape lui serait infructueuse..... Je laisse aux hommes de bon jugement et qui savent l'art de conduire telles pratiques, si c'étaient les moyens qu'il fallait tenir. Se découvrir à son ambassadeur et à l'autre qui était encore plus dangereux en cet endroit, d'autant qu'il savait plus de secrètes affaires et que le roi ajoutait plus de foi à lui, et d'autant plus lui était-il aisé de prendre et déguiser. Pareilles erreurs ont beaucoup couté et couteront, si on ne change de façon. »

Qui ne s'associerait à ces sages et judicieuses réflexions ? et comment concevoir qu'on ait pu penser et agir si différemment ? Mais poursuivons :

« L'ambassadeur du duc de Ferrare, ainsi dépêché et instruit de la part du roi, qui de soi-même était assez vigilant et soigneux et avait bon moyen pour savoir le secret de nos affaires¹, monte en poste et pique en toute diligence vers son maître...; et ne faut pas douter qu'il ne s'informât bien de l'état des choses et du grand désir que l'on avait de le mettre en danse (*sic*). Lodève vint aussi à Ferrare, qui ne fit pas moins bon office pour le duc, lequel ne faut douter s'il s'éjouit de voir son occasion arrivée au point qu'il désirait, s'assurant bien qu'il ne pouvait avoir ministres plus à sa faveur, pour négocier avec lui, que ceux que l'on envoyait, et qu'on le rechercherait là où, si on eût dissimulé, il eût été contraint de rechercher et d'accepter beaucoup moindres conditions que celles qu'on lui a baillées. »

Les choses en étaient à ce point lorsque, au mois de septembre 1555, le cardinal de Lorraine quitta la France pour aller accomplir sa mission en Italie. Il prit sur sa route, à Lyon, le cardinal de Tournon. Ce dernier partait, dit-on, un peu contre son gré, et il était loin d'approuver le plan et les projets de la cour². Toujours est-il qu'il joua dans toute cette affaire un rôle fort secondaire, laissant le cardinal de Lorraine mener tout à sa guise, et s'effaçant sans cesse derrière la puissante personnalité de son collègue. Les deux négociateurs étaient porteurs d'instructions détaillées et formelles, dans lesquelles le roi leur avait marqué à la fois le but à atteindre et la limite des concessions qu'il leur était possible d'accorder. Leurs instructions concernaient surtout la ligue à conclure

¹ Il nous a été impossible de découvrir quel était le nom de ce personnage, qui semble avoir rendu à son prince d'éminents services.

² J. A. de Thou. *Histoire universelle*, Liv. XVI, édit. de 1774, t. II, p. 613.

avec le pape ; mais le duc de Ferrare n'était pas négligé, et quelques articles spéciaux indiquaient clairement combien on tenait à son alliance, qu'on regardait comme le complément obligé de la première.

« Le roi estime, lisons-nous dans ce mémoire, que le duc de Ferrare ne le voudra laisser ni abandonner en si beau chemin. » Et plus loin : « Quant à Monseigneur le duc de Ferrare, il sait ce qu'on lui a autrefois offert, en cas semblable, des conquêtes de la Toscane et villes confrontantes à la mer Adriatique. Sur quoi on pourra amplifier et renouveler lesdites offres, ainsi que lesdits sieurs cardinaux adviseront, lui offrant davantage la charge de lieutenant et capitaine général de la sainte ligue, avec deux mille écus de pension par mois et deux cents hommes d'armes payés ¹. »

Les ambassadeurs partirent. Ils devaient aller d'abord à Rome. Le duc de Ferrare, qui le savait, avait envoyé aussitôt son ambassadeur auprès du pape, afin d'être au courant de tout ce qui se conclurait avec le pontife. Il voulait essayer de connaître par là les secrètes instructions des négociateurs français, pour régler sa conduite en conséquence. Il avait même donné à son ministre l'ordre d'insinuer adroitement au cardinal de Lorraine qu'à Ferrare on était très-disposé à entrer au service de la France ; mais qu'on n'entendait aucunement s'engager dans une ligue générale de l'Italie, entreprise toujours compromettante et qui, dans l'avenir, offrait trop de dangers. Cette dernière habileté du duc ne put lui profiter. Les cardinaux s'étaient, en effet, embarqués à Marseille ; mais une mer fort mauvaise les retint sur les côtes de Provence. Il leur fut impossible de continuer la traversée, et ils durent aborder au plus prochain rivage de l'Italie. Cet accident imprévu vint modifier leurs projets ; et, forcés de prendre la voie de terre, ils résolurent d'aller d'abord à Ferrare, dont ils ne se trouvaient pas très-éloignés. Ce fut encore une chance favorable pour le duc : il avait trouvé moyen d'être prévenu par son ambassadeur de cette nouvelle complication ; il était, en même temps, fort instruit des dispositions présentes de la cour de Rome. C'était autant d'avantages qu'il possédait sur le cardinal de Lorraine, et dont il comptait bien tirer parti. Si, au contraire, le cardinal eût pu passer d'abord par Rome, peut-être aurait-il

¹ Double du mémoire baillé à Monseigneur le cardinal de Lorraine allant à Rome. Bibl. imp., ms. fr. 3126, f^{os} 85 à 89 (Anc. Beth. 8645).

été averti par les agents français des menées du duc et de ses véritables intentions, toutes choses qu'il ne connaissait guère que par les rapports de l'évêque de Lodève.

Force est bien de subir les circonstances, quand il est impossible de les dominer. A peine arrivé à Ferrare, le cardinal entama les négociations; elles ne durèrent pas longtemps. Les conditions avaient été bien des fois discutées par avance. Le duc, fort des secours que lui apportait l'heure présente, ne voulut abandonner aucune de ses prétentions. On tenait à terminer sans retard. Le traité fut signé au bout de deux jours. C'était le 15 novembre 1555. Le cardinal envoya aussitôt au roi une copie de cet acte. Il faut bien avouer que le résultat obtenu ne semblait pas avantageux pour la France au premier abord. En effet, les stipulations acceptées ne différaient guère de celles que l'évêque de Lodève avait une première fois proposées, et qu'on repoussait alors si énergiquement comme absolument inadmissibles.

Le roi reconnaissait le duc de Ferrare comme capitaine général de la ligue; il le nommait son lieutenant général en Italie, se réservant pourtant d'envoyer un chef français commander ses armées dans la péninsule. Le duc devra livrer passage sur son territoire aux amis du roi; il devra même leur fournir des vivres, dont on lui remboursera le prix raisonnablement. En retour, le roi prend tous les états du duc sous sa protection; il donnera au duc deux mille écus de pension par mois; il s'engage à lui entretenir une compagnie de cent hommes d'armes avec leur suite, deux cents cheval-légers et deux mille hommes de pied, qui, en temps de paix, seront réduits à quinze cents. Il promet au duc de lui fournir, comme ressource des cas imprévus, une somme de trois cent mille écus déposée à Ferrare; mais comme le roi n'a pas présentement cet argent disponible, le duc se chargera de l'emprunter; et, lorsqu'il l'aura trouvé, il s'entendra avec le ministre du roi à Venise ou à Ferrare, lequel ministre aura pouvoir et autorité sur le fait des finances. Il était en outre stipulé :

« Que pour donner au sieur duc plus grande occasion et volonté d'entrer dans cette capitulation et lui faire connaître l'amour et affection que Sa Majesté porte à ladite maison de Ferrare et aux enfants d'icelle sortis et nés d'une famille de France, Sa dite Majesté est consentante lui faire bonne part des conquêtes qui se feront par

les armes de ladite ligue, c'est à savoir au royaume de Naples, si on vient à le conquérir, d'un État pour le duc et de fiefs jusqu'à vingt mille écus de rente, et en Toscane, quinze mille écus, et dans le duché de Milan, si on vient à le conquérir, cinquante mille écus de rente et la cité de Crémone; enfin, toutes récompenses possibles à la guerre ¹ »

Le duc s'engageait, de son côté, à avancer de l'argent au besoin, à prêter son artillerie, « qu'on lui restituera intacte et en tel nombre dedans Ferrare, » et à fournir des munitions, dont on lui remboursera le prix.

Le cardinal de Lorraine ne s'était pas fait illusion sur la dureté de ces conditions. Il s'était même résigné à grand'peine à les accepter, ne sachant pas trop comment elles seraient reçues par la cour. Mais, contraint de subir la loi que les événements, plus encore que le prince avec lequel il négociait, lui avaient dictée, il avait bien entendu réserver autant que possible les droits et les intérêts de la France. Aussi s'était-il ménagé sous main les moyens de revenir sur des engagements excessifs, qui n'étaient admissibles à ses yeux qu'à condition qu'on serait très-décidé par avance à ne point les accomplir en majeure partie. Ce détail important nous est révélé par un document de premier ordre, qui jette un jour nouveau sur toute cette affaire. C'est une longue lettre autographe du cardinal de Lorraine adressée au connétable de Montmorency, qui remplissait alors la charge de premier ministre, et remise au courrier même qui devait porter en France le texte du traité. Une pièce de ce genre ne saurait guère s'analyser : ici, chaque mot, chaque tournure de phrase a sa valeur. Nous passons pourtant légèrement sur la première page, dans laquelle le cardinal s'excuse de n'avoir pu mieux faire, observant toutefois au premier ministre de Henri II qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre les conventions arrêtées avec le duc ; qu'il y a plus d'une façon de les entendre comme de les exécuter. Il examine ensuite dans cet esprit chacun des articles de la capitulation, les ramenant à leur vraie mesure avec la délicate finesse que l'on va voir :

« Quant au 7^e, qui est le dépôt, si le roi ne le trouve pas avantageux pour ses affaires, il ne se fera point... Le roi fera tenir au

¹ Bibl. imp., ms. fr. 3126, f^os 48 à 51. *Double des articles de capitulation accordés à Monsieur le duc de Ferrare*. De Thou a donné les principales dispositions de ce traité : *Histoire universelle*, liv. XVI, édit. de 1734, t. II, p. 614.

ministre qu'il aura ici, soit M. de Lodève ou autre, telle difficulté qu'il voudra et mettra ainsi en longueur les affaires, car le roi ni les siens ne sont obligés de chercher un seul sou.

« Article 8^e, qui est le plus fâcheux. (Il s'agit de la promesse de partager avec le duc, dans une certaine proportion, les conquêtes que l'on pourra faire.) Je supplie Sa Majesté croire qu'il n'y a rien qui tant me déplaît, et n'ai rien oublié pour faire qu'il n'en fût pas parlé; et même, voyant que sans cela il était impossible de passer outre, j'ai très-bien averti Monseigneur le cardinal de Ferrare et M. de Lodève que le roi ne le ferait jamais.... Il importe aussi de remarquer qu'un marché peut se délier...; que ce traité est personnel, et si, avant que le roi ait fait toutes ses conquêtes, le duc meurt, il n'y a nulle obligation à ses enfants; comme aussi si la Ligue se rompt, et on sait bien combien la plus grande ligue a jamais su durer, même fondée sur la vie d'un pape.... Si par autre armée que celle de la Ligue la conquête se fait, on ne doit rien; et, le savais-je volontiers, n'a-t-il pas assez de Sienné et Florence pour amuser l'armée de la Ligue? Car le côté du Piémont n'est pas de la Ligue. Soient notées aussi les deux autres lignes du même article, et se verra que là dessus il y a bien à débattre.... de façon que cet article serait plus parole qu'effet.

« Quant au 9^e, qui regarde les fournitures d'artillerie, de poudre et boulets...., ne sera le paiement pressé.

« Quant au 10^e, il avait été ainsi accordé au duc en faveur de Monseigneur le Connétable.

« S'il n'est parlé qu'il nous doive aider d'argent, nous en aurons toutefois plus ou moins, selon que nous voudrons et sans long intérêt comme déjà... Je rendrai compte au roi à mon retour.

« Signé : CHARLES, Cardinal de Lorraine¹. »

Peut-être trouvera-t-on qu'il y a dans un tel système d'interprétation plus d'habileté que de franchise? Du moins, on ne saurait accuser le cardinal d'avoir trahi les intérêts de la France! Et puis, n'éprouve-t-on pas un singulier plaisir de curiosité satisfaite à pénétrer, longtemps il est vrai après les événements, dans tous ces secrets, demeurés inconnus, d'une diplomatie si grande, sans doute, dans son ensemble, mais si misérable parfois dans ses sourdes menées? Faire un traité avec l'intention bien arrêtée de ne pas l'exécuter, *de façon à ce qu'il y ait plus de paroles que d'effets*, c'est, paraît-il, une des nécessités, je dirais presque, un des mérites d'une bonne chancellerie. Et l'on trouve que le tour est d'autant mieux joué qu'on a affaire à contractant plus fin.

¹ Ms. fr. 3126, f^{os} 43 à 46.

Quoi qu'il en soit, l'évêque de Lodève semblait avoir le droit d'être plus satisfait encore que le cardinal de Lorraine. C'était à lui que le duc de Ferrare devait en grande partie les stipulations si avantageuses en apparence qu'il avait enfin réussi à obtenir. Il croyait maintenant pouvoir dormir en paix, assuré de la protection du roi de France. Le vieil empereur et les Espagnols n'étaient plus à craindre pour l'Italie.

Les ambassadeurs français avaient hâte de continuer leur voyage. Ils ne tardèrent pas à arriver à Rome; et, après quelques courtes discussions, le traité qui constituait vraiment la ligue contre les Espagnols fut signé, entre Paul IV et les cardinaux français, le 16 décembre 1555, un mois juste après les arrangements conclus avec le duc de Ferrare. Il était stipulé, conformément aux vues du pape, que le royaume de Naples serait enlevé à l'Espagne et donné à un fils du roi autre que le Dauphin; que la Toscane serait affranchie du joug des Médicis et la république de Florence rétablie; que le duc de Ferrare serait reconnu généralissime de la confédération; que les Vénitiens, invités à entrer dans la ligue, recevraient la Sicile comme prix de leur adhésion et de leur concours; que le pape aurait pour sa part Bénévent et ses dépendances, Gaëte et son territoire, et qu'il recevrait un tribut plus considérable du royaume de Naples, dont le nouveau souverain lui prêterait serment de soumission; que le roi enverrait en Italie dix à douze mille hommes de pied, cinq cents hommes d'armes, cinq cents cheval-légers, auxquels le pape réunirait une armée de quinze mille hommes d'infanterie, de mille chevaux, avec une artillerie en proportion de ces forces; et que cinq cent mille écus d'or seraient déposés soit à Rome, soit à Venise, avant la fin de février 1556, savoir : trois cent cinquante mille par le roi et cent cinquante mille par le pape, pour subvenir aux frais de la guerre¹. Il était, en outre, convenu, de part et d'autre, que ces négociations et leurs résultats demeureraient absolument secrètes. On avait peur d'éveiller les méfiances de l'empereur, qui, connaissant les dispositions du nouveau pape à son égard et n'ayant pu ignorer le voyage du cardinal de Lorraine en Italie, avait le droit déjà d'entretenir de légitimes soupçons.

¹ Voir M. Mignet, *Charles-Quint*, etc., chap. II.

III.

Henri II avait besoin de ce profond mystère. C'était une des nécessités de sa singulière politique. Tandis qu'il faisait pour suivre avec tant d'ardeur et au prix des plus grands sacrifices ses projets de guerre en Italie, il jouait double jeu avec Charles-Quint et se montrait fort disposé à accueillir des propositions pacifiques. Dans les rangs des deux adversaires on était, en effet, fatigué d'une lutte qui épuisait sans profit les forces et les richesses de tous. Il semblait indispensable d'y mettre un terme et de s'accorder un repos au moins momentané. L'empereur, fatigué de sa propre gloire et désireux surtout de ne pas y survivre, avait déjà pris ses mesures pour faire passer dès maintenant la puissance suprême sur la tête de son fils. Au mois d'octobre, à Bruxelles, en présence des États généraux des dix-sept provinces, assisté des grands de sa cour et des ambassadeurs étrangers, il avait solennellement abdiqué en faveur de Philippe II la souveraineté de la Bourgogne et des Pays-Bas. Sur le point de lui abandonner également le trône d'Espagne, il ne voulait pas le laisser au milieu des embarras d'une grande guerre. Des négociations s'étant rouvertes avec la France durant l'hiver de 1555 à 1556, Charles-Quint avait employé toute son habileté à les faire réussir. Il était difficile de s'entendre sur des bases définitives; aussi, on essaya de se contenter d'un simple accommodement. « Les affaires de ces princes étaient si embrouillées et confuses, dit Blaise de Monluc ¹, qu'il ne fut possible pouvoir faire paix; voilà pourquoi on fit cette trêve. » En consacrant la situation présente, elle semblait plutôt favorable à Henri II, auquel elle permettait de consolider ses récentes conquêtes. Elle fut signée pour cinq années, à l'abbaye de Vaucelles, près Cambrai, le 5 février 1556.

On se figure aisément quel dut être le légitime mécontentement du pape quand il apprit cet événement. Il voyait ainsi s'évanouir ses rêves les plus chers pour la délivrance de l'Italie. C'était donc en vain qu'il s'était compromis avec la France :

¹ *Commentaires*, liv. IV.

on l'avait abusé de la plus indigne façon. Il se plaignit aussitôt au roi, lui reprochant amèrement sa conduite. Henri II s'attendait bien à voir éclater la colère du pontife : en réalité, cependant, il ne l'avait pas abandonné autant qu'on aurait pu le penser. Les apparences seules l'accusaient. Il suffisait de s'expliquer. C'était pour céder aux vives instances du connétable de Montmorency que le roi avait consenti à la trêve. Il trouvait là le moyen de s'accorder quelques mois de repos ; et il était bien décidé, par avance, à ne point tenir ses engagements. Moins que jamais, il prétendait renoncer à ses projets sur l'Italie. Il envoya sur-le-champ à Rome un ambassadeur extraordinaire, l'illustre François de Noailles, qui devait dévoiler au pontife tous les mystères de la politique de son auguste souverain.

Le roi fit parler dans le même sens au duc de Ferrare. Celui-ci, dès qu'il avait appris la conclusion de la suspension d'armes, n'avait pas manqué également d'adresser de vives réclamations à la France, disant très-haut qu'on avait abusé de sa bonne foi pour le traiter comme le dernier des princes et demandant l'exécution immédiate du traité signé avec le cardinal de Lorraine. Fidèle à sa tactique ordinaire, c'était surtout de l'argent qu'il réclamait. Il prétendait qu'il s'était mis en dépense pour fortifier ses villes ; il ajoutait qu'il avait rompu sans retour avec l'empereur et qu'il se trouvait maintenant exposé à sa vengeance, seul et sans appui. Morvillier, au nom du roi, était chargé de répondre à ces demandes ; et nous voyons, par le projet de note qui est conservé dans ses *Mémoires d'Etat*¹, qu'il n'était point dupe des singulières prétentions du duc, bien qu'elles fussent appuyées comme toujours par l'active intervention de l'évêque de Lodève.

« Or, n'ayant la Ligue entre le pape et le roi sorti effet, observait le prudent ministre, ni seulement été publiée, sur laquelle Ligue est entièrement fondé le traité fait avec le duc de Ferrare, s'en suit que les choses doivent demeurer en tel état comme auparavant ledit traité, et que le roi ne se peut dire obligé à l'observation des conditions d'icelui. Ne faut pas dire que le duc de Ferrare s'est déclaré et a révoqué son ambassadeur qu'il avait devers l'empereur ; car, ne l'ayant dû faire, il est prince si sage et si avisé

¹ Ms. fr. 5172, f° 30. Autre discours sur les affaires qui se sont passées avec le duc de Ferrare en 1556.

qu'on doit estimer qu'il ne l'a pas fait.... L'Empereur, quelque mal disposé qu'il soit contre lui, ne recommencera pas la guerre ; car ce serait la recommencer avec le roi. Et devrait plus assurer le duc l'assurance du roi que lui donner de crainte la défiance de l'Empereur. »

Tout cela, d'ailleurs, n'était que comédie. Le duc, fort bien instruit par Lodève, savait mieux qu'un autre à quoi s'en tenir : il s'apaisa, attendant une occasion qui ne devait pas tarder bien longtemps. Le roi était toujours en proie aux plus grandes incertitudes ; ou plutôt, ballotté entre les avis contraires, il inclinait au fond pour la guerre et ne cherchait qu'un prétexte pour s'y décider irrévocablement. Le parti des Guise en France, les Italiens et le pape ne cessaient de le pousser dans cette voie. Paul IV, dans le but de hâter la solution tant désirée, résolut d'envoyer à Henri II son propre neveu, le cardinal Charles Caraffa. C'était un négociateur plus habile qu'honnête ; mais il avait l'entrain et l'éloquence d'un soldat. Il se rendit en France dès les premiers mois de 1556 ; et, accourant à Fontainebleau, il remit au roi, comme défenseur du Saint-Siège, une épée bénie par le pape¹, l'assurant au nom du ciel du complet succès de ses armes. Il ne négligea rien pour entraîner les esprits encore indécis des courtisans, et, chose plus importante, il sut mettre dans ses intérêts la duchesse de Valentinois. Dans un discours à effet, rapporté par de Thou², il fit longuement valoir au roi les nombreux avantages que lui procurerait la ligue, il lui exposa la situation favorable qui s'offrait à la France pour établir d'une façon définitive sa prépondérance en Italie. Malgré la courageuse résistance de quelques-uns des membres les plus éminents du conseil, la guerre fut décidée.

La politique belliqueuse triomphant, comme il n'était pas difficile de le prévoir, on avait dû renouer une fois de plus les négociations avec le duc de Ferrare. Et c'était encore l'évêque de Lodève qu'on avait chargé de cette trop facile mission. On n'avait même pas attendu que la grande résolution fût prise, et les pourparlers étaient recommencés depuis le mois de mai.

¹ Archives de l'Empire, Monuments historiques, *Cartons des Rois*, n° 3154. « 1556, 22 avril, Bref du pape Paul IV à Henri II. Il lui annonce l'envoi d'une épée et d'un chapeau. » (K. 91, n° 45. — Original.)

² De Thou, liv. XVII, t. III, p. 24 et suiv.

Naturellement les bases générales étaient celles-là mêmes qui avaient déjà été arrêtées avec le cardinal de Lorraine. On ne les avait pas modifiées, bien que Morvillier se fût appliqué à démontrer au roi, dans plus d'un mémoire, combien elles étaient lourdes pour la France. Ce n'était pas l'évêque de Lodève qui devait chercher à les alléger. Nous allons le voir à l'œuvre, et il ne nous sera pas difficile de juger sur le fait l'étrange façon dont ce diplomate comprenait ses devoirs et s'efforçait de les remplir.

Nous possédons, en effet, une dépêche de lui, écrite de Ferrare, du 6 mai 1556¹, et adressée au connétable de Montmorency. Dans cette courte lettre, l'ambassadeur raconte qu'il a récemment quitté Venise, et s'est rendu à Ferrare pour tâcher d'entraîner définitivement le duc dans le parti du roi. Celui-ci lui fait chaque jour de belles protestations d'amitié à l'égard de la France; mais il ne veut pas encore se déclarer ouvertement : il attend le retour de son fils malade des suites d'une chute récente et, surtout, l'arrivée de son ambassadeur, qui est près du roi. Évidemment, il cherche un prétexte pour gagner du temps, et veut être exactement au courant de la situation des affaires de Henri II avant de fixer le prix de son alliance. L'évêque de Lodève n'a pas l'air de soupçonner cette petite habileté; il dit en terminant : « qu'il a bonne espérance que les choses s'accommoderont et se passeront bien. » Du reste, si l'ambassadeur du duc tarde encore deux ou trois jours, il reprendra le chemin de Venise.

Il quitta, en effet, Ferrare peu de temps après, car nous avons une autre dépêche de lui datée de Venise, du 21 mai². L'ambassadeur y discute et explique les conditions « dont se contentera le duc de Ferrare, » sans avoir l'air de les trouver exorbitantes, insistant sur les avantages qu'une telle alliance apportera à la France, énumérant complaisamment les forces et l'influence du duc, ajoutant, sans doute pour rappeler ses démarches d'autrefois, « qu'il faut de toute nécessité le faire entrer dans la ligue, sa première capitulation étant tenue pour non faite. » C'était déjà beaucoup que de se déclarer ainsi dans un acte officiel le défenseur et le champion des prétentions

¹ Bibl. imp. Ms. fr. 3117. (Anc. Beth, 8636, f° 122.)

² Bibl. imp. Ms. fr. 3126. (Anc. Beth. 8645, f° 99.)

d'un souverain qu'on était chargé de gagner à la France. Mais un tel gage ne suffit pas à l'amitié que l'évêque de Lodève a vouée au duc de Ferrare; il veut prendre une part plus directe à la défense de sa cause, et dans ce but, quelques jours après, le 27 mai, revenu de nouveau à Ferrare, il écrit au connétable une lettre tout entière de sa main, par laquelle il le supplie d'user de son influence sur l'esprit du roi pour faire obtenir au duc les conditions les plus avantageuses :

« Monseigneur, il vous plaira voir ce que j'écris au roi de l'affaire de Monseigneur le duc de Ferrare, lequel renvoie par delà son ambassadeur pour vous, avec sa résolution qui ne pouvait être, ce me semble, plus douce et plus honnête qu'elle n'est, m'ayant prié de faire particulièrement office envers vous seul et par lettre à part, pour la servitude qu'il sait que j'ai avec vous, et vous prie de sa part que vous ne lui veuillez refuser votre aide et protection en ce négoce. Car, s'il acceptait le parti qui lui est offert, lequel le roi donne à beaucoup de princes et de gentilshommes qui n'ont autre chose que la cape et la vie, il lui semble qu'il ferait fort grand tort à sa réputation, à la sûreté de son État et à son repos; et que cela même serait indigne de la grandeur du roi. Il vous plaira voir, entre autres choses, ce que j'écris à Sa Majesté de l'ouverture qui m'a été faite par le seigneur don François de convertir la paye des gens de pied et de cheval, qu'il lui faut pour la garde de son État, en argent comptant; il me semble que ce moyen ne serait pas mal à propos, car, par là, le roi aurait toujours meilleur marché.... Vous pourrez prendre sur le tout quelque bonne résolution par delà, et je m'en retourne présentement à Venise, attendant ce que vous m'y manderez. De Ferrare, le 27 mai 1556. Signé : D. E. DE LODESVE ¹. »

Rien, on le voit, n'est oublié, même les petits calculs financiers du duc. Qu'y a-t-il vraiment de plus étrange, ou de rencontrer un ambassadeur comme l'évêque de Lodève, qui compromet sciemment les intérêts de son pays, ou de voir un premier ministre comme le connétable de Montmorency, qui, en dépouillant les dépêches de ce singulier négociateur, en lisant ses lettres particulières et confidentielles, ne sait pas découvrir les manœuvres évidentes d'un homme que ses antécédents aussi bien que sa conduite présente auraient dû faire aisément soupçonner!

Enhardi par le succès de ses démarches, Lodève peut les

¹ Bibl. imp. Ms. fr. 3117, f° 124.

continuer en toute assurance. Aussi le voyons-nous, dans la suite de sa correspondance ¹, user d'artifices semblables pour persuader son gouvernement, et plaider avec une égale constance la cause de son noble protégé. En même temps, il pousse la cour à prendre les armes ; car c'est le seul moyen de garantir le duc de Ferrare contre les attaques de plus en plus menaçantes de l'Espagne.

IV.

L'Italie, en effet, subissait déjà toutes les misères de la guerre. Le pape n'avait pas eu la patience d'attendre la décision de la France, et il s'était déclaré si ouvertement contre les Espagnols, que Philippe II avait cru nécessaire de commencer aussitôt les hostilités contre lui. Soutenu par la grande majorité des théologiens et des canonistes qu'il avait scrupuleusement consultés, le roi d'Espagne avait surmonté les hésitations de son caractère et ses pieuses appréhensions, et donné à ses troupes l'ordre de marcher sans retard. Le duc d'Albe, qui avait passé du gouvernement de Milan à celui de Naples, envahit, à la tête de quinze ou seize mille combattants, toute la partie méridionale des États pontificaux. Il entra sans beaucoup de résistance dans un grand nombre de places du Saint-Siège, s'empara de vive force de la ville et de la citadelle d'Ostie, et occupa toutes les positions qui dominent Rome. Si même il n'avait voulu ménager systématiquement le pontife, nul doute qu'il n'eût pu facilement renouveler les scandales de 1527. Mais, profondément catholique comme son maître, il n'aurait pas voulu braver la colère céleste et suivre jusqu'au bout l'exemple du connétable de Bourbon. Au lieu de pousser plus loin ses avantages et de détruire sans merci

¹ Nous trouvons encore cinq dépêches de l'évêque de Lodève se référant à cette même année 1556; mais elles ne touchent que d'une manière générale aux événements dont nous nous occupons ici, et nous ne croyons pas devoir les analyser en détail. Du reste, trois d'entre elles, en date des 3 juillet, 28 août, 2 octobre, ont été publiées dans le recueil des *Mémoires d'Etat* de Ribier, in-fol. 1666, t. II, p. 615. Les deux autres, datées de Venise, des 23 et 29 décembre se trouvent dans le vol. déjà cité. (Ms. fr. 3117, folios 78 et 83.)

les faibles forces du Saint-Père, il consentit à une trêve de cinquante jours, qui fut conclue par les Caraffa, grâce à la médiation de Venise. C'était faire à Henri II la partie belle ; et on raconte que, du fond de sa retraite de Yuste, Charles-Quint, surpris et indigné, ne cessait d'envoyer dépêches sur dépêches à son fils, pour blâmer énergiquement sa conduite et lui en faire comprendre toutes les conséquences.

Cependant, on hâtait en France les préparatifs d'une énergique intervention au delà des monts. L'opinion vulgaire et les esprits irréfléchis se montraient, du reste, favorables à la guerre. Les expéditions d'Italie, presque constamment malheureuses, étaient toujours demeurées populaires, par un certain côté chevaleresque qui faisait croire aux masses qu'on marchait à la délivrance d'un pays opprimé, tandis qu'on n'avait d'autre but que sa conquête. Il n'avait pas été difficile de trouver un prétexte pour rompre la paix. Le légat, au nom du pape, avait délié le roi du serment d'observer la trêve. Marillac, archevêque de Vienne, fut chargé de justifier, aux yeux de l'Europe, et de signifier au roi d'Espagne la reprise de la lutte. Il fut convenu que la conduite de l'armée d'Italie serait confiée au duc de Guise, sous le commandement nominal de son beau-père, le duc de Ferrare. C'était, comme on le sait, une des clauses du traité passé avec ce dernier. On a deviné, sans doute, qu'après s'être fait prier quelque peu, il n'avait pas tardé à adhérer de nouveau à des propositions rédigées en quelque sorte par lui-même, et qu'il s'était ouvertement rangé du côté de la France. Le roi avait eu plaisir à apprendre cette nouvelle par l'intermédiaire de son ambassadeur, qui n'avait pas manqué de s'attribuer tout le mérite de ce beau succès. Il avait, à vrai dire, d'autant plus besoin de le faire valoir que les Vénitiens, qu'il avait essayé d'entraîner aussi dans la ligue, étaient toujours restés insensibles à ses avances, et ne montraient aucun enthousiasme pour les projets du roi de France. Peut-être que l'ambassadeur avait de bonnes raisons pour favoriser en secret leurs desseins ¹.

¹ Voir une note tirée des archives des Affaires étrangères, et publiée par M. E. Charrière dans les *Négociations de la France dans le Levant*, t. II, p. 406.

Henri II écrivit bientôt au duc de Ferrare, pour le féliciter de sa résolution et lui dire la satisfaction qu'il avait à le compter désormais au nombre de ses alliés. Cette lettre est du 2 octobre 1556. Elle a été publiée autrefois dans les *Mémoires d'Estat* de Ribier¹, et nous n'avons point à la reproduire. Le roi chargeait l'évêque de Lodève de conclure avec le duc les derniers arrangements.

Deux mois après, l'armée française se trouvait réunie et prête à entrer immédiatement en campagne. A la fin de décembre, le duc de Guise passa les Alpes avec dix mille fantassins, cinq cents lances, six cents cheveu-légers, et une foule de jeunes gentilshommes accourus volontairement à sa suite. A peine entré dans le Milanais, il emporte d'assaut Valenza (20 janvier 1557), et se dirige sur Ferrare. Toute l'Italie tressaillait d'espérance, et se montrait disposée à accueillir les Français avec enthousiasme. Le duc de Ferrare avait déjà quitté sa capitale, et se trouvait à Reggio à la tête de fort belles troupes. C'est là qu'il fut rejoint par le duc de Guise, au commencement de février. L'entrevue des deux princes a été racontée par de Thou² ; elle ne semble pas avoir été fort amicale. On tint un conseil de guerre où assistaient le cardinal Caraffa, légat du Saint-Siège, et l'évêque de Lodève, ambassadeur à Venise. On y discuta vivement le plan de campagne : le duc de Ferrare était nettement d'avis de commencer par s'assurer la possession de toute l'Italie du nord, ce qui était facile avec la disposition du pays, et ce qui n'eut pas manqué d'être d'un grand secours pour la suite. Le duc de Guise ne rêvait que la conquête de Naples ; du reste, le pape et les Caraffa l'appelaient à grands cris vers Rome. Il ne sut pas prendre le parti de la raison, et continua sa route. Le duc de Ferrare, mécontent de voir ses conseils si peu écoutés par son propre gendre, quitta l'armée et partit pour Venise, où il se trouvait le 8 mars, sans qu'on sût au juste ce qu'il était venu y faire. Du moins pouvait-il jouir de la compagnie de son ami, l'évêque de Lodève !

On connaît la suite ; et il ne nous appartient pas de raconter en détail les divers événements de cette expédition fort peu

¹ Tome II, p. 672.

² Édit. de 1734, t. III, p. 83 ; liv. XVIII.

glorieuse. Nous n'aurions rien à ajouter à ce que l'histoire a rapporté. Les Espagnols avaient eu le temps de prendre les mesures les plus propres à la défense du royaume de Naples : les forces du duc d'Albe étaient supérieures à celles de l'armée d'invasion. Guise, après s'être arrêté vingt jours devant Civitella, fut obligé, le 15 mai, de lever le siège de la place. Il offrit vainement la bataille au prudent Espagnol, qui se contenta d'une énergique défensive ; et les Français, ne pouvant ni prendre une ville, ni avancer d'un pas dans le pays, furent bientôt contraints de se retirer sur le territoire de l'Eglise. On avait compté sur de nombreux renforts que devait fournir le pape. Paul IV et ses neveux n'accomplirent aucune de leurs promesses. Les Caraffa furent même accusés, à bon droit, d'avoir lâchement trahi la France, gagnés par l'or de l'Espagne. Et Paul IV lui-même, ayant acquis la preuve de leur indigne conduite, se chargea plus tard de les punir par la plus éclatante des disgrâces. Il n'en fallait pas tant pour décourager les chefs français. Aussi, lorsque le duc de Guise se vit rappeler subitement par Henri II, après le désastre de Saint-Quentin, au mois d'août 1557, il n'eut pas de peine à s'arracher aux supplications du pontife, l'abandonnant sans remords à la vengeance peu redoutable du duc d'Albe, et ayant hâte de venir sauver la France si compromise par l'inhabileté de Montmorency.

Le duc de Ferrare avait eu soin, pendant tout le temps que les Français demeurèrent en Italie, de se prêter d'aussi mauvaise grâce que possible à l'accomplissement de ses engagements. Il n'avait rempli aucune des conditions du traité qu'il s'était fait, cependant, acheter si cher. Au lieu de fournir des hommes et des munitions dans la mesure convenue, il n'avait pas craint de pousser l'impudeur jusqu'à faire main basse sur l'argent envoyé par la France, et il retenait ainsi une somme de cent mille écus. Les réclamations du duc de Guise et des chefs français étaient pour lui comme non avenues ; et on lui avait fait faire par l'évêque de Lodève de graves remontrances qui, comme il est facile de le penser, ne le touchaient pas davantage. L'ambassadeur pourtant se donnait l'air, vis-à-vis de son gouvernement, de ne point ménager les reproches à son infidèle allié.

Il rend compte, plus d'une fois, de ses diverses démarches

dans ses dépêches¹. L'une d'elles, demeurée inédite, est adressée de Venise au connétable de Montmorency, en date du 23 avril 1557. Dans cette lettre, l'évêque de Lodève garde constamment une attitude singulièrement embarrassée. Il paraît que, pour la première fois, quelques soupçons avaient éveillé l'attention de la cour sur sa conduite. Il cherche à se disculper auprès du connétable : il lui dit que la seule cause des accusations qu'on a formulées contre lui est son zèle infatigable pour le service du roi. Il a dû rappeler aux Caraffa et au duc de Ferrare des engagements qu'ils ne remplissaient point ; ceux-ci, mécontents, n'ont pas craint de le dénoncer. Les Guise se sont joints à eux, et il se trouve ainsi, de toutes parts, en butte à la calomnie. Si on veut le rappeler de son ambassade, il ne demande pas mieux que de partir immédiatement. Mais il prie le connétable de ne pas lui enlever sa protection, et il le supplie de ne pas écouter ce que disent ses ennemis².

Nous ne voyons pas que cette affaire ait eu d'autre suite ; mais n'est-il pas singulier qu'un homme qui avait tout fait pour le duc de Ferrare, se dise maintenant accusé par lui, et se voie obligé de prémunir son gouvernement contre le témoignage même de son protecteur ?

La dernière pièce concernant l'évêque de Lodève se réfère encore aux événements d'Italie, et en particulier aux affaires de Ferrare. L'ambassadeur de Venise écrivant à son gouvernement, à la date du 23 septembre, ne peut dissimuler la triste situation des intérêts français dans la Péninsule. Il en rejette la faute sur la trahison des Italiens et sur leur odieuse et lâche conduite. Il daigne enfin reconnaître qu'on ne saurait se fier aucunement à eux :

« Le procédé de tous vos alliés en ce pays a été tel, dit-il au roi, « qu'il doit servir d'exemple et de mémoire à vous, Sire, et à votre « postérité, pour ne jamais plus mêler vos affaires avec les leurs. « Il n'y a petit ni grand, en Italie, qui ne connaisse le grand devoir « que vous avez fait en cette Ligue, et qui ne parle du peu d'aide et « mauvais vouloir de vos alliés. »

¹ On les trouve pour la plupart dans le volumineux recueil de Ribier. Elles ne présentent, d'ailleurs, qu'un médiocre intérêt. Quelques autres lettres de l'évêque de Lodève, adressées au duc de Guise, ont été publiées dans les *Mémoires de François de Lorraine, duc de Guise*. (Collection Michaud, t. VI, in-4°, 1839.) Elles ont trait à l'expédition d'Italie et à la neutralité systématique de Venise.

² Bibl. imp. Ms. fr. 3126, n° 96.

Ne croyez pas, du reste, qu'il aille accabler le duc de Ferrare et blâmer, comme il convient, ses étranges procédés. Au contraire, il l'excuse et demande grâce pour lui. Il annonce, avec bonheur, qu'il a enfin rendu cinquante mille écus, sur les cent qu'il avait pris. Il conseille au roi d'abandonner entièrement le pape, et de le laisser traiter à ses risques et périls avec les Espagnols ; mais il n'en est pas de même du duc.

« Si on pouvait, écrit-il, se décharger aussi honorablement du duc de Ferrare et le laisser en quelque repos et sûreté, je le trouverais encore meilleur. Le duc est menacé d'avoir toute les forces du duc d'Albe sur son état, avec celles des ducs de Florence et de Parme. Il a ici deux ministres qui demandent aide et protection....¹ »

Ainsi, son dernier mot est en faveur de l'ami qu'il accusait tout à l'heure, sans doute pour les besoins du moment, de l'avoir desservi auprès du connétable.

Le pape s'était, en effet, résigné à traiter avec l'Espagne, dont il trouva le général fort accommodant. Philippe II, qui tenait à ménager le pontife, dans lequel il n'avait cessé de voir respectueusement le chef suprême de l'Église catholique, avait donné ordre qu'on lui accordât les conditions les plus favorables. Le duc de Ferrare, de son côté, fut bientôt obligé de cesser une lutte qu'il ne pouvait soutenir seul, et il dut suivre l'exemple de Paul IV. Mais il se trouva en présence de prétentions beaucoup plus dures. Il lui fallut négocier longtemps ; il se fit encore appuyer par la France, et s'estima fort heureux de signer une paix désavantageuse, le 22 avril 1558. Du moins, payait-il le prix de sa fausse et déloyale politique.

Nous terminons ici cet épisode des relations de la France avec le duc de Ferrare, au sujet des guerres d'Italie. Dès avant la fin de ces affaires, l'évêque de Lodève, rappelé par son gouvernement, avait quitté Venise, où sa conduite, également suspecte, doit s'effacer entre les glorieuses ambassades de son prédécesseur Morvillier, évêque d'Orléans, et de son successeur, l'évêque de Dax, François de Noailles. Il ne devait, du reste, guère survivre à son retour en France. Au moment où il était

¹ *Mémoire d'Etat* de Ribier, t. II, p. 704.

sur le point de se rendre dans son diocèse, il mourut, jeune encore, à Paris, le 1^{er} février 1558, dans le monastère de Saint-Germain-des-Prés, auprès de ce même cardinal de Tournon qui avait été l'auteur de sa fortune, et était resté, paraît-il, son protecteur et son ami. S'il fait tache parmi ses collègues, il n'est qu'une rare exception dans la longue et noble liste des diplomates ses contemporains, qui soutenaient alors si dignement à l'étranger l'honneur et les intérêts de la France.

Rappeler d'une part le rôle de notre diplomatie dans cette grande épopée qu'on nomme le xvi^e siècle, et retracer, en même temps, d'après quelques documents nouveaux, la mission spéciale et assez malheureuse qu'elle a remplie dans les rapports de Henri II avec le duc de Ferrare, telle a été la double tâche que nous avons essayé d'accomplir, séduit par la pensée de faire disparaître une lacune, quelque minime qu'elle fût, dans le vaste édifice de notre histoire.

GUSTAVE BAGUENAUT DE PUCHESSE.

DERNIERS MOMENTS DE MADAME ÉLISABETH

I.

Vers la fin de 1793, Madame Élisabeth était entrée dans une phase d'abandon et de solitude qu'il est impossible de décrire : misère monotone, sombre, terne, privée de cet éclat qui rayonne d'ordinaire à l'entour des infortunes royales. Mais elle ne se plaignait pas : elle n'avait de pitié que pour sa petite compagne, qui était dans un âge où le malheur est comme une surprise faite à la nature. Madame Élisabeth lui parlait avec cette onction religieuse puisée aux sources d'eaux vives de la foi, de l'espérance et de l'amour, qui transfigurent l'âme et lui font trouver partout son Thabor. « Les souffrances de cette vie, disait-elle, « n'ont aucune proportion avec la gloire future qu'elles nous « font mériter. Jésus-Christ n'a-t-il pas marché devant nous « chargé de la croix ? Souvenez-vous, mon enfant, des paroles « que votre père vous adressait la veille du jour où, pour la « première fois, vous alliez recevoir le sang de l'Agneau. Il « vous disait : La religion est la source du bonheur et notre « soutien dans l'adversité ; ne croyez pas que vous en soyez « à l'abri : vous ne savez pas, ma fille, à quoi la Providence « vous destine... »

Les paroles prononcées par le Roi dans son palais prolongeaient ainsi leur écho dans une prison qui donnait à leurs accents quelque chose de prophétique, et devenait pour sa fille le meilleur des enseignements.

Un jour, Madame Élisabeth ayant ouvert un papier qu'elle

portait sur elle, et qui contenait des cheveux du Roi son frère et de la Reine Marie-Antoinette (Dieu lui envoya-t-il en ce moment le pressentiment de sa destinée prochaine?) Madame Elisabeth, dis-je, coupa une tresse de ses propres cheveux, la plaça avec les deux autres mèches dans le même paquet, et le remettant à sa nièce : « Gardez, lui dit-elle, ma fille, ces tristes
« souvenirs : c'est le seul héritage que puissent vous trans-
« mettre votre père, votre mère, qui vous ont tant aimée, et moi
« qui vous aime aussi bien tendrement. On m'a enlevé plumes,
« papier, crayon : je ne puis rien vous léguer par écrit; du
« moins, ma chère enfant, retenez bien les consolations que je
« vous ai données : elles suppléeront aux livres qui vous man-
« quent. Élevez votre âme à Dieu; il nous éprouve parce qu'il
« nous aime : il nous apprend le néant des grandeurs. Ah!
« mon enfant, dit-elle en pleurant et en la serrant dans ses
« bras, Dieu seul est vrai, Dieu seul est grand ! »

Retranchées, pour ainsi dire, du nombre des vivants, les deux recluses passaient leurs jours, occupées l'une de l'autre, s'entretenant de leurs souvenirs, de leurs craintes, mêlées de bien peu d'espérances, mais d'une soumission entière à la volonté de Dieu. Elles n'apprirent plus rien de ce qui se passait sur la terre : elles ignorèrent l'échafaud dressé par Robespierre et Danton pour immoler Hébert et les hébertistes²; l'échafaud dressé douze jours après par Robespierre pour abattre Danton³; puis, huit jours plus tard pour abattre Chaumette⁴. La terreur régnait sur la France. Du haut des guillotines, ces sanglantes forteresses, la minorité commandait. Devant elle se taisait la nation, la liberté s'agenouillait, l'humanité se voilait la face. Les Saint-Just, les Collot d'Herbois, les Carrier, les Lebon

¹ *Les derniers régicides, ou Madame Elisabeth de France et Louis XVII.* par M. le Ch^{re} DE M.... (Brochure in-8° de 109 pages, publiées à Londres: J. de Boffe, Gerard street, Soho, 1796.)

² Le 4 germinal an II (24 mars 1794), *fournée* de dix-neuf personnes, parmi lesquelles le général Ronsin (ci-devant homme de lettres), général de l'armée révolutionnaire; Momoro, imprimeur-libraire et administrateur du département de Paris, et Anacharsis Clootz, l'orateur du genre humain.

³ Le 16 germinal an II (5 avril 1794), *fournée* de quinze, parmi lesquels figurent Fabre d'Églantine, François Chabot, Camille Desmoulins, Phelippeaux, Bazire, Hérault de Séchelles, les deux frères Frey et le général Westermann.

⁴ Le 24 germinal an II (13 avril 1794), *fournée* de vingt et un. On y remarque le général Arthur Dillon, Gobel, ci-devant évêque de Paris, et la jeune veuve de Camille Desmoulins.

allaient porter dans les provinces l'épouvante et la mort. La famine désolait le pays ; les passions révolutionnaires s'agitaient dans les clubs et par les rues, hâtant l'action mortelle de la misère. Au front de chaque maison pend un écriteau proclamant la liberté ou la mort. Sur chaque porte est affichée la liste des habitants de la maison, moyen de contrôle si l'on veut savoir, table de proscription si l'on veut tuer¹. Onze mille quatre cents aristocrates sont entassés dans les palais et les couvents de Paris, transformés en prisons. Le crime et la peur sont partout ; dans les rues, on évite de se reconnaître, ou si on s'aborde, on échange deux mots à voix basse ; on marche

¹ Voici comment, dès le 6 avril 1793, la Commune de Paris avait prescrit l'exécution de cette mesure :

« Le conseil général, considérant la négligence que les citoyens apportent à l'exécution de la loi concernant l'affiche, à l'extérieur des maisons, des noms de tous les individus qui y habitent :

« Arrête que l'instruction suivante sera imprimée, affichée, et que les commissaires de police des sections seront tenus, sous leur responsabilité, de faire mettre ladite loi à exécution.

« *Instruction relative au tableau qui doit être fait de tous les citoyens habitants de Paris, et placé à l'extérieur de chaque maison, aux termes du décret du 29 mars dernier.*

« 1^o Indiquer en tête le nom du propriétaire, s'il habite la maison, ou à son défaut le principal locataire, s'il y en a un, ou du régisseur.

« 2^o Diviser par étages de la manière suivante :

REZ-DE-CHAUSSÉE.

N. N.

ENTRE-SOL.

PREMIER ÉTAGE, ETC.

« L'état doit présenter sans interruption toutes les personnes qui logent au même étage, et même toutes celles qui composent un ménage.

Exemple :

A tel étage : { *Le citoyen tel, son épouse, tant d'enfants de tel sexe : ensuite les domestiques.*

« Il est nécessaire de mettre les prénoms ou noms de baptême et les surnoms, le sexe et l'âge de chacun. Le nom principal à désigner est celui que porte ordinairement l'individu et sous lequel il est généralement connu, et non celui de sa famille, si ce n'est pas celui qu'on lui donne dans le public.

« On ne peut se dispenser de faire connaître l'état de chaque individu ou de déclarer qu'il est sans état, car le titre de *citoyen* ou de *citoyenne* est une désignation trop vague ou plutôt n'en est pas une.

« L'affiche doit être écrite lisiblement, placée au lieu le plus apparent à l'extérieur, et de manière que tout le monde puisse aisément la parcourir des yeux tout entière sans en perdre un seul nom.

« Il ne doit être omis aucune personne ; une seule omission enfonce la loi et expose à des peines sévères.

« Chaque fois qu'il y a du changement, il faut en faire mention dans l'affiche, soit en retranchant le nom des personnes qui ont quitté la maison, soit

vite, à moins qu'un crieur proclamant l'arrêt des condamnés, on ne s'arrête pour écouter le nom d'un parent, d'un ami, peut-être son propre nom. La nuit est aussi troublée que le jour. Des arrestations se font aux flambeaux; des domestiques ont dénoncé leurs maîtres à leurs sections, tandis que d'autres servent sans gages des maîtres restés sans ressources. Comme si le temps ne suffisait pas aux juges pour condamner, on adopte le système des jugements en masse. La guillotine en permanence abat les têtes sans les compter¹. Le sang qui coule à flots, loin d'étancher la soif des tyrans, semble l'irriter encore. Il n'y a plus de rois à jeter en holocauste au sphinx de la révolution, et la nation épouvantée se trouve face à face avec la sombre énigme de son existence. Tout est tumulte, désordre, vertige et rage : la civilisation et la barbarie se cherchent dans les ténèbres pour s'arracher leur secret; duel horrible, pareil à celui de ces deux hommes enfermés dans une cave avec des poignards, et qui ne se voyaient qu'aux éclairs de leurs yeux. La patience des opprimés apparaît dans ces jours horribles comme un phénomène aussi inexplicable que la perversité des oppresseurs. L'intelligence politique s'était retirée dans quelques âmes méditatives qui réfléchissaient à l'écart, ou dans quelques cerveaux astucieux qui remuaient la multitude. Le reste n'a-

en ajoutant celui des nouveaux locataires et de ceux mêmes qui ne logent que momentanément.

« Toutes les contraventions seront imputées aux propriétaires ou principaux locataires, ou régisseurs, et seront punies avec sévérité; car on ne veut pas que cette mesure de salut public reste sans exécution ou soit éludée et tournée en dérision.

« Le conseil général arrête que le double des tableaux d'inscription sera visé par les comités des sections;

« Que les commissaires de police vérifieront l'exactitude desdits tableaux et prendront les mesures nécessaires pour empêcher qu'ils ne soient enlevés ou détériorés. » (Séance du conseil général de la Commune de Paris du samedi 6 avril 1793.)

¹ Au milieu de tant d'immolations, la tristesse de la physionomie était devenue une trahison et la gaieté un devoir. Dans la séance du 25 ventôse an II (15 mars 1794), Barère disait :

« Allez aujourd'hui dans les rues de Paris, vous y reconnaîtrez les aristocrates à leur mine allongée... »

« Oui, ajoutait Couthon, en temps de révolution, tous les bons citoyens doivent être physionomistes : c'est sur la physionomie que vous reconnaîtrez un conspirateur, le complice des traitres mis sous la loi de la justice; ces hommes ont l'œil hagard, l'air consterné, des mines basses et patibulaires. Bons citoyens, saisissez ces traitres et arrêtez-les! » (Vifs applaudissements. — (*Moniteur* du 26 ventôse an II, 16 mars 1794.)

vait plus de confiance en soi-même, et laissait faire, comme courbé sous la main de Dieu : tremblant et résigné, tout un peuple attendait dans une muette épouvante, pareil à ces Indiens qui, lorsque le tigre apparaît, se prosternent, ferment les yeux, et restent immobiles jusqu'à ce que la bête rugissante ait choisi sa proie.

Madame Elisabeth se prosternait aussi, mais c'était les yeux levés vers le ciel. Retenue autrefois à la cour par son dévouement pour son frère, elle n'y avait vécu que pour prendre sa part des tribulations et des larmes. Aujourd'hui, tout ce que l'intérêt a de plus tendre, la religion de plus sublime, l'amitié de plus consolateur, elle le met en œuvre pour former l'esprit et le cœur de sa royale nièce. Sans désirer la bienvenue de ce grand libérateur qu'on appelle la mort, elle se met en mesure de le recevoir dignement ; mais sa belle-âme, quoique impatiente peut-être d'entrer dans les secrets de Dieu, tient à ce monde par le malheur qu'elle y partage, par les chagrins qu'elle y adoucit. L'état d'incertitude où elle se trouve du sort du Dauphin vient accroître l'anxiété que lui cause l'absence de toute nouvelle de la Reine. Depuis plusieurs mois, elle n'a entendu ni chansons ni jurements retentir dans l'appartement du second étage. Elle est montée mainte et mainte fois aux combles par l'escalier de la garde-robe, et jamais, depuis la fin de janvier, elle n'a aperçu l'enfant. A-t-il été délivré ? Habite-t-il une autre partie du Temple ? De grands changements se préparent-ils ?

Oui, un grand changement se préparait. Déjà, dès le quintidi frimaire de l'an II (25 novembre 1793), la municipalité de Paris avait adressé à la Convention nationale la pétition suivante :

« LÉGISLATEURS,

« Vous avez décrété l'égalité source du bonheur public ; elle s'établit sur des bases désormais inébranlables ; et cependant elle est violée, cette égalité, et de la manière la plus révoltante, dans les vils restes de la tyrannie, dans les prisonniers du Temple. Pourroient-ils encore, ces restes abominables, être comptés pour quelque chose dans les circonstances actuelles, ce ne seroit qu'en raison de l'intérêt que la patrie auroit d'empêcher qu'ils ne déchirassent son sein et ne renouvelassent les atrocités commises par les deux monstres qui leur ont donné le jour. Si donc tel est à leur égard le seul et unique intérêt de la République, c'est sous sa surveillance entière qu'ils doivent être placés, et ils ne sont plus, ces temps horribles, où une faction liberticide, dont le glaive de la loi a fait jus-

tice, avoit choisi comme moyen de vengeance contre une Commune patriote qu'elle abhorroit, une responsabilité qui outrageoit toutes les lois et qui pèse depuis plus de quinze mois sur la tête de chacun des membres de la Commune de Paris.

« La raison, la justice, l'égalité vous crient, législateurs, de faire cesser cette responsabilité.

« Et comme il est plus que temps de rendre à leurs travaux deux cent cinquante sans-culottes qu'on emploie injustement chaque jour à la garde des prisonniers du Temple, la Commune de Paris attend de votre sagesse :

« 1^o Que vous enverrez au plus tôt l'infâme Élisabeth au tribunal révolutionnaire ;

« 2^o Qu'à l'égard de la postérité du tyran, vous prendrez des mesures promptes pour la faire transférer dans telle prison que vous aurez choisie, pour y être enfermée avec les précautions convenables, à l'effet d'y être traitée dans le système de l'égalité et de la même manière que les autres détenus dont la République a eu besoin de s'assurer.

« DUNOUY, RENARD, LE CLERC,

« LEGRAND, r. de la Commune; DORIGNY. »

Envoyée à sa date au Comité de sûreté générale, cette adresse y avait sommeillé six mois. Mais les vœux qu'elle exprimait n'avaient point été mis en oubli dans la région la plus ardente de la révolution.

Ce n'est pas la première fois que cette pensée m'est venue en écrivant ce triste récit : si l'on songeait aux infortunes du Temple, si grandes et si imméritées, il n'y a pas de malheureux qui ne se réconciliât avec son malheur, pas de misérable accablé par sa destinée qui ne bénît Dieu sous le poids de son fardeau. Que ceux qui se plaignent de la méchanceté des hommes pensent à Madame Élisabeth, et ils cesseront de se laisser abattre par le découragement.

« Il n'est pas, écrivait le Père Lenfant dès le mois d'avril 1791, il n'est pas jusqu'à la vertu la plus pure, la plus soutenue et la plus universellement reconnue, qui ne soit indignement outragée. Madame Elisabeth est déchirée par les plus sanglantes et les plus absurdes calomnies¹. »

Ces outrages s'étaient accrus avec le besoin qu'éprouvaient les niveleurs de trouver criminelles toutes les supériorités sociales ; ces calomnies s'étaient propagées avec l'intérêt qu'a-

¹ *Mémoires et correspondance secrète du Père Lenfant*. Paris, 1834. t. I, p. 313.

vaient les pervers à légitimer les tortures exercées contre les personnes de sang royal. La moralité de Madame Élisabeth fut insultée dans ce récit immonde que la Commune de Paris fit signer au Royal Enfant du Temple pour compromettre sa mère et sa tante et les envoyer à l'échafaud. La mort même ne désarmera point les persécuteurs. Trois ans après l'immolation de Madame Élisabeth, sa mémoire sera outragée dans un ouvrage qui aura la prétention de donner les *portraits des personnalités célèbres de la Révolution*¹.

Laissez les années se succéder, un temps viendra où les calomnies se tairont, où la vérité apparaîtra dans tout son jour.

Madame Elisabeth arrive au terme que Dieu lui a assigné dans ses rigueurs comme dans ses miséricordes. Elle avait exprimé la résolution de partager les chagrins et les périls de sa famille : elle a tenu toutes ses promesses ; à Versailles, dans les troubles du 6 octobre ; à Paris, dans la morne solitude des Tuileries ; sur la route de Varennes, dans la néfaste journée du 20 juin, dans la nuit sanglante du 10 août, dans la loge du Logographe, témoin des affronts et des menaces ; dans la tour du Temple, témoin des adieux et de l'agonie. Oui, elle a tenu toutes les promesses qu'elle avait faites à Dieu : Dieu à cette heure va tenir les siennes.

Qu'importe la route quand le ciel est le but ! Au-dessus de l'injustice des hommes apparaît la justice de Dieu qui récompense, et quand c'est la vertu qui meurt, l'échafaud n'est qu'un degré qui rapproche du ciel.

II.

Le 20 floréal an II (9 mai 1794) vers 7 heures du soir, « l'huissier Monet se rendit au Temple accompagné des citoyens Fon-

¹ J'ai voulu lire dans le tome III de Bonneville l'article qui commence ainsi :

« Huitième et dernier enfant de Louis, Dauphin de France, fils de Louis XV, et de Marie-Josèphe de Saxe, sa seconde femme, Élisabeth-Philippine-Marie-Hélène, dite de France, eut bien peu de temps à se féliciter du hasard qui avait placé son berceau à côté du trône... » Je n'infligerai pas cet odieux *factum* à mes lecteurs. Il est d'autant plus infâme qu'il est hypocrite. Bonneville procède par insinuation et par réticence, et il n'a pas même le triste courage de ses ineptes calomnies. Il affecte même quelquefois de prendre la défense de Madame Élisabeth contre les attaques inqualifiables qu'il reproduit. Il a de la peine, dit-il, à croire qu'elles soient vraies... C'est une vipère qui panse avec sa bave la blessure que vient de faire sa dent venimeuse.

taine, adjudant général d'artillerie de l'armée parisienne, et Saraillée, aide de camp du général Hanriot; il présenta aux membres du conseil Mouret, Eudes, Magendie et Godefroy, une lettre de Fouquier, accusateur public près le tribunal révolutionnaire, portant invitation de remettre entre les mains desdits susnommés la sœur de Louis Capet¹. »

Les préliminaires d'usage s'étaient prolongés dans la salle du Conseil, et pendant la conversation engagée entre les commissaires et leurs sinistres visiteurs, l'heure s'était écoulée : déjà Madame Élisabeth et Marie-Thérèse se disposaient à se coucher, lorsqu'elles entendirent ouvrir les verrous. Elles se hâtent de passer leur robe, qu'elles venaient d'ôter. « Citoyenne, » dit un des commissaires en ouvrant la porte de Madame Élisabeth, « descends tout de suite, on a besoin de toi. — Ma « nièce reste-t-elle ici? — Cela ne te regarde pas, on s'en occu- « pera après. »

Madame Élisabeth embrasse sa jeune compagne, et, pour calmer ses inquiétudes, lui dit : « Soyez tranquille, je vais « remonter. — Non, tu ne remonteras pas, répond le commis- « saire Eudes²; prends ton bonnet et descends. » Elle obéit, relève l'orpheline, qui s'affaisse dans ses bras, et lui dit : « Allons, ayez du courage et de la fermeté, espérez toujours « en Dieu, servez-vous des bons principes de religion que vos « parents vous ont donnés, et soyez fidèle aux dernières « recommandations de votre père et de votre mère. » La tante et la nièce demeurent un ins'tant embrassées; puis s'arrachant brusquement à cette étreinte, Madame Élisabeth se dirige d'un pas rapide vers la porte extérieure en disant encore : « Pensez « à Dieu, mon enfant ! »

Madame Élisabeth descend. On la fait entrer dans la salle du Conseil. Là, pendant que l'on rédige le procès-verbal de décharge des geôliers, on visite ses poches. Les envoyés de Fouquier signent sur le registre du Temple la remise qui leur est faite de la prisonnière. Ils la font traverser, sous une pluie battante, le jardin et la première cour; là, ils montent dans un fiacre avec elle et la conduisent à la Conciergerie, où elle est déposée dans le greffe. Il était en ce moment huit heures. A

¹ Procès-verbal de la translation d'Élisabeth-Marie Capet à la Conciergerie.

² Guillotiné le 11 thermidor an II.

dix heures, on la conduit du greffe dans la salle du conseil du tribunal révolutionnaire. Là, par-devant Gabriel Deliége, juge, assisté de Ducray, commis greffier, et en présence de Fouquier, elle subit son premier interrogatoire.

PREMIER INTERROGATOIRE DE MADAME ÉLISABETH.

Ce jourd'hui, vingt floréal de l'an II de la République française, une et indivisible, nous, Gabriel Deliége, juge président du tribunal révolutionnaire établi à Paris par la loi du 10 mars 1793, sans aucun recours au tribunal de cassation, et encore en vertu des pouvoirs délégués au tribunal par la loi du 5 avril de la même année, assisté de Anne Ducray, commis greffier du tribunal, en l'une des salles de l'auditoire, au palais, et en présence d'Antoine-Quentin Fouquier, l'accusateur public, avons fait amener de la maison de la Conciergerie la cy-après nommée, auquel avons demandé ses noms, âge, profession, pays et demeure ;

A répondu se nommer Élisabeth-Marie Capet, sœur de Louis Capet, âgée de trente ans, native de Versailles, département de Seine-et-Oise.

Avez-vous, avec le dernier tyran, conspiré contre la sûreté et la liberté du peuple français ?

J'ignore à qui vous donnez ce titre, mais je n'ai jamais désiré que le bonheur des Français.

Avez-vous entretenu des correspondances et intelligences avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la République, notamment avec les frères de Capet et les vôtres, et ne leur avez-vous pas fourni des secours en argent ?

Je n'ai jamais connu que des amis des Français ; jamais je n'ai fourni des secours à mes frères et, depuis le mois d'août 1792, je n'ai reçu de leurs nouvelles ni ne leur ai donné des miennes.

Ne leur avez-vous pas fait passer des diamants ?

Non.

Je vous observe que votre réponse n'est point exacte sur l'article des diamants, attendu qu'il est notoire que vous avez fait vendre vos diamants en Hollande et autres pays étrangers, et que vous en avez fait passer le prix en provenant, par vos agents, à vos frères, pour les aider à soutenir leur rébellion contre le peuple français.

Je dénie le fait, parce qu'il est faux.

Je vous observe que, dans le procès qui eut lieu en novembre 1792, relativement au prétendu vol des diamants fait au ci-devant garde-meuble, il a été établi et prouvé aux débats qu'il avoit été distrait une portion de diamants dont vous vous pariez autrefois ; qu'il a pareillement été prouvé que le prix en avoit été transmis à vos frères par vos ordres : pourquoi je vous somme de vous expliquer catégoriquement sur ces faits.

J'ignore les vols dont vous venez de me parler. J'étois à cette épo-

que au Temple, et je persiste au surplus dans ma précédente déné-
gation.

N'avez-vous pas eu connoissance que le voyage déterminé par
votre frère Capet et Marie-Antoinette pour Saint-Cloud, à l'époque
du 18 avril 1791, n'avoit été imaginé que pour saisir l'occasion favo-
rable de sortir de France ?

Je n'ai eu connoissance de ce voyage que par l'intention qu'avoit
mon frère de prendre l'air, attendu qu'il n'étoit pas bien portant.

Je vous demande s'il n'est pas vrai, au contraire, que ce voyage
n'a été arrêté que par suite des conseils des différentes personnes qui
se rendoient alors habituellement au ci-devant château des Thuile-
ries, notamment de Bonnal, ex-évêque de Clermont, et autres pré-
lats et évêques ; et vous-même, n'avez-vous pas sollicité le départ de
votre frère ?

Je n'ai point sollicité le départ de mon frère, qui n'a été décidé
que d'après l'avis des médecins.

N'est-ce pas pareillement à votre sollicitation et à celle de Marie-
Antoinette, votre belle-sœur, que Capet, votre frère, a fui de Paris
dans la nuit du 20 au 21 juin 1791 ?

J'ai appris, dans la journée du 20, que nous devions tous partir
dans la nuit suivante, et je me suis conformée, à cet égard, aux
ordres de mon frère.

Le motif de ce voyage n'était-il pas de sortir de France et de
vous réunir aux émigrés et aux ennemis du peuple françois ?

Jamais mon frère ni moi n'avions eu l'intention de quitter notre
pays.

Je vous observe que cette réponse ne paroît pas exacte, car il est
notoire que Bouillé avoit donné les ordres à différents corps de trou-
pes de se trouver au point convenu pour protéger cette évasion, de
manière de pouvoir vous faire sortir, ainsi que votre frère et autres,
du territoire françois, et que même tout étoit préparé à l'abbaye
d'Orval, située sur le territoire du despote autrichien, pour vous re-
cevoir. Je vous observe, au surplus, que les noms par vous suppo-
sés et votre frère ne permettent pas de douter de vos inten-
tions.

Mon frère devoit aller à Montmédy, et je ne lui connoissois point
d'autres intentions.

Avez-vous connoissance qu'il ait été tenu des conciliabules secrets
chez Marie-Antoinette, ci-devant reine, lesquels s'appeloient comi-
tés autrichiens ?

J'ai parfaite connoissance qu'il n'y en a jamais eu.

Je vous observe qu'il est cependant notoire que ces conciliabules
tenoient de deux jours l'un, depuis minuit jusqu'à trois heures du
matin, et que même ceux qui y étoient admis passaient par la pièce
que l'on appelloit alors la Galerie des tableaux.

Je n'en ai aucune connoissance.

N'étiez-vous pas aux Thuilleries le 28 février 1791, 20 juin et
10 août 1792 ?

J'étois au château les trois jours, et notamment le 10 août 1792,

jusqu'au moment où je me suis rendue avec mon frère à l'Assemblée nationale.

Ledit jour 28 février, n'avez-vous pas eu connoissance que le rassemblement des ci-devant marquis, chevaliers et autres, armés de sabres et de pistolets, étoit encore pour favoriser une nouvelle évasion de votre frère et de toute la famille, et que l'affaire de Vincennes, arrivée le même jour, n'a été imaginée que pour faire diversion ?

Je n'en ai aucune connoissance.

Qu'avez-vous fait dans la nuit du 9 au 10 août ?

Je suis restée dans la chambre de mon frère, et nous avons veillé.

Je vous observe qu'ayant chacun vos appartements, il paroît étrange que vous vous soyez réunis dans celui de votre frère, et, sans doute, cette réunion avoit un motif que je vous interpelle d'expliquer.

Je n'avois d'autre motif que celui de me réunir toujours chez mon frère lorsqu'il y avoit du mouvement dans Paris.

Cette même nuit, n'avez-vous pas été avec Marie-Antoinette dans une salle où étoient les Suisses occupés à faire des cartouches, et, notamment, n'y avez-vous pas été de neuf heures et demie à dix heures du soir ?

Je n'y ai pas été, et n'ai nulle connoissance de cette salle.

Je vous observe que cette réponse n'est point exacte, car il est encore établi, dans différents procès qui ont eu lieu au tribunal du 17 août 1792, que Marie-Antoinette et vous aviez été, plusieurs fois dans la nuit, trouver les gardes suisses ; que vous les aviez fait boire, et les aviez engagés à confectionner la fabrication des cartouches, dont Marie-Antoinette avait mordu plusieurs.

Cela n'a pas existé, et je n'en ai aucune connoissance.

Je vous représente que les faits sont trop notoires pour ne pas vous rappeler les différentes circonstances relatives à ceux par vous déniés, et pour ne pas savoir le motif qui avoit déterminé le rassemblement des troupes de tout genre qui se sont trouvées réunies cette nuit aux Thuilleries. Pourquoi je vous somme de nouveau de déclarer si vous persistez dans vos précédentes dénégations et à nier les motifs de ce rassemblement.

Je persiste dans mes précédentes dénégations et j'ajoute que je ne connoissois point de motifs de rassemblement. Je sais seulement, comme je l'ai déjà dit, que les corps constitués pour la sûreté de Paris étoient venus avertir mon frère qu'il y avoit du mouvement dans les faubourgs et que, dans ces occasions, la garde nationale se rassembloit pour sa sûreté, comme la Constitution le prescrivait.

Lors de l'évasion du 20 juin, n'est-ce pas vous qui avez emmené les enfants ?

Non, je suis sortie seule.

Avez-vous un défenseur ou voulez-vous en nommer un ?

Je n'en connois pas. — Pourquoi lui avons nommé le citoyen Chauveau pour conseil.

Lecture du présent interrogatoire, a persisté et a signé avec nous et notre greffier.

ELISABETH-MARIE.

A.-Q. FOUQUIER. DELIÈGE. DUCRAY.

Le lecteur doit remarquer que la signature de Madame Élisabeth est ici telle qu'elle se trouve dans tous les actes de sa vie. Ses interrogateurs n'exigèrent point d'elle, à ce qu'il paraît, d'y ajouter ce nom de Capet que la Révolution avait inventé pour les Bourbons, s'imaginant que c'était le nom du chef de leur race.

Après avoir mis sa signature au bas de chaque page de cet interrogatoire, Elisabeth-Marie fut ramenée dans sa prison. Elle ne se faisait aucune illusion sur le sort qui lui était réservé, et elle ne songea plus qu'à paraître, non pas devant ses juges de la terre, car elle n'avait rien à attendre de ceux-là que la fin de ses tourments, mais devant le Juge tout-puissant dont elle espérait sa récompense. Elle savait qu'elle eût en vain réclamé l'assistance d'un prêtre catholique non assermenté, et elle ne voulut point perdre quelques minutes à implorer une faveur qui avait été accordée au roi son frère, mais qui depuis un an eût été regardée comme un crime. Elle se résigna, offrit directement au Seigneur miséricordieux le sacrifice de sa vie, et puisa dans sa foi vive la force dont elle avait besoin pour l'accomplir dignement.

III.

Peut-être sera-t-on disposé à croire qu'entre l'interrogatoire et le jugement, il y eut l'intervalle de temps nécessaire pour que l'accusée pût réunir ses moyens de défense. Ce serait mal connaître l'époque révolutionnaire que de céder à une pareille illusion. Madame de la Fayette, si admirable par le caractère aussi énergique que généreux qu'elle déploya au milieu de ces scènes d'horreur, raconte qu'ayant été transférée de la Force au collège du Plessis, Haly, concierge de cette dernière prison, lui dit un jour : « Je sors de chez Fouquier-Tinville ; je l'ai trouvé « étendu sur le tapis, pâle, anéanti ; ses filles le caressaient et « essuyoient la sueur de son front. Il me répondit lorsque

« je lui demandai ses ordres pour la liste du lendemain : « Laissez-moi, Haly, je n'y suffis pas; quel métier ! » Puis, « comme par instinct, il ajouta : « Voyez mon secrétaire ; il « m'en faut soixante, n'importe lesquels ; qu'il les assortisse ¹. »

On le voit, c'est irrégulièrement et au hasard que l'on tuait dans ce temps-là. Aussi l'interrogatoire que nous avons donné plus haut n'est qu'une comédie dérisoire qui ne présente aucune garantie à l'innocence.

On n'impute même à l'accusée aucun grief qui lui soit personnel. Elle est la sœur de Louis XVI, l'amie de Marie-Antoinette : voilà ses crimes. Si le tribunal est d'avance résolu à tuer la prévenue, la prévenue sait elle-même, à n'en pas douter, qu'elle n'a pas de justice à attendre du tribunal.

Cependant quelqu'un, se disant autorisé par Madame Elisabeth, restée en réalité étrangère à cette démarche, était allé avertir M. Chauveau-Lagarde qu'il était désigné pour la défendre. Il se présenta aussitôt à la prison, afin de s'entretenir avec elle de son acte d'accusation. On ne lui permit point de lui parler. Il réclama près de Fouquier-Tinville, qui lui répondit : « Vous ne pouvez la voir aujourd'hui, rien ne « presse : elle ne sera pas jugée de sitôt. » Cependant, malgré la fausse assertion de Fouquier, le procès de Madame Elisabeth allait bientôt commencer. Je ne sais quel vague pressentiment, quelle appréhension et quelle anxiété douloureuse poussèrent le lendemain matin M. Chauveau-Lagarde dans la salle des assises. Quelle fut sa surprise lorsqu'il aperçut Madame Elisabeth, vêtue de blanc, environnée d'un grand nombre d'accusés, assise sur le haut des gradins, où on l'avait placée la première pour la mettre plus en évidence ! Toute conférence avec elle lui était nécessairement interdite. Elle ignore même sans doute qu'un homme, dans cette enceinte, se lèvera pour la défendre. Parmi les personnes qu'on lui a associées, au nombre de vingt-quatre dans l'acte d'accusation, il en est quelques-unes qu'elle a rencontrées quelquefois à la cour : la marquise de Sénozan, sœur de Malesherbes ; madame de Crussol d'Amboise ; M. de Lomenie, ancien ministre de la guerre, et madame de Montmorin, veuve de l'ancien ministre des affaires étrangères massacré à l'Ab-

¹ *Les prisons en 1793*, par madame la comtesse de Bohme, née de Girardin. 1 vol. in-8°, p. 130.

baye le 2 septembre 1792. La sœur de Louis XVI était inconnue de presque tous les autres accusés. Cependant, dès le matin, quelqu'un, dans les corridors de la Conciergerie, ayant prononcé le nom d'Élisabeth, ce nom, du guichet au greffe, de la prison au préau, avait couru de bouche en bouche, et l'attention de tous les prisonniers s'était portée sur elle. La sœur de Louis XVI n'en fut pas troublée : toujours maîtresse d'elle-même, elle avait tant de sérénité et de sang-froid qu'elle en communiquait aux âmes les plus troublées : elle ne songeait qu'à donner des consolations, la paix du cœur et la grâce de Dieu à ces infortunes sans espoir, pour lesquelles toutes portes étaient fermées, excepté celle qui ouvrait du côté du ciel.

Cependant René-François Dumas, président du tribunal, a ouvert l'audience à dix heures du matin ; Gabriel Deliège et Antoine-Marie Maire, juges, sont assis à ses côtés.

Gilbert Liendon, substitut de l'accusateur public, soutient l'accusation ; Charles-Adrien Legris, greffier, rédige le procès-verbal.

Les jurés, au nombre de quinze, sont les citoyens Trinchard, Laporte, Renaudin, Gravier, Brochet, Auvrest, Duplay, Fauvel, Fauvetty, Meyère, Prieur, Besnard, Fiévée, Sambat et Desboisseaux.

Le président Dumas, s'adressant à Madame Élisabeth :

D. Quel est votre nom ?

R. Élisabeth-Marie.

Le *Moniteur* ne dit pas, mais un grand nombre de personnes présentes ont raconté qu'à cette première question Madame Élisabeth répondit : « Je me nomme Élisabeth-Marie de France, « sœur de Louis XVI, tante de Louis XVII, votre roi. » J'ai connu moi-même une personne digne de foi qui m'a assuré avoir entendu ces paroles, et j'ai l'intime conviction qu'elles ont été prononcées.

D. Votre âge ?

R. Trente ans.

D. Où êtes-vous née ?

R. A Versailles.

D. Où résidez-vous ?

R. A Paris.

Le greffier donne lecture de l'acte d'accusation, dont la teneur suit :

« ANTOINE-QUENTIN FOUQUIER,

« Accusateur public du Tribunal révolutionnaire établi à Paris par décret de la Convention nationale du 10 mars 1793, l'an deuxième de la République, sans aucun recours au tribunal de cassation, en vertu du pouvoir à lui donné par l'article deux d'un autre décret de la Convention du 5 avril suivant, portant « que l'Accusateur public « dudit Tribunal est autorisé à faire arrêter, poursuivre et juger, « sur la dénonciation des autorités constituées ou des citoyens ; »

« Expose que, par différents arrêtés du comité de sûreté générale de la Convention, des comités révolutionnaires de différentes sections de Paris, du département de l'Yonne, et en vertu de mandats d'arrêt décernés par l'accusateur public, ont été traduits au Tribunal :

1. Marie Élisabeth Capet, sœur de Louis Capet, le dernier des tirans des Français, âgée de trente ans, née à Versailles ;
2. Anne *Duwaes*, veuve de *L'aigle*, cy devant marquise, né a Keisnist, dans la campagne de Westphalie, demeurant a Montagne belair, cy devant Saint Germain en Laye, département de Seine et Oise, âgé de cinquante cinq ans ;
3. Louis Bernardin Leneuf *Sourdeval*, âgé de soixante neuf ans, né à Caen, ex comte, demeurant actuellement à Chatou, département de Seine et Oise, avant demeurant dans le district de Caen, département du Calvados ;
4. Anne Nicole *Lamoignon*, veuve du cy devant marquis de *Senozan*, âgée de soixante seize ans, né à Paris, y demeurant ;
5. Claude Louise Angélique *Bersin*, femme séparée de corps et de biens, depuis huit ans, de *Crussol d'Amboise*, âgée de soixante et quatre ans, cy devant marquise, née a Paris, y demeurant ;
6. Georges *Folloppe*, âgé de soixante quatre ans, officier municipal de la Commune de Paris et pharmacien, né a Écales Alix, près d'Yvetot, demeurant à Paris, rue et porte Honoré ;
7. Denise *Buard*, fille, âgée de cinquante deux ans, vivant de son bien, né a Paris, y demeurant, rue Florentin, n° 674 ;
8. Louis Pierre Marcel *Letellier*, dit *Bullier*, âgé de 21 ans et demi, cy devant employé à l'habillement, né a Paris, y demeurant, rue Florentin, n° 674 ;
9. Charles *Cressy Champmilon*, âgé de trente trois ans, cy devant noble, ayant servi en qualité de sous lieutenant dans le cy devant régiment de vieille marine, natif de Courlon, près Sens, département de l'Yonne, depuis s'annonçant avoir fait le commerce ;
10. Théodore *Hall*, âgé de vingt six ans, manufacturier et négociant, natif de Sens, y demeurant, département de l'Yonne ;
11. Alexandre François *Lomenie*, âgé de trente six ans, né à Marseille, y demeurant, cy devant colonel du régiment des chasseurs, cy devant Champagne, qu'il a quitté en mil sept cent quatre vingt dix, ex comte, domicilié à Brienne, et arrêté a Sens en visite ;

12. Louis Marie Athanase *Lomenie*, âgé de soixante quatre ans, né a Paris, ex ministre de la guerre, et depuis la révolution maire de Brienne ;
13. Antoine Hugues Calixte *Montmorin*, âgé de vingt deux ans, né a Versailles, sous lieutenant dans le cinquieme regiment de chasseurs a cheval, grade dont il a donné sa démission le cinq septembre mil sept cent quatre vingt douze, demeurant a Passy, département de l'Yonne ;
14. Jean Baptiste *Lhoste*, âgé de quarante sept ans, né à Forges, dans le cy devant Clermontois, agent de Serilly, dont il étoit le domestique, demeurant à Paris ;
15. Martial *Lomenie*, ex coadjuteur de l'evêche du département de l'Yonne, âgé de trente ans, né a Marseille, demeurant à Sens, ex noble ;
16. Antoine Jean François *Megret de Serilly*, âgé de quarante huit ans, né a Paris, cy devant trésorier général de la guerre jusqu'en mil sept cent quatre vingt sept, et cultivateur depuis mil sept cent quatre vingt neuf, demeurant à Passy, district de Sens, département (*sic*) ;
17. Antoine Jean Marie *Megret Détigny*, âgé de quarante six ans, né à Paris, cy devant sous aide major des cy devant gardes françaises, qu'il a quitté en mil sept cent quatre vingt sept, ex noble, demeurant a Sens, département de Lyonne ;
18. Charles *Lomenie*, âgé de trente trois ans, né a Marseille, cy devant chevalier de Saint Louis et de Cincinnatus, domiciliée a Brienne, département de Laube ;
19. Françoise Gabrielle *Taneffe*, veuve *Montmorin*, ex ministre des affaires étrangères, née a Chadrin, en Auvergne, département du Puy de Dôme, âgée de cinquante sept ans, demeurante, lors de son arrestation, a Passy, département de Lyonne, chez la nommée Serilly ;
20. Anne Marie Charlotte *Lomenie*, divorcée de l'émigré Canizy, âgée de vingt neuf ans, née a Paris, domiciliée à Sens, département de Lyonne, et a Paris, rue Georges, section du Mont-Blanc, n° 18 ;
21. Marie Anne Catherine *Rosset*, âgée de quarante quatre ans, née a Rochefort, département de la Charente, femme de Charles Christophe Rossel-Cercy, officier de marine émigré, demeurant, lors de son arrestation, a Sens ;
22. Élisabeth Jacqueline *Lhermitte*, femme de Rosset, âgée de soixante cinq ans, née a Paris, demeurant a Sens. Son mari cy devant lieutenant colonel des carabiniers, maréchal de camp, ex noble, émigré ;
23. Louis Claude Lhermitte de Chambertrand, âgé de soixante ans, né a Sens, y demeurant, prêtre et ex chanoine de la cy devant cathedrale de Sens, ex noble ;
24. Anne Marie Louise *Thomas*, f^e *Serilly*, âgée de trente un ans, née a Paris, demeurant a Passy, département de Lyonne ;
25. Et Jean Baptiste *Dubois*, âgé de quarante un ans, né a Merfy,

district de Reims, département de la Marne, domestique d'Étigny, qui demeurait chez sa mère, vieille rue du Temple ;

« Que c'est à la famille des Capets que le peuple français doit tous les maux sous le poids desquels il a gémi pendant tant de siècles.

« C'est au moment où l'excès de l'oppression a forcé le peuple de briser ses chaînes, que toute cette famille s'est réunie pour le plonger dans un esclavage plus cruel encore que celui dont il vouloit sortir. Les crimes de tous genres, les forfaits amoncelés de Capet, de la Messaline Antoinette, des deux frères Capet et d'Élisabeth, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'en retracer ici l'horrible tableau. Ils sont écrits en caracteres de sang dans les annales de la révolution, et les atrocités inouïes exercées par les barbares émigrés ou les sanguinaires satellites des despotes, les meurtres, les incendies, les ravages enfin, ces assassinats inconnus aux monstres les plus féroces, qu'ils commettent sur le territoire français, sont encore commandés par cette détestable famille, et pour livrer de nouveau une grande nation au despotisme et aux fureurs de quelques individus.

« Élisabeth a partagé tous ses crimes : elle a coopéré à toutes les trames, à tous les complots formés par ses infames freres, par la sceleratte et impudique Antoinette, et toute la horde des conspirateurs qui s'étoient reunis autour d'eux ; elle est associée à tous leurs projets ; elle encourage les assassins de la patrie, les complots de juillet mil sept cent quatre vingt neuf, la conjuration du six octobre suivant, dont les Destaing et les Villeroy, et d'autres qui viennent d'être frappés du glaive de la loi, étoient les agents ; enfin toute cette chaîne non interrompue de conspirations, pendant quatre ans entiers, ont été suivis et secondés de tous les moyens qui étoient au pouvoir d'Élisabeth. C'est elle qui, au mois de juin mil sept cent quatre vingt onze, fait passer les diamants, qui étoient une propriété nationale, à l'infame d'Artois, son frere, pour le mettre en état d'exécuter les projets concertés avec lui, et soudoyer des assassins contre la patrie : c'est elle qui entretient avec son autre frere, devenu aujourd'hui l'objet de la derision, du mépris des despotes coalisés chez lesquels il est allé déposer son imbecille et lourde nullité, la correspondance la plus active ; c'est elle qui vouloit, par l'orgueil et le dedain le plus insultant, avilir et humilier les hommes libres qui consacroient leur temps à garder leur tyran ; c'est elle enfin qui prodiguoit des soins aux assassins envoyés aux Champs elisées par le despote provoquer les braves Marseillois, et pansoit les blessures qu'ils avoient reçues dans leur fuite précipitée.

« Élisabeth avoit medité avec Capet et Antoinette le massacre des citoyens de Paris dans l'immortelle journée du dix aoust. Elle veilloit dans l'espoir d'être témoin de ce carnage nocturne. Elle aidait la barbare Antoinette à mordre des balles, et encourageoit par ses discours des jeunes personnes que des prêtres fanatiques avoient conduites au chateau pour cette horrible occupation. Enfin, trompée dans l'espoir que toute cette horde de conspirateurs avoit que tous

les citoyens se presenteroient pendant la nuit pour renverser la tyrannie, elle fuit au jour avec le tyran et sa femme, et va attendre dans le temple de la souveraineté nationale que la horde d'esclaves soudoyés et dévoués aux forfaits de cette cour parricide aye noyé dans le sang des citoyens la liberté, et lui aye fourni les moyens d'égorger ensuite ces représentants, au milieu desquels ils avoient été chercher un asile.

« Enfin on l'a vu, depuis le supplice mérité du plus coupable des tyrans qui ait déshonoré la nature humaine, provoquer le rétablissement de la tyrannie en prodiguant avec Antoinette au fils de Capet les hommages de la royauté et les prétendus honneurs du throne. »

En vérité, on se demande si on l'on rêve quand on lit ce libelle de Fouquier, où les arguments sont des sophismes, où les épithètes sont des injures, où les faits relatés sont des mensonges. Mais on se souvient que si un tel accusateur pouvait les imaginer, et si un tel tribunal était digne de les entendre, Madame Élisabeth était aussi capable de les pardonner.

Le président fait les questions suivantes à Madame Élisabeth :

D. Où étiez-vous dans les journées des 12, 13 et 14 juillet 1789, c'est-à-dire aux époques des premiers complots de la cour contre le peuple ?

R. J'étois dans le sein de ma famille. Je n'ai connu aucun des complots dont vous me parlez ; ce sont des événements que j'étois loin de prévoir et de seconder.

D. Lors de la fuite du tyran, votre frère, à Varennes, n'avez-vous pas accompagné ?

R. Tout m'ordonnoit de suivre mon frère, et je m'en suis fait un devoir dans cette occasion comme dans toute autre.

D. N'avez-vous pas figuré dans l'orgie infâme et scandaleuse des gardes du corps, et n'avez-vous pas fait le tour de la table avec Marie-Antoinette pour faire répéter à chacun des convives le serment affreux d'exterminer les patriotes pour étouffer la liberté dans sa naissance et rétablir le trône chancelant ?

R. J'ignore absolument si l'orgie dont il s'agit a eu lieu, mais je déclare n'en avoir été aucunement instruite.

D. Vous ne dites pas la vérité, et votre dénégation ne peut vous être d'aucune utilité, lorsqu'elle est démentie d'une part par la notoriété publique, et de l'autre par la vraisemblance qui persuade à tout homme sensé qu'une femme aussi intimement liée que vous l'étiez avec Marie-Antoinette, et par les liens du sang et par ceux de l'amitié la plus étroite, n'a pu se dispenser de partager ses machinations, d'en avoir eu communication et de les avoir favorisées de tout son pouvoir ; vous avez nécessairement, d'accord avec la femme du tyran, provoqué le serment abominable prêté par les satellites de la cour, d'assassiner et anéantir la liberté dans son

principe; vous avez également provoqué les outrages sanglants faits au signe précieux de la liberté, la cocarde tricolore, en la faisant fouler aux pieds par tous vos complices? ..

R. J'ai déjà déclaré que tous ces faits m'étoient étrangers, je n'y dois point d'autre réponse.

D. Où étiez-vous dans la journée du 10 août 1792?

R. J'étois au château, ma résidence ordinaire et naturelle depuis quelque temps.

D. N'avez-vous pas passé la nuit du 9 au 10 août dans la chambre de votre frère, et n'avez-vous pas eu avec lui des conférences secrètes qui vous ont expliqué le but, le motif de tous les mouvements et préparatifs qui se faisoient sous vos yeux?

R. J'ai passé chez mon frère la nuit dont vous me parlez; jamais je ne l'ai quitté; il avoit beaucoup de confiance en moi, et cependant je n'ai rien remarqué dans sa conduite ni dans ses discours qui pût m'annoncer ce qui s'est passé depuis.

D. Mais votre réponse blesse à la fois la vérité et la vraisemblance, et une femme comme vous, qui a manifesté dans tout le cours de la révolution une opposition aussi frappante au nouvel ordre de choses, ne peut être crue lorsqu'elle veut faire croire qu'elle ignore la cause des rassemblements de toute espèce qui se faisoient au château la veille du 10 août. Voudriez-vous nous dire ce qui vous a empêchée de vous coucher la nuit du 9 au 10 août?

R. Je ne me suis pas couchée parce que les corps constitués étoient venus faire part à mon frère de l'agitation, de la fermentation des habitants de Paris, et des dangers qui pouvoient en résulter.

D. Vous dissimulez en vain, surtout d'après les différents aveux de la femme Capet, qui vous a désignée comme ayant assisté à l'orgie des gardes du corps, comme l'ayant soutenue dans ses craintes et ses alarmes du 10 août sur les jours de Capet et de tout ce qui pouvoit l'intéresser. Mais ce que vous nieriez infructueusement, c'est la part active que vous avez prise à l'action qui s'est engagée entre les patriotes et les satellites de la tyrannie; c'est votre zèle et votre ardeur à servir les ennemis du peuple, à leur fournir des balles que vous preniez la peine de mâcher, comme devant être dirigées contre les patriotes, comme destinées à les moissonner. Ce sont les vœux bien publics que vous faisiez pour que la victoire demeurât au pouvoir des partisans de votre frère, les encouragements en tout genre que vous donniez aux assassins de la patrie: que répondez-vous à ces derniers faits?

R. Tous ces faits qui me sont imputés sont autant d'indignités dont je suis bien loin de m'être souillée.

D. Lors du voyage de Varennes, n'avez-vous pas fait précéder l'évasion honteuse du tyran de la soustraction des diamants dits de la couronne, appartenant alors à la nation, et ne les avez-vous pas envoyés à d'Artois?

R. Ces diamants n'ont pas été envoyés à d'Artois; je me suis bornée à les déposer entre les mains d'une personne de confiance.

D. Voudriez-vous désigner le dépositaire de ces diamants, nous le nommer?

R. M. de Choiseul est celui que j'avois choisi pour recevoir ce dépôt.

D. Que sont devenus les diamants que vous dites avoir confiés à Choiseul?

R. J'ignore absolument quel a pu être le sort de ces diamants, n'ayant pas eu l'occasion de voir M. de Choiseul; je n'en ai point eu d'inquiétude et je ne m'en suis nullement occupée.

D. Vous ne cessez d'en imposer sur toutes les interpellations qui vous sont faites, et singulièrement sur le fait des diamants; car un procès-verbal du 12 septembre 1792, bien rédigé en connoissance de cause par les représentants du peuple lors de l'affaire relative au vol de ces diamants, constate d'une manière sans réplique que ces diamants ont été envoyés à d'Artois. N'avez-vous pas entretenu des correspondances avec votre frère, le ci-devant Monsieur?

R. Je ne me rappelle pas d'en avoir entretenu, surtout depuis qu'elles sont prohibées.

D. N'avez-vous pas donné des soins en pansant vous-même les blessures des assassins envoyés aux Champs-Élysées par votre frère contre les braves Marseillois?

R. Je n'ai jamais su que mon frère eût envoyé des assassins contre qui que ce soit; s'il m'est arrivé de donner des secours à quelques blessés, l'humanité seule a pu me conduire dans le pansement de leurs blessures; je n'ai point eu besoin de m'informer de la cause de leurs maux pour m'occuper de leur soulagement; je ne m'en fais pas un mérite, et je ne m'imagine pas que l'on puisse m'en faire un crime!

D. Il est difficile d'accorder ces sentiments d'humanité dont vous vous parez avec cette joie cruelle que vous avez montrée en voyant couler des flots de sang dans la journée du 10 août. Tout nous autorise à croire que vous n'êtes humaine que pour les assassins du peuple, et que vous avez toute la férocité des animaux les plus sanguinaires pour les défenseurs de la liberté; loin de secourir ces derniers, vous provoquiez leur massacre par vos applaudissements; loin de désarmer les meurtriers du peuple, vous leur prodiguez à pleines mains les instruments de la mort à l'aide desquels vous vous flattez, vous et vos complices, de rétablir le despotisme et la tyrannie. Voilà l'humanité des dominateurs des nations, qui de tout temps ont sacrifié des millions d'hommes à leurs caprices, à leur ambition et à leur cupidité! L'accusée Elisabeth, dont le plan de défense est de nier tout ce qui est à sa charge, aura-t-elle la bonne foi de convenir qu'elle a bercé le petit Capet dans l'espoir de succéder au trône de son père, et qu'elle a ainsi provoqué la royauté?

R. Je causois familièrement avec cet infortuné, qui m'étoit cher à plus d'un titre, et je lui administrais en conséquence les consolations qui me paroissent capables de le dédommager de la perte de ceux qui lui avoient donné le jour.

D. C'est convenir en d'autres termes que vous nourrissiez le petit Capet des projets de vengeance que vous et les vôtres n'avez cessé

de former contre la liberté, et que vous vous flattiez de relever les débris d'un trône brisé en l'inondant du sang des patriotes !

Le président procède ensuite à l'interrogatoire des autres accusés, interrogatoire qui se borne à quelques questions insignifiantes. Le *Moniteur*, et après lui les historiens, ne font aucune mention des paroles du défenseur de Madame Élisabeth ; et ce silence semblerait annoncer que Madame Élisabeth ne fut pas défendue. Cependant si le débat fut rapide, si tout rapport entre l'accusé et son défenseur a été matériellement interdit, il est notoire que Chauveau-Lagarde se leva après l'interrogatoire, et fit entendre une courte plaidoirie, dont il nous a donné lui-même la substance :

« Je fis observer, dit-il, qu'il n'y avoit au procès qu'un protocole banal d'accusation, sans pièces, sans interrogatoire, sans témoins, et que par conséquent, là où il n'existoit aucun élément légal de conviction, il ne sauroit y avoir de conviction légale.

« J'ajoutai qu'on ne pouvoit donc opposer à l'auguste accusée que ses réponses aux questions qu'on venoit de lui faire, puisque c'étoit dans ces réponses elles seules que tous les débats consistoient ; mais que ces réponses elles-mêmes, loin de la condamner, devoient au contraire l'honorer à tous les yeux, puisqu'elles ne prouvoient rien autre chose que la bonté de son cœur et l'héroïsme de son amitié.

« Puis, après avoir développé ces premières idées, je finis en disant qu'au lieu d'une défense je n'aurois plus à présenter pour Madame Élisabeth que son apologie ; mais que dans l'impuissance où j'étois d'en trouver une qui fût digne d'elle, il ne me restoit plus qu'une seule observation à faire : c'est que la Princesse qui avoit été à la cour de France le plus parfait modèle de toutes les vertus ne pouvoit pas être l'ennemi des François.

« Il est impossible de peindre la fureur avec laquelle Dumas m'a-postrophia, en me reprochant d'avoir eu l'audace de parler de ce qu'il appelloit *les prétendues vertus de l'accusée, et d'avoir ainsi corrompu la morale publique*. Il fut aisé de s'apercevoir que Madame Élisabeth, qui jusqu'alors étoit restée calme et comme insensible à ses propres dangers, fut émue de ceux auxquels je venois de m'exposer. »

Après que l'accusateur public et les défenseurs ont été entendus, le président déclare les débats fermés ; il fait le résumé du procès, je dois dire des différents procès, car il y en avoit autant que d'accusés ; puis il remet au président du jury l'écrit suivant, servant de préambule à une question qui est uniformément la même pour chacun des accusés :

« Il a existé des complots et conspirations formés par Capet, sa

femme, sa famille, ses agents et ses complices, par suite desquels des provocations à la guerre extérieure de la part des tyrans coalisés, à la guerre civile dans l'intérieur, ont été formées, des secours en hommes et en argent ont été fournis aux ennemis, des troupes ont été rassemblées, des dispositions ont été faites, des chefs nommés pour assassiner le peuple, anéantir la liberté et rétablir le des-potisme.

« Anne-Élisabeth Capet est-elle complice de ces complots ? »

Les jurés, après quelques minutes de délibération, rentrent à la salle d'audience, et donnent une déclaration affirmative contre Madame Élisabeth et les autres accusés :

« Vu par le tribunal révolutionnaire l'acte d'accusation dressé par l'accusateur public près icelui,

- * 1. Contre Élisabeth Capet, sœur de Louis Capet, dernier tyran des François, née à Paris, y demeurant ;
- * 2. Anne Duwaes, veuve de l'Aigle, ci-devant marquise, âgée de cinquante-cinq ans, née à Keisnith, en Allemagne, demeurant à la montagne du Bon-Air, ci-devant Saint-Germain en Laye, département de Seine-et-Oise ;
- * 3. Louis-Bernardin Leneuf Sourdeval, etc.....

[Suit la liste des 25 accusés précédemment donnée.]

et dont la teneur suit :

« Antoine-Quentin Fouquier, accusateur public, etc., expose, etc.

[Répétition de l'acte d'accusation.]

« L'ordonnance de prise de corps rendue par le tribunal ledit jour contre Élisabeth Capet, Anne Duwaes, veuve de l'Aigle, Louis-Bernardin Leneuf Sourdeval, etc.....

[Suit la liste des 25 accusés.]

« Le procès-verbal d'écrou et remise de leurs personnes en la maison de justice de la Conciergerie, aussi du même jour ; et la déclaration du juré du jugement faite individuellement et à haute et intelligible voix en l'audience publique du tribunal, portant « qu'il « a existé des complots et conspirations formés par Capet, etc. »

[Ici répétition de l'ordonnance de prise de corps rendue par le tribunal.]

« Qu'il est constant que

« Élisabeth Capet, Anne Duwaes, veuve de l'Aigle : Louis-Bernardin Leneuf Sourdeval, etc.,

[Liste des 25.]

« sont convaincus d'être complices de ces complots ;

« Le tribunal, après avoir entendu l'accusateur public sur l'application de la loi, condamne Élisabeth Capet, Anne Duwaes, veuve de l'Aigle ; Louis-Bernardin Leneuf Sourdeval, Anne-Nicole Lamoignon, veuve Sénozan ; Claude-Louise-Angélique Bersin, femme Crussol d'Amboise ; Georges Foloppe, Denise Buard, Louis-Pierre-Marcel Letellier, dit Bullier ; Charles Cressy-Champmilon, Théodore Hall, Alexandre-François Loménie, Louis-Marie-Athanase Loménie, Antoine-Hugues-Calixte Montmorin, Jean-Baptiste l'Hoste, Martial Lo-

ménie, Antoine-Jean-François Mégret-Sérilly, Antoine-Jean-Marie Mégret-d'Étigny, Charles Loménie, Françoise-Gabrielle Taneff, veuve Montmorin; Anne-Marie-Charlotte Loménie, femme divorcée de l'émigré Canilly; Marie-Anne-Catherine Rosset, femme Rosset-Cercy; Elisabeth-Jacqueline l'Hermite, femme Rosset; Louis-Claude l'Hermite-Chambertrand; Anne-Marie-Louise Thomas, femme Mégret-Sérilly, et Jean-Baptiste Dubois, A LA PEINE DE MORT, conformément à l'article quatre de la première section du titre premier de la deuxième partie du Code pénal, dont a été fait lecture, et lequel est ainsi conçu : « Toute manœuvre, toute intelligence avec les ennemis de la France tendant soit à faciliter leur entrée dans les dépendances de l'empire françois, soit à leur livrer des villes, forteresses, ports, vaisseaux, magasins ou arsenaux appartenant à la France, soit à leur fournir des secours en soldats, argent, vivres ou munitions, soit à favoriser d'une manière quelconque le progrès de leurs armes sur le territoire françois ou contre nos forces de terre ou de mer, soit à ébranler la fidélité des officiers, soldats et des autres citoyens envers la nation françoise, seront punis de mort, » et encore en conformité de l'article deux de la seconde section du titre premier de la seconde partie du Code pénal, dont a été pareillement fait lecture, et lequel est ainsi conçu : « Toutes conspirations et complots tendant à troubler l'État par une guerre civile en armant les citoyens les uns contre les autres ou contre l'exercice de l'autorité légitime, seront punis de mort ; »

« Déclare les biens desdits Elisabeth Capet, veuve de l'Aigle, Le-neuf Sourdeval, etc.,

[Suit la liste.]

« acquis à la République. En conséquence de l'article deux du titre deux de la loi du dix mars mil sept cent quatre-vingt-treize (vieux style), dont a été aussi fait lecture, et lequel est ainsi conçu : « Les biens de ceux qui seront condamnés à la peine de mort seront acquis à la République, sauf à pourvoir à la subsistance des veuves, enfants, s'ils n'ont pas de biens d'ailleurs, »

« Ordonne qu'à la diligence de l'accusateur public le présent jugement sera exécuté dans les vingt-quatre heures sur la place de la Révolution de cette ville, et qu'il sera imprimé, lu, publié et affiché dans toute l'étendue de la République.

« Fait et prononcé en l'audience publique du tribunal le vingt-et-unième jour de floréal, l'an deuxième de la République françoise une et indivisible, par les citoyens René-François Dumas, président; Gabriel Deliége et Antoine-Marie Maire, juges, qui ont signé le présent jugement avec le greffier.

« DUMAS.

A.-M. MAIRE.

« DELIÈGE.

« C. LEGRIS,

« comm. greffier. »

En conséquence, ils sont tous condamnés à mort. Comme nos lecteurs ont pu le remarquer, les noms de dix femmes figu-

raient dans l'acte d'accusation. Une d'elles, quoique enceinte, avait refusé de se soustraire, par sa déclaration, au sort commun. Madame Élisabeth fait avertir les juges, et la sauve.

IV.

Les mots de *peine de mort* et d'*exécution dans les vingt-quatre heures* avaient produit un léger mouvement sur les bancs où sont assis les accusés. Mais ces mots, Madame Élisabeth les a entendus sans changer de visage. Oublieuse d'elle-même, sa pensée, qui est toute en Dieu, se reporte sur ceux qu'on a associés à sa condamnation, et avec lesquels elle est ramenée pour quelques instants à la Conciergerie.

Au moment où elle sortait du tribunal, Fouquier dit au président : « Il faut avouer cependant qu'elle n'a pas poussé une « plainte. — De quoi se plaindrait-elle donc, Élisabeth de « France ? » répondit Dumas avec une gaieté ironique. Ne « lui avons-nous pas formé aujourd'hui une cour d'aristocrates « digne d'elle ? Et rien ne l'empêchera de se croire encore dans « les salons de Versailles quand elle va se voir, au pied de la « sainte guillotine, entourée de toute cette fidèle noblesse². »

Ces vingt-quatre personnes marquées pour l'échafaud défilant lentement sous de longues voûtes au milieu des spectateurs, qui, pour les voir passer, se rangent en haie avec une inconcevable avidité, sont conduites dans la salle, des condamnés à mort pour y attendre le bourreau. Cette salle, longue, étroite, obscure, n'est séparée du greffe que par une porte et une cloison vitrées, et n'a pour tout mobilier que des bancs de bois adossés à la muraille.

Réunie à ces infortunés, qu'elle regarde comme autant d'amis qui doivent l'accompagner au Ciel, Madame Élisabeth a bientôt pris au milieu d'eux la place qui lui appartient : elle leur parle avec un calme et une douceur inexprimables ; elle

¹ Cette expression ironique *Élisabeth de France* dans la bouche de Dumas, en rappelant la réponse qu'elle lui a faite elle-même quand il lui a demandé son nom, apporte, ce me semble, une grande force à l'opinion que j'ai émise plus haut.

² Ces détails ont été affirmés par des membres du jury et par des spectateurs présents au jugement ; M. Georges Duval, qui les tenait d'eux, les rapporte dans ses *Souvenirs thermidorien*s.

domine leurs tortures morales par la sérénité de son regard, par la tranquillité de son maintien, par l'ascendant de sa parole. Telle on l'avait vue à Versailles, à Montreuil, au milieu de ses amies dévouées qui faisaient la charme de sa vie, s'oubliant pour ne songer qu'à elles, prenant intérêt à tout ce qui les intéressait, et ne laissant jamais échapper l'occasion de jeter dans leur âme une de ces semences évangéliques que récolte le divin Moissonneur, telle on la retrouve dans ses dernières heures à la Conciergerie, au milieu des victimes qui doivent l'accompagner à l'échafaud, aussi douce, aussi aimable, aussi calme, mais le front déjà rayonnant de l'auréole de son martyre.

Elle excite leur confiance en Celui qui couronne les épreuves supportées avec courage, les sacrifices saintement accomplis. Sous cette parole pénétrante, madame de Senozan, la plus âgée des vingt-cinq victimes, se rassure, et offre à Dieu le peu qui lui reste de vie avec la même facilité que MM. de Montmorin et Bullier, ces deux jeunes gens de vingt ans, font l'abandon des longues perspectives ouvertes devant eux dans le temps. M. de Loménie, ancien ministre de la guerre et maire de Brienne, que n'ont pu sauver les vives réclamations des communes voisines de cette ville, s'indignait avec une sorte d'exaltation, non pas d'être condamné, mais de se voir imputer à crime, par Fouquier, les témoignages d'affection et de gratitude que lui ont conquis les services rendus par lui à son département. Madame Elisabeth s'approche de lui, et lui dit avec douceur : « S'il est « beau de mériter l'estime de ses concitoyens, croyez qu'il est « encore plus beau de mériter la clémence de Dieu. Vous avez « montré à vos compatriotes à faire le bien : vous leur mon- « trez comment on meurt quand on a la conscience en paix¹. »

Madame de Montmorin, dont presque toute la famille a été mise à mort par la révolution, ne peut se faire à l'idée de l'immolation de son fils ; celui-ci la rassure avec le courage et la tendresse du dévouement filial. Le sacrifice exigé semble impossible à cette mère désespérée. « Je veux bien mourir, dit-elle en sanglotant, mais je ne puis le voir mourir. — Vous

¹ Nous devons ces détails au sieur Ferry, garçon de bureau (en 1825) au département des beaux-arts, qui les tenait du sieur Geoffroy, son oncle, gardien (en 1794) de la maison d'arrêt de la Folie-Renaud, lequel se trouvait à cette heure à la Conciergerie, où il venait, selon l'usage, faire le dépôt de la défroque des suppliciés.

« aimez votre fils, lui dit alors Madame Élisabeth, et vous ne
 « voulez pas qu'il vous accompagne! Vous allez trouver les
 « félicités du Ciel, et vous voulez qu'il demeure sur cette terre,
 « où il n'y a aujourd'hui que tourments et douleur! » Sous l'im-
 pression de ces paroles, le cœur de madame de Montmorin
 s'ouvre à un rayon d'extase; ses fibres se détendent, ses
 larmes coulent, et serrant avec transport son enfant dans ses
 bras : « Viens, viens, s'écrie-t-elle, nous monterons ensemble ! »

Les êtres les plus susceptibles de faiblesse dans le cours
 ordinaire de la vie bravent héroïquement la mort quand un
 grand sentiment les anime. La marquise de Crussol d'Amboise
 faisait habituellement coucher deux de ses femmes dans sa
 chambre : une araignée lui faisait peur; l'idée d'un péril,
 même imaginaire, la remplissait d'épouvante. L'exemple de
 Madame Élisabeth la transforme tout à coup : elle est calme
 au tribunal, dans la prison, devant la mort.

L'émotion s'est communiquée à tous les condamnés. Ma-
 dame Élisabeth leur apparaît, à cette heure terrible, illuminée
 du triple reflet du divin Maître; car devant ces cœurs brisés
 qui l'entouraient, elle manifeste la vérité qui éclaire, la dou-
 ceur qui attire, la sainteté qui édifie.

« On n'exige point de nous, dit-elle, comme des anciens
 « martyrs, le sacrifice de nos croyances; on ne nous demande
 « que l'abandon de notre misérable vie; faisons à Dieu ce faible
 « sacrifice avec résignation. » Rien de plus propre à remuer
 profondément les âmes que ce souffle ardent de la foi qui
 domine le sentiment de la douleur. Jamais cette ferme et vivi-
 fiante espérance, dont l'Église a fait une vertu, jamais la charité,
 jamais le courage, n'ont inspiré des paroles plus tendres et
 plus héroïques. Quelle paupière ne se mouillerait au cri de
 cette belle âme qui console et qui relève tant d'âmes déchirées
 ou abattues! Elisabeth ne cherche point à combattre et à ne
 pas mourir, elle ne proteste pas contre l'iniquité des hommes,
 elle n'a pas un mot de regret, encore moins un mot de reproche :

¹ Une sainte fille du nom de *Marguerite*, au service de M. le marquis de Fenouil, et qui avait été jetée à la Conciergerie pour n'avoir point voulu déposer contre son maître, fut témoin de cette scène. Elle connaissait madame de Montmorin, dont son père infirme avait reçu plus d'un bienfait. Ayant appris en 1828 que Marguerite était au service de M. le marquis de la Suze, grand maréchal des logis du Roi, je demandai à la voir, et elle me raconta ces détails, que je suis heureux de consigner ici.

elle va vers Dieu avec confiance ; elle ne veut pas y aller seule, elle entraîne ses compagnons, et leur montre les bras miséricordieux qui leur sont ouverts.

Cette femme angélique rencontrait donc, dans ce dernier moment, un grand sujet de joie : elle avait ranimé des âmes endolories ou inertes ; elle avait fait pénétrer la vigueur de la foi dans les défaillances de la nature. Elle avait fait de cette dernière heure d'agonie l'épreuve préparatoire du sacrifice ; elle avait émoussé l'aiguillon de la mort, et fait poindre à des yeux déjà fermés au monde les lueurs anticipées de la délivrance.

Le dernier appel se fait bientôt entendre. La toilette funèbre s'accomplit. Les portes de la prison s'ouvrent, et les charrettes du bourreau, que Barère appelait *les bières des vivants*, reçoivent les condamnés. Madame Elisabeth se trouve assise sur la même charrette que mesdames de Sénozan et de Crussold d'Amboise, et elle s'entretient avec elles pendant le trajet de la Conciergerie à la place Louis XV. Aux plaintes qui échappent à quelques-uns des condamnés, elle répond par de touchantes exhortations. A la descente du pont Neuf, rapporte un témoin oculaire, le mouchoir blanc qui couvre la tête de la Princesse se détache et tombe aux pieds de l'exécuteur, qui le ramasse. Dès ce moment, Madame Elisabeth, demeurée seule, tête nue, au milieu de ses compagnons d'infortune, attire par cela même tous les regards ; et c'est ainsi que tant de personnes, qui, sans cette circonstance, ne l'eussent peut-être point remarquée, ont pu rendre témoignage du calme et de la sérénité de ses traits. On arrive à la place de la Révolution : Madame descend la première. Le bourreau, comme pour l'aider, lui tend la main. La princesse regarde de côté, et ne s'appuie pas sur cette main qui s'offre à elle. Les victimes avaient trouvé au pied de l'échafaud une banquette sur laquelle on les fit asseoir. On présume que cette attention inaccoutumée était due à un calcul de prudence : le gouvernement révolutionnaire avait craint, a-t-on dit, que la fournée étant considérable, il ne se trouvât quelques patients qu'une trop longue attente devant l'instrument de mort eût fait défaillir. Aucun ne défaillit. Encouragé par la présence et le regard de la sœur de Louis XVI, chaque condamné s'est promis de se lever bravement à l'appel de son nom, et d'accomplir sa tâche avec fermeté. Le premier nom prononcé par l'exé-

cuteur est celui de madame de Crussol. Madame de Crussol se lève aussitôt, va s'incliner devant Madame Elisabeth, et témoignant hautement le respect et l'amour que la princesse lui inspire, elle lui demande la permission de l'embrasser. « Bien volontiers, et de tout mon cœur, » lui dit Madame Elisabeth avec cette expression d'affabilité qui lui était si naturelle ; et la royale victime avançant son visage, lui donne le baiser d'adieu, de supplice et de gloire¹. Toutes les femmes qui suivirent obtinrent le même témoignage d'affection. Elles montèrent ainsi à l'échafaud, sacrées, par cet angélique baiser qui rappelle les actes de martyrs, pour la bienheureuse immortalité. Les hommes s'honorèrent aussi de leur respect pour Madame Elisabeth, en allant, chacun à son tour, courber devant elle la tête qui, une minute après, tombait sous le couperet de la guillotine. Déjà plusieurs têtes étaient tombées, lorsqu'un homme de la lie du peuple, curieux de savoir quelle était la personne qu'on saluait ainsi, parvint à apercevoir sa figure, et reconnut Madame Elisabeth. « On a beau lui faire des salamalecs, dit-il avec une expression cynique, la voilà f..... comme l'Autrichienne. » Cet homme était assez près du banc pour que sa parole y fût entendue. Madame Elisabeth, qui n'avait que de vagues soupçons sur le meurtre de la Reine, bénit le Ciel en apprenant qu'elle avait cessé de souffrir, et qu'elle allait la retrouver au sein de Dieu. Pendant tout le temps que dura le sacrifice, la sainte femme qui semblait y présider, ne cessa de dire le *De profundis*. Celle qui allait mourir priait pour les morts. Elle était réservée à périr la dernière. Les maîtres de la guillotine ne pouvant la tuer qu'une fois, voulurent du moins qu'elle se sentit mourir autant de fois qu'elle verrait de victimes immolées sous ses yeux. Quand la vingt-troisième vint s'incliner devant elle, elle lui dit : « Courage et foi dans la miséricorde de Dieu ! » puis elle se lève elle-même pour se tenir prête à l'appel de l'exécuteur. Elle monte d'un pas ferme les marches de l'échafaud ; ici encore le bourreau lui tend la main ; mais l'attitude de la victime lui fait comprendre qu'elle est assez forte pour y monter sans secours, et, regardant le ciel,

¹ Son mari, A. E. F. G. Crussol d'Amboise, âgé de soixante-sept ans, ex-membre de l'Assemblée constituante, né à Aurillac, département du Cantal, domicilié à Paris, fut condamné à mort comme conspirateur, le 8 thermidor an II (26 juillet 1794), par le tribunal révolutionnaire de Paris.

elle se livre à l'exécuteur. Son fichu tombant à terre au moment où on l'attache à la planche fatale, laisse apercevoir une médaille d'argent représentant une Immaculée Conception de la Vierge, qui était, ainsi qu'une petite clef de portefeuille, attachée à son cou par un menu cordon de soie¹. L'aide du bourreau se mettant en devoir de lui enlever ce signe de piété, elle lui dit : « Au nom de votre mère, monsieur, couvrez-moi. » Ce fut le dernier mot de Madame Elisabeth. Jusqu'alors, à aucune exécution on n'avait remarqué autant d'émotion autour de la guillotine. Il n'y eut pas de cris de *Vive la République!* Chacun s'en alla triste de son côté. Le témoin oculaire dont je tiens ces détails ajouta : « Au moment où j'aperçus la charrette sur laquelle on plaçait les cadavres et les têtes des victimes, je suis partie comme le vent². »

« Toutes les relations et tous les mémoires de ce temps s'accordent à dire qu'à l'instant où Madame Elisabeth reçut le coup mortel, une odeur de rose se répandit sur toute la place Louis XV³. »

¹ Extrait du registre des dépôts au greffe du tribunal révolutionnaire, à la date du 22 floréal.

« Est comparu le citoyen Desmouret, commis de l'exécuteur des Jugemens criminels, lequel a déposé un médaillon en verre à cercles d'or renfermant un crucifix de même métal ;

« Un cachet d'or en trois parties représentant l'un les armes de France et de Navarre de l'ancien régime, l'autre une colombe, et le dernier une tête d'homme ;

« Une chaîne de col en or, à laquelle est attaché un cœur renfermant des cheveux et une petite croix d'or ;

« Une médaille d'argent représentant une immaculée Conception de la ci-devant Vierge, et une petite clef de portefeuille qu'il déclare appartenir à Elisabeth Capet, condamnée à mort, et qu'il a trouvée sur elle en la conduisant au supplice, et a signé avec moi greffier soussigné.

« DESMOREST, WOLFF. »

Cette déclaration du commis de l'exécuteur est précédée (sur le registre des dépôts faits au greffe du tribunal révolutionnaire) de la déclaration faite par le concierge de la maison d'arrêt de la Conciergerie des objets de garde-robe ou autres appartenant à *Élisabeth Capet et à ses complices*.

² Le témoin dont il est ici question est madame Marie Valienne, femme Hervé, puis femme Baudoin, concierge de l'hospice Devillas, rue du Regard.

³ *Mémoires de madame de Gentis*, Paris, Ladvocat, 1825, t. VI, p. 117.

Madame de Gentis ajoute en note : « On voit dans la *Vie des saints* que ce miracle d'une odeur suave se répandant tout à coup est arrivé plus d'une fois au moment de la mort de saints personnages. »

On trouve dans l'ouvrage de Görres, intitulé : *la Mystique divine*, le récit d'une multitude de phénomènes identiques. En voici un extrait :

« Lorsqu'on dit de quelqu'un qu'il est en odeur de sainteté, cette expression n'est pas seulement une figure, mais elle est fondée sur l'expérience. La chambre

A deux pas de la guillotine stationnait une charrette¹, attelée de deux chevaux, et contenant deux grands paniers destinés à recevoir l'un des corps, l'autres les têtes des suppliciés. L'horreur qu'éprouveront ceux qui liront ces détails, je l'éprouve avant eux en les écrivant. Lorsque les bourreaux eurent jeté au panier la vingt-quatrième tête, qui était celle de Madame Elisabeth, ils étendirent son corps, couvert de ses vêtements, sur le monceau de cadavres entassés dans l'autre panier ; il s'ensuivit que ses vêtements étaient à peine ensanglantés, tandis que ceux placés au fond du panier semblaient avoir été baignés dans le sang.

La charrette se met en marche, escortée par la gendarmerie. La foule s'ouvre devant elle. Quelques cris de *Vive la République!* poussés au départ par un reste d'agents de la police municipale, s'éteignent bientôt. Le convoi, marchant lentement, suit les rues des Champs-Élysées, de la Madeleine, de l'Arcade, de la Pologne, Saint-Lazare et du Rocher. Le peuple s'arrête pour le voir passer : de rares fenêtres légèrement

de la bienheureuse Liduine était, au témoignage de Thomas à Kempis, remplie d'un parfum délicieux qu'exhalait sa personne, et qui faisait croire à tous ceux qui entraient qu'elle avait sur elle quelque aromate.

« Lorsque saint Ménard fut assassiné dans sa solitude, il sortit de son cadavre une odeur très-agréable qui se répandit jusque dans la forêt environnante. Le corps de saint Dominique exhalait une odeur semblable, et elle s'attacha pour longtemps aux mains de ceux qui l'avaient enseveli. Après la mort de saint Gandolphe, son corps répandit aussi un doux parfum qui remplit la maison pendant quinze jours. Ce même phénomène se reproduisit chez le frère Robert, de Naples, chez Jeanne de la Croix, chez François de Sainte-Marie et chez François de la Conception, quoique tous fussent morts de maladies qui ont coutume d'être accompagnées de mauvaises odeurs. Il faut que ce parfum de sainteté soit bien pénétrant, puisque les actes de saint Trévère rapportent qu'on le sentait à un mille à la ronde lorsqu'on ouvrit son tombeau. » (*La Mystique divine, naturelle et diabolique*, par GÖRNES, ouvrage traduit de l'allemand par C. Sainte-Foi. Paris, Poussielgue-Rusand, 1854. Tome I, chap. iv, p. 292 et 295.)

¹ Les charrettes qui devaient transporter les condamnés à l'échafaud étaient commandées d'avance en nombre suffisant ; les places des victimes étaient comptées ; ces charrettes arrivaient à la porte de la Conciergerie vers dix heures du matin, midi au plus tard. Plusieurs fois, l'audience de la salle de l'*Égalité* (aujourd'hui la chambre civile de la Cour de cassation) ayant été terminée par la condamnation de cinq ou six accusés seulement, Fouquier fit ajouter au bas de l'ordre pour l'exécuteur, que lui présentait à signer le greffier : « L'exécuteur fera amener six ou sept charrettes, » ce qui annonçait l'espoir que les accusés alors en jugement dans la salle de la *Liberté*, au nombre de trente, plus ou moins, seraient également condamnés. (Note empruntée au livre de M. Berriat Saint-Prix, *la Justice révolutionnaire*.)

entr'ouvertes laissent apercevoir le front de quelques personnes muettes et immobiles, peut-être agenouillées. Le cortège gravit très-lentement la rue du Rocher, et s'arrête un instant (sans doute pour laisser souffler les chevaux) à l'endroit où finit la montée et où cette voie quittait, à cette époque, le nom de rue du Rocher pour prendre celui de rue des Errancis, rue n'existant alors qu'au tracé, et conduisant à la barrière de Monceaux. A cent pas en deçà de cette barrière, le convoi passe entre la seule maison qui s'élevait sur cette route, et un tas de pierres qui lui faisait face à droite, servant naguère de piédestal à un calvaire abattu par la révolution. Il arrive à la barrière, il la franchit; puis, prenant à gauche, il tourne le dos au pavillon de l'octroi, et fait halte devant une porte charretière pratiquée dans le mur d'enceinte de la ville. Cette porte s'ouvre, et la charrette entre dans un enclos qui, depuis deux mois environ, servait de cimetière aux suppliciés du tribunal révolutionnaire. Le cimetière de la Madeleine, doublement peuplé par la faux naturelle de la mort et par le couperet de la guillotine, n'avait plus de terre pour recouvrir les os des trépassés. Il y avait longtemps d'ailleurs que les habitants du quartier s'étaient plaints des miasmes fétides qui s'exhalaient de ce cimetière¹.

Dès que la charrette est entrée dans le nouvel enclos, la porte se referme immédiatement : gendarmes et curieux se

¹ Déjà, à l'époque des grandes chaleurs de l'été précédent, les habitants du quartier de la Madeleine avaient exprimé des plaintes à ce sujet. Un citoyen du quartier du Roule, dans la séance de sa section, le 17 juillet 1793, avait proposé d'adresser à cet égard une réclamation au conseil de la Commune. Les exigences hygiéniques avaient enfin déterminé l'ouverture d'un nouveau cimetière.

« Séance de la section du Roule du 17 juillet 1793. »

« Un membre monte à la tribune, et lit un mémoire signé d'un grand nombre de citoyens, tendant à inviter la Commune à donner un autre emplacement au cimetière de la paroisse de la Madeleine, dont l'odeur cadavéreuse et putréfiante, y est-il dit, devient insupportable aux citoyens qui l'avoisinent, et dangereuse à la ville de Paris.

« La section arrête que cette demande sera transmise à la Commune.

« Séance du 18. »

« A propos de la lecture du procès-verbal, un membre fait observer que l'arrêté pris dans la séance précédente est dangereux, impolitique et capable d'accréditer les bruits faux que les ennemis du bien public font courir en disant que la peste règne dans Paris.

« L'assemblée, considérant qu'il n'est rien que la malveillance n'emploie pour éloigner les bons citoyens de Paris, rapporte son arrêté. »

retirent ; deux charretiers et un commissaire de police accompagnent seuls la voiture.

Ce terrain, qui s'élargissait en s'étendant vers le parc de Monceaux, avec lequel il était contigu, était naguère consacré à la culture : une moitié était encore en plates-bandes, et l'autre conservait la trace de sillons inter-rompus çà et là par des tranchées ouvertes, et dont quelques-unes avaient été remplies dans les jours précédents, ainsi que l'attestait la terre tout récemment remuée et fort mal nivelée en certains endroits, car on était pressé : le triangle de la guillotine allait plus vite que la pioche du fossoyeur. Ce champ de repos avait été inauguré le 4 germinal an II (24 mars 1794), par cette fournée de victimes que Robespierre et Danton, malgré leur antipathie mutuelle, avaient d'un commun accord marquées pour l'échafaud, le jour où ils s'étaient aperçus qu'Hébert et ses partisans cherchaient à élever la puissance de la Commune au-dessus de celle de la Convention.

Danton n'avait pas tardé à rejoindre dans ce lieu les adversaires qu'il y avait envoyés, et son cadavre y avait été apporté avec ceux des quatorze compagnons de mort que Robespierre lui avait donnés.

Huit jours après, une large tranchée y avait reçu encore une bande de vingt et un suppliciés, pour lesquels on avait inventé un nouveau crime, la *conspiration des prisons*, conspiration dans laquelle Chaumette se trouvait être le complice d'Arthur Dillon et de la jeune veuve de Camille Desmoulins : puis neuf jours à peine étaient écoulés, et de la guillotine était arrivée encore en cet enclos une nouvelle colonie funèbre, à la tête de laquelle figurait le vertueux Malesherbes, appuyé sur deux générations de ses enfants.

Et maintenant voici que sous cette terre où sont déjà ensevelis quelques-uns des juges de son frère, la fille des Rois Très-Christiens vient dormir son dernier sommeil avec sa nombreuse escorte de martyrs. Au bord de la fosse, la charrette s'arrête. Cette fosse, d'après les appréciations du fossoyeur, a été creusée sur une largeur de douze à quinze pieds et autant de longueur, à quelques pas du petit mur qui sépare l'enclos du jardin. On procède au déchargement de la voiture sanglante. D'après la déclaration du témoin oculaire que nous venons de citer, le corps de Madame Élisabeth, reconnu par les charretiers à ses

vêtements et à la place qu'il occupait sur le sommet de la charrette, est posé le premier, ou des premiers, sur le bord de la fosse, où il est aussitôt mis à nu, car les barbares de ce temps-là ne respectaient ni la vie ni la mort.

Tous les corps sont successivement dépouillés de leurs habits avant d'être précipités dans la fosse. Un registre est tenu de ces effets divers, qui doivent être ensuite remis à l'Hôtel-Dieu. De temps à autre les fossoyeurs descendent dans la fosse pour ranger les cadavres, afin qu'ils n'y soient pas trop entassés : ils placent alternativement un corps, le tronc du côté du mur, et un autre, le tronc vers le milieu de la fosse ; il y avait par conséquent, dans sa largeur, deux rangs de corps par couche horizontale. Afin de ménager l'emplacement, on étend sur ce premier rang horizontal d'autres couches de cadavres, placés comme les premiers, c'est-à-dire le haut du corps et les pieds en sens opposés ; chaque couche de corps est recouverte d'environ six pouces de terre, et les fosses sont recouvertes d'environ trois pieds de terre dans la partie supérieure. Le corps de Madame Elisabeth, toujours d'après le témoignage du fossoyeur, doit être couché sur le ventre, dans le fond de la fosse, du côté le plus rapproché du mur.

Les têtes ayant été placées indistinctement dans les vides, le fossoyeur n'a pu indiquer où pouvait être enfouie celle de Madame Elisabeth. Nous publierons prochainement la correspondance à laquelle ont donné lieu les recherches qui ont été faites en 1817, pour retrouver les dépouilles de Madame Elisabeth : ces pièces administratives peuvent seules donner une idée des horribles détails d'une telle inhumation.

A. DE BEAUCHESNE.

ENCORE

UN MOT SUR GALILÉE

A PROPOS DU LIVRE DE M. TH. HENRI MARTIN.

M. Th. Henri Martin a publié récemment un livre intitulé *Galilée, les droits de la science et la méthode des sciences physiques*¹. Cet ouvrage, fruit de patientes et consciencieuses recherches, écrit avec une pensée élevée, est fort digne d'attention. Dans une première partie, le savant doyen de la Faculté de Rennes raconte la vie, les découvertes, les travaux, le procès et la condamnation de Galilée ; il discute longuement chaque point en litige, et conclut toujours en faveur de l'illustre Florentin, qu'il s'agisse de lui attribuer l'antériorité d'une découverte ou de marquer l'attitude prise par lui dans le procès qui, depuis plus de deux siècles, émeut l'opinion. Dans une seconde partie, M. Th. H. Martin se livre à l'examen philosophique des œuvres principales de Galilée, et revendique pour lui la gloire d'avoir été le principal auteur de la vraie méthode des sciences physiques.

Le sujet traité dans la seconde partie de l'ouvrage sort du cadre de cette *Revue* ; mais nous devons revenir sur les questions relatives au procès de Galilée, bien qu'elles aient été ici même examinées longuement, car notre travail a été l'objet, soit dans le cours de l'ouvrage, soit dans une notice bibliographique qui le termine, de critiques fort vives de la part de M. Th. H. Martin.

¹ Paris, Didier, 1868. 1 vol. in-12.

« Les intérêts de l'histoire, ceux des sciences et ceux de la religion, dit-il, paraissent demander qu'*enfin*, sur Galilée, la vérité soit dite tout entière (p. III). » M. Th. H. Martin semble croire que personne avant lui n'avait dit la vérité, ni bien compris la question. Selon lui, la religion avait rencontré « les faussetés par lesquelles trop souvent on l'attaque, et les faussetés par lesquelles on croit quelquefois la défendre (p. 4). » M. Th. H. Martin blâme beaucoup ces dernières, et avec raison ; il accuse les écrivains ses devanciers d'être « les copistes obstinés de mensonges contraires aux faits (p. 273). » Il reproche aux « catholiques de se montrer plus ardents que réfléchis, plus ardents qu'éclairés. » Il les dénonce comme des « adversaires ardents et injustes de Galilée, » qui « s'extasiaient sur la prudente sévérité des congrégations romaines ¹, » et vont à des « extrémités devant lesquelles on ne recule pas pour justifier à tout prix ce qui est injustifiable ; » il s'élève hautement contre « les mensonges de certains défenseurs officiels des juges de Galilée, » qui « compromettent la cause de l'Église » et croient de bonne foi servir le catholicisme en décriant sans raison un illustre savant catholique ; » il les prévient qu'ils se sont donné là « une tâche bien ingrate, » car ils ont à craindre trois choses redoutables : les documents qui réfutent leurs assertions, la science qui donne raison à Galilée, et « le ridicule auquel ils s'exposent par leur entêtement ; » enfin il les avertit charitablement que leurs « violences compromettantes font le bonheur et contribuent au succès des ennemis de la religion ². » Ces expressions sont vives, quelques-unes sont même blessantes. M. Th. H. Martin nous avait habitués à trouver dans ses jugements plus de mesure, et dans son ton plus de modération et de courtoisie. Il poursuit ainsi en toute occasion ce que nous pourrions appeler son *réquisitoire* contre « les assertions fausses des détracteurs de la conduite de Galilée, depuis les plus violents jusqu'aux plus modérés ³. » Au nombre des plus violents, il place M. le comte de Falloux, le P. de Gabriac, M. Madden, etc. Violent aussi est M. Ward, le grave rédacteur de la *Dublin Review*, dont M. Th. H. Martin avoue cependant ne

¹ Pages 153, 201, 271, 384. L'auteur nomme MM. de Falloux, Ward, Vaisson, le P. de Gabriac, etc. Je suis cité après ces messieurs.

² Pages 169, 271, 272, 273, 276.

³ Page 402.

connaître que les cinq lignes transcrites dans notre travail ¹. Violent surtout est Mgr Mar. Marini, qui « a fait preuve de dissimulation, pour ne rien dire de plus (p. 407), » dans un ouvrage que l'auteur avoue n'avoir pas lu davantage et ne connaître que par des citations ! Je suis rangé dans la seconde catégorie des détracteurs de Galilée, avec Joseph de Maistre, M. de Reumont, M. Valson, le respectable M. Biot, etc., et, par conséquent, en assez bonne compagnie. Mais si je reçois ici avec ces écrivains une note relativement favorable, je suis classé ailleurs parmi ceux qui soutiennent des « partis violents. » Je suis un « apologiste des juges de Galilée, » et je commets « d'étonnantes erreurs d'appréciation ², » car, entre autres choses, j'aurais soutenu que « l'erreur des juges était inévitable, que la condamnation était une mesure prudente et nécessaire, » que la prudence ordonnait aux papes de condamner ³. » Assertions qui jamais ne sont sorties de ma bouche et sont loin de ma pensée, car j'ai dit au contraire expressément que « le tribunal a manqué de prudence ⁴. » Mais laissons, car M. Th. H. Martin, estimant sans doute que « ces violences compromettantes » pourraient alarmer ma conscience, a la bonté de me rassurer en me prévenant que « la sagesse romaine n'est pas tentée de marcher à la suite de certains théologiens laïques trop semblables aux péripatéticiens du XVII^e siècle ⁵. »

A entendre ces reproches de violences, d'erreurs, de fausse-

¹ Pages 402 et 413. Sir Peter Cooper est rangé aussi parmi les plus violents détracteurs de la conduite de Galilée (p. 402), et M. Martin dit qu'il n'a pas pu se procurer son article ! Il le juge (p. 404) sur une citation faite par M. Madden, et un livre publié à Londres.

² Pages 402, 273, 396, 416.

³ Pages 417 et 272.

⁴ *Revue des Questions historiques*, t. III (livraison de juillet 1867), p. 144 : tirage à part, page 31.

⁵ Page 417. M. Martin me reproche aussi des *erreurs de fait* : « M. de l'Épinois s' imagine que Galilée n'ait la rotation du soleil ! Galilée qui l'a prouvée le premier ! puis il affirme que Galilée vécut à Florence depuis 1638 jusqu'à sa mort (p. 416). » Quel que soin que l'on prenne, il peut toujours échapper des erreurs, mais l'essentiel est qu'elles ne portent pas sur le fond même du sujet. Effectivement, Galilée passa le reste de sa vie, non à Florence, mais à Arcetri, à 3 ou 4 kilomètres de Florence, où nous avons vu l'inscription qui rappelle le lieu de sa mort. Quant à l'autre erreur signalée comme exemple, je ne croyais pas et je ne crois pas encore avoir jamais eu tant d'*imagination*.

tés, de mensonges, on pourrait croire qu'il y a des abîmes entre les appréciations de M. Th. H. Martin et les miennes. Il n'en est rien. Sur tous les points principaux de la question, je pense exactement comme M. Martin, je souscris aux principes qu'il pose, j'applaudis aux maximes qu'il développe. Qu'est-ce à dire? Esprit éminemment philosophique, habitué à planer dans les régions de l'idée pure, M. Martin me semble avoir surtout considéré les faits par rapport aux principes qui dominent la matière, tandis que moi, humble annaliste, écrivant dans une revue historique, me trouvant en présence de faits regrettables, j'ai voulu avant tout m'expliquer leur raison d'être et les causes qui les avaient produits. M. Th. H. Martin dit : les congrégations ne devaient pas rendre d'arrêt, car elles décidaient ainsi une question scientifique, et saint Augustin, saint Thomas, le Concile de Trente l'ont défendu. Sans affirmer si haut ce que je savais très-bien, et ce qui est hors de contestation, à savoir qu'une congrégation ecclésiastique n'a pas mission de définir une vérité mathématique, je me suis demandé ce qui avait pu motiver la conduite de ces congrégations, et par quelles circonstances un système astronomique longtemps toléré, accepté à Rome par les cardinaux et les papes, avait été soudain mis en suspicion, poursuivi, et finalement condamné. J'ai fait voir les passions les plus vives agissant, que l'on s'en rendit compte ou non, sous le couvert des meilleures intentions ; j'ai montré comment des hommes pieux, instruits, sincères, avaient pu se laisser prendre aux dehors et comment les passions surexcitées avaient fini par tout conduire. Je me suis borné à raconter les faits ¹, et à faire voir comment l'apparence d'un désaccord entre la science et la foi avait pu se produire.

M. Th. H. Martin ne produit aucun texte nouveau, mais il connaît tous ceux qui ont été imprimés ; son livre présente un travail d'ensemble très-bien fait sur la vie entière de Galilée, et spécialement sur les deux époques les plus agitées (1614 et 1633). M. Martin prouve parfaitement que les décisions de la Congrégation de l'Index, et plus tard celles de l'Inquisition, n'engagent en rien l'Église et son infaillibilité, qu'il est donc

¹ M. Martin veut bien reconnaître quelque part que j'ai « mis en lumière, avec impartialité, beaucoup de faits jusqu'alors obscurs ou même inconnus » (p. 416).

contraire à toute justice d'accuser l'Église de l'erreur ou des fautes de quelques individus. Mais enfin la faute a été faite, l'erreur a été commise. Par quelle cause ? parce que le système de Copernic, soutenu par Galilée avec beaucoup de chaleur, ayant choqué les idées péripatéticiennes alors toutes puissantes, il s'éleva contre l'illustre professeur une tempête terrible. Les péripatéticiens, furieux, n'eussent jamais pu se venger des coups qu'on leur portait, s'ils n'avaient eu la pensée funeste d'associer leur cause à celle de l'Écriture sainte ; s'ils n'avaient cru et s'ils n'étaient parvenus à foire croire que les enseignements d'Aristote et ceux de la Bible étaient inséparables, et qu'un système qui bouleversait la philosophie d'Aristote était par cela même contraire aux paroles de l'Écriture sainte. À première vue il paraissait en être ainsi, car, pour concilier le système de Copernic avec le texte sacré, il fallait changer le sens littéral des expressions ; or ce changement effrayait beaucoup de catholiques ; ils se souvenaient que les protestants étaient tombés dans de graves erreurs précisément pour avoir modifié le sens des mots ; persuadés d'ailleurs de la vérité de l'ancien système, ils ne virent d'autre moyen de sauver l'autorité de l'Écriture que de proscrire la théorie nouvelle. Assurément les congrégations romaines auraient fort bien pu agir autrement, et M. Martin passe en revue les différents partis qui se présentaient à elles ; mais pour en choisir un bon, il n'aurait pas fallu être sous le joug des idées péripatéticiennes, et pour n'être pas sous le joug, il aurait fallu changer la direction donnée depuis trois siècles aux études philosophiques et les habitudes produites par cette direction. Combattue déjà au xii^e siècle par quelques docteurs, elle était regardée au xvi^e, en face du protestantisme triomphant, par Melchior Cano, Maldonat et tant d'autres, comme une cause de déplorable faiblesse. On le vit en cette occasion, et ce qui se passa justifia toutes les alarmes de ces vigoureux champions de la foi.

Lorsqu'on connaît la situation des esprits au commencement du xvii^e siècle, on peut expliquer (sans la justifier) la conduite des cardinaux et il paraît naturel (mais non *inévitabile*), qu'on ait agi comme on a agi. Plusieurs cardinaux, comprenant que l'exposé d'un système scientifique ne devait pas être un danger pour l'Église, parce que deux vérités, bien que d'un ordre différent, ne peuvent être opposées l'une à l'autre, cherchèrent

un biais, et admirent l'exposition du système comme une hypothèse, non comme une vérité absolue, afin d'éviter les conséquences de ce dernier enseignement. Mais ce moyen terme ne satisfait point les aristotéliens, qui forcèrent la Congrégation à le rejeter, et à déclarer la fausseté du système. Le décret eut donc la formule d'une décision scientifique ; mais les considérants du décret, mais les motifs de la poursuite s'appuyèrent sur la philosophie ou la théologie. La lettre écrite par le P. Lorini pour dénoncer l'écrit de Galilée indique les griefs : *Vogliono esporre la S. Scrittura a lor modo e contro la comune esposizione de' SS. Padri, e difendere opinione apparente in tutto contraria alla S. Scrittura*. Si le P. Lorini voyait là un danger, il pouvait le signaler, car tout fidèle a le droit de demander un conseil à ses supérieurs, et le devoir d'indiquer un péril. En tout cas, une fois la question ainsi posée devant la Congrégation, celle-ci était compétente pour en connaître. Elle pouvait, ou rendre ce que j'appellerai une ordonnance de non-lieu, ou dicter un arrêt ; or, je le répète, en m'appuyant sur tous les témoignages historiques, il faudrait bien mal connaître quel était alors l'état des esprits, pour penser qu'un tribunal pût facilement se soustraire à la pression exercée sur lui par une opinion ennemie. Le P. Caccini, mis en présence du commissaire de l'Inquisition, attaqua également les propositions du système astronomique comme contraires à l'Écriture : *repugnano alle divine Scritture esposte da SS. Padri, et conseguentemente repugnano alla fede*. Les théologiens consultants furent du même avis : *contradicit expresse sententiis S. Scripturæ in multis locis*. Enfin les cardinaux rendent leur arrêt, *ne in perniciem catholicæ veritatis serpat*. Voilà la raison du décret. On ne rejette l'opinion scientifique, dont la vérité n'est pas encore prouvée, que parce que la vérité catholique semble menacée. Les cardinaux ont tort d'avoir cette persuasion, soit ; la religion ne court aucun danger, le système ne répugne nullement à la foi, c'est évident ; mais tel est le motif qui fait agir ¹. Donc, pour que la Congrégation ne rendit pas son arrêt, il eût fallu

¹ Lorsque M. Martin dit : « Suivant d'autres critiques (et je suis cité), c'était surtout pour la foi catholique que le système de Copernic *était* dangereux, à cause de sa contradiction avec le sens littéral de certains textes sacrés » (p. 384), il aurait dû, pour exprimer ce que j'ai dit, remplacer le mot *était* par le mot *semblait*, et c'est alors une vérité historique.

qu'elle fût supérieure aux idées et aux passions de son temps. Or elle était faillible, et elle a subi les exigences des passions péripatéticiennes qui, bon gré, mal gré, voulaient une condamnation.

Ce sont là des faits, et ils suffisent, non pour justifier — nous ne cherchons pas à le faire, — mais pour expliquer le décret. La raison de toutes les poursuites est donc exprimée nettement par le P. Lorini : *si calpesta tutta la filosofia aristotile*. Oui, on ne saurait assez le répéter, la lutte s'est posée alors entre la science et l'aristotélisme; c'est l'aristotélisme, victorieux pour un moment, qui a parlé par la bouche des cardinaux.

Je n'entre pas dans les questions secondaires. Une seule observation : M. Martin soutient que Galilée n'a commis aucune faute, que partout et toujours il a eu raison. Or cette opinion si explicite me paraît contredite par plus d'un document, et elle est contraire à celle de l'homme qui a le mieux connu Galilée, M. Alberi, le savant éditeur de ses *œuvres complètes*. M. Alberi écrit, en effet : *Noi crediamo col Tiraboschi e avremo luogo di ragionarne lungamente nella vita dell' autore, che il fervore e l'impetuosità sua contribuissero ad irritare gli avversari del sistema Copernicano* ¹.

Je ne reviens pas sur la sentence de 1633, parce qu'elle est une suite du triomphe obtenu par les péripatéticiens en 1614 ; mais, ici encore, je trouve dans l'arrêt l'explication de tout le procès : *Respondebas glossando dictam scripturam juxta tuum sensum volens hoc sacrum tribunal prospicere inconvenientibus ac damnis quæ hinc proveniebant et increbrescebant in perniciem sanctæ fidei...*

M. Th. H. Martin connaît assurément tous ces textes, et trouve même dans ces faits des motifs suffisants pour absoudre les intentions des cardinaux, et des papes Paul V et Urbain VIII. Cependant, après ce qui vient d'être dit, on ne le trouvera peut-être pas suffisamment exact, lorsqu'après avoir parlé de la lettre de Lorini, il écrit : « La dénonciation judiciaire allait être

¹ *Opere di Galileo*, t. VIII, p. 379, note. Plusieurs autres remarques pourraient être présentées : le texte de la lettre du P. Lorini, dénonçant l'écrit de Galilée, est complet : le sens l'indique suffisamment ; ce qui a été emporté, c'est uniquement la place de la signature. On ne peut donc dire que « les dernières lignes de la dénonciation ne peuvent plus se lire. » (*Galilée*, p. 396.)

dirigée expressément contre les considérations purement scientifiques que Galilée avait proposées (p. 47). » Car Galilée ne fut au contraire poursuivi qu'à cause des prétendues conséquences philosophiques et théologiques de son système.

Un mot encore. Nous voyons agiter de nos jours une question qui, tout en tenant compte de la différence de l'état des esprits au xix^e siècle et au xvii^e, peut nous faire comprendre ce qui s'est passé relativement au système de Copernic ; je veux parler de la question du vase de sang comme preuve du martyre. On a cru jusqu'à présent qu'un vase de sang trouvé auprès d'un *loculus*, dans les cimetières souterrains de Rome, désignait le lieu de sépulture d'un martyr et, d'après cette croyance, l'Église a permis d'honorer comme corps de saints ceux qui ont été trouvés avec ce signe. Des savants partagent cette opinion ; mais d'autres archéologues, aussi doctes que pieux, estiment que cette preuve n'est pas suffisante. On voit la conséquence qui peut résulter de cette divergence, et le trouble momentanément qu'elle peut amener dans le culte. La Congrégation des Rites est donc très-légitimement intervenue, et elle a déclaré, le 10 décembre 1863, confirmant une décision précédente de 1668, que le vase de sang est la preuve du martyre. La Congrégation établit donc un principe d'archéologie. Était-il nécessaire de le poser ? Peu importe en fait ; mais les cardinaux, hommes très-savants et très-éminents, l'ont jugé utile, et l'on aperçoit avec évidence le motif religieux qui seul a pu les amener à prononcer cet arrêt. Dans l'état actuel de la science, une décision contraire à la tradition eût été peut-être prématurée ; voulant donc maintenir le *statu quo* et ne pas changer sans raison une question de rite où la foi n'est nullement engagée, la Congrégation n'a trouvé rien de mieux à faire que de rappeler le principe archéologique sur lequel elle s'est appuyée. Ce qui ne l'empêchera pas dans dix ans, dans vingt ans, de rendre une décision absolument contraire, si le point, aujourd'hui encore controversé, vient à être suffisamment éclairci. Pendant ce temps, la science pourra travailler à mettre la vérité dans toute sa lumière.

Nommé plusieurs fois dans le livre où M. Th. Henri Martin me prête des opinions qui ne sont pas les miennes, j'ai voulu indiquer nettement le motif du dissentiment apparent qu'il

signale. Mais je m'en voudrais en terminant de ne pas rendre hommage au travail consciencieux et très-complet du savant doyen de la Faculté de Rennes. A part certaines réserves sur des critiques adressées un peu à tout le monde, — critiques dont il est impossible d'approuver toujours ni le fond ni surtout la forme, — et sous le bénéfice des observations présentées plus haut, j'ai de sincères éloges à donner à ce livre, qui fera beaucoup de bien, et qui, grâce à la position de l'auteur, à la juste autorité qui s'attache à son nom, trouvera accès auprès de personnes généralement peu disposées à écouter les écrivains catholiques. On y verra que l'Eglise n'est pas ennemie des sciences, que la décision d'une congrégation et même d'un pape, en tant que docteur privé, n'engage en rien l'Eglise et son infailibilité; que, par conséquent, l'erreur d'une de leurs décisions ne peut lui être imputée. Faire accepter ce point ce sera rendre un grand service. Pourquoi faut-il qu'en même temps ce livre donne une fort mauvaise opinion des écrivains catholiques, et qu'il justifie en quelque sorte par là tous les préjugés qu'on nourrit contre eux et les accusations qu'on formule contre leur bonne foi? Mais les auteurs qui voient ainsi leurs opinions inexactement rendues et même travesties, se consolent facilement en pensant que si leur humble personne est sacrifiée, l'Eglise du moins est vengée.

HENRI DE L'ÉPINOIS.

MÉLANGES

I.

MERLIN EST-IL UN PERSONNAGE RÉEL

OU

LES ORIGINES DE LA LÉGENDE DE MERLIN.

Au temps de la domination romaine, trois peuples habitaient la Bretagne seconde, aujourd'hui le pays de Galles. Un de ces peuples, était les Dêmètes. La capitale des Dêmètes s'appelait, suivant Ptolémée (l. II, c. III), *Maridunum*. Ce nom veut sans doute dire ville fortifiée de la mer, en gaulois *Moridunum* ; l'a de la première syllabe aura été probablement introduit par la prononciation romaine : le radical latin *mari* (au nominatif singulier *mare*) a la même valeur que le gaulois *mori*. Dans tous les cas, *mari* dans ce composé signifie mer, et *dunum*, ville fortifiée.

Après la chute de l'empire romain, ce nom de lieu se contracta. On sait qu'en français la voyelle brève qui précède la syllabe accentuée des mots latins, a été retranchée quand elle n'était pas initiale. Dans les noms de lieu latins composés qui se terminent par le substantif *dunum*, ville fortifiée, *du*, syllabe initiale de *dunum*, porte l'accent ; par conséquent, en français, la voyelle brève qui précède doit être supprimée¹. Voilà pourquoi *Virodunum* s'appelle aujourd'hui Verdun, *Castellodunum*, Chateldun, *Aredunum*, Ardin². Les Gallois traitèrent de même les noms de lieu latins, et *Maridunum* ou *Moridunum* devint *Merdin* ou *Myrddyn*.

¹ Brachet, *Grammaire historique de la langue française*, p. 120.

² Quicherat. *De la formation française des noms de lieu*, p. 48.

La première forme se trouve dès la période carlovingienne. On rencontre la seconde dans des textes du xiv^e siècle.

Ce nom nouveau nous offre, outre la suppression d'une syllabe, des phénomènes secondaires, tous conformes aux lois générales de l'idiome cambrien. Dans *Merdin* de *Maridunum*, on doit signaler l'affaiblissement de l'*u* long de *dunum* en *i*¹, et l'action rétrograde de cet *i* qui a fait fléchir en *e* l'*a* de *Mari*². Dans *Myrddyn* de *Moridunum*, l'*u* long de *dunum* a été changé en *y*, et a produit régulièrement la substitution d'un *y* à l'*o* de *Mori*³; la substitution du double *d* (prononcez *z*) au *d* simple est encore régulier⁴.

L'ancien *Maridunum* ou *Moridunum* s'appela donc *Merdin* ou *Myrddyn*. Le sens étymologique de la seconde syllabe *din* ou *ddyn*, était ville fortifiée. On perdit le souvenir de cette signification, et on se mit à dire, par un pléonisme, la ville de *Merdin* ou de *Myrddyn*, *Cair-Merdin*⁵ ou *Kaer-Myrddyn*⁶. En effet, *Cair* ou *Caer* en gallois, signifie ville. Nous disons de même aujourd'hui avec un pléonisme identique : la ville de Verdun.

Quand l'usage se fut donc établi d'appeler ville de *Merdin* ou de *Myrddyn* l'antique *Maridunum*, les étymologistes du temps commencèrent à se demander ce que c'était que *Merdin* ou *Myrddyn*.

Les étymologistes ont toujours été fort nombreux par tout pays. La Grande-Bretagne n'a pas été plus que les autres contrées du monde privée de ce bienfait ou de ce fléau. Dans un mémoire dont la *Revue archéologique*⁷ publiait dernièrement l'analyse, un savant professeur d'Oxford rappelait que les Saxons, trouvant sur la côte méridionale d'Angleterre un port appelé en latin *Portus*, et ne sachant pas ce que ce mot signifiait, nommèrent cette localité port de *Portus*, *Port's-mouth*, puis supposèrent que *Portus* était un homme, et fabriquèrent à cet homme une histoire. La chronique d'Ethelwerd nous apprend qu'en 501, l'imaginaire *Portus* débarqua en Angleterre avec son frère *Bieda*.

Merdin ou *Myrddyn* eut le même sort que *Portus* : il devint un homme, et naturellement de la race royale qui régnait chez les Démètes, puisque *Cair-Merdin* était la capitale des Démètes. Mais il fallait trouver à cet homme une légende. Voici comment on la lui fit.

Parmi les noms des princes qui avaient régné dans le pays de Galles, un surtout s'était gravé dans la mémoire des peuples : c'était celui d'Ambroise-Aurélien.

Gildas et, après lui, Bède ont raconté comment, vers l'année 449, Vortigern, roi des Bretons, appela dans son île les Saxons à titre

¹ Zeuss, *Grammatica cellica*, p. 118.

² Zeuss, *Grammatica cellica*, p. 97.

³ Zeuss, *Grammatica cellica*, p. 106. — Le premier *y* de *Myrddyn* est peut-être aussi le résultat d'une altération relativement moderne de l'*e* de *Merdin*.

⁴ Zeuss, *Grammatica cellica*, p. 161,

⁵ *Nennius*, § 7.

⁶ *Mabinogion*, cité par Zeuss, p. 161.

⁷ Nouvelle série, t. XV, p. 428-433.

d'auxiliaires, puis comment ces auxiliaires tournèrent contre les Bretons leurs armes victorieuses. La guerre fut pendant plusieurs années si avantageuse aux Saxons, qu'ils firent la conquête de la plus grande partie du pays. Enfin, cependant, les Bretons remportèrent une victoire, et arrêtaient les progrès des étrangers. « Ce fut », dit Gildas, « sous la conduite d'Ambroise-Aurélien, *Ambrosius Aurelianus*, homme modeste, le seul Romain qui eût traversé vivant « la confusion de cette période troublée. Ses parents, qui, pour leur « mérite, avaient été ornés de la pourpre, avaient précédemment « péri dans cette guerre » (§. 25). Gildas écrivait au ^{vi}^e siècle; Bède, au ^{viii}^e, parle d'Ambroise-Aurélien de la même manière, ou à peu près, dans sa *Chronique* et dans son *Histoire ecclésiastique* (l. I, c. xvi). La seule différence importante est que, dans le second de ces ouvrages, il dit que les ancêtres d'Ambroise-Aurélien auraient porté le titre de roi.

La légende commence déjà dans ces mots.

Mais quand l'imagination populaire s'empare d'un nom, elle ne se contente pas de si peu. Nennius, dans son *Histoire des Bretons*, écrite probablement un siècle après Bède, raconte la fable que voici :

Le roi Vortigern, reculant devant les Saxons, arriva dans les parties septentrionales du pays de Galles, et voulut y bâtir une forteresse. Il réunit des ouvriers et des matériaux, mais en une nuit les matériaux disparurent; il en rassembla de nouveau, même résultat; il recommença encore, et ne fut pas plus heureux. Il consulta ses magiciens : « Il faut, » lui répondirent-ils, « trouver un enfant sans « père, le tuer, répandre son sang sur le terrain où vous voulez « bâtir; alors vous parviendrez à accomplir votre dessein. »

Vortigern fit chercher dans toute la Bretagne un enfant sans père. Ses envoyés rencontrèrent un jour deux jeunes garçons qui se querellaient, et dont l'un dit à l'autre : « Enfant sans père, tu n'auras « jamais de bonheur. » Les envoyés demandèrent à la mère s'il était vrai que son fils n'eût pas de père. « Non, » répondit-elle, « j'ignore « comment cet enfant a été conçu, mais ce que je sais, c'est que je « n'ai jamais eu de rapport avec aucun homme. » On mena l'enfant à Vortigern, et alors commença le dialogue suivant :

L'ENFANT : — « Pourquoi vos serviteurs m'ont-ils amené ici ? »

VORTIGERN : — « Pour te mettre à mort; ton sang sera répandu sur « le sol, et alors je pourrai bâtir une forteresse. »

L'ENFANT : — « Qui vous l'a dit ? »

VORTIGERN : — « Mes magiciens. »

L'ENFANT : — « Faites-les venir. »

On les amena, et l'enfant s'adressant à eux : « Comment, » dit-il, « vous a-t-il été révélé que la forteresse ne pourrait être bâtie si « l'emplacement n'était d'abord arrosé de mon sang ? » Ils ne répondirent rien. Il continua de les interroger. « Qu'y a-t-il sous ce pavé ? » Ils avouèrent leur ignorance. — « Eh bien, reprit l'enfant, il y a une mare. » On creusa et on trouva la mare. « Qu'y a-t-il dans cette mare ? » ajouta l'enfant. — Ils se turent. « Je puis vous l'apprendre, » dit l'enfant, « vous allez y trouver deux vases. » Et on trouva les

deux vases. Les magiciens étaient tout stupéfaits; mais leur étonnement devint bien plus grand quand, sur les indications de l'enfant, on tira des vases une tente. De cette tente étendue sur le sol, on vit s'élever deux serpents, l'un rouge et l'autre blanc, qui se battirent longtemps; le blanc eut d'abord l'avantage, et par trois fois rejeta le rouge sur les bords de la tente. Enfin cependant le rouge devint le plus fort et chassa le blanc, qui se précipita dans la mare et disparut. — « La tente représente le royaume de Bretagne, » dit l'enfant. « Le serpent rouge est l'emblème des Bretons; le blanc, ce sont les Saxons qui, après avoir été longtemps vainqueurs, finiront par être expulsés. Quant à vous, prince, vous allez quitter ces lieux où il ne vous est pas permis de bâtir une forteresse; c'est à moi que le sort a donné cet emplacement; allez chercher dans d'autres provinces un endroit pour construire votre citadelle. » — « Comment vous appelez-vous ? » s'écria le roi. — « Ambroise, » répondit l'enfant, « Quelle est votre origine ? » reprit Vortigern. — « Mon père, » répliqua le jeune prodige, « était un consul romain. »

Cet enfant merveilleux était donc le même homme que ce modeste Romain du nom d'Ambroise, issu d'après Gildas de parents qui avaient porté la pourpre, et plus tard vainqueur momentané des Saxons. Mais il faisait dans le livre de Nennius quelque chose de bien plus beau que dans celui de Gildas; il donnait aux Bretons humiliés, non un avantage passager, mais la certitude de l'expulsion définitive de leurs ennemis.

Vortigern abandonna à Ambroise le territoire que ce jeune magicien réclamait. Ambroise devint un grand roi parmi les rois de Bretagne (§ 40-42, 48).

Cette légende n'était pas sans mérite, mais donnait prise à la critique de plusieurs côtés. Ainsi, après avoir annoncé que le jeune Ambroise était né sans père, ce qui était d'un merveilleux charmant, on finissait par lui faire dire qu'il avait pour père un consul romain : contradiction. D'autre part, Nennius lui enlevait l'honneur de la victoire qui était le seul fait historique certain de sa vie; cette victoire, la première qu'eussent remportée les Bretons sur les conquérants étrangers, aurait été, suivant Nennius, obtenue par Vortimer, fils de Vortigern (§ 43).

On crut donc que la légende d'Ambroise avait besoin d'être remaniée. De là l'origine du récit perfectionné que, dans la première moitié du ^{xiii}^e siècle, Geofroi de Monmouth mit sous les yeux des lecteurs de son histoire des Bretons. Pour éviter la contradiction que nous avons signalée chez Nennius, où Ambroise d'abord n'a pas de père, puis dit qu'il en a un, Geofroi imagina de distinguer deux Ambroise.

Le premier n'est pas né d'un consul romain, comme avait dit Nennius, mais il est de race royale, suivant le récit de Bède dans son *Histoire ecclésiastique*. Il est fils de Constantin, roi de la Grande-Bretagne, et issu des rois d'Armorique qui descendent du fameux breton Conan Meriadec (l. VI, chap. v). C'est lui qui devient roi des Bretons et qui bat les Saxons (l. VIII). Il était plus flatteur pour

l'orgueil breton de voir les Saxons mis en fuite par un prince de race bretonne que par un Romain, c'est-à-dire par un descendant des anciens oppresseurs de la Bretagne.

Pour distinguer ce premier Ambroise, Geofroi l'appela *Aurelius Ambrosius*. On se souvient que dans Gildas, le vainqueur des Saxons se nomme *Ambrosius Aurelianus*. *Aurelius*, chez Geofroi, est évidemment une corruption du surnom d'*Aurelianus*.

Le second Ambroise est l'enfant né sans père, dont Nennius a le premier parlé. Mais Geofroi ne commet pas la faute de dire qu'il est né d'un consul romain ; il est issu du commerce de sa mère avec un esprit incube. C'est lui qu'on doit tuer pour arroser de son sang les fondements de la tour que Vortigern veut bâtir, lui qui confond les magiciens du roi, lui qui prophétise l'expulsion définitive des conquérants saxons. Sa prophétie indique même combien de temps doit durer la domination saxonne.

Le nombre d'années qu'elle devait durer, avait été, dit Gildas, prédit par un devin saxon. Geofroi a bien soin de prendre dans le vieil historien le chiffre que Nennius y avait laissé, et c'est dans la bouche du devin breton qu'il le met : 450 ans ; il n'y avait qu'une difficulté, c'était de savoir à quelle époque ces 450 ans avaient commencé.

A ce second Ambroise, au prophète, au magicien, il fallait, pour la clarté du récit, trouver un surnom qui le distinguât du premier Ambroise, son contemporain, roi et vainqueur des Saxons.

Nous avons déjà dit qu'en suivant les habitudes d'esprit ordinaires aux habitants de la Grande-Bretagne, on devait chercher un nom d'homme dans la seconde partie du nom gallois de l'antique *Maridunum* ; *Cair-Merdin*, *Caer-Myrddyn* semblait devoir se traduire la ville de *Merdin* ou *Myrddyn*, la ville d'un homme appelé *Merdin* ou *Myrddyn*. On imagina de surnommer *Merdin* ou *Myrddyn* le second Ambroise, Ambroise le magicien. A cet effet, on lui donna pour mère une fille du roi des Démètes, c'est-à-dire du peuple qui avait *Cair-Merdin* pour capitale. Sa mère était religieuse dans cette ville, qui s'appelait alors *Dimetia*, dit Geofroi. Ce fut dans cette ville que les envoyés de Vortigern trouvèrent l'enfant prodige. *Dimetia* ne prit que plus tard le nom de *Cair-Merdin*, ce sont là les paroles de Geofroi, (livre VI, ch. xvii.)

Ce nom de *Merdin* ou *Myrddyn* fut écrit de manières très-différentes. Chez Geofroi de Monmouth, on lit *Merlin* : c'est l'orthographe adoptée par les romanciers français. On connaît la tendance du *d* à se changer en *l*, dans les langues indo-européennes.¹

D'autres, abusant de la popularité du nom de saint Martin, archevêque de Tours², imaginèrent de confondre les deux noms. De là l'orthographe latine *Martinus*, que M. de La Villemarqué signale

¹ Voir à ce sujet Bopp, *Grammaire comparée*, § 17 a, traduction de M. Bréal, t. I, p. 51 ; Diez, *Grammatik der romanischen Sprachen*, t. I. 2^e édition, p. 219.

² Saint Martin est mentionné par Nennius, § 29.

chez Guillaume de Newbury¹. De là l'orthographe galloise *Myrtin*, qu'on rencontre dans un manuscrit du XII^e siècle, ou peut être aussi bien du commencement du XIII^e, dont le savant académicien a donné un *fac-simile* dans le tome V des *Archives des Missions*. *Myrtin* est, suivant les lois phonétiques du gallois, la transcription exacte du latin *Martinus*.

L'orthographe *Marzin* ou *Marthin* (*th = z*) a été adoptée ailleurs par l'effet d'une altération de *Myrddyn* (*dd = z*). L'*i* suivi de *r* se change quelquefois en *a*, dans les langues néo-celtiques comme dans les langues néo-latines. Exemples, le breton *marveil* du latin *mirabile*, le français *paresse* du latin *pigritia*. Voilà comment Ambroise Merlin s'appelle Marzin, dans les chansons bretonnes publiées par M. de La Villemarqué.

La conclusion de ce que nous avons dit jusqu'ici est que ce personnage est purement imaginaire. Il est imaginaire, comme toutes les généalogies fabuleuses publiées par Geofroi de Monmouth, qui commence à Brutus, fils d'Enée, la liste des rois de la Grande-Bretagne. On peut à la rigueur admettre sinon une partie des hauts faits, du moins l'existence d'Arthur, car son nom même et des victoires remportées par lui sont déjà mentionnées par Henri de Huntingdon², qui ignorait les absurdes généalogies insérées dans le livre de Geofroi³. Mais c'est chez Geofroi de Montmouth qu'Ambroise Merlin paraît pour la première fois. Il est donc très-probable que Geofroi, est l'inventeur de ce personnage. Dans tous les cas ce personnage a du être créé du temps de Geofroi qui écrivait comme on sait dans la première partie du XII^e siècle.

Nous croyons faire acte de justice en reproduisant ici d'après M. Paulin Paris⁴, à qui nous devons l'idée première du présent travail, une appréciation du roman de Geofroi de Monmouth par un écrivain anglais qui mourut au commencement du siècle suivant :

« La race bretonne qui peupla d'abord notre île, » dit Guillaume de Newburg, « eut dans Gildas un premier historien que l'on « rencontre rarement, et dont on a fait de rares transcriptions à « raison de la rudesse et de la fadeur de son style. C'est pourtant un « monument précieux de sincérité. Bien que Breton, il n'hésite « pas à gourmander ses compatriotes, aimant mieux en dire peu « de bien et beaucoup de mal, que de dissimuler la vérité. On voit « par lui combien ils étaient peu redoutables comme guerriers et « peu fidèles comme citoyens.

« A l'encontre de Gildas, nous avons eu de notre temps un écrivain vain qui, pour effacer les souillures du nom breton, a ourdi une

¹ *Myrddin ou l'enchanteur Merlin*, p. 3, note; p. 24, note.

² *Historia Anglorum*, lib. II, ap. Migne, *Patrologia latina*, t. CXCIV. col. 830-831.

³ Voir la lettre d'Henri à Warin, ap. Migne, *Patrologia latina*, t. CLX. col. 423.

⁴ *Les romans de la Table Ronde*, t. I, p. 64.

« trame ridiculement fabuleuse, et, par une sotte vanité, nous les a
« dépeints comme supérieurs en vertu guerrière aux Macédoniens
« et aux Romains. Cet homme, nommé Geofroi, a reçu le surnom
« d'Artus, pour avoir décoré du titre d'histoire et présenté dans la
« forme latine les fables imaginées par les anciens Bretons à
« propos d'Artus et par lui fort exagérées. Il a fait plus encore, en
« écrivant en latin, comme une œuvre sérieuse et authentique, les
« prophéties très-mensongères d'un certain Merlin, auxquelles il a
« de lui-même beaucoup ajouté. C'est là qu'il nous présente Merlin,
« comme né d'une femme et d'un démon incube, et comme étant
« doué d'une vaste prescience, sans doute en raison de la sainteté
« de son père, tandis que le bon sens, d'accord avec les livres
« sacrés, nous apprend que les démons, étant privés de la clarté
« divine, ne voient rien des choses qui ne sont pas encore, et ne
« peuvent que conjecturer la suite de quelques événements d'après
« les signes qui sont à leur portée aussi bien qu'à la nôtre. Il est
« aisé de reconnaître la fausseté des prédictions de Merlin pour
« tout ce qui touche aux événements arrivés en Angleterre depuis
« la mort de Geofroi. Il avait, dit-il, traduit du breton ces imperti-
« nences ; en tous cas, il les a fortifiées de ses propres inventions
« comme il convient d'en avertir ceux qui seraient tentés d'y ajouter
« la moindre confiance. Pour les événements arrivés avant le
« temps où il écrivait, il a pu donner à ces prophéties toutes les
« additions nécessaires, afin de les mettre en rapport avec les évé-
« nements mêmes ; mais quant au livre qu'il appelle *Histoire des*
« *Bretons*, il faut être tout à fait étranger à nos anciennes annales
« pour ne pas voir les insolents et audacieux mensonges qu'il ne cesse
« d'y accumuler. Je passe tout ce qu'il nous raconte des gestes des
« Bretons avant Jules César, gestes peut-être inventés à plaisir par
« d'autres, mais présentés par lui comme très-authentiques. Je
« passe ce qu'il ajoute à la gloire des Bretons depuis Jules César,
« qui les avait subjugués jusqu'aux temps d'Honorius, quand les
« Romains abandonnèrent l'île afin de pourvoir à leur propre
« défense sur le continent. On sait que les Bretons ainsi laissés à la
« merci de leurs ennemis, eurent alors pour roi Vortigern, le premier
« qui réclama le secours d'Hengist, chef des Saxons ou Anglais.
« Ceux-ci, après avoir repoussé les Pictes et les Scots, cédèrent à
« l'appât que leur présentait d'un côté la fertilité de l'île, de l'autre
« la lâcheté de ceux qui les avaient appelés à leur défense. Ils s'éta-
« blirent en Bretagne, accablèrent ceux qui essayèrent de leur
« résister et contraignirent les misérables restes de leurs adver-
« saires, ceux qu'on nomme aujourd'hui les Gallois, à chercher un
« refuge sur des hauteurs ou dans des forêts également inaccessibles.
« Les Anglais victorieux eurent une suite de rois très-puissants,
« entre autres le petit neveu d'Hengist, Ethelbert, qui, réunissant
« sous son sceptre toute l'île d'Albion jusqu'à l'Humber, reçut la loi
« de l'Évangile annoncée par Augustin. Alfred ajouta le Northum-
« berland aux précédentes conquêtes, après une grande victoire sur
« les Bretons et les Scots. Edwin fut son successeur, Oswald vint

« après Edwin et ne trouva pas dans l'île entière la moindre résistance. Tout cela, le vénérable Bede, dont personne ne récuse le témoignage, l'a parfaitement établi. Il faut donc reconnaître le caractère fabuleux de tout ce que Geofroi a écrit d'Artus et de ses successeurs, d'après quelques auteurs et d'après lui-même. Il a rassemblé ces mensonges soit par un éloignement coupable de la vérité soit dans l'intention de plaire aux Bretons dont la plupart sont, dit-on, assez stupides pour attendre encore Artus et pour soutenir qu'il n'est pas mort. A Wortigern il fait succéder Aurelius Ambroise, qui aurait vaincu les Saxons et reconquis l'île entière. Après Ambroise, aurait régné son frère Uter Pendragon avec la même autorité. Artus, prétendu fils de ce prétendu Uter, aurait été le quatrième roi des Bretons, à partir de Wortigern, de même que dans la véritable histoire de Bede, Ethelbert converti par Augustin, est le quatrième roi des Saxons à partir d'Hengist. Ainsi le règne d'Artus et celui d'Ethelbert, devraient être contemporains. Mais on voit aisément ici, de quel côté se trouve la vérité. C'est précisément l'époque du règne d'Ethelbert qu'il choisit pour élever la gloire et les exploits d'Artus, qu'il le fait triompher des Anglais, des Écossais et des Pictes, réduire au joug de ses armes, l'Irlande, la Suède, les Orcades, le Danemark, l'Islande : peu de jours lui suffisent pour conquérir les Gaules elles-mêmes que Jules César avait eu bien de la peine à réduire en dix ans : en sorte que le petit doigt de ce Breton aurait été plus fort que les reins du plus grand des Césars..... Comment tous les historiographes qui ont pris si grand soin de nous raconter les événements des siècles passés, qui nous en ont même transmis d'une importance fort contestable, auraient-ils pu passer sous silence les actions d'un héros aussi incomparable? Comment n'auraient-ils rien dit non plus de ce Merlin aussi grand prophète qu'Isaïe? Car la seule différence entre eux, c'est que Geofroi n'a pu faire précéder les prédictions de Merlin de ces mots : *Voici ce que dit le Seigneur*, et qu'il a rougi de les remplacer par ceux-ci : *Voici ce que dit le diable*. Notez enfin qu'après nous avoir montré Artus mortellement frappé dans un combat, il le fait sortir de son royaume pour aller guérir ses plaies dans une île que les fables bretonnes nomment l'île d'Avallon; et qu'il n'ose pas dire qu'il soit mort, par la crainte de déplaire aux Bretons, ou plutôt aux *Brutes* qui attendent son retour. »

Notons que, suivant Isidore, *brute* est l'étymologie de Breton : Geofroi lui-même adopte ce système, quand il fait de Brute le fondateur de la domination bretonne dans l'île d'Albion.

Mais n'insultons pas au malheur d'une race vaincue, et qui, ayant toutes les probabilités contre elle, ne perdait pas courage et continuait d'espérer des jours meilleurs.

C'est un sentiment qu'il faut respecter. Toutefois, aujourd'hui, les luttes des Bretons contre les Saxons ne sont plus qu'un souvenir : les vieilles passions doivent être mises de côté. Nous ne comprenons donc plus que les Bretons continuent à présenter comme authenti-

ques des fables reconnues comme inadmissibles dès l'époque, en général si dépourvue de critique, où elles furent pour la première fois produites au jour.

Un savant académicien a publié en 1862, sous ce titre : *Myrdhynou, l'enchanteur Merlin*, un ouvrage destiné à faire connaître en France le prophète breton. Dans ce travail, où sont réunis beaucoup de science et de talent, un livre est consacré à la personnalité de Merlin. Merlin y est considéré comme personnage : 1^o mythologique, 2^o réel, 3^o légendaire, 4^o poétique, 5^o romanesque. J'avoue ne pas saisir très-bien la différence entre le personnage mythologique et le personnage légendaire, poétique ou romanesque ; mais cette distinction m'occupe peu ici. Ce que je me demande, c'est sur quels fondements on peut s'appuyer pour faire de Merlin un personnage *réel*.

Suivant l'auteur de *Myrdhyn* (p. 28), Merlin aurait été fils d'une vestale qui avait violé ses vœux. — D'une vestale ! pourquoi ? Parce que Geofroi de Monmouth dit que sa mère était religieuse et qu'elle vivait avec les nonnes de l'église Saint-Pierre de Démetie. L'autorité de Geofroi est nulle ; mais si l'on admet son témoignage, pourquoi l'altérer et changer en vestale une religieuse chrétienne ?

Puis, s'appuyant sur une base encore moins solide, sur les poésies à date si douteuse contenues dans le *Myvyrian archeology of Wales*, le même savant fait de Merlin le barde d'Ambroise Aurélien (p. 32). Plus loin (p. 40), il cite Girard de Barry, postérieur à Geofroi de Monmouth, et qui l'a copié. Que prouve ce témoignage ? Quelques lignes plus bas, nous trouvons une citation de Gildas, qui évoque contre ses compatriotes le souvenir de Samuel et qui parle des prophètes de l'Ancien Testament. Dans la traduction française, ces prophètes sont changés en *bardes*. Encore une fois, ce n'est pas ainsi qu'on écrit l'histoire.

Je crois d'autant plus nécessaire de protester, que la doctrine du savant français a été admise par M. Nash, dans l'introduction du roman de Merlin en prose anglaise, publié en 1865 par la *Early english text Society*. Que dis-je ? L'érudit anglais ne se contente pas d'un Merlin, il nous en donne deux : l'un serait un barde nommé Merddin, ou Myrtin, qui aurait vécu au VI^e siècle (p. xi), et celui-là aurait une généalogie connue ; l'autre, Merlin l'enchanteur, serait l'enfant naturel d'une religieuse. Le premier devrait être distingué du second par le surnom de sauvage, *silvestris*, tandis que le second serait Ambroise Merlin, et aurait le nom d'Ambroise pour caractère distinctif.

Rien de tout cela n'est fondé sur des documents dignes de foi. Il est inutile de discuter les généalogies fabuleuses des Gallois. Autant vaudrait prendre au sérieux celles de nos chansons de geste. Au XIII^e siècle, Philippe Mouskes les a fait entrer dans son histoire ; mais aujourd'hui personne ne s'y laisse prendre. Faut-il admettre une autre logique quand il s'agit des Gallois ? Ayons donc partout les mêmes principes. et si nous croyons aux légendes galloises,

cessons de repousser de l'histoire nos légendes nationales : avec les chroniques de saint Denis, nous commencerons l'histoire de France..... à Francion, fils d'Hector¹ !

Nous n'avons plus en terminant qu'une erreur à signaler; mais il est d'autant plus important de le faire, que du livre de M. de La Villemarqué, elle a passé dans le *Dictionnaire de la langue française* de M. Littré.

Le nom gallois et armoricain de Merlin, *Myrddyn*, *Marzin*, dériverait de celui des Marse, peuple de l'Italie antique dont la spécialité était de charmer les serpents.

Cette étymologie viole les lois de la phonétique. Dans *Myrddyn*, le *dd* ne peut s'expliquer que par un *d* primitif; supposer qu'il remplace un *s* primitif, c'est oublier une des lois fondamentales de l'histoire des langues néo-celtiques.

Le nom de *Myrddyn*, *Marzin* ou Merlin, est, nous le répétons, une altération de celui de l'antique *Maridunum*, depuis *Cair-Merdin*, aujourd'hui, *Caermarthen* : Merlin n'est pas un homme, c'est une ville.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

¹ A la légende de Merlin, on peut comparer aussi celle du chien de Montargis, dont M. Guessard a fait si spirituellement l'histoire dans sa récente édition de *Macaire*.

II.

DESTINÉE HISTORIQUE DE LA BRETAGNE ¹

Il n'est aucune de nos provinces dont l'histoire ait plus de grandeur que celle de la Bretagne. Sous l'empire romain et à l'époque des invasions barbares, elle garda ce caractère viril dont la nature l'avait si fortement marquée. Les théoriciens de l'absolutisme ont prétendu, pour essayer de justifier l'arbitraire, qu'elle avait été de bonne heure conquise par la royauté, et que les libertés de ses États pouvaient être retirées par le bon plaisir qui les avait octroyées. Mais les faits protestent. Conquise par Charlemagne, la Bretagne est, vers le milieu du ix^e siècle, vassale et non *sujette* de la monarchie. Plus tard Charles le Simple la vend avec lâcheté aux Normands. Convoitée ensuite par les ambitions rivales de la France et de l'Angleterre, et portant de l'une à l'autre ses sympathies ou ses haines, elle défend contre toutes les deux son indépendance. Mais sa position topographique la condamne. Habituellement libre, elle est destinée géographiquement à devenir la proie d'un grand Etat. Au xiv^e siècle et au xv^e, sa lutte contre ses puissants voisins s'accroît. D'abord les maisons de Penthièvre et de Montfort, en se disputant la prépondérance, tiennent fortement en éveil la cupidité de Paris et de Londres; puis le duc François II, menacé par l'habileté peu scrupuleuse de Louis XI, entre dans la faction des princes dirigée contre ce monarque. Par ses fluctuations entre le ministre Pierre Landais, courageux défenseur de l'autonomie bretonne, et le chancelier Chauvin, mollement incliné à subir le joug de l'étranger, il donne des armes à la ruse de Louis XI. Malgré tout cependant, la Bretagne est encore debout; on avait vu l'énergique Arthur III, refusant résolument à Charles VII l'hommage-lige, maintenir la plénitude de ses prérogatives souveraines.

Le moment approchait où la géographie, comme nous venons de le dire, devait l'emporter sur la nature. Déjà des familles illustres,

¹ *Les États de Bretagne et l'administration de cette province jusqu'en 1789*, par M. le comte de CARNÉ, de l'Académie française. Paris, Didier, 1868, 2 vol. in-8°.

qu'on verra plus tard engagées peu honorablement dans les guerres de religion, se tournent vers la royauté française et adressent des appels réitérés à ses désirs de conquête. La journée sanglante de Saint-Aubin du Cormier (27 juin 1488) présage une annexion prochaine. Par bonheur, Charles VIII veut devoir à la libre volonté de la Bretagne, plutôt qu'à l'usurpation, la réunion qu'il a projetée : il épouse la duchesse Anne, fille de François II, qui stipule, toutefois, pour elle et le duché, des clauses peu compatibles avec les exigences françaises dans l'avenir. L'union de Louis XII avec cette princesse, union sanctionnée par des conditions rigoureuses pour la monarchie, est comme la seconde phase des nouvelles destinées de la Bretagne ; enfin l'acte de 1532 constitue définitivement, pour plusieurs siècles, les relations politiques et administratives des deux pays. C'est la Charte, le palladium de la Bretagne. Elle s'abritera derrière ce rempart contre les entreprises d'une centralisation qui, à dater surtout du *xvi^e* siècle, tend à faire ployer tous les droits.

Ce fut avec allégresse, empressons-nous de le dire, qu'elle signa cette convention. Garantir ses vieilles libertés, c'est-à-dire n'accepter aucun impôt qui n'eût été préalablement consenti par les États, se protéger elle-même par ses milices, disposer en maîtresse de son or et de son sang, telle fut sa pensée nationale ; si elle l'exagéra quelquefois, si elle eut *les défauts de ses qualités*, elle eut en revanche ces fières susceptibilités qui ne laissent pas prescrire l'équité devant la force, l'honneur devant la bassesse. Les princes de la maison de Valois ne la virent jamais marchander son dévouement à la France ; elle les soutint dans leurs luttes et leurs périls. A cette époque, ses franchises ne reçurent aucune atteinte grave ; néanmoins, depuis Henri II jusqu'à la mort de Henri III, des créations d'office aggravèrent ses charges, et suscitèrent en elle des antipathies qu'elle eut, à cause des épreuves de la France, le courage de refouler dans son âme.

Advinrent les guerres de religion. Elle se tint à l'écart, et ne sortit de son silence qu'au moment où l'assassinat de Henri III fit poindre la royauté protestante du Béarnais. Alors elle prit parti pour la constitution française, qui interdisait à l'hérésie de monter sur le trône. Le parlement de Rennes ne se rallia pas à cette attitude : il se décida pour le droit héréditaire absolu. Le duc de Mercœur, gouverneur de la Bretagne, ayant eu l'imprudence d'appeler les Espagnols au secours de la Ligue, ses adversaires — ce qui était pire — firent entrer les Anglais. La guerre civile éclata sans mesure ; il y eut des scènes atroces de brigandage ; Fontenelle y acquit une lamentable célébrité. Mais l'abjuration de Henri IV, en dépit des préoccupations personnelles de Mercœur, fit tomber la plupart des résistances ; de 1594 à 1598, ce personnage ne combattit que pour ses intérêts.

Henri IV, bien que sa position périlleuse lui rendit provisoirement suspectes les libertés provinciales et qu'à ce titre il eût choisi de sa *pleine autorité* le maire de Rennes, était un roi selon le cœur de la Bretagne : elle lui fut inviolablement fidèle ; profondément

catholique, elle ne trempa dans aucune intrigue, dans aucun complot.

Richelieu, qu'on ne se hâte point de s'en étonner, ne lui fut pas moins sympathique. Elle repoussa la félonie du duc de Vendôme son gouverneur, les séditeux desseins de Rohan et d'autres grands seigneurs. De son côté, le terrible ministre de Louis XIII la traita en amie ; jamais ses libertés ne furent plus vivaces, plus respectées. Richelieu n'osa même pas lui imposer un intendant. Sous les deux Frondes, son dévouement ne se démentit pas. Seul peut-être entre toutes les provinces, elle s'isola complètement des factions : la cause royale eût tout son cœur et tous ses vœux.

La pacification du royaume et le gouvernement de Louis XIV la trouvèrent dans ces dispositions monarchiques, qu'elle conciliait parfaitement avec son zèle pour le maintien de ses franchises. Si elle fit taire, pendant les premières années du grand règne, sa répugnance à subir certaines fiscalités, elle obéissait, croyons-nous, au sentiment éclairé des nécessités du moment, plutôt qu'elle ne se laissait éblouir par le prestige d'un trône. Mais voici Colbert et ses âpres exigences ; voici un déluge de créations oppressives. Nous sommes, en 1675, aux prises avec la Hollande ; le duc de Chaulnes, esprit modéré et conciliateur avec la finesse obséquieuse d'un courtisan, pousse bien plus loin que le maréchal de la Meilleraye, son prédécesseur, les vexations de la fiscalité ; les édits du timbre et des tabacs mettent le feu à l'impatience populaire. Pendant que la Guienne se remuait profondément par la révolte, l'insurrection gagne la Bretagne comme la flamme d'un vaste incendie ; et ce ne sont pas seulement les édits royaux qui passionnent les multitudes ; un souffle de jacquerie se répand sur les campagnes ; on dirait qu'elles veulent en finir avec la noblesse ; le *code paysan*, programme de démagogie, atteste des passions anti-nobiliaires qui, réfrénées par des peines terribles, — car il s'agissait de maintenir la paix publique si douloureusement acquise, — couvriront plus de cent ans avant d'éclater à nouveau dans un immense orage révolutionnaire.

Comme il arrive toujours, la liberté expia les crimes de la licence. La Bretagne, rudement châtiée, n'éleva que faiblement la voix contre un pouvoir enivré de lui-même et s'affirmant comme source unique de tous les droits. Dans les dernières années du XVII^e siècle, cependant, et surtout en 1704, les États firent parvenir jusqu'au trône des remontrances aussi fermes que mesurées. Leurs plaintes furent inutiles. Les besoins de la politique et de la guerre influèrent sans doute sur les rigueurs de l'administration, et lui dictaient des prescriptions qui se conciliaient mal avec l'esprit et la lettre du traité synallagmatique de 1532 ; mais pourquoi, lorsque, dans les luttes noblement soutenues contre l'Europe, le trésor s'épuisait, la cour ne s'adressait-elle pas à la loyauté bretonne, au lieu d'imposer violemment ses volontés injustes ?

A peine le puissant souverain eut-il fermé les yeux, que cette contrée sentit s'éveiller sa fierté native. Le Parlement de Paris, contenu par la forte main de Louis XIV, s'affranchit de sa contrainte au début de la régence, et prit la tête de l'opposition. Le Parlement de

Bretagne, né pour ainsi dire sous le patronage des États, et qui avait mission à son tour de les protéger par ses arrêts, semblait n'avoir rien de commun avec les réactions quasi séditeuses des magistrats de Paris; et pourtant il est incontestable que la secousse imprimée par ceux-ci à l'esprit public, agita rapidement tous les parlements de France; celui de Rennes ne fit pas exception. Il y avait certes des griefs sérieux à faire valoir. On eut recours par malheur, sous le gouvernement soldatesque de Montesquiou, à la conspiration occulte, impuissante, plutôt qu'aux protestations calmes et dignes de la justice. La question des entrées, qui faisait brèche au traité de 1532, colora de spécieux prétextes un égoïsme turbulent. En s'associant aux menées de l'Espagnol Alberoni, les conjurés furent traîtres au roi et à la France, et quatre d'entre eux furent punis de mort, sans que la Bretagne s'émût d'un complot dont l'inanité le disputait à la félonie.

Mais l'esprit nouveau, esprit de rénovation et de vertige à la fois, remuait de plus en plus les âmes; le Parlement de Paris était toujours le principal foyer de l'agitation. Vers le milieu du XVIII^e siècle, les États bretons, composés d'abord des hauts barons et des seigneurs bannerets, vassaux directs des ducs, étaient ouverts à tous les gentilshommes. Cette innovation avait suivi de près la réunion de la Bretagne à la France. Malgré l'admission des représentants des communautés urbaines, les États conservèrent longtemps une physionomie aristocratique. Beaucoup de membres du tiers-état, relégués aux derniers rangs de la noblesse, se lèveront un jour par jalousie contre l'antique féodalité.

Cependant le pouvoir allait de l'autocratie aux concessions de la peur. Il ne savait ni vouloir, ni agir; sa sévérité provoquait le mépris, son indulgence encourageait la révolte. Les États de Bretagne et son parlement frémissaient à tous les souffles qui venaient de Paris; le despotisme fiscal allumait les ressentiments.

Le duc de Chaulnes, puis le duc d'Aiguillon furent témoins des formes hardies, révolutionnaires que prirent tout à coup les délibérations bretonnes. Il y eut guerre ouverte et désormais sans trêve, entre l'administration et la province. La noblesse eut ses *tuteurs*, en d'autres termes, ses meneurs qui, s'échauffant des passions parlementaires, prétendirent gouverner les États à leur guise, opposer systématiquement des fins de *non-recevoir*, et interdire la discussion, au risque de jeter la Bretagne en pleine anarchie. Deux hommes, le duc d'Aiguillon, gouverneur de la province, et le président de la Chalotais, personnifièrent les forces témérairement engagées dans ce débat redoutable: l'un, courtisan délié et intelligent, subissant à regret la solidarité des fautes d'un gouvernement sans principes et sans habileté, mais conciliant, ami de la justice et des convenances; l'autre, hostile au gouverneur pour des motifs personnels, demandant la popularité aux scandales de l'agression, flattant le philosophisme et calomniant à outrance les jésuites, sans se désintéresser toutefois des combats du patriotisme breton contre la cour. Vainement le duc d'Aiguillon, pour com-

plaire aux tuteurs dont la Chalotais avait l'oreille, accorda l'abonnement si désiré ; vainement il permit à peu près à la noblesse, nous voulons dire à ceux qui usurpaient son autorité, d'imposer au clergé et au tiers le scrutin secret ; vainement encore il annula l'union qui rendait valables les décisions prises à la simple majorité des ordres, l'hostilité du parti pris continuait d'entraver les délibérations ; lorsqu'à la place de l'impôt de deux sous par livre, le clergé et le tiers-état proposaient de voter exceptionnellement, à cause des conjonctures, un impôt équivalent, ses conseils étaient repoussés avec colère ; les sessions de 1766 et de 1767 furent des plus orageuses.

Il fallait sortir de cette impasse.

La Chalotais fut arrêté comme coupable d'avoir adressé aux ministres des écrits anonymes pleins de menaces ; la plupart des membres du parlement résilièrent leurs fonctions ; ceux qui refusèrent de les imiter furent accablés d'outrages, et dénoncés à la vindicte du peuple. Comme de coutume, le pouvoir fit succéder l'extrême faiblesse à l'extrême rigueur. Le parlement fut réintégré, la Chalotais, condamné d'abord sans jugement à l'exil, reprit sa place parmi ses collègues ; le duc d'Aiguillon, nommé ministre, fut calomnié et poursuivi avec fureur par les exaltés de la noblesse et les magistrats rappelés ; enfin, pour mettre le comble à ces aberrations par la palinodie, à peine les opposants furent-ils vainqueurs, qu'ils ne firent aucun usage des droits si vivement réclamés ; ils acceptèrent, pour la tenue des États, le règlement récemment imposé par le gouverneur ; les rancunes étaient satisfaites, le bien public ne fut qu'un mot. Mais au bruit de ces discordes, une puissance inconnue s'était levée. Le tiers-état venait de combattre la noblesse. Atteint lui-même par la fièvre révolutionnaire, il se crut opprimé ; à l'en croire il n'était rien, que devait-il être ? tout. Les discussions relatives à la prochaine convocation des États généraux achevèrent de le passionner. La noblesse fit volte-face, elle se retira dans le vieux droit breton comme dans une forteresse inexpugnable. En janvier 1789, la guerre civile fit couler le sang, et peu s'en fallut que la noblesse, triste retour des choses, ne fût exterminée. S'acharnant toujours, non sans grandeur, à conserver les usages traditionnels en face de ministres novateurs et de populations égarées, elle refusa de comparaître aux États généraux.

Elle se rappela cette devise de ses pères : *potius mori quam fœdari* ; repoussant ce qu'elle appelait l'ignominie, elle accepta la mort, donna glorieusement son sang ; le tombeau de la royauté fut le sien. Le parlement, lui aussi, supporta courageusement ses dernières infortunes, il succomba en 1790 avec une dignité antique.

M. le comte de Carné a écrit avec amour cette histoire dont notre esquisse a dessiné les principaux traits. Enfant de la Bretagne, il a vécu pendant de longues années dans un commerce intime avec tous les historiens de son temps ; il a recueilli de très-

nombreuses pièces inédites, parmi lesquelles figurent les registres des États, divers documents extraits des archives impériales, les correspondances, les dépêches, et, pour l'époque la plus dramatiquement agitée, les sept volumes in-4° du *Journal* du duc d'Aiguillon. Donc, pleinement éclairé sur toutes les parties d'un vaste sujet qui confine le plus souvent à l'histoire générale de la France, cet honorable écrivain était prédestiné à nous dire la vérité, toute la vérité sur des questions où le coup d'œil sûr du publiciste n'est pas moins nécessaire que l'impartialité du critique et la sagacité du philosophe. Tout ce qu'il dit du passé de la Bretagne, jusqu'à la Ligue, nous paraît juste et sensé; le patriotisme local, et, comme on dit, de *clocher*, ne l'égare pas : en lui le Breton ne fait jamais tort au Français. Mais, à mesure qu'il s'avance vers les temps modernes, il nous paraît trop sévère pour la monarchie et trop indulgent pour les États d'autrefois. Il s'inspire d'une sorte d'éclectisme où la netteté de l'idée s'oblitére, et la forme, reflétant les embarras du fond, s'appesantit et s'obscurcit. M. de Carné reconnaît loyalement que la constitution nationale ne permettait pas à un protestant de régner, et qu'il aurait eu contre lui l'immense majorité de la France; néanmoins, il parle en termes absolus du *droit héréditaire*; il présente le succès de la Ligue et l'abjuration de Henri IV comme le triomphe de la *souveraineté nationale* sur ce droit; les adhésions exclusivement royalistes et anticonstitutionnelles du parlement de Rennes ont ses éloges. Nous le trouvons bien dur pour Henri IV, quand il lui reproche, inopportunément à notre avis, sa défiance à l'endroit de l'esprit municipal que les guerres de religion avaient singulièrement exalté; ce prince ne sacrifiait pas les libertés communales et provinciales au sentiment de son omnipotence monarchique; seulement il savait que le sol tremblait encore, et il veillait.

Les pages de M. de Carné sur les relations de la Bretagne avec Louis XIII et avec Louis XIV, jusqu'au ministère de Colbert, sont aussi élevées que judicieuses; il aurait pu, toutefois, faire observer que la condescendance des États, jusqu'en 1675, n'eut pas ses sources dans une sorte de fétichisme pour le grand roi, mais dans un profond respect de la sécurité publique, et dans un vif dévouement à la gloire française, dont l'Europe était jalouse. Les désordres de 1675 n'eurent pas pour cause unique, comme il le prétend, les duretés du fisc, et le mouvement de 1717, si peu populaire en Bretagne, fut une échauffourée d'ambitions malsaines, plutôt qu'une réaction des libertés violées. Plus M. de Carné approche de 1789, plus il se rallie à la noblesse contre l'administration centrale. Certes, il a raison de stigmatiser un gouvernement qui échangeait d'habitude la violence contre la faiblesse; mais, après avoir, à certains égards, rendu un juste hommage au duc d'Aiguillon, peut-il, tout en blâmant certains excès de langage et de conduite, élever sur un piedestal La Chalotais, *martyr du droit*. Quand il approuve les ovations décernées en ces jours de tumulte aux membres démissionnaires du Parlement et aux résistances obstinées d'une noblesse

menée par ses *tuteurs*, nous estimons qu'il va trop loin, qu'il obéit, à son insu, aux excitations dont Paris était, nous l'avons dit, l'ardent foyer.

Et chose qui nous paraît étrange ! à la fin, il abandonne soudainement les libertés de la Bretagne, écrites dans le pacte de 1632, ces libertés pour lesquelles sa plume vient d'écrire, avec le feu sacré du patriotisme, près de deux volumes. Il les immole sans hésiter à l'*esprit nouveau*, au *droit nouveau*, et même à l'*unité administrative* de Necker. Y avait-il donc, comme il le croit, incompatibilité radicale entre les réformes que voulait la France et les franchises séculaires des provinces ? Ces réformes ne pouvaient-elles être greffées sur le vieux tronc de la monarchie ? Ici nous en appelons de M. de Carné à M. de Carné lui-même. Dans une note excellente, qui est la première de l'*Appendice*, il établit sans peine que Louis XVI, en mettant sa couronne au greffe par l'imprudent rappel des *parlements*, frappa d'avance de stérilité ses améliorations, et jeta la France dans la crise qu'il voulait prévenir. Pourquoi donc affirmer, au début de son livre, que cette histoire est la preuve invincible de l'*impérieuse nécessité* d'une révolution ? Le mouvement qui fascinait tant de nobles âmes, de 1750 à 1789, était surtout centralisateur : au lieu de militer contre l'ancien régime, il l'aggravait, et l'absolutisme démocratique allait parachever l'absolutisme royal. Comment l'habile défenseur des libertés provinciales n'a-t-il pas vu cela ?

L'ancien régime, du reste, est vaguement jugé par l'auteur ; il ne dit pas où ce régime commence et finit. Les légistes, qu'il passe sous silence, ont été, au *xii^e* siècle, les promoteurs de la transformation monarchique ; ils ont substitué théoriquement le bon plaisir royal à cette admirable hiérarchie de droits et de libertés que la monarchie et l'Eglise avaient constituée par une action commune. Mais n'exagérons pas. Au plus fort de ce qu'on nomme l'absolutisme, il y avait dans l'opinion, dans les *parlements*, dans tous les corps moraux, une vie civique qui se trahissait souvent par des élans d'indépendance que notre civilisation ne souffrirait pas.

M. de Carné dit excellemment quelque part, que, sous l'ancien régime, le pouvoir royal, illimité en théorie, était presque partout limité en fait. Restons sur cette pensée vraie ; mais ne terminons pas sans féliciter l'estimable écrivain, malgré nos réserves, d'avoir montré, en un coin de l'ancienne France, tout ce qu'il y eut de généreux caractères, sachant concilier les devoirs de l'obéissance avec les *prérogatives* de la liberté.

Nous désirons vivement que tous les pays d'États nous soient ainsi révélés par une science impartiale et courageuse. Alors, nous n'en doutons pas, un jour éclatant se lèvera sur ce passé de la France, si calomnié par l'ignorance et la haine.

Ce sera la démonstration, cette fois irrésistible, du mot célèbre de M^{me} de Staël : « La liberté est ancienne, c'est le despotisme qui est nouveau. »

GEORGES GANDY.

III.

L'ÉPOPÉE FRANÇAISE ¹

Le poète favori de la cour de Sceaux, — ce Versailles en miniature où la duchesse du Maine, entourée de petits esprits et encensée en petits vers, consuma sa vie à se dépiter de la nullité de son mari, et se consola de ses mésaventures politiques en continuant, autant qu'il était en elle, les traditions du grand roi, — M. de Malezieu, le courtisan octogénaire de M^{lle} de Launay, prononça un jour que les Français n'avaient point la tête épique. Voltaire fut bien de son avis, et l'on ne s'en étonne pas quand on lit la *Henriade*. Ce n'est pas que la *Henriade* ne contienne tous les éléments qui, au gré des littérateurs dont l'*Art poétique* est le dogme et dont Boileau est le dieu, justifient le nom d'*épique* donné à un poème. Il y a dans la *Henriade* la promenade aux enfers et aux champs Élysées, ni plus ni moins que dans l'*Enéide*.

Mais je ne sais pourquoi l'on bâille en la lisant,

ou plutôt je le sais fort bien. On bâille parce que la *Henriade* est ennuyeuse. Elle est ennuyeuse, parce qu'elle a été écrite pour célébrer un héros qui n'est point *épique*, par un poète qui l'est encore moins, dans un temps qui n'était nullement propre à voir éclore une *épopée*. Mais quand donc, pourra-t-on dire, un héros : est-il épique, un poète a-t-il les qualités requises pour composer une épopée, un peuple est-il apte à la comprendre et à la goûter ? Je vais essayer de répondre brièvement à ces questions, dont la solution est fort importante pour l'histoire littéraire de notre pays.

L'*épopée* n'est pas l'œuvre artificielle du génie d'un homme, c'est la production naturelle, spontanée du génie d'un peuple. Elle ne naît point aux temps civilisés, elle naît aux temps héroïques. Ses héros sont barbares, ses poètes sont barbares, ses lecteurs ou plutôt — car on ne la lit point, on l'écoute — ses auditeurs sont barbares. Bar-

¹ *Histoire poétique de Charlemagne*, par Gaston Paris. Paris, A. Franck, 1865, in-8° de xvii-513 p. Ouvrage qui a obtenu le grand prix Gobert à l'Académie des Inscriptions en 1866.

Les Épopées françaises, étude sur les origines et l'histoire de la littérature nationale, par Léon Gautier, Paris, Victor Palmé, tome I, 1865, in-8° de xv-671 p. ; tome II, 1867, in-8° de xvi-620 p. ; tome III, 1868, in-8° de x-536 p. — Ouvrage qui a obtenu le grand prix Gobert en 1868.

barie est ici le synonyme de jeunesse. Un peuple barbare, c'est un peuple enfant. Quand les nations sont parvenues à l'âge mûr, à plus forte raison quand elles ont atteint les limites de la vieillesse, elles pensent, elles raisonnent, elles calculent, elles ne chantent plus. La poésie alors devient tout individuelle. Il peut y avoir, il y a en effet, il y aura longtemps encore, Dieu merci ! des poètes, de grands poètes en France ; la France elle-même n'est plus poète depuis longtemps. Mais comme elle le fut dans sa jeunesse ! M. Gautier a pu tirer de son ouvrage cette conclusion : « La France est la plus épique des nations modernes. La *Chanson de Roland* vaut l'*Iliade*. » Cette dernière assertion a paru un peu hasardée. Bien que, pour ma part, j'incline fort à l'avis de M. Gautier, néanmoins je pense qu'au point de vue de l'esthétique, la question a encore besoin d'être étudiée pour être éclaircie. Mais ce qui n'est pas contestable, c'est qu'il faut absolument rejeter l'étrange sentence de M. de Malezieu, ou plutôt la modifier en ces termes, qui s'appliqueront parfaitement à l'auteur et aux lecteurs de la *Henriade* : « Les Français n'ont plus la tête épique. » C'est que le temps de l'épopée française est passé.

Ce temps naquit le jour où, portant le dernier coup aux restes débilés de la domination romaine, un peuple jeune et vigoureux, les Franks, s'établit sur le sol de la Gaule, et, vainqueur avec Clovis et ses fils des autres nations barbares qui lui disputaient ce sol, y fonda définitivement son empire, commença à se mêler avec les vaincus, constitua la nation française. Les Gallo-Romains de la décadence furent tout d'un coup ranimés ; ce fut comme un sang nouveau qui pénétra dans leurs veines ; ils redevinrent jeunes et vigoureux à leur tour. De toutes parts des éléments pleins de vie apparurent soudain, s'agitèrent, se mêlèrent, entrèrent en fusion, et au milieu des ruines de la civilisation romaine affaissée par son propre poids, commença le grand travail d'enfantement qui devait produire une civilisation nouvelle, un monde nouveau. Cette civilisation encore en germe, ce monde qui allait naître, avaient besoin d'être défendus contre deux grands dangers. Il fallait, d'une part, opposer enfin une digue à ce flot tumultueux des races qui, se poussant l'une l'autre des limites de l'Asie aux frontières de la Gaule, sans cesse menacées de nouvelles invasions, produisaient à travers la Germanie comme un vaste déluge d'hommes. D'autre part, sur leurs cavales rapides, les Arabes rangés sous l'étendard des successeurs de Mahomet, accouraient à travers l'Afrique et l'Espagne vers cette même Gaule, devenue le champ de bataille des nations. Il fallait arrêter à tout prix ce second torrent, ou sinon voir submerger en France, avec la foi chrétienne, l'espérance de l'avenir. Cette double guerre, féconde en grands combats et en actions héroïques, cette lutte véritablement *épique*, fut l'œuvre de Charles Martel, de Pépin et de Charlemagne. Quand le grand chef des Franks reçut à Rome des mains du Pape la couronne impériale et fut salué du nom d'Auguste, c'était la civilisation nouvelle, fille du Christianisme, protégée par les armes des Héristal contre les bandes germaniques, les hordes slaves, les escadrons arabes, c'étaient le progrès et l'avenir que l'Église couronnait dans la personne de

leur plus sublime représentant. Après Charlemagne, qui est la grande figure héroïque de la France, quels temps ! quelles mœurs ! quels déchirements ! Les faibles successeurs de l'Empereur se disputent à main armée les débris sanglants de son empire ; ces débris eux-mêmes sont divisés : l'immense unité préparée par Charles Martel et par Pépin, consommée par Charlemagne, va se brisant de toutes parts. L'empire est morcelé en royaumes, les royaumes en duchés et en comtés, les duchés et les comtés en un nombre presque infini de seigneuries héréditaires. Rois, ducs, comtes, seigneurs en appellent à la violence et, la lance au poing, se disputent les lambeaux du territoire. Les Normands cependant arrivent sur leurs barques légères des lointaines régions du Nord ; ils tuent, ils pillent, ils brûlent, ils augmentent le chaos dont ils profitent. Rude époque ! siècles d'airain, féconds en vigoureux caractères, en vertus robustes, en crimes monstrueux. Comme toutes les périodes de transition, ces temps ont été durs à traverser ; toutefois ils méritent d'être absous et même glorifiés par l'histoire, car ils ont enfanté de grandes choses, et on ne doit pas confondre le chaos avec le néant. Peu à peu le chaos se démele, les éléments divers se classent et s'échelonnent, l'ordre se fait. Le tumulte dissipé, on aperçoit debout la vaste hiérarchie féodale, et à côté d'elle une grande institution destinée à la contenir, et après la chute, facile à prévoir, de ce système social, destinée à le remplacer, je veux dire la royauté nationale qui s'établit définitivement en France avec Hugues Capet. Les siècles écoulés entre la conquête de la Gaule par les Franks et l'avènement de Hugues Capet, tels sont les temps héroïques de la France, ceux où l'épopée devait naître et où elle est née en effet.

De toute antiquité les Germains ont eu des chants épiques, où ils célébraient les vertus et les exploits de leurs chefs, où ils transmettaient à leur postérité, sous forme de mythes et de légendes, les traditions de leur race. Ce fait est attesté par Tacite et, après lui, par Jornandès. De toutes les peuplades germanes, les Franks n'étaient pas la moins poétique, comme le prouve ce prologue de la *loi salique* où leur enthousiasme éclate en actions de grâce. En pénétrant dans la Gaule, ils ne perdirent point la noble habitude que leurs pères leur avaient transmise au sein des forêts de la Germanie¹. Ils continuèrent à chanter leurs anciens chants ; ils en composèrent, ils en apprirent de nouveaux. Ils firent plus, ils communiquèrent aux Gallo-Romains, leurs sujets d'abord, bientôt leurs compatriotes, le goût de cette histoire rythmée qui, en de courts poèmes animés d'un souffle militaire et patriotique, volait de bouche en bouche, était répétée en chœur quand on marchait aux combats et, transmise de génération en génération, passait du bisaïeul aux arrière-petits-enfants. Les expéditions des Clovis, des Clotaire, des Théodoric, des

¹ M. Gaston Paris, qui avait contesté d'abord l'origine germanique de l'épopée française, est revenu depuis à l'opinion soutenue avec tant de science et de vigueur par M. Léon Gautier. Cf. le remarquable travail de M. Paul Meyer, *Recherches sur l'épopée française*. Paris, Franck, 1868, in-8°.

Dagobert, des Charles Martel, des Pépin, les hauts faits de leurs leudes, furent ainsi célèbres en un grand nombre de *cantilènes*, de bonne heure composées non-seulement en langue tudesque, mais dans cette langue de la Gaule à laquelle on a donné le nom de *latin vulgaire*, et qui était alors en train de devenir au nord le français, au midi le provençal. La plupart de ces chants auraient disparu sans laisser la moindre trace, alors qu'un grand nombre de générations s'étant succédé, le peuple aurait complètement perdu le sens des événements qu'ils retraçaient. Mais Charlemagne parut, et cette grande figure donna, pour le passé et pour l'avenir, un centre définitif aux fragments de l'épopée française, épars à travers les provinces et les âges.

Les expéditions de l'Empereur en Allemagne, en Italie, en Espagne, donnèrent lieu à la production d'un très-grand nombre de chants héroïques. Mais déjà, peu de temps après sa mort, ces chants, comme l'histoire même du fils de Pépin, avaient été singulièrement déformés par la légende. Les cantilènes antérieures, dont les rois mérovingiens, dont Charles Martel et Pépin le Bref avaient été les héros, s'étaient fondues dans cette légende carolingienne, qui en vint à grouper mille faits, soit fabuleux, soit réels, mais originellement étrangers l'un à l'autre, autour d'une idée mère qui, pour un temps, domina toutes les conceptions poétiques, et qui a laissé des traces ineffaçables sur l'épopée française. Cette idée, c'est, suivant l'expression de M. Gaston Paris, la lutte des nations chrétiennes contre l'islamisme sous l'hégémonie de la France, sous la direction de l'Empereur. C'est alors que la physionomie du grand homme prit véritablement des proportions épiques. L'enthousiasme des poètes populaires prolongea sa vie au delà des bornes assignées à la condition humaine, ils le représentèrent comme un auguste vieillard, plein de vigueur encore après trois siècles de combats contre les ennemis de la foi, géant de corps et de cœur, animé de l'esprit de Dieu, conversant familièrement avec les anges; terrible, comme le Mars de l'épopée grecque, quand, le heaume au front, la poitrine protégée par le haubert, la lance au poing, la formidable épée *Joyeuse* à son côté, il lançait son cheval de bataille sur les Sarrasins épouvantés, en poussant son grand cri de guerre : *Montjoie Saint-Denis!* majestueux, comme le Jupiter de l'*Iliade*, quand, au milieu de son camp, assis à l'ombre d'un pin, sur son fauteuil d'or, il écoutait, le chef penché et caressant sa barbe blanche, les ambassadeurs de quelque roi ennemi, et qu'un froncement de ses sourcils faisait trembler les pairs de France. Autour de lui, dans la bataille ou au conseil, voici ses grands vassaux, ses capitaines indomptés, le preux Roland, le sage Olivier, Richard de Normandie, Ogier de Danemark, Asselin de Gascogne, etc. Voici le conseiller par excellence, le prudent vieillard, Naimes, duc de Bavière; voici l'aumônier de l'armée chrétienne, celui qui, pour pénitence, ordonne aux barons de frapper fort, le rude archevêque Turpin ¹.

¹ Voyez les beaux portraits de Charlemagne et de ses compagnons de guerre

Cependant, à la fin du ix^e siècle, de nouveaux chants, animés d'un tout autre esprit, commencèrent à se répandre. Les faibles successeurs de Charlemagne, depuis Louis le Débonnaire jusqu'à Louis le Fainéant, diminuèrent, presque au point de l'anéantir, dans l'esprit des masses, ce prestige de la royauté que leur ancêtre avait élevé à une hauteur idéale. On s'habitua à considérer le roi de France comme un faible suzerain, tenant d'une main débile un sceptre qui n'était plus qu'un inutile ornement, toujours prêt à laisser choir de son front la couronne, qu'y maintenait seulement une ombre de respect demeurée dans le cœur des grands vassaux, tremblant devant ses barons qui le méprisaient, réduit à chercher son salut dans leurs divisions, et à implorer sans cesse le secours des uns contre les autres. Les héros de ces chants nouveaux ne furent donc plus les rois, personnages ridicules et qu'on bafoue sans pitié, mais ces rudes guerriers vêtus de fer qui, terribles à leurs souverains, à leurs égaux et à eux-mêmes, consumaient leurs jours en d'audacieuses révoltes, en d'atroces vengeances, qu'ils expiaient ensuite, quand ils y survivaient, par d'héroïques pénitences. Tous ces brigands épiques, qui souvent mouraient comme des saints, ont fourni à l'épopée française une série de types formidables : Garin le Loherain, Girard de Fraite, Girard de Viane, Raoul de Cambrai, Ogier de Danemark, Renaud de Montauban. Le mélange des cantilènes et des légendes relatives à quelque haut baron féodal, avec d'autres chants et d'autres légendes se référant aux grandes luttes soutenues dans le midi de la France contre les Sarrasins, produisit des types comme celui de Guillaume-au-court-Nez, tuteur un peu rude de ses suzerains, justicier sanglant de ses pairs, héroïque défenseur de la France et de l'Eglise contre les infidèles. Mais le plus curieux effet de ce mélange de traditions diverses fut la dégradation que subit peu à peu, dans les chants nationaux et dans l'esprit des peuples, le caractère de Charlemagne. Le souvenir de l'Empereur avait conservé une telle puissance sur l'imagination des masses, on avait tellement identifié la personne de ce roi modèle avec la royauté elle-même, que, comme on n'avait pu garder la mémoire de ses ancêtres, on ne put non plus se résoudre à lui souffrir des héritiers. La ressemblance des noms, en ce temps où la légende dominait entièrement l'histoire, aida singulièrement à la confusion des personnes. Charles le Chauve, Charles le Gros. Charles le Simple étaient certes bien différents de leur aïeul; on n'en attribua pas moins leurs défaillances à Charlemagne, comme on avait reporté sur lui les grandes actions de son aïeul Charles Martel. De ce bizarre mélange résulta un nouveau type impérial, singulièrement dégénéré. L'Empereur ne fut plus qu'une sorte de

dans le second volume des *Epopées Françaises*. M. Gautier joint à cette précision scientifique, qui est l'apanage des érudits de premier ordre, toute la chaleur d'âme d'un grand orateur. J'ose espérer que mon savant ami nous donnera quelque jour une édition populaire de ce second volume, qu'il importe tant de répandre.

mannequin couronné, joignant à la capricieuse frivolité des enfants l'obstination et l'avarice des vieillards; passant brusquement et sans transition de l'extrême fureur à l'extrême faiblesse; tantôt rugissant comme un lion, tantôt pleurant comme une femme; tiré en tous sens au gré des passions contraires de ses conseillers; servant d'instrument docile à des traîtres qui le font agir contre ses intérêts et même contre sa volonté; se laissant morigéner par le duc Naimmes comme un écolier par son précepteur; trompé, raillé, hué sans cesse, et toujours sur le point de se laisser arracher par ses vassaux indociles un pouvoir qu'il ne sait plus faire respecter: altération grotesque de la figure sublime dont nous avons essayé plus haut de fixer les traits. Toutefois, ce nouveau type ne parvint pas à faire complètement oublier l'ancien; les deux portraits de Charlemagne se retrouvent dans l'épopée française. Suivant qu'elles ont puisé à l'une ou l'autre tradition, suivant qu'elles ont été composées d'après telle ou telle série de chants héroïques, nos chansons de geste nous offrent le premier ou le second Charlemagne. Toutefois, il est bien rare qu'elles n'aient point ajouté au premier quelques traits du second, et réciproquement. Le poème où le grand empereur a le mieux gardé son caractère sublime, c'est la *Chanson de Roland*¹. Le poème de *Renaud de Montauban*² nous offre, au contraire, une des images les mieux réussies du type grotesque de Charlemagne.

C'est dans la seconde moitié du x^e siècle que l'habitude de composer des chants héroïques ayant à peu près cessé, les traits épars des légendes nationales commencèrent à être rassemblés et fixés en de longs poèmes qu'on appelle des *chansons de geste*. C'est alors que l'épopée française se constitua. Jusqu'alors les récits épiques, d'abord improvisés ou peu s'en faut, sous l'impression même des événements qu'ils retraçaient, par quelqu'un de ceux qui y avaient pris part, bientôt altérés, modifiés, enrichis de mille ornements capricieux par la légende, mais s'exprimant toujours en des poèmes relativement brefs, chantés sur un rythme rapide et avec un accent lyrique, avaient été des œuvres pour ainsi dire impersonnelles. Ils circulaient à travers la France, comme circulent encore aujourd'hui dans nos campagnes quelques vieilles chansons populaires. Tout le monde les répétait, tout le monde les savait par cœur; les additions et les remaniements étaient un peu l'œuvre de tous. Mais maintenant il n'en fut plus de même. Il se forma toute une classe d'hommes qui, à l'aide de ces anciens chants, groupés suivant des affinités souvent bizarres, et aussi à l'aide de légendes plus vagues, analogues à celles qui font le charme des veillées d'hiver, composèrent des poèmes de longue haleine. Ce furent les *trouvères*. Il y eut toute une classe d'hommes qui, par

¹ La meilleure édition de la *Chanson de Roland* a été donnée par un Allemand. M. Théodore Müller, Göttingue, 1863, in-8°.

² La publication de *Renaud de Montauban* est due à un Français, à l'un des hommes qui honorent le plus l'érudition française, M. Henry Michelant. Mais cette publication a été faite en Allemagne. Stuttgart, 1862, in-8°.

métier, les colportèrent, les allèrent chanter dans les châteaux, dans les cloîtres, dans les carrefours. Ce furent les *jongleurs*. M. Gautier a finement et éloquemment raconté, dans son premier volume, l'intéressante histoire de ces chanteurs ambulants, tout à fait comparables aux rhapsodes de l'ancienne Grèce. Au *x^e*, au *xii^e* siècle, les trouvères furent sans cesse en train d'arranger, de modifier, de remanier les œuvres de leurs devanciers, les premiers trouvères du *x^e* siècle; sans cesse ils furent occupés à en composer de nouvelles. Les chansons de geste prirent des proportions de plus en plus considérables : les jongleurs, qui parfois étaient en même temps des trouvères, se multiplièrent pour les chanter. Ces deux siècles furent pour l'épopée française la période de splendeur, comme les *viii^e* et *ix^e* siècles avaient été la période de splendeur des chants héroïques. Mais dès le *xiii^e* siècle, la décadence commença. Tourmentés par ce besoin d'unité, qui avait amené les premiers poètes à grouper en récits développés et présentant une suite de scènes logiquement reliées entre elles les traits de la légende nationale, épars çà et là dans les chants héroïques et dans la mémoire des vieillards, les nouveaux poètes voulurent, bon gré mal gré, relier entre eux les grands poèmes, et ils les groupèrent en vastes cycles dont ils comblaient les lacunes en inventant de nouveaux héros qu'ils rattachaient par des liens arbitraires aux dynasties épiques, aux anciennes *gestes* françaises. Mais ces nouveaux héros, enfantés non plus par la légende de tout un peuple, mais par le cerveau d'un poète, n'étaient que de pâles images des anciens types qui leur servaient de modèles : les nouveaux poèmes furent servilement calqués sur les anciennes chansons de geste. Ces anciennes chansons elles-mêmes, sans cesse remaniées dans leur versification et dans leur langue, pour être mises à la mode du jour, perdirent peu à peu leur inspiration première. Insensiblement, on s'en dégoûta. Les fabuleux voyages des chevaliers de la *table ronde*, les fictions romanesques, les galanteries raffinées de la cour du roi *Arthur*, prirent peu à peu dans la faveur du public la place qu'occupaient autrefois les récits héroïques des grandes luttes nationales; les *poèmes d'aventures* se substituèrent aux *chansons de geste*; *l'Iliade*, en un mot, fut détrônée par *l'Odyssée*. La décadence s'accusa de plus en plus durant le *xiv^e* siècle. Au *xv^e*, un reste de vie et de popularité qu'avait conservé notre épopée, lui fit subir une transformation nouvelle, qui malheureusement fut la dernière. Les jongleurs ayant peu à peu cessé de chanter, soit en plein air, soit dans les grandes salles des manoirs féodaux, les anciens récits de l'épopée française, ceux qui prenaient encore goût à ces récits durent les lire au lieu de les écouter. Or, dès qu'on ne chantait plus, le rythme devenait moins nécessaire; les vers, à cette époque de décadence, comme on en peut juger d'après les derniers remaniements qui aient conservé cette forme, étaient mille fois plus ennuyeux que la prose. On mit donc en prose un certain nombre de nos poèmes, et ils purent ainsi survivre jusqu'au moment où l'imprimerie, les recueillant, en multiplia les exemplaires. La Renaissance approchait; il a dépendu d'elle de recueillir ces précieux, quoi

que informes débris des chants sublimes d'autrefois, de remonter plus haut, d'aller chercher dans les manuscrits les poèmes des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, et mêlant à ces richesses nationales les trésors de l'antiquité, de nous donner une série d'œuvres admirables, dont le fond eût été emprunté aux légendes de la patrie, le style aux grands maîtres de la Grèce et de Rome. Mais la Renaissance fut, en France, exclusivement grecque et latine, et quand Ronsard écrivit la *Franciade*, les classes lettrées avaient complètement oublié l'épopée française.

Le peuple oublie moins facilement. Tandis que du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle une littérature qui a produit sans doute des chefs-d'œuvre de pensée et de style, mais qui a toujours gardé, en dépit des grands génies qui la cultivèrent, le caractère factice des œuvres d'imitation, s'emparait des esprits cultivés et y dominait sans partage, quelques versions en prose de nos romans nationaux circulaient dans nos campagnes, réimprimées par milliers sur l'affreux papier et avec les affreux caractères de la *Bibliothèque bleue*. Ils font encore aujourd'hui les délices des paysans, auprès de qui l'*enchanteur Maugis*, les *quatre fils Aymon* et le *vaillant cheval Bayard* ont conservé tout leur prestige. Dans les classes lettrées elles-mêmes, au ^{xviii}^e siècle, malgré la *Henriade*, commença à se manifester une sorte de retour, dû à l'ingénieuse idée du marquis de Paulmy, qui recueillit, dans sa *Bibliothèque des Romans*, quelques-uns de ces vieux récits, qu'il eut bien soin du reste de faire travestir et farder à la mode du temps, par la plume élégante et précieusement ridicule de M. le comte de Tressan. Mais la vraie réhabilitation date de notre siècle. Animés d'un enthousiasme admirable, doués d'une patience à toute épreuve, armés d'un sens critique jusqu'alors inconnu, une légion d'érudits, en France et en Allemagne, — plutôt en Allemagne qu'en France, hélas ! — secouèrent la poussière qui couvrait l'épopée française et la remirent en lumière. Ce travail, digne de tous les éloges, de tous les encouragements, se poursuit encore aujourd'hui sous nos yeux. Les deux ouvrages dont je me suis inspiré dans cet article, le livre de M. Gaston Paris et le livre de M. Gautier, résument admirablement les résultats acquis, et en augmentent le nombre dans une proportion très-grande. Les sources maintenant sont ouvertes à tous ; que tous viennent y puiser ! Il n'est point indifférent que la littérature et les arts, en France, s'inspirent désormais des traditions de la patrie ; il n'est pas indifférent que l'on sache et que l'on rappelle que, depuis mille ans et plus, un même cœur, au jour du danger, a toujours battu dans toutes les poitrines françaises ; il n'est pas indifférent qu'à de certains moments, aux menaces, aux insolences des étrangers, nous opposions fièrement les grandes actions de nos pères ; il n'est pas indifférent que nous apprenions par cœur dès notre enfance pour les répéter, s'il le fallait, les héroïques paroles de Roland sur le champ de bataille de Roncevaux :

« Ne plaise à Dieu, à ses saints, à ses anges
 « Que douce France perde par moi l'honneur !.....
 « En avant ! »

MARIUS SEPET.

IV.

LES HISTORIENS DE PARIS

AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES ¹

M. Le Roux de Lincy vient de publier, avec le concours de MM. L.-M. Tisserand, secrétaire-archiviste de la Commission des travaux historiques de la ville de Paris, et A. Bruel, archiviste-paléographe, un ouvrage qui, par son importance, par son luxe exceptionnel, mérite ici une mention toute spéciale. Nous voulons parler du volume intitulé : *Paris et ses historiens aux XIV^e et XV^e siècles*, faisant partie de la collection de travaux sur l'histoire de Paris entreprise par l'initiative de M. le Préfet de la Seine et publiée aux frais du Conseil municipal, collection où déjà ont paru : une *Introduction à l'Histoire générale de Paris* (1 vol.) ; la *Topographie historique du vieux Paris* (tome I, *Louvre et Tuileries*), par M. A. Berty ; les *Anciennes Bibliothèques de Paris*, par M. Alfred Franklin (tome I).

Le volume que nous annonçons est le plus considérable, et à coup sûr le plus intéressant de ceux qui ont vu le jour jusqu'à présent. Il se compose de deux parties aussi soignées l'une que l'autre, le texte et les planches, la partie narrative et la partie descriptive. Disons d'abord un mot des très-nombreuses *illustrations* qui accompagnent ce magnifique ouvrage. Rien n'a été négligé sous ce rapport : recherches assidues dirigées jusque dans les bibliothèques de l'étranger et les collections particulières les plus célèbres, choix heureux et varié, reproduction par les procédés les plus nouveaux et les plus fidèles. Dans cette galerie rétrospective, les miniatures brillent au premier rang : à côté de deux vues de Paris au XV^e siècle, du Petit-Pont au XIV^e siècle, de la Maison aux piliers et de l'intérieur de la Sainte-Chapelle, reproduites en couleur par la chromolithographie, nous indiquerons des *fac-simile* de manuscrits et de chartes, des reproduc-

¹ *Paris et ses historiens aux XIV^e et XV^e siècles*. Documents et écrits originaux recueillis et commentés par MM. Le Roux de Lincy, conservateur honoraire de la bibliothèque de l'Arsenal, et Tisserand, secrétaire-archiviste de la commission des travaux historiques de la ville de Paris. Paris, imprimerie impériale. 1867 (1868), in-4^e de xxxvi-665 pages, avec 38 planches hors texte et 50 gravures sur bois ou en héliographie dans le texte.

tions, par la gravure et l'héliogravure, de miniatures, de portraits, de monuments, d'anciennes estampes, d'armoiries, etc. Rarement un tel luxe avait été déployé avec plus d'intelligence, de soin scrupuleux et de goût.

Quant au texte de l'ouvrage, qui doit appeler ici plus spécialement notre attention, il se compose de quatre traités ou morceaux offrant une description plus ou moins développée de Paris. Le premier est un *Éloge* de Jean de Jandun, écrit en 1323; le second, un commentaire dû à Raoul de Presles; le troisième, une description étendue faite, au commencement du xv^e siècle, par Guillebert de Metz; le quatrième, un poème descriptif inédit d'Antoine Astezan, qui porte la date de 1451.

Jean de Jandun était maître des Arts au collège de Navarre; il a laissé divers ouvrages de métaphysique qui lui ont valu le surnom de *philosophus acutissimus*; il est connu par sa liaison avec Marsile de Padoue, et par la publication faite, de concert avec Marsile, d'un livre intitulé : *Defensor pacis*, livre contenant les propositions les plus misonnantes, et qui bientôt fut répandu dans la langue vulgaire. Inquiété à ce sujet, Jean de Jandun se retira à Senlis; après avoir vu son livre partout censuré, il passa en Allemagne, où il mourut obscurément. C'est de Senlis qu'est daté son *Éloge de Paris*. Provoqué par un ami qui lui écrivait « qu'être à Paris c'est vivre, qu'être ailleurs c'est végéter, » l'auteur répondit par de pompeuses louanges de la petite ville où il avait trouvé un refuge. Là-dessus, factum de l'ami, qui reproche à Jean de Jandun son ingratitude et exalte les avantages de Paris. Jandun réplique alors par un éloge détaillé, où il s'étend sur la situation, les édifices religieux et civils, les arts, la civilisation, les mœurs, etc., de la capitale. — Le texte de ces *Eloges* avait été donné, en 1856, par MM. Le Roux de Lincy et Taranne dans le *Bulletin du Comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France*; il reparait ici, avec une traduction très-consciencieusement et très-habilement faite par M. A. Bruel, et d'érudits commentaires des éditeurs.

Moins considérable est le fragment de Raoul de Presle, extrait de sa traduction de la *Cité de Dieu* de saint Augustin, et qui nous montre Paris sous Charles V. Le texte est précédé de détails biographiques, patiemment recueillis et savamment élucidés, sur l'auteur et sur sa famille. Des renseignements topographiques précieux, quelques détails de mœurs, mêlés à de nombreuses digressions rétrospectives, donnent de l'intérêt à cette courte description.

L'ouvrage de Guillebert de Metz est le morceau capital du volume. Il était connu déjà par la publication qu'en avait faite M. Le Roux de Lincy en 1855, dans le *Trésor des pièces rares et inédites* du libraire Aubry. Épuisée depuis longtemps, la *Description de Paris sous Charles VI* reparait ici avec de nouveaux éclaircissements, et des dissertations complémentaires dont nous parlerons tout à l'heure. Les dix derniers des trente chapitres de Guillebert de Metz ont surtout une grande valeur. Ils décrivent Paris tel que l'auteur l'avait sous les yeux. Des annotations multipliées viennent suppléer à la brièveté

et à l'insuffisance des énumérations trop sèches que l'auteur se borne souvent à faire.

Le poème inédit d'Antoine Astezan, secrétaire de Charles d'Orléans, ne contient pas seulement des détails sur Paris : des huit cent cinquante vers dont il se compose, deux cent cinquante seulement sont consacrés aux splendeurs de la capitale ; le reste nous offre une brève description des environs de Paris et des principales villes de France. Certains détails ont ici une valeur historique : c'est ainsi qu'Astezan célèbre la délivrance du territoire, accomplie par celui qu'il nomme « le plus religieux de tous les rois, » et « digne des chants éternels du poète :

Karolus, æterno vatis rex carmine dignus !

Il me reste à parler des additions jointes par les savants éditeurs à cette belle publication. Outre la publication de certains textes, — comme le poème sur la loi salique, placé au-dessus de la statue équestre de Notre-Dame ; la description des chasses de la cathédrale ; *les trois morts et les trois dits* du cimetière des Innocents ; la danse macabre (avec les planches) ; l'état des bourgeois qui prêtèrent serment à Jean-sans-Peur, en 1418, d'après le précieux rôle original en la possession de M. Guilbault, de Saintes, — nous devons à leur zèle infatigable et à leur érudition quelques renseignements sur l'oriflamme, et trois représentations authentiques du célèbre étendard ; une fort intéressante quoique succincte dissertation sur la nature et l'origine de la danse macabre ; un curieux chapitre sur la bourgeoisie parisienne entre 1380 et 1424, avec la biographie des personnages les plus marquants nommés par Guillebert de Metz, à savoir Bureau de Dampmartin, Digne Responde, Guillemin Sanguin, Jacques Duchie (ou de Ducy) et Miles Baillet, et une longue et curieuse liste des bourgeois notables de Paris, divisés en treize catégories, liste dressée d'après les pièces authentiques et les meilleurs ouvrages d'érudition ; un autre chapitre, très-développé, sur les lettres, les artistes et les artisans à Paris pendant la même période, où l'on passe successivement en revue les théologiens, les prédicateurs, les traducteurs, les poètes, les trouvères, les ménestrels, les médecins, les astrologues, les écrivains, les enlumineurs, les orfèvres, et où abondent les plus intéressants détails ; enfin un essai de statistique parisienne du xiv^e au xvi^e siècle, qui précise les renseignements trop vagues de Guillebert de Metz et, par la combinaison de diverses données, arrive à des évaluations formelles : il en résulte en particulier que la population de Paris, entre 1407 et 1434, était d'environ deux cent mille âmes.

Quand j'aurai dit que le beau volume que j'ai sous les yeux se termine par des observations sur les miniatures représentant Paris au xv^e siècle ; par des remarques de M. L. Legrand sur le plan cavalier de Paris en 1380, dressé par lui, et sur le plan restitué de Senlis à la fin du xiv^e siècle, (comme terme de comparaison), par une ample table alphabétique due aux soins de M. Auguste Petit, je

n'aurai pas encore tout dit, car je n'aurai donné qu'une faible idée de la richesse des matériaux qui composent ce volume et de l'érudition consciencieuse qui s'y montre à toutes les pages.

Il faut pourtant faire une petite part à la critique. Les éditeurs, en entrant courageusement et libéralement dans la voie des annotations et des commentaires, devaient rencontrer un écueil, contre lequel ils étaient condamnés à se heurter plus d'une fois : ils soulevaient une foule de questions ; pouvaient-ils les résoudre toutes ? Le lecteur, attiré par l'annonce du titre, s'attend à voir le problème élucidé ou traité avec de longs développements ; il éprouve quelque déception en voyant que l'auteur, en s'embarquant dans son sujet, n'avait pas l'intention d'atteindre au port. C'était là, je le sais, une nécessité de la situation où se trouvaient placés les éditeurs ; mais c'est un des regrets qu'on éprouve à la lecture de leur travail, déjà d'ailleurs si considérable. Malgré tout, ces ébauches elles-mêmes ont leur prix, et pourront mettre plus tard sur la voie de tableaux achevés.

Un dernier mot. Nous avons remarqué dans la transcription du *Ditié* de Christine de Pisan (p. 420-426), de nombreuses et regrettables erreurs de transcription : *Et estoit liée pour estroit liée, l'angletharée pour l'englescherie, ne fut plus cher pour ne fut plus cler, là furent prison pour là furent prins*, etc. C'est un fâcheux contraste avec le soin habituel qui a présidé à la publication des autres textes.

G. DE BEAUCOURT.

V.

UN

INTENDANT DU HAINAUT SOUS LOUIS XVI¹

SENAC DE MEILHAN

Depuis que, par leurs remarquables écrits, MM. de Tocqueville et de Lavergne ont mis en honneur les études sur l'histoire administrative de l'ancien régime, nous avons vu une foule d'excellents esprits les suivre dans cette voie. Ils y sont venus de tous les points de l'horizon politique, voulant, avec une loyauté digne d'éloges, contrôler par l'examen des faits leurs opinions préconçues. Naturellement les recherches de cet ordre, à mesure qu'elles se multipliaient, ont tendu à se localiser. Chaque province a, ou veut dès maintenant avoir la statistique de son passé, statistique où les faits et les chiffres demandent à être vivifiés par des considérations économiques et sociales.

M. Louis Legrand, de Valenciennes, qui vient de soutenir devant la Faculté de Paris, pour l'obtention du diplôme de docteur ès lettres, une thèse française² sur le dernier intendant du Hainaut, Sénac de Meilhan, a compris toute l'étendue des devoirs que lui imposait un pareil sujet et il s'en est honorablement acquitté.

Sénac de Meilhan appartient à la fois à l'histoire littéraire et à l'histoire administrative. Il s'en est fallu de peu que le nom de cet homme, à peine connu aujourd'hui de quelques curieux, n'ait pris place, dans l'estime des contemporains et le souvenir de la postérité, entre ceux de Montesquieu et de Necker. — Calonne, lui, s'était bien élancé de l'intendance de Flandre au contrôle général des finances. Pourquoi son collègue du Hainaut ne prenait-il pas aussi son vol vers les hautes sphères gouvernementales? — Sénac se le demanda pendant quinze ans qu'il occupa l'intendance de Valenciennes. Si l'on ne partage pas la sercine confiance avec laquelle

¹ *Sénac de Meilhan et l'Intendance du Hainaut et du Cambrésis sous Louis XVI*, par M. Louis Legrand, docteur en droit, docteur ès lettres. Valenciennes, Girard; Paris, Thorin; 1868. In-8° de 486 p.

² Le titre de la thèse latine de M. Legrand est : *Leibnitii de nova methodo discendæ docendæque jurisprudentiæ*. Br., in-8° de 71 p.

il se jugeait le seul ministre capable de diriger et de contenir le mouvement révolutionnaire et si, malgré ses affirmations à cet égard, on se permet de douter qu'il eût mieux réussi à la tête des affaires que le financier genevois, en revanche, on ne fait point difficulté d'admettre qu'il eût échoué moins étourdiment que Calonne. J'ai dit qu'il y avait du Montesquieu dans Sénac. Une connaissance approfondie des hommes et des ressorts au moyen desquels on les meut, eût soutenu notre publiciste dans la redoutable épreuve du pouvoir.

Mais ce n'était pas seulement le Montesquieu de l'*Esprit des lois*, c'était aussi le Montesquieu de la première heure, celui des *Lettres persanes* qu'on retrouvait sous les dehors peu séduisants, presque vulgaires, du trop spirituel et par trop lesté intendant de Hainaut. Les qualités semillantes du littérateur et les vices de l'homme de cour eussent, je le crains bien, nui à l'autorité et à la considération du ministre.

Avec des vœux élevées et le désir sincère de faire mieux que la plupart de ses devanciers, il n'eût guère pu que continuer le système de corruption inauguré par eux. Pour faire accepter ses réformes, il lui eût manqué une chose que Turgot, doué de bien moins d'habileté de conduite, possédait amplement : la valeur morale ou, comme on disait dans le langage emphatique du temps : la vertu.

La Révolution, qu'il regretta toujours de n'avoir pu détourner de son cours funeste, plongea dans l'exil l'ex-intendant du Hainaut, et, en fermant violemment les portes de l'Académie française, elle lui ôta l'espoir d'y occuper un fauteuil. Toutes les perspectives ambitieuses de Sénac s'évanouirent ainsi à la fois. Après avoir cherché un refuge momentané à la cour de Catherine II, il se retira à Vienne, où il mourut, trop tôt pour bénéficier du revirement d'opinions et d'idées qui s'opéra en 1815. L'auteur d'écrits de politique et de salon empreints de la plus rare finesse, de la plus exquise urbanité, le contemporain et le rival de Necker, n'eut point, au terme de sa carrière si brusquement interrompue par les événements, ce retour de renommée qui console et illumine une vieillesse.

C'est assez insister sur la biographie de Sénac, que M. Legrand a fouillée avec autant de hardiesse que de bonheur, mais qui, selon nous, ne constitue point la partie la plus originale, ni la plus considérable de son livre.

Dans l'étude de Sénac comme homme de cour et comme homme de lettres, M. Legrand avait deux guides naturels, MM. Sainte-Beuve¹ et de Lescure². Au contraire, quand il en vient à traiter des actes administratifs du commissaire royal en Hainaut, notre auteur pose le pied sur une terre absolument neuve. Pour s'y diri-

¹ *Causeries du Lundi*, t. X et XI, articles sur Sénac de Meilhan et sur la marquise de Créquy.

² *Œuvres choisies de Sénac*, avec une introduction par M. de Lescure, Paris, 1862.

ger, il a recours aux archives de l'Empire, du département et des villes. La correspondance de Sénac avec les ministres, les registres aux délibérations des corps constitués, lui livrent l'administrateur tout entier.

Dans la vie publique, l'épicurien s'effaçait sous les traits du philanthrope. A voir l'activité que Sénac déploie pour doter le chef-lieu de son intendance d'établissements d'une incontestable utilité (prison, caserne, maison de fille repenties, etc.), à le voir combattre le fléau du paupérisme par la création d'ateliers de charité, prêter la main à la canalisation de l'Escaut et au percement du canal de Picardie, on ne se douterait guère que ce zélé promoteur du bien public a pour ses fonctions un souverain dégoût, qu'il étouffe dans son département malgré les attentions que lui prodigue l'édilité valenciennoise ; que son bonheur est de s'échapper le plus souvent qu'il peut pour rejoindre à Paris ses amis de la cour et de l'Académie, pour donner dans la capitale le meilleur de son temps à la marquise de Créqui, femme irréprochable dont l'intimité l'honore. Du moins, Sénac eut le bon esprit de ne point se venger sur ses administrés de l'ennui qu'ils lui causaient à leur insu et de ne pas les rendre responsables du retard indéfini qu'éprouvait son avancement. Il leur fit tout le bien possible jusqu'au jour où, pour des motifs étrangers aux mécomptes de son ambition, il entra maladroitement en conflit avec eux.

L'intendance, ou généralité de Valenciennes, à laquelle était préposé Sénac, comprenait, outre la région gallo-liégeoise communément appelée pays d'outre-Meuse, le Cambrésis entier et la portion du Hainaut réunie à la France par Louis XIV. — Le Cambrésis, petite province dont les destinées furent longtemps distinctes de celles de la Flandre et du Hainaut, avait retenu, de son ancien mode d'existence, une constitution en pays d'États que Sénac respecta assez fidèlement. Mais, dans le reste de son intendance où son autorité fut d'abord sans limites, il prit trop aisément l'habitude de trancher du souverain, s'appliquant, suivant une maxime bien chère aux philosophes du XVIII^e siècle, à procurer le bonheur des populations en dépit d'elles-mêmes. Bientôt, un souffle de libéralisme commençant à se répandre sur la France, il fut question de rendre aux provinces leur autonomie administrative. Sénac se méprit sur le sens et la portée de cette grande mesure, éternel honneur du règne de Louis XVI. Il crut entrer dans la pensée du ministre dirigeant et faire sa cour au souverain en contrecarrant le projet de rétablissement des États de Hainaut. Il n'y gagna que de se brouiller avec les populations qui, à l'approche de la tourmente révolutionnaire, le virent s'éloigner sans regret, de même qu'il se sépara d'elles avec joie.

Rien de plus curieux que de suivre, dans l'ouvrage de M. Le-grand, le spectacle des luttes intestines auxquelles donna lieu cette question du rétablissement des États de Hainaut. L'affaire fut vigoureusement prise en mains par le personnage principal de la province, le duc Anne-Emmanuel de Croy, qui se considérait

comme le président-né de la future assemblée et qui, imbu des idées de l'aristocratie anglaise, voulait se faire pardonner sa haute position de naissance et de fortune par son dévouement aux intérêts communs. Pour faire face aux tendances de ce redoutable administré, Sénac ne rougit pas de susciter et d'entretenir dans les villes, grandes et petites de son ressort, une aveugle opposition au projet. La ville de Valenciennes donna, la première, l'exemple d'un étroit esprit de particularisme. Dans le but d'échapper à la nouvelle organisation provinciale, elle alla jusqu'à répudier son titre de capitale du Hainaut français. Il n'y eut point de si mince bourgade, de territoire si exigu, qui, en alléguant des précédents historiques, ne se défendit de faire partie des États reconstitués. Les peuples, sous le règne précédent, avaient tant de fois vu tourner à leur détriment de prétendus essais de réforme, qu'ils n'accueillaient qu'avec une défiance presque invincible les améliorations loyalement tentées par Louis XVI. La fermeté du duc de Croy finit par avoir raison des préventions et des résistances locales que favorisait secrètement Sénac.

Le livre de M. Légrand nous montre à quel degré l'humeur contentieuse était alors développée entre les différents corps administratifs et jusque chez les membres d'un même corps. On croirait que dans les États du Cambrésis, qui fonctionnaient depuis des siècles, les questions de préséance et de prérogatives avaient eu le temps d'être réglées par l'usage ou tranchées par des concessions mutuelles. Nullement. Car, sans parler d'interminables dissensions entre les trois ordres, nous voyons le clergé du Cambrésis se scinder en clergé séculier et régulier, les chapitres tendant à donner l'exclusion aux abbayes et réciproquement. Partout, ce ne sont que conflits de juridiction, empiètements sur les attributions d'autrui. A mesure que la vie se retire de ces institutions qu'animait autrefois un puissant souffle de liberté, les querelles de pure forme et d'étiquette se multiplient dans leur sein. D'aussi mesquins démêlés n'empêchent pas seulement l'heureux résultat qu'on pourrait se promettre du concours de tous les bons vouloirs ; ils entretiennent, dans les diverses classes de la société, une sourde irritation qui ne trouvera son dégagement que dans les agitations politiques de 1789 et de 1793.

Certains auteurs croient avec M. Léonce de Lavergne que, durant les vingt premières années du règne de Louis XVI, la Révolution était en train de se faire par les moyens pacifiques et légitimes, mais qu'une fâcheuse secousse vint, en interrompant la marche régulière du char, le précipiter dans la voie des aventures et dans l'ornière du crime. Telle n'est point l'opinion de M. Légrand qui, plus frappé des misères et des petites misères de la fin de l'ancien régime que de la transformation lente, mais salutaire, qui s'opérait partout en France, conclut que la secousse fut non pas un incident, mais une cause, cause sans laquelle ne se serait produit aucun des effets bienfaisants dont nous jouissons en fils trop dédaigneux de l'œuvre de nos pères.

Cette conclusion de M. Legrand me semble à la fois trop générale et trop absolue : trop générale par rapport au caractère, essentiellement local, des faits développés dans sa thèse ; trop absolue, en ce sens qu'elle ne fait point la part assez large aux chances réelles qu'avait l'ancienne société de se sauver en se transformant. Qu'on prête, en effet, à la nuit du 4 août, un lendemain digne d'elle, — qu'on suppose qu'au sortir de cet embrassement spontané, les partis, renonçant à l'idée de s'entre-détruire, n'eussent conservé que l'ambition avouable de s'équilibrer les uns par les autres, et l'on eût vu le nouvel ordre de choses succéder à l'ancien, sans qu'il fût besoin de cette commotion violente que M. Legrand qualifie de nécessaire et d'inévitable.

Ces deux mots contrastent avec l'esprit de modération, le libéralisme honnête et sincère qui règnent dans les autres parties du livre de M. Legrand. Pourquoi, en terminant ce récit fidèle et circonstancié des faits dont sa province a été le théâtre sous Louis XVI. l'auteur s'est-il souvenu qu'il écrivait une thèse, et a-t-il adopté des conclusions aussi disproportionnées avec le corps de son ouvrage ? Pourquoi aussi, en analysant les cahiers du Cambrésis et du Hainaut, en 1789, M. Legrand s'est-il plus inspiré de l'esprit, fougueusement révolutionnaire, de M. Chassin, que de la pensée judicieuse, réfléchie et calme, de M. de Poncins ? Nous regrettons d'autant plus les divergences d'opinion qui nous séparent de M. Legrand que, sous tous les autres rapports, cet auteur est des nôtres, et qu'on doit bien se garder de le confondre avec ces théoriciens démagogues qui érigent brutalement le fait en droit et légitiment, en considération du but, l'emploi abusif de la force. Aussi bien l'âge viendra, nous n'en doutons pas, corriger ce qu'a d'excessif le libéralisme du jeune docteur, que nous nous plaisons à féliciter pour ses brillants débuts.

A. DESPLANQUE.

COURRIER ALLEMAND

I.

L'histoire de l'île de Rhodes, qui, dans les temps modernes, nous montre si longuement et si fidèlement conservées les plus belles traditions des Hellènes, méritait bien une exposition spéciale et suivie. Si l'on considère que M. Schneiderwirth¹, attaché à un petit collège de province, n'avait que fort peu de ressources littéraires à sa disposition, il faut convenir qu'il nous a donné un excellent travail. Sauf le Mémoire de M. Nissen sur les sources de la quatrième et cinquième décade de Tite-Live, on ne voit pas qu'il ait omis de travaux de quelque importance, soit anciens, soit modernes. La publication de M. Nissen aurait pu lui fournir beaucoup de détails sur les relations entre Rome et Rhodes, vers le temps de la bataille de Pydna. Dans sa forme actuelle, le livre contient d'abord une description géographique de l'île de Rhodes, puis une histoire des temps primitifs. Aux observations sur l'heureuse situation commerciale de l'île, on aurait pu ajouter que la jonction des vagues venant des côtes de la Syrie et de l'Hellespont a été d'une haute importance pour le commerce de l'île. Vient ensuite l'histoire de Rhodes jusqu'à Tibère, et l'exposition des relations maritimes, commerciales et constitutionnelles de l'île. C'est la partie la plus achevée de l'ouvrage. L'auteur y a amassé beaucoup de matériaux et les a utilisés avec une saine critique. Quoique les éléments du récit se composent d'une foule de détails dispersés çà et là, il a su habilement en former un tout. La fin du livre est consacrée à la littérature, à la religion et à l'art. L'histoire du célèbre colosse de Rhodes n'y est pas omise.

— M. Gutschmid s'est proposé² de résoudre un problème bien difficile : faire subir un examen consciencieux aux données chronologiques de la chronique d'Eusébius. La question est des plus épineuses, et l'auteur s'est acquis des titres à la reconnaissance des

¹ *Geschichte der Insel Rhodus*, nach den Quellen bearbeitet, von Dr Schneiderwirth. Heiligenstadt, Dunkelberg, 1868. Gr. in-8° de 243 p.

² *De temporum notis quibus Eusebius utitur in chronicis canonibus*. Kiel, Schwerts, 1868.

érudits. Cette chronique devant être prochainement réimprimée, il était fort à propos de reprendre l'étude des points relatifs aux diverses manières de compter les années, aux différences apparentes ou réelles dans les ères, etc. Voici quelques-uns des résultats auxquels aboutissent les recherches de M. Gutschmid : Pour le règne des rois de Perse, Eusébius paraît s'être servi d'une liste faite à Alexandrie. Dans la liste des Ptolémée, une différence de deux ans indique que, pour les règnes jusqu'à Ptolémée III, Eusébius a dû suivre une autre source que pour le temps postérieur à Ptolémée III ; pour les empereurs romains, il avait aussi, probablement, deux listes d'empereurs devant lui, l'une n'indiquant que des années entières, l'autre donnant des dates plus spéciales. L'auteur montre de la manière la plus ingénieuse que, de César à Pertinax, Eusébius a dû se servir d'une liste faite à Antioche. Avec non moins de sagacité, il démontre que les années d'Abraham, aussi bien que les apparentes années d'olympiades, doivent être identifiées avec les années juliennes correspondantes, de sorte qu'elles s'étendent aussi du 1^{er} janvier au 31 décembre. L'auteur explique, en terminant, comment on peut ramener les années eusébiennes à la chronologie usuelle.

— En comparant les résultats du récent ouvrage de M. Binding, sur le *Royaume bourguignon-romain*¹, avec ceux que présentent certains ouvrages répandus et même renommés, on sera étonné de voir combien de points y ont été rectifiés, en combien d'endroits la critique sérieuse a été amenée à une révision des actes, enfin combien de pas nouveaux ont été faits dans l'application de ces recherches et de leurs résultats à l'histoire des pays rhénans. Le livre s'ouvre en 445 et finit en 532, époque où le royaume bourguignon fut détruit par les fils de Clovis. Nous bornant à indiquer les riches matériaux historiques renfermés dans ce premier volume, nous citerons les titres de quelques dissertations qui y sont jointes : Les *Anciennes annales bourguignonnes* sont les sources de Marius et non de Grégoire (ce qui fortifie beaucoup l'authenticité du premier de ces deux historiens) ; Valeur historique de la *Vita Sigismundi regis* ; Sur la chronologie des lettres les plus importantes d'Avitus ; De l'essai de Gingsins la Sarraz sur l'établissement des Bourguignons ; Sur la famille royale du royaume bourguignon ; Les frontières de l'empire vers 500 après J.-C. ; Du système chronologique en usage chez les Bourguignons ; Propagation de l'élément germanique dans le royaume ; plus un traité très-important de M. Wackernagel, le célèbre linguiste, sur la langue et les monuments linguistiques en Bourgogne. Nous ne doutons pas que les historiens et les juristes n'attendent avec impatience le deuxième volume, qui sera consacré à l'étude des lois bourguignonnes.

— Après un intervalle de temps assez long, M. Sickel vient de

¹ *Das burgundisch-romanische Königreich (443-532)*. Étude d'histoire et de droit, par C. Binding, professeur à Bâle ; t. 1^{er}. Leipzig, Engelmann, 1868. Gr. in-8^o de xvi-401 p.

publier la seconde partie du tome II de ses *Acta regum Karolinorum*¹, achevant ainsi son important ouvrage. Comme nous l'avons déjà indiqué, la première partie du premier volume se compose de 691 *regesta* de documents authentiques, y compris ceux auxquels on peut supposer avec quelque certitude un fondement certain, bien qu'ils se présentent actuellement sous une forme altérée et avec des interpolations. Outre un extrait latin du texte, la phrase initiale, d'après le modèle des *regesta* de M. Jaffé, et la date, l'édition indique où la pièce a été imprimée. Les *Notes* qui ouvrent cette seconde partie (p. 209-356), traitent spécialement de la tradition, de la forme du texte des diplômes, et résolvent maints doutes. Nous signalerons particulièrement les remarques de l'auteur sur les archives et leur richesse en diplômes, les anciennes éditions des diplômes, remarques basées sur des observations personnelles, et qui, en se rapportant avant tout à ce qui fait l'objet de ce livre, offrent beaucoup de renseignements utiles sur d'autres points. Une section comprend les *Acta deperdita* (p. 357-388), c'est-à-dire la liste des diplômes perdus dont l'existence peut être inférée de citations faites dans des actes qui les confirment, ou dans les ouvrages historiques. La brièveté de ces mentions ne permettant pas un ordre rigoureusement chronologique, l'auteur les a disposées d'après les lieux où les pièces ont été rédigées. Dans la dernière section (p. 389-449), se trouvent enfin les *Acta spuria*, ou diplômes fabriqués, disposés dans un ordre analogue. Une table très-exacte, qui contient aussi des renseignements géographiques, facilite l'usage de cet ouvrage, qui se termine avec l'an 840. Espérons que l'auteur trouvera assez de loisir pour poursuivre ses savantes recherches au delà de ces limites un peu arbitraires,

— M. Wattenbach a écrit un ouvrage célèbre sur les sources historiques du moyen-âge. Malheureusement, cet ouvrage est encore loin d'être achevé. La *Bibliotheca historica medii ævi*, de M. Potthast, plus complète et comprenant un espace plus étendu, est donc appelée à rendre des services signalés aux travailleurs. M. Wattenbach indique les sources, et en donne en même temps la critique. On connaît ainsi l'importance historique des sources; M. Potthast se borne aux seules indications. On pourrait s'étonner qu'après cinq ans à peine écoulés depuis l'apparition de son ouvrage, il se soit vu amené à y ajouter un supplément². Mais il ne faut pas oublier que M. Potthast a augmenté son ouvrage, en y donnant une liste chronologique des papes, des empereurs et rois allemands, et de tous les

¹ *Acta regum et imperatorum Karolinorum digesta et enarrata. Die Urkunden der Karolinger*. 2^e partie du tome II. Vienne, Gerold et fils, 1868. Gr. in-8°, pages 209-488.

² *Bibliotheca historica medii ævi. Wegweiser durch die Geschichtswerke des europäischen Mittelalters von 375-1500*. Supplément, auquel est joint l'ordre chronologique des papes, des empereurs et des évêques allemands. Berlin, W. Weber, 1868. Grand in-8° de iv-456 p.

évêques allemands. Le *Literarisches Centralblatt* a vivement critiqué la *Bibliotheca historica* ; mais on sait que la rédaction de cette feuille est très-sévère, et souvent fort partielle à l'égard des écrivains catholiques. Malgré quelques légères imperfections, les deux volumes de M. Potthast seront fort utiles et même indispensables à tous ceux qui étudient d'une manière approfondie l'histoire du moyen âge occidental.

— On a dit souvent qu'il restait à faire une histoire critique de Henri le Lion, ce chef célèbre des différentes branches de la maison guelfe, qui se rangea du côté des papes contre leurs oppresseurs les Hohenstaufen. Le livre de M. Hans Prutz, paru en 1865, était une entreprise manquée sous tous les rapports ; sauf quelques documents qui y étaient insérés, il ne contenait rien qui fit avancer la science historique. La mauvaise fortune de M. Prutz n'a pas découragé un jeune docteur, M. Philippson, qui, lui aussi, a complètement échoué. Il a publié le premier volume d'une histoire très-étendue¹, sans satisfaire les moins exigeants. L'auteur insiste, dans son avant-propos, sur les difficultés inséparables de sa tâche, et invoque l'indulgence du public. Il aurait mieux fait de s'accorder le temps nécessaire pour surmonter ces difficultés, que de mettre au jour un ouvrage qui n'est pas encore mûr. Vers Noël 1866, M. Philippson en avait publié le commencement, comme dissertation inaugurale. Il paraît que l'auteur n'a commencé ses études universitaires qu'en 1863, et qu'il a écrit ce livre pendant le *triennium* prescrit. Si l'on considère ce que c'est que de faire des études nécessaires à l'historien futur dans le cours de trois ans, on aura peine à comprendre que M. Philippson ait osé aborder un sujet si vaste et si difficile. Qu'il l'ait entrepris pourtant, cela témoigne sans doute de son application, comme du talent dont on ne saurait nier qu'il ne donne des preuves. Mais on doit d'autant plus regretter que l'auteur ait suivi une route si fausse. Pourquoi débiter par un grand ouvrage en deux volumes ? Si M. Philippson s'était contenté de choisir un point de l'histoire de son héros ou de ce temps, de l'épuiser et de le traiter à fond, il aurait rendu service à la science. Au lieu de cela, il s'est laissé aller à écrire un livre qui est tout à fait superficiel, et qui, au milieu de beaucoup de poussière, n'offre que çà et là un grain utile. Il se propose de donner une exposition générale du temps où Henri vivait, et il n'explique même pas les rapports des deux grands duchés qu'il possédait, ni les guerres de Lombardie, et l'élection contestée du pape, après la mort d'Adrien IV. Le premier volume finit avec l'année 1161. Nous reviendrons sur ce sujet quand le deuxième volume aura paru.

— Après un travail de quarante ans, M. Palacky, l'historien de la Bohême, a terminé son vaste ouvrage, qui comprend dix volumes, et se termine à la mort de Louis I^{er}, tué dans la sanglante bataille

¹ *Geschichte Heinrich's des Löwen, Herzogs von Bayern und Sachsen, und der welfischen und staufischen Politik seiner Zeit.* Leipzig, Leiner, 1867. Gr. in-8° de vi-381 p.

de Mohais¹. Nous n'examinerons pas si c'est l'âge avancé de l'auteur ou son aversion pour l'empire allemand, lequel commença alors en Bohême, qui l'a déterminé à mettre fin à son œuvre; nous nous bornerons à dire qu'il a réussi à répandre une vive clarté sur un temps et sur un pays dont l'histoire était encore assez obscure. Le défaut de M. Palacky, qui, aujourd'hui encore, combat aux premiers rangs des Tchèques, c'est sa haine prononcée contre la nation allemande, haine qui l'empêche souvent de voir clair dans les relations des Allemands et des Tchèques. Il nous promet de retoucher la période hussitique (1403-1439); il se réserve de nous faire un exposé de la situation juridique et sociale de la Bohême, dont il n'a tracé que l'histoire purement politique. Espérons que la lutte acharnée qui vient d'éclater en Bohême, entre l'élément allemand et l'élément tchèque, lui laissera le recuilement et l'impartialité si nécessaires chez les historiens.

— A titre de vétéran de l'historiographie bohémienne et de chef du parti national, M. Palacky vient d'attaquer, de la façon la plus véhémement², le professeur Höfler, éditeur des *Historiens du mouvement hussitique en Bohême*, — ouvrage que l'Académie des sciences de Vienne fit imprimer et insérer dans les *Fontes rerum austriacarum*, — et du livre intitulé : *Maître J. Hus et le départ des professeurs et étudiants allemands de Prague en 1409*. La critique de M. Palacky est divisée en deux parties : dans la première, il envisage M. Höfler comme éditeur des *Historiens du mouvement hussitique*, et il regarde la plupart des pièces publiées par lui comme « presque complètement inutiles. » S'il en est réellement ainsi, il serait bien regrettable que M. Palacky, lui aussi membre de l'Académie, n'ait pas porté plus tôt ce jugement, et avant que M. Höfler ne devint un des chefs du parti allemand en Bohême. La deuxième partie est consacrée à repousser les nombreuses attaques que M. Höfler se permet, dans ses ouvrages, contre Hus et les Hussites. M. Höfler avait vivement critiqué le hussitisme; il l'avait démasqué comme un mouvement national qui, par son exagération, tourna à l'hérésie; il avait surtout insisté sur le caractère plein de ruses et d'intrigues de Hus. Sans vouloir ici juger le différend scientifique, nous constatons que M. Palacky se montre, dans sa réfutation, autant ennemi des Allemands que partisan de l'hérésie de Hus.

— Les recherches de M. Ranke, consacrées surtout au temps de la Réforme, ont été l'occasion d'un grand nombre de récents travaux historiques. A côté de Ranke, M. Droysen, dans son *Histoire de la politique prussienne*, a tracé, libre et indépendant, sa route à travers le même domaine. Tous les deux, si assidus dans leurs recherches historiques, ont jeté beaucoup de lumière sur les

¹ *Geschichte von Böhmen*, t. V. *Das Zeitalter der Jagelloniden* (le temps des Jagellonides). 2^e partie, de Ladislas II à Louis I^{er} (1500-1526). Prague, Tempsky. 1867. Gr. in-8° de xviii-586 p.

² *Die Geschichte des Hussitentums und Prof. Constant. Höfler. Kritische Studien*. 2^e édit. Prague, Tempsky, 1868. Gr. in-8° de 168 p.

événements remarquables et les grandes figures d'un temps si agité ; mais l'un répand une lueur plus douce, l'autre plus éclatante. Ranke raconte les choses avec le calme de l'historien universel, qui aime à unifier les contrastes ; Droysen écrit les faits avec le zèle de l'historien prussien, qui expose la politique traditionnelle des Hohenzollern, et fait ressortir, avec plus de force et de violence, les contrastes. Tous deux ont envisagé et raconté l'élection de Charles-Quint comme un fait de la plus haute importance. — M. Rösler, dans un ouvrage spécial sur cette question¹, témoigne d'un commerce assidu avec les deux historiens. Mais il a sa valeur personnelle, et ce qu'il nous donne est puisé aux sources et non aux ouvrages de seconde main. La connaissance approfondie qu'il possède de son sujet, inspire une confiance qui grandit encore quand on voit combien il a su tirer parti de tout et poser nettement ses conclusions.

Son ouvrage se divise en seize chapitres, dont les cinq premiers offrent un examen approfondi de la situation, du vivant de Maximilien I^{er}. Le « dernier Habsbourg » est ici l'objet d'une critique sévère, qui dépasse parfois la mesure, car on attaque le caractère du vieux prince éprouvé par tant d'adversités, entraîné par les circonstances dans des voies obliques et pleines de contradictions. Mais cette critique s'appuie sur des faits dont le lecteur peut se faire le juge. Le cinquième chapitre, intitulé la diète d'Augsbourg, finit naturellement à la mort de Maximilien. Les affaires prennent alors un caractère tout différent : la rivalité entre Charles-Quint et François I^{er} commence, rivalité si désastreuse pour l'unité catholique de l'Allemagne. Les chapitres six à onze nous initient aux intrigues diplomatiques de la cour de France et de celle de Charles-Quint, intrigues qui s'agitaient dans les Pays-Bas comme en Suisse, et surtout auprès des princes-électeurs, qui ne jouèrent jamais un si triste rôle que dans cette occasion. C'est ce qui a été fort bien exposé par MM. Le Glay et Mignet. Le chapitre intitulé : *Derniers Efforts des deux rivaux*, est un modèle d'exposition historique. L'ouvrage se termine par quatre chapitres sur les appréciations de la politique des Jagellons et la part que l'Angleterre prit à l'élection, sur l'élection à Francfort, le résultat définitif, et le couronnement à Aix-la-Chapelle. Ils attestent le talent non moins que l'érudition de l'auteur. Il dit en parlant de Charles-Quint : « Le plus grand obstacle qu'il rencontra ne venait pas d'un État, mais de la nouvelle croyance ; le plus dangereux, le plus puissant et le plus opiniâtre de ses adversaires n'était pas un roi, mais un homme du peuple, le hardi moine de Wittenberg. » Sans doute, le moine de Wittenberg était un des obstacles que Charles rencontra dans sa carrière ; mais, sans la rivalité avec la France, l'empereur aurait aussi bien surmonté l'obstacle du protestantisme que la résistance des Turcs. Le protestantisme n'aurait peut-être jamais pris naissance en Allemagne, du moins il n'y au-

¹ *Die Kaiserwahl Karl's V*, par Rob. Rösler. Vienne, Tendler. Gr. in-8° de 234 pages.

rait pas jeté des racines aussi profondes, sans cette rivalité désastreuse entre les maisons catholiques de Habsbourg et de Bourbon.

— Les archives de Munich contiennent tant de documents historiques que le grand historien de Gustave-Adolphe, Gfrörer, s'écria à leur aspect : « Je commencerais ici, si j'avais encore trente années à vivre ! » Les hommes chargés par la commission historique de publier la correspondance bavaroise ayant à peine commencé, on ne peut que se féliciter de voir un homme complètement indépendant comme M. Schreiber, se mettre à utiliser ces trésors historiques; d'autant qu'il a pris pour sujet d'étude le plus grand prince que la Bavière ait produit¹. L'auteur a déjà donné des preuves de son talent par ses belles publications sur les ducs Albert V et Guillaume V. Notre littérature est riche en ouvrages sur la guerre de Trente-Ans; je ne rappellerai que ceux de Klopp, de Gfrörer, de Hurter, de Förster, de Rosen, etc.; mais le plus grand prince catholique du temps n'avait pas encore trouvé son historien. Cette lacune a été comblée par M. Schreiber, après que M. de Sybel, peu séduit sans doute par le caractère de Maximilien I^{er}, eut décliné une semblable tâche. M. Schreiber a toujours puisé aux sources authentiques; il a donc pu suppléer aux publications de Gfrörer sur la vie de Gustave-Adolphe, sans se livrer comme lui à des combinaisons ingénieuses mais hasardées. Les recherches de l'auteur sont profondes, ses données sûres et exactes. Il excelle surtout à décrire les batailles. Un prêtre, dira-t-on, peut-il faire de bons tableaux de batailles? M. Schreiber n'a reculé devant aucun effort; il a consacré toute une année à l'étude de la *Science de la guerre* par Clausewitz, qui a vu et comparé toutes les cartes du bureau topographique. On ne s'étonnera donc pas qu'il ait pu rectifier, en plus d'un endroit, les publications les plus renommées sur la guerre de Trente Ans, et qu'on lui doive bien des éclaircissements aussi curieux que neufs.

— Le quatrième volume du *Recueil de matériaux pour servir à l'Histoire du Grand-Électeur*, contient les documents, tirés des archives de l'État à Berlin, se rapportant aux négociations diplomatiques suivantes : le Brandebourg et les Pays-Bas (1640-1605); le Brandebourg Phalz-Neubourg (1640-1647); négociations relatives à la paix de Westphalie (1644-1648); négociations diverses (1645-1648); exécution de la paix et règlement de la frontière du côté de la Poméranie. En classant les matériaux que ce recueil doit comprendre, on a jugé à propos de diviser toutes les pièces en deux séries, selon la provenance. L'une des séries, « les négociations politiques, » comprend les pièces conservées aux archives nationales de Berlin; l'autre, les pièces provenant d'archives étrangères. Dans cette dernière série, les documents sont répartis en plusieurs volumes, selon les diffé-

¹ *Maximilian I der Katholische, Kurfürst von Bayern, und der 30 jährige Krieg, nach den Acten und Urkunden.* (Maximilien le Catholique, électeur de Bavière et la guerre de Trente Ans.) Par le Dr F. Schreiber, chapelain du roi. Munich, Fleischmann, 1868. Gr. in-8° de xiv-961 p.

rentes archives. Cette division, faite selon des accidents purement extérieurs et non d'après des principes rigoureux, rend très-pénible l'usage de ce riche recueil. L'éditeur lui-même est souvent forcé de nous renvoyer aux volumes précédents, ce qu'il ne fait pourtant pas partout où ce serait nécessaire. En se servant de ce recueil, on est facilement exposé à omettre quelque'une des pièces dispersées çà et là. Il faut avouer, il est vrai, qu'une division des documents d'après leur cohérence réelle aurait entraîné aussi des difficultés; car beaucoup de documents se rapportent aux affaires les plus diverses. On aurait dû faire de fréquents renvois. Il semble qu'on aurait rendu aux savants un meilleur service, si l'on avait publié tous les matériaux relatifs aux affaires étrangères d'après l'ordre chronologique. Mais une telle division n'aurait été possible qu'en réunissant d'abord toutes les pièces, et nous n'aurions pas encore ces quatre volumes. Abstraction faite de ce défaut, que l'on a déjà relevé à plusieurs reprises, ce volume atteste des soins aussi consciencieux que le précédent, dû au même éditeur. On y regrette seulement l'absence de tables.

— La *Vie de Frédéric I^{er}*¹, premier roi en Prusse, et non de Prusse, comme l'auteur se plaît à l'appeler, forme une partie d'un grand ouvrage consacré par M. Droysen à l'exposé de la politique prussienne, où il montre que l'idée d'agrandir leurs possessions est traditionnelle et héréditaire dans la maison de Hohenzollern. Toujours aussi enthousiaste, M. Droysen n'est point ici à sa hauteur ordinaire : on ne trouve dans cette partie ni la vie, ni la verve attrayante qu'on remarquait dans les volumes précédents. Là, il s'agissait de mettre dans un jour mérité, mais longtemps contesté, la figure imposante du Grand-Électeur, créateur de la politique prussienne. Les 25 années de l'*Histoire de l'État prussien* que M. Droysen travaille maintenant à élucider, offrent, au contraire, l'image d'un pays désolé sous tous rapports. Dès que l'impulsion donnée par le régime précédent eut perdu de sa force, ce pays descendit rapidement du haut degré qu'il occupait déjà en Europe sous le règne du Grand-Électeur, presque au rang qu'il avait eu au milieu du xvi^e siècle et pendant la plus grande partie de la guerre de Trente Ans. La force manquait au fils pour maintenir à la nouvelle création l'imposante attitude que son père avait su lui donner. Dans les guerres qui, pendant le premier tiers de son règne, ébranlèrent l'Europe occidentale; dans les luttes plus grandes encore qui, quelque temps après, remuèrent profondément toute l'Europe, on ne prit en considération l'État prussien qu'autant que la générosité bien connue de son chef en fit un allié recherché. Mais l'indécision et le manque d'énergie dont Frédéric I^{er} ne cessa de donner des marques, certains actes secrets par lesquels il se lia les mains : d'abord la contre-promesse concernant le cercle de Swie-

¹ *Friedrich I. König von Preussen (Geschichte der preussischen Politik)*, t. IV, part. 1. Leipzig, Veit. 1867, gr. in-8° de vi-434 p.

bus, puis le désir, trop tôt manifesté, d'obtenir la couronne royale, plus tard la convoitise de quelques territoires polonais, le frustrèrent de tout succès, ou rendirent ceux qu'il obtint peu en rapport avec les sacrifices qu'il avait faits. Cette obtention même de la couronne, personne ne la prendra pour un chef-d'œuvre de politique ; mais on y verra, avec Frédéric II, une œuvre de vanité, excitée par des offenses personnelles, qui conduisirent le prince à tenter une entreprise rendue seulement possible par le concours de plusieurs circonstances favorables. Quant au gouvernement intérieur du pays, il suffit de rappeler les Wurtemberg et les Wittgenstein, qui abusaient de la confiance du roi d'une manière vraiment criminelle. M. Droysen a donc dû laisser subsister l'opinion qu'on avait depuis longtemps sur Frédéric, et qu'il n'a pu ni voulu effacer. L'image est même plus vive encore dans ce jour nouveau.

Ce que nous avons dit à une autre occasion, en parlant de l'ouvrage de M. Droysen, nous pouvons le répéter ici. Agrandir la Prusse à tort et à travers, voilà le but qu'il poursuit avec une très-grande partie du parti prussien. Ceux-là mêmes qui partagent ses opinions sur la grandeur de la Prusse, ne peuvent méconnaître que, spécialement dans cette partie de son vaste ouvrage, il manque de mesure envers les autres États ; car à ces États appartient aussi le droit, non-seulement de poursuivre leurs propres intérêts, mais encore de les préférer à tous autres, autant que cela se peut faire sans perfidie et sans violence.

M. Droysen se montre encore plus sévère envers Guillaume III de Hollande qu'envers Frédéric I^{er} de Prusse. C'est la même animosité qu'on pourrait surprendre déjà, dans les volumes précédents, contre les Hollandais et contre les de Witt. En général, on célèbre Guillaume III, en Allemagne, comme l'âme dirigeante de tous les efforts destinés à briser la prépondérance de Louis XIV. A entendre M. Droysen, il n'y avait rien de grand ni de généreux dans le caractère de Guillaume, uniquement dirigé par son ambition dynastique, et qui, dans son testament, montra de l'ambiguïté et même de la perfidie envers son cousin de Prusse. — A côté de l'ouvrage de M. Droysen, il convient de placer celui que M. Erdmannsdörfer continue, de son côté, à publier, sous les auspices du prince royal de Prusse, à savoir : les *Documents et pièces relatifs à l'histoire de Frédéric-Guillaume* ¹, électeur de Brandebourg, et père de Frédéric III, dont nous venons de parler.

— *La Domesticité théologique à la cour de Joseph II, d'après des correspondances et des révélations secrètes* ², tel est le titre d'un ouvrage de M. S. Brunner, fort important pour l'histoire ecclésiastique de l'Au-

¹ *Urkunden und Actenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friederich-Wilhelm von Brandenburg*. Auf Veranlassung seiner königl. Hoheit des Kronprinzen von Preussen. 4^e volume. *Politische Verhandlungen*, t. II. Berlin, Reimer, 1867. Lex, in-8^o de vu-933 p.

² *Die theologische Dienerschaft am Hofe Joseph II.* Vieune, Braumüller. 1868, gr. in-8^o.

triche dans les temps modernes. L'auteur, qui a puisé largement aux archives de la cour, de l'État et des ministères, n'entend pas raconter tout ce qui se passa de 1770 à 1800 ; mais il veut seulement montrer comment prit naissance ce qu'on appelle le josphisme, cette maladie dont l'Autriche n'est pas encore complètement guérie.

— Les quatre volumes consacrés par M. Baumgartner à l'*Histoire de la Suisse*¹, embrassent une période de vingt ans seulement. On ne saurait dire, pourtant, que l'auteur ait traité son sujet d'une manière trop étendue, ni qu'il y ait donné trop de place à ses propres réflexions. M. Baumgartner s'étudie à être clair et concis ; les discours les plus importants ne sont donnés qu'en extraits, et quant aux considérations personnelles, il s'en abstient, « pour ne pas faire violence au libre jugement de ses lecteurs. » On sait que l'auteur a joué un rôle dans les événements qu'il raconte ; mais il évite autant que possible de parler de lui, n'écrivant pas, dit-il, « des mémoires pour louer ou pour justifier ses propres actions. » Sa réserve va si loin que, souvent, on ignore par quels sentiments il se laisse guider. Ce ne sont que quelques notes plus hautes, quelques descriptions plus vives qui révèlent le libéral, mais en même temps l'honnête homme qui aime la justice, et a en horreur l'iniquité et la violence. M. Baumgartner est loin d'être satisfait de tout ce qui est arrivé en Suisse dans le cours des dix dernières années ; il voit avec regret que son pays perde, de plus en plus, son originalité ; il redoute les conséquences qui peuvent s'ensuivre. Mais il est aussi de ceux qui ne doutent jamais d'une heureuse issue pour l'humanité. Après tout, ce qu'on pressent plus qu'on ne l'apprend de la personne de l'auteur dans son ouvrage, nous prévient en sa faveur, et offre un frappant contraste avec la conduite de tant d'hommes qui, sans avoir accompli de choses grandes ou louables, ne laissent pas de nous importuner, dans leurs mémoires, du récit de leurs actions. — Pour que les lecteurs de la *Revue* puissent se faire une idée du riche contenu de cet ouvrage, il suffira de leur en faire connaître les divisions : I. De l'insurrection du peuple en 1830, jusqu'à la dissolution de l'anti-diète à Schwytz, en 1833. II. De la réunion de tous les États jusqu'à l'élection du docteur Strauss, avec un coup d'œil rétrospectif sur l'état intérieur des cantons, de la fin de 1833 jusqu'au printemps de 1839. III. De la chute du gouvernement de Zurich jusqu'à la réaction à Lucerne et le retour aux principes confédératifs (1839-1841). IV. De la réaction politique et ecclésiastique à Lucerne jusqu'à la défaite de la grande expédition des corps francs (1841-1845). V. De la défaite des corps francs jusqu'à la guerre de la diète contre les sept cantons catholiques (février 1845 à automne 1847). VI. Du commencement de la guerre civile jusqu'à la suppression des traités de 1815 et à l'acceptation de la constitution confédérative de 1848 (1847-1848). VII. La nouvelle Suisse jusqu'à la

¹ *Die Schweiz in ihren Kämpfen und Umgestaltungen von 1830-1850*. Exposé historique, par G.-J. Baumgartner, membre du Grand-Conseil et landammann de Saint-Gall. Zurich et Stuttgart, Léon Wœrl, 1868. 4 vol. in-8°.

renonciation du roi de Prusse à la principauté de Neuchâtel, en 1857. — Dans cette publication pleine d'intérêt, deux points se dégagent et appellent l'attention : d'une part, la haine invétérée, la lutte acharnée, l'oppression violente à l'égard de l'Eglise catholique ; de l'autre, la suppression de l'ancienne indépendance cantonale, et son remplacement par une constitution plus centrale et plus uniforme.

— L'ouvrage de M. Baumgartner, dont la première édition avait été publiée de 1853 à 1866, a été suivi d'un autre : l'*Histoire de la république et du canton de Saint-Gall, relativement à l'origine, à l'influence et à la chute du monastère de Saint-Gall*¹. Nous avons parlé, dans la dernière livraison de la *Revue*, de l'ouvrage de Mgr Greith sur l'*Histoire de l'ancienne église irlandaise*. Si Mgr Greith a bien posé les fondements de l'histoire de Saint-Gall, M. Baumgartner y a ajouté une continuation digne d'un tel commencement. L'auteur se propose de raconter d'une manière étendue « les événements qui précéderent la fondation du canton de Saint-Gall, puis la formation et le développement de ce canton jusqu'à nos jours ; mais il ne veut donner qu'un aperçu de l'histoire des simples parties dont le tout est composé. » Ces mots, qui laissent à désirer comme clarté, reçoivent leur explication par le contenu du premier volume. On y trouve, avec une brève description du territoire de Saint-Gall depuis les temps les plus reculés jusqu'à la révolution de 1789, le récit des événements accomplis entre la grande révolution et la chute de l'ancienne confédération helvétique (1789-1798), et dans la période de 1798 à 1803. Le second volume est consacré à l'histoire du canton de Saint-Gall depuis sa fondation en 1803, jusqu'à sa transformation démocratique en 1830. Nous souhaitons vivement que le respectable vieillard, qui a déjà atteint un âge bien avancé, puisse achever le troisième volume, qui contiendra l'histoire du canton depuis 1830 jusqu'à nos jours.

— De même que le landammann Baumgartner, de Saint-Gall, consacre le couchant de sa vie à une exposition suivie de l'histoire de son pays et de son canton, un autre catholique suisse, dont le nom est bien connu, l'ancien bourgmestre du canton de Lucerne et président de la diète helvétique, Constantin Siegwart-Müller, publie des mémoires détaillés de sa vie, si riche en travaux comme en mérites. Ces mémoires répandent beaucoup de lumière sur quelques parties de l'histoire moderne de la Suisse, surtout en ce qui a rapport à la suppression du catholicisme et à la guerre faite aux sept cantons catholiques, appelée *der Sonderbundskrieg*. Ils portent ce titre : *la Lutte entre le droit et la violence dans la Confédération helvétique, et la part que j'y ai prise*². Ce titre indique déjà assez que

¹ *Geschichte des schweizerischen Freistaats und Kantones St. Gallen. Mit besonderer Beziehung auf Entstehung, Wirksamkeit und Untergang des fürstlichen Stiftes St. Gallen.* T. I et II. Zurich et Stuttgart, L. Wörl, 1868, in-8°.

² *Der Kampf zwischen Recht und Gewalt in der schweizerischen Eidgenossenschaft und mein Antheil daran.* Von Siegwart-Müller, gewes. Schultheiss Präsid. Const., t. III. Zurich, Wörl, 1868. Gr. in-8° de xxxvi-934 p.

l'auteur n'a pas abandonné les opinions qui l'ont contraint de renoncer à la carrière publique. Consacrés surtout aux sept cantons catholiques, ces mémoires exciteront d'abord l'intérêt le plus vif chez les catholiques de Suisse; mais ils sortiront bien vite des frontières étroites de ce pays, et trouveront un accueil favorable auprès de tous ceux qui ont conservé des sympathies pour la confédération catholique de la Suisse. Leur valeur historique est d'autant plus grande que M. Siegwart-Müller a inséré textuellement, dans le corps de son ouvrage, de nombreuses pièces. Il semble que, prévoyant le reproche de n'avoir écrit qu'une œuvre de parti, il ait voulu prévenir ce reproche en laissant parler les documents, et en n'exprimant que très-rarement sa propre opinion. Le lecteur est par là en état de juger par lui-même. Ainsi, ce qui est relatif à l'établissement des jésuites à Lucerne remplit plus de 300 pages. Sans doute, on trouvera que M. Müller a donné trop de documents et fatigue ainsi ses lecteurs; mais on ne peut nier qu'en procédant de la sorte, il ne soit parvenu à nous présenter une image fidèle des événements auxquels il a pris une si large part. Il faut avouer aussi que tant de souvenirs et d'événements auxquels il a été mêlé, mettent l'auteur à même de donner bon nombre de détails intéressants sur les hommes et les choses. Celui qui écrira plus tard une histoire de l'Église catholique au XIX^e siècle, ne trouvera nulle part — pour la Suisse du moins — de si riches matériaux.

— On sait que la *Théorie de la grande guerre*, parue en 1840, n'a pas trouvé partout l'accueil favorable qu'elle aurait peut-être rencontré si certaines circonstances extérieures, que l'on ne peut imputer à l'auteur, ne lui avaient pas été nuisibles en Prusse. On reconnaît, en général, que M. de Willisen a bien compris et bien exposé les principes de l'art de la guerre, et que son livre est fort instructif. Il va sans dire — et l'auteur lui-même le rappelle assez souvent — qu'il y a encore une grande différence entre la théorie et l'exécution. La théorie de l'auteur, exposée dans le premier volume de ce grand ouvrage, a été mise en application dans un deuxième volume, qui traite de la campagne russe-polonaise de 1831. Plus tard, M. de Willisen a publié un ouvrage semblable sur les campagnes d'Italie de Radetzki. Un quatrième ouvrage, que nous avons sous les yeux¹, est consacré au comte de Bismarck, et donne une exposition des deux campagnes de 1859 et 1866. Pour chacune des deux campagnes, l'auteur divise son travail en deux parties principales : exposition; réflexions. Il est des connaisseurs qui, tout en reconnaissant dans cette méthode certains avantages, se prononcent pourtant contre elle; car les réflexions, par leur nature même, sont si étroitement liées à l'exposé des faits, qu'elles exigent des répétitions perpétuelles. C'est là un des reproches qu'on a souvent adressés à M. de Willisen.

¹ *Die Feldzüge des Jahres 1859 und 1866. Dargestellt und beartheilt von W. von Willisen, General-Lieut. (A. u. d. Titel : Theorie des grossen Krieges, 4 Theil.)* Leipzig, Duncker et Humblot, 1868. In-8° de viii-303 p.

On y pourrait ajouter que ce dernier volume paraît devoir son apparition plutôt au hasard et aux circonstances qu'à un travail assidu et réfléchi de l'auteur. Ainsi, les réflexions sur la campagne de 1859 ne sont autre chose que la réimpression de quelques articles publiés par l'auteur dans la *Gazette du peuple*, de même que celles sur la campagne de 1866 sont la réimpression de plusieurs lettres écrites à un officier. Certaines de ces lettres ont précédé les hostilités; elles énoncent des opinions sur ce qui arrivera; elles s'appuient, en partie, sur des nouvelles vagues et incertaines, qui ont induit l'auteur à porter des jugements et à faire des combinaisons démentis par les faits. Il est évident que l'auteur, après avoir pris la résolution de publier son ouvrage, n'a pas pris le temps de le revoir. On trouve les traces de cette hâte non-seulement dans les fautes de style, mais aussi dans l'exposé des événements, et, en particulier, dans celui de la bataille de Nachod.

— Nous ne pouvons laisser de côté l'ouvrage de M. de Willisen, sans mentionner brièvement quelques autres publications consacrées également à cette guerre désastreuse de 1866. M. le professeur Wilh. Müller, connu par une *Histoire populaire de 1816 à 1866*, vient de publier l'*Histoire de l'année 1867*¹. Comme la plupart des écrivains qui se sont occupés de l'histoire des derniers événements, M. Müller se range du côté de la Prusse, et salue avec joie l'état des choses tel que l'a créé la guerre de 1866. D'après lui, il s'agit maintenant de tirer les dernières conséquences des événements, et de remplacer la Confédération allemande du Nord par une Confédération de toute l'Allemagne. — *Deux années de politique prussienne-allemande (1866-1867), recueil de pièces officielles et officieuses depuis la crise de Schleswig-Holstein jusqu'à la fondation du Zoll-Parlement*², tel est le titre d'un livre publié par M. L. Hahn, conseiller privé à Berlin. C'est un recueil instructif de dépêches, de traités de paix, de conventions avec les princes dépossédés, de lois publiées pour les provinces annexées, auquel on a joint le texte de la constitution de la ligue du Nord et du traité de douanes. On y trouve aussi beaucoup de documents étrangers, nécessaires pour l'intelligence de la politique prussienne. — M. Blankenburg a fait paraître un livre spécial sur la guerre de 1866³. — L'*Histoire des années 1860 à 1867*, par M. E. Arnd⁴, est un supplément à l'*Histoire universelle* de M. Becker, qu'on lit avec intérêt, malgré son style sec et froid. Un second volume contiendra l'histoire de 1866 et 1867. — Les *Esquisses de la guerre autrichienne-prussienne de 1866*, composées par le colonel Dragomi-

¹ *Politische Geschichte der Gegenwart*. 1867, Berlin, Springer, 1868, Gr. in-8° de xiii-194 p.

² *Zwei Jahre preussisch-deutscher Politik (1866-1867)*, etc. Berlin, 1868. Gr. in-8° de xv-660 p.

³ *Der deutsche Krieg von 1866. Historisch, politisch und kriegswissenschaftlich dargestellt*. Leipzig, Brockhaus, 1868. Gr. in-8° de vi-553 p. avec cartes et plans.

⁴ *Geschichte der Jahre 1860 bis 1867*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1868. T. I, 2^e édit., gr. in-8° de 352 p.

row¹, ne sont que la traduction allemande d'une publication russe. Dans la première partie, qui traite des causes de la guerre, l'auteur émet l'opinion que M. de Bismarck sut endormir la France, sans se lier pourtant les mains par des engagements positifs, et qu'il y réussit parce que, en France, tout le monde était convaincu que les Autrichiens battraient les Prussiens. S'il en a été ainsi, l'opinion publique en France ne différa guère de celle professée dans une grande partie de l'Allemagne.

— Nous avons déjà dit un mot de la relation officielle de la guerre de 1866, faite par ordre du gouvernement autrichien. Le premier volume des *Combats de l'Autriche en 1866, composé d'après les actes de la campagne, par le bureau de l'état-major général pour l'histoire de la guerre*, contenait l'exposé des préparatifs et des événements qui ont précédé la bataille de Langensalza, avec trois cartes synoptiques, un plan de la bataille de Langensalza, et quinze pièces justificatives fort importantes. Le deuxième volume, qui vient de paraître², est consacré à la guerre d'Italie jusqu'au départ de l'armée du Sud. La bataille de Custoza remplit à elle seule 75 pages. Si l'on accorde autant de place aux combats et aux batailles qui se sont livrés dans la Bohême et la Moravie, l'étendue de l'ouvrage deviendra très-grande. Tout en ne voulant pas porter un jugement sur un tel ouvrage, nous ne pouvons nous empêcher de faire une remarque. Il en est qui croient que les Autrichiens ont déjà oublié la surprise de 1866, et qu'une alliance autrichienne ne serait pas impossible pour la Prusse. Or ceux qui partagent cette erreur verront, par le ton animé et l'aigreur qui règnent d'un bout à l'autre de cet ouvrage, surtout dans l'introduction, qu'une telle alliance appartient encore pour longtemps au domaine de la chimère.

— Plaçons à côté des *Combats de l'Autriche*, racontés par l'état-major autrichien, la *Campagne de 1866 en Allemagne*, exposée par l'état-major prussien³. Les deux premières parties racontent les événements militaires jusqu'à l'invasion de la Bohême; la troisième partie traite de la bataille de Königgrätz; la quatrième, expose, sous forme de journal quotidien, la marche de l'armée prussienne du 4 au 22 juillet 1866, date de la suspension d'armes. Les combats de Tobitschau, de Rokeinitsch et de Blumenau ont lieu pendant cet intervalle. On cherche à réparer par des marches forcées ce qu'on avait négligé de faire immédiatement après la bataille de Königgrätz. Après cette bataille, l'armée prussienne était sans doute bien épuisée; mais après la bataille de Waterloo elle l'était encore davantage, et pourtant la poursuite des ennemis ne se relâcha pas un moment.

¹ *Abriss des österreichisch-preussischen Kriege im Jahr 1866*. Berlin. Heinike, 1868. Gr. in-8° de iv-170 p.

² *Oesterreichs Kämpfe im Jahr 1866. Nach Feldacten bearb. durch das K. K. Generals tabs bureau fü Kriegsgeschichte*. T. II. Vienne, Gerold fils, 1868. Gr. in-8° de v-263 p. avec cartes et plans.

³ *Der Feldzug von 1866 in Deutschland. Red. von der Kriegsgeschichtl. Abth. des grossen Generalstabes*. Berlin, Mittler, 1868. Gr. in-8° de vii-729 p.

La cinquième partie, consacrée à la campagne faite par l'armée du Main, offre certaines lacunes ou réticences. Tout ce qui se rapporte aux affaires hanovriennes n'est pas suffisamment éclairci, et l'on fera bien de comparer deux brochures fameuses (*Coburg contra Zander* et *Coup d'œil sur l'annexion du Hanovre et les événements de 1866*, par O. Klopp) avec les données de l'état-major prussien. C'est surtout ce qui se rapporte à la bataille de Langensalza qui fait actuellement grande sensation en Allemagne, puisqu'il est prouvé que la ruine des Hanovriens provint des retards amenés par les négociations avec le duc de Cobourg. — Le dernier chapitre de cette cinquième partie contient les négociations qui précédèrent le traité de Prague et le retour de l'armée. Nous nous permettons d'appeler l'attention des lecteurs de la *Revue* sur les motifs des résolutions décisives du roi de Prusse. Enfin, en comparant les récits prussien et autrichien, nous remarquons qu'outre quelques différences plus ou moins importantes, l'exposé autrichien est beaucoup plus développé. Tandis que la publication prussienne omet beaucoup de choses et ne donne que les plus indispensables, cet exposé entre si amplement dans les détails que les 700 premières pages ne contiennent que les événements accomplis jusqu'à la bataille de Langensalza et la campagne d'Italie. Le même nombre de pages a suffi aux Prussiens pour le récit de toute la guerre.

P. BECKMANN.

COURRIER ITALIEN

Les lettres d'un auteur ont souvent plus d'intérêt que ses plus pompeux ouvrages. La correspondance familière d'un homme est un des meilleurs moyens d'apprécier son caractère. Assez ordinairement ce n'est que longtemps après la mort d'un auteur célèbre que les critiques s'efforcent de réunir les lambeaux épars de sa correspondance. Il n'en a pas été ainsi pour Pétrarque. Déjà, de son vivant, on mettait le même soin à recueillir ses lettres que l'on mit plus tard à rechercher ses poésies; et il était mort depuis quelques mois seulement, quand le pape Grégoire XI, par un bref en date d'Avignon, 11 août 1374, chargea un cardinal de faire faire une copie de toutes ses œuvres et, particulièrement, de ses lettres. L'intérêt que prenaient ses contemporains à lire ses lettres, devait faire supposer à Pétrarque qu'elles ne seraient pas plus mal accueillies par la postérité; aussi mit-il un grand soin à les corriger et à les coordonner. Dans une lettre de 1359 à Socrate (que l'on sait maintenant être Lodovico di Campinia), il raconte qu'effrayé du trop grand nombre de ses compositions, il s'était décidé à tout jeter au feu, et qu'il avait déjà commencé son œuvre de destruction, quand il se rappela avoir promis à Socrate lui-même et à Marco Barbato de leur dédier ses lettres. En conséquence, ayant fait un choix de ses lettres et ayant séparé celles qui étaient en vers de celles qui étaient en prose, il dédia les premières à Barbato, sous le nom d'*Epistolæ*, et les secondes à Socrate, sous ce titre : *de Rebus familiaribus*. Deux années plus tard, voyant que ce volume dépassait toute mesure, il en forma un autre sous ce titre : *Avulsæ extra ordinem*. Enfin, songeant qu'en vieillissant il continuerait à écrire, il réserva à un autre volume le nom de *Seniles*. Voilà la classification, faite par l'auteur lui-même. Il y a, cependant, une autre sorte de lettres dont il n'a pas parlé, comme s'il voulait les soustraire aux yeux indiscrets du vulgaire. Il a omis les noms de ceux à qui elles étaient adressées, et a voulu, en conséquence, qu'on les appelât : *sine titulo*; il n'a pas permis qu'on en prit copie, et il a prié ceux qui les recevraient de les lui renvoyer. Quel était le secret de ces lettres? Tout le monde le sait aujourd'hui. Pétrarque se plaignait, comme Italien et comme catholique, du séjour du pape à

Avignon, que l'on assimilait à la captivité de Babylone ; mais, l'on peut comparer les indignations de ce grand poète, dont un pape voulait faire un secrétaire apostolique, aux sévères remontrances de sainte Catherine de Sienne, et reconnaître qu'elles ont contribué au rétablissement du Saint-Siège.

Les lettres de Pétrarque ont été imprimées et réimprimées plusieurs fois jusqu'au commencement du xvii^e siècle ; mais à partir de cette époque, les éditions sont rares, les lecteurs peu nombreux ; les différents commentateurs et éditeurs, le père Banduri, l'abbé Mehus, monsignor Fabroni, Baldelli, Meneghelli, le Padouan Giuseppe Vedova, ne firent que des travaux incomplets, et un érudit distingué, Rossetti, se borna à préparer une édition nouvelle par ses importantes études bibliographiques. Supérieur à tous, l'avocat Giuseppe Fracassetti de Fermo a dévoué tous ses soins à une édition nouvelle et à une traduction de l'Épistolaire de Pétrarque. Il a commencé par publier les lettres familières et les lettres variées, avec plus de cent lettres inédites, en trois gros volumes¹, imprimés avec grand soin par Le Monnier ; puis il a fait paraître, en cinq volumes, la traduction et les commentaires historiques².

Nous devons le déclarer, cette savante et difficile publication n'a pas obtenu le succès auquel on devait légitimement s'attendre ; en d'autres temps, elle aurait pu suffire à la réputation d'un homme de lettres ; aujourd'hui, c'est à peine s'il en a été fait mention dans quelques journaux et revues. Cependant, M. Fracassetti ne s'est pas laissé décourager par cette indifférence du public, et déjà il s'occupe de l'impression des lettres dites *Seniles* ; il ne négligera pas non plus les lettres *sine titulo*, qui présentent un véritable intérêt historique et qui ne peuvent faire ombrage à cette foi catholique qui, suivant l'expression de l'Alighieri, triomphe de toute erreur, *vince ogni errore*. Cette publication des lettres de Pétrarque est appelée à prendre sa place à côté de l'excellente édition des lettres du Tasse, due aux soins du savant secrétaire général des archives de Toscane, le chevalier Cesare Guasti.

— Nous avons à enregistrer, aujourd'hui, plusieurs publications historiques intéressantes, relatives à la république de Sienne, et d'abord, en suivant l'ordre des temps, deux lettres de Pandolfo Petrucci, le célèbre tyran de Sienne, écrites aux anciens de la république de Pise, au moment où Pise, venant de secouer le joug de

¹ *Francisci Petrarce epistolæ de rebus familiaribus et varis, tum quæ adhuc, tum quæ nondum editæ, familiarium scilicet libri XXIV, variarum liber unicus, nunc primum integri et ad fidem codicum optimorum vulgati, studio et cum cura JOSEPHI FRACASSETTI.* Florentiæ, typis Felicis Le Monnier. Vol. I, 1859 ; vol. II, 1862 ; vol. III, 1863. Dans le 3^e volume, il y a un appendice et le testament de Pétrarque.

² *Lettere di Francesco Petrarca, Delle cose familiari libri ventiquattro, lettere varie libro unico, ora la prima volta raccolte volgarizzate e dichiarate con note di GIUSEPPE FRACASSETTI.* Firenze, Felice Le Monnier. Vol. I, 1863 ; vol. II, 1864 ; vol. III, 1865 ; vol. IV, 1866 ; vol. V et dernier, 1867, avec une table des matières.

Florence, était assiégée par les Florentins¹. Petrucci avait pour politique de ménager tout le monde, et, dans cette circonstance, tout en accordant le passage des maremmes siennoises à Bartolomeo d'Alciano et en l'aidant d'argent et de vivres, pour lui permettre d'attaquer l'armée florentine, il mettait le plus grand soin à dénoncer aux Florentins les mouvements de leur ennemi. Il travaillait cependant de bonne foi à rétablir la concorde entre les belligérants, et, dans une lettre, il engageait vivement les Pisans à accepter les conditions qu'on leur proposait. Florence se contentait d'une prépondérance honorifique, *dominio d'onore*. Petrucci appelait cela un vain titre, un peu de fumée (*un poco di fumo*), et il exhortait les Pisans à n'en tenir aucun compte. Mais les Pisans craignaient qu'avec ce peu de fumée ne s'envolât la liberté, et nous ne pouvons leur faire un reproche de ne pas avoir cédé aux faciles conseils de Petrucci.

— La correspondance diplomatique de Claudio Tolomei, siennois, évêque de Toulon, aujourd'hui publiée, pour la première fois, par M. Luciano Banchi, offre un sérieux intérêt historique². La république de Sienne avait condamné Tolomei à l'exil pour n'avoir pas voulu se détacher du pape Clément VII, alors que ce pontife faisait mettre le siège devant la ville, en 1526. Mais, au bout de seize années, on lui fit grâce, et l'on voulut profiter de sa longue expérience des cours et des affaires à un moment où les divisions intérieures et les complications extérieures mettaient en danger la république. Les Siennois venaient de chasser la garnison espagnole, et Come de Médicis paraissait disposé à tirer profit de cette imprudence. Le roi de France Henri II, qui était en guerre avec l'empereur, devint naturellement l'allié des Siennois, leur envoya quelques secours et beaucoup d'encouragements. La reine Catherine, quoique Médicis, excitait le roi contre le grand-duc, elle recueillait de l'argent pour les Siennois, favorisait Piero Strozzi, et allait jusqu'à broder de sa main sur la bannière des exilés florentins le mot *libertas*. L'on sait que ces exilés accoururent au secours des Siennois avec des drapeaux de couleur verte portant le chiffre du roi (un H), avec cette devise empruntée à Dante :

Libertà vo cercando, ch'è sì cara,
Come sa chi per lei vita rifiuta.

Claudio Tolomei, ambassadeur de la république à la cour de France (*oratore della repubblica presso il cristianissimo*), n'était pas étranger aux bonnes dispositions du roi et de la reine, et il transmettait aux Siennois les avis de leurs protecteurs en les adjurant de ne pas s'affaiblir par des divisions :

« On a appris ici, au grand déplaisir de toute la cour, que votre

¹ *Due Lettere di Pandolfo Petrucci alla signoria di Pisa*. Siena, 1868.

² *Alcune lettere politiche di Claudio Tolomei, vescovo di Tolone, scritte alla repubblica di Siena*, ora primamente edite da Luciano Banchi. Siena, 1868. In-8°.

ville de Sienne n'est pas tranquille, mais pleine de divisions, de factions et de partis différents. Cette nouvelle est désagréable ici à un point que je ne saurais dire, et la dernière fois que j'en parlai à la reine, elle en discourut longuement et très-vivement avec moi, disant, entre autres choses, que tandis que les Siennois pourraient faire de leur ville une des villes les plus heureuses d'Italie, ils paraissaient disposés à la rendre une des plus malheureuses et des plus misérables¹. » Tout le monde était favorable à la république de Sienne, le roi, la reine, le cardinal de Tournon, qui embrassait la cause siennoise comme sa propre sœur (*quasi come d'una suo sorella propria*), et des personnages très-importants à la cour disaient à l'ambassadeur de Sienne : « A moins que l'on ne détruise « tout le royaume de France, il ne manquera jamais à Sienne ni « aide, ni faveur, et cela est l'intention bien arrêtée du roi très-« chrétien². » Mais toutes ces promesses n'eurent pas grand résultat.

Les dépêches de l'évêque de Toulon renferment encore des renseignements sur ce qui se passait en Angleterre; le roi venait de mourir dans l'été de 1553, et le duc de Northumberland, qui avait fait opposition à l'avènement de la reine Marie, perdait la tête sur l'échafaud. « Ce duc, disait l'ambassadeur siennois, qui a été pendant sa vie un très-grand hérétique, au moment de sa mort, a adressé au peuple de très-belles paroles en faveur de la religion catholique, reconnaissant sa faute, demandant pardon de tout ce qu'il avait fait contre l'Eglise, et déclarant que les motifs qui lui avaient fait suivre cette route étaient : d'abord l'ambition, puis la cupidité, enfin l'influence des faux prédicateurs. » Mais rien ne montre mieux l'état des esprits, à cette époque, que « les cérémonies des obsèques ordonnées par la reine Marie pour le roi son frère, célébrées à la fois à la manière romaine et à la manière anglaise. » L'évêque de Toulon y voyait un signe que la reine d'Angleterre reviendrait au catholicisme; il en voyait encore une preuve dans une lettre très-amicale qu'elle avait adressée à la reine de France, laquelle envoya immédiatement, pour la remercier, un exilé florentin réfugié à sa cour et poète distingué, messer Luigi Allamani. Les cahiers diplomatiques de Claudio Tolomei, dont M. Banchi vient de publier des fragments, sont conservés aux archives de Sienne, et on peut les consulter avec fruit sur beaucoup de points de l'histoire du temps.

— Les lettres de Scipione Bargagli, publiées par M. Gregorio Gori³, nous montrent une époque moins glorieuse de l'histoire de Sienne. Il y avait à peine un demi-siècle que la république était

¹ « Che dove i Senesi potevano fare Siena una de le più felici e beate città d'Italia, erano disposti di farla una de le più misere e più infelici. »

² « Se non si distrugga tutto'l regno di Francia, non si mancherà mai a Siena d'ogni aiuto e d'ogni favore. »

³ *Lettere di Scipione Bargagli novelliere, Senese del Secolo XVI*, ora per la prima volta pubblicate per Gregorio Gori. Firenze, Le Monnier, 1868. In-8°.

éteinte, et déjà florissaient à Sienne les courtisans de la maison de Médicis; de ce nombre était l'auteur de nouvelles, Scipione Bargagli, frère de Girolamo Bargagli, auteur de comédies. Dans ses lettres, il se déclare le très-humble serviteur du *Serenissimo Gran Duca, Ferdinando I^o*, dont il admire l'âme chrétienne et héroïque¹; il lui demande la confirmation d'un privilège qui lui était accordé par l'empereur (*la Maestà Cesarea*), le droit de porter sur son écusson « une aigle noire, à deux têtes couronnées d'or, » droit qu'il ne veut pas exercer sans le consentement de son seigneur naturel. Bargagli n'était qu'un romancier, ce n'était pas un homme politique; mais, pendant qu'il prenait si facilement son parti d'être soumis à la domination des Médicis, d'autres Siennois, inspirés des mêmes sentiments, écrivaient en grosses lettres, sur la porte qui menait à Florence, cette brûlante déclaration à la maison de Médicis : COR MAGIS TIBI SENA PANDIT.

— Voici un ouvrage² qui appartient à la fois à l'histoire et à la philosophie. L'auteur, M. Fiorentino, professeur de Bologne, glorifie Pomponazzi comme le chef³ de la nouvelle école philosophique de la renaissance italienne, et paraît accepter entièrement sa doctrine. Pietro Pomponazzi, né à Mantoue en 1462, avait fait ses études à l'université de Padoue, où il enseigna quelque temps la philosophie; ensuite, il passa à Ferrare, puis à Bologne, où il a composé tous ses ouvrages philosophiques. Il fut le premier à préconiser pour l'interprétation d'Aristote, le *maestro di color che sanno*, le commentaire grec d'Alexandre, de préférence à celui d'Averroës, qui était en grande faveur dans la plupart des écoles, et il arriva, comme Alexandre, à soutenir que l'âme est matérielle : νοὺς ὕλικος καὶ φυσικὸς.

Pomponazzi déclare qu'il se trouve forcé, comme philosophe, à nier l'immortalité de l'âme, à laquelle il doit croire comme chrétien. Il reconnaît, conformément à la doctrine de saint Thomas d'Aquin, que chaque homme a une âme à la fois intelligente et sensible, repoussant, par conséquent, la doctrine de Platon et celle d'Averroës; mais il ne peut admettre, comme saint Thomas, que l'âme soit immortelle, et, sur ce point, Pomponazzi accumule de nombreux arguments que son historien, M. Fiorentino, étale pompeusement, bien loin de s'occuper à les réfuter⁴.

— Nous nous bornerons seulement à mentionner une œuvre littéraire remarquable de Tommaseo, parce qu'elle ne touche à l'his-

¹ « Eroi e cristiani pensieri. »

² *Pietro Pomponazzi, studii storici su la Scuola Bolognese e Padovana del secolo XVI*, con molti documenti inediti, per Francesco Fiorentino, professore ordinario di storia della filosofia nella R. Università di Bologna. Firenze, 1868. In-8°.

³ « Il più nuovo, il più ardito, il più serio. »

⁴ Voir, dans le même sens, deux récentes publications : SPAVENTA. *Positivismo e razionalismo*, dans la *Rivista bolognese*, mai 1868, et la M^{me} FLORENZI, *dell' immortalità dell' anima*. Florence, Lemonnier. 1868. La M^{me} Florenzi n'admet l'immortalité que pour les âmes d'élite.

toire que par certains aperçus; c'est un livre sur la femme, qui vient de paraître à Milan¹. Nous n'en dirons pas beaucoup plus du livre de M. Paolo Mencacci, sur *Ugo frangipane*². Ces *scènes historiques* nous transportent à sept siècles en arrière, et nous font connaître la Rome de cette époque, avec ses mœurs, ses usages et ses troubles politiques; ce n'est qu'un roman, mais un roman écrit avec une rare fidélité historique, et c'est à ce titre que nous en parlons.

— Le professeur Balan, auteur d'un livre important sur saint Thomas de Cantorbéry, dont nous parlerons dans notre prochain *Courrier*, vient de publier un ouvrage intitulé : *Romains et Lombards*³, où il montre le rôle joué par les papes à cette époque. C'est bien plus un livre d'histoire qu'une œuvre d'imagination : c'est l'histoire mise à la portée de tous et présentée sous une forme intéressante.

Cette publication modenaise nous amène à rappeler que la belle édition des *Monuments historiques des provinces modeneses* se continue avec le même soin; le tome VI de la chronique de Tommasino de' Banchi, dit de' Lancellotti⁴, est achevé, et la première livraison du tome VII vient de paraître.

Deux autres publications récentes ont trait également à l'histoire des provinces modeneses : d'abord, un extrait d'anciennes chroniques, composé par M. Campori, bibliothécaire⁵; puis, un glossaire de l'ancien dialecte modenais, publié par le comte Galvani⁶, dialecte encore actuellement en usage dans la vie familière et surtout dans les campagnes.

— L'histoire locale forme encore l'objet d'une publication de M. Marcolini⁷, sur les provinces de Pesaro et d'Urbino, depuis les origines jusqu'à nos jours, et d'un livre, de M. Tesi, sur Livourne⁸. Ce dernier ouvrage est destiné au peuple, c'est une histoire popu-

¹ *La Donna, scritti varii e inediti* di NIC. TOMMASEO. Milano, Agnelli, 1868. In-8° de 408 p.

² *Ugo di Frangipane, scene storiche romane dei tempi di Arnolfo da Brescia, 1141-1145*, per Paolo Mencacci. Roma, coi tipi del Salviucci, 1868. In-16 de 255 p.

³ *Romani e Langobardi*, racconto storico del secolo VIII, del professore Pietro Balan. Modena, 1868. In-16, 279 p.

⁴ *Monumenti di storia patria delle provincie Modenesi. Cronaca modenese di Tommasino de Banchi, detto de' Lancellotti*. Parma, Pietro Faccadori, 1868, t. VI. In-4° de 487 p.

⁵ *Memorie modenesi estratte da tre croniche inedite*, per Campori. Modena, Vincenzi, 1868. In-4° de 27 p.

⁶ *Saggio di un glossario modenese, ossia studi intorno le probabili origini di aliquanti idiotismi della città di Modena e del suo contado*. Pel conte Giov. Galvani. Modena, 1868. In-8° de 581 p.

⁷ *Notizie storiche della provincia di Pesaro e Urbino*, per Cam. Marcolini. Pesaro, Anesio Nobili, 1868. In-8° de 462 p.

⁸ *Livorno dalla sua origine sino ai nostri tempi, opera storica popolare*, per Carlo Tesi. Livorno, tipografia Zecchini, 1867. In-8° de 310 p.

laire qui présente les défauts et les qualités de la plupart de ces ouvrages devenus maintenant très-nombreux. Du reste, quelque imparfaite que soit la critique historique dans ces sortes de livres, il faut leur reconnaître au moins le mérite de divulguer les notions historiques et de servir à l'instruction élémentaire du plus grand nombre.

— Un dictionnaire biographique est encore un de ces ouvrages qui tendent à répandre et à vulgariser les études historiques. Les compilations historiques analogues au dictionnaire que vient de publier, à Milan, M. Predari¹, sont devenues maintenant très-nombreuses en Italie. Plusieurs sont conçues dans un assez mauvais esprit. La plus remarquable et la plus complète de toutes, est l'*Encyclopédie*, grand in-4^o, publiée à Turin, par l'intelligent éditeur le chevalier Giuseppe Pomba, travail très-considérable et très-sérieux, à la rédaction duquel a présidé le savant chevalier di Mauro. Cette grande collection, bien que très-coûteuse et datant seulement de quelques années, a déjà eu plusieurs éditions.

— La belle publication du comte Litta, le *Famiglie celebri italiane*, que l'on craignait de voir s'arrêter, se poursuit, quoique lentement². Cette publication est une des gloires de l'Italie; on ne saurait trouver ailleurs une étude généalogique et historique faite avec plus de soin, une exécution typographique plus remarquable, des planches noires ou colorées plus finement dessinées. Les dernières livraisons, qui viennent de paraître, renferment la généalogie d'une illustre famille toscane, les Panciatichi di Pistoia, famille encore subsistante et brillamment représentée à Florence.

— Un livre présentant un intérêt d'actualité, par ce temps de discussions passionnées sur les questions de stratégie et d'art militaire, est le livre de Machiavel sur l'*Art de la guerre*. M. Carbone vient d'en publier une nouvelle édition, corrigée sur le manuscrit autographe de la bibliothèque nationale de Florence³.

— Nous avons déjà signalé de nouvelles publications sur la numismatique, de M. le chevalier Promis, bibliothécaire du roi à Turin, qui vient d'obtenir un prix de l'Académie des inscriptions; nous devons indiquer également un livre, de M. Pizzamiglio, sur les anciennes monnaies romaines⁴, sujet vaste et intéressant non-seulement pour les archéologues et pour les artistes dont ces anciennes médailles excitent l'admiration, mais encore pour les femmes du monde, qui ont adopté la mode de s'attacher au cou, au front

¹ *Dizionario biografico universale*, per Predari. Milano, tip. Giugino, 1868. 2 vol. in-16 de 859 et 1008 p.

² *Le Famiglie celebri italiane*, per Litta. Dispense 153, 154 et 155. Torino. Loescher e Bocca, 1868. In-folio.

³ *Libro dell' arte della guerra di NICOLÒ MACHIAVELLI, cittadino e segretario fiorentino*, per Domenico Carbone. Firenze, Barbera, 1868. In-12 de 151 p. avec une planche.

⁴ *Saggio cronologico, ossia Storia della moneta romana dalla fondazione di Roma alla caduta dell' impero d'occidente*, per Pizzamiglio. Roma, tip. de propaganda fide, 1867. In-4^o de 233 p., con grandi tavole.

ou aux oreilles ces précieux restes d'or et d'argent dont, pour la plupart, elles ignorent la signification.

— Le tombeau très-ancien d'un archidiacre de l'église de Naples au VII^e siècle, forme l'objet d'une monographie¹ que vient de publier M. Asprono Galante. Cette étude mérite d'être réunie à toutes les monographies dont, depuis longtemps, les antiquités de la plupart des villes italiennes sont l'objet et dont la mode, quoique ancienne, n'est heureusement pas encore passée.

— Parmi les plus récentes publications napolitaines, nous devons signaler un livre latin destiné à la jeunesse : c'est un résumé de l'ouvrage célèbre du savant Hollandais G.-H. Nieupoort, sur les antiquités romaines, résumé composé par l'abbé Stefano Viglionio², et ayant pour but de faciliter aux jeunes gens et aux latinistes, en général, l'intelligence des auteurs anciens par la connaissance des monuments.

— Nous ne devons pas passer sous silence deux publications bibliographiques fort dignes d'attention : l'une est un travail de M. Guidi, sur la *Jérusalem délivrée*, qui comprend l'histoire des différentes éditions et les différentes versions du texte³; l'autre est le catalogue des ouvrages hébreux, grecs, latins et italiens imprimés par les Soncini aux XV^e et XVI^e siècles, catalogue déjà publié par l'abbé Gaetano Zaccaria Antonucci, et que M. Crescentino Gianini a corrigé et complété dans une nouvelle édition⁴, en y joignant une notice historique de M. Zefirino Re Cesenate, sur les Soncini.

— Il y a, en Italie, un certain groupe d'hommes jeunes, actifs et intelligents, qui cultivent à la fois l'histoire, la philosophie, la littérature et la politique, tels sont : Visconti Venosta, Ruggiero Bonghi, Berti⁵, Broglio, etc. Le professeur Pasquale Villari, qui vient de publier un volume d'*Essais*⁶, appartient un peu à cette école; dans son livre il y a de tout : Après avoir étudié le *Savonarole* de M. Perrens, il critique le *Voyage* de M. Taine et la *Liberté* de M. Stuart Mill. On peut le deviner, il y a un article sur Dante, — aucun livre de critique en Italie ne saurait s'en passer; — mais il y en a un aussi sur Bacon. L'auteur termine en comparant la civili-

¹ *Lapide sepolcrale di Teoflalto, arcidiacono della chiesa di Napoli nel secolo VII*, per Asprono Galante. Napoli, Stamp. della r. Università, 1868. In-4^e de 68 p.

² *Antiquitates romanæ* G. H. NIEUPOORT *ad veteres latinos auctores intelligendos conscripta et a sac. STEPHANO VIGLIONI, Maletensi cive ad clariorem ac breviorum formam, in usum studiosæ juventutis redactæ*. Neapoli, ex officina hospitii mediculorum, ad circulum capiti montanum a. r. s. MDCCCLXVIII. In-16 de 314 p.

³ *Annali delle edizioni e delle versioni della Gerusalemme liberata e d'altri lavori al poema relative*, per Guidi. Bologna, Guidi, 1868. In-8^e de 163 p.

⁴ *Catalogo di opere ebraiche, greche, latine ed italiane, stampate dai celebri tipografi Soncini*, per Crescentino Gianini. Fermo, Ciferri. In-8^e de 122 p.

⁵ Auteur d'une *Histoire de Giordano Bruno*. Florence, Daravia, 1868, in-8^e.

⁶ *Saggi di storia, di critica e di politica*, per Pasquale Villari. Firenze, 1868.

sation latine et la civilisation germanique, et en reconnaissant quelle influence l'hégélianisme commence à exercer en Italie, tandis que l'école de Rosmini, Gioberti, Ventura, perd tous les jours du terrain. — Cette invasion de l'hégélianisme est favorisée par la demi-obscurité qui l'environne et que beaucoup prennent pour une auréole, ils admirent parce qu'ils ne comprennent pas, et une forme prétentieuse, l'on pourrait dire pédantesque, leur fait prendre pour des théories nouvelles des erreurs qui ont été exposées et réfutées depuis des siècles dans un meilleur langage.

— Disons un mot, en terminant, d'un sujet qui vient d'être étudié par le chevalier Francesco Gamurini, conservateur de la galerie *degli uffizi*¹ ; nous voulons parler de l'état des antiquités étrusques en Toscane, du peu de soin qu'on en prend, de la cupidité qui fait vendre de tous côtés des souvenirs qu'il serait si précieux de conserver. A Chiusi, dans cette nécropole où l'on a trouvé récemment le beau vase d'Amphiaraüs portant des inscriptions grecques, dans la vallée de la Chiana, à Montepulciano, à Cortona, si le laboureur trouve quelque tombe antique, il s'empare des ornements d'or et d'argent, les porte au marché et détruit le reste. Et pourtant les découvertes faites dans ces derniers temps, attestent l'importance des résultats qu'on pourrait obtenir. Ainsi, à Arezzo, l'on a découvert une inscription sur bronze que l'on croit être le fragment d'une loi étrusque. Deux idoles étrusques en bronze, trouvées près de Pistoja, sembleraient prouver que la frontière entre l'Etrurie et la Ligurie était les montagnes et non le fleuve Arno. Dans la riche cité de Volterra, on a déterré, entre autres choses, environ soixante monnaies grecques primitives en argent, qui montrent une fois de plus quels rapports fréquents existaient entre la Grèce et l'Etrurie, et dont l'examen permettrait de déterminer avec quelles villes de Grèce l'Etrurie avait des relations commerciales avant la conquête romaine. De nombreuses ruines antiques, découvertes sur le territoire de la commune de Castagneto, ont fait supposer à M. Gamurini que là était l'emplacement de la ville de Vetulonia, dont on a vainement jusqu'ici cherché les vestiges. Dans les maremmes, ce champ de la mort où sont enfouies tant de cités fameuses, l'on a également fait quelques découvertes intéressantes. M. Gamurini gémit de voir tous ces objets précieux se disperser. L'ouverture du chemin de fer vient encore de permettre de les emporter plus vite et plus loin. Trois collections importantes ont été vendues dernièrement, trois véritables musées : Venuti de Cortone, Guadagni de Florence et Casuccini de Chiusi, cette dernière collection acquise par le musée de Palerme².

Nous ne pouvons quitter ce sujet des antiquités étrusques sans mentionner les récentes découvertes faites à Santa-Maria di Capua.

¹ Dans la *Nuova Antologia* de mai 1868.

² Il n'est peut être pas inutile de signaler ici le remarquable ouvrage du Comte G. C. Conestabile sur les *Antiquités étrusques du musée de Florence*.

Au milieu d'un grand nombre de vases antiques, on en a trouvé plusieurs très-remarquables : une amphore d'un très-beau style, représentant Achille et Penthesylée, ainsi que le prouvent l'inscription Ἀχιλλεύς et l'attitude des personnages; une très-belle hydrie de style attique portant les inscriptions καλός, καλῆ, enfin, différents beaux vases du même style, portant des inscriptions grecques et représentant des scènes mythologiques.

· C. C. CASATI.

COURRIER ANGLAIS

Il est toujours dommage de voir l'histoire tourner au pamphlet, et l'écrivain manquer son but lorsqu'il cherche à faire servir des travaux, sérieux du reste, à satisfaire ses vengeances personnelles. Combien de fois ne nous a-t-on pas reproché, à nous autres Français, d'introduire partout l'esprit satirique, et de laver notre linge sale en public à propos de n'importe quoi ! Nous pouvons aujourd'hui, en sûreté de conscience, adresser le même blâme aux écrivains anglais, et je déclare franchement que j'en suis très-fâché. Nous avons sans doute certaines qualités dignes qu'on les imite, je le dis en toute humilité, mais ce n'est pas certes le système à allusions ; tâchons au contraire de le faire disparaître de l'histoire, même en France. Voici, par exemple, le beau livre de M. Freeman¹ : savant, bien écrit, épuisant la matière, un livre qui fera époque, et qui, en contrôlant les opinions de sir Francis Palgrave et d'Augustin Thierry présente sous son véritable point de vue l'histoire de la conquête normande. Pourquoi l'auteur s'est-il cru obligé d'introduire l'histoire contemporaine à propos des Anglo-Saxons, des Danois et des Écossais ? Quel rapport y avait-il entre l'administration de l'Angleterre au moyen âge et les institutions du XIX^e siècle ? On peut, on doit même avoir son opinion particulière sur tel ou tel système politique ; mais il faut se garder d'introduire de semblables questions dans un ouvrage où il ne devrait être question que de Theans, d'Aldermen, de Shériffs et de problèmes d'archéologie. Cela dit, j'arrive au second volume de M. Freeman, récemment publié par les soins de l'Université d'Oxford. Il traite du règne d'Édouard, et nous conduit jusqu'à la veille de la grande catastrophe qui devait modifier d'une manière si importante les destinées de l'Angleterre. M. Freeman est plein de son sujet, il le discute *con amore* ; bref, il tombe dans le défaut qu'on a reproché fort justement à M. Froude, autre historien dont j'ai eu occasion de parler. De même que pour

¹ *The History of the Norman conquest of England, its Causes and its Results.* By Edw. A. Freeman, M. A., late Fellow of Trinity College. Vol. II. *The Reign of Edward the Confessor.* Oxford, at the Clarendon Press (London, Macmillan). 1868. In-8°, xxxi-651 p. With Maps.

celui-ci, Henry VIII, cette espèce de Barbe-Bleue du xvi^e siècle, était devenu le modèle de toutes les perfections imaginables, de même Édouard, dans le volume que j'examine en ce moment, prend les proportions d'un héros légendaire à qui aucune vertu ne manque. Peu s'en faut que son *poète* ne le fasse passer pour un champion anticipé du protestantisme, car il décrit avec complaisance la simplicité de ses mœurs, auxquelles il oppose par manière de contraste le faste, le luxe et les habitudes faciles des moines et du clergé. Le tableau n'est pas exact, la ressemblance est manquée, et, ce qu'il y a de pis, c'est que la manie de prendre le ton du panégyrique pour raconter la vie d'un personnage quelconque, conduit nécessairement l'auteur à ne voir dans les ennemis de ce même personnage que des vauriens, criminels au premier chef, et ne méritant que la potence. M. Freeman, qui a essayé de tenir la balance égale entre sir F. Palgrave et Augustin Thierry, devra être contrôlé lui-même; il a ses préjugés, et il ne cherche pas à les déguiser.

— M. Kinglake vient de publier les tomes III et IV de son *Histoire de la campagne de Crimée*¹. En fait de partialité honteuse, et touchant presque à la folie, parlez-moi de M. Kinglake. Aussi les deux premiers volumes de son livre n'eurent-ils qu'un succès d'escandré; ceux des lecteurs qui savaient le dessous des cartes haussèrent les épaules, et on ne tarda pas à juger comme il le méritait un ouvrage où les portraits n'étaient absolument que des caricatures. Les volumes que l'auteur vient de nous donner contiennent aussi des preuves que M. Kinglake n'a rien perdu de son goût pour la critique, et on a fait courir le bruit que s'ils n'ont pas été publiés plus tôt, c'est que lord Cardigan, qui se croyait sûr d'y être maltraité, avait fait le serment d'infliger à l'historien une petite correction, l'épée à la main. Lord Cardigan, en effet, ne brille pas dans ces deux in-octavo, où le héros est au contraire lord Raglan. Ajoutons tout de suite que les lecteurs curieux d'invectives et de satire à bout portant se verront déçus s'ils cherchent du scandale aujourd'hui. Le ton est plus digne, le style plus noble et plus soutenu. Je me hasarderai à dire que le livre me semble traîner en longueur, et la fameuse charge de la cavalerie légère à Balaclava ne méritait certainement pas les détails minutieux du récit de M. Kinglake.

— Parmi les curiosités littéraires que le dernier trimestre a fait éclore, il est bon que j'en signale une si amusante que bien des personnes voudront à peine y croire. L'expédition du Mexique et la carrière romanesque de l'empereur Maximilien ont donné naissance, dans le temps, à un nombre infini d'ouvrages, tous soi-disant originaux, rédigés d'après des notes prises sur les lieux, et offrant les garanties les plus incontestables d'authenticité. Entre autres livres de ce genre il en a paru un intitulé *With Maximilian in Mexico*, composé, ou soi-disant composé, par un certain baron d'Avensleben, et dont j'eus à

¹ *The Invasion of the Crimea : its Origin, and an Account of its Progress down to the Death of Lord Raglan.* By Alexander William Kinglake. Vols. III. and IV. London, Blackwood.

rendre compte moi-même dans la *Revue bibliographique universelle*. Quelque temps après la publication de cet ouvrage, un article parut dans l'*Athenæum* anglais, où un critique distingué soutint de la façon la plus irrésistible que les prétendus mémoires du baron d'Avensleben n'étaient qu'une contrefaçon impudente d'un des romans de lord Lytton, *Devereux*. Il n'y avait pas à en douter, de nombreuses citations prises çà et là dans les deux livres et imprimées en colonnes parallèles mettaient sous les yeux du lecteur toutes les pièces de conviction ; enfin le traducteur anglais se crut obligé d'avouer qu'il avait été dans toute cette affaire deux fois la dupe d'un aventurier. D'abord il avait perdu son temps à retraduire les trois quarts d'un livre qu'il pouvait se procurer dans le premier cabinet de lecture venu ; et ensuite il n'avait pu obtenir, ni de M. d'Avensleben, ni des éditeurs, les honoraires qui lui étaient dus pour son travail. Tout le monde a lu *Devereux* ; mais c'est un romain qui a déjà au moins trente ans d'existence, et à cette date on ne peut pas toujours se rappeler les passages saillants assez fidèlement pour découvrir une supercherie littéraire. Et voilà, dit le journaliste de l'*Athenæum*, comment s'écrit l'histoire contemporaine ! Espérons que les autres livres que nous avons sur l'empereur Maximilien sont un peu plus authentiques.

— Les chambellans de la ville de Londres, les magistrats et leurs secrétaires avaient autrefois la louable habitude de tenir un registre des incidents notables qu'ils étaient à même d'observer, surtout ceux relatifs aux questions municipales et aux relations des bourgeois, soit avec le souverain, soit avec l'étranger. Ces annales ne sont pas, comme bien l'on pense, des monuments de style ; rien de plus sec, de plus précis ; point de transitions, point d'effets oratoires. Mais la lecture d'un ouvrage de cette nature est très-intéressante, parce qu'on y suit pas à pas l'histoire du commerce, de la vie politique et sociale d'une grande ville, on y étudie les mœurs dans toute leur naïveté, on y trouve des tableaux non pas arrangés, mais faits d'après nature. Le livre de M. Riley ¹ se compose d'extraits tirés des archives municipales de la cité de Londres, et s'étendant depuis l'année 1276 jusqu'en 1419. La suite des registres où le docte éditeur a puisé les éléments de son travail paraît avoir été jadis plus volumineuse qu'elle ne l'est aujourd'hui. De tous les temps il y a eu des gens enclins à emprunter des livres ; de tous les temps, je regrette d'avoir à le dire, il y a eu des emprunteurs qui croyaient qu'en fait de livres et surtout de manuscrits la restitution était un abus ridicule. Un beau jour le Protecteur Somerset eut envie de consulter les registres-journaux dont je parle en ce moment ; on lui en envoya la charge de trois voitures. Pas un de ces manuscrits ne fut restitué aux archives de Guildhall. Plus tard, malgré ce fâcheux précédent, les magistrats eurent le cœur de prêter au fameux antiquaire sir

¹ *Memorials of London and London Life in the Thirteenth, Fourteenth and Fifteenth Centuries : being a Series of Extracts, Local, Social and Political, from the Early Archives of the City of London, A. D. 1276-1419. Selected. Translated and Edited by Henry T. Riley. London. Longman.*

Robert Cotton deux volumes manuscrits de la même provenance. Au bout de *huit ans*, après des réclamations réitérées, Cotton renvoya la moitié de chacun des deux in-folio, et fit relier les deux autres moitiés en un seul volume, qui se trouve heureusement aujourd'hui parmi les collections du British Museum. M. Riley ne pousse pas la *libricité* jusqu'à ce point; il aime les manuscrits, il les consulte, il en fait bon usage; mais sa besogne finie, il les rend à qui de droit. Les extraits qu'il a recueillis et annotés sont fort curieux, et nous en recommandons la lecture attentive. Les noms français y paraissent presque à chaque ligne : ce sellier qui tient sa boutique dans *Gobbe street* est Ralph-le-Français; cette demoiselle qui agace les passants se nomme Parnell Portejoie; voyez défiler toutes les confréries des chaussiers, des Chalonniers (marchands d'étoffes faites à Châlons), de Heaumières, des Fléchiers. Il y a dans ces pages une sève de vie qui nous attache; il circule un mouvement énergique et continu qui nous reporte au moyen âge. Remercions M. Riley de nous avoir procuré cette étude; remercions aussi la municipalité de Londres d'avoir avec tant de courtoisie ouvert à ce savant archéologue les trésors accumulés dans les archives de la ville.

— Les catalogues ou *calendriers* (comme on les appelle ici) de papiers d'état s'impriment avec rapidité, et la publication des diverses séries marche de front. J'ai à annoncer aujourd'hui un volume des plus intéressants, c'est le second du recueil de M. Rawdon Brown¹. Cet historien s'est chargé de toute la partie relative aux rapports de l'Angleterre avec la république de Venise, et il a parcouru les archives des villes du nord de l'Italie pour y faire le relevé des différentes pièces qui pouvaient éclairer d'un nouveau jour l'histoire politique de l'Angleterre. Pendant l'espace de trois siècles, des ambassadeurs vénitiens résidèrent à Londres, comme représentants d'une des puissances européennes les plus importantes, et depuis l'arrivée du chargé d'affaires qui, en 1497, fut accrédité à la cour de Henry VII, jusqu'aux événements de 1797, la succession fut à peine interrompue un instant.

On étudiera avec plaisir dans le présent volume tout ce qui est relatif à la fameuse ligue de Cambray; les puissances continentales s'étaient engagées à porter un coup terrible en pleine paix à la république de Venise, au mépris des plus solennels traités; et il en résulta des lettres, des négociations à n'en plus finir. Gonzalve de Cordoue figure aussi dans ce recueil; non pas le héros que Florian nous avait révélé, mais un condottiere à peu près aussi pillard, aussi peu scrupuleux que ses contemporains. Puis il y a les détails de mœurs, les tableaux de la vie anglaise. Nicolo di Favri, écrivant au doge Gradenigo, lui parle au long des us et coutumes du pays, de l'aspect des rues, de la disposition des édifices. Toutes les maisons particulières sont en bois; les chambres sont jonchées de paille que l'on

¹ *Calendar of State Papers and Manuscripts, relating to English Affairs existing in the Archives and Collections of Venice, and in other Libraries of Northern Italy.* Vol. II. 1509-1519, Edited by Rawdon Brown. London, Longman.

renouvelle une fois par semaine. Les femmes vont au marché elles-mêmes, au lieu d'envoyer leurs domestiques; elles sont jolies et extrêmement affables. D'après les renseignements que nous donne M. Rawdon Brown, il paraîtrait que le gouvernement anglais ne faisait pas grand cas des Vénitiens. « Ce ne sont, » disait Wolsey, « que des marchands de poisson. » Ainsi Marie Stuart, s'adressant un jour à Catherine de Médicis, lui reprochait avec hauteur d'appartenir, au bout du compte, à une famille de boutiquiers.

Le roi Henry VIII brille du plus vif éclat dans ce livre instructif. Voyez-le danser, jouer, chanter, aller en mascarade avec sa sœur Marie, la reine douairière de France; pour la prestesse, c'est un Apollon; rien de comparable à sa bonhomie. Lorsqu'une princesse vient au monde, l'an de grâce 1516, Giustiniani, le félicite au nom de la sérénissime république; il s'enquiert de la santé de la reine Catherine, et dit au roi que la naissance d'un fils aurait causé plus de satisfaction. « Patience! » répond Sa Majesté; « nous sommes jeunes » l'un et l'autre; ç'a été une fille cette fois-ci; ce sera un garçon l'an- « née prochaine. » La jeune princesse donna de très-bonne heure des preuves de son esprit et de son caractère. En 1518 les cérémonies, fort inutiles, de ses épousailles avec le Dauphin eurent lieu dans la chambre de la reine; la fiancée n'avait que trois ans alors, et au milieu d'une conversation se tournant tout à coup vers l'amiral : « Vous êtes le Dauphin de France, » lui dit-elle; « Eh bien! je veux vous embrasser. »

Il y a des traits assez burlesques sur la pauvreté des Français qui se trouvaient à Londres à cette époque; le costume magnifique du roi Henry VIII excitait non-seulement l'admiration, mais encore la convoitise; bien des courtisans au pourpoint usé, au manteau montrant la corde, auraient voulu s'habiller de la riche défroque du monarque. A une des joutes données pour célébrer le mariage de la jeune princesse, le roi se trouvait dans la galerie entouré des ambassadeurs, et revêtu d'un costume de brocart d'or doublé de brocart d'argent. « Sire, » lui dit en plaisantant M. de Saint-Meme, « je n'ai « jamais vu de robe plus à mon goût que celle dont Votre Majesté « est parée aujourd'hui. » Henry, prenant cette requête au sérieux, fit cadeau à Saint-Meme de cette robe qu'il admirait si naïvement. Wolsey, dans l'esprit des Vénitiens, est le véritable roi d'Angleterre : *Rex et auctor omnium*. Giustiniani parle de lui comme d'un individu de basse origine, mais qui, à force de talent et d'ambition, est arrivé jusqu'au pied du trône. Lors de l'arrivée de cet ambassadeur, le cardinal-ministre avait l'habitude de lui dire, quand ils étaient en conversation politique : « Sa Majesté fera telle ou telle chose. » Plus tard, modifiant légèrement la phrase, il disait : « Nous ferons telle ou telle chose. » Enfin, à la date de 1519, l'expression de Wolsey était : « Je me propose de faire, etc.; » puis arriva la catastrophe. Le livre de M. Rawdon Brown est un de ceux qu'il faut étudier à fond pour l'histoire du xvi^e siècle. Préface, tables, analyse copieuse des documents, tout est à souhait, tout est digne de la grande collection dont ce volume fait partie.

— Du règne de Henry VIII nous arrivons à celui d'Élisabeth¹. Ici ce n'est plus M. Brown, c'est M^{rs} Everett Green qui nous sert de guide. Habitée aux travaux historiques, ayant fait ses preuves par sa publication de la correspondance de la reine Henriette-Marie, femme de Charles I^{er}, et par ses intéressantes biographies des princesses du sang d'Angleterre, M^{rs} Green a abordé la tâche plus ardue et plus difficile de classer des papiers d'État, d'en donner l'analyse, et d'en dresser le catalogue. On a reproché quelquefois aux collaborateurs des *Calendars of State Papers* d'écrire des préfaces trop longues, et de tomber dans la dissertation. C'est là un blâme que M^{rs} Green n'encourra jamais. A mon avis, elle pêche par le défaut opposé, et son lachisme est poussé un peu loin. Le volume qu'elle vient de publier se rapporte aux affaires intérieures de l'Angleterre sous le règne d'Élisabeth depuis l'année 1591 jusqu'à 1594, mais malgré ce titre, il ne faut pas supposer que la politique du dehors ne trouve pas sa place ici. Quelque soin que l'on se donne pour établir une séparation entre le *home* et le *foreign*, les points de contact se présentent à chaque instant. Ainsi, par exemple, la conspiration de Babington amène tout naturellement le nom de la reine d'Écosse, sa correspondance, ses prétendues intrigues. De Marie Stuart à la famille des Guise il n'y a pas loin; on ne peut guère s'occuper de l'une sans toucher aux autres. Le tableau que M^{rs} Green fait passer sous nos yeux, est celui d'un gouvernement despotique, mais qui par son caractère essentiellement national, ne laisse pas que d'être populaire. C'est le temps des Raleigh, des Drake, des Frobisher. Parmi les noms figurant à la table des matières se trouve M. Schakespeare qui, pour n'avoir pas voulu assister aux services de l'Église établie, a encouru une punition sévère.

— M. Arber, qui publie avec tant d'intelligence et de goût la série des *English reprints*, vient d'ajouter à sa collection une petite brochure² contenant les aventures d'Édouard Webbe, maître canonier dans l'armée de la reine Élisabeth. Quelque intéressant que soit cet ouvrage, je n'en aurais pourtant pas parlé, si le héros dont il est question n'avait pas été mêlé à l'histoire de notre pays. Après avoir voyagé en Moscovie, en Italie, en Grèce, après avoir poussé jusqu'à Jérusalem et visité les états du Prêtre-Jean, il revint en Angleterre; puis fatigué bientôt de se trouver sans occupation, il s'engagea au service de Henry IV, roi de France, qui le nomma canonier en chef. Le mercredi des cendres de l'an 1590, il prit part à la bataille d'Ivry, où il exécuta trois charges qui réussirent complètement, et à la suite desquelles le roi le récompensa comme il le méritait. Malheureusement, l'esprit de jalousie entre les Français et les Anglais n'avait, à cette époque, rien perdu de son intensité; des soldats

¹ *Calendar of State Papers, Domestic Series, of the Reign of Elizabeth, 1591-1594, preserved in Her Majesty's Public Record Office.* Edited by Mary Anne Everett Green. London, Longman.

² *Edward Webbe, chief Master gunner. His travailes, 1590.* Edited by E. Arber. Londres, Alex. Murray. In-12.

de l'armée royale, mécontents de voir leur souverain accorder tant de confiance à un étranger, essayèrent de se débarrasser de Webbe en l'empoisonnant. Ils ne réussirent pas, grâce à l'habileté d'un médecin empirique demeurant à Dieppe, qui lui administra une dose d'*huile de licorne*.

Avant de terminer ce *courrier*, je voudrais dire quelque chose d'un projet fort utile, intéressant tous les savants qui s'occupent d'études historiques, et près, affirme-t-on, d'être mis à exécution. La bibliothèque des manuscrits du British Museum se compose, comme presque tous les établissements du même genre, d'une série de *fonds* acquis à diverses époques, et qui ont chacun un catalogue séparé. Les fonds Harleien, Cottonien, Lansdowne, Arundel et Burney, dépouillés séparément, au fur et à mesure de leur annexion, sont analysés en sept volumes in-folio, imprimés depuis longtemps, et que l'on peut se procurer sans la moindre difficulté. Les manuscrits que l'administration du Museum se procure tous les ans avec les fonds dont elle dispose sont enregistrés sur des catalogues non imprimés, comprenant aujourd'hui un nombre de volumes fort considérable, et qu'on est obligé d'examiner dans la salle de lecture. Il s'agirait de fondre en un seul ces divers catalogues, de numérotter les différents manuscrits d'après un plan unique, de faire imprimer le tout, et de rectifier les indications souvent fautives des anciens bibliothécaires. Lorsque Walpole, par exemple, fit rédiger le catalogue de ses livres, peu de personnes en Angleterre savaient assez l'histoire de la littérature française pour pouvoir identifier avec une exactitude suffisante les documents quelquefois à peu près indéchiffrables qui se rapportent à cette histoire, et qui font partie de la collection. Il en est résulté des erreurs grossières dont on aurait honte de nos jours, et qu'il serait indispensable de corriger. Les chartes aussi forment un dépôt assez considérable, et il en existe un catalogue manuscrit très-bien fait; on songe à l'imprimer. Le garde des archives a donné l'exemple en ce sens, et les autorités du British Museum, enflammées d'ardeur, se disposent à le suivre. Félicitons-les d'avoir compris l'importance de ce travail; encore quelques années, il sera terminé, et alors on appréciera pour la première fois, comme elles le méritent, les richesses accumulées dans la bibliothèque nationale de l'Angleterre.

GUSTAVE MASSON.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : L'École pratique des hautes études. — Concours de l'Académie des inscriptions et de l'Académie française. — La nouvelle salle de travail de la Bibliothèque impériale. — Découverte d'un pont construit par César. — L'enseignement historique dans les lycées. — Publications récentes ou annoncées. — Les examens de l'École des Chartes. — Le Congrès de Bonn. — Les prétendus *vols* du duc de Modène.

Nos lecteurs n'ont peut-être pas oublié que, dans nos dernières chroniques, nous exprimions le désir de voir l'enseignement supérieur en France prendre des forces nouvelles, afin de pouvoir lutter sans trop de désavantage avec la science allemande, et de maintenir, comme il convient, le rang élevé qu'a toujours occupé notre pays dans le domaine de l'intelligence. Ce désir répondait à un sentiment généralement répandu parmi les hommes éclairés, qui n'aiment ni à déprécier les institutions nationales, ni à se faire illusion sur le bien qu'on en doit attendre. L'administration supérieure, de son côté, se préoccupait de cette infériorité, disons le mot, qui menaçait de s'accroître encore et de nous faire perdre bientôt même la seconde place : car l'Angleterre tente de vigoureux efforts, et elle a deux puissants moyens qui, trop souvent, nous ont manqué, je veux dire beaucoup d'argent et cet esprit d'initiative qui n'exclut pas l'esprit de suite. M. le Ministre de l'Instruction publique a compris qu'il y avait quelque chose à faire, et après avoir touché, d'une main légère et sans trop insister, la plaie qu'il s'agissait de guérir, il a proposé comme remède, dans son rapport à l'Empereur, la création d'une *École pratique des hautes études*.

Cette École, instituée par un décret daté de Plombières, le 31 juillet, comprend quatre sections : 1^o mathématiques ; 2^o physique et chimie ; 3^o histoire naturelle et physiologie ; 4^o sciences historiques et philologie. Une cinquième section pourra être ultérieurement formée pour les études juridiques. L'École est administrée par un président ou directeur, assisté d'un conseil supérieur, dont feront partie : le secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ; les directeurs des Archives de l'Empire, de la Bibliothèque impériale et de l'École des chartes ; les conservateurs des collections archéologiques du Louvre, et le doyen de la Faculté des lettres. En outre, il y a dans chaque section une commission per-

manente de surveillance, composée de cinq membres, et qui est chargée de diriger et de surveiller les études des élèves. D'après l'article 3 du décret, aucune condition d'âge, de grade ou de nationalité n'est exigée des candidats au titre d'élève de l'École des hautes études; mais ils sont soumis à un stage de trois mois au plus, après quoi leur situation est régularisée par le ministre, sur l'avis du directeur et des commissions permanentes. Mais l'art. 2 des règlements intérieurs, arrêtés par le ministre, institue, pour la section des sciences historiques et de philologie, un examen d'entrée, qui sera passé devant l'un des membres du comité de surveillance, assisté de deux examinateurs pris parmi les membres de l'Académie des inscriptions, de l'Académie des sciences morales, les professeurs de l'École des chartes, etc. Cette section se rapportant plus particulièrement à l'objet que poursuit la *Revue*, il n'est pas inutile d'entrer dans quelques détails. Elle est subdivisée en quatre catégories ou branches d'études : 1^o la mythologie et l'histoire de l'art ancien, dans leurs divers rapports avec les monuments architectoniques et figurés; 2^o l'épigraphie grecque et latine; 3^o la paléographie grecque et la paléographie latine, étudiées au point de vue de la restitution des textes défectueux et de l'appréciation des manuscrits des auteurs anciens; 4^o la philologie comparée, dans ses rapports soit avec les langues classiques, soit avec les langues anciennes ou vivantes des diverses contrées du globe; 5^o les langues anciennes de l'Orient (hébreu, égyptien, arabe littéral, arménien, sanscrit, etc.) et les langues encore en usage dans les diverses parties de l'Asie, étudiées au point de vue philologique; 6^o l'histoire politique, morale et économique des différentes nations, fondée sur l'étude et la recherche des documents inédits, la critique de ceux qui sont déjà connus et les données de la géographie ou de la statistique. Pour être admis dans la catégorie de philologie comparée, les candidats devront justifier, lors de l'examen d'entrée, de la connaissance de la langue allemande.

Les travaux des élèves de la quatrième section consisteront premièrement dans l'audition des cours de haut enseignement (Collège de France, Faculté des lettres, etc.), se rapportant à l'objet de leurs études. Ils devront rédiger des analyses qu'ils soumettront aux professeurs. L'intention de M. le Ministre est, en effet, de demander aux titulaires des chaires de haut enseignement ou à leurs suppléants d'ajouter aux leçons, qui s'adressent à une nombreuse assistance, un enseignement didactique, réservé à un public restreint. Ce public sera précisément fourni, à Paris, par les élèves de l'École des hautes études, et, dans les provinces, par ceux des écoles normales secondaires instituées par le décret du 11 janvier 1868. On espère qu'il s'y joindra quelques étudiants, désireux de fortifier et de compléter leurs études classiques, et aussi un certain nombre de personnes « sur lesquelles s'exercera, dit le rapport, le puissant attrait de la science. » Il y a évidemment là une tentative louable pour mettre à un usage plus fructueux en résultats pratiques le personnel de l'enseignement supérieur, qui s'adonne

plus volontiers au bien dire qu'à l'exposition claire et précise des dernières conquêtes de l'érudition, parce que l'auditoire auquel il s'adresse est composé, en majeure partie, d'ignorants et d'oisifs qui, si on les interrogeait sur la cause de leur présence, ne pourraient guère donner d'autre raison que ce vers fameux des *Plaideurs* :

Bon ! cela fait toujours passer une heure ou deux.

Au surplus, M. le Ministre a raison d'ajouter que le bien dire a aussi son charme, et il me semble que, tout en prenant nos degrés dans l'érudition transcendante où l'Allemagne est montée si haut, nous ne ferons pas mal de garder cette diction vive et claire qu'on a notée, depuis longtemps, comme l'une des deux qualités natives de notre race, dont l'esprit n'est nullement brumeux : « *rem militarem et argute loqui.* » — Mais je crois qu'il ne faudrait pas trop compter sur les étudiants désireux d'allonger le temps des classes, non plus que sur les auditeurs bénévoles, de tout âge et de toute profession, qui deviendraient soudain sensibles au puissant attrait de la science. D'ailleurs, comme dit le rapport, dix *élèves* sérieux valent mieux que mille *auditeurs* frivoles. — Bien que l'École des hautes études ne doive point admettre d'internes, il y aura des conférences intérieures ; ces répétitions seront faites par des maîtres auxiliaires qui, dans la section dont il s'agit, prendront le titre de directeurs d'études.

Les travaux des élèves de la quatrième section consisteront encore dans la visite réitérée des musées ; dans l'exploration des bibliothèques, où ils exécuteront des transcriptions de manuscrits, des travaux bibliographiques, et se livreront à des recherches sur des points spéciaux d'histoire politique, littéraire ou philosophique ; dans des exercices et travaux de philologie comparée ; dans des explorations faites à l'étranger, spécialement en Allemagne ; enfin, dans des études spéciales et des exercices privés, dont ils soumettront tous les trois mois le résultat au comité de surveillance. — Les études embrasseront une période de trois années, et se termineront par un examen de sortie, qui donnera lieu à la délivrance d'un diplôme. — Les élèves de l'École des hautes études pourront, une fois munis de ce diplôme, être chargés de cours dans l'enseignement secondaire. Mais le principal avantage qui leur est fait, en dehors des indemnités pécuniaires que le ministre pourra leur accorder durant leur séjour à l'École, c'est la dispense du grade de licencié, qui, jusqu'à ce jour, était absolument exigé des candidats au doctorat. Cette dispense est, il est vrai, facultative ; elle sera concédée par le ministre aux élèves les plus méritants, sur l'avis du conseil supérieur. Mais, telle quelle, cette faveur est très-digne d'envie, et peut-être me sera-t-il permis de regretter qu'on ne l'ait pas étendue à une autre école qui la mérite certainement. Le diplôme d'archiviste-paléographe, qui témoigne de trois années d'études et de travail assidu sur les origines nationales, devrait, ce semble, permettre à ceux qui en sont pourvus de soutenir à la Sorbonne des thèses qui, si j'en

juge par des ouvrages récents dont les auteurs avaient la bonne fortune d'être archivistes-paléographes et licenciés tout ensemble, ne seraient pas les moins remarquables ni même les moins remarquées. L'École des chartes, elle aussi, est une école pratique de hautes études ; c'est proprement l'école pratique des hautes études françaises. Or il semble que, dans l'institution nouvelle, les études orientales, grecques et latines aurent le pas sur l'étude des origines nationales. Ne serait-ce pas compléter la mesure qu'on vient de prendre, que d'étendre et de fortifier l'enseignement de l'École des chartes en y créant de nouvelles chaires ? Je crois qu'on rendrait par là un très-grand service à l'érudition. Je me permettrai aussi d'exprimer une crainte. Il sera, je crois, bien difficile aux jeunes gens à qui une profession, même libérale et scientifique dans une certaine mesure, impose des devoirs administratifs, de profiter des avantages que M. le Ministre a voulu assurer aux travailleurs. Les archivistes, les employés des diverses bibliothèques sont dans ce cas. Les règlements de l'École des hautes études ne sont, il est vrai, que provisoires. Espérons qu'ils seront remaniés dans le sens le plus large, et souhaitons le meilleur succès à l'école nouvelle, dont l'idée première est, à coup sûr, excellente. C'est maintenant à l'expérience qu'il appartient de prononcer sur les mesures de détail destinées à en assurer l'exécution.

Tandis que le Gouvernement cherche à relever le prestige, un peu amoindri, de l'érudition française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, de son côté, s'efforce d'entretenir le feu sacré parmi le petit nombre de savants que ne rebutent ni l'indifférence du public, ni les obstacles trop longs à énumérer que rencontrent à chaque pas, dans notre pays, ceux qui se consacrent à faire avancer la science. Les prix qu'elle décerne servent de compensation en même temps que de récompense ; ceux qu'elle propose sont une invitation à entreprendre, avec des chances de succès, de longs travaux qui, sans la palme académique, risqueraient fort de ne trouver pas d'éditeurs et peut-être pas d'auteurs. Car, il faut bien le dire, si l'érudition n'a pas fait tous les progrès qu'on aurait pu attendre d'elle dans la patrie de du Cange et de Mabillon, c'est que le découragement s'empare vite de ceux qui s'y seraient volontiers consacrés, et avec fruit ; c'est que, chez nous, le plus mince littérateur, le plus inepte romancier efface les érudits les plus consciencieux ; c'est que les gens dits *lettrés* sont (qu'ils me le pardonnent) les plus ignorants du monde ; c'est enfin, pour faire à chacun sa part, que les érudits ne veulent pas se donner la peine d'être intéressants et de s'abaisser jusqu'au public qui ne monte pas jusqu'à eux. Voilà les défauts qu'il faudrait vaincre. Mais je reviens à l'Académie.

J'ai eu le plaisir d'annoncer à nos lecteurs, en terminant ma dernière chronique, que le grand prix Gobert avait été décerné au savant ouvrage de M. Léon Gautier : *les Épopées françaises*. — Le second prix Gobert a été obtenu par M. Francisque Michel, pour le premier volume de son *Histoire du commerce et de la navigation*

à Bordeaux, principalement sous l'administration anglaise (in-8°). — Le prix de numismatique a été décerné à M. le chevalier de Promis, conservateur des médailles à Turin. — Au concours des antiquités nationales, M. Jules Labarte a mérité la première médaille, par son *Histoire des arts industriels au moyen âge et à l'époque de la Renaissance* (4 vol. in-8° et 2 vol. in-4° de planches); et M. l'abbé Pêcheur la seconde, par ses *Annales du diocèse de Soissons* (2 vol. in-8°). — En outre, l'Académie a décerné six mentions honorables dans l'ordre suivant : I. M. Morin, pour son ouvrage intitulé : *l'Armorique au cinquième siècle* (in-8°). — II. M. Bladé, pour ses ouvrages intitulés : *Dissertation sur les chants héroïques des Basques* (in-8°); — *Contes et proverbes populaires recueillis en Armagnac* (in-8°); — *Mémoires et dissertations pour servir à l'histoire civile et ecclésiastique de la Gascogne* (ms.); — *Études historiques sur l'ancien droit de la Gascogne* (ms.); — *Anciennes coutumes des Landes* (ms.). — III. M. Bruel, pour ses ouvrages intitulés : *Essai sur la chronologie du cartulaire de Brioude* (in-8°); — *Étude historique et critique sur les copies manuscrites du grand cartulaire de Brioude* (ms.). — IV. M. Bascle de Lagrèze, pour son *Histoire du droit dans les Pyrénées* (in-8°). — V. M. Duhamel, pour son ouvrage intitulé : *Négociations de Charles VII et de Louis XI avec les évêques de Metz pour la châtellenie d'Épinal* (in-8°). — VI. M. Martin, pour son *Essai historique sur Rozoy-sur-Serre et les environs* (2 vol. in-8°).

Parmi les prix que l'Académie a prorogés ou mis pour la première fois au concours, nous indiquerons les suivants : — Pour 1869 : « Déterminer d'après les historiens, les monuments, les voyageurs modernes et les noms actuels des localités, quels furent les peuples qui, depuis le onzième siècle de notre ère jusqu'à la conquête ottomane, occupaient la Thrace, la Macédoine, l'Illyrie, l'Épire, la Thessalie et la Grèce proprement dite. Pour 1869 également : « Faire connaître l'économie politique de l'Égypte sous les Lagides, depuis la fondation d'Alexandrie jusqu'à la conquête romaine. » Pour 1870 : « Études sur les dialectes de la langue d'Oc au moyen âge. » Pour 1870 également : « L'étude des chiffres, des comptes et des calculs, des poids et des mesures, chez les anciens Égyptiens. Pour 1871 : « Faire l'histoire de la lutte entre les écoles philosophiques et les écoles théologiques sous les Abbassides. »

Enfin l'Académie propose pour 1869, la question suivante, qui offre un intérêt tout spécial : « Faire connaître les Vies de saints et les collections de miracles publiées ou inédites qui peuvent fournir des documents pour l'histoire de la Gaule sous les Mérovingiens. Déterminer à quelles dates elles ont été composées. » — Il est bien à souhaiter que cette question soit traitée avec autant de soin que celle qui fut proposée sur les sermons du XIII^e siècle, et qu'elle nous vaille un aussi bon livre. Les Vies de saints mérovingiens sont un trésor de renseignements précieux pour l'histoire, et une source abondante de fraîche et saine poésie. Si les abords, toujours un peu rudes, et qui semblent hérissés d'épines, des immenses recueils tel que celui des Bollandistes, étaient aplanis et, si j'ose dire, défrichés par de cons-

ciencieux érudits, qui traceraient ensuite de larges voies dans ces forêts de l'érudition, elles auraient bientôt un plus grand nombre de visiteurs, la littérature et les arts y pourraient aller poursuivre des inspirations nouvelles, et peut-être serait hâtée cette renaissance chrétienne et française que le romantisme avait ébauchée, et qu'il est grand temps de recommencer, mais avec un plan suivi et une méthode sûre.

L'Académie française n'a pas moins à cœur d'encourager les études historiques ; mais elle se place à un autre point de vue que l'Académie des inscriptions. Tandis que celle-ci tient surtout à provoquer et à récompenser les résultats nouveaux, les faits inédits apportés à la science par de longs travaux et de patientes recherches, celle-là au contraire se préoccupe, conformément à l'esprit de son institution, du talent d'exposition, des qualités de style. En d'autres termes, à l'Académie des inscriptions l'histoire est plutôt considérée comme une science ; elle est plutôt regardée comme un art à l'Académie française. Ces deux points de vue sont l'un et l'autre excellents, et il est désirable qu'il n'y ait pas entre eux une trop grande divergence. Je ne demande pas qu'ils se confondent, cela ne serait point utile, et il est bon qu'il y ait tout ensemble des érudits et des écrivains qui se consacrent plus spécialement, les uns à réunir les matériaux de l'histoire et à les critiquer, les autres à les relier dans un bel ordre, à les orner, en un mot à construire l'édifice. Mais je souhaite que les deux points de vue se rapprochent, c'est-à-dire que les écrivains ne soient pas absolument étrangers à l'érudition, afin de pouvoir profiter de ses découvertes, et d'autre part que les érudits ne dédaignent point d'écrire clairement, élégamment, et même, s'il est possible, avec une certaine chaleur. C'est à un tel rapprochement que j'applaudis, dans le succès si justement obtenu par M. Dareste de la Chavanne, ancien élève de l'École des chartes, doyen de la Faculté des lettres de Lyon, auquel l'Académie française a décerné le grand prix Gobert pour son *Histoire de France depuis les origines jusqu'à nos jours* (6 vol. parus). L'ouvrage de M. Dareste est plutôt une œuvre d'exposition que d'érudition ; mais il a été puisé aux sources, et la critique en est aussi sûre que le style sain et de bon goût. Il en faut louer aussi l'excellent esprit. C'est ainsi que M. Dareste a évité l'erreur dangereuse où sont tombés tant d'historiens qui, ne sachant pas résister au courant si mêlé du seizième siècle, se laissent aveuglément entraîner dans l'admiration de la Renaissance et de la Réforme. M. Dareste rend justice au moyen âge, et il fait, dans l'évolution qui a succédé, la part du bien et du mal. Aussi dirons-nous, avec l'un des juges les plus compétents en pareille matière, M. D'Arbois de Jubainville : « Parmi les nombreux ouvrages qui, dépassant les limites d'un simple abrégé, ont en ce siècle prétendu exposer avec quelque détail l'ensemble des événements dont le sol de notre patrie a été le théâtre, depuis le commencement des temps historiques, celui-ci est pour ainsi dire le seul qu'on puisse recommander aux pères de famille. » — Le

¹ *Revue bibliographique universelle*, t. II, p. 61 (septembre 1868).

second prix Gobert a été continué à M. Félix Faure pour son *Histoire de saint Louis*. — Des prix de la valeur de deux mille francs ont été accordés à M. Mézières, pour l'ouvrage intitulé : *Études sur Pétrarque* (1 vol. in-8°); à MM. Marguerin et Hubault, pour l'ouvrage intitulé : *Les grandes Époques de la France* (1 vol. grand in-8); à M. Perrot, pour l'ouvrage intitulé : *Essai sur le droit public et privé de la République athénienne* (1 vol. in-8°). — Le prix Thiers, de la valeur de trois mille francs, a été décerné à l'ouvrage de M. Marius Topin, intitulé : *L'Europe et les Bourbons sous Louis XIV* (1 vol. in-8°). — Le prix Bordin, de la valeur de trois mille francs, a été décerné à M. le marquis de Noailles, pour son ouvrage intitulé : *Henri de Valois et la Pologne en 1572* (3 vol. in-8°). — Enfin l'Académie a proposé, pour sujet d'un prix d'éloquence à décerner en 1870, l'*Eloge de Sully*.

Les recherches auxquelles donnent lieu les prix proposés par les académies se font dans les bibliothèques. Il n'est donc pas indifférent pour les intérêts de la science que les communications des livres imprimés ou manuscrits existant dans les dépôts de l'Etat soient plus ou moins libérales, plus ou moins promptes. Je pense que je ne déplairai point à nos lecteurs en leur apprenant que, depuis l'ouverture de la nouvelle salle de travail à la Bibliothèque impériale, une amélioration très-sensible dans le service a été constatée par les lecteurs les plus difficiles. Les cartes d'entrée ont été délivrées avec la plus grande libéralité, et l'on peut juger maintenant que les plaintes dont plusieurs journaux s'étaient fait l'écho à cet égard n'avaient aucun fondement. Mais il est inutile d'insister sur ce point; je préfère donner quelques détails sur la nouvelle salle et sur les magasins. Je les puiserai dans le remarquable article publié par M. Henri Lavoix dans le *Moniteur Universel*. Je me servirai aussi de la description qu'a donnée, dans sa *chronique*, la *Revue Bibliographique universelle*, dont, par parenthèse, le succès se confirme et s'étend de jour en jour, et dont la rédaction devient de plus en plus solide et variée.

La nouvelle salle est carrée, de 1,300 mètres de superficie. Elle s'ouvre au midi par trois grandes arcades sur une sorte d'abside large et peu profonde, où siège le bureau central, et qui est séparée des magasins par une vaste cloison vitrée. Le jour arrive d'en haut par neuf coupoles, que terminent des lanternes revêtues de faïence émaillée et supportées par des colonnettes de fer. Seize rayons de livres sont disposés autour de la salle, mesurant dans leur développement trois kilomètres, et divisés en trois étages par des galeries. Les tables sont placées sur huit rangs: elles offrent trois cent vingt-huit places, toutes numérotées, et ayant un mètre de large sur soixante centimètres de profondeur; une séparation en dos d'âne, d'un décimètre de hauteur, règne au milieu et sert d'appui pour les livres: un fauteuil en canne, un conduit d'eau chaude sous les pieds, un encrier et une boîte à poussière pour chacun, des calorifères et des ventilateurs dans la salle, rendent l'installation très-con-

portable. Quatre tables plates, de seize places, sont destinées aux ouvrages de grand format, ornés de gravures ou munis d'atlas; sur les deux tables les plus rapprochées du bureau, on reçoit communication des ouvrages de la *réserve* et des *Recueils périodiques*. Tout près, sont, en double exemplaire, les catalogues imprimés de la bibliothèque, indiqués par une grande inscription rouge. Une rangée de pupitres, à hauteur d'appui, offrant environ soixante-dix places où l'on peut travailler debout, forment une sorte de ceinture autour de la salle; au-dessous règne une série de rayons renfermant 109 ouvrages, qui forment un total de 1,653 volumes, mis à la libre disposition des travailleurs; ce sont les livres indispensables, ceux qu'il faut toujours avoir sous la main pour les recherches : les dictionnaires, les grandes collections, etc.¹.

Les magasins de librairie mesurent vingt-cinq kilomètres de rayons. Leur forme est celle d'une cage immense, construite entièrement en fonte, et se composant d'un sous-sol et de quatre étages. Chaque étage comprend vingt-huit chambres ou travées. Les piliers supportent des planchers en grillage, laissant passer la lumière, qui descend d'un immense plafond de vitres. On estime que chaque chambre contenant en moyenne dix mille volumes, le nombre total est d'environ quinze cent mille. Tous ces volumes, rangés à hauteur d'homme, sont sous la main des employés, ce qui a permis de supprimer ces échelles encombrantes dont le maniement est toujours si lent et si difficile. — Les billets où les lecteurs ont inscrit leurs demandes et les numéros des places qu'ils occupent, sont portés par un mécanisme ingénieux au point central des magasins, d'où on les fait aussitôt parvenir dans les diverses sections où sont placés les ouvrages désirés. Les volumes, déposés dans des boîtes de transport, arrivent entre les mains de l'employé qui doit concentrer les demandes et les réponses. Ils sont expédiés dans la salle de travail par un wagon voyageant sur un chemin de fer souterrain qui aboutit derrière le bureau central. Un garçon de service se tient à la gare d'arrivée : il prend les volumes, et les donne à un garçon de salle qui les remet au destinataire. Un système de sonnerie, qui ne trouble pas les travailleurs, car le bruit ne parvient nullement à leurs oreilles, met en communication continue tous les étages du magasin avec le sous-sol, et ce sous-sol avec la gare d'arrivée. Toutes les demandes doivent être formulées avant trois heures. Au fur et à mesure que les lecteurs en opèrent la restitution, les livres repartent par des trains de retour, et rentrent chaque jour sur leurs rayons momentanément abandonnés. La nouvelle organisation du service peut paraître compliquée; mais le résultat a démontré qu'elle apporte un remède efficace aux retards qui étaient inévitables dans le système ancien.

La masse énorme de livres que les bibliothèques publiques tiennent à la disposition des érudits ne suffit pas à les contenter. Il

¹ *Revue bibliographique universelle*, livraison de juillet 1868, p. 331.

faut que la numismatique, l'archéologie viennent en aide à l'histoire, dont le champ s'élargit sans cesse, et ajoutent aux documents écrits déposés dans les cartons des archives et sur les rayons des magasins de librairie, les débris matériels des temps passés, que recèle en son sein cette terre, théâtre des agitations humaines, qui survit à l'homme et recouvre ses monuments d'une couche épaisse où l'herbe pousse sur les cités ensevelies. L'étude de l'antiquité a été, on le sait, renouvelée et comme rajeunie par les découvertes archéologiques. L'historien de Jules César, qui était en bonne situation pour entreprendre des recherches de ce genre et pour les mener à bien, a fait profiter la science des puissants moyens qui étaient à sa disposition, et les *Commentaires* du fameux proconsul ont été éclairés d'une vive lumière par les traces qu'ont laissées dans notre sol les travaux qu'il fit exécuter à ses légions. Les campagnes de César en Gaule sont demeurées à la mode, et ce n'est pas une mince joie pour un archéologue d'ajouter quelque chose aux résultats obtenus. Cette bonne fortune vient d'échoir à M. Peigné-Delacourt, membre de la Société parisienne de numismatique et d'archéologie. Des ouvriers occupés à extraire de la tourbe dans une plaine marécageuse située aux environs de Beaumont-sur-Oise, furent très-surpris de trouver du bois frais dans ces marécages, à deux pieds au-dessous du niveau de la tourbe. Ils firent part de cette découverte à M. Peigné, qui se trouvait alors dans le pays.

Cet estimable savant, se reportant à un passage des *Commentaires*¹, ne tarda pas à reconnaître le pont bâti par César pour atteindre les Bellovaques, qui campaient de l'autre côté du marais dans une position de toute autre part inabordable. Ce pont fut construit en une nuit, tout en bois, sans un clou. Le tablier, posé au niveau du marais, était formé de poutres et de planches, qui disposées les unes en long, les autres en travers, sans être superposées, étaient reliées avec des chevilles. Ce travail, si promptement et si solidement exécuté, donne une haute idée de la tactique romaine, et de la discipline qui rendait propres à tout les légions, devenues, au moindre signe du général, des brigades d'industriels ouvriers. Ce fut du reste une peine inutile. Quand César eut fait passer son armée sur le pont improvisé, et eut campé sur une hauteur proche l'ennemi, les Bellovaques réussirent à lui échapper, en allumant un grand feu qui déroba leur retraite aux regards du proconsul. L'historien de César s'est, paraît-il, trompé sur le véritable emplacement de ce pont, et la rectification résultant de la nouvelle découverte due à M. Peigné-Delacourt, a été, dit-on, accueillie avec une flatteuse bienveillance. Toutefois, attendons-nous à voir s'engager autour du pont de César quelqu'un de ces débats scientifiques où la victoire n'est pas moins vivement disputée qu'elle le fut jadis entre Labienus et Camulogène, entre César et Vercingétorix. Ce n'est pas une petite affaire que l'authenticité d'une ruine, et il est rare que les

¹ César, *Comment.*, *Guerre des Gaules*, liv. VIII, chap. xiv-xv.

archéologues se laissent mutuellement jouir en paix de leurs trouvailles.

La gent irritable, *genus irritabile*, n'est pas composée seulement des poètes; il y faut comprendre aussi les savants, et ce serait sans raison aucune qu'on en exclurait les étudiants et écoliers. La jeunesse des lycées ne déteste point que l'on parle d'elle. Elle en fait volontiers naître les occasions, et les jours solennels des distributions de prix sont parfois marqués par ce qu'on appelle des *incidents*. Sans louer ni blâmer personne, en des cas qui n'ont rien de commun avec l'érudition, peut-être ne sera-t-il pas mal à propos d'exprimer cette opinion que la jeunesse française a un excellent moyen de se préparer glorieusement à faire parler d'elle, c'est de se passionner pour les sciences historiques, qui n'excluent aucun sentiment généreux, mais qui sont pour les imaginations vives une école de tolérance, de largeur d'esprit, de bon sens et de bon goût. Ce sont là des qualités qui ne nuisent à personne, et dont tout le monde sans exception gagne certainement à se pourvoir. Puissent l'érudition et les lettres françaises, recevoir d'abondantes recrues des mains de l'Université, et faire, elles aussi, elles surtout, leur moisson parmi les lauréats du concours général! L'étude des origines, des traditions nationales inspire le véritable patriotisme, celui qui est puisé non dans les chimères des abstractions et des systèmes, mais, si j'ose le dire, dans les entrailles mêmes de la patrie.

Aussi ne puis-je m'empêcher de regretter que l'étude de la vieille France ne soit pas, dans nos lycées, à la hauteur qu'elle devrait atteindre. Je ne peux certainement pas révoquer en doute le zèle et le talent des professeurs chargés d'initier les jeunes intelligences à la connaissance de nos annales. Je sais par expérience quelles sont leurs lumières et quel est leur dévouement. Je ne puis oublier, — qu'il me soit permis de lui en témoigner ici ma reconnaissance, — que c'est dans les leçons d'un des rédacteurs les plus distingués de cette *Revue*, M. Ernest Desjardins, alors professeur au lycée Bonaparte, que j'ai puisé l'amour sacré de l'histoire. Mais on ne peut nier que l'étude du moyen âge n'occupe une place très-inférieure dans l'enseignement des lycées, et qu'on n'y habitue pas assez les jeunes gens à considérer sous son vrai jour cette grande époque qui, étudiée d'après les sources, nous apparaît, dans l'ordre politique, littéraire, artistique, comme une des plus belles manifestations de l'activité humaine. C'est surtout en fait d'histoire littéraire que la déplorable influence des vieilles théories universitaires se fait encore aujourd'hui sentir. J'ai oui dire qu'en Hollande, dans l'examen qui répond à notre baccalauréat, le candidat est tenu d'expliquer des passages de nos chansons de geste, de la *Chanson de Roland*. Mais en France, combien de lycées ignorent jusqu'à l'existence de l'épopée nationale! Leur enseigne-t-on du moins à lire, dans le texte, nos admirables chroniqueurs, les fondateurs de la prose française, Villehardouin, Joinville, Froissart? On explique Tacite, et l'on a grandement raison. Mais explique-t-on Commynes? Un Français

sortant du collège devrait être en état de lire couramment, non-seulement les auteurs grecs et latins, mais les auteurs français à tous les âges de la langue ; il devrait connaître, je ne dis pas à fond, mais suffisamment pour s'y retrouver au lendemain de ses études, les sources de notre littérature et de notre histoire. Et qu'on ne dise pas qu'à lire les vieux auteurs nos jeunes générations se gâteraient le goût ; car d'où vient, je le demande, la langue de Pascal, de Bossuet, de Molière ? A-t-elle, oui ou non, pour origine, la langue des vieux poètes et des vieux chroniqueurs ? Alcibiade, quand il visitait une école, demandait d'abord au maître : « Avez-vous un Homère ? » ce qui revient à dire : « Enseignet-on ici les origines nationales ? » et si l'instituteur répondait non, il lui donnait un soufflet. Nous qui admirons tant les anciens, apprenons donc une bonne fois à les imiter d'une façon intelligente.

Nous grouperons, rapidement et un peu pêle-mêle, à la fin de cette chronique, quelques nouvelles et quelques renseignements qui nous ont paru de nature à intéresser nos lecteurs. — M. Guizot a publié, pour la société de l'histoire de France, en collaboration avec sa fille, madame Cornélis de Witt, les *Mémoires de M^{me} du Plessis-Mor nay*. — La réimpression des cinquante-quatre volumes de l'immense collection des Bollandistes est arrivée au quarante-neuvième volume, et va être terminée prochainement. Le neuvième volume de la réimpression de l'*Histoire littéraire de la France* a paru. — Parmi les récentes publications, nous signalerons encore : Le troisième et dernier volume des *Manuscripts palatins de Florence*. Outre une préface de l'éditeur, M. Palermo, ce recueil contient les ouvrages suivants : *Delle cose naturali*, di Bernardino Telesio, volgarizzamento di Francesco Martelli ; *Del vuoto*, di Erone Alessandrino, volgarizzamento di Bernardo Davanzati ; *Dialoghi filosofici* di Orazio Ricasoli Rucellai ; et, en appendice, une notice sur un manuscrit autographe de Pétrarque. — *Un recueil d'anciens documents syriaques relatifs à l'établissement du christianisme à Odessa et dans les contrées environnantes*, documents trouvés, édités, traduits et annotés par le docteur W. Cureton, avec une préface de M. Wrigth. — Une curieuse étude sur *Hervé de Donzy, comte de Nevers*, par M. René de Lespinasse. — Le tome second de l'ouvrage de Dom Paul Piolin : *L'Eglise du Mans durant la Révolution. Mémoires sur la persécution religieuse à la fin du XVIII^e siècle*. — MM. Peigné-Delacourt et L. Courajod préparent une magnifique publication sous ce titre : *Monasticon Gallicanum*. Ce sera un recueil de 160 planches, représentant tous les monastères bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, à la fin du XVII^e siècle. Ces planches, obtenues par le procédé nouveau de l'héliographie, offriront des reproductions parfaitement exactes des gravures anciennes. Le recueil sera précédé d'une étude sur Dom Germain, où l'on trouvera de très-intéressants détails sur ce qui nous reste du grand ouvrage laissé inachevé par le savant religieux, et qui devait avoir pour sujet la congrégation de Saint-Maur. — M. Courajod prépare en même temps, pour la Société des bibliophiles français, la publication

du *Livre journal de Lazare Duvaux*, bijoutier et marchand ordinaire du roi Louis XV. Ce *livre-journal* renferme de très-curieux renseignements sur l'art, la curiosité et l'ameublement au milieu du XVIII^e siècle.

Les examens de l'École des chartes ont eu lieu à la fin du mois de juillet dernier, sous la présidence de M. Natalis de Wailly. Le résultat en a été généralement satisfaisant. La troisième année, c'est-à-dire la promotion qui est sur le point de terminer ses études, a surtout été remarquée, comme l'une des plus brillantes et des plus solides que l'on ait vues à l'École. On ne doute pas que ce jugement ne soit confirmé par la soutenance des thèses, qui n'aura lieu cette année qu'au mois de février prochain, à cause du retard apporté dans les travaux des candidats par la récente fermeture de la bibliothèque impériale, lors du déménagement et de l'installation des nouveaux magasins. Plusieurs de ces thèses rouleront sur l'histoire littéraire. L'épopée française, la poésie provençale, les traductions en prose au XIV^e siècle: tels sont en ce genre les sujets dont nous avons connaissance, et dont nous pouvons dès à présent faire part à nos lecteurs. Nous mentionnerons encore, comme devant être féconde en renseignements précieux, une *étude sur la paroisse en Normandie*. Ces indications seront complétées d'ici à la soutenance.

Un congrès national d'archéologie et d'histoire s'est tenu à Bonn, du 14 au 21 septembre. Le bureau était ainsi composé : président d'honneur, le prince héréditaire Frédéric-Guillaume de Prusse ; présidents MM. le docteur Noeggerath, professeur à l'université, et de Quast, conseiller intime de la Régence ; secrétaires généraux, M. le professeur aus'm Weerth et M. Eugène Dognée. Nous signalerons, parmi les questions soumises à l'examen du Congrès, les suivantes : « A quels résultats ont abouti les recherches les plus récentes sur les campagnes romaines dont le nord-ouest de l'Allemagne a été le théâtre, sur les traces de la marche et du séjour des Romains dans ces contrées, etc ? — Quel but Jules César avait-il en vue pendant les dix années de son proconsulat dans les Gaules ? — A quelle époque remonte l'organisation de la haute et basse Germanie, et quand ces contrées sont-elles devenues des provinces de l'empire romain ? — A l'aide de quelles institutions politiques ou ecclésiastiques la condition des classes inférieures s'est-elle améliorée à l'époque mérovingienne, comparativement à ce qu'elle était pendant la période romaine ? — Quels motifs de droit ou de politique justifient la conduite de l'empereur Henri VI envers le roi Richard Cœur de Lion. — Déterminer l'origine du style ogival, et expliquer comment il s'est introduit dans l'Allemagne. »

L'Union a publié, dans son numéro du 8 septembre, un article destiné à réfuter les nombreuses accusations formulées, depuis l'année 1859, par la presse française et étrangère, contre le duc de Modène, au sujet des manuscrits, tableaux, médailles que François V avait emportés à Vienne, et dont le gouvernement italien exigeait la restitution. *L'Union* explique que ces objets étaient la propriété

privée de la famille d'Este, qui avait transporté ses collections particulières à Modène quand elle perdit le duché de Ferrare. En ouvrant au public sa galerie, sa bibliothèque, son cabinet de médailles, le duc n'avait point entendu abdiquer ses droits de propriété, qu'il a maintenus formellement, et qui ont été acceptés et approuvés par le cabinet de Florence dans le protocole du 20 juin 1868, par lequel le duc a consenti, sauf quelques réserves, à remettre à la disposition de la jeunesse studieuse de Modène les manuscrits et objets d'art qu'il avait emportés, en très-petite quantité d'ailleurs, lors de la guerre d'Italie. — J'estime pour ma part que le duc a fait œuvre de prince intelligent, en rendant aux habitants de son ancienne capitale la jouissance de quelques objets d'art dont une longue union du peuple avec la dynastie avait fait, pour ainsi dire, une propriété indivise entre le souverain et les sujets.

Je ne veux pas terminer cette *chronique* sans m'associer publiquement à la douleur qu'ont ressentie les catholiques de France, en apprenant le dangereux accident arrivé à M. le comte de Montalembert, dont la maladie retarde toujours la continuation des *Moines d'Occident*. Prions Dieu qu'il rende la santé à ce vigoureux athlète des grands et libres combats, pour la consolation des catholiques, dont il est une des plus pures gloires, et aussi pour le bien de la jeunesse française, qui a besoin d'avoir longtemps encore devant les yeux de tels modèles, afin d'apprendre à marcher d'un pas ferme dans la voie droite, celle de la religion, du devoir et de la liberté !

MARIUS SEPET.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I.

PÉRIODIQUES FRANÇAIS.

De l'impartialité historique, surtout en matière d'histoire religieuse, tel est le titre d'une étude du R. P. Adolphe Perraud, de l'Oratoire¹, où sont développés, avec autant de vigueur que de netteté, les principes qui ont été posés dans l'*Introduction* placée en tête de la 1^{re} livraison de cette *Revue*. « L'histoire, dit le savant Oratorien, peut être considérée à la fois comme un enseignement et comme une magistrature. Comme enseignement, elle a le droit de chercher à persuader et à convaincre ; comme magistrature, elle a surtout pour devoir la plus scrupuleuse et la plus inexorable impartialité. » Mais cette impartialité « n'impose pas à l'historien l'obligation chimérique de tenir son cours si haut qu'il cesse de battre pour les événements humains... L'impartialité historique n'est autre chose que l'amour et le respect scrupuleux de la vérité. » Elle a pour conditions : d'abord « une enquête exacte et complète allant puiser les informations à toutes les sources, consultant avec la même conscience amis et ennemis, écoutant les témoins avec désintéressement et ne leur prêtant jamais son propre langage ; » ensuite « la volonté de ne jamais dissimuler les résultats de l'enquête ainsi conduite, quand même ils pourraient contrarier des vues, des préférences, des idées personnelles. »

On prétend que l'historien catholique ne saurait être impartial, à cause des exigences de sa foi et de ses croyances ; qu'il est fatalement condamné à une appréciation systématique des faits. Le P. Perraud montre fort bien que l'indifférence religieuse n'est qu'un masque ; que le « dédain transcendantal, » qui voudrait se faire passer pour la souveraine justice, n'est que la souveraine et implacable hostilité. L'historien catholique qui, placé sur le terrain même le plus brûlant, s'adresse aux meilleures sources, ouvre consciencieusement

¹ *Correspondant* du 25 juillet 1868.

sement l'oreille à ses adversaires, écarte avec soin tout témoignage suspect ; qui, « pour faire l'histoire authentique de la vie et des doctrines de Luther et de Calvin, emploie exactement la même méthode qu'il appliquerait à l'histoire de Philopœmen et de Scipion l'Africain, » cet historien n'est-il pas plus impartial que ce rationaliste qui, s'inspirant de l'impartialité de Voltaire, de Gibbon et de leurs continuateurs au *xix*^e siècle, s'érige en arbitre de nos querelles religieuses ? Et ce n'est point seulement à l'égard de ses adversaires que l'historien catholique peut et doit se montrer impartial : « A quoi bon chercher à dissimuler les défaillances de l'élément humain, quand c'est la gloire de l'Eglise, non-seulement de n'avoir jamais redouté sur ces points la lumière de la vérité, mais encore de l'avoir approchée de ses propres mains des scandales à condamner, des abus à faire disparaître, des hontes à flétrir?... Faisons notre confession nous-mêmes et les premiers ; cela enlèvera aux ennemis de l'Eglise le malin plaisir de la faire à notre place. Ici, comme en bien d'autres questions, la meilleure politique c'est de ne jamais avoir peur de la vérité ; pour l'historien de l'Eglise, l'impartialité n'est pas seulement un devoir, elle est une sauvegarde ; elle est d'abord un honneur, elle devient de plus une protection. »

De telles paroles devaient trouver dans cette *Revue* un sympathique écho. Nous espérons que l'éminent religieux viendra ici même appliquer les principes qu'il a posés d'une main si ferme et si loyale.

— La chronologie de l'Evangile touchant les années de la vie de Notre Seigneur Jésus-Christ est une de ces questions libres qui restent livrées aux investigations de la science, et qui ont été l'objet de nombreuses controverses. Quand Notre-Seigneur est-il né ? quand est-il mort ? — Il est né le 25 décembre, l'an 5 avant l'ère vulgaire, prétend M. l'abbé Lecanu¹, et il est mort le 7 avril, l'an 30 de l'ère vulgaire, à l'âge de trente-trois ans, trois mois et quatorze jours. Or le P. Patrizzi, pour ne parler que des auteurs récents, place le terme de la mission du Sauveur en l'an 29 de l'ère vulgaire ; M. H. Wallon va jusqu'à l'an 33 ; le P. Mémain adopte également cette date ; seulement, comme il fait naître Notre-Seigneur six ou sept ans avant l'ère vulgaire, Jésus-Christ, dans cette hypothèse, aurait eu à sa mort trente-sept ou trente-huit ans. Le travail de M. l'abbé Lecanu est plein de science ; tout y est discuté avec clarté. On y souhaiterait seulement un ton plus modéré : de telles polémiques ne peuvent que gagner à être calmes et dégagées de toute personnalité.

— Certaines difficultés ont été opposées par la critique protestante à l'authenticité de l'épisode de la femme adultère dans l'Evangile de saint Jean. Beaucoup de docteurs s'appuient sur ce fait que les plus anciens manuscrits grecs ne le contiennent pas. Or c'est là une erreur. Sur trois cent cinquante manuscrits grecs existant du *vi*^e au *xii*^e siècle, trois cents renferment l'histoire de la Femme adultère, cinquante l'omettent ; sur vingt manuscrits antérieurs au *vi*^e siècle,

¹ *Revue du monde catholique* des 10 avril et 10 mai 1868.

onze rapportent l'histoire, deux sont incomplets, deux la laissent en blanc, quatre seulement la suppriment. Cela vient, sans doute, de ce que les transpositions et omissions sont dérivées, pour la plupart, des livres liturgiques, composés de fragments empruntés à divers passages des saints Livres, ou bien, comme le dit saint Augustin, cela vient de la fraude de gens ignorants. A ces quatre manuscrits grecs qui suppriment l'histoire de la Femme adultère, on peut opposer une foule de manuscrits plus anciens que saint Jérôme consulta ; on peut invoquer le témoignage public des Églises, conservé dans les anciens missels et sacramentaires, dans les anciens livres liturgiques, tels que les capitulaires des Évangiles, dont les manuscrits sont au moins du ^{vii}^e et du ^{viii}^e siècle, etc., etc. A ces arguments extrinsèques, développés par le P. Vercellone dans un savant article ¹, on peut joindre des arguments intrinsèques qui viennent à l'appui de l'authenticité de cet épisode ; on est donc en droit de conclure sur ce point comme sur tant d'autres, que la science n'a rien à opposer à l'Écriture, et qu'elle vient, au contraire, fortifier par de nouvelles preuves les vérités de la foi.

— On sait que la bulle d'abolition de l'ordre des Templiers a été retrouvée, en 1865, en Espagne, par le savant bénédictin dom Gams. Cette bulle, que personne ne connaissait, avait été cependant découverte, à la fin du ^{xviii}^e siècle, dans les archives d'Ager, en Catalogne, et imprimée, avec une autre postérieure, en 1806, par Villanueva, dans son *Voyage littéraire aux églises d'Espagne*. Néanmoins cette pièce capitale n'avait été citée nulle part : dom Gams envoya une copie des bulles au docteur Hefele, qui les publia dans le *Theologisches Quartalschrift* de Tubingue, et elles furent reproduites par la *Civiltà cattolica*. Dans la bulle d'abolition, datée du xi des calendes d'avril, l'an ^{vii}^e du pontificat de Clément V (22 mars 1312), le souverain Pontife énumère les imputations dont l'ordre du Temple a été l'objet, et expose les deux procédures auxquelles ces imputations ont donné lieu : la première, dirigée par le roi et au nom du roi, la seconde, par le pape et d'après son autorité. Il fait connaître les aveux obtenus, les dépositions enregistrées, les enquêtes faites en tous pays. Le pape rappelle ensuite la déclaration, faite au concile de Vienne, de la nécessité de pourvoir à l'affaire des Templiers ; as nomination faite par le Concile d'une commission, pour examiner les pièces du procès ; les avis partagés de cette commission, — la majorité soutenant qu'il n'y avait pas lieu à accuser l'ordre d'hérésie et par conséquent que si l'on devait punir plusieurs Templiers reconnus hérétiques, on ne pouvait condamner et supprimer à ce titre l'ordre entier ; — la minorité jugeant, au contraire, que la procédure avait donné assez de lumière pour permettre de porter sur-le-champ un jugement définitif. Après avoir ainsi exposé les opinions contraires, Clément V adopte l'avis de la majorité, en déclarant qu'on ne peut condamner canoniquement l'Ordre comme hérétique ; mais il croit, avec la minorité, que tous les aveux obtenus et les erreurs

¹ *Revue du monde catholique* du 10 juillet.

signalées rendent l'Ordre suspect; que vraisemblablement aucun homme de bien ne voudrait jamais plus entrer dans cet ordre; que par conséquent il devient inutile à l'Église de Dieu et à la sécurité des affaires de la Terre Sainte; en conséquence, pour empêcher la perte des biens de l'Ordre et les conserver au service de la Terre Sainte, pour éviter les scandales, le pape supprime, par voie de provision et de règlement, la milice du Temple. Il défend en même temps à qui que ce soit de se mêler des affaires de l'Ordre: disposition qui, on le sait, ne fut pas respectée par Philippe le Bel.

A l'aide de ce précieux document, en s'appuyant sur les documents publiés par Raynaldi et par M. Michelet, M. Léonce de La Rallaye s'est livré¹ à une étude sur l'abolition de l'ordre du Temple, et conclut contre les Templiers, chez lesquels il voit les ancêtres des francs-maçons. Cette grande et difficile question, qui divise depuis longtemps l'Europe savante, sera prochainement dans cette *Revue* l'objet d'un examen approfondi. Les documents que l'érudition contemporaine met au jour, les discussions qui surgissent, font avancer le débat, et hâtent le moment où il sera possible d'arriver à une solution.

— M. l'abbé Bouix poursuit, dans la *Revue des sciences ecclésiastiques*², son savant travail, commencé en 1866³, sur le *Pape et le Concile général*. Il établit, dans une série d'articles, sur des preuves historiques, la supériorité du pape sur le concile seul et sans le pape, quant au dogme, à la discipline et au pouvoir judiciaire. Les déclarations des conciles, l'enseignement des papes et des saints Pères, le droit d'appel du concile au pape, le fait de l'approbation et de la réprobation des conciles par le pape, la nécessité de l'approbation du pape pour que le concile ait la valeur de l'œcuménicité, l'« absurdité de l'opinion qui soumet au pape chaque évêque pris isolément et qui soumet le pape aux évêques pris collectivement, » la « prérogative de centre de l'unité et la fin pour laquelle la primauté de juridiction a été donnée au pape, » le plein pouvoir du pape sur l'Église universelle, la prérogative de chef de l'Église, — tels sont quelques-uns des points sur lesquels s'appuie la démonstration. Dans des considérations supplémentaires, M. l'abbé Bouix examine les hypothèses d'un pape criminel, hérétique, incertain ou scandaleux, et montre que, dans ces hypothèses, il est faux que le pape soit supérieur au concile.

Le savant auteur touche, dans cette étude, aux questions les plus graves et les plus controversées; il serait désirable que certaines d'entre elles fussent l'objet de mémoires spéciaux et plus développés, et que la discussion s'appuyât parfois sur un examen plus approfondi des faits. Mais cette vue d'ensemble n'en est pas moins fort utile et très-instructive.

— M. Van der Haeghen, qui avait fondé en Belgique la *Vérité*

¹ *Revue du monde catholique* des 25 juin et 25 juillet.

² Livr. de janvier, février, avril, juin, juillet et août 1868.

³ Tome XIV p. 289 et 414.

historique et qui collabore maintenant à la *Revue générale*, a communiqué à M. Louis Paris des documents sur Wallenstein, dont la publication se poursuit dans le *Cabinet historique*¹; malheureusement, ce ne sont point les lettres elles-mêmes, mais seulement une analyse de la correspondance échangée entre Wallenstein, l'archiduc Albert, l'empereur, l'infante, Spinola, etc., de 1619 à 1629, et principalement à partir de 1624. N'oublions pas, dans le même recueil, un mémoire du regrettable Aug. Bernard sur l'*Incertitude de la chronologie au moyen âge*², et plusieurs lettres du cardinal de Bouillon à l'abbé de Choisy, publiées par notre collaborateur M. Gust. Masson³.

Puisque nous en sommes aux *documents*, mentionnons, dans la *Revue du Lyonnais*⁴, des *Particularités remarquées en la mort de MM. de Cinq-Mars et de Thou*, publiées en partie dans les *Causes célèbres*, et qu'on pourra utilement comparer à un récit analogue qu'a donné la *Revue de Toulouse*. N'oublions pas non plus deux lettres inédites de Henri IV, dont pourra s'enrichir le supplément du recueil commencé par M. Berger de Xivrey : l'une⁵, datée du 20 mars 1582, adressée par le roi de Navarre à M. de Chaffault (Samuel de Lespinay); l'autre⁶, qui est un document historique, écrite, le 13 août 1602, par le roi de France au pape Clément VIII, et tirée des archives de Gesù, à Rome.

— Après avoir étudié les préliminaires de la Révolution, M. de Larcy s'est livré à l'examen approfondi des événements des 5 et 6 octobre 1789⁷, et les a racontés avec des détails scrupuleusement puisés aux sources. De cet exposé minutieux et de la plus rigoureuse exactitude, il tire la conclusion suivante : « Il est aujourd'hui bien démontré qu'avant les journées d'octobre le roi ne tramait aucun complot, ne préparait aucune fuite, ne méditait aucun projet de résistance à la marche de l'Assemblée. La reine n'était pas non plus engagée dans des combinaisons de ce genre; on n'a pu en fournir aucune preuve. Ainsi le grief principal, invoqué surtout rétrospectivement pour justifier les attentats d'octobre, n'était pas fondé. »

— Nous avons mentionné l'étude de M. Berriat Saint-Prix sur *Carrier à Nantes*; deux nouveaux articles⁸ ne l'ont pas encore conduite à son terme : les noyades, les bateaux à soupapes, les mariages républicains, rien n'est omis par le savant magistrat dans l'examen auquel il se livre; il instruit la cause avec une rigueur qui ne laisse place à aucun fait douteux, à aucune inculpation dénuée de fondement. Il est constant qu'il y eut sept grandes noyades, et que le

¹ Livr. de janvier, février-mars, et avril-mai 1868.

² Livr. d'avril-mai 1868.

³ Livr. de juin 1868.

⁴ Livr. de juillet et d'août.

⁵ *Revue de l'Aunis, de la Saintonge et du Poitou*, livr. du 25 juin.

⁶ *Études religieuses, historiques et littéraires*, livr. du 15 juillet.

⁷ *Correspondant* du 25 août.

⁸ *Cabinet historique* de février-mars, et avril-mai 1868.

nombre des victimes approcha de dix-neuf cents. — On aurait donc exagéré en le portant, comme l'ont fait MM. Thiers et J. Janin, à quatre à cinq mille. — Quant aux mariages républicains, l'auteur s'est livré aux recherches les plus approfondies à ce sujet. Il trouve l'origine de cette accusation dans le rapport de Romme sur Carrier, fait à la Convention le 21 brumaire an III. Le procès de Carrier, recueilli par Clément, fait également mention du fait, qui est allégué par l'auteur du petit livre intitulé *la Loire vengée*, et surtout par Prudhomme, dans son *Histoire des crimes de la Révolution* et dans son *Dictionnaire des victimes*. Tous les historiens venus plus tard ont suivi Prudhomme, et, comme il arrive habituellement, se sont copiés les uns les autres, sans remonter à la source, et en renchérissant parfois sur leurs devanciers. M. Louis Blanc est le seul historien qui ait nié la réalité des mariages républicains. Le savant conseiller à la Cour de Paris se prononce également pour la négative.

— On aurait peine à croire aux faits exposés par M. d'Haussonville dans son article *le Pape à Savone*¹, s'ils ne reposaient sur des preuves authentiques et sur des documents émanés de Napoléon lui-même. Ce sont, en particulier, des lettres à Bigot de Préameneu, qu'on ne trouve pas dans la *Correspondance* officiellement publiée, mais qui ont une incomparable valeur aux yeux de l'histoire. Il faut les lire, pour se rendre compte de la manière dont le chef redouté d'un grand empire, le potentat qui voyait à ses pieds tous les souverains de l'Europe, se plaisait à torturer le doux et saint pontife dont il s'était fait le geôlier : « Il est inutile que le pape écrive. Moins il fera de besogne et mieux cela vaudra... En général, moins ce qu'il écrit parviendra et mieux cela vaudra... Le pape ne doit se mêler de rien... Il est fâcheux pour la chrétienté et l'Eglise d'avoir un tel pape, aussi ignorant de ce qu'on doit aux souverains... Vous écrirez au préfet de Montenotte qu'il ait à prendre toutes les mesures nécessaires pour que le pape ne puisse communiquer avec personne, pour que les auberges de Savone et les voyageurs soient surveillés, et enfin pour ne rien laisser passer. » On alla jusqu'à exiger du pape la remise de son anneau ; mais Pie VII le brisa avant de l'abandonner au capitaine de gendarmerie chargé de cette mission.

— On a annoncé récemment que les restes de Madame Louise de France avaient été retrouvés dans l'ancien couvent des carmélites de Saint-Denis, et l'assurance avec laquelle cette nouvelle a été donnée, les observations produites à l'appui de la découverte, semblaient exclure le doute. Il est pourtant démontré aujourd'hui que le cercueil, d'une forme inusitée, que l'on avait cru être celui de la sainte princesse, doit avoir reçu les restes d'une grande dame du commencement du XVIII^e siècle. Il faut donc s'en tenir à l'histoire et à la tradition, ayant pour point d'appui le procès-verbal officiel constatant l'extraction des restes de Madame Louise, faite par ordre de la Convention, et leur transport dans les fosses qui avaient déjà

¹ *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} août.

reçu les débris des sépultures royales violées. C'est ce que vient d'établir d'une manière péremptoire M. le chanoine Jacquemet, dans un intéressant article publié par les *Annales de philosophie chrétienne*¹.

— Les événements du Mexique ont donné lieu à de nombreux travaux publiés dans les revues. Nous ne les avons pas mentionnés ici, évitant autant que possible de toucher à l'histoire contemporaine, toujours si imparfaitement connue et qui offre un champ aussi stérile qu'inépuisable à la controverse. Nous ferons cependant une exception pour l'important travail de M. Ch. d'Héricault, publié par le *Correspondant*², et qui, croyons-nous, fait partie d'un ouvrage que l'habile et consciencieux écrivain doit faire paraître prochainement. Les récits de M. d'Héricault, quelle que soit sa respectueuse sympathie pour l'infortuné Maximilien, sont dictés par la plus scrupuleuse impartialité et puisés aux sources les plus sûres. C'est une page qui restera : quand on écrira plus tard, dans tous ses détails, l'histoire de ce douloureux épisode, on devra tenir grand compte du récit tracé par le correspondant parisien de l'empereur Maximilien.

— *L'Amateur d'autographes* continue à paraître, bien qu'assez irrégulièrement, sous la direction de M. Étienne Charavay, élève de l'École des chartes, successeur de son père. Le *Manuel de l'amateur d'autographes*, inséré dans cette publication, et qui lui donne un intérêt tout spécial, marche avec une lenteur regrettable : après six années et demie révolues, il n'en est encore qu'à la lettre H. Le jeune directeur a agrandi, il est vrai, le cadre de son recueil, en y donnant place à une revue des archives départementales et à d'utiles renseignements. Ainsi, il publie *in extenso* l'extrait des comptes rendus de l'Académie des sciences, relativement à la discussion sur l'authenticité des lettres de Pascal. Les documents inédits ne sont pas non plus négligés : nous indiquerons, dans les derniers numéros, des lettres de François I^{er}, de Marguerite de Valois, de saint François de Sales, de Louis XV, du chevalier d'Eon, etc. Un mot encore sur *l'Amateur d'autographes*. M. Étienne Charavay en a ouvert les colonnes à de jeunes amis, à l'avenir desquels nous souhaitons les meilleures chances, mais qui pourraient apporter parfois un peu plus de réserve, sinon de maturité, dans leurs critiques. — Relevons, en passant, une erreur géographique commise dans le *Manuel* (p. 124) : Honfleur n'est pas dans la *Manche*, mais dans le *Calvados*.

— La *Revue de Gascogne* tient une des premières places parmi les revues provinciales. Les travaux y sont toujours sérieux, puisés aux sources, et jettent parfois une utile lumière sur certains points qui se rattachent à l'histoire générale. Tel est le mémoire de M. Taminzey de Larroque sur *Jean de Montluc*, accompagné de documents

¹ Livr. de juillet 1868.

² *Les derniers mois de l'Empire mexicain*. — Livr. des 10 juillet et 25 août.

inédits dont la publication n'est point encore terminée¹. M. l'abbé Martigau a consacré une étude approfondie à la question de l'emplacement de *Beneharnum*², qu'il croit trouver à Lescourre de Bellocq, et examine en même temps le lieu du siège primitif de l'évêché de Béarn. M. Paul Meyer, après avoir analysé et commenté le poème, non-seulement inédit mais ignoré, d'Arnaud Vidal, les *Aventures de Guillaume de la Barre*, a donné un glossaire des mots qui manquent au *Lexique roman* de Raynouard³. M. Léonce Couture, à propos de l'*Essai sur Florimond de Raymond* de notre collaborateur M. Tamizey de Larroque, s'est livré à une étude sur la vie littéraire de l'écrivain du xvi^e siècle, et sur son caractère d'homme, de magistrat et d'écrivain⁴. M. l'abbé Canéto n'a pas encore achevé sa savante étude sur le *Prieuré de Saint-Orens d'Auch*⁵, à laquelle il joint d'importants documents inédits. La livraison de juillet contient une longue lettre de M. de Gain-Montagnac, évêque de Tarbes, adressée à Pie VII, pour donner la démission que le pape lui demandait, et deux autres lettres sur le même sujet.

— Nous avons signalé déjà, dans la *Revue d'Aquitaine*, les érudites *Lettres* de M. Bertrand sur les campagnes du comte de Derby. Nous ne saurions accorder la même épithète aux *Observations* de M. l'abbé Mezuret sur la *Mémoire de Clément V*⁶, qui témoignent des meilleures intentions, mais dont la critique laisse beaucoup à désirer; ni même à la *Réponse*⁷, de M. de Thézan, qui est plutôt celle d'un curieux que d'un érudit et s'occupe d'ailleurs de la destinée historique de l'ordre du Temple, presque exclusivement et non de la question principale. M. Paul Raymond continue la publication de ses notes extraites des comptes de Jeanne d'Albret et de ses enfants⁸. Notons encore un article de M. Gaulieur, sur les *Corporations* à Bordeaux, plein de faits puisés aux sources originales⁹.

— La *Revue de l'Aunis, de la Saintonge et du Poitou* nous offre : des documents, tirés d'une publication anglaise et traduits par M. Bardonnnet¹⁰, sur les relations d'Henri III avec les habitants de La Rochelle et de Niort, de 1220 à 1224, avant le moment où ces deux villes devaient se placer sous la domination française; deux notices de M. de Lastic Saint-Jal, sur M^{me} de Caylus¹¹, la nièce, et sur le marquis de Villette¹², le cousin germain de M^{me} de Sévigné;

¹ Voir les liv. de septembre, octobre 1867, janvier, mars, juin et juillet 1868.

² Livr. de janvier, mars et mai 1868.

³ Livr. de novembre 1867, janvier et février 1868.

⁴ Livr. de mars, juin et septembre 1868.

⁵ Livr. d'avril, mai, juin et juillet.

⁶ Livraison de décembre 1867.

⁷ Livraison d'avril, mai et juin 1868.

⁸ Livr. de décembre 1867, mars 1868.

⁹ Livr. de mai-juin 1868.

¹⁰ *Niort et la Rochelle, de 1220 à 1224. Documents historiques.* — Livraisons des 25 janvier et du 25 février 1868.

¹¹ Livraisons des 25 novembre, 25 décembre et 25 janvier.

¹² Livraisons des 25 mars, 25 avril et 25 mai.

des éclaircissements de M. Beauchet-Filleau sur la famille du chevalier de Méré (Georges Brossin) ¹; la suite de l'étude de M. l'abbé Auber sur *les Historiens du Poitou* ² (les géographes depuis le xvi^e siècle); l'acte du mariage de la princesse de Lamballe, célébré à Nangis (Seine-et-Marne) ³; trois lettres inédites du prince de Condé à la reine et du duc de Bouillon à Condé (1614) ⁴; deux lettres inédites du duc d'Uzès, gouverneur de Saintonge (1693) ⁵; enfin des lettres de Guillaume Gouffier, relatives à un jeune prince dont il était le gouverneur, et que M. Imbert, qui a retrouvé ces lettres dans un chartrier où les rats ne les avaient pas épargnées, suppose être Charles VIII ⁶.

— La *Revue de l'Anjou*, qui vient d'entrer dans sa deuxième année, contient des mémoires et des documents dignes d'attention. Elle a commencé la publication (avec une pagination spéciale) de l'*Histoire de l'Université d'Angers*, par Pierre Rangeard, prêtre habitué de la cathédrale d'Angers, mort en 1726, à 34 ans. Mentionnons, dans les livrai-sons parues depuis le 1^{er} janvier, les pièces publiées par M. Célestin Port sur Mesdames de France (filles de Louis XV) à Fontevault ⁷: entrée de Mesdames en 1738; baptêmes, maladies, décès, etc.; des lettres d'un lieutenant du régiment de Montmorin sur les campagnes de 1746 et 1747 ⁸; un court mémoire de D. Piolin sur les *Pèlerinages au mont Saint-Michel accomplis par des Angevins et Manceaux aux xvi^e et xvii^e siècles* ⁹. Nous ne saurions trop engager l'intelligent directeur de cette *Revue* à écarter résolument ces travaux de fantaisie qui remplissent inutilement une place que l'érudition locale doit avant tout occuper : la *Revue de l'Anjou* gagnera ainsi en valeur et même en intérêt.

Nous devons une mention au *Bulletin historique et monumental* que publie M. Aimé de Soland, sous les auspices du Conseil général de Maine-et-Loire, et qui est, en quelque sorte, l'annexe de la *Revue de l'Anjou*, que le *Bulletin* a pourtant précédé. On y trouve des dissertations et de nombreuses pièces, accompagnés de plans et de gravures. L'*Histoire des rues d'Angers* donne lieu, parfois, à des détails biographiques, tels que ceux dont le général d'Andigné est l'objet ¹⁰; les *Réceptions et galas en Anjou* contiennent le récit des réceptions royales dans ce pays ¹¹; sous ce titre : *Usages d'autrefois*, bien des traits intéressants sont recueillis et offrent de curieuses *glanes du bon vieux temps*.

¹ Livr. du 25 mars.

² Livr. du 25 avril.

³ *Ibid.*

⁴ Livr. du 25 mai.

⁵ Livr. du 25 août.

⁶ *Les premières dents de Charles VIII*. Livraison du 25 juin.

⁷ Livr. de janvier 1868.

⁸ Livr. de février.

⁹ Livr. de mars.

¹⁰ Dernières livraisons de 1867 et deux premières de 1868.

¹¹ Livr. de février à juillet.

— La *Revue de la Normandie* a publié deux articles de M. l'abbé Cochet : l'un sur les découvertes archéologiques faites en 1867 dans la Seine-Inférieure ¹ ; l'autre sur l'église de Pont-de-l'Arche ². M. Gosselin poursuit, dans cette *Revue*, ses intéressantes études sur l'*Histoire du théâtre à Rouen avant Pierre Corneille* ³. Le même auteur a publié un procès-verbal inédit du lit de justice tenu par Louis XIII à Rouen, le 11 juillet 1620 ⁴.

— Nous mentionnons ici, pour la dernière fois, l'intéressant recueil que publiait à Mézières M. Edmond Senemaud : la *Revue historique des Ardennes* cesse de paraître. Nous le regrettons, car on y trouvait toujours de sérieux travaux et des documents intéressants. La volumineuse livraison qui termine la troisième année contient cinq nouveaux *procès révolutionnaires* ⁵ : ceux de Jacques Lombard, ancien notaire, du régisseur Lescoffier, d'un maréchal, d'un tisserand et d'un marchand de vins ; une relation inédite du siège de Mézières en 1815, due au chef de bataillon Traullé, commandant de la place, et qui est une pièce historique du plus haut intérêt ; enfin des documents inédits sur les événements accomplis en Belgique, de 1789 à 1795. — Signalons, en revanche, l'apparition d'un nouveau recueil, la *Bourgogne*, qui paraît à Dijon, depuis quelques mois, sous la direction de M. Albert Albrier.

FR. DE FONTAINE.

II.

PÉRIODIQUES ITALIENS.

Les revues qui nous arrivent d'Italie sont, pour la plupart, intéressantes. Cette terre, qui renferme et les plus riches archives et les plus riches monuments, n'a pas cessé de nourrir, malgré les révolutions, des savants illustres et de consciencieux érudits.

M. le chevalier J.-B. de Rossi se fait, dans le *Bullettino di archeologia cristiana*, l'annaliste fidèle de tout ce qui se rattache aux antiquités chrétiennes. A Rome, les travaux d'excavation continuent dans la partie des cimetières souterrains qui avoisinent l'ancien cimetière de Callixte ⁶. Ils n'ont amené aucune découverte considé-

¹ Livr. du 30 avril.

² Livr. du 29 février.

³ Livr. des 31 janvier, 31 mars, 30 avril.

⁴ Livr. du 30 juin.

⁵ 1^{er} juin 1868.

⁶ *Bulletin*, n° de mars-avril 1868.

nable, mais cependant plusieurs inscriptions intéressantes ont été mises au jour; une, entre autres, datée par le nom des consuls de l'an 340, est accompagnée des deux lettres grecques A et Q; or le plus ancien exemple connu jusqu'à présent de ces deux lettres employées sur les inscriptions comme symbole de la divinité de Notre-Seigneur, datait de l'an 355. Les inscriptions montrent aussi que le cimetière de Balbine, qui tire son nom d'une matrone inconnue, existait avant que le pape saint Marc, au milieu du iv^e siècle, le déclarât officiellement cimetière chrétien.

Si, dans ces régions, les recherches n'ont pas été aussi fructueuses qu'on le désirait, on a eu, d'un autre côté, la découverte tout à fait inespérée d'un cimetière chrétien, dont personne ne soupçonnait l'existence, dans le bois sacré des Arvales, à cinq milles hors la porte Portese. Les inscriptions nous montrent que ce bois sacré était occupé, en l'an 382, par le pape Damase, qui le reçut vraisemblablement à cette époque de l'empereur Gratien; elles nous apprennent qu'on laissa d'abord intactes toutes les inscriptions païennes contenant les actes de la corporation, et que, postérieurement seulement, on s'en servit pour fermer les tombes. Cette découverte, dont M. Henzen, l'heureux investigateur, a parlé dans le *Bullettino dell' Instituto di corrispondenza archeologica*, et dont M. de Rossi dégage les enseignements au point de vue de l'histoire ecclésiastique, jette un nouveau jour sur les faits qui ont amené l'extinction de l'idolâtrie. Les travaux se poursuivent, et déjà on a retrouvé l'inscription de l'Oratoire, dédiée, comme le cimetière, aux martyrs Simplicius, Faustinus, Viatrix.

Tout le monde a entendu parler de la découverte de marbres retrouvés à Rome au pied de l'Aventin. Ces marbres touchent en quelques points à l'histoire des martyrs, car les martyrs n'étaient-ils pas condamnés aux carrières, *ad metalla*? Dès lors, l'historien des antiquités sacrées ne pouvait passer indifférent devant ces travaux de nos pères dans la foi. M. de Rossi a donc réuni tous les textes qui éclairent ce sujet, tous les titres d'honneur constatant les persécutions auxquelles les chrétiens furent en butte et les condamnations qu'ils subirent. Ces marbres, au moment où ils sortaient de la carrière, étaient souvent revêtus d'inscriptions, de chiffres, de signes, quelquefois de dates consulaires se rapportant toutes au second et au troisième siècle, de sorte que, si l'on remarque les plaintes formulées plus tard dans les lois, au temps de Théodore, sur le manque de travailleurs dans les carrières, on voit se confirmer, par l'histoire et les récentes découvertes, l'observation précédemment faite que, lorsque les confesseurs de la foi ne travaillèrent plus aux carrières, les travaux devinrent beaucoup moins actifs. M. de Rossi fait voir encore comment le bureau central des marbres, établi à Rome, dut faciliter les relations avec les chrétiens condamnés aux carrières, et les envois de secours qui leur étaient continuellement faits par les diverses communautés chrétiennes.

Ainsi toutes ces inscriptions, chaque jour découvertes sur un sol qui semble inépuisable, viennent reconstituer l'histoire des premiers

siècles de l'Église. Aussi est-ce un événement que de retrouver quelques mots d'une épitaphe chrétienne. Dernièrement, à Evreux, on a cru avoir eu cette bonne fortune ; et aussitôt, pensant aux lumières que ce marbre retrouvé pourrait fournir pour l'histoire de l'établissement du christianisme en Normandie, on envoya le calque de l'inscription à M. de Rossi. Le savant archéologue, en suivant les règles si judicieuses qu'il a posées, dans son grand ouvrage des *Inscriptions*, pour établir la classification des inscriptions chrétiennes, a prouvé que cette inscription provenait des cimetières souterrains de Rome, et, pour en fournir une preuve sans réplique, il l'a montrée imprimée tout au long par Mabillon au xvii^e siècle, et reproduite successivement par Boldetti et Marini. Mabillon indique formellement que cette pierre fut portée de Rome à l'abbaye de Pontoise.

Voilà donc une déception pour les archéologues d'Evreux ; ceux de Rome ont au contraire éprouvé une grande joie à la nouvelle que, parmi les rebuts du musée chrétien du Vatican, on avait retrouvé un fond de coupe en verre, où Moïse, sous la figure de saint Pierre et désigné par le mot *Petrus*, est représenté frappant le rocher. Boldetti avait déjà publié un fond de coupe à peu près semblable. M. de Rossi explique, à l'aide de ces deux monuments et des textes des premiers docteurs de l'Église, l'admirable symbole qui est figuré par cette représentation. L'eau est la foi et la grâce ; le rocher d'où jaillit l'eau est le Christ lui-même. Le savant archéologue montre également que cette conception symbolique de Pierre, nouveau Moïse, a été employée dans les peintures souterraines de la fin du second siècle et du commencement du troisième, bien avant que l'on ne la vît apparaître sur les sarcophages et sur les verres destinés aux agapes, dont la plupart, selon le P. Garucci et M. de Rossi, contrairement à l'opinion de Buonarroti qui les croyait plus anciens, datent de la fin du troisième siècle et du commencement du quatrième.

— L'*Archivio storico* ne s'occupe pas des antiquités chrétiennes, mais tous les sujets se rapportant à l'histoire de l'Italie y sont traités. Dernièrement, M. Joseph de Blasiis cherchait à opérer la transformation des anciens peuples de la Calabre et de la Pouille en Italiens du Midi, et montrait comment les descendants de la race grecque ; ardèrent, à travers les révolutions de ce pays, la langue et les coutumes de leurs pères. Il s'appuyait sur deux ouvrages importants : l'un, le *Syllabus græcarum membranarum* (conservées à la bibliothèque de Naples et dans les monastères du mont Cassin et de la Cava) publié en 1865 par M. Trinchera ; l'autre, le *Pergamene greche* (existant dans les archives de Palerme), publié par M. Spata. Plus d'un document reste encore à publier, et il serait à désirer que l'on pût enfin les réunir tous dans un *Codex diplomaticus* complet. C'est le vœu d'un des rédacteurs de l'*Archivio*, M. Muller, qui publie¹ trois documents grecs inédits, conservés à l'abbaye de Grot-

¹ *Tre carte greche dell' Italia meridionale. — Archivio storico italiano*, t. VII, part. 1 (1868).

ta-Ferrata, près de Rome, et à la bibliothèque Barberine, à Rome, Le premier de ces documents, daté de l'an 1121, est un jugement dans un procès de succession rendu par un officier du roi Roger, et qui acquiert une grande importance par l'exposé qui y est fait de toute la procédure; le second, en date de 1359, est le contrat de location d'une olivette faite par le couvent d'Otrante, et le troisième concerne également ce couvent.

— Pendant que l'on recherche ainsi les conditions sociales des peuples de l'Italie méridionale, la *Carità* poursuit l'éclaircissement d'un problème non moins obscur : je veux parler de la *condition civile des Romains vaincus par les Lombards*. Cette revue donne une série de lettres inédites échangées, en 1831, entre Balbo et Troya ¹, où tous les points litigieux de la question sont discutés familièrement. On voit quelle loyauté présidait aux recherches de ces deux grands esprits, l'intérêt que le pape Grégoire XVI prenait à leurs travaux, et la vigueur d'argumentation qui a rendu Troya le plus illustre chef de l'école opposée aux doctrines de Savigny, sur le maintien du droit romain et des institutions romaines à côté des institutions lombardes. Troya, en effet, affirme déjà dans ses lettres ce qu'il a établi depuis dans ses ouvrages : la vertu du droit lombard pour régler les actes du citoyen, droit altéré peu à peu et remplacé par la loi romaine, la non continuation de la vie civile romaine chez les peuples lombards, telle qu'elle apparaît chez les autres peuples barbares.

— En suivant le cours des temps, nous rencontrons, dans l'*Archivio storico*, un article critique sur le manuscrit de Paul Diacre conservé à Bamberg, et signalé par plusieurs écrivains comme un manuscrit original. M. Silvio Andreis démontre au contraire ² que ce manuscrit, écrit selon toute apparence, en Italie et à Milan, vers l'an 1000, transporté sans doute à Bamberg par l'empereur Henri II, fondateur de la cathédrale de cette ville, présente une rédaction mauvaise de l'œuvre de Paul Diacre. M. Andreis signale d'étranges variantes, introduites vraisemblablement dans l'Italie méridionale vers la moitié du x^e siècle, des omissions, additions et changements qui prouvent évidemment que ce manuscrit ne peut être l'original de Paul Diacre. Pour mettre ses lecteurs à même de porter un jugement, M. Andreis publie, d'après ce *Codex*, le sixième livre de l'histoire de Paul Diacre.

— M. Rotondi a retracé, dans le même recueil ³, l'histoire de la *Pataria*, ce mouvement généreux du peuple milanais en faveur de la discipline ecclésiastique. On mêlait à ce mouvement, dit l'auteur, une répulsion contre certaines pratiques du rite ambroisien, ce qui donnait à la *Pataria* une apparence de révolte contre les traditions

¹ *Della civile condizione dei Romani vinti dai Longobardi*. — Lettere inedite del C. Cesare Balbo a Carlo Troya.

² *Intorno al codice bambergense di Paolo Diacono*. — *Archivio storico italiano*, t. VII, part. II, p. 23-53.

³ *La Pataria di Milano*. — *Archivio storico italiano*, t. VI, part. I, p. 3-25.

indépendantes de la patrie. M. Rotondi exagère beaucoup tout cela, et il pose ce principe, historiquement faux, que jusqu'à la fin du XII^e siècle l'église de Milan ne fut pas très-soumise au pape. D'autre part, il montre que la *Pataria*, conduite par Ariald et Erlembald, soutenue par les légats des papes, introduisit, au nord de l'Italie, « les idées de la suprématie pontificale qui commençaient à se faire jour, dit-il, et devaient triompher, parce qu'elles avaient une relation avec les idées plus grandes qui, en ces temps, faisaient avancer la civilisation. »

— En rendant compte du livre de M. Vignati, *Storia diplomatica della lega lombarda* (Milan 1866), le même M. Rotondi ¹ constate que la ligue lombarde ne fut pas une sourde conjuration, mais le soulèvement instinctif des communes unies entre elles pour la défense de leurs droits; il montre que dans la lutte, la ligue fut sage dans ses dispositions et, après la victoire, modérée dans ses exigences; enfin il prouve que l'union la plus intime régna entre le Pape et les communes italiennes. Tous les textes le constatent d'ailleurs. Les mouvements de la Patarie et de la ligue lombarde sont ceux de peuples généreux se levant contre la corruption et le despotisme; ces peuples sont amenés naturellement à soutenir la Papauté et à en être soutenus, car, comme eux, les Papes défendent les droits de la morale et de la liberté. Voilà ce que dit l'histoire.

C'est ce dont M. Sagredo ne semble pas persuadé, en analysant et en commentant ² un acte du 11 juin 1766, publié par le Sénat de Venise, où se trouve un résumé des lois nombreuses qui, depuis le XIII^e siècle, eurent pour but de restreindre les empiétements du clergé. L'auteur montre avec satisfaction comment « la sagesse pratique de la République de Venise avait su résoudre le problème de l'Église libre dans l'État libre. » On sent à ces paroles un peuple en révolution : les idées sont souvent fausses; mais ces documents, qu'on commente aujourd'hui avec une idée fixe, resteront : un jour la science impartiale les placera dans leur vraie lumière.

— Ainsi a fait M. Lucien Bianchi³, dans un travail sur la *Lira*, la *Tavola delle possessioni* et le *Preste* dans la république de Sienne. On commence à faire plus d'attention aux lois économiques qui ont régi les peuples et M. Bianchi signale justement l'utilité de ces consciencieuses recherches. La *Lira*, appelée à Florence *estimo*, fut établie à Sienne en 1198, afin de servir de base à l'impôt. Cent cinquante *Allibratori* étaient chargés de dresser la *Lira* d'après la déclaration des revenus de chaque habitant, qui prêtait serment de dire la vérité. Les *Allibratori* défalquaient de cette déclaration les dépenses nécessaires à la nourriture de la famille et à l'entretien des

¹ *Archivio storico italiano*, t. VI, part. 1, p. 95-108.

² *Leggi ecclesiastiche dei Veneziani spellanti alla pubblica economia*.

— *Archivio storico italiano*, t. VI, part. 1, p. 25-50.

³ *La Lira, la Tavola delle possessioni e le Preste nella Repubblica di Siena*.

— *Archivio storico italiano*, t. VII, part. II, p. 53-89.

chevaux et armes de guerre, en sorte qu'on n'imposait pour ainsi dire que le superflu au delà du nécessaire. Deux siècles après, à Florence, on défalquait de la somme imposable deux cents florins d'or par tête, somme jugée équivalente à l'entretien de la vie, ce qu'on appelait l'*Avanzo alla vita*. Mais ces sages dispositions, comme il arriva souvent au moyen âge, furent viciées par l'arbitraire des *Allibratori*, et le dégrèvement quelquefois décrété fut souvent aussi arbitrairement réglé. La *Lira* était renouvelée à peu près tous les vingt ans; mais cet intervalle était trop éloigné pour répartir l'impôt d'une manière juste, dans un pays essentiellement commercial, où, par conséquent, les fortunes étaient sujettes à de brusques changements. Aussi, au xiv^e siècle, on la modifiait tous les cinq ou sept ans. La *Tavola delle possessioni* ou cadastre, — dont il y a encore à Sienne 145 registres à partir de 1320, époque où, après cinq ans d'études, il fut établi, — devint le complément de la *Lira*. Sienne peut encore, sous ce rapport, invoquer une antériorité sur Florence, où le cadastre ne s'établit qu'en 1346, et sur Naples, où il ne devint en vigueur qu'au xvi^e siècle. Les *Preste*, ou sorte d'emprunts forcés, étaient une des impositions qui avaient pour base la *Lira*; ils étaient généraux, autrement dits ordinaires, ou spéciaux, prélevés par des banquiers qui touchaient pour ce soin 4 ou 5 ou 7 0/0 sur l'ensemble des sommes perçues. Le livre de la dette publique, ou *Monte comune*, fut institué en 1430 : on servait aux créanciers de l'Etat, à ceux qui avaient donné aux *Preste*, un intérêt de 5 0/0. On le voit, toutes ces indications sont précieuses à recueillir : l'histoire-bataille ne suffit plus; on interroge la vie économique des peuples et on étudie leurs institutions.

— Les articles de la *Civiltà cattolica* sur le népotisme de Sixte IV¹ et sur les neveux de Sixte IV², nous font passer aux derniers temps du moyen âge. Le népotisme de Sixte IV et de plusieurs de ses successeurs ne peut être nié, disent les rédacteurs de la *Civiltà* : mais il s'explique naturellement par une raison d'Etat. Les Papes, qui se fiaient alors très-peu, et avec raison, aux barons des Etats de l'Eglise, toujours en révolte, choisissaient de préférence leurs parents pour transmettre leurs ordres et les exécuter. L'intervention des familles papales dans le gouvernement des anciens fiefs de l'Eglise fut comme le passage naturel du vieux système féodal au système monarchique de l'âge moderne. Le Saint-Siège commence par rentrer, au moyen des neveux du souverain, dans la possession de ses domaines, qui bientôt devaient lui revenir tout à fait. Considéré à ce point de vue très-juste de l'intérêt des droits souverains des Papes et du service rendu à l'Eglise, le népotisme peut s'expliquer. En tout cas, il est contraire à l'histoire de dire que le népotisme des Papes vint seulement d'un aveugle amour de famille. Lorsqu'il y eut excès de tendresse naturelle, il ne faudrait pas, d'ailleurs, se faire l'écho d'une foule de calomnies, comme on l'a fait

¹ *Il nepotismo di Sisto IV*, livr. du 20 juin et du 15 août 1868.

² *Il nepoti di Sisto IV*, livr. du 14 mars 1868.

pour les neveux de Sixte IV, dont deux surtout, le cardinal Pierre et le comte Jérôme, ont mérité d'être défendus par le rédacteur de la *Civiltà*.

— L'*Archivio* a publié ¹ des lettres inédites de Jacques de Volterre à Innocent VIII, au sujet d'une proposition faite par ce Pape à Laurent de Médicis, de s'unir avec lui et de rompre avec Ferdinand d'Aragon, roi de Naples. Laurent refusa, et Innocent VIII, ayant voulu que Jacques de Volterre se rendit à Milan pour sonder Sforza, Laurent chercha à rendre inutile une démarche qu'il ne pouvait empêcher. M. Tabarrini, en publiant ces lettres curieuses, envoyées de Venise par M. Thomas Gar, donne une notice sur Jacques de Volterre, de la famille des Gherardi, longtemps secrétaire du grand cardinal Ammanato, dont il rédigea les commentaires d'après les documents que le cardinal lui fournit.

— Les Papes de la fin du xv^e siècle et du commencement du xvi^e siècle ont été très-attaqués. Nous parlions de Sixte IV ; voici à présent Léon X, « trop exalté par les adulations littéraires, » dit M. Occioni Bonaffous dans un article ² sur le livre de M. de Leva : *Storia documentata di Carlo V in correlazione all'Italia*. M. Occioni Bonaffous s'élève énergiquement contre « la politique perfide » du Souverain-Pontife. Adrien VI trouve grâce devant lui, à cause de ses tentatives pour réformer les abus ; mais à Adrien VI succède Clément VII, « mauvais pape, » dit M. Occioni Bonaffous, mais citoyen plus mauvais encore, qui éleva à sa patrie un monument d'infamie, et étendit sur l'Italie la dure chaîne de la servitude. » Clément VII, continue M. Occioni Bonaffous, précipita tout à sa ruine par une politique de ruse et d'ineptie. — C'est se montrer bien sévère pour un Pape, irrésolu sans doute dans sa politique comme tous les princes de son temps, et mobile dans ses pensées, mais ennemi de la simonie, rigide pour lui-même, et désireux d'introduire des réformes. M. Occioni est ici le trop fidèle écho des déclamations de Ziegler dans sa *Vie de Clément VII* : il ne faut pas juger les princes d'après des pamphlets. Mais il est dans le courant actuel de l'esprit italien d'accuser les papes des malheurs de la patrie. Ainsi, récemment, à l'occasion d'un mariage, et, suivant l'usage adopté en Italie de publier en ces circonstances quelques poésies ou dissertations, nous avons vu exhumer de méchants vers d'un petit écrivain de Vérone, Georges Sommaripa, qui, au xv^e siècle, opposait la splendeur humilité de la croix à la passion du pouvoir qui dévore les Papes. Et afin que tout le monde saisisse l'à-propos, on a eu soin de faire précéder les vers de ces paroles que l'*Archivio* a répétées ³ : « Il paraît opportun de les publier et de montrer ainsi qu'en tout temps les honnêtes gens ont été d'accord sur ce point. » Il paraîtrait plus opportun, dirons-nous, de ne pas mêler les passions contemporaines

¹ *Lettere di Jacopo di Volterra a Papa Innocenzo VIII*. — *Archivio storico italiano*, t. VII, part. II, p. 3-23.

² *Archivio storico italiano*, t. VI, part. I, p. 108-139.

³ *Id.*, tome VI, part. I, p. 144.

aux études historiques. — L'auteur d'un autre de ces petits livres imprimés à l'occasion d'un mariage, l'a mieux compris : il a publié deux intéressantes dépêches de Jean Michiel, envoyé de Venise en France lors du mariage d'Henri III, qui nous font connaître les divisions existant dans la famille royale et à la cour ¹.

— Le xvi^e siècle est une mine inépuisable, et au point de vue de l'histoire des beaux-arts, c'est une des époques les plus intéressantes à étudier. M. de Zahn, encouragé par la publication des diverses notes extraites des Archives du Vatican et recueillies par M. Amati, a voulu accroître le nombre de ces précieux matériaux ². Il a complusé, à cet effet, 64 registres des Papes, depuis Sixte IV jusqu'à Léon X. Son désir aurait été surtout de trouver quelques renseignements sur les peintures de la chapelle Sixtine et des chambres de Raphaël. Cet espoir a été trompé, mais cependant plusieurs des notes publiées ici sont très-curieuses; l'auteur les a rangées par ordre de matière : architecture, peinture, tapisserie, orfèvrerie, et dans chaque matière par ordre chronologique. Il faut croire que beaucoup de ces travaux d'arts ont été payés en dehors de la Trésorerie, selon l'usage d'ouvrir un crédit, pour les dépenses extraordinaires, sur les banquiers qui suivaient la Cour romaine. C'est ainsi que plusieurs quittances de Raphaël, pour le payement des peintures exécutées au Vatican, proviennent des archives des anciens banquiers Chigi. D'après les indications fournies par le R. P. Theiner, on pourrait peut-être trouver des renseignements dans les anciennes archives de la Trésorerie, actuellement conservées à Rome, dans l'établissement de Saint-Michel.

— D'autres documents intéressants sont publiés par M. Louis Cibrario dans un mémoire historique et philologique sur quelques mots usités dans les registres de la garde-robe des Médicis ³. Le plus ancien de ces registres remonte à l'année 1483, et contient, sur le mouvement de l'argenterie prêtée par les Médicis à l'occasion de noces et d'ambassades, des renseignements curieux pour l'histoire de l'ameublement, de la décoration des habitations et des ustensiles de ménage. Un second registre, daté de 1531, est intitulé : *Inventaire du palais des Médicis*. Il y en a plusieurs autres de 1533 à 1544. — Disons, à propos de ces documents sur l'histoire de l'art, que MM. d'Arco et Braghirolli viennent de prouver, contre Vasari et M. Quatremère de Quincy, que l'original du portrait de Léon X, par Raphaël, qu'on croyait être à Florence, et dont la copie aurait été à Naples, est au contraire à Naples, et que c'est la copie qui est à Florence ⁴.

— Revenons dans l'histoire pure avec l'article de M. Audisio sur Sixte V^e, ce Pape dont l'activité et l'énergie furent prodigieuses, et qui semble au docte chanoine de Saint-Pierre le lien du moyen

¹ *Archivio storico italiano*, tome IV, part. 1, p. 141.

² *Ibid.*, t. VI, part. 1, p. 166-195.

³ *Ibid.*, t. VI, part. 1, p. 152-166.

⁴ Voir l'*Archivio*, t. VII, part. II, p. 175-194.

⁵ *La Carità*, décembre 1867.

âge et des temps modernes. Un article de la *Civiltà* sur la tentative d'assassinat contre fra Paolo Sarpi, est aussi à noter¹. On saisit une fois de plus en mensonge flagrant les accusations habilement exploitées contre l'Église. N'a-t-on pas accusé la Cour de Rome, l'Inquisition, les Jésuites, suivant le vocabulaire ordinaire, d'avoir dirigé les coups portés à fra Paolo? Et cependant, en confrontant les quatre récits contemporains, on voit la fausseté des circonstances capitales de l'accusation, et combien une telle attaque aurait répugné aux sentiments des accusés. Le crime fut au contraire réprouvé à Rome, et le Pape en eut une très-grande peine, prévoyant bien, comme il le déclara à l'ambassadeur de France, les accusations que l'on porterait contre le Saint-Siège. Le Pape connaissait la loyauté de ses ennemis ! Ce sont eux qui introduisent le mensonge dans l'histoire.

HENRI DE L'ÉPINOIS.

¹ Livr. du 21 décembre 1867.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La Morale et la Loi de l'Histoire, par A. GRATRY, prêtre de l'Oratoire, membre de l'Académie française. Paris, Ch. Douniol et J. Lecoffre, 1868. 2 vol. in-8°.

« La science des lois de l'Histoire, » tel est l'objet du nouvel et important ouvrage du R. P. Gratry. « La loi des astres est connue, dit-il, et la loi de l'histoire, quoique fort inconnue, est écrite partout : dans la raison, dans l'Évangile et dans nos cœurs.... Cette loi n'est autre que la simple, universelle et primitive dictée de la conscience et de la raison, dont l'Évangile donne ainsi la formule : *Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pour eux....* C'est la loi de la cause qui produit tous les faits ; mais à côté, il y a la loi du mouvement et du progrès. En voici la formule évangélique : *Si vous demeurez dans la loi, vous connaîtrez la vérité, et par la vérité vous irez à la liberté.* » Demeurer dans la loi ; connaître la vérité ; aller à la liberté : » tels sont « les effets de la force humaine agissant sous sa loi. » — « Remplir la terre et la dompter, constituer la société universelle par toute la terre dans l'ordre et la justice, trouver Dieu et le faire régner : telle est la triple tâche de l'homme. Ce sont là les phases de l'histoire et les âges de l'humanité. »

Le P. Gratry a donc voulu « remplacer le traité de morale abstraite que nul n'aurait pu lire, par le spec-

tacle de la loi morale en action, par l'étude de la loi de l'histoire, loi dont la science implique le spectacle de l'avenir et l'espérance des admirables et divins progrès qui attendent la société universelle, si nous demeurons dans la loi. » C'est dans le spectacle du monde contemporain que l'auteur veut contempler ces grandes choses qu'a produites et que produira la loi. Aussi, après avoir montré que la cause de l'histoire, le principe du progrès, c'est le travail de l'homme agissant sous sa loi ; après avoir cherché le point d'appui de l'espérance dans « le désir de transformer la société dans la justice » et dans la « divine préparation de justice dans le monde » par la liberté, par l'union, par l'association, par la « loi vulgaire et nécessaire de l'échange et des transmissions, » par cette fraternité qui s'établit entre les peuples et les rend solidaires, le P. Gratry envisage la société contemporaine. D'après lui, elle est encore dans l'enfance. Elle est barbare, elle est païenne, elle est aveugle, elle ne croit pas à la justice sociale. Il faut donc écarter l'obstacle. L'obstacle, c'est la spoliation, c'est l'homicide. L'auteur consacre des pages pleines d'élévation et d'énergie à l'étude de ces « formes fondamentales de l'iniquité, dont sont coupables à peu près tous les hommes, et dont personne n'est assez effrayé. » Quel est encore l'obstacle ? C'est la

Révolution, la crise où le genre humain est plongé depuis bientôt un siècle. Mais la crise peut être dirigée; elle peut trouver son terme dans l'empire de la foi et le triomphe de la justice. « La justice est le fond du monde et la force directrice de l'histoire.... Voici une science nouvelle qui montre à tous les yeux que les hommes de bonne volonté peuvent, dès qu'ils le voudront bien, changer l'état du monde, et transformer les sociétés humaines dans la justice, dans la liberté, dans la paix. » Cette science c'est la connaissance de la loi du monde social. « L'humanité, qui était presque passive dans l'histoire, doit commencer à prendre en ses mains la gestion des affaires du monde.... Dieu ne nous laissera nul repos jusqu'à ce que nous ayons compris et entrepris avec résolution le devoir actuel de l'homme. »

Au premier devoir : *remplir la terre et la dompter*, s'oppose le vice, le vice sous toutes ses formes — « le tiers du genre humain est livré à l'abomination contre nature, » — le vice homicide et menteur qui tue les hommes et les nations. Comment le combattre? Ens'attachant à l'Évangile. La raison et la liberté ont grandi déjà sur la terre; un souffle de liberté, surtout depuis un siècle, remue les nations; mais ce n'est ni la passion, ni la colère, ni le tumulte, ni la violence qui nous donneront la liberté : ce n'est que parla vérité que nous irons à la liberté. Il faut donc faire entrer dans chaque âme « la foi, la volonté de la justice, la science de la justice, l'amour des hommes, la crainte de Dieu. » Il faut « que la nature soit notre esclave et que tous les hommes soient nos amis. » L'aumône, « cette pitié du cœur que Dieu inspire et qui agit, pour les hommes qui souffrent, par l'usage utile de l'argent; » le prêt, qui est « une forme essentielle de la

vie de toute société; » la réciprocité des services, la liberté des transactions commerciales, voilà les moyens. « Dieu exige de l'Europe une vie politique et sociale fondée, plus que par le passé, sur la justice évangélique. Et c'est à ce progrès que le monde aujourd'hui doit employer le secours de son âge viril... » Mais ce progrès que devient-il? « Le royaume du Ciel veut approcher, et voici qu'on l'écrase par la force; depuis 80 ans, les violents s'en emparent, comme des brigands. » Voyez plutôt ce mouvement de 89, « un progrès du royaume de Dieu, préparé à la France et à l'humanité. » Qu'est-il devenu? Les « articles de l'unanimité » ont été foulés aux pieds par les tyrans, et au lieu d'être la lumière des nations, la France en est devenue le scandale. Voyez ce règne des *Violents*, depuis Louis XIV, « le plus haut des Violents d'en haut, » jusqu'à ce faux peuple de 89 à 93, « le plus mortel ennemi qu'ait jamais eu la France, » comme disait Sieyès. Pour trouver la stabilité politique, il faut revenir à la justice. Fénelon le disait dès 1710 : « Ce dont il s'agit, c'est de finir la guerre du dehors, c'est de réformer le luxe, c'est de *se ressouvenir de la vraie forme du royaume* et de tempérer le despotisme, cause de tous nos maux. » Mais, à côté du progrès politique, il y a le progrès social : l'auteur le voit dans « le rapprochement indéfini de tous vers un niveau qui monte toujours et s'égale sans cesse. » Enfin, examinant les devoirs de l'homme envers le genre humain : « disposer tout le globe terrestre dans l'ordre et la justice, » l'auteur montre quelle est, à cet égard, l'universelle ignorance ; on ne sait pas que la loi de la famille et de la patrie est la loi de la grande famille humaine : « Les nations, comme l'a dit saint Paul, sont cohéritières ; elles sont les organes

d'un même corps. » C'est toujours la loi de l'histoire : *Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pour eux.*

J'ai résumé bien imparfaitement le bel ouvrage du R. P. Gratry. Ce n'est point le lieu d'insister sur certaines parties, d'examiner ce qu'il peut y avoir d'exagéré et d'inexact dans quelques assertions, de rechercher si, avec une sévérité parfois outrée à l'égard du passé, l'éminent écrivain n'a pas une confiance trop généreuse dans l'avenir. — J'ai déjà dépassé les bornes qui sont ici assignées. Qu'il me suffise d'avoir indiqué les grands problèmes soulevés par le P. Gratry, et de le remercier de provoquer ainsi les intelligences droites et les âmes éprises du vrai, à le suivre sur ce terrain aussi vaste que fécond.

G. DE B.

De la richesse dans les Sociétés Chrétiennes, par Charles PERIN, professeur de droit public et d'économie politique, à l'Université catholique de Louvain. 2^e Edit. Paris, Lecoq, 1868, 2 vol. in-12 de viii-578 et 582 p.

Le livre de M. Perin en est à sa seconde édition ; c'est dire le légitime succès qu'il a obtenu. Il est dédié au comte de Coudé, l'ami, le collègue du P. Lacordaire et de M. de Montalembert à l'école libre de 1831 ; c'est annoncer l'esprit qui a présidé à sa composition, esprit de foi et esprit de science, réunis pour éclaircir une des questions qui préoccupent le plus aujourd'hui les esprits sérieux, la conciliation de deux choses regardées par beaucoup de nos contemporains comme inconciliables : le progrès matériel et le renoncement chrétien. Le savant professeur d'économie politique à l'Université de Louvain traite d'abord de la richesse et du progrès ma-

tériel en général. Il constate que, dans la société contemporaine, la passion des richesses tend à tout pervertir et à tout détruire, même la richesse, et montre l'erreur et la vérité concentrant leurs forces pour s'emparer de la société ; mais il est obligé d'avouer que la vérité, c'est-à-dire ici le renoncement à soi-même, est le plus grand obstacle à l'acceptation du christianisme par les hommes de notre temps. Il rappelle quel est, d'après le christianisme, l'idéal de la vie sociale ; il admet que le progrès matériel est légitime et accepté comme tel par l'Eglise ; seulement il soutient en même temps que la sagesse purement rationnelle est impuissante à contenir les passions de l'homme déchu, et qu'en fin de compte le renoncement est la condition première de tout progrès dans l'ordre moral et dans l'ordre matériel, le principe générateur et conservateur de toute civilisation. Ainsi les points de départ sont nettement posés, et tout le reste de l'ouvrage est consacré à développer les conséquences de ce principe du renoncement dans la société : conséquences par rapport à la production des richesses, parce que l'énergie du travailleur décroît à mesure que croissent les vices opposés à l'esprit du christianisme, parce que le renoncement chrétien est éminemment favorable au développement des connaissances et de l'aptitude des travailleurs ; conséquences par rapport à l'échange des richesses, parce que la liberté des échanges doit se concilier avec le principe de la nationalité, de même que l'intérêt individuel se concilie par le christianisme avec l'intérêt social ; conséquences par rapport aux bornes, nécessairement étroites, dans lesquelles la Providence a renfermé la puissance de l'industrie humaine ; conséquences par rapport à la répartition des produits du travail, parce que dans les sociétés chré-

tiennes cette répartition s'opère sous l'empire des principes de liberté et de propriété modérés et complétés par le principe de la charité, ce qui règle les salaires et le revenu des capitaux ; conséquences par rapport à l'aisance et à la misère, autrement dit à l'inégalité des conditions, car la misère s'étend en proportion de l'influence qu'exercent les principes et les mœurs de l'industrialisme, parce que la misère ne peut être combattue par la loi, et qu'une réforme dans les mœurs pourrait seule l'arrêter en s'appuyant sur l'association libre des arts et métiers, sur le patronage des classes ouvrières, sur l'esprit de charité enfin, qui est le couronnement de tout l'édifice de la liberté chrétienne, comme elle le couronnement des doctrines exposées par le savant professeur à l'Université de Louvain, mais charité qui doit être libre et non commandée par la loi, pour réaliser la grande loi de la solidarité dans la vie sociale.

Tels sont quelques-uns des principes développés par M. Perin, avec une grande connaissance de son sujet et un esprit de foi raisonnée qui commande l'attention. On ne pouvait mieux louer cet ouvrage, qualifié par le P. Gratry d'excellent, qu'en exposant, comme nous avons essayé de le faire, ses salutaires doctrines ; mais nous n'avons pas la prétention de les résumer dans ces quelques lignes. Bornons-nous à ajouter avec l'auteur : « La conciliation de la liberté complète du travail et des travailleurs avec les principes de solidarité et de hiérarchie, sans lesquels il n'y a point de société véritable, est la grande œuvre du temps. » Aujourd'hui, c'est l'homme qu'il faut rapprocher de l'homme, et le rapprocher par la vérité ; or le progrès matériel, il faut le répéter à un siècle qui l'oublie, n'a sa raison d'être et n'est légitime que s'il aide le progrès moral.

HENRI DE L'ÉPINOIS.

Histoire des chevaliers romains, considérée dans ses rapports avec les différentes constitutions de Rome depuis le temps des rois jusqu'aux temps des Gracques, par Emile BELLOT, professeur au lycée de Versailles. Paris, Durand, gr. in-8° de xxiv-432 p.

Ce livre n'est que le premier tome d'une histoire complète des chevaliers romains. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'en le lisant on reconnaît un auteur qui a longuement médité, avant de prendre la plume, les ouvrages les plus importants publiés en France et à l'étranger. C'est un livre de véritable érudition, composé avec une patience que l'on n'est pas habitué à trouver dans une thèse française. On sent la méthode et le travail qui distinguent les œuvres des savants d'Outre-Rhin : l'abondance des sujets incidents étudiés dans l'*Histoire des chevaliers romains* fait même que, parfois, on perd de vue le but principal du livre.

L'institution des chevaliers romains commence avec l'histoire même de Rome ; elle est intimement liée à toutes les variations qui ont modifié la constitution romaine. M. Belot a voulu faire un tableau exact de ces variations : on comprend facilement dès lors que son cadre s'est démesurément élargi. Il l'a si bien compris, qu'il a cru devoir entrer en matière par un résumé de son travail ; et, dans ce résumé même, l'histoire des chevaliers romains disparaît parfois derrière l'histoire de la constitution de Rome. Nous aurions souhaité que, prenant la peine de commencer son livre par ce que l'on aurait pu s'attendre à trouver à la fin, l'auteur eût serré le sujet de plus près, en faisant passer l'histoire des chevaliers romains avant tout autre ordre d'idées.

Disciple de Niebuhr, M. Belot base son livre sur la théorie qui divisait le peuple romain en deux classes ri-

vales ; la ville même, comprenant les patriciens et leurs clients ; la campagne, qui se composait des populations rurales. On lit avec intérêt les pages consacrées par l'auteur à l'histoire de cet antagonisme, aux tentatives de sécession faites par les tribus rustiques pour forcer la ville à composer avec elles, aux conquêtes faites avec lenteur et persévérance par la plèbe pour compter dans l'Etat, aux modifications apportées par cet antagonisme à la constitution primitive. Bien que parfois M. Belot exagère le système de Niebuhr, on apprend beaucoup en le lisant et le relisant.

Nous disions plus haut que l'institution des chevaliers commençait avec l'histoire de Rome ; en effet, dès le principe, Rome était divisée en trois tribus : chacune comprenait dix tribus, et dans celles-ci, dix puis vingt jeunes gens, choisis dans les familles les plus riches, formaient une cavalerie à laquelle l'Etat fournissait des chevaux. Plus tard, sous Servius Tullius, la population rurale ayant été organisée et fournissant quatre légions comme la ville, on dut, pour former la cavalerie de ces légions rustiques, créer douze nouvelles centuries de chevaliers. Après l'expulsion de Tarquin, les patriciens, voulant se concilier les tribus rustiques, parurent vouloir leur donner des droits politiques ; mais ils ne le firent qu'avec une avare parcimonie : les centuries de chevaliers urbains avaient une préséance dans les assemblées politiques sur les centuries rurales. Cette distinction, suivant M. Belot, existait encore au temps où écrivait Tite Live. Dans les six centuries urbaines entraient les jeunes gens de familles sénatoriales qui portaient l'anneau d'or ; dans les douze autres, on « comptait les chevaliers qui, ayant la richesse sans l'illustration, portaient seulement l'anneau de

fer. » Au temps des guerres puniques, les six centuries urbaines représentaient les trente curies antiques, et un intérêt basé sur l'influence politique poussait des sénateurs à conserver, après leurs dix ans de service, le cheval donné par l'Etat, afin de rester chevaliers *equo publico*.

Ces derniers mots nous amènent naturellement à parler d'une modification importante qui avait changé l'état primitif de la chevalerie, ou, pour parler plus exactement, de la cavalerie romaine. Pendant la guerre de Veies, 400 ans avant l'ère chrétienne, les Romains qui avaient le cens équestre, mais qui n'étaient pas compris dans le nombre limité des 2,400 chevaliers formant les 18 centuries, offrirent de servir avec des chevaux achetés à leurs frais : ce service volontaire devint bientôt obligatoire, et tous ceux qui se trouvaient dans la première classe des citoyens depuis Servius, c'est-à-dire qui avaient au moins 100,000 as, devaient le service à cheval. L'auteur pense que le nom de *première classe* fut alors remplacé par celui d'*Ordre équestre*.

Ces chevaliers, qui seraient mieux appelés cavaliers, étaient dits *equo privato*, pour les distinguer des autres, *equo publico* ; ce furent eux qui fournirent dès lors la cavalerie des légions, tandis que les seconds devinrent une troupe d'élite. Un fait à noter, c'est que la qualité de chevalier *equo privato* étant basée sur la fortune, devint promptement héréditaire. La perte de la fortune n'enlevait pas le titre que l'on avait possédé : il suffisait d'appartenir à une famille de chevaliers pour avoir le droit de servir *equo privato*. En deux mots, cette caste était celle des gens riches.

Entre l'an 241 et l'an 218 avant Jésus-Christ, la réforme de la consti-

tution de Servius modifia la position, dans l'État, des différentes castes des chevaliers : les douze dernières centuries de chevaliers *equo publico*, qui représentaient l'élément rustique, prirent le pas sur les six premières dans les votes publics ; bien plus, la prérogative de diriger les suffrages paraît avoir appartenu à une centurie composée de chevaliers *equo privato*.

Nous avons voulu résumer les principales pages du livre de M. Belot, au point de vue du titre qu'il lui a donné. Mais nous nous empressons de dire que le lecteur y trouvera une foule de sujets accessoires, dont chacun formerait la matière d'une véritable dissertation. Citons, par exemple, les divers accroissements de la ville de Rome ; la discussion du cens et de la révolution monétaire qui fit adopter le numéraire d'argent ; les scissions populaires tentées par les tribus rustiques ; l'établissement du tribunat, etc. Sur ces graves questions, dans lesquelles la science historique n'a pas dit encore son dernier mot, il y aurait bien des objections à faire ; hâtons-nous de dire qu'il y a aussi plusieurs problèmes résolus et beaucoup à apprendre. Des livres comme celui de M. Belot sont faits pour répandre sur l'histoire ancienne des idées qui ne sont pas encore dans le domaine public ; nous attendons avec une certaine impatience le second volume, dans lequel nous verrons ce que devinrent plus tard les chevaliers romains jusque sous le Bas-Empire.

JEHAN DE MALMY.

De l'organisation militaire de l'empire romain et des médailles légionnaires, par M. G. ROMAN, in-8° de 32 p. (Extrait de l'ann. de la Soc. fr. de Numismatique, 2^e année).

M. Roman, lorsqu'il a donné sa dissertation à l'imprimeur, ne pouvait

pas avoir encore connaissance des travaux de M. l'Intendant général Robert sur le même sujet ; on ne peut donc faire à l'auteur un reproche de certaines erreurs qu'il a reproduites, et dont la rectification n'a été proposée que plus tard. Nous croyons important d'en signaler ici quelques-unes, afin que les personnes qui s'occupent de l'organisation militaire des Romains soient tenues au courant de la science. M. Roman, en effet, a résumé, en y ajoutant des indications nouvelles, les travaux publiés avant lui sur cette question intéressante, mais hérissée de difficultés ; il y reviendra peut-être, et pourra alors utiliser les observations qui suivent.

L'auteur, en parlant de la réorganisation de l'armée sous Auguste, dit qu'elle était divisée en deux parties : les légions permanentes, et les troupes auxiliaires formées par les provinces et retournant dans leurs foyers après la campagne ; je crois qu'il y a ici confusion entre les cohortes auxiliaires et les peuples fédérés. Les cohortes auxiliaires étaient permanentes ; comme les légions, elles formaient une partie intégrante de toutes les armées, et nous apprenons par Tacite qu'elles y représentaient un effectif à peu près égal à celui des légionnaires. Les attributions du *præfectus castrorum* sont mal définies ; cet officier, comme l'indique son nom, n'était pas le chef de la légion. Dion Cassius n'affirme pas que, sous Alexandre Sévère, l'armée régulière ne se composait que de 19 légions ; il dit que, de son temps, il y avait 33 légions, dont 19 remontaient au temps d'Auguste.

Les erreurs sont plus nombreuses dans la partie du travail de M. Roman où chaque légion a son article particulier. Ainsi la III^e *Italica* n'a jamais existé. La V^e *Macedonica* c'était pas en Germanie à la mort d'Auguste.

c'était une ancienne légion de César, la v^e *Alauda*. La vi^e *Victrix* ne vint en Bretagne prendre ses quartiers d'hiver qu'après avoir été appelée sur le Rhin, sous Vespasien ; elle venait alors d'Espagne. — La viii^e *Augusta* était encore sur le Danube à l'avènement de Vespasien, mais n'était pas en Germanie sous Auguste. La ix^e *Hispanica*, à peu près détruite en Bretagne sous Hadrien, avait disparu depuis longtemps lorsque Dion Cassius écrivait ; le silence de cet auteur n'autorise donc pas à dire que cette légion n'a jamais existé. La xvii^e et la xviii^e ne purent prendre part à la guerre civile sous Galba, puisqu'elles avaient péri toutes deux en l'an 9 dans le désastre de Varus, et que leurs numéros, devenus néfastes, n'avaient été donnés à aucune légion. La xx^e ne pouvait être en Bretagne sous Auguste, puisque cette île ne fut conquise que sous le règne de Claude. Je m'étonne que M. Roman dise que l'histoire de la xxiii^e *Primigenia* soit inconnue ; si les auteurs anciens ne parlent pas de cette légion, les monuments qui la rappellent couvrent les deux Germanies, et M. Arminius Wiener, en 1839, lui a consacré une monographie publiée à Darmstadt.

JEHAN DE MALMY.

De phiala cruenta disquisitio
ARCHANGELI SCOGNAMIGLIO, presbyteri romani ac S. S. reliquiarum custodis. — Paris, Vivès, 1868, in-4° de vi-288 p.

L'ouvrage de l'abbé Scognamiglio a été écrit pour défendre, contre les observations critiques de plusieurs Archéologues chrétiens, le décret de la Congrégation des Rites du 10 décembre 1863, conforme, comme on le sait, au décret du 10 avril 1668, déclarant que le vase de sang trouvé près d'un tombeau, dans les catacombes, est un signe de martyre. L'abbé Scognamiglio

répond spécialement à l'auteur anonyme d'un livre intitulé : *De phialis rubricatis*, publié à Bruxelles en 1855. Après avoir invoqué des principes d'histoire et de doctrine ecclésiastique, il prend comme position de sa thèse que Rome, à la fin du iii^e siècle, avait deux millions d'habitants, qu'il y avait dans la ville un grand nombre de chrétiens, et qu'il y eut beaucoup de martyrs. Puis, comme on objecte que beaucoup de ces fioles sont attachées à des tombeaux d'enfants, il montre que, parmi ces martyrs, il y eut un grand nombre de femmes et d'enfants ; et comme on soutient que beaucoup de ces fioles sont attachées à des sépulcres du iv^e siècle, l'abbé Scognamiglio, après avoir fait remarquer que ces fioles ont été souvent trouvées auprès d'inscriptions portant le monogramme du Christ, affirme que ce monogramme était très en usage avant Constantin. C'est là précisément ce qui serait à prouver, répondent de savants archéologues. — Fruit d'un zèle sincère et pieux, l'ouvrage de l'abbé Scognamiglio est imprimé à grands frais, avec de nombreux fac-simile d'inscriptions. Nous croyons qu'il n'est pas destiné à persuader les savants d'un avis opposé, car s'il est très-érudit sur certains points, il offre plus d'une lacune, et n'aborde pas le vif de la question archéologique.

H. DE L'E.

Optatien, deuxième évêque de Troyes, et les Conciles de Cologne et de Sardique. Éclaircissement historique. par M. l'abbé LALORE. Troyes, Dufour-Bouquet, 1868, in-8° de 16 pages.

L'objet de ce mémoire est de montrer, contrairement à l'opinion générale, que le concile de Sardique a eu lieu antérieurement à l'année 347. La date de 347, donnée par les histoires de Socrate et de Sozomène, repoussée

par Mansi, a été défendue en dernier lieu par Hefele (*Revue trimestrielle de Tubingue*, 1852, p. 359). Elle est admise par la plupart des récents historiens de l'Eglise. M. Lalore la rejette en s'appuyant sur les *Epistolæ festivales* de saint Athanase, recueil dont le texte original a été perdu, mais dont une version syriaque a été publiée par M. Cureton, en 1848, et qui a depuis pris place dans la *Nova Bibliotheca Patrum* de Mai et dans la *Patrologia Græca* de Migne. Ces lettres et une chronique qui les accompagne, donnent à M. Lalore la preuve que le concile de Sardique a été tenu en 343. Ainsi disparaît une des difficultés de l'histoire du quatrième siècle, Euphratas, évêque de Cologne, déposé comme arien par un concile de Cologne, en 346, avait été chargé, par le concile de Sardique d'une mission près de l'empereur Constance. Si le Concile de Sardique s'était réuni en 347, cette marque de confiance, un an après une condamnation solennelle serait inexplicable. Optatien, second évêque de Troyes, ayant souscrit les actes des deux conciles, leur date présente un intérêt sérieux pour l'histoire de l'Eglise de Troyes, que M. Lalore se prépare à écrire.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

Doutes sur l'authenticité de quelques écrits contre la cour de Rome, attribués à Robert Grosse-Tête, évêque de Lincoln, par M. JOURDAIN, membre de l'Institut. Paris, Durand, 1868, in-8° de 16 pages.

Robert Grosse-Tête, évêque de Lincoln de 1235 à 1253, est connu par plusieurs écrits, dont les plus remarquables sont une version latine de la morale à Nicomaque, faite sur le texte grec, des commentaires sur la logique et la physique d'Aristote, des

traités du comput et de la sphère. Les écrivains protestants le présentent comme un des précurseurs de Wiclef et de Luther. Cette opinion est-elle fondée? On allègue pour la justifier : 1° un mémoire qu'il aurait remis au pape Innocent IV, en 1250, et qui aurait été lu par ordre du pape en présence des cardinaux; 2° une lettre adressée, en 1250, au même pontife; 3° une autre lettre, de la même époque, à la noblesse d'Angleterre et aux bourgeois de Londres; 4° le témoignage de Mathieu Paris. Le mémoire et les deux lettres déclarent que le despotisme de la cour de Rome est cause de tous les maux de l'Eglise, et les deux lettres formulent une menace d'insurrection contre ce pouvoir tyrannique. La première lettre est insérée dans la grande chronique de Mathieu Paris, qui l'attribue à Robert.

M. Jourdain commence par écarter, comme suspect, le témoignage de cette chronique, inspirée, dans toutes ses parties, par un violent esprit de dénigrement envers le Saint-Siège, et qui, dans la partie dont il s'agit, peut même n'être pas l'œuvre de Mathieu Paris et avoir été écrite par la plume d'un continuateur inconnu. Passant aux autres documents, il remarque que la lettre à Innocent IV manque dans les manuscrits les plus anciens des lettres de Robert Grosse-Tête, que, dans plusieurs, elle est une addition faite à une date postérieure. Il croit donc que son attribution à l'évêque de Lincoln peut être contestée par des raisons paléographiquement concluantes. Il y a des raisons morales tout aussi bonnes qui nous mènent au même résultat : elles nous sont fournies par des lettres de ce prélat, — celles-ci parfaitement authentiques. — Dans ces lettres, Robert déclare que les princes temporels sont soumis aux princes de l'Eglise.

Il reconnaît la suprématie du saint-siège dans les termes les plus formels et les plus respectueux. Enfin, en 1246, Henri III, roi d'Angleterre, ayant défendu au clergé de ses états d'envoyer des subsides au pape Innocent IV, l'évêque de Lincoln protesta contre cette mesure, et écrivit à Henri, pour le prier de la retirer, une lettre qui a été conservée.

Il y a donc des raisons morales autant que paléographiques pour douter de l'authenticité de la lettre à Innocent IV. Le même doute doit s'étendre au mémoire à Innocent IV et à la lettre aux barons d'Angleterre. Nous pouvons donc, jusqu'à preuve du contraire, rayer Robert Grossetête de la liste des prédécesseurs certains de Wicléf et de Luther.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

Saint Félix, évêque de Nantes, par le vicomte de KERSABIEC. Nantes, Vincent Forest et Emile Grimaud, 1868, in-12 de 226 p.

Parmi les grands évêques qui illustrèrent les Gaules au vi^e siècle, saint Félix, évêque de Nantes, occupe un des premiers rangs. Son nom était presque oublié : M. de Kersabiec a voulu faire revivre la mémoire de ce prélat qui rendit à Nantes son ancienne splendeur, rétablit son commerce, construisit une des plus belles cathédrales de l'époque, arrêta les barbares qui dévastaient son diocèse, et poursuivit dans ses derniers retranchements les débris du polythéisme et du druidisme. Toutes ces grandes choses sont racontées avec chaleur ; nous reprocherons cependant à l'auteur d'avoir entravé la marche de son récit par des dissertations un peu longues sur des étymologies. L'amitié de Fortunat et de saint Félix occupe une large place dans la vie de cet il-

lustre évêque, qui fit fleurir à Nantes les arts et la littérature.

LOUIS CHAUFFIER.

Vie de la bienheureuse Françoise d'Amboise, duchesse de Bretagne, par le vicomte SIOCHAN DE KERSABIEC. Deuxième édition. Nantes, V. Forest et E. Grimaud ; Paris, Ambroise Bray, 1868, in-8^e de 360 p.

En écrivant la vie de la bienheureuse Françoise d'Amboise, M. de Kersabiec s'est proposé avant tout de renverser une erreur, très-répandue de nos jours, qui consiste à considérer une vie de saint comme nécessairement monotone et ennuyeuse. Il a parfaitement atteint ce but. Son histoire retrace, dans une série de tableaux variés, la vie d'un de ces personnages qui par ses vertus illustra le trône et le cloître, et à une époque où la corruption était grande, donna l'exemple de cette énergique fermeté pour le droit et la justice qui ne recule devant aucun obstacle. L'auteur nous fait assister surtout aux luttes si vives que cette princesse eut à soutenir pendant sa vie dans le monde. Les premières pages nous montrent son berceau entouré d'orages. Elevée à la cour de Jean V, elle est à peine unie au prince Pierre, second fils du duc, que commence pour elle une vie d'apostolat et de dévouement. Gilles de Bretagne, emprisonné par le duc François I^{er}, son frère, abandonné de tous, trouve un soutien dans sa belle-sœur, qui se voit exilée parce que seule elle a essayé de désarmer le fratricide. Dans son intérieur, elle est en butte à la jalousie du prince Pierre, dont les déplorables écarts ne servent qu'à relever la vertu de Françoise. Duchesse de Bretagne, nous la voyons user de sa douce influence sur le duc, et procurer à la province un règne plein de bonheur et de prospérité.

L'auteur nous donne de précieux détails sur la lutte si émouvante que Françoise eut à soutenir contre Louis XI. Nous avons surtout remarqué le tableau si pathétique où Françoise, menacée par un de ses oncles, au moment où elle entrait à Nantes, voit la ville entière se soulever pour la défendre, et forcer le roi de France et ses officiers à fuir honteusement. A l'abri des insultes du dehors, elle emploie son influence sur le duc François II à régler la cour de ce prince, d'où elle chasse une courtisane et où elle fait rentrer l'honneur et la vertu. Enfin nous assistons aux dernières années de la princesse, devenue carmélite dans les couvents des Trois-Maries du Bondon et des Couëts. Là, par la prière et la pénitence, elle s'élève aux plus sublimes vertus. — Les trois derniers chapitres contiennent l'histoire des reliques de la sainte pendant la Ligue et la Révolution, et nous présentent le tableau des fêtes magnifiques par lesquelles Nantes a célébré sa béatification.

A la fin du volume se trouve un assez grand nombre de pièces justificatives, parmi lesquelles nous citerons, comme complètement inédites : une lettre de Louis XI du 22 juin 1462, qui fixe la date du voyage du roi en Bretagne au mois de juin de la même année ; un mandement et sauvegarde du duc François II, octroyant à la bonne duchesse les biens transférés du Bondon es Couëts (Nantes, 1^{er} février 1480.)

Dans son récit, M. de Kersabiec a suivi Albert de Morlaix et les chroniqueurs de l'époque, ce qui lui a permis de reproduire plusieurs paroles de la bienheureuse qu'il considère à bon droit comme authentiques. — En faisant revivre la mémoire de cette *bonne mère duchesse*, dont le nom était autrefois si populaire en Bretagne, il a rendu un véritable service à

la province. Puisse se réaliser le vœu émis par l'auteur de voir son livre lu aux soirées de la famille, comme autrefois la vie des saints de Bretagne, par Albert de Morlaix !

LOUIS CHAUFFIER.

Quelques questions de géographie moyen-âge, par M. H. LEPAGE. Nancy. Lepage, 1868, in-8 39 pages, avec une carte.

L'objet de cette dissertation est de rechercher quels noms de lieux modernes correspondent aux dénominations géographiques contenues dans onze diplômes de l'abbaye de Wissembourg dont les plus anciens sont de l'année 699, le plus récent de l'année 719. L'auteur, qui a rédigé le *Dictionnaire topographique du département de la Meurthe*, publié par le Ministère de l'Instruction publique, était tout spécialement préparé à un travail de ce genre. Son mémoire est une étude sur la géographie de deux petits pays mérovingiens : le *pagus Salinensis*, qui paraît avoir compris les bassins de la Seille et du Sanon ; le *pagus Sarvensis*, qui correspond au bassin de la Sarre. Cet opuscule intéressera toutes les personnes qui s'occupent de géographie mérovingienne.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

Histoire de France depuis les origines jusqu'à nos jours, par M. C. DARESTE, doyen de la Faculté des Lettres de Lyon, correspondant de l'Institut. Tome VI. *Depuis la paix de Ryswick jusqu'à Louis XVI*. Paris, H. Plon, 1868, in-8^o cav. de 615 p.

Un de nos collaborateurs, à propos de la distinction si méritée qui vient d'être décernée par l'Académie française à l'*Histoire de France* de M. Dareste, rend hommage, dans la présente livraison, aux qualités que le savant et habile auteur a déployées.

Nous n'y insisterons donc pas ; aussi bien nous ne pourrions que redire, à propos de ce sixième volume, ce que nous avons dit déjà, en signalant à nos lecteurs les précédents. Bornons-nous donc à indiquer brièvement comment l'historien envisage les dernières années de Louis XIV et le long règne de Louis XV.

Sévère, mais sans injustice envers Louis XIV, dont il reconnaît les talents éminents, la vigueur intellectuelle, l'infatigable activité, M. Dareste étudie la période de décadence et de malheurs qui succède aux splendeurs de l'aurore du règne et aux succès militaires et diplomatiques des quarante premières années. La France appauvrie, dépeuplée par la guerre prolongée à laquelle la paix de Ryswick venait de mettre un terme, devait bientôt avoir à supporter une lutte nouvelle, où son honneur ne serait plus seul engagé, où sa puissance même allait être en question.

M. Dareste expose les phases de cette lutte avec une grande netteté, et en apprécie très-sainement les résultats. Il nous paraît avoir conservé quelques préventions à l'égard de madame de Maintenon. Disons, cependant, que M. Dareste cherche toujours le vrai ; on sent qu'il est dans sa nature de se montrer équitable. C'est ainsi que, tout en ne jugeant pas assez Louis XV en dehors des idées généralement admises, il rectifie à son égard plus d'une erreur accréditée. Cette triste époque, qui s'ouvre par les orgies de la Régence, et se ferme sur les débauches d'une vieillesse royale, — à travers des phases de langueur et d'effacement, de dissensions intérieures annonçant une dissolution prochaine, de luttes au dehors trop souvent sans gloire et toujours sans profit, — se déroule sous la plume consciencieuse et austère de l'historien. Le sujet demanderait parfois à être creusé davantage ;

il y a bien quelques erreurs de détail ; mais les grandes lignes sont tracées d'une main ferme et expérimentée.

Comme le dit l'historien, « ce n'est pas là la fin d'un règne, c'est la vraie fin de l'ancienne monarchie. » M. Daveste va aborder à des rivages semés d'écueils : que de prudence, de modération, de patiente sagacité ne lui faudra-t-il pas pour conduire, jusqu'à nos jours, l'œuvre à laquelle il s'est consacré, et qui lui a valu jusqu'ici les suffrages et les remerciements de tous les esprits honnêtes et sincères !

G. DE B.

Archives Dauphinoises. — Histoire de la réunion du Dauphiné à la France, ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, par J.-J. GUIFFREY. Paris, Académie des Bibliophiles, 1868, in-8°, xvi-374 p.

Cet ouvrage est la revue d'une importante *question historique*. A quelles causes doit-on attribuer la pacifique conquête de l'importante province du Dauphiné, par la couronne de France, dans les dernières années de Philippe de Valois ? « Chacun des historiens du Dauphiné, dit M. Guiffrey (p. 46-7), assigne une cause différente au traité de 1343. Chorier l'impute à la légèreté habituelle du dauphin (Humbert II). Valbonnais... se tait prudemment, pour ne pas laisser une mauvaise opinion du dernier souverain national. Baluze, dans les *Vies des papes d'Avignon* avance... qu'on avait gagné les principaux officiers de Humbert. L'historien de l'*Art de vérifier les dates* partage cette opinion... Plusieurs écrivains... attribuent... cette résolution au sombre désespoir que la perte de son fils avait imprimée au caractère de Humbert. Guichenon, dans l'*Histoire des comtes de Savoie*, prête à Humbert la pensée de mettre ses états en sûreté du côté de la Savoie... Fontanieu enfin attri-

bue cette résolution à la pénurie à laquelle se trouvait réduit le trésor delphinal et à l'intimidation produite par la cour de Rome. » Qu'en pense M. Guiffrey ? « Il y a sans doute, poursuit-il, quelque chose de vrai dans chacune de ces raisons... Si l'or du roi de France eut un grand succès, tant auprès de la noblesse que sur l'avidé et besoigneux Humbert, celui-ci fut entraîné et décidé par les habiles menées du duc de Normandie, fils aîné de Philippe VI. Les promesses de ce prince firent plus peut-être que l'intimidation, la cupidité, la peur, l'inconstance et même que l'avis et l'obsession des conseillers habituels de Humbert II. » Il y a là malheureusement un *peut-être* qui rappelle certaine école. Dans la suite de son récit, M. Guiffrey ramène toutes les causes secondaires du transport à la mystérieuse influence du duc Jean sur l'esprit du dauphin. Malgré tout le soin avec lequel j'ai parcouru les pièces justificatives qui servent de base à la thèse de l'auteur, il m'a été difficile, pour ne pas dire impossible, d'en apercevoir des traces *historiques*. M. Guiffrey ne voit dans le contrat de 1343 qu'une vente, « puisque, dit-il, nous y trouvons tous les éléments constitutifs de la vente : acheteur, vendeur, objet vendu et prix (p. 38). » La teneur des actes du transport répugne complètement à cette appréciation, et, en dehors de ses embarras financiers, bien des mobiles poussèrent Humbert II à l'abandon de ses états, d'abord à Philippe, fils puîné de Philippe VI, puis au fils aîné du roi Jean. Ce n'est pas qu'il n'y ait du bon dans le travail de M. Guiffrey. Les Archives de l'Empire lui ont fourni le texte de bien des pièces inédites et lui ont permis d'en publier d'autres plus correctement. Il est toutefois à regretter qu'il n'ait rien tiré des archives de l'ancienne Chambre des comptes à la préfecture de l'Isère, où se con-

serve la collection des minutes du fidèle notaire du dernier dauphin, Humbert Pilati, non plus que des archives de la Drôme. Une bonne partie de son volume est occupée par LXXI pièces justificatives, que suit une table chronologique de 253 actes relatifs à la réunion du Dauphiné à la France. Je ne veux pas oublier de mentionner une table alphabétique des noms de personnes et de lieux, bien rédigée, qui couronne l'ouvrage. En résumé, je n'aurais que des éloges pour ce mémoire, déjà récompensé par l'Institut, si l'auteur avait apporté plus de calme et de maturité dans ses appréciations, s'il n'avait appelé trop souvent l'imagination à son secours pour suppléer au défaut de dramatique des documents.

E. S.

Œuvres de Froissart, publiées avec les Variantes des divers manuscrits, par M. le baron KERVYN DE LETTENHOVE, membre de l'Académie royale de Belgique, correspondant de l'Institut, etc. — *Chroniques*. Tomes III, IV et V. Bruxelles, Victor Devaux, 1867-68, 3 vol. gr. in-8°.

Nous avons fait connaître à nos lecteurs la publication du Froissart de M. Kervyn de Lettenhove, au moment de l'apparition du tome II. L'infatigable érudit, en attendant les *Notices et Éclaircissements* qui doivent composer le tome I^{er}, continue à nous donner le texte du chroniqueur, avec les variantes à la suite, et des notes placées à la fin de chaque volume. Le tome III comprend les années 1339-42 ; le tome IV, les années 1342-46 ; le tome V se termine à la bataille de Poitiers. Le commentaire de M. Kervyn de Lettenhove (t. III, p. 471-526 ; t. IV, p. 435-508 ; t. V, p. 470-545) est en bonne partie emprunté à d'autres sources originales, telles que la chronique anonyme de Berne, la chroni-

que de Valenciennes, les chroniques de Tournay. L'éditeur s'est servi aussi de comptes flamands et anglais et des documents d'archives du temps. Il examine, en passant, certains points obscurs et controversés, comme ce qui concerne l'amour d'Édouard III pour la comtesse de Salisbury, la mort d'Artevelde, la bataille de Crécy, la bataille de Poitiers, au sujet de laquelle le savant éditeur reproduit le récit versifié du héraut Chandos. Les tomes III et IV contiennent, à la fin, des variantes tirées de la version de David Aubert.

La guerre de Trente ans, en Lorraine, jusqu'à la destruction de la Mothe, 1631-1645 ; recueil d'imprimés contemporains reproduits d'après les originaux de la Bibliothèque Impériale et publiés sous les auspices de la Société d'Archéologie lorraine, par J. A. SCHMIT, bibliothécaire au département des imprimés de la Bibliothèque impériale. Nancy, Wiener, 1866-1868, 2 vol. in-8° de xix-270, 511 pages.

M. Schmit, chef du bureau du catalogue des imprimés de la Bibliothèque impériale, a recueilli les copies de 98 raretés bibliographiques relatives à la conquête de la Lorraine par la France sous Louis XIII et pendant les premières années du règne de Louis XIV. Toutes ces pièces, à l'exception de quatre, avaient été publiées, au fur et à mesure des événements, dans une période de vingt-six ans, qui commence en 1632 et finit en 1648. La Société d'Archéologie Lorraine, s'est chargée de l'impression de cette collection, qu'elle a insérée dans son *Recueil de documents sur l'histoire de Lorraine*.

Les pièces dont il s'agit sont conservées : 77 au département des imprimés de la Bibliothèque impériale, 20 au département des manuscrits de la même Bibliothèque, collections du

Puy, Cangé et de Lorraine, une à la Bibliothèque de la ville Nancy. Cet énoncé suffit pour montrer que les documents lorrains doivent être fort rares dans ce recueil : en effet, officielles ou officieuses, presque toutes ces pièces sont émanées de la cour de France, de ses agents, ou sont inspirées par la politique de Richelieu et de Mazarin. Cependant il y a quelques exceptions. Telles sont : les *Déclarations authentiques de la bonté et valeur du mariage de Monseigneur le duc d'Orléans avec la princesse Marguerite de Lorraine selon la résolution de Messieurs les docteurs tant en théologie qu'en droit de l'Université de Lorraine* (t. II, p. 107) ; — *La défaite de plusieurs troupes françoises en Lorraine, duché de Luxembourg, comtez de Namur et de Flandres* (t. II, p. 231) ; — *Advis de Lorraine... touchant la défaite de 1,300 gentilshommes françois* (t. II, p. 237) ; — *Dissertatio oratoria de causis occupatæ a Francis Lotharingæ*, dédiée à Charles IV duc de Lorraine (t. II, p. 264) ; — *Demandes d'un colonel françois et responces d'un docte et pieux personnage touchant la guerre du roy de France contre le duc de Lorraine* (t. II, p. 297) ; — et trois ordonnances de Charles IV concernant : la cession de la Lorraine à son père (t. I, p. 180) ; — le butin et les prisonniers de guerre faits en Lorraine par les troupes duciales (t. II, p. 422) ; — les impôts, la fidélité et le service militaire que les Lorrains doivent à leur duc (t. II, p. 426). — Il a dû circuler en Lorraine beaucoup de pièces analogues, mais la police française en a sans doute détruit la plus grande partie.

M. Schmit a rendu facile et intéressante la lecture de ce recueil, en rangeant ses documents par ordre chronologique et en plaçant en tête de chaque pièce à l'aide de la gazette de Renaudot, le tableau des

événements au milieu desquels elle a fait son apparition. Le savant bibliothécaire nous donne ainsi une nouvelle histoire de la guerre de Lorraine, qui abonde en renseignements curieux. Nous signalerons, par exemple, un arrêt du conseil souverain établi par Louis XIII à Nancy. Cet arrêt est rendu contre des enfants de moins de quatorze ans, qui dans une église de Nancy, pendant le chant du *Domine salvum fac regem*, avaient, paraît-il, élevé la voix avec insistance, en substituant *ducem* à *regem* (t. II, p. 171). On remarque aussi une déclaration du roi où on lit : « Nous voulons « que tous les principaux gentils- « hommes de Lorraine soient obli- « gés de venir demeurer dans nostre « royaume aux lieux qui leur seront « ordonnés, et dans le temps qui leur « sera prescrit par nostre très cher « et très amé cousin le prince de « Condé » (t. II, p. 229). Richelieu avait battu les troupes du duc Charles, mais il était loin d'avoir conquis les cœurs des Lorrains.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

L'abbaye de Clairmarais d'après ses archives, par Henri DE LA PLANE, ancien député, secrétaire général de la Société des Antiquaires de la Morinie. Saint-Omer, Fleury-Lemaire, 1864-1868, 2 vol. in-8° de LVI-414 p. et de VIII-890 p.

L'abbaye de Clairmarais n'a ni l'ancienneté, ni l'illustration de Sithiu, sa voisine. Mais, par son origine, qui remonte à saint Bernard, par l'importance de ses possessions graduellement conquises sur les eaux, par le luxe et l'étendue de ses constructions, elle tient une assez grande place dans l'histoire religieuse, sociale et artistique de la contrée qui l'a vu naître, se développer et périr. Aussi l'insatiable secrétaire général de la Société des Antiquaires de la Morinie n'a-t-il

pas hésité à publier, parallèlement à sa monographie des abbés de Saint-Bertin, que l'Institut honorait naguère de ses suffrages, une histoire complète de Clairmarais. — L'ouvrage, enrichi de dessins et de portraits qui ajoutent un intérêt de plus à sa valeur intrinsèque, se divise en deux parties. Dans la première, l'auteur, après avoir retracé sommairement la fondation de l'abbaye, nous la dépeint telle qu'elle était aux diverses époques de son existence et spécialement à la veille de la Révolution. Avec une puissance d'intuition fécondée par l'étude des textes et l'examen approfondi des lieux, il reconstitue en son entier ce vaste édifice, dont bientôt il ne restera plus pierre sur pierre. Il nous fait faire le tour de l'église, des cloîtres, du cimetière, des jardins, des étangs, du vivier, de la ferme et de ses dépendances, prodiguant à chaque pas les descriptions et les souvenirs, déchiffrant toutes les pierres tumulaires qu'il rencontre, inventoriant jusqu'aux pièces du mobilier, lorsqu'elles offrent quelque chose de caractéristique ou de curieux. Le patient historien nous initie ensuite aux mœurs, aux occupations des moines, qui firent longtemps fleurir, à l'extrémité du pays des Morins, la règle de Clairvaux. Il couronne son premier volume par un appendice sur les abbayes cisterciennes de l'ancien diocèse de Saint-Omer, dépendantes de Clairmarais : Blandecque, Woestine, Ravensberg et Beaupré. La seconde partie (t. II) de l'*histoire de Clairmarais* donne, avec leurs armoiries, la biographie détaillée des cinquante-neuf abbés qui se sont succédé, dans la direction de cet établissement, de 1140 à 1792, depuis Gunfride, que le ménologe cistercien place au rang des saints de l'ordre, jusqu'à Omer de Schodt que la Révolution expulsa de son siège.

Les érudits qui se souviennent des

soins consciencieux que M. de la Plane a apportés à la rédaction des *Abbés de Saint-Bertin*, retrouveront, dans son nouvel ouvrage, les mêmes qualités de savoir et de style, accrues par plus d'ampleur dans le procédé d'exposition.

A. D.

Documents inédits des IX^e, X^e et XI^e siècles relatifs à l'église de Lyon, publiés par l'abbé C.-U.-J. CHEVALIER. Lyon, impr. Vingtriner, 1867. Gr. in-8° de 31 p.

M. l'abbé Chevalier, l'un des érudits les plus versés dans l'histoire du Dauphiné, nous donne ici plusieurs pièces intéressantes, qu'il accompagne d'un commentaire historique et géographique : 1^o une Bulle du pape Sergius III en faveur de l'église de Lyon (910), extraite des copies recueillies par l'historien du Dauphiné Valbonnais; 2^o une Charte de donation de plusieurs églises à l'ordre des chanoines de Saint-Ruf, par l'archevêque de Lyon Hugues I^{er} (1092); 3^o une Charte d'échange entre l'archevêque de Vienne et l'évêque de Belley (vers 995); 4^o deux Chartes du ix^e siècle relatives à l'église de Belley; 5^o plusieurs Chartes de donations à des monastères (879-1112).

Chartes de communes et affranchissements en Bourgogne, publiées avec les encouragements du Conseil général de la Côte-d'Or, et sous les auspices de l'Académie impériale des sciences de Dijon, par M. J. GARNIER, t. I. Dijon, Robert, 1867, in-8° de 487 pages.

Ce volume contient 265 pièces, presque toutes inédites, la plus ancienne de l'année 1178, la plus récente de l'année 1781. Elles concernent dix communes du département de la Côte-d'Or : Dijon, Beaune, Nuits, Châtillon, Rouvres, Talant, Bèze, Salives, Mont-Saint-Jean, Mirebeau.

Trois autres communes de Bourgogne, mais étrangères au département de la Côte-d'Or, sont représentées par autant d'analyses de chartes. On doit vivement désirer que l'auteur termine une publication qui permettra d'écrire l'histoire de l'organisation municipale en Bourgogne, depuis le x^{ix} siècle jusqu'au dernier jour de l'ancienne monarchie. On ne connaît, jusqu'à présent, sur ce sujet que les quelques lignes qu'Augustin Thierry lui a consacrées dans les *Monuments inédits de l'histoire du tiers-état*.

M. J. Garnier a entrepris de faire pour la Bourgogne une œuvre analogue à celle que nous a laissée, pour l'Amiénois, l'illustre savant dont nous venons de prononcer le nom. C'est une tâche bien lourde pour un homme qui n'a à sa disposition ni les nombreux auxiliaires ni les larges subventions qui ont été mis à la disposition d'Augustin Thierry. M. J. Garnier s'en est cependant acquitté avec succès. Nous ne voulons pas dire que sa publication soit de tout point irréprochable — on pourrait, par exemple, regretter qu'il n'ait pas toujours corrigé ses épreuves avec assez d'attention; — mais quelques *lapsus calami*, quelques négligences n'empêchent pas cette publication d'être une œuvre considérable, qui jettera un jour nouveau sur une partie fort mal connue de notre histoire.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

Journal de Jean Beauchez greffier de Plappeville au dix-septième siècle, publié pour la première fois d'après le manuscrit original aux frais et sous les auspices de la Société d'histoire et d'archéologie de la Moselle, par MM. Ch. ABEL et E. de BOUTTELLER. (1551-1651) Metz Rousseau-Pallez 1868, in-8° de xxiii-546 p.

Nos pères avaient une coutume qui

n'a pas encore complètement disparu, bien que l'activité fébrile où se dépensent aujourd'hui les forces physiques et intellectuelles de l'homme, dans toutes les conditions, ne permette guère qu'elle subsiste longtemps parmi nous. Ils aimaient à consigner sur des registres privés, qu'ils laissaient à leurs enfants comme une portion de leur héritage, les événements auxquels ils avaient pris part, ou qui s'étaient accomplis sous leurs yeux.

C'est à cette coutume qu'il faut rapporter tant de *mémoires* et de *journaux*, dont un grand nombre ont passé des archives de famille dans les dépôts publics, où ils ont vieilli, et où va les déterrer l'érudition moderne, curieuse jusqu'à l'excès. On a vu reparaître ainsi bien des noms et bien des œuvres qui semblaient voués à un éternel oubli ; je suis certain, par exemple, que ce bon greffier de Plappeville, « demi-bourgeois, demi-manant, » qui s'occupait, à ses moments perdus, de continuer en prose diverses chroniques rimées, en relatant, sur le registre où il les avait transcrites, les événements qui venaient à sa connaissance, était dans sa province même, pour ne pas dire dans sa bourgade, où, paraît-il, sa famille a subsisté, le plus inconnu des hommes. Or voici qu'il est l'objet des soins d'une société savante, qui donne à deux de ses membres, à deux érudits exercés, la mission de publier à ses frais et tout au long le *journal* rédigé par lui.

Les 212 premières pages du volume publié par MM. Abel et de Bouteiller sont consacrées aux chroniques rimées qui s'étendent de l'année 1551 à l'année 1635. Le manuscrit original, écrit de la main de Jean Beauchez, (Bibl. municipale de Metz, ms. 119), prend les choses de plus loin encore, car il commence à la création du monde. Mais il était inutile de reproduire un texte déjà publié, notamment en 1775, par

Dom Calmet, dans les preuves de son *Histoire de Lorraine*. Ce texte au contraire est inédit à partir de 1551, et quoique toute la partie de la chronique qui s'étend de cette année jusqu'à l'année 1575, ne soit certainement pas l'œuvre du greffier, qui n'a fait qu'en exécuter une copie à son usage, il était bon de saisir cette occasion pour la donner au public. A dater de 1575, comme on ne les trouve plus ailleurs que dans le manuscrit de Beauchez, faut-il supposer que les quatrains historiques sont dus à la verve du chroniqueur campagnard ? Les éditeurs en doutent, et ils paraissent reculer jusqu'en 1620 le commencement du *journal*. Mais ici, je ne les comprends plus bien. La chronique rimée est divisée, aussi bien que le *journal*, en chapitres. Or, après un chapitre qui se réfère à l'année 1618, j'en vois immédiatement un autre qui se rapporte à l'an 1622. C'est donc 1622 et non 1620 qu'il faudrait dire. Mais ne serait-il pas plus simple et plus vraisemblable de ne faire commencer le *journal*, qu'au moment précis où les vers font place à la prose ? Après tout, puisqu'elle est certainement d'un habitant de Metz ou des environs, il importe peu de savoir si cette dernière partie de la chronique rimée est ou non de Jean Beauchez. Le *journal* en prose, qui commence à l'année 1635, s'arrête brusquement en 1650. C'est là proprement l'œuvre du greffier ; il s'y met plusieurs fois en scène, et il s'y nomme formellement. Outre le manuscrit original, qui est à Metz, il existe à la Bibliothèque impériale (n° 1993, *suppl. fr.*) une copie du *journal* et des chroniques rimées.

MM. Abel et de Bouteiller ont énoncé eux-mêmes en de fort bons termes l'intérêt qui s'attache aux divers textes qu'ils ont mis au jour, et je ne puis faire mieux que de les citer ici : « L'histoire de Metz à partir de

l'occupation française est, disent-ils, encore à faire, par cette raison fort simple que de tous les matériaux qui concernent cette phase de nos annales beaucoup ont disparu et que ceux qui subsistent sont restés entièrement inédits. Notre édition de J. Beauchez comble en partie cette lacune. Elle va de 1551 à 1661, et dans cette période d'un siècle, elle met surtout en lumière le rôle assigné à notre pays dans les affaires de la succession d'Autriche pendant la guerre de Trente ans. Ce greffier d'un petit village nous fait assister à la lutte acharnée de l'imprudent duc de Lorraine contre la monarchie française; il nous raconte les pillages des Suédois, des Lorrains, des Croates, des Français, de façon à faire très-peu regretter ce triste temps. Grâce à Jean Beauchez, nous restituons à l'histoire de France une page véridique qui lui manquait, et nous enrichissons nos annales messines de plusieurs chapitres saisissants et fort instructifs. »

J'ajouterai que l'histoire des mœurs et l'économie politique peuvent tirer un grand profit de cette publication. Si Jean Beauchez, comme les chroniqueurs qu'il continue, mais à la différence de son compatriote Philippe de Vigneulle, et en général des auteurs de *mémoires* ou de *journal*, parle fort peu de lui et nullement de sa famille, en revanche il note avec le plus grand soin une foule de particularités qui font bien ressortir les différences existant entre les conditions de la vie militaire, bourgeoise, ou rustique, en son temps et dans le nôtre. Le prix des denrées l'occupe fort, ainsi que leur qualité, et il transcrit fidèlement ces variations qui sont souvent pour les humbles une question de vie ou de mort. On apprend de lui comment un vigneron, que son état laissait sans pain, prenait le parti de laisser là sa chaumière et sa *bourrique* pour se

faire capitaine de cavalerie, ou plutôt chef de bandes, au service du duc de Lorraine, et se vengeait de sa misère passée en volant ses compatriotes. On apprend de lui encore, ou plutôt de la chronique rimée qu'il avait transcrite, les émeutes auxquelles donnèrent lieu, à plusieurs reprises, les premiers essais d'acclimatation dans les campagnes messines de cette « herbe meschante » appelée « thabac, » à laquelle les paysans superstitieux, y compris le chroniqueur, attribuaient toutes leurs misères, et qui ne fut enfin sauvée de leur fureur que par un arrêt solennel du parlement de Metz.

En voilà assez pour indiquer aux érudits les renseignements qu'ils trouveront dans ce livre, pourvu qu'ils sachent les y chercher; je souhaite, en terminant, que les sociétés de province nous envoient souvent des textes comme celui-ci, plutôt qu'à de méchantes phrases ou de mauvais vers.

M. S.

Notice sur Chilly-Mazarin : le Château, l'Eglise, le Village, le Maréchal d'Efflat, par M. Patrice SALIN. Notice accompagnée d'appendices, de notes, d'eaux-fortes, etc. Paris, Adrien Leclerc, 1868, in-4° de viii-265 pages.

Ce volume est la continuation de l'œuvre entreprise par M. Salin, en publiant *l'Eglise de Saint-Sulpice de Favières* (in-4° 1865). Son intention est de donner une série de monographies sur les lieux les plus importants de l'ancien diocèse de Paris. On ne saurait trop l'encourager à poursuivre, surtout si, au texte, aux descriptions des monuments, il doit continuer à joindre des planches qui en donnent une image exacte et les sauvent ainsi en partie d'une ruine complète.

Chilly est un petit village voisin de Lonjumeau, dont le plus ancien seigneur connu est Robert de France, cin-

quième fils de Louis le Gros. De la famille royale, cette terre passa entre les mains de simples particuliers. Martin Ruzé, secrétaire d'Etat sous Henri III et Henri IV, en était seigneur; n'ayant point d'enfant, il la laissa avec tous ses biens à son petit neveu, Antoine Coiffier, marquis d'Effiat, qui fut maréchal de France et père de Cinq-Mars. Le maréchal la laissa à sa fille, la duchesse de la Meilleraye, mère du duc de Mazarin, dans la famille duquel elle se trouvait encore en 1804: c'est de là que lui vint le nom de Chilly-Mazarin. M. Salin fait connaître la succession des seigneurs de ce fief; il donne une notice très-développée sur le maréchal d'Effiat et ses enfants, et à propos d'un de ses petits-fils, premier écuyer de Philippe d'Orléans, qui n'est guère connu que par l'accusation d'empoisonnement de la duchesse d'Orléans, il examine la question de l'empoisonnement, et se prononce pour la négative; il croit même pouvoir restituer le nom véritable du médecin cité par M^{me} de La Fayette, qui serait Yvelin et non Guéslin. La liste des seigneurs est malheureusement interrompue, pour n'être reprise que dans la notice sur le château.

Cette résidence princière, construite par le maréchal, a été démolie en 1804. M. Salin la fait revivre par sa minutieuse description, et les gravures qui en reproduisent différents aspects; le même procédé est appliqué à l'Eglise et aux pierres tombales qui en sont le plus curieux ornement. Quelques pages sont consacrées au village et aux souvenirs qu'il peut éveiller. Un appendice renferme, outre des notices sur la terre d'Effiat et l'hôtel d'Effiat à Paris, des extraits qui, insérés dans le texte, eussent fait de trop longues digressions. Aucun nom propre n'est cité sans qu'il y ait un renvoi à une note: l'auteur a fait des recherches considérables et consciencieuses pour

ne rien laisser sans explication; seulement il lui arrive quelquefois de ne dire en note que ce que donne le texte, et il ne vise point assez à se borner aux renseignements nouveaux ou ayant trait au fond même du sujet. Des notes, au nombre de 235, terminent le volume, avec une table alphabétique des matières. Il faut ajouter, pour donner une idée exacte du volume, qu'il contient dix-sept planches.

M. Salin rend d'utiles services à tous ceux qui tiennent aux souvenirs du passé; il en rendrait davantage s'il recourait aux sources manuscrites, d'un accès difficile pour le public et que le temps détruit chaque jour, et si, à chaque page, à chaque fait important, il indiquait la source où il a puisé.

S. M.

Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique, mise en ordre et publiée sous la direction de la Commission royale d'histoire, par Alphonse WAUTERS, t. II. Bruxelles, Hayez, 1868, in-4° de xviii-884 p.

Nous n'avons point à revenir sur l'objet et sur le cadre de cette publication, que nous croyons avoir fait suffisamment connaître à nos lecteurs en rendant compte ici même de son premier volume (t. IV, p. 710.) Nous ne parlerons du t. II, conçu exactement sur le même plan, et qui s'étend de 1101 à 1190, que pour signaler la part vraiment considérable que les Belges ont prise à presque tous les grands événements du xii^e siècle. On les trouve en effet, à cette époque, en Angleterre comme en Allemagne, dans la Péninsule espagnole aussi bien qu'en Italie et en Orient, mêlés, soit aux guerres et aux migrations des peuples, soit aux négociations diplomatiques. L'exposé de leur rôle a été fait avec talent dans la remar-

quable Introduction que M. Wauters a placée en tête de son second volume. Nous les voyons d'abord à la première croisade, sous la conduite de Godefroid de Bouillon et de ses frères, des comtes de Flandre et de Hainaut, et de ce Werner de Grez, chevalier brabançon, dont on a souvent fait par erreur un comte Warnier de Gray en Bourgogne. Dans la suite, les Belges ne restèrent étrangers à aucune des guerres saintes ; Bauduin IX dut à la quatrième croisade le glorieux titre d'Empereur de Constantinople. Les Belges prirent aussi une part active à la soumission de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant. En Angleterre comme en Allemagne, leur rôle fut à la fois guerrier et colonisateur. L'appui qu'ils prêtèrent au delà du Rhin aux Saxons et aux Thuringiens contre les Slaves, ils le prêtèrent aux Anglo-Normands contre les Gallois. Mais ce n'est pas seulement sur les champs de batailles ni dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie, que se sont distinguées, au ^{xiii}^e siècle, les races remuantes et fortes qui peuplaient la Belgique. Quelques-uns de leurs représentants se sont aussi poussés dans la diplomatie et y ont eu du succès, témoin ce Wibald, abbé de Stavelot, dont M. Wauters s'est attaché à nous retracer la vie.

On a quelquefois accusé l'érudition belge de jalouser l'érudition française. L'auteur de la *Table* que nous analysons est certes à l'abri d'un pareil reproche. Pour montrer en quelle estime il tient les travaux qui s'exécutent de ce côté de la frontière, il suffirait de citer les termes dans lesquels il s'exprime sur la publication du *Cartulaire du Saint-Sépulcre*, opérée, il y a une vingtaine d'années, par M. Eugène de Rozière, l'un des hommes qui ont le plus contribué à solidement asseoir quelques-unes des bases de notre histoire nationale. A. D.

L'ordre du Saint-Esprit aux XVIII^e et XIX^e siècles. Notes historiques et biographiques sur les membres de cet ordre depuis Louis IV jusqu'à Charles X, 1715-1830. Précédé d'un précis historique, par Félix PANHARD. — Paris, Dumoulin, 1868, in-8^o de 284 p.

C'est une idée heureuse que M. Panhard a eue de remplir une lacune importante que n'avaient pas encore comblée les historiens de l'ordre du Saint-Esprit. Dans un volume imprimé sur papier de Hollande, tiré à un petit nombre d'exemplaires, et dont l'exécution typographique fait honneur aux presses de M. Jouaust, il nous donne la liste chronologique des commandeurs et des chevaliers depuis 1715 à 1830, liste divisée en trois parties, 1^o Promotions (73) faites de 1715 à 1789, pour les chevaliers. 2^o La série des commandeurs, comprenant vingt-trois promotions. 3^o Les promotions faites par Louis XVIII et Charles X, au nombre de quinze. Après ces listes, viennent la nomenclature des grands officiers, commandeurs des ordres du roi, suivie des rois de France, depuis Henri III jusqu'à Charles X, avec le nombre de promotions faites par chacun de ces rois. Le titre que l'auteur donne à cette dernière nomenclature ne se comprend pas aisément. La notice jointe au nom de chacun des chevaliers est très-courte, mais elle suffit à la rigueur. Quelques détails biographiques, principalement sur les plus inconnus de ces chevaliers, auraient peut-être été désirables.

Je dois encore indiquer plusieurs appendices étendus et qui ont de l'importance : d'abord les statuts de l'ordre du Saint-Esprit, reproduits d'après le texte imprimé en 1703 à l'imprimerie royale, par les ordres de Louis XIV, sous la direction de Clairambaut, généalogiste des ordres du roi ; reproduction à laquelle M. Panhard a ajouté des notes qui

ont de l'intérêt. Je regrette seulement que l'auteur ait cru devoir comprendre ces *statuts* parmi les appendices. Selon nous, ces statuts forment une partie intégrante de l'ouvrage, et n'auraient pas dû, par conséquent, être imprimés en caractères plus fins que ceux employés pour le corps de l'ouvrage, ce qui a contraint l'auteur à employer pour ces notes des caractères microscopiques. Cette disposition typographique est regrettable, car, je le répète, plusieurs de ces notes sont curieuses. J'en citerai deux seulement : celle qui est relative au manuscrit déposé aujourd'hui au musée des souverains : le *Livre des professions de foi des chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit* (p. 210), et celle qui concerne les fonds attribués aux dépenses de l'ordre du Saint-Esprit (p. 221).

Ces statuts sont suivis de la reproduction d'un long passage de la notice du musée des souverains due à M. Barbet de Jouy, et qui donne des détails précis sur les objets exposés au Louvre et provenant de l'ordre du Saint-Esprit. L'ouvrage est terminé par des détails extraits des *antiquités nationales* de Millin, sur la collection des portraits des chevaliers de l'ordre que l'on voyait, avant 1789, dans quatre salles du couvent des Augustins. Quelques portraits échappés à la destruction se trouvent maintenant au musée historique de Versailles.

Tel est cet ouvrage utile, composé avec soin et avec l'intelligence du sujet, mais auquel on peut reprocher certaines lacunes importantes, que l'auteur aurait pu combler aisément, en donnant un peu plus de développements à la partie historique à laquelle il n'a consacré que les treize premières pages de son livre. L.

Les Sépultures des Plantagenets à Fontevrault (1189-1867). par M. Louis COURAJOD, de la bibliothèque impériale. Paris, 1867. 22 p. in-4°.

L'on sait les tentatives faites en 1867 par la cour de Londres, pour obtenir la remise des statues sépulcrales des quatre Plantagenets qui se trouvent à Fontevrault. Déjà le Gouvernement français avait consenti à s'en défaire, et l'on se préparait à leur faire faire le voyage de Westminster. Heureusement la livraison en fut retardée par un vice de forme. L'opinion publique se réveilla aussitôt. On revendiqua les statues comme bien de la nation, et la reine d'Angleterre eut le bon goût de ne plus donner suite à ses demandes.

Toutes ces circonstances réunies ont donné à M. Courajod l'idée d'écrire l'histoire de ces monuments, et nous ne pouvons trop le féliciter d'avoir mis son projet à exécution. L'auteur n'admet pas que la figure de Henri II puisse être considérée comme un portrait dans la vraie acception du mot, et pense qu'elle n'a pu être taillée qu'un certain temps après la mort du roi. Les raisons pour lesquelles il révoque en doute la narration, laissée par Mathieu Paris, des derniers moments de ce prince, nous semblent des plus plausibles. La statue de la reine Eléonore, laquelle après avoir été répudiée par Louis le Jeune, épousa Henri II d'Angleterre, ne saurait non plus, malgré son incontestable valeur artistique, avoir un grand mérite de ressemblance. En effet, cette princesse mourut fort âgée, et l'image de pierre nous montre une femme de quarante ans au plus. Ceci prouve à quel point les artistes du moyen âge étaient souvent tourmentés du désir d'idéaliser leurs modèles.

Une des pages les plus curieuses du travail de M. Courajod est celle qui retrace l'histoire des pieuses pro-

sanations subies par ces monuments pendant le *xvii^e* siècle. Ils eurent moins à souffrir des fureurs de la Révolution. Mais aujourd'hui le temps des épreuves est passé pour eux, car le directeur de l'établissement de Fontevault leur prépare, dans les abside du chœur de sa chapelle, un asile définitif.

H. DE CHARENCEY.

La chaire française au moyen âge, spécialement au *xiii^e* siècle, d'après les manuscrits contemporains, par A. LECOY DE LA MARCHE. Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. — Paris, Didier, 1868, in-8° de xiv-504 p.

C'est à l'Académie des Inscriptions que nous devons sans doute cet ouvrage qui traite un sujet aussi neuf qu'intéressant. Dire que les prédicateurs du moyen âge ne savaient débiter que des subtilités et des bizarreries dans un langage grotesque, bigarré d'idiômes différents, dans un style sec et dépourvu de tout ornement, était jusqu'à présent un lieu commun. L'opinion s'était laissé égarer par des jugements portés à la légère par quelques savants : M. Lecoy en donne la preuve.

En abordant l'important sujet qui fait l'objet de son travail, l'auteur n'avait point de guide : il a dû en rechercher lui-même les matériaux dans plus de quatre cents manuscrits, presque tous inédits. M. Lecoy envisage successivement les prédicateurs, les sermons et la société. Après un rapide aperçu sur les origines de la chaire française, il fait connaître ceux qui avaient qualité pour distribuer les enseignements de l'Eglise : d'abord tous les fidèles, puis seulement les évêques et leurs délégués, les curés les diacres, quelquefois les ordres religieux. Il passe ensuite en revue les principaux prédicateurs : évêques et

cardinaux, prêtres et docteurs, religieux, etc. C'est la partie la plus importante, mais aussi la plus difficile et la plus aride. Elle fait connaître chaque auteur, l'époque où il vivait, les œuvres dont il est véritablement l'auteur, celles qu'on lui a inexactement attribuées ou enlevées, les manuscrits où elles se trouvent. M. Lecoy a souvent dû contredire les continuateurs de l'*Histoire littéraire*, et particulièrement M. Petit-Radel et M. Daunou, dont il relève de singulières méprises. On trouve dans cette galerie Maurice de Sully, Jacques de Vitry, Foulque de Neuilly, Robert de Sorbon, auquel sont restitués plusieurs sermons, Elinand qui de trouvère devint cistercien, Barthélemy de Cluny, auteur des sermons attribués à Mathieu de Brancion.

Fixé sur les prédicateurs et l'authenticité de leurs œuvres, M. Lecoy étudie les sermons en eux-mêmes. Il répond d'abord à la première question qu'on se pose : quel était l'auditoire ? où et quand se rassemblait-il ? Puis il examine dans quelle langue on prêchait ; il arrive aux conclusions suivantes : on parlait en langue vulgaire au peuple, en latin aux clercs ; des sermons qui nous sont parvenus en latin ont été prononcés en français ; les sermons dits macaroniques, comme l'a démontré M. Gêruzez, ont été écrits autrement qu'ils n'ont été parlés. Les sermons se divisaient en deux classes principales : sermons *de tempore* pour les dimanches, *de sanctis* pour les fêtes des saints. L'oraison funèbre n'était pas inconnue, non plus que les sermons en vers, qui annoncent la décadence. Plusieurs livres didactiques de cette époque nous sont parvenus. Les orateurs soignaient plus le fond que la forme ; la trivialité du style n'avait point encore la vogue. Du reste nous connaissons bien peu des productions de ce temps ; nous n'avons point mal-

heureusement les discours qui ébranlaient les populations, notamment ceux qui ont été prêchés pour les croisades. On ne cherchait point tant que des nos jours à passer à la postérité : ce sont les auditeurs qui recueillent le plus souvent et à leur façon les discours qu'ils ont entendus : c'est ainsi qu'on a formé des recueils qui venaient en aide aux prédicateurs ; des recueils du même genre ont été aussi composés exprès. L'usage s'en répandit surtout au siècle suivant.

La troisième partie est la plus curieuse et la plus intéressante ; dépourvue de l'aridité de l'érudition, elle a tout l'attrait qu'ont les critiques ; car la chaire est un tribunal où tous les vices sont sévèrement repris : elle ne nous fait connaître qu'un côté de la société. L'auteur passe successivement en revue le monde religieux, la royauté, la féodalité, la bourgeoisie et le peuple, les femmes et le luxe, les écoliers, l'éducation et les lettres : on ne peut présenter ici une esquisse de ce tableau. Nous appellerons seulement l'attention sur les idées émises par les prédicateurs au sujet de la royauté et des communes.

Le volume se termine par une table bibliographique qui fait connaître les sermonnaires, leurs œuvres, leurs éditions, les manuscrits où on les trouve. On ne saurait trop remercier M. Lecoy du vaste champ qu'il vient d'ouvrir à l'étude, et des notions nouvelles qu'il nous fournit sur le plus grand siècle du moyen âge.

S. M.

Vies des Poètes ageneis (*Antoine de la Pujade; Guillaume du Sable*), par Guillaume COLLETET, publiées d'après les manuscrits du Louvre, par Philippe TAMIZEY DE LARROQUE. Agen, 1868, in-8° de 48 p.

Nous avons signalé à nos lecteurs

les *Vies des Poètes gascons*, livrées pour la première fois à la publicité par M. Tamizey de Larroque, dont le zèle intelligent ne se ralentit jamais. Voici deux nouveaux poètes, presque inconnus, que l'auteur restitue à sa province et à notre histoire littéraire. L'un, Antoine de la Pujade, naquit en 1556, à Agen, et a laissé des *Œuvres chrestiennes*, imprimées en 1604, et sur lesquelles le soigneux éditeur ajoute quelques détails complémentaires à ceux donnés par Guillaume Colletet ; il indique en outre un autre ouvrage du poète, la *Mariade*, qui a échappé à son devancier. — L'autre, Guillaume du Sable, était gentilhomme ordinaire de la Venerie. Tout huguenot qu'il était, il servit les rois qui se succédèrent de Henri II à Louis XIII. « Ses poésies méritent moins ce nom que celui de rimailles, » dit Colletet, et sa *Muse chasserresse* ne mérite guère d'être tirée de l'oubli. Comme cet ouvrage est de la plus grande rareté, on doit pourtant savoir gré à M. Tamizey d'en avoir donné des extraits, où l'on peut glaner quelques renseignements historiques.

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes rendus des séances de l'année 1867. Nouvelle série, tome III. Paris, A. Durand et Pedone-Lauriel, 1867 (1868), in-8 de 387 p.

M. Tardieu continue, on le sait, depuis trois ans, sous la direction du secrétaire perpétuel de l'Académie, la publication des *comptes rendus*, commencée en 1857 par M. Ernest Desjardins. Cette histoire de notre premier corps savant est aussi l'histoire du mouvement de l'érudition contemporaine. Par les lectures qui sont faites à l'Académie, par les travaux qui lui sont adressés, par les discussions qui ont lieu dans son sein, on suit la marche de la science historique, et, si l'on

n'en embrasse pas tous les horizons ; si l'histoire de France n'est pas assez peut-être l'objet de l'attention de la Compagnie, on a là, du moins une vue générale et d'utiles renseignements. Parmi les lectures faites en 1867 à l'Académie, et qui sont reproduites ici, nous citerons : *Examen de quelques faits relatifs à l'impératrice Faustine, femme de Marc-Aurèle*, par M. Renan (p. 203-215) ; *Sur un manuscrit des miracles de Notre-Dame, conservé au séminaire de Soissons*, par M. Delisle (p. 262-266) ; *Notice sur Michel Attaliote*, par M. Brunet de Presle (p. 276-283) ; *Sur quelques inscriptions de Mareb, de Khariba et d'Aden*, par M. Fr. Lenormant (p. 283-290), qui a communiqué à l'Académie diverses autres notes archéologiques ou épigraphiques ; *Sur un palimpseste contenant des fragments de l'itinéraire d'Antonin*, par M. Delisle (p. 308-313) ; *Sur un papyrus grec inédit*, par M. Egger (p. 314-319). A la séance publique annuelle, M. Guigniant a lu une notice historique sur la vie et les travaux de M. Hase, et M. Miller un mémoire sur les ambassades de Michel Psellus auprès de l'usurpateur Isaac Comnène.

Parmi les communications qui ne sont ici l'objet que d'une simple analyse, nous mentionnerons : *Recherches sur le calendrier des Lagides*, par M. Vincent ; *sur la dynastie des Lysanias d'Abilène*, par M. Renan ; *sur les inscriptions phéniciennes appartenant à l'île de Chypre*, par M. de Vogüé ; *sur les rapports de l'Égypte et de l'Assyrie, d'après les textes cunéiformes*, par M. Oppert ; *sur les découvertes récentes faites à Jérusalem*, par M. de Saulcy. D'autres lectures ne sont qu'indiquées, comme celles *sur la chronologie de Diodore de Sicile*, par M. Cothéraux ; *sur les invasions des peuples de la Méditerranée en Égypte vers le XIV^e siècle avant notre ère*, par

M. de Rougé ; *sur les proscrits florentins, de François I^{er} à Henri III*, par M. Abel Desjardins ; *sur la valeur comparée de César, de Plutarque et de Dion Cassius dans le récit des sept campagnes de César en Gaule*, par M. Rossignol ; *sur l'authenticité de quelques écrits attribués à Robert Grosse-Tête*, par M. Jourdain.

On voit, par cette énumération, que certains de ces mémoires auraient pu mériter les honneurs de la reproduction ou tout au moins de l'analyse ; mais on voit surtout combien notre histoire proprement dite est absente des communications faites à l'Académie, et c'est là, pour nous, l'objet d'un regret que nous exprimerons ici.

G. DE B.

Voltaire au château de Cirey, par M. Gustave DESNOIRESTERRES, Paris, Didier, 1868, in-8°.

M. Desnoiresterres continue de nous raconter Voltaire avec cette verve de description et cette abondance d'anecdotes dont son travail sur la *Jeunesse* de ce personnage avait donné des preuves. Ce n'est pas seulement la vie intime, littéraire, scientifique de *Voltaire au château de Cirey*, que nous avons ici ; le cadre est plus vaste ; le courtisan, le financier, le diplomate et, pourquoi ne le dirions-nous pas encore avec M. Desnoiresterres, le *lartufe* nous apparaissent dans ces pages vivantes, sincères, bien qu'elles soient écrites avec un sentiment d'admiration affectueuse pour le *grand homme*.

L'auteur, nous allons dire l'artiste, n'a pas en vue de prouver, mais de peindre. En promenant le spectateur à travers les mille détails d'une vie si accidentée, si variée d'aspects, il amuse, et toutefois il instruit. Étudiez cette marquise du Châtelet pour laquelle nous n'acceptons pas les circonstances atténuantes qu'on nous présente. quel

oubli de la dignité et des grâces de la femme dans ce *bas bleu* ! Suivez Voltaire à Cirey, à Lunéville, à Paris, à la Haye, à Berlin ; son activité laissera toujours voir sous le poète le courtisan, sous le financier l'avare, sous le patriote d'occasion l'ambitieux, sous le tolérant l'intolérant, sous le philanthrope de parade l'égoïste, sous le redresseur de torts l'adulateur des abus et l'homme-lige des courtisanes en renom et des despotes, sous le frondeur le comédien.

M. Desnoiresterres n'expose qu'imparfaitement les luttes de celui qu'il appelle un *grand enfant* et qui n'était qu'un grand spéculateur en tous genres ; il poursuit le libraire Jore d'accusations imméritées ; il renvoie en quelque sorte dos à dos du tribunal de l'histoire J.-B. Rousseau, Des Fontaines, et leur ennemi commun ; mais, quoi qu'il fasse pour dissimuler les torts du brillant esprit qui le charme, la rectitude de ses intentions lui dicte des aveux qui nous livrent le *plus vif* de Voltaire. Comme l'amant de la *divine Emilie* la persifle auprès de Frédéric, et combien cette femme, si avilie qu'elle soit, est moins abaissée que l'ingrat moqueur ! Avec quelle aisance l'entremetteur du roi de Prusse dans l'affaire de l'*anti-Machiavel* se permet des procédés *habiles* que la plus vulgaire honnêteté réprouve ! Combien le financier se démasque lorsqu'il flétrit les tripotages, pour lui lucratifs, de ceux qui ont *volé* sous les frères Pâris ! Ici encore, les calculs personnels du diplomate et son insuccès à la cour de Berlin sont mis à nu. Impossible

également de jeter un voile sur les menées hypocrites à l'aide desquelles le littérateur longtemps écarté de l'Académie abjure son impiété du bout des lèvres et du bout de la plume, se fait dévot fils de Benoit XIV et lui demande des médailles pour conquérir un fauteuil. Il faut bien aussi reconnaître, coûte que coûte, dans le dominateur qui ne souffrait aucune opposition, dans le pamphlétaire qui déchirait sans pitié ses rivaux, un caractère vindicatif et plein de fiel.

M. Desnoiresterres se plaît à croire que Voltaire était le jouet de son tempérament nerveux, comme s'il ne calculait pas la plupart de ses actes et jusqu'à ses colères ; qu'il valait beaucoup mieux que son frère Armand, l'honnête janséniste ; qu'il lésinait seulement dans les petites choses, bien qu'il fût on ne peut plus *adroit* et *roué* en affaires ; qu'il se montra généreux pour Léniant ; — ce qui reste à prouver, — qu'en somme il avait l'âme ouverte aux meilleurs sentiments : affirmation qui jure avec celle des faits. Malgré tant d'indulgence, la vérité se fait jour, parce qu'à tont prendre M. Desnoiresterres est sans fanatisme et sans parti pris. Quand les documents accusateurs sont sous sa main, il ne les dérobe pas au public. Correspondances, historiens du temps, journaux, etc., il cite tout avec une évidente loyauté. C'est pourquoi ce volume prouve bien souvent le contraire de ce qu'il affirme : le demi-dieu s'évanouit, l'homme reste.

GEORGES GANDY.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUIÈME VOLUME

LIVRAISON DU 1^{er} JUILLET 1868

LES ASSEMBLÉES NATIONALES DANS LES GAULES, par M. Anatole de Barthélemy.	8
MARIE STUART ET SES DERNIERS HISTORIENS, deuxième partie, par M. L. Wiesener.	49
LA FUITE DE LOUIS XVI, première partie, par M. Victor Fournel.	107
LE MEURTRE DE MONTEREAU, par M. G. du Fresne de Beaucourt.	189
MÉLANGES: L'authenticité du Pentateuque, par le R. P. Ch. Trochon.	238
Les années de Jésus-Christ, par M. L.-F. Guérin.	244
Deux thèses de M. Faugeron sur divers points de notre histoire au ix ^e siècle, par M. Em. Mabille.	247
Un panégyrique d'Agnès Sorel, par M. de Beaucourt.	250
Quelques observations sur le Bernard Palissy de M. Audiat, par M. Tamizey de Larroque.	254
Marie-Thérèse, Joseph II et madame d'Herzelle, par M. E. Boutaric.	260
Un nouveau témoin de la Révolution (Malouet), par M. Le Roux de Lincy.	263

La Démagogie à Paris en 1793, par M. Anatole de Barthélemy.	272
Les Excommunications d'animaux, par M. d'Arbois de Jubainville.	275
COURRIER ALLEMAND, par M. le docteur Beckmann.	281
COURRIER ITALIEN, par M. C. Casati.	291
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson.	302
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet.	310
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES	322
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.	333

LIVRAISON DU 1^{er} OCTOBRE 1868

MARIE STUART ET SES DERNIERS HISTORIENS, troisième partie, par M. L. Wiesener.	353
LA FUITE DE LOUIS XVI, deuxième partie, par M. Victor Fournel.	426
NÉGOCIATIONS DE HENRI II AVEC LE DUC DE FERRARE, par M. Gustave Bagnelault de Puchesse.	485
LES DERNIERS MOMENTS DE MADAME ÉLISABETH, par M. A. de Beauchesne.	517
ENCORE UN MOT SUR GALILÉE, par M. Henri de l'Épinois.	530
MÉLANGES : Merlin est-il un personnage réel, par M. H. d'Arbois de Jubainville.	559
Destinée historique de la Bretagne, par M. Georges Gandy.	569
L'Épopée française, par M. Marius Sepet.	576
Les Historiens de Paris aux xiv ^e et xv ^e siècles, par M. de Beaucourt.	584
Un Intendant du Hainaut sous Louis XVI, par M. A. Desplanque.	588
COURRIER ALLEMAND, par M. le docteur Beckmann.	593
COURRIER ITALIEN, par M. C. Casati.	608
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson.	618
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet.	625
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES	638
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.	656

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

La morale et la loi de l'histoire, par le R. P. Gratry.	656
De la richesse dans les sociétés chrétiennes, par M. Ch. Perin.	658
Histoire des chevaliers romains, par M. Émile Belot.	659
De l'organisation militaire de l'empire romain et des médailles légionnaires, par M. J. Roman	661
Histoire d'Hérode, roi des Juifs, par M. F. de Saulcy	333
<i>De Phialá cruenta disquisitio</i> , par le R. P. Scognamiglio	662
Optatien, deuxième évêque de Troyes, et les conciles de Colo- gne et de Sardique. Éclaircissement historique, par M. l'abbé Lalore	662
Doutes sur l'authenticité de quelques écrits contre la cour de Rome, attribués à Robert Grosse-Tête, évêque de Lincoln, par M. Jourdain	663
Traité de paix et de commerce et documents divers concer- nant les relations des chrétiens avec les Arabes de l'Afri- que Septentrionale, au moyen âge, par M. L. de Mas- Latrie	334
Arnaud de Brescia et les Hohenstaufen, par M. Georges Guibal	335
Saint Félix, évêque de Nantes, par le vicomte de Kersabiec	664
Vie de la bienheureuse Françoise d'Amboise, duchesse de Bretagne, par le vicomte de Kersabiec.	664
Quelques questions de géographie au moyen âge, par M. H. Lepage.	665
Histoire de France, par M. C. Dareste.	665
Relations et mémoires inédits pour servir à l'histoire de la France dans les pays d'outre-mer, par M. Pierre Margry	337
Œuvres de Froissart, publiées par M. Kervyn de Lettenhove.	667
Archives Dauphinoises. — Histoire de la réunion du Dau- phiné à la France, par M. J.-J. Guiffrey	666
Procès de condamnation de Jeanne Darc, dite la Pucelle d'Orléans, par M. Vallet de Viriville.	338
Les deux procès de condamnation, les enquêtes et la sen- tence de réhabilitation de Jeanne d'Arc, par M. E. O'Reilly.	339
La guerre de Trente Ans en Lorraine, jusqu'à la destruction de la Mothe, 1631-1645 ; recueil d'imprimés contemporains, par M. J.-A. Schmit	668
Archives de la Bastille. Documents inédits, par M. François Ravaisson	340

Mémoires du comte Beugnot, publiés par M. Albert Beugnot.	341
Tableau du Maine pendant les Assemblées provinciales de 1787, et la convocation des Députés aux États-Généraux, par M. Léon Maître.	341
Archives de l'Ouest. Recueil de documents concernant l'histoire de la Révolution, n° III. Guienne, Bretagne; n° IV. Anjou, Maine, Berry, par M. A. Proust.	342
Récit des journées des 5 et 6 octobre 1789 à Versailles, par M. J.-A. Le Roi.	343
Histoire de la Terreur, 1792-1794, par M. Mortimer-Ternaux.	343
Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique des diocèses de Lyon et de Belley depuis la Constitution civile jusqu'au Concordat, par M. l'abbé Cattin.	344
Histoire de la Restauration, par M. Alfred Nettement.	345
Le sacre, études historiques, philosophiques, religieuses, par M. l'abbé Quéant.	346
Documents inédits des ix ^e , x ^e et xi ^e siècles relatifs à l'église de Lyon, par M. l'abbé Chevalier.	670
Chartes de communes et affranchissements en Bourgogne, publiées par M. J. Garnier.	670
Journal de Jean Bauchez, greffier de Plappeville au dix-septième siècle (1551-1651), publié pour la première fois, d'après le manuscrit original, par MM. Ch. Abel et E. de Bouteiller.	670
L'abbaye de Clairmarais d'après ses archives, par M. Henri de La Plane.	669
Histoire du couvent des Pauvres-Clares de Lille, par M. l'abbé Dancoisne.	347
Notice sur Chilly-Mazarin : le château, l'église, le village, le maréchal d'Effiat, par M. Patrice Salin.	672
Les anoblis de Bourgogne, par M. J. d'Arbaumont.	348
Posange et ses seigneurs, par M. J. d'Arbaumont.	348
Mémoire historique sur les institutions de France à Rome, par Mgr Pierre La Croix.	348
L'Ordre du Saint-Esprit aux xviii ^e et xix ^e siècles, par M. Félix Panhard.	674
Les sépultures des Plantagenets à Fontevrault (1189-1867), par M. Louis Courajod.	675
La chaire française au moyen âge, par M. Lecoy de la Marche.	676
Vie des poètes agenais, par M. Tamizey de Larroque.	677
Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes rendus des séances de l'année 1867.	677
Causeries d'un curieux, par M. Feuillet de Conches.	351
Table chronologique des chartes et diplômes imprimés con-	

TABLE DES MATIÈRES DU CINQUIÈME VOLUME. 685

cernant l'histoire de la Belgique, mise en ordre et publiée par M. Alphonse Vauters, tome II.	673
La Thaumassière, sa vie, ses relations, ses œuvres, par M. E. de Robillard de Beaurepaire	349
Rapin Thoyras, sa famille et ses œuvres, par M. Raoul de Cazenove	349
Voltaire au château de Cirey, par M. Gustave Desnoires- terres	678
Élisabeth Seton et les commencements de l'Église catholique aux États-Unis, par M ^{me} de Barberey	350

NOMS DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

ABEL (M. Ch.), 670.	LA PLANE (M. H. de), 669.
ARBAUMONT (M. J. d'), 348.	LECOY DE LA MARCHE (M. A.), 676.
BARBEREY (M ^{me} de), 350.	LEPAGE (M. H.), 665.
BEAUREPAIRE (M. de), 307.	LE ROI (M. J.-A.), 343.
BELOT (M. Émile), 659.	MAITRE (M. Léon), 341.
BEUGNOT (M. A.), 341.	MARGRY (M. P.), 337.
BOUTEILLER (M. E. de), 670.	MAS-LATRIE (M. de), 334.
CATTIN (M. l'abbé), 344.	NETTEMENT (M. A.), 345.
CAZENOVE (M. R. de), 349.	O'REILLY (M. E.), 339.
CHEVALIER (M. l'abbé C.-U.-J.), 670.	PANHARD (M. F.), 674.
COURAJOD (M. L.), 675.	PERIN (M. Ch.), 658.
DANCOISNE (M. l'abbé), 347.	PROUST (M. A.), 342.
DARESTE (M. C.), 675.	QUÉANT (M. l'abbé), 346.
DESNOISETÈRES (M. G.), 678.	RAVAISSON (M. F.), 340.
FEUILLÉ DE CONCHES (M.), 357.	ROMAN (M. J.), 661.
GARNIER (M. J.), 670.	SALIN (M. Patrice), 672.
GRATRY (R. P.), 666.	SAULCY (M. F. de), 333.
GUIBAL (M. G.), 335.	SCHMIT (M. J.-A.), 668.
GUIFFREY (M. J.-J.), 656.	SCOGNAMIGLIO (R. P.), 662.
JOURDAIN (M. Ch.), 663.	TAMIZEY DE LARROQUE (M. Ph.), 677.
KERSABIEC (M. de), 664.	TERNAUX (M. MORTIMER-), 343.
KERVYN DE LETTENHOVE (M.), 666.	VALLET DE VIRVILLE (M.), 338.
LA CROIX (Mgr P.), 348.	WAUTERS (M. A.), 673.
LALORE (M. l'abbé), 662.	

V. PALMÉ.

Princeton University Library



32101 076465564



